



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at

at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

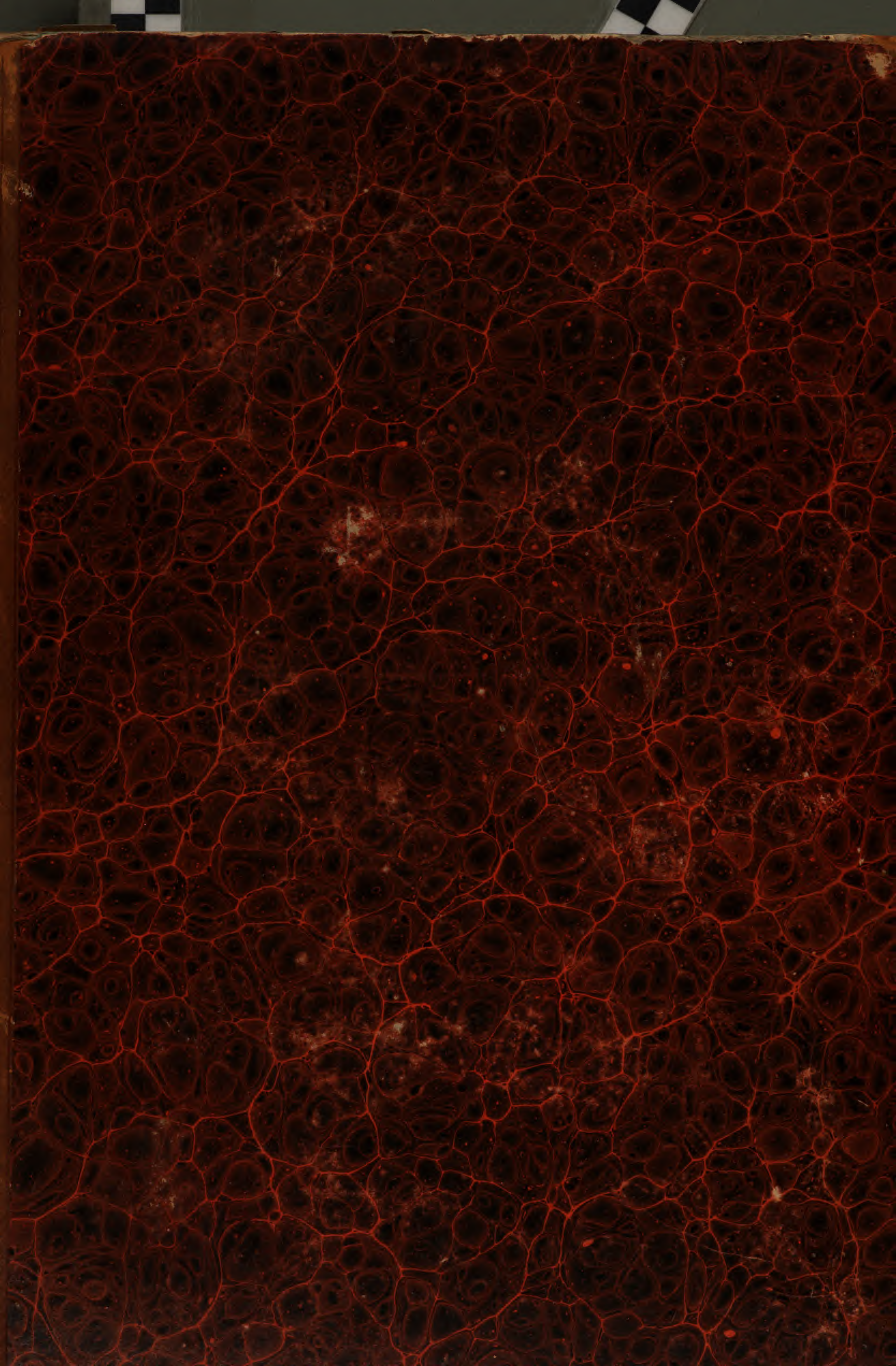
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de :

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

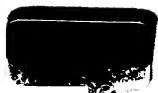
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Ital. 109^m

(12).

Monume



<36630736440019

<36630736440019

Bayer. Staatsbibliothek

MONVMENTA
HISTORIAE PATRIAE

TOMVS XII.

SAINTS' BIBLE

ATTEMPT

1871

THE BIBLE SOCIETY OF THE UNITED STATES OF AMERICA

NEW YORK: PUBLISHED BY THE BIBLE SOCIETY OF THE UNITED STATES OF AMERICA, 10 NASSAU ST.

1871

1871

NEW YORK: PUBLISHED BY THE BIBLE SOCIETY OF THE UNITED STATES OF AMERICA, 10 NASSAU ST.

1871

1871

HISTORIAE PATRIAE

MONUMENTA

EDITA IVSSV

REGIS CAROLI ALBERTI

TOMVS XII.

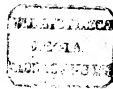
CODEX DIPLOMATICVS SARDINIAE.

TOMVS II.

AVGVSTAE TAVRINORVM

E REGIO TYPOGRAPHEO

AN. M. D. CCC. LXVIII.



RECEIVED JAN 14 1914

VICTORIO EMMANVELI II

ITALIAE REGI

QVI PATERNVM REGIS CAROLI ALBERTI IVSSVM

RATVM FIRMVMQVE HABENS

HISTORICA RERVM ITALICARVM MONVMENTA

VLTERIVS EDENDA DECREVIT

CODICEM INSVLAE SARDINIAE DIPLOMATICVM

SECVNDO HOC VOLVMI NE ABSOLVTVM

CVRATORES HISTORIAE PATRIAE STVDIIIS PROMOVENDIS

D. D. D.

[illegible][illegible]

REGIA DEPUTAZIONE

VII

SOVRA GLI STUDI

DI STORIA PATRIA

Presidente.

SCLOPIS DI SALERANO Eccell.^{ma} Conte D. FEDERIGO, Ministro di Stato, Senatore del Regno, Primo Presidente, Presidente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Socio non residente della Società Reale di Napoli (Accademia di Scienze morali e politiche), Membro onorario del Regio Istituto Lombardo di Scienze Lettere ed Arti, Socio corrispondente dell'Istituto di Francia, e del R. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Membro aggregato dell'Accademia Imperiale di Savoia, ecc., Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Cav. di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro; Cav. e Consigliere onorario dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce dell'Ordine della Concezione di Portogallo, Grand'Ufficiale dell'Ordine di S.^{ta} Maria di Guadalupe, Cavaliere dell'Ordine della Legion d'Onore di Francia, e di quello del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe.

Vice-Presidenti.

CIBRARIO Eccell.^{ma} Conte D. LUIGI, Ministro di Stato, Senatore del Regno, Primo Presidente onorario di Corte d'Appello, Primo Segretario di S. M. pel Gran Magistero dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cancelliere dell'Ordine della Corona d'Italia, Socio della Regia Accademia delle Scienze di Torino, Socio corrispondente dell'Istituto di Francia, dell'Accademia Imperiale delle Scienze di Vienna, dell'Accademia della Crusca, dell'Accademia delle Scienze di Napoli, dell'Accademia Imperiale di Savoia, delle Società di Economia politica di Parigi, e di Madrid, dell'Accademia dei Georgofili di Firenze, dell'Istituto Nazionale, e della Società Archeologica di Ginevra, delle Società di Storia della Svizzera Romanda, e di Berna, Membro

della Commissione sopra i testi di lingua, ecc., ecc., Patrizio di Pisa e di S. Marino, Cav. di Gran Croce degli Ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, Cavaliere e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di Carlo III di Spagna, della Concezione di Portogallo, di Leopoldo del Belgio, del Medidié Ottomano, del Leone Neerlandese, del Nisciam Ifihar di Tunisi, e di San Marino, Grand'Ufficiale dell'Ordine della Legion d'Onore di Francia, Commendatore dell'antico ed insigne Ordine di S. Giacomo della Spada di Portogallo pel merito scientifico letterario ed artistico, e degli Ordini di Cristo, di Wasa di Svezia, e di Stanislao di Russia, ecc., ecc.

PROMIS Commendatore DOMENICO, Bibliotecario e Conservatore del Medagliere di S. M. in Torino.

Segretarii.

BAUDI DI VESME Cav. CARLO, Senatore del Regno, Membro della R. Accademia delle Scienze di Torino, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia.

FRANCHI-VERNEY DELLA VALETTA Conte ALESSANDRO, Consigliere d'Appello, Membro onorario della Società di Storia della Svizzera Romanda, e dell'Assemblea di Storia Patria in Palermo, Socio corrispondente dell'Istituto Nazionale, e della Società di Storia e d'Archeologia di Ginevra, della Società Ligure di Storia Patria, e dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, Cavaliere e Giudice d'Armi del S. M. Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Grand'Ufficiale del Nisciam Ifihar di Tunisi.

Membri residenti in Torino.

SAULI D'IGLIANO Conte LUDOVICO, Senatore del Regno, Consigliere di Legazione, Membro e Direttore della Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche della R. Accademia delle Scienze di Torino, Accademico d'onore dell'Accademia Reale di Belle Arti, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cav. e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia.

SCLOPIS Ecc. Conte D. FEDERICO, *predetto*.

CIBRARIO Ecc. Conte D. LUIGI, *predetto*.

PEYRON Teologo Collegiato AMEDEO, Prof. emerito di Lingue Orientali, Membro e Tesoriere della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Socio straniero dell'Istituto di Francia (Accademia delle Iscrizioni e Belle Lettere), Socio non residente dell'Istituto di Napoli, Accademico corrispondente della Crusca, e delle Accademie di Berlino e di Monaco, Socio onorario degli Istituti d'Egitto, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine della Corona d'Italia, e di quello di S.^{ta} Maria di Guadalupe, Cav. e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere della Legion d'Onore di Francia, e dell'Ordine del Merito scientifico di Prussia.

PROMIS Commendatore DOMENICO, *predetto*.

BAUDI DI VESME Cav. CARLO, *predetto*.

RICOTTI ENCOLE, Maggiore nelle R. Armate, Professore di Storia moderna nella Regia Università di Torino, Socio della R. Accademia delle Scienze della stessa Città, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e Cavaliere di quelli del Merito Civile, e Militare di Savoia.

PROMIS CARLO, Professore d'Architettura nella Scuola d'Applicazione degli Ingegneri in Torino.

VALLAURI TOMMASO, Dottore del Collegio di Belle Lettere e Filosofia, Professore di Letteratura Latina nella R. Università di Torino, Socio residente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di S. Gregorio Magno.

BONCOMPAGNI DI MOMBELLO Cav. CARLO, Deputato al Parlamento Italiano, Membro della R. Accademia delle Scienze di Torino, Dottore del Collegio di Filosofia e di Belle Lettere, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario in riposo, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia.

ADRIANI P. D. GIOVANNI BARTISTA, de' Chierici Regolari Somaschi, Membro della Regia Accademia di Filosofia e Belle Lettere di Fossano, della Società Accademica del Ducato d'Aosta, della Accademia Imperiale di Dijon, Socio d'onore della Società Storica della Moravia e della Silesia, delle Economiche di Chiavari e di Savona, della Società Ligure di Storia Patria, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, della Regia Accademia Lucchese, dell'Istituto Nazionale di Ginevra, delle Accademie Imperiali di Scienze Belle Lettere ed Arti di Marsiglia, di Chambéry e di Aix in Provenza, delle Società Archeologiche di Montpellier e di Savoia, dell'Accademia R. di Storia di Madrid, dell'Istituto Storico di Francia, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Commendatore dell'Ordine di S. Giacomo della Spada di Portogallo.

FRANCHI-VERNEY DELLA VALETTA Conte e Commendatore ALESSANDRO, *predetto*.

CASTELLI AVV. MICHEL-ANGILO, Senatore del Regno, Direttore generale degli Archivi del Regno, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, e di quella della Legion d'Onore di Francia.

COMINO CARLO FELICE, Sostituto Procuratore Generale presso la Corte d'Appello di Torino, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine di Carlo III di Spagna.

BOSIO Sacerdote D. ANTONIO, Dottore in Teologia, Canonico onorario dell'insigne Collegiata della Città di Ceva, Socio corrispondente dell'Accademia di S. Anselmo d'Aosta, e della Società Filotecnica di Torino, Cav. dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

BOLLATI EMANUELE, Dottore d'Ambe Leggi, Ripetitore della Facoltà di Leggi, Direttore dell'Archivio Camerale in Torino, Membro del Consiglio permanente d'Amministrazione presso il Regio Economato Generale nelle antiche Province, Socio corrispondente della Deputazione di Storia Patria per le Romagne, della Società Colombaria Fiorentina, della nuova Società per la Storia della Sicilia in Palermo, della Società Ligure di Storia Patria, della Società Lombarda di Economia Politica, dell'Accademia Storico-Archeologica, e dell'Accademia Fizio-Medico-Statistica di Milano, Socio onorario della Società Italiana di Archeologia e Belle Arti in Milano, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia.

x
BIANCHI Dottore Professore **NICOMEDE**, Preside del Liceo Cavour in Torino, Socio corrispondente della R. Accademia di Scienze, Lettere ed Arti in Modena, della Regia Accademia Palermitana di Scienze e Lettere, e dell'Accademia Urbinate di Scienze, Lettere ed Arti, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Ufficiale di quello della Corona d'Italia.

CLARETTA Barone **GAUDENZIO**, Dottore di Leggi, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

DIONISOTTI Avv. **CARLO**, Membro effettivo della Società Filotecnica di Torino, Socio corrispondente del R. Istituto d'incoraggiamento alle Scienze naturali economiche e tecnologiche di Napoli, Segretario del Tribunale di Commercio di Torino, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

Membri non residenti in Torino.

DATTA Avv. **PIETRO**, *Parma*.

MULETTI **CARLO**, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Verzuolo (Circondario di Saluzzo)*.

TOLA Barone **D. PASQUALE**, Dottore in Teologia ed in Diritto, Dottore aggregato emerito del Collegio di Filosofia e Lettere della R. Università di Sassari, Consigliere nella Corte d'Appello e Consigliere municipale di Genova, Socio non residente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Membro dell'Istituto Storico di Francia, della Società Economica di Chiavari, Socio onorario della Reale Società Agraria ed Economica di Cagliari, dell'Assemblea di Storia Patria di Palermo, dell'Accademia Fisis-Medico-Statistica di Milano, Presidente della Società Ligure di Storia Patria, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Genova*.

MORENO Monsignor **D. LUIGI**, Vescovo d'Ivrea, Prelato domestico di S. S. assistente al Soglio Pontificio, Membro dell'Accademia degli Arcadi in Roma col nome di **TERGESTE LUCANO**, dell'Accademia Pontificia dell'Immacolata Concezione in Roma, dell'Accademia Filarmonico-Poetico-Letteraria d'Alba, della Società Accademica di Aosta, e dell'Accademia Cingolana degli Incolti, Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, *Ivrea*.

SBERTOLI Abate **PASQUALE ANTONIO**, *Genova*.

FERRERO PONZIGLIONE DI BORGO D'ALE Conte **VINCENZO**, Dottor d'Ambe Leggi, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

CROSET-MOUCHET Canonico **D. GIUSEPPE**, Dottoré in Teologia ed in Ambe Leggi, R. Professore emerito di Teologia, Canonico della Cattedrale di Pinerolo e Pro-Vicario generale della Diocesi, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, Socio dell'Accademia Imperiale di Savoia, della Società Accademica d'Aosta, e delle Accademie, Pontificia di Religione Cattolica, e dei Quiriti, di Roma, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere di quello della Corona d'Italia, *Pinerolo*.

CHARVAZ Monsignor **D. ANDREA**, Arcivescovo di Genova, Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere Gran Croce degli Ordini della Corona d'Italia e di Cristo di Portogallo, Membro della Reale Accademia delle Scienze di Torino, dell'Accademia Imperiale di Savoia, dell'Accademia dei Quiriti, di quella di Religione Cattolica, e dell'Arcadia di Roma, *Genova*.

MANUEL DI SAN GIOVANNI Barone CAUSEPPE, Dottor d'Ambe Leggi, *Droneo* (*Condario di Cuneo*).

BONAINI FRANCESCO, Sovv'Intendente Generale dei Regii Archivi nelle Provincie Toscane, Avvocato, Professore emerito delle Regie Università di Pisa e di Siena, Accademico residente della Crusca, Socio ordinario Colombario e dei Georgofili, Vice-Presidente della Deputazione di Storia Patria per le Province della Toscana dell'Umbria e delle Marche, e dell'Ateneo Italiano, Socio corrispondente della R. Accademia delle Scienze di Torino, del Regio Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Lucca, della Commissione per i testi di lingua per le Provincie dell'Emilia, Socio d'onore della Società Ligure di Storia Patria, delle Reali Accademie delle Belle Arti di Firenze e di Pisa, e dell'Accademia Provinciale di Belle Arti di Ravenna, dell'Accademia Romana d'Archeologia, e dell'Istituto di Corrispondenza Archeologica, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Modena, della Società Germanica per l'illustrazione delle fonti di Storia Patria, Grand'Ufficiale degli Ordini dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e di S. Marino, Ufficiale degli Ordini della Corona d'Italia, e della Legion d'onore di Francia, Cavaliere degli Ordini del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe, dell'Aquila Rossa di Prussia, di Alberto l'Animoso di Sassonia, e del Pontificio di S. Gregorio Magno, *Firenze*.

BANCHERO GIUSEPPE, Socio corrispondente della Società Letteraria di Lione, e di quella di Statistica di Marsiglia, Membro della Società Italiana di Archeologia e Belle Arti di Milano, della Giunta Comunale di Statistica della Città di Genova, e Catastaro di detta Città, Presidente dell'Associazione degli Impiegati Civili, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, *Genova*.

BELGRANO LUIGI TOMMASO, Applicato agli Archivi Governativi di Genova, Segretario Generale della Società Ligure di Storia Patria, Socio onorario dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Fano, dell'Assemblea di Storia Patria di Palermo, Corrispondente della Regia Deputazione di Storia Patria per le Provincie della Toscana, della Società Economica di Chiavari, di quella di Storia e d'Antichità di Odessa, e dell'Accademia degli Euteleti di San Miniato, Cavaliere degli Ordini dei Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, *Genova*.

BOSISIO Canonico D. GIOVANNI, Proposto e Preside del Capitolo Cattedrale di Pavia, *Pavia*.

CANALE AVV. MICHELE GIUSEPPE, Dottore Collegiato della Classe di Filosofia e Lettere nella Regia Università di Genova, Bibliotecario Civico, Professore di Storia e Geografia nel R. Istituto Tecnico Provinciale, Membro della Reale Accademia di Scienze e Lettere di Berlino, della Società Imperiale Geografica di Parigi, di quella di Storia e di Letteratura di Odessa, dell'Istituto Geografico Commerciale di Marsiglia, e di quello di Scienze, Lettere ed Arti di Washington, Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Cavaliere di quello del Sole e Leone di Persia, *Genova*.

CANTU' CAV. CESARE, Membro del R. Istituto Lombardo di Scienze e Lettere, ecc., Cavaliere e Consigliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, ecc. *Milano*.

DE SIMONI CORNELIO, Dottor d'Ambe Leggi, Segretario negli Archivi Governativi di Genova, Vice-Presidente della Sezione d'Archeologia nella Società Ligure di Storia Patria, Socio corrispondente della Deputazione di Storia Patria per la Toscana, Umbria e Marche, della Società Italiana d'Archeologia e Belle Arti di Milano, e dei Quiristi di Roma, Cavaliere degli Ordini dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, *Genova*.

FINAZZI D. Giovanni, Canonico Teologo del Capitolo Cattedrale di Bergamo, Regio Provveditore agli Studi della Provincia di Bergamo, Socio attivo, e Vice-Presidente dell'Ateneo di Bergamo, Professore emerito nei Seminari di Pavia e di Bergamo, Membro corrispondente dell'Istituto Archeologico di Roma, Berlino e Parigi, Socio degli Atenei di Brescia e di Bassano, dell'Accademia Valdarnese del Poggio, e di quella di Religione Cattolica, e dell'Immacolata Concezione di Roma, Cavaliere dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Bergamo.

MARCHESE Padre VINCENZO FORTUNATO, dell'Ordine dei Predicatori, Professore onorario della R. Università di Siena, Dottore di Collegio per la Facoltà di Filosofia e Belle Lettere nella R. Università di Genova, Socio della Romana Accademia dei Quiriti, della Colombaria e di quella delle Belle Arti di Firenze, della Valdarnese del Poggio di Montevarchi, della Valle Tiberina in Borgo San Sepolcro, dei Filomati in Lucca, dell'Ateneo di Scienze, Lettere ed Arti di Bassano, della Società Ligure di Storia Patria, e di quella di Belle Arti in Genova, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, e di quello della Corona d'Italia, Genova.

ODORICI EDEMIO, Prefetto della Reale Biblioteca di Parma, Membro delle Deputazioni di Storia Patria di Parma e di Bologna, Socio corrispondente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Membro degli Atenei di Brescia e di Firenze, Corrispondente della R. Accademia Ercolanense, e dell'Accademia Pontaniana di Napoli, dell'Olimpica di Vicenza, dei Patrofilo di Bologna, della Società Lombarda di Economia politica, dell'Accademia Storico-Archeologica, e della Società Italiana d'Archeologia e di Belle Arti in Milano, Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia, Parma.

ROBOLOTTI FRANCESCO, Medico primario e Direttore emerito dello Spedale maggiore di Cremona, Socio corrispondente della R. Accademia Medico-Chirurgica di Torino, dell'Accademia Medico-Chirurgica di Ferrara, Socio dell'Ateneo, dell'Istituto di Scienze, Lettere ed Arti, dell'Accademia Fisis-Medico-Statistica e dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, dell'Ateneo di Brescia, dell'Associazione Medica Italiana, della Società Agraria di Lombardia, e dell'Istituto di corrispondenza Archeologica di Roma, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cremona.

SALA ARISTIDE, Licenziato in Ambe Leggi, Professore di Storia, Geografia e Letteratura Italiana nel Liceo di Saluzzo, Canonico onorario della Cattedrale di Cingoli, Socio fondatore dell'Associazione Pedagogica di Milano, Socio d'onore e Promotore dell'Accademia Cingolana degli Inculti, Socio d'onore dell'Ateneo di Scienze e Lettere di Bergamo, Accademico di merito della Pontificia Accademia dell'Immacolata Concezione, Socio effettivo del Comizio Agrario di Saluzzo, Socio corrispondente dello Istituto Storico di Francia, dell'Ateneo, e dell'Accademia Fisis-Medico-Statistica di Milano, della Società Ligure di Storia Patria, dell'Accademia Tiberina, e di quelle di Religione Cattolica e dei Quiriti, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Saluzzo.

COSSA NOBILE D. GIUSEPPE, Dottore in Matematica, già Primo Assistente della Regia Biblioteca di Brera in Milano, e Professore di Paleografia e Diplomatica, Socio corrispondente del R. Istituto Lombardo di Scienze, Lettere ed Arti, Socio d'onore dell'Ateneo di Brescia, Milano.

ROSA GABRIELE, Socio effettivo degli Atenei di Bergamo e di Brescia, Socio corrispondente di quelli di Bassano, Treviso e Venezia, e Membro corrispondente della Società d'Antichità patrie di Zurigo, Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Bergamo.

BOSSI GIULIANO, Professore di Retorica, e già Provveditore agli Studi, nell' *Ateneo* di Genova; *Ventimiglia*, *Membro corrispondente dell'Archivio Storico Italiano* di Firenze, *fondatore della Società Ligure di Storia Patria*, di quella di Storia della Svizzera Romanda, della Filotecnica di Torino, della Letteraria di Larino, della Economica di Chiavari, dell'Ateneo di Milano, della R. Commissione consultiva di Belle Arti in Genova, della R. Commissione Enologica; *Socio d'onore dell'Accademia degli Inculti di Ginevra*, *Membro dell'Accademia dei Pellegrini di Castro Reale*, *Membro onorario dell'Accademia dei Zelanti di Acireale* e della *Dedica di Lettere ed Arti della stessa Città*, *Vice-Bibliotecario dell'Aprosiano*, *Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro*, *di Pontimiglia*.

MIGNATI D. CESARE, Arciprete, Professore, *Socio corrispondente dell'Accademia Comboniana di Firenze*, *Socio dell'Accademia Archeologica di Roma*, dell'Accademia Storico-Archeologica di Milano, dell' *Assemblea di Storia Patria di Palermo*, della Società Filotecnica di Torino, dell' *Associazione Pedagogica di Milano*, e *Socio onorario dell'Accademia d'Agricoltura, Commercio ed Arti di Verona*; *Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro*, *Cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia*, *Lodi*.

OSIO LUIGI, Direttore Capo di Divisione di prima classe agli Archivi Governativi di Milano, *Socio effettivo dell'Ateneo di Milano*, *Membro effettivo fondatore dell'Accademia Storico-Archeologica della stessa Città*, *Socio corrispondente della Società Filotecnica di Torino*, *Cavaliere dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro*, e dell'Ordine Reale Danese del Dannebrog, *Milano*.

MORBIO NOBILE CARLO, *Socio corrispondente della Reale Accademia delle Scienze di Berlino*, della Società Imperiale degli Antiquari, della Società per la Storia di Francia, e della Società Letteraria di Lione, *Socio degli Atenei di Bassano*, di Bergamo e di Brescia, delle Accademie dei Concordi di Rovigo, della Valle Tiberina Toscana, Fisis-Medico-Statistica di Milano, e Cingolana degli Inculti, *Membro della Società Aretina di Scienze, Lettere ed Arti*, dell'Accademia Pontaniana e della Società Storica Napolitana, *Milano*.

CELESIA EMANUELE, Dottor di Leggi, Dottore Collegiato della facoltà di Filosofia e Belle Lettere, Bibliotecario della R. Università, Conservatore del Regio Museo numismatico, ed Assessore Municipale delegato alla pubblica Istruzione in Genova; Professore di Lettere Italiane nel Regio Istituto Tecnico Provinciale, *Membro dell'Accademia dei Quiriti*, della Reale Accademia *La Scuola Italica* di Napoli, dell'Accademia Fisis-Medico-Statistica di Milano, della Reale Accademia Valdarnese del Poggio, dell'Accademia di Scienze, Lettere ed Arti di Acireale, *Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro*, *Genova*.

PORRO-LAMBERTENGHI NOBILE GIULIO, *Cavaliere di giustizia del S. M. Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme*, *Cavaliere dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro*, *Milano*.

BERNARDI ABATE DOTTOR LUCO, Professore di Storia Ecclesiastica e di Sacra Eloquenza nel Seminario di Pinerolo, Vicario Generale di quella Diocesi, *Membro della Società Ligure di Storia Patria*, delle Accademie di Religione Cattolica di Roma, dei Georgofili di Firenze, dei Concordi di Rovigo, dei Filoglotti di Castelfranco, degli Inculti di Ginevra, della Valdarnese, di quelle delle Scienze di Padova, e di Scienze, Agricoltura e Commercio d'Udine, del Panteon di Roma, della Società Pedagogica di Milano, degli Atenei di Venezia, Treviso e Bassano, ecc., *Commendatore dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro*, *Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia*, *Cavaliere dell'Ordine della Legione d'Onore*, *Pinerolo*.

VIGNA Padre RAMONDO AMEDEO, dell'Ordine dei Predicatori, Membro della Società Ligure di Storia Patria e Socio corrispondente della Società Economica di Chiavari, *Genova*.
 CERUTI Abate ANTONIO, Custode dei Cataloghi della Biblioteca Ambrosiana, *Milano*.

Membri residenti all'Estero.

BILLIET Eminentissimo Cardinale D. ALESSIO, Arcivescovo di Chambéry, Membro della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Presidente Perpetuo Onorario dell'Accademia Imperiale di Savoia, e Membro delle Accademie di Scienze, Belle Lettere ed Arti di Lione, Dijon, e Rouen, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine Imperiale della Legion d'Onore, *Chambéry*.

CARUTTI DI CANTOGNO DOMENICO, Socio non residente della Reale Accademia delle Scienze di Torino, Ministro residente di S. M. il Re d'Italia presso il Governo dei Paesi Bassi, Grand'Ufficiale dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere dell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini d'Isabella la Cattolica di Spagna e di S. Marino, Grand'Ufficiale dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Commendatore degli Ordini del Salvatore di Grecia, e del Leone Neerlandese, *Aja*.

La Regia Deputazione ha inoltre Soci corrispondenti Italiani, e Stranieri.

IV
INVITAZIONI ACCADUTE NEL CORPO DELLA R. DEPUTAZIONE

DOPO LA PUBBLICAZIONE DEL PRECEDENTE VOLUME,

VNDECIMO DELLA SERIE

NOMINE

*In seguito a proposta della R. Deputazione S. M. si degnava di nominare
con Decreto del 4 febbraio 1864 ad altro dei Vice Presidenti*

PROMIS Commendatore DOMENICO;

E di chiamare a far parte della Deputazione medesima

Con Decreto 4 febbraio 1864 — BERNARDI Cavaliere Abate IACOPO.

Con Decreto 4 marzo 1865 — VIGNA Padre RAIMONDO AMEDEO.

Con Decreti 19 marzo 1868

}	CERUTI Abate ANTONIO;
	DIONISOTTI Cavaliere CARLO.

MORTI

6 giugno 1864 — Il Cavaliere ANGELO MAZZOLDI.

18 ottobre 1864 — Il Marchese PANTALEONE COSTA DI BEAUREGARD.

24 febbraio 1866 — Il Commendatore PIETRO MARTINI.

17 dicembre 1867 — Il Cavaliere Canonico GIOVANNI ANTONIO GAL.

25 gennaio 1868 — Il Senatore Barone GIUSEPPE MANNO.

17 maggio 1868 — Il Marchese VINCENZO RICCI.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem.

2. The second part is devoted to a detailed analysis of the case of a single particle.

3. The third part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

4.

5. The fourth part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

6. The fifth part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

7. The sixth part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

8. The seventh part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

9. The eighth part is devoted to a detailed analysis of the case of a system of particles.

CATALOGVS

MONVMENTORVM HVC VSQVE EDITORVM

CVRANTE SOCIETATE REGIA STVDII RERVM PATRIAE PROMOVENDIS INSTITVTA

IN TOMO I. (*Chartarum I.*).

Chartae ab anno dcn. ad annum MCCLXXXII.

IN TOMO II. (*Leges Municipales*).

Statuta et privilegia Civitatis Secusiae.

Statuta et privilegia Civitatis Augustae Praetoriae.

Statuta et privilegia Civitatis Niciae.

Statuta Consulatus Ianuensis anni MCXLII.

Imposicio Officii Gazariae.

Statuta et privilegia Civitatis Taurinensis.

Statuta Societatis Beati Georgii populi Cheriensis.

Statuta Communis Casalís.

Statuta Civitatis Eporediae.

Statuta Civitatis Montiscalerii.

IN TOMO III. (*Scriptorum I.*).

Anciennes Chroniques de Savoye.

Fragments de la Chronique du Comte Rouge par Perrinet Du-Pin.

Chronica Latina Sabaudiae.

Chronica Abbatiae Altacumbae.

Chronica Iuvenalis de Acquino ab anno MCDLXXV usque ad annum MDXV.

Dominici Machanei Mediolanensis Epitomae historicae Novem Ducum Sabaudiae.

Mémoires sur la vie de Charles Duc de Savoye

Neuvième dès l'an MDV jusqu'en l'an MDXXXIX de messire Pierre de Lambert Seigneur de la Croix, Président des Comptes de Savoye. Avec un discours sommaire du succès du Siège mis au-devant du Château et Cité de Nice par François Roy de France et par le Turch Barberosse de l'an MDXLII.

Historico Discorso di Giuseppe Cambiano de' Signori di Ruffia al Serenissimo Filippo Emanuele di Savoia Principe di Piemonte.

IN TOMO IV. (*Scriptorum II.*).

Storia delle Alpi Marittime di Pietro Gioffredo, Libri xxvi.

IN TOMO V. (*Scriptorum III*).

Fragmenta Chronicae Antiquae Civitatis Pedonae.
Chronicon Novaliciense.

Waltharius.

Beati Heldradi Novaliciensis Abbatis Vita.

Necrologium Prioratus Sancti Andreae Taurinensis.

Necrologium Monasterii Sanctorum Solutoris, Adventoris et Octavii Taurinensis.

Sancti Iohannis Confessoris Archiepiscopi Ravennatis Ecclesiae Vita.

Libellus Narrationis seu Chronicon Coenobii Sancti Michaelis de Clusa Nicolai II. S. P. iussu exaratum.

Venerabilis Benedicti Clusensis Abbatis Vita. Auctore Willelmo Monacho eius discipulo.

Summariae Constitutiones Monasterii Beatae Mariae de Abundantia.

Necrologium Monasterii Beatae Mariae de Abundantia.

Fragmentum Martyrologii Ecclesiae Beati Evasii Calensis.

Necrologium Insignis Collegii canonicorum Sanctorum Petri et Ursi Augustae Praetoriae.

Selecta e libro Anniversariorum, Refectoriorum,

Vigiliarum et Missarum Conventualium Ecclesiae Cathedralis Augustanae.

Martyrologium Graeco-Augustanum Ecclesiae Sancti Mauricii De Brusson in valle Challand apud Augustanos, saeculi x., vel xi.

Kalendarium Augustanum, ad fidem Autographi saeculi xii. inclinantis vel xiii. ineuntis.

Extractus Anniversariorum, Refectoriorum, Vigiliarum et Missarum Conventualium fieri solitarum in Ecclesia Cathedrali Civitatis Augustae Praetoriae ad fidem Apographi saeculi xvi.

Fragmenta de Gestis Astensium excerpta, ex libro Ogerii Alpherii civis Astensis.

Memoriale Guillelmi Venturae civis Astensis, de Gestis Civium Astensium et plurium aliorum.

Memoriale Secundini Venturae civis Astensis.

Cronaca di Saluzzo di Gioffredo Della Chiesa.

Cronica di Monferrato di Galeotto del Carretto del Terzeto di Millesimo.

Benvenuti Sangeorgii Chronicon.

Chronicon Imaginis Mundi fr. Iacobi ab Aquis Ordinis Praedicatorum.

IN TOMO VI. (*Chartarum II*).

Chartae ab anno dcc ad annum mcllxxxix.

Vrsonis Notarii Genuensis, Carmen saec. xiii.

IN TOMO VII. (*Libri Iurium Reipublicae Genuensis Tomus I*).

Chartae ab anno dcccclviii ad annum mcllxxx.

IN TOMO VIII.

Edicta Regum Langobardorum.

IN TOMO IX. (*Libri Iurium Reipublicae Genuensis Tomus II*).

Chartae ab anno mxxxviii ad annum mccccxlvii.

IN TOMO X. (*Codicis Diplomatici Sardiniae Tomus I*).

Chartae ab anno mii ad annum mcccxcii.

IN TOMO XI. (*Scriptorum IV*).

Guillelmini Schiavinae Annales Alexandrini.

Anastasio Germonii Commentariorum libri xi.

Iosephi Francisci Meyranesii de Episcopis et Archiepiscopis Taurinensibus.

IN TOMO XII. (*Codicis Diplomatici Sardiniae Tomus II*).

Chartae ab anno mcdi ad annum mdcicx.

LIBRI OFFERTI

ALLA

REGIA DEPUTAZIONE SOVRA GLI STUDI DI STORIA PATRIA

DAL 1.° DICEMBRE 1863 AL 31 LUGLIO 1864.

Il Duomo di Monreale illustrato e riportato in tavole cromolitografiche da D. Domenico Benedetto Gravina Abate Cassinese, fascicoli 1 a 29. Palermo, 1861 e seg.; fol. max.	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
Nouvelles pages d'Histoire exacte, soit le procès de Pierre Ameaux, et ses incidents, etc. par J. B. G. Galiffe. Genève, 1863; 4.°	L'AUTORE
Gabriele Rosa. Statuti inediti della provincia di Bergamo anteriori al secolo xvi. Bergamo, 1863; 8.°	L'A.
Le crédit foncier et le Parlement Italien, par le Comte Joseph Sugana. Turin, 1863; 8.°	L'A.
Della vita e delle opere del Conte Alberto Ferrero della Marmora, per Giorgio Briano. Torino, 1863; 8.°	L'A.
Les fiefs nobles de la Baronie de Cossonay, étude féodale par M. L. de Charrière. Lausanne, 1858; 8.°	L'A.
Recherches sur les Dynastes de Cossonay avec pièces justificatives, etc., par le Baron Louis de Charrière. Lausanne, 1865; 8.°	L'A.
Cenni sull'Ordine spedaliero di S. Giovanni di Gerusalemme (Estr. dal <i>Bullettino storico</i>) del Marchese Federico Lancia di Brolo. Palermo, 1865; 8.°	L'A.
Divozione alla Madonna Ausiliatrice in Torino. Torino, 1865; 8.°	CAY. TEOLOGO BOSIO
Documenti inediti delle negoziazioni del Conte Fulvio Testi, raccolti ed illustrati dall'Avvocato Domenico Perrero. Milano, 1865; 8.°	AVV. PERRERO
Memoria sulla famiglia degli Allighieri in Ferrara, con documenti e note del Cav. Luigi Napoleone Cittadella. Ferrara, 1865; 8.°	L'A.
Mémoire historique sur Philibert Albert Bally Evêque d'Aoste et Comte de Cogne, au xvi ^e siècle, par J. M. Albini Barnabite. Turin, 1865; 8.°	L'A.
Storia di Reggio di Calabria da' tempi primitivi sino all'anno di Cristo 1797, con tavole cronologiche, di Domenico Spano Bolani. Vol. 1; dai tempi primitivi sino all'anno 1600; Vol. 2; dal 1600 al 1797, e cronachetta. Napoli 1857; 2 vol. 8.°	L'A.
Cenni storico-commerciali intorno alle varie nazioni e loro rapporti col Regno d'Italia, del Conte Giuseppe Sugana. Torino, 1865; 8.°	L.A.
La Città d'Umbria nell'Appennino Piacentino, Relazione di B. Pallastrelli. Piacenza, 1864; 4.° gr.	L'A.
Barbarano e il palazzo Martinengo. Memorie storiche. Salò, 1864; 8.°	PAOLO PERANCINI
Della vita e delle opere di Francesco Filippi-Pepe illustre poeta dell'Abruzzo Teramano, cenno biografico per G. B. Brignardello. Bologna, 1864; 8.°	L'A.
Lettera su taluni articoli del <i>Bullettino</i> della Commissione di Antichità e Belle Arti di Sicilia, di Carlo Crispo Moncada, Socio dell'Accademia di Ginevra, ecc. 1865, Palermo; 8.°	L'A.
Relazione della Commissione Governativa eletta a verificare il fatto del ritrovamento delle ossa di Dante in Ravenna. Firenze, 1865; 4.°	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

- L'A. Busto Arsizio, notizie storico-artistiche raccolte da Luigi Ferrario. Busto Arsizio, 1864; 8.^o
- L'A. Notizie della manifattura Estense della maiolica e della porcellana nel XVI secolo, del Marchese Giuseppe Camperi. Modena, 1864; 4.^o
- RETTORI DELLA R.^a UNIVERSITÀ DI TORINO Inaugurazione del monumento per pubblica sottoscrizione eretto ad Alessandro Riberti nella R. Università di Torino; addì 6 gennaio 1865. Torino; 4.^o
- COMM. BERNARDI Panfilo Castaldi da Feltre e l'invenzione dei caratteri mobili per la stampa. Milano, 1865; 4.^o
- L'A. Vita di Maria Francesca Elisabetta di Savoia-Nemours, con note e documenti inediti, del Cav. Barone Gaudenzio Claretta. Torino, 1865; 8.^o
- " Le ultime ore di Cristoforo Colombo, dipinto ad olio di Luigi Sciallero da Genova. Genova, 1865; 8.^o
- L'A. Ospizio dei Catecumeni in Pinerolo, Cenni storici dell'Abate Jacopo Bernardi. Pinerolo, 1864; 8.^o
- VITTORIO CERESOLE Enrico di Rohan, autobiografia dettata al Cavaliere Fortunato Sprecher di Bersegg l'anno MDCCXVIII a Coira. Venezia, 1864; 8.^o
- L'A. Vita di Girolamo Morone narrata dal Professore Girolamo Rossi. Oneglia, 1865; 8.^o
- BAR. CARLO NOTA Delle opere d'Arte di autori insigni apposte da privati in un luogo pubblico per rimanervi perpetuamente: se divengano ne' secoli monumento pubblico. Genova, 1865; 8.^o
- L'A. Serie dei Vescovi di Ceneda e cenno storico dell'ecclesiastico e civile reggimento dell'Abate Jacopo D.^e Bernardi (s. a. et l.); 8.^o
- L'A. Illustrazione storica artistica ed epigrafica dell'antichissima Chiesa di S.^a Maria di Castello in Genova, dal P. Raimondo Amedeo Vigna. Genova, 1864; 8.^o
- L'A. Guida allo studio della grammatica per mezzo dell'osservazione del Prof. Carlo Cocchetti. Brescia, 1864; 12.^o
- L'A. Il duello, appunti storici e morali di Damiano Muoni. Milano, 1865; 4.^o
- L'A. Storia della Valsolda con documenti e statuti. C. Barrera. Italia (Pinerolo), 1864; 8.^o
- CANONICO TERENCEIO Solenne inaugurazione di cinque monumenti, a V. Monti, U. Foscolo, G. D. Romagnosi, A. Bordini, G. Belli, fatta l'8 settembre 1864 nella R. Università di Pavia; 4.^o picc.
- CAT. CITTADELLA Cenno biografico intorno al Professore Cavaliere Bartolomeo Ferriani Ferrarese. Ferrara, 1864; 8.^o
- A. DE MANDROT Armorial historique de Neuchâtel, par A. de Mandrot Lieutenant-Colonel Fédéral et G. du Bois de Pury. Neuchâtel, 1864; 4.^o fig.
- L'A. Notizie relative a Ferrara per la maggior parte inedite, ricavate da documenti ed illustrate da Luigi Napoleone Cittadella. Ferrara, 1864; 8.^o gr.
- MUNICIPIO DI PISA Nel trecentesimo natalizio di Galileo in Pisa - XVIII febbraio MDCCCLXIV. Pisa, 1864; 4.^o
- CAY. E. DE PAOLI I Borboni di Parma nelle leggi e negli atti del loro Governo dal 1847 al 1859; appunti e documenti. Edizione ufficiale, Parma, 1860; 8.^o
- CONTE FRANCHI-VERNEY Giunte Torinesi al Vocabolario della Crusca, raccolte dal Presidente Conte Giambattista Somis di Chiavrie. Torino, 1843; 8.^o gr.
- L'A. Orazione inaugurale pronunciata nel giorno 15 novembre 1865 nella R. Università degli Studi di Torino da Lorenzo Bruno. Torino, 1865; 8.^o
- " Arriamento agli esercizi di lettura e di lingua, saggio proposto pei fanciulli di campagna e per le scuole festive e serali, da Gio. Codemo. Venezia, 1865; 8.^o
- L'A. La Reggenza di Maria Cristina Duchessa di Savoia, per Augusto Bazzoni, con nuovi documenti. Torino, 1865; 8.^o
- CAY. TEOLOGO BOSIO Vita breve del B. Cherubino Testa d'Avigliana. Torino, 1865; 12.^o
- L'A. Gridi di guerra usitati nelle guerre delle nazioni moderne; considerazioni filosofiche del Canonico Giuseppe Crosset-Mouchet. Pinerolo, 1864; 8.^o
- L'A. Dell'Abazia di S. Alberto di Butrio e del Monastero di S.^a Maria della Pietà detto

<i>il Rosario</i> , in Vaghera, provincia di Pavia; illustrazioni storiche di Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1865; 4. ^o gr. (edizione di 325 esemplari).	
Relazione fatta alla Società Lombarda di Economia Politica in Milano dal Socio effettivo Cav. Pier Carlo Villa sull'opera intitolata <i>Dell'Abazia di S. Alberto di Butrio</i> , ecc. Milano, 1865; 4. ^o gr.	L'A.
Il Cadore e le sue foreste (Lettera al Dottore Girolamo Gostantini dell'Ab. J. Bernardi), 1865; 8. ^o	L'A.
Viaggio da Venezia a Roma dell'Ambasciatore Leonardo Donato nel 1592. Venezia, 1866; 8. ^o	NOBIL NICOLÒ BAROZZI
La Repubblica di Venezia e la Persia, per Guglielmo Berchet. Nuovi documenti e registi. Venezia, 1866; 8. ^o	L'A.
La Zecca di Milano nel secolo xv, documenti e note per Damiano Muoni. Asti, 1865; 4. ^o	L'A.
Notizie biografiche ed Iscrizioni latine ed italiane, del Sacerdote Prof. Jacopo Rocca, raccolte e pubblicate da G. B. Brignardello Cappellano del 41 Reggimento di Fanteria. Bologna, 1866; 8. ^o	G. B. BRIGNARDELLO
Cenni sulla vita della Marchesa Enrichetta Vivalda, ed alcune memorie sulla famiglia Vivalda, del Cav. Teologo D. Antonio Bosio. Torino, 1866; 8. ^o	L'A.
Statistica del Regno d'Italia, Biblioteche, anno 1865. Firenze, 1865.	MINISTERO D'AGRICOLTURA E COMMERCIO
Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les Comptes rendus de la Commission des monuments et documents historiques et bâtiments civils du Département de la Gironde de 1840 à 1855. Bordeaux, 1865; 8. ^o	COMMISSION DES MONUMENTS, ETC. DE BORDEAUX
Compte rendu des travaux de la Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du Département de la Gironde pendant les exercices de 1862 à 1864. Bordeaux, 1865; 8. ^o	
Cremona durante il dominio dei Veneziani (1499-1509), di Guido Sommi Picenardi. Milano, 1866; 8. ^o	L'A.
Rivista della Numismatica antica e moderna iniziata da A. Olivieri, continuata da E. Maggiora - Vergano. Vol. I. Asti, 1865; volume II, fascicolo I. Asti, 1867; 4. ^o	E. MAGGIORA-VERGANO
Raccolta di opuscoli storici stampati nel Veneto in circostanza di nozze e d'altri lieti avvenimenti domestici e patrii, 1858 a 1863, con indice manoscritto; 8. ^o	COMM. I. BERNARDI
Sui lavori intrapresi e sulle scoperte fatte negli antichi monumenti di Sicilia dal giugno 1863 al luglio 1865. Brani di una Relazione al Ministero della Pubblica Istruzione (s. a. et l.); 8. ^o gr.	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
Binasco ed altri Comuni dell'Agro Milanese. Studi storici, con note e documenti di Damiano Muoni. Milano, 1864; 8. ^o	L'A.
I Capitoli del Comune di Firenze, inventario e regesto. Tomo primo, Firenze, 1866; 4. ^o	DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCE DELLA TOSCANA
Avigliana ed il Regio Santuario, opera critico-storica per il P. Placido da Giaveno, Cappuccino (1866) M.S.	L'A.
Discorso di Giovanni Masnata, Professore ordinario di medicina operatoria ed ostetricia, per la solenne distribuzione dei Diplomi di Laurea nella R. Università di Cagliari, letto nel 30 aprile 1866. Cagliari; 8. ^o	L'A.
Cenno genealogico sulla famiglia Torriani da Mendrisio, per Damiano Muoni (edizione fuori di commercio). Milano 1866; 4. ^o picc.	L'A.
Sulle monete di Sardegna, Prolusione storica e commento del Cavaliere Damiano Muoni. Milano, 1865; 4. ^o picc.	
Alla memoria di S. A. R. il Principe Odone di Savoia Duca di Monferrato, omaggio della Società Ligure di Storia Patria. Genova, 1866, 4. ^o gr.	SOCIETÀ LIGURE DI STORIA PATRIA
Raccolta Veneta - Collezione di documenti relativi alla Storia, all'Archologia, alla Numismatica. Serie I, Tomo I (Venezia), 1866; 8. ^o	NOBIL NICOLÒ BAROZZI
Portolani esistenti nelle principali Biblioteche di Venezia. Venezia, 1866; 8. ^o	
Ricordi e documenti intorno alla vita di Cosimo Tura detto <i>Cosmè</i> , pittore Ferrarese del secolo xv, per Luigi Napoleone Cav. Cittadella. Ferrara 1866; 8. ^o gr.	L'A.

- L'A. Lettera allo Scultore Gaetano Davia sopra un alto rilievo del Sepellimento di N. S. G. C., del Cav. Luigi Napoleone Cittadella; Ferrara, 1866.
- L'A. Sulla R. Chiesa Parrocchiale di S. Carlo in Torino, Memorie del Cav. Teologo Antonio Bosio Dottore in Teologia. Torino, 1866; 12.°
- ISTITUTO NAZIONALE DI GIENNA Rapport de la Commission pour le projet d'une exposition de l'industrie Suisse à Genève en 1868. Genève, 1866; 8.°
- L'A. Appunti di diverse gite fatte sul territorio dell'antica Libarna, del Commendatore Santo Varni. Parte prima. Genova, 1866; 8.°
- MARCH. RAFFAELLI Relazione al Consiglio Provinciale di Macerata sul riordinamento degli Archivi, letta nella seduta del giorno 12 settembre 1866. Macerata, 1866; 8.°
- " Santo istorico dell'attuale condizione dell'antico Archivio dei Rettori della Marca di Ancona e della Rota Maceratese. Macerata, 1866; 8.°
- L'A. Il Presidente Gian Francesco Bellezia Torinese. Monografia storica con documenti, scritta dal Barone Gaudenzio Claretta. Torino, 1866; 8.°
- L'A. Storia di Gamondio antico or Castellazzo di Alessandria, opera del Sacerdote Gerolamo Buzzi Dottore di Ambe Leggi, da Castellazzo. Alessandria ed Asti, 1863, 1865; 4 vol. 8.° gr.
- L'A. Nella benedizione della prima pietra pel Canale Cavour fattasi il 1.° giugno 1863, e nella benedizione del Canale medesimo il 12 aprile 1866; discorsi di Monsignor Luigi Moreno; 4.°
- L'A. Nelle esequie del Sacerdote Giacomo Bossi Professore emerito della R. Accademia Militare di Torino, ecc. Discorso del Notaio Giuseppe Buffa. Torino, 1866; 8.°
- PAOLO PERANCINI Memorie intorno alla vita ed opere di Romualdo Turini, pittore da Salò, e pubblicazione di sei lettere dello scultore Antonio Canova. Brescia, 1866; 8.°
- L'A. Notizie biografiche su Gian Francesco Porporato da Pinerolo, del Professore Camillo Alliandi. Pinerolo, 1866; 8.°
- L'A. Della condizione economica d'Italia ai tempi di Dante, ricordi del Conte Luigi Cibrario. Firenze, 1866; 8.°
- CAY. MUONI Lettere inedite di illustri Italiani nelle scienze e nelle lettere, cavate dalla Raccolta di autografi, del Cav. Damiano Muoni, pubblicate e commentate dal Professore Francesco Berlan. Milano, 1866, 4.°
- L'A. Il Portico di S. Celso in Milano, breve dissertazione del Conte Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1865; 8.° gr.
- L'A. Melzo e Gorgonzola e loro dintorni. Studi storici con documenti e note di Damiano Muoni. Milano, 1866; 4.° picc.
- L'A. Vita ed opere di Pietro Martini; discorso del Professore Giuseppe Regaldi. Cagliari, 1866; 8.°
- " Emanuele Filiberto, Venezia (1574). Documenti ed iscrizioni. Venezia, 1866; 8.°
- MINISTERO DELLA CASA DI S. M. Le case ed i monumenti di Pompei, disegnati e descritti. Napoli, 1854 e seg., fasc. I a XXXII, fol. grande, fig.
- L'A. Relazione intorno l'operato dal Comitato Genovese durante la guerra del 1866, letta all'assemblea generale addì 29 settembre detto anno, di Giuseppe Banchero. Genova, 1866; 8.°
- L'A. Canti e prose di Giuseppe Regaldi. Torino, 1866; vol. 2, 8.°
- L'A. La question et la polémique Dano-Allemandes à propos des Duchés de Slesvig et de Holstein dès les premiers temps jusqu'en juin 1866, par J. B. G. Galiffé D. en Droit et Professeur. Genève, 1866, 8.°
- ACCADEMIA DI S. FERNANDO DI MADRID Los desastres de la guerra, coleccion de vehenta láminas inventadas y grabadas al agua fuerte por D. Francisco Coya: publica la R. Academia de Nobles artes de San Fernando. Madrid, 1863; oblung.

Règlement de l'Académie de la Val d'Isère. Montiers, 1865; 8°	XIII
Delle croci monumentali ch'erano nelle vie di Bologna nel secolo XIII, memorie del Conte Giovanni Gozzadini. Bologna, 1863; 4° gr.	ACCADEMIA DELLA VALDISERA L'A.
Notices généalogiques sur les familles Gênoises depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, continuées par J. B. G. Galiffe D. ^r et Prof.; Tome quatrième. Genève, 1857; 8°	L'A.
Iscrizioni nel solenne funerale della Marchesa Enrichetta Vivalda di Castellino nata Asinari di Bernezzo alli 2 maggio 1866, dettate dal C. T. Antonio Bosio. Torino; 4°	L'A.
Cronaca di Virle (Piemonte) per G. B. Audrito. Torino, 1866; 8°	L'A.
Notizie genealogiche di famiglie nobili degli Antichi Stati della Monarchia di Savoia, cui si premette la tragica storia di Jacopo Valperga di Masino, pel Conte Luigi Cibrario; 2. ^a edizione accresciuta. Torino, 1866; 8° gr.	L'A.
Memorie storiche della Nazionale Biblioteca di Parma, raccolte da Federico Odorici e voti dell'autore. Modena, 1863; 4°	L'A.
Il Battistero di Parma descritto da Michele Lopez, note di Federico Odorici dispense 2. Parma, 1865; 4° gr.	L'A.
Lettere inedite di Muley-Hassen Re di Tunisi a Ferrante Gonzaga Vicerè di Sicilia, 1537-1547, pubblicate da Federico Odorici ed illustrate da Michele Amari. Modena, 1865; 4°	CAV. ODORICI
Sulla Roma sotterranea, illustrata da G. B. De-Rossi archeologo Romano, memoria di Federico Odorici. Milano, 1866; 4°	L'A.
Pietro Martini, la sua vita e le sue opere per Filippo Vivanet. Cagliari, Tipografia Timon, 1866; 8°	L'A.
Orazione (del bello e dell'arte nella civiltà) pel riaprimiento degli studi, recitata il giorno 15 novembre 1866 nella Regia Università di Torino da Michele Coppino Professore di eloquenza italiana. Torino, 1866; 8°	RETTORRE DELLA R. UNIVERSITÀ DI TORINO
Table chronologique des Chartes et Diplômes imprimés, concernant l'Histoire de la Belgique. Tome 1. ^{er} , Bruxelles, 1866; 4° gr.	ACCADEMIA REALE BELGICA - COMMISSIONE DI STORIA
Archivio storico italiano ossia Raccolta di opere e documenti finora inediti o divenuti rarissimi riguardanti la Storia d'Italia. Firenze, Viesseux, 1842-1851, Tomi XVI. Vol. 21; 8° - colla continuazione ed indici. - Archivio Storico Italiano: nuova Serie. Firenze 1855 e seg.; dispense 48, 8°	MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
Nozioni storico-artistiche sull'acquedotto della Città di Genova e relativi Regolamenti. Genova, 1866; 8°	CAV. BANCHEIRO
Il sacco di Roma sotto Clemente VII nel 1527. Relazione del Commissario Imperiale Mercurino Gattinara, ricavata da un manoscritto del Barone di Mirabello Giovanni Antonio Trasmondo, pubblicata a cura del Cav. Prof. G. B. G. Galiffe e del Cav. Odoardo Fick. Ginevra, 1866; 12°	CAV. G. B. G. GALIFFE
Pergamene, codici e fogli cartacei di Arborea, raccolti ed illustrati da Pietro Martini. Dispense 1 a 6, con appendice. Cagliari, 1865; 4°	L'A.
Gio. Battista Canapa. Cenno biografico di G. B. Brignardello Cappellano nel 41 Reggimento di Fanteria. Bologna, 1867; 8°	L'A.
Due memorie di Carlo Cocchetti. Brescia - Verona, 1867; 8°	L'A.
Nei solenni funerali del Comm. Giuseppe Arnulfo per cura della Civica Amministrazione e dell'Ospedale di Carità di Biella. Elogio funebre del Prof. Sacerdote G. B. Minuggio, ed iscrizioni del Prof. Antonio Cinquino. Biella, 1867; 4°	L'A.
Il Martedì Santo nella Cattedrale di Saluzzo. Sermone del Canonico Aristide Sala. Saluzzo, 1867; 8°	L'A.
Epigrafi latine ed italiane con alcune necrologie del Conte Luigi Cibrario. Firenze e Torino, 1867; 8° gr.	L'A.
Agli Elettori. - Il presente e l'avvenire. Pensieri di F. C. Torino, 1867; 8°	L'A.
Cenni storici intorno al Santuario della Madonna dei Laghi presso Avigliana, ufficiato	L'A.

- DEPUTAZIONE
DI STORIA PATRIA
PER LE PROVINCE
DELLA TOSCANA
- L'A.
- FRATELLI PASERIO
- ACCADEMIA
DELLA VALDISERA
- L'A.
- DEPUTAZIONE
DI STORIA PATRIA
PER LE PROVINCE
DI ROMAGNA
- LUIGI DE STEFFANI
- AB. ANTONIO CERUTI
- SOCIETÀ FILOTECNICA
DI TORINO
- MINISTERO
DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
- SOCIETÀ DI ARCHEOLOGIA
E STORIA DI GINEVRA
- IL TRADUTTORE
- DEPUTAZIONE
DI STORIA PATRIA
PER LE PROVINCE
MODENESI E PARMENSI
- COMM. SANTO VARNI
- »
- CAY. CITTADELLA
- L'A.
- L'A.
- MONS. MORENO
- L'A.
- TROLO. CAN. G. PUENO
- SOCIETÀ LIGURE
DI STORIA PATRIA
- CAY. TROLOGO BOSIO
- L'A.
- dai RR. PP. Cappuccini, raccolti dal P. Antonino da Torino, Sacerdote Cappuccino. Edizione 2.^a, Torino, 1867; 8.^o
- Documenti di Storia Italiana pubblicati a cura della R.^a Deputazione sugli studi di Storia Patria per le provincie di Toscana, ecc. Commissioni di Rinaldo degli Albizzi pel Comune di Firenze dal MCCCXCIX al MCCCXXXII, Tomo primo (1399-1423) (*sic*). Firenze, 1867; 4.^o gr.
- Sulle Scuole classiche del Regno d'Italia, note di Antonio Solimani. Genova (s. a.); 8.^o
- Notizie storiche della Città di Fossano, del Canonico D. Pietro Paserio, pubblicate per cura dei suoi nipoti. Torino, 1865-67; 4 vol. 8.^o
- Recueil des Mémoires et Documents de l'Académie de la Val d'Isère. Série des documents. 1.^{er} volume, 1.^{re} livraison. Moutiers, 1866; 8.^o - Série des Mémoires 1.^{er} volume, 1 et 2 livraison. Moutiers 1866; 8.^o
- Di una targa Bentivolesca pitturata nel secolo xv, ricerche di Giovanni Gozzadini; 4.^o (s. l. et a).
- Atti e Memorie della R.^a Deputazione di Storia Patria per le Provincie di Romagna. Anno I, II, III, IV e V. Bologna, 1862-67; 4.^o
- La Nunziatura di Francia del Cardinale Guido Bentivoglio; lettere a Scipione Borghese Cardinal nipote e Segretario di Stato di Paolo V, tratte dagli originali e pubblicato per cura di Luigi De Steffani. Firenze, volume 2.^o, 1865; volume 3.^o, 1867; 8.^o
- Lettere inedite di dotti Italiani del secolo xvi, tratte dagli autografi della Biblioteca Ambrosiana da Antonio Ceruti Custode dei Cataloghi della medesima. Milano, 1868; 4.^o picc.
- Annuario della Società Filotecnica. Torino, 1867; 8.^o
- Inventario ufficiale del Grande Archivio di Sicilia (Palermo s. a.); 4.^o
- Régeste Gênois ou Répertoire chronologique et analytique des documents imprimés relatifs à l'Histoire de la Ville et du Diocèse de Genève avant l'année 1312, publié par la Société d'Archéologie et d'Histoire de Genève. Genève, 1866; 4.^o gr.
- A S. Pietro. Inno di Girolamo Vida, volgarizzato dall'Abate Jacopo Bernardi. Pinerolo, 1867; 4.^o gr.
- Atti e memorie delle Regie Deputazioni di Storia Patria per le provincie Modenesi e Parmensi; vol. I, II, III e IV; fasc. 1 e 2.
- Storia dell'Università di Genova dal 1814 fino ai di nostri. Genova, 1867; 8.^o
- Appunti con documenti della Cassa per la processione del *Corpus Domini* a Genova ed altri lavori a cesello. Genova, 1867.
- Nobile famiglia Savonarola in Padova ed in Ferrara. Ferrara 1867 (edizione di soli 250 esemplari); 8.^o gr.
- Rapporto sul Congresso internazionale di Statistica, tenutosi in Firenze il 29 settembre, letto alla R. Accademia di Medicina in Torino nella seduta dell'13 novembre 1867 dal Dottore Comm. Benedetto Trompeo. Torino, 1867; 8.^o
- Sul Catholicismo di Anicio Manlio Torquato Severino Boezio. Memoria del Canonico Giovanni Bosio Preposto del Capitolo Cattedrale di Pavia, ecc. Pavia, 1867; 4.^o
- Festeggiamenti e discorsi per l'inaugurazione dell'ufficio divino in onore di S. Veremondo Arborio, nell'agosto 1858. Ivrea; 1859; 8.^o
- Della divina autorità della Chiesa, Istruzione Pastorale di Monsignor Luigi Moreno Vescovo d'Ivrea. Ivrea, 1867, 8.^o
- Brevi notizie topografico-storico-sacre sul Roccamelone, con appendice. Susa, 1867; 8.^o
- Atti della Società Ligure di Storia Patria, vol. III, - IV, - V, fasc. I. Genova, 1864-1867; 8.^o gr.
- Ingresso solenne degli Arcivescovi in Torino. Torino, 1867; 8.^o picc.
- Storia della Città di San Remo, per Girolamo Rossi. S. Remo, 1867; 8.^o

Biella ed i Dalpozzo, di Giovanni Masserano. Biella, 1867; 8.^o picc.

Trezzo e il suo Castello, schizzo storico di Luigi Ferrario. Milano, 1867; 8.^o

Vita di Carlo Botta scritta da Carlo Dionisotti. Torino e Firenze, 1867; 8.^o

Mémoires de l'Institut National Gènevois, tom. I a XI. Genève, 1854 à 1867; 4.^o gr.

Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie. Tom. VI a X. Chambéry; 1862 à 1866; 8.^o

Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève. Genève, 1841-1867; 16 vol. 8.^o

Pel riapimento degli Studi nella R. Università di Torino l'anno MDCCLXVIII, discorso di G. B. Peyretti Professore di Filosofia teoretica. Torino, 1867; 8.^o

Relazione finale sulla nomenclatura delle vie e civica numerazione; di Giuseppe Banchemo Catastraro della Città di Genova (Estr. dal *Corriere mercantile*). Genova-Firenze, 1867; 8.^o picc.

Annuario della Istruzione Pubblica del Regno d'Italia pel 1866-67-68; 8.^o

Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Belles Lettres et Arts de Savoie, Seconde Série, Tom. VI et VII, 1864. Tom. VIII, 1866; 8.^o

Investigateur (L'), Journal de l'Institut Historique de France IV Série, tom. I à VII. Paris, 1861 à 1867; 8.^o

Les Sires d'Arvillard. Extrait de l'armorial et nobiliaire de l'ancien duché de Savoie, par le Comte E. Amédée de Foras. Grenoble, 1867; fol.

La corona del Regno Italiano, inventata, disegnata e descritta dall'Architetto Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1861; 4.^o

Monumento onorario al Conte Camillo Benso di Cavour, di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1861; fol.

Feste municipali commemorative, e tiro a segno in Italia nel secolo xv. Brano di Storia Iesina con documenti inediti per Angelo Angelucci Architetto. Torino, 1862; 4.^o

Di uno schioppetto di ferro fatto a lumaca esistente nella rocca di Guastalla nel 1476. Lettera di Angelo Angelucci. Torino, 1863; 8.^o

Il tiro a segno in Aosta dal XII al XIX secolo; cenni storici con documenti inediti di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1864; 4.^o gr.

Di un frammento di falconetto dei Pico, signori di Mirandola, gittato nel 1500; parole di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1864; 8.^o

Niccolò Piccinini ed il Ducato di Milano, lettere e memorie inedite tratte dall'Archivio comunale di Como, per Angelo Angelucci Architetto. Perugia, 1864; 8.^o

Il tiro al segno in Italia, dalla sua origine sino ai nostri giorni. Cenni storici con documenti inediti, di Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1865; 8.^o

Degli stiletti e fusetti con tacche e numeri, d'Angelo Angelucci. Torino, 1865; 8.^o

Notizie sugli organi italiani raccolte da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino e Firenze, 1865; 8.^o (Estr. dalla *Rivista militare Italiana*).

Gli Schioppettieri Milanesi nel xv secolo (Estr. dal vol. XXIV del *Politecnico*) dell'Architetto Angelo Angelucci. Milano, 1865; 8.^o

Le armi di pietra, donate da S. M. il Re Vittorio Emanuele II al Museo nazionale d'Artiglieria. Parole d'illustrazione del Cap. Angelo Angelucci. Torino, 1865; fol.

Le palafitte dell'età della pietra nel lago di Varese. Lettera di Angelo Angelucci al sig. Luigi Pigorini. Torino, 1866; 4.^o

Armi moderne - Archibugio ad ago dei Prussiani, descritto e disegnato da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866; 8.^o

Armilustre e torneo con armi da battaglia tenuti a Venezia addì xxviii e xxx maggio MDCCLXVIII, documento inedito pubblicato con note per il solenne ingresso del primo Re d'Italia nella Città dei Dogi da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866; 8.^o

Ricordi e documenti di uomini e di trovati italiani per servire alla storia militare,

XIV

L'A.

L'A.

L'A.

ISTITUTO NAZIONALE
DI GINEVRA
SOCIETÀ SAVOIA
DI STORIA E D'ARCHEOL.

SOCIETÀ DI STORIA
E D'ARCHEOLOGIA
DI GINEVRA

RETTORE
DELLA R. UNIVERSITÀ
DI TORINO

L'A.

MINISTERO
DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA
ACCADÉMIA IMPERIALE
DI SAVOIA

ISTITUTO STORICO
DI FRANCIA

CONTE A. DE FORAS

L'A.

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

„

L'A.

- pubblicati da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1866 (li primi 4 fogli in 8°).
- L'A. Documenti inediti per la storia delle armi da fuoco italiane, raccolti, annotati e pubblicati da Angelo Angelucci Capitano d'Artiglieria. Torino, 1868; 8° (li primi tre fogli).
- L'A. Storia diplomatica della Lega Lombarda con xxvi documenti inediti per Cesare Vignati, Membro della Regia Deputazione sovra gli studi di Storia patria, ecc. Milano, 1867; 4° gr.
- L'A. Di alcuni sepolcri della Necropoli Felsinea, ragguaglio del Conte Senatore Giovanni Gozzadini. Bologna, 1868; 8°.
- ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE DI TORINO. Memorie della Reale Accademia delle Scienze di Torino. Serie 2., Tomi xx al xxiii. Torino, Stamperia Reale, 1863 a 1866; 4°.
- Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino pubblicati dagli Accademici Segretari delle due Classi. Volume primo, 1865 - 1866. Torino 1866. Volume secondo, 1866 - 1867. Torino, 1867; 8°.
- L'A. Storia della Reggenza di Cristina di Francia Duchessa di Savoia, con annotazioni e documenti autentici, per Gaudenzio Claretta, Parte prima. Stabilimento Civelli, 1868; 8° gr. xvi e 894 pag.
- L'A. Memorie modenensi, estratte da tre cronache inedite, per cura di Cesare Campori. Modena, 1868; 4°.
- SOCIETÀ UT STORIA DELLA SVIZZERA ROMANDA. Mémoires et documents publiés par la Société de la Suisse Romande, Tom. XX à XXIV; 8° Lausanne 1865 à 1868; 8°.
- L'A. La nuova pianta di Genova illustrata da Giuseppe Banchemo. Genova, 1868; 12°.
- L'A. Notice sur l'origine de Gérold Comte de Genève, par Edouard Secrétan; (s. a. et l.) 8° (1868).
- Cav. EMANUELE BOLLATI. Storia delle origini del Diritto germanico, per Oddone Stobbe. Versione dal tedesco dell'Avv. Emanuele Bollati. Torino e Firenze, Vol. I., 1868; 8°.
- L'A. Passeggiate nel Canavese di A. (Antonino) Bertolotti. Tomo 1., Ivrea, 1867. Tomo 2., Ivrea, 1868; 8°.
- CONTE FRANCHI-VERNEY. Descrizione degli Stemmii delle principali Città del Regno d'Italia. Firenze e Torino, fascicolo 1., 1867; fascicolo 2., 1868; 8°.
- REGIA DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LE PROVINCE DELLE ROMAGNE. Dei monumenti storici pertinenti alle provincie della Romagna. Serie I, Statuti. Tomo I, fascicoli 1, 2, 3 e 4; Bologna, 1863-1868. Tomo IV, fascicolo 1, Bologna, 1865; 4° gr.
- IL TRADUTTORE. Le opere di Cl. Claudiano, volgarizzamento e note di G. B. Gaudio. Vol. I, Firenze 1867; 8°.
- L'A. Un procès au xii siècle, ou l'avouerie impériale dans les trois Evêchés Romains, par Edouard Secrétan. Extrait de l'*Archiv für Schweiz Geschichte*. Vol. XVI; 8°.
- L'A. Programma e metodo delle lezioni di Storia nel liceo comunitativo pareggiato di Saluzzo per l'anno scolastico 1867-68, del Professore Aristide Sala Membro della R. Deputazione sovra gli studi di Storia Patria. Saluzzo, 1868; 4° picc.
- „ Sermone del Canonico Aristide Sala per la solennità del Martedì Santo 1864 nella Cattedrale di Saluzzo nell'ora assegnata al Borgo di mezzo. Cuneo, 1868; 4° (edizione di 100 esemplari).
- L'A. Quadro genealogico degli ascendenti paterni e materni sino all'ottavo grado delle LL. AA. RR. il Principe Umberto e la Principessa Margherita di Savoia, pubblicato, in occasione delle auspaticissime nozze dei medesimi Principi, dal Conte e Commendatore Alessandro Franchi-Verney della Valetta, Cavaliere dell'Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme. Torino, 1868; un foglio grand'aquila.
- COMM. BERNARDI. Per le auguste nozze delle Regali Altezze Principe ereditario, e Margherita di Savoia, documenti raccolti da Jacopo Bernardi e pubblicati dal Municipio di Pinerolo. Pinerolo, 1868; per Giuseppe Chiantore Tipografo di S. M.; 8° gr.

Due Margarite. - Poesia e Storia. Stabilimento Ricordi, Milano, Napoli, Firenze, 1868; fol. picc.	XIVII CONTE CAVAGNA SANGIULIANI
Pour les augustes nocces de S. A. R. le Prince de Piémont Humbert et de S. A. R. Madame la Princesse Marguerite de Savoie (Hommage de l'Abbé Crosset Mouchet). Pignérrol, 1868; 4.°	L'A.
Nozze Reali - Memorie e Speranze - Discorso letto all'Accademia Filotecnica di Torino dal Socio Daniele Sassi. Torino, 1868; 4.°	L'A.
Prefazione ad una Biblioteca Matematica Italiana presentata alla Reale Accademia di Scienze, Lettere ed Arti in Modena, nell'adunanza 8 febbraio 1868, dal Prof. Pietro Riccardi. Modena, 1868; 4.°	L'A.
Margherita ed Emanuele Filiberto di Savoia, schizzo storico del Conte Antonio Cavagna Sangiuliani. Milano, 1868; 4.°	L'A.
Memorie storiche dei Santi tutelari della riviera Benacense in occasione della straordinaria festa di S. Carlo Borromeo patrono principale di Salò la 5.ª domenica dopo Pasqua 1868. Brescia, 1868; 8.°	PAOLO PERANCINI
Delle accoglienze ai Principi di Savoia fatte dai Veneziani. Note storiche, 1367, 1722. Venezia, 21 maggio, 1868; 8.°	NOR. NICOLÒ BAROZZI
Le feste di Torino nel carnevale del mdcviii per le nozze della Serenissima infanta Maria Margherita di Savoia col Principe di Mantova Francesco Gonzaga. Venezia, 1868; 4.° (edizione di cento esemplari).	FEDERIGO STEFANI
Les Myreurs des Histoires, chronique de Jean des Preis dit d'Autremeuse, publiée par Ad. Borgnet Membre de l'Académie et de la Commission Royale d'Histoire, Tomes IV et V. Bruxelles, 1865-67; 4.°	ACCADÉMIA REALE BRASILE - COMMISSIONE DI STORIA -
Archivio storico italiano fondato da G. P. Vieusseux e continuato a cura della R. Deputazione di Storia Patria per le Province della Toscana, dell'Umbria e delle Marche. Firenze 1868; Tomo VII, Parti 1 e 2; 8.°	REGIA DEPUTAZIONE DI STORIA PATRIA PER LA TOSCANA
Breve cenno storico del Comune di S. Genuario, aggiuntivi gli indici cronologici degli Abati delle Abazie di S. Michele e di S.ª Maria di Lucedio, del Notaio Giuseppe Buffa; M. S.	L'A.
Brevissimo cenno storico di Castello Apertole, villaggio appartenente a S. A. R. il Principe Tommaso Alberto Maria Duca di Genova, del Notaio Giuseppe Buffa; M. S.	L'A.
Inaugurazione a Gorgonzola della lapide monumentale per la battaglia vinta dai Milanesi contro Re Enzo nel 1245. Milano, 1868; 8.°	CAY. DAMIANO MUONI
Studi Archeologici-Topografici sulla città di Bologna, del Conte Senatore Giovanni Gozzadini. Bologna, 1868; 4.°	L'A.

LECTORI BENEVOLO

PASCHALIS TOLA

S.

Primo, qui superiori anno MDCCCLXI decimum inter edita HISTORIAE PATRIAE MONUMENTA obtinuit locum, ecce nunc sequitur, et in lucem prodit, caussa, et fide iam data integritatis, SARDINIAE CODICIS DIPLOMATICI Tomus secundus. Atque hic alter primo illo, nec minor, nec minus utilis habendus, sive numerum, sive substantiam monumentorum in eo collectorum respicias. Nam in primis, sola temporis ratione inspecta, tria integre saecula complectitur, nempe xv, xvi ac xvii; et deinde, per haec ipsa longe lateque decurrens tempora, multifariam rerum civilium, ecclesiasticarum, et politicarum, quae vel extemplo novae, vel iam notarum sunt testimonia, seriem exhibet non spernendam. Haec enimvero, praeter alia multa scitu digna, magnam historiae insularis partem, diplomatum, chartarum, et varii generis coaevalorum documentorum ope demonstratam invenies; tetrarchas Arboreenses, qui Calaritanis, Turritanis Logudorii, et Gallurensibus supererant, longo conatu externae Aragonensium dominationi obsistentes; bella inde orta, paces, et foedera; eorumque principum virtutem, res gestas, et casus varios inter tot ac tanta fortunae discrimina, donec, non iure sed vi, et per proditorem vi nequiores succubuerunt. Invenies pacta inter victos, victoresque renovata, ne illi absoluto iure regio, sed nationali Sardoarum Curiarum ordinibus temperato, prout a medio iam saeculo xiv statutum fuerat, regerentur: Curiarum ipsarum decennales, generalesque conventus, earumque conciendarum, aperiendarum, et concludendarum formas solemniore; iura Sardorum semper in eis ab Ordinibus Curiatis viriliter defensa; necessaria ad insulae tutamen terra marique provisae; bona, et utilia rerum, locorum, et personarum regimini, agrorum culturae, artium et literarum incremento, et alia multa, quae rei publicae intererant, omni ratione, et ingenio promota: atque his omnibus addita

trium extremarum Curiarum Acta, quae huc usque delituerant, una cum brevi caeterarum chronica recensione, ab anno mcccclv, quo primum inchoatae, usque ad annum mdcxcix, quo tandem defecerunt. Invenies civitatum, et castrorum obsidiones, et aggressus; Proregum contra Primores Sardorum, utrorumque vicissim, simulatas, et cruenta facinora; Imperatorum et Principum in Sardiniam adventus; haebreos omnes saeculo xv Sardinia pulsos; atque insidias a Regibus Aragoniae, eorumque administris, adversus Ianuenses dolose in Sardinia paratas, ut isti a locis eorum ditioni in Corsica insula subiectis expellerentur. Invenies etiam ecclesiarum, episcopatum, et antiquorum monasteriorum in Sardinia existentium originem, numerum, vicissitudines, uniones, translationes, et suppressiones: Constitutionum synodaliū, et iurisdicundi ecclesiastici, tam in civilibus, quam in poenalibus, exempla, et fragmenta: patronatus dictarum ecclesiarum, et episcopatum, ac varia privilegia in his a Romanis Pontificibus Sardiniae Regibus concessa: contentiones civilem inter et ecclesiasticam potestatem inde ortas: et quod reliquum de inquisitorio fidei tribunali in Sardinia superfuit. Invenies insuper crudeliores vetustissimis legibus indictas sontibus poenas legibus novis deletas; leges et statuta municipalia; leges et statuta pro artificum collegiis; et optimam, ad tuenda indigenarum et advenarum commercia, Consulum et Consulatus maris certis in Sardiniae locis institutionem. Invenies demum (et alia non pauca praetermittam) quae fuerint anteaetis temporibus, et prius quam Sardinia Italiae redderetur, Proregum, Gubernatorum, caeterorumque insulae Magistratum officia, et iura; quibus limitibus coarctata, et quomodo, quibusve formis et locis, dum ab officio explicerent, administrationis habitae rationem redderent, censoribus et censorio examine per leges Curiarum Sardoarum ad hoc specialiter praefinitis. Quae omnia summatim referenda censi, ut praevidiam haberes, Lector benigne, monumentorum historicorum in hoc secundo Codicis Diplomatici Sardiniae volumine collectorum notitiam: quo autem Marte, quo commentariorum, illustrationum, ac dissertationum merito hanc improbi laboris molem exegerim, tu ipse; iustus aequusque rerum et hominum aestimator, iudicabis. — Vale.

CODICE DIPLOMATICO

DI SARDEGNA

CON

ALTRI DOCUMENTI STORICI

RACCOLTO, ORDINATO E ILLUSTRATO

DAL

BARONE CAV. PASQUALE TOLA

AUTORE

DEL DIZIONARIO BIOGRAFICO DEI SARDI ILLUSTRATI.

*Hoc illud est praeceptum in cognitione rerum salubre
ac frugiferum, omnia te exempli documenta in
illustri posita monumento intueri.*

Lav., Praefat. Hist. rom.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

1911

DISSERTAZIONE

SESTA

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XV

La lotta lunga e pertinace sostenuta nel secolo decimoquarto dalla potente Casa di Arborea contro le armi aragonesi impedì agli stranieri conquistatori il dominio stabile e compiuto della Sardegna, al quale da gran tempo essi aspiravano. L'amore dei comuni e dei popoli sardi per la propria indipendenza, e la valorosa difesa che i D'Oria, ormai naturalizzati nell'isola, e Sardi ancor essi, opponevano per mantenere la libertà, e la integrità dei vasti loro possedimenti, aggiungevano sempre nuovi ostacoli alle mire ambiziose e invaditrici della Corte di Catalogna. Vedemmo già come fin dal 1355 MARIANO IV di Arborea collegato coi Genovesi movesse guerra al re di Aragona don Pietro IV ⁽¹⁾; come la convenzione conclusa sotto le mura di ALGHERO, e la pace di SANLURI non fosse più osservata dalle parti belligeranti ⁽²⁾; come le pratiche, e l'arbitramento di Giovanni, marchese di Monferrato, benchè durassero per ben tre anni (dal 1359 al 1362), riuscissero vane, e forse accrescessero le discordie ⁽³⁾; come UGOENE IV, figlio e successore di MARIANO, continuasse vigorosamente dal 1375 fino al 1383 la guerra sostenuta per ben venti anni da suo padre ⁽⁴⁾; come dapprima Papa Urbano V nel 1364, e poi il Pontefice Urbano VI nel 1377, sdegnati della pervicacia con cui il Re Aragonese, chiamato con antonomasia adulatrice *Il Re Cerimonioso*, violava i patti della investitura già conceduta nel 1297 al di lui avo Don Giacomo II, disegnassero e trattassero in concistoro di privarlo della sovranità e della corona di Sardegna per conferirli a MARIANO e ad UGOENE, i quali personificavano con tanta generosità e con tanto valore le aspirazioni libere e nazionali dell'isola intera ⁽⁵⁾; e come infine, spenta la discendenza maschile dei Dinasti di Arborea con la tragica morte, o più veramente coll'assassinio politico di UGOENE IV e dell'unica sua figlia, la di lui animosa sorella ELEONORA, eroina più che donna di quel secolo, sostenesse virilmente contro i tumulti popolari, e

le insidie aragonesi, i dritti del proprio figlio FEDERIGO al trono di Arborea, e postasi a capo delle sarde schiere, dappoichè il marito suo Brancaleone D'Oria, con tradimento regio e con perfidia catalana, era ritenuto prigioniero, pugnasse coraggiosamente per ben due anni, e costringesse il re Don Pietro IV a scendere agli accordi; i quali, iniziati prima col Re medesimo e con gli ambasciatori di ELEONORA nel 1386 in Barcellona, furono poi conclusi in Cagliari col solenne atto di pace segnato dal di lui successore Don GIOVANNI I ⁽⁶⁾. Queste cose, e molte altre vedemmo nei documenti di quel secolo, che ne fanno ampia ed indubbia fede; e con la scorta dei documenti medesimi vedemmo pure, come la Corte di Aragona differisse di due anni la liberazione di Brancaleone D'Oria, ch'era uno dei patti principali della pace conclusa; come allora, per nuove offese e per nuove violazioni di una tal pace, si corresse altra volta alle armi; e come ELEONORA, difendendo co' proprii i dritti del secondo suo figlio MARIANO V, succeduto a FEDERIGO, facesse pur sua la causa nazionale dei Sardi, che abborrenti dal dominio straniero seguivano le di lei parti, e poco inchinevoli alle profferte di concordia che le veniano dalla Corte di Catalogna, tenesse in scacco fino al 1398 le truppe regie nei pochi luoghi, città e fortezze, al di cui solo possesso era ormai ridotta la tanto vantata conquista aragonese ⁽⁷⁾.

In tale stato si trovavano le cose pubbliche dell'isola al sorgere del secolo decimoquinto, il quale perciò si presentava pieno d'incertezza per il presente, e di pericoli per l'avvenire. Don MARTINO I di Aragona, re timido e fiacco, il quale non amava la guerra, avrebbe perduto ancora quel poco che possedeva in Sardegna, come vi aveva già perduto la forza e l'autorità, se inopinati e straordinarii eventi, il valore del di lui figlio Don MARTINO re di Sicilia, e la virtù, e la costanza de' suoi luogotenenti non glielo avessero salvato, e sopra ciò i casi favorevoli d'immeritata fortuna non glielo avessero eziandio consolidato ed accresciuto. Egli infatti, benchè gli sopra-

(1) Ved. il Vol. I di questo CODICE, pag. 487 fino a pag. 499.

(2) Ved. detto Vol. I, pag. 490, 491.

(3) Ved. detto Vol. I, luog. cit.

(4) Ved. detto Vol. I, pag. 492-53-54.

(5) Ved. detto Vol. I, pag. 491-92.

(6) Ved. detto Vol. I, pag. 494-95-96.

(7) Ved. detto Vol. I, pag. 496-97-98.

stasse la minaccia di nuovi smembramenti del suo dominio insulare, si limitò a fornire di nuove soldatesche mandate da Cataloga il borgo di *Lapola*, il castello di *Cagliari*, e le due rocche di *S. Michele*, e di *Aquafredda* (1); e provvedendo con molta lentezza alla guerra sarda, si volse, quasi lusingando, ai Consoli di Valenza, di Majorca, di Perpignano, di Girona, e di Tortosa, affinché gli fornissero le somme di cui difettava per gli armamenti, togliendole a prestanza sul dritto che i Catalani appellavano *Imperialge*, e nelle piazze marittime si riscuoteva dalle *Logge* dei mercatanti (2). E mentre per un bisogno così pressante ricorreva a sì poveri e tardi sussidii, divideva improvvidamente il potere de' suoi Luogotenenti, a vece di concentrarlo nelle mani di un solo, onde renderlo in sì gravi momenti più forte e più rispettato. Il *Privilegio* da lui emanato nel 15 gennaio del 1401 (3), è la prova più solenne della sua imprevidenza e del poco suo senno politico. Imperocchè, rigettando le lezioni dell'antica e della moderna esperienza, abolendo la carica di Luogotenente generale dell'isola creata dal di lui predecessore Don GIOVANNI I, nella quale Pietro di Arenoso, Ruggiero di Moncada, e Francesco di Santa Colomba avevano virilmente ostato ai maggiori progressi delle armi di Arborea (4), e richiamando a nuova vita due Governatori e Riformatori fra loro indipendenti nei *Capì di Cagliari e Gallura*, di *Sassari* e *Logudoro*, toglieva da una parte all'indirizzo delle cose politiche e guerresche l'unità di concetto e di azione necessaria nei soprastanti pericoli, e risvegliava dall'altra parte quei semi di divisione, che originati dall'antica partizione dell'isola in quattro *GIUDICATI*, e fomentati dal lungo parteggiare dei Sardi per Genova e Pisa, si erano fatalmente radicati negli animi, e degenerarono poi in aperto ed esoso municipalismo. La qual divisione fu vieppiù rinfocolata dal provvedimento, che le due città di Cagliari, e di Alghero, nemiche a Sassari per vecchie gare di preferenza, potessero inviare i loro procuratori alle Corti di Majorca e di Catalogna (5).

Ma all'imprevidenza di quel re pusillanime, e lontano supplirono i casi nuovi che erano fuori della sua mente e della sua volontà. ELEONORA di Arborea, la magnanima guerriera, la sapiente legislatrice che potea co' suoi forti propositi e col suo genio snaraviglioso portare a compimento l'ardita impresa di cacciare per sempre lo straniero dal suolo della sua patria, morì nel 1404, e poco dopo la seguì nella tomba l'unico suo figlio MARIANO V, il quale, essendo ancor fanciullo, aveva regnato per soli tre anni sotto la tutela, e reggenza del padre suo Brancalione D'Oria. E il D'Oria che potea raccogliere la gloriosa eredità della Casa di Arborea, e rendersi poi padrone dell'isola intera, non ebbe pari alla volontà l'ardimento, e per un anno appena, e assai debolmente, sostenne la guerra pei dritti di successione con un altro non meno illustre di lui, ma al par di lui sfortunato competitore (6).

Fu questi GUGLIELMO visconte di Narbona, nipote di

Beatrice ultima figlia di MARIANO IV, alla di cui linea e discendenza, per la estinzione delle due altre di suo fratello Ugone IV, e di sua sorella ELEONORA, aspettavano per dritto dinastico gli Stati e il *GIUDICATO* di Arborea. Guglielmo (terzo di tal nome) era figlio di altro GUGLIELMO e di Guerina di Belforte Canigliacco (francescamente *Beaufort du Canillac*), nipote di Aimérico X visconte di Narbona, e marito a Margherita del Contestabile di Armagnacco. Discendea per lunga serie d'avi dalla Casa dei *Lara*, una delle più illustri d'Europa, che traeva l'origine da Ramiro I re delle Asturie e di Galizia, e aveva dato al regno di Navarra il re Garzia, e ai regni di Castiglia e di Leone il re Ferdinando I (7). La viscontea di Narbona era pervenuta alla sua famiglia dalla famosa Ermengarda, celebrata cotanto dai poeti provenzali, e dalle storie di Linguadoca del secolo XII per le sue *corti di amore*, per le sue ardite imprese contro i Saraceni, per l'assedio di Tortosa del 1128, e per la vittoriosa resistenza da lei opposta ai dritti di alta sovranità, pretesi sulla città di Narbona da Raimondo conte di Tolosa. Imperocchè Ermengarda, vedova e senza prole, adottò prima Aimérico e poi Pietro di *Lara* (8), dal quale appunto proveniva Aimarico X, visconte di Narbona, marito di Beatrice di Arborea (9). I dotti Maurini Martene e Durand pubblicarono il testamento di Beatrice di Arborea (*Testamentum Beatricis de Arborea*) del 1377 (10), in cui si leggono i nomi de' suoi sette figli (Guglielmo, Americo, Pietro, Eleonora, Beatrice, Ermengarda e Burghiera), avuti dalle sue nozze con Americo X; e pubblicarono appresso l'altro testamento fatto nel 1397 da Guglielmo II (11), del quale fu figlio ed erede Guglielmo III, pretendente al trono di Arborea.

Allorchè MARIANO V, unico superstite figlio della grande ELEONORA, mancò di vita, Guglielmo III di Narbona si trovava in Francia. Gli Arborei, riuniti in assemblea generale di notabili nella città di Oristano, lo proclamarono *Signore* del *GIUDICATO*, e gl'inviarono solenne ambasciata per riconoscerlo e profferirgli giuramento di obbedienza e fedeltà. Poco fidenti nella persona di Brancalione D'Oria, il quale e prima e dopo il glorioso regno della consorte, avea dato prove di non saper reggere in tempi difficili, e contro la potenza aragonesa, le ragioni e la indipendenza del *GIUDICATO*, essi gli preferirono un principe straniero, pieno di gioventù e di valore, nelle di cui vene scorreva, per mezzo dell'ava sua Beatrice, fram misto al sangue paterno il generoso sangue dell'eroico MARIANO IV. Egli accolse con gioia il fausto messaggio, accettò la offertagli *Signoria*, e partì subito alla volta dell'isola seguito da buon numero di soldati, di venturieri e di amici, i quali bramavano dividere con lui la fortuna delle armi. Brancalione D'Oria gli oppose

(7) Ved. *FORBES*, *Annal. de Aragon*, Lib. II, cap. 44; SALAZAR, *Coment. Annal. Curia, Casa de Lara*; FELICER, *Memorial de la Casa de Alagon*; Vico, *Hist. gener. del Regno de Cerdeña*, Part. V, Cap. XXXI, n.º 10.

(8) Ambidue erano figli di Manrico conte di *Lara*, e di Ermesinda sorella di Ermengarda di Narbona.

(9) Ved. ANSELME, *Histoire de la Maison de France*, Tom. VII. (10) *Thesaur. Novor. Aneador*, Tom. I, col. 1590 e seg. Nel pubblicare questo documento il Martene e Durand notarono per errore, che sotto tal nome e casato dovea intendersi *Beatrice de Arborea* in *Certisima insula*.

(11) MARTENE e DURAND, *Oper. cit.*, Tom. I, col. 1699 e seg.

(1) Vol. I cit., pag. 497.

(2) Ved. CART. n.º II, III e IV del presente VOLUME (Sec. XV).

(3) CART. n.º I di questo Vol. (Sec. XV).

(4) Ved. Vol. I di questo CODICE, *Dissert. quinta*.

(5) Ved. la detta CARTA n.º I.

(6) Ved. FARRA, *De Reb. Sard.*, Lib. III, pag. 317 e 319; e TOLA, *Dizion. Biograf. dei Sardi Illustri*, Vol. II, pag. 56 e 57.

dapprima qualche resistenza; ma vedendosi venir meno l'appoggio dei Sardi, e mancandogli l'energia necessaria per combattere il nuovo nemico, stimò miglior consiglio collegarsi con lui e agire di accordo nell'interesse della causa comune (1). Alla lega di Brancalone con Guglielmo accedettero tosto i D'Oria, e i Malaspina, i quali *ab antiquo* avevano stanza, e possedevano in Sardegna città e borgate, terre, fortezze e giurisdizioni quasi regali, ricevevano aiuti dai Genovesi (2), e sopra ciò erano da lunga pezza nemici del re di Aragona. Il re Don Martino, invocando gli atti di pace del 1386 e 1388, in virtù dei quali dicea devoluti alla Corona gli Stati di Arborea, o non faceva o faceva assai fiacchi provvedimenti per ostare alle armi dei collegati, i quali perciò crebbero di forze e di ardimento, sperando o avendo già soccorso di uomini e d'armi dal Comune di Sassari, il quale parteggiava pel principe francese, e lo incitava in segreto a recarsi in mano il dominio, se non di tutta, della maggior parte almeno della Sardegna, come ai tempi di Mariano IV e di Eleonora. Ma alla fiacchezza del padre soccorse con maravigliosa prontezza l'ardenza giovanile e la virtù bellica del figliuolo Don Martino. Il quale, uditi i casi di Sardegna e i progressi del Narbonese, lasciata in Sicilia a reggere quel regno la regina BIANCA sua moglie, salpò da Trapani con dieci galee nell'ottobre del 1408, e volse le prore ai lidi sardi seguito da molti distinti guerrieri e baroni siciliani, fra i quali primeggiavano per grandezza di opre e di nome i conti di Modica, di Agosta e di Ventimiglia, i conti Enrico Russo e Artaldo di Luna, due Gentelles, due Ruiz, Ferdinando de Eredia, e il valoroso Gherardo Dedoni (3). Giunto ad Alghero spedì al padre solleciti

messaggi, acciò il fornisse di navilio e di gente d'arme. E l'uno e l'altra gli furono inviati sotto il comando di Pietro Torrelles, capitano di molta energia, il quale arrivò a Cagliari nel maggio del 1409, seguito dal più bel fiore della baronia catalana (4), e da cento eletti guerrieri armati dall'antipapa Pietro de Luna, che usurpò il nome di Benedetto XIII, e capitanati dal di lui nipote Giovanni Martinez de Luna, da Roderico de Luna, e da Giovanni Bardaxino (5). Riunite le truppe regie in un sol corpo di ottomila fanti e di tremila cavalli, il re Don Martino mosse a grandi marcie contro il visconte di Narbona, che col suo esercito accampava nella vasta pianura di *Santuri*. Nel 30 giugno del 1409 s'ingaggiò la battaglia, e fu combattuta con tanto ardore, che per quei tempi e pel numero dei combattenti e dei morti, fu una delle più micidiali e più sanguinose. Nulla di nuovo o d'importante aggiungono i documenti da noi prodotti a ciò che già fu detto di questa memorabile battaglia dagli storici nazionali e forastieri; per la qual cosa è superfluo, e sopra ciò non si appartiene al soggetto del nostro discorso l'andarla minutamente descrivendo. Noteremo soltanto che lunga e furiosa fu la mischia; che prevalsero dapprima le armi dei collegati, ma poi cedettero al cozzo della cavalleria nemica; che la presenza del re di Sicilia e dei valenti capitani Pietro Torrelles e Gherardo Dedoni, i quali si emularono in quella giornata con prove di straordinario valore, diedero finalmente la vittoria agli Aragonesi; che cinque mila Sardi caddero uccisi sul campo; e che la barbara insolenza dei vincitori passò poi a fil di spada, senza distinzione di sesso o di età, gli innocui abitanti di *Santuri*. Brancalone D'Oria e Giannellino suo figlio bastardo, cui era affidato il vessillo dell'esercito collegato (6), caddero prigionieri di guerra;

P. C. N. 1409.

P. C. N. 1409.

(1) *CRITA*, *Annal. de Aragon*, Lib. X, cap. 86 e 87.

(2) Narra il FARA (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 318) che la repubblica di Genova mandò in aiuto dei pretendenti sei tremi armate, capitanate da Guglielmo Mollo, le quali però, incontratesi nelle acque dell'*Astnara* (*prope Enariam insulam*) con dieci altre tremi catalane (il Zurita lo chiama siciliano), comandate da Giovanni Colombo (cui il detto Zurita dà il nome di Francesco Coloma), dopo breve conflitto furono vinte, rimanendo prigionieri molti nobili genovesi, che il vincitore mandò al re Don Martino. E narra pure che Pietro D'Oria nel 1407 predò quattro navi di pirati catalani che infestavano i mari sardi, e altre sette ne predò nell'anno seguente Battista di Montano, e che i corsari tutti di quelle navi furono messi a morte in Genova nel giugno del 1408. Queste narrazioni del primario annalista sardo sono conformi a quelle del Zurita (*CRITA*, *Annal. de Arag.*, Lib. X, cap. 87) e del Giustiniani (*Annal. Gen. ap. Murator*, ad ann. 1407 e 1408). Il Zurita però varia (come si è già notato) nei nomi delle navi e del capitano, e nell'anno in cui accadde il conflitto dell'*Astnara*, che dice essere il 1403.

(3) I baroni siciliani che seguirono in questa spedizione il giovane re Don Martino, furono i seguenti:

Conte di Modica
Conte di Agosta
Conte di Ventimiglia
Conte Enrico Russo
Conte Artaldo de Luna
Gilberto Gentelles
Giacomo Gentelles
Bernardo Anglesola
Oggerato Lanza
Sancio Ruiz de Libori
Gilio Ruiz de Libori
Giovanni Fernando de Eredia
Gherardo Quilart
Giovanni Cruillas
Gherardo Dedoni.

Quest'ultimo si distinse più degli altri nella guerra sarda, e a lui principalmente si dovette la vittoria di *Santuri*, per lo che il re Don Martino di Sicilia nel 15 luglio 1409 gli concedette in feudo

le ville di *Mara*, *Tuili* e *Gestori* sequestrate ai ribelli in Sardegna. (Ved. FARA, *Oper. cit.*, Lib. III, pag. 318-39); e *CRITA*, *Oper. cit.*, Lib. X, cap. 86, 87).

(4) Ecco i nomi dei più distinti baroni di Catalogna che facevano parte di tale spedizione:

Visconte Giovanni Fox
Arcibaldo Fox, signore di Luna
Gherardo Mallione
Bernardo Galzerando di Pino, signore di Orta
Conte di Cardona
Antonio di Cardona
Conte di Chirra
Visconte Bernardino de Sà
Berenario Arnaldo Cervellon
Galzerando de Sclapace
Arcato de Mur
Galzerando Cruillas
Bernardo Espès

(Ved. FARA, *Oper. cit.*, Lib. III, pag. 318).

(5) Ved. *CRITA*, *Oper. cit.*, Lib. X, cap. 87; e FARA, *Oper. e loc. cit.*, pag. 319. Notiamo opportunamente in questo luogo, che l'antipapa Benedetto XIII, allorché nel 1415 fu citato al Concilio di Costanza, ed esortato dall'imperatore Sigismondo e dal re Don Ferdinando I di Aragona ad abdicare al papato per la salute della Chiesa minacciata dallo scisma, egli avea deliberato di rifugiarsi in Sardegna e chiudersi nella fortezza di Cagliari o in altro luogo dell'isola ben munito e sicuro. Ma il detto re Don Ferdinando scrisse subito al Viceré di Sardegna vietandogli di ammetterlo; e poi, vedendo la di lui pertinacia, consentì finalmente col Concilio per la di lui formale deposizione. L'antipapa credette di vendicarsene chiudendosi nel castello di *Periscola*, e di là, lanciando i suoi fulmini contro il re Ferdinando, lo dichiarò scismatico e decaduto dalla sovranità. (Ved. *CRITA*, *Oper. cit.*, Lib. XII, cap. 55; e FARA, *Oper. cit.*, Lib. III, pag. 333-34).

(6) Giannellino D'Oria figlio bastardo con Giovanni D'Oria figlio legittimo di Brancalone, erano già stati dati in ostaggio allorché nel 1° gennaio 1399 fu seguita la Convenzione tra Eleonora di Arborea e il re di Aragona Don Giovanni I, e furono poi messi in

nè da tal punto s'incontra più di essi alcun ricordo nelle memorie, e nelle carte di quei tempi, e perciò non è forse lungi dal vero, che morissero entrambi in onorata cattività. Il Visconte di Narbona riparò nel castello di *Monreale*, e quindi recossi a *Oriстано*, dove eransi rifuggiti i migliori suoi guerrieri sopravvissuti alla battaglia; ma non potendo colà sostenersi, perchè gli Aragonesi accennavano di assediare, ripassò sollecitamente in Francia onde cercar nuovi aiuti e soldati per la sua impresa (1).

P. C. H. 1409.

La vittoria del re di Sicilia, l'espugnazione di *Villa di Chiesa* (odierna *Iglesias*) operata nel 4 luglio dello stesso anno da Giovanni de Sena, valoroso capitano sardo che militava nell'esercito aragonese, e il pronto ritorno alla obbedienza regia di molti luoghi e fortezze già occupate dai collegati, toglievano forse per sempre al Narbonese la speranza di rilevarsi dalla sconfitta, se nuovi e inopinati accidenti non richiamavano a tentare altra volta colle armi il trionfo dei suoi diritti e della sua fortuna.

Il primo e più memorabile di tali eventi fu la morte immatura del giovane re Don Martino di Sicilia, avvenuta in Cagliari nel 28 luglio del 1409 (2). Concordano gli storici nell'affermare, che causa dell'acerbo caso fu la intemperanza delle sue passioni già famose in Sicilia, e l'abuso di illeciti amori da lui fatto, dopo le guerresche fatiche, con bellissima donzella sarda del luogo istesso di *Santuri* da lui debbellato: e della intemperanza, e dell'abuso toccò con la solita sua precisione il Fara ne' suoi *Annali*, scrivendo di quel giovane principe, che *paucos post dies bellico labore, seu nimio pulcherrimae mulieris sardae concubitu, febri correptus, nulla superstite prole, ab humanis decessit* (3).

P. C. H. 1409.

La morte immatura del giovane monarca abbassò ad un tratto la fortuna aragonese in Sardegna. L'esercito regio, già formato con tante cure e con tanto dispendio, fu quasi interamente disciolto e disperso; e gli Arborei, levatisi in armi, nè più sperando nel Visconte di Narbona già vinto e lontano, nè in Brancalione D'Oria prigioniero degli Aragonesi, si elessero per nuovo capo e signore LEONARDO Cubello, ultimato sardo assai dovizioso, pieno di sagacia e di ardire, e sopra ciò, per attinenze di famiglia, congiunto con gli antichi Giudici di Arborea (4).

libertà assieme al loro padre. (Ved. il Vol. I° di questo CODICE, *Diplomi e Carte del Sec. XII*, CART. n.° CLII, pag. 868, not. 1 e 4).

(1) Ved. *CHIRITA*, Oper. cit., Lib. X, cap. 87.

(2) La salma del re Don Martino di Sicilia fu deposta nella chiesa cattedrale di Cagliari, e vi fu poi eretto un mausoleo marmoreo, che ancor oggi è uno dei più belli ornamenti di quel tempio. Il detto mausoleo fu ornato ed abbellito in tempi diversi, come ne fanno fede le iscrizioni che vi si leggono. Nel 1075 il vicere, marchese de los Veles, sostitì all'antica una nuova urna di marmo, e il vicere, conte di Santo Stefano, vi fece costruire due nicchie con entro due statue rappresentanti la *Fede* e la *Giustizia*. Il vicere, conte di Egmont vi fece eseguire altri abbellimenti; e il presidente del Regno, Don Melchiorre Sierrenes, vi fece apporre nel 1680 la balaustrata e il pavimento di marmo.

(3) Ved. *CHIRITA*, Op. cit., Lib. X, cap. 76 e 88; e FARA, *De Rebus Sardois*, Lib. III, pag. 330.

(4) Era pronipote del Giudice di Arborea UGONE III, il di cui terogenito Niccolò fu padre di Salvatore di Arborea, che dalle nozze con Costanza Cubello ebbe Leonardo di cui discendiamo. Per la ricca eredità materna acquistata alla sua famiglia in virtù di tal matrimonio, esso e i suoi successori presero il nome di Cubello di Arborea. (Ved. *CHIRITA*, Oper. cit., Part. III, Lib. XIII; SALAZAR, *La Casa de Lara*; PELLICER, *Memorial de la Casa de Alagon*; ARCHIV. BARCHINON., *Armar. de Cataluna*, Sac. Sant Jordi, n.° 40).

Il Cubello trovato inopinatamente alla testa del partito nazionale che avversava la dominazione straniera, afferrò con molta prontezza e con pari abilità il favore della fortuna; e dopo aver fatto mostra di sostenere con le armi la propria causa e quella del proprio paese; dopo avere in alcuni scontri percorso aspramente le schiere regie capitanate da Giovanni e Pietro di Moncada, veggendo di non poter molto a lungo resistere alle forze aragonesi, che sotto il comando dell'animoso Pietro Torrelles lo stringevano gagliardamente di assedio nella città di *Oriстано*, scese finalmente agli accordi, e abdicò il nome e l'autorità di GIUDICE di Arborea (nome infausto ai re di Aragona, che perciò il vollero abolito per sempre), si contentò del più modesto titolo di *Marchese di Oriстано* e *Conte di Goceano*, ricevendo in feudo per l'annuo censo di cinquecento fiorini le terre, città, ville e fortezze già possedute dagli antichi Giudici in quelle due vaste provincie (5).

P. C. H. 1410.

Fra i diplomi e le carte di questo secolo le quali confermano quanto fin qui andammo narrando, sono notevoli per importanza e per novità i documenti relativi alla guerra e ai fatti di Arborea; l'atto di pace o CONVENZIONE di *S. Martino* (6) del 1410; la investitura e il diploma feudale a favore del CUBELLO, e della sua discendenza, il giuramento solenne di fedeltà, e di vassallaggio da lui prestato; il giuramento somigliante dei *maggioranti*, del *Podestà*, e dei cittadini (*burgenses*) di *Oriстано*; gli ostaggi dati di presente, e i promessi per l'avvenire a guarentigia dell'esecuzione dei capitoli della pace; lo sborso fatto dal Cubello di trentamila fiorini d'oro, specialmente pattuito nel capitolo terzo della *Convenzione*, « per sopprimere » alle spese dell'esercito regio manchevole al tutto di denaro; e sopra ciò la impreranza di cinquemila *Alfonsine* » fatta dallo stesso Cubello al re di Aragona, ricevendone » in pegno il contado di *Montecatone* con le sue ricche » *Incontrade*, che diremmo italianamente provincie (7).

P. C. H. 1410.

In questi documenti noi troviamo abolito il nome e mantenuta la sostanza del GIUDICATO di Arborea, avendo il Cubello, sotto nuovi titoli, ricevuto gli Stati arborei con gli stessi diritti che già vi ebbero gli antichi Giudici (8), ed essendosi fra le altre cose, nelle combinate formule di giuramento da prestarsi dai comuni e dagli uomini dei luoghi infeudati, richiamate ad osservanza le convenzioni, e le paci giurate per lo innanzi dai re di Aragona, da Mariano IV, da Eleonora e da Brancalione D'Oria (9): troviamo le cautele adoperate affinché il sorteggio dei nuovi ostaggi da farsi di anno in anno o da sei mesi in sei mesi colpisce egualmente tutte le classi e tutte le età (10): troviamo guarentita la libertà delle persone, del commercio interno ed esterno, e del mare territoriale da un promontorio all'altro del golfo di *Oriстано* (11): troviamo cancellata con generale annistia la memoria dei fatti ostilmente commessi dai seguaci

(5) *CHIRITA*, Oper. cit., Lib. X, cap. 88, 89, 90, 91; FARA, Oper. cit., Lib. III, pag. 330, 331 e seg.

(6) Così appellata dal convento di tal nome, in cui fu segnata dal Cubello e dal Torrelles nel 29 marzo 1410.

(7) Ved. CART. n.° V°, VI°, VII°, VIII°, IX°, X° e XI° di questo Vol. II (*Diplomi e Carte del Sec. XV*).

(8) Ved. detta CART. n.° V°, cap. 1 in not.

(9) Ved. la detta CART. n.° VII°, in not.

(10) Ved. la detta CART. n.° V°, cap. 1.

(11) Ved. la detta CART. n.° V°, cap. 8 e 9.

del Cubello contro il re di Aragona ⁽¹⁾; e assicurata la indipendenza del Cubello medesimo dagli arbitrii e dalle violenze dei proconsoli regii in Sardegna ⁽²⁾: troviamo rispettata la proprietà dei beni del clero di Arborea, e più specialmente la sua adesione e la sua credenza nel *Pontefice Romano* (*en el Sant Pere de Roma*) ⁽³⁾; col quale capitolo in termini espliciti e assai rigorosi convenuto si mirò evidentemente a tutelare l'antica e proverbiale fede dei Sardi nell'unità cattolica, minacciata in quel tempo dallo scisma e dall'arrogante pertinacia dell'antipapa Benedetto XIII, il quale, vendendo alle mire ambiziose della corte di Aragona con la ipocrisia degli atti la propria coscienza, era riuscito a trovarvi rifugio e protezione: troviamo infine tra molte altre notizie, che notammo e illustrammo in ciascun documento, quelle al tutto nuove e importanti che riguardano la persona di Nicolò o Nicoloso D'Oria, dinasta e guerriero di chiara fama, che vedremo quindi innanzi figurare negli eventi insulari, il quale difese con egregia costanza e pari valore, fino alla metà del secolo XV, i dritti e le *signorie* che possedea in Sardegna contro la prepotente cupidigia degli invasori e spogliatori aragonesi ⁽⁴⁾.

(1) Ved. la detta CART. n.° V*, cap. 6.

(2) Ved. la detta CART. n.° V*, cap. 2 e 3.

(3) Ved. la detta CART. n.° V*, cap. 13.

(4) Ved. detta CART. n.° V*, cap. 4, in not. Nicolò o Nicoloso D'Oria era figlio di Brancalione D'Oria che fu poi marito in seconde nozze di Eleonora di Arborea: *Nicolosus Aurià*, scrive il FARA (Op. cit., Lib. IV, pag. 345); *Branchas-Lentini filius, comes Montis-Leonis, et Castri-Genovesis dominus*. Dal cap. 4 di detta CART. n.° V* si ricava ch'esso ebbe per moglie una sorella di Leonardo Cubello marchese di Oristano e conte di Goceano. Oltre alle *signorie di Montelone, di Cabudbar, di Chiararomanti e di Anglona* nel Logudoro, che già possedeva nel 1410, ebbe più tardi anche la *signoria di Castiglenove*, che prima apparteneva a Cassiano D'Oria. Parteggiava pel visconte di Narbona, e perciò il Torrelles, onde staccarlo dalla lega col visconte e col Genovesi, proponeva nell'Atto di Convenzione di S. Martino, che laddove si disponesse ad abbandonarla, e a seguire le parti regie, le dette *signorie* gli sarebbero confermate dal re Don Martino, mediante però l'annuo censo di venticinquemila fiorini. Si ricava inoltre dalla stessa Convenzione che Leonardo Cubello, allorchè trattava della pace, avea iniziato pratiche col suo cognato Nicoloso D'Oria per avere da lui ventimila fiorini d'oro a complemento dei cinquantamila che si dovevano dare al Torrelles per pagare e vettovagliare l'esercito regio; ma queste pratiche non ebbero per allora alcun successo, essendo il D'Oria apertissimo nemico degli Aragonesi, come lo dimostra la CART. n.° VI* più sovra citata. Non bisogna confondere Nicoloso di Brancalione, del quale ora parliamo, con Nicoloso ANTONIO di Galleotto D'Oria ricordato dal Zurita (Op. cit., Lib. VII, cap. 73). Questo secondo fu coetaneo al primo, era forse suo stretto congiunto, e non è improbabile che fosse lo stesso ANTONIO D'Oria, chiamato ANTONIUS nella Convenzione del 15 maggio 1413 (Ved. inf. CART. n.° XV, pag. 50 e 51), il quale fu uno degli iniziatori del comune di Montelone per procurare la liberazione del suddetto Nicoloso D'Oria di Brancalione, caduto prigioniero di guerra in potere di Guglielmo visconte di Narbona. Ma così di questi, come dei tanti altri D'Oria, i nomi e le imprese dei quali si leggono nel presente Codice, e specialmente nel Vol. I, non è nostro intendimento, nè sarebbe questo il luogo, di accertare l'origine, le famiglie e le attinenze diverse. A noi basta citare i fatti e i documenti che ne rendono testimonianza. Non pertanto, un lavoro che raccogliesse insieme tutte le notizie riguardanti questa illustre ed antica Casata, le sue varie dimorazioni, e i fatti e le imprese dei più distinti fra coloro che ne portarono il nome, laddove fosse corredata di prove e dimostrazioni, tornerebbe assai utile alla storia genovese non solo, ma anche alla storia particolare di Sardegna, nella quale dal principio del secolo XII fino a tutto il secolo XV i D'Oria si trovano così spesso figurare ed aver parte negli avvenimenti dell'isola. Sappiamo che un tal lavoro è stato già incominciato (e forse ora trovasi presso un suo compimento) dal marchese Antonio D'Oria (fratello del marchese Jacopo D'Oria, valoroso cultore delle lettere greche e latine, della di cui amicizia ci onoriamo);

Mentre il Cubello si assicurava in tal modo sotto nome diverso l'antica *signoria* di Arborea, non avea mancato da sua parte il visconte di Narbona di spiare l'occasione, in cui potesse con miglior fortuna far nuovo esperimento dei propri dritti. E la occasione gli si appresentò più presto e più propizia di quello ch'ei forse si figurava col suo pensiero. Giungtigli in Francia la notizia della morte del re Don Martino di Sicilia, parlò incontanente e veleggiò per Sardegna, accompagnato da parecchi illustri guerrieri; e col favore degli amici rimastigli fedeli, e coll'aiuto dei Sassaresi, che allora parteggiavano apertamente per lui, ridusse in suo potere la città di Sassari e la provincia del Logudoro ⁽⁵⁾. Ivi raccolse armi ed armati, e approfittando dello scompiglio in cui si trovavano gli Aragonesi per la morte del vecchio re Don Martino, avvenuta nel monistero di *Yaldonzella* ⁽⁶⁾, della incertezza della successione al trono di Aragona, del sollevarsi dei Genovesi a nuovi tentativi, e della espugnazione della terra e castello di *Longonardo* operata da Cassiano D'Oria ⁽⁷⁾, si spinse avanti con le sue genti fino ad Oristano, vi pose l'assedio, e chiamando i Sardi a riunirsi sotto il suo vessillo, si dispose arditamente a ricominciare la guerra. Ma gli Arborei non erano più per lui. Leonardo Cubello, o per la fede di recente giurata, o per difendere il suo nuovo acquisto; gli stessi D'Oria, già suoi fautori, o per interessi personali, o per vincoli di famiglia col nuovo marchese di Oristano e conte di Goceano, gli si volsero contro, e gli erano allora fatalmente nemici. E sopra ciò il Torrelles, raccolto in fretta dai presidii regii buon nerbo di truppe, inviò prima quattrocento cavalli contro il castello di *Monreale*, luogo assai forte e munito, e poi col grosso delle sue schiere corse egli stesso ad assalirlo nei suoi alloggiamenti. Il Narbonese, che al valore personale congiungea la sagacia di esperto capitano, ben vide non potere con le sue forze sole resistere a un'oste così risoluta e numerosa. Mandò quindi al TORRELLES il *SIGNORE di Morlane*, barone francese che seguiva le sue insegne, per proporgli una tregua: ma il fiero catalano non volle ascoltarlo se prima il *pretendente* non levasse l'assedio, e non smettesse ogni pensiero e tentativo di guerra: e il principe francese, costretto a cedere alla superba intimitazione, si ridusse altra volta alle sue stanze di Sassari ⁽⁸⁾. Da Sassari ei rinnovò nell'anno seguente la proposta della tregua, la quale fu finalmente accettata, ma, per la morte del Torrelles quindi accaduta in Alghero, sottoscritta dal di lui successore Giovanni di Corbera ⁽⁹⁾.

La tregua però non valse a quietare il suo spirito guerriero e l'ardore con cui egli mirava al proseguimento

e se il suo *Albero genealogico della famiglia D'Oria* documentato e illustrato, anche pe' tre rami ch'ebbero dominii e figurarono nelle cose di Sardegna, vedrà la pubblica luce, avremo uno splendido monumento storico che sarà favorevolmente accolto dai dotti.

(5) Ved. FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. III, pag. 320.

(6) Mori nel 30 giugno del 1410. Ved. CURITA, *Annal. de Arag.*, Lib. XI, cap. 5; FARA, Op. o. loc. cit., pag. 332-34.

(7) Nell'8 agosto del 1410. FARA, Op. cit., Lib. IV, pag. 338.

(8) Ved. CURITA, Op. cit.; e FARA, Op. e luog. cit., pag. 328, 329. Ciò accadeva nel settembre del 1410.

(9) Furono eletti arbitri il conte di *Urgelles* e il visconte del *Carretto*, i quali dovevano associarsi altri due *Nobili* (*equites*) a propria scelta, per definire ogni controversia. Ved. CURITA, Op. cit., Lib. XI, cap. 16; e FARA, Op. cit., Lib. IV, pag. 338-39.

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1410.

P. C. N. 1411.

della sua impresa. Di ciò fa fede la storia: e senza narare perciò le amicizie non si lusinga da lui strette che sciolte, prima con Nicolò e poi con Cassiano D'Oria; lo scontro avuto con le genti di Cassiano, e la vittoria riportata, con la uccisione di trecento soldati; il suo ingresso in *Macomer*, per minacciare più d'avvicino la capitale di Arborea; le scorriere fatte a mano armata nelle terre dei nemici; e la occupazione militare delle Parti o *INCONTRADE* di *Valenza*, di *Monti*, e di *Marmilla* (1), noteremo soltanto alcuni fatti speciali ricordati dalle CARTE, che ora mandiamo in luce, le quali confermano ed ampliano insieme quelle storiche narrazioni. La prima è un *DIPLOMA* di concessione in feudo della villa di *Monti* fatta nel 1412 a Pietro da Feno cittadino di Sassari da GUGLIELMO visconte di Narbona e di Basso, che s'intitola *Giudice di Arborea e Conte di Goceano* (2). Spedito dal campo di Chiaramonte, dove il Narbonese era attenduto con le sue schiere, questo *diploma* ha un carattere di originalità che lo rende importante, perchè prova come GUGLIELMO affettasse sempre dritti di assoluta sovranità sulle provincie che non avea potuto ancora assoggettare al suo dominio, e perchè inoltre, a vece di essere stesso nell'antica lingua latina, solita adoperarsi nelle solenni spedizioni di tali documenti, è scritto per intero in lingua sarda. Vieno poi una *RELAZIONE* sincrona dell'assalto dato nel 6 maggio dello stesso anno alla città di Alghero dalle armi congiunte dei Francesi e dei Sassaresi, capitani dal visconte di Narbona, della valorosa resistenza opposta dagli Algheresi e della vittoria da essi riportata sopra gli assalitori (3). Narrano largamente gli storici nazionali come questa vittoria fosse poi macchiata dalla barbara ebbrezza dei vincitori col'uccisione dei prigionieri francesi e del *Bastardo di Savoia* figlio di Amedeo VII chiamato il *Conte Rosso*, il quale capitava col Narbonese le schiere assaltatrici (4); ma ciò che tace la storia, e che noi riportiamo a complemento dei ricordi di quella età, sono le *Stanze* che per voto popolare, e per più di due secoli colà si cantarono con solennità di apparecchi e di baldorie nel giorno anniversario della vittoria, nel quale, mentre un fantoccio diviso con assisa francese era dato alle fiamme, l'ebbra moltitudine alternava coi cori musicali l'aspro, disarmonico e catalano ritornello

« Muiran, muiran los Francesos.
Ils traydors de Sassaresos,
Que han fet la traició
Al molt alt Rey d'Aragò » (5)

barbaro concetto, che con strania lingua, e sotto cielo italiano, acui per sì gran tempo le gare infelici e le pestifere ire municipali. — Alle quali CARTE, che meglio di qualunque narrazione ci rappresentano i fatti, le passioni e il carattere degli uomini e delle guerre di quel tempo, tiene dietro la *CONVENZIONE* conclusa nello stesso anno dagli uomini di *Monteleone* per l'assoldamento di uomini d'arme, che sotto la condotta di esperto capitano

liberar dovessero il loro *Signore* Nicolò D'Oria, caduto prigioniero del Narbonese nella guerra dell'anno precedente (6). La qual *Convenzione*, finora ignorata, ci dà notizia del modo con cui quell'impresa doveva essere condotta, e del militare stipendio con cui allora si assoldavano nell'isola gli uomini di grave armatura, i loro paggi, i balestrieri e i cavalli. La libertà però non fu resa al D'Oria per effetto di tal *Convenzione*, ma per lo sborso di tremila fiorini fatto dai Sassaresi (7), i quali, memori sempre dell'antica loro indipendenza, e di essersi retti a popolo per più di mezzo secolo, collegati col comune di Genova, parteggiavano in ogni occasione favorevole pe' baroni genovesi, propugnatori animosi e instancabili dei loro dritti contro la corte di Aragona.

Rotta la tregua, e fallito l'assalto di Alghero, il visconte di Narbona non potea più mantenersi nell'isola e continuarsi con successo la guerra. Cassiano D'Oria, già suo alleato, si accostò a Niccolò D'Oria ed a Leonardo Cubello, e per loro mezzo venne a concordia col viceré Corbera (8). Le schiere regie, rafforzate di molti cavalli e balestrieri venuti da Catalogna (9), non dovendo più combattere col marchese di Oristano, nè co' Genovesi, coi quali il nuovo re di Aragona avea sospese le ostilità (10), lo minacciavano da ogni parte e lo stringevano, o ad arrischiarsi a battaglia, o a sottomettersi. Vincere in campo un'oste così ordinata e poderosa era impossibile; cedere con le armi in pugno al nemico, ed arrendersi, nol sofferiva la nobile ferezza del principe francese. Volse egli allora il pensiero alla conciliazione, e saputa la elezione di Ferdinando di Castiglia al trono aragonese, e avuta contezza da Guntero di *Santa Clara* capitano delle navi regie testè arrivate in Sardegna, essere l'animo del nuovo re assai generoso e inchinevole agli accordi, spedì tosto a Tortosa il *signore di Morlane* (quel desso che guereggiava con lui nell'isola) per profferirgli parole di pace. Il MORLANE accompi felicemente alla sua missione, e per di lui mezzo egli ebbe fede dal Re della garanzia della sua persona e dei suoi cavalieri. Quindi, lasciati in Sardegna al comando delle sue truppe di Arborea e del Logudoro Americo di Tagliaranda (*de Talleyrand*), suo cugino, e Pietro di *Montbery*, parti egli stesso da Sassari sul finire del 1413, e per la via di Barcellona si recò a Lerida con numeroso cortè. Berengario Carroz conte di Quira con molti cavalieri armati gli andò allo

(6) Ved. infr. CART. n.° XV (Sec. XV).

(7) CURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 60; FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 329.

(8) CURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 77; o FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 339, 330.

(9) Si aspettavano inoltre seicento cavalli e trecento balestrieri, che Niccolò D'Oria avea mandato ad assoldare con trentamila fiorini dati a Giovanni d'Istria, fratello di Vincenzo conte di CINCERIA in Corsica, col quale egli avea stretto alleanza. — Ved. CURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 60; o FARA, loc. cit.

(10) La sospensione delle ostilità fu convenuta per cinque anni: la trattarono per la repubblica di Genova Battista Cigala e Pietro di Persi, come nota il Giustiniani (*Annal. Rep. Jan.* ad ann. 1413 press. il Muratori, *Rer. Ital. Script.*). Racconta lo stesso annalista, che poco innanzi Antonio D'Oria G. Filippo parti da Genova con sette grosse navi montate da millecinquente combattenti, e che da *Medone* diede in *Sardegna*, dove nel porto di Cagliari abbruciò due navi catalane con molti navigli, e saltato in terra e nei borghi, fece preda di mille pezze di panni di lana e di molte altre mercanzie. Ved. pure CURITA, Oper. cit., Lib. XI, cap. 87 e Lib. XII, cap. 2; o FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 330.

(1) Ved. CURITA, *Annal. de Aragon.*, Lib. XI, cap. 60 e 77; o FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 339-30.

(2) Ved. infr. CART. n.° XIII* (Sec. XV).

(3) Ved. infr. CART. n.° XIII* (Sec. XV).

(4) Ved. CURITA, Oper. e luog. cit.; o FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 330.

(5) Ved. infr. CART. n.° XIV* (Sec. XV).

incontro, speditogli per onoranza da FERDINANDO, il quale nel 20 dicembre dello stesso anno lo accolse nella sua corte con amorevoli festeggiamenti e lo gratificò eziandio dell'annuo stipendio di mille fiorini ⁽¹⁾. Cessarono da tal punto le sue militari imprese in Sardegna e cominciarono i negoziati di pace. Nel 1444 pattuì col nuovo re di Aragona la cessione degli Stati di Arborea e del contado di Goccone, e si obbligò di consegnare la città di Sassari e gli altri luoghi e fortezze da lui occupate nel Logudoro, ricevendone il prezzo di centocinquanta mila fiorini d'oro; ma la povertà dell'erario aragonese, e la morte di Ferdinando, resero vane queste convenzioni. Riprese le trattative sotto il regno di Alfonso V, e rinnovato l'accordo di LERIDA, questo pure fallì nella sua esecuzione. Nacquero perciò nuovi moti nell'isola, e nuovi tentativi di guerra a favore del Narbonese, il quale però dopo una tregua di quindici mesi, ricevuti diecimila fiorini, e ritenendo a pegno dei rimanenti già convenuti la città di Sassari ed altri luoghi importanti, segnò finalmente la pace nell'ottobre del 1447 ⁽²⁾. Dopo quest'atto ripassò in Francia e militò col contestabile di Armagnacco a favore del Delfino, che fu poi Carlo VII, contro gli Inglesi ed il duca di Borgogna; si distinse pel suo valore in varii fatti d'armi; sottoscrisse nel 1449 alla pace di Pouilly, e per poi combattere nel 1454 nella battaglia di Verneuil. Pietro di Tinières (*de Tineris*), suo fratello per madre e suo erede ⁽³⁾, assunse tosto, sotto la tutela paterna, il vano titolo di GUGLIELMO IV GIUDICE DI ARBOREA; ma lo ritenne per poco men di quattro anni; e senz'attendere nemmeno il futuro e possibil caso di morir senza prole, che poteva far nascere nuovi dritti e nuovi pretendenti, lo abbandonò poi per sempre, rinunziando nel 2 gennaio 1458 a favore del re di Aragona e dei suoi successori a ogni ragione di sovranità e di dominio sugli Stati che avea redati in Sardegna dal Narbonese, e ricevendone in compenso la somma di centomila fiorini ⁽⁴⁾. Così, dopo la morte di ELEONORA e di MARIANO V, e dopo venti anni di sconvolgimenti e di guerre, ebbero termine i dritti e le imprese della Casa di Narbona per la successione al GIUDICATO di Arborea; episodio interessante e non inglorioso della storia sarda del secolo decimoquinto.

Rifacendoci adesso alquanto indietro nello stesso periodo di tempo che abbiamo trascorso, nelle *Carte* e nei *Diplomi* di questo secolo troveremo fatti nuovi che illustrano i già narrati, e vi aggiungono circostanze e accidenti, i quali non mancano nella loro specialità di qualche istorica importanza. Leonardo Cubello, che già vedemmo

investito degli antichi Stati Arborei sotto il nome di *Marchese di Oristano e Conte di Goccone*, udita la elezione di Ferdinando di Castiglia al trono di Aragona, gli spedì tosto a Saragozza una solenne ambasciata per profferirgli obbedienza ⁽⁵⁾. E da Saragozza il nuovo re indirizzavagli lettere confidenti e amorevoli, ricordando con gratitudine i suoi servizi a pro di Aragona, promettendogli remunerazioni e favori, ed esortandolo a proseguire virilmente la guerra contro il visconte di Narbona ⁽⁶⁾. Nè il Cubello fallì alla sua fede. Combattè con le armi proprie, e prestò aiuto alle regie per combatterlo; staccò dalla sua alleanza Nicolò e Cassiano D'Oria; e a lui si debbe principalmente, se dopo la morte del giovine re di Sicilia, e del vecchio re Don Martino, l'ardita impresa del pretendente francese precipitò celeremente in rovina. Ma quando el seppe gli accordi di LERIDA con GUGLIELMO III, e la pattuita cessione degli Stati di Arborea, vedendo con ciò violata la pace e la *Convenzione di San Martino*, spedì sollecitamente alla corte l'arcivescovo ELIA, uomo destro e abile negoziatore, il quale ottenne da Ferdinando ampia conferma di tutti i privilegi, dritti, franchigie ed immunità già pattuite in detta *Convenzione* a favore del suo signore ⁽⁷⁾. Lettere somiglianti e molto più intime indirizzava al Cubello il re Don Alfonso (V di Aragona e II di Sardegna) succeduto a Ferdinando I, allorchè spediva in Sardegna gli ufficiali regii a prender possesso dei feudi devoluti alla Corona per la morte di Valore e Bernardo de Ligia, trucidati barbaramente in Zoni dai loro vassalli *Barbaricini* ⁽⁸⁾; e le lettere confidava a Bertrando Ferrer suo commissario, il quale aveva pure l'incarico di conferire col marchese di Oristano sulle cose pubbliche e sul governo dell'isola ⁽⁹⁾. E l'isola quietò per alcun tempo, nè poca parte vi ebbe questo illustre dinasta sardo, il quale con altri distinti *baroni* soccorse di somme egregie l'erario pubblico ⁽¹⁰⁾; contribuì coi Sassaresi allo sborso dei centomila fiorini fatto al signore di Tinières, successore ed erede di Guglielmo III di Narbona ⁽¹¹⁾; sconfisse e fe' prigioniero co' suoi seguaci Barzolo Magno partigiano del Narbonese, il quale avea occupato per forza il castello di Goccone ⁽¹²⁾; e consolidando e ampliando con nuovi acquisti i suoi domini, potè ben dirsi alleato anzi che feudatario del sovrano di Aragona ⁽¹³⁾.

P. C. N. 1430.

P. C. N. 1432.

P. C. N. 1436.

P. C. N. 1435.

P. C. N. 1436.

P. C. N. 1439.

P. C. N. 1438.

(5) CURITA, Oper. cit., Lib. XII, cap. 3; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 333.

(6) Ved. infr. CART. n.° XVII* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. CART. n.° XVII* (Sec. XV).

(8) Ved. CURITA, Oper. cit., Lib. XII, cap. 65; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 336.

(9) Ved. infr. CART. n.° XIX* (Sec. XV).

(10) Ved. FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 337 e 339. Uno di detti *baroni sardi* fu Pietro de Feno di Sassari, al quale perciò il re Don Alfonso confermò con Diploma del 1450 il feudo e baronia di Monti, già donatagli nel 1419 dal visconte di Narbona. Ved. infr. CART. n.° XXI* (Sec. XV).

(11) FARA, Oper. e loc. cit., pag. 338.

(12) FARA, Ibid., pag. 341.

(13) Dice il FARA (Oper. cit., Lib. IV, pag. 337 e 339) che Leonardo Cubello multa *nummorum millia regi supplicavit*, e che per guarentigia dei denari ricevuti il re Don Alfonso gli diede in pegno le regioni di *Mandrolitz* e di *Barbagia Olinda*, con le ville di *Niconi*, *Nocco*, *Alai* e *Buachi*, la torre di *Monte Sotgiu* e un'altra villa nel *Campidano*. Egli poi acquistò nel 1436 da Giovanni Corbera, già vicere di Sardegna, le ville di *Pastilano*, *Norgitudo*, *Domus-novas*, *Orani*, *Soddi*, *Tutti* e *Guicieri*. Due anni prima volle rivendicare colle armi la villa di *Macomer* posseduta

(1) Ved. CURITA, Oper. cit., Lib. XII, cap. 33; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 331.

(2) Ved. FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 333, 335, 336.

(3) GUERINIA, madre di Guglielmo III visconte di Narbona (Ved. sopr. pag. 8, not. 11), rimasta vedova di GUGLIELMO II, passò a seconde nozze con Guglielmo di Tinières signore di *Mordaigne* e di *Ful*: da questo secondo matrimonio nacque Pietro di Tinières, il quale perciò era fratello erede del suddetto GUGLIELMO III. Costui, con suo testamento del 5 maggio 1434, lo istituì erede dei suoi Stati in Sardegna, coll'obbligo di prenderne il nome e le armi, e gli sostituì, se morisse senza discendenza, il proprio cugino Americo barone di Talleyrand. Ved. ARSENEZ, *Histoire de la Maison de France*, Tom. VII.

(4) Ved. CURITA, Oper. cit., Lib. XII, cap. 39 e 65; e FARA, Oper. cit., Lib. IV, pag. 333, 335-36-37.

Nè minore verso quel monarca fu la fede di Antonio Cabello, figlio primogenito e successore di Leonardo, il quale, dopo aver dimorato per qualche tempo nella corte di Barcellona ⁽¹⁾, ereditò nel 1427 gli Stati paterni e si restituì a Sardegna per governarli. La storia ne ha serbato i ricordi; ed ai ricordi della storia aggiungiamo due nuove Carte le quali attestano come il re Don Alfonso, manchevole di munizioni per le genti di terra e di mare da lui congregate onde sostenere la guerra contro i nemici della sua corona, gli indirizzasse pressanti lettere, richiedendolo per favore di fornirglielle, e promettendo di pagarne il prezzo; e come nel tempo istesso scrivesse alla di lui consorte ⁽²⁾, affinché il marito le accordasse, e sopra ciò prestasse l'opera sua in altri più importanti negozi non espressi nella lettera, ma confidati a voce all'inviato Raimondo Caldès che ne era l'apportatore ⁽³⁾. Quali fossero questi negozi *secreti* e *importanti* accennati appena nella epistola regia, non è difficile indovinarlo: erano le pratiche già iniziate e i mezzi concertati col di lui genitore per far trionfare nell'isola la causa della sovranità aragonese, esterminando i nemici che ancora le rimanevano. Uno di essi, e assai valoroso, era NICOLÒ D'ORIA di Brancalone, ultimo di tal famiglia che ne manteneva ancora in Sardegna l'autorità ed il nome. Ma Nicolò o NICOLOSO D'ORIA si trovava solo a difendere con le armi in pugno i propri dritti. Dopo aver combattuto con varia fortuna, ora contro il re di Aragona, ora contro il pretendente francese, era ormai ridotto al possesso di alcune castella e di parecchie terre e villaggi nel LOCONECO: molti altri luoghi, che dinanzi gli obbedivano, erano stati da lui, l'un dopo l'altro, o abbandonati o perduti. Rinchiusosi nella aspra e dirupata rocca di MONTELEONE, resistette per due anni interi ai ripetuti assalti delle truppe sarde e aragonesi, che guidate dal viceré Giacomo di Desora tentarono invano di espugnarla; ma poi, stretto di assedio, e mancante di soccorsi dalla repubblica di Genova con cui erasi collegato, dovette cederla al nemico con la rocca di BONVERI (*Bonvicino*) e con altri luoghi della sua signoria ⁽⁴⁾, e si ridusse a CASTEL-GENOVESE come ad ultimo baluardo della sua vacillante fortuna ⁽⁵⁾. Il re Don Alfonso, che durante l'assedio di Monteleone aveva diretto al comune di Sassari lettere solenni di grazie per gli aiuti prestati alle armi regie ⁽⁶⁾, appena ne fu fatta la cessione dal D'Oría, lo fece demolire col castello di Bonvicino; e poi, volendo remunerare servigi antichi e recenti

a lui resi in quell'assedio, e nei passati rivolgimenti di guerra da molti buoni ardi e forestieri, e da alcune città dell'isola, concedette agli uni e alle altre, o a prezzo o per grazia, molti feudi, profondendo così, sotto il nome di liberalità regia, la libertà e le sostanze delle sarde popolazioni ⁽⁷⁾. Nelle quali concessioni ei fu più largo e generoso verso il marchese di Oristano, e il di lui fratello Salvatore Cabello, il quale avea già diviso con lui tante fatiche e tanti pericoli nelle guerre contro il re di Castiglia, contro il duca di Angiò, e contro i Mori d'Africa; con lui era stato fatto prigioniero dai Genovesi nella battaglia navale di Ponza; e con lui, e col re di Navarra, da Filippo Maria Visconti duca di Milano generosamente restituito a libertà ⁽⁸⁾. Confermò all'uno (SALVATORE) con molta ampiezza le giurisdizioni e i feudi antichi pervenuti per retaggio materno, e gliene concesse dei nuovi ⁽⁹⁾; e rinnovò a favore dell'altro (ANTONIO) la concessione del marchesato di Oristano e del contado di Goceano con dritto di successione alle femmine, e con tutte le garantigie e privilegi che vi erano stati originariamente annessi dal re di Aragona Giacomo II e Alfonso I, allorchè nel 1323 e 1328 ne riconoscevano il legittimo dominio per parte di Ugone III di Arborea ⁽¹⁰⁾. Nicolò D'Oría intanto facea in Castel-Genovese le ultime prove per difendersi dalle insidie e dalle aggressioni degli Aragonesi, e dei loró amici e fautori. Ridotto a piccolo Stato ⁽¹¹⁾,

(7) Le principali concessioni feudali furono le seguenti: 1.º alle città di Sassari, Bosa ed Alghero il castello distrutto e le terre di *Monteleone*: — 2.º a Serafino Montagana, capitano delle milizie Sassaresi, i villaggi di *Giòve*, *Cossaine*, *Urgiehe* (o *Carghehe*), e di *Neagre* (o *Plaghe*?); e poi gli villaggi di *Capula*, *Silgo*, *Banari* e *Tergidde*: — 3.º a Giovanni Gambella le ville di *Sellepina* e di *Querqui*; a Gonario Gambella quelle di *Taverra*, *Serradi* e *Lequiento* (o *Loguendo*); e a Francesco Saba le altre di *Nonnoi*, *Murifa*, *Eria*, *Eristola*, e *Ottavo* nella regione di *Fluminaria*: — 4.º a Giovanni ed Andrea Manca, ambi fratelli e cittadini di Sassari, le terre e i villaggi di *Tiesi*, *Queremule* o *Besude* nella regione di *Cabuabbas*: — 5.º a Francesco Molone, a Pietro Spano e a Giovanni Onorato o Moros i villaggi di *Pozzomaggiore*, *Modulo* e *Mustino* in *Cabuabbas*, e *Critto*, e *Tanica* nella regione di *Romandria*: — 6.º a Ferdinando Herodia, Nattro Fara, Pietro Iofre, Andrea Xonxolo, Iacopo Figuera, Gilberto Ferret, Nicolò Palma e Salvatore Postola, i quali avevano volontariamente militato sotto le insegne regie, chi con due, chi con tre, e chi con dieci cavalli, campi e terre assai vaste, fra le quali quelle feracissime di *Plano de Murtas*: — 7.º a Nicolò Abella le saline (del *Fangaccio*) di Alghero: — 8.º a Pietro di Ferraria, Bernardo Pujades, Nicolò Salariis o Ruggiero Desora i villaggi di *Donai*, *Connori*, *Urupa*, *Padria* e *Mara*, con le terre del castello di *Boneohi*, e gli altri di *Lanafras*, *Mintular*, *Musada*, *Montecardo*, *Santa Vittoria*, *Minerva*, *Noraminis*, *Norci*, *Barni*, *Barrali* e *Coromiga*: — 9.º ad Antonio de Sena, il quale militava a proprie spese e con schiere da lui assolate nella guerra di Napoli, i villaggi di *Chilarza*, *Abbasanta* e *Ardomaggiore*: — 10.º e infine a Giovanni de Sena, padre di detto Antonio de Sena, i villaggi di *Quarto*, *Quartucco*, *Pirri*, *Sanodriano*, *Fluminella* e *Sedolies*, e gli altri di *Laconi*, *Genoni*, *Noraghi*, *Decimo* e *Senluri*, erigendo i cinque ultimi in *Vissenta* col nome di detto luogo di SANLURI (Ved. FARA, Op. e loc. cit. pag. 347, 348).

(8) Ved. FARA, Op. e loc. cit. pag. 344, 345, 346.

(9) Comprendevasi i villaggi tutti di *Parte Ceris* o *Parte Baricato*, e delle regioni di *Mandrotai* e *Barbagia-Ollolai*, cioè *Neoneli*, *Norguillo*, *Villa-Aldi*, *Biarchi* (o *Buacchi*?) con la torre di *Monte-Santo*, *Ostadi*, *Ormina*, *Oroggio* (od *Orogoslo*?). *Sieri* o *Serri* e molti altri (FARA, Op. e loc. cit. pag. 345, 348-49).

(10) Ved. infr. CART. n.º XXVI* (Sec. XV). Nello stesso anno 1437 Antonio Cabello ebbe in feudo i villaggi di *Bitti* e di *Orani* nella regione di *Barbagia*; e due anni dopo Salvatore Cabello ottenne pure la regione del *Margine* col castello di *Macomer* (MACOMERISSA dei tempi romani). Ved. FARA, loc. cit.

(11) Possedeva allora il solo CASTEL-GENOVESE, *COCINAS* e *CHIA RAMONIS*, con altri luoghi di minore importanza.

P. C. N. 1427.

P. C. N. 1430.

P. C. N. 1431.

P. C. N. 1430, 1431, 1435, 1436.

P. C. N. 1432, 1433.

P. C. N. 1434.

P. C. N. 1436.

P. C. N. 1435.

dal viceré Bernardo Centelles; ma il re Don Alfonso s'interpose, e impedì la collisione. (FARA, Op. e loc. cit. pag. 342, 343).

(1) Nel 1424 vi si trovava ancora, poichè nel 6 agosto (domenica) di quell'anno egli giostò con molta valentia assieme a molti altri cavalieri ed avventurieri (*apventureros*) nel torneo che il re Don Alfonso V sostenne nella piazza di Borna, avendo per suoi compagni il nobile Bernardo di Centelles, e *Mosen* Raimondo de Mur. Ved. CAPMANY, *Memor. hist. ecc. de la antigua Ciudad de Barcelona*, Tom. II in *Apéndice* pag. 31, 32.

(2) Eleonora Folch di Cardona. Dal matrimonio con questa illustre matrona catalana Antonio Cabello non ebbe figli: perciò, dopo la di lui morte, accaduta nel 1455, il marchesato di Oristano e il contado di Goceano pervennero al di lui fratello Salvatore Cabello.

(3) Ved. infr. CART. n.º XXII* e XXIII* (Sec. XV).

(4) I luoghi ceduti furono le ville di *TIESI*, *BESUDE*, *PADRIA*, *MARA* e *POZZOMAGGIORE*, oltre ai detti castelli di *MONTELEONE* e *BONVERI*.

(5) Ved. FARA, Op. cit., Lib. IV, pag. 345, 347.

(6) Ved. infr. CART. n.º XXV* (Sec. XV).

circondato da ogni parte da nemici che stavano pronti sulle armi e spiavano l'occasione di opprimerlo, ei non cadde perciò d'animo mai, e quando gli Aragonesi, contro i patti giurati, gli intercettarono i viveri per costringerlo con la fame a cedere la fortezza, uscì dalle insidiate mura con buon numero di armati, corse ostilmente la campagna, ed espugnò il castello D'Onia, che però, un anno dopo, gli fu per forza ritolto (1). Dieci anni egli trascorse in questo angusto recinto, vigilando alla propria difesa, e provvedendo al governo dei luoghi e degli uomini che da lui dipendevano (2); e dieci anni la corte di Aragona impiegò patteggiando, accordando, promettendo favori e feudi, presenti e futuri, a Comuni e a privati, che con gara infelice (se non fu rea) si profferivano di snidarlo da quell'ultimo asilo di un potere caduto fra generosi ardimenti (3). Ma dopo avere così a lungo resistito, dopo tanti assalti valorosamente respinti, dovette cedere infine all'avversa fortuna. Castel-Genovese fu espugnato nel 1448, e Nicoloso D'Oria, di cui da tal punto non si trova più nella storia verun altro ricordo, perdé con questo ogni altro suo possedimento nell'isola, e forse perdé pure con la propria indipendenza la vita (4).

Nel lungo regno di Alfonso V, appellato *il Magnanimo*, furono riuniti in Cagliari tre Parlamenti: al primo (1421) presiedette egli stesso: agli altri due i suoi Luogotenenti. Il diploma d'approvazione e conferma dell'ultimo di quei generali convegni della nazione (5) ci mostra le forme e l'ardore, con cui le antiche *Cortis* (CORTES) in comune, e i loro *Bracci* o *Stamenti* (BRACOS, ESTAMENTOS) in particolare, esercitarono il diritto politico garantito ai Sardi dal patto fondamentale, largito nel secolo precedente dal Re Don Pietro IV (1355), e giurato dai suoi successori; e ci prova ad un tempo con quanti e quali generosi concetti i rappresentanti dell'isola si sforzarono di promuovere il bene materiale e morale della loro patria. Sotto lo stesso regno di Alfonso V troviamo accordata qualche larghezza alla mercatura, di cui specialmente si occupavano i cittadini di Sassari e di Alghero (6); troviamo le lettere scambiate tra i Consoli di Barcellona e di Cagliari, affinché la pesca dei coralli nei mari di Africa, nella quale s'industriavano i marinai e mercatanti sardi, non fosse aggravata dall'ingordigia degli ap-

pallatori, e ottenesse i favori e la protezione di cui godevano i Catalani (7); troviamo alcuni monumenti ecclesiastici che ci appalesano lo stato della Chiesa sarda, e i costumi e la disciplina del clero di quel tempo (8); processo e condanna di un canonico di libera e scandalosa vita (9); traslazione della Sede metropolitana di *Torres* alla fiorente città di Sassari, sorta sulle rovine di quella antica colonia romana (10); e sinodi, e provvedimenti per l'osservanza dei sacri canoni, la riforma della Chiesa e la sua dipendenza dall'autorità vescovile (11); e troviamo infine lettere ed ordini dello stesso monarca Don Alfonso a Giacomo Carroz suo luogotenente e governatore generale in Sardegna, affinché cessasse dall'usar violenza, e dall'abusar dell'autorità viceregia contro i vassalli di Salvatore Cubello, succeduto al suo fratello Antonio nel marchesato di Oristano (12); abusi, e violenze che furono il preludio degli eccessi politici, e delle guerre civili, le quali poco dopo funestarono l'isola sotto il regno di Don Giovanni II.

Durò venti anni questo nuovo regno; e pe' casi varii, pe' pubblici e privati eventi, per azioni magnanime, per ambizioni, per viltà di tradimenti, per lotte continue tra la forza e il diritto, delle quali la Sardegna fu spettatrice, può ben dirsi uno dei più memorabili e famosi. Don Giovanni II, salito al trono lasciato vacante dal fratello Don Alfonso V, che morì senza prole, continuò la politica della sua casa, intesa sempre a ridurre i Sardi all'obbedienza intera e passiva verso la Corona. Nello stesso primo anno del suo governo ei fece sollecitamente comprimere la rivolta di *Chiaromonte* e di *Anglona*, dove la memoria e la fede verso Nicolò D'Oria, antico *Signore* di quella provincia, aveva sollevato gli abitanti contro il nuovo barone aragonese (13) imposto dall'arbitrio, e dalla forza. Nell'anno seguente prestò per mezzo di speciali legati solenne giuramento di fedeltà, e di omaggio al pontefice Pio II, riconoscendo l'alto dominio della Sedia apostolica sulla Sardegna, e professandosi suo feudatario. Nell'anno medesimo bandì dalla città di Alghero tutti indistintamente i Sardi, Narbonesi, Genovesi e Corsi che l'abitavano, ripopolandola di Catalani a lui più devoti e fedeli. E poi nel solenne convento di *Fraga* dichiarò

(1) FARA, *Opere*, e Lib. cit., pag. 349.

(2) Ne somministrano una prova gli ORNAMENTI da lui fatti per il Porto di Castel-Genovese. Costano di trenta capitoli e sono scritti in lingua sarda (*logudorese*). Siccome furono pubblicati nel 6 luglio 1435, egli allora si trovava in possesso del castello di Monteleone; e perciò nel *proemio* ai medesimi s'intitola *Conte di Monteleone* e *Signore di Castel-Genovese*. Il canonico Giovanni Spanò li fece stampare nel 1859 (*Cagliari, Tip. di A. Timon*), vi fece molte chiuse ed illustrazioni, e vi aggiunse una *CRONACA SARDA* che egli crede autografa ed autorevole per la storia.

(3) Nel 1439 il Re Don Alfonso concedette *Castel-Genovese* con le ville di *Mores*, *Todorigue*, *Ittiri*, *Luchenu* ed *Ardara* a Raimondo Raysecha, perchè lo espugnasse nel termine di tre anni. Nel 1440 accordò al comune di Sassari il *jus gladii* nelle regioni della *Nurra*, *Nuraca* e *Monteleone*, perchè si profferì con legazione spedigli a Gaeta, non solo di espugnare, ma di rasare estendendo la detta fortezza. E nel 1448, eccitò nuovamente da speciale legazione dello stesso Comune, decretò la rinnovazione della guerra contro Nicolò D'Oria ed espugnò finalmente l'ambito castello. (FARA, *Op.* e loc. cit., pag. 345-50-51).

(4) Ved. FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, Inogh. e pag. cit.

(5) Ved. infr. CART. n.° XXXIII* (Sec. XV).

(6) Ved. infr. CART. n.° XXIX* e XXX* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. CART. n.° XXXI* e XXXII* (Sec. XV).

(8) Fra questi monumenti, quello che riguarda la infeudazione e il possesso di *Sant'Adà* nell'isola di *Solci*, donde trasse origine il titolo baronale di *Santander* degli arcivescovi Cagliariatani, precedette di un solo anno il regno di Alfonso V, poichè ha la data del 1415. (Ved. infr. CART. n.° XVIII* (Sec. XV).

(9) Ved. infr. CART. n.° XXIV* (Sec. XV).

(10) Ved. infr. CART. n.° XXVII* (Sec. XV).

(11) Ved. CART. n.° XX* e XXVIII* infr. (Sec. XV). Un altro Sinodo fu celebrato nel 1475 nella Diocesi di CARRA dal vescovo Antonio di Alcala, come nota lo SPANO, *Ortograf. Sarda*, pag. 98. E lo stesso SPANO pubblicò ed illustrò alcuni *Ordinamenti sinodali* dei vescovi di *SORRES* nel secolo XV e primi anni del secolo XVI. (Notiz. stor. crit. dell'ant. Episcop. di *Sorres*; Cagliari, Tip. Timon, 1858).

(12) Ved. CART. n.° XXXIV* infr. (Sec. XV). Quali poi fossero queste violenze e questi abusi si ricava dall'indulto che nel 1464 lo stesso Re Don Giovanni II accordò a Giacomo Carroz, facendogli remissione intera delle pene incorse da lui e dai suoi vassalli per crimini e delitti commessi in Sardegna al tempo del suo viceregato. (Ved. CART. n.° XXXIX* infr. (Sec. XV). E a costui uomini i monarchi aragonesi affidavano il governo dell'isola....

(13) Chiamavasi Gilberto di Centelles. Era conte di *Oliva* e di *Montagut*, e cognato di Salvatore Cubello marchese di Oristano. (ARCHIV. BARCELON. *Sardiniae*, XI, fol. 118).

l'isola perpetuamente unita, ed incorporata nel regno di Aragona, ordinando che i suoi successori, nell'incoronarsi, promettessero con giuramento di mantener salda, e non rompere giammai totale unione ⁽¹⁾. Approvando le vendite di feudi antichi, e concedendone dei nuovi ⁽²⁾, accrebbe il numero de' suoi partigiani; nè forse ei faceva differenza tra il vendere e donare, e gli armenti, gli uomini sardi, e si farsi inviare da Sardegna i falconi, dei quali nelle sue caccie prendea diletto ⁽³⁾. Pubblicò *ordini reali e prammatiche*, proclamando di voler tutelare i vassalli dalle oppressioni dei loro signori, e dagli arbitri degli ufficiali regii, francandoli dai servizi personali e gratuiti, e dalle restrizioni ingiuste ed assurde che inceppavano il loro commercio, e impedivano perfino la libera contrattazione dei prodotti che la loro fatica ed industria traieva dal suolo ⁽⁴⁾. Ottenne dal Papa la creazione del tribunale supremo di *appellazioni e gravami*, affinché nell'isola istessa, senza ricorrere a Roma, si potessero in ultimo grado definire le cause ecclesiastiche ⁽⁵⁾. E così con mezzi varii, e con arti diverse, procurava acquistarsi l'obbedienza, e il favore dei baroni, del clero e del popolo sardo. Ma gli accennati provvedimenti e molti altri, che non è qui il luogo di ricordare, non valsero punto a rendergli piano e tranquillo il possesso della Sardegna. Imperocchè — da un canto i figli di Lionello e di Moruello D'Orta ⁽⁶⁾ faceano pratiche col Duca di Milano per ricuperare i vasti domini che la loro famiglia aveva già posseduto nell'isola ⁽⁷⁾; e dall'altro canto nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano alla Casa dei CUBELLO era succeduta quella degli ALAGON, la quale

dovea contrastare e contrastò virilmente per alcuni anni ancora alla esosa dominazione straniera.

Salvatore Cubello infatti moriva nel 1470 senza lasciare dalle sue nozze con Caterina Centelles; illustre matrona aragonese, discendenza di figli nessuna. Pria che morisse avea fatto proclamare per suo successore il proprio nipote LEONARDO ALAGON Y LUNA, figlio primogenito di sua sorella Benedetta ⁽⁸⁾; e nel suo testamento avea confermato solennemente tale elezione ⁽⁹⁾. I patii patzionati, e le concessioni già fatte nel 1323 e 1328 da Don Giacomo II di Aragona, e dal di lui figlio Don Alfonso a Ugone III di Arborea; l'atto di pace o *Concessione* del 1410, giurata da Leonardo Cubello, e dal re Don Martino I; la conferma fattane dal re Don Ferdinando I nel 1445; o la rinnovazione, che Antonio Cubello ne ottenne nel 1437 dal re Don Alfonso V ⁽¹⁰⁾, davano alle femmine, e alla loro discendenza il dritto di succedere, in mancanza di maschi. La Signoria di Oristano e di Goceano era perciò devoluta a Leonardo Alagon, il quale, dopo la morte dello zio, non tardò un sol punto a prenderne possesso. Ma la Corte di Aragona vedea di mal animo un dinasta così potente, padrone di tanti Stati e di tanti vassalli, arditto, intraprendente, e di valore già provato nelle guerre di Catalogna, il quale potea sollevare l'animo ad ambizioni maggiori, e col suo coraggio, e con le sue aderenze ⁽¹¹⁾ realizzare forse il disegno mai abbandonato dai successori di ELEONORA, di restaurare l'antico GIUDICATO di Arborea, e d'insignorirsi poi con tal mezzo dell'isola intera. Al mal animo della Corte aggiunsero stimolo ed esca le gare personali di Nicolò Carroz ⁽¹²⁾ vicere di Sardegna, le quali

(1) FARA, *Oper. cit.*, Lib. IV, pag. 360, 361.

(2) Noteremo alcuni di queste vendite e di queste concessioni. Nel 1460 Giacomo Arragall governatore di Cagliari comprò da Michele Otger il castello di *Aquafredda* e il feudo di *Siligua*, e da un Giovanni e due Gerardi Dedoni i feudi di *Mara Arborea* e di *Tuili*. Quest'ultimo feudo fu tosto ricomprato da detto Michele Otger, e da lui rivenduto nel 1467 a Giorgio Otger. Nello stesso anno 1467 la città di Cagliari comprò il villaggio di *Copeterra* da Antonio Castagnans, cui era infeudato. E nel 1468 lo stesso re Don Giovanni donò la città di Bosa con tutta la vasta regione della *Planargia* e li suoi otto villaggi a Giovanni Villamari ammiraglio della flotta aragonese. Questo feudo passò poi a Bernardo Villamari, e da costui alla sua unica figlia Isabella, moglie del principe di Salerno, come si ha dal Zurita.

(3) Scrive il FARA (*Oper. cit.*, Lib. IV, pag. 361): *hac insuper temptante (an. 1460) IOHANNES rex venetianus, et auspicio deliciarum, falcones saracis, quos in delictis habebat, in regiam adduci curavit.*

(4) Ved. CART. n.° XXXV e XXXVI (infr. Sec. XV).

(5) Ved. CART. n.° XXXVII (infr. Sec. XV). Una parte notevole del clero sardo non volle allora riconoscere l'autorità del nuovo Giudice di *appellazioni e gravami*, sostenendo che potesse soltanto esercitare la sua giurisdizione nella provincia ecclesiastica di Cagliari. E nel Concilio provinciale riunito nel 7 ottobre 1463 da Antonio D'Orta arcivescovo di Sassari (Turrillano) fu statuito apertamente di non riconoscerla. A detto Concilio, secondo il FARA che n'ebbe sott'occhio gli atti autentici (*Oper. cit.*, Lib. IV, pag. 363, 364), intervennero i vescovi di *Diarioch*, *Ampurias*, e *Sorres*, suffraganei del Metropolita Turrillano; PIETRO abate di *S. Michele de Piano*; GIOVANNI MANNO arciprete, GUINTEO DE LUNA vicario generale, PANTALEONE DE SERRA, ELIA MASALA e GONNARIO PILO canonici turrillani; FRANCESCO CARO, GIOVANNI GAY, GIOVANNI MARCA, BASILIO GARBONI, ANTONIO VIREZ, ANTONIO DE SERRA e ANTONIO TANCA canonici, e alcuni di essi nella qualità di procuratori dei vescovi assenti di *Proaghe*, di *CRASTA*, e di *Bosa*, altri suffraganei dell'arcivescovo turrillano; NICOLÒ priore di *Monti*; alcuni parroci e molti altri sacerdoti della provincia di Sassari.

(6) Sei erano i figli di Lionello, cioè Andrea, Battista, Lenciano, Leonardo, Stefano e Branca; uno solo (Giovanni) il figlio di Moruello D'Orta.

(7) Ved. CURITA e FARA, *Oper.* e luoghi cit.

(8) Benedetta Cubello di Arborea fu maritata ad Artido di Alagon y Luna, signore dello Stato di *Sotogelo* e di *Prina* in Aragona. Da questo matrimonio nacque LEONARDO ALAGON, come si ricava dal testamento di detti suoi genitori, ricevuto nella villa di Peña nel 25 novembre 1444 da Antonio Perez, ed esistente negli Archivi di Barcellona.

(9) Nel testamento, che fu fatto in Oristano nel 13 febbraio 1470, fece inoltre costui legali ai suoi nipoti e congiunti. A Salvatore Alagon figlio di LEONARDO, che gli dovea succedere negli Stati arborei, legò le regioni di *Barbagia Ololai*, *Mandrolisai*, *Betzi* e *Austia*; e doni generosi fece pure a Francesco, Giovanni, Ludovico, Pietro, Marchesa e Sibilla Alagon, a Raimondo Zurillas, a Giovanni, Violante e Caterina Ribelles, e a Salvatore e Francesco de Sena. Dal che si vede che le sue ricchezze non erano minor di sua potenza.

(10) Ved. Vol. I del presente CODICE DIPLOMATICO, CART. n.° XII^a, pag. 690 e CART. n.° XI^a, pag. 690; e questo Vol. II, CART. n.° V^a, VI^a, VII^a, VIII^a, IX^a, X^a, XI^a, XII^a, e XXXVI (infr. Sec. XV).

(11) Leonardo Alagon ebbe per moglie Maria de Morillo y Linan, figlia di Don Giovanni de Morillo e di Eleonora de Linan. Costui dal contratto nuziale del 29 gennaio 1451 ricevuto in Saragozza da Antonio Ximenez, che si conserva negli Archivi di detta città.

(12) Non bisogna confondere NICOLÒ con GIACOMO CARROZ, che fu nipote di Salvatore Alagon, ed, sopra questo GIACOMO CARROZ, che fu figlio di Benigno Carroz conte di Quirra, che abbiamo già veduto nel 1413 in Lerida, inviato dal re Don Ferdinando I per incontrare onorevolmente Guglielmo III visconte di Narbona. Ebbe una sola figlia per nome VIOLENTE, e morì nel 1468. Violante Carroz fu erede del contado di Quirra, che dopo la di lei morte, accaduta senza prole, passò nella famiglia dei *Centelles* o *Centelles* (FARA, *Oper. cit.*, pag. 364). E da questa famiglia, parte poi in quella di Nicolò Carroz, cioè vicere di Sardegna, discende per via di femmina da Ugone III Giudice di Arborea. A questo Nicolò Carroz di Arborea, che fu il personale nemico di Leonardo Alagon, il re di Aragona Don Alfonso V vendè nel 25 giugno 1431 per somma cinquemila fiorini d'oro la baronia e castello della Pava con le ville di *Posada*, *Lodi*, *Siniscala* e *Torpi*, col Porto e suoi dritti, con lo *Stagno* e le *Saline*. Nel diploma d'investitura spedito da Barcellona si legge fra le altre cose: *— paratis eripis et fructus dicta BARONIA furcas et medias furcas, cistella, paratis et alia meri*

degenerarono in aperta nimistà, dappoichè al di lui figlio Dalmazzo, conte di Quirra, fu negata la mano di Eleonora figlia di Leonardo Alagon. L'orgoglioso vicerè si ebbe il rifiuto ad ingiuria, e all'ingiuria rispose con la vendetta. Rifiutò prima di riconoscere la signoria, che per diritto e per patti giurati dalla Corona spettava all'Alagon; e poi, trascorrendo alle violenze, invasa armata mano i di lui Stati, radunò le truppe aragonesi che gli obbedivano, e provvedutosi nel Logudoro di attrezzi e di munizioni da guerra, si spinse celeremente fino a SARDANA presso il castello di *Monreale*. Colà, nei campi d'UNAS, non lungi da ORISTANO, sostò, con le sue squadre, e si dispose ad assaltarla. Ma l'Alagon non lo aspettò ozioso ed inerte; uscì con buon nerbo di armati in aperta campagna, e spiegò il vessillo, e innalzò l'antico grido di *Arborea* così fatale agli Aragonesi, gli andò incontro nel 14 aprile del 1470, ingaggiò la battaglia, e lo sconfisse interamente, uccidendo gran numero di cavalieri e di soldati, sforzando gli altri alla fuga, e facendo prigionieri di guerra Antonio Erit, Galzerando e Guglielmo Torrella, Perotto Castelvì, e Francesco de Sena, visconte di *Santuri*, che ferì gravemente nel primo ingaggiarsi della mischia, morì poco stante in Oristano⁽¹⁾. Inutili e tardi, dopo questa giornata, giungevano gli ordini reali al Carroz, a Pietro Pujades, governatore di Sassari e Logudoro, e alle autorità dell'isola onde si lasciasse libero il passo agl'invasi dell'Alagon, che, impediti dal vicerè, non avevano potuto trasferirsi a Barcellona per propugnare i dritti del loro *Signore*, ed evitare l'uso della forza, e il cozzo delle armi⁽²⁾. La vittoria aveva già tolto di mezzo gl'impedimenti e gli indugi. Leonardo Alagon ne seguì opportunamente il corso, occupò varie terre e castella di dominio regio, e disegnò alteramente ogni accordo propostogli dal Carroz, e dallo stesso re Don Giovanni, che poco dopo⁽³⁾ spedì da Sicilia con quattro triremi il vicerè Ximene Perz per profferirgli la pace. Chiedegli il monarca aragonese mille e cinquecento ducati di annuo censo feudale, la pronta liberazione dell'Erit e la spificazione dell'isola. A nessuna di tali proposte aderì il Marchese di Oristano, ma procedendo innanzi, espugnò il castello di *Santuri*, ottenne per dedizione l'altro di *Monreale* difeso con forte presidio da Bernardo di Montboy, gentiluomo catalano, e accelerando la marcia si spinse fino a Cagliari, minacciando ridurla per forza d'armi in suo potere. L'ebbrezza della vittoria, il valore delle sue schiere, l'aiuto dei proprii fratelli⁽⁴⁾ e

di molti baroni nazionali e forastieri che lo seguivano, fra i quali primeggiavano Salvatore Guiso, Galzerando Besorg, Leonardo Tola, e Giovanni Ribelles, e l'aiuto maggiore che si sperava dai Narbonesi scacciati da Alghero, e dai D'Oria proietti dal duca di Milano, infiammarono il suo ardore e lo eccitavano a maggiori imprese⁽⁵⁾. Il re Don Giovanni, impedito dalla guerra di Catalogna, non poteva opporsi con frutto alle imprese e ai progressi del Dinasta sardo; ma ciò che non potea con le armi, cercò di conseguire col tradimento. Inesorabile è la storia, così poi re, come pei privati, e pei popoli; e nel documento ch'essa ci ha conservato⁽⁶⁾ si legge con sdegno e con vergogna, come quel vecchio monarca proponesse a Salvatore Alagon di tradire il proprio fratello, e lo eccitasse a far pervenire a mano regia il marchesato di Oristano; come gli promettesse in ricompensa il contado di Goceano e altre grazie e favori; come il turpe invito celatamente affidasse a lettere reali chiuse con ventuplo - sigillo; e come a Gaspare Fortena, cittadino e consigliere di Cagliari, che doveva apportargliele, confidasse a voce più segrete e forse più inique cose, per indurlo a vendergli l'onore e la fede. Ma dell'onore e della fede sentì più nobilmente nell'animo Salvatore Alagon, che non sentisse l'Aragonese cinto di reale diadema; poichè, respinta la vile proposta, egli seguì costantemente le parti del proprio germano, con lui combattè valorosamente in ogni incontro, si trovò con lui alla famosa battaglia di *Macomer*, e con lui divise poi la condanna e il carcere di Sciativa.

Fallito il disegno di spogliare l'Alagon coll'inganno, il re Don Giovanni deliberò finalmente di muoergli aperta guerra. Riunì in Barcellona una flotta poderosa per imbarcarvi l'esercito, e richiese aiuto d'armi e di armati da Ferdinando re di Napoli. Ma questo sovrano, o perchè per la sua natura pacifica e generosa avversasse la guerra, o perchè la guerra credesse ingiusta, s'interpose mediatore fra i contendenti. Aperti i negoziati tra il re di Aragona e il Dinasta Sardo, per poco meno di un anno si discussero le condizioni e gli accordi: e tra le condizioni e gli accordi era questa la principale, che i diritti tutti, i privilegi e le giurisdizioni quasi regali dell'Alagon nel marchesato di Oristano e nel contado di Goceano fossero riconosciuti; e che a lui, ai suoi vassalli, seguaci ed aderenti, fosse concessa e garantita l'indipendenza dal potere viceregio, di cui il Carroz avea sì stranamente abusato⁽⁷⁾. Stabiliti questi preliminari, ai quali il monarca aragonese diede immediatamente esecuzione⁽⁸⁾, la pace fu finalmente conclusa nell'ottobre del 1474: la sottoscrisse e giurò in Urgelles il re Don Giovanni II in persona, e per Leonardo Alagon la sottoscrisse e giurò Galzerando di Requesens, conte di Trivento e di Avellino, ammiraglio della flotta del re di Sicilia⁽⁹⁾. La somma della pace fu questa: LEONARDO

et mixti imperii et jurisdictionis signa, executiones justitiae facere in eisdem facinorosis homines suspendendo, per modum quod naturam rutilant moriantur, seu aliter alias ultimo suplicio condemnando, abolendo etc. ita quod a vestris condemnationibus, sententiis, et processibus, quantumcumque subditi nostri in ipsa BARONIA, CASTRO, VILLA, ibi delinquentes, repentes se gravatos, ad Nos, seu ad Officiales nostros, ac ad alias personas (si not bene), minime valeant in civibus, vel criminalibus supplicare, supplicare, vel recurrere, quocumque auxilio, rive modo etc. — Qual meraviglia adunque che il Carroz, fatto quasi superiore al proprio sovrano nella sua *Baronia*, abusasse così iniquamente contro il detto Leonardo Alagon dello sconfinato potere viceregio che per giunta gli fu conferito dal monarca aragonese? — Ed erano questi i proconsoli reali che si mandavano in Sardegna!

(1) FARA, *Oper. cit.*, Lib. IV, pag. 364-65.

(2) Ved. CART. n.° XLII* e XLII* (infr. Sec. XV).

(3) Nel settembre del 1470.

(4) Francesco, Giovanni e Ludovico Alagon fratelli legittimi; e Giovanni e Garzia fratelli bastardi. Salvatore e Pietro Alagon, altri

fratelli legittimi di Leonardo, non presero per allora parte veruna a quei rivolgimenti (FARA, *Oper.* e loc. cit., pag. 366).

(5) FARA, *Oper.* e loc. cit., pag. 365-66.

(6) Ved. CART. n.° LIII* (infr. Sec. XV).

(7) FARA, *Oper.* e loc. cit., pag. 366.

(8) Ved. CART. n.° XLIV*, XLV*, XLVI* e XLVII* (infr. Sec. XV).

(9) Ved. CART. n.° XLVIII* (infr. Sec. XV). Leonardo Alagon avea conferito perciò i suoi pieni poteri al conte di Trivento con procura sottoscritta in Oristano nel 21 aprile del 1474 (Ved. CART. suddetta).

P. C. N. 1470.

P. C. N. 1473.
(Dicembre).

P. C. N. 1472.

P. C. N. 1475.

P. C. N. 1476.

ALAGON fosse confermato e riconosciuto padrone e *signore* degli stati di Oristano e di Goceano, con piena giurisdizione civile e criminale, *mero e misto impero*, co' dritti, privilegi e prerogative, con cui li avevano già posseduti Leonardo, Antonio e Salvatore CUBELLO; e *marchese di Oristano e conte di Goceano* il re lo facesse proclamare in tutti i suoi regni; e nelle terre e città dipendenti dall'autorità sovrana (1): — perpetua ed intera *amnistia* il re Don Giovanni accordasse a Leonardo Alagon, ai suoi fratelli, figli e congiunti, e ai suoi seguaci e fautori (2); e fosse per sempre posta in oblio e cancellata la memoria dei fatti, che nei passati turbamenti dell'isola erano stati ostilmente commessi contro la Corona (3): — gli or nominati fossero immuni dalla potestà viceregia, salvo il caso di *flagrante reato*, e così nel civile come nel criminale dipendessero dal Governatore e *Riformatore* di Sassari e Logudoro; e i baroni e notabili sardi che avessero seguito le parti del marchese di Oristano, se fossero giudicati dal viceré, il fossero sempre col voto di detto Governatore, o di Serafino di Montañans (4): — dopo la ratifica della pace, il re di Aragona e Leonardo Cubello si restituissero reciprocamente i feudi, i beni, castelli, *incontrade*, luoghi, vassalli, schiavi, artiglierie ed armi, e qualunque altra cosa avessero presa, e tenessero occupata per forza; ma la restituzione non comprendesse la villa di *Oliana* spettante al contado di GOCEANO (5); — non desse l'Alagon ricetto nei suoi stati, nè proteggesse i vassalli fuggitivi del viceré Nicolò Carroz, del di lui figlio conte di Quirra, e dei baroni, nobili e gentiluomini sardi, che parteggiavano per la causa regia (6): — termine di tre anni avesse Leonardo Alagon per liquidare e saldare le somme che apparissero a carico, o fossero dovute al tesoro dei suoi stati, in virtù della successione a lui devoluta (7): — spettasse all'Alagon la presentazione al Papa dei vescovi, prelati e beneficiari delle sedi e benefici vacanti nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano, acciò fossero canonicamente istituiti, escluso ogni intervento e *placito regio* (8): — il re di Sicilia, principe di Castiglia, primogenito e futuro successore del re di Aragona, approvasse e giurasse la pace; e sopra ciò lo stesso re Don Giovanni giurasse ancora di non far mai nell'avvenire concessione veruna a qualunque persona nel marchesato di Oristano, e nel contado di Goceano; e se per avventura ne avesse già fatto alcuna, fosse nulla e di niun effetto, e come nulla la

rivocasse (9): — giurata e ratificata la pace dal re e dal principe di Castiglia, Leonardo Alagon sborsasse ottantamila fiorini d'oro, metà di presente, e metà nei tre anni seguenti (10); giurando insieme la fedele osservanza e l'esecuzione della pace medesima (11): — per le provvisorie regie relative a ciascun capitolo della *Concordia* pagasse l'Alagon per *dritto di sigillo* soli cinquecento fiorini d'oro (12): — dovesse infine il re Don Giovanni con *Provisione speciale* supplire a qualunque difetto di forme e di solennità commesso nella redazione dei capitoli della pace, affinché i medesimi fossero sempre validi ed osservati, nè potessero dar veruna delle parti contraenti violarsi giammai (13).

Questi furono i patti, le promesse, i giuramenti; ma promesse, patti e giuramenti non valsero a stabilire la pace. Ordini e lettere il re Don Giovanni indirizzava da Barcellona al viceré, agli ufficiali regii, alle città e comuni dell'isola, affinché la *Concordia* con pubbliche grida proclamassero, e fedelmente la eseguissero (14); e agli ordini sovrani il viceré Carroz negava obbedienza, procedendo anzi, con atti contrari, a nuovi arbitri ed a nuove violenze (15). — Agli ordini vani succedevano i Commissari. Guglielmo Peralta, e Guglielmo Pujades erano spediti in Sardegna. Avevano dal re istruzioni e mandato: — prendessero cognizione delle novità accadute nell'isola, e specialmente in Sassari, dove i fautori dell'Alagon accennavano già di voler trascorrere alle armi: — facessero eseguire la *Concordia* segnata in Urgelles: — procurassero rappaciere il viceré pervenuto coll'audacissimo marchese di Oristano: — quest'ultimo persuadessero (*persuadirán*) a sborsare gli altri quarantamila fiorini d'oro, anzi il termine stabilito (16). Del denajo però più che della pace era sollecito il re Don Giovanni: di denajo abbisognava l'erario regio; e si temea l'entrata dei Francesi nei suoi stati di Catalogna (17): la pace dell'isola fingeva volerla, non la voleva veramente; perchè Nicolò Carroz con superba arroganza persisteva nell'odio suo contro l'Alagon, disconosceva i suoi dritti, lo spingeva a rivolta; e il vecchio monarca, nell'udir tanti eccessi, non faceva atto veruno di re, nè toglieva il potere viceregale a chi lo faceva mezzo di sue private vendette, ma contentavasi di spacciare, con formole e minacce cancelleresche, or-

P. C. N. 1494.

P. C. N. 1495.

P. C. N. 1495.

P. C. N. 1495.

(1) ART. I, II e V.

(2) Vi furono specialmente nominati Salvatore, Francesco, Giovanni e Luigi fratelli *legittimi*, e Garzia e Giovanni fratelli *bastardi* di Leonardo Alagon; Giovanni Ribelles, Raimondo Besora, Leonardo Tola, e Salvatore Guiso barone dell'*Ogiastra*.

(3) ART. III.

(4) ART. IX e X.

(5) ART. IV e VIII.

(6) ART. XIII.

(7) ART. VI.

(8) ART. XIV. — Questo dritto di *presentazione* era stato già conceduto o, dirassi meglio, riconosciuto a Leonardo Alagon dallo stesso re Don Giovanni II con reale Diploma del 12 marzo 1469 (Ved. *Infir. CART. n.° XL*, Sec. XV); ma perchè tale *concessione* e *riconoscimento* non avesse avuto il suo effetto, o perchè l'Alagon non confidasse molto nel suo esequimento futuro, e più veramente perchè bramasse renderlo più certo ed invulnerabile, volle farne soggetto di speciale convenzione nel presente Atto di pace.

(9) ART. VII.

(10) La prima metà degli ottantamila doveva sborsarla in Oristano a mani di Ughetto di *Pachs* sei giorni dopo l'arrivo colla del conte di *Trienio*, e dovevano computarvisi le somme che avesse di già pagate ad altri ministri e tesorieri regii, e il valore di un carico di frumento preso in Valenza e convertito in usi della *ARCA CONTRA*. Gli altri fiorini quarantamila (seconda metà) da sborsarsi in tre anni, lo dovevano essere in tre quote, le prime due di fiorini sedicimila ciascuna, e di ottomila fiorini l'ultima.

(11) ART. XII.

(12) ART. XI.

(13) ART. XV.

(14) Ved. *CART. n.° XLIX* (inf. Sec. XV).(15) Il Carroz toglieva a pretesto che l'Alagon non avesse tuttavia restituito qualcuna delle cose contemplate nell'*Atto di Concordia*, e perciò *noiluit eum*, come scrive il FARA (*Oper. cit.*, pag. 367) in *marcionem et comitem Corali recipere et publicare, sed veluti hostem et moribus Carali cum suis fratribus et filiis, inimico animo, arcui; bonaque Francis Alagon, et illius uxoris sub sequitro retineat*.(16) Ved. *CART. n.° LI* e *LI* (inf. Sec. XV).(17) Ved. detta *CART. n.° LI*.

dini nuovi, che sapea inutili, e dispregiati ⁽¹⁾. Turbata perciò era la pace dell'isola; vi mancava la pubblica sicurezza. I suoi abitanti, divisi in fazioni, parteggiavano gli uni pel re di Aragona, gli altri pel marchese di Oristano. Vi era dappiù chi amava la guerra, e chi, volendo trarre guadagno dall'uso delle armi, fomentava in mille guise la discordia ⁽²⁾. — I genovesi che si spesso e da sì lungo tempo vi trafficavano, o perchè fossero venuti in sospetto di favorire l'Alagon, e fossero perciò molestati dai ministri regii, o perchè in mezzo a tanti trambusti soffrissero angariamenti e danni nei loro commerci, ebbero divieto da Guido Visconti, dal Consiglio, e dagli Anziani del Comune di Genova di trafficare ed aver relazione con gli abitanti di Sassari e di Castelnovese ⁽³⁾. Questo era il frutto della politica ambigua, dei fiacchi e tardi provvedimenti della Corte di Aragona.

Leonardo Alagon querelavasi altamente della pace violata, della mancata fede regia. Però, chiedendo sempre, non ottenendo mai repressione e rimedii, — crescendo anzi le provocazioni e le ingiurie del Carroz, pensò essere ormai tempo di opre, non di querele. Innalzò di nuovo l'antico vessillo di Arborea, vi scrisse sopra il motto *NOX REGI, SED PROREGI* ⁽⁴⁾; e si accinse animosamente a difendere con le armi i proprii diritti. Spedì prima Nicolò di Montagnano (*Montaniens*) con un corpo di cinquemila armati, occupò varii luoghi e terre di dominio regio, intercettò le pubbliche vie, e cinse di assedio la rocca di Monreale. Affidò poi un altro corpo di sei mila combattenti al proprio figlio Artaldo Alagon, il quale, col suo fratello Ludovico e con Giovanni de Sena visconte di Santurì, entrò ostilmente nelle provincie dipendenti dalla Corona, disertò tutti i luoghi all'intorno con uccisioni ed incendi, predò uomini e navi nel porto, e circondò da ogni parte la città di Cagliari, deliberato di vincerla con la fame, o di espugnarla con la forza. Invano Pietro Pujades, governatore del Logudoro, lo ammonì a desistere dalle ostilità; invano lo minacciò negli averi e nella persona. Il dado era ormai tratto; la forza era opposta alla forza, e bisognava vincere o perire ⁽⁵⁾. E perì fatalmente l'animoso Dinasta sardo. Il re Don Giovanni, eccitato dalle lettere del Pujades, e dalla presenza del Carroz ch'erasi trasferito a Barcellona ⁽⁶⁾, ordinò segrete inquisizioni per colpire con più sicurezza il marchese di Oristano; e continuando intanto nel sistema di doppiezza politica adottato da lui, e dai suoi perfiti consiglieri, fece mostra di voler ancora per vie pacifiche definire la contesa. Fu quindi sollecito a chiedere all'Alagon lo sborso finale degli ottantamila fiorini d'oro pattuiti nella *Concordia* del 1474, e ne commise la

esazione a Bernardo Sentforès ⁽⁷⁾; e poi, per meglio ingannarlo, a costoso Sentforès, a Bernardo Villamai, ammiraglio della flotta aragonese, a Giacomo Arragall, governatore di Cagliari, al podestà e ai consiglieri di Sassari e di Alghero, a Dalmazzo Carroz conte di Quirra, a Salvatore Alagon fratello di Leonardo, e allo stesso Leonardo Alagon scrisse lettere, e fece istanze, acciò gli odii e le contese tra lui e il Carroz avessero fine ⁽⁸⁾. Ma erano apparenze mentite: il monarca aragonese aveva già deliberato in segreto di opprimerlo e di spogliarlo. E mentre in Sardegna il conte di Quirra invadeva a mano armata i luoghi e le terre dei fautori dell'Alagon, uccidendo, depredando, e insidiando per mezzo de' suoi schierati ai baroni sardi la vita ⁽⁹⁾; mentre i baroni del Logudoro si vendicavano con frequenti rappresaglie delle ingiuste aggressioni ⁽¹⁰⁾, il re Don Giovanni II, nella sua reggia di Barcellona, sedendo giudice supremo e inappellabile in causa propria, per via di processi fatti in segreto, fra mezzo alle ire di parte, e da personali nemici di Leonardo Alagon, invocato il nome di Dio, e co' santi evangelii innanzi agli occhi, lo condannava come *perdelle* nel capo, e con lui condannava ad egual pena i figli, i fratelli, i congiunti; e il marchesato di Oristano, il contado di Goceano, i beni di tutti, senza distinzione veruna, applicava a titolo di *confisca* alla sua Corona ⁽¹¹⁾. Immane fu la sentenza; molte in essa le accuse, e delle accuse testi e prova gli accusatori ⁽¹²⁾: erano veri gli armamenti, le ingiurie, le offese, le occupazioni di terre e di fortezze, gli assedii, le uccisioni, gli incendi; ma si taceva che un proconsole regio, iniquo e sleale, li aveva provocati, che il vicere Carroz, il conte di Quirra e i loro fautori, potenti per autorità, protetti e mai repressi, avevano pei primi violato i patti della *Concordia* del 1474; che contro essi, a difesa propria, e a difesa de' proprii diritti, Leonardo Alagon aveva sguainata la spada; che lo stesso re di Aragona nelle sue lettere teneva *sui ordini reali* lo aveva riconosciuto; che con lettere vane e con ordini non osservati, il re di Aragona aveva risposto sempre alle giuste querele del Dinasta sardo; che però non aveva mai revocato dall'isola colui, il quale era causa prima, anzi unica dei seguiti sollevamenti; che la politica ambiziosa e malvagia della corte di Aragona ve lo aveva mante-

(7) Ved. infr. CART. n.° LV* (Sec. XV).

(8) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° LVI*, LVII*, LVIII*, LIX*, LX*, LXI*, LXII*, LXIII*, LXIV*, LXV* e LXVI*.

(9) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° LXVII* e LXVIII*.

(10) Ved. CART. n.° LXIX* infr. (Sec. XV).

(11) Ved. CART. n.° LXX* infr. (Sec. XV).

(12) Fra le accuse più gravi erano queste: aver egli detto che potea, se il volesse, diventare re di Sardegna (*que ell se porria fer vry de Sardina, sia vlotia fer*): che difenderebbe il suo Stato colto armi in pugno contro il re di Aragona (*lo defendrà ab la spada en la ma contra lo senyor rey*): che il re voleva distruggere la Casa di Arborea, onde i Sardi non avessero chi difenderli, e potessero esser da lui trattati da schiavi; (*que lo senyor rey volia destruir la Casa de Arborea, a si que no hi aguesu ningu defensor dels Sards, e que pugues trator aquella com a callosa*): aver vilipeso con parole basse e ingiuriose il governatore di Sassari, e Logudoro, chiamandolo *porch adobat de governador*: aver scritto a Michele Prats *Feghiere* di Alghero, che non ricevesse entro le mura il detto governatore, eccitandolo a insignorirsi della città (*que ara pot esser tenor, que serie exelau*): avere inoltre minacciato di fare della Sardegna un deserto se lo spingessero a guerra estrema e disperata; (*que ell rennegor de si; que ell, si anussione, fare que los qui vndria, dirien aci ere Sardenta*). Ved. la suddetta CART. n.° LXX*.

(1) Ved. CART. n.° LIII* (infr. Sec. XV): il vicere Nicolò Carroz nel tempo in cui accadevano i fatti dei quali discorriamo esercitava pure per mezzo di uomini da lui dipendenti la pirateria nel Mediterraneo. Lo prova una lettera indirizzata nel 1476 dal Pontefice Sisto IV, affinché restituisse uomini, barca e merci, che i suoi corsari, contro il diritto delle genti, avevano predato nelle acque di Civitavecchia. Ved. infr. CART. n.° LIV (Sec. XV).

(2) FARA, *Opere*, o *luog. cit.*, pag. 367.

(3) Ved. infr. CART. n.° I* (Sec. XV).

(4) Per indicare che non insorgeva contro il re, ma contro il vicere di Sardegna.

(5) Ved. FARA, *Opere*, cit., Lib. IV, pag. 367-68.

(6) FARA, *loc. cit.*

nuto per irritare l'Alagon, e spingerlo agli estremi; che tuttavia l'Alagon non erasi ribellato all'autorità regia, ma si era opposto al Carroz, il quale ne abusava; che per lui solo e contro lui aveva combattuto; e che perciò sulle sue bandiere aveva scritto il motto *Non regi, sed Proregi*, con cui apertamente e solennemente li dichiarava. Questo e molt'altro si tacque, perchè la sola ambizione di confiscare gli Stati di Arborea aveva dettato la condanna; perchè all'ambizione, se vera è la fama, si aggiunsero le nozze della contessa di Modica, ambite insieme dal re Don Giovanni e da Leonardo Alagon per suo figlio Artaldo⁽¹⁾; e mal si sopporta, non si perdona mai da re vecchio e potente, rivalità di affetti.

Colpito nel capo, e messa a prezzo la propria vita, Leonardo Alagon non potea più trovar salvezza, che nella estrema prova delle armi. E alle armi si corse da ambe le parti. L'oste regia fu rinforzata da molte soldatesche mandate dalla Sicilia⁽²⁾: la capitaneava il viceré Nicolò Carroz, ritornato da Barcellona dopo la condanna del suo personale nemico: comandanti minori dell'esercito erano Dalmazzo Carroz conte di Quirra, Pietro Pujades governatore del Logudoro, il conte di Cardona, Sigismondo de Luna e Angelo Marongio, valoroso cittadino sassarese. Leonardo Alagon era duce supremo delle sue genti; Salvatore Alagon suo fratello, Artaldo e Ludovico Alagon suoi figli, Giovanni de Sena, visconte di Sanluri, Leonardo Tola, Angelo Carro, Serafino Montagnano *Montanans*, Brancaccio Manca, e molti altri gentiluomini sardi soprastavano alle minori schiere. Vi ebbero prima fazioni e conflitti particolari; si guerreggiò alla spicciolata in luoghi diversi, e varia fu la sorte dei combattenti⁽³⁾. Ma finalmente nel

19 di maggio del 1478 si venne ad ultima e decisiva battaglia nella vasta pianura di MACOMBA, dove già sorse ai tempi romani l'antica MACOPSSA. Memorabile nella storia sarda è questa battaglia per la causa e per l'ardore con cui fu combattuta. Leonardo Alagon e i valenti capitani che lo seguivano diedero splendidi esempi di abilità e di coraggio. Artaldo Alagon, giovane guerriero, animoso figlio di più animoso padre, lanciòsi arditamente nel più folto della mischia, cadde vittima del proprio valore. Caddero pure uccisi sul campo altri valorosi condottieri; e le schiere arborese, ch'erano prima vincenti, prive dei capi che le guidavano, cominciarono a cedere. Fu questo il segnale della disfatta. Lo sbandarsi degli Arborese trasse seco le rimanenti schiere sarde, le quali però, benchè rotte e ansanti per le fatiche della giornata, opposero ancora valida resistenza, e si ritirarono combattendo. Non meno gloriosa della battaglia fu questa ritirata, cui stettero a capo Serafino di Montanans e Leonardo Tola, quel medesimo Leonardo Tola, che poi nel 1492 combattè valorosamente contro i Mori nell'espugnazione di Granata, che fu armato sul campo del cingolo equestre dalle mani stesse di Ferdinando il Cattolico, e fu lo stipite illustre della famiglia ch'ereditò, e porta ancora in Sardegna il di lui nome⁽⁴⁾. Molti furono gli uccisi, i prigionieri, i feriti. Leonardo Alagon, scampato alla strage, con pochi suoi fidi, con due suoi figli (Antonio e Giovanni), con tre fratelli (Salvatore, Giovanni e Luigi), e col visconte di Sanluri, riparò in Bosa. Saliti tutti in una nave per cercar salvezza in terra straniera, furono consegnati da Giovanni Saragozza all'ammiraglio Giovanni Villamar, che stanziava con la flotta in Palermo⁽⁵⁾. E il Villamar li presentò tosto in Barcellona al re Don Giovanni, e n'ebbe da lui remunerazione e favori⁽⁶⁾.

Il vecchio monarca, poichè ebbe in suo potere il marchese di Oristano, i suoi figli, i fratelli, e il visconte di Sanluri, fece atto di facile generosità, laddove più non giovava il rigore, e a tutti, pregato dall'ammiraglio, fece salva la vita; a tutti accordò *guidatice* per trasferirsi dalla nave in cui erano ritenuti a luogo di relegazione nel regno di Valenza, o nel principato di Catalogna⁽⁷⁾. E il luogo fu poi designato, il castello di Scialiva (XATIVA), carcere antico di principi e di uomini famosi; e minute e severe istruzioni furono date dal re sospettoso al castellano Giuliano dell'*Hospedage*, affinchè strettamente li custodisse⁽⁸⁾. E lui regnante, l'infelice Leonardo Alagon trovò però le asprezze del carcere, e nulla gli fu accordato mai che potesse alleviare la sua sventura. Morì il re Don Giovanni⁽⁹⁾ e salì al trono

(1) Ved. infr. CART. n.° LXXI* (Sec. XV). Oltre alle Istruzioni contenute in questa CARTA, le quali fanno seguito alle trattative del matrimonio della contessa di Modica iniziate nel precedente anno 1477, abbiamo la testimonianza dell'CURITA e del VICO che raccontano come le nozze di detta contessa fossero ricercate al tempo istesso dal marchese Leonardo Alagon per suo figlio primogenito Artaldo Alagon, e dal re Don Giovanni II, prima per se stesso benchè avesse già ottant'anni di età, e poi pel suo nipote Don Alfonso di Aragona figlio naturale del re di Castiglia; e come anzi Leonardo Alagon ricercasse per sé la mano della vedova Donna Giovanna, madre della medesima contessa. Il primo di detti storici, ricordando questi fatti scrive fra le altre cose (*Annal. de Aragon.*, Part. IV, Lib. XX, Cap. XIV, fol. 386, col. 3, ann. 1477): *se entendió, que se procurava, que la Condesa Doña Juana su madre casase con Don LEONARDO DE ALAGON, Marques de Oristan, y la Condesa Doña Anna con su hijo del Marques ecc.* E il secondo dice più esplicitamente (*Hist. gen. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLIV, fol. 169 e 170): *al primero de Setiembre del año 1477 murió sin sucesión Don Juan de Cabrera Conde de Modica en Sicilia, dejando a su Madre en edad no muy anciana, y por Sucesora a Doña Anna de Cabrera su hermana de edad de diez e ocho años. Luego pusieron los reyes muchos pretendores al Casamiento. El rey de Aragon publicó, con edad de ochenta años, que la quería para sí..... la realidad era, que la quería para Don Alonso de Aragon..... y era Don gran Casamiento, que pareció ponerle en su cabeza. El rey de Nápoles la pedía para su hijo suyo; y entre tan grandes pretensiones cupo el antuoso MARQUESE DE ORISTAN, pidiendo la madre para sí, y a Doña Anna para su hijo Don ARTALD: y como su actividad era mucha, tuvo muy adelante la negociación, ecc. ecc.*

(2) Il re di Aragona spedì pure da Barcellona la nave *Olivaria* col viceré Nicolò Carroz, cinquanta lance, e dugento fanti; varie altre navi con molti soldati sotto il comando di Ludovico Perisso, e tutta la flotta aragonese capitanata da Giovanni Villamar. Comandante della flotta spedita da Sicilia fu Raimondo Floe conte di Cardona. FARR, *Op. cit.*, pag. 378.

(3) Fra queste fazioni vanno particolarmente ricordate quella di ARDARA del 28 gennaio 1478 per la espugnazione di quel castello, e l'altra di SIORRES avvenuta poco dopo, nella quale, per parte del-

l'Alagon la perdita fu di cento morti e cinquecento prigionieri. FARR, *loc. cit.*, pag. 379.

(4) Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, Vol. III, p. 350 e monumenti ivi citati.

(5) FARR, *Op. cit.*, *loc. cit.*, pag. 380.

(6) Ved. infr. CART. n.° LXXIV* (Sec. XV).

(7) Ved. infr. CART. n.° LXXIII* o LXXIV* (Sec. XV). Ad altri seguaci e fautori del marchese di Oristano, i quali avevano avuto parte nei rivolgimenti dell'isola, il re Don Giovanni fece piena grazia, come si ricava dalla CARTA n.° LXXII* (infr. Sec. XV).

(8) Ved. infr. (Sec. XV) CART. n.° LXXV*.

(9) Morì nel 19 gennaio 1478, e nello stesso anno morì il viceré Nicolò Carroz, principale autore di tanti mali e di tante sventure. Leonardo Alagon sperò allora di poter conseguire la libertà, e come scrive il FARR *loc. cit.*, pag. 381, *signa latitinae dedit, barbamque*

il di lui figlio Ferdinando (*il Cattolico*), il giovane monarca moderò in parte gl'inutili e disumani rigori. Generosità d'animo, memoria dell'amicizia antica, e forse anche il rimorso ⁽¹⁾ a pietà morale dei miserevoli casi dell'illustre prigioniero. Ma ragione di stato, invidia e livore d'interessati cortigiani lo consigliarono a ritenerlo cattivo; e tanto il ritenne che finalmente il tedio della lunga prigionia, le patite violenze, la spogliazione dei suoi stati, e la rovina della propria famiglia, tanti dolori riuniti insieme lo condassero dopo dieci anni alla tomba. Meno severo, ma non sempre, e in egual modo, mostròsi Ferdinando co' congiunti e fautori del marchese di Oristano, perchè meno potenti e meno temuti. A Marchesa, vedova di Pietro e madre di Giovanni de Sena visconte di Sanluri, e a Isabella Besora, moglie di Salvatore Alagon, fece rendere i beni, le gemme, gli ori, gli argenti e il mobile prezioso che l'avaria catalana aveva confiscato confiscamente con quelli del loro figlio e marito, donandoli poi (doso nefasto) a Brianda Carroz, moglie del vicere di Sardegna ⁽²⁾: accordò ad entrambe l'ingresso nel castello di Sciativa, acciò vedessero e conversassero (presenti però le guardie) col marito, col figlio e co' fratelli ⁽³⁾. A Salvatore Alagon, dopo dieci anni di cattività, allargò il carcere dal castello alla città di Sciativa; glielo allargò dappoi, a petizione del cardinale di Aragona, e con fidanza di ottomila fiorini d'oro, per tutto il regno di Valenza; e poi di nuovo fino al fiume di *Lobregat* nel principato di Catalogna ⁽⁴⁾. Somiglianti larghezze usò a Giovanni ed Antonio Alagon figliuoli, e a Giovanni e Lodovico Alagon fratelli del già estinto marchese di Oristano: nel 1496 aprì loro le porte del castello di Sciativa; e dopo alcuni anni, accordò a tutti piena ed intera libertà ⁽⁵⁾. Libertà piena ed intera aveva pur conceduto nel 1493 a Salvatore Alagon; ma tre giorni dopo gli vietò, pena il capo, di trasferirsi a Sardegna ⁽⁶⁾. Non fu però la generosità regia, ma ben altra cagione, che motivò tali provvedimenti. Salvatore Alagon, e il di lui fratello Giovanni, dopo lunga e vigorosa inquisizione fatta dal cancelliere di Aragona, fin dal 1490 erano stati chiariti innocenti del *crimen lese*, per cui la condanna del 1477 li aveva colpiti nel capo; ma questa solenne dichiarazione non fu fatta palese, ed essi la seppero soltanto nel giorno istesso della propria liberazione ⁽⁷⁾. E il detto Giovanni Alagon, con Ludovico suo minor fratello, e con Antonio e Giovanni Alagon suoi nipoti, avevano patito nel 1495 violenze e minacce di morte entro il carcere di Sciativa, perchè riconoscessero giusta la propria condanna; e tuttavia, dichiarandosi liberi, rinunziassero a tutti i diritti, dei quali erano stati iniquamente

spogliati. . . . Enormità inaudita, possibile soltanto in luoghi, fra uomini e sotto governi barbari, contro la quale poi protestarono in tempi diversi (1500. 1548) Ludovico e Antonio Alagon; il primo avanti al Magistrato supremo di giustizia (*Justicia mayor*) ⁽⁸⁾, e il secondo nelle Corti generali di Aragona ⁽⁹⁾. Non protestò né protestar potea Giovanni di Leonardo Alagon, perchè era già morto ⁽¹⁰⁾; e nemmeno Salvatore Alagon, perchè a lui tali violenze non furono usate, avendo due anni prima recuperato la libertà ⁽¹¹⁾.

Mentre in tal modo la Corte di Aragona, sotto specie di tradimenti e di *perduellioni*, colpiva capitalmente l'ultimo dinasta sardo con tutta la sua famiglia, e confiscava a proprio vantaggio gli antichi Stati di Arborea, essa medesima ordiva segretamente, e da gran tempo ordiva in Sardegna per mezzo de' suoi ministri, e di Sardi e Catalani a lei devoti, tradimenti veri ed insidie per togliere ai Genovesi la terra e il castello di Bonifacio, uno dei più forti baluardi della repubblica Ligure nell'isola di Corsica. Già fin dal 1458 una congiura era stata tramata per un tal fine da Stefano di *Leodio* della Pieve di Vico, e da altri Corsi dimoranti a Napoli e a Roma, fra i quali il *Giudice* d'Istria, partigiani tutti del re di Aragona ⁽¹²⁾; la quale però, scoperta da Giovanni Mercari, governatore dell'isola, e provata sollecitamente con regolare processo, non ebbe per allora effetto veruno ⁽¹³⁾. Due anni dopo fu ritenuta la prova. Vediamo infatti nel 1460 trasferirsi a Sassari il Conservatore generale di Aragona, conferire coll'arcivescovo turritano, e per di lui mezzo promettere ai congiurati Corsi favori, pensioni e feudi in Sardegna, se, rompendo la fede giurata, togliessero la terra e la rocca ai preposti di S. Gioncio, e la dessero in potere al re di Aragona. Vediamo quali fossero i principali congiurati di Bonifacio, donde partissero, e quanto fossero estese le fila di questa trama, e come, per cagioni da noi ignorate, non avesse come la prima verun successo ⁽¹⁴⁾. Ma la Corte aragonese era tenace e pertinace ne' suoi propositi. Ferdinando II, appena salito al trono, volse il pensiero a recuperare la Corsica, e sperava recuperarla coll'aiuto dei Sardi e dei conti di Ginevra; fece allestire il naviglio; ordinò a Giovanni Villamari che bandisse prima i Corsi da Sardegna e da Gallura, e poi veleggiasse all'impresa; ma la morte dell'ammiraglio ⁽¹⁵⁾, e la sollevazione dei Portoghesi, che si erano dati ad Alfonso re di Galizia, lo costrinsero ad abbandonare il progetto ⁽¹⁶⁾. E in aperto fu abbandonato realmente, non

sibi radere fecit; ma la sua speranza fu vana, e perdetto in cattività la vita.

(1) Gli storici contemporanei a Ferdinando il Cattolico lasciarono scritto, che questo pio monarca disse ai suoi più fideli prima di morire: *perdoni l'unico il timore dell'illegitimo acquisto dei domini d'ARAGONA*.

(2) Ved. CART. n.° LXXXVIIⁱⁿ inf. (Sec. XV).

(3) Ved. inf. CART. LXXXVIIIⁱⁿ e XCⁱⁿ (Sec. XV).

(4) Ved. CART. n.° XCIIIⁱⁿ, XCIVⁱⁿ, XCVⁱⁿ, XCVIⁱⁿ e XCVIIⁱⁿ inf. (Sec. XV).

(5) Ved. inf. CART. n.° CVⁱⁿ e CVIIIⁱⁿ (Sec. XV).

(6) Ved. CART. n.° CIⁱⁿ e CIIⁱⁿ inf. (Sec. XV).

(7) Ved. inf. (Sec. XV). CART. CIⁱⁿ e CIVⁱⁿ.

(8) Ved. CART. n.° CIXⁱⁿ inf. (Sec. XV).

(9) Ved. inf. CART. e DIPLOMI del Sec. XVI.

(10) Ved. inf. CART. n.° CVIⁱⁿ.

(11) Ved. la detta CART. n.° CIⁱⁿ.

(12) Tre anni prima (1455) il re di Aragona Don Alfonso V aveva spedito in Corsica Berengario Erill, il quale, secondo scrive il FARA (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 359) *Bonifacis castrum et urbem ad mensum februarii posseditur ex ditione Ludovici Campi-Fregori operabat. E in quest'anno medesimo, 1455, il re Don Giovanni II, per testimonianza dello stesso FARA (loc. cit., pag. 380), integrum Corsicam, ope atque interventione Bernardi Villaherini totius classis ducis, recuperare cogitavit.*

(13) Ved. inf. (Sec. XV). CART. n.° XXXVIIIⁱⁿ fol. 74, 75 not. (11).

(14) Ved. la detta CART. n.° XXXVIIIⁱⁿ.

(15) Giovanni Villamari mancò di vita nel febbraio del 1479, e il comando della flotta fu subito affidato al di lui figlio Bernardo. (FARA, *Opere*, cit., Lib. IV, pag. 386).

(16) FARA, loc. cit.

però in segreto. Bernardo Villamari, succeduto al padre nel comando della flotta aragonese, il viceré di Sardegna e altri ufficiali regii che vi stanziano, continuarono a congiurare. Un Giovanni Peralta, stretto per amicizia e per vincoli di famiglia coi principali congiurati di Bonifacio, parti con una fusta armata, sotto pretesto di mercatura; ebbe nel partire lettere e istruzioni; conferì coi partigiani del re e col vescovo di Ajaccio, il quale, per ambizione di onori e di lucro che gli erano promessi, doveva preparare e secondare la sollevazione: ma venne in sospetto ai rettori della terra; fu preso, martoriato, e dannato a morte. Il viceré di Sardegna, l'ammiraglio Villamari, i due commissarii regii ne fecero al Podestà e agli anziani di Bonifacio gravi querele; dissero violato il diritto delle genti col sequestro della nave e del carico di un suddito sardo; ne reclamarono la restituzione; e chiesero insieme fossero restituite al re di Aragona due castella, che in virtù della tregua firmata coi genovesi per dritto gli appartenevano (1). Al Peralta tenne dietro nella stessa impresa Leonardo Stefano catalano, nato in Barcellona, e dimorante in Alghero: ma a lui pure andò fallita, benché fosse ito molto innanzi nel condurra con accortezza, e stesse già per compirli. Il vigile Castellano Cristoforo D'Oria lo discoperse, lo sottopose ai tormenti, e confessò il reato. Narrò come, donde e perchè fosse dalla Sardegna andato a Corsica, gli ordini avuti dal viceré Ximene Perez, le istruzioni dategli oralmente in Sassari da Bernardo di Boyl, l'ordine, il tempo e il modo co' quali doveva essere sorpreso dai congiurati il castello e la terra; di questi congiurati dichiarò i nomi, ed era fra i principali, anzi il primo per dignità, per aderenze, per clientele, il vescovo di Ajaccio; e diede in mano ai reggitori di Bonifacio i documenti e le prove dell'ordito tradimento (2). Invane Bernardo di Boyl, saputo il caso, reclamò la libertà del Catalano (3). Il Catalano era già morto, e aveva pagato col proprio capo la fallita impresa dei ministri aragonesi di Sardegna. Ne diversa pare si fosse la sorte riservata al vescovo di Ajaccio. I documenti che pubblicammo ci provano com'ei cercasse scolarli per lettere co' *Proteettori dell'Ufficio* di S. Giorgio (4): come costoro dessero prima piena balia al Castellano di Bonifacio (5), e poi sceglieressero e inviassero i *Sapienti* per accertare il fatto (6); il trasporto del vescovo di Corsica a Genova, da Genova al castello di Lerici; gli atti formati, e scritti entro le mura di questa rocca dai Commissarii genovesi e dal vescovo di Brugnato, commissario pontificio; i tormenti ai quali fu sottoposto il prelado perduelle; le relazioni fatte dai Commissarii all'*Ufficio* di S. Giorgio; le nuove lettere e le dichiarazioni scritte dallo stesso vescovo di Ajaccio (7); e infine, perchè nulla mancasse,

(1) Ved. infr. (Sec. XV). CART. N.° LXXXVII. La lettera indirizzata dall'ammiraglio Villamari *potestati antianis et hominibus vite Bonifaci* è scritta in lingua italiana. Così esige la convenienza internazionale, poichè la Corsica dipendeva ed era governata in quel tempo dalla repubblica di Genova. Ma basta leggerla per comprendere subito che la scriveva un uomo straniero all'Italia, ed un catalano.

(2) Ved. CART. N.° LXXXVIII (Infr. Sec. XV).

(3) Ved. CART. N.° LXXXIX (Infr. Sec. XV).

(4) Ved. CART. N.° LXXX (Infr. Sec. XV).

(5) Ved. CART. N.° LXXXI (Sec. XV).

(6) Ved. CART. N.° LXXXII (Sec. XV).

(7) Ved. CART. N.° LXXXIII, LXXXIV, LXXXV, LXXXVI (Sec. XV).

le spese sostenute dal Castellano che lo ebbe in custodia. (8)

Ma questi fatti, finora oscuri ed ignorati (9), appartengono più specialmente alla storia genovese, e toccano appena la sarda. Gli avvenimenti propri della Sardegna, nel declinare del secolo decimoquinto, e sotto il regno di Ferdinando il Cattolico, non sono pochi, nè privi d'importanza. Il viceré Ximene Perez riunì in Cagliari il PARLAMENTO, che tre anni dopo fu approvato dal re in Cordova (10). Di quaranta capitoli deliberati e discussi dallo *Stamento militare* trenta soli ottennero la sanzione reale (11); e notevole fra questi fu quello che dichiarò assoluti e richiamò in patria gli esuli sardi, i quali avevano seguito le parti del marchese di Oristano. Inigo Lopez di Mendoza succeduto al viceré Ximene Perez pubblicò in quel correr di tempi un DECRETO (12), col quale gli ebrei dimoranti in Sardegna furono assoggettati ad obblighi e discipline assai vessatorie e rigorose. Questo DECRETO fu foriero dell'altro (13), che quattro anni dopo li espulse tutti dall'isola, come già lo erano dagli altri regni della monarchia spagnuola. Le sollecitudini e le istanze della città di Barcellona, acciò la pesca dei coralli nei mari sardi fosse sotto permessa ai sudditi del re Cattolico (14);

(8) Ved. CART. N.° LXXXIX.

(9) Non se ne trova ricordo veruno negli annalisti sardi e genovesi; laonde le CARTE che pubblichiamo hanno un interesse storico per ambedue i paesi.

(10) Intervenero a questo Parlamento, oltre ai procuratori dei vescovi e magnati assenti, e di alcuni municipi:

Giovanni Fortesa

Iscopo Marquès

Giovanni Fabra

Andrea Suñer

Francesco Zunquello

Pier Martino de Ferraris

Borengario Gambella

Giovanni Ruitz

Giovanni Andreu

Pietro Carvellon

Pietro Fortesa

Galzerando Iulia

Pietro Mañà Lacon

Salvatore de Sena

Ludovico Castelli

Giacomo Arragall

Pietro Gomes

Arnaldo Roca

Bernardino Margentis

Giovanni Nicolò Aymerich

Antonio Martinez

Antonio Aymerich. (FARA, Op. e loc. cit., pag. 388).

(11) Alcuni di questi capitoli riguardavano le prerogative dello *Stamento militare* e dei suoi membri, i quali dovevano essere giudicati da una Corte di *Parti*, nè mai essere sottoposti a tormenti, salvo in caso di *crimenlese*, di falsa moneta, di ratto, di sodomia, di schernimento e di depredazioni in vie pubbliche o nelle chiese; altri la successione ai feudi *more italico*, e la testabilità dei *feudi a regalia*, come di beni *burganetici*; altri la proibizione dei *processi segreti* e *ex officio*, e delle appellazioni fuori dell'isola; altri la inviolabilità delle persone prima di essere legalmente dichiarate colpevoli, e la facoltà di redimersi con fidejussione dalla *custodia guardata* dal carcere; altri la libertà di testare nei Sardi tutti secondo il dritto comune; altri la esenzione da ogni gabella pubblica dei *frutti naturali* che dovevano servire per uso e mantenimento delle famiglie, e il favore dell'agricoltura e del commercio interno; altri il divieto formale al viceré ed ai loro incontinenti d'imporre nuovi dazi di proprio arbitrio; ed altri infine, per non citarli tutti, il dritto riconosciuto al *Braccio militare* (feudatari e nobili) di riunirsi e deliberare in *Stamento separato* nei bisogni straordinari dell'isola.

(12) Ved. CART. N.° XCII (Sec. XV).

(13) Ved. CART. N.° C (Sec. XV).

(14) Ved. CART. N.° XCVIII e XCIX (Infr. Sec. XV).

P. C. N. 148.

P. C. N. 148.

P. C. N. 148.

P. C. N. 148.

P. C. N. 149.

P. C. N. 149.

P. C. N. 149.

e i privilegi per tal pesca accordati, e nuovamente con-fermati alla città di Alghero ⁽¹⁾, dimostrano il mal go-verno che si faceva dell'isola, delle sue naturali ricchezze, e della sna industria con tante improvide restrizioni. Ma poco dopo, quasi a compenso di questi eccezionali provvedimenti, il re di Castiglia e di Aragona diede fuori una *Prammatica* ⁽²⁾, nella quale disse e promise di volere (se veramente il volle), che più libero e meno impedito corresse il commercio in Sardegna e nelle sue città principali; una delle quali però, con esempio nuovo nella storia barbarica dei feudi sardi, era stata già in-feudata a un barone catalano ⁽³⁾.

La seria dei DIPLOMI e delle Carte di questo secolo

termina co' ricordi lamentevoli degli Stati di Arborea. Il testamento dettato da Leonardo Alagon nelle tetro e so-litarie mura di SCIATIVA ⁽⁴⁾; l'altro del di lui figlio Gio-vanni Alagon sopravvissuto alla paterna sventura ⁽⁵⁾; e le proteste solenni di Antonio Alagon contro le violenze e le minacce, con le quali gli ufficiali aragonesi (sciente o ignaro il *Re Cattolico*) costrinsero i figli e i fratelli dell'infelice marchese di Oristano a chiamar ginsta una condanna che li aveva tutti iniquamente colpiti ⁽⁶⁾, sono l'ultima voce di una famiglia potente, che fu spenta va-lorosamente combattendo per la indipendenza nazionale; sono l'ultimo documento che attesterà nella storia per qual via, e con quali mezzi *l'avara povertà di Catalogna* diventò finalmente signora sovrana ed assoluta della in-tiera Sardegna.

P. C. N. 1499.

P. C. N. 1500.

(1) Ved. CART. n.° CIII* (Sec. XV).

(2) Ved. CART. n.° CVII* (Sec. XV).

(3) A Giovanni Villamari, ammiraglio della flotta aragonese (FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 363, 364). Ved. sopr. pag. 16, not. 2.

(4) Ved. CART. n.° XCI* (Sec. XV).

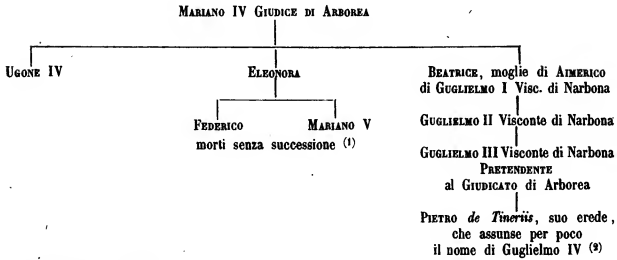
(5) Ved. CART. n.° CVIII* (Sec. XV).

(6) Ved. CART. n.° CIX* (infr. Sec. XV).

FINE DELLA DISSERTAZIONE SESTA.

I.

GENEALOGIA
DEI PRETENDENTI AL GIUDICATO DI ARBOREA
 NEL SECOLO XV

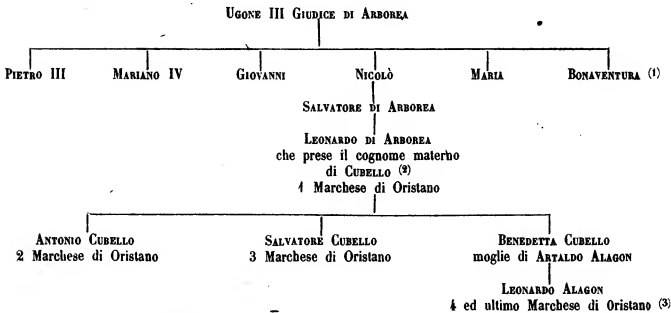


(1) Ved. Tom. I di questo Codice, pag. 499.

(2) Ved. Tom. II di questo Codice, pag. 8.

II.

GENEALOGIA
DEI MARCHESI DI ORISTANO E CONTI DI GOCEANO
 SUCCEDUTI AI GIUDICI DI ARBOREA NEL SECOLO XV



(1) Ved. Tom. I di questo Codice, pag. 499.

(2) Ved. Tom. II di questo Codice, pag. 10, not. 4.

(3) Ved. detto Tom. II, pag. 16 e seg.

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO DECIMOQUINTO

THE
JOURNAL OF THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 31. PART 1. 1901.

THE PUBLISHED BY THE
EDUCATIONAL SOCIETY, 10, BEDFORD SQUARE, LONDON, W.C.

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XV

1°.

Privilegio ed Ordinazione del Re di Aragona Don Martino I, con la quale, abolita la carica di Governatore Generale (Vicerè) del regno di Sardegna, s'instituiscono due cariche distinte di Governatore e Riformatore dei CAPI di Cagliari e di Gallura, e di Governatore e Riformatore del CAPO di Logudoro; si stabiliscono i doveri, i dritti, e le prerogative di detti Governatori, dichiarandoli indipendenti l'uno dall'altro nell'esercizio delle loro funzioni; le cauzioni da prestarsi prima di assumere tale ufficio; la durata di quest'ultimo per soli cinque anni; e la sindacatura cui gli stessi Governatori debbono sottostare alla scadenza del quinquennio; con fissazione delle città e dei luoghi, nei quali tali sindacature avranno da farsi, avuto riguardo alla patria e al domicilio dei Governatori medesimi, con proibizione a costoro di delegare ad altri i loro poteri; e con uno speciale privilegio a favore delle due città di Cagliari e di Alghero, in virtù del quale sarebbero periodicamente invitate a mandare i loro procuratori alle Corti di Maiorca e di Catalogna.

(1401. —, 15 gennaio)

Dagli Atti del Parlamento convocato in Cagliari nel 1555 dal Vicerè D. Lorenzo di Heredia.

In Dei nomine. Pateat universis, quod Nos Martinus Dei gratia Rex Aragonum, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comesque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae; Considerantes, quod primus est philosophiae gradus, primaeque laudis initium, genera rerum, proprietatesque discutere, ut quod in singulis verum, vel utile sit prudenter agnoscere, idque feliciter exequatur, quod sibi illuxerit veritas; Et nobis constet, et longa atque tuta discussione sit certum, quod felici regimini Regni Sardiniae dudum a nostris praedecessoribus dignae me-

moriae Regibus Aragonum tot bellorum stragibus, totque laboriosis sudoribus, et profluviiis maximis expensarum virtute insuperabili acquisitis subscripta erant salubria, erantque utilia, et expedientia quamplurimum ipsi Regno; Tenore huiusmodi publici instrumenti nunc, et perpetuo valituri, tam horum respectu quae diximus, quam supplicationum humiliter Nuntiorum civitatum Barchinonae, Valentiae, Majoricarum, et Dertusae, ac villae Perpiniani, quae de felici regimine, et statu utili dicti Regni sunt quadam naturali appetentia curiosae, statimur, providemus, ac perpetuo Consiliariis et probis hominibus, Universitatibusque, et personis singularibus Castri Callaris, et Appendiciorum ejusdem, nec non villae Alguerii, aliisque universitatibus, et singularibus personis CAPITUM ⁽¹⁾ Callaris, Gallurae, et Logudorii, qui nunc sunt, aut fuerint de caetero, in speciale privilegium indulgemus quodammodo perpetuo in dictis Capitibus Callaris, et Gallurae, sit unicuique Gubernator, et Reformator; et in Capite Logudorii alter, et uterque eorumdem, alius siquidem absolutus ab omni iugo, subiectione, et iurisdictione alterius; et et contra gubernationi; et reformationi sibi commissae praesit per constitutum quinquennium, et non ultra, eamque personaliter exerceat, atque regal, prout fuerat antiquitus assuetum; et mox finito dicto quinquennio, utque Gubernatores huiusmodi adstringantur tenere tabulam ⁽²⁾ iuxta

(1) La divisione amministrativa dell'isola in due Capi, di Cagliari (meridionale) e di Sassari (settentrionale), data dai primi tempi della conquista Aragonese. Tale divisione, che in certo qual modo è anche geografica, si operò in conseguenza della caduta degli antichi GIUNICATI Sardi. Infatti il Capo di Cagliari comprende l'antico CIRCUATO di questo nome, una parte dell'altro di *Arborea*, ed una porzione dell'*Ogliastra*; e il Capo di Sassari l'altra parte del GIUNICATO di *Arborea*, e gli antichi GIUNICATI di *Torres* e di *Logudoro*, e di *Gallura*. — La Gallura fu per lungo tempo compresa politicamente nel Capo di Cagliari. E dopo la caduta dell'ultimo Marchese di Oristano il contado di Goceano fu talvolta chiamato Capo ancor esso.

(2) *Tenere tabulam*; associarsi cioè a pubblica, e quinquennale sindacatura. Questa sindacatura era stata chiesta, e convenuta per la prima volta con patto espresso nella pace fatta da Eleonora GIUNICATA di Arborea con D. Pietro IV re di Aragona nel 31 agosto 1366; rinnovata poi col re di Aragona D. Giovanni I nel 31 gennaio 1368. — Ved. Il Vol. I di questo Codice fol. 817 e seg. e specialmente fol. 819, col. 1, nota (4)

formam expressatam inferius, tam de diversis et singulis occupationibus, durante eorum quinquennio factis, et sequitis, sive in terra, sive in mari, et sive pacis tempore, sive guerra, de quibuscunque bonis, licet sint de advenis, seu privatis, quam etiam de quacunque alia occupatione, per saepe dictos Gubernatores, seu ipsorum alterum, facta de jurisdictionibus eis pertinentibus, aliisque officialibus dicti Regni; pro qua quidem tenenda tabula, de ipsa in commissionibus de dictis Gubernationibus faciendis specialis mentio fiat. Teneantur ipsi Gubernatores, antequam ad exercitium, sive regimen gubernationum hujusmodi assumi valeant, seu admitti, praestare tutas fidejussorias cautiones, sicut de officiis triennalibus per constitutiones Cathaloniae est statutum. Adjuvamus tamen, quod dicta gubernationum officia, seu alterum eorumdem, nequeant per quinquennium primo et continuo sequuturum, directe, vel indirecte, seu alias quocunque modo committi alicui, sive aliquibus Nobilibus, seu Baronibus, aut per aliquem, seu aliquos eorumdem exerceri; statuentes, quod si hujusmodi Gubernatores, seu alter eorumdem, fuerit de Regno Valentiae oriundus, seu domiciliatus quomolibet in eodem, tenere tabulam in civitate Valentiae, si vero de Regno Majoricarum in civitatibus Majoricarum, et demum si de Principatu Cathaloniae in civitate Barcinonae, prout utriusque eorumdem natura, vel incolarum conditio, juxta ipsius mentem exigit, adstringantur; et si forte praecitati Gubernatores, seu alter eorumdem non fuerit de hujusmodi Regnis et Principatu oriundus, vel incola, ut praefertur, ordinesamus; statuimus, et volumus, quod ipsi tales, seu alter eorumdem, quos domicilium, et origo fecerint ab ipsis Regnis et Principatu alienos, habeant tenere dictam tabulam in illa ex tribus civitatibus memoratis, de qua Nostrae Regiae Dignitati placearit, et sibi melius erit videri; declarato tamen, quod antequam praecitati Gubernatores valeant admitti ad dicta officia (ut jam fertur), vel aliquis teneatur obedire eisdem, habeant, et omnimode adstringantur dare praefatam cautionem cum fidejussoribus opportunitis, ad cognitionem Consiliorum, vel Juratorum illius ex tribus civitatibus memoratis, in qua, juxta eorum proprium domicilium, vel naturam, adstringuntur tenere tabulam supradictam. Quae quidem cautio per Nos, si tunc fuerimus in illa civitate, in qua erit tenenda tabula memorata, et in Nostri absentia per principalem Officium ordinarium ejusdem, recipi, praestante dicta cognitione; habeatur, et admittatur; de qua quidem praestazione cautionis teneatur uterque dictorum Gubernatorum litteram testimoniale habere, et cum praesentatione chartarum officiorum eorumdem illis, quibus expedit, exhibere. Praeterea sancimus, statuimus, providemus, ac in perpetuum privilegium Consiliaris, et aliis praemissis concedimus de certa scientia cum praesenti, quod dicti Gubernatores nequeant de caetero in exercitio dictorum officiorum habere, vel per Nos, aut nostros Successores, vel Officiales nostros, seu eorumdem, conferri illis quae plus jurisdictionis amodo, sive posse, nisi sit, et prout Nobilis Aflo de Proxita, vel Eximius Petri de Catalayba quond., qui hujusmodi gubernationis tenebant officia; habuerunt; et concessum extiterat eis ipsis (1);

(1) Si determinamus, che li due Governatori o Riformatori non avessero maggiori poteri di quelli già conferiti a Otto (qui Aflo) di

revocatus nunc pro tunc, et extra hujus seriem annullantes, si quod inopportunitum factum est, vel contingerit fieri per Nos, seu alios supradictos, scienter, vel ignoranter, aut alias quomolibet in futurum. Item pro submovendis diversis incommodis, quae jugiter reipublicae nostrorum Regnorum propterea subsequuntur, statuimus, omnemque auctoritatem, jurisdictionem, et posse per Nos, et nostros perpetuo Successores dictis Gubernatoribus, aliisque Officialibus, et Commissariis, quomolibet nunc expectatur nunc, vel de caetero, jurisdictionem in dicto Regno exercentibus, et aliis caeteris, ac substitutis, vel locumtenentibus ipsorum, et cuilibet eorumdem, serie hujusmodi abdicamus guidandi, assecurandi, receptandi, recolligendi; vel dandi refrigerium aliquod, seu juvamen per se, vel alium, publice, vel occulte, directe, vel indirecte, quibuscunque cossaris (2), seu aliis, qui cum vasis armatis, vel alias, in nostris, vel aliis maribus, depraedati fuerunt, expugnantur, vel damna personaliter, aut realiter intulerunt, vel infurent etiam quovis modo alicui, vel aliquibus nostris subditis, seu aliis, qui non sicut a Nobis, vel a dictis Nostris praedecessoribus inimici; immo dicti Gubernatores, et alii jam dicti, hujusmodi dictorum Gubernatorum, qui nunc sunt, aut fuerint in futurum, nequeant esse Vicarii illius Castri, aut Villae ex praedictis, unde erit Gubernator ille, cui aut juncti sanguinis, aut familiaritatis beneficio adstringuntur; nec possint talibus de dicta parentela, vel familiaribus, per Nos, aut dictos nostros Successores, vel alios praenarratos, committi hujusmodi Vicariae officia quomolibet, nec concedi, imo quaecunque provisiones et commissiones, tam factae quam faciendae, scienter vel ignoranter, seu alias quovis modo, contra vim et seriem praemissorum, nullae fiant, et omnimode stabilitate et efficacia vacuae censentur, nec ullum ibi opportunum fieret obedire talibus personis, vel dictis eorum hiis obvis commissionibus teneatur. Rursus, ut singuli stipendiarii, et alii habitatores quilibet dicti Regni, melius saepius, et audacius in offensam praesentium nostrorum inimicorum, quorum multos inveteratas rebellionis, et malitiae usus tenet, concedimus eisdem stipendiariis, et habitatoribus supradictis, et aliis etiam quibuscunque, quod de cavalcatis, vel aliis praedis, quae de personis, vel bonis nostrorum hostium fiant in dicto Regno, vel in maribus ejusdem, seu alibi, quovis modo nullum jus quinti, vintique (3), seu quodvis aliud, nec aliquam aliam

Procidia, e a Pietro Esimeno di Catalayba, i quali avevano occupato le stesse cariche prima che il Re di Aragona D. Giovanni I le abolisse, creando sulla rovina delle medesime la più alta carica di Governatore e Capitano generale dell'isola; la quale appunto è abolita alla sua volta con la presente Ordinanza del Re Don Martino I.

(2) Cossarii; cioè Corsari; nome che nel 1401 comprendeva i ladri di mare.

(3) Si accorda piena franchigia ed esenzione dai dazi, chiamati dritti del quinto, e del vinteno, ossia della quinta e vigesima parte, che sotto il governo Aragonese si pagava in Sardegna, o in natura, o in denaro, secondo le specie o il valore, per tutte le produzioni naturali e industriali. Molti altri dazi e contributi posteriori, anche volontario, derivarono da questo sistema finanziario il proprio nome, come fra le altre la quinta barracellare, dovuta alla Com-

pariem Nobis, aut nostris Successoribus, vel Gubernatoribus, Administratoribusque: saepe dicti Regni, vel allici alio pro Nobis, seu eis, teneatur dare quomodolibet, pro partiri. Quoniam de eisdem per Nos, et nostros perpetuo Successores, nunc pro Iuac, et contra, donationem dictis stipendiariis, et aliis facimus praemissis aeternam, et irrevocabilem cum presenti; inno dictae cavalcatae, sive praedae fiant propria integra, sine diminutione quacunque, illius, vel illorum qui eas fecerint, quique in extinguium dictorum inimicorum fuerint, tam pro Nostri servitio, quam pro eorum commode animosi, excepto quod de dictis cavalcatis sive praedis solvatur omnimode sub *duana* ⁽¹⁾, prout de iis, vel similibus fuit alias asseratum, et quod lege, et alia expressa, superius attendenda, tenacius servanda praebat Gubernatores, Vicarique, et Administratores, et alii Officiales, ad quos spectet, in principio suorum officiorum, et antequam utantur eisdem, vel sibi obediatur, ulterius aliquali super ipsis se adstringant iuramento, et homagio, et alias cum idoneis fideiusoribus in posse Nostri, vel illius, seu illorum Officialium nostrorum, coram quibus assecuraverint de tenendo dictam tabulam ad cognitionem Juratorum, vel Consiliariorum illius Civitatis, in qua tenere ipsam tabulam adstringuntur, quousque de huiusmodi in commissionibus dictorum officiorum specialis mentio fiat. Quid plura? Videatis officium Bajulae generalis, quod Serenissimus Dominus Rex Joannes divinae memoriae frater noster de administrationibus generalibus Capituli Calaris, et Gallurae, ac Logodurii, abolenda officia huiusmodi administrationum, crexerat, esse inutile reipublicae dicti Regni, nostrisque iuribus nullatenus fructuosum, multis inspectis causis; et alias ademptis plurimis, quae hic omitimus recitare, dictum officium Bajulae generalis perpetuo aboleremur, et memorata eorum administrationum officia personaliter, et non per substitutos tenenda, et regenda per illas duas personas, quibus de eis semel, vel pluries deinde fuit commissio, reducimus, et prout erat ante abolitionem eorumdem perpetuo *tornamus* (sic) in terminum ⁽²⁾. Cum universitates Castri Calaris, et Appendiciorum ejusdem, et insuper villae Alguerii dicti Regni pertulerint pro sua fidelitate extima plius incommodi, pliusque gravaminis, et laboris ex rebellionem, et strepitibus guerraes, qui diu vixerunt in dicto Regno, ac adhuc neque vigent feraliter ⁽³⁾,

pagnia dei *Barracelli* in ciascun Comune per l'assicurazione dei danni, che la medesima faceva per la proprietà campestri.

(1) Della franchigia, di cui nelle note precedenti, fu eccezzato il diritto di *dogana*, che si doveva sempre pagare.

(2) *Tornamus in terminum*; che vuol dire: *restituimmo le cose alla forma, e all'ordine primitivo, ed antico*. Però in origine, dopo la conquista Aragonesa, furono due i Governatori dell'isola, uno del Capo di Cagliari, e l'altro del Capo di Sassari e Logodoro; anzi questo secondo fu il primo nominato, con l'aggiunta del titolo, ed ufficio di *Riformatore*. Il re D. Giovanni I di Aragona, figlio del re D. Pietro IV, abolì questo due cariche, e creò quella di Governatore generale dell'isola, alla quale destinò Esimeno Pietro di Arenoso, il quale firmò a di lui nome in Cagliari la pace con Eleonora di Arborea nel 31 gennaio 1388 (Ved. Vol. I di questo Codice, fol. 327, col. 1). Ma l'esperienza aveva dimostrato la inutilità, anzi il danno che quest'alta carica aveva cagionato all'isola. Il re D. Martino I l'abolì con la presente Ordinatione, e richiamò a vita i due Governatori del Capo di Cagliari, e di Gallura, e del Capo di Logodoro.

(3) Si accenna alla guerra, che continuava sempre viva tra Eleonora di Arborea, e i Sardi suoi aderenti da una parte, e il re Don Martino I e i suoi seguaci nell'isola dall'altra parte. Di questa guerra che pel re di Aragona Don Martino I cominciò dal 1395, anno di sua asunzione al trono, si è già parlato nella *Dissertazione*

in eodem quoque quivis alii, sicut constat, nedum proximis, sed remotis, volentes singulares dictarum universitatum; Idcirco consonaliter, et singulariter super his de speciali gratia, ac favore ordinamus, et per primo statumimus, ac eisdem universitatibus, et earum singularibus, in aeternum privilegium hujus serie indulgemus, quod officia regia Duaneiorum, Salmeriorum, et aliorum, a quibus recipiatur, seu administretur pecunia nostra in dicto Regno, de praedictis officiis dictorum duorum generalium administratorum habeant committi de caetero personis dictarum universitatum, et non aliis, quae non sint incolae dicti Regni, dummodo *heae* (sic), quae non fuerint habitatores Regni ipsius, ut praefertur, vel eorum totale domicilium non mutaverint in eodem, quoniam ex dicta ipsorum domicilii mutatione fiant habiles ad ipsa officia obtinenda, et proinde eis fieri commissio officiorum praemissorum, et cujuslibet eorumdem possit tute. Demum, ut tutius scrii amodo status valeat dicti Regni, et singulis ejus salubris necessitatibus, et opportunis utilitatibus, proinde statumimus, providemus, sancimus, ac in aeternum per Nos, et nostros promittimus Consiliaribus, et probis hominibus, ac universitatibus et singularibus Castri Calaris, et villae Alguerii superius contentorum, quod in singulis generalibus Curis, et aliis etiam quibuscumque, per Nos, vel nostros Successores, seu quovis alios Nostro nomine, vel eorum celebrandis, Cathalanis, vel Majoricensibus, in futurum convocabimus nostris literis universitates praefatas, ut militant eorum Procuratores, vel Syndicos, qui in huiusmodi Curis, si eis placeverint, intersint, et alia faciant, quae caeteri, et singuli ad dictas Curias evocati facere poterunt, et debent. Ipsi quoque Sindici, licet die eis praefixa non venerint, adhuc recipiantur, et admitti omnino habeant in Curias singulas supradictas, die et hora qua venerint, cum distantia legali pensata, ac dubia et junctura navigatione attenta, velimus dictas universitates hac singulari, et rationali praerogativa gaudere. Mandamus itaque per Nos, et nostros perpetuo Successores, Gubernatori nostro generali ⁽⁴⁾, de certa scientia et consulte, nec non ejus vices gerentibus, et singulariter in dicto Regno Vicariis, Bajulis, Curis, Justitiis, Procuratoribus, Consiliaris, Administratoribus, aliisque universis et singulis Officialibus, et subditis nostris, praesentibus et futuris, ad quos spectet, sub incursu irae Nostrae, ac poena duorum mille florenorum auri vice qualibet, qua contrafecerint persolvenda; quatenus omnia et singula supradicta, quae per Nos, et nostros perpetuo Successores tenere, servare, in posse Nostri Secretarii, et Notarii inscripti, ut, publicae personae, promittimus, ac juramus per Dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia a nobis tacta inviolabiliter stabilitate observentur, et faciant, ab aliis tanta firmitate servari, et contra non faciant, qui veniant quavis causa;

QUINTA (Vol. I di questo Codice, fol. 497, col. 1 e 2). Del suo seguito abbiamo già discorso nella precedente *Dissertazione* SESTA, e ne produciamo qui appresso i documenti.

(4) Menzue la presente Ordinatione, o Privilegio, emanava dall'Autorità Regia, era Governatore generale dell'isola Giovanni Francesco di Santa Colomba, il quale chiese la serie dei Governatori Generali nominati dal re di Aragona D. Giovanni I. Ed è perciò che il re D. Martino, per il pioso esecimento del nuovo ordine, o sistema di comandi stabilito col presente Privilegio, si volge a lui come *Gubernatori nostro Generali*.

adferentes eisdem in genere et specie faciendi contrarium omne posse; in cujus rei testimonium præsens publicum instrumentum fieri jussimus, sigillo Nostræ Majestatis in pendentibus communitum. Datum, et actum Barchinonæ decima quinta die Januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo primo, Regno Nostri sexto. — Mathias Vic. Sig. + u. Martini Dei gratia Regis Aragonum, Valentie, Majoricarum, Sardinie et Corsicæ, Comitatus Barchinonæ, Rossilionie, et Ceritanie, qui prædicta concedimus, firmamus etiam, et juramus. Testes sunt, qui fuerunt ad prædicta præsentés, Reverendus in Christo pater Dominus Petrus tituli Sancti Martini in montibus Præbiter Cardinalis, vulgari ter de Catania dictus; Nobilis Berengarius de Cruillis; Gilbertus de Gentellas; Otto de Proxita miles Camerlengi; et Joannes de Plano legum Doctor thesaurarius, consiliarius Domini Regis prædicti; et nonnulli alii in multitudine copiosæ.

Signum † Guillelmi Poneti Secretarii Sereniss. D. ni Regis Aragonum supradicti, autoritate Regia Not. publici per totam terram, et dominationem suam, qui mandatum ejusdem hanc scribi fecit, et clausit; cum rasis in lineis sexta inferiori tam de XIII. trienalibus per Constitutiones Cathalonias est sancitum XXX. et perpetuo trigesima octava persolvenda; et in prima linea testum in Christo in Sardinia primo. Dominus Rex mandavit mihi Guillelmo Poneti, in cujus posse fir. et jur. — Registr.

II.

El Re Don Martino I de Aragona concede a Consols delle Città e Comuni di Barcellona, Valenza, Majorca, e Perpignan la facoltà di togliere a prestanza, con interesse, sulla rendita del dritto denominato — de Imperio — quelle somme che saranno necessarie per compiere l'offerta in denaro (servicio), chessa avevano fatto per la guerra di Sardegna.

(1401. — 28 giugno)

Del CAPRANT, *Memor. Hist. sobre la marina, comèrc. y artes de Barcelona*; Colección Diplom. Tom. IV, pag. 903. N.º CV.

Nos EN MARTI, per la gracia de Deu, Rey d'Aragó etc. Attenens, è degudament considerans entre los Capitols d'ita vulgarment del *Pariatge*, per Nos l'altre die fermats è aborgats, per les rasons en aquells contingudes, à les Universitats de Barcelona, de Valencia, de Mallorques, è de Perpnyà, è altres, è à lurs Sindichs, ajustats per la dita: rabó en la Ciutat de Barcelona, esser un capitoll XXI en nombre; è en aquell capitoll nòmbrat è quotat, segons dessus es dit, entre altres moltes coses en aquell contingudes, esser posada la clausula següent: « Entes è declarat expressament, que si è ella verrà vist è expedient è necessitat, per haver prestament moneda en los dites coses, è en qualser de aquelles conuertidora, » puxen obligar los dites coses puxen qualser temps que será vist, no puxen però los dites tres temps, açí qdè per qualser de tals obligacions nos puxe pagar interes, »

« alcun interés, è que per equivar etc. » Attenens encara per part dels Regidors, Administradors, è Defensors de la Mercaderia, è de dit pariatge, è de les monedes de aquell, esser estat è Nos humilment supplicat, que, com'ells per provehir è socorrer à la necessitat del Rey de Sardeña, è altres coses, è necessitats urgentes providents cascundia, à les quals per rabó è segons forma del dit pariatge è capitols, d'aquell son tenguts è deven provehir, agen molt necessaries è speren haver cascundia moltes è diverses quantitats de moneda, è aquelles haver per via de manentes, per ço com de les monedes per rabó del dit pariatge colidores, encara no sien collides si no fort pòques, qui no bastarian ne pòden bastar quix à res, è ells dits Supplicants no puxen trobar qui les dites quantitats los vullen absolutament sens alcun interes prestar, è per virtut de la preinserta clausula en lo dit capitoll posada, sia à ells inhabilit è prohibid poder ab alcun interès manlevar; volguessen à ells de nostra acostumada clemencia interget è dar lloçencia que per provehir pres incoctament à les dites coses, è perço que ells puxen haver è trobar monedes à les dites coses necessaries, à aquell interès, è interessas, hat per remolat è nulle ço qui condicionament è restrictiva es. posat en la dita clausula, on es dit açí per qualser de tals obligacions nos pach nos puxe pagar interes, puxen è puxen frachament manlevar totes è qualson monedes à ells necessaries que ben vist los sia.

E Nos la dita supplicació, açí com à condescens à rabó, benigneament admesa; per tenir de la premsa revocats è audients de certa sciencia les pias prop insertes paraules, en la preinserta clausula condicionament è restrictiva posades, è totes, aploñants, ratificats, è confirmats totes è sengles manentes per los dessus dits supplicants ab qualser interès per les dites rasons ja fòles, ordonam, provehim, è mandam de certa sciencia è deliberadament: que los supplicants dessus dits, è altres à quis pertangue, puxen de qui avant frachament, sens pacher è incurritment de alguna pena, manlevar les monedes que a ells será vist esser necessaries è expedients per les coses en los capitols del dit Pariatge contingudes, ab aquell è aquelles interessas, è altres coses de aquelles descendents è dependents en qualser manera, obligar los dits drets largament è bastant, les pus prop insertes paraules en la dita clausula del dit capitoll condicionament è restrictiva posades en alguna cosa no contrariant. Car Nos ab aquesta present, de certa sciencia è consultament, de pleiput de nostre real poder suplem tot de faliment, totem tot vici que en les coses dessus dites poguesen esser en alguna manera oposals. Manats per aquesta mateixa à tots è sengls Oficials, è solmeses nostres, è Lloctinents dels Oficials dessus dits, que la present Ordinació, o manament nostres tinguen fermament è observen segons sa serie è tenor. Ea testimoni de la qual cosa havem minal la present esser feta, è ab nostre segell secret segellada: Dada en lo Lloch de Bruguera, à vint è vuit dies de l'any en l'any de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecentos un. — *Francisco de Bluma*. — *Narciso: Castell* mandato regio, facto per: *Nobles Berengarius de Cruillis, Militem, Consiliarium, et Gaudemurum*.

III.

Il Re Don Martino I di Aragona ordina alla LOGGIA delle contrattazioni di Majorca, che consegnino al Clavario della Città di Barcellona tutte le somme già condotte, e dovute pel dritto del Imperiaggio, le quali erano state depositate per sopprimerle alle spese della guerra di Sardegna.

(1402. — 25 febbrajo)

Dal CAPMANY, Oper. cit. Coleccion Diplomática.
Tom. IV, pag. 306, N.º CVII.

MARTINUS, Dei gratia, Rex Aragonum etc. Fidelibus nostris Defensoribus et Clavario mercantie Civitatis Majoricarum: salutem et gratiam.

Supplicantibus inde Nobis humiliter Defensoribus et Clavario mercantie Civitatis Barchinonae, vobis dicimus et mandamus de certa scientia et expresse, sub nostre irae et indignationis incursu, poenaeque quingentorum florenorum auri, quatenus omnes et quascunque pecuniae quantitates per vos ex jure praedicti collectas, habitas, et receptas, seu quae colligi, haberi, et recipi ratione praedicta in Civitate eadem contigerit in futurum, vide licet, partem vos solvere contingentem in et pro subsidium Regni SARDINIAE, aporetis, tradatis, et deliveretis, seu dari, aportari, et tradi faciatis confestim cum inde fueritis requisiti, et alias prout conventum extitit, tenemini, et debetis Defensoribus seu Clavario memorato, ut de ipsis servitium fieri valeat ordinatum; hocque non mutetis, seu differatis alias ratione.

Alias per hanc eandem injungimus firmiter et expresse, sub poena praedicta, Gubernatori, Vicario, et Bajulo, Juratis, et aliis Officialibus Civitatis et Regni Majoricarum, praesentibus et futuris, et Locatenentibus eorundem, ac aliis ad quos spectet, quatenus praestando eisdem Defensoribus et Clavario super praedictis, quotiens fuerint requisiti, auxilium, consilium, et favorem, vos ad praedicta, tam per executionem et executionem rigidam dictae poenae, quam alias, foriscent et distringant, omni contradictione et dilatione remota, prout et quotiens fuerint requisiti. Dat. in Villa Castellonis plenitiei Borrianae sub nostro sigillo sancto, vigesima quinta die Februarii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo secundo. — Narcisus de Canyelles Regens Cancellariam. — Gabriel Mascarani mandato Domini Regis, facto ad relationem Guillelmi Ponceti Secretarii.

IV.

Il Re Don Martino I recoca l'embargo, e il sequestro ch'era stato fatto su i proventi del dritto del Imperiaggio, per sopprimerle alle spese della guerra di Sardegna, e consegna ai Mercatanti della LOGGIA di Barcellona, Tortosa, Perpinyà, Girone, e di altre piazze commercianti, che possano liberamente disporre di detti proventi per gli usi, per quali furono spicialmente creati e destinati.

(1402. — 20 dicembre)

Dal CAPMANY, Oper. cit. Coleccion Diplomática.
Tom. IV, pag. 306, N.º CVI.

EN MARTI, per la gracia de Deu, Rey d'Aragó etc. Als facils nostres los Defenedors è Clavaris de la mercaderia de les Ciutats de Barcelona, de Tortosa, e Vila de Perpinyà, hoc encara als Compradors, è Arrendadors, è Collidors del dret de *Pariatge*, imposat per lo sosteniment de SARDENYA, guarda è defensió de les nostres mars, è de la mercaderia, axi en les Ciutats è Vila demunt dites, com en la Ciutat de Girona, è Vila de Seni Feliu, è altres Ciutats, Viles, è Llocs del Principat de Catalunya, è à cascom dells, è altres, als quals la present pervendrà, è les coses davall dites se pertingunn, salut è gracia.

Jassia Nos, per altres nostres lretres, indubitis è moguts en apo per les causes è rahons en aquelles largament recitades, è altres, haguessem provehit, è scit ab moltes cominacions, è grans poenes, spicialment a vosaltres dits Defenedors è Clavaris de la mercaderia, Compradors, è Arrendadors, è Collidors del dit dret del *Pariatge* en les dites Ciutats de Barcelona, Tortosa, e Vila de Perpinyà, que vosaltres dits Defenedors depositassee è depositar facassee en la Taula assegurada de la dita Ciutat de Barcelona, totes è qualsevol monedes qui per raho del dit dret eren pervengudes, è pervendrien a mans vostres, ne de aquelles dites pagaments è consignacions ussies facassee en algus cas è maner per arduu è necessari que fos, ne vosaltres dits Compradors è Arrendadors è Collidors de aquelles monedes è prens dele dits arrendaments responguesset è facassee dites è pagament als dits Defenedors è Clavaris, è à alguns dells, ans aquelles monedes è prens depositassee en la dita Taula en aquella conservadores tro per Nos hi fos en altra manera provehit, segons que en les dites lretres la data de les quals fo en Valencia a seise dies del mes de Octubre prop passat, es largament contengut.

Empero, car cossen del tot al present les dites causes è rahons quins negociara à far les dites lretres è provisionis, supplicats humilment por lo sepl nostre en *Rever de Martinot*, Missatger per la dita Ciutat de Barcelona à Nos tramés; les dites nostres lretres è provisionis, è totes altres per Nos fetes en contrari, tocants directament è indirecta la administració de les dites monedes, è altres coses en aquelles dites lretres contengudes, ans tenor de la present revocam, è per revocades, casses, è aules volém sien haudes; ne per vigor de aquelles, è altres qualsevel, les dite prens, è monedes del dit *Pariatge* emparades è sequestrades ningats, ne aquelles deposet è depositar facats en la dita Taula d'aquivalent, ans les administrats axi com vos es legut è promés, segons forma dela Capitoll del dit *Pariatge*, è en altre manera, segons for sollets è poelics: ans de les dites nostres lretres, è provisionis, è aquelles en res ne contrastants. Dada sots nostra segell secret, en Valencia, a vint dies de Decembre, en l'any de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecentos dos. — Rex Martinus — Gabriel Mascarani, mandato regio, facto ad relationem Guillelmi Ponceti Secretarii.

*Atto di pace concordata tra Leonardo Cubello, Signore
eletto dai Sardi negli antichi Stati del Giudicato di
Arborea: da una parte, e Pietro Torrelles Lugolennese
Generale del Re Don Martino di Aragona dall'altra
parte.*

(1410. — 29 marzo)

Dai Regi Archivi di Cagliari, Registr. R. 4, fol. 2, retr. e. 207

In nomine dei eterni. Noverint universi quod nos Petrus torrelles miles Locomagnus Illustrissimi Principis et domini domini Regis Aragonum ac Capitaneus generalis Armatarum maris eiusdem domini regis Aragonum. Attendentes quod Regia domus prospera Aragonum que impræcubili altitudine Regis eterni floret et assidue augmentatur consequitur benigniter parcere omnibus ad ipsam redeuntibus et veniam petentibus gratioseque remittere delicta crimina preteritisque offensas. Attendentes etiam quod in guerrarum turbinationibus que procurant humani generis inimico in presenti insula XXX annis et amplius perduraverunt inter nationem Cathalaam et Sardisiam dapna irreparabilia homicidia infinita cum magna sanguinis effusione propter dolor. secuta fuerint ex quibus desolata et infelix populus ipsius insule quasi ad exterminium est deductus (1). Attendentes etiam quod ad tractatum et inductionem aliquarum notabilium personarum qui circa ista plurimum insudarunt vos Leonhardus Cubello inscriptus quem abitatores Civitatis Oristani et nonnulli ab ipsius insule nationis Sardisque eligerunt et posuerunt in eorum protectionem et dominum ac in locum Iudicis Arbore occupaverant terram et civitatem quam tenemus cum nobilium militum notabili peditumque multitudine copiosa obsessam recognoscendo vestros errores et culpas fessus et fatigatus predictarum discriminibus guerrarum et periculis petendisque nobis humiliter veniam vobis eos boni amice reducere ad dictum dominum Regem oferendo sacro sacramentum et homagium quod vos et vestri eritis de cetero legi veri et legales subditi ac vassalli dicto domino regi et eius successoribus et in signum Vassallagii facietis eidem. Quinquenque florenas Aragonum quotibet anno pro tributo et pro preditorum maiori robore et securitate alia facietis que per capitula infrascripta assignabimini. Nos vero cupientes ducere ad finem obtinam acquisitionem Regi predicti propter quam Illustrissimus dominus Rex predictus nos misit in presentem insulam cum dictorum nobilium militum et peditum comitiva cum quibus festinanter intendimus equitare in capite Lugudori dicto Domino Regi rebeli quod domini

(1) Le guerre, delle quali si parla in questo luogo, sono quelle, che erano state sostenute dai Sardi contro i Catalani dal 1360 in appresso. Mariano IV, Ego IV, e la femora Eleonora di Arborea difesero, i primi, e virilmente, co' proprii Stati, la indipendenza nazionale dell'isola. Estinta la dinastia di Arborea per la morte, senza discendenti, di Mariano V figlio di Eleonora, subentrò rivoltando i diritti Guglielmo Visconte di Narbona, e quindi, molto, Leonardo Cubello, ch'era stato eletto dai Sardi per loro Signore, o Condottiero; e perciò si dice con verità, che tali guerre duravano da quaranta, e più anni.

suffragante auxilio infra breva credimus conculcare et penitus reducere ad veram obedientiam dicti Illustrissimi Aragonum regis. Videntesque et recognoscentes diligenter capitula subcripta vobis oblata per vos et religiosum fratrem Riam de palmis priorem Monasterii de Bonarchado Johannem Late Lepopardum de Ferraris Notarios Nuncios et Embaxiatores ad nos missos nomine vice et pro parte dicti nobilis Leonhardi Cubello et per duodecim probos homines electos per populum dicte civitatis Oristani quam ut predictum tenemus obsessam et ne tot mala sequantur et pericula que parata sunt in invasionem quam manu forti deliberaveramus facere contra dictam Civitatem et populum eiusdem ob reverentiam passionis Domini nostri Iesu Christi et propter compassionem populi dicte Civitatis et quia xps. dictum Leonhardum Cubello et vestros et populum Civitatis predicte speramus et credimus de cetero promptos esse et ligos ad servicium domini Regis volumus providemus et mandamus ex parte dicti domini Regis et auctoritate officiorum quibus fungimur quod responsiones et provisiones quascum deliberacione et consilio nobilium et militum predictorum et aliorum feceramus in pede seu sine cuiuslibet dictorum capitulorum scriberentur et ponerentur ut in fine ipsorum cuiuslibet continetur valenterque et ex tunc pro factis et validis haberentur. Tenentes vero dictorum capitulorum et responsionum ac provisionum per nos factarum ad singula eorundem sunt huiusmodi series:

Die xxviii Mensis Martii

Anno a Nativitate Domini mccc decimo.

Capitols ordenats per lo Senyor Micer Leonhardo cubello e per los XII bons homens Consellers elets e deputats per los altres bons homens poble, e universitat de la Ciutat de Oristany los quals curiats de les guerres y mals passats, desijants, venir a vera obediencia del molt alt Princep, et Senyor lo Senyor Rey Darago e de Sicilia e esser lo dit Micer Leonhardo bon e legal vassall del dit Senyor e volents vivre en pacs e repos trameten al molt noble Sengor Mosseu P. Torrelles llochinent del dit Senyor Rey y Capita General supplicante humilment que li placia perdonar als scandels malle perills ja passats a per cessar los irreparables inconvenients e dampnatges qui estan apparellats de seguir per avant atorgar graciosament e condescendre als capitols devall scrits:

I. Primerament supplican que el dit Micer Leonhardo donant per rahenes lo segon fill que ha com lo major sia malat e lo poble de la dita Ciutat donant entre tot X rahenes. En a questa manera co es que haïen, triar dels bons homens de la ciutat CXX dels quals sien fets tres parts co es majors mijans e menors e a cascuna deena sien donats tres dels majors tres dels mijans e quatre dels menors les quals hagen estar en castell de Caller e sien tenguts canbiar e mandar escun any, o de mig en mig any, o de quaysa temps si ells volran a lo dit Micer Leonhardo fahent sagrament, e homenatge de asser ben e legal vassall del Senyor Rey Darago e de Sicilia e de sos succidors, e donant e restituint entragament tolas fortalles viles Castelles, barhayes e encontrades aixi

Reyals còm del Juchit Barbonea com per comptes e qualservol títol o raho que per nom seu se regesse. Placià al dit Lochnient de Rey donar e atorgar al dit Senyor Micer Leonardo e al seus la Ciutat de Oristany ab los Campitanos parte de Milis e lo Comitad de Cossiano per los quals sien fonguts fer casten any ell e los seus al dit Senior Rey e al seus succedidors incloents florins Darago de trebat en senyal de reconexença de Seneria e los pobles de la dita Ciutat e Campitanos parte Milis e Comitad de Cossiano fahent sagrament e homenatge de fealtat al dit Senior Rey e als seus succedidors ab aquelles penes e bastants seguretats ques pertany. — Plau al dit Lochnient de Rey e Capita General atorgar e donar al dit Micer Leonardo e als seus la dita Ciutat d'Oristany ab los Campitanos parte Milis e lo Comitad de Cossiano ab los pactes e conveniencies que los Juges passats qui estaven en vera obediencia dels Senyors Reys Darago passats ho tenien per los dits Senyors complints empero lo dit Micer Leonardo e los pobles de la dita Ciutat Campitanos parte Milis e comiat de Cossiano les cosses en lo dit Capitol contengudes e expressades (1).

II. Item plau al dit Senyor Micer Leonardo de donar lo fill seu major per rehemes, empero còm al present lo tigne fort malat supplique lo dit Senyor de Lochnient de Rey e Capita general que li do spay de dos anys compladors apres que les presents capitols s'eran fermats com passat lo dit temps de dos anys lo dit Micer Leonardo promet e se obliga de donar e liurar aquell de continent que sia request per rehemes lo dit Senyor de Lochnient de Rey restituibili e tornant lo segon fill que avra liurat e mes en poder seu per rehemes. — Plau al dit Lochnient de Rey e Capita general (2).

III. Item lo dit Senyor Micer Leonardo donara al dit Senyor Lochnient de Rey e Capita general per soccorrer la gent darmes e de peu e les galees e altres necessitats: L^m florins de florença si ells los pora haver axi com ha ja fet preparatori e esta confiant de Micer Nicolo Doria e en cas que nols pora haver del dit Micer Nicolo el donara XXX florins de florença co es XX de present e los X restans apres que haie hauda la respota. — Plau al dit Lochnient de Rey e Capita general (3).

III. Item en cas quell dit Micer Nicolo no vingue contra les conveniencies pactes e promissions que ha fet

al dit Senyor Micer Leonardo havent consideracio quell dit Senyor perlostdis pactes e conveniencies li ha donat los lochs de Muntileho Cap dabas Clarament e Angioni e alcuna part de diners e de argent pregam que la dita concessio sia confirmada en tel cas. — Plau al dit Lochnient de Rey e Capita General que redahint se lo dit Micer Nicolo e tornant a veritadera obediencia del dit Senyor Rey axi com lo dit Micer Leonardo ell li donara e confirmara los Castells de Muntileho e de Clarament ab los seus encontrades a ell e ala sponda germana del

dit Micer Leonardo e fahent lo dit Micer Nicolo XV florins de florença cascan any de trahut al dit Senyor Rey en senyal de Senyoria e regonexença de aquella (4).

V. Item demostrant cosa rahoable que ell dit Senyor Micer Leonardo e nos altres dejam aver per semblant seguretat tant per los diners que per lo present preferim donar quant per lo levament e disparament del Assefi placia al dit Senyor de Lochnient donar en poder del dit Senyor Micer Leonardo per rehemes quatre nobles Cavallers los quals estinguen assi per fins que el dit Asset sie mogut de tot lo qual pregam que donades les dites rehemes se partesque e sie mogut de tot enfra temps de III dies segues. — Plau al dit lochnient de Rey Capita general prometre en bona fe del dit Senyor Rey e sua e jurare que apres que les dites fets sien firmats dins cinch dies apres tants segments o abants si pora levava ab tola la gent darmes e de peu del dit seti e camp e encare tots los nobles e Cavallers qui sont aci en servey del Senyor faran semblant prometenca e jura (5).

VI. Item considerant que per la guerra e tribulacio que es estada entre la nacio Cathalana e nacio Sardescha sien estats fets molta e diversos delictes e offenses pregam e supplicam lo dit senyor de Lochnient de Rey que axi com a benignt e gracios per Real gracia li plasia remetre e perdonar totes offenses penes e culpes en lesquels per los temps passats en qualsevulla manera per los altres senyores passats e per lo dit senyor Micer Leonardo e nosaltres fossem devenguts e com aquelles que entenen esser dan avant bons e leals servidors del molt alt princep e poderos Senyor Rey Darago rebre nos en sa ampla gracia e misericordia. — Repon lo dit Lochnient de Rey que per co com la real royal casa Darago es entostamada perdonar remetre e aver merce a tots aquells qui venen a veritadera obediencia del dit Senyor Rey li plau atorgar aquelles graciosament e bastant (6).

(1) Da questo capitolo si rileva, che Leonardo Cubello riceveva la città di Oristano col suoi Campitani, la regione di *Parie Milis*, e il contado di *Grosano* con gli sforsi dritti, che già vi avevano avuto gli antichi *Gusconi* di Arborea. — Si rileva pure, che il primo degli ostaggi da consegnarsi al Re di Aragona doveva essere il figlio primogenito (ANTONIO) dello stesso Leonardo Cubello; ma che per trovarsi questi ammazzato, darebbe il figlio cadetto (SALVATORE).

(2) Trascorsi due anni dalla sottoscrizione dell'atto di pace, il Cubello avrebbe dovuto consegnare in ostaggio il suo figlio primogenito (al che si annetteva molta importanza), e ricevere in libertà il secondogenito.

(3) Si conviene in questo capitolo 3.^o, che il Cubello darebbe al Re di Aragona cinquantamila fiorini di Firenze, per soccorrerlo nei suoi bisogni per l'aristia di terra, e di mare, al qual fine, si dice, che il Cubello aveva già iniziato le pratiche con Nicolo Doria, onde riunire una tal somma: ma laddove tali pratiche non riuscissero, il Cubello oserrebbe tuttavia trentamila fiorini, cioè ventimila di presente, e gli altri diecimila appena avrebbe avuto risposta (negativa) dal Doria.

(4) Da questo capitolo 4.^o si rileva, che Nicolo Doria era cognato di Leonardo Cubello, che aveva cioè una di lui sorella per moglie, poichè, dopo essersi convenuto, che ritornando il detto Doria alla fede Regia, gli sarebbe garantita col Reale privilegio la possessione del castello di *Montaleone*, e delle regioni di *Cabu abbas*, di *Claramonti*, e di *Anglona*, si dice, che in tal caso, e mediante l'annuo censo di ventimilquattrocento fiorini, il Re confermerebbe (confirmerebbe) a ell (cioè a Nicolo Doria), *la sua sponda* (cioè alla moglie), *germana* di *Micer Leonardo*, l'anzidetta possessione. Questo fatto è confermato dal capitolo 8.^o della *Conferenza* del 15 maggio 1419, che riportiamo qui appresso (n.^o XV^a).

(5) Il Cubello richiedeva alla sua volta in ostaggio quattro nobili Catalani per sicurezza di quanto si conveniva: ma il Torrella si limitò a promettere la esecuzione dell'atto di pace, in buona fede del Re di Aragona.

(6) Con questo capitolo 6.^o fu specialmente richiesta, e promessa una generale amnistia per tutti coloro, che avevano seguito le parti di Leonardo Cubello.

VII. Item esguardant que en la Ciutat de Oristany sien molts homens qui han llurs bestiar e per lo passat solien haver e fer certa laurera supplicam que de special gracia ala senyoria del dit Senyor Micer Leonhardo sie aplicada l'Encontrada de parti de Bonorpoli en la qual de anys XL passats no habita persona per tal que la dita encontrada pusque esser refrigieri ala dita Ciutat per apte di mantenir lo dit bestiar e per fer la dita laurera Respon lo dit Lochtinent de Rey que pus lo poble de la dita Ciutat ha bona intencio en la concordia e benaverir dels affers nell plau que dit poble puxen tenir e pexer llurs bestiar e fer llurs norances en la dita encontrada de parte de Bonorpoli sens pagar alcun dret (1).

VIII. Item pregam que ala plagia e port de Oristany pusquen venir tots navilis grans e pichols de qualsevulla progenie e nacio benenti e estanti e partintsi sans e segurs en tot apte e manera sens que li sie feta nenguna defrobacio ne violencia en altra manera no demostrarie que fos bona pau perpetrat. — Plau al dit Lochtinent de Rey que en la dita plage e port pusquen venir estar exir carregats e descarregats tots e qualsevol navilis salvament e segura exceptat que no sien de enemics del Senyor Rey axi empero com era acostumat fer e tenir per los juiges senyors Doristany com eren en obediencia del senyor Rey Darago e que los dits navilis qu'entraran ho exiran del port qui sont dels amichs no puxen esser dampnificats ne preses dins espay de X milles en mar de punta a punta (2).

VIII. Item per demostrar que sie bona e special pau cessant tot escandol e error pregam que tots homens que sien subdits e vassalls del dit Senyor micer Leonhardo que volguessen partir e anar a habitar en les terres e encontrades del dit Senyor e de algun sou sotsmes pusquen anar a son propi arbitri ab tots les affers e families. E per semblant sentenà de tots aquells que volguessen de les dites terres lochs encontrades Royals sotsmesos anar al domini e jurisdicció del dit Senyor Micer Leonhardo. — Plau al dit Lochtinent de Rey e Capita general e es content de les coses en aquell contengudes (3).

X. Item per tal quel dit Senyor Micer Leonhardo pusque haver pura intencio de servir a feultat al dit Serenissim Senyor Rey pregam que ell sie tractat per tots les terres e lochs Royals e sues juridicons aximateix com qualsevulla baro e costues ahe corona o sie Catalane o altre generacio. — Respon lo dit Lochtinent de Rey quel plau e es content de les coses en lo dit Capítol expresades

(1) Fu questo un patto d'interesse meramente locale per cittadini d'Oristano, i quali ottennero di poter lavorare, e manovrare i terreni della *Incontrada*, di *Parte de Bonorpoli*, senza pagare veruna dritta, né alla Corona, né a Leonardo Cubello.

(2) Fu convenuta in questo capitolo 8.° la libera entrata ed uscita nel porto di Oristano di tutte le navi di qualunque specie, e di qualunque nazione, ad eccezione di quelle dei nemici del Re di Aragona. E pel da notare, come per le navi ammesse liberamente in quel porto non fosse permesso di recare alle medesime alcuna danno, né di farne presa entro il raggio di dieci miglia da una punta all'altra dello stesso porto, cioè da un promontorio all'altro di quel golfo.

(3) Tanta era la schiavitù dei vassalli, ai rezi che baronali, nell'isola, che vi fu bisogno di questo patto espresso, affinché gli uni, e gli altri potessero cambiar domicilio dal luogo di un Signore a quello dell'altro.

que sia tractat axi com qualsevol baro de Cathalunya o de Sicilia (4).

XI. Item quel dit Senyor Micer Leonhardo no sie tengut ni obligat de comparar personalment per alguna citacio ni requisicio Real o per algu altre sen magistrat o official per alguna raho o occasio que sie exceptat per son propi procurador. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e Capita General quel plau quel dit Micer Leonhardo no sia tengut personalment comparar sino per son procurador (5).

XII. Item que tots los biabes que son sotsmesos al Archabisbat de Oristany sien tenguts de obediencia al Archabisbat del dit Archabisbat e que a tots los canonges e beneficiats que aguessen llurs prebendes e beneficis en les terres e encontrades Royals e de Szus (6) sotsmeses se dege respondre de llurs rabors e fruyts sens alguna contradicció e que tot lo clerigat del dit Archabisbat pusque e dege credere al Sant Pare de Roma axi com es acostumat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e Capita general que li plau atorgar les coses en aquell contengudes e que crebegera cascun a qual paga volran (7).

XIII. Item supplicam que a tots los Ciudadans e habitadors de la Ciutat de Oristany los quals han possessions e lurs bens en les encontrades conquistades per la corona e seus sotsmes es sien restituides les dites possessions e bens llurs e que de aquells pusquen fer lur plaher e volentat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e capita general que perco quel poble de la dita Ciutat conegue e veie que ell tot vol favorir e fer gracia e merce plauli que tots e qualsevol bens llurs qui sien confiscats ala cort Real apres quel Senyor Rey de Sicilia de memoria gloriosa que deus haie fou passat en a quest Reyne los sien restituides e tornats en puxen fer alur voluntat. — E aximateix ells sien tenguts restituir tots e qualsevol possessions e bens que sien en lur poder que sien de Cathalany o d'altres Vassalls del Senyor Rey (8).

XIII. Item supplicam que de gracia special tots los presoners que son presos en la guerra present sien relaxat e llurats de preso enapte que sien en lur libertat

(4) Si convenne, che Leonardo Cubello sarebbe riconosciuto, e trattato in tutti i luoghi e terre Reali, e dipendenti dalla giurisdizione Regia, come lo erano i Baroni di Catalogna, e quelli di Sicilia.

(5) Non era per solo decoro, che si stabiliva in questo capitolo 11.°, che Leonardo Cubello, in caso di citazione, non sarebbe tenuto di comparire personalmente avanti i ministri ed ufficiali Regii; ma per propria parentela, e sicurezza, giacché dopo tanto guerre, e tanti rivolgimenti insulari, si divideva sempre dai Sardi della fede aragonesa; ed ora ancor vivo il ricordo della prigionia di Brancalaneo Doria, seguita per tradimento della Corte di Aragona.

(6) Szus, cioè CATTEDRALI.

(7) Se da un canto è assai strano, che si convenisse tra un Barone e un Principe secolare, che i Vescovi della Diocesi d'Oristano dovessero prestare ubbidienza all'Arcivescovo Metropolitano, si comprende però assai bene dall'altro canto il perché si volle dal Re di Aragona la promessa esplicita, che nei luoghi da lui dipendenti egli non impedirebbe in verun modo, che i canonici, i beneficiati, i prebendati, e generalmente il Clero della Metropoli di Oristano esercitasse i suoi dritti, e raccogliesse i frutti, e i redditi, che gli appartenevano. Deve pur notarsi la clausola singolare di questo capitolo 12.° in cui è detto, che il Clero dell'Arcivescovo di Oristano possa e debba credere al Santo Padre di Roma, come si era sempre acostumato.

(8) In questo capitolo 13.° si promette la restituzione dei beni; ch'erano stati confiscati ai partigiani di Leonardo Cubello, pendente la guerra.

axi aquells que son passats en Cathalunya e en Sicilia com aquells que al present son en Caller o en alcuna altra terra Reyal per deliberacio dels quals se pagaran X florins de Florença per cadascu e per semblant lo dit senyor Micer Leonardo e nos altres nos proferim liurar, jaquir tots los Cathalans que son en nostra jurisdicció per presoners e altres sards de la corona Darago Reyal predicta. — Respon lo dit Lochtinent e Capita general que no es en sa plena llibertat fer ne exeguir les coses en lo dit Capitol contengudes e demandes suas que per reverencia de deu e compassio dels presoners e per amor de la dita ciutat e poble de aquella elli hi treballara de tot son poder ey fara tant com possible li sia quels dits presoners puxen tornar en llurs cases en la forma e manera en lo dit Capitol contengudes ⁽¹⁾.

XV. Item que tots les homens de les encontrades Reysals pusquen conduhir e portar a la ciutat de Oristany e encontrades sotsmeses al dit Senyor micer Leonardo tots vitualles e mercaderies que vuller e que les homens sotsmeses al dit micer Leonardo pusquen anar e tornar als llurs vitualles e mercaderies en les terres lochs e encontrades Reysals en aquells vendre e comprar a lur arbitri e volentat sens alcuna contradicció. Noresmens de les dites vitualles ques compren de una encontrada a la altra non degen pagar negundret exceptat en les ciutats e terres segons les ordinacions de aquells. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que a ell plau que les homens de la dita ciutat de Oristany e de les encontrades sotsmeses al dit Micer Leonardo puxen mercadejar e fer llurs fets e que sien tractats en totes coses en la manera quels homens de les encontrades Reysals seran contractats en la dita ciutat e altres lochs demont dits ⁽²⁾.

XVI. Item que a tots aquells homens que per lo passat havien alcuna possessio en Caller Viladesgleyes o alcuna altra terra e encontrada Reyal e de seus sotsmeses li sien restituides non obstant que sien guanyades en la primera guerra o en la present. — Respon lo Lochtinent de Rey que aell plau que totes les dites possessions qui despus quel Senyor Rey de Sicilia de memoria gloriosa deus haie passa en aquest regne seran guanyades a la cort Reyal fortes restituides e tornar als homens de la dita ciutat o altres de qui seran fahens ells lo semblant als homens Vassalls del dit Senyor Rey ⁽³⁾.

XVII. Item que totes les gracies e donacions fetes tant per lo dit Senyor Micer Leonardo quant per tots los altres senyores de Arborea seus predecessors stiguen en llur fermesa segons la concessio de aquells. — Respon lo dit Lochtinent de Rey e Capita general que noli appareu rahanables les coses en lo dit capitol contengudes masquel dit micer Leonardo declar e diga quals son

les gracies per elle e per los senyores de Arborea fetes sobres les quals ell puxa haver son acort e miller delibellar ⁽⁴⁾.

XVIII. Item considerant quels mercaders de la dita Ciutat hagen fet per lo passats serts lurs credences e entenem de fer daci avant durant bona paq pregam quels dits mercaders pusquen recebrar e rebre les dites credences de lurs deutors no obstant que ells sien ara habitants de les terres encontrades Reysals e de seus sotsmeses e que contra aquells pusquen haver raho e compliment e aximateix seran fets a la gent del dit Senyor Rey en Oristany e en les encontrades del dit Senyor Micer Leonardo. — Respon lo dit Lochtinent de Rey quel plau e escontent de les coses en lo dit Capitol contengudes exceptat que per los Officials Reysals o altres fins al present dia de aruy no sien estades preses mas aquelles que restaran puxen esser recebrades per aquells aqui sofam degudes de la una part e de la altra.

XVIII. Item esguardant que nostre Senyor Deus es plagut quel dit Senyor Micer Leonardo com Vassal se reduhit a la ampla gracia e magnificencia Reyal e spera que daci avant vivra pacificament sots la sua proteccio pregam que encas que alguna progenie o nacio que voldra fer injuria e ofensa que sie defensat ab lo bras e favor de la corona Reyal axi com cadacu bon pastor deu fer e defensar son Vassall. — Respon lo dit Lochtinent de Rey quel plau confirmar les coses en aquell contengudes e que sia defensat e ajudat axibe com qualsevol Baro Reyal de tota la ila e també de Cathalunya ⁽⁵⁾.

XX. Item esguardant que mossen Iohan Deyana sie hom que entra servir ab bona intensio e feeltat la corona Reyal supplica quel dit mossen Iohan Deyana per son estament sie donada la encontrada de Montgut e si aquella no espossible almenys lencontrada de Guilicieri la qual es de poca valuda e sera gran honor della corona. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que parco com ell ha confiança del dit Mossen Iohan Deyana e de les seus que serviran de manera la corona Reyal quel Senyor Rey li fara majors gracies e favors e per donar exempli als altres que pus lliberment vienguen a la obediencia del dit Senyor Rey e servequen millor li donara Mandra Olisaye Barbayre de Olloyat ⁽⁶⁾.

(4) Il Cubello chiedeva, che fossero approvate indistintamente tutte le donazioni, e concessioni fatte per lo innanzi, così da lui medesimo, come dai precedenti Signori di Arborea, fra i quali vi era pure il Visconte di Narbona, benché non sia espressamente nominato. La domanda sembrò troppo indeterminata; operò fu stabilito, che fosse prima indicato il numero, e la natura di tali donazioni, e concessioni.

(5) Si convenne in questo capitolo, che il Re di Aragona difenderebbe il Cubello da qualunque offesa od aggressione, sia di persone nate in Sardegna, che forestiere. E da ciò si scorge, che il Cubello non si credeva ancora premunito abbastanza dai tentativi di nuova guerra per parte del Visconte di Narbona pretendente al Granducato di Arborea.

(6) Messer Giovanni Deyana, di cui si parla in questo capitolo, era il suocero di Leonardo Cubello. Non ottenne, come chiedeva il Cubello, le *incontrade di Montecarlo*, e di *Guilicieri*; ma ebbe invece a titolo di feudo le *incontrade di Mandra-Olisy*, e di *Barbagia di Olloyat*, co' castelli e luoghi annessi. Di questi feudi fu erede la sua unica figlia Quirica Deyana, moglie del predetto Leonardo Cubello.

(1) Si propone nel presente capitolo 14.^a la restituzione reciproca dei prigionieri di guerra: però la medesima avrebbe dovuto effettuarsi, non per scambio, ma mediante lo sborso di dieci fiorini di Firenze per ciascun prigioniero.

(2) Riguardo al commercio interno, si stabilisce in questo capitolo, che i vassalli del Cubello sarebbero trattati nei luoghi dipendenti dal Re di Aragona nello stesso modo in cui i vassalli e sudditi regii sarebbero trattati nei luoghi soggetti, e dipendenti dal Cubello.

(3) Si pattuiva in questo capitolo la restituzione reciproca degli immobili ch'erano caduti in potere delle rispettive parti guerreggianti, mentre il Re Don Martino di Sicilia combatteva in Sardegna per la causa di suo padre Don Martino Re di Aragona.

XXI. Item en cas que per los dits mercaders e Vassals del dit Senyor Micer Leonardo fossen trasmeses mercaderies que aquelles no sien desarobats ni preses ab alcuna nau o fusta armada de Cathalans no obstant que les dites mercaderies fossen trobades en qualsevulla nau. — Respon: lo dit Lochtinent de Rey quel plan e escolut de les coses en lo dit capitol contengudes e que los dits mercaders ell haura per recomanats e firm favor exalta. com los mercaders de la Ciutat de Barchinona (1).

XXII. Item que totes aquelles gracies e donacions que son estades fets per los senyors Reys passats de les quals gracies e donacions se apparecha publich istrument de notari estiguen en fir ferma e que aquells als quals les dites gracies son concesses pusquen possedir e ferme lo lur arbitri. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que li sien dits e declarades les dites gracies per so que ell hi pux a millor provehir (2).

XXIII. Item com lo dit Senyor micer Leonardo haze compres quel dit Senyor de Lochtinent de Rey no aye per acceptabla quel titol del judgat de Arborea se dege daci avant appellat lo dit Senyor Micer Leonardo escontent quel dit Senyor de Lochtinent pusque laxar a quell nom o permutarlo en qualsevulla nom a son beneplacit e voluntat. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que concordades les dites coses el donara al dit Micer Leonardo un titol de Marques de Oristany e comte de Cosiano ab los quals se institulara a sa gran honor e sen pot tenir racionablement per content (3).

XXIII. Item esguardant que alsensu Sards de les encontres Reyals hagen pres alguna quantitat de bestiar que son de alguns homens que al present son en Oristany pregam quel dit bestiar sie restituhit en poder de aquells homens que eran specialment qui ni ha algu que estan lavors sots lo domluj de Arborea prengueren lo dit bestiar que no esta en rabo. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que li plau que qualsevol bestiar que sia des homens de Oristany lo qual pero sia estat pres e menat per Sards qui volien entrar en Oristany drant lo present Seti e per dubte del dit Seti noy son possuts intrar e sen haian menat lo dit bestiar los sia restituhit e tornat (4).

XXV. Item en conclusio per estat pacific de bona e perpetual pau lo dit Senyor de Lochtinent ab tots los nobles Cavaliers del sen exercit degen prestar sagrament de atendre e de observar les coses demunt dites sens

alguna disminucio ni contradicció segons lo aflicament que sera fet e de prometre que los dits coses sien conformades del dit Senyor Rey e general de Cathalays infra spaci de tres mees següents. — Respon lo dit Lochtinent de Rey que ell firmara e jirara tenir e observar les coses que seran concedades a firmades per ell qui ha potestat bastant e per lo dit Micer Leonardo a public de Oristany e que dins y masses lavors apres següents los haura fets fermar al Senyor Rey (5).

Les quals capitols ab les respostes e provisiones damunt dites per lo feche en pere Olyer Secretari e Scriva de la Governacio de Caller manam esser aci scrites inseries e contengudes e esserne feta la carta present per haver de les dites coses memoria en adovenidor. E yo dit Leonardo reheben les provisiones e respostes en los dits capitols contengudes ab acions de gracies de vos dit Senyor Lochtinent de Rey couvenche e promst per mi e per los meus en poder del Secretari e notari damunt dit e davall scriu aquelles servir e complir e en alguna manera no contravenir per alguna causa o raho. E per tal que les dites coses sien de major fermetat nos dit Lochtinent de Rey manam la present carta esser ciosa per lo dit notari e scriu aquells reheben les quals coses foren fets en lo dit siti de la ciutat de Oristany a xxviii dies de Mars any de la Nativitat de nostre Senyor Mil cccc deu.

Testes quod responsiones concessiones provisiones predicti domini Locatenentis illustrissimi domini Regis sunt nobiles Guillelmus Raymundi et Iohannes de Monte atheno Iohannes de Luna et Georgius de caramay milites Ludovicus de pontos Martinus de pomay petrus manay Manuel de Castellv milites discretos Antonius Saydi notarius et plures alii ibidem in multitudine copiosa existentes.

Que quidem capitula cum eorum responsionibus et provisionibus antedictis per honorabilem petrum otgerium scriptorem dicti domini Regis et eiusdem domini regis auctoritate notarum publicum per totam ipsius terram et ditonem jam dictam mandamus inseri responderi et conscribi fieri in Carta presenti ad habendum memoriam in futurum. Et ut predicta pleniori firmitate letentur Cartam ipsam sigillo maioris Gubernationis et reformationis generalis Sardinie et Corsice in vetis regalibus in pendenti iussimus communiri. Que fuerunt acta in obsidione civitatis Oristany.

VI*.

Pietro de Torrelles approva a nome proprio, ed in virtù dei poteri delegatigli come Luogotenente Generale del Re di Aragona; e Leonardo Cubello sottoscrive in Oristano i capitoli dell'atto di pace che precede.

(1440. — 29 marzo)

Dai Regi Archivi di Cagliari, Registr. K. 4. fol. 9 retr. o seg.

(1) È rimarchevole l'accordo fatto nel presente capitolo, in virtù del quale i mercatanti, che fossero vassalli di Leonardo Cubello, non potessero essere spogliati delle loro merci dai Corsari Catalani, qualunque fosse la nave, in cui dette merci si trovassero (anche se navi nemiche...).

(2) Si conformano in questo capitolo le grazie, e le donazioni già fatte, prima della guerra, dal Re di Aragona.

(3) Leonardo Cubello, ben sapersi quanto suonasse aspro e sgradevole (no acceptable) al Re di Aragona il nome di Arborea, e di Giudice di Arborea, si profferisce a non prendere questo titolo, e ad accettarne un altro, a beneplacito del Sovrano, il quale gli conferisce quello di Marchese di Oristano, e Conte di Cosiano.

(4) Durante l'assedio di Oristano, alcuni Sardi (che in virtù del presente atto di pace diventavano vassalli regi), avevano tolto del bestiame di proprietà degli Orisistani, per introdurlo in città in soccorso degli assediati; ma non essendovisi ricorsi, ritennero tuttavia in loro potere quel bestiame. Si convenne nel presente capitolo 24°, che il medesimo dovesse restituirsi.

(5) La sostanza di quest'ultimo capitolo fu questa; che il Luogotenente Generale Pietro di Torrelles, e Leonardo Cubello firmerebbero l'atto di pace, e giurerebbero di osservarne i patti; e che ciò eseguito, il Torrelles, dentro sei mesi successivi, farebbe firmare lo stesso atto dal Re di Aragona.

En lo nom del eternal deu coquan tots que nos en pere Torrelles Cavaller Lochtinent del molt Illustre Princep e Senyor lo Senyor Rey de Arago e capita general de les armades del dit Senyor. — Com lo divinal consistori haie los temps augmentant conservada la Reyal casa e prospera darago la qual per inada costuma usant continuament de clemencia e benignitat pren a mercet totes aquelles qui reduhints a sa obediencia li demauen venir e graciosament los remet e perdona tots delictes e errades crims e ofenses passades per grans e enormes que sien stades: Perco nos dilt en Pere Torrelles Cavaller Lochtinent e portant veus del molt alt e molt excellent Princep e poderos senyor lo senyor Rey darago en lo Regne de Sardenya e de Corcegua: Attenens com en les guerres passades que procurant lantich euamich de humana natura han durat pus de xxxx anys en la present illa entre la uacio Cathalana e Sardescha en les quals se son seguits ab grand effusio de sauch innumereables homicidjs perills e irreparables dampnages los quals han disipada la dita illa e posat lo poble de aquella en final exterminj e punt extrem de perdicio: Attenent encara com Micer Lehouardo Capello qui sera levat jutge darborea ensemps ab lo poble de la ciutat de Oristany e del Campitane de aquella de parte milis e comtat de Cossiano fatigats e huiats de mal regonexents llur errades e culpes e demanants venja e perdo se voleu reduhir ab bon coratge a la dita Casa Reyal d'Arago offerint se lo dit Micer Lehouardo fer sagrament e homenatge en nostre poder de esser bon e leyal vassall del dit Senyor Rey e de sos sucehidors donara per soccorrer a la gent darmes e de peu e per les galees ables quals poderosamente teim assetlada e destreda la dita ciutat L^{ra} florins de florença si ells los pora haver de Micer Nicoloso doria aixi com ha fet la sou preparatorj e esta confiant en aixi que nols puxa haver del dit Micer Nicoloso donara xxx florins de florença coes xix de present e los

x restans apres que haie rebuda la resposta del dit Micer Nicoloso: Attenens encare com lo dit Micer Lehouardo se offer restituir e furar al dit Senyor e anos en nom se totos forteses viles Castells barbsyres e encontra des aixi reysals com del Judicat darborea com per compres e qualsevol titol o raho e cascan aixi fara Cincheuts florins dor darago de trahut al dit Senyor Rey e assos sucehidors en senyal de senyoria e los pobles de la dita Ciutat e Campitane de aquella parte milis e comtat de Cossiano faran sagrament e homenatge de feellat a uos dit Lochtinent de Rey e Capita General en nom del dit Senyor Rey donant nos al dit Micer Lehouardo la dita ciutat de Oristany ab lo Campitane Parle milis e lo comtat de Cossiano e atorgant los alcunes gracies contingudes e expressades en certs capitols a nos trameses per part llur presentades supplicant nos queos placia facam cessar del tot la tala e dampnificacio de la orta e Campitane de la dita ciutat e lo combatiment de aquella quis fan continuament e partiscan del dit seti. Nos disijant portar a deguda fi la conquista per la qual som passats en aquest regne e volem cavallar prestament ab tota la gent darmes e de peu e ab los companys e xurma de les dites galees en lo cap de Lugodor e mi-

gensant lo divinal adjutori e bon dret de la dita casa Reyal aquell e les altres terres Castells viles e lochs quilj son rebelles conquistar e fer reduhir e tornar a verdadera obediencia del dit Senyor Rey.⁽¹⁾ ab consell e deliberacio dels nobles cavallers qui aci son ab nos en servey del Senyor Rey e per reverencia del nostre Senyor deu e per compassio del poble de la dita illa que puxa estar e vivre ab la uacio Cathalana pacificament e quieta e per donar perpetual fi als mals e odis passats que no puxen ames daciavant suscitar atorgam les coses en lo dit capitol contingudes segons en la fi de cascan de aquella pus largament se conte volents provehint e manants de part del dit senyor e per autoritat e potestat dels dits officis que usam que les respastes provisions les quals segons es dit ab deliberacio e consell dels nobles e cavallers damunt dita havem fetes en lo peu o fi de qualsevol dels dits capitols se sottoscripen es posen segons en la fi de cascan de aquella es contingut les tenors dels dita capitols e respastes e provisions per nos fetes a cascan de aquella son en la forma seguent (2):

Les Rehones que deven donar les homes de Oristany devali acris (3).

Primo Micer Iuliano de Serra

Nicholau turgini

Seraphin darcha

Brossello de serra

Not.^o Ioan Lado

Petro manny

Not.^o lehouardo manuos

Nichola de Simarhj

Olibrando

Marchiori Lotj

Iuco guerau mercader

Andria meli mercader

Marjanni de serra massayo

Petro curta

Petro de porta

Petro de posola

Seraphino de martis

Lehouardo de liguis

Petro de liguis.

Testes quod ad firmam dicti or. . . Lehouardi cupello qui firmavit in dicta Civitate Oristany dicto die predicta

(1) Confessa implicitamente il Torrelles, che uno dei motivi che lo inducevano a non ritardare la sottoscrizione della pace con Leonardo Cabello, si era quello di porre subito la guerra nel *Lugador*, onde comprimerli la ribellione, e conquistare alla Corona di Aragona i castelli e gli altri luoghi che erano del dominio Reale.

(2) Qui erano riportati ed inseriti li venienque capitoli, che si leggono nell'atto di pace concordato nello stesso giorno 19 marzo 1410. — Ved. la precedente CARTA, N.^o V.^o

(3) Non si rileva chiaramente da questa rubrica, se le persone che sono nominate appresso fossero esse medesime gli ostaggi, che per la prima volta dovevano costituirsi nel Castello di Cagliari a potere del Luogotenente Generale del Re di Aragona; ovvero, se siano queste le persone, le quali dovessero scegliere, dare, e consegnare li detti ostaggi. Ritengo però, che gli ostaggi dovevano essere dieci, compreso uno dei figli di Leonardo Cabello, e che i medesimi dovevano darsi di anno in anno, o di sei in sei mesi, o anche per minor tempo, come fu convenuto nel capitolo primo dell'atto di pace anzidetto, pare probabile, che li *desenors nominats* di Oristano, dei quali sono scritti i nomi in quest'atto, fossero essi stessi gli ostaggi, che dovevano costituirsi nei primi due semestri del primo anno della pace conclusa.

capitula et contenta in eis sunt Reverendus Frater Elio de palmis Prior Monasterii de Bonarcho honorabilis Raymundus de raxach, maritus de pmar Galmardus rocha, milites Iohannes deyma Iohannes late Leonhardus de fierarlis: Leonhardus manus net. lenatas savio nicolaus de torrigi franciscus pisanu. . . portu cives dicte civitatis Oristani.

VII.*

Diploma del Re di Aragona Don Martino I, spedito dal di lui Legatione Generale Pietro Torrelles, a favore di Leonardo Cubello, in virtù del quale, abolito il titolo e il nome di GIUDICI e di GRUCCATO DI ARBorea, il suddetto Leonardo Cubello è eretto Marchese di Oristano e Conte di Goceano; riceve in feudo, more italico, transmissibile con detti due titoli ai suoi eredi e successori, la città di Oristano co' suoi territorii (Campidano), con la regione di Parte Milis, con le altre città, ville e luoghi dipendenti, e col castello e contado di Goceano, e promette di pagare alla Corona l'annuo tributo di cinquecento fiorini d'oro in cognizione dell'alto dominio dei Sovrani Aragonesi sulle provincie a lui concedute.

(1440. — 29 Marzo)

Dal Regii Archivi di Cagliari, Registr. cit.

In nomine Dei aeterni. Noverint universi, quod nos Petrus Torrelles locumtenens illustrissimi principis, ac domini Regis Aragonum, Valentiae Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comitisque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae. Attendentes quod ad tractatum, et inductionem honorabilium Raymundi de Raxach, seu Baxach militis, et aliarum nobilium personarum, quae circa ista plurimum insudarunt, vos Leonardus Cubello infrascriptus, quem habitatores civitatis Oristanii, et nonnulli alii istius insulae nationales elegerunt, et poverunt in potestatem et dominium, ac in locum IUDICIS ARBOREAE, occupaveritis dictam civitatem, tunc tenemus cum nobilitate equitum, nobiliusque peditum multitudine copiosa obsessam; recognoscendo vestros errores et culpam, fessus et fatigatus praedictorum discrimini bellorum, et periculis, petendoque nobis humiliter veniam, vultis vos bono animo reducere ad dictum dominum Regem, adserendo facere sacramentum et homagium, quod vos, et vestri eritis de caetero ligii, veri, et legales subditi et vassalli dicto domino Regi, et eius successoribus, et in signum vassallagii solvatis eidem quingentos florenos Aragonum quolibet anno pro tributo; et pro praedictorum maiori robore, et securitate ponitis unum ex filiis vestris, et nonnullos alios filios proborum hominum dictae civitatis in potestate nostra obsides; et dabitis nobis triginta millia florenorum auri Florentinae ad succurrendum gentibus armigeris, peditibus, et triribus armatis. Nos autem cupientes ducere ad finem optatum adquisitionem regni praedicti, propter quam praedictus illustrissimus dominus Rex nos misit in praesentem insulam, cum dictorum no-

bilitum militum equitum, et peditum comitiva, cum quibus fossinanter intendimus equitare in Cagni Logudaria, quod, divino suffragante auxilio, infra breve tempus concupiscere, et petitis reducere ad veram obedientiam, illius illustrissimi domini Regis. (1); ad supplicationem venerabilis et religiosi fratris Eliae de Palma prioris monasterii de Bonarcho Iohannis Lalle, et Leonardi de Ferraria notarii, nuncios ad nos missorum nomine, vice, et pro parte vestri dicti Leonardi Cubello, et duodecim proborum virorum electorum pro populo civitatis Oristanii praedictae, quam, ut praedictum, tenemus obsessam; et ne tot mala sequerentur, quae parati sunt, cum invasione, quam manu forti deliberaveramus facere contra dictam civitatem, et populum eiusdem, ob reverentiam passionis Domini nostri Iesu Christi, et propter compassionem populi dicte civitatis superedemus. Et quia vos dictam Leonardum Cubellum, et vestros, et populum civitatis praedictae speramus et credimus de caetero promptos habere animos ad servitium domini Regis, cum deliberatae et consilio nobilium militum praedictarum, tenore huius publici instrumenti scribitur, et cunctis temporibus valituri, motivationibus praedictis, aliisque quibus ad haec rationabiler inviamur, gratis et ex certa scientia, et ex parte praedicti domini Regis, et auctoritate officiorum quibus fungimur, damus et concedimus donatione pura et irrevocabili quae dicitur inter vivos, vobis dicto Leonardo Cubello, et vestris haereditibus et successoribus perpetuo in feudum, et ad propriam naturam feudi, iuxta morem feudorum Italiae, et sub conditionibus, et retentionibus infrascriptis, civitatem Oristanii praedictam cum omnibus eius accessoriis, Campidano, Parte de Milis, fertilitis, villagiis, et civitatibus, et comitatibus et castrum Goceani cum omnibus iuribus, et pertinentiis suis, cum montibus, vallibus, planitiis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decursibus, molendinis, mercatis, piscationibus, paludibus, ripariis, et cum saltibus, silvis, nemoribus, et cum omnibus quae dici, vel nominari possunt, cum hominibus, foeminas, servis, et ancillis in dictis civitatibus, villis, castris, et locis habitantibus, vel habitatoris, etc., cum redditibus, proventibus, exitibus, terris, iuribus, ac iurisdictionibus eisdem pertinentibus etc., et cum mero et mixto imperio etc. etc. Retinemus autem dicto domino Regi, et eius successoribus expresse, quod titulus, sive nomen IUDICATUS ARBOREAE aboleatur (2), et quod vos dictus Leonardus Cubello, et

(1) Si ripete in questo luogo l'intesso che si era già detto nel precedente atto di approvazione dei capitoli della pace (CARTA N.° VI) che cioè R. Torrelles dovea muovere, appena levato l'assedio da Oristano, con tutto le sue truppe al Logudaro, per ridurlo alla obbedienza regia.

(2) Era questo il pensiero principale della Corte Aragonese. Dopo tante spedizioni fatte contro la Sardegna, a cominciare dalla prima che fu capitana dall'infante Don Alfonso, i Re di Aragona non avevano potuto mai ridurre a soggezione i Sardi, perchè la potente Casa dei Giudici di Arborea era padrona, quasi di un terzo, dell'Isola, e i Doria, e i Genovesi possedevano ancora essi molti luoghi, terre e castella; e tutti ostavano con le armi alla nuova dominazione straniera, che volea raffrancharli. Estinta poi l'italica eresia persino il titolo ed il nome, sperando dal beneficio del tempo, e dalle arti della sua politica, l'annientamento futuro dei Marchesi di Oristano, e dei Conti di Goceano, i quali allora sorgevano sotto nome diverso a far rivivere, se non tutta, una gran parte almeno della potenza ch'era caduta per la morte della famosa Eleonora di Arborea, e del suo figlio Mariano V.

successores vestri dignitate et titulo Marchionis Oristani, et Comitis de Gociano *illis* perpetuo insigniti et nominati. Et quia vos dictus Leonardus Cabello civitatem praedictam, ejusque *sere Campidanum, Partem de Milis*, et Comitatus Gociani occupaveratis, ut dictum est, ne istud, ejusque acquisitioni cuiusque animo revocetur in dubium, praesensque donatio nullum patitur defectum, sed omni effectui, et *fructu* officio potius roboretur, et fidei, et concessionem facimus supradictam, rationibus supradictis. Et vos eandem Leonardum Cabello, et vestros successores, Marchiones dictae Civitatis Oristani, et Comites Gociani cum hoc publico instrumento, ex parte dicti domini Regis, et in perpetuum duximus erigendum, cum illis praerogativis, honoribus, praeminentiis, modis, et formis, quibus ceteri Marchiones, et Comites dicti domini Regis sunt gaudere soliti. Ita videlicet, quod vos *viceritis*, et vestri successores titulo marchionis dictae Civitatis Oristani, et comitis Gociani utamini, et quod nullum alium dominatum, seu dominos, vos nec vestri successores, aut habentes causam a vobis seu successoribus vestris, praeterquam illustrissimos dominos Reges Aragonum habeatis, seu nominare, aut proclamare ullo modo debeatis, aut valeatis. Nos vero certificamus, et in veritate recognoscimus habuisse, et recepisse a vobis, qui nobis bene, et plenarie numerando tradere fecistis, triginta milia florenorum auri Florentinae ⁽¹⁾, quos gentibus armeris, pedibus, et triremibus pro eorum stipendiis evolvi mandavimus, nec non unum ex filiis vestris, et alios filios preborem hominum dictae Civitatis, quos in posse nostrum obsequis misistis, prout nomine vestro extiterat promissum. Ad haec vos Leonardus Cabello donationem et concessionem praedictam acceptantes, cum gratiarum actione, sub formis, conditionibus, et retentionibus superius expressatis, promittitis per firmam stipulationem nobis pro dicto illustrissimo domino Rege Aragonum recipientibus, nomine vestro, et successorum vestrorum, interveniente stipulatione solenni, pro vobis, et successoribus vestris perpetuo, quod eritis in perpetuum fideles et legales pro feudo praedicto dicto Domino Regi Aragonum, sicut veri, ac legales, et legitimi vassalli esse debetis Domino suo, ac centum praedictum quingentorum florenorum Aragoniae, fini, recti, et iusti penderis, quolibet anno pro tributo, dicto Domino Regi, vel Administratori, seu Administratoribus redditum Regni Sardiniae solvetis. Et quod facietis pro dicto feudo omnia et singula, ad quae vassalli tenentur, secundum morem Italiae. Pro quibus omnibus complendis, et attendendis pro vobis et successoribus vestris perpetuo, quod etiam dictus Leonardus Cabello, nomine vestro, et successorum vestrorum, facitis nobis pro dicto illustrissimo Domino Rege Aragonum recipientibus homagium ore et manibus commendatum, et fidelitatis etiam juramentum, dicendo ad Sancta Dei Evangelia, manibus vestris corporaliter tacta = Ego Leonardus Cabello Marchio civitatis Oristani, et Comes Gociani, vobis Petro, Torrelles pro illustrissimo domino Rege

Aragonum recipienti juro *se* promitto, quod ab hac hora in aetate fidelis, et obediens ero dicto Domino Regi, ejusque successoribus: non ero in consilio, aut consensu, vel facto, ut vitam perdat, aut membrum, aut mala capione capiantur etc.: et si acervo fieri, vel procurari, sive tractari aliquid, quod sit in dampnum praedicti Regis Aragonum, et successorum ejus, illud pro posse impediam, et si impedire non possim, illud ei, vel eis significare curabo etc. Et ut jura regia in dicto Regno sint salva, adiutor ero in Regno Sardiniae contra omnem hominem etc. etc.: formam et tenorem praesentis concessionis, et donationis plenarie adimplebo, et inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra eos etc. etc. = Datum in obsidione civitatis Oristani apud sanctum Martinum, die 29 mensis martii, anno millesimo quatercentesimo decimo.

VIII*.

Leonardo Cabello Marchese di Oristano, e Conte di Gociano presta giuramento di fedeltà e di vassallaggio al Re di Aragona, a mani del suo Luogotenente Generale in Sardegna, con riserva e promessa, che lo stesso giuramento sarà prestato dagli uomini della città e del campidano di Oristano, e dagli uomini di Parte Milis, e del Contado di Gociano.

(1440. — 30 marzo)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Registr. K, 4 cit.

Die trigesima mensis Marcii anno a nativitate Domini MCCCXC in . . . Civitatis Oristani honorabilis Leonardus Cupello constitutus personaliter presitit sacramentum . . . fidelitatis et vassallagii in posse honorabilis Raymundi curiilis Locumtenentis honorabilis P. torrelles Locumtenentis. Fuerunt testes Moesen Galceram de cosanas Moesen Guillen de Pinos fr — Moesen Ramon de Gravala Moesen laaca in francesch Iona in bernard de jongros lo Prior de bonarchato moesen Iohan de corbera comandor notary Iohan dayana e laltre notary seu Lemptre de Vila Pedro de manai potestat ⁽²⁾.

Primerament micer Lebonardo cubello fara sagrament e homajage de fealtat axi com es acostumat fer al molt honorabile moesen pere Torrelles Cavalier Locumtenent del molt alt e molt excellent princep e Senyor lo Senyor Rey Darago: e de Sicilia in lo regne de Sardanya e de Corcegue, que ell los seus proclamaran e havran per tota temps bone e leals Vassals del dit Senyor Rey e de sos successidors e mes avant quel dia micer Lebonardo e los seus proclamaran e havran per tota temps per llurs veraders senyors naturals lo dit Senyor Rey Darago

(1) Sembra adunque che il Cabello non avesse ottenuto dal suo cognato Niccolò Doria quel soccorso di denaro che da lui sperava, onde pagare il cinquantamila fiorini d'oro portati dal capitolo terzo dell'atto di pace (Ved. sopra Carta n.° V.), e che perciò, in esecuzione del patto contenuto nello stesso capitolo, sborsasse egli solo fiorini trentamila.

(2) L'ufficio di Podestà, o Capo del popolo di Oristano esisteva fin dal tempo di Ugone IV Gittace di Arborea. Leonardo Cabello era Podestà, allorché fu eletto popolarmente Signore degli Stati Arborei. Dopo questa elezione, il nuovo Podestà che gli succedette fu Pietro de Manay sovra nominato.

e los seus succehidors a la obediencia manaments e subiectio' dels quals e de llurs oficials obeiran e no altres axi com bons e leials Vassals deyen e son tenguts fer per llur Rey e Senyor natural segons forma de dita Capitols. Encara mes quel dit Micer Leonardo Cupello e los seus james faran fer o consentir permetran ne intrevendran directament o indirecta palesament ne amagada per ells ne per interposades persones en tractes ne fets alsens que sien o vinguen en lesio preiudici o dampnatge del dit Senyor Rey ne de ses succehidors ne sos regnes terres Castells villes ho, Vassals ans sils sablen o intenin dir aquells encontinent divulgaran e disunciaran o divulgar e denunciar faran al dit Senyor Rey e a sos oficials o per defensio e obstacle de les dites coses faran tot ço que bons e leials vassals son tenguts e fer deven per llur Rey e senyor natural. E si cas era ço que deus no vulla quel dit micer Leonardo ho los seus fahessen contra les dites coses o alcuna de aquells que sien de continent encorreguts en pena de excomunicacio e de trahicio de la qual nos pasquen defendre per alcuna causa o rabo ans per sola hostensio de la present fossen o sien hants per convictes e per confesses e la dita ciutat e capitano de aquella parte milis e comtat de Cossiano sien perduts totalment aells axi com a rebelles e adquisits al dit Senyor Rey e succehidors seus. E mens avant que siera cas que alcun Rey baro magnat o gens estranyes volguessen intrar en la present lla per offendre e ocupar aquella o alcun baro o altre si rebelles contra lo dit Senyor o succehidors seus quel dit Micer Leonardo e los seus per defensio servey e honor del dit Senyor e de ses succehidors ab la bandera reyal e abla sua e ab aquella snes gent de Cavall e de peu que porta los contrastaran e offendran de tot llur poder en persones e bens en quant fer paxen e faran e observaran tots altres coses que bons e leials vassals e solmeses son tenguts e fer deven per llur Rey e Senyor natural ⁽¹⁾. Item los homens de la Cinitat de Oristany e del Campitane de parie milis e del comtat de Cossiano faran homenatge de feultat al dit Lochtinent de Rey qd ells ne los llurs no contrastant quel dit honorable Lochtinent de Rey per obviar e cessar homicidis scandalu perills e dampnatges qui stan apparellats es esperaven seguir e conservacio e aumentacio del poble de la lla que puxa daci avant estar e vivre en tranquillitat e repos los haen donats per Vassals e servidors a Micer Leonardo Cupello directament o indirecta palesament ni amagada per ells ne per interposada persona james vindran o venir permetran ne consentiran en tractes ne fets alcuns qui toquen o sien contra la honor del dit Senyor Rey Darago de Sardenya de Sicilia ne de sos succehidors oficials llurs ne en lesio preiudici o dampnatge dels Regnes terres castels villes lochs ne Vassals dita Senyors an decontinent que ho sabran ho entendran dir ho denunciaran o denunciar faran al dit Senyor Rey e a sos

succehidors e oficials seus e de tot llur poder ab armes hi contrastaran en defendran per salvar llur promesa e bona fe segrelat e sacrament per ells fet. E encas que contra les dites coses o alcuna delles fahessen que sien encorraguts en pena de trahicio e en laltres penas conlengudes e expressades en los capitols derretament conorials fermats e jurats entre los Senyors Rey Darago e llurs oficials passals e los jutges darbores e Micer branchas ⁽²⁾.

IX*.

Alcuni principali uomini della città di Oristano prestano pubblicamente, nella Chiesa di S. Martino, a mani del Luogotenente Generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna.

(1440. — 30 marzo)

Dal Regio Archivi di Cagliari, Registr. R. 4. cit.

Die Dominica xxx martij anno cccc^{to}. In ecclesia Sancti martini coram civitate Oristany infrascripti boni homines ejusdem civitatis fecerunt et prestaverunt homagium fidelitatis in posse egregii viri domini p. de tarrillis Locumtenentis domini regis Aragonum Sardinie et Corsice et capitaneus generalis et sunt qui secuntur.

Primo Nicola de Sinnay maiori de posta
Nicola de Turigni
Alibrandu lochi
Iohanne pisanu
Not.^{us} Leonhardus manus
Bartholu de sii
Leonardo de archa
Borsulu de corj
Perdo de yla
Grussello de serra tesorer
predicti sunt consiliarij
Franciscus Pisanu
Iohanne solinus
Maestre bianij
Guiduxo de sorj
Bonachesu snlis
Maestre jurado sancha
Pedro de quidonyas

(1) Qui invece la formula del giuramento che dovevano prestare gli uomini della città di Oristano, del Campitane, di Parte Milis, e del Comtado di Goceano, è riportata nel MS. prima del giuramento da essi prestato, del quale poi si fa attestazione separata nelle due Carte seguenti n.° IX* e X*. — Si deve però notare la specialità che si trova in questa seconda formula, nella quale, e precisamente nella sua conclusione, sono richiamati in osservanza i capitoli delle paci, o convenzioni, che erano stati giurati per lo innanzi dal Re di Aragona, dai Giudici di Arborea, e da Micaela Bianca, che quanto dire gli atti di pace seguiti nel 1386 e 1388 tra il Re di Aragona Don Pietro IV e Don Giovanni I da una parte, ed Eleonora di Arborea, e Brancalione Doria suo marito dall'altra. (Ved. Vol. I di questo Concor., — *Diplom. e Cart. del Scrolo XIV.* — CARTA n.° CL*.)

(2) È questa la formula del giuramento che prestò Leonardo Cupello, e la medesima nel MS. succede all'attestazione che si fa di aver egli giurato, a presenza dei testimoni ivi indicati, in posse honorabilis Raymundi Curtilis (forse, e più esattamente Curtilis), Locumtenentis honorabilis P. Torrelles, Luogotenente Generale del Re di Aragona.

Filippo cartella
 Piero cartha
 Lehorj de serra
 Maestro pauli de sori
 Manay daitoni
 Marconi de serra

X*.

Il Podestà e cinquecento cinquantasette uomini o borghesi di Oristano prestano, nel palazzo della Città, a mani di Giovanni di Curillis, o Cruillis, che fa le voci del Luogotenente Generale Pietro de Tarrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna.

(1410. — 31 Marzo)

Sequenti die lune xxxi die predicti mensis marcii anno predicto in palacio maiori et corte civitatis Oristany de voluntate honorabilis Leonardi cupelli infrascripti homines civitatis predictae fecerunt homagia fidelitatis in posse dopoi Iohannis de curillis subistituti domini Locumtenentis predicti et sunt qui sequuntur.

Pmb. Pedro de mannay Potestat.

Arvoco de serra	Guantini collo
Perdo carlo	Leonardo troncho
Fabianus de lacono	Nichola tronchi
Iosu altea	Miceli carau
Molentido arda	Petrus matuso
Iohan de querqui	Bartolo deya
Astriaa baroni	Francisco sala
Iuliano pisano	Verbinus caro (pare coel)
Andria mancossu	Angelo deleda
Nicola cucca	Petrus calcanyo
Perdo deyana	Nichola squerra
Iuliano de sorj	Gosmaris morgia
Leonardo de lacono	Sibephano melome
Miali desi	Nichola corria
Antioگو de mara	Bartholo spuliga
Gregori boe	Paolo nurra
Bartholomeo pancia	Lenucho savio
Filipus capica	Iuliano de honale
Iuliano de arjolas	Martino de sorj
Laurencio secci	Aresco de sii
Andrea de lija	Perdo de capoterra
Salvatore Murro	Iobany de honale
Semaburjo desan	Salvador melome
Bartolo busu	Aresco de atcenj
Antonius oze	Iohanne Ozale
Salvatore murro	Iohanne de murta
Bartolo de serra	Petro de sorj
Antioگو calcanyo	Perdo quinto
Francisco cambia	Perdo murgia
Antonio conges	Guantini cadello
Stenilo turva	Iuliano penna
Iacobo manca	Petro hyapano

Iacobo cambia	Anthoni morgia
Comida de persona	Anthony porte
Mateo de sest	Nicola morgia
Nichola sulla	Nichola melome
Nichola de bitti	Iuliano beles
Lacio castay	Perdo de puzolo
Bigneti de atcenj	Iohanne Pirella
Burgarino de serra	Torneo marobelli
Mommas de querqui	Iohanne de malargia
Iohanne pascanj	Iohanne perijlone
Talante jufren	Salvatore corena
Poncius de serra	Perdo de sorj
Gosmaris de coryas	Torbino de villa
Lebenadedus wrapa	Andrea de bacona
Miali darjolas	Perdo perbellia
Anthoni piana	Salvatore de Atala
Anthony de sorj	Iohanne colomau
Angele masesa	Antonio de campu
Leonardo pirella	Canyoco de serra
Iohanne de curguas	Somj dagasu
Francisco petza	Dominico masa
Manay color	Nichola maras
Iohanne pias	Iuliano de sogias
Iohanne manolj	Simone bergul
Iohanne porcis	Dominico martas
Lucabia	Comita piana
Tomaso uras	Anthony de nuovo
Iohannes misusa	Andria coquo
Asperie losch	Genario de serra
Comita cambia	Iohanne cara
Narjo de sidi	Pinoso soles
Antonio judo	Iohanne iacob
Iacobo losi	Nario de serra
Iuliano losi	Laurencio coquo
Iohanne pila	Cugoto de yba
Anthony guerau	Francisco carta
Iohanne querqui	Iohanne melome
Iulianus de si	Iohanne tola
Dominico de giura	Iohanne carta
Iohanne de maseo	Nichola lepera
Tomase Uta	Iannarjus de equa
Pachu polio	Siste de mure
Ogolino de campo	Antioگو de serra
Leonardo de serra	Enrico meli
Perdo quoquo	Antonio de si
Bartholo de marro	Anthony mamelli
Iohanne mara	Andreas pulia
Iohanne de serra	Morruchole de onale
Paulo de castay	Antonio posala
Iohanne dayano	Salvadore bone
Iohanne de orra	Anthony de uras
Iohanne pirella	Miale de curguas
Saturno falohi	Iohanne marone
Nicola de curguas	Iacobo puliga
Perdo perbellia	Paolo carro
Antoni de barcha	Bartholo carta
Ugono de Arena	Bartolo melo
Iohanne de turis	Basilins de atene
Nichola faber	Andreas de curguas
Nichola de sorj	Iohanne de penna

Iuliano cadello	Nichola de orru	Perdo uda	Basilius d'orru
Nichola pillay	Toysto manqua blasio	Saraffino de sorj	Nichola dejana
Iohanne e arinj	Gonario de mecieti	Stephano de fanarj	Perdo lauru
Margiano collu	Andrea cogno	Basili squinto	Perdo anella
Antonio de figo	Antonio de pinha	Perdo de milis	Perdo de eteo
Bayson de ortu	Nichola orchu (od ortu)	Antonio melle	Salvator de sorj
Xphorus panisia	Iordi de atene	Nichola onale	Antonio de monte
Obilicus berres (oppure	Perdo spiga	Iuliano ore	Urbano pena
Obilitus)	Antonio pande	Gonnarj spano	Blasius oe
Iohanne nudas	Andrea de serra	Salvatory coquo	Comita de sorj
Perdo lidia	Gonarius cugno	Guantino feres	Peritonus de simola
Nichola darcedi	Perdo curguas	Salvatore de ortu	Iorgius de muro
Iorgio bone	Barcolo manqua	Iohanne pede	Arcoceus de si
Antonio de sorj	Gulino de orto	Miale de orru	Iuliano de ligia
Perdo Calcanyo	Nicola pavadi	Iuliano orru	Antioni doloy
Barisonus carta	Francisco savio	Andrea collu	Guantino de nuale
Iohanne squinto	Perdo corda	Margiano toferj	Iuliano maras
Torbino masala	Atcone impia	Lehonardo porcu	Anthony de si
Perdo poligne	Iohanne pinna	Anthony de sarjjo	Guantino eteo
Murruxolo cadena	Iacob de serra	Iohanne de arjolas	Nichola de serra
Perdo posula	Bienleso melone	Perdo cosy	Murtonj lexis
Nesio de suergio	Andrea deyana	Gracia deu de sorj	Salvatorj de orcu
Anthiogo seqej	Laurencio pistis	Gromalius costa	Lehonardo mello
Iuliano pedru	Blasio tremone	Miali tuferi	Nicholan de piras
Nichola de sorj	Francisco Pinti	Angelo penna	Iohanne de muro
Perdo de orsu	Guantino de medina	Iohanne mannas	Andrea cone
Perdo de cia	Antoni usuras	Basilo coqua	Piloso de milis
Laurentio de ena	Barsolus de pipia	Iorgij de sori	Francisco melone
Iohanne astanca	Antonio savio	Arrigo cane	Lehonardus uras
Andreas masala	Iuliano deyana	Angelo de curguas	Comita deyana
Basili lampis	Perdo yereca	Iohanne mele	Nicholan de orru
Andreogo pinna	Miale de yba	Miale capri	Laurencio de milis
Nichola de orru	Iohanne de soges	Iuliano de orru	Andreas de orru
Perdo genyane	Iohanne penna	Perdo mata	Perdo de curguas
Laurentio de querqui	Gallurj de loy	Perdo penna	Miali pennas
Parassone marre	Perdo de arillij	Truisco dadori	Laurencio pinna
Perdo de yana	Nicola de tolla (oppure	Angeleco coquo	Comita Ongius
Antheni sanna	colla)	Antonio quinto	Nichola madello
Laurentio carta	Nichola de scala	Domingo arca	Benedictus dibi
Francisco soges	Perdo manqua	Margiano croncha	Barcolo de ai
Perdo coquo	Murruchone de figus	Iuliano melone	Francisco sogis
Iohanne de atenj	Gonnarius deyana	Blasio	Miale de sorj
Perdo de murtas	Germano sorj	Anthonyus sungia	Francisco serquui
Perucious de maselli	Mialj de pane	Franciscus de ledia	Iohanne mura
Nichola murgia	Iurrado merco	Iacobus de oto	Iohanne yspano
Margiano	Tomasio de serra	Paulo maras	Michael de orru
Iordi de onale	Simon licardj	Lehonardo sequello	Perdo loche
Perdo soqlo (sonquello?)	Guantini de pan	Margiano de orru	Gunarius de madesso
Paulo de serra	Perdo pigraso	Nichola calles	Simone gone
Cirillo corria	Lehonardo pipia	Pantorius mache	Iohanne salis
Iorgio loche	Beneytus de serra	Lehonardus descana	Iohanne corga
Perdo carau	Guantini de serra	Franciscus vaqua	Romay preydi
Iuliano loque	Barasoni de bades	Pascasius de ojorno	Iuliano levis
Nichola carta	Iohanne Murgia	Domingo de calasia	Franciscus pintus
Dominico porchello	Margiano de yba	Laurencio penna	Iohanne penna
Nicola mereu	Nichola de serra	Nichola petra	Nicholaus seca
Iohanne mereu	Bobinus penada	Petrus deyana	Iohanne de si
Iohanne de serra	Anthony barcha	Nicholaus de lardo	Anthony de sorj
Toysto murgia	Guillermo deyana	Margiano mondra	Francisco madola
	Nichola pinna	Iohanne de scano	Guantini pinna

Perdo calissa
Iacobo de mara
Barbara maras
Valore de lepor
Paulo de serra
Iohanne coej
Iohanne manqua
Iacobo de serra
Baylus de si
Pauli orru
Franchisco de villa
Laurencius de villa
Comida de villa
Iohanne uda
Laurencio ferro
Laurencius de villa
Iacobus de frerj
Andreas setj
Barolo corda
Marco pipiri
Gunnarius descano
Guntino de muro
Iuliano barberij
Antonio salis
Iuliano de onalj
Nichola quinto
Duranti mitogia
Bideluno bogis
Ugneto de sorj
Orlando de so
Perdo iupistia
Iohanne de ardo
Iohanne cosso
Lehonardo de arigai
Anthio benefato
Perdo de onano
Iohanne burgia
Gonnarj coquo
Franchisco manesas
Lehonardus corropiu
Gonnarius de arcenj
Petrus desta
Marroxone de fraylis
Guntino nuriges
Leoni statio
Pinosius longiu
Iulianus manqua
Stephauus de muro
Salvator de mara
Iohanne de gonj
Nichola penna
Salvator de macri
Barolo sudas
Andrya de soli
Nichola sinto
Angelus de solj
Iulianus de serra
Guntinus guarau
Iohanne de serra
Perdo de onale

Melialceo de musia
Magister petrus de arisi
Agostinus manqua
Iaquetus de sogus
Margianus de sogus
Angelus maros
Iohannes coquo
Petrus de orto
Andrea de luna
Basilus mula
Laurenço porqu
Miganel carru
Bromarj camula
Barcolo de serra
Gonnarj nata
Perdo sebes
Iohanne melj
Iacobo de sorj
Salvatori castay
Anoso pinna
Barcolo de Atcenj
Iordj dessorj
Simon pes
Gerardus pisanus
Torgodorj murgia
Iohanne de figus
Bernardo de murgia
Perdo de sorj
Antonio pinna
Anthoj de nosorgio
Matheo de sorj
Iuliano mura
Gaspar de orru
Marjano Cloma
Iohanne fargue
Pinoso palla
Iohanne moyo
Salvatorj creja
Iohanne de anelio
Iuliano ortu
Benedito de sorj
Azorquo garan
Tiateo aryolas
Musaqueso decorj
Lucha de ferredi
Licos mata
Iohannes vinchi
Anthio conjaga
Benedito vinchi
Barcolo poeula
Antonio stosiu
Olivero de sorj
Guntino lodu
Perdo lodu
Serafino melone
Perdo aceej
Perdo sulla
Lehonardus de si
Arsius de Assenj
Iamijano de orru

Salvadori de curcas
Marco falque
Iohanne lodo
Iohanne de sorj
Perdo aliza
Guntinus mela
Mundino maanga
Iurrado squirru
Iohanne gau
Iuliano
Nicholans de serra
Barcole storja
Pirico agello
Domicio de Acenj

Firmavit messer Iohan de Vilamarj
messer Gispert mola e Francesch tola
Testes frater Elias de palmas prior mona-
sterij de bonarchato et Iohannes late
et Lehonardo de ferrariis notarius.

XI*.

*Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Go-
ceano, sborza lire cinquemila di Alfonso I a Pietro
Torrelles Luogotenente Regio e Capitano Generale in
Sardegna, il quale lo riceve a titolo di mutuo per
sopperire alla paga delle genti d'arme del Re di Ara-
gona, ed oppignora perciò il Contado di Montagut con
le sue Incontrade, ville e redditi, eccettuate però le
ville di BITTI, di GOROTAI e di POSADA.*

(1440. — 20 Luglio)

Da Regii Archivi di Cagliari, Registr. R, 4, cit.

Die vicesima mensis iulii anno a nativitate domini
Millesimo quadringentesimo decimo in Civitate Oristanis
honorabilis Raymundus de rexabe miles firmavit Leho-
nardo Cubello marquesio dicte civitatis et Comitii de Cos-
siano et nonnullis. . . . de quinque mille libris monete
alfonsinorum nunc currentis videlicet xxi solidorum
dicte monete pro quolibet floreno Aragonum et triginta
solidorum pro quolibet floreno et triginta sex solidorum
dicte monete pro quolibet scuto et duplo quas quidem
quinque mille libras mutuavit honorabili petro Tofelles
Locumtenenti regis et capitanei pro suis necessitatibus (?)
et gentium armorum et pro quibus impignoravit vobis
comitatum de MONTAGUT ⁽¹⁾ cum enconstratis villis red-
ditibus et salibus exceptis villam de bithi de Goriffa
de. . . . guedo et villam de pussada quamquidem impi-
gnoracionem fecit cum instrumentis gratie.

Testes mossen Iohan de Villamarj Iacobus abello scu-
tifer de Valect Guntinus. . . . testet de Oristany Gua-
narj passais et jaco Guerau dicte civitatis.

Fuit factum dictum impignoramentum de dicto comi-
tatu dicto Marchionali per Petrum torrelles locumtenentem
regis die xviii dicti mensis et anni intus ecclesiam prope
Aristaneum.

(1) MONTAGUT, o MONTAGUT; odierna provincia di MONTECATO.
— Nello stesso Contado o territorio di MONTACUTTO esisteva ed
esiste la villa di Monti, che due anni dopo (1442) fu donata a
Pietro de Fene da GUOLLENO, Visconte di Narbonne, il quale al-
lora governava in Sardegna in qualità di pretendente alla suc-
cessione del Giudicato di Arborea.

Testes Mosca Johan de Muncada mosca Armon de Perellos Mossen Iord de que. . . de Muntanhaus Mossen March de Muntboy Nicholas turigni et not. leib. . .

XII*.

Guglielmo, che s'intitola Giudice di Arborea, conte di Goceano e visconte di Narbona e di Basso, fa donazione a Pietro de Feno cittadino di Sassari della villa di Monty nel Montecuto, onde rimeritarlo degli importanti servizi che gli avea resi; con proibizione però di vendere o donare la detta villa a prelati, sacerdoti od uomini di Chiesa, ed a vassalli o sudditi della Corte di Aragona (1).

(1442. — 15 Febbraio)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. L, 1, n.° 10.

In nomine sicut deus amen ad ognun sicut claru et manifestu qui nos guillermus per ipsa gracia de deus ginghe darbore comite de goceani biscomite de Narbona et de basso attendendo chi chosus vassallos et subditos suos quales in sos exaltamentos et honores deosus senyores issoro siant grado perant et fundant expectant dignament esser de issos senyores issoro de ogni honores et bene remunerandos adunquo considerando nos sos agradables et acceptabiles servicios a nos eassa corte nostra factos per issu amadu et fidele vassallu et subdito nostro petro efeno Citadino dessa citate nostra de sacere et qui deus auxiliante speramus dacommo innantis ad fagher debito nostro est comente bono adoperante et bolito qui est stadu at ad istare deus mediante in sos honores et arricchimentos nostros comente et bono adoperante remunerarlo. Unde nos vistos sos servicios factos a nos per issu dictu perdu donamus et pertitulo de donacione concedimus et damus sa villa de monte situata in territorio de Montagudo cum toto sos parabiles pradors preconto de sa dita villa sa quale preconto confinat infina assu adu de tercils quos termines de terra nova et cum totas alteras confines qui at et podere averi sas quales volumus chi tengat ghedat et possedat isse et heredes suos perpetualement gassi comente nos lamus factu et dado sa dita donacione sa quali volumus chi sicut inter vivos chi pro causa nissuna revocare non si possat con tota signoria alta e baixa et meri imperio chi firmamente e pacificamente la godat isse e sos heredes suos secundo narat de supra Reservando chi sa dicta villa non possat vender donare a prelados preydoros ni a nixium homine qui sicut de sa gleya ne a homines seculares qui sicut amighos Vassallos e servidores de sa corte la possat vender donare et fagher inde su bene placitu suo isso et heredes suos comente et causa propria issoro e via plus donamus assu dictu pedro su jus padronadu de sancte paulu de villa bacuri su quale jus padronadu est senza cura de anima et est istadu perpetualemente semper dae

principio de sos senyores pasados darborea abilectores nostros at noietra qui est pro sa quale causa volumus chi sicut au: et de herede suos qui la possat tenere darla concedere aposte et a piaghene suo semper et quando abollere et gaxi comandamus a majores de camera armentarios de loghu et a castellano qui est a su prexente de Montagudo et: qui adesser day como inantis et ogni aceru oficiale et a sos homines et populo dessa dita villa de montis qui depiant su dicto popullu ignerio per segure issoro ad issu dictu pedru et ad heredes suos et prestet et fagheris sacramento et homagio comente est debito de fagher sos vassallos assu senyores issoro senza nissuna contradicione in cuy rey testimonium amos comandadu sa prexente litera nostra patent esser fecta e de su sigillo nostro sub sigillada in prexencia de sos multos nobiles nisser pedru ramo de monbru senyore de morella e de mossen iohanne senyore de lasoles Ramon burde plissi et de malucha caraci e de iohannis secretario dessu dicto senyore in issu campo de Camaronte in codema rasa a dies xv de freargiu Millesimo quadringentesimo decimo secundo guillermus darborea.

XIII*.

Relazione della difesa della città di Alghero fatta dagli Algheresi contro l'assalto dato dal visconte di Narbona e dalle sue genti d'arme composte di Francesi e di Sassaresi, e della vittoria dai medesimi riportata sugli assaltatori.

(1442. — 6 Maggio)

Dagli Archivi della città di Alghero.

Eu nom del Omnipotent Deu, de la Gloriosa Vergie Maria y dels Benaventurats Arcangiel S.^t Miguel, y Apostol, y Evangelista S.^t Ioan Patrons de esta Ciutat de Alguer.

Memoria sia per lo es devenidor, com en lo ayn 1442 en semblant die de vui, essent esta Ciutat com vni es dels Serenissims Reis de Aragò de immortal recordaciò, y governant de Governador en esta Ciutat, y en tot lo present Cap de Logudor Mossen Ramon Satriillas, vingueren los Francesos, enemichs de la Corona de Aragò, y per llur Caps y Capitans lo Bisconte de Narbona, y lo Bastart de Saboya (2), los quals volente ensenior de esta Ciutat, en tal nit com esta, vingueren ab tant silenci, y secret q' escalaran las murallas, del q' essente avists les sentinelles, y guardias, tocaren al arma, y com los habitadors, y moradors estavan apercebuts, per tenir com teuan los enemichs approp, foren encontiment à punt ab sas armas, ballestres, y vergues, y trobaren già los enemichs q' avian entrada la terra, y resistintlos ab gran valor, y esfors daren en ells, y apres de gran pelea los retiraren, y abstringueren en la Torre del Esperò,

(1) Questa donazione fu poi confermata ed ampliata con altre concessioni da Don Alfonso V Re di Aragona e di Sardegna nel 2 settembre 1490. Ved. infr. Cant. n.° XXI*.

(2) Era figlio naturale di Amedeo VII di Savoia, chiamato *il Conte Rosso*. Egli era venuto in Sardegna per fare la guerra agli Aragonesi con Guglielmo Visconte di Narbona, il quale pretendeva alla successione degli Stali (Gibicaro) di Arborea.

siguint lo esfors y valor del llur Capitá y Governador, lo qual axilbé estáva nafrát, non per ço afoxiá, n' de-
semparà la Batalla, ni dexiá de fer tot ço y quant a
bo Capitá convenia, appellidant « Aragó Aragó, Muiren
Muiren los Francesos, y los traydors etc. » y posaren
foch en la torre del Esperó a hont se eran retirats, en
lo qual conflict les dones ab gran coragie y varonil
anim (del que merexien per tots temps gran llaor) ajuda-
ren ab fexios de ramma, y brandons en las mans
accudiren per a posar foch en dit lloch, y al últim foch
Nostre Señor servit dar victoria als nostres ab gran mor-
taldat dels enemichs, entre los quals restá presoner lo
Bastart de Saboya y llur Capitá, al qual li foch llevat
lo Cap ⁽¹⁾ lo endemà de la Assensió del Señor de dit
ayn, en la Plaza que se diu de S.^t Esteva en lo carrer
de S.^t Antoni, per la qual victoria haventla coneguda de
ma del Omnipotent Deu nostre Señor, haventli fet gràs-
sies com á bons Cristians, votaren la festa del Glorios
Apostol y Evangelista S.^t Ioan de la Porta latina,
essent estada en son die, lo qual es de creure foch
intercessor devant del Señor per alcanzarla, y de festegi-
ar lo tal dia, y cantar en verso algunes de les coses
memorables, e indignes euehides en aquella jornada, a
tal reste memoria de tal victoria, y per q. reste fama
de la azafia y valor dels nostres antichs moradors de
esta Ciudad, la qual nos sia sempre per espill de volerlo
imitar en ser fiels y lleals al Rey nostre Señor, y de-
fensar ab lo malax valor y esfors la nostra Patria y
Ciutat contra los q. semblant atriment voldran tenir,
fent grassies, y dant lloors al Señor, y al Apostol y Evan-
gelista Sant Ioan, per haverla lliurada en tal die de tal
invasió, supplicanto humilment nos vulla ser Advocat e
Intercessor devant la Divina Magiestat, q. la vulla guar-
dar á ella, y a tots sos Ciudadans de tot perill, y sini-
stre. Amen.

XIV*.

*Strofe, con ritornello, che si cantavano pubblicamente, e
con molta solennità in Alghero, nella festività di San
Giovanni Apostolo ed Evangelista ad portam latinam,
per celebrare l'anniversario della vittoria ottenuta dagli
Algheresi sopra i Francesi ed i Sassaresi capitanati
dal visconte di Narboma (2).*

(1) La pena capitale fu eseguita sulla sola persona del Bastardo di Savoia, come si rileva dal seguente documento n.° XIV: *Strofa 7*.* — Lo notiamo, affinché le parole che sieguono y llur Capitá non inducano in errore, e facciano credere, che la stessa sorte sia toccata al Visconte di Narboma.

(2) Queste strofe si cantavano con accompagnamento di molti strumenti musicali nella gran Porta di terra in Alghero. L'autore del presente Codice le udì cantare egli stesso nel 1839, e dovette assistere a questa secolare maledizione poetica contro i suoi concittadini sassaresi. Fino ai primi anni del secolo xvi il canto di queste strofe serviva come di accompagnamento all'abbruciamento di un fantoccio, raffigurante un soldato francese, (perchè francese era il Visconte di Narboma, e francese nella maggior parte la sua gente d'arme) che il popolo chiamava per scherno *El Frances, ossia François*. Però nel 1698 il governo Vicerale dell'isola proibì questa barbara solennità popolare, alla quale sopravvisse per molto tempo ancora il canto delle suddette strofe, che poi fu ancor esso trascinato inferamente. Per meglio conoscere la storia e gli spiriti municipali di quei tempi, riportiamo qui un Distico parte latino

(1412. — 6 Maggio).

Da dotti Archivi della città di Alghero.

COBLES DE LA CONQUESTA DELS FRANCÉSOS.

1. O Visconte de Narboma
Be havén mala rabó
De vos escalar la terra:
Del molt Alt Rey de Aragó.
2. Escalada la haveu sens falta
Mes lo Alguer be hos ha costat
Los millors homes de armes
Los llurs Caps y han dexiat
Ab molta balasteria:
Y vergadas ab baldó
Dient muiran los Francesos
Que nos han fet la traició
Del molt Alt Rey de Aragó.
3. Lo monsenhor delaltura
Que nes novell Capitá
Aquell que apres la empresa
Ab Mossen Sisilá
De tordre a nos la terra
Falsament a traició.
Gran fore estada la mengua
De la casa de Aragó
Muiran muiran los Francesos
Que han fet la traició
Al molt Alt Rey de Aragó.
4. Defensada nos han la terra
Los Albergans ab gran vigor
Quant veeren lo llur combatre
Cetrillas Governador
Aquell que nefrat estava:
Mostrá gran esfors y bó
Dient muiran los Francesos
Que nos han fet la traició
Al nostre Rey de Aragó.
5. La Bandera haveu dexada
Visconte mal vostre grat
Virgili que la portava
De bona nes escapat
Ferit foch de un colp de glavi
I nefrat de un virato
Prestament salla la escala
A cercar son Compaió.
Muiran muiran etc.
6. La trompeta que aportavan
Poch li valgue son sonar
Nel assalt que atecavan
Casent no y gosan montar
Ans fugi ab lo Visconte:
Quan ell vera la destrucció

e parte spagnolo, che ha la data del 1698; e rivela quanto ancora fosse vivo in Alghero l'antico odio catalano contro i Francesi, e contro i Sassaresi loro alleati. — È una curiosità aneddotica. Eccola:
= Addition, y exposition, etc.

Que fàçian dels Francesos
En la torre del Esparó.
Muiraa muiraa etc.

7. En lo Bastart de Saboya
No hos y cal pas esperar
Que già mes Castells ni vilas
No vœuren pas escotar
Puix que en lo Alguer sens falla
Pengiat lo han com un lladró
I tota li han la testa
Lo endemà de la Açensió.
Muiraa muiraa etc.

8. De les dones vos diré
Difias son de gran llor
Quals tingueren gran coraggie
Defensant al l'ier Señor
Apportavan totas llefia
Cascuna ab son brandé
Per mettre fech à la torre
Que se appella lo Esparó
Dient muiraa los Francesos
Que han fet la traició
Al nostre Rey de Aragó.

9. O traydors de Sassaresos
Ara no' hus caldra llamar
Que los vostres amichs francesos
Son vinguts a visitar
França França aveu cridada
Molts Francesos haveu vist
Y per tota vostra vida
Per traydors sareu tenits
Muiraa muiraa los Francesos
Ils traidors de Sassaresos
Que han fet la traició
Al molt Alt Rey de Aragó.

10. O Bisconte de Narbona
No hos y cal pas a tornar
Que en la Isla de Sardefia
No porreu res heretar
Mas tornavon en malora
En Narbona a fer traició
Si no voleu que hos llevi lla testa
Lo molt Alt Rey de Aragó.

11. Grans llaors li sian donadas
Al Apostol Sant Ioan
Lu de la Porta llatina
Feen li Festa cascun Ayn
Aquell que per nos pregava
Tots fasamli Oració
Que supplique a Deu lo Pare
Que nos guarde de traició.
Muiraa muiraa los Francesos
Ils traidors de Sassaresos
Que han fet la traició
Al molt Alt Rey de Aragó.

FINIS.

ADDECCION Y EXPOSICION sobre el Dialogo dicho en la libertad
del Frances, cessa François que cada año suele quemar la
soble Ciudad de Alguer. librado solamente por el año 1623
a petición de sus hijos los de Sacer.

Frances.

Heu me miserum
Quia vilis factus sum!

EXPOSITIO.

Si mis hijos no me vieran
Padeçer tantos dolores
Mis males fueran menores,
Ni ellos deshora tuvieran.

D.^a Miguel Comprat Sassares.

Noli timere, quia qui tetigit te, tanget pupillam ocu-
lorum meorum.

EXPOSITIO.

No os dejaré padeçer
Pues soy vuestro hijo benrado
Porque el morir vos quemado
Fuera afrenta a mi hazor.

Frances.

Spes mea tu in die afflictionis
Libera me, quia Pater tuus sum.

EXPOSITIO.

Tu mi esperansa eras
En esta mi affliction
Tu mi gran Consolacion
Tu mi bien, mi querer eras.

D.^a Miguel Comprat Sassares.

Unam petii a Domino
hanc requiram.

EXPOSITIO.

Una cosa sola pido
Y sola esta he de buscar
Que no se deje afrentar
A mi Padre tan querido.

Frances.

Si hoc fuerit unguentum,
effusum erit nomen tuum.

EXPOSITIO.

Hijo seras medicina,
Cura tuya, y de mi mal,
Si de una afrenta tal
Libras esta alma mesquina.

D.^a Miguel Comprat Sassares.

Orans pro Rege Sassarenensi
Pro Gallo; ne uratur Domine,
Ne des patrem meum in perditionem.

EXPOSITIO.

El amor paterno es tal,
Que es fuerza a mi que le pida
Que no sufra por su vida
En mi padre tan gran mal.

El Baron Manca Sassares.

Non credebam narrantibus mihi
donec ipse vidi; ne facias Domine
opprobrium nostrum.

EXPOSITIO.

Muchas vezes no he creydo
Lo que ahora veo aqui,
Y pues lo veo vengo a ti
Señor, que le libres pido.

D.^a Gaspar Pilo Sassares.

Vide Domine afflictionem meam,
Considera quia ego tecum sum.

EXPOSITIO.

Grande afrenta se me haze
Señor en su compañía,
Y si bien juga no es mia
Si eso a su Excelencia place.

D.^a Bernardo Sanna Alguers.

Domine ne corrumpas insignia.

EXPOSITIO.

Señor es antigüedad
Que a costumbra en este dia
Hazer con grande alegría
Aquesta Noble Ciudad.

El Baron de Sorso.

Patres nostri manducaverunt uvam acerbam, et Pa-
rentes nostri destructi sunt.

EXPOSITIO.

Nuestros Padres causa fueron
Que esta afrenta nos suframos,
Y pues hijos nos hallamos,
Paciencia pues lo bisieron.

El Gobernador de Capudoro.

Propter delicta nostra eveniunt nobis mala; sed libera
nos a malo.

EXPOSITIO.

Verdad, que son nuestros males
Causa de nuestra vergüenza
Però, Señor, indulgencia
Que nos libre de otros males.

*Gracia otorgada del Virey a los Sassareses
en favor de su Padre.*

Vos qui sequuti estis me, erum vos de ignominia
vestra, et Patrem vestrum salvare faciam.

EXPOSITIO.

No sufre Persona Real
Desboga en sus servidores,
Y pues los sois Señores
No sufriré cosa tal.

ADDITIO.

Pues tengo bien conocido
Que nunca me haveis dejado,
Haré que no sea quemado
Vuestro Padre tan querido.

VOCATIO.

Venga D.^a Fran.^{co} amado
Que el hará mi embajada
A los lorados, y haga
Que el Frances no sea quemado.

MISSIO.

Señor, vaya de mi parte
Al Señor Jurado en Cabo,
Y diga, que soy rogado,
Que el Frances no se maltrate.
A los otros diga assi
Pues estan halli presentes,
Que es rason a tales gentes
Se satisfaga por mi.

INSTANTIA.

Si disen, que no es rason
Se quite esta antigüedad,
Diga le den libertad,
Que esta es mi resolución.

Nobilis D.^a Franciscus Amat nuntius ubi exposita.

EXPOSITIO.

Señores vengo embiado
De parte de Su Excelencia
Que al Frances se de indulgencia
Y que no sea maltratado.
Dicho me lo han, y rogado
Los Señores Sassareses
Como hijos de Franceses
Que el Padre no sea quemado.

El D.^r Vellino Sassares, y Jurado Segundo.

Quam dulcia auribus meis eloquia tua!

EXPOSITIO.

O que dulce hablar que hase
Señor D.^a Fran.^{co} Amado,
Pues soy Segundo jurado
Lo hará porque me place.

*Los quatro Jurados de Alquer responden
a D.^a Fran.^{co} Amat.*

Durum est contra stimulum calcitrare.

EXPOSITIO.

Pues requiere Su Excelencia
Que el Frances no sea quemado,
Señor D.ⁿ Fran.^{co} Amado,
Le diga buena paciencia.
Super expositionem
Pues que ganar no podemos
Si contra de el contrastamos
Per esta vez le libramos
Y otras dos lo quemaremos.

D.ⁿ Fran.^{co} Amado.

Sic honorabitur quemcumque voluerit Rex honorare, ne
indignatio eius super nos veniat.

EXPOSITIO.

Esta suerte será honrado
Quien a su Duēno obedesse
Si mereçe, o no mereçe
No busquēmos tal cuidado.

El Señor Obispo Machin Alguer.

Liberate eum quia ipse vult.

EXPOSITIO.

Pues no quiere sea quemado
Le libre con regosijo,
Y mi Sobrino, que es el hijo
Se de en su casa recado.

Los Jurados de Alguer.

Solvite eum; sinite abire.

EXPOSITIO.

Que se desate el Frances
Mandamos, et hoc in quantum
Possumus pro hac vice tantum,
Que es desir por esta vez.

Los muchachos de Alguer.

Ecce maledictus, lapidemus eum.

EXPOSITIO.

Pues tus hijos te han librado
Maldit Frances traydor
Aora has de morir peor
Moriras apedreado.

Escrive Alguer a Caller.

Fecit redemptionem plebis suae.

EXPOSITIO.

Hise la redempcion
Saçer de su Padre honrado
Pues a quemar condenado
Fue libre a su peticion.

Responde Caller a Alguer.

Inimicus ero inimicis tuis, et odiantes te disperdam.

EXPOSITIO.

Pues que Saçer redimio
A su Padré tan querido
Le sea comun enemigo
Que otro y tanto baré yo.
Super expositionem.
Por proximo no le tengo
Pues de mi está lontano,
Y pues a ti es sercano
Has lo que a desir te vengo.
Salis etc. etc. etc.

XV.

Convenzione tra gl'inciatii del Comune di Monte-Leone da una parte e il conte di Quirra col suo seguito di cavalieri e gentiluomini dall'altra, per l'assoldamento di uomini d'arme, balestrieri, e cavalli, all'oggetto di liberare dal carcere Nicolo D'Oria, signore di detto luogo di Monte-Leone, di far guerra ai suoi nemici, e di riconquistare le castella, le terre, fortezze, e provincie appartenenti al di lui dominio.

(1442. — 15 Maggio)

Dai Regii Archivi di Cagliari, Reg. R., 4, fol. 91.

CAPITOLS concordats ab les Messatgers
de Montileho (1).

A dies XV de Maiu de M.^o CCCCXII (2).

Capitulos hordinados concordados et agabados cum su Magnifico et Excelso signore Conte de Quirra (3), Cavalieris et gentilia hominis qui sunt in compaignia dessu ditu signore Conte, dessas causas giustas et rezionivi-

(1) La sopra scritta rubrica in lingua catalana vi fu evidentemente apposta al tempo della formazione del Registro in cui la Convenzione fu inserita, giacchè questa essendo tutta per intero dettata e scritta in lingua sarda, non vi sarebbe stato motivo di scriverne la intestazione in lingua forestiera, se tale intestazione fosse stata contemporanea alla Convenzione medesima.

(2) Da questa data, e da quanto si legge appresso nell'articolo 7.^o della presente Convenzione appare certo che Nicolo D'Oria era ancora ritenuto prigioniero nel 15 maggio 1442. Quindi il Fara (DE RES. SARD. Lib. IV, Pag. 329, Ediz. Taurin.), notando giustamente nel 1411 la battaglia in cui il D'Oria fu fatto prigioniero di guerra dal Visconte di Narbona, anticipò di un anno la di lui liberazione, dicendo che il Visconte *preibus Sasarenensium statim* (eum) dimisit.

(3) Il conte di Quirra, o Chirra, di cui si parla in questo luogo, era Berengario Carroz, il quale con molti altri baroni catalani venne in Sardegna nel 1409 per combattere sotto gli ordini di Don Martino re di Sicilia contro il Visconte di Narbona. — Egli prese parte alla battaglia di Santuri combattuta nel 30 giugno dello stesso anno; succedette nel 1411 a Giovanni Montagnans nel Governo di Cagliari e di Gallura; e nell'anno seguente contribuì efficacemente con Leonardo Cubello, marchese di Oristano, a mantenere in fede i popoli di Arborea, che il suddetto Visconte di Narbona tentò di bel nuovo di far sollevare e seguire le sue parti. Nel 1413 tolse in moglie Eleonora di Pietro Manriquer, ed ebbe in dote alcuni feudi in Sardegna per l'annua rendita di mille cinquecento fiorini d'oro. In tal guisa i Sardi, sotto il governo Aragonese, pagavano eziandio gli amori e le nozze dei baroni catalani. Vedi FARA, *De Res. Sard.* Lib. IV, pag. 318 e seg. 329, 333 e seg. — ZURITA, *Annal. de Arag.* Lib. XII, Cap. XXXIV.

les (1) qui intro dessu presente *cater-nacciu* (2) si contem, causa at, causa, capitulu at capitulu etc. ço est.

Et primo sos quales capitulos et hordinaciones amus recheutu et confirmadu primo Eo Franciscu de Sancta Columba (3), Antoniu Doria (4), Andria Iacanu, Iohanne de Serra Fara, et Gavine Fanguu Ambaxiadores mandados da dessa huniversidade dessu loghu de Monte Leone (5); et simili sunt istados presentes a vider hocaladamente sas ditas causas et contratos qui amus fatu cum su ditu segnore Conte et Cavalieris qui sunt in compagnia sua sunt istados presentes Iulianu Sachoni, Clementi de Còri, et P. de Còri dessu ditu loghu de Monte Leone (6).

4. Item bolemus et ultramius dari per ciaschadunu homini *darinas* (7), ço est cum sa lança in mann bolemus dari *forinos doro* (8) duchatos xi per mese, ço est per duos meses, qui sunt per sos duos meses fatos, monthan duchatos xxi (9); et ciò si intendat qui in sa cantidadi dessa dita gente darinas non bi deviant aver pagios plus de xxi; sos quales pagios bolemus qui depiant aver forinos doro duchatos xi per ciaschadunu, secundu de supra (10).

2. Item bolemus et consentimius dari et pagari amorivillamente a tolos sos balieris qui su ditu segnore Conte at portari in compagnia sua, ço est qui siant a cavallu, bolemus dari *forinos Daragona* (11) viii. per ciaschadunu su mese.

3. Item bolemus et consentimius dari et pagari, in cantu su ditu segnore Conte boleit portari in compagnia sua Sardu alçunu de caluncha conditioni qui siat bene armadu et bene a cavallu, bolemus dari bene et amorivillamente *forinos doro duchatos iiii.* secundu qui semper est consueptu (12).

4. Item bolemus et reherimius a su ditu segnore

Conte, cavalieris, et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua qui su cominciamentu dessu mese non siat ceptu su primo die qui ant cavaligari *das custu loghu de Calaris* (13), et SELURI (14); et in Seluri non si depiant aturari nen istari plus de una jornada, et poscha seguiri su caminu hui si depet andari, ço est assa vila de MACHUMERE (15) in sa quali bolemus et consentimus dari su soldo a sa dita gente, tante de over in sa dita vila, cantu in sa LIGHERA (16), over in Bessa (17).

5. Item bolemus et reherimus a su ditu segnore Conte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sos ditos bolemus de cavallu siant bonos et sufficientes, bene a cavallu, et bene armados.

6. Item bolemus et reherimus a su ditu segnore Conte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sa *mostra* de sa dita gente siat facta in sa vila pre-dita de Machumere, over in sos loghos de supra narados hui debent receiveri su ditu soldo.

7. Item bolemus et reherimus a su ditu segnore Conte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua, qui sa dita gente darinas depiant fagueri sa guerra bene et lealmente per honori de su grandi principe Segnori Re Daragona, et per salvacioni et *ischampamentu* de su Signori nostru Misser Nicolosu (18), et simili pro su populu et huniversidadi de su ditu loghu de Monte Leone.

8. Item bolemus et reherimus a su ditu segnore Conte cavalieris et gentilis hominis qui sunt in compagnia sua,

(13) *Das custu loghu de Calaris*, ossia da questo luogo di CALARI; lo che dimostra che la Convenzione fu fatta e conclusa in Cagliari.

(14) SELURI; odierno SANLURI.

(15) MACHUMERE; l'attuale villaggio di MACOMERA, antica MACOPPISSA dei tempi romani.

(16) LIGHERA; la città di ALGERO.

(17) Bessa; l'antico e l'odierna città di BOSSA.

(18) NICOLOSO; cioè Nicolò D'Orta, NICOLÒ DE AURIA, come vedesi nuovamente nominato nel seguente capitolo 8.º. Era egli figlio di primo letto di Brancalone D'Orta che poi tolse per seconda moglie la famosa Eleonora di Arborea; era Conte di Monteleone, e di Castel-genovese; possedeva le importanti rocche di Bonivado, di Ardara, e di Chiaromonte; dominava nelle regioni (*incontradas*) di Cabo Abbas, di Meilogu, e di Angona nel Logudoro; e pretendeva inoltre a dritti feudali su Terranova nell'antico Giudicato di Gallura. Dappoiché, per la caduta del Giudicato di Arborea, Leonardo Cabotello fu investito della maggior parte dei luoghi che costituivano gli antichi Stati Arboresi, col titolo di Marchese di Oristano e di Conte di Goceano, Nicoloso D'Orta rimase in fede verso i Re di Aragona, e concorse con le sue genti e col proprio denaro a combattere i nemici degli Aragonesi, fra i quali era allora Guglielmo visconte di Narbona, che con le armi alla mano sosteneva i propri dritti al suddetto Giudicato di Arborea. Ma nel 1411 egli fu vinto e fatto prigioniero dal Narbonese; e la presente CONVENZIONE riguarda appunto la sua prigionia e i mezzi co' quali i suoi vassalli cercavano di farlo mettere in libertà, e riacquistargli tutti i luoghi e terre da lui perdute in quella guerra. Liberato poi col riscatto di tremila fiorini d'oro pagato dai Sassaresi, e restituito alla sua primitiva potenza, si diede perseguitato dagli Aragonesi medesimi ch'egli per tanto tempo aveva difeso, perchè essi mal sofferivano che avesse una così grande influenza nell'isola. Quindi fu da necessità costretto a combattere contro questi suoi dominatori stranieri. Sosteneva vigorosamente nel 1434 l'assedio del castello di Monteleone postosi dalle armi regie; e non fu che due anni dopo che il medesimo fu da lui ceduto per accordi coll'altro suo castello di BONIVU, e di Bonivico. Nel 1437 gli fu tolto per forza d'armi il castello di Chiaromonte; per lo che egli si mosse a combattere nuovamente, ed espugnò il castello Doria. Ridotto così alla sola signoria di Castelgenovese, Nicoloso D'Orta vi si difese per undici anni continui contro gli sforzi rimati degli Aragonesi e dei Sassaresi; ma finalmente nel 1448 dovette cedere, e quest'ultimo baluardo della sua indipendenza cadde in potere dei suoi nemici (Ved. FARA, *De Reb. Sard.* Lib. IV, pag. 395-30-43-47-49-51).

(1) *Razionivies*; cioè ragionevoli.

(2) *Caternacciu*, vale a dire *quinterno*.

(3) Forse è lo stesso Gio. Francesco di Santa Columba, che nel 1398 era stato Viceré di Sardegna. E forse il Comune di Monteleone lo aveva messo alla testa dei suoi inviati (*ambaxiadores*), onde con la sua autorità potesse più facilmente concludere la convenzione col Conte di Quirra.

(4) Antonello o Antonino Doria era probabilmente un qualche stretto congiunto di Niccoloso Doria.

(5) Erano questi cinque gli ambasciatori del Comune: gli altri tre, il di cui nomi si leggono appresso, furono soltanto presenti alla Convenzione e testimoni dell'atto, quindi scrissero nel *cater-nacciu*.

(6) Qui finisce l'introduzione all'atto. Seguono immediatamente i patti, i quali, per maggior chiarezza, ho controsegnaato con numeri che non esistono nell'originale.

(7) *Darinas*, cioè *di armas* o *d'armas*.

(8) *Doro*, ossia *di oro*, o *d'oro*. Che cosa poi fossero questi *forini d'oro ducati* (*forinos doro duchatos*) non è facile indovinarlo. Il mese improbabile pare, che si convenisse di pagare al mese tanti forini d'oro quanti ne valeano undici ducati; lo che si può arguire dal conto che subito dopo si fa del montare della paga di due mesi già sovvertiti, nel quale non si parla più di *forini d'oro*, ma di *soli ducati*.

(9) Qui occorre assolutamente errore di cifra, o nell'originale, o nella copia, perchè la paga di due mesi, a ragione di undici ducati al mese, somma a xxi ducati, non a xxi come sta scritto.

(10) Come si vede non si fece distinzione pel soldo mensile tra gli uomini d'arme e i loro paggi, poichè anche per costoro furono stabiliti undici *forini d'oro* (*duchatos*) al mese. Però il numero dei paggi fu ristretto a soli ventuno, mentre quello degli uomini d'arme o di grave armatura non fu determinato.

(11) *Daragona*, cioè *da dragona*.

(12) Era dunque costume che gli uomini d'arme nativi dell'isola, laddove prendessero soldo di guerra per servire nell'isola medesima, erano pagati a ragione di forini d'oro (*duchatos*) quattro al mese.

qui tolos sos Castelos terras e fortalitis et contradas' appartenentes giustamente e madrimonialmente (1) assu ditu Segnore nostru Misser NICOLOSU DE AURIA, qui per issa dita gente d'armas saet poder conchistare, deplant esser torradas e restituidas in potere e libertade dessu populu e bñiversitate dessu ditu loghu de Monte-Leone per parte dessu ditu Segnore nostru Misser Nicolosu. Et simili reberimus de gracia specialia a su ditu segnore Comte qui depusti conchistadu et reconperadu qui sial alcunos de sos ditos loghos e fortalitis su ditu segnore Comte de benignitati sua li placbat dignare si cunsignare et confirmare sos ditos loghos assu ditu populu et bñiversitate de Monte-Leone supra sa auctoritate e libertade qui su ditu segnore Comte aet dessu ditu Segnore Re Daraghona; e de ciò lu pregamus. Et in cantu alcunos de sos ditos loghos esserent discrepantes et rebellos, qui non boletent essere a bona concordia, et intrare los podet su ditu segnore Comte cum sa dita gente d'armas per forza, qui tolas sas personas et averes de cussos bolemus et consentimus qui deplant essere dessu ditu Comte et gentes; et issos ditos loghos et fortalitis supraditas remangunt in potere de sos homines dessu Nobili Segnore nostru Misser Nicolosu; ço est, et primo su castelu de BONVIGINU (2), cum sa contrada de CAPU DARRAS (3), sa capula (4) cum su castelu d'ARDAR (5); et simili sa contrada de MESULOGHU (6) et CLARAMONTE (7), cum sa contrada de ANGLONA (8); et simili pro consecuenti de TERRANOVA (9) cum sas appartenencias suas.

9. Item consentimus et ultiriamus, in cantu sos ditos concidentes (10) faghirint gracia a su Segnore nostru Misser Nicolosu, qui esseret liberadu de sa prexione per forza over per amore, qui su soldu qui sa dita gente at avere recividu sial ipsoro bene et giustamente, et qui nexunu no li depiat narare contra, cantu su ditto Segnore nostru Nicolosu, cantu enciandz (11) servidore suo alcunu.

XVI.

Ferdinando I Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, in Sardegna,

(1) *Madrimonialmente*; appartenenti cioè a Nicolosu Doria per via della moglie, la quale, come si notò avanti (Ved. sopr. CARTA n.° V*, in not.), era sorella di Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano.

(2) *BONVIGINU*. Corrisponde all'originale denominazione catalana *BONVERNI*, che si trova più spesso nelle carte antiche.

(3) *CAPU DE ARDAR*. Castello già appartenente agli antichi Giudici di Torres.

(4) *CAPULA* (parola originale sarda). Significa *tratto di territorio* appartenente a territorio più vasto od a luogo abitato.

(5) *D'ARDAR*. Castello d'ARDARA, residenza ordinaria degli antichi Giudici Turritani nei secoli XII e XIII, dalla quale sono datati molti loro ATTI diplomatici e varie CARTE di donazione (Ved. il Vol. I di questo CONCISE).

(6) *MESULOGHU*, odierno *MISLOGU*.

(7) *CLARAMONTE*, odierno *CLARAMONTI*, che in sardo logudorese (il vero sardo originale) si pronunzia ancor oggi *ZARLAMONTI*.

(8) *ANGLONA*; vasta e ferace regione del LOGUDORU. Fu infestata sotto il governo Aragonese; e poi sotto il governo Spagnuolo fu eretta in Principato.

(9) *TERRANOVA*; l'odierna TERRANOVA nell'antico GIUDICATO di Gallura.

(10) *Concidentes*; vale a dire *contracenti*, *concedenti*; e si riferisce alla gente armata che doveva seguire il Conte di Quira per liberare Nicolosu Doria.

(11) *Enciandz*; abbreviatura di *enciandus* (*etiandus* Lat.).

dicendogli di aver conferito con gli ambasciatori da lui inciatigli, di sapere quanto egli aveva fatto e faceva nell'isola a favore della Corona di Aragona; gli promette perciò rimunerazione e favori, lo prega di continuare virilmente la guerra contro i nemici di detta Corona, e gli annunzia il prossimo invio di uomini d'arme e di balestrieri.

(1442. — 14 Settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRA. SARDINIA, I, ab ann. MCCCXII ad ann. MCCCIV, fol. 2.

LO REY DARAGÓ, É DE, CILICIA.

Marquès, per vostres Misatgers, devant nostra presència tramesos, hèvem entesa la relació quens han explicada de vostra part, açà mateiz havem entesa la bona fama vostra, è los notables serveis, que havets fets, y continuats fer à la nostra Corona Real, los quals havem en memoria, è record, è no passaran sens digne remuneració, perçous pregam, e manam que vullats aquells continuar açà com de vos sertament confiam, certificant vos, que Nos farem prestament dellivar vostres Misatgers ab bon receipte, è trametrem aqui socors de gent d'armes, è Balesters, sostenint aquells qui ja son agni, per tal manera, que los traydors, è rebelles à nostra Real Corona, seran destruits axi com merexen, è de lur destrucció sarà perpetua memoria, qui donarà exemple à tots los altres (19). Dada en Zaragoza à xiiii dias de setembre del any m.cccc.xii.

REX FERDINANDUS.

Dirigitur Nobili et Dilecto nostro Marquese Doristanij, Comiti de Gociano.

XVII*.

Ferdinando I, Re di Aragona, a domanda fattane da Elia, Arcivescovo di Arborea, ambasciatore di Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, in Sardegna, concede a questi ultimi, e conferma a di lui favore tutti i privilegi, donazioni, franchigie, immunità e concessioni, che per lo innanzi gli erano state fatte, ordinandone la perpetua ed inviolabile osservanza.

(1445. — 20 Agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRA. SARDINIA, II, ab ann. MCCCIV ad MCCCXVI, fol. 3.

Patet nñiversis quod Nos FERDINANDUS Dei gratia REX ARAGONUM, Sicilie, Valentie, Majoricarum, Sardinie et Corsicæ, Comes Barchinonæ, Dñi Athenarum et Neo-

(19) I ribelli alla Corona, ai quali si accenna nella presente lettera, erano Guglielmo Visconte di Narbona e i suoi aderenti e seguaci. Il Narbonesc pretendeva all'antico GIUDICATO di ARBorea in virtù dei dritti trasmessigli da Beatrice di Arborea, ultima figlia del GIUDICE Mariano IV e sorella della famosa Eleonora di Arborea. Questi dritti egli sosteneva colle armi; e Leonardo Cubello, che prima parteggiava per lui, seguì poi le parti del Re di Aragona, e sostenne, ora solo, ed ora con l'aiuto delle armi Aragonesi una vita guerra contro lo stesso Narbonesc.

patriae, ac etiam Comes Rosilionis, et Caeritaniae. *Ad humilem supplicationem* per Reverendum in Christo Patrem Eliam, Archiepiscopum Arborens. Nuntium, et Ambaxiatorem, per vos Egregium Leonardum, Marchionem Aristanni, et Comitem Gossiani, ad Nos missum propterea nobis factam, omnia et singula Privilegia, donationes, franquitates, concessiones, immunitates, ac bonos usus, facta, concessa, et indulta, ac factas, concessas, et indultas, vobis dicto Egregio Marchioni, huius Cartae nostrae serie, laudamus, approbamus, ratificamus et confirmamus, ac nostrae confirmationis praesidio roboramus, si et prout iustus eis, melius que usus fuistis. Mandantes per eandem Incito, et Magnifico Alphonso, Principi Gerundae, primogenito nostro charissimo, ac in omnibus Regnis, et terris nostris Generali Gubernatori, et post dies nostros longaevos, Deo propitio, legitimo successori, eiusque vicegerentibus, aliisque universis, et singulis Officialibus nostris, et Subditis dicti Regni Sardiniae, et etiam caeteris, tam citra, quam ultra mare, infra nostri dominium constitutis, praesentibus, et futuris: Quatenus confirmationem nostram huiusmodi teneant firmiter, et observent, et faciant ab aliis inviolabiliter observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione. In cuius rei testimonium praesentem vobis fieri iussimus, nostro sigillo pendenti munitam. Dat. Valentiae, vicesima die Augusti, anno a Nativitate Domini m.cccc.xv. Regnique nostri quarto.

Sig-+num *Ferdinandi, Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comitis Barchinae, Ducis Athetaenarum et Neopatriae, ac etiam Comitis Rosilionis et Ceritaniae, Rex Ferdinandus.* Testes sunt, Petrus Archiepiscopus Terrachonae, Alfonsus Dux Gandiae, Emericus de Villena, Ioannes Comes Cardonae, et Petrus Maça de Liçana, Consiliarii Domini Regis.

Sig-+num mei *Pauli Nicolai, dicti Domini Regis Secretarii, qui praedicta de ipsius mandato scribi feci, et clausi. Corrigitur autem in lineis iij FACTA et alibi, in eadem iij ET INDULTAS.*

Dominus Rex mandavit mihi, Paulo Nicolai, et visa fuit in Concilio, ubi lecta, et informati idem Dominus Rex, mandavit expediri.

XXIII*.

Pietro, Arcivescovo di Cagliari, presenta un Ordine di Berengario Carroz, capitano generale di Sardegna, onde non essere turbato nella pacifica possessione e nell'esercizio dei suoi diritti sulla villa di SANT'ADA nel luogo di SOLCI, dipendente da VILLA di CHIESA (odierno Iglesias).

(1415. — 16 Novembre)

Dall'Archivio Arcivescovile di Cagliari, antico Codice membranaceo, Lett. A. fol. 239, pag. 2.

Noverint universi Quod die Sabati parum ante occasum Solis intitulata Sexta decima mensis Novembris anno

a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quinto decimo Reverendissimus in Christo Pater, et Dominus Dominus Petrus Dei Gratia Archiepiscopus Callarianus existens personaliter in Villa Ecclesiarum de Suro (1) videlicet in domo sive abitatione venerabilis et discreti Antoni Locci Canonici Selciani in presentia Reverendi Domini Iohannis Sulciani Episcopi et honorabilis Petri Colgij militis minoris dierum hereditati in Capite Callari ac etiam discreti Nicolai Formerij comotarii mei Malbei Serra Notarii et Scriptoris Curie Gubernatoris Callari infrascripti obtulit et presentavit ac per dictum discretum Nicolaum Formerij Comotarium meum predictum et infrascriptum legi publicari et intimari perquisivit Venerabili Piscont Xesse Mercatore abitatori dicte Ville Ecclesiarum quandam patentem Literam Sigillo secreto dicte Gubernatoris Callari et Gallure in dorso (munitam) et manu propria Nobilis et Egregij Domini Berengary Carroz Comitis Guirre Rector Capitis sive Provincie Callari et Gallure Regni Sardinie et Capitanei Generalis in dicto Regno Sardinie et Corsice per Illustrissimum Dominum Aragonum Rege nec non in manu Venerabilis Raimundi Vitalis in legibus licentiae Assessoris Ordinarii dicte Gubernationis subsignatam huiusmodi Seriei. Nos enim Berengarius Carroz Comite de Guirre Rector de la Provincia o Cap de Callar e de Gallura del Regne de Sardenia e Capità del dit Regne de Sardenia e Corseca per lo Molt alto Signor Re de Arago: Al amat Piscont Xesse abitador de Villas deglesias salut e dileccio. Com lo molt Reverent Pare en Xpi Enpere per La Divinal Providencia Archibisbe de Callar ase en poder Nostre fermat de dret sob la possessio la qual afferma aver e tenir de la Villa de Santa Ada en Sols situada, dretes rendes et jurisdiccions de aquella dubtante que Vos. . . . inquietets o pertubar facats en aquella segons afermat et dit avets fer. . . . la qual firma es estada reboda per Nos en tant com per dret é justicia fer se deu per tal de part de dit Segnor Rey á Vos manam sols pena de mil florins dor dels propis bens bavedors als Confrens del dit Senor Rey aplicadors, que de la dita Villa de Sant Ada jurisdiccio rendens o atres drets de aquella nos entremetats o entremetre facats: ne en la possessio a aquel molt Reverent Archebisbe perturbets ne pertubar facats en manera alguna. Empero si dret algu' pretenets aver sobre la dicta Villa, assignam vos que dins spais de deu dies premers venents, los quals tres per la prima, tres per la segona, é quatre per la terca e perentoriament vos assignam, siats compegunt devant Nos o vostro legitimo procurador per mostrar aquells vostres rahons que avets. En altra manera passat lo dit termino per á vos esclusa e tolta via de aqui avant de manar e expir per la dita raho. Datum en Castell de Callar a set dies de Novembre en anno de la nativitat del Nostro Señor de mylt y *cccc*. XV.

F. Assesor. Berengary Carroz. Quibus sic presentatis et per dictum discretum Nicholaum Formerij Comotarium meum. . . de pisconte de verbo ad verbum lectis publicatis, at intimatis mox idem Venerabilis pisconte Xesse in presentia testium antedictorum verbo dixit quod

(1) De Suro, cioè de Selcio, o di Solci.

recipiebat preinsertam litteram dicti nobilis et egregij Rectoris et Capitanei cum illis humiliter et sujeta reverentia quibus decet et quod erat presto contenta in dicta littera in omnibus et per omnia adimplere; petens pro sui excusatione copiam et transumptum de eadem littera sibi confici et tradi per discretum Nicholaum Formerij conotarum prefatum, nihilominus eadem registrari in Curia Regia honorabilis Capitanei et potestatis dicte Ville Ecclesiarum. Et in continenti dictus Reverendissimus Dominus Archiepiscopus istis suis responsis adque peractis, requisivit de omnibus et singulis supradictis sibi fieri atque tradi publicum et publica instrumenta ad eternam rei memoriam. Acta fuerunt hec die hora et loco prefatis presente predicto discreto Nicholaio Formerij conotario mei Ma^Xthei Serra Notarij et Scriptoris ad hec specialiter vocatis et assumptis.

Signum mei Mathei Serra autoritate Illustrissimi Domini Aragonum Regis notarij publici per totam terram et dominationem suam cui predicta omnia in hac publicam, et authenticam formam instante, et requirente Re.^{mo} in Xp.^{lo} Patre et Domino Petro Dei gratia Archiepiscopo Callaritano predicto, redigi et per dictum discretum Nicholaum Formerij conotarum meum. . . . Scribi feci, clausique die festa mensis de Iunij anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo Sexto decimo.

Locus + Signi.

XIX*.

Don Alfonso V Re di Aragona significa il suo gradimento a Leonardo Cubello, marchese di Oristano e conte di Goceano, per la fedeltà e l'affetto con cui aiutava e proteggeva gli interessi della Corona Aragonesa in Sardegna; gli raccomanda gli ufficiali regii che mandava nell'isola per prendere possesso delle Encontrede (regioni) di Parte Guiltieri e Parte Barighada devolute alla Corona dopo la morte, già accaduta, del feudatario Valore De Liga, o De Liga; e per quanto riguarda il servizio generale del Regno di Sardegna, ascoltasse con fiducia quanto gli direbbe Bertino Ferrer, al quale aveva dato le sue istruzioni, e mandava perciò nell'isola in qualità di Conservatore del Reale Patrimonio.

(1446. — 3 Dicembre)

Dei Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO SARDINIAE, CURIAE SIGILL. SECRET. ad. an. MCCCLXXI ad. MCCCLXXII, fol. 99.

LO REY.

Marqués. Per relació del Conservador de nostre Patrimoni, en aqueix Regne, som stats certificats de la bona intenció, é affectió que havets, en favor nostres bens, é Officials en aqueix Regne, monstrant vostra felicitat devers nostra Corona, la qual cosa vos grahiu molt. Certificants vos que vos, é vostres fets havrem per recomanats, en tel manera, que sera vostra benavenir. la sabets com per mori del Noble Mosen Valor de Liga,

les Encontrede de parte Guiltieri, é de parte Barighada, son devoludes, á nostra Cort, et com aquelles sien circumscritas á vostre Marquesia; vos pregam, é encaregam, tant affectuosament com podem, que los nostres Officials qui aqui tramelem per regir aquelles, é culxí nostres drete, hajats per recomanats endressant aquells, en totes aquelles coses, que toquen honor nostre. Sobre algunes coses tocants nostre servey, é ben avenir, en lo dit Regne, havem informat de nostra intenció lo feel Conservador nostre, en Ferrer Bertins; perque donatali fe, é creença, en çò queus dirá de nostra part, cumplintlo per obra, aix com de vos confiam. Dat en Sent Boy de Lobregat, sots nostre Sagell secret á ij dies de Decembre del any m.cccc.xvi.

Rex Atronsta.

Dominus Rex mandavit mihi Paulo Nicolai.

Al Noble, é amat nostre en Leonarde Cubello, Marqués Doristany.

XX*.

Frammenti del Sinodo Diocesano convocato da Leonardo vescovo di CRASTA, una delle antiche Sedi Vescovili di Sardegna.

(1420. — 9 Marzo)

Apografo esemplato dal Codice originale già esistente nella Chiesa Parrocchiale di S. Michele di Bono.

+ Ihus Xpus +

Cueto sunt prologos dessu Reverde Eppu, Archiprede, Calonigos; et Clero de CRASTA (1).

Nos Leonardus per ipa gratia de Deu Eppu de Crasta (2) essendo in Santa Miali (3) de Bono (4) celebrando Sancto Sinodu cum sos venerabiles frades, et filios nostros sos Calonigos de Crasta desiderande de hordinare algunas pias et sanctas ordinationes qui esserent a laude et gloria dessu altissimu Deu et conservacione dessu istadu nostra Ecclesiasticu salvatione et utile de totu sas animas christianas dessa Ecclesia et Diocesi nostra de Crasta. Et per tanto una cum sos predictos venerabiles frades et filios

(1) La Chiesa e Diocesi di CRASTA esisteva nella provincia o regione di MONTECATO, e propriamente nel GOCEANO, posseduta poi col titolo di Contado dagli antichi regoli di Arborea, e quindi per via di confisca passato nel dominio dei Re di Aragona. Lo stabilimento di questa Sede Vescovile risale ai primi anni del secolo XI, secondo le memorie finora conosciute. Ne fa ricordo Concilio Casertano nel libro dei *Costi della Chiesa Romana* pubblicato dal Muratori. Nel principio del secolo XVI fu unita alla Sede Vescovile di OTTANA, la quale, sotto il pontificato di Alessandro VI, fu trasferita alla città di Alghero. — Il presente documento è anche importante perché i capitoli del Sinodo sono dettati e scritti nella vera e genuina lingua sarda del secolo XV.

(2) Il vescovo Leonardo era nativo di Sassari, e appartenne all'Ordine dei Frati Minori (Ved. *Vading. Annal. Minor.*, Tom. IX ad ann. 1419, n.° 9, pag. 251 — e *Tola, Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. II, pag. 185).

(3) Santa Miali, ossia Sgn Michele.

(4) Bono, attuale e grosso villaggio di Sardegna, capo-luogo del Contado di Goceano.

nros amms querfidu examiare et reconosquere sas constitutiones sas quales in sa prima introductione nostra dicta Ecclia et Diocesi amms acaladu cum consigu et mandara deliberatione desos antedictos venerabiles Canonighe et Capitulu (1) amms confirmadas amentadas et cresquidas de bene in megus. Sas quales constitutiones tanta *cessas* (2) comente et icussas qui novamente amms ordinadas hordinamus et comandamus in virtude de sancta hobedientia, et sas penas et promulgadas qui sian servadas et mantenidas perpetualmente in sa dicta Ecclia et per dicta Dioces. ufa de Crasta. Dat in sa predicta Ecclia et palatio ufu dessa villa de Bono a dies viij dessu mese de Martu ccc. x. (3)

Custas sunt sas constitutiones et capitulos dessa Dioces. dessu Eppadu de Crasta confirmatas ut supra.

Sacrament. Epu

I. Primo constituimus et hordinamus qui *qualchunu* (4) clericu in sacris constitutu dessa presente Dioces. de Crasta, et maxime sos *preides* (5) beneficiados et curados, depiant aver su breviariu cum su quale depiant continuamente narrare su divinu officiu; in alteru modu nexunu potat reger cura de animas nen minus si potat consacrare a preide; et si alcunu beneficiadu nen haveret et esseret per tres voltas monidu dae su *preladu* (*prelato, vescovo*) over logu suo siat suspesu ab officio et beneficio over cura si curadu hat esser per anno et dae cussas rendas siat comoradu su breviariu (6).

II. Item constituimus qui nexunu preide non potat narrer missa ad minus qui apat naradu matutinu et naradu prima; reservadu si easeret extrema necessidade; nen minus potat celebrare ante aurora, et si alcunu fatal in contrariu siat suspesu a divinis pro tres meses, et pro absolverlu paguet assa obra de Seta Maria de Crasta unu ducatu bonu (7).

III. Item constituimus qui ziascunu Curadu de animas siat tennidu de haver in potere suo su *crigma* (8) et *hogios sanctos* (9) assu pius tardu fini assa octava de pasca; su quale crigma et hogios non faguendelos in Crasta apat cora su Archiepreide portare o faguer portare in sa Dioces. dae su quale ciaschedunu de cussos lu depiant *leare* (10);

et pro sa dispesa et traballos suos, essende cum Curadu, ili deplat dare ss. *iii* (11); et si alcunu de cussos baptizaret senza *crima* (12) et hogiu santu non passadu in dictu tempus, paguet assa dicta hobera de S. Maria per ogni volta unu ducatu bonu.

IV. Item constituimus qui ciascadunu beneficiadu servende a beneficiu suo a manu siat tennidu ponner cappellanu qui bene regiat sa cura; et huc alcunu morgeret senza confessione over baptismu per culpa dessu beneficiadu over curadu, siat privadu dassu prelado et cabidulu de Crasta; assos quales curados depiat dare sa cura su prelado *hove* (13) su vicariu suo, et intra sas aterassas cosas cussos curados siant tennidos de ammonire su populu, qui a sa morte siant confessados, cominigados, et hogiados, et fatant testamentu (14).

V. Item constituimus qui quando alcunu beneficiadu *bogiat* (15) ponner servidore in su beneficiu suo volumus qui cussu cappellanu siat naturale dessa presente Diocesi, accordandosi impare dessu premiu suo cum cussu beneficiadu pro su *priu* (16) qui iude ant a dare ad unu ateru; et non volendo istare a servidore pro cussu *priu* qui in tale casu cussu o cussos beneficiados potant aver cappellanu *daunde* (17).

VI. Item constituimus qui su prelado non potat ponner cappellanu pro servidore in nexunu dessos beneficiis *ezetu* cuddu qui lat presentare su beneficiadu, et ay cussu dare depiat sa cura; reservadu si alcunu beneficiadu non se curaret nen daret servidore assu populu suo, in tale casu su prelado ammonire depiat ad icussu incurabile per tres voltas, et non hobedende tando su prelado providat in eussu cura.

VII. Item statuimus qui ciascadunu beneficiadu et totu clericos insacris constitutidos depiant bennere cum sas *cotas* (18) assas duas festas de Crasta, co est pro *mesasutu* (19) et pro xxv. de Martu; et simile ad sos cabidulos hordinados; et qualunca fatal su contrariu paguet per omnia volta assa dicta obra (20) unu ducatu bonu; et venende senza cota paguet ss. v.

VIII. Item statuimus qui ciascadunu Curadu depiat dae su principiu dessa xl^a (21) amonire et hortare su populu suo qui veugiat assa sancta confessione a fine qui pro sa pasca siant totu sos *deydade* (22) legitima confessados et cominigados; et issu iscritu de cussos confessados cascadunu curadu depiat portare in copia assu prelado assa festa dessu corpu de Xpos, a pena de unu ducatu assa dicta obra (23).

(1) Il Capitolo della Cattedrale di Crasta era composto di un Arciprete, dieci Canonici, ed altri Beneficiati e Chierici. La Chiesa Cattedrale suddetta era dedicata alla B. V. M.

(2) *Festas*, cioè vecchie, ossia antiche.

(3) Le lacune che si vedono nelle cifre dell'anno sono evidentemente lo spazio in cui erano scritte le altre seguiti M... C... e X. Leonde si deve leggere MCCCCLXX. Ed a tale anno appunto gli Storici Sardi Fara e Vico riportano le presenti *Constitutiones Synodales* (le quali però erano 43); lo che si accorda co' monumenti ecclesiastici della elezione di LEONARDO a Vescovo di Crasta.

(4) *Qualchunu*. Qui significa ciascheduno; e bisogna avvertirlo per non confonderlo con *qualcheduno*. Crediamo per altro che il copista abbia scritto *qualcunu* per errore materiale, poichè negli altri luoghi di questi frammenti si legge, ora *ziacunu*, ed ora *ciascadunu* in significato di ciascuno e ciascheduno.

(5) *Preides*; cioè *Previ*, o Sacerdoti. La parola è abbreviatura di *Preideros*.

(6) Pare adunque che perfino i Sacerdoti con cura d'anime manessero talvolta del Breviario per le preci.

(7) La pena si risolveva nella multa di un ducato da applicarsi all'Opera di Santa Maria di Crasta.

(8) *Crigma*; cioè il *Crisma*.

(9) *Hogios sanctos*; ossia gli *Olivi santi*.

(10) *Leare*, dal lat. *levere*; o significa *prendere*.

(11) ss. *III*, cioè *soldos quatuor* (soldi quattro).

(12) *Crima*. Qui è scritta la parola latinamente.

(13) *Hove*; cioè *ovvero*. Questa parola è scritta talvolta con h e talvolta senza.

(14) È da notare come tre gli avvertimenti che il Curato doveva dare al popolo, allorchè i moribondi si munissero del sacramenti, vi fosse pur quello che facessero il loro testamento.

(15) *Bogiat*; cioè *voglia*.

(16) *Priu*; abbreviatura di *preziu*, ossia *prezzo*.

(17) *Daunde*, cioè *altronde*, da altro luogo.

(18) *Cotas*, ossia *rocchetti*, *rocchetti clericali*.

(19) *Mesasutu*. Sono due parole unite, cioè *Mese Auris*, ossia *Messagiuo*.

(20) *Obra*. Qui è scritto senza la lettera h.

(21) *XL^a*; abbreviatura di *Quadragesima*.

(22) *Deydade*. Unione delle due parole *de ydade*; che vuol dire di età. In sardo logudorese si scrive, e trovasi scritto più esattamente in altri documenti di *etade*; ed è preso dal latino *de aetate*.

(23) Era dunque in vigore l'obbligo di notare i nomi di quei parrochiani, che si accostavano alla comunione pasquale.

VIII. Item statuimus, qui quando aliqua persona moreretur senza esser confessada in cussu anno, volensque qui cussu tale non s'iat seppellidu in sagratu; reservatu si cussu averet dimandatu sa confessione, hover, averet fatu alcuna signu de contritione in sa hora d'essa morte, issa quale s'iat probabile; et si alcuna preide fatat in contrariu paguet assa dicta obera tt x⁽¹⁾.

X. Item statuimus qui quando alcunu s'iat excommunicadu d'ao su preladu o d'ao su curatu suo hover d'ao ateru preide⁽²⁾, qui in cura apat iurisdictione, nennae ateru preide no lu potat absolver neu *reser*⁽³⁾ in dyinis, ad minus qui cussu qui lu hat ligadu lu apat absolver restituendu assa parte; et huc alcunu scientemente fatat su contrariu *quadat*⁽⁴⁾ in cussa pena de excommunicatione, et paguet su qui cussu haviat a dare ad icassu creditore pro su quale fedi excommunicadu; et antia pro sa tanta presumptione qui hat hapidu paguet assa dicta obera tt x., reservatu si esseret in mortis articulo⁽⁵⁾.

XI. Item statuimus et hordinamus qui a cussuano Clerigu beneficiadu, et non beneficiadu d'essa present. Diocesi de Crasta s'iat licitu et potat ordinare et faguer testamentu in vida et in morte sua, et icussu codicillu et testamentu bagiat, et apiat valore senza nexuma disputa nen contrariu, non obstante quale si vogiat lege in contrariu.

XII. Item statuimus qui quado alcuna de cussos clavigos moreretur ab intestatu qui totu sos benes et robas de cussu defunctu s'iat d'esso heredes suos propinchos, pagados impo totu sos depidos qui averet; et simile si paguet d'ao cussas robas assu preladu pro expolia liras degue, et non potat su preladu demandare plus de cussas tt degue; et issos depidos s'iant sempre prima in tempus si sa Ecclesia haviat a *reser*⁽⁶⁾.

XIII. Item statuimus qui nexunu preide non potat paguer missa nen administrare nexunu sacramentu ecclesiasticu in nixunu beneficiu angenu senza licentia d'essu beneficiadu hover curadu; et qui fatat in contrariu *quadat* ipso facto in excommunicatione; reservadu in casu necessitatis, po est bapizmu et confessione.

XIV. Item statuimus qui nexunu preide potat firmare nixunu matrimoniu ad minus qui s'iat pronnziatu in Ecclesia tres voltas; et qui fatat su contrariu s'iat privadu d'essa cura; et si esseret beneficiadu paguet assa dicta obera tt x.⁽⁷⁾

XV. Item statuimus qui nexunu preide potat faguer matrimoniu de nixunu parochianu nen parochiana augena

in logu nixunu ad minus de licentia d'essu beneficiadu principale de cussu; et huc alcunu su contrariu fatat s'iat privadu d'essa cura et condemnadu assa dicta Obra in tt x.; et si esseret beneficiadu s'iat assepu a divinis pro tres annos, et paguet cussa simile pena.

XVI. Item statuimus qui quando su preladu hat andare ad visitando su Epitu suo, qui su clerigu d'essa villa hua cussu preladu hat intrare depiat sonare sas campanas gasi ad sa intrata comente et assa essin d'essa villa; et huc cussu clerigu hover curadu esseret negligente paguet per degna volta lira una, non prejudicando assu beneficiadu, essendo pero notoria qui vengiat.

XVII. Item hordinamus qui cussuano curadu depiat tener sas ecclesias parrocchiales neta cum sas paramentos libros calignes et pannos de cussos; et huc su preladu non agutaret in sa visita cussos notes potat illo condemnare assu dicta curadu de unu ducatu, non prejudicando assu beneficiadu principale de cussu curatu.

XVIII. Item hordinamus qui cussuano beneficiadu depiat tener su *liberu*⁽⁸⁾ hordinadu d'essu bapizmu una cum totu sos alteros sacramentos ecclesiasticos; et agatando su preladu in sa visita su contrariu potat condemnare su beneficiadu hover cussu populu de chui hat esser sa culpe, po est d'essu beneficiadu non haver comandadu, hover d'essu populu pro non haver obedidu, de decatu unu per volta.

XIX. Item velimus et statuimus qui cussos preides et curades, cussuannu in sa cura sua depiat tener su *crismale*⁽⁹⁾ sutta clae in logu qui nexunu seculare manigiare non potat, po est in sa Ecclesia hover in sa curia huc istant sos paramentos sagrados, tant pro chi seculares manigiare non potant per nixunu modu.

XX. Item statuimus qui quando su Epitu de Crasta hat passare de cussa vida potat lassare et dare d'essas robas suas et causas en qui bene li hat piagner a propinchos et servidores suos poveros et ecclesias; et morende ab intestatu qui in tale casa sa Ecclesia de Crasta succedet in totale benes et causas de cussu, pagando pero totu sos depidos qui haveret; et issa anada qui haveret comiazadu se intendat esser de cussu sa porrata fini ad su die qui morit; et gasi si intendat pro totu sos beneficiados d'essa presente Diocesi de Crasta, non obstante quale si s'iat lege si vogiat in contrariu.

XXI. Item statuimus qui quando su preladu vogiat ponner vicariu suo no lu potat ponner ateru si non qui s'iat de corpore Capituli, et qui su contrariu bogiat faguer non apat nixunu valore; su quale vicariu s'iat tenuidu servare sas presentes constituciones de Crasta comente et su preladu.

XXII. Item hordinamus qui su preladu non minae archipreide et calonigos non potant nen depiant in aliqua diminutione d'essa mensa de Crasta; et quando alcunu lu fagheret non s'iat in perjudiciu d'esso advenidores in causa alcuna.

XXIII. Item statuimus qui quando su Preladu voleret arrendare su Epitu hover parte de cussu qui li s'iat licita, impo qui consullet innanti sas archipreide et canonicos

(1) *tt x*, cioè liras degue, ossia lire dieci.

(2) Da questo passo si rileva che non solo i Vescovi, ma anche i preti con cura d'anime e con giurisdizione, poteano e soleano scomunicare.

(3) *Reser*, cioè ricevere; ed è corruzione del latino *recipere*.

(4) *Quadat*; cioè *cadat*. *E cadat* si pronunzia latamente dai Sardi.

(5) I casi della scomunica, ai quali si ricolgo il presente capitolo, sono quelli dei debitori che si rifiutassero di pagare i loro debiti o di restituire il mal tolto.

(6) Da questa prescrizione si rileva, che i Vescovi dell'antica Sede di Crasta avevano diritto di spoglio fissato in lire dieci sopra tutte le eredità intestate dei sacerdoti della loro Diocesi. Però alla esazione di questo diritto doveva sempre precedere il pagamento dei debiti, specialmente se ve ne fossero verso la Chiesa.

(7) Era dunque già in vigore nel principio del secolo xv, e nella Diocesi di Crasta, l'ottima ordinazione di tre pubbliche proclamazioni prima di procedere alla celebrazione del matrimonio.

(8) *Liberu*, cioè Libro del battesimo.

(9) *Crismale*; ossia il vaso, in cui sono custoditi gli olii per la Cresima.

mos, et volendo cussos hover parte de cussos atender ay cussu arrendamentu non potat arrendare ad ater; et parí se intendat pro cussos supradictos beneficiados, qui voleudo atender alcunu hover alcunos canonicos non potat arrendare ad ater.

XXIV. Item hordinamus qui su Prelatu non potat private incarrigare nen condemnare archiprede nen calonigu assu mixtu ad minus qui vos demeritos de su delinquente siant viatos et connoquidos per Eps et Capidula de Crasta; et connoquidos siant castigadu cussu delinquente segundu eos demeritos suos ad arbitriu dessu Prelatu et Capidula; et ateramente su Prelatu in cussu casu proceder non potat in cosa alcuna; et procedendo non siant permissidu.

XXV. Item constituimus et volumus qui a cascadunu archiprede et calonigos et preideros siant licitu appellaresi das su Prelatu assu maggiore ⁽¹⁾, essendo pero prima connoquidas sas cosas per issu p. capidulu, et ad minus. ⁽³⁾

XXI*.

Don Alfonso V Re di Aragona, e di Sardegna conferma a favore di Pietro de Feno cittadino di Sassari la concessione già da lui ottenuta della villa di Moxri (de Montes), e la possessione del patronato della chiesa di S. Paolo co' suoi redditi, e di altri luoghi e terre nell'isola.

(1420. — 2 Settembre).

Del Regii Archivi di Cagliari, Vol L. I. N.º 10.

Nox Alfonsus dei gracia rex Aragonum Sicilie Valencie Maioricarum Sardine et Corsice Comes Barchinone dux Athenarum et Nebopatrie, ac etiam comes Rossilionis et Ceritanie Attendentes quod vos fidelis noster petrus de feno civis civitatis nostre Saceris certis titulis quas hic haberi volumus pro expressis habetis et possidetis villam de montes cum omnibus intratis et iurisdictione magnis et aliarum omnium iurisdictionum civilium et criminalium excepto dumtaxat morte hominis nec non habetis et possidetis juspatriatum ecclesie sancti pauli de montes cum omnibus redditibus iuribus salibus et emolumentis eidem ecclesie pertinentibus quovis modo nec non habetis et possidetis quandam vineam situatam in termino Civitatis Saceris in partita vocata sancti laurencii, cum pertinentiis et iuribus eidem pertinentibus ac etiam possidetis quandam saltum appellatum tolas videlicet tola magna et tola picobina ⁽³⁾ et plano de fluras cum omnibus iurisdictione et iuribus eidem pertinentibus quovismodo prout hec omnia et singula supradicta in instrumentis inde confectis

(1) *Assu maggiore*, cioè al Metropolitano.

(2) Manca il resto del capitolo; e mancano pure gli altri dieciotto capitoli, complemento dei quarantadue, dei quali constavano le presenti Costituzioni Sinodali.

(3) Vasta pianura di terreni alberati, vicina alla città di Ozieri. Appellasi anche al presente Sa Tola.

sub calendaris in eis contentis latius vidimus apparere ⁽⁴⁾. Volentesque propter grata et accepta servicia per vos dictum petrum de feno nobis impensa et quo cotidie impendere non cessatis nos graciosse prosequi favore. Et alias supplicantibus inde nobis aliquibus familiaribus et domesticis nostris omnia supradicta vobis dicto petro et successoribus vestris in perpetuum de nostra certa scientia et de speciali gracia confirmamus et de novo concedimus et donamus. Et sit opus iuxta dictorum instrumentorum inde habitorum seriem pleniorum quam haberi volumus pro inserta in presenti Mandantes cum hac eadem Vice-regi Governoribus ceteris que universis et singulis officialibus nostris et subditis in dicto regno Sardinie constitutis et eorum locatentibus quatenus confirmationem et concessione nostras huiusmodi teneant firmiter et observent et non contraveniant nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione seu causa sed dictis confirmatione et concessione dictum petrum et suos faciant uti et gaudere perpetuo. Et sine quibuscumque impedimentis et inquietacibus remotis. In cuius rei testimonium presentem fieri iussimus nostro sigillo minori impendenti munitam.

Datum in villa Alguerij die secundo septembris anno a nativitate domini Millesimo quadringentesimo vicesimo regnique nostri quinto. Rex Alfonsus. In comuni quarto Dominus Rex mandavit mihi Francisco darayo p. R.

XXII*.

Don Alfonso V Re di Aragona scrive ad Antonio Cubello marchese di Oristano, e conte di Goceano in Sardegna, pregandolo di fornirgli duemila quintali di biacotto, e di farli tener pronti per essere caricati sulle navi, che perciò manderebbe nell'isola; perchè tali munizioni da bocca gli erano urgentemente necessarie per provvedere la gente di mare nella guerra, che sosteneva per difendere la sua Monarchia; e promette di rimborsarlo delle spese che perciò farebbe.

(1431. — 6 Settembre).

Del Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO SARDINIAR, CUB. SIGILL. SECRET. AB. ANN. MCCXXXI ad MCCXXXIV, fol. 104.

Lo' Rex.

MARQUÉS. Perque entre los altres Magnats, e Barons homem conegut vos esser sàl continuament affectat à nostre honor, e servey, nous dedignam en los casos necessaris, ampararnos de vos: Com adeuchs per provisó, e fornimè de les Naus, e Galees, que sàm armar de present, per honor, e exaltació de nostra Reyat Corona, e defensió de nostres Regnes, e terres, hajam de necessari gran quantitat de Panatica; per ço confiam, que es aquest cars, segons çà eurer havesis bé, e loablement acostumat per expedició, e forniment de les dites Naus,

(4) Fra gli istrumenti, dei quali qui si fa cenno, vi era senza dubbio la Carta di donazione della Villa di Moxri sopra riportata, (n.º XII*), fatta al De Feno da GUCELINLO Visconte di Narbona.

è Galees, treballerets, en totes coses, que sien honor, è servey nostre; Vos pregam e encarregam tan affectuosament, è streta, com podem, que per contemplació nostra, qui açò per los dils sguarts harem sobiranament à cor prengats carrech, è deffer; per honor, è servey nostre facats fer, à Vassalls vostres, en les Viles, è Terres on conixerets esser expedient, dos milia quintars de Bescuyt tan prest, com sia possible, en manera, que tota hora, e quant tràmetrem per aquell, lo puixam haver: Car Nos axi del Forment, com de totes altres despeses, que convendrà fer als dits Vassalls vostres, per rahò de la dita quantitat de Bescuyt, los farem plenariament contentar. Certifichants vos que per aquest sol servey nos repurarem obligats à vos, è de en totes coses, que sien honor, e ben avenir vostre, e de la Vostra Casa, nos trobarets promptes, propicis, e benignes. Sobre les dites coses havem pus largament informàt, de nostra intenció lamàt cambrer nostre Mossen Ramon des caldes, exhibidor, de la present, à les paraules del qual, vos pregam donets plena fè, è creença, complint aquelles per obra, axi com si Nos personalment les vos dehiem. Dada en Barchenona, sots nostre Segell Secret, à vi dies de Setembre del any Mil cccc.xxxi.

REX ALFONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Olzina.

Al Noble, è amàt nostre Don Antoni Cubello, Marquès Doristany, è Comte de Gociano

XXIII*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V scrive alla marchesa di Oristano (1), raccomandandole l'esibitore della lettera Raimondo di Caldes, e pregandola di far sì, che ottenessero pieno e pronto eseguitum gli affari, che aveva raccomandato a detto di Caldes, e che costui le farebbe conoscere.

(1434. — 7 Settembre).

Dni Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, CUR. SIGILL. SECRET. ab ann. mccccxxxi. ad mccccxxxi. fol. 107.

LO REY.

MARQUESA. Sobre alguns affers, que sguardan grantment nostra honor, è exaltació de nostra Reyat Corona, è benefici de tots nostres Regnes, è terres, havem informàt largament de nostra intenció, lamàt cambrer nostre, Mossen Ramon de Caldes, Exhibidor de la present: *Perques pregam tan affectuosament com podem, que donati plenera fè, è creença, à tot lo quel dit Mossen Ramon vos dirà de part nostra, sobre les dites affers, ho com-*

(1) La Marchesa di Oristano, alla quale il Re Don Alfonso V diresse questa lettera, era la moglie di Antonio Cubello, Marchese d'Oristano e Conte di Gociano. Essa chiamavasi Eleonora Folch di Cardona, ed era figlia di Don Raimondo Folch di Cardona, e di Donna Caterina di Centellas, Signori della Baronìa di Belpuig in Catalogna.

piats per obra, è prompte effecte, segons de vos indubitatament confiam, certificantes: que per los grans serveys, que havem haut, esperam haver, Deu donant de vos, del Marquès; è altres de la vostra Casa, havrem, è tractarem vos, è aquells, ab aquella amor, è favor ques pertany, è en manera, que en son cas, e loch conexerets, que seriem de vos, è coses vostres be recordants. Dat. en Barchenona, sots nostre Segell Secret, à set dies de Setembre, del any m. cccccxxxi.

REX ALFONSUS.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Olzina.

A la Noble, è amada nostra la Marquesa Doristany.

XXIV*.

FRAGMENTI di un processo sommario, e della condanna di di un canonico sardo, pronunziata dal vescovo della antica Diocesi di Sorres in Sardegna.

(1432 e 1433. — 8 Febbraio, 7 Marzo, e 17 Aprile).

Da un Codice cartaceo dell'antica Diocesi di Sorres (3).

1.° FRAGMENTO

Nos Stephanus (3) Dei et Apostolice Sedis gratia Epus Sorranus apende dadu comandamentu ad su Reverendu Anghelu Sassu Vicariu nostru qui depiat examinare bene et diligentemente a canonico Marchuçu de Lacon subra su acursu quali hant achatado sos homines de JAVE (4), et subra su apostu qui li hant factu chussos frades Porcelas pro cussu fatu in su quali lu hant achatadu.

Sendo su venerabile homini Anghelu Sassu Vicario nostru cum su venerabili homini Archipredi Johanni Solinas et su Scrianu nostru in sa villa de BURUTA (5) go est in sa Ecclesia de Sancta Madalena su vicariu nostru sedidu pro tribunali in sa sedia nostra luhant examinadu, et issu ditu canonico Marchuçu hat confessadu de ore suo qui sa femina qui andait a domo sua go est a su monasterii a lumen de boddire petrosimulu (6) et tentandolu

(3) Questo Codice esisteva, dopo la soppressione della Diocesi di Sorres, nell'Archivio Arcivescovile Turritano. I frammenti che pubblichiamo ci furono comunicati nel 1841 dal diligente e benemerito illustratore delle antichità sarde R. Giovanni Spano, Professore di Scrittura e di lingue orientali nella R. Università degli Studi di Cagliari, il quale li estrasse dallo stesso Codice che dall'Archivio Turritano andò a riposare nella Biblioteca Bailliana.

(4) Stefano era nato in Sardegna; fu prima Abate del Monistero di S. Maria de Pulaiddus, e quindi creato Vescovo di Sorres. Il Matteo posticipa erroneamente, di sei anni almeno, la elezione di Stefano al detto Vescovado; dicendola avvenuta nel 1438. Egli era già morto nel 18 maggio 1440. (Ved. Mattei, Sard. Sacr. fol. 233, e Bressmond, Bullar. o. P. Tom. III. pag. 936).

(5) JAVE; odierno villaggio di JAVE.

(6) BURUTA; attuale villaggio di BURUTA.

(7) A lumen de boddire petrosimulu; espressione metaforica, che tradotta letteralmente in italiano direbbe — *apparentemente per raccogliere prezzemolo*; perocchè quella femmina, al di fuori, ed agli occhi altrui (a lumen), mostrava di entrare nel cortile del Monistero per un fine; ma in segreto, in cuor suo (contrapposto di lumen, ossia luce), vi entrava per un altro.

su dimissio apit a fagher duas vias cum isse in pechadu et custu hat confessadu in presentia de su Vicario et de su Archipredi et de su scrianu comente paret (1).

2.° FRAMMENTO.

(3)

Enormis et detestabilis rebellionem et inobedientiam jaculo excommunicationis sententiae late in qua Cononichus nostrae Dioecesis Marchus de Lacon jamdiu stetit et perseveravit atque perseverat tamquam non timens Deum nec Ecclesiam sacrosanciam per primum respiciens temerario ausu suo qui moderamine xane professionis preposito et reiecto et ita sit quod ipse canonicus prenotatus per nos admonitus una cum consilio Rmi Dñi Archiepiscopi Turritani quatenus se transferre deberet ballam Romanam ad impetrandam salutarem veniam suorum scelerum de quibus veritas aperte constat et de quibus non est nobis posse autè qua fungimur si tamen veniam perhabere prestito per eum nobis coram dño archiepiscopo facturum et sic se cum juramento promisit ex alio capite tamquam perseverans de male in pèjus contra suum juramentum Roman ex hoc accedere non curavit neque curat sed potius residet fugitivus rebellis et excommunicatus in Monteleone castro vestre Dioecesis et ut audivimus ibi audet nepharie in divinis officiis se immiscere quem non volentes cum tanto conscientie gravamine tolerare scripsimus Venerabili Canonico Dño Matheo Rectori Ecclesie Sancti Stephani in loco dicto Castri Montisleonis quatenus ipse Canonus supradictus nostri parte vellet pro laude Xfi et juris et justitie sublevando favorem admonire quatenus ad dies sex a die admonitionis continuandos debeat coram nobis ipse Canus Marchus de Lacon comparere per primo, secundo et tercio, mox responsurus et dicturus quidquid voluerit in causis suis debite et licenter et quod precipitata dicta admonitio velit et debeat tractare et fugere ipsum predi-

cium Canum Marchucium tamquam rebellem et excommunicatum et totaliter ab Ecclesia Dei dimissum et segregatum et prout in dictis nostris literis quorum tenorem pronunciamus vos in juris et justitie ministrare pro more attendere requirimus et orlamur quatenus prefatum dopnum Canonichum Mattenm vestre Dioecesis conferentem per vestras literas specialiter et expresse hortari et monere velit ut que per nostras literas sibi directas recenter et debite postulavimus ad implenda contra dictum Canonichum rebellem Marchucium et excommunicationem ex vestri parte mendarè debeatis plenarie excommunicationi ne dictus rebellis et excommunicatus suis sceleribus gloriatur sed potius delicta flere cogatur ut discat afflictione dignas despectionibus anime sue persequi remedium salutare quod sprevit dum se viderit adminiculo et favoribus admodum turpiter et nefarie subclamari in contemptum Dei et Ecclesie. Datum Sassari MCCCLXXXII die viii Februarii.

3.° FRAMMENTO.

Die vii mensis Marci 1432. Nos S. (Stephanus) Dei gràa et Sedis Apòlice — est istadu cumandadu das su Vicariu nostru a Calonigu Marcugu de Lacon qui per ispaciu de dies xv depiat quinquare naviliu de andare a Roma et ostendere se das nantis de su summu penitencieri segundu qui in su processu su quali portat si contenet et in quantum no qui siat privadu dessu beneficiu segundu qui in su dictu processu si contenet fuit presentadu sa die subscrispta das nantis de donu Valentinu Ispanu majordomu de Messer Nicolosu (3) et de Antoni de Campu et de Ursu Castili et de Ignatius Donia (4) et de Joanne Seche et de Preideru Franciscu Pintus et de Jaghanu (5) Andria et de Morocho et de Joanne Ardicioni sialli fuit dadu custu processu qui per ispaciu dessu dictu tempus assignadu deberet andare segundu qui li est consignadu et in cantu no cadet in sa pena supscrispta (6).

4.° FRAMMENTO.

A dies xvii de Aprile MCCCLXXXII. — Predi Marchugu de Lacon in sa villa de Jave hat missu errore et schandalu in sa villa supradicta et est acaptadu de nocte tempus in domo de sa comare in jupone discortisement secundum qui si apparet in su processu qui Messer Ni-

(1) La sostanza di questo Frammento si è, che il canonico Marcuccio di Lacon fu sorpreso in atti sconvolgenti con persona di diverso sesso da certi fratelli Foresta; che ciò saputo dal Vescovo di Sorres, costui mandò al suo Vicario di accertare il fatto; e che il detto Canonico confessò, essere stato tentato dal demonio, ed aver peccato carnalmente due volte con una donna.

(2) Questa lettera del Vescovo Stefane manca della intitolazione: evidentemente però fu diretta al Vescovo, dal quale dipendeva la parrocchia del villaggio e castello di Monteleone, poichè il Vescovo Stefano gli dice fra le altre cose, che il Canonico Marco di Lacon erasi rifuggito in Monteleone castro vestre Dioecesis, e chiama Canonichum vestre Dioecesis il Canonico Matteo, rettore (parroco) di detto luogo di Monteleone. Il compendio poi di questa stessa lettera si riduce a questo: che il Canonico Marco di Lacon, riconosciuta e provata la sua colpa, aveva promesso al suo Vescovo e all'Arcivescovo Turritano di trasferirsi a Roma per chiederne l'assoluzione, confermando la sua promessa con giuramento; che invece era fuggito al castello di Monteleone; che colà osava celebrare i divini uffici, benchè fosse scomunicato; che il Vescovo di Sorres lo aveva fatto ammonire dal Canonico Matteo, parroco (rettore) di Monteleone, ordinandogli di comparire alla di lui presenza, onde dare le sue discolpe, se ne avesse, trattando però di ribelle, e di scomunicato; e che in aggiunta al già operato, il Vescovo Stefano scriveva la presente lettera al Vescovo, nella di cui Diocece era la parrocchia di Monteleone, informandolo di ogni cosa, e richiedendogli di far eseguire dal Canonico Matteo quanto con sue lettere gli aveva recentemente ed efficacemente ordinato. La lettera è scritta, come si vede, in latino assai scorretto nell'ortografia (colpa senza dubbio dell'amante); ma nella sua sostanza è una prova dello zelo che i Vescovi sardi di quel tempo adoperavano per correggere i costumi del Clero da essi dipendente.

(3) Nicolosu, cioè Niccoloso o Niccolò Doria, Signore di quel castello, che vi faceva residenza. Egli vi fu poi assediato nel 1434 dagli Aragonesi, e vi si difese valorosamente per due anni; ma finalmente dovette calare agli accordi e cederlo ai suoi nemici. Ved. sopr. Cart. n.° XV in not.

(4) Ignazio Doria era probabilmente qualche congiunto di Niccoloso Doria, Signore del luogo.

(5) Jaghanu. Significa propriamente Ostiario, essendo che il sardo jagha corrisponde al latino janua, ed ostium. Attualmente Jaghanu, e Jaghani sogliono chiamare il scerifano, e sacerdoti minori, che con più speciale vocabolo gli Algherisi chiamano monarili e monarilli.

(6) Questo frammento scritto in lingua sarda contiene la citazione, che fu fatta al Canonico Marcuccio di Lacon nel castello di Monteleone, a presenza delle persone nel medesimo nominate, fra le quali è notata come principale Valentino Spano maggiordomo di Messer Niccoloso Doria, affianche nel termine di giorni quindici cercasse imbarcazione per Roma, onde farsi assolvere dal Gran Penitenziere, sotto pena di privazione del beneficio.

cholas hat factu et vogadu de pare su maridu cum sa mugere et vogadu samben anchu Nois si lamus tentu in sa villa de Buruta per presoneri aligunu tetupus apustis si lamus portadu infinis ad Sassari infinis ad sa prexione de Messere su Archiepiscopu et cum pregherias dessu Reverendo Archiepiscopu et de ateras bonas personas lamus vogadu dai prexione et si lamus accomandatu segundu qui nos at dimandadu de gratia qui istaret in domo de Marchu Jdau et qui non si deveret ispartire ad minus de licentia nostra de qui nois li amus dadu cumandamentu sendo in Sassari qui in ispatiu de vi absolutio-
ne dai su Sanctu P. (1).

5.° FRAMMENTO.

A dies xvii de aprile de mccccxxviii. Nos Stephanus Dei et Aplice sedis grāa Epus Sorrensis — Amus factu capitulu in sa Ecclesia de Sancta M^a Magdalena de sa villa de Buruta subra su factu et conventia de Predi Marchu de Lacon de sas disobedientias qui issu at factu et non at bolidu obedire su cumandamentu qui nois sili amus dadu de andare et batturi sa absolutioe dae su Sanctu Padre et de ateros cumandamentos secundu qui si aparet in su registru sili privamus dessu beneficiu et qui siat privadu dae sa die supradicta de su beneficio suprascripto in presentia dessu Archipredi Johanne Solinas Canon. Anghelu Sassu Çauca Canon. Barabò Muschian Canon. Paulu Pinna Canon. Antoni de Serra per parte de Canon. Gantine de Nula Predi Francu per parte de Canon. Saturninu Iscau Andria Rectore de sa villa de *Tolorache* (2) Predi Georgi de Nayçan per parte de Canon. Johanne Çauca Canon. de camara Predi Gayni Pinna de Sassari pro parte de Canon. Barysone de Serra (3).

XXV*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V. ringrazia con sua lettera i Sassaresi per i soccorsi che avevano prestato a Giacomo

(1) Il frammento 4.°, sovra riportato, è il racconto di tutto ciò che il Canonico Mareuccio di Lacon fece, dappoiché fu citato a comparire. Egli in effetto era partito dal castello di Monteleone, e si era presentato al suo Vescovo, il quale lo aveva tenuto prigioniero, prima in Buruta, e poi in Sassari. Per preghiera dell'Arcivescovo Turritano, e di altre notevoli persone, lo fece mettere in libertà, ma con promessa di non dipartirsi da Sassari, e di procurarsi intanto imbarco per Roma, onde farsi assolvere dal Papa nello spazio di sei mesi almeno. Ma il prete Lacon pare che fosse già incallito nel mal costume, poichè fuggì di nuovo da Sassari e se n'andò al villaggio di Giave, dove pose discordia tra una sua comare e il di lei marito, e fu trovato pure senza solana e col solo giustacore (*fupone*), nè molto decentemente (*disordinatamente*), in casa della comare medesima, e per sopraggiunta feri, *cero sangue* (*ai vogadu samben*) a qualcuno; del che tutto si era fatto formare il processo da Nicoloso Doria, signore eziandio del luogo di Giave, dove questi fatti accadevano. Per lo quali cose tutto il Vescovo lo privò poi subito del beneficio di cui godeva. Poco importanti in se stesse sono queste notizie; ma possono servire per dare un'idea della disciplina ecclesiastica di quei tempi nell'isola, e del modo e delle forme con le quali i Vescovi esercitavano la propria autorità, e punivano i sacerdoti, i quali si dipartivano dai doveri del proprio stato.

(2) *Tolorache*; villaggio ora distrutto.

(3) In questo 5.° ed ultimo frammento si contiene la pronnasia solenne della privazione del beneficio pronunciata dal Vescovo di Sorres in presenza del suo Capitolo contro il Canonico Marcuccio di Lacon.

Besora vicerè di Sardegna, per la espugnazione, e durante l'assedio di Monteleone, tenuto e difeso da Nicoloso Doria; e li eccita a continuarsi ed a prestare aiuto allo stesso vicerè per l'espugnazione di Castiglenese posseduto, e difeso parimente dal medesimo Doria.

(1435. — 6 Aprile).

Dagli Archivi della Città di Sassari.

Ex literis Jacobi Besora proregis a Nobis in ipso regno destinati, et ex verbis Nostri a secretis Francisci Axalonis, plene accepimus qua fide, animique ardore, ut soletis, et quae egregia, praeciarque facinora in bello contra Nicolum Auriam rebellem, ejusque oppida et arces ab eodem Jacobo Besora, Nostro nutu, inito, nostris auspiciis gessistis; quas opes, commeatuos nostris castris, ad molem Montisleonis positus, tollistis; quos sumptus et labores in tam atra hyeme, et annonae capitate sustinistis, consilium, auxilium, et favorem praestando, ut, intercelesis itineribus, cibaria et suppetias obsessis ferre, accessumque habere inimici nequirent. Pro his, et aliis per multis officiis nobis praestitis maximas vobis gratias et agimus, et habemus; illudque a vobis petimus, et rogamus, ut quae honori et servitio Nostro, lotiusque regni tranquillitati maxime convenire scitis, deinceps semper praestetis, et partes Jacobi Besora contra Nicolum Auriam omni conatu prosequentes, et Castris Montisleonis, et Genuevis potiri cures, ut a Nicoloso, ejusque complices, scelerum poenas repetere possimus. Nam improbis, et facinorosis hominibus castigatis, boni et frugi omnes tui ab illis quietam et tranquillam possunt ducere vitam. Nos, diebus elapsis, classem etiam concessi, Sardiniam ob id petere statueramus; sed alius supervenientibus rbus praeioribus statum et honorem Nostrum tangentibus supersedere volumus, de vestra, et aliorum dicti regni innata fedeltate, et amore ita confisi, ut non obstante nostra absentia, vestro auxilio et favore, de dicto Nicoloso, ejusque fautoribus, et castris victoriam quam primum reportabimus. Itaque monemus, et requirimus ita vos semper in hac re geratis, ut Nicolum Auria; ejus arces et fautores nequeant et manibus nostris evadere: certiorantes vos, quod vestrorum officiorum memores, in vos, et alios benemeritos avimus semper praestabimus liberalem et magnificum. Datum Messanae octavo idus Aprilis, anno millesimo quadringentesimo trigesimo quinto.

XXVI*.

Don Alfonso V Re di Aragona, riconoscendo i feudi, i privilegi, ed i favori già accordati dall'Infante Don Alfonso nel 5 luglio 1323, dal Re Don Giacomo II nel 20 settembre dello stesso anno, e dal Re Don Alfonso IV nel 1.° maggio 1328 a Ugone III giudice di Arborea, e visconte di Basso, e la investitura del marchesato di Oristano, e del contado di Goceno data a Leonardo Cubello dal Re D. Martino I, in virtù della Convenzione del 29 marzo 1440, rinnova e conferma a favore di Antonio Cubello, figlio di detto Leonardo, figlio

di detto Leonardo, e della di lui discendenza d' ambo i sessi, li suddetti feudi e titoli di Marchese di Oristano, e Conte di Goceano.

(1437. — 4 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona,
REGISTRO. ITINER. AB ANNO. MCCCXLV. AD MCCCXLVII. fol. 80 e seg.

Nos ALPHONBUS, Dei gratia Rex Aragonum, Siciliae, citra, et ultra Pharus, Valentiae, Majoricarum; Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritoniae. Attendentes pro parte vestri Nobilis, et dilecti Consilii nostri Anteaui de Barroa, Marchionis Auristagni, et Comitis Goceani, fuisse vestrae Celestadini per humiliter supplicatum, quod cum Egregius vir Hugo, Vicecomes de Basso, et Iudex Arborea, quondam, Praedecessor vester, retroactis temporibus, obtinisset ab Illustribus Praedecessoribus nostris, Privilegia aliqua, super concessione, et donatione Iudicatus Arborea, in feudum Nobilem, secundum morem Italiae, quorum privilegiorum tenores per ordinem sic sequuntur. *In Christi Nomine Noverint universi, quod Nos Alphonsus, Dei Gratia, Rex Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae.* Considerantes Nos pridem antequam ad Regiae Dignitatis apicem fuissimus assumpti, ex potestate, per Serenissimum Principem Dominum Jacobum, felicis memoriae, Regem Aragonum, Genitorem nostrum, nobis inde specialiter attributa, cum Carta ipsius Domini Regis, Suae Majestatis Sigillo appenditio roborata, dat. in Casiris apud Portum Fango-sum, duodecimo Kalendas Junii, anno Domini mcccxxii. prout in ea seriotes, et clarius continetur, fecisse vobis Egregio viro Hugoni, Vicecomiti de Basso, Iudici Arborea, tanquam benemerito, donationem, et concessionem sub-scriptas, cum Privilegio, seu Instrumento publico, nostro Sigillo pendenti munito, cujus series sic se habet. *In Christi Nomine.* Notum sit cunctis, quod Nos Infans Alphonsus, Illustrissimi, Domini Regis Aragonum Primogenitus, ejusque Generalis Procurator, ac Comes Urgelli, ex potestate nobis, in hac parte attributa, per Excellentissimum Dominum Regem Genitorem nostrum praedictum, cum Carta sua, ejus Majestatis Sigillo appenditio sigillata, tenoris, qui sequitur. *Noverint universi hujus scripti seriem inspectori, quod nos Jacobus, Dei gratia, Rex Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Corsicae, Comesque Barchinonae, ac Sanctae Romanae Ecclesiae, Vexillarius, Admiratus, et Capitaneus Generalis.* Considerantes Tractatum, initum, inter quosdam, ex parte nostra, et quosdam alios, nomine, et pro parte Nobilis viri Hugonis, Vicecomitis de Basso, Iudicis Arborea ex altera, super conferendo, concedendo, atque donando per Nos perpetuo, et irrevocabiliter in feudum Nobili eidem Hugoni, Iudici Arborea, nisque haeredibus, *utrinque secus*, de suo corpore legitime descendentes, sine diminutione aliqua, totum Iudicatum Arborea, et omnes Terras, quas tenet Iudex Arborea, praesentialiter in Civitatibus, Castris, et Villis, iuribus et pertinentiis suis omnibus, cum Nemoribus, Salibus, Aquis, Aquarumque decursibus, Portibus, Libertatibus, et Immunitatibus eorum, a Nobis, et

Successoribus vestris tenendum, et tenendam immediate, et in capite sub anno Servitio, seu Censu, trium scilicet mille florenorum, auri de Florentia, boni auri, et iusti ponderis solvendorum, annis singulis, in festo Apostolorum Petri, et Pauli, Nobis, et nostris, aut vices nostras, et ipsorum gerenti in Sardinia, praesenti, et recipienti, et quod idem Iudex Arborea, et haeredes sui praedictis Iudicatu, et Terris, Nobis, et Haeredibus, ac Successoribus nostris, per se, vel Procuratorem, seu Procuratores suos idoneos, more Baronum Nobilium, praestabunt Homagium, et Fidelitatis Sacramentum, et quod de praedictis omnibus, et singulis fient Litterae, Privilegia, et alia munimenta necessaria, ad cautelam utriusque partis, cum omni Juris solemnitate, et securitate, ac firmitate, debitis, et consuetis; *Ideo* volentes praemissa omnia, ad effectum deduci, ac validam obtinere roboris firmitatem, Nostrum, et Regium animum dirigentes, ad effectum laudabilem, et devotionem sinceram, quas Progenitores dicti Egregii Iudicis, et ipse idem Iudex, ad Nos, et Praedecessores nostros, et ad Coronam nostram Aragonum, promptis voluntatibus exhibuerunt, et speramus per eum, et Successores suos uberius exhiberi, affectantes erga eum, domusque suas promotionem, et solidationem, Nos favorabiles promotionis, et munificos largiores, et Regali munificentia demonstrare, constituimus, et ordinamus vos Inclytum, et Charissimum Primogenitum, et Generalem Procuratorem nostrum Infantem Alphonsum, Comitem Hurgelli, Procuratorem specialem nostrum, ac vobis plenarie comittimus vices nostras, ad concedendum, conferendum, et donandum perpetuo, et irrevocabiliter per Nos, et Haeredes, ac Successores nostros quocumque in *feudum Nobilem, praefato Nobili viro Hugoni, Iudici Arborea, et haeredibus suis* utriusque sexus, *de suo corpore legitime descendentes, sine diminutione aliqua, totum Iudicatum Arborea praedictum, in regno nostro Sardiniae situm, et omnes terras, quas tenet dictus Iudex Arborea praesentialiter*, cum civilibus, castris, et Villis, iuribus, et pertinentiis suis omnibus, cum Nemoribus, Salibus, Aquis, Aquarumque decursibus, Portibus Libertatibus, et immunitatibus eorum a Nobis, et nostris Haeredibus, et Successoribus, tenendum, et tenendam immediate, et in capite, sub anno servitio, seu censu trium scilicet mille florenorum auri de Florentia, boni auri, et iusti ponderis, solvendorum annis singulis, in festo Apostolorum Petri, et Pauli, Nobis, et Successoribus nostris, vel nostris, et ipsorum Vicegerenti in Sardinia praesenti, et recipienti, ac firmandum, et fieri faciendum ipsi Nobili Iudici Arborea, vel ejus Procuratori, aut Nuncio Instrumentum, et Instrumenta, Privilegia, et alia Munimenta, ad cautelam utriusque partis, cum omni jure, solemnitate, et securitate, ac firmitate, et securitate, ac firmitate debitis, et consuetis, super dicta concessione, collatione, et donatione omnium, et singulorum predictorum consimilibus Instrumentis, Privilegiis, et Munimentis, per vos recipiendis, et pro cautela nostrae Curiae reservandis, et at recipiendum a dicto Iudice, seu eius Procuratore, vel Procuratoribus, et Nunciis pro dicto Iudice, et haeredibus ac successoribus suis, pro praemissis Iudicatu, et Terris, more Baronum Nobilium, Homagium, et fidelitatis Sacramentum et ad investiendum de praemissis omnibus, et singulis iam dictum Iudicem,

vel eius Procuratorem, seu Procuratores, et omnia alia, et singula faciendum, et complendum firmandum, explicandum, concedendum, et assensum nomine, et pro parte nostra, in praedictis, et circa praedicta, et eorum singula praedicta negotio necessaria, seu, et opportuna, quae vobis videbitur quomodolibet expedire, et si mandatum exigenter speciale, et quae Nos possemus personaliter constitui, et quae posset quilibet Procurator, legittime, constitutus: dantes, et concedentes per Nos, et Haeredes, et Successores nostros, vobis in omnibus, et singulis supradictis, plenariam potestatem, ac generalem administrationem cum libera, gratum, et firmum promittens habere perpetuo per Nos, et Haeredes nostros, quidquid vos in praemissis, et circa praemissa actum, gestum, firmatum, expeditum, seu explicatum, concessum, collatum, donatum, investitum, et receptum, nomine nostro fuerit, eoque nullo tempore revocare, sub bonorum nostrorum, omnium hypothea, de praemissis autem, ad mandatum nostrum, factum est hoc praesens Scriptum, Majestatis nostrae Sigillo appenditio roboratum. Acta fuerunt haec in Castris apud Portum Fangosum duodecimo Kalendas Junii, anno Domini mcccxlvi. Ad devota, recta, et clara servitia, jam dicto Domino Regi, Genitori nostro, et Nobis impensa fideliter prompte, et utiliter per vos Egregium Virum Hugonem, Vicecomitem de Basso, Judicem Arboreae, neo minus ad puram, et bonam voluntatem, quam Progenitores vestri dicti Hugonis, erga honorem, et exaltationem Domus nostrae Aragonum, multipliciter habuerunt, nostrum dirigentes intuitum, volentes vos dictum Hugonem, Vicecomitem de Basso, honorare, et specialiter insignire, ac in persona vestra, vestris temporibus, domum vestram Arboreae firmare, stabilire, roborare, vice, et nomine praedicti Domini Regis, Genitoris nostri, ac per nos et haeredes ac successores dicti Domini Regis, Genitoris nostri, ac nostros, cum testimonio praesentis publici Instrumenti, perpetuo valituri, damus, concedimus, confirmamus, et donamus perpetuo, et irrevocabiliter, in Feudum Nobilem, secundum morem Italiae, vobis dicto Hugoni, Vicecomiti de Basso, Judici Arboreae, et haeredibus, et successoribus vestris, utriusque sexus, de vestro corpore legitime descenditibus, sine diminutione aliqua, totum iudicatum Arboreae, et omnes terras, quas vos dictus Judex Arboreae, tenetis praesentialiter, cum Civitatibus, Castris, Villis, iuribus, et pertinentiis suis omnibus, cum Membris, Salibus, Aquis, aquarumque decursibus, hominibus, et foeminis, Portibus, libertatibus, et immunitatibus eorum, servis, et ancillis, animalibus, daciis, tributibus, et servitiis Realibus, et personalibus, a praedicto Domino Rege, Genitore nostro, et Heredibus, ac Successoribus suis, tenendum, et tenenda immediate, et in capite in feudum Nobilem, sub annuo servitio, seu censu trium millium florenorum auri de Florentia, boni auri, et iusti ponderis, solvendorum annis singulis, in Festo Apostolorum Petri, et Pauli, ipso Domino Regi, Genitori nostro, et suis, vel eorum vices gerenti, in Sardinia, praesenti, et recipienti in Sardinia. Volentes, et concedentes, quod vos dictus Judex Arboreae, et haeredes vestri, utriusque sexus, de vestro corpore legitime descendentes, sine diminutione aliqua habeatis, teneatis, possideatis, et expleatis in feudum Nobilem, ut praedictum Iudicatum praedictum, cum Civitatibus, Castris,

Villis, et Locis, iuribus, et pertinentiis suis omnibus, et aliis supra dictis prout melius, et plenius ipsa hodie tenetis, et possidetis, de quibus vos investimus praesentialiter, et corporaliter, cum ense nostro, quem vobis manualiter tradimus, in testimonium praedictorum, Ad haec Nos Hugo, Vicecomes de Basso, Judex Arboreae praedictus, cum summa gratiarum actione recipientes a vobis dicto Domino Infante Alphonso, Domino nostro, donationem, et concessionem praedictam, promittimus, et concedimus per Nos, et Haeredes, et Successores nostros, in Iudicatu praedicto, vobis Illustrissimo Domino Infanti praedicto, nominibus supradictis, quod erimus dicto Excellentissimo Domino Regi Aragonum, Genitori vestro, Domino nostro, et Haeredibus, ac Successoribus suis, pro praedictis nobis donatis; et in feudum concessis, Vassalli, Ligii, boni, et legales, sicut verus, et legitimus Vassallus, et solidus debet esse, pro feudo suo, Domino naturali, et vero, et pro praedictis nobis in feudum donatis, et concessis, attendemus dicto Domino Regi Genitori vestro, et Successoribus suis, in Regno Sardiniae, et Corsicae, tanquam veris Dominis, nullumque alium Dominum super eis recognoscemus, ac proclamabimus, ullo unquam tempore, immo ipsum Dominum Regem, Genitorem vestrum, et Haeredes, et Successores suos, pro veris, et solidis Dominis Nostris habebimus, et tenebimus perpetuo, ac solvemus Nos, et Haeredes, ac successores nostri perpetuo censum praedictum trium mille florenorum auri de Florentia, boni, et recti ponderis, anno quolibet, in terminis supra dicto, memorato Domino Regi, vel Successoribus suis, vel eorum vices gerenti, tunc ibi praesenti, et recipienti in Sardinia, ut est dictum, et recipientes a vobis dicto Domino Infante, Investituram praedictam de feudo jam dicto, praesentialiter, et corporaliter, ut praedictum a Nobis factum, facimus de praesenti, pro feudo praedicto, Nobis, ut praemittitur, concessio, vobis dicto Domino Infanti recipienti, vice, et nomine jam dicti Domini Regis, Genitoris vestri, et vestro, et nomine Illomagus, Ligium, ore, et manibus commendatum, ac praestamus, fidelitatis Sacramentum, secundum formam fidelitatis, inferius comprehensam. Ego Hugo, Vicecomes de Basso, Judex Arboreae praedictus, iuro ad Sancta Dei Evangelia, quod ab hac ora in antea, habebo, et tenebo pro Domino meo, Illustrissimum, et potentissimum Dominum Dominum Jacobum, Aragonum, Valenae, Sardiniae, et Corsicae, Regem praedictum, et Excellentem, ac Inditum Dominum Dominum Imphantem Alphonsum, eius Primogenitum, et Generalem Procuratorem, ac Comitem Urgelli, jam dictum, et omnes Haeredes, et Successores eorum in dicto Regno Sardiniae, et Corsicae, et quod ero eis, et cuique eorum fidelis, non ero in concilio, aut tractatu, quod ipsi, vel aliquis eorum capiantur aliqua capcione, et quod ipsi, vel aliquis eorum perdat Personam, aut membrum, terram, Castellum, Villam, aut aliquem honorem, vel dignitatem eorum, et si ego scivero, qui hoc tractet, vel tractare vellet, aut facere, disturbaro toto posse meo, et si ego non possem disturbare, quam cito potero significabo eis, vel eorum alicui, et si eis significare non possem, significabo illi, vel illis, per quem, vel quos hoc valeat ad eorum notitiam pervenire, praepcepta eorum faciam, et eis obediens ero, Consilia, quae mihi credituri sunt,

eis fideliter dabo, juxta discretionem a Deo mihi datam, credentis, quas mihi imposituri sunt, pro credentis tenore, usque ad eorum beneplacitum, masnadam, et gentem eorum custodiam, et servabo, juxta posse meo, si Deus me adjuvet, et haec Santa Dei Evangelia, manibus meis corporaliter tacta. Ad praemissorum autem omnium memoriam sempiternam, fuerunt facta duo publica Instrumenta, per Alphabetum divisa, Sigillo praefati Domini Infantis appenditio communita, alterum habendum, et tenendum per dictum Dominum Regem, seu dictum Infantem praedictum, et alterum habendum, et tenendum per Judicem memoratum. Quae fuerunt acta in Obsidione Villae Ecclesiae, tertio Nonas Julii anno Domini mcccxxiii. Signum ☉ Infantis Alphonsi, Illustrissimi Domini Regis Aragonum Primogeniti, eiusque Generalis Procuratoris, ac Comitis Urgelli. Sig-t-nu-m Hugonis Vicecomitis de Basso, Judicis Arboreae, qui haec facimus, laudamus, et juramus, et Homagium facimus. Testes sunt Nobiles Arnaldus de Luna, Guillelmus de Angolaria, Joannes Ezimini de Urrea, Guillelmus de Cervillone, Petrus de Queraltó. Sig-t-nu-m mei, Clementis de Sala Viridi, Scriptoris Illustrissimi Domini Infantis praedicti, cui de Mandato ipsius Domini Infantis haec scribi feci, et clausi, cum litteris, rasis, et emmendatis in prima linea, ubi describitur; Dominum Regem; et in linea duodecima, ubi legitur Arboreae; cum supra positus in linea xvi. ubi dicitur: et suis; et in trigesima prima linea, ubi scribitur: ac successorum. Quam donationem, et concessionem postmodum dictus Dominus Genitor noster, laudavit, approbavit, ratificavit, et confirmavit, prout in Privilegio ipsius Domini Regis, Bulla Plumbea pendente munito, dat. Barchinonae, Duodecimo Kalendas Octobris, anno, Domini mcccxxiii. et clausum per Bernardum de Aversone, dicti Domini Regis Notarium, latius, et seriose continetur. Et nunc pro parte vestri iam dicti Iudicis, fuerit Nobis humiliter supplicatum, ut praedictam donationem, concessionem, et confirmationem, confirmare, et Civitates, Castra, et Loca in praedicta donatione comprehensas, quae supra specificata, seu declarata non sunt, specificare, nominalim declarare, de benignitate Regia dignaremur. Ea propter servitii, per vos dictum Egregium Virum Hugonem, Vicecomitem de Basso, Iudicem Arboreae, nobis impensis, debita meditatione pensatis, supplicationi, vestrae favorabiliter annuentes. Tenore praesentis Cartae nostrae, donationem, et concessionem, ac investituram, et confirmationem praemissas, et omnia, et singula, in Cartis praedictis contenta, per Nos, et nostros, laudamus, approbamus, ratificamus, et ex certa scientia confirmamus prout melius, et plenius, ac clarius continetur in eis, vobisque etiam praemissa de novo concedimus, cum mero, et mixto imperio, gladii potestate, et alia quacunque jurisdictione alta, et bassa. Declarantes, quod Civitates, Castra, et Loca subscripta, in donatione, et concessione, ac confirmatione praedictis, et in praesenti confirmatione, et nova concessione includuntur, videlicet infra Judicatum Arboreae, Civitates Aristanni, et de Terlalva, et de Sancta Justa, et de Alas, nec non Castrum Montis Regalis, et Castrum Marmillae, nec minus Villas, Curatorias, terras, tenimenta, et pertinentias Civitatum, et Castrorum praedictorum, et totius judicatus jam dicti.

Item: Ultra Judicatum praedictum-Castrum, et terram, voce cum Curatoriis Planargias; Et item, Castrum Montis de Verro. Item, Castrum Gociani, et Castrum Monastica, cum districtibus, et pertinentiis omnibus eorumdem. Volentesque, statuentes, et de novo concedentes, quod vos memoratus Iudex, et vestri haeredes, et successores, in feudo jam dicto, habeatis, teneatis, possideatis, et expleatis perpetuo, totum Judicatum praedictum Arboreae, cum praedominantibus eius Civitatibus, et Castris, ac Villis, et Locis, nec non caetera omnia Castra superius nominata, cum Curatoriis, territoriis, tenimentis, ac pertinentiis eorumdem, sub modis, forma, conditionibus, et retentionibus, in donatione, et confirmatione praedictis positis, et adjectis, prout in Cartis praedictis, conditiones, et retentiones praedictae, clarius continentur, et cum mero, et mixto imperio, et gladii potestate, et omni moda jurisdictione, alta, et bassa. Et nichilominus Reverendum in Christo Patrem Fratrem Guidonem Thirona, et Arborens Archepiscopum, et Nobilem Virum Petrum, Primogenitum, Procuratores vestros ad haec, et alia specialiter constitutos, ut vobis per instrumentum publicum legitime constiti coram nobis praesentes, et nomine vestro, et haeredum, ac successorum vestrorum recipientes, investimus praesentialiter de omnibus supradictis, a vobis, et haeredibus, ac successoribus vestris, perpetuo, et irrevocabiliter, ut praemittitur, tenendis in feodum, tradendo eis manualiter ensem nostrum, in signum investiturae praedictae. Ad haec Nos Frater Guido, miseratione Divina, Tires, et Arborens Archepiscopus, et Petrus, dicti Domini Iudicis, Primogenitus, Procuratores praedicti, confirmationem, declarationem, et expressionem, ac novam concessionem, et donationem, nec investituram, de feudo jam dicto, ut praedictum facias, cum gratiarum actionibus, et debita reverentia admittentes, sub forma, conditionibus, et retentionibus supradictis, nomine, et vice dicti Domini Iudicis, et ex potestate in eodem Procuratorio Nobis de hoc specialiter attributa, facimus, pro dicto Domino Iudice, et haeredibus, ac successoribus praedictis, vobis dicto Domino Regi recipienti, pro vobis, et haeredibus, ac successoribus vestris Homagium, Ligium, ore, et manibus commendatum, ac praestamus fidelitatis Sacramentum, secundum formam in supra inserta Carta positam, et contentam, Sacrosanctis Evangelis, ut moris est, corporaliter per Nos tactis. Mandamus igitur per praesentem Nos Rex praedictus, Gubernatori Regni Sardiniae, caeterisque Officialibus nostris, Regni ipsius, praesentibus, et futuris, quod laudationem, approbationem, ratificationem, et confirmationem, et novam concessionem, et declarationem, nostras huiusmodi teneant, firmiter, et observent, et faciant inviolabiliter observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire faciant modo aliquo, vel permittant. Ad majoris autem omnium praemissorum roboris firmitatem, et utriusque partis perpetuam securitatem fieri iussimus duo consimilia Privilegia, Bulla nostra Aurea communita, quorum unum remaneat in Archivio nostro, et alterum sit penes vos Judicem memoratum: Dat. CesarAugustae, Kalendis Maii, anno Domini mcccxxviii. Signum + Alphonsi, Dei Gratia, Regis Aragonum, Siciliae, citra, et ultra Pharus, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitisque Barchinonae Ducis Athacorum, et Neopatriae, ac etiam Comitis Ros-

silonius, et Caeritaniae. Testes sunt, qui praesentes fuerunt Reverendus Joannes Tholeraus. Archiepiscopus, Frater Petrus de Thous, Ordinis Militiae Calatravae, Jacobus Dominus de Exerica, Eximius Cornelii, Joannes Eximius de Urrea. *Fuit clausum per Donatum de Petra, Domini Regis praedicti Notarium.* Et proinde post lapsum longaevis temporis, maximis, Guerrarum turbinibus subsecutis in Regno Sardiniae supradicto, Nobilibus Vir Petrus de Torrelles, Locumtenens Illustrissimi Domini Martini, Regis Aragonum, Proavunculi nostri, memoriae recolendae, dedisset, et concessisset donatione, pura, perfecta, et irrevocabili, quae dicitur inter vivos, Nobili Viri Leonardo Cubello, Patri vestro, quem in Marchionem Adriatani, et Comitem Gociani, erexit, et suis haeredibus, et successoribus perpetuo, cum illis tamen pactis, et conditionibus, quibus Iudices Arboreae praeteriti exutes in vera obedientia Illustrissimorum Dominorum Regum Aragonum erant, inter quae pacta investiturae, olim factae, de mandato Serenissimi Regis Jacobi, olim Aragonum Regis, Praedecessoris nostri, dicto Magnifico Hugoni, Vicecomiti de Basso, et Iudici Arboreae erat, quod in dicto *Judicatu Arboreae, in quo comprehenditur Marchionatus de Oristano, et Comitatus de Gociano, et alia loca, per vos dictum Marchionem possessa succederent descendentes ex dicto Hugone, utriusque sexus, et secundum illam antiquam investituram, et juris feudodorum intellectum, et dispositionem, deficientibus masculis descendentibus, filiae foeminae, succederant in perpetuum, in dictis feudis antiquis, secundum eorum naturam, vigore pacti, et providentiae praedictae, prout haec, et alia plurima, in quodam instrumento publico, dato, et acto in obsidione Civitatis Oristani, apud Sanctum Martinum, die vicesima nona mensis Martii, anno a Nativitate Domini mcccc. tempore quo pater vester, ad obedientiam, et fidelitatem Domus Aragonum, se reduxit, stante nihilominus, eo tempore, Genitore vestro, in possessione dictae Civitatis, et Comitatus, ac iurium, pertinentiarum eorundem, clausoque, et subsignato, per Petrum Rogerii, quondam, Secretarium Regni Siciliae continentur. Et vos haesitatis, an vigore concessionis factae per dictum Nobilem quondam Petrum de Turrelles, de Marchionatu, et Comitatu, praedictis, in feudum secundum morem Italiae, dicto quondam Patri vestro, possint vobis succedere in eisdem, juxta dictum usum Italiae, nendum tantum masculis descendentes; sed etiam, his deficientibus foeminae, et humiliter supplicatis ut dignamur vobis super his, de opportuno iustitiae remedio providere, attentis praesertim, dictorum feudorum Nobilium pactis, providentia, et antiqua concessione praedictis, ex qua succedere possint, in eisdem haeredes, utriusque sexus, de vestro corpore legitime descendentes; quodque propter novam concessionem dicti quondam Nobilis Petri de Turrelles factam, quondam Patri vestro, quae fuit reducta, ad, et secundum formam investiturae antiquae, pactorum, et conditionis illius, jam dictum feudum novum, non fuit effectum; sed antiquum remansit, et secundum illius naturam debet indicari, sub pactis, et forma praedictis, et si etiam novum fuisset effectum, ea ratione quia propter rebellionem praecambulam, quondam Patris vestri, ipso jure, fuit Fisco nostro, questum, et verba Privilegii, dicti quon-*

dam Petri Turrelles, potius in vocem donationem sonant, quam in restitutionem, merito, cum feudum novum censeretur, et per consequens, non habebat agnates; quia ad Principem erat reversum, propter culpam Yasculi, tunc detinentis potui opponi per donatum, tanquam in feudis Curiae acquisitis, et de novo concessis, et abolita pristina, et antiqua forma, nova dari, et sic dato, quod alias foemina, de iure feudorum, non succederet, modo possint succedere vigore formae novae, et pactis praedictorum, quibus rationibus, et aliis iustissime moti, ad omnis haesitationis tollendam materiam, et scrupulum revocandum, maxime cum ex debito teneamur dubitationes occurrentes, circa Privilegia nostra, nostrorumque Praedecessorum, clarae recordationis, iusto libramine declarare, ne in posterum litigiis via patetur, et per varia dispendia nostri subditi Iudiciorum versetur. Volentes vos, et domum vestram, ad anfractus futuris litium praeservare, praesertim intra nostri pectora claustra reminiscentia placida revolutis fidei incunctatae constantia, et dilectionis sinceriae, fervore vestri diem Marchionis, erga nostri Majestatem gratissimo, et memorato dignis servitiis per vos, Serenitati nostrae, praestitis, et impensis, personae vestrae periculis non vitalis, praesertim apud obsequium Castris Montis Leonis, quod tanquam robur inexpugnabile, in dicto Regno Sardiniae imminet, pridem per Nicolaum de Auria, nostram Aemulam, et Rebelle notarium, delentique cum vi, et armata manu, superari non potuisset, vestris intervenientibus tractibus, ad nostri manus, et obedientiam venit; ob quod jam dicto Regno Sardiniae, non parva relictis, et ipsius Reipublicae sat grande beneficium illuxit, quaeque, et ad praesens praestatis, et vos speramus, continuatione laudabili, praestitum (!) quae nendum subscriptam iustam declarationem; verum gratias, et favores amplissimas a nostro gratiarum lavacro promerentur dignissime exhaurire. Tenore praesentis declaramus, de certa scientia, nostro Sacro interveniente Consilio, matura, et bene digesta deliberatione praehabita in dictis Nobilibus Feudis, Marchionatu, et Comitatu, et aliis Locis vestris, potest vestros, descendentes, haeredes, et successores, utriusque sexus, de vestro corpore legitime descendentes, natos jam, et in antea nascituros, succedere in perpetuum. Ita tamen, quod masculus praefereatur foeminae, et major natu, minori, et sub hac forma, et lege, declaramus, et volumus, quod vos, descendentes vestri praedicti, juxta praedictam declarationem, consuetudinem, et naturam, teneatis, possideatis, ita quod succedant, et vivant, tam vigore antiquae investiturae, quam novae concessionis, ad instar antiquae factae, super quibus ex nostrae potestatis plenitudine legibus absolutae, quatenus opus sit, dictam praesentiam nostram

(1) Antonio Cubello, figlio di Leonardo, secondo marchese di Oristano, il di cui servigi a favore della Corte di Aragona, e l'opera validissima da lui prestata per la espugnazione del castello di Monteleone (in Sardegna) difesa da Nicolò D'Oris, sono qui lodatamente ricordati, vivente lo stesso suo padre, aveva dimorato per qualche tempo nella Corte Aragonese, e vi si distinse eziandio per lo arti cavalleresche. Il Capmany ricorda in una sua lodata opera (*Memorias historicas sobre la marina, comercio, y artes de la antigua Ciudad de Barcelona*), che nel 6 agosto 1434 il Re Don Alfonso V sosteneva un Torneo in Barcellona, nel quale presideva il marchese di Oristano, ch'era appunto Antonio Cubello, a di cui favore fu spedito il presente Diploma (Oper. cit. Tom. II, *Appendice*, pag. 31. 32).

declarationem roboramus, validamus, et confirmamus, ut perpetuo suum rebus effectum consequatur indubie, in iudiciis, et extra, suppletis omne defectum juris, aut facti interventionem, quoquo modo, in hac nostra provisione, hancque volumus, et iubemus, esse dictorum feodorum, natram, formam, et consuetudinem, perpetuo observandam, caeteris reservationibus, reservationibus, conditionibus, et iuribus nobis, ex natura feodorum Nobilitum Italiae, aut consuetudine dicti Regni Sardiniae, Nobis pertinentibus in fendo eodem, et concessione, dicti quondam Nobilis Petri de Torrellas expressis Nobis, et nostris successoribus, in dicto Regno Sardiniae remanentibus, semper salvis. Illustrissimis quibusvis post dies nostros, in dicto Regno Sardiniae, successores declarantes, nec non quibuscumque Vice-regibus, Gubernatoribus, Procuratori Regio, caeterisque universis, et singulis, Officialibus, et Subditis nostris, in dicto Regno Sardiniae, stabiliter constitutis, et constituendis, ad quem, seu quos spectet, expresse mandantes, quatenus nostram praesentem iustam, et rationi consonantem, declarationem huiusmodi tenent firmiter, et observent, teneantque, et observari solent, per quoscunque, et non contraveniant, seu aliquem contravenire permittant, aliqua ratione, et contrarium declarandi, seu acceptandi omnibus tollimus potestatem. In cuius rei Testimonium, praesens Privilegium nostrum, ad futuram rei memoriam fieri iussimus, nostro, Sigillo negotiationum Sicilliae, impendenti munitum, Dat Capuae, die decimo quarto, praesentis mensis Junii, anno Domini, MCCCLXXVII, Regni quoque nostri Sicilliae, citra Pharrum, anno secundo, hunc vero Regnorum nostrorum, anno vigesimo primo.

Rex ALFONSO.

Domini Rex mandavit mihi Baptista Platamone.

XXVII*.

Bolla del Pontefice Eugenio IV, che autorizza la traslazione della Sede Arcivescovile dall'antica città di Torres a quella di Sassari, e decreta che quest'ultima debba perciò intitolarsi Città Arcivescovile, e Metropoli Turritana.

(1444. — 3 Aprile).

Dall'Archivio della Chiesa Cattedrale di Sassari.

EUGENIUS Eps Servus Servorum dei Venerabilibus fratribus Plovescū et Gilarchicū Epīs sūt et Aplicam beñ.

Super universas Orbis Ecclesias utrae vigilantiae Divina dispositione commissas eo disponente qui cunctis imperiali cunctis et cui universa deservit licet insufficientibus meritis constitui levamus. Agri Domini oculos nostros more pastoris pervigili, inspecturi quid Ecclesiarum ipsarum statui congruat, quid operis impendi debeat circa illas ut divino fultu praesidio qui cuncta ex sui benignitate pro populum fidei salutem salutem disponit ad ea quae statui Ecclesiarum huiusmodi congruit nostri praesentis officii impendamus utiliter, et ea quae ad importunam supplicantiū instantiam perperam processere in statum debitum reducamus. — Sane dudum pro parte Venerabilis

fratris nri Petri (1) Archiepiscopi et dilectorum filiorum Capituli Turritani nobis exposito, quod Civitas Turritana, quae alias inter caeteras Sardiniae Insulae Civitates multum esse solebat insignis, propter malignitates temporum et diversas alias calamitates quae partes illas diutius proli dolor afflixerunt adeo desolata et destituta fuerat prout existit, quod nulli eam inhabitant de praesenti, demum quadam turri sita in porta iuxta litus maris quo per certos illi ad custodiam deputatos custoditur, et propterea Archieps tunc et Capitulum praefati considerantes sic in Civitate desolata praedicta eos ulterius morari non posse, ex eo quod locus inhabitatus nec congruus ob carentiam populi ad divina ibi celebranda officia existebat, habita inter eos deliberatione matura, se ad quoddam Opidum CIVITATIS SASSARI nuncupatum, quod in spiritualibus eidem Archiepo subest, et in quo Archieps pro tempore pro sua habitatione decens palatium habere digressus, locum utique munum populorum et satis accomodum, se transiulerunt, ubi praefatus Archieps cum suo Capitulo residere de praesenti pontificatibus actibus insistendo, quodque si Opidum praefatum titulo et honore Civitatis decoraretur, Sedesque Archiepiscopalis ibi constitueretur, nec non parochialis Ecclesia Sancti Nicolai in eodem Opido sita, quae utique in loco ad hoc congruo et honesto situata existit in Cathedrali seu Metropolitana Ecclesia erigeretur, ac domibus edificis et officinis necessariis ornaretur et adificaretur pro Archiepo et Capitulo memoratis, Archieps pro tempore existens et Capitulum praefati apud illam congrue morari, divinis officiis incumbere, et alia ad Divinum cultum pertinentia melius et commodius adimplere valerent; Nos tunc sub dat. Florentiae pridie nonas junii, Pontificatus nri anno decimo, Castrum Sassari in Civitatem, et parochialem Ecclesiam in Metropolitica erigi, Ecclesiamque Turritanam ad Castrum praefatum transferri, nec non plura alia fieri mandavimus per quasdam; et deinde accepto quod Rectori, Plebano nuncupato ipsius parochialis Ecclesiae per huiusmodi mandatum praeposuit non modicum generabatur, mandatum huiusmodi per quasdam alias nri litteras ad ipsius Rectoris instantiam revocavimus, prout in diversis deasper confectis litteris, quarum tenorem hic haberi volumus pro sufficienter expressis, plenius continetur; Demum ex certis rationabilibus causis animum nrm moventibus, tam ad Archiepi et Capituli, quam Rectoris praefatorum instantiam, omnes litteras huiusmodi, ac quaecunque inde secuta tenore praesentium revocantes, Fraternitati vestrae, de qua in his et aliis specialem in Domino fiduciam obtinemus, per Aplica scripta committimus et mandamus quatenus si vos vel alter vrum praemissa fore vera repereritis, super quibus vestram conscientiam oneramus, dictum Opidum Sassari in Civitatem erigendi, ipsamque titulo et honore Civitatis snblimandi et perpetuo decorandi, ita quod de cetero Civitas existat, nec de cetero Opidum Sassari ut hactenus existit nuncupatum, sed locus ipse sit insignis, ac Turritana Civitas de cetero nominetur, nec non cedente vel decedente Rectori modoque ipsius parochialis Ecclesiae, aut illam alias quomodolibet di-

(1) L'arcivescovo PIETRO qui nominato era PIETRO SPANO, cittadino Sassarese, ed uno dei più insigni Prelati del suo tempo. (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi illustri*, Vol. III, pag. 227).

insimile, dicta Sedes Archiepiscopalis Turritanæ ad ipsum locum ad quem ipse Archiepiscopus Turritanus qui est et erit pro tempore, nec non prædicti Capitulum propria auctoritate se transferre ac domos aedificia et alias officinas pro huiusmodi eorum habitatione pro tempore ibidem aedificare, ac inibi morari possint et debeant, prout penes veterem et desolatam Civitatem Turritanæ ante ipsius desolationem habitare et morari consueverunt, seu etiam poterunt, transferendi, præfatamque parochialem Ecclesiam, postquam modernus illius Rector huiusmodi cesserit vel decesserit ut præferatur, in Cathedrali et Metropolitanam Ecclesiam erigendi, quam, illiusque possessionem, cum omnibus iuribus et pertinentiis suis liceat Archiepiscopo et Capitulo præfatis ex tunc auctoritate propria apprehendere, ac in eorum, ac dictæ erigendæ Ecclesiæ usum et utilitatem convertere, alicuius licentia super hoc minime requisita, ita tamen quod præfato Rectore cedente, vel decedente, seu Rectoriam ipsam alias quomodolibet dimittente, animarum cura huiusmodi per sufficientes presbyteros ab eodem Archiepiscopo et Capitulo deputandos specialiter exerceatur, ac de fructibus ejusdem parochialis Ecclesiæ ipsis deputandis præfatis congrua portione reservata, reliqui fructus huiusmodi in tres partes, quarum una Archiepiscopo, et reliquæ duæ illis de Capitulo præfatis, qui divinis intererint realiter, applicantur tantomodo, dividantur, plena et libera auctoritate Apostolica tenore præsentium concedimus facultatem, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, ac statutis et consuetudinibus Ecclesiarum eorumdem, cæterisque contrariis quibuscumque, seu si aliquis super provisionibus sibi faciendis de parochialibus Ecclesiis huiusmodi speciales, vel aliis beneficiis ecclesiasticis in illis partibus generales Apostolicæ Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrarant, etiam si per eas ad inhibitionem reservationum et decretum vel alias quomodolibet sit processum, quas quidem litteras et processus habitos per eosdem ad præfatam Ecclesiam volumus non extendi, sed nullum per hoc eis quoad assecutionem beneficiorum aliorumque præjudicium generari, et quibuslibet privilegiis indulgentiis et litteris Apostolicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorem existant, per quæ præsentibus non expressa, vel totaliter quomodolibet de quibus, quarumcumque totis tenoribus habendas in nostris litteris mentio specialis. Volumus autem quod in eodem loco, ubi nunc vetus Turritana Ecclesia existit, postquam erectio huiusmodi facta fuerit ut præferatur, Archiepiscopo et Capitulo Turritanæ præfatis, nec non successoribus eorum qui pro tempore fuerint, per aliquem ydoneum Sacerdotem in divinis faciant deserviri, ne Ecclesia ipsa et eius Cimiterium ad profanos usus velut hæreditas transferatur, quod quidem Archiepiscopo, Capitulo, et etiam qui in eadem Ecclesia nova post huiusmodi erectionem pro tempore erunt, omnibus privilegiis immunitatibus, libertatibus, prærogativis et exemptionibus gaudere debeant et potiri, quibus ipsi nunc in Turritana Ecclesia constituti utuntur et gaudent, et gaudere soliti fuerunt et potiri. Nos enim, si erectionem, translationem et alia superius expressa fieri contigerit, ut præferatur, ex nunc irritum decernimus et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit, attemptari. Dat. Florentiæ, anno Incarnationis

Dominicæ millesimo quadringentesimo quadragésimo primo. Tertiæ nonas Aprilis, Pontificatus Nostri anno undecimo.

XXVIII*.

Frammento di Costituzione Sinodali dell'Arcivescovo Turritano (di Sassari) Pietro Spano.

(1442. — 9 Marzo).

Dall'Archivio Capitolare della Chiesa Cattedrale di Sassari.

Nos PETRUS SPANUS per ista gratia de Deo Archiepiscopo de Turres, essendo in su Palatu nostru Archiepiscopale de sa presente Citade de Sassari celebrando Cabidulu cum sos Venerabiles Frades et Figios sos Canonigos de Turres (1), desiderando de ordinare algunas pias et sanctas Constitutiones, qui essent ad laudem et gloria de su Altissimu Deu, conservatione de su istadu nostru ecclesiasticu, salvatione et utile de totu sas animas Kristianas de sa Ecclesia et Diocesi nostra de Turres. Et pro tanto una cum sos predictos hamos queriddu examinare, et reconoscer sas Constitutiones antigas, sas quales in sa prima introductione de sa dita Ecclesia et Diocesi Turritana hamos agatadu, et cussas cum consigu, et matura deliberatione de sos autedictos Canonigos et Cabidulu nostru hamos confirmadu, aumentadu, et crescidu da bene in megius; sas quales Constitutiones, tantu sas vezas, comento et custas qui povamente hamos ordinadu, et confirmadu, volemus; ordinamus, et mandamus in virtute sancte obediencie, et suta sas penas in custas dadas et promulgadas, qui siant servadas, et mantenidas perpetuamente in sa dicta Ecclesia, et per tota sa Diocesi nostra de Turres. Datum et actum in Palatio nostro Archiepiscopali præsentis Civitatis Sassaris sub die ix mensis Martii mccccxxxxx.

Statuimus et ordinamus, qui su Archiepiscopo non potat privare, incarcerare, ne condennare Archiepiscopo, et ne Canonicos de Turres, tanta in causas criminales, comento et civiles, ad minas qui sos demeritos de su delinquente siant vistos et conosquidos per issu Archiepiscopo, et Cabidulu de Turres: aconoschidos cussos siant castigadu cussu delinquente secundu sos demeritos suos, ad arbitriu dessu Archiepiscopo, et Cabidulu de Turres: et alteramente su Archiepiscopo in cussu casu pretendere non potat in cosa alcuna; et pretendendo non siant permittidu et non obbedidu.

Item statuimus, et ordinamus, qui cadascunu Archiepiscopo et Canonigos, et Proveridos siant lizitu appellarelli dae

(1) Questi Canonici erano probabilmente gli stessi che, un anno dopo, cioè nel 2 giugno 1443, concedettero ad enfiteusi Joanni Nroni, et Nicoloso Philipo Suonatoribus Sahonæ, et nunc habitatoribus in civitate Saceris, cum licentia et decreto Rev. mi in Christo Patri et Dni, Domini Petri Dei gratia Archiepiscopi Turritani, una terra appartenente alla Chiesa Cattedrale Turritana. Nell'atto di concessione, che fu stipulato in Corretorio Archiepiscopali Palatii Civitatis præfate (e si conserva nell'Archivio Capitolare di Sassari), essi sono così nominati: Venerabilis Vir Dns Julianus Serra Presbiter Plebanus S. Nicolai Civitatis Saceris, Archipresbiter Gaoinus Pinna, Antonius de Aconis Vicarius Illarum Cano Rectoris S. Xisti, Gaoinus de Aconis, Antonius de Mula, Saturninus Cailia Rector S. Appollinaris, et Antonius Gambella Canonici dictæ Sedis Turritanæ. etc. etc.

Archiepiscopi et Cabitula a sa Majore; essendo pero prima connosequidas sas causas per isen Preladu et Cabitulu; et cando su Preladu falat su contrariu siat tenidu a totu sos dannos qui ndat a seguire a sa parte requirente.

Item statuimus et ordinamus, qui su Archiepiscopu non potat per forza bogare foras de sa Citlade de Sassari pro compagnia sua, ne pro altera cosa, Archiprede, Canonicos, Curados, ne preideros; solu si esserent cosas necessarias a su Cabitulu, ovvero a sa mensa, qui in tale casu cum comiza, imperò cadaicanu ad voluntate sua, potat andare, nos sende perjudizu a su Cabitulu, neu Mensa de Turres in cosa alguna.

Item statuimus et ord

(1)

XXIX*.

Don Alfonso V Re di Aragona revoca la proibizione già fatta ai mercatanti Sassaresi di portare altrove, fuorchè a Sassari, le loro mercanzie, per essere sottoposte al pagamento dei dritti di Dogana, e poter quindi circolare liberamente nell'isola; e ordina in coerenza, che detti mercatanti possano estendino portare le loro merci alla Città di Alghero, ed ivi far dogana nello stesso modo che a Sassari.

(1444. — 20 settembre).

Dagli Archivi della Città di Alghero.

Alfonso Dei gratia Rex Aragonum Siciliae citra et ultra farum, Valenciae, Hierusalem, Hungariae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae. Universis et singulis officialibus nostris tam maioribus, quam minoribus in dicto Regno Sardiniae constitutis et constituendis, et eorum Locatenentibus, salutem et dilectionem. Per expositionem humilem nostrae Majestatis factam pro parte et nomine universitatis villae Alguerii per dilectum nostrum Petrum de ferraria militem, Ambasciatorem ipsius in curia nostra praesentem accepimus, et memoriae reductum est nostrae, quod superioribus annis ad instantiam arrendorum Dohanae civitatis Saceris, a nostra curia emanavit provisio et mandatum, quod omnes et quicunque Cives eiusdem Civitatis qui emerant in partibus encounteris et loci dicti regni quibuscunque raupas mercantias et res quaslibet non possent illas ad villam praedictam Alguerij, Civitatem Bosae, vel alia loca, nisi dumtaxat ad Civitatem Saceris praedictam, ubi exsolverent Inra Dohanae, et alia deferre, sub incursu gravium poenarum, prout in rescripto inde expedito ad quod nos referimus, haec et alia sunt confecta. Et cum pro copia mercatorum quae est in Saceris major quam in aliis praedictis terris sequitur ut vix possint ad Alguerium adduci mercantiae et alia praedicta stante prohibitione de qua dictum

(1) Manca il resto.

est, in evidens et notorium praedictum universis et inter caetera dictae villae Alguerij, cui per expressa Privilegia, et etiam per actum et Capitulum Curiae Regni, sicut caeteris demanialibus terris datum est ab expresso, quod liceat unicuique suas mercantias, res, et bona pro libito adducere, et asportare libere, et absque incursu poenae, et impedimento alicuius officialis nostri, vel Baronis aut Haereditati, quocunque voluerit. Pro debito acquit. iustitiae sumis supplicati per eundem Syndicum, ut in praedictis salutare remedium adhibere dignemur. Eius igitur supplicatione tanquam iusta et rationi consona benigne admisa dicimus et mandamus vobis et cuilibet vestrum de certa scientia consensu deliberare et expresse, sub incursu nostrae indignationis, et irae, ac poena arbitrio nostro reservata, quod super huiusmodi mercibus, rebus, et bonis per mercatores Saceris, et alios quocunque adduceatis et apportandis si voluerint ad villam Alguerij praedictam observet et observari faciat Capitula Curiarum dicti Regni, et privilegia villae ipsius, et non contrafaciatis quavis causa. Dat. in Castronovo Neapolis die Vigesimo Septembris, anno a nativitate Domini Millesimo, Quadragesimo. Quadragesimo quarto. V. CLAU RS. In Sardin ij.*

XXX*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V conferma alla Città di Alghero il privilegio che le avea accordato nel 28 luglio 1323 il Re Don Pietro IV, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari Sardi, dal Capo di Napoli all'isola dell'Asinara, erano tenuti a far porto, e dogana in detta Città di Alghero.

(1444. — 30 settembre).

Dagli Archivi della Città di Alghero.

Alfonso Dei gratia Rex Aragonum, Siciliae citra et ultra farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Magnifico et Dilectis Consiliariis Nostris Viceregi et Governatori Generali, ac Governatori et Reformatori in Capite Ingudorij Regni praedicti, Vicario etiam Villae Alguerij, et aliis Officialibus universis et singulis, ad quos spectet, et eorum locatenentibus, praesentibus et futuris, salutem et dilectionem. Vidimus quoddam Privilegium, Statutum, et Ordinationem Illustrissimi memoriae celebris Dni Regis Petri Proavi Nostri tenoris sequentis: — Nos Petrus Dei gratia Rex Aragonum, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae. — Ut vos fideles nostri Villae Alguerij, qui propter guerrarum strepitum, qui diu in Sardiniae insula vigerunt, et alias nimis estis oppressi, suscipiatis aliquod relevamentum, oraque nostra valeat augmentari, tenore praesentis providemus, statuimus, et ordinamus, quod de caetero omnes barque perquirentes, seu trahentes corallum a maribus de Cap de Napoli usque

a sa *Linyre* ⁽¹⁾, habeant, et teneantur degere, et facere portum suum in Villa Algerii, et non alibi, quodque solvant et solvero teneantur illud majus jus quod pro dicto corallo solvi est assuetum, tam per habitatores dictae Villae, quam per extraneos, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, ac rerum et mercium suarum, quibusvis litteris aut concessionibus per nos factis seu fiendis alicui seu aliquibus in contrarium, quas praesenti serie revocamus, obstantibus nullo modo: Mandantes expresse Gerenti vices Gubernatoris Logudorii, Dueneris, et aliis Officialibus dictae Villae, quod si per importunitatem, aut suggestionem aliquorum forsitan a nostra Curia litterae aliquae in contrarium emanarent, illas non observent, nec obediant eis pullo modo. Mandamus igitur ipsis Nostris Officialibus, quod hanc nostram ordinationem, et provisionem teneant firmiter et observent, et contra non faciant quavis causa. Iti ejus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro sigillo munitas. Datum in Monasterio Populeti 28 die Julii, anno a Nativitate Domini 1383. — Rex Petrus. — Et comprehendentes aperte per teneorem praedicti privilegii, statuti, et ordinationis, quod omnes barquae perquirentes, seu trabentes corallum ab eorumque *del Cap de Napoli usque a la Linyre*, tenentur degere, et facere portum in Villa Algerii, et non alibi, et solvero ibidem illud majus jus, quod pro dicto corallo per habitatores, et extraneos dictae Villae solvi assuetum, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, rerum et mercium: Vobis propterea, ad supplicationem nominis et pro parte universitatis dictae Villae humiliter Nostrae Serenitati factam, et pro observatione jam dicti privilegii, et statuti, dicimus et mandamus scienter, et expresse, sub iure Nostrae indignationis, et frae, ac poena duorum milia florenorum auri de Aragonum Erario Nostro quoties committatur applicanda, quatenus contrafacientes quoscunque, seu reuientes facere in omnibus, et per omnia, dicto privilegio, ordinationi, et statuto, remediis quibus convenit, juxta privilegii praesentis continentiam, distringatis, compellatis, exequamini, et forcelitis; alias oporteri Nos circa hujusmodi praedictum erga vos, et eos debite providere, eum nequeamus universitati dictae Villae in sui iustitia, et privilegiorum suorum observatione aliquatenus deficere. Datum in Castro novo Civitatis Neapolis die ultimo Septembris, anno a Nativitate Domini mccccliv. — Rex Alphonsus. —

In Sardiniae primo. — Reg^a et Reg^a.

XXXI.

I Consiglieri della città di Cagliari scrivono ai Consiglieri della città di Barcellona, chiedendo la loro interposizione presso l'appaltatore del diritto di pesca del corallo in Tunisi, affinché moderi la eccessiva imposta del terzo del prodotto, che egli esige dai Corallatori Sardi, di Cagliari, e di Alghero, i quali pescano in quei mari.

(1446. — 20 novembre).

Del CAPMANT, *Memor. stor. sobr. la marin. comerc.*
y *Art. de Barcelona*; *Coleccion Diplom.* Tom. II. pag. 297. n.º CLXXXIV.

(1) Cioè, dall'odierno Capo Manno all'ovest fino all'isola dell'Asinara al Nord della Sardegna.

Als molt honorables è molt savis Senyors, los Consellers de la Ciutat de Barcelona. — Molt honorables è molt savis Senyors — Segons clamor feta per diversos Corallers, axi de les parts de Cathalunya come de aquesta terra de Càller è del Alguér, pescants en les mars de Barberia corals, en Rafel Vives, ora stant en Tunis, havia del Rey de Tunis arrendat lo drèt del dit coràl, del que après hauria uns vuy extingida la tersa part de tot lo coràl que y pescan, per forma que no y poden millorar; ans si desflan, ultra que stán à risch è perill de mar è de males gasts: lo que est molt detestable è cosa inhumana qu'el dit Rafael, qui es Christià è de nostra nació, fasa tals coses, qu'el Rey de Tunis, qui es strany à nostra ley, no faria per conservar humanitat.

Per queus pregám, tant com podém, vos sia plasent sobre aço haver degut rahonament ab an Luya Vives, genà del dit Rafel morant en Barcelona, dega donar orde qu'el dit son germa sia content de la debèna part del coràl queus pescarà en les dits mars, è de cosa rahonable, contractant aquella, per manera que nos desfassan los dits Corallers; è axi mateix pregám vostres Reverencias, vos sia plasent scriure de part de vostres grans savieses una letra al dit Rafel, exortant aquell desista exibir d'aquí avant tal inhumà è fora de justícia drèt, metans al rahonable, è à cautela, si obs será, vos plàcia impetrar sobre la urgent materia de la Senyora Reyna lletres queus pertany, è oportunes per mès subjugar à la rahó lo dit Rafel. Als scriure à vostres grans magnituds circunspecies, sino que al Sant Spirit sia en protecció de aquelles ab deguda felicitat, offerintnos per aquelles fer lo que nosaltres possible sia. Scripta an Castell de Càller à xx de Novembre l'any mccccliv.

A honor de vostres grans Reverencias apparellats Los Concellers è Prohomens de Càller.

XXXII.

I Consiglieri della città di Barcellona rispondono ai Consiglieri della città di Cagliari di aver accolto favorevolmente la loro domanda, e di aver avuto promessa dall'appaltatore del diritto di pesca del corallo in Tunisi, e per lui dal suo fratello dominante in Barcellona, che per la imposta di detta pesca userebbe verso i Corallatori Sardi, di Cagliari e di Alghero, lo stesso trattamento solito usarsi verso i pescatori Catalani.

(1446. — 14 dicembre).

Del CAPMANT, *Opera sudd. Coleccion Diplom.*
Tom. II. pag. 298. n.º CLXIV.

Als molt honorables è molt savis Senyors los Consellers è Prohomens del Castell de Càller: Los Concellers de Barcellona à vostra honor apparellats. — Molt honorables è molt savis Senyors. — Una vostra letra havém rebuda del xx del mes de Nembre prop passat, sobre la pesca dels corals de les mars de Barberia, que te arrendada del Rey de Tunij en *Raphaël Vives*, è queus seria feta clamor que alguns corallers, axi de Cathalunya com d'aquexes parts de Càller è del Alguér, que lo dit en

Raphael los tracle en forma que no y porien millorar; ans s'y desfarien, ultra que stan à risch è perill de mar è de males gentz; è à la fi nos pregats, que volguessem tractar ab en *Luis Vives*, germà del dit Ràphael, que donàs orde que lo dit Ràphael se contentàs de la debèna par del coral quis pescaria en les dites mars, segons aquestes coses pus stesament son contengudes en la dita vostra letra: la qual rebebeda, nos fahém veur lo dit Luis Vives, pregant lo de les dites coses, lo qual nos ha offert, que per contemplaciò nostra è d'aquesta Ciutat el donarà obra ab lo dit Ràphael frare seu, que tractarh en la dita pesca los corallers de Càller è del Alguér en la forma que serán tractats los de Barcelona è de la Costa. Perço, molt honorables è molt savis Senyors, vos certifiem de les dites coses. E tingueus la Sancta Trinitat en sa guarda, rescrivint nos ab confiança de totes altres coses, en tant quant puschàm fèr per vostres phahir è honor. Scrita en Barcelona à xiv de Dehembre del any de la Nativitat del Senyor mil quatercents quarante è sis,

XXXII*.

Capitoli patteggiati ed accordati dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) a petizione dello STAMENTO militare del Parlamento Sardo, con la corrispondente offerta del donativo di ventunmila ducati, fatta dai baroni e dai feudatari dell'isola (1).

(1452 — 31 ottobre (2)).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Cagliari, Cod. Cartac. autent. dal fol. 23 al fol. 39.

Pateat universis, Quod Nos Alphonsus Dei gratia Rex Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, et Hierusalem, Hungariae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barcinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilonis et Ceritaniae, animadvertentes quam equum, quam sanctum, quamque praeclare

(1) Le antiche Corti (Cortes) del Regno di Sardegna erano composte da tre BRACCI (*Bracos*), chiamati pure *Stamenti*, l'*Eccllesiastico* cioè, il *Militare* e il *Reale*, i quali rappresentavano legalmente l'universalità dei cittadini o abitanti dell'isola allorchè erano riuniti in Parlamento. Lo *Stamento Eccllesiastico* era formato dagli arcivescovi, vescovi, abati, priori, e capitoli delle cattedrali; il *Militare* dai titolari, baroni, magnati e nobili; e il *Reale* dai sindaci delle città e dei comuni. Le CORTI SARDE furono riunite per la prima volta a parlamento nel 1351 dal Re Don Pietro IV di Aragona, che lo presedette personalmente nel castello di Cagliari. È questa l'origine della Costituzione politica della Sardegna, la quale durò nel suo primo vigore, come legge fondamentale dell'isola, fino al 1848.

(2) Il Re Don Alfonso redunò ancor egli personalmente in Cagliari le CORTI SARDE nel 1451. In questo Parlamento furono approvati, e quindi ebbero forza di legge, diciannove capitoli, sei dei quali furono proposti in comune dal tre *Stamenti*, e tredici particolarmente dallo *Stamento militare*, come si rileva dal Codice originale esistente nell'Archivio della città di Cagliari (fol. 3 e seg.). Nello stesso Codice (fol. 7 fin. a fol. 23) si leggono altri capitoli trentuno proposti dal detto *Stamento militare* nel 1448, e approvati dallo stesso Re Don Alfonso V nel 29 maggio dell'anno medesimo. Tutti questi capitoli di *Corte* (come soleano chiamarsi) riguardavano il modo e il tempo in cui dovevano riunirsi le Corti, la polizia interna del Parlamento, le sue risoluzioni, la osservanza perpetua dei capitoli di *Corte*, de' governi personalmente dal Re a suoi delegati Ambasciatori del Parlamento, e da tutti gli Ufficiali Regii, e da ministri di Lettere Reali esecutive, senza dritto di sigillo; la facoltà

Principe dignum habeatur, subditorum quieti et utilitati consulere; quod fieri non potest, nisi eos Princeps et in bello ab extrema vi, et in pace a Magistratum injuriis teneatur, quae quidem injuriae facile propulsari possidentur, si Princeps subditis ipsis beneficia et privilegia quasi arma quaedam pro temporum conditione conferat, quibus libertatem suam adversus eosdem Magistratus defendant: Considerantes etiam quod ad iusti Regis partes pertinet, non solum non ferrè injuriarum, sed etiam ab eo cui inferatur injuriam arcere, atque repellere: Illud praeterea animo volentes esse maxime Regium beneficia multa ac magna subditis suis conferre; quae laus liberalitatis, cum in privato homine per magna sit, in Principe certe, ac Rege, cunctorum mortalium iudicio excellentissima non immerito existimatur; cum nihil proprius sit, quo Reges ad divinam potestatem non prius accedere videantur, quam beneficia hominibus impartiendo. Cum igitur saepe ad aures nostras ex Regno nostro Sardiniae proceres, ac populi, de Magistratibus ac Praesidibus, quos ad eos mitti contigit, graves quaerimonias detulerint, quas quidem minime praeterissemus, si de iis nobis constitissent, postularuntque, ut eorum incommodis provideremus, supplicantibus maxime Nobis proprio nomine, ac etiam pro absentibus Magnatibus, Proceribus Regni ipsius, Magnifico, Nobilibus, dilectisque, et fidelibus Consiliario Nostro Iacobo Carros Militie, Comite Quirae, Petro Ioffre Domicello, ambasciatore et electo ab electis pro Magnatibus et Proceribus, sive haereditatis Bracchi Militaris Regni ipsius, Francisco Saba et Antonio Gambella Militibus, Galcerando Mercaderi Militie, Procuratore Francisci Gileberti Centelles Comitis Olivae; Iacobo Aragall Militie Procuratore Philippi Aragall Militis fratris sui, Gilardi de Doni, et Raymundi Catrilla, ac etiam ipso Petro Ioffre velut tutore ac curatore Iacobi Pardo, et procuratore Francisci Thomich Militis, Galcerando Torrello Procuratore fratrum suorum, Bindo de Bansa Procuratore Spectabilis, et Magnifici Antonii de Arborea Marchionis Aristagii (3), et Dominico Marras Canonico Ecclesiae Sanctae Iustae Procuratore Magnifici Salvatoris de Arborea

accordata al Braccio militare di riunirsi in *Stamento*, e ai tre Bracci o *Stamenti* di unirsi in Parlamento generale senza il *Placet regio*, in casi di necessità o di utilità del Regno; la concessione, investitura, successione, e divisione dei feudi; la giurisdizione civile e criminale, le libertà, le esenzioni, i privilegi, i dritti, e i doveri dei feudatari; la proibizione dei processi segreti (*proceso de Cambrà*) e della esecuzione di pene capitali, o mutilazione di membro contro i baroni e i nobili; la libertà di domicilio e di contrattazione pe' vassalli regi e baronali; l'amnistia generale concessuta ai Sardi dal Re Don Alfonso, eccettuazione il *crimenlese*; la estensione della *Corte de Logu* di Eleonora di Arborea a tutta l'isola; la ordinazione e la durata dei giudici; la proibizione delle *sperle* ai Giudici stipendiati; la fissazione dei dritti dovuti agli Ufficiali subalterni; la consegna dei delinquenti; le *salvaguardie*; l'obbligo al Viceré e ai Governatori di provvedere col voto di un Assessore; il divieto di avocar le liti fuori dell'isola, ma libero in pari tempo a ciascuno il ricorso al Re; la dignità e i poteri vicerregali, e le cautele, e i provvedimenti per frenare gli arbitrii; la sindacatura quinquennale del Viceré e dei Governatori, e la triennale di tutti gli altri pubblici Ufficiali; la nullità delle provvisioni Regie non controseguate dal Cancelliere del Regno; la uniformità del valore legale delle monete; la conservazione delle scritture notariali; e finalmente la proibizione di tasse straordinarie, eccettuati i casi di marittaggio, d'incoronazione o di liberazione del Re o di Persona Reale.

(3) Antonio Cabello, figlio primogenito di Leonardo Cabello primo marchese di Oristano e conte di Goceano, cui succedette nel 1427.

Militis (1), eisdem, et omnibus Magnatibus et Baronibus, ac Hierodotalis Regni ipsius, capitula infrascripta, quae a Nobis requisierunt, et suppliciter postulaverunt, his benignissime concessiones iuxta decretationes, sive responsiones in fine uniuscuiusque ipsorum capitulorum appositae; quorum capitulorum et decretationum, sive responsionum tenor, et series sic se habent (2).

Segue la offerta del donativo fatta dallo Stamento militare per ottenere le grazie e concessioni contenute nei capitoli, ed è questa.

Per impetrar del dit Señor las dites gracias è privilegiis, los dits Barons, è Heretats oferiren graciosament a sa Magestat vint y un milia ducats, moneda de Gillats, à raho de siph tarins lo ducat, al dit Señor de present, pagadors en la Ciutat de Naples; ultra los deu milia ducats, que per los altres capitols li foren axi mateix graciosament offerts è donats. Suplicant a la celsitud sua, que los dits vint y un milia ducats, è onza milia, que per raho del cambi de aquells se hauran de pagar, los mane compartir è distribuir entre los dits Barons è Heretats, è vassalls llurs, aguida iusta consideració a las facultats de cascu, è a la comoditat que dels presents capitols reporten: assignant sobre lo dit compartiment persones intelligentis, è experts entre ells sabedor. E com lo dit Señor è suplicacio de alguns dels dits Barons è Heretats del dit Regne presents en la sua Cort (go es del Compte de Quirra, Don Pere Ioffre, hu dels elets, è Procurador del Bras Militar del dit Regne, è Embaxador del dit Bras al dit Señor trames, de Mossen Francesch Sabba, de Mossen Antoni Gambella, hu Galceran Torrello, è Don Iacob Manca, è de alguns Procuradors dels absents, go es de Bindo de Bansa Procurador del Marques de Oristani, de Mossen Galceran Mercader Procurador del dit Compte de Oliva, de Domingo Marras Canongè de Santa Iusta Procurador de Mossen Salvador de Arborea, è de Mossen Jaume Aragall procurador de Mossen Felip de Aragall gema seu, de Mossen Girard de Doni, è Don Ramon Cetrilla; è encara del dit Empere (Don Pere) Ioffre, com à Tudor, è Curador de

Don Jaume Pazio, è procurador de Mossen Francesch Tomieh; del dit Galceran Torrello, com à Curador de sos germans; è del dit Iacob Manca, com a Procurador de sos nebots, haja per ells pris à cambi los dits vint y un milia ducats, è per aquells als merceders donats aquells à cambi, lo dit Señor haja promes pagar trenta dos milia ducats à la dita raho de siph tarins per ducat: los quals per sas llettras de cambi remet à pagar als dits Barons è Heretats en Sardenya; è sia just, è rahosable, que lo dit Señor sia dels dits trenta dos milia ducats, è de qualsevol danyis, missions, è interessos, que sa Magestat en qualsevol manera per raho de aquells hagues à fer, è sostenir, servat totalment indemne: Per tant los dits Comte de Quirra, Empere Ioffre, Mossen Francesch Sabba, Mossen Antoni Gambella, è Galceran Torrello, è Iacobo Manca, è cascan dels en llurs noms propis: E los dits Pere Ioffre com a hu dels elets, Procurador, è Embaxador del dit Bras Militar; Bindo de Bansa Procurador del dit Marques de Oristani; Mossen Galceran Mercader com a Procurador del dit Compte de Oliva; Dominico Marras com a Procurador del dit Mossen Salvador de Arborea; Mossen Jaume Arragall com a Procurador dels dits Mossen Felip Aragall son germa, de Mossen Gerardo de Doni, è Don Ramon Cetrilla; è encara lo dit Empere Ioffre com a Tudor è Curador del dit Jaume Pardo, è Procurador del dit Mossen Francesch Tomieh; è Galceran Torrello com a Procurador de sos germans; è Iacobo Manca com a Procurador de sos nebots, convenen, è prometen al dit Señor present, è acceptant, de servir plenament indemne sa Magestat, è bens, dels dits trenta dos milia ducats: en axi, que si de aquells al dit Señor convenira pagar quantitat alguna, tota aquella sens dilacio li prometen restituir, è tornar en temps ab tots los danyis, interessos, missions è despeses en qualsevol manera da quen fets, è sostinguts. E no res meins que si al dit Señor convengues pagar quantitat alguna dels dits trenta dos milia ducats, en tal cas voleu, els plan per pacte special, que los presents capitols sien aguts per no atorgats. E per asso atendre, tenir, servir, è cumplir los dits Compte de Quirra, Empere Ioffre, Mossen Francesch Sabba, Mossen Antoni Gambella, è Galceran Torrello, è Iacobo Manca obligan tots llurs bens propis, è los dits Procuradors los bens de llurs principals, en tant quant llurs potestats se estenen: en los quals bens puga esser feta Real execucio (segons per deutes Reals, è Fiscals es acostumat fer); è no res meins los sobreditis prometen assí acceptar los cambis.

(3) Placet Regiae Maiestati, et acceptat, et committit dictam taxationem Domino Lupo Ximenes Durra Viceregi Siciliae, Valentino Claver Vicecanellario; Roderico Falcò, Nicolao Fillach, Petro de Risulduo Regii Patrimonii Conservatori Generali, et Arnaldo Fenolledo Prothonotario (4).

Ut autem capitula praeinserta, et omnia, et singula

(3) Il Re Don Alfonso accetta l'offerta del donativo nella somma di ventunmiglia ducati; ma dà ai Baroni, Feudatari e Nobili dell'isola, componenti lo Stamento militare, il carico di pagargli trentaduemiglia, avendolo egli presi a cambio dai mercatanti; e, come si legge in appresso, ne fa la girata ai medesimi Baroni, Feudatari e Nobili, col sovrappiù dei danni ed interessi, in caso di non fatto, o di ritardato pagamento; per lo che nomina qui i *Tassatori* o Liquidatori.

(4) Dopo l'accettazione del donativo segue l'approvazione dei capitoli patteggiati ed accordati; compimento del presente Diploma.

(1) Salvatore Cubello di Arborea, fratello di Antonio Cubello, di cui nella nota precedente, al quale succedette pure nel 1457 nel marchesato di Oristano e contado di Gociano.

(2) Sono qui inseriti i trenta capitoli patteggiati dallo Stamento militare col Re Don Alfonso, e da lui accordati, dietro la offerta del donativo di ventiduemiglia ducati. Sono scritti in lingua catalana, e basterà riferirne la sostanza. Venti di tali capitoli contengono la conferma di capitoli somiglianti già concordati, patteggiati e accordati dallo stesso Re Don Alfonso nel 1431 e 1448, dei quali abbiamo indicato l'oggetto nella precedente pag. 69, nota (3), e riguardano le riunioni particolari dello Stamento militare; le tasse, o esazioni straordinarie; la giurisdizione feudale; le libertà private dei vassalli; l'ordine, il numero e la durata dei giudizi; la monetazione e l'unificazione del valore legale della moneta in corso; le *salvaguardie*, i *guidatieri*, le *moratorie*; il divieto dei processi segreti (*proce de Cambra*) contro i feudatari e i nobili ecc. ecc. Gli altri dieci sono nuovi, e riguardano le nuove investiture di feudi già concesse dal Re Don Martino di Sicilia, e da Pietro Torrelles Capitano Generale dello Stamento, purchè confermate dal Re Don Ferdinando I, abolito in tal parte il divieto fatto dal Re Don Pietro IV nel 1366; la formazione del Gran Libro (*Capano*) delle rendite regie a spese dell'Eriario pubblico; la restituzione di *dritti* indebiti riscossi dai Viceré, dai Governatori e da altri Ufficiali regii; e il pagamento di cento ducati per *dritto di Sigillo* per la spedizione di detti trenta capitoli.

in eis, et unoquoque eorum contenta iuxta responsiones et decretationes in fine uniuscuiusque eorum adiectas et appositas ⁽¹⁾ firma, et perpetua validitate omni futuro tempore permanent et subsistant tenore praesentis Privilegii, et publici instrumenti perpetuo valituri de Nostri certa scientia, et consulte laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes eisdem Magnatibus, Baronibus, et Haereditariis, ac etiam universo Regno praedicto Sardiniae, et singularibus ipsis, ipsa capitula iuxta ipsorum decretationes, in vim privilegii, seu privilegiorum et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valiturorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solenni stipulatione vallato inter Nos, et praedictos Magnates, Barones, et Haereditarios inito, et convento, promittimus sub verbo, et fide Nostris Regis, ac iuramus ad Dominum Degm, et eius sacra quatuor Evangelia ante Nos posita, et Nostris propriis manibus corporaliter tacta per Nos, et successores Nostros quousque praeinserta universa capitula, et eorum unumquodque, iuxta illorum decretationes, et praesens Nostrum Privilegium, praestatemque contractum, perpetuo tenere, et observare, ac teneri, et observari per Nostros Officiales facere, nec contrafacere, vel contrasteri permittere quavis causa. Magnificis propterea, et dilectis Consiliariis Nostris quibuscumque, praesentis Locumtenenti, Vicerregi, et Governatori Nostro Generali praedicti Regni Sardiniae, ac Governatori in Capite Calaris et Gallurae, et Ioanni de Flors Militi Gubernatori, et Reformatore in Capite Logudorii, Procuratori suoque Regio, vel ipsum officium Begenti, caeterisque universalis et singulis Officialibus, et subditis Nostris quocumque nomine nominatis, officioque et iurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus sub irae et indignationis Nostrae incursu, quatenus praedicta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque iuxta uniuscuiusque responsiones ac decretationes, praesentemque contractum teneant firmiter et observent, et faciant ab aliis inviolabiliter observari: iniungentes et expresse mandantes praedictis Locumtenenti Vicerregi et Governatori, ac etiam Governatori dicti Capituli Logudorii, ut omni mora consultatione et procrastinatione cessante, nullaque alia excusatoria expectata, seu requisita, quam primum requisiti fuerint, iuramentum, et homagium praestare in manibus et posse Nostri Procuratoris Regii, seu officium ipsius Regentis, seu Vicarii Castri Calaris, quod praesentem contractum et publicum instrumentum, omniaque praeinserta capitula, et eorum unumquodque, iuxta eorum responsiones et decretationes perpetuo teneant, et observabunt, et in nullo contraveniant directe, vel indirecte, quavis ratione, occasione, seu causa. Quod est datum: et actum in Castello Novo Civitatis Neapolis die trigesimo primo mensis octobris, anno a Nativitate Domini millesimo quadragentesimo quinquagesimo secundo: Regni huius Siciliae citra Farum anno decimo octavo: aliorum vero Regnorum Nostrorum trigesimo septimo.

Si I-gnum Alphonsi Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitibus Barchinonae,

(1) Alla fine di ogni capitolo si legge la formula — *Placet Regiae Majestati* —; e laddove il Re credette dover fare limitazioni od eccezioni alla domanda, queste vi sono pure particolarmente indicate.

Ducis Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comitibus Rossilionis, et Ceritaniae, qui praedicta laudamus, concedimus, et firmamus dicto trigesimo primo die octobris, ac etiam iuramus in dicto Castello Novo die decimo nono novembris anni praedicti in manibus Venerabilis in Christo Patris, et dilecti Consiliarii, et Cancellarii Nostri Araldi Rogerii Episcopi Urgellensis ⁽²⁾; huiusque publico instrumento sigillum maius Maiestatis Nostrae apponi iussimus in pendenti.

Rex ALPHONSUS.

Testes sunt, qui ad praedicta praesentes fuerunt, Valentinus Claver Vicecancellarius, Petrus de Bisulduno Miles, Regii Patrimonii Generalis Conservator, ac Regius Procurator in dicto Sardiniae Regno, Rodericus Falch, et Nicolaus Fillach legum Doctores, Petrus de Cap de Villa Thesaurarius in Regno Siciliae citra Farum, et Petrus Salvator Valls Secretarius Consilii Domini Regis praedicti.

Dominus Rex mandavit mihi Araldo Fenolleda, in cuius posse firmavit, et viderunt Valentinus Claver Vicecancellarius, Rodericus Falch legum Doctor, et Procurator Regii Patrimonii Cons. V. Petrus de Capdevilla Thesaurarius.

XXXIV*.

Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Giacomo Carros, conte di Quirra, governatore e luogotenente generale del Regno di Sardegna, comandandogli di cessare dagli abusi e dalle violenze che commetteva contro i vassalli del marchese di Oristano ed in dispregio dei dritti di quel dinasta Sardo, destinando il governatore e riformatore del Capo di Logudoro per decidere le contese esistenti e che potrebbero sorgere tra lui ed il detto marchese di Oristano (3).

(1455. — 22 maggio)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE, II, ab ann. MCCCLV ad MCCCLVII, fol. 8.

ALFONSUS, Dei gratia, Rex Aragonum, Siciliae citra et ultra Farum, Valentiae, Hierusalem, Hungariae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Albanarum et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis et Ceritaniae. Magnifico et dilecto Consiliario nostro Iacobo

(2) Di qui si ricava che il presente Diploma fu firmato e spedito dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) nel 31 ottobre 1455 da Castelnuovo di Napoli; e che poi nel 19 novembre dello stesso anno egli prestò solennemente il giuramento di osservarne il contenuto a mani di Arnaldo Roger Vescovo di Urgel. Dopo quest'anno il Parlamento Sardo non si riunì fino al 1481, in cui le Cortes furono presiedute dal Viceré Ximene Peraz. Lo stesso militare vi prese la parte più attiva, dell'orò quaranta capitoli, sopra varie materie riguardanti il governo civile e politico dell'isola, la sua agricoltura, commercio ed industria, e sull'ordine, numero e forma dei giudici, e li sottopose alla sanzione regia: dieci dei medesimi non furono accordati: gli altri trenta però furono accettati ed approvati dal Re Don Giovanni II col diploma spedito da Cordova nel 1484.

(3) Il Marchese di Oristano, del quale si parla in questa Carta, era Don Salvatore Cabello di Arborea, il quale poi morì senza successione nel 1470. Quindi il marchesato di Oristano, e il contado di Goceano pervennero a Don Leonardo d'Alagon, figlio primogenito di Benedetto Cabello di Arborea, sorella di detto marchese Don Salvatore.

Carroz militi Comitū Quirrae, Gubernatori et Locumtenenti Generali iam dicti Sardiniae Regni, salutem, et dilectionem; humilī expositione nostrae Maiestati facta pro parte Magnifici et dilecti Consilii nostri Marchionis Aurisani, et Comitū Gociani intelleximus quod ipso Marchione, tenente et possidente quoddam territorium seu terras salus intra civitatem Aurisani et villam Uraui denles ededict in quodam loco appellato, Montem Digrara, iuxta quendam Rivum appellatum Rio Portoso versus Mare, in quo includitur Portus de la Prasta, quae loca tenuit, et possedit Nobilis et Magnificus quondam eius Pater: Vos postquam a nostra Maiestate obtinuistis officium Gubernationis et Locumtenentiae, sub brachio dicti officii ipsum Marchionem eius vassallos, et alios quibus locavit saltos praedictos pluries turbastis, et molestastis in possessione praedicta. Quinimo pauci sunt menses elapsi, quod quamplures, et plures vassalli vestri, et aliarum terrarum, cum vestris Officialibus in numero copioso, manu armata ad dicta loca se contulerint, et ibidem furcas exeruerunt videlicet in dicto Monte Degrara, in planitie, et prope mare, et propterea multi qui ad dicta loca accedere solebant cum eorum bestiis timore vestri, propter officium, quod geritis, ad dicta loca non audent accedere, et sic ipse Marchio in eius possessione turbatur. Unde ad supplicationem eiusdem Marchionis intendentes, ne talia per aliquos, et signanter per nostros Officiales fiant, Vobis mandamus, sub pena viginti milium Ducatorum, quod aliquid in locis supradictis, vel aliis in praedictis eiusdem Marchionis, et ipsius Vassallorum non attentetis, imo ipsum Marchionem et eius Vassallos et alios pacifice et quiete cum eorum bestiis, seu animalibus loca praedicta sinatis intrare, stare, pasturare, omni facti impedimento, et molestatione cessantibus; et si quid ius in locis praedictis, vel aliis habere praetenditis contra ipsum Marchionem in praedictis, aut circa ea, aut quare ad praedicta non teneamini, infra dies x proponatis et adeatis Magnificum, et dilectos Consiliarios nostros Gubernatorem, et Reformatorem Capituli Lugudoris, et Bernardum Sallent Locumtenentem Regii Procuratoris in dicto Capite, quibus harum serie committimus, quod vocatis vocandis, auditis utriusque partis Iuribus colligant processum, usque ad conclusionem causae inclusive, (neminem volumus tamen contra iustitiam aggravari) ipsum que clausum et sigillatum ad nostram Maiestatem transmittant, ut postmodum de veritate facti informati de condescendi iustitiae remedio providere valeamus, causi de seorsum agendo pro quanto vobis, et eis gratia est nostra cara, iustitiae, et indignationem nostram, ultra poenam iam dictam, quam contrafaciendem, ipso facto decoremus incurrisse, cupitis, et cupiunt evitare cum sic iustitia exigente fieri velimus et compleri. Dat. sub Castello Novo Civitatis Nostrae Neapolis die xxii mensis maii, anno a Nativitate Domini m.cccc.lv.

REX ALFONSUS.

Petrus Putgeriol mandato Regio facto per
Valentinum Claver Vicecancellarium qui
has vidit.

XXXV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II prometteva seceramente ai Baroni e Feudatari di Sardegna di esigere dai loro vassalli tributi o servizi personali maggiori di quelli che fossero loro dovuti per titolo d'infudazione, e di impedire, come facevano, i detti castelli dal commerciare liberamente, e dal vendere cose, e a qual prezzo che sembrasse ai medesimi migliori i prodotti delle loro terre e delle loro industrie.

(1459. — 8 gennaio)

Dagli Archivi del Reale Patrimonio (antica Procurazia Reale)
in Cagliari.

Nos IOANNES Dei gratia Rex etc. Circa reformationem dicti nostri Regni Sardiniae, quod longa retro Principum laudabilis recordationis praedecessorum nostrorum absentia in multis patitur, mentis Nostrae aciem dirigentes, hac consensuissima pragmatica sanctione, seu lege, in posterum valitura ordinamus, statuimus, et sancimus inviolabiliter observandum, quod Magnates, Barones, vel Haeritii ipsius Regni a Curia Nostra feuda tenentes, praesentes, vel aliqui ex eis, per se vel interpositam personam, palam quomodolibet vel occulte, directe vel indirecte, aut alias quovis modo, non audeant vel praesument a vassallis Baroniarum, seu terrarum suarum, alia iura, alia dacia, vel alia quaeque praeter debita eis et pertinentia exigere, neque vassallis ipsis onera alia vel servitutes imponere, neque eos in aliquo male tractare, neque in Baronis, vel terris ipsis, praeter res eorum victui tantummodo necessarias, genus commercii aliquod exercere, neque vassallos ipsos ad vendendas eorum res, vel mercēs aliqua ratione compellere, neque ne vendantur eis interdicere usque illorum exitum a dictis Baronis, seu terris aliquatenus prohibere, poena mille florenorum auri Aragoniae singulis contrafacientibus vice qualibet imminente; et nihilominus cuilibet ex dictis vassallis sit licitum et permisum eas res et mercēs, quibus, et eo praetio quod oligerint vendere, vel si maluerint extra territoria ubi foveant domicilia extrahere, huiusmodi Nagmatum, Baronum, et Haereditatorum inhibitionibus, seu interdictis facitis et faciendis in eis a dictis non obstantibus quibuscumque (1): mandantes de certā scientia Nostri, et consulto

(1) Da questa Prammatica si scorge chiaramente quale fosse il governo dell'isola nei tempi feudali. I Baroni, non solamente esigevano dai loro vassalli tributi, indebiti e servizi personali ai quali non erano tenuti, ma doppo impedivano al medesimo la libera contrattazione ed esportazione dei frutti delle loro terre e della loro industria. Anzi essi stessi, i Baroni, abusando della loro autorità, e prevalendosi dei mezzi pecuniari che dovevano avere in più larga misura, diventavano i monopolisti locali della compra di detti frutti, poichè i vassalli, non potendoli liberamente esportare e contrattare altrove, erano obbligati a venderli ai loro signori per quel prezzo che loro piaceva d'imporre a proprio arbitrio. E i governanti, che venivano da Aragona in Sardegna, prestavano mano a tanta eorum, anzi segnavano ancor essi il brutto esempio, e, opprimendo gli isolani, commerciavano quasi dirubiosi ufficialmente, e si arricchivano, come appare dall'ALTA PRAMMATICA dello stesso Re Don Giovanni II, che qui appresso riportiamo (n.° XXXVI*). Né l'abuso era nuovo, ma datava dal secolo precedente, poichè abbiamo una Ordinanza del Re Don Pietro IV di Aragona dell'undici dicembre 1301, in la quale condanna e proibisce seceramente somiglianti ed anche maggiori abusi che fin da quel tempo commettevano i Baroni di Cagliari e di Gallura. E ci piace riportare

dictis et fidelibus Consiliariis in dicto Regno, Vice regi, seu Locumtenenti Generali, Gubernatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae et Logudorii, et aliis quibuscumque Officialibus nostris, praesentibus et futuris, sub poena decem millium florenorum auri de Aragonia, officiorumque eis commissorum privatione, quatenus ad solam Fisci Nostri Procuratoris instantiam in bonis cuiuslibet huiusmodi legis nostrae transgressoris pro poena superius addita executionem faciant, tamquam pro debitis Regis et Fiscalibus, dilationibus, et subterfugiis omnibus periculis. Ne autem aliquis ex huiusmodi Magnatibus, Baronibus, et Haereditatis, ac eorum Officialibus, huius nostrae pragmatice sanctionis ignorantiam valeat allegare, iubemus eam non solum in principalibus terris et villis, sed etiam in Capitibus Curatoriarum, Incontractarum et Capitularum *Partium Baroniarum*, et *Barbatarum* Regni praedicti, voce praekonica divulgari. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus Nostro sigillo munitam. Datum Barcinonae die octava ianuarii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni Navarro Secret. Vid. Iohannes Gallach Conserv. Aragon. p. Vicecancell. Locumten. Theaur. Generalis. Vid. Iacobus Paull.

XXXVI.

Pragmatica del Re Don Giovanni II di Aragon, con la quale si vieta agli ufficiali regi in Sardegna di obbli-

qui tale ORDINAZIONE, estratta dagli stessi Archivi dell'antica Procuraria Reale, affibbico non mancho i documenti storici della storia insulare e lamentevole di quei tempi. Eccone pertanto il tenore: « PETRUS REX ARAGONIAE, NAVARRAE, SICILIAE, VALENTIAE, » SARDINIAE, CORSICAE etc. Dilectio Nostro Gubernatori Callaris et » Culture praesentis, vel qui pro tempore fuerit, vel eius Locum- » tenenti, salutem et dilectionem. Nostro auditu noveritis perve- » nisse, quod aliqui Haereditati in Capite Callaris, et Gallurae, » Nostrae correctionis scelerum non verentes, imponent et exigunt, » ac exigore, seu extorquere conantur in eorum villis, et locis ius » *passagii* et *extractionis*, et alia vecigalia, et iura nova, et illi- » cita bestiarum, grana, rebus, et mercibus, quae in locis eorum, » tam per terram, quam per mare costagii decedant et extrahi, » ab eisdem faciendo rescitari negotiantes, vel decedantes in locis, » vel villis ipsis pro rebus, bonis, et mercibus, quae ibi deforun- » tur emunt, et vendunt, et ab inde extrahunt, ut extorsionibus » huiusmodi ad ius pro tempore sibi scribere valeant pro absum, » quod tanto est detestris tolerandum, quanto in preiudicium No- » strarum Regalium, et in damnum Reipublicae, et depopulatione » *Castrarum praedictorum* (id est de Cagliari, CAERNA CALLARIAE), id per eos » eorum proprio temerario sine ulla cautione. Quia admittimus » de rebus, qui tales nevitantes, et praefiducia sustinentis diutius » lando, et non videtis quae videri debent, de quo dignas mer- » cimini reprehendi, verbis dicimus, et mandamus de certa scientia, » et expresse, quatenus in continenti recipiatis informationem per » quos, et in quibus locis talia nova iura, et vecigalia sint im- » pona, et levantur, et imponentes, vel extorquentes illa, rigide et » feritice de usquequo iura, quae eis sunt compositi, penitus, » quod ad penam cedat, et alia teneant in exemplum; nec ulli » *zmo* detorqueo talia sustinentis, quatinus id prohibetur expresse » voce praekonica, et alias per impositionem magnarum poenarum » vestro arbitrio imponendum, et exigendum a contrafacientibus, » his, si qui superius fuerint, irreversibiliter, sine mora: Notificantes » vobis, quod si in his negligentis, quod non credimus, fueritis, » vel remissi, vos inde in personam, et bonis de vestri culpa, vel » negligentia foris reusum. Tibi vero aliqui ex Officialibus » ipsis aliqui vecigalia antiqua, et vetusta ex specialis Nostra con- » cessione levaverint, eos in eorum iura, et non antiquo contra » iustitiam non gravabis. Datum Barcinonae undecima die Decem- » bris, anno a Nativitate Domini MCCCLXXII.

gare con la loro autorità i vassalli della Corona e i vassalli dei feudatari a prestare servizi gratuiti, ed a vender loro derrate e merci di qualunque specie, e a trasportarle da un luogo all'altro senza la corrispondente mercede.

(1459. — 27 marzo).

Dagli Archivi del Patrimonio (antica Procurazia) Reale in Cagliari.

Nos DOX IUAN per la gracia de Deu Rey de Arago, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corsega, Comte de Barcelona, Duch de Athenas, è Neepatria, è encara Comte de Rossello y de Cerdeña. — Entenents en la reformació del Nostre Regne de Sardenya, per la present pragmatia sanció statuim, è ordenam, que de aqui avant algun Official de nostra Cort no puga compellir è forçar algun de nostres vassalls, ne encara dels Magnats, Barons, è Heretals del dit Regne vendre a els dits Officials, è a llurs Lloctinents, forments, ordis, è altres qualsevol coses, ne comendar aquells de portarles algunes coses llur propries sans concedut salari è paga, ne encara los dits Officials sos color de algun interès de Nostra Cort, puxen comprar coses algunes, sino ensemps è concordés ab lo Procurador Real del dit Regne, è en ausencia de aquell ab son Lloctinent è Regent lo dit offici. E qui contra farà, ecorregga en pena de mil ducats dor bons à Nostra Cort aplicadors tantes vegades, quantes serà contrafet, manans als los presents matexes als Magnífichs, è amats Consellers nostres lo Virrey, Lloctinent General de dit Regne, Governadors en los Caps de Callar, Logudor, è Gallura, Procurador Real de dict Regne, son Lloctinent, è Regent lo dit offici, è altres qualsevol Officials nostres en lo dit Regne constituïts, presents, è devenidors que la present nostra Pragmatica sancio tengan, observen, executen, è aquella ab ven de publica crida divulgar fassen, perque nes puga algo ignorancia allegar. En testimoni de la qual cosa manam esser feta la present ab nostre segell comu en lo dors segellada. Dada en lo nostre Palaci Real de la nostra Ciutat de Valencia à vint è set dies de Mars del any de la Nativitat de nostre Senyor MCCCXLIQUINTA non.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Antonio Noveris Sec. Vid. General. Theaur. et Petrus Torrelles Conservator Aragoniae.

XXXVII.

Bolla del Pontefice Pio II, con la quale è istituito l'Ufficio supremo di Giudia di appellazioni e gravami per le cause ecclesiastiche nell'isola di Sardegna.

(1459. — 4 luglio).

Dagli Archivi dell'antico Ufficio del Reale Patrimonio in Cagliari.

Pius Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Iohanni Cap de Villa Rectori Parrochialis Ecclesiae de Al-

guerio Sassarenis Diocesis, decretorum Doctori, salutem et apostolicam benedictionem.

Cunctorum fidelium, quorum caelitus Nobis est universalis cura commissa, statui et quieti salubriter intendentes, ad ea per quae ipsorum indemnitatibus consulatur, et periculis obviatur partes Nostri ministerii adhibemus, et personas Ecclesiasticas literarum scientia et morum honestate praeditas, Nobis, et Apostolicas Sedi devotas, pro virtutum, et meritorum exigentia, specialibus prosequimur gratis et favoribus. Exhibita siquidem Nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Communitalis, et incolarum Civitatis et Dioecesis Calaritanæ petitio continebat, quod licet olim ex parte nonnullarum, tam ecclesiasticarum quam laicorum personarum insulae Sardiniae, a nonnullis defunctis, aliisque sententiis minus recte prolatis, ac gravaminibus diversis eis per nonnullos Ordinarios et Delegatos Iudices illis indebitis, in casibus a iure permissis ad Sedem Apostolicam appellatum existisset, ipsaeque personae appellationes suas huiusmodi indefinitae, prout de iure tenebantur, intra tempus legitimum prosequi cupientes, iter ad Romanam Curiam veniendi, et navigis transitum arripissent, tamen per infideles et alios piratas captae, dinque carceribus mancipatae, atque gravibus damnis, contumeliis, et iniuriis affectae fuerunt; et quamvis eorum aliquae non sine pecuniarum summa redemptionis extiterunt, nihilominus reliquae nimia paupertate oppressae, non habentes unde se redimere possint in perpetua et miserabili servitute captivae remanserunt, proptereaque appellationum causae huiusmodi indefinitae et disertae fuerunt non sine magno ipsorum praedictorum, atque iurium, ac bonorum suorum amissione, gravique iactura. — Quare pro parte sua ad Communitalis civium et incolarum praefatorum Nobis fuit humiliter supplicatum, ut ad obviandum periculis et detrimentis huiusmodi opportune providere paternam diligentiam curaremus. Nos igitur, qui cunctorum Christi fidelium comoda quantum in Deo possumus procuramus, eorumque dispendiis et periculis occurrimus, huiusmodi supplicationibus inclinati, auctoritate Apostolica, tenore praesentium statuimus et ordinamus quod de cetero perpetuis futuris temporibus officium perpetuum Iudicis APPELLATIONUM pro una Iudice Ecclesiastico in altero iurium graduato, in insula huiusmodi ac civitate in qua copia iurisperitorum haberi possit, existat, ipsaque in insula ac civitate dictus Iudex perpetuo resideat, qui causas ecclesiasticas, tam beneficiales quam alias quarumcumque appellationum ac personarum in eadem insula residentium, a quibusvis definitivis sententiis, aut gravaminibus, tam ab Ordinariis quam aliis Iudicibus supradictis interpositarum, et in ante interponendarum, inter appellantes et appellatos de iure in dicta civitate auctoritate praefata audire, cognoscere, easque decidere, et in quarumque instantia fuerint terminare, illasque executioni debitae demandare valeat, cum omnibus et singulis emergentibus, incidentibus, dependentibus et connexis, ac potestate citandi, et partes etiam inhibendi, quibus fuerit inhibendum, nec non absolvendi appellantes simpliciter, vel ad cautelam, a quibusvis excommunicationis sententiis per eosdem Indices latis, prout et sicuti de iure fuerit faciendum; ita quod de cetero dicti appellantes causas appellationum huiusmodi coram dicto Iudice prosequi valeant, nec pro

illis prosequendis ad Romanam Curiam veniendi sint quoquo modo adstricti: et nihilominus officium praefatum, cum omnibus et singulis emolumentis, honoribus et oneribus tibi debitis per te quoad viseris tenendum, regendum, ac etiam exercendum, cum assensu et voluntate Comunitalis, et incolarum praefatorum, Apostolica auctoritate conferimus, teque ex nunc ad dictum officium, eiusque liberum exercitum, emolumenta, honores et onera huiusmodi admittendum fore decernimus. Volumus autem quod antequam dictum officium incipias exercere, de illo fideliter exercendo in manibus venerabilis fratris nostri Archiepiscopi Arborensis praestare tenearis in forma solita iuramentum. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostram statuti, ordinationis, decreti et voluntatis impingere, et ausu temerario contradire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Dat. Petricoli. Dioecesis. Senen. Anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, kalendas Iulii; Pontificatus nostri anno secundo etc. (1).

XXXVIII*.

L'Arcivescovo di Sassari scrive a certo Cathazolo in Bonifacio di Corsica, narrandogli quanto egli avea udito di bocca del CONSERVATORE di Aragona, alloggiato in sua casa, riguardo ai diritti, libertà e privilegi che il Re di Aragona accorderebbe ai Corsi se la detta terra di Bonifacio gli prestasse obbedienza e accelesse il giogo genovese di San Giorgio, e lo incarica di farlo sapere ai suoi, ed ai loro comuni amici ed aderenti.

(1460. — 20 Luglio)

Dagli Archivi di S. GIORGIO in GENOVA, sala di Cancelleria, BONIFAZIO, Filza 1 (3).

Venerabilis et in Xpo karissime filij etc. Venuto a mia notizia uno bando fatto et gridato per tutto lo regno di Sardigna lo quale dixe che siano pigliati corsi et bonifacini cum tutte robe et mercantie de le quale siano confiscate alla Regia corte li duo tertij et laltro tertio sia

(1) La istituzione dell'ufficio di GIUDICE DI APPELLAZIONI e GRAMMI fu poi confermata ed ampliata con altra Bolla del 7 giugno 1636 da Papa Urbano VIII. La nomina di questo Giudice supremo si faceva sempre dal Sommo Pontefice, salvi i diritti e l'assenso Reale. Nel 1640 nacque contestazione tra il dottore Don Agostino Tola Arciprete della Cattedrale di Bosa, e il Dottore Don Giovanni Antonio Cao Canonico della Cattedrale di Cagliari, il primo dei quali era stato nominato GIUDICE DI APPELLAZIONI e GRAMMI dal Pontefice; ed il secondo per lo stesso ufficio dal Re di Spagna. Ma il Sovrano di Spagna, con sua real carta data nel 16 settembre di detto anno al Duca di Avellano Viceré di Sardegna, ordinò che avesse esecuzione la Bolla Pontificia, con la quale il detto ufficio era stato conferito all'Arciprete di Bosa.

(2) Debbo la notizia e la copia esattissima del presente documento e degli altri che si leggono appresso sotto l'anno 1480, riguardanti la congiura di Bonifacio per la consegna al Viceré di Sardegna di quella terra e fortezza, ad mio egregio collega Luigi Tommaso Belgrano, diligente ed instancabile raccogliatore ed illustratore delle *Antichità genovesi*, il quale arricchì con pregiate pubblicazioni la storia del suo paese nativo, fra le quali merita speciale menzione i documenti inediti riguardanti le due Crociate di S. Ludovico IX Re di Francia (Genova, 1859), e il *Registro della Curia Arcivescovile di Genova*, inserito nel Tom. II, Part. II degli *Atti della Società Ligure di Storia Patria* (Genova, 1862).

dato allo accusatore et se questi tali corsi et bonifacinj non avorano roba la corte gli ha promesso libre x per ogni testa (1). E sentiendo per la venuta de lo Signor principe primogenito daragona in questo regno (2) la cosa peggiorando andará più innanci et che tali principj a le volte prestano occasione a multi inseparabili inconvenienti che più fiate veneno per la non pensata. Condolendomi de tali principj tanto per rispetto di quella povera terra di bonifacio quanto per rispetto delli amici che vi tenemo (3) so stato cum lo Conservatore che posa in casa nostra et porta certe commissioni per tutti questi Regni daragona (4) volendo pur sentire dal dicto Conservatore si tali principj se podiano remediare et ello m'j a risposte che non salvo cum uno remedio zo è che bonifacio como è tenuto di justitia venga alla obediencia alla sacra Real Magestà daragona (5). Non empero cussi stretto alle bandero como ogli lo teneno jenerosi per san georgi (6) ma cum quelli medesimi privilegi capituli et libertat al loro concessi per jannai. Et anco più che como lo terreno di bonifacio sia molto sterili et la terra faza poghi homiaj che la Magestà di Re daragona desse provisioni perpetua a xix o xxx case di bonifacio et allora descendenti atale de cento ducati boni et atale de cento ducati turghi secundum la discretione et conditione delli personj ogni

anno securati bene sopra la maioria di Sassari et altre intrate della regia corte in lo capo di loghudoro (7). Et più anco che li salti et terre di longosardo se distribuirano intra bonifacini et ad alcuno dilloro date in baronia alcune terre et vassalli in Sardinia (8). Et più anchora che tutti bonifacinj et abitanti in bonifacio per tutti li regni daragona zo è Aragona, Cathalloynia, Valentia, Maiorcha, Sardinia, Corsica et Cileia et anche per tutto lo Reame di Napoli seryeno franchi per tutte le loro robe et merchanzie da ognj diritto proveniente alla Regia Corte et cum questo modo bonifacinj essente rifiatti et ben trattati non porrieno esser que fideli servj et violenti parziali alla casa daragona (9). Io sentendo questo parlare se gli dixi se questo diceva cum pura volontà o burlate mi rispose che non lu diceva se non cum vero et sano proposito et non burlando (10) sì che de questo tal parlare ne fazo aviso a voi et alli amici nostri como la presente. Hoc et alia sapienti pauca (11). Ex Sassaro xx Iulij 1460.

Totus vester in cunctis
A. Archiepiscopus Sassariensis
et turritanensis manu propria.

(a tergo). discreto viro et
. leudo filio domino
. catholico in bonifa

(1) Sicchè gli accusatori o denunziatori dei Bonifacini e dei Corsi erano certi di aver sempre da guadagnare: se i denunziati possedevano qualche cosa, gli accusatori ne guadagnavano il terzo; e se non possedevano nulla, il tesoro regio pagava agli accusatori lire dieci per ogni testa, ossia per ciascun denunziato. Di questi rigori del Re di Aragona Don Giovanni II contro i Bonifacini e i Corsi, altri dimostravano in Sardegna, si trova, non la ragione, ma la causa reale non prestare sopra la Corsica, e specialmente sulla terra o castello di Bonifacio tenuto dall'Ufficio di S. Giorgio per la repubblica di Genova. Gli fin dall'anno precedente (1459) avea segnato un decreto assai strano ricordato dal FARA (*De Reb. Sard.* Lib. IV, pag. 361), così come *omnes Genueses, Narbonenses* (autori del Visconte di Narbona), *Corsici ac etiam Sardos ab oppido ALGERIÆ, et Algherensium nuptis coactos tussit*; e ciò evidentemente, affinché i Genovesi, i Narbonesi, i Corsi e i Sardi, che gl'impegnavano il quieto e inalterabile possesso della Sardegna, o l'annessione della Corsica, non mescolassero il proprio col puro sangue catalano-algherese devoto alla sua Corona. Ma ciò non bastando, si vede da questa lettera che il bando dei Corsi dalla Sardegna nel 1860 fu generale (Ved. *Infr.* CART. n.º LII*).

(2) Il principe Carlo, che poi morì nel 1461.

(3) L'Arcivescovo di Sassari aveva dunque in Corsica degli amici i quali parteggiavano come lui per il Re di Aragona.

(4) Il Conservatore, di cui parla l'Arcivescovo, e che alloggiava in casa sua, ossia nel suo palazzo arcivescovile di Sassari, dove esser il Conservatore generale, poichè si dice nella lettera, ch'egli portava certe commissioni per tutti questi regni di Aragona, o perchè altronde l'ufficio del Conservatore speciale in Sardegna, che si ora quello di curare e riscuotere tutte le imposte e rendite regio, e di pagare le somme dovute dal tesoro pubblico, era stato abolito col possedimento dello *Stamento militare* nel Parlamento celebrato in Cagliari dal Re Don Alfonso di Aragona nel 1491; nella qual petizione (cap. 8, fol. 4) un tale ufficio fu chiamato distruttore, anzi che conservatore (*per propri destruidor que conservador de las rentas Reales*) e si chiese perciò che il Conservatore allora in carica non potesse uccidere dall'isola senz'aver prima soddisfatto tutti i creditori dello Stato.

(5) Il Conservatore di Aragona poi, di cui si parla nella presente CARTA, era probabilmente PIETRO TORRELLA, il quale con tale qualità sottoscrisse nel precedente anno 1459 la PRAMATICA del Re D. GIOVANNI II (Ved. *supr.* CART. n.º XXXVI*, fol. 73); discendente forse, ma diverso dall'altro PIETRO TORRELLA, che sottoscrisse nel 1410 l'ARTICOLO di pace di S. Martino con Leonardo Cephello, marchese di Oristano. (Ved. *supr.* CART. n.º V*, fol. 34).

(6) Si chiamava piuttosto il consigliere altrui di sottrarsi alla legittima obbedienza del suo vero signore (la repubblica di Genova) per assoggettarsi a un Sovrano straniero (il Re di Aragona).

(7) Li jenerosi per san georgi; ciò a dire: la repubblica di Genova per mezzo dell'ufficio della Banca di S. Giorgio.

(7) Si facevano dal Conservatore promesse di privilegi, di libertà e di pensioni annue, assicurate sulle rendite del Comune di Sassari e del Capo di Logudoro, onde allettare i Bonifacini più influenti a porsi sotto il giogo Aragonese.

(8) Si prometteva inoltre la concessione a divisione gratuita delle terre e dei boschi di Longosardo (la Sardegna) ai Bonifacini che aiutassero l'impresa sacra, e dicasi meglio la congiura di togliere a Genova la terra e il castello di Bonifacio, e di porli in mani del Re Don Giovanni II di Aragona. Anzi ad alcuni di loro si promettevano feudi e baronie nella stessa isola di Sardegna. A chi confrontò questi fatti e questa lettera dell'arcivescovo di Sassari coi fatti riferiti nella lettera che il Doge Pietro di Campo Fregoso scrisse quattro anni avanti (15 settembre 1456) a Don Alfonso V Re di Aragona, fratello primogenito e predecessore di detto Re Don Giovanni II, riportata dal Giustiniani (*Annali Savon.*, Lib. V ap. MORATORI, *Res. ital. script.*), apparirà chiaro che i Sovrani Aragonesi non ruggivano dai mezzi meno onesti o più ediosi per togliere alla repubblica di Genova le loro legittime possessioni nell'isola di Corsica.

(9) Bonifacini in tal modo (dicea l'Arcivescovo, riportando le parole e le promesse del Conservatore), i Bonifacini non potranno essere che *fideli servj*, e *violenti parziali* (cioè *forti, colorati* / *favoriti*) della Casa di Aragona.

(10) L'Arcivescovo di Sassari, edotto dalla esperienza, se non dubitava, non confidava nemmeno troppo nella fede Aragonese; e perciò, vedendo con larghe prelibre, dimandò al Conservatore se lo facesse del meno o come egli si esprime con ingenua semplicità, se questo uxorata era pura volontà o burlate (*lo dille daver o burlate*); e n'ebbe in risposta (*mi rispose*) che non lu diceva se non cum vero et sano proposito et non burlando.

(11) Questa conclusione latina: *hec et alia sapienti pauca* indica chiaramente che in bonifacio vi era un partito aragonese di cui era capo, o uno dei principj, N. CATHALICO, al quale la lettera è diretta, e che l'Arcivescovo di Sassari, suddito del Re di Aragona, comunicava da Sardegna questo partito. La qual cosa è le trame che già da due anni si ordinavano per togliere la Corsica ai Genovesi, sono pur comprovate da parecchi documenti inediti recentemente scoperti nell'Archivio di S. Giorgio di Genova, e comunicati gentilmente dal suddetto mio collega Luigi Tommaso Bolgrano. Consistono questi negli *Atti* del processo instruito nel 1458 da Giovanni Lercari Governatore di Corsica per l'ufficio di S. Giorgio contro *seriori* *Savonar* di *Leudo* della *Pieve di Vico*, al quale si imputava di essersi partito secretamente dall'isola per Roma con segreto comissioni per ribellarsi alla repubblica Genovese, i quali dimoravano in detta città e in quella di Napoli; di essere quindi ritornato a Corsica con molti di questi ribelli e con lettere datagli

XXXIX.*

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Giacomo Carres, conte di Quirra, indulto e remissione di tutte le pene, nelle quali era incorso, assieme a' suoi vassalli e dipendenti, pe' crimini e delitti commessi in Sardegna; annulla tutti i processi e tutte le sentenze che per tal motivo fossero stati già fatti e già proferte; ed eccettua da questa grazia i crimini di proditione, di omicidio, di falsa moneta, di schersionia, di eresia, e di crimen-

dagli altri ch'erano rimasti nelle predette due città; di aver consegnato tali lettere alle persone alle quali erano dirette, e di averle anche pubblicate in Pieve di Vico; e fra le medesime esservene particolarmente cinque che gli erano state date da Iocanto di Lecha, da Rolando di Orsano, dal giudice d'Istria, da Lanfranco di Gualagno, e da Scuderaccio della Pieve: che queste lettere contenevano eccitamenti alla ribellione contro Genova, ed a metter l'isola in mani e potere del Re di Aragona; ch'egli non le avesse subito presentate a detto Governatore, anzi non si fosse presentato nemmeno egli stesso; e che di più fosse entrato con dieci suoi compagni, a mano armata, in Pieve di Pino, dove fu catturato e gli furono sequestrate quattro lettere dei ribelli residenti a Napoli. — Maestro Stefano Leodio (*Magister Stephanus de Leodio*), che si trovava rinchiuso nella Rocca di Calvi, ebbe in comunicazione gli *Atti* di questo processo (scritti in latino) addì 19 luglio 1458, e d'ordine del Governatore Lercari gli fu intimato di rispondere entro tre giorni alle accuse fattegli. Ed ei vi rispose dicendo, essersi bensì stato a Roma; averlo colà pregato corti *defutta* donna cetera di scrivere al figlio domitante a Napoli, affinché ritornasse a Roma ed cortasse a di lei nome gli altri ribelli di restituirsì a Corsica e all'ubbidienza del Magnifico Ufficio di S. Giorgio di Genova; avere egli eseguito tal commissione, ed averne anche parlato con Biancone di Lesia, il quale da Napoli era venuto a Roma e aveva gli consegnato quattro lettere a lui dirette da detta città. (Sono queste le quattro lettere sequestrate all'atto dell'arresto, le quali vanno unite al Processo, e sono segnate con le iniziali A, B, C, D. La prima è di Lanfranco di Gualagno; la seconda di Iocanto de Lecha; la terza di Scuderaccio da Pieve; e la quarta di Forquaccio da Sancta Maria de Orsani; e hanno tutte la data del 15 aprile 1458.) Soggiunse non parlarsi in tali lettere di ribellione o di cosa alcuna pregiudizievole all'Ufficio di S. Giorgio, ma di cose puramente private; e di cose private aver pure parlato con certo *Giudicello Marti da Brondo* recatosi a Roma: che Scuderaccio da Pieve, per sue esortazioni, andò a Roma coll'intenzione e proposito di restituirsì a Corsica: che delle dette quattro lettere soltanto trovate gli addosso egli fu apportatore: che una sola, quella cioè di Lanfranco di Gualagno, fu da lui letta nella piazza di Pieve di Vico, presente *Bernardo o Cioncino di Gualagno*: che la lettera di Iocanto di Lecha (la seconda, lett. B), appena la ebbe in Roma (*presentare copia*), la mandò al Magnifico Ufficio di S. Giorgio: che poi la presentò (cioè la copia), con due altre, al *Nobile Ilario (monti ilario)* Luogotenente in Bastia (*in Bastia*): che le mostrò inoltre al Luogotenente al di là dei monti (*ultra montes*): e che infine egli era bensì andato a Pieve di Pino (*venit in plebe pini*), ma con soli tre uomini ed un ragazzo (*et uno ragazzo*): che fra tutti, e per proprie difese, portavano una lancia e due verghe: che il porto di queste armi non era stato mai proibito per lo avanti dagli altri Governatori: che avendosi egli co' suddetti uomini e ragazzo alla chiesa di S. Balzeri, incontrò per via e per caso *Maestro Carlotto Notaio di Sant'Antoni* con sei uomini in compagnia; e che il solo *Maestro Carlotto* fece la strada con lui: essere questa la verità *sub reservatione etc.* (sic). — Gli *Atti* del processo sono contraddisegnati con la iniziale E.

L'Arcivescovo Sassarese e Turrinense che si sottosegnò con la sola iniziale A, era *ANTONIO CASO*. Egli morì in Sassari, fu Abate di SACCAURA, poi Vescovo di BRANICO, e quindi, nel 1448, creato Arcivescovo della Sede Sassarese e Turrinense. Fu personaggio assai eminente per virtù e per sapere, e sostenne per molti anni la carica di *Oratore* del Re Don Alfonso V di Aragona. Scrisse la vita dei Santi martiri Turriniani Gavino, Proto e Ginnario, che andò perduta, e convocò nel 1463 un Concilio provinciale, nel quale, fra le altre leggi, fu decretato la unificazione di Sassari, che la Metropoli di Sassari e di Torres, e i Vescovi suoi suffraganei non dovessero dipendere dal Giudice di appellazioni e gravami, creato in Sardegna dal Pontefice Pio II con Bolla del 1 luglio 1459 (CART. N.º XXXVI *preced.*). Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 167.

lese; ed esiziano il caso speciale della preda di una galeotta di certo *Busquets*, fatta nei mari dell'Ogliastro.

(1464. — 7 marzo).

Dei Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE, IV, ab ann. MCCCLXI ad MCCCLXII, fol. 111.

Nos IOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes, Barchinonae, Dux Aethenarum, et Neopatriae; ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Opus in vobis, Clementia suadente, peritimus, si lapsis interdum, et per lubrica culpa deliramenta cadentibus, ad sublevandum remedia, cito nostra manus habilitat, et indulgemus obnoxii veniam post reatum. Volentes nos erga vos Egregium, et dilectum nostrum Jacobum Carròz, Comitum Quirrae, et Vassallos, Officiales, et Servitores vestros misericorditer, et gratiose nos habere, respectu servitorum per vos Maiestati nostrae impensorum, et illorum praesertim, quae praestare Maiestati nostrae pollicitus estis, tenore praesentis Cartae nostrae deliberatis, et consulte liberaliter, et gratiose, omnia, et quaecumque crimina, excessus, et delicta, per vos dictum Comitem, vestrosque officiales, vassallos, servitores, et subditos, vel etiam per corpora Universitatum, Villarum, Terrarum, et locorum vestrorum, et singularium personarum eorumdem, commissa, et perpetrata, quantumcumque gravia sint, usque in presentem diem, benigne, et gratiose remittimus, indulgemus, et perpetuo, et plenissime relaxamus, et perdonamus; dum tamen vos dictus Comes, Vassalli, Servitores, et Officiales vestri crimen proditionis, homicidii, resistitiae, fabricationis falsae monetae, haeresis, Sodomiae, fractionis litierum, et viarum publicarum, et crimen lesae non commiseritis, in primo Capite Maiestatis. Nec volumus in hac remissione comprehendi casum capcionis Galiotae dictae Den Busquets, per vos nuper intus Flumayran Indicatus Oleastri captae. Remittimus etiam, relaxamus, et perdonamus vobis dicto Egregio Comiti, Vassallis, Servitoribus, et Officialibus vestris, omnes poenas corporales, et pecuniarias, multas, et honorum confiscationes, et aliud quodvis genus poenarum, in quibus vos dictus Comes, dictique Officiales, Subditi, Servitores, et Vassalli, ac Universitates praedictae, in genere, vel in specie incurristis: ita quod ratione, occasione, praetextu, sine causa praedictorum excessuum, criminum, delictorum, et maleficiorum, praefatis Criminibus superius dictis exceptis, contra vos dictum Comitem, vestrosque Officiales Servitores, Vassallos, subditos, ac Universitates praedictas, per nos, aut Curiam nostram, Vicerreges, Iudices, et Commissarios nostros quoscumque praesentes, et futuros, non possit, nec valeat procedi, seu quomodolibet actitari, nec de eis aliqua consideratio haberi, etiam quo ad simplicem informationem Curiae, nec quoad futura crimina aggravandum; Quintino Processus omnes, et singulos contra vos dictum Comitem, dictosque Officiales, Servitores, Vassallos, et Subditos ve-

stros, tam in genere, quam in specie, inceptos, initiatos, vel factos, seu actitos, et sententias quascunque forsam inde latis, et promulgatas, de nostra certa scientia, cassamus, irritamus, et annullamus, et pro cassis, irritis, et nullis deinceps haberi volumus. Quo circa Illustrissimo, et charissimo filio Primogenito, et in omnibus Regnis, et terris nostris Gubernatori generali, postque nostros felices dies haeredi, et successori nostro Ferdinando Duci Montisalbi, Comiti Ripacurtiae, ac Domino Civitatis Balagarii, sub Paternae benedictionis obtenta, dicimus: Vicerégi vero in dicto Regno Sardiniae, et Gubernatori in Capite Callari, et Gallurae, Gubernatori, et Reformatore in Capite Lagudorii, Procuratori Regio, Vicariis, Potestatibus, Consiliariis, Jnratis, aliisque universis, et singulis Officialibus, Iudicibus, et Commissariis, Ordinariis, aut Delegatis, quibusvis Officiis, Dignitatibus, Potestatibus, et Praeeminentibus fungentibus, in Regno praedicto Sardiniae, quomodolibet, constitutis, et constituendis, dictorumque Officialium Locatenentibus, praesentibus, et futuris, dicimus, praecipimus, et iubemus: quatenus indultum, et remissionem nostram huiusmodi, et omnia, et singula in ea contenta, vobis dicto Comiti, dictisque Officialibus, Servitoribus, Subditis, et Vassallis vestris, ac Universitatibus Villarum, et Locorum vestrorum praedictorum, teneant firmiter, et observent, et faciant ab omnibus inviolabiliter observari, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant, ratione aliqua, sive causa, quanto dictus Illustris Princeps nobis obedire, caeterique Officiales nostri praedicti gratiam nostram charam habent, Iramque, et indignationem nostram, ac poenam quincque milium florenorum, à contrafacientium bonis irremissibiliter exigendorum, nostrisque aerariis inferendorum, cupiunt non incurrere.

In cuius rei testimonium, praesentem fieri iussimus nostro communi Sigillo in pendenti munitam. Dat. in Civitate Tutelae, die septimo Martii, anno a Nativitate Domini mccccxliiii. Regnique nostri Navarrae anno xxxviii aliorum vero Regnorum nostrorum septimo.

Rex JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Chrispian, visa per Vicecancellarium, Regentem Thesaurariam Generalem, et pro Conservatore.

XL*.

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Leonardo Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, la facoltà e il privilegio di dare esecuzione in tutti i luoghi e terre a lui soggette nell'isola alle Bolle Pontificie, con le quali sarebbe provvisto, in caso di vacanza, alle Prelature, Arcipreture, ed altri benefizi ecclesiastici, con cura o senza, esistenti in detti luoghi e terre, e di dare ai provvisi la possessione materiale dei loro benefizi, senza chiederne licenza al Sovrano, nè al Viceré in Sardegna.

(1469. — 13 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARD. VII.
ab. ann. mccccxliiii ad mccccxlviii, fol. 78.

Nos JOANNES, Dei gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caertaniae. Supplicationibus Nobilib, et dilecti Consilii nostri Leonardi de Alagon, pro parte vestri Illustris Magnifici Marchionis Oristanni, Comitis de Gociano, Consilarii nostri dilecti, benigniter inclinati volentes erga vos favorabiliter, et gratiosius Nos habere; Tenore praesentis ad Regiae dignitatis beneplicitum duraturae, concedimus, et licentiam, ac facultatem plenariam elargimur vobis quod cum casus vacationis aliquius praelaturae Archypresbiteratus, aut alterius cuiuscunque Beneficii Ecclesiastici cum Cura, vel sine Cura, in quibusvis Ecclesiis Marchionatus Oristanni, Comitatus Gociani, aut aliarum Villarum, et terrarum vestrarum evenierit, deque dictis Praelatoris, Archypresbiteratus, aut aliis Beneficiis, cum Cura, vel sine Cura per Summos Pontifices, aut aliquos Praelatos, ad id potestatem habentes, aliquibus personis provism fuerit, vos idem Marchio nobis inconsulto, et absque aliqua nostra, aut Viceregis nostri executoria, possitis pro executione dictarum Bullarum Apostolicarum, et aliarum provisionum, possessionem dictarum Praelaturarum, Archypresbiteratum, et aliorum Beneficiorum cum Cura, vel sine Cura, personis provisis tradere, et tradi facere alicuius auxilia, et favores impendere, quae Nos possimus, et dare conservimus. Quoniam nos Spectabili, Nobili, Magnifico, et dilecto Consilario nostro, in dicto nostro Sardiniae Regno Vicerégi, et aliis quibusvis Officialibus, et Personis ad quos, et quas pertineat, et spectet intra dictum Regnum constitutis, praesentibus et futuris dicimus, et mandamus de nostra certa scientia, et expresse, sub florenorum mille poena, quod concessionem, et licentiam uestram huiusmodi, dicto beneplicito perdurante, teneant, firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant inviolabiliter per quoscunque, et non contrafaciant, vel veniant, seu aliquem contrafacere, vel venire permittant, ratione aliqua, sive causa. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro communi Sigillo in dorso munitam. Dat. Caesaraugustae terdecimo die Martii anno a Nativitate Domini millesimo cccccxlviii.

Rex JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Philippo Clement.

XLI*.

Don Giovanni II, Re di Aragona, scrive a Nicolò Carroz vicarè di Sardegna, e a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, ordinando ai medesimi di non opporre ostacolo cernno alla partenza dei messaggeri che sarebbero mandati alla Corte da Leonardo D'Alagon, onde dimostrare e far riconoscere i suoi dritti al Marchesato di Oristano, e al Contado di Goceano, e di far cessare in conseguenza tutti gli atti ostili, che si commettevano contro il detto D'Alagon nell'isola, in pregiudizio della successione da lui reclamata.

(1470. — 7 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE VIII.
bis de ann. mccccxlviii ad mccccxlviii, fol. 78.

DOX JOAN, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, Navarra, Sicilia, Valencia, Mallorca, Sardenya, è Cersèga, Compte de Barcelona, Duch de Atenas è Neopatria, è Compte de Rossellò, è Cerdanya. Als Spectable, Magnífichs Amàts Concellers, è feels nostres, Don Nicolau Carròz Darborea, Visrey en lo nostre Regne de Sardenya damunt-dit, Mosen Pere Pujades, Governador del Cap de Lugudor, en lo dit Regne, è altres qualsevol Officials, è Subdits nostres, al qual, è als quals, las presents pervindràn, è pertanguen, en qualsevol manera, las cosas infrascriptes, è als Locinents dels dits Officials, presents è Sdevenidors, salut, è dilació. Per quant à nostra notícia es pervengut, lo Noble Don Leonardo Dalagon, volent, après la mort de Don Salvador Darborea, quondam, Marquès Doristany, de trametre à la Magestat Nostra algunes Persones de sa part, per mostrarnos les provisions, gracies, concessions, Privilegis Reys, è altres scriptures, è encara la successió, que ell preten haver en lo Marquesat Doristany, Comptat de Gociano, è en les altres terres, qui eren del dit Don Salvador Darborea, quondam, Marquès, è Compte, dels dits Marquesat, è Comptat, è per instruir, è demostrar devant Nos, la justícia, que lo dit Don Leonardo Dalagon, preten aver en les dites cosas, Per vos, dits Visrey, seria estat, segons se diu, donat empaig tal, que lo dit Don Leonardo Dalagon, no ha pogut trametre à Nos les dites Persones, ab los dits documents, è scriptures, som estats de part sua, humilment suplicats, fos de nostra mercè, donar, è atorgar licència, al dit Don Leonardo Dalagon, de poder trametre à Nos les dites Persones de sa part, ab les dites provisions, gracies, Privilegis, libertats, è scriptures, è altres cosas, per demonstrarnos aquelles, è allegar lur dret, è justícia davant Nos, en los dits Marquesat, è Comptat, è altres terres; la qual licència havem atorgada, així com ab tènor de les presents, è de nostra certa sciència, è expressa; la hi atorgam: Diem per tant, è manàm vos, de la dita nostra certa sciència, è expressa, sots incormiment de nostra tra, è indignació, è pena de vint milia florins dor, dels bens de qualsevol contrafactant havedors, è à nostres Cofres aplicadors, que tenints, è inviolablement observants la dita licència, per Nos donada, è atorgada al dit Noble Don Leonardo, lexen liberament, è segura, venir à Nos les Persones, que ell colrà trametre, ab los dits Privilegis, libertats, è scriptures, è altres cosas demunt dites, è nolis donar, ne permetre, sia donat empaig algu; Car Nos, per aquesta mateixa, diem, è manàm, de la dita nostra certa sciència, è expressa, sots les dites penes, al Capità General de nostra Armada Marítima, è qualsevol Patrons, Sopatròns, Comits, Sotacomits, è altres Officials, è Ministres de qualsevol Fustes de nostre Exerçit, è altres en nostres Mars navegants lexen liberament, è segurà, passar les dites Persones, que lo dit Don Leonardo trametrà à Nos ab les dites scriptures, è cosas demunt dites, per mostrà la sua justícia, libertats, provisions, è Privilegis atorgals, així per la Magestat Nostra, com per altres Antecessors nostres, en qualsevol Fusta, que vindrà, sens esserli fet, ne permès fer, en bens, ni en persones, è cosas, que ab si portaràn, mal, dan, molestia, vexació, impediment, ne detenció alguna, ans lis sia donada tota direcció, è endreça que poràn, per venir en aquestes Parts devant nostra Magestat; Ma-

nant, nores menys, ab las presents, è vos dit Visrey, sots les dites penes, que pugs haveu donada la dita licència, al dit Don Leonardo Dalagon, de trametre les Persones, que voldrà à Nos, ab les dites scriptures, è libertats damunt dites, segons demunt es expressat; E volèm sia devant Nos oyda sa justícia, cessu, è desistiu, de fet, tota dilació, è consulta, cessants de qual sevol oppressions, manaments, è provisions, è altres qualsevol Actes, è procehiments, que haguessen fet en lo dit Regne contra lo dit Leonardo, en los dits Marquesat, Comptat, è altres terres, que eren del dit quondam Don Salvador, no obstant qualsevol provisions sobre açò emanades, è emanadores da qui avont, derogants lo efecte de la present, en tot, è en part, en qualsevol manera. Guardànts Vos, de fer lo contrari, en alguna manera, per quant havreu cara nostra Gracia, è les dites penes desijau evitir, com aquesta sia nostra intenció, è voluntat incommutable. Abdicant vos è cautela, ab les presents, tota potestà de fer, consentir, ni atemptir en rds lo contrari, declarants esser nul·le, è de nengun efecte, si per vos altres altrament sarà fet, ni permès fer, en alguna manera. Dat. en la Vila de Monopò, à vii. dies del mes de Maig, en lany de la Nativitat de nostre Senyor, MCCCCLX.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Christian, visa per Vicecancellarium, Regentem Thesaurarium, et pro Conservatore.

Fuit duplicata⁽¹⁾.

XLII^a.

Il Re di Aragona Don Giovanni II ordina a tutte le Città e Comuni, alle Autorità, Baroni, e Feudatari di Sardegna, e notifica ai medesimi di aver pure ordinato con suo speciale provvedimento dello stesso giorno al Viceré dell'isola, di non opporre impedimento di sorta alla partenza dei messaggieri che Leonardo d'Alagon voleva mandare alla Corte, per far riconoscere i suoi diritti al Marchesato di Oristano e al Contado di Gociano⁽²⁾, e comanda che

(1) È così notato, perchè è dello stesso tenore la lettera e l'ordine indirizzato nel giorno medesimo alle Autorità, Baroni e Feudatari di Sardegna (Ved. la seguente CARTA n.° XLIII^a).

(2) Leonardo Alagon, figlio di Artaldo Alagon y Luna e di Benedetta Cubello, diventò marchese di Oristano e conte di Gociano per la morte di Salvatore Cubello suo zio materno, accaduta in Oristano nel 13 febbrajo 1470. Non avendo il detto suo zio lasciata dopo di sé successione veruna, il marchesato di Oristano e il contado di Gociano doveano trapassare nella linea femminile di Cubello, sia in forza dei patti espliciti della Convenzione del 1410 tra Leonardo Cubello e il Re Don Martino I di Aragona, che in virtù del Diploma, e investitura avuuto dallo stesso Leonardo Cubello nel 29 marzo di quell'anno; e quindi in Leonardo Alagon figlio primogenito di Benedetta Cubello. Oltre a ciò il detto suo zio Salvatore Cubello lo avea instituito suo erede; a prima di morire lo avea fatto proclamare in tutte le terre dei suoi domini per successore legittimo degli antichi Stati di ARBOREA, convertiti nel 1410 in marchesato di Oristano e contado di Gociano. Valendosi di questi diritti incontestabili Leonardo Alagon prese immediatamente il possesso di tali Stati; ma Nicolò Carròz Viceré di Sardegna, mosso da rancori di famiglia, servendo ai reconditi disegni della Corte Aragonesa, e abusando del suo potere nell'isola, invase a mauo armata alcuni luoghi spettanti all'Alagon, e gli mosse aperta guerra con le truppe regie ch'erano a sua disposizione. Leonardo Alagon raccolse ancor egli forze sufficienti di Sardi e di altri suoi aderenti

cessino gli alti ostili già comessis, nè altri se ne commettano di nuovo contro il detto Alagon, fino a che il Sovrano non abbia riconosciuto le ragioni, ed i diritti dal medesimo reclamati.

(1470. — 7 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE, VIII, ab. ann. MCCCXXI ad MCCCXXVIII, fol. 3.

DON JOAN per la Gracia de Deu, Rey Darago, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorcas, de Sardenya, y Corcega, Compte de Barcenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y també Compte de Rosselló, y Cerdània. Als Spectables, Nobles, Magnífichs, è amats Consellers, è faels nostres qualsevol, Comtes, Vescomtes, Barons, Cavallers, Ciutads, Viles, Universitats, è singulars persones del Regne nostre de Cerdània damunt dit, de qualsevol Stat, è condicio sien, as quals les presents pervendran, è presentades en qualsevol manera seràn, salut, è dilecció. Nos ab nostra pament Provisio de la data de la present, manam al Visrey nostre en aqueix Regne, que per quant nos havem donada llicencia à Noble Don Leonardo Dalago, de trametre à nos certes persones sues, per demonstrar nos les Provisions, Gracies, Concessions, Privilegis, è altres Scripturas, è ancora la Successió que ell preten haver en lo Marquesat Dorystany, Comtat de Gociano, è altres terres, que eren de Don Salvador Darborea, quondam Marqués, è Compte dels dits Marquesat, è Comtat, o per instruyr, è demonstrar devant nos lo dret, è justicia, que lo dit Don Leonardo preten haver en les dites coses, leize liberament, è segura, è no don empaiç algu à les dites persones per venir à nos, è portar les dites scripturas, è coses; è no res menys que desista, è cesse de qualsevol prohibicions manaments, è altres qualsevol actes, è proechiments, per lo dit Visrey fetes contra lo dit Don Leonardo, en los dits Marquesat, Comtat, è altres terres damunt dites, segons que tot açò mes largament es contengut en la dita nostra Provisio, à la qual nos refferim. Diem per tant, è manam vos de nostra certa Sciencia, è expressa, sots incovrimet de nostra ira, è indignació, è pena de vint milia florins dels bens de qualsevol de vos altres contrafauent havedors, è à nostres Coffres applicadors, que puis lo dit Don Leonardo no innove res en les dites coses, sino solament tramete à nos les dites persones, ab los dits Documents, è Scripturas al effete damunt dit, no obstant qualsevol requisicions, è manaments per lo dit Visrey, à vosalres, è qualsevol de vos fets, è faedors, per la dita rahó, desistan de qualsevol aiustament, è aiustaments de gents, axi per mar, com per terra, fets contra lo dit Don Leonardo, è contra les terres dels dits Marquesat è Comtat, è altres de sus dits, è no sejan, no permetan sia fet empaiç, ne dan algu contra lo

è segnaci per opporre all'inglusto aggressore, sno particolare nominaci: gli andò incontro co' vessilli spiegati dell'antico Gemicato di Arborea; è le sconfisse completamente in campale battaglia presso il villaggio di Ulas nel 14 aprile del 1470 (Ved. Tola, *Diz. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 e seg. e 590; o gli autori e documenti ivi citati). Fu dopo questa battaglia, che Leonardo Alagon reclamò pe' suoi dritti offesi presso il Sovrano di Aragona, e che il Re Don Giovanni II emanò gli ordini contenuti nel presente documento.

dit Don Leonardo, ne en les dites terres, fins en tant, que per nos sian vistes les dites coses, è de nos hogan altre manament, no obstant qualsevol altres provisions, è letres de nostra Magestat emanades. Guardantvos de fer lo contrari en alguna manera, per quant haveu cara nostra gracia, è la dita pena desijau evitar. Dada en la Vila de Monço à set dies del mes de Maig en lany de la nativitat de nostre Señor mil CCCCLXI.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Chrispiani, visa per Vicecancellarium Regentem Thesaurariam, et pro Conservatore.

XLIII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive secretamente a Don Salvador D'Alagon, fratello del marchese Don Leonardo D'Alagon, eccitandolo (con promessa di donargli a titolo di feudo il contado di Gociano) a prestare opera efficace, affinché il Marchesato di Oristano pervenisse sotto il dominio e potere regio, e raccomandandogli di eseguire quanto gli direbbe a voce Pietro Fortesa, cittadino e consigliere di Cagliari, al quale egli aveva dato le sue istruzioni (1).

(1474. — 6 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE VII ab. ann. MCCCXXVI ad ann. MCCCXXVIII, fol. 198.

Nos DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, de Corcega, Comte de Barcelona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Comte de Rosselló, y Cerdanya. Ab tenor de la present en nostra bona fé, è paraula Reyat, prometiem à vos Noble, è amàt nostre Don Salvador de Alagò, que vos donat orde ab efecte, que lo Marquesat de Orystany pervinga à mans, è poder nostres, è metent en executio les altres coses, que per lo amàt Canceller nostre en Pere Forteza, Ciutadà, è Conceller de Caller, vos seràn de nostra part dites; en tal cas farem axi com ara per lavòs, è lavòs per ara fém, a vos dit Don Sal-

(1) Il presente documento basta per dimostrare quanto fosse cupa ed iniqua la politica del Re Don Giovanni II di Aragona, poichè, mentre in apparenza è ufficialmente protestava di voler rendere giustizia ai dritti di Leonardo D'Alagon sul marchesato di Oristano e sul contado di Gociano; dritti che poi riconosce, costretto dalla forza delle armi con cui il D'Alagon li sostiene, come appare dai documenti molteplici di questo Codice (Ved. CART. n.° XLIV, XLV, XLVI, XLVII, XLVIII, XLIX, LV, ed altre del secolo XV); in segreto poi e con arti nefande e vilissime, egli, Monarca ammantato d'estre, è cinto di diadema, isigava, e con promesse e con doni eccitava Don Salvatore D'Alagon a tradire il proprio fratello, ed a spogliarlo degli Stati che legittimamente gli appartenevano. Ma Salvatore D'Alagon, gentiluomo sardo di origine catalana, avea più elevato l'animo, nè vendeva per turpe mercato la propria fede o il proprio sangue; e seguì costantemente le parti del suo fratello, e con lui divise le fatiche, i pericoli e le sventure, finchè non riuscì finalmente a quel vecchio Sovrano di spogliare con altri mezzi non meno iniqui l'infelice Leonardo D'Alagon, che avea fatto rivivere in se stesso i progetti, gli ardimenti e la potenza della Casa di Arborea, per liberare la Sardegna dal giogo straniero (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 e seg. e pag. 62).

vador, donació valida, d'investitura del Comtat de Gociano, terras, y pertinencias de aquell; e en lo ditchs, à sola ostensió de la present, vos ne manarèm spachar los privilegij, e concessiones oportunes, ab les clausules necessaries à tota utilitat, e seguretat vostra. En testimoni de les quals coses, manàm ésser ves fet lo dit, e present Cartell, de nostre hòim signat, e ab lo nostre Segell segellat. Dada en la Ciutat de Tortosa à vj dies de Mars, del any M.CCCC.LXXI.

REX JOANNES.

Joan de Coloma Secretarius.

XLIV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II confermò a favore di Leonardo D'Alagon tutte le concessioni, libertà e privilegi già accordati dai suoi Reali predecessori a Leonardo, Salvatore e Antonio Cubello di Arborea, marchesi di Oristano, e Conti di Gociano, e gli concede sopra quei feudi nuova ed amplissima investitura (1).

(1478. — 42 Luglio).

Dei Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE SARDINIAE VS
ab aho. MCCCLXXV ad aho. MCCCLXXVIII, fol. 159.

PATEAT UNIVERSIS: Quod Nos Joannes, Dei gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis et Ceritaniae. Pro parte vestri Illustris, Magnifici, et Dilecti Consilarii nostri Leonardi Darborea, Marchionis Orisani, et Comitis Gociani, in Regno Sardiniae praefecto, Serenitati nostrae, humiliter fecit supplicatum: quod cum per Nos, et Praedecessores nostros Reges Aragonum Illustrissimos, nonnulla privilegia, libertates, et concessiones facta, et concessa fuerunt; Leonardo, Antonio, et Salvatori Darborea, quondam, Marchionibus, et Comitibus dictorum

(1) Si accordava a Leonardo d'Alagon a titolo di grazia ciò che gli apparteneva di diritto, imperocchè, fin dal 5 giugno 1343 Ugone III, Giudice di Arborea, avea ottenuto questi e tutti gli altri Stati già appartenenti a quell'antico Giudicato con Diploma dell'Infante Don Alfonso, confermato poi nel 26 settembre 1382 e nel 1 maggio 1398 con altri Diplomi dei Sovrani Don Giacomo II e Don Alfonso IV di Aragona, i quali, per rimarcamento del valido aiuto da lui prestato alle armi Aragonesi per la conquista dell'isola, riconfermò e confermò, anzi che concedere, la sua signoria di Giudice di Arborea e la indipendenza della sua dinastia. Estinta poi questa con la morte di Mariano V figlio della famosa Eleanora, se fu appreso per sempre il nome del Giudice di Arborea, che ancora troppo ingratò e temuto agli stranieri conquistatori, fu però conservata e conceduta una gran parte di quegli Stati a Leonardo Cubello ed a titolo di marchese di Oristano e conte di Gociano, in forza dell'atto di pace del 20 marzo 1418. E s'èbbene, così nel l'antico Giudicato di Arborea, come nel nuovo Marchesato di Oristano e Contado di Gociano, avessero succeduto costantemente le femmine in mancanza di maschi, tuttavia ciò fu stabilito espressamente con altro diploma del Re di Aragona Don Alfonso V spedito nel 14 giugno 1437 a istanza di Antonio Cubello di Arborea. Laonde, siccome Don Salvatore Cubello di Arborea era morto senza figli, era evidente che il Marchese di Oristano e Contado di Gociano, dichiarati feudi antichi di pacto et praesentia con detto diploma del 1436, appartennero di pieno diritto a Leonardo D'Alagon, figlio primogenito di Benedetto Cubello di Arborea, sorella dell'ultimo defunto marchese Don Salvatore Cubello (Ved. CART. n. XXI*, XL*, XLI* del secolo XIV, e n. V*, XXVI* del secolo XV).

Marchionatus, et Comitatus praedecessoribus vestri dicti Leonardi Darborea, dignamur dicta privilegia, libertates, et concessiones, vobis, postquam in eisdem successistis Marchionatu, et Comitatu, confirmare, laudare, et approbare, et quatenus opus sit, de novo concedere, adque Nos, supplicationibus vestris benigne admissis, animadvertentes servitia memoratu digna, per vos eundem Leonardum Darborea, Marchionem, et Comitem praedictum, Serenitati nostrae, a multis citra temporibus, praestita, et impensa; praesertim in hujusmodi praeteritis Cathaloniae turbationibus, et quae praestitura, Deo favente, etiam speramus potiora; Tenore praesentis, doque nostra certa scientia, et expresse omnia, et quaecumque privilegia, libertates, et concessiones, tam per Nos, quam per Serenissimos Reges Aragonum, praedecessores nostros, praedictis Marchionibus, et Comitibus quondam indulta, facta, et concessa, quorum tenores hic haberi volumus, et habemus proinsertis, et specifice repetitis, ac si de verbo ad verbum, praesentibus totaliter insereretur; Vobis dicto Illustri Leonardo Darborea, Marchioni et Comiti praedicto, sic et quemadmodum dicti praedecessores vestri, eisdem privilegia, et concessionibus hactenus melius usi fuerunt, laudamus, approbamus, ratificamus, et confirmamus, nostraeque huiusmodi laudationis, approbationis, ratificationis, et confirmationis munimine roboramus. Quo circa Illustrissimo Regi Siciliae, Principi Castellae, Aragonum, et carissimo filio nostro primogenito, et post nostros felicissimos dies indubitato haeredit, ac successori nostro, sub paternae benedictionis obtentu, dicimus, Vicegri vero, Gubernatoribus, Procuratori Regio, aliisque universis, et singulis Officialibus, et subditis nostris in eodem Sardiniae Regno constitutis, ipsorumque Officialium Locatentibus, presentibus, pariterque futuris, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenaeque decem mille florenorum, auri a bonis seuis agentis irremissibiliter exigendam, nostrisque aerariis inferendam, quatenus laudationem, approbationem, ratificationem, et confirmationem nostras huiusmodi, universaeque, et singula ibidem contenta, vobis dicto Illustri Marchioni, et Comiti praefato, teneant firmiter, et observent, teneantque, et observari faciant inviolabiliter, per quoscumque, et non secus agant, aut per quempiam contraventum iri sient, quavis causa, quocumque Illustrissimus Rex, et Princeps nobis obedire, et servire; caeterique praenominati, gratiam nostram caram habent, et praepositam venturam non subire poenam. In quorum testimonium praesentem fieri iussimus, nostro communis sigillo pendenti munitam. Dat. in Villa Dargiles, Comitatus Rossilionis, seu prope muros illius, die xii mensis Julii, anno a Nativitate Domini millesimo quatuorcentesimo octogesimo tertio, Regnante nostri Navarra anno XLXVIII, aliorum vero Regum nostrorum XVI.

REX JOANNES.

SIGNUM + Joannis, Dei Gratia, Regis Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comitis Barchinonae, Ducis Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comitis Rossilionis, et Ceritaniae.

REX JOANNES.

Testes sunt Venerabiles R. de Margarit, Abbas Sancti

Petri de Rodos: Nobilit Rodericus de Rebolledo, Major-domus: et Johannes Castella de Perpetua, Baronus de la Favara.

Magnifici Joannes Pages, Vicecancellarius, et Rodericus Dalcera Milites, praedicti Domini Regis Consilarii.

Sua-patrum Mei Joannis de Coloma, Serenissimi Domini Regis praedicti, Secretarii, qui praedicta de eiusdem Domini Regis Mandato scribi feci, et clausi.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II ordina al viceré di Sardegna, ai governatori del Capo di Cagliari e di Gallura, e del Capo di Logudoro, al procuratore reale, e generalmente a tutte le Autorità costituite nell'isola, di riconoscere Don Leonardo (D'Alagon) di Arborea per marchese di Oristano, e conte di Goceano, con gli stessi diritti, onori, privilegi, ed esenzioni, di cui avevano goduto i di lui predecessori.

(1473. — 12 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIAE, VII, ab ann. MCCCLXIII ad MCCCLXVIII, fol. 102.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barcinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Spectabili Nobili, Magnifico, dilecto Consiliario, et Vicerégi nostro, in eodem Sardiniae Regno, Nicolae Carrie Darborea, Militis, salutem, et dilectionem. Cum Illustris, Magnificus, et dilectus Consiliarius noster, Leonardus Darborea, Marchio Orisani, Comes Gociani, eiusque Familiares Continui, atque Vassalli, res suspectum habeant certis rationibus, et iustis suspicionum causis eorum nobis propositis, et advenis, quas hic exprimendas obmittimus. De certa igitur nostra scientia, et consilio, cum praesenti eximimus, et extrinsecus, atque omnino liberamus ab omni jurisdictione, districtu, cogitione, seu examine vestris, dictum Leonardum Marchionem, et Comitum praedictum, eiusque familiares Continuos, atque Vassallos, utriusque sexus, et bona omnia, tam mobilia, quam stabilia, feudalia, allodialia, aescque moventia praedictorum omnium, et cuicumque ipsorum. Insuper a vestri cognitionis prorsus extrahimus, quascunque lites, causas, quaestiones, et controversias, tam pro rebus criminalibus, quam civilibus, ac etiam mixtis, et tam ad instantiam Partis, et suo casu, Procuratoris Fiscalis, quam ex Officio, et alias quomodocumque, et qualitercumque tangentes dictos Marchionem, et Comitum, ipsiusque familiares Continuos, atque Vassallos, et eorum quemlibet simul, aut divisum eorum, et cuiuslibet ipsorum bona quaecunque, tam sollicit agendo, quam defendendo, eosque, et eas subdubium foro, districtu, ac jurisdictioni Magnifici, et dilecti Consilarii nostri Petri Pujades, Militis, Gubernatoris in Capite Logudorii, Regii Sardiniae praedicti, quem in dictis causis, litibus, quaestionibus et controversiis, Judicem Ordinarium delegamus, constituimus, assignamus,

seu satis prope murus Villae ipsius, die duodecimo Julii, anno a Nativitate Domini M.CCC.LXXIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLVI*.

Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Nicolò Carroz, Viceré di Sardegna, che visto ed esaminato le cause di sospizione allegate contro di lui da Leonardo d'Alagon marchese di Oristano, e conte di Goceano, estinova detto marchese, e i suoi familiari e vassalli dalla giurisdizione vicerregia, sia quanto alle loro persone, che quanto ai loro beni, e in tutto lo liti già mosse, e da muoversi; per le quali cose tutte egli sostituisce, in virtù della sua Reale autorità, e delegava come giudice ordinario il magnifico Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro.

(1473. — 12 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIAE, VII, ab ann. MCCCLXIII ad MCCCLXVIII, fol. 100.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barcinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Spectabili Nobili, Magnifico, dilecto Consiliario, et Vicerégi nostro, in eodem Sardiniae Regno, Nicolae Carrie Darborea, Militis, salutem, et dilectionem. Cum Illustris, Magnificus, et dilectus Consiliarius noster, Leonardus Darborea, Marchio Orisani, Comes Gociani, eiusque Familiares Continui, atque Vassalli, res suspectum habeant certis rationibus, et iustis suspicionum causis eorum nobis propositis, et advenis, quas hic exprimendas obmittimus. De certa igitur nostra scientia, et consilio, cum praesenti eximimus, et extrinsecus, atque omnino liberamus ab omni jurisdictione, districtu, cogitione, seu examine vestris, dictum Leonardum Marchionem, et Comitum praedictum, eiusque familiares Continuos, atque Vassallos, utriusque sexus, et bona omnia, tam mobilia, quam stabilia, feudalia, allodialia, aescque moventia praedictorum omnium, et cuicumque ipsorum. Insuper a vestri cognitionis prorsus extrahimus, quascunque lites, causas, quaestiones, et controversias, tam pro rebus criminalibus, quam civilibus, ac etiam mixtis, et tam ad instantiam Partis, et suo casu, Procuratoris Fiscalis, quam ex Officio, et alias quomodocumque, et qualitercumque tangentes dictos Marchionem, et Comitum, ipsiusque familiares Continuos, atque Vassallos, et eorum quemlibet simul, aut divisum eorum, et cuiuslibet ipsorum bona quaecunque, tam sollicit agendo, quam defendendo, eosque, et eas subdubium foro, districtu, ac jurisdictioni Magnifici, et dilecti Consilarii nostri Petri Pujades, Militis, Gubernatoris in Capite Logudorii, Regii Sardiniae praedicti, quem in dictis causis, litibus, quaestionibus et controversiis, Judicem Ordinarium delegamus, constituimus, assignamus,

et cum praesenti deputamus. Idcirco ad ipsorum humilem supplicationem vobis, de certa scientia, et expresse, ac sub poena florennorum decem mille auri de Aragonia, Curiae nostrae, de bonis vestris, si contrafeceritis, irremissibiliter exsolvendum, inhibentes, dicimus, et mandamus, scienter, et expresse, quod de personis, bonis, causis, rebus, et negotiis praedictorum exemplorum, vel alicujus eorum, minime amodo vos intromittatis, directe, vel indirecte, principaliter, seu alias indicabiliter, nec de ipsis, vel ipsorum aliquo cognoscatis, seu exercitium jurisdictionis alicujus, in, et super eis, monstratis, templetis, seu alicuique exerceatis, nisi crimine fragrante, quoad captionem personarum tantum; imo nostram hujusmodi exemptionem omnibus praedictis exemplis rebus, et bonis eorum, et cujuslibet ipsorum teneatis, et inviolabiliter observetis, et nihil in contrarium faciatis, vel permittatis quovis quesito colore, pro quanto Gratiam nostram eam habetis, et poenam praedictam cupitis evitare. Nos enim vobis contrarium peragendi in praemissis, et quolibet praemissorum, omnem adimimus potestatem, et facultatem. Declarantes et decernentes ex nunc irritum, et inane si quid, et quidquid per Vos, contra hujusmodi exemptionem, et inhibitionem nostram factum, seu quomodolibet attentatum fuerit. Demum ex eadem nostri certa scientia, et expresse, dicimus, comitimus, et mandamus, praedicto Gubernatori in Capite Lugudori, quod abdicata vobis potestate, auctoritate, et facultate, alque jurisdictione, districtu, examine, et cognitione praedictorum omnium exemplorum, ut praefertur, de causis, litibus, quaestionibus, et controversiis eorumdem exemplorum, et cujuslibet ipsorum ad instantiam partium, quarum intersit, cognoscat de omnibus, et singulis, de quibus vos, ante hujusmodi exemptionem, cognoscere poteratis, et ut delegatos noster, et Commissarios, seu Judex, se intromittat, et in his procedat, servatis; servandis, prout de iustitia, et ratione invenerit faciendum, evictis quaecumque, si qui fuerint, ministrando iustitiae complementum; quoniam Nos, praeviis ex causis, illos, illas, et illa, ipsius Gubernatoris in Capite Lugudori iudicio, examini, jurisdictioni, districtui, et cognitioni, et nullius alterius, submissos esse volumus, et decernimus, cum hac eadem comitentes eidem, quatenus opus sit, si super praedictis omnibus, et singulis, cum ex eis incidentibus, dependentibus, emergentibus, et connexis, voces, et voces nostras, plenarie, cum praesenti; Volentes, et mandantes, quod praesens exemptio, et delegatio, omnia quae, et singula in ea contenta durent ad nostrum beneplacitum, et quorumcumque per Nos sint revocata. Dat. in villa nostra de Argiles, Comitatus Rossilionis, seu prope terminos villae ejusdem, die xij iulii, anno a Nativitate Domini millesimo quatercentesimo septuagesimo tertio.

Rex JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, et vidit eam Generalis Thesaurarius, et pro Conservatore.

XLVII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, avuto riguardo alle cause di sospetto ch' erano state allegate contro Nicolò Carroz vicerè di Sardegna, destina in qualità di Agguento a detto vicerè il magnifico Pietro Pujades, governatore del Capo di Logudoro, e in caso di suo impedimento il Consigliere Serafino di Montanyans, per conoscere, e decidere in tutte le liti e questioni, o già mosse o da muoversi nell'interesse, sia individuale che collettivo, sia attivo che passivo, di Salvatore, Francesco, Giovanni e Lodovico D'Alagon, Giovanni di Ribelles, Garzia, e Giovanni D'Alagon (1), Salvatore Guiso, Raimondo di Besora, e Leonardo de Tola, e dei loro vassalli e dipendenti.

(1473. — 12 luglio).

Da Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE, SARDINIAE, VII, ab ann. MCCCCLVII ab ann. MCCCCLXVIII, fol. 163.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Spectabili, nobili, magnifico, dilecto Consiliario, et Viceregi nostro in eodem Sardiniae Regno, Nicolao Carroz de Arborea militi salutem, et dilectionem. Cum in omnibus, et singulis causis civilibus, et criminalibus pendentibus, pariterque movendis active et passive, inter nobiles, dilectos, et fideles nostros, Salvatorem, Franciscum, Joannem, et Ludovicum Dalagon, Joannem de Ribelles, Garciam, et Joannem Dalagon, Salvatorem Guiso, Raymundum de Besora, Leonardum de Tola, vassallos, et servitores ipsorum, et cujuslibet eorum, tam conjunctim, quam divisim, ab una, et quasvis alias personas, ab altera partibus, causis, et rationibus quibuscumque, praedicti nobiles, et alii desuper nominati, et eorum quilibet habuerint, et habeant vos quamplurimum suspectum, ex iustis quibusdam suspicionum causis, nedum veteribus, sed novis, et noviter ortis coram nobis propositis, et expressis, eisque debite adversatis, siquae tristissimum, et valde periculosum eorum Iudice litigare suspecto, et ob id supplicantibus nobis humiliter, et instantibus praedictis desuper nominatis, et eorum quolibet adiunxerimus et dederimus, et assignaverimus, pro ut cum praesenti adjungimus, ac damus, et assignamus vobis in adiunctum, in causis praemissis, et earum quolibet, magnificum, et dilectum Consiliarium nostrum Petrum Pujades, Militem, Gubernatorem in Capite Lugudorii, et eo occupato, per indispositionem eius personae, aut alio quovis justo impedimento, assignamus Vobis in adiunctum in omnibus, et singulis causis praedictis, dilectum nostrum Seraphinum de Montanyans, militem; ideo Vobis dicimus, et mandamus, scienter, et expresse, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenamque quovis mille florennorum auri, a bonis vestris, si secus egeritis, irremissibiliter exigendum, nostrisque inferendum aerariis,

(1) Garzia e Giovanni D'Alagon erano fratelli spiriti di Leonardo marchese di Oristano. Gli altri quattro nominati poco avanti (Salvatore, Francesco, Giovanni e Lodovico) erano suoi fratelli germani (Ved. FARA, DE REG. SARDEG., Lib. IV, pag. 366, Edit. Taur.).

quatenus amodo, in causis praedictis, et qualibet earum, una cum dicto Gubernatore adjuncto, et dicto casu ipsius occupationis, seu justis impedimenti, cum dicto Seraphino de Montanyans, et non sine altero ipsorum, nisi crimine fragrante, quo ad capiones personarum tantum procedatis, et enantiis, easque decidatis, et sententialiter sine debito terminetis, pro ut de iustitia, et ratione repereritis fieri debere. Nos enim auferentes Vobis potestatem omnimodam secus agendi, nullum esse decernimus irritum, et inane oppositum, si quovis modo fieri contingat. Committentes dicto Gubernatori adjuncto, et dicto casu, ipsius occupationis, seu justis impedimenti, praefato Seraphino de Montanyans, in ipso casu adjuncto, vices, et voces nostras plenarie, super praedictis, cum praesenti. Dat in villa Argiles, Comitatus Rossilonis, seu prope muros villae ejusdem, die xii Julii, anno a Nativitate Domini M.CCC.LXXIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, visa per Generalem Thesaurarium, et pro Conservatore.

XLVIII*.

Capitoli de concordia (convenzione) stabiliti, sottoscritti, e giurati dal Serenissimo Re Don Giovanni II di Aragona da una parte, e da Leonardo di Alagon, marchese di Oristano e conte di Gociano, dall'altra parte.

(1 & 2. (1).

Dal Regii Archivi di Barcellona REGISTRA. LXXV. incept. tertio die mensis Julii, anno a Nativitate Domini milles. quadringent. septuagesimo tertio, finisque die xiii mensis octobris, anno a Nativitate Domini milles. quadringentes. septuages. quarto.

CAPITULATIO facta inter Serenissimum Dominum Regem Joannem Secundum, ex una, et Leonardum Dalagon Marchionem Oristanum, parte ex altera.

CAPITOLI de concordia fets de les coses per la Majestat del Señor Rey atorgades, fermades, e jurades entrè sa Exoellencia de una part è lo Egregi mossen Galceràn de Requesens Comte de Trivento, è de Vellino, Procurador, è havont è les infrascriptes coses espezial poder del Noble Don Leonardo Dalagon, qui en virtut de les presents concessions so spore,esser Marquesat de Oristany, e Comte de Gociano, de la part altre, en è sobre los dits Mar-

(1) La data del mese e giorno della presente CONVENZIONE non può essere anteriore al 21 aprile 1474, perchè a questa data soltanto Leonardo D'Alagon conferì in Oristano i suoi pieni poteri al Conte di Trivento o di Avellino per trattare e firmare la CONVENZIONE medesima, come si rileva dal capitolo xii; nè può essere posteriore al 23 ottobre 1474, perchè a quest'ultima data finisce il REGISTRO, nel quale esiste l'originale o la copia autentica del presente documento diplomatico, come appare dalla rubrica che lo precede. Però è certo, che la CONVENZIONE, o CONCORDIA, fu sottoscritta nella prima metà di ottobre del 1474, poichè lo stesso Re Don Giovanni II, in una Carta indirizzata a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, nel 14 ottobre di detto anno, dice espressamente: per un capitoli de la Concordia per nostra Majestat, ex aqorsis dies PASABTE fets, fermada, è jurada ab lo illustre Don Leonardo Dalagò, è Darborea Marques Doristany ecc. (Ved. infra, CART. n.° XLIX*).

quesat, Comtat, è altres terres, que possehia Don Salvador Marques Doristany quondam.

I. Primo la Majestat del dit Señor Rey de non farà Infuendaciò, è Investitura al dit Noble Don Leonardo Dalagon, è Darborea, è als seus largament, ab tota juridicaciò civil, è criminal, mero, è mixt imperi, dels dits Marquesat è Comtat de Gociano, havent aquell per Marques, è Comte ab totes aquelles prerogatives, preheminencies, è juridiccions, è en aquella forma, è manera, que Don Leonardo Cubello, Don Anthon Cubello, è lo dit Don Salvador Avi, è Oncles del dit Don Leonardo, han tingut, è possehit aquells, è les altres terres, que possehiren. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

II. Item, que lo dit Señor Rey farà publicar ab crides publiques, per tots los Regnes, Ciutats, è Terres de sa Majestat, per Marques de Oristany, è Comte de Gociano al dit Don Leonardo. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

III. Item, la prefata Majestat atorgarà Remissiò general al dit Don Leonardo, è a sos germans, ço es Don Salvador, Don Francesch, Don Joan, è Don Loys Dalagò germans del dit Don Leonard, è Joan Dalagò germà bastard daquell, è a Joan Ribelles, Garcia Dalagò, Ramos Besora, Leonardo de Tola (2), mossen Salvador Guiso, è tots altres, è qualsevol adherents a quelli, de qualsevol stat, grau, è condició sien, ques sien trobats ab lo dit Don Leonardo, per favor, è ajuda sua, è que haven seguit, favorit, è ajudat aquell après mort del dit Marques Don Salvador, en è per causa dels fets dels dits Marquesat, è Comtat, de tots, è qualsevulla atrocissims excessos, è delictes civils, è criminals, encare que fossen tals, que fos necessari de aquells fer expressa, è special menció per aquells, è qualsevol dels comesos, è perpetrats en qualsevol manera fins à la jornada, que los presents capitols se refermarà personalment per lo dit Don Leonardo, è que la dita Remissiò sie larga, è bastant, o ordenada à tota seguretat, è indempnitat del dit Don Leonardo; è de sos dits adherents. *Plau al Señor Rey.* Coloma Secretarius.

IV. Item, la Majestat prefata, ab ses oportunes Provisions, manarà ab efecte restituir, è tornar al demunt dits germans, è adherents del dit Don Leonardo, tots, è qualsevol bens feudals sitis, è aixi mateix qualsevol bens mobles, que en esser se trobaràn, que per lo spectabel Visrey, è altres qualsevol Officials Reals, è persones sien estats presos, è ocupats après mort del dit Marques Don Salvador, per causa, o rahò de les novitats, è turbacions subsegüides en lo dit Regne per ocasiò del dit Marquesat è Comtat, è specialment los bens del Noble Don Francesch Dalagò, è de sa muller, è sogre. *Plau al Señor Rey manar fer la dita restituciò, è que per semblan lo dit Don Leonardo è sos germans, è adherents facen restituir, è restituïquen integrament totes les terres, Castells, Viles, Encomrades, Llochs, Vassalls, è altres coses,*

(2) LEONARDO DE TOLA, stipite della famiglia dell'Autore del presente CODICE. Egli seguì costantemente il partito nazionale sardo, personificato in Leonardo Alagon Marchese di Oristano, contro gli oppressori Aragonesi. Fu uno dei capitani più valorosi, e che più si distinsero nella battaglia di Urz (1470), e in quella di Marcorer (1478). In quest'ultima fu egli stesso che col Montagnans, altro distinto capitano sardo, protestò la ritirata di detto Marchese. Delle sue azioni posteriori, specialmente nell'assedio di Granata in Ispegna (1492), si fa distinto ricordo dal Tola, *Diuen. Biogr. del Sardi Illustri*, Vol. III, pag. 330, 331, 332.

è bens, azi mobles, com immobles, que per ell, è sos germans, è adherents, son stats en qualsevol manera presos, è ocupats, è aizi mateix qualsevols esclaus, armes, artilleries, è altres coses, bens mobles, è immobles, è per si movents, è azi de sa Majestat, com de qualsevulla altres Vassals, è Serridors seus, ço es los de sa Majestat en que sie lo Castell de Montreal al Spectable Visrey Don Nicolau Carros Darborea, quila tinga per sa Majestat, è los altres è qui pertanyen, singula singulis referendo, les quals restitucions se hajen à for da una part al altre, è del altre, al altre, dins temps de sis dies comptadors del dia, que lo dit Egregi Comte de Trivento serà arribat ab ses galeres en lo Port Doristany.

V. Item, la dita Majestat confirmà al dit Don Leonardo tots, è qualsevol privilegis, que los dits Marquesos, Avè, è Oncles seus, tenien, els eren atorgats per causa del dits Marquesat, è Condat, è terres, que possehién. Plau al Señor Rey confirmarli aquells privilegis, que per sa Majestat foren confirmats al dit Marquès Don Salvador.

VI. Item, lo dit Señor atorgarà sobreseyment al dit Don Leonardo, per causa de qualsevol deutes, qui trobassen esser deguts per Don Salvador Darborea, Avi seu, è per Don Anthon, è Don Salvador sos oncles, è aizi mateix per lo mateix Don Leonardo à qualsevol persona, è per qualsevol causa, è rahò, è ayo per temps de tres anys. Plau al Señor Rey, ab que qualsevol persones deutores als damunt dites, hajen consenchant sobreseyment de tres anys en la paga, è solució de sos deutes, è ayo perque sia servoda equaltat en la justícia, exceptat expresament, que en lo dit sobreseyment no sie compresa cosa alguna tocant los presents Capitols, è que stigüe à obedi del dit Don Leonardo, si de aquest Capítol se voldrà ajudar, è amprar, o no (1).

VII. Item, lo dit Señor farà confirmar, lohar, approvar, è jurar los presents Capitols, è totes les coses en aquells contingudes, al Illustrissim Señor Princep de Castella, Rey de Sicilia son primogenit, è que per semblant, sa Magestat jure no haver fet, ne atorgat dret negu dels dits Marquesat, è Comdat, Viles, è terres, que lo dit Marquès Don Salvador tenie, è possehia, è alguna altre persona, è si fet ho hagués, que ara per llavors decerneix, è declara la dita concessió de dret esser nulla, è de ninguna efficacia, è valor. Plau al Señor Rey.

VIII. Item, per quant lo dit Don Leonardo preten la Vila de Oliana esser de Comdat de Gociano, è de les pertinencies de quell, è esserli ocupada contra justícia, la dita Majestat manarà aquella no esser compresa en la dita restitució, fins sie conegut per justícia. Plau al Señor Rey, lo dit Don Leonardo no ahie fer la dita restitució en cars que lo Marquès Don Salvador Oncle seu possehis pacíficament aquella al temps de la sua mort, è un any abans; encars emperò, que aquella nò hagués possichida, segons es dit, que lo dit Don Leonardo-sie tingut fer restitució de aquella, azi com de les altres coses, que si dret pretendrà haver en aquella, sa Majestat li manarà spachar sobre ayo expedita justícia.

(1) È singolare questa moratoria di tre anni accordata dal Re Don Giovanni pel pagamento delle somme dovute anche a persone diverse dalle contrattati. Così quel Monarca col suo eminente dritto sovrano violava i diritti del privili citalditi.

IX. Item, la Majestat prefata atorgarà exempció tant solament à la persona del dit Don Leonardo, familiars contiung, è Vassalls, è li assignarà Jutge en totes ses causes lo Governador del Cap de Lugudor, qui es, è per temps serà, inhibint al Visrey, è altres Officials. Plau al Señor Rey, sino en cars de fragancia de crim, en lo qual cars puzen lo dit Visrey, è altres qualsevol Official procehir à capció de perones tant solament, è apres l'iorar les perones preses al dit Governador del Cap de Lugudor, pera que faga, è ministre la justícia (2).

X. Item, que lo dit Señor darà per adjunts al dit Visrey en les causes tocants los altres continguts en lo dit Capítol de la remissió, lo dit Governador del Cap de Lugudor, è mossen Çaraphi de Montanyants. Lo Señor Rey dona per adjunt en les dites causes lo Governadors del Cap de Lugudor, è encars, que quell fos ocupat per indisposició de la persona, è per altre just impediment, que sie adjunt en loc seu mossen Seraphin de Montanyans.

XI. Item, la prefata Majestat manarà dar totes les demunt dites provisions per sinc cents florins del dret de Segell, car altre tanta quantitat fu pagada per la Investitura dels dits Marquesat, è Comtat per lo dit Don Salvador Marquès. q. Plau al Señor Rey.

XII. Item, es apuntat, è concordat, que atorgades, è jurades totes les coses damunt dites per la prefata Majestat, è per lo dit Señor Rey de Sicilia, è axi mateix per lo dit Compte de Trivento, com à Procurador, è havent sufficient poder del dit Don Leonardo, segons consta per Cartha publica de procuració, fela en la Ciutat de Oristany à vint y un dies del mes de Abril, del any de la Incarnació de nostre Señor, mil quatre cents setanta quatre, rebuda, è testificada per Thomàs de Parma Notari public, per Auctoritat Imperial, que lo dit Don Leonardo sie tingut, è obligat donar, è pagar realment, è de fet à la dita Majestat, è achi quella dispondrà, è manarà, vuytanta mil florins dor, en or Daragò, è la vera valor de aquells, los quals pagarà en aquesta manera, ço es, los quaranta mil florins dor, dins temps de sis dies apres que lo dit Comte de Trivento, ab ses galeres, serà junt ab lo Port Doristany, è aquells pagarà realment en pecunia numerada à mossen Uguet de Pachs, qui ab ses galeres y serà per rebre la dita quantitat, en la qual paga serà, è es content lo dit Señor, sien preses en compte aquelles quantitat, o quantitats, que per apòches atorgades per son Trezor, è Ministres de pecunia de sa Majestat, constarà per aquesta causa en comptans haverli tramès lo dit Don Leonard. E axi mateix la vera valor de cert forment del dit Don Leonard, que en Valencia es stat pres, è convertit en usos de la Regia Cort, hagua veridica informació quant ere. E los quaranta mil florins dor Daragò restants, è la vera valor de aquells, pagarà en tres anys, de quell dia en avant continuament comptadors, ço es en fi de cascu dels dits dos anys primers, sette mil florins dor, è en fi del tercer any, vuyt milia florins dor, per la solució dels quals quaranta mil florins dor restants,

(2) La esenzione dalla giurisdizione Vicerégia, è la dipendenza dal Governatore del Capo di Lugudoro soltanto, era una conseguenza necessaria delle inimicizie personali esistenti tra il Marchese Don Leonardo D'Alagon, il Viceré Niccolò Carroz, è il di lui figlio Damazzo Conte di Quirra.

lo dit Don Leonard sie tengut fer nova obligació; en la forma, que va ordenada, per seguretat de la Majestat prefata. E que fermarà, è jurarà lo dit Don Leonard los presents Capitols, è totes, è sengles coses en aquell contengudes, dins temps de tres dies apres que lo dit Comte de Trivento sarà arribat en lo dit Port de Oristany, è darà deguda, è prompta exequució en les coses, que à ells se sguarden, juxta formam dels presents Capitols (1).

XIII. Item, es apuntat, è concordat, que lo dit Don Leonard no puxa receptor, ni emparar en alguna manera, directament, ò indirecta vassalls alguns, del spectable Visrey de Cerdunya Don Nicolau Carros d'arborea, ni de son fill, lo Comte de Quirra, ni de algun altre Barò, Cavalier, ò Gentilhom Señor de vassalls, ni de aquells, que ell ha tinguts, è t'è ocupats, ni de altres alguns, ni encare favorir aquells publicament, ò oculta, è axiù jurarà solemnement. *Plau al Señor Rey. E lo dit Comte Procurador ho atorga, promet, è jura.*

XIV. Item, la dita Majestat farà gracia a son beneplacit, que los beneficis, è prelatures, que vacaran en los dits Marquesat, è Comtat, è terres damunt dites, que nostre Señor lo Papa, è Bisbes los haïen de provehir, è conferir à suplicació del dit Don Leonard. *Plau al Señor Rey.*

XV. Item, la prefata Majestat, ab sa Real provisió, supllirà tots, è qualssevol defectes, è omissions de solemnitats, que per ventura se puguessen trobar en los contractes, privilegis, è provisions de les coses damunt dites. *Plau al Señor Rey, puis per lo dit suppliment nos mude, ò allere en res la subestancia, è natura dels dits contractes, privilegis, è provisions.*

Concessa fuerunt firmata; atque jurata Capitula hujusmodi in villa de Argyllis Comitatus Rossionis, seu extra eam, prope tamen muros illius, per dominum Regem, juxta formam responsionum, et decretationum per eius Majestatem factarum in fine cujuslibet dictorum Capitulorum, et per Egregium Galcerandum de Reguesens, Comitem de Trivento, et de Vellino, maritimi Exercitus illustrissimi Ferdinandi Regis Siciliae citra farum, et generalem Capitaneum, Procuratorem dicti Domini Leonardi Darborea; qui quidem Procurator promissi, et juravit ad Deum, etc., tenere, servare, et complere, ac teneri, servari, et compleri facere; per dictum eius principalem, omnia, et singula quae ad eum spectantur tenere exequi, et observare in dictis Capitulis, ad quae tenenda obligavit personam, et bona dicti eius principalis, et fiat large (2).

Presentibus testibus ad praedicta magnificis, et nobilibus Joanne Pagés, Vicecancellario; Roderico de Rebolledo,

(1) Il Marchese d'Oristano avea offerto nel 1473 trentamila lire soltanto; ma poi, per mezzo di Don Ferdinando Re di Napoli, il quale fu il mediatore di pace tra detto Marchese e il Re Don Giovanni, la somma fu accresciuta fino ad ottantamila fiorini d'oro di Aragona (*Carta, Annal. de Aragon.*, Lib. XVIII, cap. 47 e Lib. XIX, cap. 14), da pagarsi, la metà sei giorni dopo la ratifica dei capitoli che sarebbe fatta da Leonardo D'Alagon; e l'altra metà nel termine di tre anni, ed in tre rate distinte, le prime due di sedicimila fiorini ciascuna; e l'ultima di fiorini etomila.

(2) Come si vede dalla conclusione di quest'atto, i capitoli della Concordia furono giurati e sottoscritti presso le mura della città di Urgel o Urgelles dal Re Don Giovanni II in nome proprio, e da Galcerando di Reguesens, Conte di Trivento e di Avellino, e Ammiraglio delle forze di mare del Re Don Ferdinando di Napoli, a nome di Leonardo D'Alagon e nella qualità di suo procuratore.

Camarlengo, et Bernardo de Ullis, Gubernatore Comitatus Rossionis, Militibus, Regis Consiliariis.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma, in cuius posse concessit, firmavit, et juravit.

XLIX*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Nicolò Carros vicarà di Sardegna, a Giovanni Fabra procuratore reale, a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, e ai Veglieri, consiglieri ed ufficiali tutti aventi autorità nell'isola, che in esecuzione di un capitolo espresso dell'Atto di concordia (di pace), firmato e giurato recentemente con Leonardo D'Alagon, proclamino pubblicamente, nel castello di Cagliari, e nelle altre città, ville e altri luoghi dell'isola, lo stesso D'Alagon per marchese di Oristano e conte di Gociano.

(1474. — 4 ottobre).

Di Regi Archivi di Barcellona. REGISTRO SARDINIAE, VIII. ab ann. MCCCCLXIV ad MCCCCLXXVIII, fol. 142.

Don IOAN, etc. Als spectables, magnificus, amàts Consellers, è feels nostres Don Nicolau Carros Darborea, Visrey, Mosen Ioan Fabra, Procurador Real en lo Regne nostre de Cerdunya, Mossen Pere Pujades, Governador en lo Cap de Logudor del dit Regne, Vegner, è Consellers de Caller, è altres qualssevol Oficials nostres, axi en la dita Ciutat, è Castell de Caller, com en qualsevol altres Ciutats, Viles, è Lochs del dit Regne de Cerdunya constituyts, è à qualsevol della, salut, è dilecció. Per un capitol de la Concordia per nostra Magestat, EN AQUESTS DIES PASSATS feta, fermada, è jurada ab lo Illustre Don Leonardo Dalagò ò Darborea, Marques Doristany, è Comte de Gociano (1), havèm offert fer publicar aquell, ab veu de crides publiques, per tots nostres Regnes, Ciutats, è terres, per Marques Doristany, è Comte de Gociano, segons en lo dit capitol, al qual nos referim, es contengut. E per quant som informats, fins assi no es estat, fet, ne complit, senyalament en lo dit Castell de Caller, havents à cor, è volents lo contengut en lo dit capitol sia dedubit en effeche, segons per Nos es estat offert, è promès. Per tant ab tenor de les presents, è de nostra certa sciencia, è expressa vos dièm, è manàm, sots incurrimment de nostra ira, è indignació, è sots la fidelitat en quens son tenguts, è altres penes à nostre arbitre reservades, què de continent les presents vos seràn presentades, façen publicar per veu de crida publica,

(1) Si accenna ai Capitoli di Concordia riportati nella CARTA n. XLVIII, che precede. E siccome quest'ultima CARTA che lo fa seguito ha la data del 14 ottobre 1474, e vi si dice che la detta Concordia era stata feta, fermada è jurada EN AQUESTS DIES PASSATS, pare indubitato che la Concordia medesima sia stata sottoscritta in uno dei giorni che corsero dal 1 al 14 ottobre 1474. La qual cosa si regge anche più manifestamente dalla circostanza che nel capitolo XII di questa Concordia fu stabilito che dopo la sottoscrizione di un tale atto il Marchese di Oristano dovrebbe pagare quarantamila fiorini d'oro (metà degli ottantamila convenuti) sei giorni dopo l'arrivo del Conte di Trivento con le sue galee al porto di Oristano. E leggiamo nel Fara che appunto nel venturo ottobre (*decimo kalendas novembria*) il conte di Trivento *Oristano rediens mandata Regis adituli* (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 367, Edit. Taur.).

per los lochs acostumats de la dita Ciutat, è Castèll de Caller, è per les altres Ciutats, Viles, è Lochs del dit Regne, hon necessari serà, lo dit Don Leonard per Marques Doristany, è Comte de Gociano juxta forma, è tenor del dit capitol: guardants vos attentament de fer lo contrari, ne posar en açò dilació alguna, per quant haveu cara nostra gràcia, è les dites penes desijau evitar com per observació de la dita nostra promesa vullam axis faga en tot cas. Dada en nostra Ciutat de Barchenona à XIII dies de octubre, en lany de la natiuitat de nostre Señor Mil CCCCLXXXIII.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni Crystian, visa per Scribam Portionis, pro Conservatore, et Ioannem de Malrit, pro Locumtenente Thesaurarii.

L.*

Guido Visconti vice-governatore, e il Consiglio degli Anziani del Comune di Genova fanno divieto a tutti i Genovesi, sudditi e convenzionali, di andare a Sassari e a Castello-Genovese in Sardegna, di trafficarvi, o di avervi relazione di sorta con gli abitanti, fino a che non sia altrimenti disposto dal magnifico Ufficio di S. Giorgio, e non siano restituiti in libertà co' loro beni alcuni Bonifacini arbitrariamente carcerati (1).

(1475. — 23 gennaio).

Dagli Archivi di S. Giorgio di Genova, *Liber Contractuum*, ann. 1453 ad 1470, fol. 138 (verso).

† mcccclxxv. xxiii Januarii.

Magnificus ac illustris dominus Ducalis Iannensis Vicegubernator: et magnificum Consilium Dominorum antianorum communis Ianue in sufficienti et legitimo numero congregatum. Cum nulla iusta procedente causa per rectores et officiales Sassari et Castri Iannensis insule Sardinie delenti et arrestati sint in locis ipsis in personis et ere nonnulli Bonifacini fideles subditi excelsi communis Ianue pro quorum liberatione cum scriptis ipsis rectoribus littere fuerint: et nonnullum super inde responsum datum sit: quinimodo rectores ipsi in eorum pravo proposito permanentes semper adversus Bonifacinos ipsos procedere

(1) Il Re Don Giovanni II di Aragona fin dal 1458, *Calvo et Bonifacio in potestatem redacti, integram Corsicam, ope atque interventione Bernardi Villamarini totius elasis ducis, recuperare cogitavit*, come scrive il Fava (*De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 360); e poi nel seguente anno 1459, secondo lo stesso annalista (*Op. cit.*, pag. 361), *omnes Genoveses, Narbonenses, Corsos ac etiam Sardos ad oppido Algherii et Algherensium nuptis coerceri iussit*. Questi rigori furono aggravati nel 1460 con un bando fatto e gridato per tutto lo Regno di Sardegna, col quale si ordinava che fossero pigliati Corati et Bonifacini cum tutte robe et mercantie ecc. (Ved. sopr. Cart. n.º XXXVIII*); e fu per conseguenza per causa e titolo di rappresaglia che il Comune di Genova emanò nel 1475 il presente decreto, dal quale si deduce che nel corso di quindici anni le vessazioni, le enormezze e le spogliazioni per parte del governo di Aragona contro i Genovesi avevano sempre continuato in Sardegna, ma più specialmente in Sassari e in Castel-Genovese (odierno Castel-Sardo).

videntur. Ideo rei ipsius quantum in eis sit providere volentes. Et ita quidem ut intelligi ab omnibus possit: quantum Bonifacini ipsi cari eis sint. Omni inre, via, modo et forma quibus melius potuerunt et possunt prohibuerunt, vetaverunt et firmiter decreverunt ac prohibent, vetant et decernunt: hoc devoto et decreto duraturo et valituro usque ad beneficium magnifici Officii Sancti Georgii et donec et quousque Bonifacini ipsi cum eorum bonis liberati et relaxati fuerint: quod de cetero nullus iannensis subditus vel conventionalis eum dicto communi Ianue a Corvo usque Monicum deat, possit vel presumat clam vel palam, recte vel indirecte, quovis modo se transferre ad loca Sassari et Castri Iannensis vel ad aliquam partem territorii ipsorum locorum aut aliquam quantitatem rerum vel mercium deferre, mittere, vel deferri seu mitti facere: nec etiam quovis modo negotiari cum aliquo Sassarense vel habitatore Sassari et Castri Iannensis seu territorii ipsorum locorum sub pena indignationis ipsorum illustris Domini Vicegubernatoris et Consilii, et amissionis rerum et mercium que mitterentur vel deferrentur ad dicta loca Sassari et Castri Iannensis vel ad partem aliquam territorii ipsorum locorum. Que res a quocumque capi impune possint et efficiantur ipso iure capientium virtute presentis decreti: et sub pena ducatorum centum pro quolibet contrafaciente et qualibet vice applicata ex nunc et assignata virtute ipsius decreti universitati Bonifacii: et exigenda per potestatem Bonifacii si poterunt res illas vel bona contrafacientium capere aut quovismodo contra ipsos contrafacientes agere. Adimentes ex nunc potestatem et iurisdictionem omnibus officialibus excelsi communis Ianue licentiam contra hoc devotum concedendi nisi procedat de expresso consensu dicti magnifici Officii Sancti Georgii. Insuper ac decernentes quod quicumque Iannensis civis vel districtualis aut conventionalis existens in dictis locis Sassari et Castri Iannensis, vel habens aliquam negotiationem in ipsis locis vel in aliqua parte seu territorii infra menses duos proxime venturos a die publicationis et preconizationis in Ianua faciente de presenti devoto debeat se expedire et de dictis locis et territorii recedere nec amplius morari in dictis locis vel aliqua parte territorii eorum seu negotiari cum aliquo Sassarense vel habitatoribus Sassari et Castri Iannensis sub pena a florentis centum usque in quingentis arbitrio dicti Officii Sancti Georgii applicanda ut supra. Mandantes de hoc devoto seu decreto mitti precurios et scribi universis officialibus et communitatibus utriusque riparie quibus virtute presentis devoti seu decreti iubetur. Sub pena florenorum centum ut pareant pro observantia in executione premissorum in predictis et circa predicta prefato Officio Sancti Georgii pro ut eisdem illustri domino Vicegubernatori et Consilio.

AMBROSIUS DE SENAREGA Cancellarius.

† Die iii februarii.

Christoforus De Pardin cintraeus communis Ianue relictus se hodie proclamasse in locis consuetis in omnibus et per omnia pro ut in supra scripto devoto seu decreto continetur.

Guido Vicecomes Ducalis in Ianua Vicegubernator: et Consilium Antianorum communis Ianue. Universis et singulis Capitaneis, Vicariis, Potestatibus, Rectoribus, Consiliis et Officialibus in occidentali riparia constitutis: iubemus

et exite precipimus: ut mox his litteris nostris acceptis devotum per nos factum et presentibus annexum publicari et preconizari faciant: quilibet videlicet ipsorum officialium in loco ubi preerit in omnibus et per omnia pro ut in eo devoto continetur. — Data Ianue mccccxxv die xxviii ianuarii.

AMBROSUS.

Similes littere scripte fuerunt per orientalem ripariam, et omnes presentate Rectoribus ipsarum ambarum ripariarum per nuncios de tarchieta: pro ut in actis cancellarie communis Ianue apparet.

LI*.

Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Guglielmo di Peralta Tesoriere Generale, e a Guglielmo Pujades Conservatore del Reale Patrimonio in Sicilia, i quali doveano passare prima in Sardegna, affinché usassero tutti i mezzi ed argomenti possibili per indurre Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano, e Conte di Goceano, a sborsare di presente quarantamila fiorini d'oro, seconda metà degli ottantamila convenuti nell'Atto di CONCORDIA dell'anno precedente, o almeno di anticipare fiorini trentaduemila, ammontare delle due rate dei due anni immediatamente successivi pattuite nello stesso ATTO, poichè il suo tesoro Regio ne abbisognava urgentemente per sostenere la guerra contro i Francesi, dei quali si teneva il prossimo ingresso in Catalogna; con commissione ai medesimi inviati di conoscere di alcuni altri affari riguardanti il governo insulare delle cose sarde.

(4475. — 3 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO. Diversor. Sigilli Secret. ab ann. mccccxxiv ad mccccxxviii, fol. 30.

ADDITIO

INSTRUCTION PER DOMINUM REGEM commissarum Guillelmo de Peralta, Thesaurario Generali et Guillelmo Pujades, Conservatori Regii Patrimonii in Regno Siciliae, euntes pro ipso Domino Rege ad Regnum Sardiniae.

Item, los dits tramesos, essent en Sardènia, se conferàn: à Oristany, e diràn al Marquès la necessitat, que sà Magestat te, à causa de la entrada dels francesos, qui sespere esser de dia, en dia, per la qual sa Magestat harà menester moltes pecunies, è que jatsia à lo dit Don Leonardo en aquesta paga, que serà aterne dins brens dies, no haja donat sino xvi mil florins (?); emperò atesa la necessitat de sa Excelencia, per lo molt servey quen

farà à aquella lo persuadiràn, que la paga del present any, è les altres dues, ço es à cumpliment dels xxxx mil florins restants vulla fer ensempls sens dilació, è ço molt stretament li encarregaràn; ab totes aquelles rahons, è modos quels sie possible, car la dita Magestat no cura de mes dirlos, per quant los dits tremesos saben la necessitat de la dita Magestat, è sabran persuadir aço molt bè; emperò hon lo dit Marquès no volguès pagar tots los dits xxxx mil florins, almanco se esforçaràn sien pagades la present anyada, è l'altra; qui serien per tot xxxii mil florins, tot açò sollicitaràn molt discretament: E hon lo dit Marquès nos volguès tant stendre, ne ferli aques servey, faràn ab ell tot lo que poràn, è conexeràn esser en augment, è servey de sa Altesa.

Item: Los dits tramesos, essent en Sardènia, è seràn en Sacer, pendràn informació, qual causa es de tantes comocions que son alli, uns contra altres, de les quals se diu esserne gran causa, è Cap lo Procurador Real, è Mossen Angelo Cano, è alguns altres qui meten, è comporten anar, è entrar gent armada per la Ciutat, è aximateix pendràn informació en qual manera, lo que se ha en son Offici, è en la administració de la justícia, è de tot cautament sien scrit, è tràmes la informació à sa Magestat per persona fiada, closa, è segellada affi que à aquella conega, è senta, qui es causa de tals desordens, è hi puta prevenir, segons cumplirà en son servey.

Item: Diràn al dit Visrey de Sardènia, que sa Magestat està en strem admirada, que es causa, que tanta dilació se sia donada en lo fet de Vila Spaciola, è altra Vila, qui foren dels Torrellons, confiscades à la Cort per sentència donada, per lo Procurador Real, la qual lo dit Visrey havia fet reveure, perque molt lo strengaràn de part de la dita Magestat, que sino serà fet, que ab la mes pretesa ques puta bi sia donat.

E si aquells serà vist per dita sententia pertanyer à la Cort, de continent donarà possessió à Franci Ros, Procurador del Magnífich Mossen Johan de Coloma, Secretari de sa Altesa, al qual ha feia gràcia de les dites Viles en lo dit cas, segons mes largament se conté en les instruccions que lo dit Visrey sen portà ultimament, partint de sa Magestat; è per tant ab gran cura, è sollicitut si haurà lo dit Visrey, si desige fer accepte servey à la dita N'agestat, è no res menys, lo sollicitaràn, que si no es stada donada la possessió de la Canongia de Collurri al Procurador de Mossen Blay de Coloma, que de continent li sia donada, segons diverses voltes es stat scrit. Expedi. Barchinonae iii, mensis Junii, anno Domini mcccc.lxxv.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma.

LII*.

— (1) Li sedicimila fiorini d'oro già pagati in contanti da Leonardo D'Alagon alla data della presente CARTA faceano parte della prima metà degli ottantamila, ossia dei fiorini d'oro quarantamila ch'egli dovea pagare nel primo anno il quale andava a finire fra breve, cioè nell'ottobre 1475. Gli altri ventiquattromila fiorini, complemento dei quarantamila, doveano essere stati già messi in conto, e per altri pagamenti fatti nell'isola dal Marchese di Oristano ai tesoriere e porretori regii, e pel valore di una quantità di frumento di proprietà dello stesso Marchese, ch'era stata presa in Valenza e convertita in uso della Regia Corte, com'erasi specialmente convenuto nel capitolo XII della Concordia dell'anno precedente.

Nove istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II a Guglielmo di Peralta tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades conservatore del Patrimonio Regio in Sicilia, affinché nel loro passaggio in Sardegna si adoprino per ridurre a concordia Leonardo D'Alagon marchese d'Oristano e conte di Goceano, e Nicolò Carroz vicere dell'isola, e nel tempo istesso, si facciano le

reciproche restituzioni ch'erano state convenute tra il Re di Aragona e il predetto marchese di Oristano nell'atto di pace del 1474.

(1475 — 3 giugno).

Dal Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. Diversor. Sigil. Secret.
ab. a. n. m. mcccclxviii, fol. 21.

ADDICTIO

INSTRUCTIONUM per Dominum Regem commissarum Guillermo de Peralta, Thesaurario generali, et Guillermo Pujades, Conservatori Regii Patrimonii in Regno Siciliæ, eundem pro ipso Domino Rege ad dictum Regnum Siciliæ, transmissibus per Sardiniam.

Item: Los dits tramesos essent en Sardènia, aplicant en açò lo Magnífich Micer Iacobo de Bonnano, entendrànn on açò, que per quant son stades fotes diverses queeres a sa Magestat, tant per lo spectable Visrey Don Nicolau Carroz Darborea è sos adherents en lo passat a sa Magestat, è al dit Visrey de una part, è per lo illustre Marquès Doristany, e sos sequassos de la part altra, è dels uns als altres, que les restitucions, qui fer se devien en virtut de la Concordia, è Capitalació, fermana per sa S. al dit Marquès no son stades ab compliment fotes: en azi que encara se diria lo dit spectable Visrey è altres predits tendrien algunes coses quis fan à restituir al dit Don Leonard, è sequassos seus, et vice versa lo dit Don Leonard, è sequassos tendrien coses quis fan à restituir al dit Visrey, è altres predits, è si no ho tenen en poder, almanco se diu donen empaiç, è son causa de no poder haver conclusió les dites restitucions, è altres cosa compidores, en virtut de la dita capitulació, è per tant los demunt dits en nom, è per part de la dita Magestat, auran en llur poder la dita Capitulació, è segons serie, è tenor de a quella daràn obra ab acabament que les dites restitucions se facen, es cumplesquen de la una part al altra, è de l'altra al altra, haventsi ab tota equitat. E si algn de les dites parts recusarà è serà remitent de cumpir les dites coses, vol sa Magestat aquel tal, sia exortat de part de la dita Magestat, ab rahons persuadint, è si persistirà, ab imposició de penes li serà manat obtemperar al que serà obligat; è continuant en renitencia, de continent sia scrit, è transesa informació à sa Magestat, per tal que si puza debitament provehir, en les quals coses per lo gran servey quen remitent à la dita Magestat, è benefici de aquell Regne, los demunt dits faràn diligencia gran, quanto los negoci requier, è ab aquesta fiança ne està la dita Magestat.

E per lo total repòs de aquell Regne, è per maggior bè de son servey è stat, la dita Magestat desija ressecar è removre les diferencies qui son entre les demunt dites parts; è perçò los demunt dits, tant en nom, è per part de sa Magestat, com encara per part, è motiu propri llur enteses les causes de llurs males voluntats, è diferencies, entendran ab summo studi de mitigar los huns, è altres, è de persuadirlos entren en concordia, amor, è bona voluntat, significantlos lo util è repos quen succeheix à cada hu dells; e lo servey, è plaher quen succehirà à la dita Magestat, usant ab cascu

dells de totes aquelles hons, è parlaments que elles ab llur prudencia sabran trobar, car inihida entre ella qualsevol amistat, concordia, è avinences sa Magestat ho tendrà per agradable è li plaurà molt, è ho tendrà à gran, è relevat servey, è els dits tramesos, qui açò treballaràn. Expediit. Barchinonae iij mensis Junii anno Domini m.cccc.lxxv. REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Coloma.

LIII*.

Don Giovanni II Re di Aragona rampogna Nicolò Carroz vicere di Sardegna perchè non avesse restituito due schiavi di Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, rifuggiti nel Castello di Cagliari, e gli ordina di farli consegnare immediatamente a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro, giudice e commissario reale per tutte le questioni e liti di detto marchese, il quale, col consiglio di messer Bernardo Scutforès, provvederebbe secondo giustizia.

(1475. — 23 luglio).

Dal Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIAE, IX,
ab. a. n. m. mcccclxv ab. a. n. m. mcccclxvi. fol. 77.

DON IOAN, per la gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardènia, e de Corcega, Comte de Barchenona, Duch de Athenes, y Neopatria, y Comte de Rosselló, y de Sardaia. Al spectable, y amat Conseller nostre Don Nicolau Carroz de Arborea, Visrey en nostre Regne de Sardènia, salut, è dilecciò. Lo Illustre, è amat Conseller nostre, lo Marquès de Oristàn, nos hà humilment significat, diènt, que dos Sclaus seus li son fogits, è son anats à la Ciutat è Castèl de Caller, è que per moltes requestes, que haie fetes fer à vos dit Visrey, diu jamès li haven volgut restituir aquells, diènt, que los dits Sclaus, è laltre dells, proclame libertat, è com lo dit Illustre Marquès pretenga los dits Sclaus no esser franehs, è esser seus propis, ha à nostra Magestat humilment suplicat, sia mercò nostra ferli restituir los dits Sclaus. E Nos volents en les dites coses, sia ministrada justícia, vos dièm, è manàm expressament, è de certa sciencia, sots obtemniment de nostra gracia, è amor, è pena de dos mil florins dor, à nostres Coffrens aplicadors, que sense dilació alguna, trametràn los dits Sclaus bè guardats, è accompagnats, al Magnífich, è amat Conseller nostre Mosen Pere Pujades, Governador en Cap de Logudòr, del dit Regne, qui es Iuge Comissari per Nos signat al dit Illustre Marquès, en totes causes activament, è passiva tocants à ell, lo qual oydes les parts sobre lo dit fet, farà, è administrarà, de consell del amat Conseller nostre, Micer Bernat Sentforès, Lochtinent de son ordinari Assessor, breu e spachat compliment de justícia. E no fàçur lo contrari en alguna manera per quant nostra gracia cara haveu, è la dita pena desijau evitar, car Nos ab aquestes mateixes manàm, sots les dites penes, al dit Governador, que hoyt lo dit Illustre Marquès, è son Procurador, è los dits Sclaus, sobre les coses, que cascu dells pretenen, do

consell del dit Micer Bernat Sanfiores, face à les dites parts breu, è spachat compliment de justícia, totes malicies, è injustes dilacions postposades. Dat. en la Ciutat de Barchenona à xxiii de Iuliu, en lany de la Nativitat de nostre Señor Mil cccc.lxxv.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per B. de Verino, Regentem Cancellarium.

LIV.

Il Pontefice Sisto IV scrive a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, dolendosi che dal capitano di una fusta armata del Conte di Quirra fossero stati fatti prigionieri ed un uomo nativo di Savona, violando così la libertà e la sicurezza di quei mari; e perciò lo eccita a farli tosto mettere in libertà e restituirli senza riscatto di sorta, minacciandolo, in caso contrario, delle censure ecclesiastiche.

(1476. — 13 agosto).

Dal MARTENS e DURAND, *Veter. Scriptores et Monumentorum Collect.*
Tomo II, col. 1519.

Dilecto filio nobili viro ANCHAROTIO (1)
Vice Regi Sardiniae.

Dilecte fili, salutem etc. Ex gravi nuper ad nos delata querela percipimus, quod quidam Orsius ductor unius fustae peremptus, quod quidam Orsius ductor unius fustae peremptus de SCHIRRA (2), sub specie amicitiae in portus nostros Comelatan et Ceutae-velutae navigans, tres subditos nostros, et unum Savonensem, tamquam hostes aut hostium subditos duxit in praedam, censuras et poenas ecclesiasticas contra tales in die Coenae Domini per Romanos Pontifices annis singulis publicatas damnabiliter incurrendo. Moti sumus indignitate rei ut par erat, nec tantam iniuriam ducimus tolerandam. Mare nostrum non solum S. R. E. subditis, sed omnibus aliis tutum esse debet, nec digni sumus qui a quoquam afficiamur iniuria: nulli enim bellum inferimus, prodesse omnibus paterne studemus. Quocirca nobilitatem tuam hortamur in Domino, et monemus attentius, ut captos homines quorum nomina praesentibus inclusa sunt absque pretio et exactione aliqua restitui et relaxari facias. Quod si feceris, ut confidimus, nobis plurimum complacitis, scandalis obviabis, et censuras ecclesiasticas evitabis. Datum Narniae die xiii Augusti, anno Domini mcccc.lxxvi. Pontificatus nostri anno v.

(1) ANCHAROTIO. Per errore occorso nella lettera originale, o nella copia che fu pubblicata dal Martene e Durand, fu fatta una sola parola dal nome e dal cognome di NICOLÒ CARROZ, il quale nel 1476 era appunto Vicerè di Sardegna. Forse l'autografo aveva le sole iniziali del nome A. N., cioè NICOLAO ARBORAE (che così egli appellavasi), e il cognome latinizzato, CHABROTIO; e poi di queste tre parti si formò una sola parola ANCHAROTIO.

(2) SCHIRRA. Devesi leggere QUIRRA o QUIERA. E il conte di QUIRRA, cui accenna la presente epistola pontificia, era Dalmazzo Carroz, figlio del suddetto Vicerè Nicolò, il quale aveva ottenuto dal Re di Aragona Don Giovanni II la facoltà di reggere l'alta carica del Vicerè di Sardegna, sempre che fosse assente dall'isola il di lui padre (Ved. FARA, *De Reb. Sard.*, Lib. IV, pag. 389, Edit. Taur.).

LVI*.

Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Gociano, affinché sborasi a mani di Bernardo Sanfiores (o Sanfiores), assessore del governatore di Logudoro in Sardegna, li trecento venticinque fiorini d'oro, dei quali era tuttavia debitore, per complemento e saldo degli ottantamila fiorini che si era obbligato di pagare nell'Atto di Concordia del 1474.

(1477. — 23 marzo).

Dal Regii Archivi di Barcellona, *Regist. Sardiniae*, X,
ab ann. mcccclxxv ad mcccclxxviii, fol. 93.

Don IOAN, per la gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Cerdeña, de Corcega, Comite de Barchenona, Duch de Atenas, y Neopatria, y Comite de Rossellò, y Cerdeña. Al Illustre, è amàt Conseller nostre Don Leonardo D'alagon, Marqués Doristany, è Comite de Gociano, salut, è dilecció. Per vos son deguts à nostra Magestat, tres cents, è vint, y sinch florins dor, restants à Nos à pagar de aquells vuytanta milia florins, los quals vos erèu obligat à pagar à nostra Magestat, per les casses è rahons en los contractes per nostra magestat à vos fermats contengudes, è vullàm aquells cobrar de vos, com la rabò vol; perçò dièm, encarregàm, è manàm, expressament, è de certa sciencia, que los dits tres cents, è vint, y sinch florins dor, donèu è liurèu, per Nos, è en nom de nostra Magestat, al Magnífich, è amàt Conseller nostre Micer Bernat Sanfiores, Assessor del Governador del Cap de Logudor; en aqueix Regne: car vos pagant al dit Micer Bernat Sanfiores la dita quantitat, è cobrant del la present abapoca de Rebuda, haurem aquells per reebute, è à vos per desobligat de la dita quantitat, è per res no façau lo contrari per alguna causa. Dat. en Zaragoza à xxiii de Mars, en lo any de la Nativitat de nostre Señor M.cccc.lxxvii.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Ioanni de Sant Iordi, visa per Ludovicum Pexo Regentem Thesaurarium, et pro Conservatore.

LVI*.

Frammento storico relativo alle pratiche fatte da Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Gociano presso il conte di Prades, per purgarsi delle accuse fattegli, e per venire ad un accomodamento amichevole col Re di Aragona Don Giovanni II, a ciò indotto dalle lettere indirizzategli da Don Ferdinando Re di Castiglia.

(1477. — 30 aprile).

Dal Curia, *Annal. de Arag.*, Part. IV, Lib. XX,
Cap. XVIII, fol. 591.

Eso era estando ya el Conde de Prades en el Castillo de Caller à treinta de Abril, y con aviso de llegar las cosas à este estado, embió al Rey à Juan de Madrigal, y à Pedro de Peguera, y aquel dia recibíó de

Marquès, que estava en Oristán, una carta eu que avisava que tenía gran contentamiento de su ida à Cerdeña, y le pidia muy caramente; que diese orden como los dos se viesen por cosas que locavan mucho al servicio del Rey, y del Rey de Castilla su Hijo, y por el reposo de aquel Reyno; y para dar razón de las cosas, que le eran impuestas malvadamente. Pidia, que no dexase de verse con él, porque conoceria quanto el Rey seria de el servido atoda su obediencia, y beneficio de aquel Reyno, y que convenia, que le comunicase algunas cosas, que el Rey de Castilla, le mandava por sus Cartas. Comunicó el Conde aquello con el Virrey de Cerdeña, y parecióles, que no se viesse con el Marquès, sino que le respondiese, que enviase à Don Salvador su Hermano, ò al Vizconde de San Luri, y llevase la Carta del Rey de Castilla, para que viesen por ella lo que mandava, y cumpliesse à su servicio, y del Rey su Padre; y aunque el Conde de Prades, y Iuan de Madrigal, antes de hazerse à la Vela era de parecer, que fuese oido el Marquès, porque jamás se havia visto, que en alguna guerra, si los Enemigos piden ser oídos, se les niegue, no quiso el Conde dár lugar à ello, ni partirse un punto, del parecer del Visorrey de Cerdeña, y puso en orden su buelta para Sicilia, porque aquello se deseava por el Visorrey de Cerdeña.

LVII.

Altro frammento storico relativo all'accordo amichevole col Re Don Giovanni II. di Aragona, tentato da Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e impedito con male arti da Nicolò Carroz viceré di Sardegna.

(1477. — aprile e maggio)

Dal Vico, *Histor. Gener. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLV, fol. 176, n.º 26.

No poco se holgó el Marquès de Oristán con la venida del Conde de Prades, y luego que la supo, le escribió pidiendole se viesan, para comunicar muchas cosas del servicio de los Reyes de Castilla, y Aragon, y de la quietud de aquel Reyno, y en satisfaccion de lo que le imputavan falsa; y calumniosamente, y mostraria algunas cartas, que tenía del Rey de Castilla. Venia el de Prades muy gustoso en las vistas, y otros eran del mismo parecer: pues en guerra ninguna se niegan vistas al enemigo si las pide; pero el Virrey de Sardenña lo contradixo de manera, que no tuvo efecto, y el Conde de Prades no quiso apartarse un punto de su parecer; pero tampoco admitió, que se le respondiese al de Oristán, que enviase à su hermano Don Salvador, ò al Vizconde de San Luri con la Carta del Rey de Castilla, como el Virrey dezia, y por eximirse de aquellos negocios, se volvió à Sicilia con alto gusto del Virrey de Sardenña, así por obrar solo, como por que con el socorro, que esperaba de Sicilia, mas presto con la ida del Virrey se prometia destruir (que era lo que deseava) al Marquès de Oristán.

LVIII*.

Il Re Don Giovanni II di Aragona scrive a Dalmazzo Carroz conte di Quirra, rimproverandolo di aver raccolto gente d'armi contro Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e di essere venuto a conflitti col medesimo per gare ed interessi privati, ordinandogli insieme di desistere da tali enormezze, spedendo all'Autorità Sovrana di provvedere sulle restituzioni delle Incontrade di Marmilla e Monreale, e delle terre di Sant Gani e Tuili pretese dal di lui padre Nicolò Carroz viceré di Sardegna, e delle galee reclamate da Mossen Aragall.

(1477 — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO SARDINIAN, X, ab ann. MCCCCLXXV a MCCCCLXXVII, fol. 110.

Lo Rey.

SPECTABLE Compte. Sabudes havèm les novitats seguides entre vos, de una part, è lo Illustre Marquès de Oristany, de la part altra, è los ajuts de Gents fets per lo dit Marquès contra vos, los quals serien bès sensats, si cascuns atenguessen, així com són tenguts, à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran de servey nostre, dan, è perjudici de aqueix Regne: E fora estat millor, quo si vos, ò lo dit Marquès havien diferencies algunes, foseu recorreguts al Governador de Lugudor, qui es jutge vostre, ò haguesseu informada nostra Magestat, è haguereu fet fer compliment de justicia, è haguereu castigat qualsevol culpable, è no haguereu venguts à tals actes los quals son à Nos molt enujosos, è vénen en gran de servey nostre. Peraçò vos manàm molt strètament, sots lo deute de la fidelitat, à que seu tengut à Nos, como à Rey, è Señor vostre, que dafi abant vos abstingau de tots actes de fét; è desajustau qualsevol gentes, que ajustades tingau, è no les ajustèu dasi abant, car Nos havem probèhlt, è escrivim al dit Marquès, mananli, que de continent restituesca las Encontrades de Marmilla, è de Monreal al Spectable Visrey. Pare vostre, è les Terres de Sant Gani, è Tuili, è probèhim, que los Buchs de les Galees sien restituits à vos, è à Mossen Aragall; creèm així ho faràn, è se algunes clamors tenin del dit Marquès, vindrén debant Nos, segons forma de nostra provisio patent lo die present espatxada per proposar debant Nos aquelles, que Nos hi farèm fer compliment de justicia. Significantvos, que si així no fehiu, Nos hi hauriem à provehir degudament. Dat. en Barchelona, à XVIII de Juny, any M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Ioanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem, Thesaurarium, et Rosell pro Conservatore.

Dirigitur Comiti de Quirra.

LIX*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive a Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e a Giovanni di Vilamari capitano delle galee regie: al vrimo rimprovera di aver occupato con cinquemila combattenti capitani da suo figlio Don Artaldo D'Alagon, da suo fratello Don Salvatore D'Alagon, e dal visconte di Santluri le ville e terre di Marmilla, Guspini, Monreale e Sant Gani spettanti a Nicolò Carroz viceré di Sardegna, e la villa di Tullì di pertinenza della moglie di Giacomo Arragall, e di tenere con sì grosso nerbo di truppe assediato il castello di Cagliari: rampegna il secondo per la preda di due galee, una di Dalnazzo Carroz conte di Quirra, e l'altra del suddetto Giacomo Arragall: ordina ad entrambi la pronta restituzione di tali cose, e la rifazione dei danni cagionati ai proprietari delle medesime: e in caso di rifiuto impone ad essi di presentarsi personalmente nella sua Corte nel termine di trenta giorni.

(1477. — 29 giugno).

Die Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE, X.
ab. ann. MCCCCLXIV ad ann. MCCCCLXVIII, fol. 107.

Don Ioan, per la Gràcia de Deu, Rey de Aragó, Navarra, Sicilia, Valencia, Mallorca, Cerdenya, è Corcega, Compte de Barcelona, Dnch de Athenas, è Neopatria, Compte de Rosselló, è Cerdanya. Al Illustre Don Leonart Dalagó, Marquès Doristany, è Compte de Guciano, è al Magnífich en Ioan de Vilamari, Capitá de nostres Galees, è a cascú de vos, salut, è dilecció. Per part del Spectable Compte de Quirra, nos es estat ab clamór signifiéit, diest: Que aquests prop passat dies, postposada tota temer, è correcció nostra, vos dit Marquès haveu tramés vestre Fill Don Artal Dalagó, la Vezcompte de Santluri, e Don Salvador Dalagó, vostre Frare, ab circa sino milia combatents, è haveu feta pendre la possessió de Marmilla, è de Montreal, Guspini, è Santgani, è passant per altres Viles, è Terres, han fet gran dan, è destrucció à aquelles; è tota la dita gent, se es aposentada devant devant lo nostre Castell de Caller, gastant les vinyes, terres, y possessions del territori del dit Castell. E vos dit Capitá de nostres Galees, ab sino Galees, è altres fustes, seu vengut devant lo dit Castell de Caller, è haveu preses dos Galees, la una del dit Compte, l'altra de Aragall, è altres dans, è incomedidats haveu fetes, en gran desrreey de nostra Magestát, dan de dit Compte, è gran perill, è dan del dit Castell de Caller, lo qual stant així per Mar, è Terra asitiant, stá en gran perill, è los habitants en aquell, han sostengut, è sostenen gran dan, è treballs, les quals coses son fort males, è de mal exemple, è tals, que no deuen passar sens condigna punició. Car si debats, è alteracions eren entre vosaltres, è lo dit Compte de Quirra, deviau recorre à Nos, qui vos haguérem fet fer compliment de justicia; car si aquest acte haveu fet, per qualsevol desorde, que les dites Galees del dit Compte, è de Mosen Aragall haian fet, devien proseguir dites Galees per Mar, è

recorre à Nos, è no devian, ah mà armada, conciant nostres Regne, è posant aquell en comoció, è perills, per propia anctoritat, pendre, è fer tals actes. Però à vosaltres e cascú de vos, dehm, è manám, sots lo deute de fidelitat, à que à Nos seu tenguts, è confiscació de vostres bens, è heretaciés, que la present vista, tota dilació, consulta, è excepció postposades, vos dit Illustre Marquès, restituhiu, è tornéu, restituir, è tornar fassau, al Spectable Don Nicolau Carroz Darborea, Visrey en lo dit Regne, è à la persona qui per ell hi es diputada, lo qual dit Visrey té aquelles per nostra Magestát, les dites encontres de Marmilla, è Monreal, Guspini, è Santgani, en aquell orde, esser, è stát que eren, è staven abans, que fos presa la possessió de aquelles, per gents vostres, restituhinli tots bens, è robes, forments, bestians, vitualles, è altres coses, que à ells, è à Vassalls seus, sien stát presos, è ocupats per les dites gents vostres: è així mateix restituiscin, è tornén, à la Muller de Mosen laume Aragall la Vila de Tuhill, fruyts, rendes, è bens, que vostres gents han preses, è ocupades, en aquell esser, que era abans la dita ocupació. E vos dit Capitá de nostres Galees, restituiscan, è tornén, restituir, è tornar fagan los dits dos buchs de Galees al dit Compte, è Aragall, è Procurador seu, en aquell orde, esser, è stát, que eren quant les prengües, è no les detingau mes: Significant-vos, que si aquestes coses dilatrèu fer, lo que no creem, procehiem contra vosaltres, vostres Persones, è bens, per totes aquelles vies, que per justicia, è rahó, proseguir degam, è pagam. E per quant Nos volém saber, è conèixer les causes, que han moguts à vosaltres, à fer tan gran moviment, è conceitació, è fer sobre lo dit fet, è negoci, compliment de justicia: Ab les presents citam, è amonestam à vosaltres, è à cascú de vos, à Don Artal Dalagó, Don Salvador Dalagon, è Vezcompte de Santluri, è a cascú de vosaltres, è dells, diem è manám molt stretament, que atès vos dit Marquès, è Capitá, tenin Galees propies, è segurs passages, ab que poden veinir à Nos, dins spay de trenta dies, comptadors del dia que la present vos será presentada, vingán, è comparegan, vinguen, è compareguen personalment devant Nos, hon servalla que siam, per donar rahó de les dites coses, dir, propbeir, è allegar, tot çò que dir, proposar, è allegar volèu, è volran sobre les dites coses. En altra manera, passat lo dit termini, lo qual precisament, è peremptoria, assignam, ei no comparian, è comparian, com dit es, será procehit contra las personas de vosaltres, è vostres bens, è dells, segons la qualitat de tals crims, delictes, è torbacions, velon, è requirém la vostra, è llur absencia, no contraint, mes contumacia exhibint. Dada en la Ciutat de Barcelona, à xvij de Juny, en lany de la Nativitat de nostre Señor, MCCCCLXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, et lecta suae Majestati, mandavit mihi Ioanni de San Iordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem Thesaurariam, et Paulum Rossell, pro Conservatore.

Altra lettera del Re Don Giovanni II di Aragona, indirizzata da Barcellona a Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, affinché sciolga i corpi d'armati raccolti contro il conte di Quirra, e desista da ogni ulteriore conflitto col medesimo, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere efficacemente sulle loro reciproche contese, e gli ordina in pari tempo la pronta restituzione delle ville, terre, mobili e vettovaglie tolte a mano armata a Nicolò Carros viceré di Sardegna.

(1477. — 29 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRA. SARDINIAE, X, ab an. MCCCLXXVIII, fol. 111.

Lo Rey.

ILLUSTRE MARQUÈS. Sabudes havèm les novitats segües entre vos de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altra, è los ajuts de Gents, que uns contra los altres haveu fets, los quals serien bé scusats, si cascuns atenguessen; així com son tenguts, à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran deservy nostre, dan, è perjudici de aqueix Regne: E fora estàt millor, que si vos, ò lo dit Compte, havien diferencies algunes, fossen recorregits al Governador del Cap de Logudòr, qui es luge vostre, ò haguessen informada nostra Magestat, è haguerm fet fer compliment de justícia, è haguerm castigat qualsevol culpable, è no hagueren venguts à fer fer tals actes, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservy nostre. Però vos: manàm molt stretament, sots lo deute de la fidelitat, à que seu tengut à Nos, com à Rey, è Senyor vostre, que daci abant vos abstingau de tots actes de fét, è desajustèu qualsevol gents, que ajustades tingau, è no les ajustèu da si abant. E les Escontrades de Marmilla, è de Monreal, è Terres de Sant Gani, è de Tuili, que apreses havèn, restituyau al dit Compte, ensemps ab los bens, robes, è vidualles, è altres coses, que: gents vostres hagen presses. E si algunes clamors tenieu del dit Compte de Quirra, veniu debant nostra Magestat, segons forma de nostra provisió patent lo die present spatxada, per proposar debant Nos aquelles, que Nos vos farem fer compliment de justícia. Significantvos, que si açò recusarèu fer (lo que no crehem) à Nos hi convendrà provehir degudament, no sens carrech, è culpa vostres. Dat. en Barcelona, à xviii de Juny, any MCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Ioanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem The-saurariam, et Rosell pro Conservatore.

Dirigitur Marchioni de Oristany.

Il Re di Aragona Don Giovanni II scrive a Bernardo Sent-fòres, assessore luogotenente dell'assessore generale di Sardegna, ordinandogli che adoperi ogni diligenza, affinché il marchese di Oristano e il conte di Quirra desistano dal tenersi in armi, e dall'offendersi reciprocamente, turbando così la tranquillità del Regno; lo previene di aver dato direttamente ai medesimi, e al capitano generale delle regie galee gli stessi ordini; e nel caso di disobbedienza dei due contendenti, gli impone di concertarsi pe' mezzi repressivi col governatore del Capo di Logudoro, col luogotenente governatore del Capo di Cagliari, e col Podestà di Sassari, Capitano d'Iglesias, e Veghiere di Cagliari e di Alghero, ai quali tutti aveva già indirizzato sue reali lettere per l'oggetto medesimo.

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRA. SARDINIAE, X, ab an. MCCCLXXVIII, fol. 112.

Lo Rey.

AMAT, è feel nostre. Vostres Letres havèm rebudes, è havèm sabudes les novitats, è moviments, è ajuts de gents fets en aqueix Regne per lo Marquès de Oristany, è Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è dan en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne; la qual cosa ha molt desplaigut à Nos, que tals moviments no porten sino grans perills. Scrivim peraço als dits Marquès, Compte, è al Capità de nostres Galees, è Vezcompte de Sent-luri, cessen de aci avant de tals actes, flàm així ho faràn. E hon per qualsevol consideració no se desaju stassen, è desajustats, se tornaven à plegar; vos manàm molt stretament treballau ab tot sfors en ferlos desplaigar, è fer cesar tots actes de fet. Car de açò scrivim al Governador en lo Cap de Logudòr, è Locinent de Governador en lo Cap de Caller, que si los demunt dits obeyr nols volien, ajusten totes les Ciutats, Viles, è Terres Reysals nostres contra aquells, que obediens no seràn, è entenguen en la punició, ò castich de aquells, qui nols obiràn, è resistir volràn. E així mateix scrivim à Sacer, Caller, Lalguer, è Vila Desglesies les obequen, è se ajusten ab èlls, è facen tot lo que per èlls llurs serà mandà; è així per nostre servey entenèn ab gran studi ensemps ab los sobredit en lo béd, è repòs de aqueix Regne, com es necessari, è de vos confiam. Dat en Barcelona à xviii de Juny, any MCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Ioanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Ioannem Ros, quibus est commissum, Luisium Pexo, Regentem The-saurariam, et Petrum Paulum Rosell, pro Conservatore.

Al amat, è feel nostre Micer Bernat Sent-fòres, Locinent de nostre General Assessor en lo Regne nostre de Sardenya.

LXII*.

Lettere Reali indirizzate da Barcellona dal Re Don Giovanni II di Aragona al VEGHER, Consiglieri, e Probiuomini della Città di Alghero per lo stesso oggetto di far cessare i conflitti armati tra il marchese di Oristano e il conte di Quirra, che turbavano l'ordine, e la tranquillità del Regno di Sardegna.

(1477. — 49 giugno)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE X,
ab ann. MCCCCLXIV ad ann. MCCCCLXVIII, fol. 109.

Lo REX.

AMATS, è feels nostres. Sabndes havèm les novitats, moviments, è ajust de gents fets en aqueix Regne per lo Marquès Doristany, è Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è daa en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt desplaigut à Nos, car tals moviments no porten sino grans perills; scribim per açò al dit Marquès, è Compte, è al Capità de nostres Galeres, è Vezcompte de Sentluri, cessen daci abant de tals actes: Nam aixi ho faràn; è hon per qualsevol consideraciò no se desajustassen, è desajustats, se tornaven à plegar, Manàm à vosaltres, è à casch de vos, sots lo deute de la fidelitat, à que nos son tenguts, que tota hora, que requests serèu per lo Governador de Caller, è de Lugudor, vos ajustèn ab èll, è entengau en lo repòs, è pacífich estat de aqueix Regne, per forma, que tots moviments sien apartats, è lo dit Regne reste en repòs, è obediencia nostra, è de nostres Oficials, è per cosa alguna no fassan lo contrari, per quant nostra gracia havèu cara, è servir nos destitùu. Dat. en Barchelona à XVIII de Juny, any MCCCCLXVII.

REX JOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem The-saurarium, et Rosell pro Conservatore.

Als amats, è feels nostres los Veguer, è Cancellers, è Prohomens de la Villa de Alghèr.

LXIII*.

Altre lettere Reali del Re Don Giovanni II di Aragona, indirizzate da Barcellona al Podestà, consiglieri e probiomini della Città di Sassari per far cessare gli attrupamenti di gente d'arme, che si facevano, e dei conflitti che quindi seguivano tra Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e Dalmazzo Carros conte di Quirra.

(1477. — 49 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE X,
ab ann. MCCCCLXIV ad ann. MCCCCLXVIII, fol. 109.

Lo REX.

AMATS, è feels nostres, sabudes havem las novitats, moviments, è ajusts de gents fets en aqueix Regne, per lo Marquès Doristany, è Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è daa en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt desplaigut à nos, car tals moviments no porten sino grans perills; per açò scribim al dit Marquès, è Compte, è al Capità de nostres Galeres, è Vezcompte de Sent Luri cesen daci avant de tals actes, fiam aixi ho faràn; è hon per qualsevol consideraciò no se desajustasen, è desajustats, se tornaren aplegar, Manàm à Vosaltres, è à cascu de vos, sots lo deute de la fidelitat aque nos sou tenguts, que tota hora que requests serèu per lo Governador de Caller, è de Lugudor Vos ajustèu ab èll, è entengau en lo repòs, è pacífich estat de aqueix Regne, per forma que tots moviments sien apartats, è lo dit Regne reste en repòs, è obediencia nostra, è de nostres Oficials, è per cosa alguna no fassan lo contrari, per quant nostra gracia havèu cara, è Servimos desijau. Dat. en Barchelona à xviij de Juny any MCCCCLXVII.

REX JOANNES.

Dominus Rex, deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem The-saurarium, et Rosell pro conservatore.

Als amats, è feels nostres los Potestat Cancellers, è Prohomens de la nostra Ciutat de Sacer.

Fuerunt expeditae duae aliae similes directe infrascriptis.

Als amats, è feels nostres los Lochtinent de Capità, è Cancellers, è Prohomens de nuestra Vila de Viladesglesies.

Als amats, è feels nostres los Veguer, è Cancellers, è Prohomens de la nostra Cintal, è Castell de Caller.

LXIV*.

Don Giovanni II Re di Aragona scrive da Barcellona a Giacomo Aragall Luogotenente Governatore del Capo di Cagliari in Sardegna, ordinandogli di far cessare le ostilità tra il marchese di Oristano, e il conte di Quirra, e gli attrupamenti armati, che perciò si faceano nell'isola, e promettendogli d'invargli quanto abbisognerebbe, in caso di disobbedienza per parte dei contendenti, per comprimere con la forza la loro audacia.

(1477. — 49 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. SARDINIAE X,
ab ann. MCCCCLXIV ad ann. MCCCCLXVIII, fol. 110.

Lo REX.

LOCHTINENT, vostres letres havem rebudes, e havem sabudes las novitats, moviments, è ajusts de gents fets en aqueix Regne, per lo Marquès

Doristany, e Compte de Quirra, è altres, è lo perill, è dan en que han cuydat fer venir aqueix nostre Regne, la qual cosa ha molt despagat à Nos, car tals moviments no aporten sino grans perills; scrivim per azò al dit Marquès, Compte, è al Capità de nostres Galeres, è Vezcompte de Sent Luri, cessen daci avant de tals actes. *Fiam aici ho faras, e hon per qualsevol consideraciò, no se des ajuntassen, ò des ajuntats se tornaven aplegar, vos manam molt strotament treballu ab tot sfors, enferlos desaplegar, è fer cessar tots actes de fet, è si obeir nous voliem ajusteu totes les Ciutats, Viles, è Terres Regals nostres, contrà aquells qui obedints no seràn, entenen en la punició, e castich de aquells, qui nous obeyràn, è resistir volràn, com ja scrigam à Sacer, Caller, Alger, è Viladesgostes vos obequen, è se ajusten ab vos, è fagen tot lo que per vos lis serà mandà; è encara nos scrivim cuytadament è vos embiarem tot lo necessari per comprimir la audacia de tals resistents. E aici per nostre servey entenen ab gran studi en lo bè, è repòs de aqueix Regne, com es necessari, et de vos confiam.* Dat. en Barchelona à xviij de Juny, any m.cccc.lxxvii.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Concilio, mandavit mihi Joanni de Sent Jordi, visa per Vicecancellarium, et Joannem Ros quibus est commissum. Luysum Peixo Regentem Thesaurarium, et Petrum Paulum Rossell pro Conservatore.

Al Magnific, è Amat Conseller nostre Mosen Jacobo Aragall, Locumtenent-Gubernatoris in Capite Callari.

XLV*.

Don Giovanni II Re di Aragona indirizza separatamente da quelle che gli avea già scritto (sopr. CART. n.° LIX), altre lettere Reali a Giovanni di Vilamari, capitano generale delle galee regie, rimproverandogli di aver preso parte ai conflitti armati seguiti nell'isola tra le genti del marchese di Oristano e quelle del conte di Quirra, ed ordinandogli in pari tempo di restituire a quest'ultimo le due galee e gli uomini di una galeotta comandata da Bernardo Babiloni ch'egli avea predata nei mari di Sardegna.*

(1477. — 19 giugno)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE X, ab ann. MCCCLXXIV ad ann. MCCCLXXVIII, fol. 108.

Lo REX.

CAPITÀ. Sabudes havèm les novitats seguides entre lo Illustre Marquès Doristany, è vos, è altres, de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altre, è los ajuts de Gents, que uns contra los altres havèn fets, los quals serian bè escusats, si cascuns à tenguessen, aixi

com sou obligats à nostre servey, è repòs de aqueix Regne. Car tals moviments, è ajuts de Gents, no poden esser sino en gran deservy nostre, dan, è peridiò de aqueix Regne: è fora estat millor, que si lo dit Marquès, ò Vos, ab lo dit Compte, havèu diferencies algunes, fossen recorreguts al Governador del Cap de Lugador, qui es Jutge, è haguessen informàt a nostra Magestat, è haguèrem fet fer compliment de justicia, de qualsevol culpables, e no haguèrem vengut à fer fer tals actes, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservy nostre. Per açò vos manàm molt strotament, sots lo dente de la fidelitat, à que sou tengut à Nos, com à Rey, è Senyor vostre, que daci avant, vos abstingau de tots actes de fet, è los dos buchs de Galees, que preses havèu al dit Compte, li restituïau, è tornèu, en la manera, è esser que era, com les prengues, è los Homens que havèu presos de la Galiota del Compte de Quirra, que venia à nostre serviei, è era patronejada per Bernàt Babiloni, los li restituïau de continent, è nols detingau una sola hora. E si algunes cosas, ò clamors tenieu del dit Compte de Quirra, veniu debant nostra Magestat, segons forma de nostra provisiò patent lo die present spatxada, per proposarles debant Nos, que Nos vos farem fer compliment de justicia. Significanytos, si apò recusan fer, lo que no creem, nos hi convidrà provehir degudament, no seus carrech, è culpa vestres. Dat. en Barchelona, à xviij de Juny, any MCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Concilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium, et Johannem Ros, quibus est commissum, et Luisum Pero, Regentem Thesaurarium, et Paulum Rossell, pro Conservatore.

XLVI*.

Lettere Reali del Re Don Giovanni II di Aragona a Don Salvatore D'Alagorà fratello del marchese di Oristano e Conte di Goccano, con le quali gli è ordinato di desistere dagli armamenti e dai conflitti col Conte di Quirra, sotto pena dell'indignazione Regia, e di presentarsi alla Corte, laddove desideri compimento di giustizia.

(1477. — 19 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTR. SARDINIAE X, ab ann. MCCCLXXIV ad ann. MCCCLXXVIII, fol. 111.

Lo REX.

Noble, è amat Conseller nostre Don Salvador Dalagò. Sabudes havèm les novitats seguides entre lo Illustre Marquès de Oristany, è vos, è lo capità de nostres Galees de una part, è lo Spectable Compte de Quirra de la part altre; los ajuts de Gents, que uns contra los altres havèn fet, los quals serien bè escusats, si cascan atenguessen, aixi com sou obligats à nostre servey, è repòs de aqueix Regne, car tals moviments, è ajuts de Gents,

no poden esser sino en gran deservy nostre, dån, è perdicid de aqueix Regne; è fora estàt millor, que si vos, è lo dit Marquès, è Compte haviu difarencies algunes, fousse recorregut al Governador del Cap de Lugudòr, qui es Julgo vostre, è haguesseu informat à nostra Magestat, è hagerem fet fer compliment de justícia, è hagerem castigat qualsevol culpable, è no hageren vengut à fer fer tals acts, los quals son à Nos molt enujosos, è venen en gran deservy nostre. Peraçò vos manàm molt stretament, sots lo deute de la Fidelità, à que sou tengut à Nos com à Rey, è Señor vostre, que daci abànt vos abstingau de tots actes de fet: è desajusteu qualsevol gents, que ajustades tingau, è no les ajusten daci abànt, è resitubiau, è torneu totes coses, que preses, è ocupades se hagen: è si algunes coses, è clamors teniu del Compte de Quirra, veniu daci abant à nostra Magestat, segons forma de nostra provisó patent, lo die present spatxada, per proposarles devant Nos, que Nos vos farem fer compliment de justícia. Significavtos, que si açò recusareu fer (lo que no creèm) Nos hi convendrà provehir hi degudament, no sens carrech, e culpa vostres. Dat. en Barcelona, à XVIII de Juny, any MCCCCLXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex, ex deliberatione facta in Consilio, mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Vicecancellarium Joannem Ros, quibus est commissum, Luisium Peixo, Regentem Theaurariam, et Rosell, pro Conservatore.

Al Noble, è amàt Conceller nostre Don Salvador Dalagò.

LXVII*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Pietro Pujades governatore del Capo di Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena governatore della città e castello di Cagliari, affinché assumano diligentemente informazioni sugli eccessi commessi da Dalmazzo Carroz conte di Quirra, il quale, abusando dell'autorità del padre suo Nicolò Carroz Viceré dell'isola, era entrato a mano armata nella Baronia di Ogliastra infedatata a Mossen Salvador Guiso, vi aveva fatto frequenti scorrerie con depredazione di uomini e di armenti, con uccisioni di persone, aprendo ai malfattori le carceri di Orosei, e rubando piraticamente vari legni ancorati in quel porto; comprimano con la forza tanti disordini, e costringano il conte di Quirra alla restituzione del mal tolto, e alla rifazione dei danni, e delle ingiurie.

(1477. — 8 agosto).

Del Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIE XI, ab ann. MCCCCLXXVII ad ann. MCCCCLXXVIII, fol. 4.

DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey de Aragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corsega, Compte de Barcelona, Duch de Athens, è Neopatria, è Compte de Rossellò, è Cerdanya. Als Magnífichs Conseller, Noble, amats, è feels nostres Mossen Pere Pujades, Governador del dit nostre Regne

de Sardenya en lo Cap de Lugudòr del dit nostre Regne de Sardenya, e Francesch de Sena, de la Ciutat, è Castell de Caller, salut, è dilecciò. A nostra Magestat es estada feta gran clamòr per part del amàt, è feel nostre Mossen Salvador Guiso, Cavalèr del dit Regne de Sardenya, qui après de les appellacions interposades per part del dit Mossen Salvador Guiso dels procheinents, è sentència per vos dit Governador fets, è promulgada, è ancara apres que les dites appellacions son stades devant nostra Magestat presentades, è introduïdes, è comeses al Magnífich, è amàt Conseller, è Vicecanceller nostre, Mossen Joan Pagòs, Cavalèr, è Doctor en Leys, per part del Spectable Compte de Quirra, ab gent armada de les terres, segons se diu, del Spectable, Noble, Magnífich, è amàt Conseller nostre Mossen Nicholau Carròs Darborea, Visrey en lo dit nostre Regne de Sardenya, son entrats en les terres del dit Mossen Guiso, è sen han aportats quatre homens, vassalls del dit Mossen Guiso, per força presoners, ço es, Porsulo Pajone, Luchà Boé, Leonardo Boé, Comida Pirisi, los quals tenen presos, en gran dån, è prejudici del dit Mossen Guiso, è vilipendi de nostra Reyat Magestat, è ja abans eren stades fetes altres novitats al dit Mossen Guiso per lo dit Comte de Quirra, ó per la gent sua, contra la Concordia feta entre lo dit Spectable Visrey da una part, entrevenint hi Guillem Suspedat, quondam, com à Procurador del dit Visrey, è lo dit Mossen Guiso de la altra part: que si algun home, ó vassall dells donava dån, è cometia delictes en les terres del altre, que de continent lo Malfactor fós remès à quell, en les terres del qual seria fet lo dån, è delictes, la qual concordia, lo dit Visrey, è Compte de Quirra son fill, ne han servada, ni le capitol, è acte de Cort del dit Regne, en lo qual es estatuit, ab molts grans penes, que si algu cometrà crim en algun loch del dit Regne, que lo deliquent sie remès à quell, qui es Senyor de aquella terra, en la qual serà comès lo crim; car en lo mes de Noembre del any passat un Capità del Compte de Quirra, apellat Ambrós Peys, ab molta gent armada es entrat en les terres del dit Mossen Guiso, è sen ha aportat un home, apellat Ioan de Teti, è Comonargo de porchs del dit Mossen Guiso, lo qual tenia porchs à miges ab lo dit Mossen Guiso, è sen portaren los porchs, qui eren en nombre de vuyt cents, è sen portaren altres homens, qui gardaven los dits porchs evidentment rompent hi la jurisdicció, donantli dit dampnatge, no servant la concordia. Apres alguns homens de la Baronia de Posada, è de la Vila de Ollana, qui son del dit Visrey, è del Compte de Quirra son fill, son entrats en la terra del dit Mossen Guiso acordadament per correr, è furtar en la dita terra, è sen han aportats cavalls domats, vaques, porchs, è altres coses, corrent la terra, è Baronia del dit Mossen Guiso, è altre vegada son venguts à la presó de Uruse del dit Mossen Guiso, è par força deslliuraren los presos, qui eren tenguts en la dita presó, delats de mort, rompent les presons de nit. E mes, es veguda la galera del dit Compte de Quirra en lo Port, è Carragador de Uruse, del dit Mossen Guiso, è dues vegades ha barrejat lo Port, è sen portà una sagetia, è les barques quiy eren, è mataren, è nafaren alguns homens en lo dit Port, è de les terres del dit Visrey, è Compte sien stats donats molts

altres dampnages à les terres, è Baronia del dit Mossen Guiso, en gran d'an, è prejudici seu, è de la sua jurisdicció. Per tal, recorrent à nostra Celsitut, nos ha humilment suplicat sobre les dites coses li deguessem de saludable remey de justícia provehir; perque Nos vehents la dita suplicació esser justa, volents sobre les dites coses esser administrada expedita justícia, à vosaltres, è à cascu de vosaltres insolidum, de la fè, industria, è prudencia dels quals plenament confiàm, Ab tenor de les presents, vos dehim, cometèm, è manàm, que sobre les dites coses rebau ab diligencia informació, è appellades les dites parts, è altres, que en aço apellar se degen, è aquelles en llurs rahons, è drets plenament hoides, així sobre la restitució demanada dels dits Porculo Pujone, Lucha Boe, Leonardo Boe, Comida Pirisi, Joan de Teti, è dels dits porchs, è guardians de aquells, com encara sobre tots los altres dampnages, quis pretenen esser estats fets, è donats al dit Mossen Guiso, è vassalls seus, així ans de les dites appellacions, com après, facen, è administren breu, è spaxat compliment de justícia, tots difugis, cavillacions, malícies, è amfractes à part posats. E si à vosaltres constarà lo dits Porculo Pujone, Lucha Boe, Leonardo Boe, Comida Pirisi, è Joan de Teti, è guardians de porchs desus dits esser stats presos en la jurisdicció de la Baronia del dit Mossen Guiso, contra forma del capitol, è acte de Cort del dit Regne, aquells encontinent façau restitubir, è lliurar al dit Mossen Salvador Guiso, è à son legitim Procurador; car Nos en, è sobre les dites coses, è sengles de aquelles, ab los incidents, dependents, è emergents de aquelles, à vosaltres, è quicui de vosaltres insolidum cometèm, è comenàm les veus nostres plenariament ab les presents, per les quals inhibim stretament, dehim, è manàm de nostra certa sciencia expressament, sots incorrimet de la nostra ira, è indignació, è pena de tres milla florins d'or, als nostres cofres aplicadors, al dit Visrey, è à tots, è qualsevol Oficials del dit Regne de Serdenya, è à tots, è qualsevol altres Commissaris, è Judges, per les causes de les dites appellacions devant nostre Magestat pendants, indecises, ne en prejudici de aquelles en res no procehescan, è enanten: ans si per ventura, après la interposició de les dites apellacions, è en prejudici de aquelles, algunes coses haurièu atentades, è procehides, aquelles encontinent revoquèu, è anul·lèu, è al primer stament redues queu, è restituesqueu, segons Nos ab les presents reduhim, è restituhim. Volents encara à major cautela als dits Visrey, è altres qualsevol Oficials, Commissaris, è Judges, tota potestat de fer lo contrari, ab decret de nul·litat. Dat. en Barcellona à viii de Agost, del any de la Nativitat de Nostre Senyor M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Bernardus Andor, ex provisione facta per Vice-cancellarium, qui eam vidit.

LXVIII*.

Altro ordine reale di Don Giovanni Re di Aragona a Pietro Pujades governatore del Logudoro in Sardegna, e a Francesco De Sena governatore della città e castello di

Cagliari, relativo all'assassinio tentato dal conte di Quirra, figlio del vicere di Sardegna, sulla persona di Mossen Salvatore Guiso barone dell'Oghiastra, per mezzo degli scherani Gregorio Polla e Francesco Loque, i quali con venti uomini armati si erano perciò recati presso il castello di Gallitelli, ed essendo stati scoperti si erano rifugiati con alcuni uomini di Orsoei, vassalli di detto Barone che avevano avuto parte nella trama, nelle terre della Baronia di Posada spettante al suddetto vicere di Sardegna.

(1477. — 8 agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO SARDINIAE XI
ab an. MCCCCLXXVII. ad MCCCCLXXVIII. fol. 5.

Don Ioan, per la Gracia de Deu, Rey de Aragón, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorca, de Sardenya, è de Corcega, Compte de Barcelona, Duch de Athenas, è de Neopatria, è també Compte de Rossellò, è de Cerdanya. Als Magnífichs Conseller, Noble, amats, è feels nostres Mossen Pere Pujades, Governador del dit nostre Regne de Serdenya, en lo Cap de Lugudor, è Francesch de Sena, de la Ciutat, è Castell de Càller, salut, è dilecció. Grandissima clamòr es estada feta à nostra Magestat per part del Magnífich, amàt, è feel nostre Mossen Salvador Guiso, del Regne de Sardenya, que un appellat Gregori Polla, Capità del Compte de Quirra, en los dies passats, ab un altre appellat Francisco Loque, ab be vint altres del Judicat de Ullastre, terres del Compte de Quirra, armats vingeren en cert lloch appellat Lemorisse, qui es en lo camí, qui va del Castell de Gallitelli, à la Vila de Uruse, è aquí estigueren per tres dies sperant passàs lo dit Mossen Salvador Guiso, per malar aquell, segons se diu constar de aquestes coses per testimoni de un appellat Pedro Loque, quondam, Germà del dit Francisco Loque, è per testimoni de altres persones, segons en lo Procès de aquen fet se diu constar, è encara per fama publica, è de fet, sino que foren descuberts, hageren mès en execució llur dampnat proposit, è après descuberts, fugiren de la dita Vila de Uruse certs vassalla del dit Mossen Guiso, ço es, Mossen Antoni Rogeri Prevere, Thomàs Rugeri, Matheo Sanio, è Ioan Bricu, per quant havian cabut, è sabut en lo dit tracte, è de fet sen anaren en les terres, è Baronia *deposada* (1), terres del dit spectable Visrey, jat sia ell fos request restitubis, è tornàs las prop nomenats al dit Mossen Salvador Guiso, en virtut del Capítol de Cort del dit Regne; perçò que de aquells se poguès ministrar la justícia, segons llurs demerits. Emperò lo dit Visrey, fins assí ha recusat fer en grandissim dan, è prejudici del dit Mossen Salvador Guiso, è de la sua jurisdicció, è encara derogació del dit Capítol de Cort del dit Regne, per les quals rahons, per part del dit Mossen Salvador Guiso à nostra Magestat es estat recorregut; suplicantnos humilment, que sobre les dites coses deguessem de saludable, è condecet remey de justícia degudament provehir. Perque Nos vehents la dita suplicació esser justa, volents que tals coses, si veres son, no passen sens condigne punició, è castich, à vos-

(1) *Deposada*, cioè de Posada; terra e castello di tal nome.

altres, e cascun de vosaltres, in solidum, ab tenor de les presents, dehí, cometèm, è manàm, de nostra certa sciencia, è consultament, que ab subirana diligencia prengàs informació de les dites coses, è si per aquelles constarà, encontinent, juxta forma, serie, è tenor del capítol, è acte de Cort del dit Regne de Serdenya, fagats los dits malfeytos restituir, è metre en poder de Mosen Salvador Guiso, è en altra manera, sobre les dites coses provehiscàn tot lo que per rahò, dret, è justícia conixerèu esser fahedor; sobre totes les quals coses, è senglos de aquelles ab les incidents, dependents, è emergents de aquelles, à vosaltres, è à quiscu de vosaltres insolidum, cometèm, è comanàm les veus nostres plenament ab les presents, ab les quals inhibim stretament, dehí, è manàm de nostra certa sciencia, è expressament, sots incorrimet de la nostra ira, è indignació, è pena de dos milia florins d'or, als nostres cofreres aplicadors, al dit Visrey, è à tots, è qualsevol Oficials del dit Regne de Serdenya, è à tots, è qualsevol altres Comissaris, è jutges, que de les dites coses nos entrometen, no entremetre, presumesquen, toleutès à major cautela tota potestat de fer lo contrari, ab decret de nullitat. Dat. en Barchelona à viii. dies de Agost, en lany de la Nativitat de nostre Senyor M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Bernardus Andor, ex provisione facta per Vicecancellarium, qui cam vidit.

LXIX*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II manda ordini a Don Nicolò Carroz vicere di Sardegna, e a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, affinché col consiglio e direzione di Bernardo Sanfiores, o Senfiores, consigliere regio ed assessore nell'isola, infliggano le pene dovute al marchese di Oristano, a Mossen Serafino di Montañana, a Mossen Angelo Cano, a Mossen Branchaccio Monca, e ad altri cavalieri, baroni e feudatari del Regno, i quali avevano contravenuto a molti Bandi Reali, ed avevano commesso varie novità contro l'Autorità Sovrana.

(1477. — 3 ottobre)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIAN. XI, ab an. MCCCCXLVIIII ad an. MCCCCXLVIII, fol. 35.

Don Joan, per la gracia de Deu, Rey Daragò, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardenya, y de Coreaga, Comte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Comte de Rosselló, y Cerdaña. Al Spectable, amàt Conseller nostre Don Nicolau Carroz Darborea, Visrey en Regne de Serdenya, è a Mosen Pere Pujades, Governador en Cap de Lugodor, è à cascun de vos, salut, è dilecció. Segons som informats, lo marquès de Oristany, Mossen Sarafi de Montañans, Mossen Angelo Cano, è Mossen Branchaccio Monca, è molt altres Cavallers, Barons, è altres heretats en lo dit Regne, è signament en lo Cap de Lugodor, son cayguts en grans peues, que puguen en grans quantitats, tan per manaments romputs, com per diverses causes, è rahons, è

volèm les dites penes sien executades; per açò à vosaltres, è à cascun de vos dièm, cometèm, è manàm que de les dites coses prengau informacion, è tots aquells Barons, è persones que trobarèu haver encorregut en les dites penes, executiu, et executar fagau en les penes en que seràn encorreguts, à consell del Magnífich, amàt Conseller, è Assessor nostre en aqueix Regne, Micier Bernat Saufores, no obstant qualsevulla frivola appellació per aquells interposadora, fahent, è ministrant sobre les dites coses, breu spachat cumpliment de justícia, è no res menys inquirau ab lo dit Consell contra qualsevol persones usuries, è fahents molts contrastes, è contra aquells proceyscâu, segons per justícia trobarèu esser fahedor, èus serà consellat, haventvos en les dites coses ab la diligencia, que necessària es, procehint sumariament, è simplement, la sola, veritat del fet considerada. Dat. en Barchenona à iij de Octubre en lany de la Nativitat de nostre Senyor M.CCCC.LXXVII.

REX IOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Sant Jordi, visa per Regentem Thesaurariam, et Rosell pro Conservatore.

LXX*.

Sentenza, con la quale Don Giovanni II Re di Aragona dichiara perduelli, nemici della sua Corona, e rei di crimenlese Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, e li di lui figli e fratelli; li condanna tutti alla pena di morte, e confisca a favor del suo regio patrimonio il suddetto marchezato di Oristano e contado di Goceano con tutti i luoghi, castelli e feudi, beni mobili e immobili di loro pertinenza.

(1477. — 45 ottobre)

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRE. SARDINIAN. XI.

SENTENTIA

lata contra Leonardum de Alagon olim Marchionem de Oristano.

In Christi nomine. Patent Universis: Quod nos Ioannes Dei Gratia Rex Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum, et Neopatriae, ac etiam Comes Rossionis, et Ceritaniae. In causa, quae apud Maiestatem nostram vertebatur inter Fiscum Procuratorem Curiae nostrae ex una, et Leonardum Dalagon Marchionem Oristanum, et Comitum Goceani, et eius Fratres, Germanos, et alios, partibus ex altera, nostram die praesenti tulimus Sententiam, in hunc qui sequitur modum. Iesu Christi nomine, et eius Gloriosissimae Matris humiliter invocatis: Nos Ioannes Dei gratia Rex Aragonum, etc. Visis diversis informationibus, et processibus receptis, et factis in Insula, et Regno Sardiniae, tam in Civitate Saceris, per Gubernatorem Capituli de Lugodor, quam in Civitate, sen Castro Callaris, per Viceregem, et Gubernatorem dictae Civitatis, contra assertum Marchionem Oristanum, et Comitum de Goceano, apud Nostram Maiestatem delatum de multis

criminationibus, et delictis, conspirationibus, seditionibus, inobedientibus, rebellionibus, et contemptibus, minis, et opprobriis factis Regis Officialibus, illos, tam verbis, quam factis atrociter iniuriando. Visa Littera citatoria contra dictum Marchionem emanata. Visis praesentationibus Litterarum Regiarum et Gubernatoris dicti Capituli, et requisitionibus diversis, et mandatis, sive praeceptis inscriptis factis dicto Marchioni per Alguatizirum dicti Gubernatoris, et responsionibus improperiis per dictum Marchionem factis, proferendo verba vilia, et scandalosa contra dictum Gubernatorem, et contra eius Assessorem, et minando se velle procedere de facto contra Portarium, et Alguatizirum praedictas Litteras portantes. Visisque poenis in dictis Litteris appositis in magna summa, dictisque poenis per Fiscum Procuratorem contra dictum Marchionem accusatis. Visa Capitulatione facta inter Maiestatem nostram ex una, et dictum assertum Marchionem ex altera, et Investitura per Maiestatem nostram facta eidem Marchioni, in vim dictae capitulationis, et pactis in dicta Investitura contentis. Viso quodam capitulo dictae capitulationis, in quo inter alia dictas assertus Marchio, et fratres, et adhaerentes eis se adstringunt ad restituendum, seu restitui faciendum integritate omnes Terras, Castra, Villas, Encontratas, Loca, Vassallos, et res alias, tam mobiles, quam immobiles, quae per ipsum fratres, et adhaerentes suos quomodocunque capta fuerint, seu occupata, et quoscunque Servos, Arma, Artillerias, et alias res, et bona, tam mobilia, quam immobilia, et per se moventia, tam Regiae Maiestatis, quam quoruncunque Vassallorum suorum, inter quae sit Castrum de Montreuil, quae spectabilis Vicerex tenere habet pro sua Maiestate, et restituantur alia suis dominis, quibus pertinent, singula singulis referendo; quae restitutiones fieri habeant intra spatium sex dierum, etc. Visis diversis supplicationibus, et clamoribus factis nostrae Maiestati contra dictum assertum Marchionem, quia noluit restituere dicta bona, iuxta formam capitulationis: et visa informatione recepta inssu, et ex commissione Maiestatis nostrae per Bernardum Seniores Legum Doctorem, et Assessorem Gubernatoris Capituli de Lugudor, super dictis bonis integritate non restituitis; et super aliis inobedientibus, et insolentibus per dictum Marchionem factis; per quam quidem informationem delegitur, quod dictus Marchio, nedum retinebat facere dictam restitutionem integre iuxta Capitulationem; sed etiam suggererat aliis, qui de dictis bonis tenebant, ut non restituerent illa: delegitur etiam qualiter dictus assertus Marchio dixit aliquibus: *que ell se poria fer Rey de Sardena sis volia: ulterius delegitur, et approbatur, quod dictus Marchio, loquendo cum aliquibus, dixit haec, vel similia verba: Que lo que té no es res, que mes té à esser, è que ell ho a guanyat, è ho defendra ab la espasa en la mà contra lo Rey, è contra totes Persones, è que lo dit Señor volà destróhir la Casa Darborea, as si, que no hi hagués nengun defensor del Sars, è que pogués tractar aquells com à catius. Viso quodam processu misso per Gubernatorem Capituli de Lugudor, in quo constat, praedictum assertum Marchionem fore requisitum, sub poena quinque mille ducatorum bonorum, quatenus remitteret sibi quandam vassallum Comitis de Quirra, qui accesserat pro recuperandis certis inmentis ad quandam Villam dicti*

Marchionis, quae quidem fuerant furatae dicto Vassallo, et dictus Marchio noluit dictae requisitioni parere. Viso quodam alio processu, in quo apparet qualiter dictus Marchio ex parte dicti Gubernatoris fuit requisitus, ut restitueret certos homines vassallos dicti Comitis de Quirra; qui quidem assertus Marchio, non dum duxit in contempnum dictas requisitiones, mandata, et poenas in dictis requisitionibus, adiectas etiam poena fidelitatis appositas, sed etiam protulit multa verba nefandissima contra dictum Gubernatorem, contempta etiam poena fidelitatis, propter quod dictus Gubernator protulit Sententiam contra dictum assertum Marchionem, in qua fuit condemnatus in decem mille libris, et ad restitutionem raptorum, reservata poena fidelitatis, et alias poenas, quas declaravit incurrisse. Viso etiam quodam alio processu, in quo constat dictum Marchionem fecisse capi, et captos tenuisse, è *haer fets metre en galera* certos homines vassallos Regios, et dicti Comitis, videlicet *Nam Seca Capdeganyta*, et alios in processu nominatos. Viso alio processu, in quo constat qualiter Alguatizirum, mandato Gubernatoris, accessit ad dictum assertum Marchionem requirendum, ut solveret, et liberaret aliquos vassallos, quos tenebat captos, *per metrels en galera*, quos dictus Marchio, prout Alguatizirum, et alii qui praesentes erant retulerant, quinimo verba nefandissima protulit contra Gubernatorem, et eius Assessorem dicendo: *Del Porch tal, adobà de Goernador*, etc. Viso alio processu contra Salvatorem Guiso, qui tenet occupatam Baroniā de Uruse, cum aliis, et potentia dicti asserti Marchionis, et fuit talia Sententia super possessorio, et mandatum dictum Comitem restitui in sua possessione, et requisitus dictus Marchio per Gubernatorem, ut non faveret, neque partem faceret cum dicto Salvatore Guiso, qui respondit per talia vel similia verba: *Que pel ventre de Deu ell veuria com entrarien lo Goernador, ni Alguatizir; et finaliter dictus Gubernator habuit illic accedere et homines, qui ibi erant congregati dixerunt sibi: Que lo Marqués los havie mandà, que atiguessen à comandament de Mossen Guiso, è que ells volien morir ab ell, et dictus Guiso dixit: Que ell volie morir ab la spasa en la mà, è que així ho defensaria. Visis aliquibus testibus, qui in alia informatione deposuerunt, ex quorum dictis constat qualiter vassalli dicti Marchionis congregati in comitiva de Nicola de Muntanaro Capitanei, seu Procuratoris dicti Marchionis, cum maximo vilipendio clamantes dicebant talia, vel similia verba: *Arborea vaya suso, è Aragona vaya à juso, donant del peu en terra, etc.* Constat etiam ex eadem informatione qualiter dictus assertus Marchio contra capitulum dictae capitulationis receperat homines de Spartamontis, et de Monreyal, et de Partinalèga, et aliorum Locorum prohibitorum per dictam capitulationem, et signanter *Lorenzo Magre, Salvador Mata, Joan Capany*, et plures alios caporales, et principales dictae contentions, et inobedientiae; et ulterius tenebatur dictus Marchio impedire passus, *perque los corrus, è havios, que per via de Sacer venian per al Visrey no poguessen passar, perque fossen lavades les lletres als qui passassen.* Visa quodam informatione recepta per dictum Gubernatorem insulibus factis contra Alguatizirum Gubernatoris, qui dicti Gubernatoris mandato, et cum Litteris Regis ibat ad locum de Marmilla, et in via publica fuit per certos vassallos*

dicti Marchionis, qui ibi stabant, insidiis inuasus, taliter quod nisi Deo sibi favente, et quia tenebat equum animosum, quo mediane evasit a furore dictorum insultantium, eum forte occidissent, et de facto ceperunt quemdam, quem dictus Algutizius pro dirigendo eum in via secum deserebat. Visa alia informatione recepta super aliquibus articulis oblati per Fiscum Procuratorem, coram Vice-regie dictae Insulae, seu Regni Sardiuae contra dictum assertum Marchionem, at aliquos suos adherentes, intra quos fuerunt Don Artal Dalagò, filius dicti Marchionis, et tres fratres dicti Marchionis, Vicecomes de Senturi, et alii, eo quia non obstante quod praenominati Barones, et milites, tam per pragmaticas sanctiones, quam per certa capitula inita inter ipsos Barones, et milites, et dominum Regem, nec non etiam per pacta, et conventiones feudales debeant cessare ab omnibus congregationibus, nisi in illis sit praesens Vicerex, et Gubernator, et etiam Regius Procurator, tum et per Regias provisiones prohibitum sit dicto Marchioni, filiis, et fratribus, ne accedant, neque intrent in aliquibus Locis Regis dicti Regni, prohibitumque sit, ac in Locis Regis proclamari valeat Arborea; dictis autem prohibitionibus non obstantibus, constat per informationem receptam, quod dictus Artaldus Dalagò, et tres fratres dicti Marchionis, Vicecomes de Senturi, congregato magno Exercitu quatuor, vel quinque millium vassallorum Sardonum cum diversis generibus armorum, obsiderunt Civitatem Callaris, devastando arbores, et panes, et alia ligna fructifera, quae erant in territorio, et terminis dictae Civitatis, moventes insultum contra Regios Officialibus, et Iuratos dictae Civitatis, et laborantes pro posse ad intrandum Castrum Regale Civitatis, destruendo etiam, et vastando aliqua Loca Regia, raptas, spoliectilia, et omnia mobilia inventa, usque ad ornamenta Ecclesiae inclusive, rapiendo, et secum asportando, Portum et Palisatam Civitatis, quae sub Regia Protectione sunt, frangendo, et duas triremes, sive galeras guidatas in dicto Portu, ab eodem Portu extrahendo, crimen laesae Maiestatis in primo capite, et rebellionis committendo; ex eo quia cum gentibus codanatis resistunt cum armis Regis Officialibus, et volunt Loca Regia, et praecipue Civitatem Callaris, in qua consistit Status totius ipsius Regni, tyrannice occupare. Viso alio processu citationis factae Marchioni, et presentationis eidem factae per Algutizium Gubernatoris, et verbis contumeliosis prolatis dicto Alguazirio contra ipsum Gubernatorem, dicendo talia, vel similia verba: *Felge de Deu quines tacanyories son aquestes vostres, è de Mossen Pujades*, et dictus Algutizius nollet dare copiam dicto Marchioni dicens: quod non habebat talem commissionem, sed contentabatur, ut sibi legeretur dicta Littera citatoria in praesentia de Don Artal filii sui, praedictus Marchio cum maxima violentia fecit eripi Litteram citatoriam a manu dicti Algutizii dicendo: *Per lo cul de Deu vosaltres men darris copia, encara que non vullau*. Visa quadam Littera dicti Marchionis directa eundem suo familiari in Villa Alguerii, scribendo sibi, ut ostenderet ipsam Litteram Michaeli Prats Vicario dictae Villae, et quod dictam Litteram haberet pro sua suggerendo ipsi Vicario, ut attenderet ad privilegia, et quod Gubernator non debebat recipi, ut Officialis; attento quod recesserat per mare, et non deferebat novam commissionem Regiam, et quod

melius erat sibi, *que ara pot esser Señor, que serie esclau*, dicendo etiam sibi, quod loqueretur cum quodam alio vocato Cuchi, quod dictus Mossen Pujades non acceptaretur pro Gubernatore, *è que y fes tota punta, que fer y pagàs*. Visa quadam praesentatione cuiusdam Litterae Regiae facta dicto Marchioni, et aliis Baronibus, *que nengun oplet no fes de gent, ni movements alguns*, et responsione, ac aliquibus verbis dictis per dictum Marchionem Portario, qui Litteram praesentaverat. Visa quadam alia Littera missa Maiestati nostrae pro dictum Marchionem. Visa quadam Regia Littera, sive Provisione directa dicto Marchioni, cum qua fuit eidem iniunctum sub poena fidelitatis, et decem millium florenorum auri, quatenus non obstantibus quibusvis Litteris eidem factis per Regium Thesaurarium Generalem, et per Conservatorem Siciliae, aut alios quoscunque Officiales nostros traderet in posse dicti Bernardi Sentiores Aseessoris *Nicholaum Muntonaro*, qui pro dicto Marchione fuerat Capitaneus quatuor, vel quinque millium Rebellium, et curabant usque ad portas Castrum de Caller; et licet praesentata dicta Littera praedicto Marchioni, praedictus Marchio respondisset: quod dictus Montenaro fugerat cum quinque aliis captis a capione; tamen prout constat per informationem inde receptam, praedictus Montenaro non fugit; imo dictus Marchio eum detinuit, et nescitur quomodo in domo dicti Marchionis obiit, et a rebus fuit humanis exemptus. Visa quadam informatione in hac praesenti Civitate, mandato nostrae Maiestatis, recepta per quam constat praedictum Leonardum assertum Marchionem contra Regias Pragmaticas editas ob salutem totius Regni, et sub poena amissionis feudorum, disponentes ne aliqui Barones dicti Regni prohibeant exitus victualium ab eorum Baronis pro portandis ad Civitates, et Villas Regias dicti Regni, ipso vero Leonardo assertus Marchio dicti Pragmaticas non obstantibus, et in contemptum ipsarum, et poenarum iu eisdem apposisis prohibuit carnes, sive bestiarum vendi Regniculis Regalibus, sive habitatoribus Civitatis Callaris, et aliis Regiis Vassallis: et etiam per eandem informationem constat dictum assertum Marchionem multa nefanda verba protulisse contra dictum Gubernatorem, et etiam contra nostram Maiestatem, et Dominationem, quam habemus in dicto Regno, dixisse haec, vel similia verba in effectu: *Que ell renegate de si, que ell til anuinsen farie, que los qui vendrien dirien aci ere Sardenya*. Visis aliis videndis, consideratis considerandis, Deum prae oculis habentes, Sacrosanctis Evangelis coram Maiestate nostra positus, illisque reverenter inspectus, ut de Dei vultu nostrum procedat iudicium, et oculi mentis nostrae cernere valeant aequitatem: pronuntiamus, sententiamus, et declaramus in hunc qui sequitur modum. Quia per informationes praenarratas, et per testes plures numero in eisdem contentos, et alias clarissime constat Maiestati nostrae de inobedientis, et rebellionibus factis per dictum Marchionem, nedum contra Officiales nostros, sed etiam quia contra nostrum honorem, et fidelitatem, et contra nostram Regnique nostri prosperitatem contiuue et notorie machinatus est. Constat etiam nedum ipsum assertum Marchionem, sed etiam filios, et fratres suos conspirationes multas, seditiones, ac illicitas congregationes suorum vassallorum, et aliorum secum adherentium contra Regias Pragmaticas, contra vassallos,

terrasque Regias fecisse: constatque dictum assertum Marchionem multas inobedientias Præsidii, et Gubernatori Capitis de Lugudor, quibus Officialibus fecisse, multasque resistentias, et maledicta, verbaque nefandissima contra ipsum pro his, quæ ad Officium spectabant protulisse, minasque, et diversos terrores contra suos Officialis qui cum Litteris Regiis, et aliis mandatis dicti Gubernatoris accedebant, intulisse: constatque dictum assertum Marchionem auctoritatem præstasse Vicecomiti de Senturi ad defendendum inobedientiam contra Viceregem, et alios Regios Officialis: constatque ipsum assertum Marchionem, post veniam obtentam a nostra Regia Maiestate, et Capitulationem Nobiscum factam, et iurata, contra dictam Capitulationem fecisse, et non servasse Maiestati nostræ pollicita, et conveata, ac etiam iurata. Constat etiam prædictum Nicholaum Muntanarro cum Exercitu quatuor, vel quique millium vassallorum dicti Marchionis, et aliorum suorum adherentium contra nostros Regios Vassallos, contra Villas, et Civitatem nostram Callaris, mandato, et iussu dicti Marchionis ivisse, et multa dapna terris, Locis, et Vassallis Regiis intulisse. Constat etiam dictum assertum Marchionem mandasse Artaldo filio suo, et aliis suis adhaerentibus, et vassallis, ut cum magno Exercitu quinque, vel sex millium irent, prout de facto iverunt ad obsidendum, et devastandum Civitatem Callaris, Terrasque, et Villas Regias vicinas dictæ Civitatis, et multas Villas et Loca Regia devastarunt, et destruxerunt raupas, iocalia, aliaque bona mobilia, et suppellectilia domorum, et etiam Aedes Sacras pro violentiam rampendo res ipsarum Ecclesiarum Sacras ostiliter secum adduxerunt, et asportarunt, et duas Triremes guidatas, et assecutas in Portu Callaris per Gubernatorem, et Iuratos dictæ Civitatis a dicto Portu cum armorum impetu extrahendo, et secum per vim, et violentiam deferendo, non obstante quod per Officialis Regios, et Iuratos dictæ Civitatis fuissent requisiti ex parte nostræ Maiestatis, ut recederent, et ue tanta dampna Terris, et Vassallis Regiis inferrent, offerentes idoneam dare cautionem, quod dictas Triremes, sive Galeras, et homines, qui in ipsis erant, ponerent in posse nostræ Maiestatis: constat etiam per Litteram manu propria dicti Marchionis subscriptam, cum qua suggererat Vicario Alguerii, et cuidam alio, *que fossen punta, que lo Governador no entràs, è que ara podia esser Senyor*, etc. Et constat etiam dictum Marchionem contra Regias Pragmaticas inhibuisse, et vetasse ne victualia suarum terrarum deferretur ad Civitatem Callaris, in quibus quidem Pragmatica contra Barones tales inhibitiones facientes apposita est poena amissionis feodorum, ob quod dubium non est, prædictum assertum Marchionem iunctis poenis fidelitatis eis in diversis præceptis impositis, quas incurruerunt tanquam hostem publicum nostri Regui, debere tractari, ipsunque filios suos, fratres, et alios suos adhaerentes, sic ut prædicitur, notorio Rebelles, Hostes, et peruelles crimen læsæ Maiestatis in primo capite, et alia gravia crimina commississe, ob quod secundum scripta approbatorum Doctorem tales, et similes puniri debere, et castigari tali poena, quod nulla alia maior dari possit, præmaxime in tam geminatis, et reiteratis criminibus, quæ iam genitibus in exemplum perniciosius transire possent: Attenta etiam contumacia prædictorum, qui legittime

citati comparere coram nostra Maiestate renuerunt. Pro tanto cum hac nostra præsentii sententia, et iuxta nostri Sacri Consilii deliberationem, pronuntiamus, sententiamus, et declaramus prædictum Leonardum assertum Marchionem, filios, et fratres, fore, et esse Hostes nostri, et Rebelles, ac Peruelles nostræ Maiestatis et per consequens ipsos ad mortem naturalem condemnamus, et tam dictum Marchionatum, quam etiam Comitatum de Gociano, et omnia alia Loca, Castra, et Feuda, ubique infra nostram Ditionem sita, mobilia, et immobilia, quæ essent dictorum Leonardi asserti Marchionis, filiorum, et fratrum suorum, a quorum bonorum omnium dominio eos occasione prædicta indignos facimus, Nobis, et seu Nostris Fiscis Aerariis confiscamus, aggregamus, et incorporamus, sic quod eorum posteritati prodesse non possint. Decernimus etiam, providemus, et mandamus, quod dictus Leonardus, filii, et fratres, qui per contumaciam absentes sunt per omnes Officialis nostros, ac alios fideles Vassallos ubique sciantur, et inveniuntur infra Regna nostra persequi, et insequi habeant; taliter ut vivi, vel mortui ad manus Curiae habeantur, adeo ut publice eorum grassantibus demeritis ea, quæ gesserint luant, et alia transeant in exemplum. Lata, et publicata fuit huiusmodi Sententia per Nos, seu in Personam nostram, et in præsentia nostra per Magnificum, et dilectum Consiliarium, et Regentem Cancellarium nostrum Ioannem Ros Legum Doctorem, et de Nostri mandato, seu ordinatione lecta, et publicata per fidelem Secretarium nostrum Ioannem de Sant Iordi Notarium publicum infra scriptum in quadam Camera Palatii Regii Maioris Civitatis Barcinonæ, in qua habitationem continuam facimus, die videlicet quindécimo Octobris anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo, Regni nostri Navarrae anno quinquagesimo secundo, aliorum vero Regnorum nostrorum anno vicesimo; præsentie instante, et dictam Sententiam ferri humiliter supplicante Garcia de Borja Procuratore Fiscali dicti Serenissimi Domini Regis ex una parte; altera vero parte contumaciter absente, et præsentibus etiam pro testibus Magnificis Franciscis Burguès Regio Procuratore in Regno Maioriarum, Ioanne Christian Prothonotario, et Ioanne de Coloma Secretario Consiliaris dicti Domini Regis, et aliis pluribus in multitudinem copiosa (1).

IOANNIS Dei gratia Regis Aragonum, etc. Qui Signum + hanc Sententiam tulimus, eidemque Signillum nostrum apponi iussimus in pendenti Io. Bos R. (2).

(1) *Altra sentenza somigliante fu profferita e pubblicata nello stesso giorno 15 ottobre 1477 contro D. Giovanni de Sana, Visconte di Sanluri; e perciò crediamo inutile riprodurla.*

(2) *Dopo questa sentenza i Sovrani di Aragona aggiunsero ai loro titoli quello eziandio di MARCHESE DI ORISTANO e CONTI DI GOCIANO, il quale passò agli altri monarchi di diverse dinastie, che poi dominarono in Sardegna. Dei documenti che precedono questa sentenza, e dagli altri che vengono apprese, appare assai chiaramente che la Corte di Aragona, mal soffrendo nell'isola un principe così potente qual era Leonardo D'Alagon, che potea riconquistar l'autorità e il dominio che già vi aveva avuto fino ai primi anni del presente secolo la Casa di Arborea, e specialmente la famosa Eleonora, si servì con cupi aggrimenti e con male arti dell'autorità viceregia conferita a Nicolò Carroz nemico personale di esso Alagon, e poi volgendolo come fatto all'autorità reale le ingiurie e le offese fatte al vicere, il quale lo provocava apertamente abusando dei suoi poteri, violando le leggi, e l'Atto di Concordia segnato tra lo stesso Alagon e il Re di Aragona, tolse tutto ciò a*

Sig^{to} n^{ro} Mei Ioannis de Santiordi Secretarii Serenissimi Domini Regis eiusque auctoritate Notarii publici per totam eius terram, et ditionem, qui prolationi dictae Sententiae interfuit, eamque de mandato dicti Domini Regis legi, et publicavi, et in hanc publicam formam redigens scribi feci, et cum rasit, et emendatis in lineis xxiii, ubi corrigitur: partem faceret, et xxi occidissent, et xxxvi dictum Marchionem, et xviii et maledicta, verbaque nefandissima contra ipsam pro his, quae ad Officium spectabant protulisse, minasque et diversos terrores contra suos Officiales, qui cum Litteris Regiis, et aliis mandatis. Clausi.

Ioannes de Santiordi ex Sententia per Dominum Regem lata, et fuit probata cum ceda.

LXXI*.

Istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II al suo consigliere e segretario Antonio Geraldino, protonotario apostolico e abate di S. Maria di Gala, per trattare in Sicilia il matrimonio del suo nipote Don Alfonso, figlio del Re di Castiglia, con Donna Anna di Cabrera, contessa di Modica, e per frastornare qualunque altra proposta di nozze fosse già stata fatta, o si facesse di nuovo a detta Contessa.

(1478. — 13 aprile)

Dai Regii Archivi di Barcellona, Diversor. Sigilli Secreti Registr. II. ab ann. MCCCLXVI ad ann. MCCCLXVIII, fol. 97.

INSTRUCCION.

Y MEMORIAL DE LAS COSAS, que por mandado del Señor Rey, tiene a faser, y procurar, el Venerable, Magnifico Consellero, Embaxador, y Secretario del dicho Señor Rey, Micer Antoni Geraldino, Prothonotario Apostolico, e Abbât de Santa Maria de Gala, en el camino, que ha de faser para Sicilia.

OTRO SI, fechas las dichas cosas, el dicho Micer Antoni se irá en Sicilia, à donde, quando placiendo à Dios,

pretesto per farvi costruire sopra dai suoi officiali e dipendenti un processo segreto ed odioso, e con la scorta del modesto condannare come perfidui il marchese di Oristano con li di lui figli e fratelli, ed appropriarsi a titolo di confisca i loro vastissimi feudi e possedimenti. In tal guisa, e da tal punto soltanto i monarchi Aragonesi ebbero piena ed intera dominazione in Sardegna. A tutti gli accennati motivi si può aggiungere eziandio quello dello nozze della contessa di Modica in Sicilia, che nel 1477 avevano risvegliato le ambizioni di molti principi. Imperocchè, morto nel 3 settembre di detto anno Don Giovanni di Cabrera conte di Modica lasciando superstiti la sua madre Donna Giovanna e la sua sorella Donna Anna, la mano di quest'ultima, che doveva succedere agli Stati del fratello, era richiesta ad un tempo dal Re Don Giovanni II di Aragona per suo nipote Don Alfonso figlio naturale del Re di Castiglia, dal Re di Napoli per un suo figlio, dal conte di Prades pel suo nipote Don Fernando di Cardona figlio del Contestabile di Aragona, e di Donna Aldonza Enriquez zia del detto Re di Castiglia, e dal marchese di Oristano Don Leonardo D'Alagon pel suo figlio primogenito Don Ariardo: anzi, il marchese d'Oristano trattava insieme di torsi per seconda moglie la stessa vedova madre del defunto conte di Modica. Le pratiche che perciò si facevano attivamente dal marchese di Oristano giunsero a notizia del vecchio Re Don Giovanni di Aragona; e questa circostanza forse accelerò la condanna di detto marchese, onde torsi di mezzo quest'altro impedimento alle nozze desiderate pel figlio del Re di Castiglia. — Scrissero più ampiamente di questi fatti il Zurita (*Annal. de la Corona de Aragon*, Part. IV, Lib. XX, Cap. XIV, fol. 286, col. 3), e il Vico (*Hist. Gener. de Cerdeña*, Part. V, Cap. XLIX, fol. 169 e 170) ai quali ci riferiamo.

serà llegado, sollicitarà los fechos del Matrimonio facadero, mediante la Gracia de nuestro Señor, entrel Illustre Don Alonso de Castilla, y Daragon, Nieto de la dicha Mayestat, y la Egregia Doña Anna, Condessa de Modica en esta manera.

Primeramente, se presentará al Egregio Conde de Cardona, y de Prades, Virrey en el dicho Reyno, y darle ha la letra de Creencia, que lleva del Señor Rey, en virtud de la qual le dirá, que si bien de aquesto mesmo su Alteza le haya scripto, y fecho hablar por el Portador Micer Gerardo Aglata, y por Micer Jacobo de Bonanno, à los quales de los negocios infrascriptos havia dado special cargo; empero por seyer la cosa de tanta importancia, como es, y por tener en ello tan gran voluntat, como tienen la dicha Mayestat, y el Serenissimo Señor Rey de Castilla fijo suyo; ha deliberado enviar por aquesta sola causa al dicho Micer Antoni, el qual de parte de su Alteza, dirá al dicho Virrey, que no obstante aquella queria este Matrimonio se tractase para si, y assi lo avia mandado escrivir à él, à la Egregia Condessa de Modica, Madre de la dicha Condessa, y otras personas, segun dicho es, y esto tanto por mengua do sucession, visto, que no tenia sino un solo Fijo Legítimo, el Serenissimo Señor Rey de Castilla, y aquel no avia mas de una fija, que es la Señora Princesa de Castilla, y no se tenia speranza, que la Serenissima Señora Reyna de Castilla su Muger huviesse mas de parir, quanto aun por las muchas, y singulares virtudes, que su Alteza havia oydo referir de la sobredicha Condessa joven; empero empues ha havido à mudar de proposito, assi por complazer à los sobredichos Serenissimos Señores Rey, è Reyna de Castilla, los quales aviendoles scripto, y avisado el dicho Señor Rey desta su deliberacion, respondieron suplicandole con mucha instancia, no lo pudiesse por obra, como por haver supido, que por la gacia de Dios, la dicha Serenissima Señora Reyna, ya es preñada de seys meses, la qual principalmente significava de la dicha deliberacion no tener por buena contemplacion; y assi cessando la causa, por la qual señaladamente la dicha Mayestat en aquesto se movia, es razon cesse el efecto, y el dicho Matrimonio no se concluya para el dicho Señor Rey; mas que se tracte, y se faga con el dicho Illustre Don Alonso, Nieto suyo, segun de esto antes de agora su Alteza ha escripto en Sicilia, como dicho es; y mayormente, pues aquella es avisada por Cartas del Sobredicho Serenissimo Señor Rey su Fijo, que en vida del Egregio Conde de Modica, por medio de Micer Jacobo Mirabella, se tractava Matrimonio del mesmo Illustre Don Alonso su Nieto con la sobredicha Doña Anna, que agora es Condessa, è del dicho Egregio Conde de Modica, qui la hora vivia con la Illustre Doña Joana de Aragon, è de Castilla, fija del dicho Serenissimo Señor Rey de Castilla. Porendo como la voluntat de la dicha Mayestat, por los sobredichos respetos, se refirme mas en este Matrimonio de su Nieto, que en el otro, y quiera en todo caso a quel pase al adelante, el dicho Secretario, en virtud de la mesma creencia, referirá todas estas cosas al dicho Virrey, y lo encargará de parte de la profeta Mayestat muy strechamente, que en conducir, y dar cumplimiento à esta negociacion, ponga todo su estudio, di-

ligencia, y poder. E si por ventura algunas personas hociesse, que en este mismo Matrimonio, para si, ò para otros quisiesse entender, lo que no creye, en tal caso el lo devie, aparte, y prohíbea, con todas las vias, y remedios, que fallar se puedan ⁽¹⁾. E si por ventura el dicho Conde, è Virrey algo dicesse al dicho Secretario, del derecho, que se pretende tener en la Casa de Modica, por la Egregia Condesa de Cardona su Muger, à esto le responderà, que por este, ni por otro Matrimonio, no es la voluntad de su Mayestad derogar à sus derechos, si algunos en la dicha casa tiene, è le pertenecen, antes la voluntad de su Alteza es de fazer, è ministrarle sobrello expedita justicia, vistos assi mesmo los derechos, è razones de las dichas Condesas Madre, è Fija, las quales pretendien todo el contrario: è assi dezirle ha, que la justicia su Alteza la ministrará egualmente, è expedita, dando la cosa à quien de derecho será visto pertenecerle.

No res menos el dicho Micer Antoni hablarà con los sobredichos Prothonotario Aglat, Micer Jacobo de Bonauno, è con Micer Jacobo de Pilaya, aplicando con ellos à Micer Jacobo de Mirabella, por el cargo, que primero desto le avia dado el Serenissimo Señor Rey de Castilla, y sabrà de aquellos lo que fecho será, en esta negociacion por ellos, segun el mandado, y comission que de la dicha Mayestat teulan, y segun fallará la cosas, el con ellos, ò con parte dellos, ò todo solo, como à ellos será visto, partirà para la dichas Egregias Condesas, Madre, è Fija, y dado que les aurà las letras de creencia, que se lieva, en virtud de aquellas, con la devida prudencia, las saludará por parte de las sobredichas Mayestades, y les dirà la causa de la mutacion de la dellberacion, que fecho havia su Mayestat, la qual mutacion porcierto no ha seydo por ninguna falta de voluntad, mas por los respetos sobredichos. Certificandolas, que si de primero la querria por Muger, por los merecimientos, y virtudes de aquella; agora con no menos amor, la quiere por Nieta, y por Fija, y no menos estimará el dicho Matrimonio para su Nieto, que para su misma Mayestat. Y aun los dirà el dicho Micer Antonio, que tanto la dicha Mayestat, quanto el Señor Rey de Castilla, por el servicio de Dios, y de sus Mayestades, y por lo que cumple al bien, provecho, y honra de las dichas Condesas, à las quales lievan singular amor, y las tienen en especial proteccion, y por muchos otros respetos, quieren en todo caso aqueste Matrimonio sea trabido en effecto, y conelusion. En la qual cosa ellas no menos deven tener voluntad, y deseo, por la honra, favor, y grandes beneficios, que de tal deudo con sus Mayestades sperar pueden, y deven. E assi despues de aver referidas, y praticadas estas, y otras cosas, que le parecerà facer al caso, el dicho Secretario, con consejo, y acuerdo de los sobredichos tractará, y apuntará los Capítulos Matrimoniales, y lo que será necesario, para la conclusion de este negocio, con las sobredichas Condesas, las quales, seyendo los dichos

Capítulos ordenados, y apuntados, escogeran alguna Persena à ellas accepta, porque aquella ensemble con el dicho Micer Antoni venga en las partes de aquà, con poder bastante de firmar el dicho Matrimonio, por palabras de presente; con el dicho Ilustre Don Aloaso, y de poder añadir, quitar, y mudar en aquellos segun cumplirá, y será visto aquà à las dichas Mayestades, y à la persona por las dichas Condesas enviadera, porque venidos que sean, el dicho Micer Antoni, è la dicha persona aquà, en nombre de nuestro Señor Dios, todas estas cosas se firmen, se de conclusion en el dicho Matrimonio, dando en todas estas cosas el dicho Micer Antoni el buen recaudo, que del se confia.

Ensemble con el dicho Micer Antoni se va Iaymo Roca Escrivano de su Alteza, embiado por esta sola causa en Sicilia por el dicho Serenissimo Señor Rey de Castilla, su Fijo; quiere por tanto la prefata Mayestat, que el uno con el otro pratiquen, y confesencan vicissim del cargo que lievan: y anaque cada uno en este negocio faga su labor por su parte; empero hanse de concertar siempre en todas cosas, porque lo que el uno farà, ayude à lo del otro; y por el contrario para que parezca negocien por un mesmo Organo, como es de razon, visto que son embiados por una misma Persona, que sen Padre, è Fijo, è siempre de passo en passo, de lo que habrán fecho avisarán à sus Altezas.

Expedit. in Civitate Barchinonae, die xiii. mensis Aprilis anno à Nativitate Domini M.CCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Coloma.

LXXII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II accorda piena grazia e remissione delle colpe commesse da Giovanni di Basalù e dal suo familiare Tommaso Barbera, per avere seguito le parti di Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e del Visconte di Sanluri, contro i diritti della Corona.

(1478. — 14 agosto)

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Sardiniae*, XI, sb ann. MCCCCLXXVII ad ann. MCCCCLXXVIII. fol. 94.

Nos JOANNES, Dei Gratia, Rex Aragonum, Navarrae, Siciliæ, Valentia, Maioricarum, Sardinia, et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athaenarum, et Neopatriæ, ac etiam Comes Rossilionis, et Caeritaniae. Ad nonnullorum familiarium, et domesticorum nostrorum humiles intercessus tenore presentis crimina quæcumque per vos Magnificum, et dilectum nostrum Petrum de Basalù Militem, et Thomasium Barbera familiarem vestrum commissa, eundo, stando, sequendo, adherendo, et favendo Leonardo Dalagon, olim Marchioni Oristano, eius filio, germanis, et Vicecomiti de Sant Luri, et alijs dictum Leonardum sequentibus, et illi adhaerentibus absolvimus gratiose, definimus, relaxamus, et perpetuo perdonamus. Itaque de caetero quoruncumque criminum, per vos dictum Petrum, et dictum Thomasium

(1) Qui si allude, senza nominarlo, fra gli altri al marchese di Oristano, che trattava del matrimonio del suo figlio primogenito Don Artaldo D'Alagon con la contessa Anna di Modica. Vedi la nota (3) alla Carta precedente n.º LXX* Il marchese di Oristano alla data delle presenti istruzioni combatteva ancora in Sardegna contro le truppe regie capitanate dal suo nemico Don Nicolò Carroz Viceré dell'isola.

Barbera, dicto praetextu commissorum, eundo scilicet, stando, sequendo, adhaerendo, et faciendo dicto Leonardo olim Marchioni, eius filio, et Germanis, et Vicecomiti de Sant Luri, et aliis ei faventibus non possit contra vos, et bona vestra procedi ad cautionem, detentionem, executionem, arrestum, condemnationem, aut aliquam iudicalem, aut extrajudicalem vocationem, immo una cum bonis vestris, et suis sitis quieti, et securi ac perpetuo remissi, relaxati, et perdonati. Imponentes, Nobis, et Fisco nostro super praedictis silentium sempiternum, et omnem viam agendi contra vos, et bona vestra super praedictis eidem praeccludendo, abstergendo a vobis omnem infamiam, et ignominiam maculam, si quam pro praedictis incurristis, restituentesque vos ad pristinae famae, et honoris statum, in quibus eratis ante criminum praedictorum patrationem. Cassantes et annullantes quascunque constitutiones, incorporaciones, et alienationes, si quae per nos, et oficiales nostros, factae sunt de bonis vestris, ac si factae non fuissent. Hanc tamen remissionem facimus, et facere intendimus vobis dicto Petro de Bisoldino, et Thomae Barbera, et bonis vestris, et suis, sicut melius dici potest, et intelligi ad bonum sanum, et sincerum intellectum vestri, et vestrorum. Quapropter Sereñissimo Ferdinando Regi Castellae, Siciliae, et Legionis, primogenito nostro charissimo, in omnibus Regnis, et Terris nostris generali Gubernatori, et post nostros felices dies indubitato successori, sub paterna benedictionis obtentu, dicimus, gerentibusque vices nostris generalis Gubernatoris, in Regnis nostris Aragonum, Valentiae, Sardiniae, et Principatu Cathaloniae, Vicariis, Subvicariis, Bailulis, Subbailulis, et aliis universis, et singulis Officialibus nostris, in nostris Regnis, et terris, quomodolibet constitutis, et constituendis, et ipsorum Officialium Locatenentibus, praesentibus, et futuris, dicimus, praecipimus, et iubemus expresse, et de certa scientia, ad nostrae gratiae, et amoris obtentum, poenaeque duorum millium Florenorum auri, nostris inferendam aerariis, ut nostram huiusmodi remissionem, et omnia, et singula in ea contenta, teneant firmiter, et observent, et faciant per quos debeat observari, et non contrafaciant vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire sinant ratione aliqua sive causa. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro communi Sigillo in pendenti munivimus. Dat. Barchinonae die XIII Augusti anno a Nativitate Domini M.CCCC.LXXVIII. Regnique nostri Navarrae anno LII aliorum vero Regnorum nostrorum XII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni de Sant Jordi. Visa per Guillerum de Peralta Generalem Thesaurarium, et Rosel pro Conservatore.

LXXIII*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione di Giovanni Villamarì capitano generale della flotta e del regio esercito marittimo, accorda grazia della vita a Don Leonardo D'Alagon già marchese di Oristano e conte di Goceano, ai di lui fratelli Don Salvatore, Don Giovanni e Don Luigi, ai di lui figli Don Giovanni e Don Antonio D'Alagon, e a Don Giovanni De Sena già visconte di Sanluri, i quali si trovavano tutti prigionieri

sulle navi di detta flotta, e commuta la pena di morte, cui ciascuno di essi era stato condannato, nell'altra di relegazione in una città o villa del Principato di Catalogna o del Regno di Valenza, da destinarsi dallo stesso sovrano.

(1478. — 4 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XXX, ad an. M.CCCCLXXVIII ad an. M.CCCCLXXVIII, fol. 187.

Nos Don JOAN, per la Gracia de Den, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardeña, y Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenas, y Neopatria, y Compte de Rosselló, y Sardaña. Essent romputs, y fugats per nostres Oficials, è gentis Darnes del Regne de Sardeña los Nobles Don Leonardo Dalagon, olim Marqués de Oristany, Don Salvador, Don Ioan, è Don Lluys Dalagon, germans, è Don Ioan, è Don Anton, Fills del dit Don Leonardo, è Don Ioan de Sena, olim Vezcompte de Sentluri, segons havem entès, pujaren en una de les Galeses de vos Magnífich, amàt, Conseller, è Capità General de nostre Maritim Exerçit, Mossen Joan de Vilamarí, patronejada per en Zaragoza, qui aquells portà bon vos ereu en lo Regne de Sicilia, que los predits meteseu en mans, è poder seu, en nom è part nostra, à la qual requesta fon per vos respost, que vendrieu à nostra Magestat, com de fet seu vengut à la present Ciutat de Barchenona, portant en vostres Galeres tots los damnt dits (1), als quals per contemplació, è à humil supplicació vostra, havent sgurat à tants, è tant acceptes serveis, com fets nos haveu, è feu cascn dia, havem atorgat perdó en les vides, è membres de tots, è qualsevol crims per aquells perpetrats, fins à la present jornada, axi de lesa Magestat en lo primer, è altres cape, com altres de qualsevol specie, o natura sien, sols retenintnos, que pntam tenir aquells en arrest, dins una Ciutat è Vila del Principat de Catalunya, è Regne de Valencia, assegurantlos de mes streta presó. E axi vos dit Capità General, com à hò è fidelíssimo

(1) Il marchese di Oristano aveva sconfitto più volte le armi regie, specialmente nella battaglia di Uras combattuta nel 14 aprile 1470, e nella espugnazione del forte castello di MONTREAL nel 1475. Fu pure vittorioso in alcuni scontri con dette armi regie, dopo la condanna capitale emanata contro di lui nel 15 ottobre 1477. Ma nella giornata campale del 19 maggio 1478, ch'ebbe luogo presso MATONERA (l'antica MACOPRESSA dei tempi romani), egli fu perduto, dopo aver combattuto valorosamente ed aver perduto il figlio primogenito Don Artaldo Alagon, il quale slanciato con sussurro ardito nel più folto della mischia, vi cadde vittima illustre del proprio coraggio. Leonardo de Tola, Angelo Cano, Serafino di Montagnans, Brancaccio Monca, ed altri valorosi capitani e gentiluomini sardi, che soprastavano alle minori schiere, frenarono l'impeto del vincitore e protestarono la ritirata del marchese di Oristano, dei suoi figli, dei suoi fratelli e del visconte di Sanluri, i quali poterono così mettersi fu salvo, e prendere la via del mare: ma il più infame dei tradimenti li attendeva sul naviglio del capitano Giovanni Saragozza, il quale, invece di condurli a luogo sicuro come era stato convenuto, li consegnò in Palermo all'ammiraglio Giovanni Villamarì che stazionava con la flotta aragonesa in quelle acque. (Ved. TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 58 fin a pag. 61, e Vol. III, pag. 350, 351 e 352). A questa battaglia perduta, e alla consegna dei D'Alagon e del Re Sena, fatta prima in Palermo del capitano Saragozza all'ammiraglio Villamarì, e poi in Barcellona dal Villamarì al Re di Aragona, si riferisce quanto si legge nella presente CARTA dalle parole — *Essent romputs y fugats* — fino alle altre — *portant en vostres galeres tots los damnt dits*. —

subdit, è servidor nostre, obehint nostres manaments, è voluntat, haveu entregats en nostre poder les damunt dits Don Leonardo Dalagou, Don Salvador, Don Joan, è Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, è Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è à Don Joan de Sena. E però ab tenor de les presents de nostra certa sciencia, è consultament, atorgam à vos dit Capità General, è manam expedir la present certificació, en testimoni de les coses damunt dites, exhibidora à la voluntat vostra, è per los sguarts que menester fos, davant tots, è senglos Serenissimos, è Il·lustrissims Reys, Prínceps, Potencies, Senories, Duchs, Comptes, Nobles, Barons, Cavallers, è altres Persones de qualsevol títol, condició, è stament que sien, donantvos facultat, è licencia, que puxan liberament ab vostres Galeres anar bon ben vial vos sia. En testimoni de les quals coses, havem manat expedir les presents ab nostre Sagell Comh en lo dors Sagellades. Dat. en Barchenona lo primer de Setembre, en lany de la Nativitat de nostre Señor M.CCCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Jacobo Ferrer.
Visa per Vicecancellarium, Generalem The-
saurarium, et Rosell, pro Conservatore.

LXXIV*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina al visoré di Sardegna, al governatore e riformatore del Capo di Logudoro, al procuratore reale, ed a tutti generalmente gli ufficiali regi del isola, di non molestare in verun modo l'ammiraglio Giovanni Villamari nei beni, negli averi, e nei vassalli che vi possedeva, e di restituire al medesimo quanto per avventura gli avessero già preso o staggito; e ciò in premio del gran servizio da lui reso alla Corona, consegnando prigionieri il già marchese di Oristano, i suoi figli e fratelli, e il già visconte di Santuri (1).

(1478. — 4 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XXX.
ab an. MCCCCLXXVIII ad an. MCCCCLXXVIII, fol. 106.

Nos DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Sardeña, y de Corcega, Compte de Barchenona, Duch de Athenes, y Neopatria, y Compte de Rosselló, y Sardania. Als Spectable, Magnífichs, Amats Consellers, è fiels nostres, los Visrey en lo Regne de Sardeña, Governador, è Reformador en lo cap de Lugudor, Procurador Royal en lo dit Regne, è altres Officials, è persones à quis pertangues, è les presents seran presentades, è à cadahu dells, salut, è dilecció. Lo Magnífich amat Conseller, è Capità General de nostre Maritim Exerçit, Mossen Joan de Vilamari, es vengut à nostra Magestat, è nos

(1) Il Villamari avea già seguito le parti del marchese di Oristano (Ved. sopr. CART. n.º LXX. LXXI. è LXXV); ma lo averlo abbandonato nel più grand'oppo e lo averlo anzi consegnato prigioniero con tutta la sua famiglia al Re di Aragona, era un merito presso questo monarca; merito che cancellava d'un tratto le di lui colpe, e conseguiva la sollicita ricompensa dei favori regi.

ha entregats, è mesos en poder, Don Leonardo Dalagou, Don Salvador, Don Joan, è Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, è Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è Don Joan de Sena, per la qual cosa restam contents del dit Capità General, lo qual ha mirat en nostre servey, segons he ha acostumat. E per ço ab tenor de les presents, de nostra certa sciencia, è consultament à vos altres, è à cadahu de vos diem, è manam atrotament, sots obedienció de nostra gracia, è amor, è pena de tres mil ducats, è noetres offenss apliadors, que en los beus, robes, Vassals, ni coses del dit Capità, no fagau, ni doneu molestia, vexació, ne novitat alguna, ans si fús assi per ventura fets ne haveu, aquelles revoquen, è anullen, restituyam totes coses al primer stament segons que Nos les revocam, è restituyam ab les presents. Guardantvos de far lo contrari, per quant teniu nostra Gracia cara, è volem evitar la pena damunt dita. Dat. en Barchenona lo primer de setembre, en lany de la Nativitat de nostre Señor M.CCCC.LXXVIII.

REX JOANNES.

Dominus Rex mandavit mihi Jacobo Ferrer.
visa per Vicecancellarium, Generalem The-
saurarium, et Rosell, pro Conservatore.

LXXV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione dell'ammiraglio Giovanni di Vilamari, concede salvaguardia e giudicio al già marchese di Oristano, ai suoi figli e fratelli, e al visconte di Santuri, onde possano scendere dalle navi a terra, e portar seco tutti gli oggetti, gioie, ori, argenti e denari che avessero, e di cui avessero bisogno, dandogli altresì la facoltà di ritenere dieciotto domestici per lo servizio personale, e promettendo con solenne giuramento di osservare fedelmente questa concessione.

(1478. — 2 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversorum*, XIX.
ab an. MCCCCLIV ad an. MCCCCLXVIII, fol. 148.

DON JOAN, per la Gracia de Deu, Rey Daragó, de Navarra, de Sicilia, de Valencia, de Mallorques, de Cerdanya, è de Corcega, Comte de Barchenona, Duch de Athenes, è de Neopatria, è encara Comte de Rosselló, è de Cerdanya. Havent sguart als molt, y acceptes serveys, ab integra fidelitat, fets à nostra Magestat per lo Magnífich Mossen Joan de Vilamari, Conseller, y Capità General de nostre Maritim Exerçit, è à suplicació sua, en nostra bona fé, è paraula Real, ab lo present nostre Guiatge irrevocable, guiam, affidam, è asseguram los Nobles Don Leonardo Dalagon, Don Salvador, Don Joan, Don Luys Dalagon, germans, è Don Joan, Don Anton, fils del dit Don Leonardo, è Don Joan de Sena, tots ensemps, è cascú dells, è les robes, bens, or, argent, ioyes, è moneda, que tenen, è trauran de los Galeres del dit nostre General Capità, è los homens, è servidors, per les persones dells, per servir aquells, fins en nombre de devuyt, entre tots, los noms, è cognoms dels quals

volèm esser açi baghats per expressats, en aixi que salvament, è segura puiuen eixir de les dites Galeres en terra, è ahr ab los dits beas, robes, joyes, or, argent, è altres coses, è servidors, à la Vila, o Ciutat, per sa Magestat nomenadora, è designadora per llur stancia, en la qual puiuen elle, en la forma demunt dita, star, habitar, practicar, conversar, è contractar, ab qualsevol personaa, dias dita Ciutat, è Vila, que designada serà, dins la qual aquells tendrà arrest, segons forma de la obligació per los demunt dits, ab Sagrament, è Homeatge, è altres penes, prestada, seus que en persona, beus, servidors, è altres coses predites, nol puiua esser fet dan, impediment, veració, ni molestia alguna per nostra Magestat, Officials nostres, no altres persones, constituhint aquells, ab lo present Guiatge, en nostra Protecció, è Salvaguarda Reyal, lo qual Guiatge volèm esser irrevocable, è durador per tot lo temps de la vida dels demunt dits, en xxi que aquells, ni alguns de aquells no puguen esser punits, castigats, vexats, ne molestats, en manera alguna, per crims, excessos, è delictes, fins à la present jornada, per aquells, è algú dels perpetrats, sis vol dits crims sien civils, è criminals, è de lesa Magestat, del primer cap, fins à la infamia, è altres de qualsevol natura, o pena sien. E si per avant convenia a quells, è algú dells delinquir, è perpetrar crim algú, pus no sia infracció de la predita Seguretat, è arrest, per la comissió, o perpetració de tal crim, no puiua esser punits dels crims passats, sino de aquells que per avant sa perpetraràn, segons la qualitat del crim, è crims perpetradors, per los quals lo present Guiatge, no sia violat, aus sempre rest en la força, è valor; de manera, que lo present Guiatge, no puiua, ni sia vist violat, sino tan solsament per infracció de la demunt dita Seguretat, è arrest, en persona de aquell, è aquells, qui rompien dita seguretat, è arrest, en lo qual cas de rompien de dit arrest aquell, è aquells qui rompràn, sien privats del perdó atorgat per sa Magestat, è del present Guiatge, non obstant qualsevols Leys, Capítols, Constitucions, Drets, Pragmàtiques, è Costums dietants, è fahents en contrari, les quals en quant facen, è sien vist for, è obviar al present nostre Guiatge, revocàm, è anul·làn, e per revocades, è nulles haver volèm, supplints de nostra plenitat de potestat, tots, è qualsevol defectes, que de dret, è de fet, trobar, è allegar se poguessen, contra les coses demunt dites, è observació del dit Guiatge: jurant sobre los Sants Quatre Evangelis, per nostres Mans corporalment tacats, que lo present Guiatge, tendrà irrevocablement, è observarem, tenir, è observar farèm fermament. Volent expressament, que quant los servidors dels demunt dits, è algú dells volrà eixir fora de la Ciutat, è Vila, hon staràn arrestats, hayen aus de partir, notificàr llur partida al Oficial, è persona aquil los dits Arrestats se hauràn presentàr, segons forma de la dita obligació notificada, la qual puiuen liberament anàr è negociar, per totes les Terres, è Regnes nostres, per haver, è portàr al dits Arrestats, lo que mester bauràn, per llur vivre, è vestir. E mes volèm, que si per ventura en la Vila, è Ciutat on aquells staràn, haurà en algun temps pesilencia, è mudarèm aquells en altre Ciutat, è Vila, sien segurs, è guiats los demunt dits,

en la forma, e manera, que estaràn guiats en la dita Vila, o Ciutat por nostra Magestat nomenadora. Manant à tots, è qualsevol Officials nostres, axi Majors, com Menors, en nostres Regnes, è Terres constituhits, è constituhidors, è quis pertangue, è altres qualsevol persones, dihèm, encarregàm, è manàm stretament, sots obediencia de nostra Gracia, è Amor, è incórriment de la Ira, è indignació nostra, è pena de privació de Offici, y de vint milia Ducats à nostres Cotrens aplicadors, è altres penes al arbitre nostre reservades, que lo present nostre Guiatge, è altres coses demunt expressades, segons lur serie, è lenor, tenguen, è observen, tenir, è observen facen, è no hi contravenguen per causa, è rabó alguna, si les penes demunt dites volen evitàr. En testimoni de lequals coses havèm manat expedir la present, ab lo nostre Segell Comú en lo dos Sagellat. Dada en la Ciutat de Barcenona, à des dies del mes de setembre, en lany de la Nativitat de nostre Señor, mil quatrecent LXXVII.

REX JOANNES.

Dominus Rex, lecta sibi prius, mandavit mihi Jacobo Ferrer, in cuius posse iuravit, et viderunt cum Vicecancellarius, Generalis Thesaurarius, et Rosell, pro Conservatore.

LXXVI*.

Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Mosén Giuliano sulle cautele ch'egli doveva adoperare nella custodia di Don Leonardo D'Alagon già marchese di Oristano e conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e di Don Francesco De Sena già visconte di Sanluri, i quali erano relegati nella città di Xativa nel regno di Valencia.

(1478. — 5 settembre).

Bei Regii Archivi di Barcellona, Registr. Signilli Secreti Curiae, 1, ab an. MCCCLXXVIII ad an. MCCCLXXIX, fol. 5.

ISTRUCCIONI

e MEMORIALE, dopo, che Mosén Julià, ab los altres, que en compaña la Magestat del Señor Rey li dona ha fer, cerca la guarda de Don Leonardo D'Alagon, Don Joan de Sena, è dells fills, è germans del dit Don Leonardo, que entre tots, son set, è delhugi servidors, que la dita Magestat, es contenia tingua (1).

(1) Dalle presenti ISTRUZIONI si ricava quanti fossero i sospetti e i timori del vecchio Re di Aragona, e come perciò egli restringesse soverchiamente la libertà degli illustri prigionieri che la fortuna più che il dritto avea messo in sue mani, e le minute e vessatorie cautele con le quali ordinava che fossero custoditi. Queste cautele erano più particolarmente inculcate per Don Leonardo Di Alagon già marchese di Oristano, il quale non potea né dova muover passo senza essere accompagnato dal suo carceriere Mosén Julià con la sequela delle sue guardie; e tanta era l'asprezza che si usava contro di lui, che gli si permetteva bensì di dormire nella stessa camera con uno dei suoi figli, ma s'imponeva ad un tempo al carceriere Julià che nella camera medesima ponesse il proprio letto e vi dormisse. Ed era un Sovrano che discendeva a tanta bassezza!... Da queste medesime ISTRUZIONI veniamo ancora a sapere che dapprincipio la famiglia dei D'Alagon e il Re Sena furono rinchiusi a titolo di carcere nel palazzo patriarcale di Xativa; ma dai molti documenti che qui appresso facciamo di pubblica ragione è provato incontestabilmente che poi furono tutti rinchiusi nel castello reale dello stesso nome. Da questo duro carcere uscirono poi in anni diversi i figli e i fratelli dell'infelice marchese di

PRIMERAMENT, darà al Reverendissimo Patriarcha la letra, qui de sa Magestat li porta, ab la qual li comana principalment la custodia de la Ciutat, y de la Pabordia, è li prega, li dexe, com es certa sa Magestat li dexarà, la Casa, o Palau seu, pus ell noy habita, en la qual se aposentaràn los dits Don Leonardo, y son fills, è germans, y lo dit Don Ioan à sales, sens los servidors, è lo dit Mosen Julià, è los de sa companya.

ITEM: Lo dit Mosen Julià ordenarà guarda cada nit, la que li parega millor en la dita casa, ò Palau Archiepiscopal.

ITEM: Darà les letres, que sen porta del dit Senyor, per als Veguers, Consols an Molgosa, è an Ariamban, que li donen tot consell, favor, è ajuda, è darà orde, è farà, que, com sa Magestat mana, se tanquen tots los Portals, excepto lo que està prop lo Castell Real, axi que de nit, ni de dia, negn no puga entrar, ni exir, sino per aquell.

ITEM: Lo dit Mosen Julià haja continuament dormir de nit, ab los que li parrà de la companya, que sa Excelencia li dona, en la cambra hon dormirà lo dit Don Leonardo, per guarda de aquell, la qual en la dita cambra no puga metre de nit per dormir, sino un fil, ò germà, o servidor.

ITEM: que tota hora, que lo dit Don Leonardo voldrà exir de la dita Casa, ò à sales, ò ab alguns dels altres, ò tots, lo dit Mosen Julià haja anar ab ell, ab la companya, que li semblarà, per hon voldrà, dins la Ciutat; empero, si qualsevol dels altres, voldrà exir, sia en libertat del dit Mosen Julià de anar ab ella, ò d'altres la companya, que li semblarà.

ITEM: Lo dit Mosen Julià no darà empaig, ò torb, al dit Don Leonardo, ne als altres, ans lo permetrà, com ho vollen, parlar entre si mateixos, è à part, è ab qui voldrà, pus no sia gent suspiciosa, è en molt nombre.

ITEM: Lo dit Mosen Julià no permetrà, que negu dels Principals dormia fora la dita Casa.

ITEM: Dirà al dits Officials, ò Consols, en virtut de la creença, ques adreen entre si, è se partesquen guarda de nit, per la Ciutat.

ITEM: Vol lo dit Senyor, que negu dels dits servidors, no puga exir de la Ciutat, sens licència del dit Mosen Julià, è bollati seu, per lo qual aparega als Portalers, qui staràn en guarda del dit Portal, de la dita licència.

Les altres coses remet lo dit Señor à la discreció, è bon arbitre del dit Mosen Julià.

ITEM: Per quant los demunt dits, Don Leonardo, sos fills, y Germans, è Don Joan de Sena, se han representar al dit Mosen Julià, cascuna semana dos dies, ço lo Diumenge, è lo Dijous, lo dit Mosen Julià paràrà siaient en los dits dies, ques faça dita representació, par tots los predits, car altrament rompien aquells lo jurament, è homenatge, que han prestat.

Expeditae Barchinonae, die quinto mensis Septembris, anno a nativitate Domini M.CCCC.LXVIII.

REX JOANNES.

Galcerandus Bertrandus.

Oriстано, o anche il visconte di Sanluri, non però il detto marchese Leonardo D'Alagon, il quale vi morì nel 1490, vittima d'immeritata sventura e d'iniqua cattività. (Ved. Tota, Oper. e luog. cit.)

Bernardo di Villamarà ammiraglio della flotta Aragonesa scrisse al Podestà e agli Anziani della terra di Bonifacio in Corsica, dolendosi che contro il dritto delle genti essi avessero violato il salvocondotto accordato a Giovanni Peralta innanzi colà da lui, lo avessero messo a morte, spogliandolo prima di una fusta armata carica di mercanzie; che dippiù avessero occupato per forza le due castella di NUNZA e di ERBALONGA spettanti al Re di Aragona, contro la tregua firmata tra detto Re e i Genovesi; e perciò chiede la rifazione dei danni e delle ingiurie, la restituzione, dentro un mese, di dette castella, fusta e mercanzie, e li eccita a rispondergli fra quindici giorni, o di rispondere, entro lo stesso termine, al viceré di SARDEGNA.

(1480. — 4 giugno).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova (Originale).

Magnificis viris amicis nostris carissimis potestati antianis et hominibus vile Bonifacii.

Magnifici viri amici carissimi salutem. Questi dii passati essendo pervenuto ad nostra notizia che essendo arrivato da queste vostre parte lo magnifico quondam Johanni de peralta tempore quo vivebat cum una soa fusta per fei fu guidato et assicurato et requesto andasse da soi in terra per comunicare de alcune cose quale confidando de la fe et salvo conducto per voi ad luy dato deseize in terra et non havendo vuy rispetto a la dicta fe data et salvo conducto lo prendesieno et anco la fusta dezarmando quella et togliendo tuta la roba de valuta circa ducaia mille et que peius fassesseno certo modo violenter et iniuriöse morire dicto Johanne et mala peioribus agregando tenendo la magestà de lo signor rey de castella et de aragon nostro signore in questo regno de corsica in la sua fidelità et obediencia doi castelli cio est Nunza et Erbalonga compresi in la tregua tractata et fermata intra Janexi et la dicta Magestà per mezo de lo S. Rey dun fferando de napoli non contenti osservare quella propria auctoritate manu armata vny cmm altri de lo dicto regno durante dicta tregua havevi assediato dicti castelli et preixi in vostro podeire togliendo quelli de la hobediencia et fidelità de la dicta Magestà in grave dano et preindicio de ipsa Magestà et soi subditi et anco de lo honore de ipsa Magestà: et volendo iuste et legitime procedere circa le cose necessarie per la indennità et honore de dicta maiestà et soi subditi et vassali per Nui foro requesti lo Illustre duce et Magnifici Anciani de la città de genova dusseno restituire dicta fusta armata o lo valore de quella e anco la roba et similiter restituire dicti castelj impoiedere di quelli che per dicta Magestà lo teniano fuo per quelli resposto che dicta fusta et roba fuo preiza per vui e anco morto dicto Johani senza loro conscienza commissione et voluntà et anco per voi altri de corsica preizi dicti casteli non per loro commissione et voluntà. cuius rei causa benchè la morte de lo dicto Johani de peralta ne anco la iniuria non se posse estimare niente meno nomine et per parlo

de la dicta Magestà vi requeribò che in termine de uno meize dala data de la presente in antea numerando debiati havere restitovio in nostre mani mandata in largori (*Largueri?*) la dicta fusta armata como stava in lo tempo che la disarmasino et anco integramenti la roba in quella preiza o lo valore de dicta fusta como stava et dicta roba et similiter infra lo dicto termine voi como principali de dicto regno cum li altri debian haver restituito dicti castelli de nunza et erbalonga cum tute le robe munitione artagierie che in quelli erano in poter de quelle persone che li teniano a la fedeltà et obediencia de la dicta maiestà. Altrimenti ex nunc pro ut ex tunc propestamo contra de voi et tuti altri a cui apartenesse de speize dani et interessi passis et paciendis per dicta Maiestà et soi subditj et vassali et anco de qualsivoglia iniuria dani aut altra cosa che per noi et altri vassall de dicta Maiestà faci et da fare ad voi et altri corsi per culpa et defecto vostro che haveti rocta dicta fe donata a lo dicto Johanni de peralta et ad tale che do ciò non possiati alegare ignorantia ve havemo facta la presente et mandata per messer Jollianni antonio de catàihola vostro cittadino de la quale havemo tenuto copia requirandovi expresse in termine de iornj quindeci da poi la data de la presente debiati de ciò havere reposito a noi o al vicè re de sardigna in sardigna a tale che noi debilmente possamo providere al necessario. altrimenti passati dicti iornj quindeci non havendo vostra risposta provederemo secondo ne pareirà per satisfacione de lo honore et servizio de la dicta Maiestà. Ex tñrenibus nostris prope terram Bonifacii xij iunij mcccclxxx (1).

Prestiti a lo honor vostro

Bernardus de vilamarj.

Bernardus boyl	Guillermus de Callar
regius commissarius.	regius commissarius.

LXXVIII*.

Processo instruito da Giovanni Battista da Croce Podestà, e da Cristoforo D'Oria Commissario della repubblica di Genova in Bonifacio di Corsica contro Leonardo Stefano Catalano di Barcellona, abitante in Alghero di Sardegna, per le segrete trame da lui ordite con altri congiurati onde porre per tradimento in potere del Re di Castiglia e di Aragona la detta terra e castello di Bonifacio; e ciò per incarico avutone dal Viceré di Sardegna, e da Bernardo Villamarj, ammiraglio della flotta Aragonese, e dietro accordo coi medesimi; col complemento della sentenza che condannò il detto Leonardo Stefano alla pena capitale.

(1) Giovanni Peralta, della di cui uccisione si lagua l'ammiraglio Villamarj nella presente lettera, era andato a Bonifacio con una fusta armata carica di merco, sotto colore di affari particolari; ma in realtà vi era stato spedito dal viceré di Sardegna per alimentare la congiura che colà si ordiva già da qualche anno avanti (ved. sopr. CART. n.° LXXXVIII*) onde far cadere per tradimento in potere del Re di Aragona quella terra e castello spettante ai Genovesi, come si ricava dal processo fatto in quest'anno medesimo 1480 contro Leonardo Stefano abitante di Alghero (in Sardegna) e contro Jacopo Mancoese vescovo di Aiacio. (Ved. lo CART. seguenti dal n.° LXXXVIII* fino al n.° LXXXVI*, e la CART. n.° LXXXIX*).

(1480. — dal 23 al 28 giugno).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova
(Quaderno Cartaceo originale).

PROCESSUS

contra Leonardum Stefanum catalanum de Barchinonia
habitorem Alghuri.

† mcccclxxx dies veneris xxiii Junii in terciis ad Ban-
cum Juris.

Hec est quedam inquisitio et titulus inquisitionis que fit et fieri intenditur per spectabiles dominos Iohannem Baptistam de cruce potestatem et Christofferum de auris commissarium Bonifacii ex eorum officio.

Contra et adversus Leonardum Stefanum catalanum de Barchinonia habitorem Ville Alghuri tanquam nuncium do tradendo oppidum Bonifacii in forciam et dominium Regis castelle et aragonum.

In eo et super eo quod dictus Leonardus iussu et mandato illustris domini Viceregis Sardine et magnifici domini mons. Boyl commissarii regii in tñrenibus domini Bernardi Villamarj capitanei regii animo et intencione tradendi castrum Bonifacii in manibus dictorum domini viceregis et commissarii et ponendi illud in posse et dominio serenissimi Regis castelle et aragonum contra honorem et decus status Magnificorum dominorum protectorum comperarum Sancti Georgii excelsi communis Ianue ac contra voluntatem et noticiam prefatorum dominorum potestatis et commissarii Bonifacii ac contra voluntatem et scienciam fidelissimorum burgensium et habitatorum Bonifacii.

Qui quidem Leonardus admonitus et requisitus mandato prefatorum dominorum potestatis et commissarii presentium quatenus dicat et declaret factum et serlem huius proditionis dixit et manifestavit in omnibus ut infra.

Et primo dixit et vere manifestavit in presentia prefatorum dominorum potestatis et commissarii ac notarj infrascripti quod ipse Leonardus de anno presenti de mense aprilis venit in Bonifacio ad persuaxionem cuiusdam presbiteri vinciguere corsi locutus fuit domino episcopo adiacensi in eius domo et sibi domino episcopo dixit si posset optare quod castrum Bonifacii perveniret in dominium et manus domini Viceregis Sardine quod ex tali facto multum proficeret ipsi domino episcopo et quod ipse dominus episcopus acquireret maximam gratiam et honorem a dicto domino vicerage et hoc graissimum esset serenissimo Regi Castelle et tunc dictus episcopus respondit ipsi Leonardo quod in hoc volebat prius cogitare et postea responderet ipsi Leonardo et deinde ad dies tres vel quatuor ipse Leonardus iterum locutus fuit cum dicto domino episcopo et sibi dixit quid cogitatur in hoc facto et qualem responseionem daret ipsi Leonardo et tunc dictus dominus episcopus respondit quod habebat in Bonifacio tot adherentes et (1) adiuventes et semper et quandoque accederet in Bonifacio tanta quantitas hominum quanta videretur ipsi Leonardo et seu dicto domino vicerage quod ipse dominus episcopus teneret talem modum quod res huiusmodi predictum sortiretur effectum. et ultra.

(1) Qui vi è nell'originale una parola corsosa.

dictus dominus episcopus dixit quod de hoc volebat loqui cum duobus, suis propinquis quos tunc vocari fecit ut illuc venirent. quos dictus dominus episcopus seorsum vocavit ab ipso Leonardo et iverunt in talamum dicti domini episcopi in quo simul locuti fuerunt. et postea dicti propinqui recesserunt. et deinde dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod locutus fuerat cum dictis duobus suis propinquis. qui responderunt quod credebatur quod essent contenti et attenderent huic facto. et sic intellectis predictis ipse Leonardus recessit et ivit in Sassaro et locutus fuit domino viceregi qui huic operi multum attendebat. et etiam ipse Leonardus de hoc facto locutus fuit Adano de avatacio bonifacino tunc existente in Alguerio qui Adanus etiam attendebat huic facto et dixit ipsi Leonardo quod ipse Adanus aut metu aut amore aut alio modo caperet vel interficeret custodes turris tarsinarie Bonifatii et postea cum scatis possent poni tot homines intus Bonifacium quot viderentur esse sufficientes ad capiendum tunc Bonifatium. et de his omnibus verbis ipse Leonardus locutus fuit cum dicto domino vicerege. et postea ipse Leonardus rediit in Bonifacium cum gregorio Polla habitatore Aguliastri Insule Sardinee et ipse Leonardus persuasit dicto gregorio ut loqueretur cum dicto domino episcopo. et sic dictus gregorius ivit ad loquendum cum dicto domino episcopo. et deinde ipse Leonardus ivit etiam ad loquendum cum dicto domino episcopo absente dicto gregorio. qui dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod locutus fuerat de hoc tractatu cum dicto gregorio. sed quod dictus gregorius volebat attendere huic tractatui nisi in potestate haberet aliquas triremes sub potestate sua et quod aliter volebat de hoc se impedire. tamen dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo quod ad aptandum hunc tractatum et ad tradendum oppidum Bonifatii cogitaverat hunc modum. videlicet quod volebat vocari facere burgenses Bonifacii videlicet illos qui essent cum litteris domini Iohannis de cataihollo et eis dicere hec verba. vos videtis quod dominus Iohannes de cataihollo vobis vult dominare et vos supeditare. sed ego cogitavi unum remedium quod sibi dominaabimini et eum supeditabitis tenendo hunc modum. videlicet quod mittatur legatum unum Magnifico Officio Sancti Georgii qui exponat coram dicto Magnifico Officio qualiter estis in maxima egestate et etiam amplius non habetis nec localia nec argentum nec perlas nec alia bona mobilia ex quibus possitis vitam sustentare et hoc processit propter catalanos qui continue vos destrusserunt et destruent. quare necesse est dicto Magnifico Officio providere rebus et necessitatibus vestris et quod det vobis remedium aut vobis solvat pretia vestrarum domorum et possessionum. et quod aliquoquin cogitaremini de remedio vestro et de modo vivendi. et quod ipse dominus episcopus erat certus quod prefatum Magnificum Officium non provideret nec solveret pretia dictarum domorum et possessionum. et quod tunc dictus dominus episcopus notificaret ipsis burgensibus contrariis dicti domini Iohannis: nos possumus habere bonum premium cum catalanis. et sic res sortiretur effectum. et post predicta ipse Leonardus recessit de Bonifacio et hec omnia manifestavit dicto domino viceregi qui sibi dixit quod bene fecerat et quod ipse dominus vicerex cogitaverat duos modos in habendo castrum Bonifatii. videlicet. primum

nominationum per dictum Adamum aut quod mitterentur caravelle due armate vel balliverii cum aliquibus victualibus sub vellamine cursus et quando essent hic in Bonifacio et in sero dormire facerent intus Bonifacium usque homines ^{xx} cum licentia domini potestatis et postea in ipsa nocte ponerentur ultra homines ^{cxx} vel ^{cxxx} in hospicio domini Iohannis de cataihollo quod est in littore maris Bonifatii. et in mane sequenti quando apperiretur hostium Bonifatii illi viginti qui remansissent in Bonifacio essent in platea porte Bonifatii deambulantes in tabernis et in platea. et statim venirent ex illis caravellarum paulatim usque in viginli. et cum essent in platea porte ibi se fortificarent et darent signum et clamorem illis qui essent in dicto hospicio et accederent festinanter in Bonifacio et sic res bene succederet et haberetur effectum maxime habendo manum et tractatum cum dicto domino episcopo et suis adherentibus. Sed quot nunc aderat hic in Bonifacio Commissarius (1) cum stipendiatis pro Magnifico Officio Sancti Georgii qui faciebant bonas custodias et vigilias non videbatur ipse domino viceregi quod esset tutum facere similem tractatum donec recessisset dictus dominus Commissarius cum suis stipendiatis et post recessum dicti Commissarii predicta fierent. tamen dictus dominus vicerex remittebat omnia in dicto domino episcopo qui consuleret rem et modum prout sibi videretur et maxime si videretur ipsi domino episcopo quod nunc mitterentur trireres in Bonifacio vel in redditu earum de Sicilia et quod ipse dominus vicerex faceret et adimpleret omnia que consuleret ipse dominus episcopus. et de predictis omnibus dictus dominus vicerex in presentia et cum consilio dicti monss. Boyl regii commissarii fecit instructionem ipsi Leonardo manibus propriis quam scripsit in uno folio apapiri cum suco citroni adeo quod non apparebat in illa quicquid scriptum nisi poneretur ad ignem. in quo apapiri etiam erant scripte littere directe dicto domino episcopo de tractatu predicto et de modo capiendi hoc oppidum. in quibus litteris continebatur etiam quod serenissimus rex castelle fieri faceret ipsum dominum episcopum cardinalem et si suus episcopatus conferbat ducatus ducentum faceret quod conferret mille et ultra annuatim. quem apapiri ipse Leonardus quando primum captus fuit laceravit et sic laceratus recolectus fuit et positus ad calorem ignis que indicabat verba predicta que fuerant lecta per prefatos dominos potestatem et commissarium. quas litteras tamen ipse Leonardus non presentavit dicto domino episcopo.

Item dixit et manifestavit dictus Leonardus quod dictus dominus Vicerex de huiusmodi tractatu locutus fuit cum dicto domino monss. Boyl commissario regio ac Stephano Polla et ipso Leonardo omnibus insimul. qui omnes attendebant ad hunc tractatum. et qui Stephanus adesse debebat in Bonifacio occasione presentis tractatus.

Item dixit et manifestavit dictus Leonardus quod in tractatu huiusmodi dictus dominus episcopus dixit ipsi Leonardo videlicet in principio verborum principaliter habitum. quod si oppidum Bonifatii perveniret in dominium regis castelle suos episcopatus qui nunc conferbat ducatus ducentos conferret multo plus et usque in mille

(1) Cioè Cristoforo D'Oria.

Item quod dictus dominus episcopus excusando se dixit prefato domino commissario quod ipse dominus episcopus dedit repulsam dicto Leonardo et sibi dixit multa verba minatoria et quod de hoc tractatu nullum faceret amplius verbum ipsi domino episcopo.

Fuit dictus Leonardus interrogatus semel bis et ter per prefatum dominum commissarium in presentia notarum infrascripti ac domini Iohannis de catholico et Francisci de Brugnato et Barnabe de Cunio si verum erat quod dictus dominus episcopus dedisset unquam ipsi Leonardo repulsam vel sibi dixisset aliqua verba minatoria ut desisteret a dicto tractatu. Dixit et respondit dictus Leonardus hoc verum non esse ymo verum esse quod dictus dominus episcopus semper graciosè prebuit audienciam ipsi Leonardo in predictis. Quam quidem manifestationem supra-scriptam dictus Leonardus affirmavit et confessus fuit vera esse ipsa pene audita et vulgarizata per me notarium infrascriptum in presentia prefatorum dominorum potestatis et commissarii presenti die vigesima septima iunii martis in terciis.

Eadem martis xxvii iunii in terciis ad Bancum iuris dicte curie Bonifatii.

Dictus Leonardus constitutus coram prefatis spectabilibus dominis potestate et commissario et ancianis ac multitudine magna populi Bonifatii dixit et manifestavit omnia et singula infrascripta que fuerunt propalata absque nominatione aliquorum personarum per me notarium infrascriptum in presentia dicte multitudinis in audientia dicti Leonardi presentis et confluentis in omnibus et per omnia prout infra. que quidem persone nominate in processu non fuerunt nominate in presentia dicte multitudinis pro bono respectu et pro non detegendo eas ad hoc ut ipse domini officiales possint procedere contra eas loco et tempore opportunis prout fuerit iuris.

Et prima dice et manifesta che la verità est che de lo anno presente de lo meize de aprile a persuaxione de uno nominato in lo processo. lo nome de lo quale se tace per lo megio. ipso Leonardo a parlato ad uno etiam nominato in lo processo. lo nome de lo quale etiam se tace per lo megio. como se poteria tener modo et forma che lo castello de Bonifatio pervenisse in mano de lo serenissimo Rey de castello et de aragona. et lantora lo dicto nominato in lo processo li respoze che supra questo facto se volea prima apensare. et poi de li a iorni trei o sia quatro ipso Leonardo ritornò a parlare cum lo dicto nominato. in lo processo lo quale li dice che havia molte persone fidate como se nomina etiam in lo processo le quale seria in suo auxiliorio. et semper che venissero quantità de gente catalana in questo loco quello tale nominato in lo processo teneria tale modo et via che questo tractato veniria a perfectione.

Item dice et manifesta che poi quello tale nominato in lo processo che parlamento cum altre persone de simile tractato. li quali li respozeno che attenderiano a questo facto secundo dice lo dicto nominato in lo processo a lo dicto Leonardo.

Item dice et manifesta che ipso Leonardo a portato qui in Bonifatio lettere et instructioni scripte per mano de lo Vicerrey de Sardiuea cum acro de citrone. le quale

se adrisavano a lo dicto nominato in lo processo. in le quale se coptenea lo ordine et la forma de lo ordine et de la forma ac modo de lo tractato ciò est de ordinare de dare in mano del Rey de castella questo loco de Bonifatio secundo che in lo processo de la corte se contene. lo quale a lo presente se tace per lo megio. lo quale lettere tamen non a dato a lo dicto nominato ut supra.

Item dice et manifesta che de questa cosa lo Vicerrey de Sardiuea ha havuto parlamento cum lo magnifico Commissario reale lo quale se chiama monss. Boil in le galee de Villamarino. lo quale consentiva a questo tractato. et cum multe altre persone nominate in lo processo. lo nome de le quale se tace per lo megio.

Item dice lo dicto Leonardo seando domandato da li prefati domini potestà et commissario de Bonifatio se era vero che quella tale persona cum la quale se ordinava questo tractato havia dato repulsa vel denegato audientia aut dicto parole minatorie vel caciato via ipso Leonardo digando che non se parlasse de simile cosa. lo dicto Leonardo a respoze et dicto in presentia ut supra. che non est vero che quella tale persona mai desse repulsa vel denegasse audientia ad ipso Leonardo. anzi quella tale persona nominata in lo processo semper adato graciosia audientia et risposta ad ipso Leonardo de tutto quello dicea circa questo tractato.

Eadem hora et loco paulo post.

Admonitus fuit personaliter per me notarium infrascriptum de mandato prefatorum dominorum potestatis et commissarii dictus Leonardus presens audiens et intelligens quatenus odio per totam diem debeat fecisse quas-cunque defensiones voluerit in dicta causa. Aliter contra eum procederetur secundum formam iuris et ordinamentorum civilis Janue.

Et hoc ex officio prefatorum dominorum potestatis et commissarii.

In nomine domini amen. Hec est quedam sententia corporalis et sententia condemnationis corporalis facta et publicata per spectabiles dominos Iohannem baptismam de cruce potestatem et Cristofforum de auria commissarium oppidi Bonifatii in hoc publico parlamento sono campane et voce cornu ut moris est ad bancum curie Bonifatii. Contra et adversus Leonardum Steffanum catalanum de Barchinonia habitatorem Alguerii tanquam nuncium domini Viceregis Sardiuee missum pro tradendo castrum Bonifatii. contra quem per prefatos dominos potestatem et commissarium processum fuit per viam inquisitionis cuius tenor talis est.

Hec est quedam inquisitio etc.

Visis igitur dicta inquisitione et confessionibus per dictum Leonardum coram prefatis dominis potestate et commissario factis ut in processu apparet. visa etiam alia publica manifestacione herina die facta in curia prefatorum dominorum potestatis et commissarii que etiam inferius legitur.

Dictus Leonardus constitutus coram prefatis etc.

Viso etiam termino statuto dicto Leonardo ad faciendum suas probationes et defensiones iam clauso. et quum nihil opposuit et cum predicta omnia vera et verissima sunt ut

constat publicis confessionibus sponte et publico factis per dictum Leonardum ut lacius in processu apparet.

Igitur prefati domini potestas et commissarius pro tribunali sedentes ad solitum iuris Bancum curie Bonifatii, sequendo et sequi volendo formam iuris et ordinamentorum civitatis lanue, presentibus egregiis dominis ancianis Bonifatii, Christi nomine invocato etc.

Videlicet condemnant condemnaverunt et condemnatum esse pronuntiaverunt sententia verunt et declaraverunt dictum Leonardum Stofanum conduendum esse et conduci debere ad locum campi romanelli et ibi furcis noviter pro ipso factis laqueo suspendatur ita ut anima a corpore separetur.

Comittendo presentis executionem cavaleriis ipsorum dominorum potestatis et commissarii qui referant.

Et ita ut supra etc.

Lala etc. (1)

Et lecta et testata et publicata fuit presens suprascripta sententia per me Iohannem baptistam Parrisolam notarium et scribam curie Bonifatii in Bonifatio ad dictum curie Bancum anno dominice nativitatís mccccxxx indictione xi secundum lanue cursum, die mercurii xviii iunii in terciis, presentibus ipsis dominis ancianis nec non paulo de rolando de Bonifatio et Baraba de canio notario cive lanue testibus vocalis specialiter atque rogatis.

Iohannes baptista parrisola notarius.

LXXX.

Bernardo Boyl commissario della flotta aragonese in Sardegna scrive da Sassari a Cristoforo D'Oria commissario della repubblica di Genova in Bonifacio, reclamando la pronta liberazione di Leonardo Stefano, il quale si

(1) Dagli atti del presente processo appare provato che una congiura era stata ordita tra Corsi, e anche Sarti, onde consegnare per tradimento al Re di Aragona la terra e il castello di Bonifacio che appartenevano all'Ufficio delle Compere di S. Giorgio del Comune di Genova. Stava a capo di questa congiura il viceré di Sardegna (che nel 1480 era Ximenes Perez), Bernardo di Villanari ammiraglio della flotta aragonese, e Bernardino Boyl commissario regio nella flotta medesima. Era stato mandato dapprima da Sardegna a Bonifacio Giovanni Peralta sotto pretesto di negozi particolari, ma in realtà per trattare co' congiurati. Fallito questo disegno per l'arresto e l'uccisione del Peralta, fu inviato Leonardo Stefano dimorante in Alghero con la qualità di Legato viceregio, onde reclamare dal podestà e commissario genovese in Bonifacio una giusta riparazione. Egli però aveva ben altro e segreto incarico dal suddetto viceré; e quello era di concertare col vescovo di Ajaccio (Jacopo Mancoso) i mezzi coi quali la congiura potesse recarsi ad effetto. Leonardo Stefano fu arrestato, si procedette contro di lui e contro il vescovo, e la trama fu scoperta con tutti i suoi particolari. Le lettere del viceré al vescovo di Ajaccio e le istruzioni da lui date a Leonardo Stefano caddero in mani degli ufficiali della repubblica Genovese. Gli esatti giudiziari e la tortura del vescovo e del legato viceregio fecero il resto. Al vescovo Jacopo Mancoso erano stati promessi mille scudi di annua rendita, mentre ne aveva soli dugento dal suo vescovado. Partecipavano a questa congiura Giovanni Cattaiolo di Bonifacio (forse l'istesso Cattaiolo o Cattaiolo cui scriveva nel 1460 l'arcivescovo di Sassari, o un qualche suo figlio o congiunto, ved. sopr. CART. n.° XXXVIII), e il di lui genero Gregorio Polla, sardo, abitante nell'Ogliastria, oltre gli altri poi nominati dal vescovo di Ajaccio; e vi partecipava cianziando certo Adamo di Arbucacia di Bonifacio, il quale si trovava in Alghero (Sardegna) dove abitava e aveva domicilio Leonardo Stefano. Costui conduceva segretamente le pratiche col detto vescovo di Genova, e dove, secondo tale sentenza, *facit noviter pro ipso facit laqueo suspendi.... in campo Romanelli.* (Ved. sopr. CART. n.° LXXXVIII.)

era così recato con lettere del Viceré di Sardegna, e in qualità di suo legato, per trattare l'affare della preda fatta a Giovanni Peralta, e della di lui missione; il quale legato viceregio, con inaudita violazione del dritto delle genti, era stato barbaramente torturato onde strappargli per forza confessioni di cose immaginarie e immaginate dallo stesso D'Oria (1).

(1480. — 29 giugno).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (autografo).

(A terzo) Magnifico et prestanti viro christoforo do auria commissario Bonifatii.

(Intus) Magnifico et prestans vir. Nequeo satis mirari quid vobis in animo sit: cum eos qui ad vos de pace acturos mittebamur inmanibus supplicii afflictiis perinde ac si diu impone id latius essetis. Misi namque superioribus diebus ille prorox (et quidem mea causa) istuc cum regis litteris quendam cum leonardo stephano nomen est negocia illius biremis Iohannis de peralta acturum. eum vos captum et tortum sevisime non prius reliquisse quam sit fassus quidquid vobis in mentem venire potuit. In quo quidem non regem ipsum nostrum modo (quem nemo hacenus ipone lexit) verum etiam deum immortalis qui sanctas legatorum leges etiam inter teucros et erodoxe fidei hostes inemeratas in hunc usque diem servari voluit: Quare si vobis si vestris popularibus consultum iri vultis; ipsum legatum ad nos quam primum dimittite incolumem. ne vostro et quidem magno incommodo discatis: quid habeat momenti potentissimi principis iram in istum populum concitasse: nam prestatat legatum, si minus negotia ipsa placebant. que remittere, quam inviolatas huc usque legatorum leges pesum dare: et implacabiles simul Regis tam potentissimi inimicitias in vos derivare: Valete. Ex oppido saceris xviii iunii 1480.

B. boyl regie classis commissarius.

LXXX.

Jacopo Mancoso vescovo di Ajaccio in Corsica scrive ai Protettori delle Compere del BANCO DI SAN GIORGIO in Genova, dolendosi di essere stato carcerato dagli ufficiali della repubblica in Bonifacio per sospetto ch'egli avesse preso parte alla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano dimorante in Alghero, d'ordine del viceré di Sardegna, onde far consegnare per tradimento al re di Castiglia e di Aragona la terra e il castello di detto luogo di Bonifacio; protesta di essere innocente; anzi afferma di essere egli stesso che scoperse tale congiura per mezzo del prete Vinciguerra di Corsica.

(1480. — 3 luglio).

Dagli Archivi della Banca di S. Giorgio in Genova (autografo).

(1) La presente lettera forse non arrivò a tempo per salvare il legato viceregio Leonardo Stefano, il quale con sentenza del giorno antecedente (29 giugno 1480) era stato condannato in Bonifacio alla pena capitale dal podestà e dal commissario della repubblica di Genova, e dove, secondo tale sentenza, *facit noviter pro ipso facit laqueo suspendi.... in campo Romanelli.* (Ved. sopr. CART. n.° LXXXVIII.)

(*A tergo*) Magnificis et potentissimis dominis dominis Protectoribus Comperarum sancti georgii Excelsi Communis Janue etc.

(*Intus*) Magnifici et potentissimi domini domini etc. Illo molti mesi non habiamo scripto a V. M. per non essere stato bisogno. Al presente accade como questi jorni passati essendo noy in lo loco de bonifacio ni fo avisato de Corsica et etiam dicto a bocha intendesimo cum bono modo che era uno ziamato prete vinciguerra corso el qual al presense demorava in bonifacio era stato in corsica et andava seminando paroli de volere avere homini pereh'era in certa trama de volere tradire bonifacio cum uno catalano. Noy abiendo odito tali paroli abemq sospeto non li fossi de li homini de bonifacio in quello trato parlemo cum dicto prete et quale sempre steti fermo a negare non era vero non obstante le grandi promise li faciamo de volere essere in soa compagnia videndo non poter fare nulla cum dicto prete abemo parlamento cum lo catalano lo quale may aviamo conosuto. disimo voliamo intrare in lo trato et che lo sapiamo et fecimoli de grandi promesioni quanto potemo et sapemo. steti asay avanti ne voleso dire nulla. puro intendendo le grande promesioni li habiamo fato. ne disse era contento cum questo lo tenisimo secreto. et allora ne disse de questo prete o che facia questo trato. e ne disse de molte cose che ne para impemzase in aere. como se sia li voliamo trovare recapito. allora trovamo quatro de li principali de lo loco de bonifacio. l'uno da parte del altro et doy insieme dicendoli de questo prete et che non potiano parlare per la testa aviamo rasa et che se guardazino porchè aviano. inteso cosa che seriamo perse in leto et molti paroli largi como poterano intendere V. M. quando farano examinare diti testimonij. credendosi li providesino sia cum officiali sia cum altro modo, per che lo voliamo al presente noy proprio dire ali officiali e per che intendevamo allora li avera aplicati e noi eramo irregulari. et ancora crediamo diti homini a chi lo aviamo dito meglio li providesino. o quello che più ne fece male fo che era lo tempo de lo arecolture et convegni andasimo ne lo episcopato per recogliere et quello iorno eramo ritornato fo preso dito catalano et non abemo tempo de dirlo. avisando V. M. che intendemo se non fossi stato noy may ni officiali ni persona alcuna ne avera avuto indicio per che continuamente credavmo de la suspesione de questi dot. Al presente li vostri officiali ne ano preso per che non ge. lo manifestemo a essi e ne tenimo resieto senza averni colpa ni raxone. che vadano examinando et se trovano cum verità che may altra cosa ni altri paroli abiamo dito cum persona niuna sia de bonifacio sia de altro loco vogliemo avere la morte. si che pregamo V. M. vogliane intendere lo vero et che ne siamo acomandato a la raxone et a la misericordia. Ex bonifacio die iij iulij 1480.

Et M. V.

Jacobus episcopus adiaensis.

Como ponço intende V. M. che si avessimo voluto dare audientia a tale cosa non lo averiamo dito a quelli ni a tuti cum chi parlavamo che quelli doi stavano male in bonifacio cum paroli tanti largissimi che ne para essere

satisfato et la audientia larga li aviamo data non fo salvo per lo sospeto che non li fossi homini de la terra.

LXXXI*.

Dalla conferita dai protettori della Compera della Banca di SAN GIORGIO in Genova al capitano della terra e castello di Bonifacio in Corsica, per proseguire le indagini e il processo sulla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dal vescovo di Ajaccio, ed altri Corsi e Sardi, onde far cadere per tradimento della terra e castello in potere del Re di Castiglia e di Aragona, e per assicurare con le genti d'arme già spedite, e le nuove che si spedivano la possessione e tranquillità di quel luogo alla repubblica di Genova.

(1480. — 28 luglio).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in Genova (Registro cartac. *Diversorum Cancellarie*, an. 1477 ad 1480 fol. 63, 64).

Balia super provisionibus Bonifacii.

† mccccxxx die veneris xxviii^a iulij.

Cum in camera maiore palatii Comperarum sancti Georgii congregati essent magnifici domini protectores earundem Comperarum annorum lxxviii.¹ lxxviii.¹ lxxv.¹ ac xxxviii.¹ civesque Comperarum participes viginti ex prestantioribus civitatibus qui affluerunt ex maiori numero citato: atque insuper spectati et clari legum doctores domini Hector de Filisco et Franciscus Sophia sapientes Comperarum. et quorum qui affluerunt nomina sunt hec.

Dominus Hector de Filisco } sapientes Comperarum.
Dominus Franciscus Sophia }

Ex officio anni mccccxxviii.¹

Dominus Paulus Maruffus prior
Johannes petrus de vivaldis
Petrus paulus de Marinis et
Franciscus lomellini qm. T.

Ex officio anni mccccxxvii.¹

Raphael de Andoria
Bartholameus Calvus
Gregorius de Cassano et
Bartholameus de Maiolo.

Ex predicto officio anni lxxviii.¹ preter superscriptos interfuerunt infrascripti.

Jacobus de Amigola
Johannes de sancto salvatore et
Anfreomus spinula.

Ex officio anni mccccxxvi.¹

Dominus Julianus Salvaigus prior
Ambrosius Spinula.

Christoforus de Salvo
Galeacius de Levanto et
Filippus de Goano.

Ex officio anni MCCCXXXXIII¹

Johannes de Inveia
Antonius Spaula
Jacobus stella
Filippus de Nigro et
Jeronimus de Grimaldia ceba.

Ex citata vero

Franciscus Scalia
Johannes Baptista de Grimaldis.
Johannes rensus de Cabella
Antonius de Casanova
Raphael Justinianus qm. F.
Ambrosius de Marinis.
Moruel Cigalla
Benedictus Italianus
Lazarus de Auria
Christoforus de Davania
Acelinus Salvaigus
Dominicus de prementorio
Johannes franciscus Spinnla
Johannes eugustinus de Goano.
Julianus Doratius
Christoforus de Auria
Augustinus de Oterico et
Baptista de passagio.

Quibus ita convocatis: mandato ipsorum dominorum
protectorum per me Angelum Johannem ⁽¹⁾ in medium
lecta fuit. proposita tenoris infrascripti. videlicet.

Segnoi la raxon de la convocation vostra ò questa.
Como la più parte de voi sa: ultimamenti fue venuso
de non desiste: sed proseguire la impresa de Bonifacio:
perciò che altramenti pareiva de le cose de quello loco
actum esse. In observatione de lo qua consoglio et de altri
facti per avanti: noi vivamenti habiamo spaihao la expe-
dition ordenà per quello loco la qua deo duce e zointa
a salvamento e presto: et per quello habiamo da lo
nostro Capitaneo ⁽²⁾ pare che ognuno et maxime la gente
minuta per demonstracione extrinseca la habiano veduta
volentera. Avanti la instrata de essa expeditione se est
preso suplicio de lo Catalan principale conductore de lo
tradimento: contra del quale se est formato uno processo
iuridicamente: per lo quale ha accusato lo Episcopo de
Adiacio solo et principalmenti: vero est in lo processo
se contiene como dicto Episcopo quello tractava ha con-
ferito cum doi soi parenti signanter non nominati in lo
processo: sed poi per le coniecture et inditii habiamo
sono luno Valentino da Bobio alias contumace et inobedi-
ente a le citatione li fuono facte per soi demeriti
da li nostri processori: l'altro est Perrino de lo Robo.

(1) Ciò Angelo Giovanni di Compiano altro dei cancellieri dello
Comperre.

(2) Il capitano di Bonifacio era allora Antonio di Montaldo.

Illi peractis est venuto Christoforo de Auria olim com-
missario et ha conducto dicto Episcopo et consignate in
la Rocha de Lerexa sotto bona custodia: lo quale per li
ordini de la Ithexa non scandone permisso de tormen-
tario: habiamo spaihao uno sante sabbato seira cum.
litteris ad Summum Pontificem et altri prelati habiamo
iudicato poterno dare favore per absolutione de quello
se est commissio contra de lui et ultra per licentia et
facultà de poterlo tormentare et intendere più avanti per
razone de li participi et complici layci: intendando noi
lui essere la sacristia et lo archano de questo tradi-
mento: et demum de darli le ultimo suplicio: demeritis
suis sic exigentibus: la resposta de le quale lettere aspi-
ciamo da lo summo pontifice infra decem sat. xii. iorni
ad tardius: Et a ciò che intendiasi bone tute per potere
bene consigliare ogni cosa: in lo tractato de lo Capitaneo
commissio che la prima executione dovesse fare in-
sieme cum la potestà et commissario fosse havendo loro
inditii sufficienti de prendere dicto valentino et ultra fran-
cisco de forestano per suspitione legitime se hano contra
dicto francisco fara de lo dicto tractato par pertinente
ad asai consimile delicto: et etiam Bartholomeo de Re-
store per sparlatore con tale incariche de lo stato de
mala natura: et demum ogni altro intendesseno vel per
accusacione de li predicti: vel per altri sufficienti havere
machinato contra de noi et de quello loco: contra li
quali tam in specie quam in genere formasseno li pro-
cessi et deinde statim ne avisseno de quello havesseno
trovato per fare raxone ad ogniuno. Circa lo quale
executione non hano adimplito per loro inadvertentia la
dicta commissione nostra: li respecti li habiano moruti
a noi non satisfano nec hano satisfatto in alcuna parte:
secundo ne ha riferito Christoforo de Auria a bocha.
Item li habiamo commissio ne debiano avizare clemente re-
de quello loco senza schandalo se potesseno carare tuti
li corsi et sardi ac ogni altro cognovesseno fesso de mala
natura habitanti in quello loco da anni viginti citra. Item
ne dovesseno avizare statim se in quello loco se potesse
fare una fortessa: a la quale se potesse dare soccorso
per ogni caso per mare: quanto castellar: de quanta
guardia bisognaria: et demum circa questo ultimo arti-
culo la advisacione loro integramenti. Circa li quali da
ultimi articoli se vi leggerà le lettere di esso Capitaneo:
a ciò che in quelli et coal citra quello vi occorrea da
fare sopra de lo primo de la executione per noi com-
missa et per loro ancora non adimplita. Et demum sopra
tuta la causa di questa materia ciascuno de voi possa
porgere lo suo savio consoglio. Le extreme insolentie
hano facile et fanno ogni iorno Bonifacini: como dare sal-
viconductis et receptare corsali iavitis officialibus. Deinde
de comperare da essi corsali le robe preize da Ienohesi:
nec restituire per comandamenti de essi officiali: et de-
mum de essere inobedienti nedum a li officiali predicti
sed quaque a noi cioè a li processori nostri: cum gliare
parole de pessima natura: avanti de aora: ciascuno de
voi lo può avere inteso: in modo che spesa fatta è stato
necessario farli de le provisione: in lo quali se sono
spesi de molti denari extraordinarii. Si che se ve dise
de tutto quello seguito et est seguito: a ciò più natu-
ramenti ciascuno de voi possa meglio discernere quello

li pare da fare in tutta questa ragione. Ilis igitur ita propositis et lectis prius litteris habitis ex Bonifacio a Capitaneo seorsum: et litteris communibus ipsius Capitanei et potestatis: Cum multi sponte assurgentes et assurgere requisiti: variis verbis disserentes: in unam sententiam licet variis modis convenirent. Tandem compertum est sententiam nobilis Johannis petri de vivaldis ceteris prevaluisse: inventis omnibus carcullis quadraginta novem albis nallo nigro. Ipse enim Johannes petrus in hunc modum locutus est: videlicet quando in priori convocazione obtentum fuit prosequi provisionem et expeditionem decretam pro Bonifacio ipse fuit ex his qui in contrarium sentiret: et qui opinaretur quod ipsa provisio sortiri non debuisset optimum effectum quem consecuta fuit. Nunc vero intelligens progressum optatum ipsius expeditionis laudat secundum sequi fortunam et ceptum ipsum Bonifacii executioni mandari: Tamen quia nunc locus videtur in toto: laudavit iterato et sine mora pro evellenda omni suspitione provisionis minus sufficientis ad ipsum locum mittere stipendios centum quinquaginta usque in ducentos arbitrio ipsorum magnificorum dominorum protectorum: ut postea ipsi nitentibus coniacotis reliquis ipsum locum cum Capitaneo obtinentibus: reliqua omnia que dicto Capitaneo mandabatur sine ulla suspitione provisionis minus valide vel minus sufficientis executioni mandari possint. Interea vero laudavit expediri brigantium qui nunc paratos dicitur ad proficiscendum cum litteris: cum quo ipsi magnifici protectores: quibus attribuitur et attributa esse intelligatur omnimoda potestas omnium rerum et executionum pertinentium ad dictam causam: committant et ordinent omnia et singula que eorum prudentia ad saltem illius loci videbuntur necessaria et magis opportuna: Adiciam preterea quod pecunie huic expeditioni necessarie depromantur per nunc mutuo: sic exigente celeritate necessitatis: et deinde quod ipsi domini protectores convocari faciant consilium minorem ovium: centum participum Comperarum: quod decerneret et deliberabit viam et formam sub qua dicte pecunie ut supra erunt inveniente et depromende cum minorum iactura Comperarum. Cum igitur hec prenominati Johannis petri sententia ex numero carcullorum quadraginta novem alborum: nullo nigro: ut supra comprobata fuisset: pro decreto habita est.

LXXXIII*.

I protettori delle Compere della BANCA di S. GIORGIO in Genova destinano per loro Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Soffa, dottori in legge, e Sapienti delle Compere medesime, affinché si trasferiscano al castello di Lerici onde continuare il processo sulla congiura di Bonifacio in Corsica, interrogare e torturare il vescovo di Ajaccio colla dilazione, ed eseguire quanto fosse necessario pel compimento di detto processo, con assistenza però del vescovo di Brugnato stato per ciò specialmente delegato dal Papa con Breve del 30 luglio 1480.

(1480. — 14 agosto).

Dagli Archivi della BANCA di S. GIORGIO in Genova
(Registro Diversorum Cancellariorum, an. 1477 in 1480, car. 69 recto).

ELECTIO dominorum Sapientum Comperarum pro torquendo
Episcopo Adiacensi.

† MCCCLXXX die XIII augusti.

Magnifici domini protectores Comperarum sancti georgii communis lanus in legitimo numero congregati: Cum accepissent litteras in forma brevis a Sanctitate domini nostri domini Sixti pape quarti datas Rome apud sanctum petrum sub anulo piscatoris die xxx iulii anni presentis quibus ipsis attributa est licentia et facultas deputandi commissarios seu ministros ad torquendum et examinandum Episcopum Adiacensem in Castro Illicis propter proditorem per eum in loco Bonifacii perpetratam delentum: et veritas eiusmodi tractatus ab eo pro saluto loci Bonifacii exigi possit: volentes igitur ad executionem predictam devenire: attendentes rem hanc maxime esse incomodi ad salutemque totius patrie pertinere: et eiusmodi causam aliquibus circumspicietis et predictis viris committere qui exequantur cum assistentia Reverendi domini Episcopi Brugnatisis delecti in dicta causa per eandem Sanctitatem suam in observationem aliarum litterarum Sanctitatis sue in forma brevis ut supra datarum. Omni via iure modo et forma quibus melius et validius poterunt et possunt: ac ex omni licentia et arbitrio ipsis ut supra quomodolibet attributis. Elegerunt et nominaverunt Commissarios et Executores suos ad premissa et circa ea et in dependentibus emergentibus et connexis ab eis: Spectatos et circumspicos ac claros iuris utriusque doctores dominos heclore de fisco et franciscum sophiam Sapientes Comperarum: quibus tradi et consignari mandaverunt ambas dictas litteras apostolicas: committentes ipsis ut tunc et convenienter ac ita et in predicta executione se gerant: ut merito ab omnibus valeant commendari: ac ut veritas ab ipso Episcopo proditor elici possit: quemadmodum ipse apostolicæ littere decerneret et ut predicta iuridice fieri queant. elegerunt et deputaverunt eiusmodi examinationi scribende et processui conficiendo viros egregios Andream de Carlo et Ieronimum Lasagniam notarios: qui fideliter confessionem et ea que resorbant dictis Episcopum et processum totius cause conserbant: ut deinde processus clausus et sigillatus in autentica forma ad Sanctitatem domini nostri transmitti possit.

LXXXIII*.

Istruzioni date dai Protettori delle Compere di S. Giorgio in Genova ai Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Soffa per tutto ciò che dovessero fare nel processo contro il vescovo di Ajaccio per la congiura di Bonifacio in Corsica.

(1480 — 16 agosto).

Dagli Archivi della BANCA di S. GIORGIO in Genova
(Registro cartas Diversorum Cancellariorum).

INSTRUCTIO data spectabilibus dominis Heclore de fisco et Franciscio sophie sapientibus comperarum missa ad castrum Illicis.

† MCCCLXXX die XVI augusti.

Nos protectores Comperarum sancti georgii comunis

lanue etc. Committimus et in mandatis damus vobis spectatis et claris legum doctoribus domini hectori de fisco et francisco sophie sapientibus Conparamus ea que dicentur inferius nunc nostro nomine ad castrum nostrum llicis in dei nomine prefuturis.

Quemadmodum sciunt prudentie vestre ob detectam proditorem quam Adiacensis Episcopus per longum diem terminum in loco nostro Bonifacii texerat et postremo per medium Leonardi Stephani catalani: qui facinoris penas luit: executioni mandabat: ipsum Episcopum capi et in arcem predictam deportari et custodiri fecimus: animo et intentione iusticia sic exigente: et pro salute potissimum loci predicti Bonifacii: ab ipso qui archana et totam seriem dicti proditoris habet in pectore: per viam torture veritatem eliciendi et complices ac participes huiusmodi facinoris: tam eorum qui principaliter agebant et dicta labe involuti erant: quam omnium eorum qui proditorem sciebant nec ipsam detegebant: quorum crimina parem diem exigere punitionem: detegendi et manifestandi: ut nos complices ipsis et conscis patefactis: quandoquidem Episcopus ipse in tanta re solus manum suam verisimile non videtur imponeret locum ipsum nostrum Bonifacii nedum purgare sed salvare valeamus. Secus enim omnes sententiam dicunt de salute illius loci: qui tanti ponderis est et momenti: actum esse.

Propterea de consilio prudentiarum vestrarum: dedimus litteras ad summum pontificem ex quibus ut viderunt ipse prudentie vestre seculum est quod Realtudo sua nedum absoluit nos et omnes ministros nostros ac omnes illos qui se quomodolibet immiscuerint in captione dicti Episcopi et inde secuta: sed insuper nobis et ministris a nobis deputandis facultatem et licentiam prebuit ipsum Episcopum torquendi: et ab eo via torture veritatem proditoris eliciendi: cum assistentia reverendi domini Episcopi Brugatensis nomine Sanctitatis sue pro honore et cultu Sancto Romano Ecclesie: ut constat duabus litteris sanctitatis sue in forma brevis datis Rome sub die xxx iulii: quarum altere nobis diriguntur: relique vero reverendissimo domino Cardinali iadnensi et venerabilibus fratribus Aciensi et Brugatensi Episcopis in solidum: cum clausula et unus eorum etc.: quas litteras eiusmodi Brevium huius annexas invenient prudentie vestre.

Quam primum igitur deo duce locum llicis attigeritis: sublata mora poterint prudentie vestre ad executionem detectionis eiusmodi tractatus et proditoris cum dicto Episcopo devenire: et licet super ordine forma ac modis in predicta causa servandis a vobis instructionem et documentum ac normam sumus sumpturi: pro ut per nos super formandis instructione et interrogationibus ac aliis in dicta causa necessariis prudentis vestris impositum fuit: ut processus confessionis dicti Episcopi in iuridica et autentica forma conficiendus in romana curia cavillari non possit: circa quod prudentias vestras eximissime oneramus: tamen pro forma et more servari solito breviter et succincte aliqua memorabimus.

Sepenumero in eiusmodi extremis casibus inveniuntur homines a quibus potius adhortationibus vel ratione vel flegimentis veritas depromitur quam coactione tormentorum eliciatur. Et ob id poterunt prudentie vestre a principio dictis mediis uti: adfirmatum quod cum officium nostrum

seriosius et certo de summa ipsis rei sit informatum: tam per confessionem catalani: cuius supplicium sumptum fuit quam per instructionem Illustris Viceregis Sardinee sneco citrileo conscriptam: in qua signanter et specificè ipse episcopus est nominatus: quam etiam per confessiones aliquorum quos propterea detentos esse affirmabitis in loco Bonifacii: tamen in omnem casum ab ipso veritatem et summam rei per seriem vel realiter vel per tormenta statuit intelligere: subiungendo quod si realiter omnia dilucidabit previdetis nullam aliam viam que magis officium nostrum inducere possit ad misericordiam inveniri posse.

Si vero his et aliis rationibus quas prudentie vestre longe melius ipsi Episcopo proponere poterant: previderent non proficere: tunc si artes non sufficerent: pro ut credimus eiusmodi proditorum hominum moris esse: Spectabilitates vestre poterant ad tormenta devenire: que prius et aspera et formidabilia ante conspectum suum institui mandabant ad terrorem et formidinem eam antequam suam si utile videbatur ipsum alloquantur: et inter reliqua memoramus ut furis tormenti asporior appareret aptaretur in summitate turrei ut inde lapsus altior videretur.

Et si prima vice diei tormentorum summam rei iudicio prudentiarum vestrarum integram vobis non rescerat: memorant aliqui eiusmodi tormentorum periti quod dimittendo ipsum per diem cum nocte infrigidari sine aptatione brachiorum precal dubio non expectaret secundam vicem quod omnia ex arcane pectoris prodiret.

Per processum Catalani vobis traditum ut viderunt prudentie vestre nominantur duo propinqui ipsius Episcopi: nomine eorum per ignorantiam Catalani non detecto: cum quibus sermonem et consultationem faciebant de his que dictus Catalanus secum agebat: nos ex aliis inditiis et relationibus nobis factis arbitramur alterum ipsorum propinquorum esse Valentinum de Bobio: hominem qui superioribus mensibus inobediens fuit et precepta preceserum nostrorum parvificet: reliquum vero Petrum de lo robo: volumus igitur amittamini eum ut supra cogendo declaret quid consultabat cum illis et que verba superinde simul habuerint.

Item cum quibus dicti loci idem Valentinus et petrus se conferebant.

Item cum quibus aliis ipse Episcopus rem detexit seu consultavit.

Item qui erant illi qui scientiam habebant de dicto tractatu.

Item opera quorum confidebat quando venisset ad talem executionem posse uti.

Item qui sunt illi in dicto loco Bonifacii-quos scit emulos et inimicos Status Magnifici Officii.

Item si Franciscus de Forestano sive Raphael eius nepos scientiam habebant de predictis: vel si cum eis vel eorum altero sermo per ipsum vel alias interpositas personas factus fuit.

Item quid sibi promissum fuit parte dicti domini viceregis Sardinee seu Serenissime Regie Maiestatis Castellæ.

Item quid sperabat habere de predictis.

Item quod fuit causa que ipsum induxit ad tractandum predicta.

LXXXIV*.

Reliqua omnia et pariter ea que superius memoravimus relinquimus arbitrio prudentiarum vestrarum et accumine ingeniorum suorum: quas proculdubio confidimus longe melius et longe rectius fore executuras que nobis vel dicere vel memorare impromptu non esset: et a quibus ut diximus et in his et in aliis instructionem et normam sumeremus: verum quoniam locus ille Bonifacii tanti ponderis et momenti est quanti probe sciunt prudentie vestre volumus potius memoraciones suprascriptas incomposite ipsis memorare: quam sicco pede et sub silentio ipsas memoraciones proterire. Quippe ea que ab ipso Episcopo deprometis non solum aspicunt salutem illius loci: sed ex dependentibus huius patrie vestre: atque insuper expensarum notabilis summo propterea faciendarum utilem vel deperditum finem.

Oneramus preterea prudentias vestras ut deferatur iuramentum omnibus illis quos iudicaverint interesse debere dicte executioni nemine excluso non propalandi verbum ex his que audient vel intelligent ex confessione dicti Episcopi: et ipsam confessionem si mare et venti non faverent spectabilitates vestras cito ad nos redire quanto citius fieri possit terrestri via ad nos fideliter transmittant: et deinde que peragenda erunt hinc a nobis executioni mandari possint.

Insuper multum sub regimine vestro notarios duos: alterum videlicet Andream de Cario qui ut fama peritiam rerum ecclesiasticarum et romane curie habet: reliquum vero Ieronimum Lasagni notarium nostrum in comperis pro societate et adiumento dicti Andree: cui Ieronimo dedimus pecunias, pro faciendis expensis Reverendo domino Episcopo Spectabilitatibus vestris et reliquis familia a vobis conducendis.

Dedimus insuper vobis litteras nostras patentes quas potestati et castellano illius nostre arcis Ilicie redditi et presentari facietis ut accessus in arcem pro libito vobis prebeatur.

Preterea quia tempore ordinationis dicte prodictionis Episcopus ipse pro maiori parte vitam egit extra locum Bonifacii: conveniens nobis visum est ut etiam interrogetur quid extra dictum locum sibi dictum et scriptum fuerit super tali causa: et per quos et in quo loco: et quid ipse rescripsit.

Item quas litteras dedit et scripsit extra dictum locum Bonifacii: et quibus dominis et personis. Si dicto domino viceregi vel capitaneo tirrenum vel dicte Regie Maiestati aut aliis privatis personis: et que sunt ille tales persone signaret et nominaret.

Item quis fuit ille Bonifacius qui fuit in tirrenibus Catalanorum et colloquium habuit cum capitaneo ipsarum vel commissario aut regis officialibus.

Item si scit quod quispiam alius Bonifacius traetaret seorsum ab ipso Episcopo aut colloquium archanum haberet cum dictis catalanis: ex quo ipse Episcopus suspiicaretur de tali materia sermonem haberi.

Angelus Iohannes de Compiano
notarius et dictorum Magnificorum dominorum
Protektorum cancellarius.

Alti del processo e degli interrogatorii e tormenti fatti subire nel castello di Lerici dai Commissari del Banco delle Compere di S. Gioseio in Genova a Jacopo Mancoso vescovo di Aiaccio per la parte da lui presa con altri Corsi e Sardi nella congiura ordita, ad consegnare a tradimento la terra e il castello di Bonifacio al re di Castiglia e di Aragona.

(1480. — 18 a 20 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. Gioseio in Genova
(Fidute orig. del processo)

In nomine domini amen.

Anno a nativitate domini millesimo cccc octuagesimo indictione xii secundum Jaue cursum die vero veneris decima octava mensis augusti in castro Ilicis Luensis et Sarzanensis diocesis districtusque magnificorum et prestantium dominorum protektorum Comperrarum sancti georgii excelsi comunis Janue. videlicet in terracia sive logieta dicti castri Ilicis. quem locum domini commissarii etc. pro loco idoneo iuridico et competente ad infra-scripta omnia et singula peragenda et exequenda prius eligerunt et deputaverunt ac eligunt et deputant.

Hec est quedam inquisitio et titulus inquisitionis que fit et fieri intenditur per reverendum in xpo patrem et dominum dominum antonium de valetari dei et apostolice sedis gratia episcopum brugnatesem et in hac parte commissarium apostolicum ad infra-scripta a sede apostolica specialiter deputatum virtute litterarum apostolicarum in forma Brevis sanctissimus in xpo pater et domini nostri domini Sixti divina providentia pape quarti directarum reverendissimo in xpo patri et domino domino paulo tituli sancte anastaxie presbitero cardinali Januensi et ipsi reverendo domino Antonio episcopo Brugnatesi et etiam reverendo in xpo patri domino episcopo Aciensi cum clausula et cuilibet eorum in solidum datarum Rome apud sanctum petrum sub anulo piscatoris die xxx Julii mccccxxx pontificatus sui anno nono: quarum tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis.

A tergo.

Dilecto filio nostro paulo tituli sancte anastaxie presbitero cardinali Januensi et venerabilibus fratribus Aciensi et Brugnatesi Episcopis et cuilibet eorum in solidum.

Intus vero.

Sixtus papa III*.

Dilecte filij noster et venerabiles fratres salutem et apostolicam benedictionem. Significaverunt nobis dilecti filii protectores officii sancti georgii Januensis. quod et ex litteris sui cardinalis et ex relatione venerabilis fratris urbani episcopi forovulienis referendarii nostri domestici intelleximus. in castro Bonifacii Insule Corsice detectam nuper esse proditionem quandam subordinatam opera potissimum (manca il resto)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Seu per spectabiles et claros iuris utriusque doctores dominos hectorum de filius et franciscum sophiam sapientes comperam sancti georgii excelsi comunis Janue et in hac parte Commissarios executores et delegatos a magnificis dominis protectoribus dictarum Comperam habentibus ad hec auctoritatem et facultatem virtute aliarum litterarum prefati Sanctissimi domini nostri pape in forma brevis eisdem directarum quarum tenor sequitur et est talis. (Manca).

De commissione vero preminatorum dominorum hectoris et francisci constat scriptura manu angeli iohannis de compiano notarii anno presenti die (manca) cuius tenor talis est (V. il documento)

In presentia voluntate et consensu preminati reverendi domini episcopi et delegati ut supra assistentis: ex eorum et utriusque ipsorum mero officio arbitrio auctoritate potestate et balia coniunctum et divisim: et omnibus meliori via et forma quibus melius et validius de iure fieri et esse potest.

Contra et adversus dominum Jacobum de manchoso de bonifacio Episcopum adiacensem ex opido bonifacij oriundum.

In eo de eo et super eo quod fama publica precedente et clamosa insinuatione referente non quidem a malivolis sed honestis et veridicis personis: non semel tantum sed sepe et sepius ad aures et noticiam tam preminatorum magnificorum dominorum: protectorum quam successive dictorum dominorum Antonii episcopi et hectoris ac francisci commissariorum ut supra: etiam per modum notorii pervenit auditu: Quod de anno presenti de mense aprilis seu alio tempore de quo verificabitur in processu: dictus dominus Jacobus Episcopus Adiacensis incepit tractare dolose et appensate ac malo animo quandam proditorem in opido Bonifatii Insule Corsice adversus preminatos magnificos dominos protectores dominos dicti opidi bonifacii videlicet quia intendebat et tractabat dictus dominus Jacobus Episcopus prodere dictum opidum Bonifacii et tradere in manibus viceregis sardinee et domini Boil commissarii Serenissimi Regis castelle et aragonum etc. et sic effectualiter tractavit et ad actus proximos proditoris devenit et maxime curando introducere clandestine in dictum opidum personas et inimicos et alia faciendo ad finem ut dicta proditio quantum in se erat sum sortiretur effectum videlicet (1) tum opidum Bonifacii quod erat et est in posse et dominio prefatorum dominorum protectorum perveniret in posse alienigenarum personarum et specialiter in posse dictorum dominorum viceregis sardinee et commissarii: Et sic successive prosequutus est pertractando dictam proditorem tam cum quodam Leonardo catalano quam cum quibusdam aliis opidanis bonifacii et aliis personis.

Et predicta: omnia fecit et pertractavit dictus dominus Jacobus episcopus contra voluntatem dictorum dominorum

protectorum et contra iura comunia et municipalia civitatis Janue et ordinamenta dicti opidi bonifacii et contra formam sacrorum canonum in dedecusque sue episcopalis dignitatis et totius ordinis pontificalis et clericalis et dictorum dominorum protectorum ac participum comperam predictarum ac universe republice Januensis patrie: perniciem et lexionem maximam ac scandalum plurimorum.

Super quibus omnibus et singulis emergentibus contingentibus dependentibus et connexis ab eis et prorsus extraneis: dicti domini Antonius Episcopus Hector et Franciscus commissarii et nominibus quibus supra inquirere intendunt diligentem veritatem et procedere contra dictum dominum Jacobum episcopum inquisitum et quemlibet repertum culpabilem omni meliori via modo et forma quibus melius de iure fieri et esse potest.

† Eisdem anno et die indictione ut supra hora xx prima vel circa in castro Illicis videlicet in terracia sive logieta dicti castri.

Supradictus Reverendus dominus Jacobus episcopus adiacensis superius inquisitus constitutus in iure et in presentia suprascriptorum reverendi domini Antonii episcopi brugnatisensis et spectabilium dominorum hectoris et francisci commissariorum ut supra pro tribunali sedentium in loco suprascripto quem supra elegerunt et eligunt ut eligunt ut supra: et admonitus per dictos dominos commissarios ut supra ut incontinenti respondeat et respondere debeat cum iuramento supradicte inquisitioni contra eum ut supra formate. lecta sibi prius et vulgarizata supradicte inquisitione et contentis in ea per nos Andream de cario et Jeronimum Lasagniam notarios et scribas ad hec electos et deputatos per dictos magnificos dominos protectores ac per dictos dominos commissarios ut supra in presentia ac mandato ipsorum dominorum commissariorum ad ipsius domini Jacobi Episcopi inquisiti plenam intelligentiam. et delato sibi iuramento per preminatos dominos commissarios de veritate dicendo. et qui iuravit in manibus dicti reverendi domini antonii episcopi commissarii ut supra in presentia et consensu dictorum dominorum hectoris et francisci commissariorum ut supra. respondendo dicte inquisitioni negat omnia et singula in ea fore vera. Dixit tamen et respondit multa proluxa verba in presentia dictorum dominorum commissariorum et nostrum notarium predictorum.

Qui domini commissarii pro tribunali sedentes ut supra auditus et intellectus huiusmodi responsione per dictum dominum Jacobum episcopum inquisitum verbo ut supra facta et omnibus que dicere voluit intendentes cum omni diligentia et maturale procedere in premissis. et ut omnia que dictus dominus Jacobus Episcopus inquisitus verbo respondit serius redigantur in scriptis et ut veritas elucescat. mandaverunt et imposuerunt quod dictus Episcopus inquisitus omnia per eum oretenus responsa manu sua propria scribat.

Eo die paulo post in loco predicto.

Supradictus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia prefatorum dominorum commissariorum ut supra pro tribunali sedentium in loco supradicto in observatione supradicte eorum ordinationis in scriptis presentavit eaque dixit se tantum ostendere que conlucunt in quadam scriptura scripta et subscripta

(1) Corroso.

manu propria ipsius domini Jacobi Episcopi inquisiti et quam nos notarii infrascripti attestatur vidisse ipsum dominum Jacobum Episcopum scribere dicens et confitens ipse dominus Episcopus inquisitus dictam responsionem scriptam et subscriptam esse manu propria eiusdem domini Jacobi episcopi ac dicens respondens et approbans sponte et libere in omnibus pro ut in ea continetur. cuius tenor sequitur et est talis.

Questo è quello che mi Jacomo mancoeo Episcopo de Adiacio so de quelle cosse sono intervenute a Bonifacio. Et primo essendo mi in Bonifacio (Manca il restante) .

.
.
.
.
.

1. Quomodo nominatur ille corsus qui ei retulit quod audiverat in Corsica quod a dicto presbitero vinci-guerra quod tractabatur proditio opidi Bonifacii.

2. Quomodo intellexit quod in dicto loco fieret proditio et a quibus.

3. Qui erant isti qui stabant in domo dicti domini Johannis de cataiholo.

4. Item qui erant isti principales de quibus dubitabatur.

5. Item in quo loco habuit sermonem cum presbitero vinci-guerra et quibus presentibus.

6. Item quis erat ille cum quo intelligebat quod dictus presbiter vinci-guerra tractaret dictam proditionem.

7. Quam provisionem intendebat facere.

8. Quam promissionem fecit dicto presbitero vinci-guerre.

9. Que verba fuerunt responsiva dicti presbiteri vinci-guerre.

10. Item per quem fecit vocare dictum catalanum.

11. Item an dictus catalanus esset multum longinquus quando eum vocari fecit.

12. Quando loquebatur cum dicto presbitero vinci-guerra quomodo cognoverat dictum catalanum.

13. Quantum temporis fuit intervalum inter verba habita cum illo presbitero vinci-guerra et verba habita cum catalano.

14. Quis fuit primus qui manifestavit ei tractatum proditionis an presbiter an catalanus.

15. Item an prima vice qua allocutus est dictum catalanum dictus catalanus apperuit ei tractatum proditionis.

16. Item quot vicibus allocutus est dictum catalanum.

17. Item quot vicibus allocutus est dictum vinci-guerram.

18. Quo die allocutus est dictum valentinum de bobio ex eo die quo manifestata sibi fuit proditio et que verba habuit cum eo.

19. Qui fuerunt illi qui dixerunt quod nollebant dicere aliquid propter eos qui stabant in domo Johannis de cataiholo.

20. Quando vocavit perrinum de robo. quo die an ea die qua sibi fuit manifestatus tractatus an postea.

21. Quo die allocutus est Johannem guiglinum et quid comune habebat cum dicto Johanne guiglino.

22. Quid sciebat dictus dominus Inquisitus de tractatibus quibus utebatur dictus catalanus in nocte.

23. Quando vocavit gasparinum et manifestavit dictum tractatum.

24. Quantum intervalum temporis fuit inter verba habita cum illo de robo et cum gasparino.

25. Quando ivit in corsica.

26. Quanto tempore stetit ad redendum in Bonifacio.

27. An die quo captus fuit catalanus ipse esset in Corsica.

28. An postquam fuit detentus in bonifacio allocutus fuerit aliquem de bonifacio.

29. Et que verba sibi dicta fuerunt.

30. An dictus perinus de robo sit eius affinis et quam affinitatem habeat.

31. Et similiter de valentino de bobio.

32. An cognoscat Addanum de Avancio et an locutus fuerit cum eo.

33. An locutus fuerit dictus episcopus cum gregorio pola habitatore Agogliastri insule Sardinie.

34. Et que verba habuit cum eo.

35. Que verba habuit cum commissario in Bonifacio quando captus fuit.

†. Eo die paulo post.

Interrogatus sibi prius delato iterum iuramento ut supra etc. quomodo nominabatur ille corsus qui ei retulit etc.

Respondit quod vocabatur godianus de talago pastor ut credit.

Super secunda.

Respondit quod tam in bonifacio quam in corsica vulgariter dicebatur quod tractatur proditio de loco bonifacii in catalanos.

Super tertia.

Respondit quod dictus presbiter vinci-guerra comedebat continue in domo Johannis de cataiholo et dictus catalanus comedebat in ea aliquando.

Super IIII.^a

Respondit de dicto Johanne de cataiholo.

Super V.^a

Respondit in eius camera et nullis presentibus.

Super VI.^a

Respondit cum dicto catalano.

Super VII.^a

Respondit revellarem potestati si intellexissem quod essent in dicta prodizione homines de dicto opido.

Super VIII.^a

Respondit quod esset secum in dicta prodizione.

Super VIII.^a

Respondit quod si alius esset quam dictus episcopus qui diceret ei talia verba. quod faceret ad gladium cum eo.

Super X.^a

Respondit non recordare: sed quod fecit dictum catalanum deambulantem sub quadam logia vocare per quendam puerum.

Super XI.^a

Respondit ut supra.

Super XII.^a

Respondit quod coniecturabat quod ille catalanus esset ille qui tractabat proditionem ex eo quia conversabatur cum dicto vinci-guerra.

Super XIII.*

Respondit altero die sequenti.

Super XIII.*

Respondit dictus catalanus.

Super XV.*

Respondit secunda vice.

Super XVI.*

Respondit duabus vicibus.

Super XVII.*

Respondit semel.

Super XVIII.*

Respondit eodem die et quod ipse dixit dicto valentino: vos qui estis de principalibus istius opidi quomodo gubernatis illud? et quod tunc dictus Valentinus respondit: quare seis ne aliquid? Tunc ipse episcopus inquisivit dixit: sic. sed ego non possum dicere: quid enim faciunt dictus catalanus et presbiter vinciguerra in hoc opido? Tunc dictus Valentinus dixit: morantur in domo domini Johannis et ego non audeo aliquid dicere. Tunc dictus episcopus dixit: non veniet mensis quod capiatur in lecto.

Super XVIII.*

Respondit quod dictus valentinus et dictus perinus de robo et Johannes quilinus et omnes respondebat* quod non audebat propter dominum Johannem de cataiholo aliquid dicere.

Super XX.*

Respondit eodem die et in crastino amobus simul.

Super XXI.*

Respondit primo die et quod dictus Johannes veniebat ad dictum episcopum pro occasione de quodam plebano.

Super XXII.*

Respondit quod de catalano ignorat: sed bene sciebat de dicto presbitero: quia sibi relatum fuerat quod dictus presbiter vinciguerra ibat de nocte per opidum bonifacii sine lumine: et ita retulit dicto gasparino de dicto presbitero.

Super XXIII.*

Respondit tercio die postquam ille catalanus sibi manifestavit.

Super XXIII.*

Respondit per duos dies.

Super XXV.*

Respondit postquam manifestavit dicto gasparino per octo vel decem dies: et quando iivit corsicam dimisit dictum presbiterum in loco bonifacii: de catalano dubitat an esset in dicto loco.

Super XXVI.*

Respondit per unum mensem et plus.

Super XXVII.*

Respondit quod erat in loco bonifacii et quod eodem die post unam horam in circa qua ipse applicuit in bonifacio dictus catalanus fuit captus: sed tamen eadem hora qua applicuit in bonifacio antequam esset captus dictus catalanus venit ad ejus domum: et quia vidit quod ipse episcopus fecit ei malum vultum retrocessit: et inde ad paucum temporis captus fuit dictus catalanus.

Super XXVIII.*

Respondit quod die sequenti qua captus fuit Johannes antonius de cataiholo una cum commissario et notario:

deinde inde ad tres dies gasparinus predictus cum notario et nonnulli alii cum quibus habebat negocia pro eius beneficiis et homines vilis conditionis qui semper alloquebantur in presentia aut notarii aut cavalerii dictum episcopum inquisitum.

Super XXVIII.*

Respondit ut supra.

Super XXX.*

Respondit nullam.

Super XXXI.*

Respondit quod erat cognatus ejus cum uxore sua premortua.

Super XXXII.*

Respondit quod cognoscit eum de visu sed quod eum unquam est allocutus.

Super XXXIII.*

Respondit quod sic una die qua fuit in prandio cum dicto episcopo cum gasparino de cataiholo et ejus filio ac duobus presbiteris: sed quod cum eo nunquam allocutus fuit de tali materia.

Super XXXIV.*

Respondit ut supra.

Super XXXV.*

Respondit quod manifestavit illa que dixit in ejus responsione quod videlicet quod dixerat illis quatuor.

— Die sabbati xxvii.* augusti in terciis.

Super prima interrogatur que verba formalia habuit cum dicto catalano postquam dictus catalanus aperuit sibi tractatum.

Respondit quod a principio interrogavit dictum catalanum unde erat. Qui respondit quod erat habitator in Largero. Et quid faciebat in loco bonifacii. Qui respondit quod volebat se concordare ad laboranda coralla cum domino Johanne de cataiholo et tunc sibi dixit scio quoniam vos tractatis facere proditionem cum presbitero vinciguerra et de prodendo hoc opidum in posse serenissimi regis aragonum. et tunc dictus catalanus negavit. tunc ipse episcopus instetit dicendo tu negare non potes quoniam intellexi ex corsica quod tu et presbiter vinciguerra tractatis hanc proditionem. Qui respondit quod non erat verum. Et tunc ipse episcopus dixit dicas liberaliter quia ego ero tecum in hac proditione et quod melius posset eam adjuvare quam dictus presbiter vinciguerra. Qui catalanus persistebat in negatione. et tunc dictus episcopus ei dixit vade et significo tibi quoniam te penitebit quia dictus presbiter vinciguerra ponet te in ludo et faciet te male capitare. Altero vero die sequenti iterum vocavit dictum catalanum et sibi dixit quod si cogitaverat supra facto de quo allocutus fuerat die precedenti: quoniam ipse episcopus allocutus fuerat cum quampluribus de dicto opido qui omnes erant bene dispositi pro tradendo dictum opidum in manibus et posse regis aragonum et multa alia. Tunc dictus catalanus dixit si vis me tenere secretum ego aperiam tibi omnia. Tunc episcopus dixit ne dubites quoniam ego te secretum tenebo. Tunc catalanus dixit quod ipse cum presbitero vinciguerra tractabant dictam proditionem et quod sperabant obtinere eorum intentum. Tunc episcopus dixit quomodo intenditis hoc facere. Tunc catalanus faciemus quod una navis ve-

niet onusta mercibus versus bonifacium. quam sponte faciemus naufragari apud bonifacium et homines bonificii exhibunt de dicto opido pro capiendis dictas merces et hoc modo habebimus alios homines qui intrabunt in dicto opido. Tunc episcopus dixit quomodo potest fieri si non adsint ad hanc rem perficiendam aliqui homines de dicto loco bonificii? Tunc catalanus dixit ne cures quoniam si stabis ad videndum res optimum sortiet effectum. Tunc episcopus: ego non sum homo pro stando ad videndum: et interrogavit eum quando intendat hanc proditionem perficere. Tunc catalanus: hac jeme proxima ventura elapso mense octobris. Tunc ipse episcopus videns quod dictus catalanus volebat manifestare homines dicti loci bonificii ei dixit: vides ne illam rupem que est ex opposito domus mee? vade quoniam tam ipsis quam catalani possunt ad eam accedere vide quoniam tibi dico eam mensurabis ne prudens sis aut suspenderis in campo romanello: sed te oritur ut recedas statim de hoc opido et vadas in tali loco quod nunquam audias nominari bonifacium. Tunc catalanus dixit: Ah tu me prodis et mutavit faciem. Tunc episcopus: ego non te prodo sed aves que volant manifestabant te. Tunc catalanus recessit. Postea in sero seu die crastino in mane ipse vocavit valentinum de bobio et dixit ei ea verba que heri manifestavit. et postea perrino de robo et Johanni guilino et gaspari et eliam semel cum dicto valentino cum haberit sermonem cum eo de predictis erat quidem nominatus Barnabas de lo Jhura. Tunc dictus episcopus credens quod ista non haberent fundamentum stetit per octo vel decem dies in dicto loco et inde recessit ut heri dixit.

Interrogatus quomodo hoc est quod ipse Episcopus dixisset dicto catalano talia verba qualia dixit et quod dictus catalanus perseveraret morando in dicto opido et se transferendo in sardiniam et redemdo cum instructionibus et litteris ad dictum episcopum.

Respondit quod nunquam habuit aliquas litteras nisi quod tempore quo ipse erat in corsica post habita dicta verba cum dicto catalano habuit unas litteras a vicerege sardinee quas quidam bonifacius nominatus Johannes de montaldo detulit in bonifacio et deinde quidam presbiter nominatus presbiter paulus de lo musso de dicto loco bonificii detulit ad ipsum Episcopum in tarago insule corsice in quo loco faciebat onerari unam barchatam ordeï et dicte littere non continebant aliud nisi quod sibi mitteret canes pro venando ad apros: quas quidem litteras quando aplicuit in bonifacio et fuit detentus cum interrogaretur a commissario Magnifici Officii sancti georgii an habuisset aliquas litteras dictus episcopus dixit ecce he sunt.

Interrogatus quam amicitiam habebat cum dicto vicerege. Respondit quod nunquam eum cognoverat nec allocutus fuerat.

Interrogatus que verba habuit cum gregorio polla.

Respondit quod de dicta materia nullum verbum habuit quia non audebat propter dominum Johannem socerum eius.

Interrogatus quem animum habebat super dicta materia.

Respondit quod animum habebat intelligendi an adessent homines de bonifacio in dicta proditione et maxime dominus Johannes de cataholo: qui dominus Johannes

sibi domino episcopo adversabatur propterea quod ipse Episcopus habebat curam filiorum dicti valentini pauperis: et sepe dictus valentinus comedeat cum ipso episcopo et qui valentinus erat multum contrarius dicto domino Johanni cataholo.

Qui prefati Reverendus dominus Antonius episcopus Hector et Franciscus commissarii et nominibus quibus supra pro tribunali sedentes ut supra visis et consideratis tam responsionibus dicti Episcopi inquisitis factis ad inquisitionem et interrogatoria de quibus supra latius continetur et confessione dicti catalani de qua in processu facto contra dictum catalanum continetur et qualitate dicti Episcopi inquisiti et ex verbis et ex facie eiusdem episcopi videntes habere sufficientia inditia immo urgentissima argumenta contra dictum Episcopum inquisitum et videntes quod ex malicia dicti Episcopi aliter non potest deveniri ad plenam intelligentiam veritatis. omni modo jure via et forma quibus melius et validius de iure fieri et esse potest et ex omni auctoritate potestate et ballia eis et unicuique eorum attributa tam virtute brevium apostolicorum quam commissionis dicti Magnifici Officii Sancti Georgii decreverunt et ordinarunt dictum Episcopum inquisitum torqueri et ad torturam poni debere ut veritas in lucem deveniat.

Testes. Johannes stachinus. Johannes pius et Christophorus.

† Die sabbati xviii augusti in terciis.

Tratus in altum dixit se velle dicere veritatem. *

Interrogatus an dixisset mendaciam respondit quod sic.

Interrogatus namquid diceret veritatem quod ad omnia respondit quod sic.

Deinde depositus absque alio ictu et reductus in terracia paulo post dixit. Verum est quod dictus gregorius polla erat in dicto loco Bonificii et dictus catalanus noluit nominare aliquem de opido bonificii. Sed bene nominavit Gregorium Pollam. dicendo quod hunc tractatum faciebat cum Gregorio polla et predictus gregorius polla habebat tantum in manibus quod bene posset conducere negotium ad effectum. tunc dictus Episcopus dixit dicto catalano fac quod dictus gregorius me alloquatur. tunc dictus catalanus respondit quod faceret. Et tunc dictus Gregorius venit ad dictum Episcopum et sibi dixit domine Episcopo iste catalanus mihi dixit quod veniam ad te nam dictus catalanus mihi dixit multociens si volo attendere ad proditionem dicti loci Bonificii. et tunc dictus Episcopus respondit dicto gregorio et dixit quod sic etiam ipse Episcopus dixerat dictus catalanus. tunc dictus Episcopus dixit dicto Gregorio. Gregori vis attendere una cum dicto catalano ad hanc proditionem vel non? Et tunc dictus Gregorius dixit ego vollo attendere ad dictum tractatum proditionis sed tali modo quod dictus tractatus sortiret effectum. Iste catalanus mihi locutus est de hoc: sed mihi videtur quod pingat in aere. Tunc dictus Episcopus dixit dicto gregorio. Et tu quem modum habes? Qui respondit. Ego dicam tibi modum. Volo ista estate cumulare quantas pecunias possum et cum eis ire in cataloniam: et querere deferre litteras ex sardinea seu ex nobilibus sardinee qui cognoscebant dictum gregorium. et querere quando ero in catalonia habere triremes tres a

Serenissimo Rege Aragonum et habitis dictis tiremibus venire cum eis ad opidum bonifacii et ibi traficare aliquibus vicibus et sic tantum domesticare adeo quod ex assidua frequentatione ad dictum opidum de dicto Gregorio non haberetur suspitio de tali tractatu. et postea quam intendebat bene armare dictas tiremes tali modo quod possit ponere in terra homines quingentos usque in sexcentos et postea cum dictis tiremibus ita armatis intendebat venire una nocte in paraganu sive in fassiole et deinde venire in portum bonifacii cum lembis sive gondolis et deinde querere ingredi opidum bonifacii: et quam primum fuisset in dicto opido percurrere totum opidum clamando aragon aragon: et deinde se retrahere in aliquo loco dicti loci aut ad plateam porte aut in locum dictum lo castelletto: et deinde vocare sive vocari facere Johannem de cataiholo socerum suum et alios ex principibus dicti opidi secundum quod sibi gregorio videretur. Et quia intendebat habere et deferre secum litteras patentes dicti regis quod quidquid faceret cum bonifacii haberetur pro facto: et regia maiestas haberet ratum et firmum: et tunc ostenderet dictas litteras dictis bonifacii et eis diceret quod si intendebant velle esse sub posse et dominio dicti regis quod eis firmaret talia pacta immunitatis quod de eis contentarentur et casu quo hoc facere nollent quod obtinere volebat dictum opidum vi et hoc modo tractatus ipse fieret cum aliquo fundamento non eo modo quo volebat dictus catalanus.

Interrogatus quid respondit ipse episcopus auditis dictis verbis. Respondit dicto gregorio dicendo: Ego dubito quod non poteris facere omnia que dixisti: quomodo habebis istos sexcentos homines? quomodo intrabis in istum opidum? Qui gregorius respondit ego spero quod rex mihi dabit istos homines et plures si plures peterem et si nolle dandum erit ipsius regis: de intrando autem in opido respondit dictus gregorius: in nocte quando orit obscuritas est mihi Intrandi tali modo quod custodie non me videbant. Tunc dictus Episcopus respondit dicto gregorio: Ego libenter viderem quod faceres ea que dicis: sed dubito quod tu non facies. Tunc dictus gregorius dixit stas ad videndum ed videbis si ego perficiam hoc opus et habebis dictas tiremes.

Interrogatus quid volebat dictus gregorius quod dictus Episcopus inquisitus faceret. Respondit quod dictus gregorius dixit tu stabis ad videndum et facies id quod dicam tibi quod facias. et dictus episcopus respondit ego stabo ad videndum.

Interrogatus an illud tractaret cum aliquibus hominibus dicti opidi bonifacii amicis sen affinis eius quod dicta predictio sortiret effectum.

Respondit quod allocutus fuit valentinum de Bobio de dicto tractatu et sibi dixit: Valentine vides qualiter stamus in hoc loco quod non habemus neque bona neque pecuniam: et quod habemus guerram per mare et per terram. tu vides quod non habemus plus aliquid nisi adhibeamus remedium. Qui valentinus respondit quod iam locutus fuerat de hoc tractatu cum Antonio de campo et cum galeoto vel augustino cechavensis et cum petro de robo et cum francisco de forestano cum quo francisco etiam dixit illa verba que habuit et locutus fuerat cum dicto valentino et pari modo similia verba dixit ipse Epi-

scopus Johanni quigino et luce de rolando. Qui valentinus dixit quod cogitaverant mittere Januam unum legatum ad Magnificum Officium Sancti Georgii et requirere ut ipsum Magnificum Officium aut quod acciperet dictum locum et solveret bonifacii precium honorum et suorum possessionum aut quod invenirent modum ut ipsi bonifacii vivere possent et de ipsis protestationem facere officio aliter providerent eis de remedio oportuno: faciendo computum quod dicti domini protectores nihil facerent de requisitis per eos: et hoc modo disponerent maiorem partem hominum Bonifacii ad mittendum unum legatum domino regi aragonum: ad offerendum dicto regi dictum opidum et tractandum et firmandum pacta et capitula inter eos et dictum regem. Et dictus dominus Episcopus dixit dicta verba que habuit a dicto valentino dicto francisco de forestano Johanni quigino et luce de rolando: Qui responderunt quod erant certi quod dictum Magnificum officium nihil faceret pro dictis requirendis per dictum legatum mittendum ad dictum Magnificum Officium: et sic quod bonum esset mittere legatum ad dictum dominum regem.

Interrogatus quo modo predicta facere potuissent quando officiales existentes in dicto opido Bonifacii providissent de oportuno remedio.

Respondit quod faciebant computum capere ipsos officiales et mittere eos genium.

Interrogatus quomodo potuissent capere dictos officiales si non habebant maiorem intelligentiam cum hominibus dicti opidi et maxime cum domino Johanne de cataiholo.

Respondit quia sibi ipsis persuadebant quod dominus Johannes esset cum eis.

Interrogatus quomodo ipse episcopus inquisitus erat ita levis quod stare in simili tractatu cum simili persuasione quin quereretur se certum redere de opinione dicti domini Johannis et similiter dicti valentini perinus et alii superius nominati.

Respondit quod dicta verba habita cum dicto valentino et reliquis habuit etiam cum gasparino filio Johannis de cataiholo: qui sibi respondit quod ista omnia erant *truffe* seu *frasche* quia non erat honesta requisitio et quod si ille Cechavensis aut valentinus vel alius non habebant bona et divicias laboreat et sibi aquirant.

Interrogatus an ipse esset dispositus totaliter ad perficiendam hanc predictionem.

Respondit secundum partitum quod sibi fecisset rex aragonum.

Interrogatus quod partitum expectabat propter quod fecisset predicta.

Respondit quod dictus catalanus dixerat dicto Episcopo quod rex faceret fieri eum cardinalem.

Interrogatus si illamet verba de mittendo legatum Magnifico officio Sancti Georgii et deinde ad regem que habuerat cum valentino de bobio et aliis nominatis: ea dixit et manifestavit dicto catalano.

Respondit quod sic. Qui dictus catalanus dixit quod si mitteretur legatus ad Serenissimum regem quod operaret mittere ipsum catalanum legatum. Qui Episcopus dixit catalano: ego eis dicam sed nexo si te mittere volent.

Qui domini commissarii pro tribunali sedentes in loco suo solito predicto visis et auditis omnibus et singulis

predictis ad hoc ut ipso Episcopus inquisitis serius et cum maiori animi tranquillitate ac spontanea voluntate exprimat veritatem: ordinaverunt et imposuerunt dicto domino Episcopo inquisito presenti et intelligenti ut in predictis cogitet bene et diligenter veritatem rei usque sumpto prandio et scribat manu sua propria seriem rei et veritatis: et tunc ipsam scripturam manu sua propria inde scripam presentet ipsi dominis commissariis in presenti processu redigendam.

Testes Antonius de canelo quondam gregorii et christophorus rolerius notarius qm̄ iohannis cives lanue et iohannes petrus Albertonsonus de forenstra quondam Ansermi vocati et rogati.

† Die predicto in vespertis in loco suprascripto.

Prenominatus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia dictorum dominorum commissariorum pro tribunali sedentium ut supra: in observatione suprascripte ordinationis et impositionis ei ut supra facie presentavit ipsis dominis commissariis quandam scripturam manu sua propria ut asseruit et affirmavit scriptam et in presentia ipsorum dominorum commissariorum et nostrum notariorum ac testium infrascriptorum subscriptam. Dicens respondens confitens et affirmans sponte et cum iuramento sibi delato in omnibus pro ut in ea continetur. et cuius quidem scripture tenor talis est.

(Dalla copia spedita dai predetti Commissari ai Prottettori di S. Giorgio, con lettera 24 agosto 1480. È scritta per buona parte in cifra, e spiegata in una carta che vi è annessa).

† mccccxxx die sabbati xviii augusti in vespas.

Queste sono le cose che mi Jacobo episcopo tracto cum uno catalano el quale haveva nome Leonardo Stephano de largero: et primo essendo in la mia camera ghe dissi che sapia de uno tractato facto cum uno prete vinci-guerra et in tanto me confesso lo vero che disse de si: ghe disse enteria cum esso et allora me disse che ello faria venire una caravella carrica de roba questa uerata et che la faria rompere. et poi li homini andereano de Bouifacio per pigliare dicta roba et esso farea entrare li homini de la caravella dentro et se farea soa la terra et me disse che cum gregorio polla havea parlato: et esso dovea essere in soa compagnia: li dissi me facessi parlare cum dicto gregorio et così fece; parlai cum dicto Gregorio et mi disse non volea fare como lo catalano ghe havea dicto ma volea cercare modo haveire tre galee de catalani et praticare alcuno tempo in Bonifacio et poi haveire modo de bavere homini cinquecento in de et venire a paragnano o vero in faciolo et poi venire cum brigantino e cum gondoli una note de vuernata et montare per lo capo et farse signore de la terra et praticare cum li homini bonifacini de dare la terra a re de Aragona et farli franchire se voleano sta bene se non farene Signore per forza ma farea quello facesse re lo haveira per fermo et rato et me disse che lo animo ghe bastava farla senza haveire compagnia de Bonifacini: tuta volta me disse se volea essere in sua compagnia: ghe dissi do si: et esso me disse como havia le galee serea a Boni-

facio et ne parlerea più adaxio et farea se nissuno dovesse haveire premio seria io: et como have parlato cum gregorio parlo cum dicto catalano et ghe disse dicto gregorio non vole fare dicto tractato cum esso: et che lo volla fare cum le galee: me dice steisse a vedere et che ello me aduria cosa seria contento: perchè esso anderia a re et farà cosa che serò contento: lo ge dissi che valentino de Boblo haviano parlato cum perrino de robo et cum Antonio da Campo et cum quelli de cichaneixi et che haviano traxionato veduto la terra era povera et haviano guerra per mare et per terra voliano cercare mandare a Jenoa uno Ambasciatore: ghe piacesse a lo Magnifico officio darghe paxe o trovare modo essi potessero vivere: aliter se prendessero la sua terra: et ghe pagassero le sue possessione: et ancora cum questi ne parlai io cum francisco de forestano et cum Joane guigino et cum Luca de Rolando et dicono sera bono: ma non lo farano. Si che ho speranza farano questa cosa et non vogliano lo Magnifico officio fare questa manderano a Re de Argone uno Ambasciatore de darghe la terra: et a lora me prego dicto Catalano che mandandoghe mandasseno esso et io ghe dissi ghe lo dirò: ma non le manderano a te perchè vorrano elegere doi de essi principali: poi ne parlo cum Gasparino dicendo questi haveivano tale pensamento mandare a Jenoa como bo dicto di sopra et esso me dice era una grande vergogna per che se cichanese et valentino non hano denari vadano a cavare et ne haverano: io intendando questo da Gasparino non me incalai più de extendeme più a largo: et se dicto catalano fosse tornato era la mia intentione non habiando paxe per mare ni per terra dirli a Gasparino et a valentino et a li altri dirli de le cose de dicto catalano se lo avesseno voluto fare sta bene: se non haveria lassato per che solo non lo potea fare (1)

† Die sabbati xviii augusti in vespis.

Interrogatus cum quibus dicti loci dicti valentius et perinus se conferebant.

Respondit quod se conferebant cum Antonio de campo Bartolomeo de restoro galeoto et augustino Cechavensibus paolo de rolando Juliano speciaro dominico galeto et quandoque cum Luca rolando qui est consanguineus germanus dicti valentini. Francisus vero de forestano quandoque se conferebat cum predictis et quandoque cum domino Johanne de calaiholo. Carolum vero burneungum dicit solitum esse inimicum Johanni de cataibolo et quod magis se adherit supranominatis cum quibus etiam se conferebat Johannes de montaldo et Johannes quilius magis se adherit dictis valentino et aliis quibus supra quam dicto domino Johanni.

Interrogatus quis fuit ille bonifacinus qui fuit in triribus catalanorum et colloquium habuit vel cum commissario aut regio officiale.

Respondit quod iatellixit fuisse in dictis triribus rafaelem de forestano et Julianum de benevenuto a quibus dicti rafael et Julianus habuerunt salvum conductum.

Interrogatus si scit quod aliquis alius bonifacinus tractaret etc. aut colloquium haberet etc.

(1) In questa copia manca la sottoscrizione del Vescovo.

Respondit quod dicabatur in dicto opido bonifacii quod fuit franciscus de forestano qui habuerat colloquium cum villamarino olim capiteano treremum catalanorum. et quod dictus franciscus stetit in dictis treremibus dicti villamarini: et dicebatur per dictum opidum per opidanos dicti loci quod habuerat et habebat sermonem cum dicto capiteano de tali materia. De adano autem de avantucio dicit semel de certo scire quod attenderat dicto tractatui quia sunt plures anni quoniam non viderat. Tamen de eo erat murmur in dicto opido quod attenderet dicto tractatui. dicebatur etiam quod habebat societatem cum dicto Catalano in sasaro et largerio.

Interrogatus de conclusione cum qua recessit catalanus a dicto episcopo quando dictus catalanus recessit de bonifacio et ivit ad viceregem.

Respondit quod dictus catalanus non dixerat quod vellet ire ad viceregem sed ad regem: et quando recessit dixit: expecta et videbis quid tibi portabo. Et tunc ipse Episcopus dixit: Vade ego expectabo.

Interrogatus quid spectabat.

Respondit quod ipsimet nesciebat sed quod potius aliquod peccatum induxit eum. et potius credit quod si res sortita fuisset effectum ipse episcopus fuisset primus decapitatus a catalanis quam quod habuisset aliquam remunerationem.

Interrogatus de conclusione cum qua recessit cum dicto gregorio polla.

Respondit quod gregorius in recessu dixit ei: tu sta ad videndum et per nunc ego non dico tibi aliud: sed ego veniam cum galeis et tunc ordinabimus omnia.

Interrogatus in quo loco intendebant. ponere homines in abscondito.

Respondit quod catalanus dixit quod intendebant ponere homines in quadam volta subterranea ipsius gregorii polle que est ex opposito illius Johannis de cataholo.

Interrogatus quomodo dicti homines debebant intrare in dictum locum bonifacii.

Respondit quod dictus gregorius dicebat quod de nocte cum aliqua obscuritate cum certis scalis ut sibi videtur ligneis faceret quod dicti homines intrarent. quia habebat noticiam de passibus et situ loci et de consuetudine custodiarum et de omnibus.

Qui domini commissarii auditis et intellectis predictis ac auditio dicto domino Jacobo Episcopo inquisito dicente si aliqua alia que per eum manifestata non fuissent ad eius memoriam devenirent ea in scriptis rediget. ordinarunt et imposuerunt dicto domino Jacobo Episcopo ut diligentius cogitet et in scriptis manifestet et redigat manu sua propria omnia ea que non manifestavit. ut ipsa veritas in lucem deveniat.

Presentibus testibus suprascriptis.

† Die dominico xx augusti in terciis in loco suprascripto.

Prenominatus dominus Jacobus Episcopus inquisitus constitutus in iure et in presentia suprascriptorum dominorum commissariorum pro tribunali svenitum in dicto loco: in observatione ante dicta ordinationis presentavit aliam scripturam quam ipse confessus fuit esse scriptam manu sua propria et quam sponte subscripsit in presentia dictorum dominorum commissariorum nostrum notariorum

et testium infrascriptorum. dicens et confitens cum iuramento omnia et singula in ea contenta esse vera. cuius tenor talis est.

(Dall'originale):

† mcccclxxx die dominico xx augusti in terciis in castro illicis.

Ancora io dicto Iacobo Episcopo me ricordo che lo iorno parli de Bonifacio me disse prete Andrea de domendeo era stato in Sardegna cum misser Bartholomeo de restoro et haviano parlato cum lo officiale de quello loco de Galura et li havia dicto erano frasche le mie cose a modo quelle se faciano: primeramenti ghe domandai me dicesse la cosa: me disse non e ancora tempo: et me disse più cose che esso havia auditio dicto Bartholomeo de restoro. Ancora gregorio polla me dise che facia raxone quando anderia in catalogna de passare per Bonifacio et alora meglio parleria cum mecho et cosi dise lo havia dicto a Gasparino et poi facia raxone passare per gena: Ancora me arricordo che disse alo catalano che de quanti homini haveria bisogno archeria de corsica.

Ego Jacobus episcopus scripsi sponte et affirmo predicta.

† Die dominico xx augusti.

Interrogatus quam promissionem habebat pro parte catalanorum si conducebat hanc materiam ad effectum.

Respondit quod ipse Episcopus inquisitus dixit catalano: Quid ego habeo si conducam hanc materiam? Et catalanus respondit: Ego ibi ad regem et redibo: et videbis quid ego deferam tibi.

Interrogatus quod non est verisimile quod pro tanta re deberet stare sub promissionibus generalibus.

Respondit quod expectabat reditum quia tunc intendebat in reditu melius se intelligere. nam dictus catalanus dicebat quod faceret eum fieri cardinalem et ultra daret ei magnam summam bonorum et pecuniarum.

Interrogatus quid versa vice facere intendebat.

Respondit quod viso quid sibi deferret dictus catalanus: tunc si vidisset fundamentum intendebat inchoare rem cum affinis suis: et perducere ad effectum. et verum est quod dixit catalano quod ipse faceret venire homines de corsica eius amicos et cum eis intrare in dicto opido medio affinium suorum. Tamen an habuisset dictos homines vel ne: licet hoc dicere catalano ignorat: et dubitat quando fuisset in facto quod forte non habuisset tot ut dicebat.

Interrogatus qui sunt illi duo propinqui quos vocari fecit in eius camera quando allocutus fuerat ipse Episcopus in eius domo catalanum et quid eis dixit et quid responderunt.

Respondit quod illi duo erant valentines de Bobio et perrinus de robo et eis dixit quomodo faciebant de mittendo legatum Janue ad Magnificum Officium et de perpetrando contra Officium et de mittendo legatum ad regem aragonum ut in interrogatione ei facta die sabbati xviii augusti currentis. et dixerunt quod de predictis sermonem faciebant et loquebantur et sic continue procedebant ad maturandam dictam materiam. Que verba exinde retulit catalano qui dixit: in bona ora.

Interrogatus anquid esset verum quod prima vice qua dictus catalanus manifestavit ei dictum tractatum fecerit ei minas. de quibus minis a principio quo examinatus fuit dixit ipse Episcopus.

Respondit quod est verum: sed postea perseverando in sermone. dictus catalanus dixit non manifestes quia videbis quod ego faciam quod tu eris certus de cardinalatu et videbis quantas pecunias faciam tibi dare et beneficia tua multiplicare: et quod si semel ipse iret ad regem reverteretur taliter quod esset contentus. et tunc ipse Episcopus magis prebuit aures et dixit: tu ibis et video quid deferres et secundum quod tu facies ego faciam. et interim cum affinis meis ego tractabo.

† mccccxxx die dominica xx augusti in terciis in castro illicis in loco solito.

Prenominati Reverendus dominus Antonius Episcopus Brugatensis ac spectabiles domini Hector et Franciscus commissarii predicti pro tribunali sedentes in loco superscripto eorum solito volentes diligentius veritatem inquirere de et super premissis omnibus et singulis mandaverunt et ordinauerunt per nos notarios dicto domino Jacobo Episcopo inquisito religi et repeti omnes et singulas responsiones manifestationes et confessiones per eum hactenus factas: ad hoc ut ipse dominus Jacobus Episcopus auditis dictis responsionibus manifestationibus et confessionibus reprobat ea omnia et singula in quibus videret se falsum dixisse et confirmet ac approbet ea omnia et singula in quibus intelligit se veritatem dixisse. et sic in continenti per nos dictos notarios in presentia dominorum commissariorum premissis omnibus relectis et repetitis de verbo ad verbum eidem domino Jacobo Episcopo inquisito presentii et intelligenti. idem dominus Jacobus Episcopus cum iuramento dixit respondit reprobavit confirmavit et confessus fuit in omnibus pro ut infra.

Et primo lecta et publicata ipsi domino Jacobo Episcopo scriptura manu ipsius scripta et subscripta die xvij augusti anni presentis in qua ipse Episcopus dixit errorem commisisse in ea parte in qua dixit quod catalanus prima vice qua alloquutus fuit dictum catalanum sibi Episcopo revellasse dictum tractatum proditorem. quia talem revelationem fecit dictus catalanus ipsi Episcopo secunda vice qua ipse alloquutus fuit.

Item in ea parte in qua dictus Episcopus dixit dicto catalano quod volebat intrare in talibus etc. Dixit et declarat dictus dominus Jacobus episcopus quod ista fuerunt vera in principio sed postea auditis promissionibus dicti catalani fuit contentus intrare in tali tractatu cum eo.

Item in ea parte in qua dixit et scripsit: questo prete vinciugerra et questo catalano che faciano in questo loco etc. est verum de presbitero vinciugerra. sed non de catalano.

Similiter in ea parte in qua dixit: e così in quello jorno jamai etc. dixit verum esse de presbitero vinciugerra. sed de catalano non.

Item in ea parte: lo jorno vegnando etc. et in alia parte: io vedendo così ilhano gasparino etc. omnia sunt vera. sed eis non nominavit catalanum.

Item similiter in ea parte que incipit: In questo modo le mie intrate etc. usque in fine. quod omnia sunt vera

excepto quod non nominavit catalanum propter promissiones quas dictus catalanus sibi fecerat. In ceteris autem approbat et affirmat omnia contenta in dicta scriptura esse vera.

Lectis ipsi domino Jacobo episcopo aliis interrogationibus factis die xviii^a presentis mensis augusti et responsionibus per eum factis ipsis interrogationibus.

Super responsione facta ad septimam interrogationem dixit quod a principio ipse dominus episcopus habebat istam voluntatem sive istum animum sed post promissiones sibi factas per dictum catalanum mutavit propositum.

Super XVIII^a interrogatione etc. dixit vera esse contenta in responsione sua respectu presbiteri vinciugerre sed catalanum non nominavit propter promissiones quas sibi fecerat dictus catalanus.

Super XXIII^a: dixit vera esse contenta in responsione: sed de catalano nullum verbum habuit cum gasparino sed solum de presbitero vinciugerra.

Super XXVII^a: dixit vera esse contenta in responsione: sed fecit malum vultum dicto catalano quia dictus catalanus venerat ad ipsum dominum episcopum in presentia plurium personarum ibi astantium et dictus dominus Episcopus voluisset quod venisset magis secretum.

Super XXXIII^a.

Dixit quod in prandio allocutus non fuit dictum gregorium de tali materia. sed ea die in sero ad instantiam catalani locutus fuit cum dicto gregorio de tali materia.

Super XXXIII^a.

Dixit quod habuit ea verba cum dicto gregorio que heri manifestavit.

Super XXXV^a.

Dixit se dixisse et manifestasse etiam verba per eum post manifestata.

Super XXXVII^a.

Affirmavit vera esse contenta in responsione cum additione prout supra manifestavit.

Super XXXVIII^a: affirmavit vera esse et etiam quod gregorius polle habebat scientiam de dicto tractatu prout heri manifestavit.

Super XXXX^a. Dixit falsam esse responsionem suam sed veritatem esse prout heri dixit.

Super XXXXI^a.

Respondit quod dicti valentinus et alii quos heri nominavit dixerunt et habuerunt ea verba cum dicto Episcopo que heri dixit: nescit autem hoc esset quia essent inimici dicti officii vel ne: hoc pro certo non scit: sed quod pocius credit quod hoc facerent propter eorum utilitatem.

Super XXXXIII^a.

Respondit quod primo sibi fuerant facte promissiones de quibus fit mentio in dictis et manifestatis heri per eum et hodie paulo ante.

Super XXXXIII^a.

Respondit quod uno sperabat et fecisset prout dixit heri et hodie in manifestatis per eum.

Super XXXV^a.

Affirmavit vera esse contenta in responsione a principio: sed postea mutavit opinionem prout patet ex manifestatis heri per eum.

Super XXXXVIII^a: affirmavit que heri manifestavit. In ceteris autem contentis in aliis responsionibus per

cum factis ad dictas interrogationes dixit approbat et affirmat in omnibus et per omnia ut in eis continetur.

Item sibi lectis aliis interrogationibus factis die xviii augusti sabbati in tertiis et responsionibus per eum factis ad dictas interrogaciones.

Super prima. Dixit quod veritas est prout postea dixit et manifestavit quando fuit depositus a tortura et prout paulo ante dixit.

Super secunda. Dixit quod quantum ad litteras vera sunt que ipse respondit: sed quantum ad verba minatoria verum est quod a principio habuit dicta verba sed postea mutavit propositum ut supra dixit.

Super tertia dixit quod est verum quod nunquam ipse viceregem allocutus fuit nec eum cognovit nisi mediante Laurentio filio Johannis gambelle affine ipsius Episcopi. qui Laurentius est etiam affinis dicti domini viceregis.

Super III.^a Dixit quod falsa est dicta responsio: sed veritas est prout heri dixit postquam fuit depositus a tortura.

Item lectis dicto domino Jacobo episcopo manifestatione et interrogationibus et responsionibus per eum factis post torturam heri die xviii augusti in tertiis. Dixit quod vera sunt contenta in dictis manifestatione et responsionibus: sed declarando dixit quod cum dicto valentino et aliis superius nominatis non fecit verbum de tractatu quem habebat cum dicto gregorio nec etiam specialiter de tractatu quem habebat cum dicto catalano.

Item lecta eidem domino Jacobo manifestatione per eum facta die heri in vespers scripta et subscripta manu sua propria: affirmat omnia et singula contenta in ea esse vera.

Item sibi lectis aliis interrogationibus et responsionibus per ipsum dominum Jacobum episcopum factis die heri in vespers: affirmat contenta in eis esse vera.

Item sibi lecta manifestatione hodie manu sua scripta et subscripta: affirmat contenta in ea esse vera.

Item sibi lectis aliis interrogationibus et responsionibus hodie per eum factis: affirmat contenta in eis esse vera.

Testes.

Antonius de caneto qm. gregorii.

Barnabas de caneto qm. eliani.

Christoforus rolerius.

Facta ratificatione omnium predictorum dicti domini dixerunt dicto episcopo. Guardè domine Episcopo che se tracta de cose de grave importancia et donde ghe va et lo honore et li beni e la persona e vostra et de molti altri. Guardè che voi non dixessi una cosa per una altra, o vero per paura de corda o per altro respecto: et pensè bem super tuto: et ancora se voi savessi altro de liberamente ogni cosa: aciò che seando voi pentito de so che aveti facto: dio ve habia raxone de haver misericordia: et così la vergine gloriosa: advisandove che se dixessi una cosa per una altra primieramenti voi serssi raxone de la dannatione de la anima vostra et apresso de inducere molti scandali.

Tunc dictus Episcopus respondit: So che ho dicto è la veritate: et non ho tauto alcuna cosa de quelle me sono aricordate: et se più avanti me aricorderò ancora lo dirò.

Iterum dicti domini replicaverunt: Guardè che lo timore de la corda non ve facie dire più una cosa como una altra: noi non vogliamo altro salvo la veritate: la qual ve preghiamo la dichiati senza alcuno respecto. Tunc dictus Episcopus replicavit: So che ho dicto è la veritate.

Et tunc dicti domini triplicaverunt: È così la veritate super lo carrico de la anima vostra et per vostro sacramento? Et tunc dictus Episcopus: Così è la veritate super lo carrico de la anima mia et per mio sacramento.

Et tunc antedicti domini commissarii ordinaverunt eum reponendum esse in carceribus sub tuta custodia. et ita imposuerunt Antonio de caneto castellano dicte arcis Illicis presenti audienti et intelligenti et similiter presente audiente et intelligente dicto domino Jacobo Episcopo inquisito (1).

Testes ut supra.

LXXXV*.

Lettera di Ettore di Fiesco, e di Francesco Sofa ai Prolettori delle Compere di S. Giorgio in Genova, con la quale partecipano ai medesimi il loro arrivo a Lerici, e gli interrogatorii fatti immediatamente al vescovo di Ajaccio, e le rivelazioni da lui fatte e ottenute da essi, cum magna industria et difficultate, per mezzo della tortura.

(1480. — 19 agosto).

Dagli Archivi della BANCA DI S. GIORGIO in GENOVA (Originale).

(A tergo) Magnificis dominis protectoribus Comperarum sancti georgii excelsi comunis Janue.

(Intus) Magnifici domini etc. Heri mane huc applicavimus remo magis quam vento nos iuvante: statim intelleximus a castellano dictum episcopum hactenus aliquid minime revelasse: quod nobis posset quocumque luminis

(1) Dal presente Processo si ricava: - 1.^o che il Vescovo di Bragato, delegato dal Papa per assistere a tutti gli atti del procedimento contro il Vescovo di Ajaccio, si chiamava Antonio: - 2.^o che i principali congiurati, per togliere Bonifacio ai Genovesi e darlo per tradimento al Re di Aragona, oltre il Vinciguerra Sacerdote, Giovanni Cattajolo, e il di lui genovo Gregorio Polla già nominati da Leonardo Stefano (Ved. sop. Carte, n.° LXXVIII), erano Valentino e Pietrino di Robio, Giovanni Guigino, Gasparino Cattajolo figlio di detto Giovanni, Barnaba de lo Ihura, Antonio de Campo, Abramo de Avauccio, Galeotto e Agostino Cichaneixo, Francesco di Forestano, Raffaele di Forestano, Luca e Paolo di Rolando, Carlo Bur-nengo, e Giuliano Speciale: - 3.^o che forse non erano estranei alla stessa congiura Giovanni di Montaldo e il prete Pier Paolo de lo Musso, i quali avevano recate al Vescovo di Ajaccio lettere del Viceré di Sardegna (Ximene Perez), e più specialmente Lorenzo di Giovanni Gambella affine del Vescovo e dello stesso Viceré: - 4.^o che al Vescovo di Ajaccio si era promessa gran somma di denaro, molti beni, e il cappello di Cardinale, se la congiura riuscisse: - 5.^o infine che per stringere meglio le fila della trama ordita erano pure partiti da Bonifacio prete Andrea Domenedeo e Messer Bartolomeo de Restoro, i quali recatisi in Gallura (Sardegna) avevano conferito con l'Ufficiale regio di quel luogo. - La sentenza che doveva compire questi atti, come quelli di Leonardo Stefano, non si è riuvenuta ancora nell'Archivio di S. Giorgio. E credo non si troverà, perchè probabilmente il Vescovo di Ajaccio sarà stato ritenuto e ben custodito in carcere nel castello di Lerici, dove poco dopo cessò di vivere.

in materia afferre. Formavimus inquisitionem adversus dictum episcopum et deinde sumpto praudio super ea dictum Episcopum premissis verbis oportunis examinavimus. Qui quidem Episcopus caute admodum et magna cum malitia respondit tam ad inquisitionem quam ad interrogatoria: in quibus interrogabris non obstante eius malicia comprehendimus satis dicti Episcopi iniquitatem. Tandem monimus eum ut hac nocte cogitaret et veritatem de omnibus revellaret: Aliter adhiberemus oportuna remedia: hac mano iterum eum examinavimus et nihil effectualiter ab ore eius excerpere poteramus decrevimus precedentibus legitimis iudiciis et argumentis cum torqueri debere consentiente et assistente Reverendo domino Episcopo Brugnattense: quamprimum fuit aliquantisper elevatus licet prius affirmasset et iurasset se nil aliud scire: tandem clamavit se omnia propalaturum: et sic dimissus et relaxatus effectualiter manifestavi se una cum quodam Gregorio polla genero Johannis catalioli habitatore Agogliastri insule Sardinie et cum dicto catalano suspeso ab inicio proditionem pertractasse: Tandem communicasse fuisse (sic) rem cum valentino de Bobio et perrino de Robo Antonio de Campo et francisco de forestano iohane gigno Luca de rolando Galeoto vel Augustino cichaneze et ordinatum fuisse de mittendo oratorem ex bonifacio ad vestrum Magnificum Officium petendo ut per vestras dominationes emerentur bona et possessiones bonifaciorum vel eis daretur modus quo vivere possint: Aliter rei sue provident: et quod non providendo per magnificientias vestras ut credebant possint mittere oratorem ad regem Aragonum qui offerret oppidum Bonifacii ipsi regi et cum eo conventiones firmaret inter ipsum regem ⁽¹⁾ et ipsos oppidanos. Nec est summa huius rei quam hactenus revelare potuimus magna cum industria et difficultate propter hominis maximam astuciam: prosequemur continue et quantum in nobis erit nihil pretermittens ad veritatem ipsam plenius habendam: et die lune ut credimus recedemus cum velocius poterimus ad vestras dominationes accessuri: que feliciter valeant et quibus nos ipsos ex corde commendamus. Datum in arce Illicis die xviii augusti 1480.

Et vestrarum dominationum

devotissimi hector de fisco et
franciscus sophia commissarii etc.

Jeronimus.

LXXXVI.*

Lettera dei commissari Ettore di Fiesco e Francesco Sforza ai Proiettori delle COMPERE di S. Giorgio in Genova, con la quale accompagnano una scrittura di propria mano del vescovo di Ajaccio, in cui egli riferiva tutte le cose relative alla congiura ordita per dare in mani del re di Castiglia e Aragona la terra e il castello di

(1) Tutte le parole sottolineate sono scritte in cifra nell'originale, e se ne trova la spiegazione in un foglietto annesso all'originale medesimo.

Bonifacio; riservandosi di presentare essi stessi al loro ritorno in Genova gli atti del Processo relativo.

(1480. — 21 agosto).

Dagli Archivi della Banca di S. GIORGIO in Genova (Originale).

(A tergo) Magnificis dominis protectoribus Comperarum sancti georgii excelsi Communis Janue etc.

(Intus) Magnifici domini etc. Postquam ex litteris nostris in xviii mensis presentis traditis Johanni stachino: quarum virtute scripsimus substantiam earum que confessus fuerat Episcopus: Eo die ipsi commissimus ut seriem et veritatem rei per scriptoram manu ipsius conficiendam nobis manifestaret. Qui Episcopus inde scripsit et manifestavit ea omnia que in scriptura quam presentibus introclusam mittimus: ea est substantia rei per eum manifestata. et quam die heri etiam sponte ratificavit Episcopus ipse: faciteque fuerunt ipsi Episcopo multe interrogationes de quibus latus in processu continetur: Que una cum processu totius cause: cum primùm deo iuvante tranquillitas maris oportuna erit ad Magnificientias vestras detulemus: Cui heri in mane finem dedimus: quia nobis visum fuit Episcopum ipsum manifestasse omnia archana, Preterea habitis litteris vestris quas nobis attulit valentinus die sabbati: in observatione contentorum in eis citari fecimus universitatem istius loci et villarum etc. (1). Datum Illicis die xxi augusti 1480.

Et Magnificientiarum Vestrarum

hector et fr̃ncus Commissarii etc.

LXXXVII*.

Inventario di ori e di argenti e di altri effetti mobiliari, ch'erano stati confiscati a Don Salvatore di Alagon e Arborea, fratello di Don Leonardo già marchese di Oristano e conte di Goceano, nel 6 giugno 1478, e che il re Don Ferdinando il Cattolico ordina siano restituiti a Donna Isabella di Besora moglie di detto Don Salvatore, e alla di lui sorella Donna Marchesa di Alagon e Arborea, moglie di Don Pietro de Sena visconte di Sanluri, perchè riconosciuti di loro rispettiva pertinenza.

(1480. — 25 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Regist. Sardinie II*,
ab. ann. MCCCCLXIII ad ann. MCCCCLXIII fol. 131.

DON FERRANDO, per la Gracia de Deu, Rey de Castella, de Arago, de Leò, de Sicilia, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sevilla, de Sardenia, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaben, del Algarbe, de Algezira, è de Gibraltar, Comte de Barcebona, Señor de Vizcaya, e de Molina, Duch de Athenes, è de Neopatria, Comte de Rossellò, è de Cerdanya, Marquès de Oristany, è Comte de Gociano. Als Spectables, Magnificis

(1) Si omette il rimanente, perchè relativo ad altri argomenti.

Consellers, amats, è feels nostres Mossen Ximen Perez Scriva, è de Romani, Visrey, Mossen Pere Pujades, Governador en lo Cap de Lugudor, è al Procurador Real dels Regnes de Cerdenya, Veguers, Poteslats, è altres qualsevols Officials nostres à qui la present serà presentada, è les coses devall scrites pertanguen, è als Locitients de aquells, salut, è dilecció. Per la inobediencia de Don Leonardo Dalagon, olim Marquès de Orystany, è sos fills, è de D. Salvador Dalagòn, son Germà, è altres Gormans seus, foren apresos à mans de nostra Cort, mediant Inventari, los bens de aquells, per lo qual Inventari rebut per lo quondam Visrey de aqueix Regne Don Nicholas Carroz, è à Nos portat, consta dels bens, que foren trobats en casa del dit Don Salvador, com sia en lo dit Inventari continuat, è scrit en la forma sequent. En la Casa den Pere Salvador, cunyat den Monby, son stades trobats les coes següents. A vi de Juy, ani m.cccc.lxx. vuyt, que eren de Don Salvador Dalagò, è de sa muller. *Primo*: sis Scudelles dargent, ab orelles, peusen quaranta cinch onzes. *Item*: dos Grasaletes ab vòres girades velles, pesen vuyt onzes. *Item*: un Salér d'argent de dues peces, daurà non ab les armes de Don Salvador; pesa viiii onzes. *Item*: un altre Salér vell de dues peces ab les mateixes armes, vi onzes, è mija. *Item*: un Avax vell dargent bolloùat, pesa vii onzas. *Item*: una Caxa Sardesca vella plana, que diu lo dit, que es sua, pesa sis onzes. *Item*: una Taça plana nova Sardesca daurada, ab un smalt de Jesus, pesa sis onzas. *Item*: tres culles dargent velles, dues ab miges hastes velles, iii onzas. *Item*: una Cullera dalaton, les quals coses dargent, foren meses ab lo altre argent, en poder del Senyor Visrey. *Item*: una Capsa plana, en que ha un paper ab argenteria, pesa una onza. *Item*: dues madeixes, è capdells de fil dor, è un capell de fil dargent. *Item*: una Crespina dor vella ab argenteria smaltada. *Item*: dos Vels de colò, è dos Beutilles, una blanca, è una tenada. *Item*: hùn cosset de seda blanca, ab flocadura dor. *Item*: una Beutilla de seda blanca, è un Vel de seda. *Item*: mes un libiquèt, en que ha algunes madeixes de seda, è fil. *Item*: una Siola de seda blanca, ab la Jarrilla dargent. *Item*: una Camisa de Dona dolanda, ab mija trena de seda, è dor. *Item*: un Cos, è Manegues de Dona, de Olanda, ab mija trena de seda, è dor obràt de seda, è dor. *Item*: due barretes velles de home vermelles. *Item*: un tros de Vellut negre, que ha tirat catorze braços. *Item*: un altre troç de Vellut negre, ha tirat setze braços è mig. *Item*: un troç de cetí negre, ha tirat cinch braços. *Item*: tres cubertes de cetí negre, han tirat entre abdos braços, un palm. *Item*: un troç de Domàs tenàt, ha tirat dotze braços. *Item*: tres cubertes de Coxins de Xamelot vermell. *Item*: una Aijuba de Dona, y Tela dolanda, ab seda obrada de colors. *Item*: un cos, è manegues de Dona, ab listes morades. *Item*: un cosset vell de Dona, guarrit dor, è seda negra. *Item*: dues Crespines dor, una nova, è una vella. *Item*: tres Beutilles de seda, dues blanques, è una morada, ab algunes folletes. *Item*: un trocet de coral, obra polida. *Item*: dues Beutillas petites de mitiouna, una negra, è altra cendrosa. *Item*: un parell de Lingols de tela de casa prius, ab franja de fil cançat de iiii teles.

Los quals bens, è coses serialades del seial de les creus, foren trameses à bosa à Dona Ysabel, muller de Don Salvador, è agò de manament del Senyor Visrey, les robes de sus scrites restituih Anthoui Stano, è Puxom, son Germà, al Magnífich Mestre Racional, present lo Magnífich Procurador Reyal à deu de Juy sobreditos eren de Don Salvador. *Primo*: quaranta vuyt Culles de argent, en que ne ha una trencada, pesan iiii lliures, dos onzes. *Item*: hùn Strep dargent dauràt de Dona, pesa vuyt onzes iii quarts. *Item*: quatre Cullores dargent dauràt, è tres planges dargent dauràt smaltat ab armes Daragò, è Arborea, è Cardona, pesant vint duas onzas. *Item*: un Gambal ab part he burell picat dor, cap, è civella dargent, quatorze platons daurat pesa. *Item*: unes regnes de mula, part he de seda burella, è sosteniments dargent dauràt, pesa. *Item*: unes hores cubertes de seda negra illuminades bellas. *Item*: hùn saquèt, en que ha menuts quaranta quatre lliures xvii ss. vi dinès. *Item*: dues manegues de Dona de brocàt carmesí. *Item*: un drap de pits de Brocàt carmesí, è altre de Brocàt blau. *Item*: dues lengues de Brocàt carmesí. *Item*: altre troç de Brocàt carmesí, per drap de pits. *Item*: dues manegues de Dona de Brocàt carmesí. *Item*: una altra negra Brocàt carmesí. *Item*: un Jupò de Brocàt carmesí, ab mijas manegas sens collar. *Item*: una lenca de Brocàt carmesí forràt de drap negre. *Item*: tres troços de guarició de aqua de Brocàt burell. *Item*: un troçet de capçana del dit guariment. *Item*: un troç de Gonella de Dona vellut blau Calabrès. *Item*: un quàrtier de roba de vellut negre, tot dins un sach restituih na Catherina, muller den Pere Cabaler: les robes de jus scrites, les quals li acomanà dix Dona Marquesa de Sena. *Primo*: quatorze tovallas de taula novas: stacadas, *Item*: vuyt tovallas ginesta de Flandes, è hùn tovallò. *Item*: vuyt madexes de fil dor, è una dargent. *Item*: tres, è quatre madexeres fil cançat prim. *Item*: vuyt Mocadors Olanda. *Item*: sis Veletes de Dona. *Item*: dues Tovalles primes. *Item*: cinch troços manegues de Dona, de li. *Item*: dues Coxinetes Dolanda, cordò canat. *Item*: duas Camisetas de mitiouna vellas. *Item*: una Camisa de Olanda prima de home, è un Capell de li. *Item*: una Coxinera petita. *Item*: tres rastres Pater nostres de Azebita. *Item*: dos Coxineras de Xamelot vermell, è un trot negre petits, totes dins una Coxinera. *Item*: un cos de canisa de seda, ab listes de grana, è un Capell de Dona obràt de seda negre. *Item*: un Pentinador de Cambray, ab cordons de fil blanc. *Item*: dos cossets, un blau, altre negre de seda, è altres drapers, tots dins una camisa vella. *Item*: un cordò de seda cendrosa. *Item*: quatre Coffreners buyts. *Item*: un Mirall duas lunas. *Item*: dos troçets Chamelòt negre, è un troç vermell. *Item*: set braços de Carisca blanca. *Item*: tres braços, è un palm vellut negre. *Item*: dos braços, è miç domàs negre. *Item*: un troç de manteta cetí negre vell. *Item*: un Coffrenet dambre, en que ha Scriptures, è Albarans, è Pater nostres de Dona. *Item*: un Sagoll dor anellat de blanc ab armes de Don Salvador. *Item*: un Robinèt enguassat en or. *Item*: una Turquesa engastada en or. *Item*: dos diàmons petits engastats en or. *Item*: una Pelsina engastada en or. *Item*: una Rodaucha Doricorn, è un troçet de Coral

blanch. Roba per arear Laltar de casa Don Salvador. *Primo:* una Casulla de Xamelot blau, ab tot son forniment. *Item:* un Calix ab sa Patena daurat. *Item:* tres Tovallas daltar. *Item:* una Ara, ab una Tovallola embolicada. *Item:* dues peces de parament ab listas blanques. *Item:* una Patena de dar Pau, de Fnst. *Item:* dos Canelobres de llató. *Item:* un Missalet vell. *Item:* un Coxinet de Xamelot vermell. *Item:* un Missal gran vell. *Item:* una Bandera, ò Pafi de Domas vell, ab una Creu de carmesi en mig. *Item:* dos troços antorcha. *Item:* uns Hostiers, e un Leonèr de ferro. *Item:* en Laltar dos tovalles une sobre lo Altar, altra pusalt. *Item:* foren trobades en una Botiga de Don Salvador dotze Botes de vi entre vermell, è blanch, de les quals ne fond donada una à la fusta del Comte de Quirra, qui porta a Micer Falcò en Cathaluña, è açò per manament del Senyor Visrey. *Item:* foren axi maleix trobats en dita Botiga, sexanta huit pecas cuyro bon, los quals foren sorits, è foren vint y un, è mig de sort venut an Joanot Massanà, à rahò de trenta cinch soldes cuyro. *Item:* foren trobats en una Botiga de Don Luyd Dalagò sexanta duas pecas cuyram bon, y foren cuyros de sort huyt, è una sisena venuts al dit Joan Massanà, à la rahò de xxxv ss. cuyro. Die prima Julii, fuerunt inventa in domo Domini Salvatoris Dalago bona sequentia. *Item:* un drap de ras molt bell. *Item:* una Cortina de tres rodes. *Item:* dos Coxins de tela pintats plens de lana. *Item:* un poch de Albaxo de fer Sachs. *Item:* una fota traves de Cavall de lana. *Item:* dos Alletes petites de Conre. *Item:* tres Palas ferro, una Serra, una Caça daràm, una Caxa, una Plana. *Item:* dos plats de stany grans, dos Canelobres petits de llató. *Item:* una Ballesta datzer trencada. *Item:* uns Ferrus grans de cubynat. Die xxviii mensis Mail, anno m.cccc.lxxviii bona infrascripta fuerunt reperta domni Salvatoris Dalago, in quadam Domo, in qua ipse morabatur cum uxore, et familia sua tota in praedicta Civitate Orystanni in platea vocata sa Majorca, ad latus vero cuiusdam domus honorabilis Saltarogessa, in qua quidem domo fuerunt reperta bona sequentia, de mandato, concilio, instantia praedictorum, ac praesentibus superius nominatis, videlicet honorabili. Sebastiano Pelletti Potestat, Saltarogessa, Bartholomaeo Gerp, Joanne Bosch, et aliis pluribus Laurentio Martino, et Petro Vizeahis Roba rebuda per mans del Potestat Sebastiano Pellici, lo qual cobrà de Latzaro Putzo, qui la havia hauda de Pedro Frahils, è sou fill Carrados de la Casa del dit Don Salvador, qui la sen portaven detrás la Señora sa Muller figitivament, è es la següent. *Primo:* unes faldetes drap vert, è forrada de blanquet. *Item:* una Gonella verde de bon drap. *Item:* un parell de manegues del dit drap vert. *Item:* no parell de Lapols, quatre Teles primes. *Item:* altro parell de la maleixa sort. *Item:* tres camises de Dona primes. *Item:* la metat de un Mongil de Xamelot negre de Dona. *Item:* una Toca de seda blanca, barras vermelhas. *Item:* un Tovallon de seda, è Indigo. *Item:* quatre vaços fustam vergat. *Item:* un Saquet tela. *Item:* un Xugamans tela. *Item:* una Gonella de Dona vella. *Item:* una Tovallola prima de cap, è altra grossa. *Item:* un drap de pits de grana. *Item:* sis Canas de Lombardia. *Item:* una faxa morada petita, tot dins un Sach. *Item:* altre Sach.

Item: unes Cortines de Seda, ab barras de Seda vermella unit, è sis listas. *Item:* una Gonella morada ab maranets, è manegues vellut negre. *Item:* un parell de Lançols prims, de quatre teles. *Item:* una Camisa prima de Dona. *Item:* dos brassos fustam. *Item:* sis barretes de tela. *Item:* una Camiseta tela, è una Barreta bruges de Miñò. *Item:* una Camiseta de Miñò, tela grossa. *Item:* altra par de mongil negre de Xamelot. *Item:* un Exalò vermell. *Item:* unes faldetes de Leonat, forrades de pany abriet de Vellut negre. *Item:* un Tabardo de Brimo, ab vetes negres. *Item:* un Gonell quatre quartets vert de bon drap. *Item:* una part de Mongil de Xamelot negre. *Item:* un parell Sabates de home vermelles. *Item:* un Coxinet de tela. *Item:* un troçet de tela. *Item:* un boliquim. *Item:* nn guardador de home, de fustam pelòs. *Item:* una manega de Camisa de Seda ab listes vermelles. *Item:* un boliquim de tela. *Item:* un parell de Càlces de home. *Item:* hun parell de Linçols, la hu tres teles, laltre de quatre de Olanda. *Item:* un troçet de tela. *Item:* un boliquim. *Item:* una Camisa de Dona, prima cordada al costat. *Item:* un Barret de tela. *Item:* quatre bracos fustam vergat. *Item:* una Flassada vermella. *Item:* un Sayo negre de bon drap. *Item:* una bona Capa negre de bon drap. *Item:* unes manegues de Dona, drap Leonat gros. *Item:* un parell de Linçols prims de quatre teles. *Item:* un Jupò de fustam. *Item:* tres brassos fustam de semblant rahò. *Item:* dos Camises de Miñò petites. *Item:* una Camisa de home tela de Olanda. *Item:* dos Camises de Dona, tela esquingada. *Item:* un Cofre de Vori, en que havia hun Anell dor. *Item:* Corniola enguastada en Argent. *Item:* una Agulla de plata. *Item:* un Jnbellet dargent. *Item:* una Toca de seda obrada. *Item:* un braç tela Olanda. *Item:* quaranta nou botons de Coral. *Item:* un fil Paler nostres negre. *Item:* una cana de tela de Olanda. *Item:* una Camisa tela prima de Olanda. *Item:* un Punchon dargent de fer randa. *Item:* una Tovallola prima randada. *Item:* una Tovallola. *Item:* quatre canes veta de seda negra. *Item:* canas veta de seda cendrosa. *Item:* dos Beutilles de seda burella. *Item:* un Mocador squingat. *Item:* un paper aguelles de cap. *Item:* tres troços de Coral. *Item:* una Tovallola prima de cap. *Item:* dos Ganivets petits en una Bahina. *Item:* hun parell Tesorettes. *Item:* un Mocador Olanda. *Item:* devnyt Paler nostres de Cristal ab un pomet dargent daurat. *Item:* un Collar Lentilles negres. *Item:* un poch de fil dor. *Item:* una Agulla daràm. *Item:* un troçet de Benjuht. *Item:* una Tovallola tela Sardesca. *Item:* una Camisa de home grossa. *Item:* dos madexes de fill, è un poch de seda grossa morada. *Item:* una Capsa, en que ha lo sequent. *Primo:* una ampollitta Aygua Ralfa. *Item:* una Beutila negra guaruda dor. *Item:* dues Beutilles de seda blanca. *Item:* tres Vels de Seda. *Item:* una Barreta de Tela de home. *Item:* un Cossèt. *Item:* Beutila de Seda. *Item:* un Vels de seda. *Item:* una Barreta de tela, ab una Barreta de Or, è de Seda. *Item:* dos Vels de Seda ab trenca. *Item:* un Vel de seda blanca. *Item:* un Cossèt de seda obrat de Or, ab una perla grossa. *Item:* un Mocador tela Olanda. *Item:* un Cossèt de seda negre orlat dor. *Item:* una Cana, è mija veta de seda negre. *Item:* tres Collars de lentilles negres. *Item:* tres brassos de veta negre. La següent

roba, diu cobrà lo Potestàt Domno Salvador Pelen de Matzeu Fevari, è de Lorenzo Longo, e de Massania de la muller de Don Salvador. *Primo*: una Gonnella de Donnas negre forrada de vermell, manegues de grana, orlada de seda negra. *Item*: un Mongil de drap si negre ab vetes de seda negra en les manegues. *Item*: una Gonnella de mescla grossa de Mifiona. *Item*: un parell de Linçols quatre teles primes. *Item*: una Camisa de Dona bella gros. *Item*: altra Camisa de Dona grossa. *Item*: altra Camisa de Dona. *Item*: un bolquim vermell gros. Un Cosset tela gros. *Item*: una Flaçada blanca. *Item*: una Gonnella drap tenat, ornada de vellut negre, è barrada de drap gros. *Item*: un Linçol de tela de Olanda de tres teles. *Item*: una Camisa de Dona de bona tela. *Item*: dos bracos fustan. *Item*: un parell de Calces de drap blancs. *Item*: una part de Mongil de Xamelòt negre. *Item*: un Coxinèt de tela ple de lana. *Item*: unes Manegues de home de mescla. *Item*: un parell de Lençols prims. *Item*: una barriola di Miñò, de tela. *Item*: dos Maneques de drap vert, de home. Tota la dita roba liurà la Potestat en la Cambra de la sobredit Casa de Don Salvador. *Primo*: un Cofret barrat, trancat pany, è clau, en lo qual havia tres Lançols tela Lombarda. *Item*: nou Torcaboques scarats tela grossa. *Item*: dos travessers de Flandes de ginesta nous buyts. *Item*: una Cuberta de troceda de la mateixa sort nova, la qual roba fon tornada en dit Cofre, sagellada ab sagell del Procurador Real. *Item*: una Casa Dalber tancada ab clau, en la qual es lo seguent. *Primo*: quatre Maços de li Genoves. *Item*: quatre tovalles de tela de Taula stacades velles. *Item*: un Juch de torcaboques, en qua na xliiii. *Item*: un Pellico blanc vell. *Item*: una Mariota de Dona vella. *Item*: un Capell de papellò ab franges squinçades. *Item*: una Banoveta petita ab ondes Olanda. La qual roba fon tornada en la dita Casa. *Item*: un Cofrèt ferrat obra de Napolis, en que ha lo seguent. *Primo*: vuyt peces tovalles noves de taula es tacada. *Item*: quatre Linçols prims tela de Casa, de quatre teles quiscu. *Item*: tres torcaboques en un peçal. *Item*: un troçet Coral. *Item*: un Bòlich de Scriptures, ço es, letres de poca importancia, es tornat en lo Cofre, sià sagellat ab las armes desus dites de un Cofre gros de Barchenona, ab armes de Besora tancada ab clau, en la qual es lo seguent. *Primo*: un Paner de Vidre. *Item*: una Flaçada cardada nova blanca. *Item*: un Alquella blanca de tela vella. *Item*: una Cuberta de tela de Dona drapenat ab ribetes de vellut negre. *Item*: quatre tapits de tres rodes, è hu sens rodes, que son cinch, la qual roba fonch tornada en lo dit Cofre. *Item*: altre Cofre de la mateixa sort, ab pàn, è clau, en lo qual es lo seguent. *Item*: un parell del Linçols prims nous. *Item*: Vanova de Cobertor de tela blanca de Olanda. *Item*: altra Vanova ab ondes vella. *Item*: una Flassada cardada vella. *Item*: un parell coxins de paraments cordats. *Item*: cinch pams de Cuyre. Tota la roba fou tornada en dit Cofre, è sagellada en la forma mateixa. *Item*: un Llit ab posts ab sus petges, una Cocera de ploma, è sis Matalafas, en que ne ha quatre barrats groc, è vermell, è dos blancs. *Item*: un Papallò blanc sense Capell, ne pom vell. *Item*: en dit Llit tres flaçades cardades, hun master plè de ploma. *Item*: altre Flaçada Burrella ab listes blanques. *Item*: quatre parells Lançols bons,

è tres parells per la Compania. Les quals cuses foren dexades per les Dones, è Mifions malats, quatre Tovalles de taula bones, è hun parell de Compania. *Item*: altra Caxa Sardesca tancada en clau, en que havia un guarniment de Mula drapenat gros, ab rivèt vellut negre. *Item*: unes Tovalles de taula grosses. *Item*: tres Jochs de tela de Casa, en que na deset Canas en los dos prima, en laltre quatre Canes grossa. *Item*: tres tapits, dos ab rodes, è hun sens rodes, tota qual roba fon tornada dins dita Caxa, è fon axi mateix sagellada en la forma de les altres. *Item*: una Caxa Pisanesca vella, en la qual era lo seguent. *Item*: un parell Streps ginets plateats. *Item*: altre parell daurats è mellats. *Item*: altre parell Straps de Mula daurats, *Item*: un parell Streps de Ginèt daurats. *Item*: dos parells de atichats daurats plateats, que han servit. *Item*: altre parell nous. *Item*: un parell de Calcanyos daurats nous, è altres parells plateats nous. *Item*: dos Pitralis, hun mellat obrat de fil Dargent tirat, laltre plateat. *Item*: dos parells Capçanes de la obra dels dits pitralis. *Item*: una Spasa de fadri ab ses correes, pom, è cruera daurat, lo qual Cofre resta ubert per no haveri tancador. *Item*: un mig Cofre de Barchenona, en que ha lo seguent. *Primo*: dos Capces, en que ha molts drapets, è frasques de Dona, de poca valua, è hun poch de fil prim. *Item*: mija cana de Xamelòt negre. *Item*: tres Lançols bons de quatre teles bons. *Item*: sis Lançols de quatre teles, tela Lombarda bona nous. *Item*: un Brial vell de Dona Fustan vergat. *Item*: un Sobrecel de Cortina vell squinçat randat. *Item*: quatre toques tela de Casa per tot vuyt canes. *Item*: tres catifes petites sens rodes: tota la qual roba font tornada en dit Cofre, è tancat, è sagellat en la forma de les altres. *Item*: altro mig Cofre ferrat obra de Napolis, en lo qual era lo seguent, ço es, algunes Capces buydes, è cinch Ampolletes aygua almescada, è altres frasques de Dones, la qual axi mateix fon sagellada, segons los altres. *Item*: altre mig Cofre pintat despañat, en que era lo seguent, ço es: Quatre Capces buydes, è hun poch de filat, è hun march axi mateix sagellada. *Item*: una Caxa gran sens tancadura, en que ha quatre Coxins sens coxinera plens de fluxell, è dos Coxinals pintats de tela, è hun Coxí de sella de Dona, è una Cortina de cotonina vella. *Item*: una Flassada de borrò blanca vella, la qual Caxa per esser de poca valua, resta uberta. *Item*: en la parèt de dita Cambra ha un Aguillet Morisch. *Item*: una Flaçada borrell, listas blanques vells, è la Cambra de Dona Marquesa era una Caxa vella, ab algunes coses de Medecina. *Item*: un Matalaf blanc, è una Flaçada burella tota vella. *Item*: altra Caveta en dita Cambra, en qua ha tres Lençols grossos vells, è una Tovalla de taula grossa, è alguns altres pedaços vells; è fonch axi mateix sagellada en la sala. *Primo*: una Caxa gran vella, en que ha lo seguent, ço es, un troç de Vanquai Sardesch. *Item*: dos bolichs Stopa filada. *Item*: un Papallò sens Capell squinçat. *Item*: un Alqueien Morisch vell squinçat. *Item*: una Flaçada cardada vella, è altra poch millor. *Item*: un Llaçol vell squinçat. *Item*: un parell Lançols nous, tela Lombarda. *Item*: quatre Tovalles de Taula stacades. *Item*: nou Pesas randa, è uns troços flodadura vells de Papallò. *Item*: un Caxò vell, en que ha troços de Arnòs,

è dos saquets taxes, è un Lanuà de Lebò. *Item:* una Caxa gran vella, en que era lo seguent. *Primo:* un Cubertor de miò de seda, è de grana forràt de tela vert obràt, com à Banova de Cotò. *Item:* una Banova blanca usada molt. *Item:* quatre Lançols grossos squineals, e fon tornada en dita Caxa, la qual fon sagellada. En la Cambra hon dormia Dona Marquesa e lo seguent. *Primo:* dos Llis ab marfegues, è un matalaf de Canamàz tot vell, è dolents, ab pegès, è taules tot axi mateix vell. *Item:* quatre Caxons vell buyts. En la Coxina dalt foren les coses següents. *Primo:* dues Olles grans de Coure, en que pot cabre un Molò en cascuna. *Item:* quatorze Olles, altres de coure petites, è mijanes. *Item:* dos Calderos Aràm. *Item:* una Caxa plena de molts drapets de boca de poca valor, è fonech sagellàt. *Item:* cinch Matalafos, è un travesser, tres façades tot molt vell. Hun mig Cofre, lo qual era de Dona Sevilla Dalagò, en lo qual era lo seguent. *Primo:* quatre canes dos palmas vellut negra. *Item:* dos parells Lançols prims. *Item:* una flota de madeses de fil filat. *Item:* set tovalles prims randes als caps. *Item:* unes ligades de fil dor embolicades en un paper. *Item:* una Capsa pintada, en que ha lo seguent, ço es: tres Cofies de Dona fil dor, è de seda, è vels, è clochetes de Dona, un Ventall, è altres misories. *Item:* dues Coxineres Dolanda obrada de cordonèt. E com sia manifesta cosa, los dits bens trobats en la dita Casa no esser del dit Don Salvador, mes de les Nobles, è amades nostres Dona Marquesa de Sena, lo Marit de la qual Dou Pedro de Sena pugnant animosament en servey nostre en la força de Geronà, hon com à bo, è fidelissim Vassall se enclougè ferit de Bonbarda mori: è de Dona Isabel Dalagò, Muller dei dit Don Salvador, Germanes, les quals sempre son stades feels, è obedients, è afectadas à nostra Magestat, qui per aquesta causa son a Nos vengudes: car es certa cosa, que lo dit Don Salvador, com casà ab la dita Dona Isabel, no tenia bens alguns, è en cas que per ventura entre los bens trobats en la Casa del dit Don Salvador, è aquell en altra manera possehis, haguès bens alguns sens de aquells, havèm fet gracia, com fem ab les present, à les dites Germanes per llurs meritis, è per los respectes damunt dits. E vullàm per ço los dits bens entregament, è los preus de aquells esserlos restituïts, axi que en la Casa del dit Don Salvador son stats trobats, com altres, que les dites Germanes sien, obtengue, è possehis lo dit Don Salvador. Per tant vos diem, è manàm de nostra certa sciencia, eo expressa, sots incorrimet de la ira, è indignaciò nostra, è pena de tres mil florins dor, que los dits bens mencionats en lo dit Inventari, è altres qualsevol, que de les dites Germanes, è l'altra delles fossen, è possehis lo dit Don Salvador, axi nobles, com immobles, è se movents, hon-sevulla que sien, es troben, restituïau, è façau restituïr à les dites Germanes, o llur Procurador. E si tots, è alguna part de aquells stiutats, è preus de aquells venuts, è per vos dit Visrey, è per nostre Mestre Racional en lo Regne de Valencia, è per en Joan Ribà del Ofici de Scrivà de Raciò de Casa nostra; è altre qualsevol per Commissiò, è Manament nostre seràn stats dats à la Noble, è amada nostra Dona Brianda Carròz muller del dit quondam Don Nicholau Carròz, en paga del que pretén esserli

degut per nostra Cort: Com vullàm les dites Germanes cobren los dits bens, com dit es. Volem, que manèu, axi com Nos manàm ab la present, à la dita Noble Dona Brianda, que de continent los dits bens stiutats, è los preus de aquells, los preus dels venuts à ella donats, com dit es, restituïesca, è liure à les dites Nobles Germanes, è à llur Procurador, com ho vullàm axi per los dits respectes, è si ella ho recusara, è differia, lo que no podèm creure, pus Nos loy manàm, en tal cas, la compellirèu, per les millors, è mes promptes compulsions, que à Vos seràn vistes. E perque no es rabò la dita Noble reste frustrada, manàm ab aquesta mateixa al Mestre Racional de nostra Cort en lo Regne de Cordenya en Berenguer Granell, à qui harèm comès la examinaciò, è liquidaciò dels Comptes de la dita Dona Brianda, que passe, è admeta en Compte à la dita Noble Dona Brianda, tot lo que à les dites Germanes, en virtut de la present liurará, è volem lin sia feta smena, è satisfaciò ensemps ab lo que conseguirà, è serà cobradora de nostra Cort, per los dits Comptes, è liquidaciò de aquells. Dat. en Medina del Campo à xxv del mes de Seplembre, any de la Nativitat de nostre Señor Mil CCCCLXXX.

VO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Gaspari Dariño,
visa per A. Sanchez pro Generali Thesaurario,
et Conservatore.

LXXXVIII*.

Lettera del re di Aragona al Bailo generale del regno di Valenza, con la quale gli ordina di lasciar entrare liberamente nel castello di Xativa, e di rimanervi a piacimento loro, Donna Marquesa de Sena, e Donna Isabella di Alagon, per conferire, la prima col suo figlio visconte di Santuri, e la seconda col suo marito Don Salvatore di Alagon, e suo cognato Don Giovanni di Alagon, i quali si trovavano rinchiusi in detto castello.

(1484. — 4 marzo).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGIST. ITINERARIO 1 et 11.
ab ann. MCCCCXXX ab ann. MCCCCC, fol. 16.

BATLE General, la voluntat nostra es, è axi us ho encarregam, è manàm quant stretament podèm, que liberament, è sens impediment algu, permetau, que Dona Marquesa de Sena, y Dona Isabel, Muller de Don Salvador Dalagò, ab los Fills de aquella, los quals son presos, puyan entrar en lo Castel de Xativa, estàr alli tant com ben vist los serà, è entrar, è exir en lo dit Castell, è parlar, è star ab lo dit Don Salvador, è Dou Joan Germans; è noy posen contrast, o dilaciò alguna, car aquesta es nostra ferma voluntat, è volem per vos axi sia fet, è complit, dubte, è dilaciò cessant. Dat. en Barcelona à xi de Mars del any MCCCCXXXI.

VO EL REY.

Post dat. E signat, scriven al Alcayt de Xativa, *que tinga, è faga tenir essent en les persones, axí de Don Salvador, com de altres, per manera no fos lo dit Alcayt decebut, y ells stighen preses, è ben guardats.* Dat. ut S. Ludovicus Gonzales Secretarius.

Gonzales Secretarius.

Dirigitur Bayulo Generali Regni Valentiae.

LXXXIX*.

Nota delle spese fatte da Giacopo di Vivaldi pel mantenimento di Giacopo Mancoso già vescovo di Ajaccio, dal giorno del suo arresto fino alla consegna fattane in Lerici, e dei soldati e marinai che lo scortarono, presentata a Giacopo di Laude Castellano di Castelletto di Genova.

(1481. — 9 maggio).

Dalla Cancelleria dell'Archivio di S. Giorgio in Genova
(Bonifazio, Filza 1.*).

† mccccxxxi die viii maii.

Expense facte per me Jacobum de vivaldis pro domino Jacobo de laude castellano arcis castelleti pro scolis presbiteri Jacobi mancosi de Bonifacio olim episcopi adiacensis predictoris pro mensibus quatuor et diebus septem ducatos viginti quinque et plus solidos viii pro errore commisso in cero quando sibi feci solutionem dando sibi scutos xxvii et non mihi restituit nisi solidos xx et restituere debebat solidos xxviii. L. 69. 4. »

Item ea pro beveragio dala sociis xii captis in mea societate pro conducendo dictum episcopum de castelletto ad domum meam . . . » 10. »

Item die x maii. Pro Jacobino de auria nuncio pro faciendi expensis dicto Episcopo cum duobus servientibus qui continue astabant die et nocte ad custodiam dicti Episcopi » 15. 6

Item die xi. Pro dicto Jacobino pro prandio et cena » 42. »

Item die xii. Pro dicto ut supra . . . » 14. »

Item die xiii. Pro dicto ut supra . . . » 12. »

Item die xiiii. Pro dicto ut supra . . . » 13. »

Item die xv. Pro dicto ut supra . . . » 14. »

Item die xvi. Pro dicto ut supra . . . » 42. »

Item die xvii. Pro dicto ut supra . . . » 42. 6

Item die xviii. Pro dicto ut supra . . . » 40. 6

Item die xix. Pro dicto ut supra . . . » 44. »

Item die xx. Pro dicto ut supra . . . » 42. »

Item ea. Pro beveragio dala certis sociis in cero qui mihi fecerunt societatem quando imbarcavi dictum Episcopum. » 5. »

Item dicta cero: pro pane vino et caseo pro munitione lembi in quo portavi dictum Episcopum » 5. »

Item die xxi. Pro cena in monterubeo computato patrono lembi et certis sociis. . . » 12. »

Item die xxii. Pro prandio in Primazorio cum patrono et certis sociis ut supra . . . » 10. »

Item ea. Pro hominibus sex captis in dicto loco cum suis armis pro conducendo dictum Episcopum per terram usque ad portum venerem non possendo accedere per mare propter tempus adversum solidos xxx et pro colatione in portum venerem solidos x. . . L. 2. » »

Item pro nautolo lembi cum hominibus octo. videlicet libram i et solidos x pro singulo et totidem pro lembo. » 13. 40. »

Item pro colatione in portum venerem » 5. »

Item pro lembo capto in dicto loco pro conducendo dictum Episcopum ad illicem cum hominibus quatuor (1). » 10 »

XC*.

Ordine del re di Castiglia e Aragona all'Alcalde del castello di Xativa nel regno di Valencia, affinché lasci liberamente conferire Donna Isabella di Alagon, e Donna Marchesa de Sena con Don Salvatore e Don Giovanni fratelli di Alagon e Arborea, presenti però le guardie, e permetta pure che scrivendovene si scrivano, purchè le lettere siano prima da lui vedute.

(1481. — 28 dicembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, REGISTRO ITINERARIO I e II,
ab ann. mccccxlii ad ann. mccccxlii, fol. 103.

LO REY.

ALCAYT, per altres vos havem scrìt, encarregant, è manànt vos, que permetlessèu, que *Dona Marquesa de Sena, è Dona Isabel Dalagò, Germanas, puixem entrar, à veure, è comunicar ab Don Salvador, è Don Joan Dalagò, è visitàr aquells, presents les Guardes.* È perque la voluntat nostra es, que aquesta; per ço vos encarregam, è manàm, quant affectuosament podèm, que les dites *Dona Marquesa, è Dona Isabel* permetau visitàr, è comunicar ab los dits *Don Salvador, è Don Joan Dalagò, presents les Guardes, y que ells scriguen à elles, è elles à ells, puix emperò vos vejañ les lletres; è noy poseu dilació, è façau lo contrari, car aquesta es nostra voluntat.* Dat. en Valencia à xxviii de Deembre en lany m.cccc.lxxxii.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzales, Secretarius.

Dirigitur Alcaydo Castri Xativae.

(1) Da questo documento appare, che al 9 maggio 1481, Iacopo Mancoso vescovo di Ajaccio non era più tra' vivi, giacchè vi si legge tra le altre cose fin dal principio — *Jacobi Mancoi de Bonifacio olim Episcopi Adjacentis.* — S'egli morisse di morte naturale o violenta non se ne ha traccia nè in questa CARTA, nè nel processo (Ved. sopr. CART. n.° LXXXIV*), nel quale, come già notammo, manca la sentenza di condanna. Ritenevamo però che le prime spese della presente Nota hanno la data del 10 maggio (che dev'essere il maggio del 1480, essendo questa Nota datata del 9 maggio 1481), e che si dice nella rubrica — *Expense facte. . . pro scolis presbiteri Jacobi Mancoi de Bonifacio olim Episcopi Adjacentis predictoris, pro mensibus quatuor et diebus septem* — pare quasi certo ch'egli mancasse di vita nel 17 settembre del 1480.

XCI.⁸

Testamento di Don Leonardo di Alagon e Arborea, già marchese d'Oristano e conte di Goceano, scritto di sua mano, mentre era prigioniero nel castello di Xativa nel regno di Valenza (1).

(.....(2)).

Dal Memor. del Marq. de Monceyo, Palafox e Cossejuelo sull. success. al marches. d'Oristano, num. 23.

En nombre de Nuestro Señor Dios, y de la gloriosa Virgen Maria. Yo Leonardo de Arborea (3), Marqués de Oristan, y Conde de Gociano, fago y ordeno este mi ultimo testament, y ultima voluntad de mi propia mano.

— PRIMO: ordeno, è mando, que de mis bienes sean pagados, è satisfechos todos mis deudos, tuertos, è injurias. — *Item:* quiero è mando, que todo aquello, que se trovava yo aver preso de las rendas de los beneficios, que Don Juan mi hijo tenia en Zerdeña, sea satisfecho otro tanto en cada Iglesia del Beneficio en las cosas mas necesarias (4). *Item:* quiero que a la Iglesia de Simaguis sean distribuidos cien ducados buenos en las cosas mas necesarias. *Item:* quiero y mando, que los Testamentos de la Señora mi Madre, y de mi Muger sean cumplidos. — *Item:* Lexo por la anima de mi Suegro tres mil sueldos. — *Item:* Lexo por la anima de mi Suegra mil sueldos. — *Item:* Lexo por la anima del Marques Don Salvador (5) sia fecho un Monasterio de Santa Maria de Jesus, à la Magdalena, de fuera de Oristan, y en la Seo, do es su cuerpo, sea fecho una bella defunçion, y puestas sus Venderos, y Escudo, y dado un belpetro de oro, y una Custodia de argent, que coste setecientas libras Calaresas, en el dilo Assen do està cuerpo, y que se diga por su anima tres mil Missas.

— *Item:* Lexo que por su anima, del Rector sean distribuidas centinquantas libras Calaresas; y por el anima de Mosen Ximene Idania otras cien cinquanta libras Calaresas; y por la anima de Ferrando de Ayala cinquanta libras Calaresas. — *Item:* dexo à Doña Leonor, à Don Juan, à Don Anton, à Don Salvador, à Dona Maria, fijos mios legítimos, cada cinco sueldos por parte de legitima, y cada cinco por parte de herencia, con los quales

se hayan à tener por contentos, y pagados, excepto lo que graciosament les querece dexar. — *Item:* Lexo à Cathalina fija mia bastarda veinte mil sueldos moneda laquessa en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero; y si muriere sin fijos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Leonardo fijo mio bastardo, que sia de Orden, y le sean dados dos mil sueldos de renda, hasta que tenga otra tanta renta. — *Item:* Lexo à Quiteria fija mia bastarda tres mil libras Calaresas en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Miguel fijo mio bastardo tres mil libras Calaresas, y si muere sin fijos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo à Joana fija mia bastarda dos mil libras Calaresas en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen a mi Heredero. — *Item:* Lexo a Francisco fijo mio bastardo docientas libras Sarclescas, digo Calaresas, y que sia Capellan, fias que haya otra tanta renda. — *Item:* Dejo lo que Don Luis pretende yo serie tenido sea reconocido auigniblemente sin inquisicion; y si no basta lo que demanda, à diez mil libras, è à lo que alcance, le sien cumplidas diez mil libras; y si no alcanza uada, le sean dados diez mil libras Calaresas; y si alcanzara mas de diez mil libras, no aga de alegar la lexa de diez mil libras Calaresas. — *Item:* Quiero y mando, que la Galea sea luego desarmada, dandose la franca à todos. — *Item:* Que todos los esclavos, y esclavas, que yo tenia, sean francos. — *Item:* Lexo de gracia especial a Doña Leonor fija mia legítima cinquenta mil sueldos, que le lexaba su Madre, yo qui siendo. — *Item:* Lexo de gracia especial a Doña Maria fija mia legítima cien mil sueldos laquessa en ayuda de su matrimonio, que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos, tornen a mi Heredero los cient mil sueldos. — *Item:* Lexo a Don Ioan fijo mio legitimo, de gracia especial, las ENCONTRADAS de *Maoraca*, y *Costa de Vals*, con rendas, emolumentos, jurisdiccion alta y baja, con tal vinculo y condicion, que no pueda vender, ni transportar las ditas ENCONTRADAS; ni parte dellas, ni ordenar, sino en fijo, è fijos legítimos masculos, si haùrà; sino tornen ditas ENCONTRADAS a mi Heredero universal. — *Item:* Lexo a Don Salvador fijo mio legitimo, de gracia especial, las ENCONTRADAS de *Parte Arigado*, de *Mandoriança*, y de *Bargabervi*, con todas las rendas, emolumentos, jurisdicciones altas y bajas, con tal vinculo y condicion, que no pueda vender, ni transportar ditas ENCONTRADAS, ni parte de aquellas, ni ordenar sino eu fijos legítimos masculos; si no dauà, tornen las ditas ENCONTRADAS a mi Heredero universal. — *Item:* Quiero y mando, que mi Heredero no sea tenido à las lexis de Don Luis, ni de Doña Leonor, ni de Doña Maria, ni de los Bastardos, hasta que aya cobrado, y posea el MARQUESADO DE ORISTAN (1). — *Item:* Lexo a Bernardo Cispacho, por los buenos y grandes servicios que me ha hecho, ochocientas libras Calaresas, y mas cien libras Calaresas de renda cada un año sobra

(1) Dall'altro testamento di Don Antonio Di Alagon e Arborea, figlio terzogenito del marchese Don Leonardo, che riportiamo fra le CARTE e i DIPLOMI del secolo XVI, nel quale si trova inserito il presente, si rileva, che quest'ultimo era tutto *scripto de mano del muy Spectable Señor Don Leonart de Arborea, quondam, Marques que fue de Oristan, Padre suyo*.

(2) Nel testamento autografo non è notato l'anno; ma può credersi con fondamento che il testamento sia stato scritto dal marchese Don Leonardo nel 1486, e anche prima, essendo egli morto nel castello di Xativa o sul finire del 1489, o nel principio del 1490.

(3) Il testatore prende il cognome di *Leonardo di Arborea*, perchè gli Stati di Oristano e di Goceano gli erano pervenuti da sua madre Donna Benedetta di Arborea, seconda moglie di Don Artale Alagon padre suo, o figlia di Leonardo Cubello di Arborea, che prese questo titolo, perchè succedette agli antichi *Giudici Arborei*.

(4) Nel capitolo XIV dell'Atto di Concordia del 1474 tra il Re Don Giovanni II di Aragona e Don Leonardo di Alagon era stato convenuto che spetterebbe a quest'ultimo la presentazione a tutti i vescovi e benefici ecclesiastici nelle provincie di Oristano e di Goceano (Ved. sopr. CAR. n.° XLVIII). Si capisce quindi donde provenissero i benefici dei quali qui parla il testatore.

(5) Don Salvatore Cubello di Arborea, suo zio materno (Ved. sopr. *Alber. Genral. dei Marchesi di Oristano*, DISSERTAZIONE SESTA).

(1) Da questa disposizione testamentaria si deduce che Leonardo d'Alagon, benchè vinto e prigioniero in Xativa, era persuaso del proprio diritto, e confidava che finalmente, o a lui stesso, o al suo figlio, che instituiva suo erede universale, sarebbe restituito il marchesato di Oristano di cui era stato violentemente spogliato.

las Pesqueras de Cabras, y Marepontos, las quales le sean bien pagadas. — *Item:* Lexo Spondalero à mi Heredero, y por mi anima lo que à el parescerà, y mi cuerpo sea sepelido do à el parescerà; encomandandole mi anima, y Fijos, y Criados. — *Item:* Lexo, y quiero, y ordeno general, y special Heredero mio universal, à Don Anton fijo mio legitimo, de todos mis bienes muebles, sitios, lavidos, y por haver, aciones, derechos mios, y à mi pertinescentes por qualquier via, y razon: però quiero, y mando, que de las propiedades no pueda vender ni transportar, sino eu fijos maselos legitimos, y sino durà, tornen las dichas propiedades à Don Iuan fijo mio, al qual constituesco Heredero, si vivo serà, ò à fijos suyos legitimos maselos, si durà; y sino durà, tornen las dichas propiedades à Don Salvador fijo mio legitimo, al qual constituesco, en tal caso, Heredero de todas las propiedades, ò à fijos suyos legitimos maselos si durà: y si los ditos Don Iuhan ò Don Salvador no auràn fijos maselos, tornen las ditas propiedades à fijas de Don Anton; ò si no durà, tornen las ditas propiedades à fijas de Don Iuan; ò si no durà à fijas de Don Salvador; ò si no durà à fijos maselos de Doña Leonor fija mia, con que aquell, ò aquellos lleven el Nombre, y las Annas de ARBOREA; ò si no durà à fijos de Doña Maria fija mia maselos, con que aquell, ò aquellos lleven el Nombre, y Armas de ARBOREA; y si no durà, à Don Luis mi hermano, ò à fijos suyos de Don Luis mi hermano; y si no durà, tornen à fijos de Doña Leonor; ò si no durà, à fijos de Doña Maria, con condicion, que el que suceyerà trayga las armas, y Vandera de ARBOREA. — *Item:* Quiero, y mando que todos mis Hijos, y Hijas hayan de loar este mi testamento, y tenerse por contentos de aquell, et el que contradirà, ò querrà mas demandar, revocole la lexa, excepta la herencia. — *Item:* Declaro, que un Albaran de mi mano, que tiene Doña Leonor, no ha lugar, porque aunque dize en Oristan, sobre mi fee, y anima, fue fecho en Zaragoza fletament, y sellado con mi Sello, assi que declaro, que no se pueda alegar; ò si con aquel demandàr otra cosa, sino a la lexa de este mi Testament, revoco la lexa de los cinquenta mil sueldos, y revoco los vinculos à ella, y à sus fijos, que ella, ni ellos no puedan aver res de mis bienes, y no quiero haya los veinte mil sueldos, que su Madre le lexò, yo quisiendo.

XCH.*

Decreto e capitoli riguardanti gli Ebrei della Sinagoga di Cagliari, emanati e pubblicati da Don Iuigo Lopes di Mendoza, vicere di Sardegna (1).

(1488.).

Dall'antico Archivio Patrimoniale di Cagliari, Vol 1, Let. Y.

(1) Questi capitoli, decreti e rigori contro gli ebrei nati e dimoranti in Cagliari erano forieri della loro totale espulsione dall'isola, la quale ebbe luogo quattro anni dopo sotto il regno di Ferdinando il Cattolico e il Viceragato del D.º Giovanni Dussay. (Ved. infr. il Decreto relativo del 31 marzo 1492, CART. n.º C.).

Lo REY de Castella, de Arago, y Sardenya.

Ara oyats que us notifica lo molt Illustre Senyor Don Iuigo Lopes de Mendoza lloctinent general de la Magestat del Senyor Rey, y Virrey, Governador General del present Regne de Sardenya, a tot hom generalment de qual sevolli lley, condissio, o estament sia, que com per las lleis divinas, y humanes los Iubeus deguen esser separats del viure del Crestians, y en tal manera anar senyalats, que tots sian coneguts. per ço lo dit Senyor Virrey, y Governador, inseguint los manaments de Sa Magestat del Senyor Rey per lo benefissi de aquest Regne ha fets, y ordenats les capitols següents:

Capitols fets per manament del spectable Senyor Virrey sobre lo redut de la ANAMA dels Iubeus de la Sinagoga de Caller de tants secles en ella estants, ab interventio, y expres consentiment del Reverendissim Senyor Archebisbe.

Primo que los Iubeus estiguan com sempre *ab antiquo* son estats separats en llur carrer del present Castell, y Ciutat; y non pugan viure en altra part mesclats ab los Chrestians, ni comprar cosa en ninguna altra part de la Ciutat, y Appendissis, sots pena de perdre lo preu y la cosa; y que ningun puga anar sens portar la *vetta groga* (*nastro giallo*) en lo berret, salvo si anas en viatge.

Item que los Iubeus llingan en la carniceria una taula per la llur carn en lloch separat y deputat per lo magnifice Procurador Real; e que lo Rabby no puga degollar altra carn sino per aquella taula, a pena de cent lliures. — Es deliberat que la carniceria dels Iubeus sia apartada de la carniceria dels Chrestians, e que sia feta en un clos sota la murala à despeses comunes dels Iubeus, e del qui cull lo dret de les taules de la dita carniceria. E per relevar los dits Iubeus de major perdua, es estat vist que lo Rabby de dits Iubeus haia facultat de triar de la carn viva, aquella que millor li parrà. E que no puga tocar, ni degollar altra carn, sino aquella viva que triada haura, sots la dita pena.

Item que Chrestia algú no gosse comprar carn de dita taula dels Iubeus, ni lo carnisser vendre tal carn a Chrestia, a pena de x lliures per la primera vegada, e les altres a arbitre de Sa Senyoria la dita pena al carnisser.

Item que tot Iubeu, o Iuya porten rodells vermelles en los pits ben alt, à un palm de la orella dreta o esquerra, en las vestidures per totes les Ciutats y llocs poblats, aout anirvn, del present Regne, a pena de perdre la vestidura.

Item que Iubeu algu no gosse cavalcar en les festes manades guardades per la Sglesia, ço es per fer mercaderia, o negossiar; sinon tant solament per passaiar, a pena de perdre la cavalcadura, e dites mercaderies: so es les festes anyals diumengyes, festes de Nostra Dona, e dels Apostols.

Item que Iubeu algu, o Iuya no gosse tenir en sa casa Crestia, o Crestiana a salvada, mosso, o mossà, *dida* (*balia*), sclau, o esclava, o altre servicial Chrestia, a pena de xxv lliures, e perdre lo sclau, o esclava.

Item que Iubeu algu, o Iuya no gosse fer *fenu* (*lavoro manuale*) en les dites festes dels Chrestians ab portes uheres, a pena de x lliures. Emperò si farà dita fenu en la sua

cambrà e sala, pux no la fassa à la finestra, o en alta part, puga tenir les finestres ubertes sans pena.

Item que ferrer algu lubeu, texidor, o texidora, argenter, fuster (*falegnane*), o altre mauestral de qual sevoll ofissi, que fassa remor, no gose fu dit ofissi en les dictes festes en manera alguna, a pena de x lliures.

Item que los lubeus que viudrau de ultramar, en qual sevull lloc sbarquen de la illa (*isola*), no puga praticar ah ningu, sens que tinga llicentia en scrits del Rabby de la Sinagoga de la present Ciutat, y ell subit que sarà avisat ne done la deguda notisia al Senyor Archebisbe de dicta Ciutat, y sa Senyoria li done, o no, la facultat de poder dit Rabby dar pratica als dit lubeus, ahont saran, segons antich usatge, y consuetut, que lo dit Rabby en lo que toca a' les coses de llur lley sia aquell que dispondre dega tot. Sots pena de la vida al lubeu que contra viudrà, y al Christia que ab ell tindrà pratica de conficassio de sosbens, y desterro del Regne.

Item que lubeu algu, o luya no puga portar or, seda, joyes, ni graua en vestir algu dins ni fora la luheria, sos pena de perdre los dits vestits, e joyes: exceptat que puga portar les arres de sos matrimoni *dins* (*dentro*) la luheria.

Item que lubeu algu o luhera ⁽¹⁾ no gose portar borzequins, tepins, ni sabates daltre color que negres, a pena de perdre aquells, exceptat quant van a cavall fora la ciutat, sots pena de perdre dit capussos e cavardos.

E axi vol lo dit Senyor Locinent General que qual-sevol official tinga facultat de executar les penes dels bens de qual sevoll qualitat; lo tiers de la qual pena sia del acusador; y per que ningu ob ignoransa no se puga excusar, mana lo dit Senyor Virrey essor publicada per los llochs acostumats de la present Ciutat: e guardese, qui guardar se ha. ⁽²⁾

(1) *Jukea*. È questo il solo luogo in cui si trova così scritto il genere femminile degli ebrei: negli altri luoghi si legge costantemente scritto *Juya*.

(2) Poichè si parla di Ebrei e delle loro sinagoghe in Sardegna, non sarà inutile notare, per complemento di tali notizie, che nel 1361 gli ebrei Giacomo Bassach e Beth di lui consorte, vendettero con stremento (da noi letto ed esaminato negli Archivi della Chiesa Cattedrale di Alghero) al pure ebreo Vitale Alabi una casa sita in detta città di Alghero nella strada che conduce ad *castellus* (odierna contrada di Santa Croce), per fabbricarvi la loro Sinagoga. Da ciò si deduce che prima dei decreti e capitoli del 1488 emanati dal Viceré de Mendoza, e contenuti nel presente documento n.° XCII* (anzi già da un secolo prima), non era proibito agli Ebrei di acquistare e possedere beni stabili nelle città e nei luoghi abitati dove essi dimoravano: lo che pure è dimostrato da una *Concessione* fatta nel 1433 da Francesco Giovanni di Santa Colomba, governatore e riformatore del Capo di Sassari e Logudoro, con la quale autorizza *Magistrum Salomonem Averno Judaeum* a comprare *quendam campum terras positum intra regales Villas Algueris, prope campum, seu ortum Presbyteri Bernardi Duranti*, per seppellire i cadaveri degli Ebrei. — Esisteva inoltre nei Regi Archivi di Cagliari uno scritto (*Quintumrum*), nel quale erano registrati con barbarissimo latino i vari privilegi accordati dal Re di Aragona Don Alfonso I agli Ebrei dimoranti in Alghero. Però, se una qualche concessione era fatta agli Ebrei onde potessero acquistare beni stabili, e so talvolta conseguivano qualche privilegio, non è men vero che in Sardegna, come altrove e dappertutto, essi erano considerati come membri di una nazione proscritta, co' quali i Cristiani non dovevano mai avere reciprocità di vivere e d'interessi sociali. Abbiamo infatti fra gli altri un documento del 1439, dal quale si ricava che Stefano vescovo di Sora, o Sorres, nell'isola proibì, sotto pena di scomunica, ai suoi diocesani di *convversare, mangiare, bere, dormire e contrarre amicizia* con gli Ebrei, e di far co' medesimi contratto alcuno di *compra e vendita*, sbandendoli così dal consorzio civile. Tale documento esiste in un Codice papiraceo della antica Chiesa di Sora, ed è del tenore seguente: « *A dies xvi*

XCII*.

Lettere del re Don Ferdinando II il Cattolico a Onorato Berenguer Alcaide del castello reale di Xativa, con le quali gli partecipa, che per preghiere avvenute dal Cardinale di Spagna si era indotto a far grazia a Don Salvatore D'Alagon fratello del già marchese di Oristano, permettendogli di uscire da detto castello e di rimanere a titolo di carcere nella città di Xativa, con divieto però di uscir dalle mura, e coll'obbligo di prestare cauzione pecuniaria e fidejussoria a mani del Governatore generale del Regno di Valencia.

(1489. — 5 maggio).

Dei Regii Archivi di Barcellona, Racista. *Dicernor. l'Almatar, Sigil. Secret.* ab ann. MCCCCLXXXIX ad ann. MCCCCC, fol. 191.

Lo Rey.

ALCAÏT. Per quant Nos, moguts per benignitat, è misericordia, è per complaire al Reverendissimo Cardenal de Spàña, qui de açò nos ha molt pregat, volèm donar loc que Don Salvador Dalagò sia tret de aqueix Castell de Xativa, è baxat à la Ciutat de Xativa, la qual volèm li sia donada per carcer ab arrest, mediant sagrament, è homenatge, per aquel prestador en poder de Mos. Luis Ferrer, Locinent General de Governador en aqueix Regne, è mediant certes obligacions, en certa quantitat, per seguretat de nostra Cort prestades, que no exirà de fora la Muralla de la dita Ciutat, segons q aquestes coes al dit Locinent de Governador mes largament havem manades. Perço vos dièm, encarregam, è maudàm que de continuent, que per lo dit Mos. Luis Ferrer, Locinent de General Governador, serè request, e vos serà demanat, lo dit Don Salvador Dalagò, mediant acte public, per vostre descarrech, è cautela, entreguèn, è lliurèn aquell liberament, sens alguna detenció, o dificultat, pera que dell fassa lo que per Nos li es manat, car integrantlo à aquell, Nos ab la present, vos absolèm, èus tenim per quit, è absolt, de qualsevol obligació, è carrech, en que tengut nos fossen, de bèn guardar, è dotarnos rahò de aquell, axi propiament, com si à nostra propria Persona lo haguessen entregat; è per go no hi posèu dilació alguna, car axi proceïes de nostra ferma, e de liberada voluntat, tota dilació, consulta, è altres excusses cessants. Dat en Cordova à v de Maig, del añ Mil cccccxxxviii.

Yo EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al amàt, e feel nostre Mossen Honorat Berenguer, Mercader, Alcaït de nostre Castell de Xativa.

de Agustu de mccccxxxviii. Est istadu dadu cumandamentu ad totu sos clérigos de SORRA per issu reverendo in X.º patrí et domino domno Stephanus Del et apostolice sedis grátia episcopus Sorrensis qui omnia prout dicitur deprecari amonuit et dare cumandamentu ad totu su populu de SORRA, qui necesse non convertet, et non debeat conversare cum eis Judæos, non manducare, non bierre, non dormire, non faghera amicitia, non vender, non comparare, non receptare: et qui contra at fagher bolimus qui cadat in sa excommunicatione, qui non riat absolvidu infinis ad atera cumandamentu nostru ».

XCIV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive al suo figlio Don Alfonso, Arcivescovo di Saragozza e Luogotenente generale del Regno di Aragona, dicendogli di aver ricevuto la copia della Obbligazione di duemila fiorini, che il Vescovo di Vico profferivasi di assumere per cauzione, onde Don Salvatore D'Alagon fosse levato dal castello, e lasciato libero entro le mura della città di Xativa; lo incarica di farla firmare dal detto vescovo di Vico, e ridurla in pubblico strumento; e si riserva dopo ciò di far godere in effetto al D'Alagon la grazia impartitagli.

(1489. — 5 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. div. Valentis* I. Sigill. Secr. ab. ann. MCCCCLXXXVIII ad ann. MCCCCC, fol. 190.

EL REY.

ILLUSTRE, y Reverendo Arçobispo, nuestro muy caro, y muy amado fijo, y Lugartenient General. Recibimos vuestra carta, con la copia de la obligacion de dos mil florines, firmadera par el Obispo de Vich, por Don Salvador Dalagon, la qual vista, somos contentos acceptarla, en la forma que embiada nos la haveis. Y porque el llevador de esta será Don Jayme Dalagon, fijo del dicho Don Salvador, Vos rogamos, que firmando el dicho Obispo la dicha obligacion, en la forma que embiado nos haveis, la fagais sacar en forma publica, y aquella, por fiado Portador, nos embiariéis luego. Scrivereis una carta para Mosen Luis Ferrer, Lugartenient de General Governador en el Reyno de Valencia, con la qual justifiqueis, como el dicho Obispo ha firmado la dicha obligacion: porque Nos screvimos al dicho Lugarteniente con el dicho Don Jayme, que en recibiendo tal carta vuestra, saque el dicho Don Salvador del Castillo de Xativa, y le dé por Carcel la Ciudad de Xativa, segund scripto lo tenemos. E sea Illustre, y Reverendo Arçobispo, nuestro muy caro, muy amado fijo, y Lugarteniente General, la Sancta Trinidad vuestra proteccion. Dat. en Cordova, à v dias del mes de Mayo, del año MCCCCLXXXVIII.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al Illustre, y Reverendo Don Alonso Daragon, Arçobispo de Zaragoza, nuestro muy caro, y amado fijo, y Lugarteniente General en el Reyno Daragon.

XCV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive a Mosen Luigi Ferrer, luogotenente generale governatore del Regno di Valenza, che l'Arcivescovo di Saragozza gli trasmetterà una Obbligazione di duemila fiorini sottoscritta dal

Vescovo di Vico per cauzione di Don Salvatore D'Alagon, e gli ordina che tosto ricevuta tale Obbligazione levi dal castello di Xativa il detto D'Alagon, e lo lasci a sua libertà, entro le mura però della città, senza che possa oltrepassarle ed allontanarsene (1).

(1489. — 10 maggio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Divers. I Valentis* Sigill. Secr. ab. ann. MCCCCLXXXVIII ad ann. MCCCCC, fol. 190.

LO REY.

LOCTENENT de General Governador. Per quant Nos hem reebudes totes les obligacions fermades, fins en la quantitat, per la qual voliem nos fossen donades Fermances per seguretat de nostra Cort, para traure del Castell de Xativa a Don Salvador Dalagò, è donari per carcer la Ciutat de Xativa, segons scrit vos haviem, veritat es, que lo Venerable Bisbe de Vich, ha ofert obligarse per la dita rahò en dos milia florins, eà questa obligació encara nons es stada tramesa. Empero, lo Illustre, è Reverend Arcabisbe de Zaragoza, nostre car fill, tè carrech de ferla fermar per lo dit Bisbe, è trametrens aquella, juxta una copia quens en es estada tramesa; è sia nostra voluntat, que sia firmada, que hage lo dit Bisbe de Vich la dita obligació per los dits dos milia florins, lo dit Don Salvador sia tret del dit Castell, donantli per carcer la dita Ciutat de Xativa, ab facultat de poderse passejar per aquella, no exint fora la Muralla; per çò vos dièm, encarregàm, e manam, que si per letra del dit Archabisbe de Zaragoza sereu certificat, lo dit Bisbe de Vich haver firmada la dita obligació de dos milia florins, segons la copia que tramès a Nos bà, de continent vos conferiau al dit Castell de Xativa, è tregau de aquell lo dit Don Salvador: car Nos scrivim al Alcayt, è sota Alcayt, que de continent vos lo entreguen, è tret aquell, lo baxareu a la dita Ciutat de Xativa, prenentlo ab Sagrament, è homenatge, que tendrà arrest dins los Murs de aquella, è que aquella tendrà por carcer, è que no exirà fora la dita Muralla, sots incorriment de la fidelitat, è sots les penes en los contractes de les dites obligacions contingudes: è en agò no poseu duple, difficultat, ni dilació alguna, car axi proceex de nostra ferma voluntat, tota consulta, è dilació cessantes. Dat. en la Ciutat de Cordova à x de Maig del any M.CCCC.LXXXVIII.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzalez, Secretarius.

Al Magnífich, amat Conseller, è Cria nostre Mosen Luys Ferrer, Loctient de General Governador en lo Regne de Valencia.

(1) Questa lettera fu consegnata a Don Giacomo figlio di Don Salvatore D'Alagon, affinché la desse al governatore generale Ferrer, come si ricava dalla precedente CARTA n.° XCIV*.

XCVI*.

*Don Ferdinando II el Catòlico amplia a favore de Don Salvatore D'Alagon la grazia concedutagli, assegna-
doli per luogho de relegazione tutto il Regno di Valensia,
dopo che però il Luogotenente Governatore generale di
detto Regno riceverà le obbligazioni fideiussorie per ciò
offerite nella somma complessiva di fiorini ottomila dal
Vescovo di Vico, dal barone di Cruilles e sua moglie,
dal barone della Lamna e suo figlio, da Don Onofrio
di Cardona, da Don Perotto di Muncada, e da Mosen
Aril allora dimorante in Sardegna; e scrive in coerenza
al mentovato governatore generale, dandogli gli ordini
relativi.*

(1490. — 12 febbraio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Itinerum*, 1 e 11,
ab. ann. MCCCCLXX ad ann. MCCCXC, fol. 449.

Lo Rey.

LOCTINENT de General Governador. Per altres eus avèm
scrit, è manàt, que de contioent degueseu ampliar à
Don Salvador Dalagò la Carcer, è arrest, que de ma-
nament nostre li avien primeër donàt dins los murs de
la Siutàt de Xativa, se es, que li donasseu per carcer
tot aqueix Regne de Valencia, sens prejudici algu de les
fermanes, è obligaciò per aquell à Nos ya prestades,
è segons havèm entès, per no esser vos stat serti, si les
dites fermanes se eran obligat de nou, com es menester,
per la segretat de nostra Cort, vos havèu diferit am-
pliar lo dit arrest; è perque nostra voluntat es aquell li
sia ampliàt en la manera sobredita, empero atès, que
lo pendre de les fermes de les dites fermanas, com
estigan en diversas parts, es cosa larga, è dificultosa,
majorment la de Mossen Arill, qui està ara en Serdeña,
es nostra voluntat, per redimir temps en açò, sia fet
per vos de aquesta manera, que tois temps, que per
part del dit Don Salvador vos seràn presentats los instru-
ments de les fermanes, ab les quals vos couste auten-
ticament, com à quelli novament se son obligats per la
ampliàciò del dit arrest, en les quantitats que ara son
obligades en la mateixa forma, referiese à les primeres
obligacions per ells ya prës, es asaber, lo Bisbe de Vich
en dos millia florins Dor, lo Barò de Cruilles e sa muller
en altres dos millia florins Dor, lo Barò de la Lacuna, è
son Fill en altres dos millia florins Dor, Don Nefre de
Cardona, è Don Peròt de Muncada, cada hù en sincents
florins Dor, è en loc de Mossen Arill, abies que es en
Serdeña, ques obliguen qualsevol dels sobredits en los
mils florins Dor, que ell està obligat en lo arrest de
Xativa, è integransvos los dits instruments autentichs,
com dit es, fermats per ells, è per sos lilegìtims Procura-
dors, havent à les dites coses plen poder, de conti-
nent, sens sperar de Nos altre manament, ni Consulta,
irèu, è trametreu à la dita Siutàt de Xativa algun Sur-
rogat vostre, è traureu è farèu traure de aquella lo dit
Don Salvador, arrestant aquell, mediant Sagrament, è
homenatge, donanli per Carcelot aixiq Regne de Valencia,

segons dit es, è en açò no poseu ducte, dificultat, ni
dilaciò alguna, car axi proseeu de nostra ferma voluntat,
è après fet açò remetreu à Nos los dits instruments re-
mesos à nostre infra scrit Secretari, en poder del qual
estàn los altres. Dat. en la Ciutàt de Easa à xii de Fe-
brer del Any M.CCCC.XX.

YO EL REY.

Ludovicus Gonzales, Secretarius.

Dirigitur Locumtenenti Generalis Gubernatoris
in Regno Valentiae.

XCVII*.

*Nuova ampliacione della grazia conceduta a Don Salva-
tore D'Alagon dal Re Don Ferdinando II el Catolico,
il quale estende il luogo della di lui relegazione dal
Regno di Valenzia fino al fiume Lobregat nel princi-
pato di Catalogna, previo giuramento e promessa del
detto D'Alagon di non passare tali confini, nè per terra
nè per mare, e ferme sempre rimanendo le cauzioni
già date nella somma complessiva di fiorini ottomila.*

(1490. — 15 luglio).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Divers. Valentiae*, *Sigill.
Secr. Regis Ferdinandi II*, ab. an. MCCCXC ad an. MCCCXCVI, fol. 7.

Lo Rey.

LOCTINENT de General Governador. Iatsia, que per
altres letres nostres vos hajàm scrit, è manàt ultima-
ment, que prorrogasseu, è ampliassèu à Don Salvador
Dalagon son arrest, è presò per tot aqueix Regne de
Valencia. Ara emperò, per bons respectes, volents Nos
haver ab aquell ab mes benignitat, è misericordia; è
per condescendre à les supplicacions de algunes perso-
nes, que per èll nos han suplicat, que lo dit arrest li
sia ampliàt mes avant, fins per la meytà del nostre Prin-
cipat de Cathalunya; es à saber, fins à la Ribera de
Lobregat; restant emperò les Fermanes dels vuyt milia
Florins per aquell à Nos donades, en la mateixa obli-
gaciò, que de present stàn. Per çò, vos dièm, è manàm
que si de les dites Fermanes han yà fermat, è ferma-
ràn en la dita ampliàciò de arrest, en aixi que stiguen
obligades per aquell, segons de present estàn, de con-
tinent amplièu al dit Don Salvador lo dit arrest fins à
la dita Ribera de Lobregat, presentio ab Sagrament, è
Homenatge, que en lo dit termini guardarà plé, è sen-
cer arrest, è que no passarà del dit Riu de Lobregat
en là, ni los limits del dit Principat, ni dequeix Regne,
per via de la Marina, ni de la Montanya; En aixi que
tantolament, tant com tò lo dit Principat, de Lobregat
en çà, è tot aqueix Regne, puixa anar liberament, è
no passar los limits de aquells. E perque havèm entès,
que totes les sobredites Fermanes stàn yà obligades à
aquest arrest, è qualsevol altre, que per Nos li fos am-
pliàt, excepto lo Bisbe de Vich, vos manàm, que si aixi

es, de continent que per lo dit Bisbe vos serà tramesa la sua Ferma, ò Procura, de pendre aquella de sos Procuradors, en la dita forma feta per aquells la dita obligació, de continent fassau la dita ampliació de arrest, segons dit es; E no podenthi vos anà, subrogueu persona, è persones, qui per vos ho fassen; è noy poseu dubte, ò dilació alguna, car així prosceix de nostra ferma voluntat. Dat. en Cordova, à xv del mes de Juliol, en lany de la Nativitat de nostre Señor, mil quatrecents noranta.

Yo EL REY.

Ludovicus Gonzales, Secretarius.

Dirigitur Ludovico Ferrer Locumtenenti Generali Gubernatoris in Regno Valentiae, et in eius absentia, Ludovico Fenollet, eius surrogato.

XCVIII.

La Città di Barcellona supplica il Re Don Ferdinando il Cattolico, affinché faccia mantenere nel suo pieno vigore la prammatica sanzione, in virtù della quale è proibito a qualunque persona, la quale non sia suddita di S. M. Cattolica, pescare ed esportare corallo nei mari, e dai mari di Sardegna ecc.

(1494. — 5 settembre).

Dal CAPMANY, Oper. cit. *Colección Diplomática*. Tom. II, pag. 300, n.º CCVII.

Al molt Alt è molt Excellent Senyor lo Senyor Rey. Molt alt è molt Excellent Senyor: vostres humils vassalls etc. los Consellers de la Ciutat de Barcelona. Per les letres que ultimadament sobre lo reduç de aquesta vostra Ciutat havèm scrit à la Magestat vostra, entrè les altres coses pensades è apuntades, es lo reduç de la mercaderia, en que quan part consistex la negociació dels corals, per los quals la gran Altesa vostra com à virtuosissimo è clementissimo Rey è Senyor nostre, à suplicació de la Cort general que celebrà en la dita Ciutat, per la utilitat que prové als poblats en lo vostre Principat de Catalunya dels dits corals já ab sa Pràmatica sanctament è loable provehí, è ordenà que persona alguna qui no fos vassall è subdit de vostra Magestat no gos ne presumesca coralar ne fer coralar en las mars de Sardenya, Corsega, è altres, ne traure de aquells en algunà manera, sino per portarlos en los Regnes è terres de vostra gran Altesa. E per que, Excellentissimo Senyor, nos altres veèm que de algun temps ençà moltes persones, axí vassalls com altres poch zelants lo servey de vostra Excel·lencia, ab permès dels Oficials de aquella, è per altres vies exquisites, coràlen è fan coralar, è traure dels dits corals, è portarlos en altres Regnes stranyes, en gran è evidentissim dan dels poblats en lo dit Principat;

Supplicam però, quant mes humilment podèm, la

gran Altesa vostra li plàcia per la sua acostumada clemencia provehir per lo gran benefici è utilitat des poblats en lo dit Principat, è signatament de aquesta vostra Ciutat è del redreç de la mercaderia, que la dita Pràmatica sia tenguda è observada, segons que per la Magestat vostra ab aquella estat statuit è ordenat; è manar al Visrey è altres Oficials dels dita Regnes è altres parts, que no permeten en manera alguna dita corals sien trets de aquells, ni aportats en parts algunes sinó en los Regnes è terres de vostra Magestat, sots les penes en dita Pràmatica mencionades.

E jalsia, Senyor, aquestes coses sien molt justes à concernents servey de vostra gran Altesa, è utilitat publica; encara nosaltres ho reputàrem à singular gracia è mercè à vostra Magestat: la qual la Divinal clemencia conserve per molts anys ab gloriores victories de sos inimichs. De Barcelona à v de Setembre, any de la Nativitat de nostre Senyor mil quatrecents noranta è un.

XCIX.

I Consiglieri della città di Barcellona scrivono a Messer Giovanni Dusay viceré di Sardegna per lo stesso oggetto della osservanza della Prammatica Reale sul privilegio della pesca del corallo nei mari sardi, pel quale si erano già indirizzati col precedente memoriale (n.º XCVIII) al re Don Ferdinando il Cattolico.

(1492. — 10 gennaio).

Dal CAPMANY, Oper. cit. *Colección Diplomática*. Tom. II, pag. 301, n.º CCVIII.

Al molt Spectable lo Senyor Micer Johan Dusay Visrey de Sardenya: à tota complacència de la S. V. apparellats, los Consellers de Barcelona. — Molt Spectable Senyor. — La Magestat de nostre Rey è Senyor, à suplicació de la Cort General que ultimadament celebra en aquesta Ciutat, per la utilitat que prové à sos vassalls poblats en aquella, è en lo Principat de Cathaluuya de la negociació dels corals, ab sa Pràmatica sanctament è loable provehí è ordenà que persona alguna, qui no fós vassall è subdit de la Altesa sua, no gos ni presumesca coralar ni far coralar en las mars de Sardenya, Córsega, è altres, ni traure corals de aquellas en manera alguna, sinó per portarlos en los Regnes è terres de sa Magestat.

E veént nosaltres que alguns poch zelants lo servey del dit Senyor, ab permès dels Oficials de aquell, è per altres vies exquisites, coralen è fan coralar, è traure dels dits corals, è portarlos en altres Regnes stranyes, en gran y evidentissim dany dels poblats en dita Ciutat è Principat; en los dies passats scrivèm à la Excel·lencia sua, supplicantla que per la sua acostumada clemencia li plagués, per lo benefici è utilitat dels dits poblats, manar tenir è servar la dita Pràmatica, è no permetre dits corals sien trets dels dits lochs, ni portats en partes algunes sinó en los Regnes è terras del dit Senyor, sots les penes en la dita Pràmatica cominades. La Magestat sua com à clementissim è virtuosissim Princep, Rey,

è Senyor nostre, qui sumament desige lo bé è conservació de sos vassalls, è lo redreç de la mercaderia, ab ses provisions dirigides á la S. V., è á altres Officials de aquex Regne per major observació de la dita Præmática, mane aquella sia publicada, per que ignorancia no s'en pugá allegar.

E per quant nos altres, per lo càrrech que tenim del regiment de aquesta Ciutat, veñt aquella desviada de tota negociació, è desijant per lo benefici è servey dessus dits ab lo anxili de nostre Senyor è de la prefata Magestat, tornarla en son próspero stamént, perque los poblats en aquella tinguen manera de passar llur vida; pregám perçò, quant mes affectuosament podém, la S. V. que per servey del dit Senyor, è contemplació de aquesta Ciutat è nostra, publicada la dita Præmática, vulla manar aquella ab tot afecte sia tenguda è observada, segons en la dita Præmática, è per les provisions per lo dit Senyor Rey emanades, es largament mencionat.

Nosaltres som certs que la S. V. com á bo è natural fill è ciutadà de aquesta Ciutat, per la afeció que ha al servey è benefici dessus dits, y farà aquelles provisions que serán vistas necessaries per la utilitat de la dita Ciutat, è per nosaltres es molt confiat. E ultra que será á nosaltres cosa gratíssima, encara á tot bé è honor de la S. V. nos trobaréu promptíssims è voluntaris. De Barcelona á x de Janer, any de la Nativitat de nostre Senyor mccccxii.

C*.

Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico, dirette a Misser Giovanni Dusay Luogotenente generale nel Regno di Sardegna, con le quali gli ordina di mettere in esecuzione in tutta l'isola l'Editto perpetuo con cui erano stati cacciati gli Ebrei da tutti li suoi Regni e Signorie, e gli dà gli avvertimenti e le norme da seguirsi nella conseguente espulsione degli stessi Ebrei dalla Sardegna.

(1492. — 31 marzo).

Dall'antico Archivio del R. Patrimonio in Cagliari, dove esisteva l'originale, Vol I, Lett. V.

La expulsión de los Iueus de tots los reynos del Señor Rey.

Don Fernando por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de Sicilia, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sevilla, de Sardenya, de Cordova, de Corçega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algezira, de Gíbaltrar, y de las Islas de Canaria, Conde de Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina, Duque de Athenes, y de Neopatria, Conde de Rossellon y de Cerdanya, Marques de Oristany y de Gociano. Al spetable y amado Consejero y Lugarteniente Gen.^l nro en el Reyno de Sardenya Misser Iuan Dnsay salud e dilección. En favor de la fe, y por limpiar nuestros Reynos y Señorios de la heregia y apostasia Iudayca, en la qual han caído muchos y diversos Xtiános por inducion y seducion de los Iudios

y Iudyas que en ellos moran, a causa de la participacion y conversacion dellos, en este día presente por nro Real Edicto perpetuo hechamos y mandamos de los dichos Reynos y Señorios nuestros a los dichos Iudios y Iudyas, segun que en el dicho Edicto es mas largament statuido, al qual nos referimos. E atendido que los dichos Iudios y Iudyas universalmente y singularmente, assi las personas dellos como los bienes son obligados a Nos y nuestra Regia Corte, y a monesteres, yglesias, y otras causas pias, a ciudades, villas, y lugares, y a muchos y diversos Christianos, y algunos moros en muchos y diversas quantidades, y sia cosa injusta que los dichos Iudios se fuisent con lo que a los sobredichos deven, y son tenidos dar y pagar; portanto queriendo acerta el dicto devidamente proveher, con tenor de las presentes, de nuestra certa ciencia, y consultamente vos dezimos, cometemos, y mandamos, que per vos, o por vuestros oficiales faziis luego poner en las puertas de todas las Iudaicas de este dicho Reyno de Sardenya nuestras armas reales, las quales assi mesmo fareis poner en todas las puertas de las casas de los dichos Iudios, y aquellas tornareis, y fareis tornar a manos nuestras, y de nuestra Corte, y los muebles dellos, casa delante casa, inventariareys, o fareis inventariar mediante Notario publico, y los fareis dexar a buen recaydo en las archas de cadauna casa bien serradas y selladas, salvo plata, oro, moneda, piedras, sedas, brocado, pannos de lana, y lenceria, y joyas, lo qual pesado, y contado, e puesto por inventario los censales, viaticos, tributos y dendas qualesquier que a los dichos aliamas, Iudios, y a los singulares dellas universalmente y singularmente hallareis pertenecer y esser devidos, assi por juramento de dichos Iudios, como en otra manera, sobre los quales fareis y administrareis cumplimento de justicia a las dichas aliamas, y singulares de aquellas universalmente, y singularmente en la forma infrascripta. Conviene a saber que fecho lo sobre dicho por boz de crida publica de nuestra parte fazedra, proveheréis que nuestro procurador fiscal, y todas y qualesquier yglesias, monasterios, collegios, confradias de Christianos, causas pias, beneficios, y otros qualesquier Christianos que pretendian pretender los censales, tributos, viaticos, o deudas de qualquier natura sean sobre las dichas aliamas universalmente y singularmente, dentro quinze dias de la dicha crida a delante contaderos sean tenidos fazer ante nos de lo que sobre ello y sns bienes le pertenecere legitimamente, y concurdat, y que passado al dicho tiempo non sea alguno hoydo, y dentro de un mes siguiente des pues de los dichos quinze dias, oydas las partes a las que será interesse, declareis lo que fallore dy por justicia, y aquello comprires dels bienes de los dichos Iudios a los crehedores suyos, y el residuo de sus bienes restituireys, y entregareys a los dichos Iudios, o a sus procuradores, segun hallareis deverse fazer por justicia: el qual residuo quereamos y provehimos que libremente puedan sacar de los dichos Reynos y Señorios nuestros en cosas que non sean vedadas de sacar: però por la discussion, examinacion, liquidacion, e determinacion de lo sobredicho no quereamos alargar ni prorogar el termino dentro el qual por el dicho nuestro Edicto havemos mandado, que los dichos Iudios y Iudyas salgan de los dichos Reynos y Señorios

nuestros; antes queremos que, non embargante la presente nuestra provision, lo provehido por el dicho Edicto en todo y por todo sea servado y cumplido so las penas en el contenidas: però damos facultad a los dichos Iudios y Indias que por sus procuradores Xtianos, los quales por esto constituyessen, puedan ante vos dezir y alegar de su derecho cerca lo sobredicho, por medio de los quales mandamos que le sea fecho por vos cumplimiento de justicia realmente, y de facta manera, que lo que constare que se deva dar y entregar a los dichos Iudios, lo sea effectualmente restituído y entregado, tornando segun que de effecto tornamos lo nuestro para seguridad y salvaguardia real todos los bienes muebles y sedientes, drechos, nombres y acciones a las dichas Aljamas, y als singulares dellos universalmente y singularmente, conjunta y divisa pertenecientes, procedendo a cerca lo sobredicho sumariamente y de plano, sin solemnidad alcuna de drecho, ni de fuero, y constituciones desse Reyno, la verdad del fecho solamente acatada, dando vos para ello nuestro poder cumplido a cerca las sobredichas cosas, con todos los incidentes, dependientes y emergentes dellas, anexo y connextos a ellos, inibiendo, segun de fecho inibimos, con las presentes a todos y qualesquier oficiales nuestros, que no se entromettan de lo contenido en esta commission, que vos ni vos impiedan en el uso y exercicio della, antes vos den todo favor y ajuda para mayor y mas prontamente cumplir y executar lo contenido en ella, decerniendo irrito, casso, y de ningun valor todo lo que en contrario desto por qualquier sera fecho o attendado fazer. Dat. en la Ciudad de Granada a xxx de Março, en el año del nacimiento de nro Señor mil quatrocientos noventa y dos.

IO EL REY.

In diversorum sigilli secreti ij. . .

Dominus Rex mandavit mihi Ioan. de Coloma.

Visa per gen.

CI^a.

Il Re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II Il Cattolico dichiara in modo solenne ed ammassimo la innocenza di Don Salvatore D'Alagon, fratello di Don Leonardo già marchese di Oristano e conte di Goceano, da tutti i reati di perdellione, e di crimenlese che gli erano stati apposti, e pe' quali era stato condannato a pena capitale, e quindi per grazia diletulo nel castello di Xativa, proclamando essere risultata tale innocenza da rigorose e regolari informazioni perciò assunte dal reggente della sua reale Cancelleria, e ordinando per conseguenza la cancellazione e l'annullamento dei processi, sentenze, giuramenti, obbligazioni, cauzioni ed altri atti, che in odio dello stesso D'Alagon erano stati per lo innanzi formati.

(1493. — 14 ottobre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversor. Sigill. Ser. IV*,
ab an. mcccccc. ad an. mccccv. fol. 130.

Nos FERDINANDUS, Dei Gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Toleti, Valentiae, Galleciae, Maioricarum, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtae, Giennis, Algarby, Algesirae, Gibraltaris, Comes Barcinonae, Dominus Vizcayae, et Molinae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristan, et Gociani. Cum contra Vos Nobilem, et Dilectum nostrum Salvatorem Dalagó, objicerentur aliqua crimina fidelitatem, et honorem vestrum coinquinantia, et gravi punitione digna, à quibus vos immunes omnino, et insonem praetendebatis, et propterea, essetis à nobis detentus, ad vestri instantiam, et supplicationem, commissimus Francisco Malet ⁽¹⁾, quondam, Regenti Cellararium nostram, et Gaspari de Arinyo, quondam, Secretario nostro, ut de objectis criminibus praedictis se informarent, et veritatem inquirerent, nobis relationem facerent, qui Mandatis nostris parendo, de praedictis inquisiverunt, et informationem receperunt, nobisque relationem fecerunt, per processum ipsum, satis instructum, constare, Vos, non solum ulla labe, fidelitatem vestram maculasse, et esse, à criminibus praedictis innoxium, sed etiam in aliquibus, Majestati Nostrae servivisse, et cum ita se veritas habeat, quae sumergi non debet: Idcirco praesentium theorem, et de nostri certa scientia, et consulto, vos praefatum Salvatorem Dalagó, ex meritis dicti processus, ab omni noxa, et crimine, fidelitatem, et honorem vestrum desurpante insonem, bonumque, et fidelem Vassalum nostrum semper fuisse, et esse declaramus, et pro tali teneri, et reputari debere volumus, et censemus, cum talis revera repertus fueritis, et ut praedictum. Et propterea absolvimus, et liberamus Vos ab omni arresto, et detentione, sub quibus, ex causis praedictis, iussu nostro, positus fueritis, et in praesentium detineamini. Quo circa universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, cuiusvis praeeminentiae, auctoritatis, gradus, et conditionis sint, praesentibus, et futuris, ad quos spectet, et cuilibet eorum, firmiter mandamus, quatenus Vos praefatum Salvatorem, habeant, teneant, et reputent pro bono, et fideli Vassallo nostro, et nostram huiusmodi declarationem teneant, et observent, et illi, ad quos spectet cancellent, et annullent, arrestum, juramento, et homagio vallatum, obligationem, et detentionem, in quibus positus sitis, actaque, et procedimenta, ratione praedicta, contra Vos, et bona vestra quomodocumque facta, sicuti habemus, tenemus, cancellamus, et annullamus nos cum hac eadem, ex meritis dicti processus, et iustitiae debito: pro huiusmodi vero liberatione, et remissione, nichil Curiae nostrae servivitis. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro secreto Sigillo in dorso munimus.

(1) Le informazioni perciò assunte furono anteriori al 1491, giacchè al dì 18 gennaio di quest'anno il reggente Francesco Malet era già morto, come si ricava da un altro documento esistente negli stessi Archivi di Barcellona (18 gennaio 1491), nel quale si dice che fin dal 12 dicembre dell'anno precedente il Re Don Ferdinando aveva surrogato, per certe cause civili tra Giovanetto di Corbera e la vedova di Guglielmo Pujades già conservatore di Sicilia, al suddetto Malet, ch'era già deceduto da questa vita, nuovi giudici nelle persone di Andrea Solzina e di Girolamo Albanelli. Dal che si deduce ancora che non ostante che il processo, da cui risultava l'innocenza di Don Salvatore D'Alagon, fosse compiuto fin dal 1490, il Re Cattolico differì la proclamazione della innocenza medesima fino al 14 ottobre 1493, data della presente CARTA.

Datum in Civitate Barcinæ die xiii. mensis Octobris,
anno à Nativitate Domini m.ccccxciii.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez,
visa per Generalem Thesaurarium, et per
Regentem Cancellarium, et per Ferrer pro
Generali Conservatore.

CII*.

*Il re Don Ferdinando il Cattolico, rammentando la solenne
dichiarazione e proclamazione dell'innocenza di Don
Salvatore Alagon da lui fatta soli tre giorni avanti, fu
tuttavia formale e rigoroso divieto allo stesso d'Alagon
di recarsi in Sardegna senza il suo regio e speciale
permesso, con comminazione della pena capitale, da
incorrersi ed eseguirsi senza remissione, in caso di di-
sobbedienza (1).*

(1493. — 17 ottobre).

Dai Registri di Barcellona, Registr. Diversor. Signif. Secr. IV,
ab an. mcccxc. ad mvmii. fol. 939.

Nos FERDINANDUS, Dei Gratia, Rex Aragonum, etc.
Attendentes, Vos Nobilem, et Dilectum nostrum, Salva-
torem Dalagon, ad instantiam nostri Fiscus Procuratoris Fi-
scalis, fuisse culpatus de crimine Inobedientiae: Et licet
nostra opportuna provisione, dat. Barcin. xliii. praesentis,
et infrascripti mensis Octobris, declaraverimus, Vos eun-
dem Nobilem Salvatorem Dalagon, esse immunem, et in-
sonstem omni culpa, de qua fueratis culpatus: Attamen
aliquibus dignis respectibus animus Maiestatis nostrae
digne moventibus, serie, cum praesenti providendo, de-
claramus, quod a caetero, absque licentia, et permissu
nostris, vos non possitis, nec vobis liceat ingredi in Re-
gnum Sardiniae: quod si feceritis, nunc, pro tunc volumus,
vos in poenam capitis, absque indulgentia aliqua,
seu remissione incurrere. Idcirco praesentium tenore, et
de nostri certa scientia, vos ad exilium huiusmodi con-
dempnamus. Mandantes serie, cum praesenti, universis,
et singulis Officialibus nostris, quod ab inde si repertus
fueritis in dicto Regno Sardiniae, vos in carceribus apponant,
et absque sententia aliqua, vitam vestram, cum morte commutent, quoniam Nos sic fieri volumus, et iu-
bemus. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro secreto Sigillo, in dorso munitum. Dat. in

(1) È evidente che con la presente provisione regia il Monarca Cattolico sacrificava la giustizia dovuta al D'Alagon agli interessi politici della sua Corona, temendo senza dubbio che la di lui presenza in Sardegna risvegliasse gli antichi spiriti d'indipendenza nazionale, e sollevasse nuovamente i popoli di Arborea contro l'iniquità dei processi, della condanna, e della spogliazione dell'animo Don Leonardo D'Alagon marchese di Oristano e conte di Goceana. La qual cosa riceve conferma dalla gran dilazione che si frappose alla proclamazione della innocenza del D'Alagon, essendosi questa eseguita soltanto nel 14 ottobre 1493, mentre era già solennemente appurata ed accertata fin dal 1490.

Civitate Barcin. decimo septimo die, mensis Octobris,
anno à Nativitate Domini, mcccxciii.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez,
visa per Generalem Thesaurarium, et per Ber-
nardum Ferrer, pro Generali Conservatore.

Praeinserta provisio fuit publicata per me Lu-
dovicum Gonzalez, Secretarium, dicto Salva-
tori Dalagon, xliii. Octobris mcccxciii.

CIII*.

*Il Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna Don Fer-
dinando II detto il Cattolico richiama a stretta asser-
vanza il privilegio ch'era stato concesso alla città di
Alghero dai Sovrani di Aragona Don Pietro IV e Don
Alfonso V, in virtù del quale tutti coloro che atende-
vano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal Capo
di Napoli (odierno Capo Mannu) nella costa occi-
dentale fino all'isola di Linayre (odierna Asinara)
nella costa settentrionale dell'isola, fossero naturali o
forestieri, doveano far porto e dogana in detta città di
Alghero.*

(1493. — 24 ottobre).

Dagli Archivi della città di Alghero.

DON FERNANDO per la gracia de Deu Rey de Castilla,
de Aragó, de Leó, de Sicilia, de Granada, de Valencia,
de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardenya, de
Cordova, de Corsega, de Morsia, de Algarba, de Alge-
sira etc. etc. Als Magnífichs Consellers et amats Nostres
lo Lochtinent General en el Reyne de Sardenya, Gover-
nadors en el Cap de Caller, Gallura y Lugudor, Vegueres,
sots-Vegueres, Polestats, Consellers, è altres quals si vol
Officials nostres en lo dit Reyne constituïts è constituï-
dors, è altres llochtinents de aquells, presents et deveni-
dors, al qual è als quals en les coses de vall scrites per-
teyn, o pertienya poder enqual se vol manera. — Per
humil supplicació à Nostra Magestat presentada per part
dels amats è feels nostres lo Consellers, Consell è pro-
homens de la Villa nostra de Alguer havem entes que
per privilegis oborgats à la dita Villa per los Serenis-
simos Reys Don Alfonso Oncle nostre, è Don Pedro pre-
decessors nostres Reys de Aragó de gloriosa recordació è
per N.^{ra} Mages.^a confirmats es dispost prohibet ordenat
y manat que totes les Barques qui pescaran corall dels
mars del Cap Napoles fins à la Linayre haian è sien
tinguts fer port y estar en la dita nra Villa de Alguer,
è no en altre lloch, è que sian tinguts pagar la mayor
detret qui es acostumat de pagar per lo dit corall, assi
per los habitants de la dita Villa com per los estrangers,
segons que en los dits privilegis, à los quals nos refle-
rim, en pus extensament contingut; è que en dias pas-

nats volent se efforsar lo Capità Mossen Villamarí (1) g.º a los Off.º a Prohomens de la Ciutat de Bosa de re- vellir les dits barques de corall, fonch agut recurs a nostre Magest.º per part de la dita Villa, e Nos ab nostra provisió dada en aquesta Ciutat a setze de Mars del any 1484. en deguda forma despachada manem observar los dits privilegis; lo qual no obstant, segons per part de la dita Villa se afirma, Mossen Bernart de Villamarí Capità General del nostre maritim exercit ara novament se efforà e apoderà en fer port e far pagar lo dit dret de corall en la dita Ciutat de Bosa, metent los coralls que en la dita partida se pescan drent la dita Ciutat, e traent aquells per altres llocs contra el tenor dels dits privilegis ordinacions e provisions e en grandíssim dayn e evident perjudici deles rents Reales nostres e de la dita Villa per part de la qual soms estels molt humilment supplicats fos mercè nostra manassen provehir ab degut remei de justícia: e Nos oyda la dita suplicació, e com a justa benignament admissa, volent provehir a la conservació de la dita Villa, e de les ventes Reales nostres, ab thenor de les presents de nra certa sciencia e deliberada voluntat encarregam y manam a Vosaltres e cascu de vosaltres a qui spectenya, sols incorrimet de nra ira e indignació, a pena de dos mil florins dor dels bens de aquel de vosaltres qui lo contrari farà exigidors e a nostres Cofrens aplicadors, tenir e observar les dits privilegis, ordinació e provisió nra demunt cal- lendada, e a tots e singulars coses en aquelles contengudes, nò permetter ne donar lloch per via directa o in- directa que lo dit Mossen Villamarí, ni altra persona al- guna qui pescarà, o farà pescar corall en la dita par- tida de la *Linagra* fins a lo *Cup de Napoles*, ni les bar- ques de aquells fassen o puxan fer port ni pagar lo dit dret de corall en la dita Ciutat de Bosa, ni en altre lloch, sino en la dita Villa de Alguer juxta forma dels dits privilegis. E si algu e alguns en aço saran renitents o no observaran e obeyran los dits privilegis, ordinació e provisió, e aquell o aquells en qualsevol manera contravineran, executers los dits contrafahents-en les penes en dits privilegis e ordinació e aposadas, sens venia ne remissió alguna; e ancara, si necessari sarà, los com- pellireu ab imposit y executió de altres majores penes qui a vosaltres semblarà, per forma que dits privilegis e ordinació sien observats, guardant vos atentament de fer ne permetre sia fet lo contrari en niguna manera, com por lo bè public de la dita Villa e conservació de aquella, e de nostres rentes Reales, lo havem assi de- liberadament provehit, e volem sea per vos altres exi- gut, tota consulta a part posada. Dada en la Ciutat de Barcelona a 24 de Octubre 1493. — Yo EL REY. —

In Reg.º Sardinia VII.º

Vº Gº Thesaurarius.

Vº Pont. R.º

Vº B. Ferr. pr. Cons G.º

(1) Il capitano generale delle forze di mare di Aragona, di cui si parla in questo luogo, chiamavasi *Bazzano*, ed è nominato più sotto. Era figlio di Giovanni Villamarí, signore di Bosa e della Planargia in Sardegna (donato in fendo al di lui padre nel 1468 dal Re Don Giovanni II di Aragona), ed ebbe per erede l'unica sua figlia Isabella Villamarí, che fu moglie del principe di Salerno, come racconta il Zurita, e si raccoglie dai monumenti che pubblichiamo fra le CARTE e DIPLOMI del secolo XVI.

CIV.º.

Lettere patenti del re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II il Cattolico, con le quali Don Giovanni D'Alagon, fratello di Don Leonardo marchese di Oristano e conte di Goceano, è proclamato innocente dei reati, che gli si erano apposti, e pe' quali era stato condannato alla pena capitale, e si ordina perciò che siano cancellati e annullati tutti i processi formati contro di lui, insieme con le sentenze, decreti, giuramenti, cauzioni ed obbligazioni che avevano susseguito a tale condanna.

(1497. — 10 giugno).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registre. Diversor. Sigill. Secor. V.* Regie Ferdinandi II. ab an. mccccxcv ad an. mccccxvii, fol. 196.

NOS FERDINANDUS, Dei Gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Granatae, Tolati, Valentiae, Galliciae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, Comes Barchinonae, Dominus Vizcayaee, et Molinae, Dux Athaenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Caeritaniae, Marchio Oristanni, et Gociani. Cum contra vos Nobilem, et dilectum nostrum Joannem de Alagon obiceretur aliqua crimina fidelitatem, et honorem vestrum coinquinantia, et gravi punitione digna, à quibus vos immuno omnino, et insontem praetendebatis, et propterea essetis à nobis delentus, ad vestri instantiam, et supplicationem, commissis Francisco Malet, quondam, Regenti Cancellariam nostram, et Gaspari de Arinyo, quondam, Secretario nostro, ut de objectis criminibus praedictis se informarent, et veritatem inquirerent, et nobis relationem facerent, qui Mandatis nostris parendo, de praedictis inquisiverunt, et informationem receperunt, nobisque relationem fecerunt, per processum ipsum, satis instructum, constare, Vos, non solum ulla labe, fidelitatem vestram maculasse, et esse a criminibus praedictis innoxium, sed, et in aliquibus Majestati nostrae servivisse; et cum ita severitas habeat, quae submergi non debet; Idcirco praesentium thenore, et de nostri certa scientia, et consulto, vos praefatum Joannem de Alagon, ex meritis dicti processus, ab omni noxa, et crimine, fidelitatem, et honorem vestrum deturpante insontem, bonumque, et fidelem Vassallum nostrum semper fuisse, et esse declaramus, et pro tali teneri, et reputari debere volumus, et censemus, cum talis revera repertus fueritis, ut praedicitur. Et propterea absolvimus, et liberamus vos ab omni arresto, et detentione, sub quibus, ex causis praedictis, jussu nostro, positis fueritis, et in praesentiarum detineamini. Quo circa universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, cujusvis praeheminentiae, auctoritatis, gradus, et conditionis sint, praesentibus, et futuris, ad quos spectat, et culibet eorum, firmiter mandamus, quatenus Vos praefatum Joannem de Alagon habeant, teneant, et reputent pro bono, et fidele Vassallo nostro, et nostram hujusmodi declarationem teneant, et observent, et illi, ad quos spectet, cancellent, et annul-

lent arrestum, sacramento, et homagio vallatum, obligationem, et detentionem, in quibus positus sitis, actaque, et procedimenta, ratione praedicta, contra Vos, et bona vestra quomodocumque facta, sicuti habemus, tenemus, cancellamus, et annullamus nos cum hac eadem, ex meritis dicti processus, et iustitiae debito; pro huiusmodi vero liberatione, et remissione nihil Curiae nostrae servivimus. In cujus rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro secreto Sigillo a tergo munitam. Datum in Villa Medinae del Campo, die x mensis Junii, anno a Nativitate Domini M^oCCCLXXXVII.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez, visa per Generalem Thesaurarium, et per A. Boneti, pro Generali Conservatore.

CV.*

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico, ricordata la grazia già da lui fatta a Don Giovanni d'Alagon, fratello del marchese di Oristano e conte di Goceano, nel 9 marzo 1496, in virtù della quale gli era stato concesso di poter liberamente recarsi e dimorare in qualunque luogo dei regni di Aragona, di Valenza, di Catalogna, e di Castiglia, ora gli accorda piena ed intera la libertà, così dentro, come fuori de' suoi Stati (1).

(1498. — 18 settembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Regiar. Itinerum XXI*, ab ann. mccccxviii ad mccccxix, fol. 183.

DON FERRANDO, per la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia; de Mallorcas, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Iahen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, y de la Islas de las Canarias, Conde de Barcelona, Señor de Vizcaya, y Molina, Duque de Athenas, y Neopatria, Conde de Rossellon, y de Cerdaña, Marqués de Oristany, y Goceano. En dias passados, con nuestra provision, que dada fue en la Ciudad de Tortosa a vij dias de Março, en el año de la Natividad de nuestro Señor, mil quatrocientos noventa y seis, alargamos el Arresto, y Prision, que vos Don Joan de Arborea teniades en todo el Reyno de Aragon; por los Reynos de Aragon, Valencia, Principado de Cataluña, à Condados de Rossellon, y de Cerdaña, y por todos los otros Reynos, y Señorios nuestros de Castilla, segun en la dicha nuestra precalendada Provision, à la qual Nos referimos, mas largamente se contiene. Y agora movidos por algunos respetos, y inclinados benignamente à las suppliaciones vuestras, que sobresto nos havedes fecho; es nuestra merced, y voluntad de levantar, y quitarnos el dicho Arresto, y Prision, assi como por tenor

de la presente, de nuestra cierta sciencia, y expressamente vos lo quitamos, è alcamos, resituyendo vos en vuestra propia libertad. E vos damos licencia, y permiso, que sin incorrimiento de pena alguna, podades, è vos sea lícito ir, star, è habitar en todas las partes que quisiereades, assi dentro de nuestros Reynos, è Señorios, como fuera de aquellos, segun bien visto vos fuere. Mandando con tenor de la presente, de la dicha nuestra cierta sciencia, y expressamente, a incorrimiento de nuestra ira, è indignacion, è pena de mil Florines de Oro, à qualesquiere Oficiales, è Subditos nuestros, de qualquiere grado, condicion, è preheminiencia sean, que la presente nuestra Provision, alcamento de Arresto, è Prision, è licencia, vos tengan, è guarden, è fagan vos sea guardada, è observada con todo cumplimiento, y en ella no vos pongan empacho alguno, ni consientan vos sea puesto, como assi procea de nuestra voluntad. Dat. en la Ciudad de Zaragoza à xviii de Setiembre, en el año del Nacimiento de nuestro Señor de Mil ccccxxxviii.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Velasquez Climent, visa per Generalem Thesaurarium, et A. Boneti, pro Generali Conservatore.

CVI.*

Testamento di Don Giovanni di Alagon e di Arborea, figlio di Don Leonardo di Alagon e di Arborea, marchese di Oristano, e conte di Goceano.

(1499. — 28 gennaio).

Dal Memoriale Moncayo, Palafox, y Coscojuela sopra i diritti di successione al marchesato di Oristano (MCCXII), num. 23.

TESTAMENTO

del Noble Don Juan de Arborea, y de Alagon.

En el nombrè de Dios Omnipotente, y de la Suya gracia, Amen. Como Creatura alguna humana por sus meritos no haya cosa alguna, con la qual pueda satisfacer à su Creador, por questo no se pertenesce à la creatura demandar del juicio Divinal, et porque assi dispone, ante deve suplicar la misericordia Divina, porque, noche y dia, la creatura siempre decorre à la muerte, et así no hà cosa alguna stable, ni firme, porque à la persona sabia se pertenesce cogitar la vida perpetua, por tal que cada, y quando nuestro Señor Dios demandarà por ella, da la trobe, è renderle el anima por èl à ellà acomendada, por tal, que en el juicio final no pueda seger represas de pecado mortal. Por tanto; manifestado sea à todos, que yo Don Juan de Arborea, y de Alagon, fillo de muy Noble Don Leonardo de Alagon, y de Arborea, Marques de Oristan, quondam, habitador qui so de presente de la Ciudad de Zaragoza, del Regno de Aragon, stando enfermo en mi persona, emperò à nuestro Señor Dios gracias; en mi buen senso, firme memoria, y palabra manifesta; considerant, que persona humana scapar no puede de

(1) Il Re Don Ferdinando accordava a Don Giovanni D'Alagon come una grazia la piena libertà, che gli era dovuta per giustizia, dopo la solenne proclamazione della di lui innocenza. Ved. la precedente CARTA n.° CIV.*

la muerte corporal, revocando, casando, y anulando todos, y cadaunos, ò qualesquier Testament, o Testamentos, Codicecillo, ò Codicecillos, ò qualesquiera otras Ordinacion, ò Ordinaciones, ò ultima voluntad, ò voluntades, por mi ante de questo fets, y ordenadas, aqueste fago, y ordeno mi ultimo testament, ò ultima voluntad, ordenacion, y disposicion de todos mis bienes, assi muebles, como sedientes, ò por si moventes, rendas, derechos, nombres, y acciones de aquellos, y de cadauno, i qualquiera de ellos, por si, en la forma, y manera siguiente. Primerament, Recomando mi Anima à nuestro Señor Dios, qui la formò, ò prengò por a quella la Sacratissima Passion de mi Señor Iesu Christo, qui la formò, la qual sea remission de mis pecados, ò quiero, ordeno, y mando, que quada, y quando à nuestro Señor Dios placerà, que mi Anima pase de esta vida, ò mundo present, al otro, que mi cuerpo sea levado à sepelir a la Iglesia de nuestra Señora la Virgen Santa Maria del Pilar de la Ciudad de Zaragoza, y sea alli sepelido en la Claustro de nuestra Señora delante de las Capillas de nuestra Señora de Piedra, y de Señor Sant Miquel. *Item:* Quiero, ordeno, y mando, que la defusion, novena, y cab de anyo mios, sean fechos à voluntad, ordinacion, y disposicion de los Executores mios, deusos nombrados, para lo qual hacer tomo por Dios, ò por mi anima todo aquel dinero, que despues que yo serò finado se fallará ruio en la posada donde yo de presente habito, en esto, el qual mando, que sea distribuido por mi anima à voluntad de mi Executores dius nombrados. *Item:* Quiero, ordeno, y mando, que por descargo de mi Anima, de mis bienes sean satisfetas, y pagadas todas mis deutas, tuertos, ò injurias aquellos, y aquellas, que por buena verdat se trobarán yo ser tenido satisfazer, y pagar, con cartas, ò menos de cartas, ò en otra qualquiera manera. *Item:* Lexo pro parte, y por legitima herencia, por todo otro titol, derecho, nombre, y accion, à Don Anthon, Don Leonart, Doña Maria de Arborea, y Alagon, Hermanos, y Hermanas mias, y à todas, y a cada unas, y qualesquiera otras Persona, ò Personas, pretenda, ò pretendan tener derecho alguno en mis bienes qualesquiera, assi muebles, como sedientes, asaber es, à cada uno de ellos, cada diez sueldos dineros Jaqueses, por todo mueble, y sendas robas de tierra en el mont, por todo sedientes, con los quales cada diez sueldos, ò sendas robas de tierra en el mont, por mi à ellas, y à qualquiera de ellas lexadas en la manera sobredicha, quiero, ordeno, y mando, que se bayan à tener, y se tengan por contentas ellas, y cada una de ellas por si, ò pagadas, y que mas haver demandar, ni alcanzar de mis bienes qualesquier, assi muebles, como sedientes, y por si moventes no puedan, exceptado, que de la part de iuso por herencia, universal, aui alias lexo. *Item:* De todos cada unos, y qualesquiera bienes mios, assi muebles, como sedientes, et por si moventes, rendas, derechos, nombres, voces, vezes, titoles, lexas, yncitos, y acciones de aquellos, y de cada uno, ò qualquiera de ellos por si, mios, y à mi pertenecientes, et que yo tengo, y posido, y de aqui adelante havre, y possederè, y me convalidar, y pertenesçeran por qualquiera casso, titol, derecho, nombre, accion, letra, vinculo, causa, manera, ò raxon, ò señaladamente del Lugar de Almunied, y sus

terminos, ò otros qualesquiera, ò do quiere stantes, et situados, y trobados serán, que bienes muebles, ò sedientes, ò por si moventes puedan, y deban seyer ditos, ò nombrados de qualquiera manera, forma, ò especie que sia, los quales todos, y cada uno de ellos por si, quiero haver aqui, y he por dichos, nombrados, confrontados, designados, y especificados, et declarados, bien, assi como si todos los ditos bienes muebles, y cada uno, ò qualquiera de ellos por si, fuesen aqui por sus nombres propios, nombrados, designados, especificados, y declarados, et los sedientes todos, y cada uno de ellos por si, fuesen aqui por una, dos, ò tres, ò mas, ò menos afrontaciones, ò confrontaciones, confrontados, lemitados, designados, y especificados assi, aquellas, y de aquellos, y todos, y cada uno de ellos por si fago, lexo, et instituesco Heredero mio universal al Noble Don Anthon de Arborea, y de Alagon Hermano mio, para fecer de aquello à todas sus proprias voluntades. *Item:* elio, si quiere lexo Executores, si quiere Spondaleros del present mi ultimo Testament, ò ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de todos mis bienes, segund dicho es, al sobredicho Don Anthon de Arborea, y de Alagon Hermano mio, ò al Noble Don Luys de Arborea, y de Alagon, fo mio, ò à Martin Iuan de Carbellon, habitant en la Ciudad de Zaragoza, à todos tres concordos, ò à la mayor part de ellos, à los quales, ò la mayor part de ellos concordos, segund dito es, caramente encomando mi anima, y les ruego, que fagan el mas bien que poràn por aquella à su arbitrio, y voluntad, sines danyos de sus personas, ò bienes, ò peligro de sus consciencias, dando, y atribuyendolos, como por tenor de la presente, en quanto en mi es, y facer puedo, y debo, do, et atribuesco à los sobredichos Executores, todos, ò la mayor part de ellos, segund dicho es, pleno, libero, franquo, y bastante poder de demandar, responder, defender, componer, comprometer, albaran, ò albaranes, y diffiniciones, facer, ò fer facer, y atorgar, Procurador, ò Procuradores confirmar, ò rebocar, et todas, y cada unas otras cosas facer, ò fer facer, ò cumplir, que buenos, y bastantes Executores, si quieres Spondaleros Testamentarios, legitimament lexados, facer pueden, y deben, segund derecho, fuero, uso, y costumbre, y observancia del Regno de Aragon, et alias. Aqueste es, et quiero que sia mi ultimo Testament, ò ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de todos mis bienes, segund dicho es, el qual quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga por titol, ò derecho de Testament; E si por via, titol, ò derecho de Testament no valrà, ni obtener se podrà, quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga por via, titol, ò derecho de Codicecillo; E si por via, titol, ò derecho de Codicecillo no valrà, ni obtener se podrà, quiero, ordeno, y mando, que valga, y obtenga, por via, titol, ò derecho de qualquiera otra ultima voluntad, ordinacion, y disposicion de bienes, derechos, lexas, et cosas, si quiere herencias, que de derecho, et por derecho Canonico, y Civil, fuero, ley, uso, ò costumbre, et observancia del Regno de Aragon, en lo Testament, ò Codicecillo, ò ultima voluntad, mas, ò millor puedo, y debe, podrà et debrà tener, y valer. Feyo fue a questo en la Ciudad de Zaragoza à rnt' y ocho dias del mes de Ianero, año à Nativitate Domini millesimo

quadragesimo nonagesimo nono; presentes Testimonios fueron a las sobredichas cosas, los Honorables Anthon Darbas, Sastre, et Iulian de Cerbellon, Veler, habitantes en la Ciudad de Zaragoza, llamados presentes, y rogados.

Sig+no De mi Martin Martinez de Alfoca, Notario publico de la Ciudad de Zaragoza, qui à las sobredichas cosas present fue, en semble con los testimonios de la parti de suso nombrados, et aquesto en parti scribi, et en parti por otro scribir fice: Consta de rasos en la primera linea, do se tie, de: et en la quarta linea, do se lee: Arborea, Alagon; et en la novena linea, do se tie, Dios: et sobrepuestos en la quinsena linea, do se lee; Todo; et en la vint y ochena linea, do se lee; Posan; et Cerre.

CVII*.

Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si provvede alla libertà del commercio interno ed esterno di Sardegna, a favore specialmente dei cittadini di Cagliari, di Sassari, di Oristano, di Alghero e di Bosa; e quest'ultima città è dichiarata città reale con tutti gli onori e preminenze delle altre città e porti reali dell'isola, benchè fosse posseduta da Bernardo de Villamari Capitano generale, o Ammiraglio delle forze marittime di detto Re Cattolico (1).

(1499. — 30 settembre).

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. B. C. 28, fol. 59 e seg.

Nos Don Ferrando per la gracia de deu rey de Castella darago de les de Sicilia de granada de toledo de Valencia de galicia de mallorques de sevilla de sardenya de cordova de corsega de murcia de jaen del Algarbe de algezira de gibraltar y de les illes de canaria comte de bargelona senyor de vizcaya y de molina duch de Athenas y de Neopatria comte de rossello y de Sardanya Marques de Oristany y comte de gociano. Com en los temps passats per los serenissimos reys predecessors nostres de gloriosa recordacio y per nos sien estades fetes diverses provisions pragmatiques y ordinacions circa la extraccio de les mercaderies y altres havers del nostre regne de Sardenya que fa per los ports nostres reals essent en aquell temps lo marquesat de Oristany y comtat de gociano delatengs per los llavors marquesos y comtes apres des applicats a nostra real corona los dits

marquesat y comtat segons experiencia ha mostrat les dites provisions pragmatiques y ordinacions en la observancia y execucio delles han portat alguns contraris per forma que es necessari fer lii provisio deguda. E perpo volents sobre les dites cosas saludablement e com conve provehir per conservacio y augment de la cosa publica de aquell nostre regne de Sardenya y dels drets rendes e emoluments nostres reals ab tenor de les presents les quals volem y manam tenir forsa de real pragmatica de nostra certa scientia delliberadament e consulta e per nostre propimotio provehim ordenam y manam que daci avant sie llicit e permes als habitants e habitants en la nostra ciutat de Oristany entrar comerciar negociar y contractar en les encontrades de parte de montis parte usellus parte valensa e marmilla e traure de aquelles y quinsena delles totes les mercaderies que volran. E per lo semblant los habitants en la nostra ciutat y castell de Caller puguen e lis sie llicit e permes negociar entrar comerciar e traure liberament les mercaderies en e de totes les dites encontrades axi com ony fan del restant del cap de Caller. E mes avant provehim ordenam y manam que axi les nostres ciutats de sacer y vila del alguer com la ciutat de bosa la qual te y posehix mossen bernard de vilamari capita general de nostre maritum exercit com a ciutat real e rete totes les facultats prerogatives y preheminiencies que tenen les ciutats viles y ports reals ab omnimoda salvetat de aquelles dites facultats prerogatives y preheminiencies sens lesio y perjuy de aquelles les dites ciutats de sacer vila del alguer y ciutat de bosa e los vassalls e habitants presents e esdevenidors de aquelles e de quiscuna delles puguen e lis sien llicit e permes liberament intrar negociar contractar comerciar e traure totes mercaderies y vitualles en e deles encontrades de curadoria Dore biti anagra comtat de gociano e ses encontrades montiverro e costa de valls Torralba ecologo jave e cosechini e margine y macomer e en la encontrada de parte barigado e en les viles y terres de mossen pere marj de ferreres. E volem axi mateix que les dites ciutats de Sacer Oristany y vila del Alguer e poblats en ellas puguen per lo semblant e lis sie llicit e permes entrar y negociar contractar comerciar e traure totes vitualles mercaderies sardesques en e deles mateixes encontrades e en la dita ciutat de bosa e ses terres liberament e sens contradiccion alguna E a ço no obstant qualsevulla pragmatiques provisions statuts y ordinacions en contrari fins axi en qualsevol manera fetes y decretades com axi per lo benefici utilitat y benavendir de la cosa publica de aquell regne nostre ho haïam provehit y vullam sien fet exeguir y complir ab tot efecte de obra. Portant notificants les coses demunt dites e cascuna delles ab tenor de aquelles mateixes dihem y manam als spectable magnifics amats consellers e faliels nostres los lochinent general en lo dit nostre regne de Sardenya e governadors en lo Caps de Caller gallura e lugudor procurador real nostre en lo dit regne potestats consellers oficials majors jurats e bons homens e altres qualsevolls oficials e subdits nostres en lo dit regne y qualsevol parte de aquell constitutibts e constitutibds y assenyaladament a univeses e sengles oficials de les dites e desus nomenades terres e encontrades

(1) Questa Prammatica fu violata a pregiudizio della città di Bosa per la concessione fatta in Saragozza nel 3 agosto 1518 dal Re Don Carlo (poi Carlo V Imperatore dei Romani) alla città di Oristano, in virtù della quale tutte le mercanzie provenienti dalle Incontrade di Ulcier, Parte Barigado, Mandralussu y Margini-Macomer doveano essere portate esclusivamente ed in via di privilegio alla dogana reale di detta città di Oristano. Contro questo privilegio, che distruggeva la libertà di commercio felicemente iniziata nell'isola, e ledere insieme i dritti di tanti cittadini e di intere popolazioni, reclamò subito Isabella de Villamari, figlia ed erede dell'ammiraglio Bernardo de Villamari, principessa di Salerno e signora di Bosa; e la giustizia dei suoi richiami fu riconosciuta dallo stesso Imperatore Carlo V, il quale, col parere del suo Consiglio reale e con Ordinazione data in Barcellona nel 30 settembre 1519, revocò il privilegio del 3 agosto del 1518, e richiamò in vigore la presente prammatica sanzione del Re Don Ferdinando II. (Ved. questa Ordinazione fra i DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI.

als quals les presents pervendran e presentades saran e pertanguen en qualsevol manera les coses demunt especificades expressament e de la dita nostra certa sciencia e sols encorrimment de la nostra ira e indignacio e pena de den milia florins de or de Arago a nostres cofrens aplicadors que atesa e diligentment mirada la present nostra provisio e real pragmatica aquella e totes e sengles coses en ella contengudes e especificades tenguen fermament guarden e observen tenir guardar e observar facen inviolablement a la virghe justa la serie y tenor per qualsevol persones e contra aquella no facen ne venguen contrafer e venir permetan per alguna via cansa o raho si la gracia nostra tenen cara e la dita pena desigen evitar com axi procehesca de nostra determinada voluntat tot dubte difficultat contradicció exceptio consulta e altres qualsevol impediments e obstacles cessants e no admesos. En testimoni de les quals coses manam fer les presents ab lo nostre sengell comm en lo dors suggellades. Dades en la nostra ciutat de Granata a xxx del mes de setembre en l'any de la natiuitat de nostre señor MCCCCLXXXIX nou. Io el Rey.

CVIII*.

Don Ferdinando II el Catolico, Re di Castiglia e di Aragona, a complemento della grazia già conceduta a Don Luigi e a Don Antonio di Alagon e di Arborea, fratelli del marchese di Oristano e conte di Goccano, nel 9 marzo 1496, con la quale avea allargato i confini della loro relegazione fino ai regni di Aragona e di Valenza, ed ai Principati di Catalogna e di Castiglia, accorda ai medesimi piena ed intera libertà.

(1499. — 18 novembre).

Dai Regii Archivi di Barcellona, *Registr. Diversor. X.*
ab. an. mccccxix ad an. mdy fol. 49.

DON FERRANDO, por la Gracia de Dios, Rey de Castilla, de Aragon. de Leon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardenia, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Iahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, Conde de Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, Duque de Athenas, y de Neopatria, Conde de Rossellon, y de Cerdaña, Marqués de Oristan, y Conde de Gociano. En dias passados, con nuestra provision, que dada fue en la Ciudad de Tortosa a vijij dias de Março, en el año del nacimiento de nuestro Señor, mil quatrocientos noventa y seis, alargamos el Arresto, y Presion, que vosotros Don Luys Dalagòn, è Don Antonio de Arborea, y de Alagon teniades en todo el Reyno de Aragon, por los Reynos de Aragon, Valencia, Principado de Cataluña, è Condados de Rossellòn, y Cerdaña, è por todos los otros Reynos, è Señorios nuestros de Castilla, segund en la dicha nuestra precalendada Provision, à la qual Nos referimos, mas largamente se contiene. E agora movidos por algunos respectos inclinados benignament à las supplicaciones vuestras, que sobresto

nos havedes fecho; es nuestra merced, è voluntat de levantar, y quitarvos el dicho Arresto, y Presion, assi como por tenor de la presente, de nuestra certa sciencia, è expressamente vos la quitamos, è algamos, è queremos vos sea algado: E vos damos licencia, è permiso, que sin incorrimiento de pena alguna, podades, è vos sea licito ir, stár, è habitar en los Reynos nuestros de Aragon, Sicilia, Valencia, Mallorques, Principado de Cathaluña, è Condados de Rossellòn, è Cerdaña, è en los Reynos nuestros de la Corona de Castilla, è en todas las partes que quisierades, fuera de nuestros Reynos, è Señorios, segunt bien visto vos fuere. Mandando, con tenor de la presente, de la dicha nuestra certa sciencia, y expresamente, so incorrimiento de nuestra ira, è indegnacion, è pena de mil florines de Oro, à qualesquiere Oficiales, è Subditos nuestros de qualquiere grado, condiccion, è preheminiencia sean, que la presente nuestra Provision, algamento de Arresto, è Presion, è licencia vos tengan, y guarden, è fagan vos sea guardada, è observada con todo cumplimiento, juxta su serie, è tenor, y en aquella non vos pongan empacho alguno, ni consientan vos sea puesto, como assi procea de nuestra voluntad. Dat. en la nuestra Ciudad de Granada à xviii dias del mes de Noviembre, del año del Nacimiento de nuestro Señor M.CCCC.LXXXIXVIII.

YO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Petro Lazaro de Exea, et viderunt eam Generales Thesaurarius et Conservator.

CIX*.

Protesta fatta da Don Antonio di Alagon e di Arborea, figlio del marchese di Oristano e conte di Goccano, nanti il Luogotenente della Corte del JUSTICIA MAYOR di Aragona, contro le violenze ch'erano state usate alla sua persona, al suo fratello Don Giovanni, ed ai suoi zii paterni Don Giovanni e Don Luigi di Alagon e di Arborea dal Governatore generale del regno di Valenza nell'ottobre 1495, e nel castello di Xativa do'erano detenuti, obbligandoli con minacce di morte ad approvare le sentenze contro di essi tutti emanate, ed a sottoscrivere atti di formale rinunzia ai dritti che potessero ancora avere sopra i loro beni situati nel Regno di Aragona.

(1500. — 26 settembre).

Dal Memoriale Moncayo, Palafox e Cosejouela sopra i diritti di successione al Marchesato di Oristano (MCCCXXI) num. 21.

In Dei Nomine, Amen. Noverint Universi, quod Anno à Nativitate Domini, millesimo quingentesimo, die vno vicesima sexta mensis Septembris, ante praesentiam Magnifici domini Michaelis Molon, Jurisperiti, Locumtenentis multum Magnifici, et circumscripti viri domini Joannis de Lauza, Militis, Serenissimi Domini Regis Consiliarii, ac Justitiae Aragonum, me Notario, et testibus infrascriptis praesentibus, fuit personaliter constitutus Nobilis dominus

Antonius de Arborea, alias de Alagon, filius Nobilis domini Leonardi de Alagon, et de Arborea, quondam, el qual en las mejores forma, et manera, que de derecho, razon, y fuero puede, y deve, dijo semejantes palabras, en efeto contentientes, vel quasi: Que en el año mil quatrocientos noventa y cinco, un día del mes de Octubre, del dicho año, por mandado del Rey nuestro Señor, agora fíelment regnant, estando preso el deponente, por su Alteza, en el Castillo de Xativa, del Reyno de Valencia, por letra, y provision de su Alteza, dirigida al Gobernador de Valencia, dallá del Rio de Chuquar, el dicho Don Anton, juntamente con Don Juan de Arborea, Hermano suyo, quondam, è Don Joan, è Don Luis de Alagon, Tios suyos, estando presos, como dicho es, fortivamente, y con amenazas de muerte, el dicho Gobernador le fizo fer ciertos llamados actos de presencia en su libertad, faciendoles confessar, y atorgar, que estaban libres, y en su libertad, et fuera de prison, y loacion, y aprobacion de ciertas clamadas sentencias, contra todos los quatro susodichos promulgadas por el Rey Don Juan, de gloriosa memoria, quondam, è no res menos, con la dicha violencia, fuerza, y menasa, le fizo facer ciertos clamados actos de renunciacion, en los derechos, y acciones, que le pertenescian, et sobre el Castillo, y Lugar de Almunient, sitiado en el Reyno de Aragon, que confrenta con territorios de los Lugares de Torres, y Barbuès, y de Granyèn, y de Callèn, y en otros bienes sitios, y mobles, assi estantes en el Reyno de Aragon, como en qualesquiere otras partes, y Reynos pertenecientes al dicho Don Anton, e después de fecho los suso dichos clamados actos, por fuerza, estando presos en casa, y poder del dicho Gobernador, le tomò juramento, y omenage de venir derecho camino al Reyno de Aragon, el qual Reyno le dava por carzel, y loco carceris, y que de aquel no pudiese salir en sus pies, ni agenos, so pena de Bares, y Traydores, y pena de muerte, y otra à arbitrio de su Alteza reservada; los quales susodichos clamados actos fueron, eran, y son nullos, è invalidos, assi por estar el dicho Don Anton preso detenido, como aun por otras razones, en fuero, y razon stantes, los quales

susodichos clamados actos, fueron fechos juntamente stantes los susodichos exponent, y Don Juan de Arborea, y de Alagòn, Hermano suyo, en cuya persona ha sido declarado en las Cortes ultimamente celebradas en la Ciudad de Zaragoza, por las causas susodichas, è otras, ser nullos, y de ninguna eficacia, y valor presos, y assi por lo susodicho no cumpliria al dicho Don Antonio reclamar de aquellos, però à mayor cantela, que no suele hazer el dicho Don Anton, porque aora nuevamente de pocos dias acá, el Rey nuestro Señor lo ha alibiado del resto, y pression, que tenia, y ha sido siempre absent detenido restado en continuo servicio de su Alteza, en el Reyno de Castillo, y de Granada, hasta agora, que ha venido à la presente Ciudad de Zaragoza. Por tanto, et alias dijo, que encontinent que ha tenido facultad de fazer el presente Acto, que comparecia, segunt que de fecho compareció delante del dicho Lugarteniente, para reclamar de la dicha violencia, y fuerza segun que de present de aquella, y de todos los clamados actos, licèt invalidos, y nullos à èl fechos fazer, reclamar al dicho Lugarteniente, como Protector, y quidiador de violencias. Petit admitti dictam reclamacionem, cum sic de foro, et alias faciendum existat, et sit talis, quas recipi, et admitti debeat. Et ego dictas Joannes Molès, Notarius, auditus praedictis, si, et in quantum de foro, et alias recipi debeat, et admitti, recepi, et admisi. De quibus omnibus, et singulis praemissis, dictus dominus Antonius de Arborea petit, et requisivit per me dictum, et infrascriptum Notarium sibi fieri, confici, atque tradi instrumentum, et instrumenta, et tot quot inde essent necessaria. Quae fuerunt acta Caesaraugustae anno, die, mense, et loco quibus supra, praesentibus ibidem, honorabilibus Prodeillon, et Ferrando de Aguirre, Scutiferis, habitatoribus dictae Civitatis; testibus ad praemissa vocatis pariter, et assumptis.

Sig-+no De mi Joan Molès Notario publico de la Ciudad de Zaragoza, è por auctoridad Real por el Reyno de Aragon, que à las sobredichas cosas, con los testigos arriba nombrados present fud, y aquellas en part, segun fuero scribi, et lo otro scriber fize, et cerrè.

DISSERTAZIONE

SETTIMA

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XVI

Ferdinando II di Aragona, cui la pia Isabella apportò in dote l'antica corona di Castiglia, cinto di duplice diadema, e soprannomato il *Cattolico*, fu il primo dei sovrani della sua schiatta, che, dopo tante guerre e tanti politici rivolgimenti, possedesse per intero e quietamente la dianzi divisa e non mai doma Sardegna. Distrutta la potente Casa di Arborea, e vinta, dopo lunghe e varie lotte, la resistenza dei visconti di Narbona, dei marchesi di Oristano e conti di Goceano, e dell'animoso ma infelice Leonardo Alagon, re Ferdinando non ebbe più a combattere nell'isola, ma a governarla: e dopo lui vi ebbero assoluto impero e la governarono il suo nipote don Carlo, che fu poi Carlo V imperatore di Germania, e il costui figlio Filippo II. Durò poco più di sette lustri il regno di Ferdinando il *Cattolico* ⁽¹⁾: i primi quattro appartenono al secolo decimoquinto, del quale abbiamo già favellato ⁽²⁾; i tre ultimi al decimosesto, di cui ora

imprendiamo a ragionare. Le memorie che ne rimasero, parte ci furono conservate dalle storie di quel tempo,

una sollevazione popolare contro il viceré Ximene Perez (FARA, Op. cit., pag. 388).

1479-1480. — Lo stesso re don Ferdinando il *Cattolico* donò liberalmente in feudo al suo zio materno ENRICO degli ENRICI il viscontado di Santuri con molti altri villaggi di *Parte-Palena* confiscati a Giovanni de Sena, che n'era il feudatario; la regione istessa (*Encontrada*) di Costantini confiscata parimente a Leonardo Alagon marchese di Oristano; e il feudo di *Malaga*, devoluto alla Corona per la morte, senza successione, del poc'anzi ricordato Angelo Marongio. Ed ENRICO degli ENRICI, donatario straniero, e senza verun merito di pensieri nè di opere per l'isola, vendette subito per molta moneta il viscontado di Santuri a Pietro e Lodovico Castelvì, gentiluomini stranieri ancor essi, che poi formarono la loro stanza in Sardegna (FARA, Op. e loc. cit., pag. 389).

1481. — In quest'anno Ferdinando il *Cattolico* confermò nelle Corti riunite in Catalogna la unione perpetua della Sicilia e della Sardegna alla monarchia di Aragona. E disponendo largamente e dispoticamente degli uomini e delle terre sarde, concedette in feudo a Gaspare Fabra, suo tesoriere nell'isola, una intera regione (*Encontrada*) denominata *Parte-Barigadu* con le ville di *Buachi*, *Fordongiusu* (antico *Forum Traiani*), *Allat*, *Neneti*, *Ulla*, *Arduvi*, *Noceta*, *Sorradile* e *Bidoni*; e a Galzerando di Requesens conte di *Palancon* la villa di *Sedilo*, *Sivurri*, *Orani*, *Sotus*, *Urgellu*, *Tadauni* e *Domus-nocis* nella regione, o *Encontrada* di *Parte-Claris*. Nè il mercato era ristretto alle sole concessioni reali: anche i privati lo imitavano; e in questo stesso anno Giovanni di Santacroce, che molto si era distinto nella espugnazione della città di Oristano, comperò da Galzerando Dedoni la villa e il feudo di *Tutù* (FARA, Op. e loc. cit., pag. 389 e 391).

1483-1484. — Nel primo di questi due anni fu riunito il Parlamento sardo sotto la presidenza del viceré Ximene Perez, il quale, non avendo potuto imporre la sua volontà ai rappresentanti della nazione, dimenticò i propri doveri e contrasse personali inimicizie co' più ragguardevoli fra i medesimi. Vi furono perciò gravi tumulti nella città di Sassari, e anche condanne capitali: il Perez fu prima rimesso, e poi sconsideratamente restituito al governo dell'isola nella stessa qualità viceré (1484); e abusando del potere nuovamente conferitogli, si vendicò vilmente dei suoi emuli ed avversari, proscrivendone alcuni ed altri facendo dichiarare rei di *crimenlese*. (Ved. FARA, Op. e lib. cit., pag. 388, 389).

1492. — Memorabile fu quest'anno per le vittorie riportate sopra i Mori dalle armi di Ferdinando il *Cattolico*, e per l'assedio ed espugnazione di Granata. A quest'ultima guerra presero parte molti sarde, e vi si distinsero fra gli altri per parte di straordinaria bravura Giacomo Alagon (FARA, loc. cit.), e Leonardo Tola, del quale parlammo avanti (Ved. sopra DISSERTAZIONE SESTA, pag. 30, col. 3), e più specialmente nel DIZIONARIO GEOGRAFICO DEI SARDE ILIUSTRI (Vol. III, pag. 350). Di questo illustre capitano d'armi dura tuttavia la discendenza in Sardegna, e dai documenti autografi posseduti dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO risulta essere la seguente: 1. *Stipite*: 1499; LEONARDO TOLA, armato cavaliere nel campo di Granata di propria mano del re Ferdinando il *Cattolico*;

(1) Ascese al trono nel febbraio del 1479, e morì in Granata nel 27 febbraio del 1516.

(2) Aggiungiamo qui, a modo di *Appendice*, alcune notizie di cose sarde appartenenti a quel secolo, le quali furono ommesse nella DISSERTAZIONE SESTA per non intralciare la esposizione dei fatti memorabili della guerra di ARBorea. Tali notizie illustrano in vario modo alcuni fatti storici principali di quel tempo, e appartenendo ancor esse al regno di Ferdinando il *Cattolico*, che si protrasse nell'isola fino al 1516, non sono fuori di luogo (almeno per nota) nella presente DISSERTAZIONE SETTIMA. Perciò le riferiamo brevemente qui appresso anno per anno.

1479. — Angelo Marongio, valeroso condottiero d'armi, che comandava una divisione dell'esercito aragonese nella famosa battaglia di *Macomer* (19 maggio 1478), in cui rimase sconfitto Leonardo Alagon, ultimo marchese di Oristano, fu ucciso da Gambella, suoi personali nemici, dentro la chiesa cattedrale di san Nicola, in Sassari sua patria. Nola a questo proposito l'annalista FARA, che nello stesso anno 1479, e così un solo anno dopo la sconfitta e la prigionia dell'ultimo marchese di Oristano, morirono, oltre il Marongio, il re di Aragona don Giovanni II, don Nicolò Carroz viceré di Sardegna, e il di lui figlio don Dalmazzo Carroz conte di Quirra, i quali erano stati il più accerrimi suoi persecutori (FARA, *De Rebus sardis*, lib. IV, pag. 386).

1479. — Giovanni Montoro giureconsulto, e Giovanni Solinas andarono come *Legati* della città di Sassari alla corte di Ferdinando il *Cattolico*, e ottennero vari privilegi per la loro patria in ricompensa degli aiuti ch'essa aveva prestato alla Corona nella guerra contro il marchese di Oristano, o il visconte di Santuri. Il Montoro non dimenticò se stesso, e fu creato in tale occasione *Capitano e Podestà* a vita del comune di Sassari. Il Solinas, tre anni dopo, fu condannato a morte con tre altri cittadini sassaresi, come capi di

e parte dai documenti che ora mandiamo in luce. Pochi assai fra questi documenti sono quelli che riguardano la storia civile e politica; più pochi gli altri che si riferiscono alla storia ecclesiastica dell'isola. Notiamo fra i primi il diploma, con cui Ferdinando, prodigo dispensatore di privilegi e dritti feudali, confermò ed ampliò a favore di Bernardo Villamari quelli già conceduti dal re don Giovanni II al di lui padre Giovanni Villamari, ammiraglio della flotta aragonese, sulla città di Bosa, e ville e luoghi dipendenti (1); il decreto reale, con cui lo stesso monarca approvò i *Capitoli di Corte*, discussi e deliberati dallo *Stamento militare* nel Parlamento sardo riunito sotto la presidenza successiva dei due viceré Giovanni Duay e Ferdinando Giron de Rebolledo (2); la *Prammatica*, con cui fu vietato severamente ai pubblici ufficiali di vendere per moneta gli uffici loro con le relative giurisdizioni (3); lo che rivela, meglio di qualunque narrazione, gli strani abusi e il turpe mercato della pubblica amministrazione nel governo dell'isola; il testamento di Antonio Alagon (4) figlio e successore dell'infelice Leonardo Alagon, dal quale si ricavano molte e importanti notizie sulle vicende pubbliche e private di quella illustre famiglia, e sulle sorti cui andò soggetta per l'avarietà e le violenze della corte d'Aragona, la successione al marchesato di Oristano e al contado di Goceano, ultimo avanzo degli antichi Stati del Ducato di Arborea; la lettera scritta nel 1513 dal re Ferdinando al viceré di Sardegna, da cui si ricava quale fosse in quel tempo il sistema adottato dal governo per gli alloggiamenti e il mantenimento delle truppe dell'esercito spagnuolo le quali stanziassero o fossero di passaggio nell'isola, gli aggravi ingiusti che perciò s'imponevano alle città e alle ville, e i danni ch'esse ne risentivano per l'avarietà dei *maestri di campo*, i quali usavano frodi e vessazioni così nel peso come nel soldo delle fatte somministrazioni (5); e finalmente la memoria serbatasi da un antico e prezioso

Codice dantesco della presenza in Sardegna in quello stesso correr di tempo (1512) della consorte e famiglia del famoso guerriero Gonsalvo Ferrante, appellato per antonomasia il *gran capitano* (1).

Fra i documenti che riguardano specialmente la storia ecclesiastica noteremo in primo luogo alcuni *frammenti* finora inediti delle *Congregazioni sinodali* tenute e presiedute in Sassari dall'arcivescovo turritano Francesco Pellicer (2), dalle quali si viene a conoscere quanto fosse incerta in quel tempo la demarcazione tra il potere civile ed ecclesiastico, e come spesso i limiti tra l'uno e l'altro si trasgredissero; con quali mezzi fosse difesa dai vescovi la personale immunità del clero; come la potestà secolare si facesse ragione da se stessa, sequestrando le *temporalità* della chiesa; come spesso poco regolari, e biasimevoli anzi fossero i costumi dei chierici; e come l'episcopato supplisse con buone ordinazioni conciliari, nel difetto assoluto di opportuni provvedimenti per parte del potere laicale, a tutela dell'ordine, della sicurezza e della moralità pubblica. Fu sotto il regno di Ferdinando II che si providde dai pontefici Alessandro VI, Giulio II e Leone X alla unione, traslazione e soppressione di parecchie sedi vescovili dell'isola (3); poichè la mutata

(1) Del passaggio della consorte e famiglia del *Gran Capitano* in Sardegna, della loro fermata in Sassari, e della causa che vi diede luogo, avea lasciato ricordo il FARA (*De Reb. Sardois*, lib. IV, pag. 391, ediz. di Torino) con le seguenti parole: *proximo subitade anno* (cioè nel 1512), *uxor Gonsalvi Ferrantis, ex Genua Terranova in Sardinia vi tempestatis delata, SASSARIUM cum Pliabus terrestri littore venit; ibique aliquandiu reversa, ALENIAUS perrexit, indeque Malacum petiit*. Ma in un Codice antico e pregevolissimo (membranaceo) della Divina Commedia di DANTE, esistente nella R. Biblioteca della Università di studi di Cagliari (classe III del mss., n. 48) si trova scritta in lingua sarda una curiosa memoria che qui riportiamo testualmente: « *Quenapura* (venerdì) die octo de su mese de austu (agosto) de s'annu militi quinghentesu dolghis (1512) est arribada in TATARI (Sassari) a bator (quattro) horas de die su murete de s'illustrius don Gonsalvo Ferrante capitano de su majestade de su re de Spagna, sa quale est venida de Castelvì li fessit multu aparigi a tisa et a sa campiana sua, e i sa dicta duguesa portat cum issa dua fijas feminas sas quales funt multu bellas, e pius portat in campiana sua quindanta homines veteranos electi ponada sa dicta duguesa in dono de mosen Joanne Manqua.

« *Quenapura* a XV de austu de s'annu M. D. dolghis est andata a missa a Sancta Maria de Bellem sa dicta duguesa cum sas fijas, sas quales funt multu atacciadas de brocada de sedas, e l'acompagnau su seignor governadore cum aos consiglieri e totu aos principales de sa terra. — Diete die pusti prangiu andait dicta senyora a domo de mosen Bure pro videre su pallu (corsa di cavalli al pallio) de Mosanu (di mezzagosto) qui si corriat.

« *A dies duas de Sancta Gani* (di San Gavino, ossia 9 di ottobre) 1512 est partita sa dicta senyora das TATARI andata est a SALLIGUERA (Alghero) pro imbarcare et andare a MALLER.

« Dominica nocte a v de Sancta Gani 1512 est imbarquada in su portu de SALLIGUERA sa dicta duguesa cum bator (quattro) villas, duas naes et duas charavellas, sas quales naes unde haviat una de mosen Sariera de Baradana, et sas alteras funt de una capitano castellano qui fuit venidu das Barbaria, et in compagna de dicta senyora vinde andait don Alibeli de Legua fiju de su conte don Juan Paula ».

Questa memoria fu scritta, per quanto appare, dal possessore nel 1519 del suddetto Codice membranaceo di DANTE; e il possessore era probabilmente (per argomenti che non è qui il luogo di addurre) il distinto poeta sardo Girolamo Araolla, del quale parlammo altrove (Ved. Tola, *Dizion. biogr. de' Sardi illustri*, vol. I, pag. 84 e seg.).

(2) Ved. infr. CART. n.º I, pag. 157.

(3) Ved. infr. CART. n.º IV, V, VIII, pag. 167, 170 e 173. Nel 1503, per bolla di papa Giulio II, che confermò altra bolla del suo predecessore Alessandro VI, il vescovado di *Dolia* fu unite

3. Suo figlio, don Antonio Tola: 3. Figlio di costui don Giorgio Tola: 4. Figlio di don Giorgio fu don Giovanni Tola Quiridoni: 5. Don Giorgio Tola Quiridoni, figlio del precedente; ambidue intervennero alle *Cortes* riunite nell'isola nel 1623, 1636 e 1631: 6. Don Giovanni Tola Quiridoni, secondo di tal nome, e figlio di detto don Giorgio, intervenne nel 1653 al Parlamento sardo riunito in Cagliari sotto il regno di Filippo IV re di Spagna, e sotto la presidenza del viceré conte di Lemos (Ved. infr. CART. n.º L, 1, pag. 704): 7. Don Giorgio Tola Sini, figlio del precedente, intervenne col padre alle stesse *Cortes* o Parlamento del 1653: 8. Figlio del suddetto don Giorgio Tola Sini fu don Giovanni Tola Carta, che intervenne alle *Cortes* celebrate in Sardegna nel 1665 sotto la presidenza del viceré marchese di Camarassa (Ved. infr. CART. n.º L, 2, 3, pag. 305): 9. Figlio di don Giovanni Tola Carta fu don Giorgio Giuseppe Tola, il quale, sotto il regno di Carlo II re di Spagna, intervenne col proprio genitore alle *Cortes* di Sardegna, convocate nel 1676 e aperte nel 1º aprile 1677 (Ved. infr. CART. n.º LI, 1, 2, pag. 309): 10. Figlio del precedente fu don Giovanni Antonio Tola Griziani, dal quale nacque don Gavino Tola, padre dell'autore della presente *Avola*.

1493 al 1500. — Nessun avvenimento importante accadde nell'isola, tranne che i feudi vi si moltiplicarono a dismisura, e che nel 1494 fu ampliata e quasi ricostruita dalle fondamenta, per opera di architetti italiani, la chiesa cattedrale della città di Sassari, dedicata a san Nicolò di Bari, e prima intitolata a Santa Maria del Popolo.

(1) Ved. CART. n.º II, pag. 161.

(2) Ved. CART. n.º VII, pag. 172.

(3) Ved. CART. n.º VI, pag. 171.

(4) Ved. CART. n.º III, pag. 763.

(5) Ved. infr. 3.ª APPENDICE alle CARTE e DIPLOMI del secolo XVI, CART. n.º II, pag. 443.

P. C. N. 1502.
1504, 1509.

P. C. N. 1502.
1506, 1512.

ragione dei tempi, la povertà o l'abbandono di alcune chiese antiche, i bisogni dei fedeli, e la variata condizione dei paesi, addimandavano e rendevano necessaria una nuova ripartizione delle diocesi ecclesiastiche. Fu sotto il regno medesimo che tre illustri membri dell'episcopato sardo intervennero al Concilio Lateranense, convocato da papa Giulio II, e concluso dal di lui successore Leone X, e vi si distinsero per molta dottrina e per molta pietà (1). E fu Ferdinando il *Cattolico* che, malgrado la sua devozione verso la Sede pontificia, non volle in parte alcuna pregiudicare le così dette *regalie* concedutegli dalla Sede medesima, ordinando per tal fine che nessuna bolla o provvedimento emanato dal papa potesse in Sardegna avere effetto ed esecuzione, se questa non fosse prima autorizzata con decreto reale o dal luogotenente che rappresentasse nell'isola la regia autorità (2). Ma fra gli atti di Ferdinando II, che furono tutti, dal più al meno, improntati dalla indipendenza del suo potere sovrano e della sua volontà, ne troviamo due esclusivamente politici, i quali ad dimostrano come talvolta ei fu costretto a rimettere alquanto della regale imperiosità in faccia alle domande che giustamente gli presentavano, e virilmente sosteneano le *Corti sarde* nei loro generali o particolari conventi: tale fu la concessione del così detto *perdono* ai membri tutti dello STAMENTO MILITARE, ed ai vassalli e familiari dei feudatari, i quali nei passati rivolgimenti avevano seguito le parti dell'ultimo marchese di Oristano nella lunga lotta da lui sostenuta per la indipendenza dell'isola contro il re di Aragona don Giovanni II (3): e tale, ma assai più importante per la intangibilità ed osservanza della Carta fondamentale data all'isola nel 1355 dal re don Pietro il *Cerimonioso*, fu quello con cui nelle Corti riunite in Sardegna sotto la presidenza dei vicere Duay e Rebolledo, fu riconosciuto ai nobili e feudatari sardi, che componevano lo STAMENTO MILITARE e costituivano uno dei BRACCI (BRACOS) di dette

Corti riunite in parlamento, il dritto secolare già posizionato fin dal 1424 col re don Alfonso V, di potersi liberamente e separatamente riunire in forma *stamentaria* senza intervento di vicere, luogotenenti generali, governatori, od altri ministri regi, sempre che i bisogni e gli interessi generali dell'isola (*del regno*) lo richiedessero (4).

Al *Cattolico* Ferdinando successe nel 1516 (5) nei regni di Aragona, di Castiglia e di Sardegna il nipote don Carlo, il quale tre anni dopo erediò l'impero da Massimiliano di lui avo materno, e coronato in Aquisgrana nel 1520: appellossi d'allora in poi IMPERATORE CARLO V. Durò quarant'anni il suo regno; e finchè visse la madre sua GIOVANNA, governò insieme con lei i regni tutti della vasta monarchia spagnuola. In questo lunghissimo e potentissimo regno furono riuniti in Sardegna tre Parlamenti o *Cortes*, come più propriamente si chiamavano: alle medesime, e alle sue deliberazioni fu data da quel monarca la sanzione regia (6), per cui acquistavano forza di leggi generali. Molte e importanti pel buon governo politico dell'isola furono queste leggi; ma non è qui il luogo d'imprenderne l'esame e di farne speciale discorso. Non ometteremo però di ricordare alcuni provvedimenti particolari di quel monarca, e alcuni fatti accaduti sotto il di lui regno, e i documenti relativi dianzi sconosciuti che appartengono ai DIPLOMI e alle CARTE di questo secolo, dai quali riceve non inutili schiarimenti la storia sarda di quei tempi. Tali sono le concessioni o *privilegi* co' quali fu sciolta da vincoli antichi e sollevata da ogni gravanza fiscale la pesca dei coralli nei mari sardi (7), e proclamata in pari tempo la libertà dell'intero commercio insulare in conformità ad un'antieriore *prammatica* di Ferdinando il *Cattolico* (8); tali gli *Ordini reali* o imperiali per tutelare le popolazioni sarde dalle vessazioni e dalle spogliazioni che a loro danno e impunemente commettevano le soldatesche spagnuole sotto titolo di stanze militari, di vettovalie e di armamenti (9); e tale la destinazione di un console trasmarino alla città di Alghero fatta dai consoli di Barcellona (10), per proteggere l'esteso commercio che già vi esisteva co' mercatanti catalani e aragonesi sotto le ben note leggi del famoso *Consolato del mare*. Nè debbono tacersi, benchè siano d'interesse locale, i diplomi co' quali Carlo V nel breve intervallo di due lustri confermò alla città di Sassari gli antichissimi *privilegi* che le avevano concesso, prima il re don Giovanni II di Aragona, poi il re don Ferdinando il *Cattolico*, e quindi egli stesso con solenne stipulazione da lui sottoscritta e giurata in Saragozza nel 3 giugno del 1518 (11), per ricompensarla della sua volontaria dedizione alla corona aragonese, e dell'aiuto d'armi e di armati prestato all'infante don Alfonso (1323) per la conquista dell'isola: *privilegi* importanti che avevano la

all'arcivescovado di CAGLIARI; i vescovadi di *Sorres* e di *Ploaghe* all'arcivescovado TURISTANO (SASSARI); il vescovado di S. GIUSEPPE all'arcivescovado di ARBorea (ORISTANO); furono unite le sedi vescovili di *Ussello* e *Terralba*, e trasferite ad ALER; unite pure le sedi vescovili di *Biarchio*, *Castro* ed *Ottana*, e trasferite ad ALGERO; trasferita a CASTEL-GENOVESE (odierno CASTEL-SARDO) la sede vescovile di *Ampurias* con le abbazie di S. Michele di *Platano* e di *Piano*, e di S. Maria di *Cerrigo*; e trasferita la sede vescovile di *Solci* alla città d'IGLESIA (antica VILLA-ECCLESIA). Nel 1506 fu decretata da papa Giulio II la unione perpetua delle due sedi vescovili di *Ampurias* e *Civita*. E nel 1513 il pontefice Leone X decretò la unione del vescovado di *Solci* (già trasferito a IGLESIA nel 1503) all'arcivescovado di CAGLIARI.

(1) Essi furono: gli arcivescovi *Turrillani* (clob di SASSARI) *Angelo de Lomina*, e *Francesco Minerbotti de' Medici*; l'arcivescovo di *Arborea* (di ORISTANO) *Pietro Serra de Muros*, e il vescovo di *Alghero* *Giovanni da Loyas* (Ved. ANI di detto Concilio presso il MANSI, SS. Concil. nov. et ampl. Collect.).

(2) Ved. infr. 1.^a APPENDICE, SECOLO XV, CART. n° XII, pag. 415. Allo stesso SECOLO XV appartengono altri tre provvedimenti del re Ferdinando II, e sono: la PRAMMATICA del 1481, con cui furono determinate le varie forme dei *ghigli* reali per i provvedimenti tutti di *grazia* e di *giustizia*; il *Decreto* dello stesso anno, con cui a petizione del braccio o *stamento militare* delle *Cortes* di Sardegna, promise di non lasciar procedere i ministri regi ad alcun atto, inquisizione o processo contro qualunque comune, villa e castello, o privato persone, le quali avessero seguito le parti di Leonardo Alagon marchese di Oristano, già vinto, arrestato, e dichiarato ribelle; e una particolare *Concessione* fatta nel 1490 a Giovanni Fabra, procuratore reale nell'isola (Ved. infr. 1.^a APPENDICE suddetta, CART. n° IX, X e XI, pag. 413 e 414).

(3) Ved. infr. 1.^a APPENDICE, SECOLO XVI, CART. n° I, pag. 415.

(1) Ved. infr. 3.^a APPENDICE, SECOLO XVI, CART. n° I, pag. 443.

(2) Ferdinando il *Cattolico* morì nel 27 febbraio 1516.

(3) Ved. infr. DIPLOMI e CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XIII^a pag. 182; CART. n° XIV^a, pag. 183; CART. n° XXI^a, pag. 309; e *Cap. curiar. regni Sardiniae*, sotto il vicere di *Cabrera*.

(4) Ved. infr. CART. n° XI^a, pag. 177.

(5) Ved. infr. CART. n° XII^a, pag. 179.

(6) Ved. infr. 3.^a APPENDICE ai DIPLOMI e CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° IV, pag. 444, 445, 446.

(7) Ved. infr. CART. n° XIII^a, pag. 303.

(8) Ved. infr. CART. n° X^a e n° XV^a, pag. 184.

sostanza e la forma di *patti passionali*, e consacravano a favore dei cittadini sassaresi molte immunità reali e personali, e sopra tanti altri il diritto assai rimarchevole di essere sempre giudicati per qualsivoglia delinquenza, anche *capitale*, dai cittadini loro pari; dritto che rimase in vigore fin quasi alla metà del presente secolo, e precorse col' esempio, e assai largamente, senza tanto apparato di forme e di nomi; il magnifico sistema degli odierni *giurati*. Si rinnovarono sotto il dominio dell'imperatore Carlo V i facili e innocui perdoni ai feudatari e nobili sardi, e ai loro vassalli e dipendenti per la parte da essi presa nei precedenti rivolgimenti politici (1); fu riconosciuta nelle Corti di Aragona la innocenza, e provata con solenne giudizio la violenza patita da Luigi Alagon, minore dei tanti fratelli del famoso Leonardo Alagon ultimo marchese di Oristano, e la confessione estortagli nel castello di Scialbia, dov'era prigioniero, per confermare il supposto *crimenlese*, e poi la pena *capitale*, e poi la surrogata confisca della libertà e degli Stati di quel famoso dinasta sardo (2); e dopo tre lustri appena fu ripreso nelle Corti generali di Monzone (Monçon), a istanza di Pietro de *Altarriba* y *Erill*, nipote del marchese Alagon per mezzo dell'ultima sua figlia Maria Alagon, l'esame delle ragioni per cui egli pretendeva a tutti gli antichi Stati di *ARBORICA*, ingiustamente e violentemente confiscati all'avo suo; e fu resa da Giovanni Filippo *Sancheta* e da Martino Giovanni *Albert*, giudici eletti da Carlo V, e da dette Corti, la strana sentenza con cui, riservando al pretendente i dritti da lui invocati, e pretestando che il tempo a ponderarli mancasse perchè prossima a spirare la loro giurisdizione, dichiaravano intanto, senza esame e ponderazione di sorta, appartenersi alla Corona confiscatrice gli Stati *arboresi*, il marchesato di *Oristano* e il contado di *Gocceano* (3).

Seguono ai già discorsi altri documenti e memorie appartenenti esclusivamente alla storia ecclesiastica dell'isola; il *privilegio del gonfalone* accordato con bolla del pontefice Paolo III alla chiesa cattedrale di Sassari per onoranza e ricordo dell'antica basilica e dei gloriosi martiri turritani (4); il *privilegio* di presentazione dei vescovi alle sedi vacanti, concesso da papa Clemente VII all'imperatore Carlo V (5); la dipendenza diretta dalla Sede pontificia dell'antichissima chiesa, già seggio, titolo e giurisdizione del vescovado di SANTA GIUSTA (6); e i frammenti delle *Congregazioni sinodali*, e di alcuni provvedimenti dell'arcivescovo di Sassari Salvatore Alepus (sassarese egli stesso), che figurò con tanto onore per autorità e per dottrina nel generale Concilio tridentino (7).

Al tempo della dominazione di Carlo V in Sardegna si riferiscono altri avvenimenti di varia e disparata natura, dei quali si ha nelle CARTE di questo secolo il ricordo e la prova. Appartiene a quel tempo la oppugnatione del CASTELLO-ARAGONESE (antico CASTEL-GENOVESE e odierno

CASTEL-SARDO) per parte delle navi federate di Francia, Genova e Venezia, sotto il comando supremo del famoso, Andrea Doria (1), e di quattromila fanti francesi capitani da Renzo Orsino da Ceri (2); il rifiuto dei castellani di renderlo a patti ad Antonio Doria, che vi pretendeva per antica signoria di famiglia, e vi era stato introdotto come parlamentario; la vigorosa resistenza opposta con pieno successo dagl'isolani e da molti gentiluomini sardi ai ripetuti assalti datigli per terra e per mare; la tempesta che disperse la flotta nemica e l'obbligò a ricoversi nell'antica isola *ANARIA* (odierna *ASINARA*), e la improvvisa e quasi clandestina invasione della città di Sassari, messa a ruba e a sacco dalle sfrenate soldatesche dell'Orsino, costrette poi a fuggire e a riparare frettolosamente sulle navi del Doria (3); vi appartiene (ed è documento assai curioso, caratteristico dei tempi e degli uomini) la facoltà accordata a un gentiluomo sardo di percorrere cavalcando come più gli piacesse, accompagnato da tre suoi famigli, tutto il regno di Castiglia, purchè usasse dei cavalli propri di *marca*, con *sella* e con *freno*; condizione indeclinabile imposta per *prammatica* dall'antica superbia castigliana, onde nessuno percorresse a suo libito quella terra eroica e romanzesca, fuorchè *cavaliere di sangue* e di *borsa*, e *pedone* (4); e vi appartiene eziandio il passaggio fatto nell'isola, e la breve stanza presa in Alghero (5) dallo stesso imperatore Carlo V, allorchè, con una poderosa armata di dugento navi rostrate, oltre le onerarie, montate da circa trentamila fanti avviavasi alla impresa di ALGERI (6). La quale, se andò fallita pel naufragio che disperse la flotta e obbligò Carlo V a ritornare in Spagna, è tuttavia meritevole di ricordanza negli annali della Sardegna, così per la presenza di quel potente monarca nell'isola accompagnato da molti capitani di bella fama, fra i quali primeggiavano il principe Andrea Doria, i principi di Macedonia e di Salmona, e il duca di Camerino genero dell'imperatore e nipote del pontefice Paolo III (7), e per gli aneddoti, o gravi o festivi,

P. C. N. 1529.

P. C. N. 1529.

1528.

P. C. N. 1541.

P. C. N. 1544.

P. C. N. 1526.

P. C. N. 1519.

P. C. N. 1534.

P. C. N. 1539.

P. C. N. 1536.

P. C. N. 1556.

P. C. N. 1524.

1523.

P. C. N. 1557.

(1) Ved. infr. 1^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART. n° II, pag. 416.

(2) Ved. infr. CART. n° IX^a, pag. 175.

(3) Ved. infr. CART. n° XVII^a e n° XVIII^a, pag. 188 e 197.

(4) Ved. infr. CART. n° XIX^a, pag. 198.

(5) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 408, edit. laurini, 1835.

(6) Ved. infr. CART. n° XXIII^a, pag. 305.

(7) Ved. infr. CART. n° XVI^a, pag. 185 e seg.

(1) I comandanti minori erano: delle navi francesi un PRINCEZ cavaliere gerosolimitano; delle venete Giovanni Moro; e delle genovesi Filippo Doria.

(2) L'Orsino co' suoi soldati sbarcò a sei miglia di distanza dal CASTELLO e dal porto; e dopo aver superato molti ostacoli nella marcia, arrivò alle falde della piazza nel giorno istesso in cui si presentò a vista della medesima la squadra comandata dal Doria.

(3) I Francesi capitani da Renzo Orsino da Ceri, approfittando dell'assenza delle truppe sassaresi ch'erano corse ad ALGERI, dove pensavano che il nemico farebbe i suoi sforzi, dopo la fallita impresa di CASTELLO-ARAGONESE, e fatti arditamente dalla pusillanimità di Francesco de Sena governatore del LOGUDORO, entrarono in Sassari nel 29 dicembre 1537; ma accorsi alla notizia dell'invasione molti gentiluomini sardi con le loro genti d'arme, e dugento fanti spagnuoli comandati da Blasco Alagon, l'abbandonarono più che di frota nel 30 gennaio 1538, e fuggirono difilati a ricoversi sulle navi comandate dal Doria, perciò accostatisi al porto di TORRES (Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 407, 408, edit. praed.).

(4) Ved. infr. 2^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° III, pag. 444.

(5) L'imperatore Carlo V partì dalla Spezia, ampio golfo della Liguria, con quarantatré galee, avendo prima spedito le altre navi da guerra direttamente verso Algeri: arrivò a Bonifazio in Corsica nel 3 ottobre 1541; e di là partì arrivò ad Alghero in Sardegna nel giorno 7 dello stesso mese ed anno: vi rimase un giorno solo, e ripigliò il mare nell'otto di ottobre 1541 (RELAZIONE infr. cit.).

(6) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 412, edit. laurini, 1835.

(7) Vi era pure l'ambasciatore d'Inghilterra, e il provveditore generale dell'armata Francesco Duarte. Prima di partire per l'impresa di ALGERI, l'imperatore si era veduto e aveva conferito in Lucca col pontefice Paolo III (RELAZIONE infr. cit.).

serbatici dalla RELAZIONE sincrona di tale avvenimento (1); come, e più ancora pel nemico, che Cesare con sì gran sforzo andava a combattere, il quale era sciaguratamente un sardo che, rinnegata la fede antica de' suoi padri, avea abbracciato l'islamismo, era stato compagno nei ladro-
 necci e nelle pugne marittime del famoso pirata *Barbarossa*, e destinato nel 1544 da Solimano II al comando militare di ALGERI, sotto il nome di HASSAN-AGA da lui assunto (convertito italianamente in AZANAGA) desolò per lungo tempo con le sue scorrerie le coste di Sicilia e di Sardegna, dell'Italia e di Spagna (2). La fame, la peste e le incursioni del pirata Dragutte (3) avevano già innanzi desolata l'isola: la desolarono poi gli stessi soldati di Cesare che vi ripararono dopo la fallita impresa di ALGERI, commettendovi estorsioni e violenze delle quali l'imperatore, con suo lettere a vicere, a STAMENTI e a municipi sardi (4), prometteva voler fare, ma non fece poi mai giustizia e ragione. Tali furono gli avvenimenti, non prosperi al certo né lieti, che accaddero in Sardegna negli ultimi lustri dell'impero di Carlo V, ed è gran ventura se in mezzo alle sparse memorie di quel tempo, e ai documenti che le serbarono, si possono ricordare con onore e i nomi di alcuni sardi di eletto ingegno che illustrarono coi loro scritti le scienze e le lettere, fra i quali va distinto il sassarese Sambiguoni restauratore e inauguratore insieme dell'Accademia bocchiana in Bologna (5), e la fondazione dello *Studio generale* in Sassari per opera di Alessio Fontana (6), il quale fu il primo che ai Sardi tutti asperse nella stessa patria loro il pubblico insegnamento dello scibile umano, mentre doveano prima ricercarlo oltre mare e apprenderlo nelle università straniere.

Un'opera così proficua e così felice pe' sardi ingegni, se pel concetto e pel valore dell'illustre fondatore appartiene nell'ordine dei tempi agli ultimi anni del regno di Carlo V, ebbe però sotto il di lui figlio e successore la esecuzione e l'attuamento. È infatti nel poco lieto e troppo lungo regno di Filippo II, che trovano il loro luogo le *Carte* e i *Diplomi* della seconda metà di questo secolo. Ma prima di favellarne non sarà inutile ricordare come la dominazione di quel monarca spagnuolo avrebbe dovuto assai presto, anzi nei suoi primordi medesimi, cessare affatto nell'isola: se le pratiche corse dopo la famosa congiura di Ambuosa tra la madre di Carlo IX re di Francia e Antonio di Vandome capo della fazione ugonotta (riconciliatosi poi alla fede cattolica) avessero fatto accettare a quest'ultimo, in cambio del suo regno

di Navarra, il regno oltremarino della Sardegna. Delle quali pratiche, che durarono per ben due anni, ci lasciò memoria con classico dettato italiano il valoroso scrittore *delle guerre civili di Francia* (1); o ci narrò insieme le cause religiose e politiche per cui fallirono. Governata quindi senza interruzione da Filippo II, la Sardegna percorse un lungo periodo storico nel quale furono molti e di varia natura gli avvenimenti che in essa si succedettero. Non accade parlar di quelli già narrati dagli scrittori antichi e moderni delle cose sarde che sono in gran parte nel dominio della storia generale di quei tempi; ma sarà pregio dell'opera toccar brevemente degli altri, o poco noti e ignorati affatto, i quali appartengono esclusivamente alla storia particolare dell'isola, e risultano dai documenti storici e diplomatici che ora vengono in luce. Cinque Parlamenti o riunioni generali delle antiche Cortes furono tenute in Sardegna sotto il regno di Filippo II nei trentotto anni che corsero dal 1560 al 1598: *quinquennali* le due prime; *decennali*, o quasi, le tre ultime; secondo che gl'interessi della nazione o della corona frapposero tra le une e le altre più o men largo l'intervallo. I voti e le deliberazioni prese in quelle generali assemblee non furono tutte approvate dal monarca: ma sommano insieme (e non sono poche) a dugentotantatré quelle che ottennero la sanzione regia, e con ciò acquistaron forza di legge sotto il nome di *Capitoli di Corte* (2). A parte i soliti *perdoni* chiesti ed ottenuti pe' delitti commessi dai vassalli de' feudatari e dai familiari dei membri dello *Stamento militare* (3), ed altre domande e concessioni d'interesse puramente locale, e secondario, alcuni di detti *Capitoli* hanno la loro importanza storica, sia per la materia su cui versano, sia perchè ci fanno conoscere quali fossero in quel tempo i bisogni e le idee che dominavano, così nell'individui come nel governo insulare. Tale, a modo d'esempio, è il *capitolo* (4) con cui le Cortes chiedevano che chiunque avesse catturato Saraceni o *infedeli* nelle marine sarde, avesse sopra i medesimi *jus vitae et necis*, e fu invece deliberato che fossero venduti all'asta pubblica, al miglior offerente e a *benplacito sovrano*, o meglio, come vi si

P. C. N. 156a.

P. C. N. 154a.

P. C. N. 158a.
1538, 1544, 1549.

P. C. N. 154a.

P. C. N. 156a.
1560.

P. C. N. 158a.

P. C. N. 156a.
1565, 1571, 1586
1598.P. C. N. 156a.
1565, 1571, 1586.
1598.P. C. N. 156a.
1565, 1571.

P. C. N. 156a.

P. C. N. 156a.

(1) Ved. infr. *DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI*, CART. N° XX*, pag. 138 e seg.

(2) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 412; LACURIE DE TASSY, *Histoire du Royaume d'Alger*, pag. 146; TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. I, pag. 98, 99.

(3) Ved. FARA, *De Rebus Sardois*, lib. IV, pag. 403, 408, 411, 414.

(4) Ved. infr. 3° APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. N° IV, pag. 444 e seg.

(5) Il Sambiguoni nacque in Sassari, fece i suoi principali studi nella università di Bologna, e fu medico e filologo valentissimo. La sua lezione intitolata: *In hermethenam Bocchianum interpretatio*, da lui scritta per inaugurare la restaurazione dell'Accademia Bocchiana, è stampata in Bologna nel 1566 co' tipi del Mazzoni, ne fa piena prova. Per le maggiori di lui notizie vedasi il TOLA, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. III, pag. 155 e seg.

(6) Ved. TOLA, *Dizion. cit.*, vol. II, pag. 101 e seg.; e NOTIZIE STORICHE della Università degli studi di SASSARI (Genova, Stamp. dei Sordo-miti, 1866, vol. I, in-8°).

(1) DAVILA, *Guerre civili di Francia*, lib. II, pag. 135, 136 e 165, ediz. latin. — Le prime pratiche furono fatte dalla regina madre (Caterina de' Medici) di Carlo IX re di Francia. Essa proponeva dapprincipio, per condizione della pace, che procurerebbe col re cattolico la restituzione della Navarra al Vandome, ovvero in cambio di questa la cessione del regno dell'isola di Sardegna. Poi per nel 1562, essendosi il Vandome alienato dagli Ugonotti e riconciliato alla fede cattolica, ma ricusandosi di ripudiare la moglie ugonotta Giovanna di Albrast regina di Navarra, e di acconsentire a un nuovo matrimonio con la regina di Scozia, vedova di Francesco II re di Francia, le pratiche per il cambio della Sardegna con la Navarra furono riprese più vivamente. Il re cattolico (Filippo II) trattava dei modi della permuta col mezzo del suo ambasciatore Manrique; e chiedeva fra le altre cose dal Navarrese il pagamento di un annuo censo (da determinarsi) alla corona di Spagna a titolo di ricognizione di superiorità. Ma ciò non ebbe alcun effetto; anzi nota lo storico Davila, che tutto ciò fu fatto ad arte onde staccare internamente il re di Navarra dagli Ugonotti.

(2) Ved. infr. *CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI*, CART. N° XXVI*, XXXVII*, XXXIV*, XXXVII* e XLIV*, pag. 308, 309, 318, 322 e 334.

(3) Ved. infr. 1° APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. N° V*, IX* e XVI*, pag. 417, 418 e 425.

(4) Ved. infr. 3° APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. N° V, pag. 446. Il Parlamento in cui fu votato dal tre BRACCI (Stamenti) delle Cortes il citato capitolo, era presieduto dal viceré don Lorenzo Fernandez de Cerda.

legge testualmente, *a beneplacit de la dignitat real*; e l'altro, con cui gli STATUTI sardi, facendo ciò che far dovea il governo spagnuolo, il quale riscoteva sotto il nome di *donatizi* gli annui tributi, provvedeano alla costruzione e all'armamento di nuove torri nel litorale dell'isola, onde preservarla dai frequenti e feroci assalti dei Musulmani (1): tale il *capitolo* con cui fu rinnovata e riconfermata con decreto e deliberazione concorde la uniformità del *Calendario* negli atti pubblici e privati, poichè l'uso invalso di numerar gli anni, nel *Capo* meridionale dell'isola *a nativitate*, e nel *Capo* settentrionale e di Logudoro *ab incarnatione*, cagionava assai spesso confusioni ed inconvenienti (2): tale il *capitolo* veramente singolare (3) con cui fu ordinato che gli antichi STATUTI coi quali si reggevano fin dal secolo XIII e XIV i comuni di Sassari, di Bosa e d'Iglesias (*Villa Ecclesiae*), ed erano scritti in lingua sarda e italiana, ed alcuni eziandio in lingua latina (o, come dice il *CAPITOLO*, *en lengua pisanà d'italiana, en lengua genovesa d'italiana*), fossero voltati, senza cambiarne la sostanza, in lingua catalana, che per giunta fu fatta sinonimo di lingua sarda (*en lengua sardesca d'italiana*); e fu ordinato particolarmente che gli STATUTI in lingua italiana fossero aboliti per sempre, ed in tal guisa che mai più rimanesse di essi alcuna memoria (*y que los de lengua italiana sien abolite talment, que no reste memoria de aquells*): e così la Sardegna, parte sarda e integrante d'Italia, sol perchè soggetta a un governo lontano e straniero, dovea rinunziar per sempre nelle sue leggi statutarie alla lingua propria, e scordare perfìn quella delle repubbliche confederate *ab antico* con detti suoi comuni; e ve l'astriungeva con solenne decreto il re don Filippo II, lo stesso re Filippo che avea già innanzi proibito ai giovani sardi di recarsi per ragione di studi alle università italiane. Tali infine li due *capitoli* coll'uno dei quali (4) fu proibito, sotto pena di confisca, donare, legare o altrimenti lasciare alle chiese od a persone ecclesiastiche, beni immobili di natura feudale o appartenenti a feudatari, nobili e baroni; rinnovando così un'antica *prammatica* emanata nel 1435 dal re di Aragona don Pietro IV soprannomato *il Cerimonioso*; e coll'altro furono abolite alcune pene crudeli stabilite dalla CARTA locale (*CARTA de logu*) della famosa Eleonora di Arborea (5), fra le quali eravi quella di abbruciar vive le donne per delitti capitali, e anche gli uomini per reato d'incendio; o vi erano eziandio le altre, di stampare con ferri roventi marche d'infamia sul viso, di tagliare il piede o la mano dritta, di cavare un occhio, e di strappare la lingua a chi, secondo i casi, fosse provato reo di rapimento di donna maritata, o stupro di donzella, di furto di cose sacre o di chiesa, o d'ingiurie fatte a pubblici ufficiali nell'esercizio delle loro funzioni, o di falsa testimonianza. Queste dai

Parlamenti, ma più numerose, e non meno importanti, per illustrare la storia civile, ecclesiastica e politica della Sardegna, sono le altre memorie che si ricavano dalla CARTA e dai DIPLOMI appartenenti alla seconda metà del secolo decimosesto. Per tali documenti sappiamo quanto fosse lo sperpero del denaro pubblico, che dagli agenti infedeli del tesoro regio, si faceva nell'isola (1); le vasazioni che si commettevano per le vettaglie e gli alloggiamenti dalle soldatesche spagnuole, che vi prendeano stanza, o vi passavano, così in tempi di guerra, come in tempi di pace (2); le frequenti e facili impunità, che per via di grazie sovrane si procuravano i facinososi contumaci colpiti dalla giusta severità delle leggi (3); come si trascorresse facilmente dai cittadini a por mano ai pugnali e alle spade, onde vendicare le proprie offese, donde seguivano spesso ferimenti e uccisioni; sicchè vi bisognasse un proclama o *CARTA* viceregia per vietare cotanto eccesso (4), sotto la pena (non meno barbara del barbaro abuso che si volea punire) d'inchiodar prima al delinquente la mano ferita in luogo pubblico, e poi confinarlo, sotto nome di forzato servizio, in una delle torri poste a difesa del lido; e quante fossero le oppressioni dei vassalli per parte dei feudatari e dei baroni in una terra infeudata quasi tutta in ogni sua zolla dai monarchi aragonesi e spagnuoli (5). Troviamo fra questi documenti il privilegio con cui furono confermate e garantite alla città di Sassari le sue antiche franchigie di città *dediticia*, le quali, benchè giurate solennemente in Valladolid nel 1548 dal re don Filippo II, erano state dalla prepotenza viceregia apertamente violate (6): vi troviamo la *prammatica sanzione*, con la quale fu ricostituito in Sardegna il supremo Consiglio della REALE UBIENZA, tribunale e corte di natura essenzialmente giuridica (7), ma investito insieme di larghe attribuzioni governative e politiche: e vi troviamo perfino sotto la solenne forma di legge *prammaticale* (8), il numero e la qualità dei titoli onorifici minuziosamente stabiliti dalla vanitosa etichetta spagnuola, o il modo con cui essi si doveano dare ed usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole.

Ma dove la materia sovrabbonda è nella parte che riguarda la esistenza e la disciplina delle chiese sarde, i dritti e le giurisdizioni, i rapporti o i conflitti tra il potere ecclesiastico e laicale. Il pontefice Pio IV dà, per brevi e per lettere avvertimenti e direzioni ai vescovi dell'isola riguardo alla pluralità dei benefici canonicali, ai loro proventi, agli ordini sacri, alla età dei beneficiati, e all'uso delle comuniche e delle censure, secondo le

(1) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART. n° XXXVIII, pag. 233.

(2) Ved. infr. 3^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° VI, pag. 447.

(3) Ved. infr. 1^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XI, pag. 419.

(4) Ved. infr. 3^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XI, pag. 453.

(5) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XLII, pag. 231.

(1) Ved. infr. 1^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° III, pag. 416.

(2) Ved. infr. 3^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° VIII, pag. 448.

(3) Ved. infr. 3^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° IX, pag. 449.

(4) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XI*, pag. 230.

(5) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XXV*, pag. 307.

(6) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SEC. XVI, CART. n° XXXIX*, pag. 299.

(7) Ved. infr. 1^a APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XV, pag. 431.

(8) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SECOLO XVI, CART. n° XLIII, pag. 339.

P. C. N. 1584.

P. C. N. 1587.

P. C. N. 1577.

P. C. N. 1594.

P. C. N. 1559.

P. C. N. 1549.

P. C. N. 1573.

P. C. N. 1596.

P. C. N. 1594.

1585.

P. C. N. 1567,
1572, 1582.

P. C. N. 1558.
156a.

P. G. N. 1539

(7) Ved. infr. DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XXIX, XXXII e XXXV, pag. 310, 314, 319. Più 1° APPENDICE AI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI, CART. n° XIV, pag. 490; e 2° APPENDICE id., CART. n° X, pag. 451.

(3) Ved. infr. CARTE E DIPLOMI DEL SEC. XVI, CART. n° XXXIII*, pag. 916; e TOLA, *Dixon. Biogr. suddetto*, vol. I, pag. 84, 85, 90, 87, 88.

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO DECIMOSESTO

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XVI.

1.°

Frammenti di Congregazioni sinodali tenute da Francesco Pollicer, Arcivescovo turritano (1).

(1501. 1502. 1504).

Dagli Archivi della Chiesa primaziale turritana di Sassari.

1.°

Die Lunae xxiiii mensis Martii ann. à Nativitate Dñi Mill.^{mo} quing.^{mo} pmo.

Cum forent personaliter constitui Ven.^{mas} Religiosi fratres Augustinus de Claris Vicarius, et Commissarius Conventus S.^{mo} M.^o gratiarum presentis Civitatis Ordinis Beati Francisci de observantia, ac fr. Jeronimus, fr. Franciscus, et fr. Andreas ejusdem Ordinis, presentantes quoddam *Mare magnum* (2), et quodam eorum privilegia in palatio Archiepali Sassaren. coram R.^{mo} D.^{no} Fran.^{co} miseratione divina et Apostol.^{ica} Sedis gratia electo Turritanen. et Sassaren, et petentes multa cum instantia illa observari, inter alia presentarunt quoddam instrumentum pretensae donationis dicto conventui facte per bone memorie Antonium Cano Archiepū turritanum petentes illud observari. et cum dictum instrumentum instantibus dictis fratribus foret per me Jo. Petrum de Gubaldis notarium lectum et publicatum. prefactus R.^{mo} Electus nec non Venerabiles Dñi Antonius Cano, Antonius Pilo et Pantaleo Falche Canonici turritani et Rectores Ecclesiarum S.^{ta} Apollinaris. S.^{ta} Caterinae et S.^{ta} Sisti Civitatis Sassaris petierunt copiam dicte pretense donationis sibi dari. et nihilominus dicti Rectores protestati fuerunt quod non consentiunt in dicta pretensa donatione. cum hec sit facta in preiudicium Ecclesiae et mense Archiepali et sine consensu Capituli et Canoniorum ejusdem. protestati etiam fuerunt quod non consentiunt quod fratres dicti Ordinis habeant sepulturas nec emolumenta mortuorum cum hoc sit etiam

in eorum prejudicium. et ipse etiam R.^{mo} D.^{no} Electus attento quod ad ejus notitiam nunc adventit quod dictus quondam Archiepū sue dominationis predecessor donavit sine consensu Capituli et Cleri Ecclesie Sassaren. Ordini et fratribus predictis Ecclesiam S.^{ta} Petri de Serqui (3) que est membrum dicte mense Archiepali protestatur quod non consentit in tali donatione cum sit facta in preiudicium sue mense Archiepali. et ne in futurum posset aliqua pretendi ignorantia de premissis tam prefactus R.^{mo} Dñus Electus quam dicti Rectores ac vice et nomine aliorum Rectorum dicte Civitatis requisierunt me notarium conficere presens instrumentum. unum et plura f. (4). Testes Jobēs de Marongio Archipresbiter Plovacen. . . ac . . . ville Alguerii et Jobēs Serra Presler turritan.

Dicto die et hora ac uno et eodem contextu Prefactus R.^{mo} Dñus Electus nec non predicti Rectores eorum nomine et vice et nomine aliorum tunc absentium protestati fuerunt quod volunt quartam partem omnium Legatorum factorum dicte Ecclesie S.^{ta} Marie gratiarum et dicto conventui sibi de jure provenientes. quam quidem partem sibi dari et solvi (5). (Manca il resto, e mancano parecchi altri fogli del *quaderno*).
.
.
.
.

2.°

Die quinto mensis Madii ann. à Nativitate D.ⁿⁱ Mill.^{mo} quing.^{mo} pmo.

Celebrata Sacro Sancta Sinodus fuit in presentia R.^{mi} in X.^{to} Patris et Domini D.ⁿⁱ Francisci miseratione divina et Apostolice Sedis gratia Electi turritan. et sassaren. in

(3) In altri documenti si legge di *Sirquis* o di *Silichis*. Anticamente era chiesa abbaziale. Oltre il Vico (Oper. cit.) ne fa menzione il *Libro (Breve Notitia Abbatiarum Italiae, pag. 385, 379, 388)*. Della donazione di questa chiesa fatta dall'arcivescovo di Sassari Antonio Cano ai frati della *Minore Osservanza* parla specialmente il *WADINEO (Annal. Min., Tom. XIV, ad ann. 1473)*.

(4) I Rettori delle chiese nominati in questo documento erano i Parroci urbani. Alla congregazione sinodale intervennero tre soli di essi, quelli cioè di S. Pulinare, di S. Caterina e di S. Sisto; non però quello di S. Donato.

(5) I parroci o Rettori protestano per la quarta dei legati (*Ancurati?*) che era loro dovuta secondo le *Convenzioni del 1878* e del 1336. (Ved. Vol. I di questo CODICE DIPLOMATICO, pag. 383, Cart. CXIV^a, Sec. XIII, e pag. 709, Cart. L^a, Sec. XIV).

Aula Sinodali Archiepiscopalis Palatii Civitatis Sassaris in qua quidem Sinodali congregatione presentes fuerant et personaliter congregati infrascripti.

R.^{mus} in X.^{mo} Pater et Dominus D.^{mus} Franciscus Dei et Ap.^{lice} Sedis gratia E.^{mus} Ampurien. et Canonicus turritan. (1).

R.^{mus} D.^{mus} Antonius Seque Canonicus turritan. et Vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus prefati R.^{mus} S.ⁿⁱ Electi

Antonius Cano	}	Canonici Turritani.
Antonius Pilo		
Antonius Polo		
Antonius Mancone		
Gavinus Pinna		
Jacobus Obino	}	Beneficiati Turritani.
Johannes Rappatino		
Antonius Tiloca		
Fran. ^{mus} Cucur		
Fran. ^{mus} Fruxxula		

Andreas de Carbia Rector de Lolmedo.

Petrus Corso Canonicus et Vicarius Plovacen.

Bernardus Manne Canonicus Sorren.

Leonardus Maxo Canonicus Bosanen.

Nicolaus Casada Canonicus et Vicarius Gisarchien.

Johannes Gratiani Canonicus Apurien. et Beneficiat^{us} in ecclia Sassarensi.

Antonius Vighiuo Canonicus Castren.

Johannes Pinto Canonicus Gisarchien.

Petrus Andreas Hospitalis.

Jacobus Scola

Sebastianus de Rebolino } P.

Et quampures alii Presbiteri, Diaconi, Subdiaconi, Clerici Beneficiati et non beneficiati et persone ecclesiasticæ diocesis et provincie turritanen. et sassaritane in multitudine copiosa. excepto quod per dioces. Othanen. et Castren. nullus fuit nec se comparuit.

In qua quidem Sinodali congregatione constitutum fuit et statutum de voto et consensu universalis Sinodi super illa constitutione de missis canendis in die anniversarii quod quilibet Canonicus et Rector Civitatis Sassaris qui in officio dicti anniversarii diebus et horis statuti non fuerit. incurrat penam decem solidorum. alii vero beneficiati in Ecclia Sassaris incurrant penam quinque solidorum applicandorum juxta ordinationem D.ⁿⁱ Vicarii et Capituli non preiudicando in aliquo dictæ constitutioni.

In dicta Sancta Sinodo Veniblis D.^{mus} Antonius Cano locumtenens R.^{mus} Commissarii S.ⁿⁱ Cruciatæ aut omnibus sit notum existens in dicta Sinodali congregatione denunciavit excommunicatos omnes qui non solverunt decimas decimarum sibi pertinentes per litteras suas illos jam denunciavere. et cum post excommunicationem celebrarent illos denunciati irregulares (2).

Test. Venerab.^{us} Fran.^{mus} ob. Ja.

. Cano Pb.^{us} turritan.

(1) Chianavasi Francesco Manno. Fu eletto vescovo nel 1495. Sotto il suo governo fu fatta la riunione delle due sedi vescovili di AMPURIA e CIVITA.

(2) Erano dunque ecclesiastici (e aventi cura di anime) quelli che il luogo tenente commissario della S. Crociata denunciò come irregolari, sia perchè celebrassero post excommunicationem, sia perchè poco avanti si dice che non solverunt decimas decimarum.

In dicta Sinodo Venerab.^{us} Antonius Tiloca Canonicus Gisarchien. et Ampurien. presentavit quadam litteras citatorias et inhibitorias super beneficio ville de Coquines inhibens prout in ipsis continetur.

In dicta Sinodo elegerat in *partiores Regii Parlamentii* (3) per parte Turritanen. provincie Ven.^{ie} Antonium Pilo Canonicum turritan. P. Gavinum Pinna. P. Jacobum Ulbino et Mancone.

3.º

Die xxviii Maii anno a Nativitate D.ⁿⁱ m. d. primo.

Celebratum fuit Capitulum ad sonum campanæ capitulari more congregatum et convocatum in palatio Ar.^{mus} Sassaren. in qua quidem Capitulari Congregatione fuerunt congregati Venerabiles D.ⁿⁱ infrascripti.

R.^{mus} in X.^{mo} Pater et dominus dñs Franciscus misericordie divine electus et generalis administrator turritanen. et sassaren.

R.^{mus} in X.^{mo} Pater et Dominus dñs Franciscus Dei et Apostolicæ Sedis gratia Ampurien. E.^{mus} et canonicus turritan.

Antonius Seque Vicarius generalis prefati R.^{mus} Electi

Antonius Pilo

Antonius Polo

Petrus de Marongio pro Ven.^{ia}

Johes de Marongio ejus fratre

Et quia ad notitiam præfati R.^{mus} D.ⁿⁱ Electi perventum fuit q.^d Mag.^{us} D.^{mus} Gubernator (4) detinet incarcerationem Serafinum de Carvia clericum tonsuratum contra voluntatem ejusdem R.^{mus} D.ⁿⁱ Electi et contra tenorem suarum litterarum monitiorum et exortatoriarum nolens aliquo pacto illum restituere eidem R.^{mus} D.^{no} sed potius requisivit idem Dñs Gubernator cum suis litteris ipsum R.^{mus} Dñm Electum ut compareat in *baucho Regio* coram sua dominatione ad audiendam discussionem privilegii clericalis dicti Seraphini. qua propter attento quod dñs Gubernator recusat restituere dictum clericum in *grande* (sic) prejuditium immunitatis ecclesiasticæ. attento etiam quod per litteras Suse Rmæ dominationis fuit exortatus et monitus ipse dñs Gubernator ut restitueret illum sub pena excommunicationis. quem tamen noluit restituere. prefatus Dñs Electus de comuni voto consilio et deliberatione dicti Capituli providenter et mandavit per me notarium et scribam Curiae Ar.^{mus} fieri et expediri litteras monitorias in *seu horas* comminando prefatum Dñm Gubernatorem et alios officiales ut in dictas *seu horas* restituat dictum Serafinum. alias procedatur ad *fulminandum interdictum generale* propter huiusmodi reitentionem (5).

(3) *Partiores Regii Parlamentii* erano i deputati a distribuire tra i beneficiati la quota del *donativo* votato in Parlamento, che stava a carico delle rispettive diocesi o provincie ecclesiastiche.

(4) Il governatore di Sassari nel 1501 era Giovanni di Mandoby; e forse era figlio di quel Pietro di Mandoby ch'ebbe parte nei rivolgimenti e nella guerra di Arborea sul finire del secolo precedente.

(5) Si poneva al governatore di Sassari termine di sei ore a restituire il *clericus incarcerationis*; e in caso di ulteriore reitentione si minacciava l'*interdictum generale*. Pare (quanto meno) che fosse eccessiva la minaccia e la pena.

4.°

Die Lune xiiii mensis Junii a natalitate m^o p^{mo}.
Celebratum fuit Capitulum ad sonum campanae capitu-
lari more convocatum et congregatum in aula Sinofali
palatii Ar.^{mo} Sassaren. in qua quidem Capitulari congre-
gatione fuerunt congregati infrascripti Vene.^{les} D.ⁿⁱ infra-
scripti.

R.^{mus} Dñs dñs Fran.^{mus} misericordie divina et aposto-
lice Sedis gratia Ellectus et generalis administrator Tur-
ritanen. et Sassaren.

R.^{mus} in X.^{mo} Pater et Dñs dñs Fran.^{mus} Dei et Apo-
stolice Sedis gratia E.^{mus} Ampurien. et Canonicus turritan.
Antonius Seque Vicarius turritan.

Antonius Cano

Antonius Pilo

Antonius Falche

Venerabilis Pater Gavius Tancha Prior S. Mariae
de Scalas (1).

Petrus Masala

Gavius Pinna

Antonius Macone

Jacobus Obiao

Johes Rappatino

Blasius de Sotio

Antonius Vighinus Can. Castren.

Johes Giratano Canonicus Ampurien. et Beneficiatus
in dieta Ecclesie Sassaren.Jacobus Scala Pbr villa Algerii et procurator fiscalis
Curiae Ecclesiasticae.

Quamplures alii Pbr et Persone Ecclesie in multitu-
dine copiosa ad dictam Capitularem celebrationem con-
vocati.

In qua quidem Capitulari congregatione votatum fuit
et deliberatum quod attento dñs Gubernator perseverat
in sua sententia in detinendo dictum Seraffinum de Carbia
procedatur contra eum et contra omnes alios officiales re-
gios detinentes dictum Seraffinum clericum ad penas et
censuras ecclesiasticas servatis de jure servandis. fuerunt
tamen nonnulli qui diversimode votarent (2) inter quos
Canonicus Antonius Cano dixit interdictum fulminatam
non fuisse legitime fulminatam quia prius Dñs Guber-
nator at alii Officiales detinentes dictum Seraffinum debebant
morari (3).

reagravari
prius quam procedi ad interdictum (4).
et quod servaretur terminus qui servari debuerat. postea
procedi debere iustitia mediante. alii vero omnes Canonici
turritani voterunt quod intendunt bene et legitime pro-
cessum fuisse ad dicti interdicti fulminationem. et quod
stat et perseverat in omnibus aliis actis et processibus hac
usque deliberatis. quod procedatur ad agravandum et
reagravandum dictum interdictum et ad omnes solemnitates

dicto interdicto necessarias usque quo dictus Dñs Gu-
bernator resisterit dictum Seraffinum clericum. Preterea
quia Dñs Gubernator in magnam vilipendium Ecclesiae
per publicas proclamationes et diffamaciones levavit tem-
poralitates ideat reductus ecclesiae a R.^{mo} D.^{no} Ellecto et
quibusdam aliis (5) de cuius injuria protestant. (6)
illum ad (7) millia ducatos Get notificatio dicto Dño
Gubernatori de dieta injuria.

5.°

Die xxvi iunii anno a Nativitate Dñi m^o p^{mo}.

Celebratum fuit Capitulum per R.^{mus} in X.^{mo} Patrem et
Dominum Dñm Fran.^{mus} misericordie divina et Apostolice
Sedis gratia Ellectum. et generalem administratorem Tur-
ritanen. et Sassaren. in suo Ar.^{mo} palatio Sassarenis more
solito congregatum.

In quo quidem Capitulo fuerunt personaliter congregati
et convocati,

Rdus in X.^{mo} Pater et Dñs dñs Fran.^{mus} Dei et Aplce
Sedis gratia E.^{mus} Ampurien. et Canonicus turritan.

Antonius Seque Vicarius praefati R.^{mo} Dñi

Antonius Pilo

Pantaleo Falche

nec non

Johannes de Rappatino.

Jacobus Obiao. et quidam alii pbr et beneficiati
in Ecclesia Cathedrali S. Mariae in populo (8) in mul-
titudine copiosa.

In qua quidem Capitulari Congregatione statutum fuit
et deliberatum per universum dictum Capitulum et Ca-
nonicos eorum nemine discrepante interdictum fulminatam
et prolatum in praesenti diocesi et civitate Sassaren. et
Turritan. tanquam canonice prolatum debere juriabiliter
observari donec R.^{mus} D.^{mus} generalis administrator illud
exemerit levaverit et irritaverit. aut per Sanctissimum
Dñm nostrum Papam super eo provisum fuerit debita in-
formatione et cognitione precedentibus. Et nihilominus pre-
fatus R.^{mus} D.^{mus} Ellectus et generalis administrator suo vive
vocis oraculo precepit et mandavit universis Canoniciis et
Capitulo ac Vicario supradictis presentibus et audientibus
in virtute obedientiae et sub excommunicationis pena. et
supra quam in quocumque casu contraventionis incurrit
ipso facto. ac nunc prout ex tunc non debeant nec possint
levare revocare absolvere suspendere seu irritare dictum
interdictum per suam dominationem fulminatam ex causa

(5) All'interdetto contro di lui fulminato dall'arcivescovo di Sas-
sari il governatore avea risposto sequestrando i redditi della mensa
arcivescovile (levati temporalitates). Perciò lo stesso arcivescovo
protesta dell'ingiuria fattagli, e sembra che minacci estorcendo la multa
di mille ducati se detto sequestro non sarà rievocato.

(6) Corroso.

(7) Corroso.

(8) La chiesa chiesa cattedrale di Sassari, ora sotto il titolo di
S. Nicola di Bari. Anticamente, e fino ai primi anni del secolo XVI,
appellavasi la chiesa di S. Maria del Popolo, come si ricava da
molte atti pubblici di quel tempo. E noi abbiamo letto il testamento
del 3 gennaio 1596, col quale un Francesco Busellio cittadino sas-
sarese fondò una cappellania nella chiesa primaziale turritana,
chiamata SANTA MARIA DEL POPOLO; e a' fuldo del 19 aprile 1706,
con cui l'arcivescovo turritano Fr. Giuseppe Sicaudo unì questa
cappellania ad un'altra istituita dello stesso Busellio nella chiesa
e parrocchia di S. Sisto.

(1) L'attuale chiesa di S. MARIA DI BETHLEM in Sassari, col
convento annesso.

(2) Gli interventi alla congregazione sinodale non furono tutti
e fra questi il canonico Antonio Cano) di avviso conforme a quello
dell'arcivescovo Pellicier. Sembra però che non fossero per solo
difetto di forme canoniche, non già perchè reputassero eccessivo il
provvedimento, ossia la pena delle interdizioni generali.

(3) Corroso.

(4) Corroso.

41.

detentionis Serafini de Carvia clerici . ac ex causis et rationibus in processu et actis huiusmodi latius constructis et descriptis . nec possint aliquoties illud violare . nisi ut moris est . et iustitia suadet in omnibus et (1) inviolabiliter observari . prout illud et quemadmodum observatum fuit et custoditum in die impositionis et prolationis eiusdem . et sub simili et pari pena ipso facto incurrenda eisdem Vicario Canonicis et Capitulo precepit et mandavit ne pareant nec obediunt aliquibus praeceptis et mandatis .

(Manca il resto)

6.

Die Lune xii mensis Novembris anno 1502 .

(2)

In qua quidem Sinodali Congregatione habita a Rmo in X.^{mo} Patre et Domino Domino Francisco Sacrae Theologiae Professore miserationeque divina Turritano Archie.^{mo} una cum Vene.^{ba} Turritano Clero et Canonicis prefatus Rmus Archie.^{mo} redarguit omnes Ecclesiasticos deferentes arma de die et de nocte . deinde monuit praecepit et mandavit ne aliquis Ecclesius deferret arma publice vel occulte sub poena perendi arma . et standi quilibet deferens arma et pro qualibet vice quindecim diebus in carceribus Curiae Archie.^{mo} et pro expensis solvatur *Algoisinis* qui illum portabant seu conducent ad Curiam Archie.^{mo} et pro eius officio decem solidos pro qualibet vice . quod quidem mandatum factum fuit voto et consilio totius praefati Cleri et Capituli nemine eorum discrepante (3).

Deinde vero praecepit eisdem praesentibus et mandavit quod in spatio octo dierum omnes ecclesi in sacris ordinibus constituti ab hodie in antea vestes et indumenta eorum taliter deferant . et adaptent ut honesto thalari et sacerdotali modo claudantur in pectoribus . seu in *clausura pectoris* . et alibi redaptentur . et deinde tali honestate deferant . et capillos praetendant . et (4) semper deferant sub poena quinque solidorum pro qualibet vice contrarium faciendo.

Consequenter de voto et consilio ut supra praecepit et mandavit ne quis in domum suam publice teneat concubinam seu amantem (5) sub poena contenta in constitutione antiqua sinodali super hoc edita . monens praecipue atque mandans sub poena in dicta constitutione contenta .

(Manca il resto)

(1) Corroso.

(2) Manca la introduzione all'atto.

(3) Da questo provvedimento sinodale si rileva quanto fosse rilassata la disciplina ecclesiastica allorché il Pellicer andò al governo della diocesi turritana; e come il clero, in opposizione all'onestà e mitezza dei suoi costumi richiesta dai sacri canoni, usasse andare armato ai di giorno che di notte.

(4) Corroso.

(5) La corruzione clericale pare che a tal riguardo fosse assai grande ed inveterata, giacché si richiama ad osservanza altra antica costituzione sinodale che proibiva agli ecclesiastici di aver concubine ed amanti.

Anno a Nativitate D.ñi millesimo quingentesimo quarto die octava Augusti.

Constitutiones et ordinationes infrascriptae fuerunt factae et ordinatae per Revmum in X.^{mo} Patrem et Dominum Dñum Franciscum S. Theologiae Professore miseratione divina Turritan. Ar.^{mo} una cum Venebili suo Turritan. Capitulo et Canonicis et Clero congregatis in Ecclesia S. Mariae in oppido Sassaria.

In qua quidem Synodo erant convocati et congregati infrascripti . videlicet.

Ven. Antonius Cano Archipresbyter.

Ven. Petrus de Maronjo in spiritualibus Vicarius Turritan.

Antonius Seque	} Canonici turritan. et sassaren.
Antonius Pilo	
Johes Araolla	
Antonius Polo	
Andreas de lo Cardo	

Sedis Cathedralis Turritan. et Sassaren. commorantes et residentiam continuam facientes in praesenti civitate Sassaris. qui pro utilitate et commode dictae Cathedralis intervenierunt . nempe pro obviandis et sedandis nonnullis erroribus jurgis controversiis litibus et scandalis quae hactenus acciderunt . et in posterum accidere poterunt . omnes unanimes et concordēs nemine eorum discrepante fecerunt ordinaverunt et decreverunt infrascriptas constitutiones perpetuales observandas sub modo forma tenore et conditionibus infrascriptis.

Item constituimus et ordinamus . seu antiquam constitutionem approbamus et firmare adiungimus volumus . et mandamus quatenus illi uxorati qui ante benedictionem nuptiarum suas carnaliter cognoverunt uxores . et praecipue gravidantes . solvant libras decem monetas dictae civitatis confiscatas et applicatas Mensae Archi.^{mo} turritanen.

Item constituimus et ordinamus pro obviandis nonnullis scandalis quae quotidie evenire solent quatenus nulla (6) cuiuscumque status gradus vel conditionis fuerit non audeat nec praesumat ire per civitatem elapseda una hora post *orationem noctis* (7) cum armis et sine armis nisi legitimo impedimento causante sub poena amittendi arma et purgandi dictum reatum in carceribus Curiae Archie.^{mo} per spatium decem dierum absque ulla spe veniae (8).

Mandamus quoque sub eadem poena illi vel illis qui tali modo illos invenerit . seu ad eorum notitiam quoque modo devenierit . denuntiet statim nobis . et in nostra absentia nostro vicario generali turritan.

Item constituimus ordinamus statuimus et decretamus pro evitandis multis erroribus controversiis et scandalis quae annuatim oriri solebant super electione *regentium* dictae Cathedralis ecclesiae Sassaren. de consensu voto et deliberatione omnium quatenus Canonici hoc officium quo-

(6) Corroso. Dovea leggersi però *persona*.

(7) *Orationem noctis*, cioè l'Avv della sera.

(8) Con questo provvedimento di polizia l'autorità ecclesiastica suppliva al difetto dell'autorità civile, giacché il divieto non riguardava i soli chierici, ma tutti indistintamente i cittadini.

tannis exerceant alternatim tisque ad annum 1510. et sic
quolannis usque in finem mundi
(Manca il resto)

II.*

*Diploma del Re Don Ferdinando il Cattolico, col quale
sono confermati a favore di Bernardo Villamari am-
miraglio della flotta aragonese tutti i dritti, privilegi ed
esenzioni, che gli erano stati già conceduti sulla città
di Bosa, ville e luoghi dipendenti, sui porti e sulla libera
estrazione delle mercanzie dai medesimi, e sono in pari
tempo dichiarate di libero e franco allodio queste sue
possessioni.*

(1502. — 18 luglio).

Degli Archivi dell'Ufficio dell'antico Maestro Razionale
(R. e Patrimonio) di Sardegna.

Nos Ferdinandus Dei gracia Rex Castellae, Haragunum,
Legionis, Siciliæ, Granatae, Toleti, Valentiae, Galiitae,
Maoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordovae, Corsicae,
Murciae, Gienensis, Algarbii, Algeriae, Gibraltaris, ac
Insularum Canariæ, Comes Barchinonæ, Dominus Bis-
cayæ, et Molinae, Dux Calabriae et Apuliae, Athenarum
et Neopatriæ, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio
Oristanei et Gossanici. Et si jure optimo, ac divina lege
institutum est, ut Subditorum, et Vassalorum unusquisque
Regi et Dño naturali suo obedire, totisque viribus in-
servire debeat, usque ad proprii sanguinis effusionem,
vitæque excidium, nec minus ratio ipsa suadet, Reges
et Principes unicuique ex suis juxta ejus merita satis-
facere, compensare, et assiduis beneficiis et gratiis remu-
nerare debere. Cum igitur inter caeteros quos aobis fide-
lissimos, nostrisque servitij, laudis et honoris, ac status
accessionis per cupidos et obsequenissimos novimus Vos
M^{l^m} spectabilem et dilectum Alamanum et Consiliarium
nostrum Bernardum de Villa Mari (1) Ducentem, seu
Capitanum galeati Classis nostrae affectatissimum, para-
tissimumque ad omnia opera quamvis periculosa et ardua,
pro servitio nostro subeunda inveniimus, unde et cel-
itudinali nostrae maximam decus et honorem, vobisque
ipsi famam et gloriam non mediocrem comparastis, di-
gnum profecto existimamus quicquid a nobis licite pe-
teritis Vobis fronte jucunda concedendum esse. Exposui-
stis enim Maximæ Majestati nostrae quemadmodum Vos
in vim donationis et privilegiorum, pro serenissimum Re-
gem Joannem Patrem et praedecessorem nostrum me-

moriae immortalis, et per nos Joanni de Villa Mari quod.
Consobrinum nostro concessorum et confirmatorum, habetis,
tenetis, et possidetis in CAPITE Logudorij Regni Nostri
Sardiniae civitatem Bosam cum certis plagis et villis,
cumque omnibus tractis seu extractionibus, portibus, car-
ricatoriis, tam in mari, quam in flumine dictae civitatis
Bosae existentibus, et cum juribus omnibus seu vectiga-
libus et gabellis quae pro rebus, seu mercibus in por-
tum, plagiam et litora, seu flumen dictae civitatis sub-
ductis et advenientibus ad flumen praedictum, intrantibus
seu exeuntibus, vel ratione eorum quoquo modo coligun-
tur, exiguntur, seu colligi, seu exigi solita sunt, et cum
puenis, seu calumniis in quas fraudantes hujusmodi jura
et gabellas tam ex consuetudine, quam de jure incidunt,
et ab eis exiguntur, et alias, prout in eadem donatione,
et privilegiis coram nobis oblatis; ad quae nos referimus,
latum et satissimè enarratur; et quia vigore dictorum
privilegiorum, et donationis successive post dictum Con-
sobrinum nostrum, habetis et habetis per concessionem
nostram in merum et francum Allodium Civitatem ipsam
et omnia praedicta; fuisseque et estis in possessionem tra-
ctarum, portuum, et caricatiorum, et illorum jurium,
sen gabellarum, prout superius est expressum; verumque
a nonnullis diebus citra per Officiales Nostros in dicto
Sardiniae regno ad fisci nostri, vel aliorum inst.^a fuit
vobis oppositum atque in non modicum vestri damnum,
gravameu, et praedjudicium, derogationemque dictorum
privilegiorum, quia propter Majestati Nostrae humiliter
supplicastis, quod ut inter vos et dictos Officiales nostros
omnis lis et quaestio super praedictis tolleretur, donati-
onem et privilegia praedicta confirmare, et quatenus opus
sit vobis de novo concedere, ex nostra solita Magnifi-
centia dignaremur; quo quidem per nos glaciè intellecto,
visisque donatione et privilegiis eisdem, ac omnibus con-
sideratis, vobis in hac re et nullo majori meritissime
morem gerere pertempentes, servitij siquidem vestris
quam plurimis ampliore expositibus remunerationem,
tenore praesentis, ex nostra certa scientia, deliberata
et consulto, eandem donationem et privilegium memorata,
ac omnia et singula in eis contenta, quod hic pro tam
sufficienter insertis haberi volumus et habemus, ac si
pùli verbo tenus insererentur, laudantes, approbantes,
ratificantes, et confirmantes, vobis eidem Bernardo de
Villa Mari, vestrisque filiis, heredibus, ac successoribus,
quatenus opus sit, de novo concedimus, et plenariam
impartimur facultatem, quod ab inde nulla alia pro-
visione, licentia, aut mandato nostro nostrive Locum-
tenentis generalis, aut aliorum officialium postorum in
dicto Regno Sardiniae insuper expectato, aut requisito,
possitis libere, et valeatis, possintque et valeant absque
alienius obstaculo, aut impedimento, ex dicto Regno no-
stro Sardiniae extrahere seu extrahi facere per Portus,
caricatoria, et flumen praedictum ejusdem Civitatis Bosae,
quascunque tractas frumenti, sive tritici, ordei, annonae
et quascunque equas, jumenta, et quicquid aliud extrahi
poterat et potest per portus, caricatoria, et flumen in
dicto Regno, et hoc semper quod per alium ad alios Portus
seu caricatoria ejusdem Regni praedicti aut alia quaeque
extrahi contingerit, seu poterit, per quascunque personas,
aut Officiales nostros, etiam si tales tractas essent curiae

(1) Bernardo di Villamari discendeva da un altro Bernardo di Villamari, il quale ebbe in moglie Benedetta di Nicolò, figlio terzogenito di Ugoni III. Giudice di Arborea (Archiv. Barcoll. in Car. Signil. secret. lit. B. sen. 1381-84, fol. 173-74). Gli succedette nel possesso della città di Bosa e della regione della Pisanorgia l'unica sua figlia Isabella di Villamari, la quale fu esandio Signora della regione di Oropia, e si maritò al principe di Salerno, come lo attesta il FARA (*De Rebd. Sard.*, Lib. IV, pag. 364), e si ricava "inoltre da altri documenti di questo nostro CODICE (Ved. infr. CART. n.° XI^a e n.° XII^a).

nostrae, itaque apertis Carricatoriis et portibus nostrae, statim liceat vobis, nulla alia petita licentia a nostro Locumtenente Generali, aliis officialibus dicti Regni, extrahere, seu extrahi facere tractas praedictas, per dictos portus, carricatoria, et flumen praedictum, non obstantibus quibuscumque pragmaticis, provisionibus, aut ordinationibus, vel litteris nostris, vel dictorum officialium nostrorum, sub quacumque verborum forma facili contrarium fortasse disponentibus, quibusque adhuc tantummodo derogamus et dispensamus, in aliis vero in suis robore et firmitate permanentibus, nec non habeatis, exigatis, et percipatis omnia et singula iura, et commoda, ac poenas desuper memoratas, et illis in omnimoda possessione dictorum portuum, plagiarium, carricatoriorum, ac fluminis dictae Civitatis Bosae, etiam non obstante quod dicatur quod dicatur aut praetendatur fore in prejudicium fisci nostri, et litis per illum contra vos super praedictis motae, et non obstantibus quibuscumque iuribus, rationibus, et allegationibus contra vos in processu ratione dictae litis facta alligata, deductis, ac his etiam quae deduci vel allegari possint per parte nostri fisci prioris: nos enim ad uberiori cautelam cassamus, irritamus, revocamus, abolimus et poenitas annullamus quomocunque petitionem, et demandam, processumque et acta quocunque ad instantiam fisci nostri, cui in his perpetuum impo- nitimus silentium, contra vos circa praemissa quomodolibet facta et actata, per cassis, irritis, revocatis et nullis, omnino haberi volumus et habemus: propterea vobis concedimus ad gratiae amplioris censum, quod si forte ipsi officiales nostri vobis in praemissis aliquod impedimentum apponere praesumpserint contra haec voluntatem, et deliberationem nostram, nullum propterea vobis aut successoribus vestris in perpetuum in pui gratia nostra praedictum generetur; ipsa tamen in suo semper robore, vigore, et firmitate permaneat. Quod circa Ill.^{mo} Joanne Principi Asturiarum et Gerundae Archiduchissae Austriae, et Ducissae Burgundiae, et filiae primogenitae nostrae carissimae, Gubernatrici gnali, ac post felices et longaevo- dies nostros in omnibus regnis et terris nostrae indubitate haeredit et legitime successoris mentem nostram aperientes, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; spectabili vero Locumtenenti gnali nostro in dicto Sardiniae Regno, gerentis viceis nostri gnalis Gubernatoris in capite Logudorii, Procuratori Regio, caeterisque Uni- versis et singulis officialibus nostris, custodibusque maris, et aliis personis quibus expectent in eodem Regno consti- tutis et consuetudinis, ipsorumque officialium locum- tenentibus pñibus et futuris districte praeci- piendo manda- mus ad obtentum nostri amoris et gratiae, incursumque poenae florenorum auri Aragonum quinque milliam a bonis secus agentis irremissibiliter exigendum, nostro- rumque inferendorm- a-riis, quod nostram hujusmodi gratiae concessiorem, confirmationem, et ratificationem, ac omnia et singula per expresse ad unguem tenentes, et inviolabiliter observantes, ac cunctisque observari faciat. Vos demum spectabilem Bernardum de Villa Marl, ve- strosque pñores seu factores de his spetiale curam ha- bentes, in possessionem ipsarum tractatum, Portionem seu carricatoriorum, et fluminis dictae civitatis Bosae cum exactione iurum et poenarum praedictarum, et caeteris

praerogativis memoratis, restituent et poeant, positumque retineant, et teneant, et vos aut eos in eadem nulla- tenus vexent, aut inquietent, vexarique, aut inquietari patiantur; cuncti vero a contrario faciendo aliqua ratione, seu causa, quanto dicta Ill.^{mo} Principis illa primogenita nostra carissima nobis obedire, Caeteri autem officiales, et subditi nostri praedicti irae et indignationis nostrae incursum praefixa capiant evadere poenam. In cuius rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro comuni Sig- illo impendenti munitam. Datam in Urbe Tolei, 18 die Mensis Julii, anno a Nat. Domini 1502. Regnorum No- strorum, videlicet Siciliae Anno trigesimo quinto, Castellae et Legionis Vigesimo nono, Aragonum et Aliorum vige- simo quarto, Granatae autem Undecimo. Yo El Rey. — V.^o Albarel R.^o — V.^o Amatus R.^o — V.^o Ellis Thezar.^o — V.^o Semangel pro Pröre G.^o — Difus Rex Mandavi mihi Joanni Vine de Calura, Visa Arbarel Reg.^o C.^o et The- saurum gnalem, et Amatium Reg.^o Canc.^o, et gnale pro pröre et est duplicata. — Reg.^o in off.^o Magistri Rationalis Sardiniae f. y. P. M. filii Secretarii et locumtenentes in eodem Officio. Et ego Joannes Antonius Sanna Civis pñs Civitatis Bosae Regia Auctoritate publicus notarius, et Civitatis Bosae, ac Consiliarium secretum, quia pñs Copia Privilegii Serenissimae Regis Ferdinandi felicia recordationis sumpta a suo proprio originali in pergameno scripto re- condito in Archivio privilegiorum Domus Consilii dictae Civitatis, non viciata, cancellata, nec in aliqua scriptura correcto, licet manu aliena scripta, per me autem de Verbo ad verbum comprobata cum suo Originali con- cordat; et ut fides ei tribuatur in iudicio et extra hic me subscripsi, solitumque meum, quo uxor in claudenda publicis scripturis, apposui signum, quod est tale. — Sig- t-num meum.

Sig- t-num meum Mathei Carta civis Pñs Civitatis Bosae apca. Vbiq Regia auctoritatibus per totum pñs Sardiniae Regnum Notarii pub.^o huius Copie testis.

Sig- t-num meum Antiochi Vacca Civis Bosae auctoritate Regia Not. Pub. p. totum pñs Sardiniae Regnum huius Copiae testis. Copia hujusmodi Regii privilegii Alieno Calano Scripta sumpta et extracta fuit prout jacet a quadam Copia signata et Legalisita per supradictos notarios re- manet in posse nob.^o D.^o Antoni Vras Civitatis Bosae; et ut dictae Copiae veluti et dicta alia copia in Regno et extra ab omnibus fides impendatur, Ego Gaspar Carta Domicell et civis civitatis Calaris pub. Not. scdm facio instante praedicto Nob. Vras pro suo ut dixit pretensio interesse. Calari die 24 Mensis Augusti Anno a Nativitate Domini Mill^o Sex^o sept^o septimo et Meum, qui in pub- liciis instrumentis Appono Sig- t-gaum Josephi Antoni Lay Auctoritate Regia per omne praesens Sardiniae Regna publici lat^o Not. ei locum Gnalis et Regiae and. Es. y. qui hujusmodi copia (in his tribus papiri foliis pñi com- prensio) alieno depicta Calano in executionem decreti facti per Illus Comitem Regentem R. C. die tertia Mensis 7bris prope effluxi currentis anni, ad Calcem cajusdam supp^o porrectae per nob. et Mag.^o S. V. D. D. Ignatio Palaioco Regium Consiliarium Aulae Civilis istius Regiae Aud.^o extracta fuit ab alia copia non aut^o que remanet inserta fol. 233 processus Originalis Capitulum Curiae istius dicti regni Celebratum per eum Ducem de Monte Leon

Prorogem et capitaneum generalem erat istius dicti Regni in anno 1489, et comprobata concordat cum ea. Calari die tertia Mensis Octobris anno A. Nat. Domini Millesimo, Septing^{to}, Vigesimo nono.

III^o.

Testamento di Don Antonio Alagon di Arborea, figlio e successore di Don Leonardo Alagon, già marchese di Oristano e conte di Goccano (1).

(1502. — 15 dicembre).

Del Memor. del Marg. de Moncayo, Palafox, y Coscoiuelo sull. success. al Marches. d'Oristano, num. 23.

TESTAMENTOS

DE LOS NOBLES DON ANTONIO DE ARBOREA,

Y ALAGON

Y DE SU PADRE

DON LEONARDO DE ARBOREA, Y ALAGON,

MARQUÉS DE ORISTAN, Y CONDE DE GOCANO, ETC.

BAJO UNA SIGNATURA.

In Dei Nomine Amen. Noverint universi, quod anno à Nativitate Domini millesimo quingentesimo secundo, die videlicet intitulado decimo quinto mensis Decembris, apud Civitatem Caesaraugustae, en presencia de mi Pedro la Luega Notario, et de los testigos infrascriptos, fue personalmente constituido el *Noble Don Anthon de Arborea et de Alagon*, de present habitant en la dicha Ciudad de Zaragoza, el qual stando sano, y en su buen recuerdo, sana salud, palabra, et loquela manifesta dixo: Que considerando, que la vida de este Mundo es vana, y transitoria, y los peligros son en él muchos, è grandes, è contece à muchos, que dexan de facer sus Testamentos hasta que se veen en alguna extrema dolencia, y las horas, q̄ han, que quieren, no tienen tiempo, ni remedio, ni modo, ni forma de testar, ni disponer de so hazienda, è bienes. El por quanto èl anda, y sigue la Cort del Rey nuestro Señor, et indo en servicio de su Alteza, ha de ir diversos caminos, andar en las guerras, y cosas de su servicio, donde hay muchos peligros, è poria acabezer de venir èl en alguna dolencia, è desconcierto de su persona, que no tendria tiempo, ni lugar para facer, è ordenar su ultimo Testamento. Por tanto, queriendo prevenir el dia de su fin por ordination testamentaria de sus bienes, stando sano, è libre, è no sperando à facer aquello quando stasse, è fuesse fecho siervo por ocupacion de dolencia, è de enfermedad; E porque apries dias snyos entre sus

deudos, è successores no pudiesse haver, ni haya pleyto, quistion, voz, ni diferencia alguna, è por no seyer inculpado por nuestro Señor Dios el dia del final juicio de no haver reglado, è scargado su consciencia en todo lo que pudo, èt lo que le ha bien parecido por su ultimo Testamento, y maudado facer, è exhiguir, è cumplir aquellas cosas, que por su descargo cumplan; revocando, casando, y anulando todos, è qualesquiere Testamentos, codicilos, y disposiciones, et ultimas voluntades, por èl, ante de la present jornada, de sus bienes fechos, è ordenados, diò, et librò, en manos, è poder de mi Pedro la Luega Notario infrascripto, presentes los testigos de part de suso nombrados, una Plica de paper cerrada, cosida, è sellada con su sello en cera bermeja impresso, la qual dixo era de dentro de su mano propria scripta, èt dentro à quella dixo, que havia un pligo de paper todo scripto, segun dixo, de mano del muy Spectable Señor *Don Leonard Darborea, quondam, Marquès que fue de Oristan, Padre suyo*, el qual segun dixo, era el Testamento, que el dicho su Señor Padre tenia ordenado, et dixo, que daba, et diò à quel dentro de dicha Plica, porque se pueda ver, y saber la voluntad, y disposicion, que el dicho su Señor Padre tenia fecha, è fizo, è scribió de su mano, disponiendo de su casa, hazienda, è bienes. Et encara para lo quel ordenaba, è disponia en el presente, è infrascripto su ultimo Testamento, et manda se biciesse, et compliesse, juxta la dicta ordination del dito su Señor Padre mejor se pudiesse veyer, como se haurrà de cumplir, en la qual dita Plica, dixo el dicho Don Anthon de Arborea, et de Alagon se contenia, y stava scripto de su mano su ultimo Testamento, ultima voluntad, ultima disposicion, y ordination de todos sus bienes, assi muebles, como sedientes, reditos, deudos, nombres, et acciones havidos, è por haver en do quiere. La qual dita Plica, è lo contenido en aquella quiso ordenò è mandò fuesse, è sea su ultimo Testamento, ultima voluntad, ordination, è disposicion de todos sus bienes, assi muebles, como sedientes, creditos, deudos, ombres, è acciones havidos, è por haver, en do quiera; et quiso, que lo contenido, et scripto en la dita Plica de su mano, valiesse, et valga por drecho de Testamento, et si por drecho de Testamento no valia, è valer uo podia, que valiesse por drecho de codicilo, è de qualquiere otra ultima voluntad, ultima disposicion, è ordination de todos sus bienes, que mejor, mas valedament, segund fuero, drecho, uso, è observancia, y costumbre del Reyno de Aragon, puede è deve valer. Et quiso encara, que fa dita Plica, si quiere, el dito su ultimo testamento, que en aquella se contiene, durant el tiempo de su vida, no pueda ser ubierto, ni publicado, y que si èl querrà en su vida, et aquella durant, aquel cobrar, que yo, et los Successores mios en mis notas, sea, mos tenidos aquel restituirlle assi cerrado, cioso, è sellado, sin saber, ni haver noticia alguna del tenor de aquel. Emperò, que empues del ser finado, yo, et qualquiere Notario, è Successor en mis notas, seamos tenidos, y obligados, instados, è requeridos por qualquiere Persona pretendiente ser su interesse, aquella hubrir, et publicar, et librarlo en forma publica una, è muchas, et tantas quantas vegadas demandado será por quien quiere, de quien fuere, è lo tocane interesse, requiriendo por mi dicho, e

(1) Vi è inserito pure il testamento anteriore di Don Leonardo Alagon di Arborea, marchese di Oristano e conte di Goccano.

infrascripto Notario, de las cosas susodichas, serne fechas carta, è cartas publicas una, et muchas, et tantas quantas de lo susodicho fuesen necesarias, et aquell, è aquellos, de quien fuesse interesse, haver requerràn. *Que fuerunt acta, loco, die, mense, et anno, quibus supra*, presentes testigos fueron à las sobredichas cosas, el Venerable Mossen Anthon Vagues Presbytero, è Joan Rodrigo Notario, habitantes en la dicha Ciudad de Zaragoza. *Et apres de lo susodicho, dia es à saber*, que se contaba onzeno del mes de Noviembre, dell' año de la Natividad de nuestro Señor, de mil quinientos y quatro, en la dita Ciudad de Zaragoza, en presencia de mi Pedro la Luega Notario, è de los testigos infrascriptos, personalmente constituidos, *los Nobles Don Luys de Alagon, è Don Joan de Alagon menor, fijo del Noble Don Joan de Alagon*, los quales en efecto dixeron: que à su noticia havia pervenido, que el dicho Noble Don Anthon de Alagon, en poder de mi dicho, è infrascripto Notario, havia fecho, dado, è liurado su ultimo Testamento, cioso, cerrado, è sellado, et que en aquel havia dexado Exsecutor de su anima, al dicho Don Luys de Alagon, *et havia instituido xo Heredero Universal el dicho Don Juan de Alagon*. Et por quanto nuestro Señor Dios havia dispuesto, et ordenado del dicho Don Anthon de Alagon, el qual havia finado sus dias en la Villa de Medina del Reyno de Castilla, estando en la Corte, servició del Rey nuestro Señor, segunt que assi es publico, è notorio, è las muertes de los Nobles en Aragon, son havidas por publicas, et notorias, et à ellos, como Exsecutor, y heredero susodichos, conviniesse è fuesse necesario veyer, è saber, la forma, y ordinacio del dito Testamento, assi por los intereses suyos propios, por lo qual dicho Don Anthon en el dicho su Testamento les dexaba, como encara por exequir, è cumplir la ultima voluntad, è disposicion del dicho Testador. Por tanto, que me requieran, et requirieron, que yo el dicho Testamento les obriesse, et publicasse, para que ellos, aquel visto, è entendido, podiesseu saber los bienes, è cosas, que les dexaba el dicho Don Anthon, è para que se hiziesse, exiguiesse, et cumpliesse, lo quel dicho Testador, por su anima havia dispuesto, ordenado, è mandado fier. Et yo dicho Pedro la Luega. Notario, instado por los dichos Nobles Don Luys, è Don Joan de Alagon, truxe el dicho Testamento en presencia de ellos, et de los testigos infrascriptos, el qual fue visto, è reconocido, como se estava assi cerrado, è sellado de la manera que à mi havia seydo dado, è liurado, et assi aquel visto, è reconocido, et trobado, cerrado, è sellado de la forma suso dicha, instantes los dichos Don Luys, è Don Joan de Alagon, et ellos, et los testigos infrascriptos presentes, con una tijerass cortè el filo, con que la Plica del dito Testamento staba cosida, et cerrada, et la obriè, et dentro de aquella se trobò un plego de paper todo scripto, segun de alli dixo, et afirmó el Dicho Don Luis de Alagon, que era aquel todo scripto de mano del dicho Señor Don Leonardo de Arborea, quondam, su hermano, et el Testamento del dicho Don Anthon de Alagon, que era todo scripto de mano del dicho Don Anthon de Arborea, y de Alagon Testador, y esto dixo, y afirmó ser assi, por quanto, segund dicho es, conocia bien la mano, è letra, que facia, è scribia el dicho Don Leonardo de Arborea, quondam,

et el dicho Don Anthon de Arborea, et de Alagon quondam, la qual dicha Plica, assi obierta, si quiere lo que en aquella se contenia, et lo que en el dicho pligo de paper se contenia, staba scripto, lo qual se decia era el ultimo Testamento, quel dicho Don Leonardo de Arborea tenia ordenado, lié, et publicó à los dichos Don Luis, è Don Juan de Alagon, los infrascriptos testigos presentes, et fuerunt trobados del tenor siguiente. El tenor del Testamento del dito Noble Don Anthon de Arborea, alias de Alagon, *es segunt se sigue*.

En el Nombre de nuestro Señor Dios, y de la humil Virgen Maria, sea, Amen. Como toda persona, en carne puesta à la muerte corporal scapar no puede, è no sea cosa al mundo mas cierta, como la muerte, ni mas incierta como la hora de aquella; por aquesto sia à todos manifesto, que yo el Noble D. Anthon de Arborea, alias de Alagon, fijo del Ilustre D. Leonardo de Arborea, alias de Alagon, Marqués de Oristan, y Conde de Gociano, que stando bueno, y sano, y en mi buen senso, y rêuerto, y firme memoria, e con mi propia, è manifesta paraula, por la gracia, y misericordia de N. Señor Jesu Christo, temiendo morir, y las penas del Inferno, è cobdiando por la clemencia, è benignidad, è preciosissima Sangre de nuestro Redemptor Jesus alcanzar la Gloria del Parayso, è por tal, que sobre mis bienes, entre mi Hermana, Sobrinos, y otros qualesquiere Deudos mios, no aya contencion, ni devat, ni se pueda sobre aquellos juntar, ni mover division, ordeno de aquellos, en la forma siguiente. *Primerament*, quiero, ordeno, è mando, que toda hora, è quando nuestro Señor Jesu Christo ordenarà de mi su voluntad, que passe deste Mundo al otro, si mnero en la Ciudad de Zaragoza, mi cuerpo sia enterrado en el Monasterio de San Francisco de la dicha Ciudad, en aquella Capilla de los Alagones, detrás del Altàr Mayor de la dicha Iglesia, sin que à mi Sepultura se haga ninguna solemnidad funeral, ni sca fecho otro, sino aquello, que à mis Spondaleros serán visto, à los quales suplico, si por mis desventura, y pobreza, bienes mios no se hallaràn, de lo suyo, hagan decir tres Missas de la Santa Trinidad; y una de nuestra Señora, la Virgen Maria, y otra de los Angeles, y otra de todos Santos, y otra de Requiem, en la dicha Capilla, y cumplan con la defusion, y Missas, è dar al dicho Monasterio cinquenta sueldos Jaqueses, è la cantidad de aquellos, y si haurà bienes mios, se haga de aquellos. Y si finire en otro Lugar, si possible será, sea traydo à la dicha capilla, donde no, sea enterrado delante de alguna Capilla, è Iglesia de nuestra Señora. *Item*: Dexo Spondaleros mios, al Señor Don Luis de Alagon, *Tio mio*, y è la Señora mi Hermana Doña Leonor de Alagon, y è Don Juan de Alagon, *Sobrinio mio*, à los quales caramente encomiendo mi Anima. *Item*: Dexo, y mando, que todos qualesquiere dineros, oro, plata, joyas, libros, bestias, armas, ropa, assi de vestir, como de cama, è otros qualesquiere bienes muebles, de qualquiera specie, è condition, que sean, que posea al tiempo de mi muerte, sean del Señor Don Luis mi Tio, por lo mucho, que me ha prestado graciosamente, y le soy en cargo, al qual

suplico, si à èl pareciere, sea mas lo que recibrà, que lo que le soy en cargo, dé à Bernaldino Crispat, è treynta florines de oro, ò quinientos sueldos por un Cavallo, que le di, el qual le tomé despues, y se perdió en mi poder. *Otro:* Dexo acave de pagar al Mozo, que con mi estará el día de mi muerte, si algo de la quitacion se fallará deberle. *Item:* Dexo por parte legitima, y herencia à la Noble Doña Leonor de Alagon, *Hermana mia*, y à sus fixos Don Juan, Doña Isabel, Doña Geronyma, Doña Speranza, Doña Joana, Doña Leonor, y à los fijos de Doña Maria mi Hermana, que Dios perdene, Isabel Aldonza, Francisco Pedro, cada cinco sueldos, con los quales se ayan de tener por contentos de qualquiere parte, que en mis bienes pudiesen haver, ni alcangaren qualquier manera, excepto de las lezas, que de parte de baxo graciosamente les dexaré. *Item:* Dexo de gracia special à la dita Noble Doña Leonor, *hermana mia*, los quinientos florines de à mi dexados por mi Señora, y Madre Doña Maria Morillo, quondam, en su último Testamento, fecho en la Villa de Alcubierre, testificado por Bartolome de la Cueba, Notario: assimismo le dexo los quinientos florines dexados en el mismo Testamento à Don Juan *Hermano mio*, quondam, del qual soy *Heredero*, segun consta por su último Testamento, fecho en la Ciudad de Zaragoza por Martín de Alfozea, Notario publico, porque de lo otro es *Heredera* ella, muriendo yo antes, segun parece por el dicho Testamento de mi Señora, y Madre. *Item:* Dexo de gracia special, si mi Hermana Doña Leonor morirà ante que yo, à Don Juan, mi *Sobrino*, fgo suo, aquellos setenta mil sueldos, que mi Señora Madre traxo en dot, y screix, con todas las responciones, que se alcanzarán de aquellos, hasta el día de mi muerte, con que non de pueda ordenar, sino en fixos legitimos; et si el dicho Don Juan mi *Sobrino*, morirà sin fixos legitimos, lo que Dios non mande, sean de Doña Geronyma, y si ella morirà sin fixos, sean de Doña Leonor, *Hermana suya*; y si ella morirà sin fixos legitimos, sean de Doña Speranza, *Hermana suya*, et si la dicha Doña Speranza morirà sin fixos legitimos, sean, y tornen los dichos bienes à los fixos de Doña Maria mi, *Hermana*, por partes iguales. *Item:* Dexo de gracia special, si mi hermana Doña Leonor morirà antes que yo, todo el derecho que tengo sobre las Casas, y heredades de Sarriena, y de Castellon de Monegro, al *Heredero* de Doña Maria, mi *Hermana*, con tal vinclo, y condicion, que dé à Don Phelipe de Urries, *Primo mio*, tres mil sueldos tota hora, que las dichas Casas haurà cobrado, ò à su *heredero*, si el dicho Don Phelipe fuesse muerto; è si el dicho *heredero* morirà sin fixos legitimos, tornen, y vengán las dichas Casas, è heredades al otro *heredero*, que ella hace, y así hasta el postrero con la condicion susodicha. *Item:* Dexo de gracia special à Doña Geronyma, Doña Speranza, Doña Leonor de Alagon, *Fijas de Doña Leonor mi Hermana*, y à Isabel Aldonza, Pedro de Allarriba, *Fixos de Doña Maria, mi Hermana*, cada diez mil sueldos, los quales sea tenido de pagar mi *Heredero*, toda hora, y quando aurà cobrado el Lugar de Almunient, ò ficiese partido del, y no en otra manera, y muriendo qualquier de ellos sin fixos, se repartán por partes iguales, la parte del hermano muerto. *Item:* Dexo al Monasterio

de Sant Francisco de Zaragoza, quinientos sueldos. *Item:* Dexo à Nuestra Señora del Pilar, quinientos sueldos. *Item:* Dexo de gracia special à los fixos de Doña Leonor, y Doña Maria, *Hermanas mias*, todo el derecho à mi perteneciente en los diez mil florines del dos de mi Abuela Doña Benedita de Arborea, digo à los que no serán de Religion, por partes iguales. *Item:* Dexo à Don Luis de Alagoa, tio mio, de su vida, mil sueldos cada año. *Item:* Dexo à Bernaldino Crispacho, dos mil sueldos. *Item:* Dexo à Juan Aleman de Cerbellon, quinientos sueldos. *Item:* Dexo à Diego, mozo mio, docientos sueldos. *Item:* Dexo sean pagados todos mis deudos, y de mi hermano Don Juan, que con verdad se hallarán dever. *Item:* Dexo de gracia special à Don Juan de Alagon sobriño mio, fgo de Doña Leonor de Alagon, *hermana mia*, *Heredero Universal de todos mis derechos*, acciones, à mi pertenecientes, è pertenecer podientes, por qualquiere via, derecho, título, y razon, non perjudicando nada à lo susodicho, ni infrascripto, entre los otros bienes del derecho, que à mi pertenecen: en, et sobre el Lugar de Almunient, Vassallos, Terminos, y Castillo de aquel, que confrontan con los Lugares de Torres, y Barbues, y Calén, con tal pacto, vinclo, è condicion, que si èl morirà sin fixos legitimos, lo que Dios non mande, torne el dicho Lugar, y Herencia à Pedro de Allarriba, *Fijo de Doña Maria, Hermana mia*, è si el dicho Pedro de Allarriba morirà sin fijos legitimos, torne la dicha Herencia, è Lugar, à Francisco de Allarriba, *hermano suyo*, è *sobriño mio*, è si el dito Francisco morirà sin fijos legitimos, venga la dicha Herencia, à fijas de Doña Leonor mi Hermana, de mayor, en menor, con que no sean Religiosas, y si aquellas morrán sin fijos legitimos, torne la dicha herencia à fijas de Doña Maria, mi Hermana, de mayor, en menor; y si aquellas morrán sin fijos legitimos, è sus fijos morrán sin fijos legitimos, torne la dicha Herencia, è Lugar al Cabo de la Casa de Alagon, que entonces se trobarà. *Item:* Dexo, que si el pleyto de Almunient, que llevo, non será fenecido, y lo torna à levar mi *Heredero*, que si Micer Anton Agustín, y Mosen Pedro Marcilla, le querran advocar, como son con mi avenidos, à pleyto acabado, les dè, à Mosen Anton, cien ducados de Oro, y à Mosen Marcilla, mil, y seis cientos sueldos, y dè à Martín Lopez, assimismo à cabo del pleyto, quinientos sueldos. *Item:* Dexo, y mando, que los dotes de mi Señora Madre Doña Maria de Morillo, y Screix, y responciones de aquel, non se demande sobre al Lugar de Almunient, porque seria mucho agraviar al *Heredero*, ante quien special esté obligado, sino que tenga recurso à demandarlo, sobre los seis mil florines, que Dona Benedita de Arborea, *Aguela mia*, dejó à mi Señor, y Padre el Marqués, y sobre todos los otros bienes, que èl tenia, segun tambien están obligados, y consta por los capitulos matrimoniales, de mis Señores Padre, y Madre. *Item:* Dexo, mi *Heredero* sea tenido à cumplir todas mis dexas, en este Testamento fechas, tocantes todos aquellos, que dexo Legatarios, tambien cumplan lo à ellos encomendado, cobrando empero el *Heredero*, è *Herederos*, el Lugar de Almunient, ò haciendo partido del; y assimismo los Legatarios, cobrando los legados, ò dexas, non teniendo à satisfacer el *Heredero* à las lezas de los

legados, sino à las que tocaràn à èl, ni ser constreñido facerles cobrar sus dexas; specialmente quiero, mi Heredero cumpla cobrando, como digo, el primer Capítol, y segundo, y tercero, y seteno, y noveno, con todos los que vienen despues dèl, el que dize: *dexo Heredero mio Universal à Don Juan de Alagon Sobrino mio*, y los otros que vienen despues; pero el dicho Heredero, ò Herederos, no sean tenidos de pagar las dichas lexas, sino cobrando el dicho Lugar de Almunient; ò hiziendo partido dèl; empero, quiero, que si en mi Sobrino, ò Sobrinos suceyrà por mi los dotes, y screix, con las responsabiliones de aquellos, y por mis derechos sea tuvido, ò tuvidos, aquel, ò aquellos, que suceyràn cobrandolos, ò hiziendo partido de ellos, dar cinco mil sueldos, primeiramente por mis tuertos, ò injurias, en cosas pias, y pagar los deudos de Don Juan mi Hermano, y mios, que con verdad se hallaràn deverlos; y esto si mi Heredero, no haurà cobrado el Lugar de Almunient, por que toca à èl cobrado, pagar, y dar lo susodicho; pero si despues de cobrado, mi Heredero demandasse à estos mis Sobrinos, les pagasse los cinco mil sueldos, y deudas de mi Hermano Don Juan, y mias, quiero no sea tenido, sino que esta restitucion haga el primero, que cobrare por mi derecho, la Herencia, ò bienes, assi en semble cobrarse, entonces, haga la restitucion desto mi Heredero, segun dicho es. *Item*: Ordeno, dexo, y mando, que en los bienes, que mi Señor el Marques, y Padre tiene en Zerdeña, assi del Marquesado de Oristan, y Contado de Gocceano, como de las otras tierras, en quanto à mi es, y à mi se pertenesce ordenar, assi por falta de Testamento, como por otro derecho à mi pertenescente, segund, yo entiendo, puedo ordenar dello, si quiero, sea fecha la voluntad del dicho mi Señor, y Padre, contenida en un Testamento suyo, fecho de su mano, el qual le vi yo escrivir, estando preso en Xaliba, el qual cerrò junto con este, porque se vea mas claro su voluntad, el qual lo apruebo, en quanto en mi es, y esto en los bienes de Zerdeña, y en las dexas, que en lo que de acà se ha fecho, segund lo por mi ordenado arriba en este mi Testamento, ò lo quiero el que cobràrà los bienes, y tierras de Zerdeña de Don Felipe de Urries, Señor de Ayerbe primo mio, veinte dos mil sueldos, cada hora, è quando ternà la possession de las dichas tierras del Marquesado (1). *Item*: Quiero, ordeno, y dexo este mi ultimo Testamento, è ultima voluntad, de mi propia mano scripto, por valido, como si por mano de Notario fuesse scripto, y que sea fecho, segund es èl contenido, cassando, y anulando otros quales quier Testamentos, è Codicillos; y si no valrà por Testamento, sea valido por Codicillo, ò por otra qualquier ultima voluntad: fecho oy Jueves à quinze de Diciembre, año mil quinientos y dos, è comendado el dia, y anyo dicho Pedro la Lueza, Notario: Presentes testimonios fueron Mosen Anton Bagues, Clerigo, y Joan Rodrigo, habitantes en Zaragoza,

y cerrado en presencia de ellos, y sellado con mi sello de las Armas de Alagon, y de Arborea, en la Ciudad de Zaragoza.

El tenor de la ordinacion del testamento del dicho Don Leonardo de Arborea, es segun se sigue:

En nombre de Nuestro Señor Dios, y de la gloriosa Virgen Maria. Yo Leonardo d'Arborea, Marqués de Oristan, y Conde de Gociano, fago, è ordeno este mi ultimo Testament, y ultima voluntad de mi propria mano. *Primo*: Ordeno, è mando, que de mis bienes sean pagados, è satisfechos todos mis deudos, tuertos, è injurias. *Item*: Quiero, è mando, que todo aquello, que se trobarà yo aver preso de las rendas de los Beneficios, que Don Juan mi Hijo tenia en Zerdeña, sea satisfecho otro tanto en cada Iglesia del Beneficio, en las cosas mas necesarias. *Item*: Quiero, que en la Iglesia de Simaguis, sean distribuidos cien ducados buenos, en las cosas mas necesarias. *Item*: Quiero, y mando, que los Testamentos de la Señora mi Madre, y de mi Muger, sean cumplidos. *Item*: Lexo por la anima de mi Suegro, tres mil sueldos. *Item*: Lexo por la anima de mi Suegra, mil sueldos. *Item*: Lexo, que por la anima del Marqués Don Salvador, sia fecho un Monasterio de Santa Maria de Jesus, à la Magdalena, defuera de Oristan, y en ta Seo, do es su cuerpo, sea fecha una bella defunsiun, y puestas sus Vanderas, y Escudo, y dado un bel trapo de oro, y una Custodia de argent, que coste setecientas libras Calaresas, en el dito Assen do està Cuerpo, y que se diga por su anima tres mil Missas. *Item*: Lexo, que por su anima, del Rector sean distribuidas cent cinquantas libras Calaresas, y por el anima de Mosen Ximeno Idamia, otras cien cinquanta libras Calaresas, y por la anima de Ferrando de Ayala, cinquenta libras Calaresas. *Item*: dexo à Doña Leonor, à Doñ Juan, à Don Anton, à Don Salvador, à Doña Maria, hijos mios legitimos, cada cinco sueldos, por parte de legitima, y cada cinco, por parte de herencia, con los quales se ayan à tener por contentos, y pagados, excepto lo que graciosamente les quere dexas. *Item*: Lexo à Cathalina, fija mia bastarda, veinte mil sueldos, moneda Jaquesa en ayuda de su matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos, tornen à mi Heredero. *Item*: Lexo à Leonardo, fijo mio Bastardo; que sia de Orden, y le sean dados dos mil sueldos de renda, hasta que tenga otra tanta renta. *Item*: Lexo à Quiteria, fya mia Bastarda, tres mil libras Calaresas, en ayuda de su Matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen à mi Heredero. *Item*: Lexo à Miguel, fijo mio Bastardo, tres mil libras Calaresas, si muere sin fijos, tornen à mi Heredero. *Item*: Lexo à Joana, fija mia Bastarda, dos mil libras Calaresas, en ajuda de su Matrimonio, con que case con voluntad de mi Heredero, y si muere sin fijos legitimos, tornen à mi Heredero. *Item*: Lexo à Francisco, fijo mio Bastardo, docientas libras Sardescas, digo Calaresas, y que sia Capellan, fins que haya otra tanta renda. *Item*: Dejo lo que Don Luis pretende yo serle tenido, sea reconocido amigablemente sin inquisicion, y si no basta lo que demanda, à diez mil

(1) Nel disporre dei beni di Sardegna, e specialmente del marchesato di Oristano, Antonio Alagon si riferisce a quanto avea già disposto il di lui padre, trovandosi l'Alagon al servizio del re di Aragona, come dichiara nel principio del suo testamento, era naturale cho si limitasse a questa disposizione generale riguardo ai vasti possedimenti dell'isola, ai quali egli dovea succedere, e dei quali il detto suo padre era stato violentamente spogliato.

libras, ò à lo que alcance, le sean compitadas diez mil libras; y sino alcanza nada, le sean dadas diez mil libras Calaresas; y si alcanzaba mas de diez mil libras, no aya de alegar la lexa de las diez mil libras Calaresas. *Item:* Quiero, y mando, que la Galea sea luego desarmada dandose à la franca à todos. *Item:* Que todos los esclavos, y esclavas, que yo tenia, sean francos. *Item:* Lexo de gracia especial à Doña Leonor, hija mia legitima, cinquenta mil sueldos, que le dexaba su Madre, yo quisiendo. *Item:* Dexo de gracia especial à Doña Maria hija mia legitima, cient mil sueldos Jaqueses, en ayuda de su Matrimonio, que case con voluntad de mi Heredero; y si muere sin hijos, tornen à mi Heredero los cient mil sueldos. *Item:* Lexo à Don Joan, hijo mio legitimo, de gracia especial, las Encontradas de Maoraca, y Costa de Vals, con rendas, Emolumentos, jurisdiccion alta, y baja, con tal vinclo, y condicion, que no pueda vender, ni transportar las ditas Encontradas, ni parte dellas, ni ordenar sino en hijo, ò hijos legitimos masculos, si haurà, si no tornen ditas Encontradas à mi Heredero Universal. *Item:* Lexo à Don Salvador, hijo mio legitimo, de gracia especial, las Encontradas de parte Arigado de Mandraclish, y de Bargabelvi, con todas las rendas, emolumentos, jurisdicciones altas, y bayas con tal vinclo, y condicion, que no pueda vender, ni transportar ditas Encontradas, ni part de aquellas, ni ordenar, sino en hijos legitimos masculos, sino durà, tornen las ditas Encontradas à mi Heredero universal. *Item:* Quiero, y mando, que mi erodero, no sea tenido à las lexas de Don Luis, ni de Doña Leonor, ni de Doña Maria, ni de los Bastardos, basta que aya cobrado, y posessa el Marquesado de Oristan. *Item:* Lexo, à Bernardo Chrispacho, por los buenos, y grandes servicios, que me ha hecho, ochocientas libras Calaresas, y mas cien libras Calaresas de renda cada un año, sobre las Pesqueras de Cabras, y Marrepones, los quales le sean bien pagados. *Item:* Lexo Spondalero à mi Heredero, y por mi anima, lo que à él parescerà, y mi Cuerpo sea sepellido ò à él parecerà, encomendandole mi anima, y hijos, y Criados. *Item:* Lexo, y quiero, ordeno general, y special Heredero mio universal, à Don Anton, hijo mio legitimo, de todos mis bienes muebles, sitios, baidos, y por haver, acciones, derechos mios, y à mi pertenescientes, por qualquier via, y razon; pero quiero, y mando, que de las propiedades, no pueda vender, y transportar, sino en hijos masculos legitimos, ò si no durà, tornen las dichas Propiedades à Don Joan hijo mio, al qual constituesco Heredero, si vivo serà; ò à hijos legitimos soyos masculos, si durà, y si no durà, tornen las dichas Propiedades à Don Salvador, hijo mio legitimo, al qual constituesco, en tal caso, Heredero de todas las Propiedades, ò à hijos suyos legitimos masculos, sin durar; y si los ditos Don Juan, y Don Salvador, no auràn hijos masculos, tornen las ditas Propiedades à hijas de Don Anthon, sino durà tornen las ditas Propiedades à hijas de Don Juan, ò si no durà, à hijas de Don Salvador, ò si no durà, à hijos masculos de Doña Leonor, hija mia, con que aquel, ò aquellos, lleven el Nombre, y las Armas de Arborea, ò si no durà, à hijos de Doña Maria, hija mia, masculos, conque aquel, ò aquellos lleven el Nombre, y Armas, Darborea, y si

no durà, à Don Luis mi Hermano, ò à hijos suyos de Don Luis mi Hermano, y si no durà tornen à hijos de Doña Leonor, ò si no durà, à hijos de Doña Maria, con condicion, que el que suceyrà, trayga las Armas, y Vandera de Arborea. *Item:* Quiero, y mando, que todos mis Hijos, ò Hijas bayan de loar este mi Testamento, y tenerse por contentos de aquel, et el que contradirà, ò querrà mas demandar, revocole la lexa, excepta la Herencia. *Item:* Declaro, que un albarán de mi mano, que tiene Doña Leonor, no ha lugar, porque aunque dize en Oristan, sobre mi fee, y anima, fue fecho en Zaragoza fictament, y sellado con mi Sello, assi que declaro, que no se pueda alegar, ò si con aquel demandarà, ni otra cosa sino à la lexa de este mi Testamento, revoco las lexas de los cinquenta mil sueldos, y revoco los vinclos à ella, y è sus hijos, que ella, ni ellos, no puedan haver res de mis bienes, y no quiero haya los veinte mil sueldos, que su Madre le dexò, yo quisiendo. Et assi abierto, et publicado por mi dito, è infrascripto Notario el dicho Testamento del dicho Noble Don Anthon de Arborea, et de Alagon, et la dicha ordinacion, que dentro de aquel fue trobada, del Testamento del dicho Señor Don Leonardo Darborea, de la forma, y manera, que de part de suso se contiene, los dichos Don Luis, de Alagon, e Don Juan de Alagon, requirieron por mi dicho, è infrascripto Notario de lo susodicho serne fecha, et testificada carta publica, una, è muchas, è tantas quantas aquel, ò aquellos, de quien es, ò seyer puede interes, haver ne querrà, que fuernt acta loco, die, mense, et anno, quibus supra, proximè recitalis. Presentes testigos fueron de lo sobredicho los Magnificos Jayme Marginet, mayor, et Dalmau Zerbellon, habitantes en la Ciudad de Zaragoza.

Sig:to De mi Ximeno Gil, Notario publico de la Ciudad de Zaragoza, qui el presente instrumento publico de Testamento, de su original nota, por el Honorable, è discreto Pedro la Lueza, Notario publico de la dita Ciudad, recibido, y testificado, las notas del qual por muerte suya, por los Señores Jurados de la dicha Ciudad, à mi fueron encomendadas, è las primeras dos lineas, calendarios, è nombres de testimonios de mi mano scribi, et lo otro scribir fize. Consta de rasos, et sobrepuestos, do se lie, testamento, die, los dotes, de Mahomeri, y Costa de Debalà, dipponia, en el present, è infrascripto, su ultimo testamento, è manera, observada, menor fyo del Noble Don Joan de Alagon, Joan Rodrigo, quier lo qual, à él.

IV*.

Bolla di Papa Giulio II, con la quale furono miti il vescovado di DOLIA all'arcivescovado di CAGLIARI, il vescovado di SORRES e di PLOAGNE all'arcivescovado di TURRITANO, e il vescovado di S. GIUSTA all'arcivescovado di ARBOREA: unite pure le sedi vescovili di USELUS, e di TERNALBA, e trasferite ad ALES; le sedi vescovili di BISANCIO, CASTRO, ed OTTANA, e trasferite ad ALGERO; trasportata al CASTEL-GENOVESE la sede vescovile di AMPURNAS, con la unione delle abbazie di S. Michele di Plano (de Plajano) del-

l'ordine di Vallocmbrosa e di S. Maria di Cerigo dell'ordine di S. Benedetto; e trasferita infine la sede vescovile di Solci a quella d'Iglesias (Villa-Ecclesia).

(1503. — 8 dicembre).

Dall'antico Archivio Arcivescovile Turritano (Sassari)
Lib. F. - fol. 97 e segg.

Julius Episcopus Servus Servorum Dei
ad perpetuam rei memoriam.

Æquum reputamus et rationi consonum, ut ea, quae de Romani Pontificis provisione processerunt, licet ejus superveniente obitu litterae apostolicae super illis confertae non fuerint, suum sortiantur effectum. Dudum siquidem Ecclesia Dolien. certo modo vacante, felicis recordationis Alexander Papa VI praedecessor noster (qui dudum inter alia voluerat, quod petentes beneficia ecclesiastica aliis nita tenerentur exprimere verum valorem annum secundum commune aestimationem, et alterum cui uniri peteretur, aliquin unio non valeret, et semper in unionibus commissio fieret ad partes, vocatis quorum interesset) ad provisionem ipsius Ecclesiae celerem et felicem, ne longae vacationis exponeretur incommodis, paternis et sollicitis studiis intendens, post deliberationem, quam de praeficiendo, eidem Ecclesiae personam utilem et etiam fructuosam cum Fratribus suis, de quorum numero tunc eramus, habuit diligentem, attendens quod praedicta, et Calaritana, nec non Turritana, Sorrensis, Plovacen., Arboren., Sanctae Justae, Ottanen., Bisarquien., Castren., Usellen., et Terralben., nec non Ampuriens., et Sulcitane. Ecclesiarum Regni Sardiniae, seu illarum mensarum Episcopatum fructus, redditus et proventus adeo tennes et exiles erant, quod illarum Praelati ex eis statum suum juxta pontificalis exigentiam dignitatis tenere non poterant; quodque Sulcitane., et Ottanen., et Ampuriens. Ecclesiae praefatae in locis desertis consistebant; et si Calaritanae Dolien., et Turritanae Sorren., et Plovacen., nec non Arborensis Sanctae Justae, et Ottanensis Bisarquien., et Castren., nec non Usellensis Terralben. Ecclesiae, nec non Ottanensis Parrocchialis Ecclesia, Rectoria nuncupata Villae de Algeri, et Ampuriensis de S. Mariae de Cerigo, et S. Michaelis de Plano S. Benedicti et Vallisumbrosae Ordinum Ampuriens., et Turritanen. dioecesis Monasteria, ac Parrocchialis Ecclesia Prioratus nuncupata de Castel Genoves dictae Ampuriens. dioecesis, ac Sulcitane. Ecclesiae praefatae Canonicius de Ecclesien., nuncupatus praebenda ejusdem Ecclesiae Sulcitane., perpetuo unirentur, annecterentur, et incorporarentur; et Sulcitane. ad Ecclesien., et Ottanen. ad Algeren., nec non Ampuriens. Ecclesiae praefatae ad Castel Genoven. locorum Sulcitane., Turritanen., et Ampuriens. dioecesen. Ecclesias transferrentur, profecto singuli Calaritan., et Turritanus, ac Arborensis Archiepiscopi, nec non Ottanen., et Usellen., et Sulcitane., et Ampuriens. Episcopi pro tempore existentes cum eorum capitulis apud Ecclesien., Algeren., et Castel Genoven. Ecclesiarum hujusmodi loca commodius habitarent: Cuiusque idem Praedecessor noster Metropolitaniurum, et Cathedralium Ecclesiarum praefatarum indigentiae subvenire, et illarum statum per ministerium unionis, et translationis salubrius florere:

ac volens charissimi in Christo filii nostri, tunc sui, Ferdinandi regis et clarissimae in christo filiae nostrae, tunc suae, Elisabethae Regum Hispaniarum, et Sardiniae illustrium, id summopere, prout eidem Praedecessori nostro per eorum litteras significaverunt, desiderantium, votis annuere; habita super iis cum eisdem Fratribus suis deliberatione matura, et de ipsorum consilio, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, singularum Metropolitaniurum, et Cathedralium ac Parrocchialium, nec non Monasteriorum, Prioratum, et Canoniatum, et Praebendarum fructum, redditum, et proventum veros annuos valores, verumque ultimae vacationis modum Dolien. Ecclesiarum hujusmodi, etiam ex illo quaevis generalis reservatio, et etiam in corpore iurium clausulae resultarent, pro expressis habens, Calaritanae Dolien., et Turritanae Sorren., et Plovacen., necnon Arborensis Sanctae Justae, et Ottanensis Bisarquien., et Castren., nec non Usellensis Terralben. Ecclesiae, ac eisdem de Algeri, et Ampuriens. de Castel Genoves Parrocchiales, ac Monasteria, nec non Sulcitane. Ecclesiis Canonicius ac Praebendas hujusmodi cum annexis, et omnibus iuribus, et pertinentiis suis auctoritate Apostolica sub datum videlicet pridie Idus aprilis, Pontificatus sui anno decimo, perpetuo univit, annexit, et incorporavit: Sulcitane. quoque ad Ecclesien., et Ottanen. ad Algeren., nec non Ampuriens. Ecclesias locorum hujusmodi ad Castel Genoves cum Capitulis, ac omnibus et singulis dignitatibus, et maioribus personalibus, administrationibus, officiis, Canoniciatibus, et Prebendis, et quibuscumque aliis beneficiis Ecclesiasticis cum cura et sine cura in eis existentibus, nec non temporalibus, et capitularibus mensis, ac Cathedralibus insignis, nec non praedictis, et aliis eis annexis, et bonis, iuribus, et pertinentiis earum respective transulit, et translatae esse decernit; ac pro potiori cautela, et suffragio eadem Ecclesien., et Algeren., nec non de Castel Genoves Ecclesias in Cathedralibus cum Capitulis, mensis, et insignis Cathedralibus erexit, et creavit, ita quod Calaritanen. ex tunc Dolien.; ac cedentibus, vel decedentibus venerabilibus fratribus nostris, tunc suis, Sorren., et Plovacen., ac Bisarquien., et Castren., nec non Sanctae Justae, et Terralben. Episcopis, ac Monasteria, Parrocchiales Ecclesias, ac Canonicius, et Praebendas praedictas in titulum, vel commendam ad praesens obtinentibus, ac illa alias quomodolibet respective dimittentibus, et eis quibuscumque modis vacantibus simul, vel successice etiam apud Sedem Apostolicam, Turritan., et Arboren. Archiepiscopis, nec non Ottanen. et Usellen., Sulcitane., et Ampuriens. Episcopis venerabilibus fratribus nostris, tunc suis, modernis, et pro tempore existentibus liceret unitarium Cathedralium, et Parrocchialium Ecclesiarum, Monasteriorum, et Canoniatum, et Praebendam praedictarum corporalem possessionem per se, vel per alium, seu alias propria auctoritate libere apprehendere, et perpetuo retinere; illorumque omnium respective fructus, redditus, ac proventus in suos, ac suarum Ecclesiarum usus, et utilitatem convertere, cuiusvis snper hoc licentia minime requisita: quodque deinceps qui in Ecclesien., et Algeren., ac de Castel Genoves sedes Episcopales existerent, et qui antea Sulcitane., et Ottanen., et Ampuriens. episcopi erant Ecclesien. et Algeren., ac de Castel Genoves Episcopi nuncuparentur; et tam ipsi, quam dignitates, personatus,

ordinationes, et officia, Canonicatus, et Praebendas, ceteraque beneficia Ecclesiastica cum cura, et sine curam ibidem obtinentes, absque aliqua nova provisione, praefectione, aut collatione desper faciendi, ad Ecclesien., Algueren., ac de Castel Genoves Ecclesias hujusmodi cum eorum fructibus, redditibus, ac proventus, iuribus, obventionibus, et bonis suis respective se transferre possent, decernens uniones, annexiones, incorporationes, translationes, et erectiones hujusmodi sub quibusvis unionum, annexionum, incorporationum, translationum, erectionum, suppositionum, et similium, revocationibus, suspensionibus, modificationibus et restitutionibus, per Sedem praedictam sub quibusvis verborum formis, et clausulis etiam derogationum derogatoriis, aliisque fortioribus, efficacioribus, et insolitis, irritantibusque decretis, et declarationibus, ex consilio, scientia, et potestate plenitudine, similibusque, seu etiam motu proprio tunc, et pro tempore factis, et ad praemissa, vel eorum aliquod in genere, vel in specie, vel etiam nominatim, vel alias quomodolibet se extendant, minime comprehendere, nec per illas revocari, modificari, restringi, vel immutari quomodo modo possent; irritum quoque, et inane, si secus super iis a quorumque quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contingeret attentari, non obstantibus priori voluntate praedicta, ac constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non unilarum Ecclesiarum, et Monasteriorum, ac Ordinum praedictorum iuramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, et indultis Apostolicis Monasteriis, et Ordinibus praedictis, aut eorum alicui sub quacunque forma, et expressione verborum concessis, quibus etiam si per eorum sufficienti derogatione de illis, ipsorumque totis thesauris specialibus, specifica, expressa, individua, et de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, illorum thesores, ac si de verbo ad verbum inseri essent pro expressis habentes, ea vice dumtaxat illis alias in suo robore permanentis, motu simili, et expresse derogavit contrariis quibuscunque; et si aliqui de provisionibus sibi faciendis de Canonicatibus, et Praebendis ipsius Ecclesiae Sulcitaneae, ac hujusmodi speciales, vel aliis beneficiis Ecclesiasticis in illis partibus generales dictae Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrassent; etiamsi per eas ad inhibitionem, reservationem, et decretum, vel alias quomodolibet esset processum, quas quidem litteras, et processus habitos per eosdem, et inde sequuta quaecunque ad Canonicatus, Praebendas, ac Parrocchiales Ecclesias unitas hujusmodi idem Praedecessor voluit non extendi, sed nullum super hoc eis quoad assequutionem Canonicatum, et Praebendarum, vel beneficiorum aliorum praedictorum generari, et quibuslibet aliis privilegiis, indulgentiis, gratiis, et Litteris Apostolicis generalibus, vel specialibus quocumqueque existerent, per quas Litteris ipsius Alexandri Praedecessoris, si super hoc confectae fuissent, non expressae, vel totaliter non insertae, effectus per eum impediri valeret quomodolibet, vel differri, et de quibus quocumque totis thesauris de verbo ad verbum habenda esset in eisdem Litteris mentio specialis. Voluit etiam idem

Praedecessor, quod propter uniones, annexiones et incorporationes hujusmodi Cathedrales unitae, et Monasteria in spiritualibus non laederentur, et in temporalibus detrimenta non substinerent, ac Parrocchiales Ecclesiae, et Canonicatus, et Praebendae hujusmodi debitis praeterea non fraudenter obsequiis, et animarum cura in Parrocchialibus Ecclesiis nullatenus negligenteretur, sed illarum, et Canonicatum, et Praebendarum hujusmodi, nec non dilectorum filiorum Conventuum, et Monasteriorum eorumdem congrue supportarentur onera consueta. — Ne autem de unionem, annexione, et incorporatione, translatione, decreto, erectione, creatione, et voluntatibus praefatis pro eo, quod super illis ipsius Alexandri praedecessoris Litterae ejus superveniente obitu confectae non fuerunt, valeat quomodolibet haesitari, ipsique Archiepiscopi, et Episcopi, quos nostrae Litterae quomodolibet tangunt, illarum frustentur effectu, volumus et eadem auctoritate decernimus, quod unio, annexio, incorporatio, translatio, decretum, erectio, creatio, et voluntas Alexandri praedecessoris hujusmodi perinde a dicta die idus Aprilis suum sortiantur effectum, ac si super illis ipsius Alexandri praedecessoris Litterae ejusdem diei datum confectae fuissent, prout superius narratur: quodque praesentes Litterae ad probandam plenam unionem, annexione, incorporationem, translationem, decretum, erectionem, creationem, et voluntatem Alexandri praedecessoris hujusmodi ubique sufficient, nec ad id probationis alterius administratum requiratur. Quoniam dilectis filiis Capitulis, Clero, Populo, ac universis vassallis Dolien., Sorren., Placen., Sanctae Justae, Sassaren., et Castren., ac Terrablen. Ecclesiarum, Civitatum, et Dioeceseum per Apostolica scripta mandamus, ut Capitula videlicet Archiepiscopis, et Episcopis, quorum Ecclesiis uniones hujusmodi factae fuerunt, tamquam Patribus, et Pastoribus animarum humiliter intendamus, ac exhibentes eisdem obedientiam, et reverentiam debitas, et devotas, Cleros ipsos pro nostra, et dictae Sedis reverentia benigne recipientes, et honorifice pertractantes, eorum salubria monita et mandata suscipiant humiliter et effectualiter adimpleant. Populus vero eosdem Archiepiscopos et Episcopos tamquam patres et pastores animarum eorumdem devote suscipientes ac debita honorificentia pertractantes suis monitis, et mandatis salubribus humiliter intendant; ita quod ipsi in eisdem devotionis filios, et populi in eisdem Archiepiscopis, et Episcopis respective Patres invenire benevolos gaudeant. Vassalli autem, et subditi praedicti eosdem Archiepiscopos, et Episcopos debita honorificentia prosequantur, eisque, fidelitate solita et consueta, serviitia, et jura sibi ab eis debita integre exhibere procurent, aliquoq sententiam, sive poenam, quam Archiepiscopi, et Episcopi praedicti rite intulerint, seu statuerint in rebelles, certam habebimus, et faciemus, auctore Domino, usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari. Nulli ergo omnino hominum hanc paginam nostrae unionis, annexionis, incorporationis, translationis, voluntatis, et decreti infringere liceat, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae mil-

lesimo quingentesimo tertio, VI Idibus Decembris, Pontificatus nostri anno primo⁽¹⁾.

(1) L'origine, e la durata delle varie sedi vescovili di Sardegna, delle quali con la presente Bolla fu decretata l'unione, e la traslazione, è la seguente.

1.^a La sede di DOLIA esisteva dove oggi esistono le rovine di S. Pauleone martire in Bonavoglia. A questo santo era dedicata la chiesa cattedrale. Il Capitolo constava di dodici canonici, il primo dei quali aveva la dignità di decano. Di questa sede fa menzione Cencio Camerario nel libro dei Crisi della Chiesa romana. Ebbe dieciotto vescovi, il primo dei quali fu VIGILIO, che visse nel 1089, e l'ultimo, PIETRO PILARE, che governava questa sede nel 1482.

2.^a La sede di SORRES esisteva nella città di SORRA ora distrutta l'antica SORABILIS di Antonino e SARALAPIS di Tolommeo, situata fra gli attuali villaggi di TORRAIRA e di BORUTA, a sei leghe di distanza dalla città di Sassari. La chiesa cattedrale, che ancor oggi esiste, era dedicata a S. Pietro apostolo. Il Capitolo si componeva di un arciprete, di dieci canonici, e di vari beneficiati. Il primo suo vescovo conosciuto fu ALBERTO, che visse nel 1106. Gli succedettero sedici altri vescovi, l'ultimo dei quali fu GIACOMO, che morì nel 1501.

3.^a La sede di PLOAGHE esisteva dove oggi esiste il villaggio dello stesso nome. La cattedrale era dedicata a S. Pietro, e il Capitolo constava di sette canonici, e un arciprete. Nell'antica diocesi Ploagense esistevano i due monisteri di S. Michele di Saliciera e della SS. Trinità di Saccargia (de Saccaria). Questa sede ebbe quindici vescovi finora conosciuti. Il primo fu LACENTINO o GIACINTO che visse nel 1000, e l'ultimo, GIOVANNI, che fu eletto vescovo nel 1495.

4.^a La sede di SANTA GIUSTA esisteva non molto lungi dall'attuale città di Oristano, e dallo Stagno che ancor oggi ritiene il nome di Santa Giusta. La chiesa cattedrale era dedicata alle sante martiri GIUSTA, GIUSTINA ed ENEDINA. Il Capitolo constava di un arciprete, di undici canonici, e di altri beneficiati. Ebbe dieciotto vescovi. Il più antico che si conosca è AGOSTINO, il quale nel 1119 intervenne alla dedizione della chiesa di S. Saturnino fatta da Guglielmo arcivescovo di Cagliari. L'ultimo fu GASPARE che nel 1519 intervenne al Concilio Lateranense.

5.^a La sede di USSELLI (antica Ussellus di Tolommeo) fu unita a quella di TERRALEA, e trasferita alla città di ALES. La chiesa cattedrale di ALES è dedicata al Principe degli apostoli ed ha un Capitolo composto di un decano, e di molti canonici e beneficiati. Ebbe fino a tutto il secolo XVI ventotto vescovi. Il più antico fu VINCENZO o AGAZONE.

6.^a La sede di TERRALEA esisteva nell'odierno villaggio dello stesso nome nella diocesi di ALES, cui fu unita con la detta sede di USSELLI. Ebbe dieciotto vescovi. Il più antico fu MARIANO, che regnava questa sede nel 1144. L'ultimo fu GIOVANNI, il quale fu eletto vescovo negli ultimi anni del secolo XV, e indubbiamente dopo il 1491.

7.^a La sede di BISARCHIO esisteva nella provincia Turritana (di Sassari); o fu poi unita alla sede di OTTANA. La chiesa cattedrale era dedicata a S. ANTONIO. Avea un Capitolo composto di parecchi canonici e beneficiati, di un arciprete, e di un decano. Ebbe diecinove vescovi conosciuti. Il più antico fu NICODIMO, che visse nella metà del secolo XI. L'ultimo fu GABRIEL QUINZADA, eletto vescovo nel 1486.

8.^a La sede vescovile di CASTRO, e più propriamente di CASTRA, esisteva presso l'attuale villaggio di Bono nella regione di Montecauto. La chiesa cattedrale era dedicata alla B. VERGINE, ed era affiliata da un Capitolo composto di un arciprete, dieci canonici e vari beneficiati. Il vescovo più antico che si conosca è l'anonimo, che nel 1106 intervenne alla consecrazione della chiesa della SS. TRINITÀ di Saccargia. L'ultimo fu ANTONIO DE TORO, eletto vescovo nel 1501.

9.^a La sede vescovile di OTTANA esisteva nella sua origine nel villaggio di OTTILLI (odierno OTTAVELLI), e la sua chiesa cattedrale era dedicata alla SS. VERGINE. Il suo Capitolo era composto di otto canonici, e un arciprete. Ebbe sedici vescovi conosciuti. Il più antico fu GIOVANNI, che nel 1106 intervenne alla consecrazione della chiesa della SS. TRINITÀ di Saccargia. L'ultimo fu GIOVANNI PEREZ, eletto vescovo nel 1501.

10.^a La sede di AMPURIAS esisteva fin dal secolo XI, e di quella di CIVITA non si ha notizia prima del secolo XII. AMPURIAS, ora distrutta, distava otto miglia circa dalla odierna città di CASTEL-SARDO (antica CASTEL-GENOVESE o poi CASTELLO ARAGONESE), aveva la cattedrale dedicata a S. PIETRO, e un Capitolo con arciprete, otto canonici e altri beneficiati. Nel 1506 fu unita alla sede di CIVITA (Ved. infr. CART. n.° V°); ma tre anni prima, e con la presente Bolla, era stata trasferita a CASTELLO ARAGONESE, e fu eretta in cattedrale la chiesa di S. ANTONIO abate. Ebbe ventidue vescovi fino alla sua unione con CIVITA: il più antico fu NICOLÒ che visse

V°.

Bolla del Pontefice Giulio II, con la quale è decretata la unione perpetua delle due Sedi vescovili di AMPURIAS e CIVITA.

(1506. — 5 giugno)

Dall'antico Archivio Capitolare della Cattedrale di Castel-Sardo (già CASTEL-GENOVESE).

Julius Episcopus Servus Servorum Dei
ad perpetuam rei memoriam.

Romanus Pontifex, qui singulari praeerogativa juris super Ecclesias quaslibet etiam Divina obtinet institutione principatum, circa statum earundem Ecclesiarum prospere dirigendum, et ut Pastoribus illis pro tempore presidentibus juxta Pontificalis dignitatis decemtalium facultates respondeant opportuna, studiis vigiliat indefessus, et propter ea ex eis nonnullas, quarum Praeclatis singulis minores suppetunt facultates, invicem unit, et annectit, prout, temporum, et personarum qualitate pensata, id conspiciat in Domino salubriter expediri. Sane attendentes, quod AMPURIENSIS, quae alias certo modo ad Parrochiam Ecclesiam CASTEL-GENOVENSIS cum unione ejusdem Parrochialis Ecclesiae per fel. record. Alexandrum Papam Sextum praedecessorem nostrum translati extitit, et CIVITATENSIS Ecclesia, quae in Regno Sardiniae consistant, et inter se per quinquaginta miliaria, vel circa dumtaxat distant, et quarum Dioeceses sunt contiguae, adeo in earum redditibus tenues existunt, et in aedificiis deformatae, et ornamentis ecclesiasticis ad divinum cultum necessariis sunt destitutae, ut non Cathedralis, sed simplices Ecclesiae potius iudicatae sint, illarumque singuli Praesides ex fructibus singularum mensurarum earundem juxta Episcopalis dignitatis decemtalium se commodè sustentare, et onera eis ratione regiminis, et administrationis dictarum Ampuriensis, et Civitatis Ecclesiarum incumbenda perferre non possint: Cupientesque illarum Ampuriensis, et Civitatis Ecclesiarum indigentiae subvenire, ac statum earum per ministerium unionis ad invicem salubrius reflorere, ut illae sub unius Praesulis cura, et regimine redactae felicioribus proficere valeant incrementis: Ac volentes charissimi in Christo filii nostri Ferdinandi Sardiniae, et Aragonum Regis illustris id summoovere, prout Nobis per ejus literas significavit, desiderantis votis annuere, omnibus cum fratribus nostris

nel 1106. Quando fu decretata la unione nel 1506 era vescovo FRANCESCO MENDO. — CIVITA (odierna TERRANOVA, OLEA dei tempi romani, e PAUGANIA' del più antichi tempi cristiani) aveva la cattedrale dedicata a S. SIMPLICIO, e un Capitolo composto di un arciprete e soli quattro canonici. Dal 1173, in cui visse BASILIANO, suo più antico vescovo fin qui conosciuto, fino al 1506 in cui ebbe luogo la unione con la sede di AMPURIAS, si contano soli quattro vescovi Civitateni, l'ultimo dei quali fu PIETRO STORNELLO.

11.^a La sede di SOLCI (SULCIS dell'itin. di Antonino e SULCIS di Strabone) esisteva nell'attuale *Porte Palma* nella parte meridionale dell'isola. La sua cattedrale era dedicata a SANTA CATALINA vergine, dell'Ordine di S. Francesco d'Assisi, e aveva un Capitolo composto di un arciprete, un arcidiacono, nove canonici e vari beneficiati. Il suo più antico vescovo fu S. ANTONIO MARTIRE, al quale ne succedettero altri venticinque. Dieci anni dopo la presente traslazione la sede di SOLCI fu unita a quella di CAGLIARI (Ved. infr. CART. n.° VIII°).

debita meditatione pensatis, de eorumdem fratrum consilio Ampuriensem, et Civitatis Ecclesias cum omnibus annexis, iuribus, ac pertinentiis suis invicem (venerabilium fratrum nostrorum modernorum Ampuriensis, et Civitatis Episcoporum) ad hoc expresso accedente consensu) Apostolica auctoritate theore praesentium perpetuo unimus, annectimus, et incorporamus: Ita quod altero modernorum Episcoporum cedente, vel decedente, aut altero ex eisdem Ampuriensi, et Civitatis Ecclesiis praesae deficiente, aut altera ex eis quovis modo etiam apud Sedem Apostolicam vacante, ex tunc ambae Ampuriensis, et Civitatis Ecclesiae per unum Episcopum, seu Pastorem, qui Ampuriensis, seu Castel-Genoves, et Civitatis nuncupetur, salubriter gubernetur: liceatque superstiti ex eisdem modernis Episcopis per se, vel per alium, seu alios alterius sic vacantis Civitatis, et Dioecesis in spiritualibus, et quantum ad ipsius Ecclesiae vacantibus jus, proprietatemque pertineat, in temporalibus possessionem corporalem propria auctoritate libere apprehendere, et perpetuo retinere, fructusque, redditus, et proventus, emolumenta, obventiones, et jura quaecumque ad mensam Episcopalem ipsius alterius Ecclesiae pertinentia percipere, et levare, ac in suos, et ipsarum sic unitarum Ecclesiarum usus, et utilitatem convertere, cuiusvis licentia super hoc minime requisita. Et cum ipse superstes Episcopus in Ampuriensi, seu Castel-Genoves Civitate, et Dioecesi fuerit, *Ampuriensis*, seu Castel-Genoves, et *Civitatis*; cum vero in Civitatis Civitate, et Dioecesi fuerit, *Civitatis*, et *Ampuriensis* Episcopus nominetur. Volumus autem quod per unionem, annexionem et incorporationem praedictas Ecclesiae Ampuriensis et Civitatis praedictae in spiritualibus non laedantur, et in temporalibus detrimentum non sustineant, sed earum congrue supportentur onera consueta, ipseque superstes Episcopus in utraque dictarum Ampuriensis et Civitatis Ecclesiarum, ac illarum Civitatibus et Dioecibus respective per se, vel suos Vicarios in spiritualibus et temporalibus generales iustitiam, et alia, quae ad dignitatem Episcopalem pertinent, ministrent: Ita quod Ecclesiae praedictae in eisdem spiritualibus, et temporalibus ex huiusmodi unionem continuo felicibus proficiant incrementis, et ex eadem unionem optimum succedat effectus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae unionis, annexionis, incorporationis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicae millesimo quingentesimo sexto, nono Iunii, Pontificatus nostri anno tertio (1).

VI.

Pragmatica del re Ferdinando il Cattolico, con cui si proibisce a tutti gli ufficiali regii in Sardegna di vendere e contrattare gli uffici loro con le giurisdizioni che vi erano annesse.

(1507. — 15 maggio).

Dal DEXART, Capit. Curiar. Regni Sardiniae,
lib. III, tit. V, fol. 589.

Nos Don Ferrando per la gracia de Deu Rey de Arago, y de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Valencia, de Mallorca, de Sardenia, de Corcega, Comte de Barcelona, Duch de Athens y de Neopatria, Comte de Rosello y de Cerdaña, Marques de Oristany y de Gociano etc. Informats som, que alguns que de nostra Magestat han obtengut, y obtenen alguns officis de jurisdiccion del nostre Regne de Sardenia, no podent, ò no volent aquells tenir, ni regir, fan partit, ò ò venen aquells, ò altres contracts, de ques segueix que la justicia no es estretament, ò com se deu administrada, è nostres vassalls, è subdits son vexals, y molestats en deservy de nostre Señor Deu, y nostre, y dany de la cosa publica. E perço volents en aço debitament provehir, ab tenor de la present nostra Real Pragmatica sancio perpetuament observadora statum, provehim, è ordenam, que officis alguns de jurisdiccion nos pugnen en manera alguna vendre, ni fesse de aquells partit sens expressa licentia nostra, è algo sols pena de privacio dels dits officis. Per tant notificant les dites coses, ab estes mateixes manam als Spectables nostre Lochinent General, Governador en lo Cap de Logndor, è à qualservs Officials nostres en lo dit Regne, que ara son, è per avant seran, sols incorrimen de la ira, è indignacio nostres, è pena de dos mil florins dor a nostres Coffres aplicadors, que la present nostra Pragmatica, è totes, è sengles coses en aquella contingudes tengan, y observen, tenir, y observar fassen inviolablement per qualsevol, è contra aquelles no vindran, à venir permetran per alguna causa, ò raho, si la gracia nostra tenen cara, è indignacio nostres, è pena predita desigian evitar. En testimoni de les quals coses havem manat fer les presents de nostre sogell secrèt en lo dorso sogellades. Datum en lo nostre Castell Nou de la nostra Ciutat de Napolis à quinze del mes de Maig any de la Nativitat de nostre Señor Deu. M. D. VII. — Yo el Rey.

Vidit Thesaurarius Generalis.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Gonzales de villa Siniplis. Visa per Thesaurarium et Conservatorem Generalem.

fu poi vescovo di Lerida), la quale è del tenore seguente: — *Reverendissime Domine, Deservistis ut Sanctissimus Dominus Noster, velle Amplitudinem tuam, mutata Episcopali Sede, transferre eam in quoddam Castellum, quod ARAGONAE appellatur. Quare omnia, quae nunc afferuntur de incommodo et parum digno Episcopali Ecclesiae istius Castellum domicilio, tantum ab Amplitudine tua poti iusui Sua Sanctitas, qua ratione et auctoritate freta ab antiquo Ecclesiae loco in istud Castellum Cathedralium Sedem traduendam existimas. Quosmodum etiam officii, et prudentie tuae, quomodo se res habuit vere prescribere, et interea quod hanc translationem faciendam attinet, nihil nosci, ut par est, inconuta Sede Apostolica intendere. Cui saltem, et incolumitatem precor. (Ved. MATTEI, Sardin. Sacr., pag. 181, Edit. praed.).*

(1) Dopo la unione decretata con la presente Bolla, la prima a vacare fu la sede di CIVITA (odierna TERRANUOVA e antica PATANIA) per la morte di Pietro Stornelli suo ultimo vescovo. Il vescovo di AMPURIAS, che fu il primo delle due sedi unite, secondo la precedente Bolla di traslazione del 1503 (Ved. LA CART. preced.), avrebbe dovuto risiedere in CASTEL-GENOVESE. Però da un monumento assai posteriore si rileva che una tale traslazione non era stata ancora eseguita, e che anzi nel 1565 il vescovo di AMPURIAS, il quale voleva trasferire la sede a CASTEL ARAGONENSE (denominazione succeduta alla più antica di CASTEL-GENOVESE), n'ebbe formale divieto dal Pontefice Pio IV, come lo prova la lettera scritta nel 29 gennaio di detto anno 1565 al vescovo Ampuriense (Francesco Thomas, che

VII*.

Il re Ferdinando il Cattolico approva con Decreto o Privilegio Reale i capitoli e le domande disposte e proposte dal Braccio militare nel Parlamento, celebrato in Sardegna sotto la presidenza dei vicereé Giovanni Duay (o Dusay) e Ferdinando Giron de Rebollo.

(1544. — 44 aprile).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Cagliari,
cod. cartac. autent., fol. 55 e seg.

In Dei nomine. Pateat universis, quod Nos Ferdinandus Dei Gratia Rex Aragonum, Siciliae citra, et ultra farum, Hierusalem, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum et Neopatriae, et Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani; Cum ex commissione per Nos diebus elapsis facta Joanni Duay I. U. D. quondam Locumtenenti Generali nostro in dicto Sardiniae Regno, cujus regnicolis ejusdem Regni Parlamentum extiterit convocatum, et illius obitu circa conclusionem Parlamentum, virtute provisionis nostrae, per Gubernatorem in Capite Calaris et Gallurae prorogatum; et per spectabilem et nobilem Consiliarium nostrum Ferdinandum Giron Rebollo, successive in eodem Regno Locumtenentem Generalem nostrum assumptum, fuerit continuatum; et in his, quae concernebant servitium nostrum, bonum et tranquillum statum dicti Regni sine debito terminatum (excepta tamen concessione aliquarum gratiarum per tria STAMENTA, sive BRACHIA praefata Regni petitarum, ut est meris in similibus PARLAMENTIS); et venissent per his obtinendis ad Nos (cum id dumtaxat nostrae Regiae Curiae attineat) Sindici electi uniformiter a dictis tribus Stamentis, quorum unus erat dilectus noster Gaspar Fortesa *domicellus*, qui in nomine, et pro parte Magnatum, Comitum, Baronum, Nobilium, Militum, et personarum Militarum totius Stamenti militaris obtulit Majestati nostrae capitula quaedam supplicationum, sive petitionum, et gratiarum per eundem nobis supplicatarum, quae Nobis lecta et perfecta fuere: Et habito super contenta in eisdem maturo consilio, et copiosa relatione per Vicecancellarium nostrum et alios Consiliarios nobis facta de omnibus, quae circa ea oportebat nostrum Regium animum informare: Attendentes innatam fidelitatem, ab experto cunctis temporibus cognitam, circa servitium Nostrae Regiae Coronae in universis regnicolis dicti Regni, praesertim in dictis Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, et aliis personis Militaribus ejusdem Regni, quae nos magnopere inducit et movet, ut diligenti cura, non solum circa eorum quietem, coercendo manus Magistratum, ne abutentes fore jurisdictione nostra, aut eadem rigore et supreme iustitiae in eos indecenter, aut minus pie se habeant ⁽¹⁾, intendere; sed etiam eosdem novis

gratis et favoribus prosequentes, benignae dictis supplicationibus placet, uti in praesentiarum libenter placuit condescendere, juxta decorationes in fine uniuscujusque capituli per Nos factas, scribique, et apponi iussas per Magnificum et dilectum alumnum et Secretarium nostrum Ioannem Gonzalez de Villa Samplis, dicti processum scribam, ac ad ejus manus referendas. Quorum capitulorum et decorationum, sive responsonum series sic se habet (2).

Ut autem capitula praeserta, et omnia, et singula in eis, et unoquoque eorum contenta, juxta responsones et decorationes in fine uniuscujusque eorum adjectas et appositas, ut praefertur, perpetua validitate et robore omni futuro tempore permanent et subsistant, teneore praesentis Privilegii, et publici instrumenti ad aeternam rei memoriam valituri, de nostra certa scientia, et deliberate et consulo laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes per Nos et Successores nostros eisdem Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Haereditatis, Militibus, et aliis omnibus personis Militaribus praedicti Stamenti, seu Brachii Militaris dicti Sardiniae Regni, et ipsa capitula, juxta eorum decorationes, Nos in vim privilegii, seu privilegiorum, et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valendorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solemnii stipulatione vallato, inter Nos et dictos Magnates, Haereditates, et cunctas Militares personas dicti Regni inito, et convento, promittimus sub verbo et fide nostris Regis, ac juramus ad Dominum Deum, et ejus sapientia quatuor Evangelia ante Nos posita, et nostris propriis manibus corporaliter tacta, praeserta universa capitula, et eorum unumquodque, tamquam acta facta in Parlamento, juxta eorum decorationes, et praesens nostrum Privilegium, atque contractum, perpetuo tenere et observare, et teneri et observari facere, nec contrahi permittere quavis causa. Serenissimae propterea Ioannae Reginae Castellae, Legionis, Granatae etc. Principi Geruadae, Archiducissae Austriae, Ducissae Burgundiae etc. Filiae primogenitae nostrae charissimae, Gubernatricae generali, ac post felices et longaevo dies nostros (Deo propitio) in omnibus regnis et terris nostris immediatae haerediti, et legitime successoris, mentem nostram aperientes, sub paternae benedictionis obtentu dicimus: Spectabili vero, nobili, Magnifico Consiliarii, dilectis et fidelibus nostris, Locumtenenti generali nostro, Gubernatori in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratorique nostro Regio, vel ipsum officium Regenti, caeterisque universis et singulis

(2) Seguivano per estremo il ventiquattro capitoli presentati dal Parlamento all'approvazione reale per mezzo di Gaspare Fortesa, Sindaco (deputato) dei tre Stamenti. Il capitolo venticesimo non fu accordato. Gli altri ventidue riguardavano i diritti e privilegi, sia del Parlamento in generale secondo gli usi di Catalogna, sia particolarmente dello Stamento militare e dei suoi membri; la attribuzione viceregale, quella del fisco e del suo *Satellizio*; la istruzione dei processi criminali, la polizia delle carceri di custodia, l'amnistia, le cause dei vassalli, e le loro appellazioni dalle sentenze dei baroni; il divieto fatto al viceré di turbare l'ordine delle diverse giurisdizioni giudiziarie; la fissazione dei confini delle ville feudali, le facoltà e il modo di succedere nei feudi, la giurisdizione dei feudatari, e la fissazione dei dritti per l'estrazione del frumento dall'isola.

(1) Se la volontà espressa con queste parole dal re Ferdinando onde frenare gli arbitri degli ufficiali regii in Sardegna fosse stata sempre osservata, il suo governo nell'isola sarebbe stato uno dei migliori.

Officialibus et subditis nostris, quocumque nomine nominatis, officisque ac jurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus sub irae, et indignationis nostrae incursu, poenae florenorum auri decem millium nostris inferendorum aerariis, quatenus praeinserta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque, tanquam facta in dicto Parlamento, juxta quiscujusque responsiones et decretationes, praesentemque contractum, teneant firmiter et observent, faciantque ab omnibus, quibus atineat, observari inviolabiliter: injungentes et expresse mandantes, praedicto Locumtenenti generali, et Gubernatoribus, aliisque etiam Officialibus, quibus spectet, ut omni mora et consultatione cessantibus, nulla alia executoria super his a nobis expectata, seu requisita, quamprimum fuerint requisiti, juramentum et homagium praestare teneantur in manibus, et posse nostri Regii Procuratoris, seu officium ipsum Regentis, quod praedictum contractum et publicum instrumentum, omniaque praeinserta capitula, et eorum unumquodque, juxta eorum responsiones et decretationes, perpetuo tenebunt et observabunt, et non contrafaciant, vel veniant ratione aliqua, sive causa, pro quanto dicta Serenissima Regina, et Princeps, Filia primogenita nostra Charissima Nobis obedire, caeteri vero Officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram charam habent, iramque et indignationem nostras, paenamque praeappositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro communi sigillo impendenti munim. Actum est hoc in civitate Hispalis die decimaquarta mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo undecimo, Regnorumque nostrorum, videlicet Siciliae ultra farum anno quadragesimo quarto, Aragonae, et aliorum trigésimo tertio, Siciliae autem citra farum, et Hierusalem anno nono.

Sig-tum Ferdinandi Dei gratia Regis Aragonum, Siciliae citra et ultra farum, Hierusalem, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, Corsicae, Comitatus Barchinonae, Ducatus Athenarum et Neopatriae, Comitatus Rossilionis et Ceritaniae, Marchionatus Oristanis et Gociani, qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus et juramus, huicque publico instrumento sigillum commune Majestatis nostrae appendi jussimus impendens.

Testes sunt, qui ad praemissa praesentes fuerunt, Nobiles et Magnifici Ugo de Urries Consiliarius et Secretarius, Petrus de Urrea Magister Aulae, Petrus Alpont, et Joannes de Gualbis juris utriusque Doctores de Regio Consilio, et Franciscus de Rebolledo, et Gutierrez. Tello Alumnus praefatae Regiae Majestatis.

Sig-tum mei Joannis Gonzalez de Villa Semplici praefati Serenissimi Domini Regis Secretarii, ejusque auctoritate per totam Sui terram et dominationem Notarii publici, qui interfui, eaque de dicti Domini Regis mandato scribi feci, et clausi.

VIII*.

Lettere Pontificie, con le quali si stabilisce la unione dell'antica sede vescovile di Solca alla sede arcivescovile di Cagliari.

(1543. — 9 gennaio).

Dagli Archivi della Chiesa arcivescovile di Cagliari.

S. Tituli S. Petri ad vincula etc.
Sanctae Romanae Ecclesiae Vice Cancellarius,
Presbyter Cardinalis.

Hodie Sanctissimus in Xpo Pater, et Dominus Noster Dominus Leo Divina Providentia Papa X in suo Consistorio secreto, ut moris est, ad relationem R.^{mo} in Xpo Patris, et Domini, Domini F. Tituli Sanctorum Johannis, et Pauli Presbyteri Cardinalis; cum dudum Felicis recordationis Julius Papa II proinde attendens, quod fructus etc. Mensae Episcopalis IGLESIENTIS, alias SULCITANAE, Regni Sardiniae adeo tenues, et exiles existebant, quod R.^{mo} in Xpo Pater Dominus Johannes Episcopus Iglesiensis, alias Sulcitaneus, ex illis statum suum juxta Pontificalis exigentiam Dignitatis decenter tenere, et onera ratione Ecclesiae Iglesiensis, alias Sulcitaneis, sibi incumbenda, supportare non poterat; quodque si praedicta Iglesiensis Cathedralis, et Metropolitana Calaritana, cui nonnullae aliae dicti Regni Cathedrales Ecclesiae canonice erant unitae, annexae, et incorporate, ac ejus praefata Ecclesia Iglesiensis sufraganea digmosebatur, Ecclesiae invicem, quando praefatus Dominus Johannes Episcopus eidem Ecclesiae Iglesiensis praesesset, unirentur, annecterentur, et incorporarentur, praefatus Dominus Johannes, qui Iglesiensis Episcopus, et Calaritanus Ecclesiarum hujusmodi Archiepiscopus foret, ex utriusque Iglesiensis, et Calaritanae Ecclesiarum hujusmodi praedictarum fructibus etc. se juxta Episcopalis, et Archiepiscopalis Dignitatum exigentiam decentius sustentare, et sibi incumbencia pro tempore onera praeferre, et illarum jura tenere, et defendere commodius posset, easdem Iglesiensem, et Calaritanam Ecclesias invicem, quando dictus Dominus Johannes Episcopus eidem Ecclesiae Iglesiensis praesesset dumtaxat; de tunc R.^{mo} Dominorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio Apostolica auctoritate univisset, annexuisset, et incorporavisset. Ita quidem ut cedente, vel decedente R.^{mo} in Xpo Patre Domino Petro Archiepiscopo Calaritano, sive eadem Ecclesia Calaritana alias quomodolibet vacante etiam apud Sedem Apostolicam, Ipse Dominus Johannes Episcopus, etiam Archiepiscopus Calaritanus ex tunc prout ex ea die existeret; et propterea Episcopus Iglesiensis esse non desineret, sed Episcopus Iglesiensis, et Archiepiscopus Catanus existeret, liceretque eidem Domino Johanni Episcopo per se, vel alium, seu alios possessionem, seu quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanae, et Bonorum illius propria auctoritate libere apprehendere, et easdem Calaritanam, et Iglesiensem Ecclesias, et illarum quamlibet in spiritualibus, et temporalibus regere, et gubernare. Et Idem

Sanctissimus Dominus Noster, postquam uniones, annexiones, et incorporationes de quibusvis Cathedralibus, et aliis Ecclesiis per cessum, vel decessum, aut alias quomodolibet dimittendis, invicem, vel aliis Ecclesiis quomodolibet per dictum Dominum Julium, aut forsitan praefata Apostolica, vel quavis alia auctoritate factas, quae suum sortitae tunc non erant effectum, inter alia revocaverat, cassaverat, et annullaverat, nulliusque decreverat esistere firmitatis, attestatus fuisset, et declarasset, unionem etc. dictarum Calaritanæ, et Iglesiensis Ecclesiarum per dictum Julium Papam II factas, et super illis confectas Litteras sub dictis revocationibus, vel earum aliqua comprehensas non fuisse, nec comprehendi debere: imo ipsas, et inde secuta quaecumque, cum omnibus, et singulis in Litteris ipsius Julii Papæ II desuper confectis contentis clausulis, tam a praedictis, quam quibusvis aliis, quae ab eodem Domino Nostro, et Sede Apostolica forsitan in antea emanaverant, similibus, et dissimilibus unionum hujusmodi revocationibus, aut suspensionibus, vel modificationibus penitus, et omnino excepta esset, prout potiori pro cautela ex tunc, prout ex ea Curia cautiones ipsae emanarent, etiam contra expiraret, et quotiens illa emanare contingeret, totiens exceptio hujusmodi innovarentur, ipsumque Dominum Johannem Episcopum, quoad omnia, et singula in eisdem Litteris contenta, in pristinum, et in eum, in quo ante revocationem hujusmodi emanasset, et pro tempore emanarent quomodolibet, existeret, et extitisset, statum restituisset, et apposuisset, et reintegrasset, ac ipsas Litteras, et in eis contenta in suis pristinis robore, et vigore persisteret, et persistere, nec alias quam consistorialiter revocari, et annullari posse. Et sic per quoscumque Indices etc. judicari, et definiri debere, sub lata eis alteri interpretandi, et iudicandi facultate, ac irritum etc. decrevisset; prout in dictorum SS.^{mm} Dñi Nostri, et dicti Julii singulis desuper confectis Litteris plenius continetur. Et dictus Dominus Petrus Aŕpus regimen, et administrationem dictae Ecclesiae Calaritanæ in manibus eiusdem SS.^{mi} Dñi Nostri Papæ sponte, et libere cessisset, cessionem ad effectum Unionis etc. hujusmodi duxisset admittendam, et potiori pro cautela de persona Domini Johannis Episcopi de RR.^{mm} Dominorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio Apostolica auctoritate praedicta de novo providit, ipsumque in Archiepiscopum, et Pastorem instituit, curam, et administrationem ipsius Ecclesiae Calaritanæ sibi in spiritualibus, et temporalibus plenarie comitendo; nec non easdem Iglesiensem, et Calaritanam Ecclesias invicem, quamdiu dictus Dominus Johannes Episcopus viveret in eisdem Ecclesiis praeeset dumtaxat, de simili consilio univit, annexit, et incorporavit.

Ita quidem idem Dominus Johannes Episcopus Iglesiensis, et Archiepiscopus Calaritanus, ipsarum Calaritanæ, et Iglesiensis Ecclesiarum Praesul, et Pastor existens, posset; licetque sibi per se, vel alium, seu alios possessionem, vel quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanæ, et Bonorum eius propria auctoritate libere apprehendere, et easdem Calaritanam, et Iglesiensem Ecclesias, et earum quamlibet in spiritualibus, et temporalibus regere, et gubernare. Et praefato Domino Petro Archiepiscopo, ne ex cessione hujusmodi nimium dispen-

dium pateretur, omnes, et singulos fructus Mensae Archiepiscopali Calaritanæ, et illi ac ipsi Ecclesiae Calaritanæ annexarum Ecclesiarum, Monasteriorum, et Beneficiorum Ecclesiasticorum quorumcumque, sibi per eum, quoad viveret, vel alium, seu alios etiam nna cum quibusvis Monasteriis, Prioratibus, Praeposituris, Praepositis, Canoniciatibus, et Praebendis, Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus, et Officiis, caeterisque Beneficiis Ecclesiasticis cum cura, vel sine cura saecularibus, et quorumvis Ordinum Regularibus, si qua ex quibusvis Apostolicis Dispensationibus obtinebat, et in posterum obtineret, ac Pensionibus etc. percipiendos, colligendos, et levandos, ac in suos usus, et utilitatem convertendos, nec non denominationem Archiepiscopis Calaritanis, et omnimodam jurisdictionem, et praerogativas, ac jus conferendi omnia, et singula Beneficia Ecclesiastica cum Cura, et sine Cura, Saecularia, et Regularia, quae sibi ante cessionem hujusmodi competeant, et competere poterant quoquo modo. Ita quidem desuper ejus vita durante per praefatum Dominum Johannem Episcopum in Archiepiscopum electum, seu quovis alios desuper molestari nequiret, loco Pensionis annuae reservavit, constituit, et assignavit. Et cum dicto Johanne, et etiam postquam in vim provisionis, et praefectionis, ac unionis etc. praedictarum possessionem, vel quasi regiminis, et administrationis dictae Ecclesiae Calaritanæ, et Bonorum ejusdem, seu majoris partis eorum pacifice assecutus foret, una cum eisdem Calaritanis, et Iglesiensis Ecclesiis quocumque, quotiescumque, et qualiacumque cum Cura, et sine Cura saecularia, et quorumvis Ordinum Regularia, quae ex quibusvis concessionibus, et dispensationibus Apostolicis in Comendam, aut alias obtinebat, ac in quibus, et ad quae jus sibi quomodolibet competeat, ac, et conferri, seu commendari, vel ad suum commodum nri concessa erant, et super quibus in Romana Curia, vel extra eam litigabat, si ea assequeretur, quoad viveret, retinere, et super concessionibus Litteras expediri facere, et jus quoad litigiosa Beneficia hujusmodi deducere, et prosequi, sicut ante Provisionem, et praefectionem, ac unionem etc. praedictas quoquo modo poterat; nec non quascumque Pensiones annuas super quibusvis Ecclesiasticis Proventibus, ei assignatas exigere; ac jure, et facultate regrediendi, et accedendi, et ad quaecumque, et quotiescumque, etiam ut praefertur, qualificata Beneficia competentia, nri libere, et licite valeat, dispensare. Decrevitque Beneficia, et jus in illis, et ad illa quomodolibet competens hujusmodi propterea non vacare, et commendas non cessare, ac Pensiones extintas non esse; facultatemque regrediendi, et accedendi hujusmodi non expressae; sed ea omnia in suis robore, et firmitate mansisse, et manere, ac irritum decrevit: ac voluit, quod Litterae super admissionem cessionis hujusmodi ad effectum dictae antiquae unionis simpliciter expediri; Ecclesiaeque, et alia annexa ipsi Ecclesiae Calaritanæ, ac invocationis, situationis, denominationis, qualitatibus etiam Conventualis majoritatis, et Principalitatis, Ordinis dependentis fructuum valorum singulorum Monasteriorum, et Beneficiorum per dictam Dominum Johannem Episcopum forsitan obtentorum, et in quibus jus haberet, et super quibus litigat, ac super quorum fructibus Pensiones percipit, et adque regrediendi,

et accedendi habet, ut praefertur, ipsarum litum, et causarum status exprimi, et in toto, vel in parte pro expressis haberi possent: absolvendo eosdem Petrum Archiepiscopum, et Joannem Episcopum a Censuris ad effectum etc. In quorum fidem praesentem Cedula fieri, Sigillique Nostri iussimus impressione communiri. Datum Romae in Cancellaria Apostolica anno Dominicae Incarnationis millesimo quingentesimo tertio decimo, die vero nono Mensis Januarii, Pontificatus praefati Domini Nostri anno primo.

IX*.

La regina Giovanna di Castiglia e di Aragona, e il re Don Carlo suo figlio (poi Carlo V Imperatore) comandando che sia eseguita la sentenza proferita nelle Corti generali di Aragona dai Giudici eletti a favore di Don Luigi Alagon di Arborea, e contro il Fisco, che difendeva le ragioni della Corona ⁽¹⁾.

(1519. — 24 gennaio).

Dal Regii Archivi di Barcellona, Registr. Sardiniae, I, ab ann. mxxvi ad mxxviii, fol. 281.

JOANNA ET CAROLUS EIUS FILIUS, Dei gratia, Regina, et Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennae, Algarbiae, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, Terrae firmae, Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc., Domini Viscayae, et Molinae, Duces Aethenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Caeritaniae, Marchionesque Oristanni, et Gociani. Spectabili Nobili, Magnifico Consiliarii, dilectis, et fidelibus nostris Don Angelo de Vilanova, Locumtenenti Generali in praedicto nostro Sardiniae Regno, Gubernatoribusque in Capitibus Callaris, et Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali Curiae nostrae, Procuratori etiam Regio, aut ejus Locumtenenti, Vicariis, Bajulis, Subvicariis, et Subhajulis, Alguaziliris, Virgariis, Portariis, ac caeteris deum universis, et singulis Officialibus nostris in dicto Sardiniae Regno constitutis, vel constituendis, eorumque Locumtenentibus, aut Officia ipsa regentibus, et cuilibet eorum ad quem spectet, infrascriptaque pertinere quovis modo videantur, salutem, et dilectionem. Quoniam in causa quadam, sive Processu gravaminis ⁽²⁾ contra Fiscum nostrum oblati, pro parte Nobilit, et dilecti nostri Don Ludovici de Alagon, in Curvis Generalibus, quas nuper celebravimus Aragonensibus in huiusmodi civitate Caesaraugustae, causis, et rationibus apud acta ipsius processus latius deductis, per Judices, et Comissarios, ad id inter Nos communiter electos, et deputatos ⁽³⁾, cum eorum dif-

finitiva sententia declaratum extitit in favorem dicti Ludovici, et contra Fiscum eundem nostrum, prout in sententia ipsa, ad quam Nos referimus, serioius, est videre ⁽⁴⁾. Et parum prodesset sententias ferri, et declarationes facere, si debita earum non sequeretur executio: Ad huiusmodi propterea dicti Nobilis Ludovici supplicationem, vobis, et unicuique vestrum ad quem spectet, dicimus, praecipimus, et iubemus serie praecentum, scienter, deliberate, et expresse ad incursumque nostrae indignationis, et irae, ac poenam florum auri Aragonum mille nostris inferendorum aerariis: Quatenus sententiam, sive declarationem praedictam, ac omnia, et singula in eo contenta, lenaliter firmiter, et observetis, exequamini, et complatis, tenerique, et observari, exequi, et compleri per quos debeat omnino faciatis, atque mandetis, iuxta ejus seriem, formam, et theorem pleniores, Constitutionibus, Pragmaticis, et Privilegiis istius Regni, et aliis servandis semper servatis, et attente cavele praemis contrafacere, aut fieri permittite, ratione aliqua, sive causa, pro quanto gratia nostra vobis clara est, et praeter irae et indignationis nostrae incursum, praepositis veremini non incurere poenam. Dat. in Civitate Caesaraugustae die xxiii mensis Januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo decimo nono. Augustinus Vicecancellarius.

Alphonsus de Soria, ex provisione facta per Augustinum Vicecancellarium, visa per Marcellum Figueroa, et de la Raga, Regentes Cancellarium.

X*.

La regina Giovanna e il re Don Carlo di Castiglia e di Aragona (poi Imperatore Carlo V), a petizione di Angelo Morongio, confermano alla città di Sassari tutti i suoi antichi privilegi ed esenzioni.

(1519. — 23 marzo).

Dal Regii Archivi di Barcellona, SARDINIAE, I, fol. 280 e seg.

In Dei Nomine: Pateat universis quod Nos Joanna et Carolus Dei gracia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennae, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et terrae firmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae et Brabantiae, et Comites Barchinonae, Flandriae et Tirolis, et Domini Biscayae et Molinae, Duces Aethenarum et Neopatriae, Comites Rossilionis et Caeritaniae, Marchiones Oristanni et Goceani, etc.

(4) La sentenza fu data nel 16 gennaio 1519. Con la medesima furono dichiarati violenti e nulli tutti gli atti fatti fare nel castello di Sciativa al detto Don Luigi Alagon, mentre vi era detenuto, coi quali egli si era confessato colpevole, ed aveva approvato la sentenza capitale del 15 ottobre 1477 che lo aveva colpito assieme agli altri suoi fratelli, ai nipoti, ed al visconte di Sassari; e quindi fu reintegrato nei suoi dritti (Ved. *Dissert.* Sesta, *supr.*, e i *Diplomi e Carte* del Sec. XV, ann. 1495).

(1) Luigi Alagon di Arborea era l'ultimo dei fratelli di Leonardo Alagon marchese di Oristano e conte di Goceano.

(2) Appellato *Grege* in lingua catalana.

(3) Il giudice nominato dal re fu *Micer Marcelo*, e l'altro nominato dalle Corti fu *Micer Alfonso*.

Licet diebus praeteritis, cum vos dilectus noster Angelus de Maronjo Miles Civitatis nostrae Sassari dicti Sardiniae Regni tamquam Sindicus ad nos pro civitate eadem, ejusque universitate, et illius incolis civibus et habitatoribus, cum pleno et speciali mandato ad id specialiter destinatus, creatus, missus et deputatus sacramentum et homagium fidelitatis et vassallagii, ore et manibus comendatum, debito modo in similibus praestari assuetum nobis tamquam regibus et dominis naturalibus dictorum Regnorum, ac dictae civitatis Sassari et ipsius universitatis, cum instrumento publico acto in civitate nostra Cesaraugustae die 3 mensis Junii anni proxime effluxi 1548, et per magnificum consiliarium et secretarium nostrum Joannem Gonzales de Villa simple recepto et testificato in posse et manibus dicti nostri Regis, seu nostri Vicecancellarii praestitis, de quo quidem instrumento Nos Rex praefatus ad supplicationem vestri praefati Sindici, et eo nomine simili cum juramento per Nos solemniter praestito, omnia et singula privilegia, capitula, franchitates, libertates et immunitates, bonos usus et consuetudines per Nos, aut per Serenissimos Dominos Regem Ferdinandum patrem et avum, Joannemque avum et proavum nostros memoriam recolendae indulgentis et concessos, indulta et concessa dictae civitati, universitati, et singularibus ejusdem sicut in eisdem continetur; ac etiam concessas et concessa per retro Reges Praedecessores eorum et nostros quemadmodum per eosdem Reges patrem, avum et proavum, et alios confirmata et confirmatae fuerant; et sicut laudavimus, approbavimus, juravimus, et perpetuo confirmavimus cum modificatione, limitatione et clausula, videlicet: *prout in his actenus usi fuerunt et sunt*, prout haec et alia in instrumento eodem, ad quod nos referimus, latius enarratur: Tamen quia nunc, uti veridica informatione nobis facta constat, praefati Serenissimi Reges pater, avus, et proavus nostri, ac etiam caeteri retro Reges praedicti omnia et singula ipsa privilegia desuper mencionata dictae civitati, et universitati, et singularibus ejusdem concessa, nulla adjecta modificationis aut limitationis clausula, sed simpliciter et cum eodem juramento per se omnesque successores dicti regni praefatos laudarunt, approbarunt, ratificarunt, jurarunt et perpetue confirmarunt; et ex eo nobis humiliter supplicastis ut inhaerendo nos vestigiis dictorum Regum et aliorum praedecessorum nostrorum praefata omnia et singula ipsa privilegia sic vobis concessa, ac etiam confirmata, remota dicta modificationis et limitationis clausula, confirmare, laudare, ratificare et approbare ex nostra solita benignitate dignemur: Nos vero moti respectibus his, quibus praefati Serenissimi Reges moti extiterunt, nec non attenta innata fidelitate dictae civitatis et universitatis illiusque habitantium, civium et populorum, supplicationi ejusdem benigne annuimus: Tenore igitur praesentis, deque nostra certa scientia et potestate, deliberate et consulto, omnia et singula privilegia desuper mencionata, nec non et cunctas alias libertates, immunitates, gratias et privilegia quaevis per quoscunque praedecessores nostros Aragonum Reges vobis concessas et indulta, quae hic pro insertis de verbo ad verbum totaliter haberi volumus et jubemus, et omnia et singula in eis contenta vobis dicto sindaco seu dictae universitatis et civitatis Sassari et

apendiciorum ipsorum, ac eorum singularibus, per nos et omnes haeredes et successores nostros quoscunque laudamus, approbamus, ratificamus, et confirmamus, ac nostrae confirmationis praesidio roboramus, prout melius et utilius dici et intelligi potest, ad vestrum, ac dictae universitatis et appendiciorum ipsius, et eorum singularium, et vestri, et eorum successorum commodum et bonum etiam intellectum. Promittentes in nostra bona fide Regia, et jurantes nos Rex praefatus nomine nostri et nostrae dictae Reginae per Deum et nomen domini nostri Jesu Christi, et ejus sacrosancta quatuor Evangelia manualiter tacta, praedicta omnia et singula per Nos et successores nostros quoscunque tenere et observare, ac observari facere inviolabiliter per quoscunque, et non contravenire quavis causa. Mandantes per hanc eandem specialiter Mag.^{ca} Consiliarii et dilectis nostris in dicto Sardiniae Regno Vice Regi et Governatori Generali, Reformatoribus et Gubernatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori et ejus Locumtenenti, Vicariis, Potestatibus, Capitaneis, Consiliariis, caeterisque officialibus et subditis nostris in dicto Regno constitutis et constituendis, et dictorum officialium Locumtenentibus expresse et de certa scientia, ad nostrae gratiae et amoris obtentum, poenaeque florenorum auri Aragonum duorum mille nostris inferendorum aeriis, uti nostram hujusmodi confirmationem, laudationem, approbationem et omnia et singula desuper contenta teneant firmiter et observent, et faciant per quos debeat observari, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire sinant, ratione aliqua, sive causa, cum nos sic de certa scientia decrevimus ordinandum. In cujus rei Testimonium praesentes fieri jussimus nostro communi sigillo independenti munitas. Datum in civitate nostra Barchinonae die 23 mensis Martii, anno a Nat. Domini 1549, Regnorumque nostrorum, videlicet Reginae Castellae, Legionis, Granatae etc. anno sexto decimo, Navarrae quinto, Aragonum vero, Utriusque Siciliae, Hierusalem, et aliorum quarto, Regis vero omnium quarto.

† Signum Joannae, et Caroli Dei gratia Reginae et Regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Algarbii, Algesirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non insularum Indiarum et Terrae firmae Maris Oceani, Archiducissae et Archiducis Austriae, Ducissae et Ducis Burgundiae et Brabantiae, Comitissae et Comitissae Barchinonae, Flandriae et Tirol, Dominae et domini Biscayae et Molinae, Ducissae et Ducis Athenarum et Neopatriae, Comitissae et Comitissae Rossionis et Ceritaniae, Marchionissae et Marchionis Oristanae et Gociani. Yo el Rey. — V. Cons. V. Augustinus Vic. V. Generalis Thes. V. Cons. G. Illis. — testes: Reverendissimus Pater Taracaneus Archiepiscopus Cancell. Illustrissimus Guillelmus de Croy Dux de Sona et Dominus de Xebres, et Joannes de Cardona Admiratus Aragonum, et Dux de Candia.

† Signum Joannis Gonzales de Villa simplici praedicti praefatorum Serenissimorum Dominorum, Reginae et Regis Secretarii, Regiaeque auctoritate per universam

eorum terram et ditionem publici notarii, qui praedicta de praefati domini Regis Mandato scribi cum raso virgulo in praesenti signatura inter partes ubi legitur: *praedicta de*, et clausi.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Gonzales de Villa Simplicii in cuius posse iuravit. Visa per Canc. Vic. et per Generalem Thesaurariam et cons. — In Sardin. primo fol. 289.

XI^o.

Diploma dell'imperatore Carlo V a favore d'Isabella Villanari principessa di Salerno, col quale sono confermati e ampliati i diritti e privilegi già conceduti a suo padre Bernardo Villanari sulla città di Bosa, luoghi, terre, porti, e fiumi dipendenti, e le sono pur fatte nuove concessioni, specialmente riguardo alla libertà della pesca ed estrazione dei coralli.

(1519. — 14 settembre).

Dagli antichi Archivi della Città (Municipio) di Bosa.

Carolus Divina favente clementia Romanorum Imperator Caesar semper Augustus et Joanna Mater et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis utriusque Siciliae, Jerusalem, Navarrae Granatae, Toleti, Valentiae, Galtiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennae, Algarbii, Algesirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum ac Terrae firmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae et Brabantiae, Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, et Dñi Biscayae et Molinae, Duces Athenarum, Neupatriae, Comites Rossilionis et Ceritaniae, Marchiones Oristaneae, et Gociani. Spectabilibus, Nobilibus, Magnificis consiliariis dilectis et fidelibus nostris, Locumtenenti generali et Regenti nostram Cancellariam Prorogue Regio aut id officium Regenti in dicto Sardiniae Regno, Gubernatoribus etiam insuper in Capitibus Calaris Gallurae et Logudorii, ac insuper potestatibus, Vicariis et Consiliariis Civitatis Sasseris, Alguerii, et Oristaneae, ac denique Baroni haereditatis, et feudatariis emphiteuticariis, allodialibus, terras tenentibus, eorumque Capitaneis, officialibus, majoribus, juratis, caeterisque demum Universis, et singulis officialibus, et subditis tam nostris quam aliis in praedicto Sardiniae Regno constitutis et constituendis, dictorum officialium Locumtenentibus et cultibet eorum pñibus et futuris ad quem, seu ad quos spectet, praeterque fuerint praesentatae, et de quibus exequendis fuerint requisiti salutem et dilectionem. Quia odierna die cum nostro opportuno privilegio, ex causis justissimis in eodem expressis, confirmavimus, et si quatenus opus sit de novo concessimus Illustri et dilectae nostrae Isabellae de Villa Mari Principissae Salerni, Comitissae Caputalii et Dominae utili Civitatis Bosae Curatoriae de Opia, Civitatem ipsam Bosae cum eius Castello, Planargiis, sive Villis ejusdem nominatis SUNI, SAGAMA, TRESNURAGUES, SINDIA, MAGUMADAS, FEMURA, et MODOLO populatis, et aliis

villis, locis etc. expopulatis, sitis et positus in CAPITE Logudorii dicti Sardiniae regni, cum hominibus ibidem habitantibus, et foeminis, et habitaturis, et cum redditibus et servitutibus realibus et personalibus, numeribus seu donis et questis, domibus aliisque etiam aedificiis, molendinis, aquis dulcibus et salis, aquaeductibus, aquarumque decursibus, et flumine coram ipsa Civitate decurrente, et cum Duanis Portubus, seu Carricatoriis, tam in mari quam in flumine praedicto, et cum omnibus piscationibus etiam vetitis seu prohibitis, ut puta *corallorum*, et aliarum quarumvis piscationum, et insuper cum omnibus *tractis*, seu Extractionibus frumenti, ordei, annonae, equorum, et jumentorum, et aliarum rerum prohibitarum per portus et carricatoria ejusmodi Civitatis, et Plagiarium, seu Villarum praedictarum, et cum juribus omnibus seu vectigalibus, et Gabellis quas pro rebus, seu mercibus in portum, et plagiam seu flumen dictae Civitatis abductis et advenientibus ad flumen praedictum, intrantibus seu exeuntibus ratione exitus, seu extractionis, seu alias quoquomodo colliguntur seu exiguntur, aut colligi seu exigi solita sunt, et cum poenis seu calumniis, in quas fraudantes solvendi jura, et gabellas, tam de consuetudine, quam de jure incidunt, et ab eis exiguntur, et cum omni moda iurisdictione *alta et bassa*, mero et mixto imperio, et exercitio ejusdem, prout haec et alia, infundationibus, immisione in Allodium, concessionibus, et aliis diversis provisionibus, super praedictis obtentis et concessis praecalendata confirmatione et nova confirmatione die puti facta plenius recitatur insuper in dicto eodem privilegio confirmamus et de novo concedimus dictae Illustri principissae Curatoriam de Opia, in qua sunt Villae, Turres, Palatium, seu Castrum, vocatas et vocata MOROS, SONDO, CASTIA, LAQUESSES, ARDERA BAREQUINI de ARDERA, et turris seu castrum aut palatium de Ardera sitae et positae, sita et posita in contrahis de MEOLIGO in CAPITE Logudorii dicti Sardiniae Regni, quas et quae dicta principissa tenet et possidet in purum et francum Allodium, una cum villis diritis et popolorum, cum omnibus et singulis terminis et pertinentiis eorum, et cum saltibus, nemoribus, terris cultis et incultis, et cum molendinis, aquis, fluminibus, aquarum decursibus, et cum hominibus et foeminis, et cum omni moda iurisdictione *alta et bassa* meroque et mixto Imperio, et gladii potestate et caeteris quibuscumque juribus, usibus dominio, et pertinentiis universis, prout in cartis seu privilegiis et concessionibus de eisdem factis, ad quos nos referimus, latus continetur, sine tamen aliquo praecedendo alias concessorum in Allodium. Quia de re fuit pro parte dictae Illustris principissae nobis humiliter supplicatum, ut formam privilegii ipsius ad unguem observare dignaremur, non obstante quod super piscatione *corallorum* dictorum, seu eorumdem commercio seu extractione fuerit aliquibus juribus pro parte Civitatis ALGERUM oppositum, pretendendo q.^a nulli, praeter habitatoribus ejusdem civitatis, est licitum facere seu habere barcas ad piscandum *Coralia*: et ulterius *Coralia* quae piscantur in Bosa habeant adduci et expediri in Alguerio, praetendentes *Alguerenenses* hoc eis pertinere virtute ejusdam privilegii, sui ordinationis Serenissimi Regis Petri Aragonum felices recordationis datae in Monasterio Populeti die vicesimo nono mensis Julii anno a Nativitate Domini Mill.^{mo} centesimo

oenagesimo quarto in eo habentis, quod omnes Barcae perquirentes seu trabentes *corallum* a maribus *del Cap de Naples* usque ad *la Ilitaria* habeant, et teneantur deferre, et facere portum suum in *ALGUERIO*, et non alibi, quod solvatur, et solvere teneantur illud majus jus, q.^d pro dicto *Corallo* solvi est assuetum, tam per habitatores dictae Villae, q.^{ua} per extraneos, et hoc sub poena amissionis suarum barcarum, rerum et mercium suarum, ac virtute etiam cuiusdam provisionis Serenissimi D. ni Regis Ferdinandi Patris et Avi nostri indelebilis memoriae, Dat. in p^uti Civitate-Barchinone die vigesima quarta octobris anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo tercio, in quo habetur, q.^d Nobilis de *Villa-Mari* Capitaneus Regiae Classis conabatur favere portum in Bosa, et exigere intus *coralla* quae piscantur et carrigantur et commerciantur in dicta Civitate BOSA^e, volentes, obvenientes illam dare intelligi praefato D. no Regi q.^d Civitas BOSA^e non habet portum et carricatorium, quod fuit valde alienum a veritate, quod de contrario aperte constat; imo civitas ipsa BOSA^e habet et habuit semper portus et carricatoria et est Civitas insignis, et de principalioribus dicti Regni, et fuit concessa, et alienata cum portibus et carricatoriis, et doanis, et alias piscationes, et praerogativas, desuper expressas habuit et habebat ante concessionem praecalendati privilegii, Datum in Caenobio Populeti, piscationem et commercium *coralliorum*, prout constat per Capitula edita in Civitate BOSA^e per olim tunc Vice-COMITEM (1), BOSA^e Dominum et possessorem dictae Civitatis BOSA^e sub anno Domini millesimo tricentesimo trigesimo octavo q.^d prout tenore illius deprehendimus, fuit illis concessum cum illis verbis, q.^d teneantur degere et portum facere in *ALGUERIO*, ad finem et effectum, ne extranei et alienigenae venientes ibidem ad *coralandum*, postquam suos *corallos* piscalos, et recolectos tenerent, remanerent in portibus desertis, et in Eremitis vicinis *ALGUERIO*, unde possent recedere et revertere ad proprios lares suos inscisi collectoribus Gabellarum et Jurium Regalium, illisque minime solutis, quod cederet in damnum Curiae nostrae, et *Alguerensium*. Hoc quippe delegitur manifeste q.^d ipsa de causa fuit concessum d^{um} privilegium cum in eodem nulla sit mentio de Civitate BOSA^e quae fuit semper et inpraesentiarum est de dictis portu, carricatoriis, et doanis, et aliis omnibus supradictis in plena possessione usu, et exercitio eorumdem. Verum ex quo *Alguerenses* multociens non cessant insistere super praetensis, et hanc ob causam, dum essemus in Civitate Caesargustae, die videlicet tercio Mensis Augusti anni proxime elapsi, fuit pro parte ipsius Principissae humiliter praesentata in nostro Sacro Consilio quaedam supplicatio, in qua petebatur, ne aliquid concederetur dictae Civitati *ALGUERII* in prejudicium diae Civitatis BOSA^e, cui fuit facta provisio q.^d fuit, *ut supplitur*,

(1) Chi era questo Visconte *signore e possessore della città di Bosa*, il quale nel 1338 fece pubblicare dei capitoli per la libertà della pesca e del commercio dei coralli? — Era, senza dubbio, AIMBRICO, visconte di Narbona, marito di BEATRICE di Arborea, figlia del Giudice MARIANO IV, e sorella della famosa ELEONORA, ossia l'avo di GIOVANNINO III visconte di Narbona, il quale nel principio del secolo XV protestò colle armi, contro i sovrani di Aragona, alla successione nel Giudicato di Arborea (Ved. sopr. DISENTAL SESTA). Evidentemente il dominio e la signoria sulla città di Bosa era a lui provenuta da sua moglie BEATRICE, figlia di detto MARIANO IV di Arborea.

et quod intimaretur Galcerando Requenzes Syndico *ALGUERII* in p^uti in hac nostra Curia, cui illico praedicta fuerunt intimata et notificata, et ex quo nihil in scriptis respondit, successive ad auditum dilecti n^{ri} Michaelis Joannis Gomes Alunni et Pro^{ri}s Principissae praedae pervenit, q.^d dictus Syndicus *ALGUERII* intendebat cum magno studio obtinere a nobis aliqua privilegia, seu provisiones praepjudicialia seu praepjudicialia diae Civitati BOSA^e, signanter super dictis *Corallis*, fuit per dictum Pro^{rem} pro parte dictae Principissae in d^o nostro Sacro Consilio praesentata, die videlicet octavo mensis Junii proxime elapsi, alia S^{pp} continentiae, seu effectus supradicti, et per d^{um} Sacrum Consilium fuerunt d.^o Galcerando Requenzes sindaco pred.^o concessi sex dies tunc prope sequentes ad respondendum praedictis petitionibus, seu supplicationibus, eidem iniungendo intra d^{os} sex dies diceret, peteret, produceret quidquid voluisset super omnibus his, in et super quibus praetendebatur cernere interesse diae Principissae, seu cedere in eius praepjudicium, cum cominatione q^d lapsis dictis sex diebus amplius non audiat super praedictis, intra quos quidem sex dies, nec usque in hodiernum diem, dictus Syndicus *ALGUERII* nihil respondit eam ob rem, quia evidenter aparet praecalendatam provisionem fuisse subrepticie et obrelicie impetratam, sub velamine et colore interpretationis seu declarationis praecalendati privilegii, volendo eidem citra ejusdem mentem et seriem dare novum sensum et intellectum; Idcirco, quia volumus, prout par est, q^d dictae Civitates quae vicinae sunt maneat in tranquillo statu unaquaeque earum, de eo q^d suum est contentae, mentem nostram declaramus utque aliae civitates dicti Regni in dicto privilegio confirmationis, ut praedictum, die p^uti expedito singulariter nominatae et descriptae, habeant teneant, et faciant omnes et unaquaeque earum in omnibus contrariis et Villis ibidem designatis et specificatis, vicissim, et vice versa, commercium et *Trafugum*, (sic) prout per habitatores eorumdem, cuilibet ipsarum est fieri solita, et eisdem est concessum et indultum. Ad humilem praeterea supplicationem pro parte dictae Principissae Nobis factam Vobis, et unicuique vestrum serie p^utiū dicimus, et districti precipiendo mandamus sub irae, et indignationis nostrae incursu, poenas florenorum auri Aragonum trium mille a bonis cuiuslibet contrafacientis irremissibiliter exigendorum, nostrisque inferendorum aeriis, quatenus praehabitu privilegii Confirmationis praetiae sub d^{at} hujusmodi ac omnia singula in eodem contenta, et in p^utiibus etiam enarrata, specificata, et contenta praefatae Principissae, et suis haeredibus perpetuo omnino teneantur et omnimode teneatis, et inviolabiliter observetis, teneri et observari ab omnibus inconcusse faciatis, iuxta illius et p^utiū series, et tenorem, praefatae Principissae suisque haeredibus et successoribus, et in perpetuum sinendo, et libere permitiendo eadem et easdem, ejusque nomine Civitatem praedam de Bosa, una cum *Pinargia*, seu Villis ejusdem, et Curatoria de *Uva tenere*, et possidere, cum omnimoda potestate et facultate jurisdictionis *alta et baza*, et exercitio earundem, et cum perceptione omnium jurium, reddituum, fructuum, et emolumentorum, et cum piscatione etiam et commercio dictorum *coralliorum*, et aliorum omnium jurium lucrum, et cum tractis et

extractionibus omnium rerum prohibitarum, quas quidem extractiones dicta Principissa, et ejus successores, uti est jam eis concessum, possint ipsas facere extractiones per portum seu portus Bosae semper et quotiescumque per alios portus, seu *carricatoria* dicti Regni generaliter vel specialiter fiant extractiones, nulla a nobis, nec ab officialibus nostris petita seu oblata licentia, prout est jam sibi, et suis concessum, et cum commercio et exercitio intrandi, et exercendi, et exeundi con mercibus et mercimoniis in et ab Incontratis, Villis et locis de *Cu-radoria* Dore, de Villa Orani MANNO, Comitatus Gociani, de *Montiverro*, de *Costa de Valle*, de *TURRALBA* de MELOGO, JAVI, COSSAINI, MANGUINI, MACUMERE, PARTE BARIGADA et in villis terris et locis Petri Martini de Ferreris, prout ea omnia et singula eidem Principissae, et suis sunt concessa, et permissa, et de eisdem in possessione usu et exercitio uti et frui sine aliqua contradictione, libere, ad unguem faciatis, et permissis, non obstantibus quibusvis pragmaticis, concessionibus, seu provisionibus ac litteris quibuscumque factis seu faciendis in contrarium venientibus, quibus ex nunc per tunc ex causis praedictis derogamus, ac etiam easdem earum serie revocamus. Nos enim vobis contrarium omnimodum faciendi, etiam cum nullitatis decreto, auferimus potestatem; illaque omnia et singula pro expressis teneatis et observetis, exequi et complere inviolabiliter faciatis, dictamque Principissam in pleniori ejus suorumque Vassallorum possessione vel quasi defendatis, manuteneatis utiliter contra cunctos, et non contraveniatis, seu contravenire faciatis, nec facere praesumatis, directe vel indirecte, quavis ratione vel causa, si gratiam nram caram habetis, iram ac indignationem, ac poenam praeappositam cupitis non subire. Datum in Civitate Barchinonae die decima quarta Mensis septembris anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo nono. Yo El Rey. V.to Caus. V.to Lug. Sances gñalis Thes. V.to Augustinus Vils Conservator gñlis in Int. sues S. I. Z. l. y. z. j.

Sig. t. num Mag. ci Francisci Joannis Dalmao Civis Juxtae civitatis Valentiae, qui huic transumpto auctoritatem suam interposuit pariter et decretum.

Sig. t. num mei Antonij Nos aũthe Regia not. pub. Valentiae, ac per totam terram et dominationem Serenissimi Domini Aragonum Regis Scribae Curiae, cunctis D-E Civitatis, qui huic transumpto auctoritatem dicti Mag. ci JUSTITIAE, ejusque iuxta mandatum interposui pariter et decretum.

Sig. t. num Joannis Soler anth. Regia Notarii pub. Valentiae et per totam terram et dominationem Illm. Dom. Regis Aragonum, qui transumptum preinsertarum regalium provisionum a sui originali forma abstraxit manusque alterius scribere fecit, et cum eadem diligenter comprobavit, clausitque, loco die et anno in prima linea content. Cum ex distantia Locorum de fide et legalitate Notariorum saepe dubitetur, ideo nos FRANCISCUS JOANNES DALMAO civis JUSTITIAE Civitatis Valentiae in Civilibus testamur, fidemque facimus ad quos hae devenerint litterae sive praesentatae fuerint q.d. supranominatus Joannes Soler Not.

qui supra d.m. transumptum a sua originali forma abstraxit, et Antonius Nos Nott. qui suprad. transumptum anthea nra pariter et decretum interposuit, sunt Notarii publici praedae Civitatis Valentiae et in Matricula Collegii Tabellionum jam d. ae Civitatis pro talibus habiti, tenti, et reputati sunt palam inter notarios: propterea supra d.o. transumpto, cunctis aliis actibus attestationibus scripturis per supra nominatos Antonium Nos Notarium et scribam nro, et Joannem Soler Notarios exceptis, clausis, et subsignatis fides plenissima in Judicio et extra vale. p. quospiam adhiberi; in quorum omnium et singulorum fidem praesentes potentes, sigillique nostri JUSTITIAE officii appositione munitas providimus vobis fore destinandas, quae datae, fuere Valentiae die vigesima tertia mensis Augusti anno a Nat. Domini Mil. quingentesimo vigesimo.

Copia hujusmodi regalium provisionum, sine executorialium pro ut jacet, extrata fuit a quodam exemplo recondito et conservato in Archivio Domus Consilii p. tis Civitatis Bosae, licet manu aliena, bene et fideliter, per me infum notarium et secretarium ad verbum, ut videro est, comprobata, in cujus rei fidem et testimonium, ut plenaria fides ipsi tamq. m. suo originali ubique in judicio et extra tribuatur, Ego Joannes Uras anthoritatibus apostolica ubique Regia p. totum pno Sardiniae Regnum not. pub. et secretarius d. ae Domus Concilii p. tis Civitatis Bosae de Mandato Magnificorum Dnorum Consiliariorum Civitatis, hic me subscripsi solitumque meum, quo utor, in claudendis publicis scripturis, apposui, q.d. est tale Sig. t. num.

Sig. t. num Josephi Antonij Lay auctoritate Regia per omne praesens Sardiniae Regnum pub. ci Caus. Nott. et istius locum tenens Sedis ac Regiae Aud. e. Glis, qui hujusmodi copia in his quinque papiri foliis p. tis comprehensa, alieno scripta Calamo, extracta fuit ab alia copia non anth. a quae remanet inserta fol. 237 processus orig. lis Capitulorum Curiae celebratorum per eum Ducem de Monteleone Proregem et Capitanum Genalem erat istius d. ti Regni in anno 1639 et comprobata concordat, quae quidem copia extracta fuit in executionem decreti facti per Ill. m. Comitem R. R. C. die tertia mensis 7.bris prope effluxi currentis anni, ad calcem cujusdam supp. nis correctae per nob. m. et Mag. cum S. V. D. D. Ignacium Paliacho R. G. in And. a Civili istius Regiae Aud. ae Die tertia mensis octobris anno a Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo nono latae.

XII*.

L'imperatore Carlo V. a petitione d'Isabella de Villamari principessa di Salerno, e signora di Bosa in Sardegna, revoca il privilegio accordato alla città di Oristano per la importazione ed esportazione di merci e derrate provenienti da certi luoghi dell'isola, e rimette in vigore la prammatica del re Don Ferdinando II (il Cattolico) sulla libertà del commercio insulare.

(1519. — 20 settembre).

Dai Regii Archivi di Cagliari, Vol. B. C. 28. fol. 59 e seq.

Don Carlos per la Divina gracia etc. rey dels Romans e I. Imperador Cesar sempre augusto, Dona Joana e lo dit don Carlos son fill Reys de Castella de Arago de Leo de les dos Sicilies de Hierusalem de Granada de Navarra de Toledo de Valencia de Galicia de Mallorques de Sevilla de Sardenya de Corsega de Murcia de Jaen dels Algarbes de Algezira de Gibraltar de les iles de Canaria et de les iles indies e terra ferma del mar Ocean, Archiduchs de Austria duchs de Burgundia e Bravant, Comes de Barchinona e Flandres e de Tirol ecc. Senores de Viscaya y de Molina duchs de Athenas y Neopatria comtes de Rossello y de Sardenya Marquesses de Oristany y de Gociano.

Als espectables nobles magnífichs amats consellers e feels nostres Don Angel de Vilanova llochinent general nostre a micer Miguel Myr Doctor en cascan dret regent la nostra cancellaria en lo dit regne e als governadors y reformadors en los Caps de Caller gallura y llugador Procurador real e mestre Racional y a tots e sengles officials nostres y persones qualsevol en lo dit regne constituhits e constituhides a qui prevenga y seran les presents presentades y als homens de dits officials y a cadahu dels salut y Dileccio . per humil exposicio del amat nostre Miguel Joan comes familiar y procurador de la Ill. y amada nostra Dona ysabel de Vilamari principessa de Salern condessa de Capasco Senora quesdiu de bosa y de Curadoria de opia maignencat supplicacio presentada en lo nostre sacre real consell en que ha deduhit que trobantos a tres del mes de Agost del any proppassat en la nostra ciutat de Saragossa alcort per lo semblant se trobaren los sindichs de les ciutats de Sacer Lalguer y Oristany les quals vicinen ab la dita Ciutat de bosa y terres de la dita principessa y vehent Gabriel de leo procurador de la dita principessa que los dits sindichs entenienien obtenir de nos algunos gracies y provisions en favor de les dites ciutats y per que posueren esser prejudicials a la dita ciutat de bosa y altres terres de la dita principessa fon per lo dit Gabriel de leon en lo dit nom presentada una supplicacio en lo dit nostre real consell demanant que no fos atorgat a minguna de les dites ciutats cosa alguna que pogues esser en perjudici de la dita principessa. Efonch provehint en lo dit nostre sacre real consell que minguna cosa sens que primer fos hoit lo procurador de aquella. E estant la dita provisio sens cridar ni hoir la part de la dita principessa es estat obtengut de nos per part de la dita ciutat de Oristany entre les altres coses per nos a aquella en via de Capítols abtorgades hun privilegi del tenor seguent . Item suppliquen assa real magestat que attes y considerat la dita ciutat sua de Oristany la privilegi que totes mercaderies y vitualles de les quatre encontrades co es Ulcier parte barigado mandralusay y margini macomer han de ser portades en dita Ciutat de Oristany exagnades en la dñhana real de dita ciutat de Oristany que per excecio y observacio del dit privilegi li sie licit y permes de aqui anant als consellers de la dita

ciutat ab voluntat consentiment y decret del magnífich potestat e del llochinent del procurador real en dita Ciutat crear y deputer hun algutzir o guarda que Puga guardar y forçar a les dites encontrades que totes les dites mercaderies y vitualles sien portades a la dita ciutat iuxta forma de lo dit privilegi e pendre los qui contrafaran e fraudaran la tenor del dit privilegi ordenant que les mercaderies fora de dites encontrades terres per dit algutzir se trobaran sien applicades e dividides en tres parts la primera als confrens de sa magestat la segunda a les muralles de dita privilegi e la tercera alalt algutzir qui fara la execucio per sos treballs como li sie constituhit altre salari e ultra que sera observat dit privilegi se augmentaran los driets de dites duhanes reals e rēplica de dita ciutat de Oristany. Plau a sa magestat per temps a son real beneplacit durador en virtut del qual hun nomenat hun alguatill aquell han tremes per les dites encontrades y trobant una flora de carros de cuyros y formatges y altres mercaderies que accavena bosa ha presos y portats en Oristany confiscant applicant tos Oficiales de Oristany com abus de bona guerra de hont vengut a noticia de la dita principessa es estat per part sua recorregut a nos no sens gran clamor dihent que lo dit privilegi obtengua com dites estant la dita provisio es surrepticio o obreplici impetras callidament callada la veritat y expressa falsedat Car no ignoren tots los de Oristany com per lo Serenissim Senor Rey don Ferrando nostre pare e avi de loubable recort atorga al magnífich amat conseller nostre mosser bernar de Villamari que poguessen de les sues terres que tenie en aquest regne e te vuy com a filla y herena universal de aquell la dita principessa intrar exir y comerciar liberament en les dues encontrades e altres e de aquellas viceversa en les sues terres metent y traent totes les mercaderies y robes acostumades segons appar per la concessio de aquell feta a vos en autentica forma reverentement exhibida del tenor seguent. — Nos don Ferrando per la gracia de deu rey de Castella darago de leo de Sicilia de Granada de toledo de Valencia de galicia de mallorques de sevilla de sardenya de cordova de corsega de murcia de jaen del algarbe de algezira de gibraltar y des les iles de canaria comte de barcelona senyor de vizcaya y de molina duch de Athenas y de neopatria comte de rossello y de Sardenya Marques de Oristany y comte de gociano com en los temps passats per los serenissimos reys predecessors nostres de gloriosa recordacio y per nos sien estades fetes diverses provisions pragmatiques e ordinations circa la extraccio de les mercaderies e altres havens del nostre regne de Sardenya quos fa per los ports nostres reals essent en aquell temps lo marquessat de Oristany e comtat de gociano delenguts per los llavors marquesses e comtes e apres de applicats a nostra real corona los dits marquessats e comtat segons experiencia ha mostrat les dites provisions pragmatiques e ordinations en la observancia e execucio dellos han portat alguns contrarijs per forma que es necessari per lo provisio deguda E perço volents sobre les dites coses saludablement e com conve provehir per conservacio e augment de la cosa publica de aquell nostre regne de Sardenya y dels driets rendes e emoluments nostres reals ab tenor de les

presente les quals volem y manam tenir forma de real pragmática de nostra certa scientia deliberradament e consulti e per nostre propri motiu provehim ordonam e manam que daci havant sia licit e permes als habitants e habitants en la nostra Ciutat de Oristany entrar comerciar negociar e contractar en les encontrades de parte de montis parte usellus parte valesca e marmilla e trauro de aquelles e quiscuna delles totes les mercaderies que votran E per lo semblant tos habitants en la nostra ciutat e castell de Caller puguen e lis sia licit e permes negociar entrar comerciar e traure liberament les dites mercaderies en e de totes les dites encontrades axi com vuy fan del restant del cap de Caller E mes avant provehim ordonam e manam que axi les nostres ciutats de sacer e vila del alguer com la ciutat de bosa la qual te e posseheix mossen bernal de villa mari capita general de nostre maritum exercit com a ciutat real e rete totes les facultats prerogatives e preheminiencies que tenen les ciutats viles e ports reals ab omissimoda salocitat de aquelles dites facultats prerogatives e preheminiencies e sens lesio e perjuy de aquelles les dites ciutats de sacer vila del Alguer e ciutat de bosa. E los vassalls e habitants presents e esdevinadors de aquelles e de quiscuna delles puguen e lis sien licit e permes liberament entrar negociar contractar comerciar e traure totes mercaderies e vituallies en e de les encontrades de curadoria Dore bitu anela comtat de gociano e ses encontrades montivore costa de valls Toralba meologo juve e cosehimi e margine e macomer e en la encontrada de parte barigado e en les viles y terres de mossen pere marij de forreres . E volem axi maleix que les dites ciutats de sacer Oristany e vila del Alguer e poblats en ellas puguen per lo semblant e lis sia licit e permes entrar e negociar contractar comerciar e traure totes vituallies mercaderies sardasques en e de les matexes encontrades e en la dita ciutat de bosa e ses terres liberament e sens contradicció alguna. E a co no obstant qualsevulla pragmatics provisions statuts e ordinacions en contrari fins assi en qualsevol manera fetes e decretades com axi per lo benefici utilitat e benavener de la cosa publica de aquell regne nostre ho haïam provehit e vullam sie fet exeguit e complit ab tot efecte de obra. Pertant notificants les coses damunt dites ab cascuna delles ab tenor de aquelles matexes di hem y manam als spectable magnífics amats consellers e fahels nostres los Lochtinent general en lo dit nostre regne de Sardenya e governadors en los caps de saller gallura e lugudor procurador real nostre en lo dit regne potestats consellers oficials maiors jurats e bons homens e altres qualsevol oficials e subdits nostres en lo dit regne e qualsevol part de aquell constituhits e constituhidors e assenyaladament a universes e sengles oficials de les dites e desus nomenades terres e encontrades als quals les presents pervendram e presentades saran e pertanguen en qualsevol manera les coses demunt especificades expressament de la dita nostra certa scientia e sots encommirment de nostra ira e indignacio e pena de deu milla florins de or de Arago a nostres co-frens aplicadors que atessa e diligentment mirada la present nostra provisio e real pragmática aquella e totes e sengles coses en ella contingudes e especifica des ten-

guen fermament guarden e observen tenir guardar e observar facen inviolablement a la virghe iuxta la serie y tenor per qualsevol persones e contra aquella no facen ne venguen contrafer e venir permetan per alguna via causa o raho si la gracia nostra tenen cara e la dita pena designen evitar com axi procehesca de nostra determinada voluntat tot dubte dificultat contradicció exceptio consulta e altres qualsevol impediment e obstacles cessants e no admesos. En testimoni de les quals coses manam per les presents ab lo nostre sugell comu en lo dors sugellades . Dades en la nostra ciutat de granada a xxx del mes de setembre en lany de la naitivitat de nostre Señor MCCCCLXXXIX nou . Io el rey .

Supplicant nos humilment per part de la dita princessa que per observacio de sos privilegis e gracies sobre asso atorgades e alias per lo deute de justicia volguessem manar tornar a loch les dites coses e fer restituïr per los de Oristany realment ab tot efecte tots los dits carros robes y mercaderies preses e occupades de fet per lo dit Algutzi a les persones de qui eren e voler prohibir y manar a les de Oristany que del dit privilegi com a surrepticiament impetrat no usen mes avant dexant e permettent a la dita princessa e assos procuradors y vassalls da qui havant usar y usufructuar de la preincerta concessio es pragmática atorgada com ditor al dit mossen bernal de vila mari iuxta sa serie y tenor axi i segons fins assi elle la dita princessa han usat e practicat . E nos annuent e la dita supplicatio com a justa voluntat sobre le dites coses debitament e com se pertany provehir ab tenor de les presents de nostra certa scientia y expressament per la real auctoritat nostra presenthit matura y dieghia deliberacio en lo nostre sacre real consell feta sots incommirment de nostra ira e indignacio e pena de tres mil florins dor darago des bons de qualsevol contra fahents exhidors y a nostres confrens aplicadors vos dihem y mauam que en esser vos las presents presentades sens dilacio alguna fahen restituïr y tornar ab tots efecte totes les dites robes preses y levades de fet com dites als de qui eren conservant daqui avant la dita princessa y sos procuradors y vassalls en sa pacifica y quieta possessio de totes les coses contingudes y expressades en les preinsertes real provisions del prefato senor Rey don ferrando y altres que us seran presentades axi y segons fins assi es estat de aquelles usat y pratiquat . E si per los de Oristany sera opposat que los es estat fet perjubuy en tel cas hoïdes les parts provehiren tot ço y quant trobaren devres fer e provehir de justicia. Volem empero que la dita princessa romanga en sa possessio de les dites coses axi y segons abans stare car no seria raho que per oficial inferior fos de aquella fet despullada y privada com no sia stada nostra intencio ni es haver atorgat a la dita ciutat de Oristany lo dit privilegi en prejuy de cosa alguna abans atorgada a la dita princessa y a sos predecessors. E per cosa alguna no fassan lo contrari com per oficial inferior fos de procehesca de la mente y voluntat nostra deliberrada car nos vostres offcils en quant menester sins excitants e e circa les dites coses vos doam e conferim nostres vons forces lloch y poder bastant plenament ab les presents los Capitols y privilegis del dit regne e altres coses que

sien de servir sempre servats. Dat. en barchiño a xx del mes de setembre Any Mil sinchcents denou.

Io el Rey.

V.^o can.
V.^o de gualbis Rl.
V.^o de bonouia Rl.
In Sardinie III
fog.^o XXV.

V.^o Augustinus Vic. f.
V.^o filippus de ferrara
Rl.

Sarca Cesarea et catholica Ma.^{ss} mandavit Mihi
Petro Garcia Vis.^o per eam Augustinum
vicecancellarium Vics de gualbis de ferrera
etc. bononia regentes.

XIII^o.

Decreto Reale dell'Imperatore Carlo V, col quale sono approvati e sanzionati i capitoli, e le domande discusse e deliberate dai tre Bracci del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Angelo di Villanova.

(1520. — 28 aprile).

Dagli antichi Archivi del regio Patrimonio in Sardegna,
codic. cart. autent. fol. 68 e seg.

Carolus divina favente clementia electus Romanorum Rex, et futurus Imperator semper Augustus, Joanna mater. et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Valentiae, Galiciae, Majoricarum, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, et Terraefirmae, maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, et Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, et Domini Viscayae, et Molinae, et Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Oristani, et Gociani, Spectabiles, Nobilibus, Magnificis Consiliariis, dilectis, et fidelibus nostris Locumtenenti Generali, Gubernatoribus et Reformatoribus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratori nostro Regio, ac Magistro Rationali, et eorum Locumtenentibus, ac universis, et singulis aliis Officialibus, et personis, quibus spectet, praesentibus et futuris, in dicto nostro Sardiniae Regno, ad quorum notitiam praesentes pervenerint, et fuerint praesentiae, salutem, et dilectionem. Per contenta in processu Parlamenti nuper celebrati ex commissione nostra per vos spectabilem, nobilem, et dilectum Consiliarium, et Locumtenentem generalem nostrum in dicto nostro Sardiniae Regno Don Angelum de Villanova, et ex relatione Nobis facta per magnificum, et dilectum Consiliarium, ac Regentem nostram Cancellariam in nostro Sacro Regio Consilio dicti processus intelleximus; quod in, et pro conclusione praefati Parlamenti, tria *Braccia*, sive *Stamenta* ejusdem Regni totum ipsum Regnum repraesentantia, unanimes et conformes supplicarunt vobis

praefato Locumtenenti generali nostro, quod appointmenta quaedam per *Tractatores* dictorum trium *Stamentorum* cum *Tractatoribus* nostrae Regiae facta, bonum, et reformationem justitiae ejusdem Regni concernentia, decretaretis, ac si opus esset promitteretis, quod eodem modo, quo per vos essent decretata, confirmarentur a Nobis; et ita, quantum ad decretationem vestram, fuit factum, ac Nostrae Majestati per vos supplicatum, ut nostra voluntate, et assensu munire de nostra solita benignitate, et munificentia dignemur: Nos vero, visis et recognitis dictis appointmentis, quae fuerunt theoris sequentis⁽¹⁾.

Attendentes vos praefatum Locumtenentem Generalem nostrum, maturo consilio, et deliberatione, praesens appointmenta approbasse, et eadem esse ita ratio, et aequitati consona, quod noviter concedi deberent, si hacenus concessa non fuissent, volentes in his robur auctoritatis nostrae Regiae impendere, ut dictorum appointmentum perpetuae observantiae consulari, tenore praesentis, de nostra certa scientia, expresse, deliberata, et consulte, Regiaeque nostrae auctoritatis decretationem appointmentum praesentiorum vestram in dicto processu contentam⁽²⁾ approbamus ratificamus, ac in quantum opus est noviter facimus, et firmamus, mandantes vobis dicta nostra Regia auctoritate, quod ipsa, et singula contenta in dictis appointmentis, sic ut praemittitur decretatis, teuteatis, exequamini, et compleatis, ac inviolabiliter suis loco, et tempore observetis, nec aliquem contra eos ire permittatis, cauti a contrario peragendo, si gratia nostra vobis clara est, et poeamus trium millium florum auri a bonis secus agentium irremissibiliter exigendorum, nostrisque applicandorum aerariis, capitulis evitare. Datum in civitate nostra de Cornia, die xxviii mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo.

Yo El Rey

Vid. Cancellarius
Vid. Aug. Vice Cancellarius.
Vid. Ludov. Sanchez Generalis.
Vid. Conservator Generalis.

In Sardiniae m. fol. LXXXII.

Caesarea, Catholica, Regiaeque Majestatis mandavit mihi Joanni Gonçalves de Villa simplis. — Visum per Cancell., Vice Cancell., Gener. Thesaur., et per Conservat. generalem.

(1) Seguivano li quattordici capitoli votati nel Parlamento, e sottoposti alla sanzione reale. I medesimi riguardavano quasi tutti il buon governo dell'isola, e specialmente la buona e retta amministrazione della giustizia. Non vi furono però dimenticate le solite domande accio allo *Stamento Militare* fossero conservati i suoi privilegi, e quello particolarmente di potersi riunire separatamente dagli altri due *Bracci*.

(2) Nel processo originale i capitoli deliberati dal Parlamento erano stati decretati dal viceré con la seguente formula: — *Lecta et publicata dicta scriptura, incontinenti spectabilis Locumtenens Generalis, et Praesidens in Parlamento, hanc fecit provisionem per organum Magnifici Domini Michaelis Mai Regentem Cancellarium: — Lo spectable señor Lochtinent General es content decretar las cosas duplicadas, assi como as las presentes las aprova, y decretadas da Magestad, que se dia servit, tant quant vos merecete.*

XIV*.

L'imperatore Carlo V sanziona con suo Decreto Reale i capitoli delle domande discusse e deliberate dallo Stamento Militare nel Parlamento riunito in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don-Angelo di Villanova.

(1520. — 28 aprile).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio in Sardegna,
cod. cart. aut. fol. 73 e seg.

In Dei nomine pateat universis, quod Nos Carolus divina favente clementia electus Romanorum Rex, et futurus Imperator semper Augustus; Joanna mater, et idem Carolus ejus filius Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Indiarum, et Terrae firmae maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, etc. Comites Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc. Domini Viscayae, et Molinae, etc. Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Oristani, et Gociani: — Cum ex commissione per Nos diebus elapsis facta spectabili, nobili, et dilecto Consilario nostro Angelo de Villanova, Vicerégi, et Locumtenenti Generali in dicto nostro Sardiniae Regno, cunctis regnicolis ejusdem Regni Parlamentum extiterit convocatum, et in his quae concurrerant servitium nostrum, bonum et tranquillum statum dicti Regni sine debito terminatum, excepta tamen concessione aliquarum gratiarum per tria *Stamenta*, sive *Braccia* dicti Regni petitarum, ut est moris in similibus Parliamentis; et venisset pro his obtinendis ad Nos (cum id dumtaxat Nostrae Regiae Personae attineat) Syndici electi uniformiter a dictis tribus *Stamentis*, quorum unus erat Nobilis et dilectus noster Domicellus, et de custodia Nostrae Regiae Personae Carolus de Alagon ⁽¹⁾, qui nomine, et pro parte Magnatum, Comitum, Baronum, Nobilium, Militum, et personarum militarium totius *Stamenti* Militaris, obtulit Majestatis nostris capitula quaedam supplicationum, sive petitionum, ac gratiarum per eundem Nobis supplicatarum, quae nobis lecta et perfecta fuere, et habito super contentis in eisdem maturo consilio, et copiosa relatione per Vicecancellarium nostrum, et alios Consiliarios Nobis facta de omnibus, quae circa ea oportebat nostrum Regium animum informare: Attendentes innatam fidelitatem ab experto cunctis temporibus cognitam circa servitium nostrae Regiae Coronae in universa regnicollis dicti Regni, praesentem in dictis Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, et aliis personis militibus ejusdem Regni, quae Nos magnopere inducit et movet, ut diligentem curam, non solum circa eorum quie-

tem, coercendo manus Magistratum, ne abstantes forte jurisdictione nostra, aut eadem rigorose et suprema utentes, in eos indecenter, aut minus recte se habeant, intendentes; sed etiam eisdem novis gratias et favoribus prosequentes, benigne dictis supplicationibus placeat, ut in praesentiarum libenter placeat, concedendū, juxta decretationes in fine uniuscujusque capituli per eas factas, scribique, et apponi jussas per magnificum, et dilectum Consiliarium, et Secretarium nostrum Joannem Gonzalez de Villasemplis dicti processus Scribam, ac ejus manu referendarum: Quorum capitulorum, et decretationum, sive responsonum series sic se habet (2).

Ut autem capitula praeserta, et omnia et singula in eis, et in unoquoque eorum contenta, ista responsones, et decretationes in fine uniuscujusque eorum adjectas, et appositas, ut praefertur, perpetua validitate, et robore omni futuro tempore permaneant, et subsistant, tenore praesentis Privilegii, et publici instrumenti ad aeternam rei memoriam vulturi, de nostra certa scientia, expressae, deliberate, et consulto, Regiaeque nostrae auctoritate laudantes, approbantes, et iterum de novo concedentes, per Nos et Successores nostros eisdem Magnatibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Haereditatis, et aliis omnibus, et singulis personis militariis praedicti *Stamenti* et Brachii Militaris dicti Sardiniae Regni, et ipsa capitula juxta eorum decretationes in vim privilegii, seu privilegiorum, et contractus cunctis futuris temporibus valituri, seu valendorum, damus, donamus, et concedimus, et ex pacto speciali solempni stipulatione vallata, inter Nos, et dictos Magnates, et cunctas militares dicti Regni personas inito et convento, promittimus sub fide et verbo Nostris Regis, ac juramus ad Dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia ante nos posita, et nostris propriis manibus corporaliter tacta, praeserta universa capitula, et eorum unumquodque, tamquam acta facta in Parlamento, juxta illorum decretationes, et praesens nostrum Privilegium, atque contractum, perpetuo tenere et observare, ac teneri et observari facere, nec contrariari permittere quavis causa. Spectabili propterea, Nobilibus, Magnificis, dilectis Consiliariis, et fidelibus nostris, Locumtenenti Generali nostro in praedicto Sardiniae Regno, Gubernatoribus seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Procuratori nostro Regio, et nostro Placi Patrono, vel officium ipsum Regentibus, caeterisque universis et singulis Officialibus nostris, et subditis quocumque nomine nominatis, officiis ac jurisdictione fungentibus, praesentibus et futuris, mandamus dicta Regia nostra auctoritate, sub irae et indignationis nostrae incursu, poenaeque florenorum auri Aragonum decem milium nostris inferendorum aeriis, quatenus praeserta omnia et singula capitula, et eorum unumquodque, tam-

(1) Carlo di Alagon, che qui comparisce al servizio della Guardia reale dell'imperatore Carlo V, e sindaco e deputato dello *Stamento militare* di Sardegna, era nipote di Leonardo Alagon marchese di Oristano e conte di Gociano, spogliato dei suoi Stati nel 1477, figlio cioè del di lui fratello Salvatore Alagon.

(2) Qui seguivano originalmente inserti li venibbili capitoli di domanda votati dallo *Stamento militare*. La storia di tali domande e di tutte le altre fatte, concedute o pateggiate nei precedenti e nei posteriori Parlamenti sardi, somministrare a chi volesse ben meditarli e giudicarne il valore, avuto riguardo ai tempi, un soggetto assai grave ed ampio per la storia civile e politica della Sardegna sotto le dominazioni aragonesi e spagnuole.

quam facta in dicto Parlamento, iuxta uniuscujusque responsiones, et decretationes, praesentemque contractum, teneant firmiter et observent, et faciant ab omnibus, quibus attineat, observari inviolabiliter: injungentes, et expresse mandantes Locumtenenti Generali, et Gubernatoribus, aliisque etiam Officialibus, quibus spectet, in Regno praedicto Sardiniae, ut omni mora et consultatione cessantibus, nullaque alia executoria a Nobis super his expectata, seu requisita, quamprimum fuerint requisiti, iuramentum et homagium praestare teneantur in manibus, et posse nostri Regii Procuratoris, seu officium ipsum Regentes, quod praedictum contractum, et publicum instrumentum, omniaque praeserta capitula, et eorum unumquodque iuxta eorum responsiones et decretationes perpetuo tenebunt et observabunt, et non contra facient vel veniant ratione aliqua, pro quanto gratiam nostram caram habent, iramque et indignationem nostram, poenaeque praepositam cupiunt evitare. Actum est hoc in civitate nostra de Cornunia, die vigesimo octavo mensis Aprilis, anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo, Regnorumque nostrorum, videlicet electionis Sacri Imperii anno secundo, Reginae Castellae, Legionis, et Granatae etc. anno decimoseptimo, Navarrae sexto, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, et aliorum quinto, Regis vero omnium quinto.

Sig^{tu}m Caroli divina favente clementia electi Romanorum Regis, et futuri Imperatoris semper Augusti, Joannae matris, et ejusdem Caroli Dei gratia Regum Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae etc. etc. Marchionum Oristanii et Goecani: Qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus, huicque publico instrumento sigillum nostrum commune, quo, antequam ad Regnum Romanorum, Sacrumque Imperium electi essemus utebamur, cum, nondum alia fabricata fuerint, impendenti jussimus apponendum.

Yo El Rey.

Testes sunt, qui praemissis praesentes fuerunt, Magnifici Bartholomeus Ruiz de Castañeda, Antonius de Villegas, Petrus de Cuasola, ac Alvarus de Alcofer praefatarum Majestatum Consilarii.

Signum Joannis Gonzales de Villaseplis praefatarum Caesarum, et Catholicarum Majestatum Secretarii, et Consilarii, earumque auctoritate etc., qui praemissis omnibus, et singulis una cum praenominatis testibus interfui, et quae de dicti Domini Regis mandato scribi feci, et clausi etc.

Vid. Cancell.

Vid. Aug. Vicecancell.

Vid. Conservator Generalis.

Vid. Ludov. Sanchez
Gener. Thesaurarius

Sardiniae Itinerum iug. fol. vi.

Caesarea Catholica Regiaque Majestas mandavit mihi Joanni Gonzales de Villaseplis, in cujus posse concessit, firmari, et jurari. Via per Cancell. Vicecancell. Gener. Thesaur. et per Conservator. Generalem.

Reg.^{tu}

XV*.

Lettere dell'Imperatore Carlo V e della Regina Giovanna al Viceré di Sardegna, con le quali si ordina che siano osservati, rispettati ed eseguiti i privilegi e le immunità spettanti ai cittadini di Sassari.

(1529. — 27 Inglio).

Dagli antichi Archivi Reali di Barcellona,
vol. Itiner. Sigill. Comun. viii. fol. 373 o seg.

Carolus Divina favente clementia G. Romanorum Imperator semper Augustus, Rex Germaniae, et Joanna ejus Mater, et idem Carolus ejus filius Dei gratia reges Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmaciae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Gueniensis, Algarbis, Algeirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, et Insularum Indiarum et Terrae firmae Maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae, Comites Barchinonae, Fiandriae, et Tirolis, Domini Biscayae et Molinae, Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Caeritaniae, Marchionesque Oristanei et Goecani.

Illustribus, Spectabilibus, Nobilibus, Magnificis Consiliariis dilectis et fidelibus nostris quibuscumque, Viceregibus, Locumtenentibus et Capitaneis Generalibus nostris, Vicecancellariis, regentibus nostram Cancellariam, Magistris, et Justiciariis, regenti officium, gerentibus vices nostri Generalis Gubernatoris, Justitiis, Vicariis, Bajulis, Locumtenentibus, caeterisque demum universis et singulis officialibus nostris, majoribus et minoribus, jurisdictionem qualemcumque in omnibus Regnis et ditione nostra Coronae Aragonum constitutus et constituendus, ad quem, seu ad quos pervenerit, aut fuerint quomodolibet praesentatae, aut de subscriptis requisiti fuerint, dictorumque officialium locumtenentibus, et cuilibet eorum, salutem et dilectionem.

Dudum per nobilem et dilectum nostrum Don Galzerandum Cano Cedrelles legum doctorem Sindicum per nostram Civitatem Sacrae ad Nos destinatum Majestati nostrae humiliter deductum fuit, quod habitatores et cives dictae Civitatis a tanto tempore citra, quod non est memoria hominum in contrarium, virtute Regiorum privilegiorum sunt immunes in omnibus Regnis nostris a quibuscumque iuribus, vectigalibus, et servitiis Regis, quemadmodum in dictis privilegiis, ad quae relatio habetur, latius asseritur contineri; de qua immunitate jamdum extiterunt, et in praesentiarum existunt in possessionem, in qua, uti asseritur, per aliquos vexantur, et molestantur in non modico praepjudicio illorum, detrimentumque dictorum suorum privilegiorum, timentes et iam magis in dies per alios in illa vexari, et molestari.

Nobis propterea supplicare fecerunt, ut cum per jura tam canonica quam civilia, et alias cautum existat neminem sua possessione privari debere, aut in ea perturbari, absque juris cognitione; dictos Cives praesentes, pariterque futuros in ea videlicet possessione qua fuerunt, et in praesentiarum existunt ulendi, dictaque immunitate con-

servari, et manuteneri ex nostra solita clementia mandaremus. Qua supplicatione per Nos benignè exaudita, volentes dispositionibus dictorum iurum reddere nos conformes, tenore praesentium, nostra ex certa scientia, deliberata et consulto, ac Regia Autoritate vobis et unicuique vestrum, ad quem spectet, dicimus et districte praecipiendo mandamus, poena bis mille florenorum auri Aragonum adiecta, quod dictos habitatores ac cives dictae Civitatis SASSARIS praesentes pariterque futuros in possessione utendi dictarum immunitatum, in ea videlicet, in qua actenus fuerunt, et de praesenti existunt ac reperiuntur, manuteneatis, et defendatis contra cunctos, nec permittatis eos in illa impediri aut perturbari, nec ab ea privari et spoliari per aliquos donec causa cognita per Nos, aut alium iudicem, ad quem spectaverit, aliter fuerit provisum, contrarium nullatenus tentaturi ratione aliqua, seu causa, pro quanto gracia nostra vobis chara est, et praeter indignationis nostrae incursum poenam praedictam, cni contravencionis casu prompta et rigida non deerit executio, evitare cupitis, sic omni iustitia suadente providendum duximus, et per vos omnino complendum, dubio, difficultate, contradictione consulta, et aliis impedimentis cessantibus quibuscumque. Datum in Civitate nostra Barchinense die 27 mensis Julij, anno a Nat. Domini 1529.

Yo el Rey.

V. Sanches Gen.^l Thes.

V. l. de Ferrera etc.
V. l. de Bonini etc.
V. l. de Romes etc.

In l'iter sigilli Comunis 8 fol. 372.

XVI*.

Frammenti di congregazioni sinodali, e di alcuni provvedimenti di disciplina ecclesiastica, ch'ebbero luogo sotto l'arcivescovo turritano Salvatore Alepus (1).

(1534. — 1535).

Dal Codice autografo esistente nell'Archivio della Chiesa Metropolitana di Sassari.

4.*

Die inf.^{ma} xxj Mensis Februarij,
Anno a Nativitate Domini MDXXXIII.

Fuit celebrata sacrosancta synodus per multum reverendum Dominum Johannem Serra canonicum, et in spiritualibus et temporalibus generalem turritanen. et sassaren. vicarium pro Rmo Domino domino Salvatore de Alepus Dei et Apostolice sedis gratia electo Archiepiscopo ejusdem Turritanen. et Sassarensis intus sacrestiam

ecclesie metropolitane ejusdem turritanensis et sassarenensis in qua quidem congregatione sinodali intervenerunt sequentes.

Primo R ^{mo} Geraldus Mancha Archiepiscopus	
R ^{mo} Bartholomeus de lo Scarado	
R ^{mo} Johannes de Ozarello	
R ^{mo} Antonius Pilo	} Omnes canonici turritanen.
R ^{mo} Panthleo de Serra	
R ^{mo} Gavinus de Godiano	
R ^{mo} Augustinus Zunquello	
Venerabilis Johannes de Paliazo	
Vener. Georgius de Restigazo	} Omnes rectores turritanen.
Vener. Angelus Melone	
Vener. Andreas Deloplui	
Vener. Salvator Seque	
Vener. Franciscus Uguinu	
Vener. Franciscus Ninio	
Presbiter Antonius de Pinquileto	
Presbiter Franciscus de Sanato	
Presbiter Antonius de Fiozella	
Presbiter Prancatius de Venturuzo	
Presbiter Gavinus Pinna	
Presbiter Mathens de Sena	
Presbiter Sebastianus de Bagella	
Presbiter Johannes Spiga	
Presbiter Ambrosius de Sena	
Presbiter Johannes de Aurolo	
Presbiter Johannes de Saccarello	
Presbiter Johannes Anthonius Fortunadu	
Presbiter Georgius de Zumarone	
Presbiter Anthonius Traballa	
Presbiter Petrus de Luzia	
Presbiter Ludovicus de Araolla	
Presbiter Gavinus de Nadalino	
Presbiter Paulus de Mogano	
Presbiter Franciscus Delimontis	
Presbiter Goffredus de Ulbu	
Presbiter Johannes de Biato	
Presbiter Ambrosius de Tolla	
Presbiter Johannes Bello	
Presbiter Anthonius de Santogolo	
Presbiter Angelus de Alene	
Presbiter Bonello Cambone	
Presbiter Michael Dalitali	
Presbiter Johannes Scarpa	
Presbiter Johannes de lo Petreco	
Presbiter Johannes de Santino	
Presbiter Johannes de Brimazolu	
Presbiter Simon Carica	
Presbiter Hieronimus de Migaluzo	

In qua quidem sinodali congregatione fuit tractatum (sic) de vita et honestate clericorum, et deinde conclusum, quod fieret mandatum, praecipiendo omnibus presbiteris, et diaconis, sub censuris et penis pecuniariis, quod omnes dicti presbiteri, et diaconi turritanenses et sassarenenses incedant, et reipsa incedere debeant per civitatem istam turritanam induti *clavibus*, sive *groziis* panni obscuri usque ad talares, et *inermes*, ut decus et conveniens est, nisi essent necessitate constricti arma deferre, quod in tali casu deferant, sed occulte, et honeste, ut melius potue-

(1) Per le notizie relative all'arcivescovo Alepus, il quale figurò molto onorevolmente, e preso parte assai attiva ai lavori del Sacro Concilio di Trento. (Ved. Tosa, *Dizion. Biogr. dei Sardi Illustri*, vol. I, pag. 71. Torino, Edit. Chirio e Mino, 1837-38).

rint; et pari modo in tosurra, scilicet auribus patentibus (1).

Fuit etiam conclusum, quod omnes canonici predi-
turritani pergant, et peregre debeant, unusque eorum sin-
gula dominica presens sit cadragesima societati, et modo
infrascripto ad visitandum incitatos et gloriosos martires
sanctum Gavinum, Protum, et Gennarium (2).

Prima dominica ibi canonici Agostinus Zunquello, et
in ejus societate presbiter Anthonius Pinquello, presbiter
Petrus de Adrovando, presbiter Petrus de Luna.

Secunda dominica etc. etc. (3).

2.

Die infr. x mensis Julii, ann. 1534.

Intimau al honorable domno Joanni delo maxio alias de
pionina y a donna Anzela de truisquo muller in secundis
nuptiis del honorable domno Juanni de Valentino con a
curadores et administradors de las *Rectories* del venerable
mossen mateu Casades con lo Rev. vicarj de torres y
de sasser a instantia del honorable procurador de la mensa
arquepiscopal de torres y de sasser li diu y mana que
infra espay y *terminj de tres oras* vingan a veurese pub-
licar per *escomunicats* ates no han volgut pagar a la dita
mensa arquepiscopal de torres lo que li es degut (4).

3.

Die infr. xli mensis augusti,
anno a Nativitate Dñi M.D.XLIII.

franciscus de rebollo habitator
presentis civitatis sassaris . . . certa scientia firmavit
jus et de jure pro tota illa quantitate tritici ordi fabe
et aliarum rerum qua revidi stefanus corso de putzo major
et joannes suzarello de mara et mathens anthonius simon
de padria canonici diocesis bosanensis aut eorum procura-
tores dabunt dompno jheronimo de ledra dicte ville de
putzo major vice nomine et pro parte dicti de rebollo
pro illis centum et quinquaginta duobus denariis, seu in

(1) Nelle ordinazioni o costituzioni sinodali fatte dall'arcivescovo
turritano Francesco Pellicier nel 1501, si era già provveduto, proibendo
agli ecclesiastici di andare armati sia di giorno che di notte
(Ved. sopr. CART. D.º I.º, pag. 160). Tuttavia pare che l'abuso fosse
assai radicato, poichè la stessa proibizione è rinnovata, dopo tren-
tatrè anni, con le presenti Costituzioni, sebbene queste permettono
in certo modo ai sacerdoti e ai diaconi il porto delle armi, purchè
ciò si facesse occultamente (*occulte et honeste*). Anche nel vestire,
sembra che gli ecclesiastici di quel tempo non osservassero punto
la disciplina confacente al loro stato.

(2) Cioè la basilica antichissima di Torres, dedicata ai Ss. martiri
Turritani Gavino, Proto e Gennario. Se ne trovano molti altri esem-
pi importanti i nomi dei canonici e dei sacerdoti, i quali doveano andare
da Sassari alla basilica di Torres nelle sue domeniche di quaresima,
nella domenica *delle palme*, e nell'altra di resurrezione di quel-
l'anno 1534.

(3) Da questo documento si rileva che la *seconduca* si lanciava
con molta facilità, e per motivi non troppo gravi, dalla Curia ar-
chiepiscopale turritana di quel tempo. Se non trovano molti altri esem-
pi somiglianti in altri luoghi dello stesso Conca, nel quale, come
però si vede, si registravano, non solo le *Congregazioni* o le *de-*
liberazioni sinodali, ma anziando tutti gli atti di giurisdizione, e i
principali almeno, esercitati dai vicari generali dell'arcivescovo
Salvatore Alepus che era assente della sua sede.

solutionem pro rata eorum quos dictas nobilis gratiose
mutavit Revidme Domno Bernardo gentili bosanen. epi-
scopo (5), promissit iudicio sieti et iudicatum solvere. Et
ut de predictis diligentius cautum sit dedit in fidejussore
ac planos et principales responsiores honorabiles franci-
scum casalabria et franciscum de meni ejusdem civitatis
sassaris presentes et acceptantes qui in solidum simul et
sine ipso teneantur et firmiter astringantur ad omnia que
ipse supra tenetur dici casalabria
et de meni presentes consenserunt et dictam fidejuss-
sionem in se sponte acceptant pro qua promiserunt in
solidum una cum dicto eorum principali et sive teneri
et obligatos fore ad omnia et singula ad que ipse
superius tenetur. Et pro his insuper omnes, scilicet prin-
cipalis et fidejussores obligarunt personas
et omnia eorum bona mobilia et immobilia etc. renun-
tiantes etc. scilicet dicti fidejussores beneficio novarum
constitutionum et dividendarum actionum et epistole divi
Adriani ac consuetudini barchinense loquenti de duobus
vel pluribus etc. nec non legi de prius principali
convenendo etc. et dictas principalia *vignati sex diebus mili-*
taribus *recessit* (sic) et *proprio fore* etc. (6) submiserunt
se et sua foro Revidi Dñi Turritanè et Sassarè Vicarij
ac capitulis et privilegij etc. Et demum generaliter omni
alij etc. juraverunt etc.

Testes hujus rei sunt honorabiles Johannes Antonius
Araolla, et Petrus Paulus Sanzo, atque Gavinus Sanna
agricola Sassaris.

4.

Die infr. i septembris, anni M.D.XXLIII.

Magister mathews pilo faber lignarius clericus conju-
gatus turritanensis ex certa scientia virtute juramenti per
eum corporaliter prestū in posse meo notarij publici super
sacrosancta evangelia promissit verbis nec opere non le-

(5) Bernardo Gentile era frate Domenicano, cappellano e storico
dell'imperatore Carlo V, secondo il Vico (*Hist. Gen. de Cerdena*);
e dopo la morte del vescovo Giovanni de Serra (non de Setr, come
scrive il MATTEI, *Sard. Sacr.* pag. 800) fu destinato nel 1433 da
Papa Clemente VII a succedergli nella sede vescovile di Boia
(FONTANA, *Theatr. Dominic.*, pag. 143). La sua elezione alla di-
gnità episcopale gli fece incontrare molti debiti, dei quali si hanno
le prove, non solo dal presente atto, ma anzitutto da altre memorie
registrate nello stesso Codice. Ivi infatti troviamo che nel 19 gin-
gno 1534 il vicario turritano Giovanni Serra ordinò il sequestro
dei beni, frutti, redditi ed emolumenti del *reverendo Bernardo*
Gentile, vescovo bosanen., *per certo suo debito verso Messer Biagio*
de' Valentis di Alghero; che nel 30 dello stesso mese ed anno
furono pure sequestrati li di lui redditi *vercotiti*, perchè, *ocultato*
più volte, aveva ricusato sempre di consegnare alla *Mensa archiepo-*
scopale Turritana lo *avanzo* (la *spolia*) del vescovo Don Giovanni
de Serra suo predecessore; e che nel 4 e 10 luglio 1534 (seguita
già la di lui morte) fu ordinato agli amministratori del *recessito*
di pagare 500 denari d'oro a Francesco de Busquets console di
Genova in Alghero, *presti dal Gentile a prestanza da certi mer-*
cantanti genovesi; altri 50 denari d'oro *prestati gli dal frate Stefano*
Catano, e altre somme da lui dovute a *messer Alvise Boio*, *mes-*
ser Giovanni Calabrè e *messer Guglielmo Francis*. Poco prima di
morire, il Gentile aveva minacciato la *seconduca* ai suoi diocessani,
perchè costoro *ricusavano pagargli le decime* pel motivo che egli
non *distribuisse le candelie* al popolo nel giorno della *Candelaria*,
secondo l'antico costume (12 giugno 1534. IV).

(6) Vuol dire che il Rebollo rinunziò (*recessit*) al privilegio,
che per Capitoli di Corte compete a nobili di essere citati in
giudizio mediante cartello e col termine di *ventisigi giorni*, e che
rinunziò pure al *proprio fore* (civile) assoggettandosi all'*ecclesiastico*
della Curia archiepiscopale turritana.

dere nec offendere sequentes, scilicet franciscum Dementi, magistrum petrum piutirino, magistrum jheronimum demolo alias argentario, franciscum de andriolo, magistrum cesarem Zapino, magistrum vincentium falchoner, antonium de scofugnazo, andream de scofugnazo, dompnum nicolaum de corrà, sub pena centum ducatorum aplicandorum necessitatibus mense archiepiscopalis turritanèu et sassaren in qua etc. nihilominus etc. Et pro his obligavit tamquam pro debito fiscali personam et omnia bona qua mobilia et immobilia etc. renuntians proprio foro etc. Et submito me et mea foro Revdi Dñi Vicarii ejusdem turritanèn. et sassaren. etc. Et demum ac generaliter omnibus etc. jurans etc.
Testes hujus rei sunt honorabiles andreas sasso, et franciscus alemanum sassarenenses (1).

3.°

Die infr. xiv mensis Februarii,
anno a Nativitate Dñi M.D.XXXV.

Fuit celebrata sacrosancta sinodus per multum Revdum dominum Johannem Serra canonicum, et in spiritualibus generalem turritanèu. et sassaren. vicarium pro Revmo Dño domino Salvatore de Alepo Dei et Apostolice Sedis gratia electo ejusdem turritanèn. et sassaren. intus sacristiam ecclesie metropolitane ejusdem turritanèn et sassaren in qua quidem congregatione sinodali intervenerunt sequentes:

Primo Revdus Geraldus Mancha Revdus Sebastianus de Rosarellis Rdus Bartholus de lo Scarado Revdus Johannes de Ozarello Revdus Antonius Pilo Rdus Panthaleo Falque Rdus Gavinus de Godiano Venerabilis Sillanos Canonicus Franciscus Cucuro Canonicus Andreas Folargio Canonicus Georgius de Restigazo Canonicus Angelus Melone Canonicus Johannes Palazio Canonicus Salvator Seque Presbiter Antonius de Fiozella Presbiter Johannes de Abiato Presbiter Johannes Antonius Falque Presbiter Andreas de lo Plazi Presbiter Ambrosius Calvesu Presbiter Julianus de Sanarellu Presbiter Gavinus de Bartholomea Presbiter Franciscus Barsalo Presbiter Iljeronimus de Migaluzo	} Omnes canonici turritani.
---	--------------------------------

(1) Da quest'atto di sottomissione si raccoglie come nella prima metà del secolo XVI la potestà civile tutelasse assai poco in Sardegna la sicurezza personale dei cittadini, e come la potestà ecclesiastica vi supplisse con mezzi suoi propri, allargando per conseguenza la sua giurisdizione. Il *chierico coniugato* Matteo Pilo promette con giuramento di non offendere le persone nominate nell'atto; e il quest'atto se ne leggono molti nel *Concor*, donde si deduce che la vita e i costumi di cotesti *chierici coniugati* non erano al certo molto pacifici e inoffensivi.

Presbiter Petrus de Cillara
 Presbiter Michael Delitala
 Presbiter Ludovicus de Araolla
 Presbiter Paulus de Mocanu
 Presbiter Gavinus de Vico
 Presbiter Laurentius Des (corroso)
 Presbiter Petrus de Adrovando
 Presbiter Antonius de Pinquileto
 Presbiter Franciscus de Sancto
 Presbiter Franciscus Delmonte
 Presbiter Angelus de Alene
 Presbiter Johannes Bellu
 Presbiter Petrus Delitali
 Presbiter Paulus de lo Frasso
 Presbiter Stefanus de Instozu
 Presbiter Johannes de Ursone
 Presbiter Gavinus Pinna
 Presbiter Marchus de Serra
 Presbiter Julianus Iscarpa
 Presbiter Prancaus de Venturuzu
 Presbiter Antonius de Santugulu
 Presbiter Antonius Canu
 Presbiter Johannes De lo Peneto
 Presbiter Simon Farga
 Presbiter Johannes de Serra
 Diaconus Cosma Delolmo.

In qua quidem congregatione sinodali fuit tractatum de vita et honestate totius cleri, et deinde conclusum, quod totus clerus incederet in *habitu et tonsura*, et *inermes* (sic) nisi essent necessitate constricti, sub penis contentis in capitularibus constitutionibus (2).

Fuit etiam conclusum quod omnes canonici predicti turritanèn. et sassaren. eant et ire debeant, videlicet unusquisque eorum singula Dominica presentis cadragésime seriatim ac modo infrascripto ad visitandum incultos et gloriosos martires sanctum Gavinum Protum et Januarium. Dominica prima ibit Revdus Antonius Guiso, et in ejus societate venerabilis Antonius de Pinquileto, et Gavinus de Vico.

Dominica secunda ibit etc. (3).

Fuerunt insuper electi pro cura animarum confessoris istius cadragésime sequentes.

Primo pro ecclesia metropolitana turritanèn. et sassaren. omnes canonici et beneficiarii ejusdem (4), presbiter Asfredus de Ulbu, et presbiter Antonius de Santugulu.

Pro ecclesia sancte Catherine rector illius, presbiter Asfredus de Ulbu etc. etc. (5).

(2) Questa prescrizione sinodale si riferisce ad altra somigliante già fatta nel precedente anno (sopr. Framment. 1.°), ed all'altra più antica sotto l'arcivescovo Pellicer (Ved. sopr. pag. 160).

(3) Seguono i nomi dei canonici e dei sacerdoti che in ciascuna domenica di quella quaresima dovevano visitare la basilica di Torres dedicata al Ss. martiri Gavinus, Protus e Januario.

(4) Da questa disposizione si rileva che nel 1535 non vi era nella Metropolitana di Sassari l'ufficio speciale o il beneficio canonico di *Penitenziere*, ma che tale cura era collettivamente affidata a tutto il *Capitolo*.

(5) Siegue la destinazione dei *confessori quaresimali* per le diverse parrocchie dipendenti dalla Metropolitana turritana, cioè per le parrocchie urbane di Santa Caterina, S. Sisto, S. Donato, S. Apollinare, e per le altre di Osilo, Sorso, Sennori, Usini, Ileri, Ossi, Uri, e Olmedo. A ciascuna di esse, oltre al rispettivo parroco, sono assegnati confessori coadiutori.

6.*

Die infr. vi mensis Julii,
anno a nativitate Dñi M.D.XXV. Sassari.

Magnifica domina catherina de Alepo presentis civitatis, vidua et uxor relicta a q.m magnifico grabiele de Alepo ut procuratrix domini Salvatoris de Alepo electi archiepiscopi et metropolitani territoriorum et sassaren. filii sui cum libera et generali administratione, ut de sue procuracionis mandato plene constat instrumento inde recepto in posse discreti gasparis momo notarii publici civitatis et castri callaris die et (corroso) ibi descriptis. In quo quidem instrumento est sibi data et attributa pot (corroso) alias peragendi procuras. Idco dicto nomine et vigore dicte potestatis elegit creavit nominavit et deputavit Rvmdo Geraldo Mancha Archipresbiterum territoriorum et sassaren. licet absentem in Vicarium ejusdem ecclesie territoriorum et sassaren. et hoc ad beneplacitum suum et non alias dando (corroso) concedendo eidem domino Geraldo Mancha si et in quantum (corroso) omnem quamcumque potestatem et plenissimum posse (corroso) dictum Vicariatus officium ad faciendum dicendum et libere (corroso) dum quidquid et quantum opus fuerit et illi videbitur exp. (expedire) promisit insuper habere ratum idque sub ipoteca dicti principalis sui bonorum et iurium ejusdem. In cujus rei testimonium voluit presens fieri instrumentum per me notarium publicum et scribam (corroso)

Testes hujus rei sunt egregius dominus franciscus lacono (juris) utriusque doctor, et magnificus Johannes marques pr. Sassari (1).

XVII*.

*Replica fatta a nome di D. Pietro di Altarriba e Arborea (2)
nelle Corti celebrate in Monzone dall'Imperatore Carlo V,*

(1) È cosa affatto singolare, né so ne trova, crediamo, altro esempio, che una donna nomini e costituisca il vicario di un vescovo, come fece in quest'atto Caterina Alepo o Alepus, madre dell'assente arcivescovo territoriano Salvatore Alepus. Né si può dire che la medesima, nella qualità di procuratrice del proprio figlio, s'addelegasse all'arciprete Geraldo Mancha i poteri ricevuti per affari puramente temporali, poichè nell'atto si dice chiaramente che *sum elegit, creavit, nominavit et deputavit. in Vicarium ejusdem Ecclesie Territoriorum et Sassaren.*, e di più a suo intero beneplacito. Donde provenisse non si strano abuso così apertamente contrario ai canoni e alla disciplina della Chiesa, noi sappiamo. Forse vi diede causa la lunga assenza dell'arcivescovo Alepus dalla sua Sede; e ci ricorda di aver letto una sentenza perciò proferita contro lo stesso Alepus nel 1569 da Giulio Oradino vescovo di Perugia, la quale, secondo notissimo, esiste nell'Archivio della Chiesa Cattedrale di Sassari.

(2) Pietro di Altarriba era figlio di altro Pietro di Altarriba y Erix, e di Donna Manja Alagon di Arborea, ultima delle figlie di Leonardo Alagon, del quale perciò era nipote. Il marchese di Oristano e il condado di Goceano, ai quali, in mancanza di maschi succedevano le femmine, gli appartenevano di dritto, perchè i quattro figli maschi di Leonardo Alagon (Araldo, Giovanni, Antonio e Salvatore) erano morti senza successione; e così pure i figli di Eleonora Alagon, altra figlia dello stesso Leonardo Alagon. Sopra ciò la di lui madre, Donna Maria Alagon era stata eventualmente chiamata alla successione di quei feudi (o Stati) dal padre suo Don

per dimostrare che gli spettava di dritto il marchesato di Oristano e il condado di Goceano, già confiscato a danno di Leonardo Alagon, ed applicato alla Corona dei Sovrani aragonesi.

(1534. — 15 e 17 giugno).

Dagli Archivi di Barcellona, *Processo del Greuge, que propuso Don Pedro de Altarriba y Arborea en las Cortes de Monzon, celebradas antes el Señor Emperador Carlos V.*

Et Petrus Sobrino Notarius, ut Procurator praedictus, stans, et perseverans in omnibus, et singulis per eum desuper, et et ejus partem dictis, petitis, propositis, exceptis, allegatis, et fieri requisitis, et contradicendis quibusvis ab adverso nimis debite dictis, propositis, exceptis, allegatis, et fieri requisitis; quae quatenus in facto consistunt, et contra partem adversam faciunt, aut facere possunt, reverenter loquendo, minime fuerunt, nec sunt vera, et quatenus de foro, sen justitia procedere dicuntur, illa minime procedunt, nec in causa praesenti vindicant sibi locum, et attestando omnes, et singulas confessiones, tam tacitas, quam expressas ex adverso factas, et fiendas, si, et in quantum faciunt, aut facere possunt pro hac parte, contra partem adversam, et non alias, aliter, nec ultra objiciendo, et contradicendo ex adverso productis, praetensis, et allegatis, et ad enervationem illorum, et ad ostendendum, et demonstrandum vobis dominis Commissariis, quod non sunt fienda, nec fieri debent petita, et fieri requisita pro parte adversa; imo sunt fienda, et fieri debent contenta in petitione hujus partis, illis melioribus via, modo et forma, jure, sive causa, aut alias facere, dicere potest, et dicit:

1. Dixit, et proposuit dictus Procurator, quod de contentis in vocata cedula ab adverso oblata, si, et in quantum faciunt, aut facere possunt pro asserta parte adversa, et contra hanc partem non constat; nec constare potest, saltem legitime, sed modis et formis ex adverso prelatensis, et negat dictus Procurator narrata, prout narratur.

2. Tum quia, secundum mores, consuetudines, usus, et constitutiones faeudales Italiae, et Insulae, sive Regni Sardiniae in faeudis, cujuscunque naturae, et qualitatibus,

Leonardo e dal fratello Don Antonio Alagon. (Ved. sopr. CART. n.° XC1*, Sec. XV, e CART. n.° III*, Sec. XVI); e fu in considerazione di tali ragioni che i Giudici eletti nelle Corti di Monzon riservarono a favore di Pietro Altarriba y Alagon il dritto che perciò gli competeva. Di questa Replica essi giudici non poterono esaminare e ponderare le prove perché mancava il tempo a farlo, *spettando la loro giurisdizione nel 30 giugno 1534*, giorno in cui proferirono la sentenza. (Ved. la seg. CART. n.° XVIII*). Ma i dritti riservatigli erano troppo evidenti. Li avea riconosciuti implicitamente e molto prima il re Don Ferdinando il Cattolico, facendo pagare nel 1493 a Donna Maria Alagon, madre del pretendente Altarriba, *la centomila soldi* che le erano stati legati per testamento dal padre Don Leonardo Alagon (Ved. la detta CART. n.° XC1*, Sec. XV); e li riconobbe ancora nel 1508 il re Don Ferdinando di continuare le istanze per la rivendicazione degli stati di Oristano e di Goceano; e così, tra domande, e dilazioni, e ripulse, quei feudi rimasero poi per sempre incorporati nella Corona aragonese.

nominis, et generis existentibus intra dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, et Italiae, etiam in illis faeudis, quae conceduntur ad propriam naturam faeudi, secundum mores Italiae, et sive sint faeuda antiqua, sive non; foeminae, et descendentes ex foeminis possunt consueverunt, et solent, ac valent succedere, sicut, et masculi, et descendentes ex eis masculi, et successio in dictis faeudis ita transit ad foeminas, et descendentes ex foeminis sicut et ad masculos, et descendentes ex masculis, et tam cognati, quam agnati admittuntur ad dicta faeuda, et ita fuit, erat, et est usitatum, et praticatum, usitatur, et praticatur in tota Italia, et in dictis Regno, sive Insula, et qualibet eorum, et hoc ab uno XXX. LXXX. CL. et ducentis annis continuus, usque nunc, et de praesenti, et a tempore immemoriali, et sic fuit iudicatum, et obtentum in iudicio contrario, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ante huiusmodi litem motam, et post, et de praesenti, in praesenti Regno Aragonum, et in dictis Provinciis, et Regno, et ita Rex noster Carolus, confessus fuit, et de praedictis se iactavit coram plurimis fide dignis personis, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et sciebant, et pro certo habent inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, et est eadem consuetudo in Regno Franciae, et in Regno Siciliae, et Principatu Cathaloniae, propter quae, et alias constat, in omnem eventum quod Don Leonardus de Alagon, Avus dicti principalis dicti Procuratoris, et ex eo descendentes, quomodo cumque descendunt, fuerunt, erant, et sunt capaces ad succedendum in dictis Marchionatu de Oristano et de Gociano, castris, civitatibus, villis, iuribus, et pertinentiis illorum.

3. Tum, quia Nobiles Domini Don Antonius, et Don Salvador de Arborea, et de Cubello, Fratres Dominae Benedictae de Arborea, et filii Don Leonardi de Arborea, Marchionis, et Comitis de Oristan, et de Gociano decesserunt, et mortui fuerunt in Regno Sardiniae, sine filiis, nec filiabus descendentes ex eis, super existentibus, et viventibus sibi Don Leonardo de Alagon, Avo dicti principalis dicti Procuratoris, et nullis aliis relictis, ita propinquioribus, et consanguineis eorumdem, sicut dictus Don Leonardus de Alagon, et mortui fuerunt, iam sunt elapsi septuaginta anni, et ultra, et pro mortuis, dictis tempore, loco, et modis praedictis, fuerunt, erant et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus de eis, et de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis, fuit, erat et est huiusmodi ante motam litem, post, et de praesenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et de praedictis veram notitiam habuerunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, ex quibus manifeste resultat, quod si aliquod jus in dictis Marchionatu, et Comitatu pertinuit ad dictum Don Antonium, et Don Salvatorem de Arborea, illud transiit, et pertinuit, pro morte illorum, ad dictum Don Leonardum de Alagon, avum dicti principalis dicti Procuratoris.

4. Tum, quia ante annum millesimum quatuorcentisimum septuagesimum tertium, dictus Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, per plures annos continuos ante fuit, et erat Marchio et Comes,

et verus Dominus, et possessor dictorum Marchionatus, et Comitatus de Oristan, et de Gociano, una cum castellis, civitatibus, villis, locis, vassallis, iurisdictionibus civili, et criminali, mero, mixto imperio, terminis, montibus, iuribus, ac pertinentiis suis, et cum fructibus, iuribus, redditibus, proventus, et emolumentis ad dominium, et dominicaturam dictorum Marchionatus, et Comitatus pertinentibus et spectantibus, scientibus, tolerantibus, et approbantibus Serenissimis Dominis Regibus Aragonum, et suarum Majestatum Locumtenentibus Generalibus, Procuratoribus Fiscalibus, et caeteris Officialibus Regiis, et nonnullis aliis, et caeteris quibusvis, et pro tali fuit, et nunc pro tunc est habitus, tentus, nominatus, et reputatus coram, et ab omnibus de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis, fuit, erat, et est, ante huiusmodi litem motam, et post, et de praesenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit, erat, et est dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus qui praedicta viderunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

5. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, et sui filii, D. Joannes, et D. Antonius de Alagon, nec aliquis eorum, nunquam fuerunt rebelles Regiae Coronae, nec Regibus Aragonum, nec unquam commiserunt aliquam feloniam, nec aliqua crimina, nec delicta, et non aliquod crimen laesae Majestatis, propter quae potuissent privari dictis Comitatu, et Marchionatu. Imo fuerunt semper fideles vassalli, et subditi Regiae Coronae, et Dominis Regibus Aragonum, et nunquam ipse, nec aliquis eorum commiserunt, fecerunt, nec perpetrarunt asserta crimina, excessus, et delicta, nec ea, quae narratur, et continentur in quadam vocata Sententia ab adverso articulata et producta, quae, ut dicitur, lata fuit die quadam mensis octobris, de anno computato a Nativitate Domini millesimo quatuorcentesimo septuagesimo septimo, per Dominum Regem Joannem lata; et ita fuit, erat, et est verum, publicum, et notorium, et fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et de praedictis veram notitiam habuerunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ante huiusmodi motam litem, post, et de praesenti ubi supra.

6. Tum, quia per dictum Regem Joannem, sine aliqua causae cognitione, sine aliqua causa, et sine citatione aliqua, dicto Don Leonardo de Alagon, Marchione praedicto, non citato, nec in iure suo audit, fuit privatus de facto, et per potentiam, dictorum Marchionatus, et Comitatus, et sic mala fide, et contra conscientiam, salva sua Excellentia, et debito ei honore, ac curialiter loquendo, dictus Rex Joannes detinuit, et occupavit dictum Marchionatum, et Comitatum; et ita est verum, et ita esse verum, dictus Rex Joannes confessus fuit coram personis fidedignis, et talis de praedictis fuit, erat, et est ante huiusmodi motam litem, post, et de praesenti vox communis, et fama publica, ubi supra, et ita fuit dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et audierunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

7. Tum quia, immortalis memoriae Dominus Rex

Ferdinandus, filius dicti Domini Regis Joannis, etiam salva sui clementia, et debito ei honore, et subiectione, et curialiter loquendo, mala fide, et contra conscientiam detinuit, occupavit, et possedit tempore vitae suae, a tempore mortis dicti Domini Regis Joannis, usque ad tempus ejus mortis, dictum Marchionatum, et Comitatum, et ipse successit in vito, et violentia, et mala fide dicti Domini Regis, Joannis; et mala fides dicti Domini Regis Joannis non potuit prodesse, immo debuit, et debet nocere dicto Domino Regi Ferdinando, et Caesareae Majestati, et ipse Dominus Rex Ferdinandus habuit notitiam veram, quod contra conscientiam, et sine causa legitima fuerunt dicti Marchionatus, et Comitatus occupati a posse dicti Don Leonardi de Alagon, et quando vino a morir, et antes muchas vezes dijo, que no era en cargo, ni llevaba otro escrupulo de conciencia, sino de tener ocupados los dichos Marquesado, y Condado, et etiam dictus Dominus Rex Ferdinandus saepe, et saepius, vivente dicto Domino Rege Joanne, recognovit, quod contra jus, et justitiam dictus dominus Rex Joannes delinebat occupatum dictum Marchionatum, et Comitatum, et scripsit dicto Domino Regi Joanni, supplicando suae Majestati dignaretur dicto Don Leonardo de Alagon, Marchioni praedicto, seu suis filiis resituere praedictum Marchionatum, et Comitatum, dicendo, et affirmando, quod ipse sciebat, quod dictus Don Leonardus de Alagon, et sui filii, semper fuerunt fideles vassalli dicti Domini Regis Joannis, et quod non fecerunt aliqua, propter quae debuissent privari dicto Marchionatu, et Comitatu, et talis de praedictis, fuit, erat, est vox communis, et fama publica, ante hujusmodi motam litem, et post, nunc de praesenti in locis, et partibus praedictis, et ita fuit auditum, dictumque ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et audierunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

8. Tum quia, secundum mores, usus, et constitutiones, feudales Italiae, et Regni Franciae, et Regni Siciliae, et Principatus Cathaloniae, et Insulae, sive Regni Sardiniae, in faeudis cujuscumque naturae, et qualitatibus nominis, et generis existentibus intra dictas partes, et Provincias, et Regna praedicta, etiam in illis faeudis, quae conceduntur ad propriam naturam faeudi, secundum mores Italiae, et sive sint faeuda antiqua, sive nova, nunquam feloniam, nec delicta Patris, vel adquirentis noviter faeudum, seu habentis faeudum antiquum praedictum, nec nocet, nec potest, nec solet, nec consuevit nocere, nec prejudicare filiis, nec descenditibus dicti Committentis delictum, sive feloniam, et ita fuit, erat, et est usitatum, et practicum, usitatur, et praticatur in tota Italia, Provinciis, Regnis, Insula, et Principatu praedictis, et quolibet eorum, et hoc ab uno, x.xx.xxx.t.c. et ducentum annis continuus, usque nunc, et de praesenti, et a tempore immemoriali, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ante hujusmodi motam litem, et post, et de praesenti in praesenti Regno Aragonum, et in dictis Provinciis, et Regnis, et ita Dominus noster Rex Carolus confessus fuit, et de praedictis se jactavit coram personis fidedignis, et ita fuit, et est dictum, et auditum ab antiquis, et senioribus, qui praedicta viderunt, et pro certo habetur inter antiquos, et seniores, qui hodie vivunt.

9. Tum, quia Don Leonardus de Alagon, avus dicti principalis dicti Procuratoris, mortuus fuit post annum millesimum quatuorcentesium nonagesimum quartum, et non antea, et etiam Don Joannes de Alagon, filius Dominae Leonoris de Alagon, filiae D. Leonardi de Alagon, Marchionis, mortuus fuit post annum millesimum quingentesimum decimum septimum, et non antea, et pro mortuis dictis temporibus, respective, fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus, de eis, et de praedictis veram notitiam habentibus, et talis, de praedictis, fuit, erat, et est ante hujusmodi litem motam, et post, et de praesenti vox communis, et fama publica uti supra.

10. Tum, quia Nobilis Dominus Don Antonius de Alagon, filius dicti Don Leonardi de Alagon Marchionis, mortuus fuit in anno millesimo quingentesimo quarto, et non antea, et etiam dicta Domina Maria de Alagon, mater dicti Domini Petri de Altarriba, principalis dicti Procuratoris, mortua fuit in anno millesimo quingentesimo et non antea, et pro mortuis dictis temporibus respective fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter ab omnibus, de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in Regno Aragonum, et alibi.

11. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus principalis dicti Procuratoris, et ejus filii praedicti vocati Don Joannes, et Don Antonius de Alagon fuerunt detenti, capti per dictos Reges Joannem, et Ferdinandum in castro de Xativa, et in Regno Valentiae, et in aliis partibus Regnorum Hispaniae, extra tamen dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, videlicet, dictus Don Leonardus Marchio, ab anno millesimo quatuorcentesimo septuagesimo septimo, usque ad annum, et tempus, et tempore ejus mortis, et dicti ejus filii Don Antonius, et Don Joannes a tempore mortis dicti eorum patris, et antea, et post, usque ad annum millesimum quatuorcentesium nonagesimum nonum, quo anno fuerant positi in libertate, absque facultate tamen eundi, nec inoram trahendi ad dictam Insulam Sardiniae, nec in ea, et dictus Don Joannes, et Don Antonius, nunquam post dictum annum millesimum quatuorcentesium nonagesimum nonum, habuerunt libertatem, nec facultatem eundi, nec accesserunt, nec fuit eis permissum ire, nec accedere ad dictam Insulam, sive Regnum Sardiniae, nec fuerunt in ea praesentes dictis temporibus, et mortui fuerunt in Regnis Hispaniae, extra dictum Regnum Sardiniae, et ita fuit, erat, et est verum, publicum, et notorium, et talis de praedictis, fuit, erat, et est ante hujusmodi litem motam, et post, et de praesenti vox communis, et fama publica in dictis locis, et partibus in praesenti Regno Aragonum, et ita Dominus Rex Carolus confessus fuit coram personis fidedignis.

12. Tum, quia saepe saepius filii, et descendentes dicti Don Leonardi de Alagon, post ejus mortem, in Curis Generalibus celebratis in praesenti Regno Aragonum, obtulerunt gravamina contra Dominum Regem Ferdinandum, de vi, violentia, quae eis inferebatur propter occupationem, et detentionem dicti Marchionatus, et Comitatus; et alias fecerunt diligenter, propter quas nulla eis potuit, nec potest ob stare praescriptio.

13. Tum quia, vivente dicto Don Leonardo de Alagon, nec etiam post ejus mortem, quondam ejus filii non fuerunt in libertate, nec etiam postquam fuerunt liberati, pro tempore, quo fuerunt absentes a Regno Sardiniae, nec etiam vivente dicto Joanne de Alagon, filio dictae Leonoris de Alagon, nulla potuit currere contra filios dicti Don Leonardi de Alagon, Marchionis, nec dicto Petro de Altarriba prescriptio, quia non valenti agere, de jure vel de facto, nulla currit praescriptio.

14. Tum, quia secundum morea, constitutiones, jura, et leges Insulae, sive Regni Sardiniae, ab uno, x.xx.x et centum annis continuis, usque nunc, et de praesenti continue observatum fuit, erat, et est cautum, et dispositum, quod nulla praescriptio currat, nec currit super bonis immobilibus, contra absentes a praedicta Insula, sive Regno Sardiniae; imo absentes, ipso jure, servantur illisi; et ita fuit obtentum contradictorio judicio, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in dicto Regno Sardiniae, et alibi.

15. Tum, quia dictus Don Leonardus de Alagon, avus principalis dicti Procuratoris, et eius filii, et descendentes, fuerunt, et erant origine, et habitatorie, et domicilio Aragonenses, et regnicolae praesentis Regni, qui gavisi fuerunt, et poterant, privilegiis, libertatibus, usibus, et observantis praesentis Regni Aragonum, Regnicolis dicti Regni concessis, et indultis, et pro talibus fuerunt, erant, et sunt habiti, tenti, nominati, et reputati communiter, et ab omnibus de praedictis veram noticiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra.

16. Tum, quia asserta sententia condemnatoria privationis prolata, ut dicitur, per dictum Regem Joannem ab adverso producta, fuit promulgata a non habente potestatem illam promulgandi, et dictus Dominus Rex Joannes non potuit cognoscere de praedictis feloniam, et delictis commissis, ut dicitur per dictum Don Leonardum de Alagon Marchionem praedictum.

17. Tum, quia de vocatis processibus ad adverso praetensis, et allegatis in dicta vocata sententia contra dictum Dominum Don Leonardum de Alagon, et ejus filios, et fratres, occasione praedicta, lata per dictum Dominum Regem Joannem, non constat, nec constare potest, aliquomodo saltem legitime, nec est ratio aliqua habenda de dicta sententia vocata, seu declaratione facta per praedictum Dominum Regem, et seu per Dominum Joannem Ros, assertum Regentem Cancellariam suae Majestatis, in personam ejusdem, quoniam de tali declaratione, seu asserta sententia non constat, nec constare potest aliquo modo saltem legitime.

18. Tum, quia scriptura illius ab adverso producta fuit, et est scriptura privata non scripta manu alicujus publici Notarii, seu authenticae personae, potestatem aliquam conficiendi, seu testificandi, habentis, imo quod ille esset, nec sit Notarius, nec Secretarius expresse diffinitur, et negat dictus Procurator.

19. Tum, quia de contentis in ea ratio nulla habenda est, attentis jam dictis, et aliis, in foro, et ratione consistentibus, et signanter ex eo, pro eo, et aliis, quoniam dictus Dominus Dominus Leonardus de Alagon, et eius fratres, et filii, dum vixerunt, semper fuerunt, et erant

naturales in Regno Aragonum haereditati in dicto Regno Aragonum, et tales qui gaudere poterant, et valebant gaudere foris, privilegiis, usibus, et constitutionibus dicti Regni Aragonum, regnicolis ejusdem cognoscens, pariter, et indultis, quod est notorium, et pro notorio haberi potuit dictis principalis dicti Procuratoris, et dicta vocata sententia, ut ex adverso asseritur, fuit, erat, et est lata in Civitate Barchinonae, Principatus Cathaloniae, ex quo notorie constat, fuit, erat, et est lata extra Regnum Aragonum, et Civitas Barchinonae est extra Regnum Aragonum, et cum de foro, usu, et consuetudine dicti Regni Aragonum causae, tam civiles, quam criminales Aragonensium, et naturalium dicti Regni, non possint cognosci, decerni, et determinari, nisi in dicto Regno Aragonum, et ab eo extrahi non possint, et etiam in causa appellationis, merito sequitur, quod dicta vocata sententia quantum tangit, aut tangere potest personas, et bona praedictorum, est nulla, et invalida, et non nocuit, nec necesse principali dicti Procuratoris.

20. Tum, quia de foro, usu, et consuetudine Regni, processus, seu causa, et accusatio criminalis, etiam criminis laesae Majestatis, tam in primo, quam in secundo, et tertio, et aliis capitibus ejusdem, non potest inchoari, prosequi, nec finire, nisi vocata parte, et facto legitime, et debito fori processu datis defensionibus, et hoc coram iustitia Aragonum, et seu ejus Locumtenentibus, ad instantiam Procuratoris Fiscalis Serenissimi Domini Regis, et sic, et alias, cum dictus Don Leonardus de Alagon, et ejus filiae, et filii, fuerunt, erant, et sunt, tam tempore facti vocati processus, si aliquis reperiri potest, (quod absit) et assertae vocatae sententiae, et declarationis ejusdem, qui ante, et post naturales haereditati in praesenti Regno Aragonum, et gaudebant gaudereque poterant dictis privilegiis, libertatibus, foris, usibus, dicti Regni, sequitur manifeste, quod praedicta vocata sententia, et declaratio ex adverso exhibitae, cum simili subjectione proferimus loquendo, fuit, et est nulla, et nullius momenti, nec de illa, nec contentis in illa, ratio aliqua haberi potest.

21. Tum etiam, quia dicta vocata sententia fuit, erat, et est nulla, injusta, aut saltem invalida, in alio capite, et causali, et maxime ex eo, pro eo, et alias; quoniam dicta vocata sententia caruit, et caret debitis formis substantialibus, et solemnitatibus, in talibus, et similibus de foro, et ratione scripta, et stilo, et practica hujus Regni, et aliis requisitis, et apponi solitis.

22. Tum, quia fuit lata, ordine fori, et ratione scripta, non servata, et omisiss solemnitatibus a foro, et ratione scriptis, et aliis in talibus, et similibus necessariis, et requisitis.

23. Tum, quia fuit lata non legitime, et parte non vocata, nec in suis iuribus audita, nec citata, nec vocata, prae cuius interest, aut intererat; ex quo, et alias fuit, erat, et est nulla, et invalida, et de foro, et ratione scripta, contra non vocatum, citatum, nec in jure suo auditum, non potest aliquid definiri, cum causarum meritis, non partis, sed primari assertione pandantur.

24. Tum, quia non probavit, quod dictus Joannes Ros fuit Regens Cancellariae suae Majestatis, tempore prolationis dictae assertae sententiae; imo, quod ita sit expresse diffinitur, et negat dictus Procurator, et sic re-

sultat clarissime, quod de ea ratio haberi non valet, nec etiam obstat huic parti, si forte dicat, quod dictus Dominus Leonardus accusabatur de delictis, ut dicitur, commissis in Regno Sardiniae, et sic quod ratione praedicti criminis commissi poterat ibi conveniri, et accusari, quoniam praedicta non obstant, nec debent aliquo modo possunt, quoniam ubicumque dicti Aragonenses accuserentur de delictis per eos commissis, semper remanent Aragonenses et habent gaudere, et gaudent privilegiis, praedictis, et signanter quando conveniuntur in terris, et dominationibus Domini Regis Aragonum, et praesertim ubi tractatur de interesse honorum.

25. Tum, quia per foros, privilegia, usus, et consuetudines Regni praedicti Sardiniae, et signanter Nobilibus, et Militibus dicti Regni Sardiniae concessos, et Capitulis brachii militaris dicti Regni a Serenissimis Dominis Regibus confirmatis, et roboratis, miles, vicinus, et habitator, et haereditatis, seu terras tenens in dicto Regno Sardiniae, et signanter Nobiles, Milites, et Infantes ejusdem Regni, non possunt extrahi in prima instantia, sive sit causa civilis, sive criminalis, quantumcumque gravissima, et ponderosa, extrahi a dicto Regno Sardiniae, imo per praedictas constitutiones, usus, consuetudines, et privilegia ejusdem Regni, et signanter brachio militari concessas, datas, et confirmatas, tam per serenissimum Dominum Regem Alphonsum, Regem Aragonum, immortalis memoriae, quam ab aliis praedecessoribus suis; Serenissimus Dominus Rex Joannes, salva ejus clementia, non debebat de vocata accusatione ad adverso praetensa, et allegata cognoscere indicta Civitate Barcinonae unquam vocatam sententiam, nec declarationem, extra dictum Regnum Sardiniae, et ejus Insulam, et minus, eo non vocato, nec audito, et non datis legitimis defensionibus eisdem, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, tam in dicto Regno Sardiniae, quam in Principatu Cathaloniae, quod alibi, ubi de praedictis fuit habita et habetur vera notitia, et habetur, et sic, et alias clare, et manifeste constat, quod sive inspicimus dictum Don Leonardum de Alagon, fratres, et filios, et regnicolas dicti Regni Aragonum, sive ut vicinos, et habitatores in dicto Regno Sardiniae, nullo modo poterant de dicto praetenso crimine conveniri in dicta Civitate Barcinonae, nec dictam vocatam Sententiam ferre, cum subjectione loquendo, tam desaforatam, et sic, et prout lata dicitur fuisse, attentis foris, usis, et consuetudinibus dicti Regni Sardiniae desuper enarratis.

26. Tum, quia inspecta etiam consuetudine Barcinonae, et consuetudinibus Cathaloniae, dicta vocata sententia fuit, erat, et est nulla, et invalida, attentis jam dictis, et dicendis et aliis in foro, justitia, et ratione consistentibus, et signanter, ex eo, pro eo, et alias, quia per privilegia, et constitutiones Cathaloniae, Serenissimus Dominus Rex Joannes, tempore prolationis dictae vocatae sententiae, ante, et post, non debuit, salva Regia clementia, condemnare dictum Don Leonardum de Alagon, ejusque fratres et filios, et non alium alium in dicta civitate Barcinonae, et Principatu Cathaloniae, nisi praecedentibus citationibus, rationibus legitimis, datisque defensionibus competentibus dictis praesentis reis, et de dicto

praetenso crimine, et aliis criminibus accusatis, et si secus flet, processus, et sententia, et quicquid inde sequutum existit fuit, et est nullus momenti, et ita fuit, erat, et est vox communis et fama publica in dicta Civitate Barcinonae, et Principatu Cathaloniae, et alibi, ubi de praedictis fuit, erat, et est vera notitia, et sic ex omnibus praedictis clare, et manifeste constat attentis praedictis foris, privilegiis Regni Aragonum, quod etiam constitutionibus, practicis, capitulis, brachii militaris dicti Regni Sardiniae, usibus, et constitutionibus Principatus Cathaloniae, quod dicta vocata sententia nullus est roboris, nec momenti.

27. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod dicta vocata sententia caruit, et caret debitis formis substantiabilibus et solemnitatibus debitis a foro, et ratione scripta in talibus, et similibus fieri requisitis, et reverenter loquendo, fuit, ut dicitur, lata ex falsis accusationibus, et ex falsis causis, et fundamentis, ut infra dicendis, et aliis liquide est videre. In primis, enim dicta sententia est inepta in personis, et narrationibus; dicitur enim in ea, visio processu causae inter Fiscum Procuratorem, et per Dominum Leonardum de Alagon, ejusque fratres, germanos, et alios partibus, ex altera, non enim constat unde sit oriundus dictus Dominus Leonardus de Alagon, nec nunquam qui sunt dicti ejus fratres, nec quid comprehenditur in illo verbo, et alios, cum ergo, tam de foro, quam de ratione scripta, cui foris non contradicit, processus sententiae, signanter criminalis, debent esse clari, certi, determinati maxime in personis, sequitur manifeste, quod cum sint personae incertae, contra quos, ut dicitur, factum fuit; per consequens de dicta vocata sententia, similiter incerta, nulla ratio debet haberi.

28. Tum, quia non constat, nec constare aliquo modo potest de aliqua littera citatoria, nec de aliqua citatione in praedicta vocata sententia narrata contra dictum Marchionem, nec constat, nec constare potest aliquo modo, fuisse prolatam, nec praedicto Marchioni praesentatam, minusque praedictis fratribus, et aliis, nec ratio aliqua potuit haberi de quibusdam vocatis processibus, ut dicitur, factis et receptis in Insula, et dicto Regno Sardiniae, per assertos Regios Officiales, contra dictum Marchionem de vocatis criminibus, conspirationibus, rebellionibus, ut dicitur, commissis in personis Officialium dicti Domini Regis laesi, tam verbis, quam factis invadendo, et de aliis verbis, ut dicitur, per dictum Marchionem prolati. Quoniam de praedictis non constat, nec constare potest aliquo modo, imo quod ita sit expresse negat, et diffidet dictus Procurator.

29. Tum, quia de ratione scripta, cui foris non contradicit, dictis vocatis informationibus per vocatum Gubernatorem, et Locumtenentem Generalem in Regno Sardiniae, ut dicitur, receptis, nulla fuit, nec est habenda fides; cum illa non sint talia, quae possint aliquid probare, nec in modum probationis produci, coram praefato Domino Rege Joanne in dicto vocato processo factis, ut dicitur, per ejus Majestatem in dicta Civitate Barcinonae, quoniam de foro, et ratione scripta, cui foris non contradicit realiter testibus, et non atestationibus testium per alium receptis a iudice, est credendum.

30. Tum, quia delicta non possunt probari per instrumentum.

31. Tum, quia dictae vocatae informationes, et processus facti a dicto vocato Viceregi, et Gubernatore Regni Sardiniae, si et ubi facti fuerunt, quod absit, fuerunt, erant, et sunt facti contra constitutiones, capitulaque brachii militaris dicti Regni Sardiniae, et non vocata, nec citata parte, nec in iure suo audita, prout desuper dictum est, nec in debita iuris forma, et sic, et alias de ea ratio aliqua haberi non debet, nec potest, nec etiam obstat, quod in dicta vocata declaratione, et sententia dicitur, quod dictus Marchio Oristani fuit inobediens praedicto Viceregi, et suis Officialibus. Quoniam, fuit, erat, et est verum, quod de inobedientia tali non constat, nec constare legitime potest aliquo modo; imo semper dictus Dominus Leonardus Marchio Oristani, et fratres, et filii ejusdem, semper dicto Domino Regi fuerunt fideles vassalli, nec huic parti obstat, siquae inobedientia reperiunt, et alia siquae sunt facta a dicto Domino Leonardo, et suis, in et contra dictum Nicolaum Carroz, et suos adhaerentes, et sequaces, et non contra Viceregem dicti Regni Sardiniae. Quoniam fuit, erat et est verum, quod multo ante prolationem dictae assertae sententiae, et declarationis ejusdem, dictus Dominus Leonardus de Alagon habebat inimicitiam capitalem cum dicto Domino Dalmatio Carroz, Comite Quirrae, filio dicti Nicolai Carroz, et tam dictus Nicolaus Carroz, quam dictus Dominus Dalmatio Carroz, ejus filius, Comes Quirrae, nominibus eorum propriis, et tanquam Barones, et Nobiles domiciliati in dicto Regno Sardiniae, habebant inimicitiam capitalem cum dicto Leonardo de Alagon, et bellum gerabant, et guerram faciebant cum dicto Nobile Domino Leonardo de Alagon, et ejus vassallis, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in dicta Insula Sardiniae, et alibi.

32. Tum, et etiam, quod fuit, erat, et est verum, quod Villae, Castra, et Loca, quae erant dicti Domini Leonardi de Alagon tunc temporis in dicta Insula, et Regno Sardiniae, seu aliqua parte ipsorum, ipsa Villa et loca, et seu eorum Montes, et termini, erant contigui cum Villis, Locis, et Terminis dicti Domini Nicolai Carroz, et Domini Dalmatii Carroz, ejus filii, Comitis Quirrae, cujus occasione, et alias inter praedictos patrem, et filium, et dictum Dominum Leonardum de Alagon, fuerunt orta plura, et diversa litigia, quaestiones, et controversiae, et ita fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, uti supra. Quorum praemissorum vigore, et alias, dictus Serenissimus Dominus Rex Joannes, multo ante prolationem dictae assertae sententiae, ad humilem supplicationem dicti Don Leonardi de Alagon, eximuit, et pro exemplo habere voluit, dictum Dominum Leonardum de Alagon, et suos, a Jurisdictione, et potestate praedicti Domini Nicolai Carroz, tunc asserti Vice-regis in dicto Sardiniae Regno, ratione praedictarum inimicitiarum capitalium, et alias, prout de praedicta exemptione clare, et certius apparet per theorem ejusdem concordiae per dictum Dominum Regem Joannem signatae, et concessae, et alias legitime, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et alibi; ex quo, et alias constat, dictum Dominum Leonardum non fuisse subditum dicto asserto Viceregi, et sic, et alias de vcalis informationibus, processibus, et enantamentis in vocata sententia enarratis aliqua ratio haberi non debet,

attentis jam dictis, et aliis in foro, et ratione consistentibus, et signanter attenta dicta exceptione, attenta inimicitia capitali praedictorum.

33. Tum, quia si, et ubi aliqua fecerunt praedicti Dominus Leonardus de Alagon, et ejus fratres, et filii contra dictum Dominum Nicolaum Carroz, tunc assertum Viceregem, illud fuit factum, si, et ubi Regium esset, (quod absit) non in contemptum Regiae Majestatis, nec ejus Fisci Procuratorem; imo propter inimicitiam capitalem, quam praedictus Dominus Nicolaus Carroz, et ejus filius Comes Quirrae, gerebant, et habebant contra dictum Dominum Leonardum de Alagon nominibus eorum propriis, ex causis, et rationibus ante dictis et sic praedicta non sunt talia, quae posito, quod essent facta, possint dici facta contra Regiam Majestatem, nec in contemptum suorum Officialium, sed ex eo quia dicti Officiales erant inimici, et ab eorum potestate exempti. Nec etiam ratio aliqua est habenda de dicta vocata sententia, et declaratione ejusdem, quoniam causa, in qua se fundat, reverenter, et cum debita subjectione loquendo, est falsa; quod constat per informationem, quam Dominus Artaldus de Alagon, filius Domini Leonardi, praestitit, et non obstat, quod dicitur, quod tres fratres praedicti Domini Leonardi, et Vice Comes de Santluri, congregato magno exercitu, videlicet quatuor, vel quinque mille vassallorum Sardonum, obsiderunt civitatem Calleris, devastando arbores, ligna fructifera, panes, et alia bona dictae Civitatis, moventes insultum contra Regios Officiales, et Juratos Civitatis dictae Calleris, devastando, ut dicitur, loca regia, usque ad ornamento Missarum, Portum, et palistam dictae civitatis frangendo duas galleras guidatas in dicto Porto, videlicet extrahendo; crimina ex praedictis resultantia, ut dicitur, committendo, quoniam de praedictis non constat, nec constare potest quoquomodo, nec aliquo legitimo documento, nec alias, quatenus in facto consistunt, reverenter loquendo, et salvo proponentis honore, non sunt vera.

34. Tum etiam, quod expresse non narratur, a quo fuit facta, nec quo tempore, et loco, imo fuit, erat, et est verum, quod dictis temporibus, nec post, dictus Dominus Artaldus de Alagon, et fratres dicti Domini Leonardi Marchionis, cum praedictis quatuor, aut quinque mille vassallorum Sardonum, parum plus, vel minus, iter egerint, seu iverint dictam Civitatem Calleris, et casu quo visissent non nisi semel, et non pluries, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra; et fuit, erat, et est verum, quod illa sola vice, qua iverunt praedicti Dominus Artaldus, et tres dicti Domini Leonardi Fratres, cum Vice Comite de Santluri, cum acris, et aliis generibus armorum et vassallis, et hominibus Sardis, cum vexillo Regio, iverunt propter servitium Domini Regis, et ad adiuvandum, opem, et auxilium praestando Officialibus Regis. Nam fuit, erat, et est verum, quod temporibus praedictis, ante, et post, Magnus Dominus Joannes de Villamari, fuit, et erat Capitaneus Generalis in Maritima Domini Regis Joannis, tunc feliciter Regnantis, et pro Capitaneo Generali dictis temporibus, fuit habitus, tentus, nominatus, et reputatus ab omnibus de praedictis veram notitiam habentibus, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et eo sic Capita-

neo existente dictis temporibus, dictae Tirimae, sive galerae, seu gentes armatae ibidem existentes, una quarum erat cuiusdam vocati Petri Aragali, altera vero dicti Domini Comitis praedicti de Quirra, obsiderunt, et per vim, et forciam rapuerunt quandam fustam cuiusdam vocati Joannis de Zaragoza, vasalli Domini Domini Regis Joannis, qui tunc erat, et nihilominus invaderunt quandam tirremem, sive galeram praedicti Domini Joannis de Vilamari, Capitanei, et illam insequendo, et invadendo, Deo sibi juvante, ab eorum maribus evasit, fugiendo, et cum de praedictis evasionibus, et naufragiis esset dictus Joannes de Vilamari, Capitaneus, informatus, pro recuperando dictam fustam de dicto Joanne de Zaragoza vasallo dicti Domini Regis, ac amico, et socio praedicti Capitanei, et ac Patroni praedictae tirimae, sive galerae evasae dicti Capitanei, et pro puniendis dictis malefactoribus praedictis Dominus Joannes de Vilamari ivit ad civitatem Oristanni, et seu juxta; et ad litus maris, et dictus Capitaneus requisivit Dominum Leonardum, ex parte Domini Regis, quod attento casu praedicto eidem daret consilium, favorem, et juvamen, et dictus Dominus Leonardus, obediendo mandatis Domini Regis, seu pro ejus parte oblati, dedit juvamen, videlicet sibi dedit unam tirremem, sive galeram, et cum aliis suis tiramis, sive galeries ivit contra dictas tirremes, sive galeras praedictorum Comitis de Quirra, et Petri de Aragali, et fuit, erat, et est verum, quod dum eos inveniret, et prosequerent dictas galeras, se receperunt in dicta civitate Callaris, sive Padicaum illius, et ita fuit, erat, et est verum. Quibus sic stantibus, Capitaneus praedictus ex parte Domini Regis monuit, et requisivit Juratis et aliis Officialibus dictae Civitatis Callaris, quatenus non defenderent praedictas galeras, acis praedictis invasionibus, et aliis desuper enarratis, per illos commissis, imo compelleret eos ad eas resitutuendum, et omnia damna per eas illata, ac etiam sibi tanquam Capitaneo dicti Domini Regis darent, et restituerent dictas duas galeras, Patronos, et homines in illis stantes ad hoc, ut de illis posset fieri justitia de dictis criminibus per eos commissis juxta stilum, et consuetudinem maritimum in talibus fieri assuetam, et fuit, erat, et est verum, quod praedicti Officiales dictae Civitatis Callaris illud facere recusarunt, imo quod fortius est, contra dictum Capitaneum, et eius tirremes, sive galeras, occasione praedicta, per eum adductas, miserunt intus bombardas, in maximum villipendium, et damnum dicti Capitanei, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi. Quibus sic stantibus, praedictus Joannes de Vilamari Capitaneus, ex parte dicti Domini Regis monuit, et requisivit tunc praedictum Dominum Leonardum de Alagon, et fratres, quatenus darent eidem auxilium, consilium, et juvamen, pro recuperando dictas tirremes, ratione praedicta in dicta Padica Callaris existentes. Quorum praemissionum vigore, ut boni, et fideles vasalli dicti Serenissimi Regis, pro praestando auxilium, et favorem praedicto Capitaneo, et Officialibus dicti Domini Regis, pro recuperando dictas tirremes, sive galeras, praedictus Dominus Leonardus de Alagon misit cum gentibus suis filium suum Dominum Artaldum de Alagon, et tres fratres dicti Don Leonardi de Alagon requisivit

pro parte dicti Capitanei, et ibi erunt. cum Condestabili Sardiniae, Vicecomite de Sancti Luri, cum dictis quatuor, aut quinquem mille hominum cum Vexillo Regio, ad dictam Civitatem Callaris, et ita fuit, erat, et est verum, quod per nunc diem naturalem, antequam praedicti accederent versus praedictam Civitatem, jam dictus Joannes de Vilamari Capitaneus praedictus, per vim, et forciam accepit a praedicta Padica, et praedictas duas galeras vacuas, et expeditas, vulgari dictas, desarmadas, et ita fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi. Quibus sic peractis, et attentis, praedictus Dominus Joannes de Vilamari, cum gratiarum actionibus, praedicto Artaldo de Alagon, et fratribus dicti Marchionis, et Vicecomitis de Sancti Luri, ex parte dicti Domini Regis, et sua, cum supradictis suis gentibus revertierunt ad loca sua, nemini faciendo resistantiam, nec damnum Officialibus Regis, et absque aliqua invasione contra dictam Civitatem Callaris, nec aliqua Loca dicti Domini Regis, nec minus malum faciendo in suis Ecclesiis, nec in earum ornamentis; imo si quae alia damna facta fuerant, illa fuerant a praedictis hominibus Sardonum facta, uti solet fieri, in qua adjuvantia gentium armorum, attamen illa si quae fuerunt, quod absit, fuerunt praeter, et contra voluntatem Capitaneorum, et signanter dicti Domini Don Artaldi de Alagon Capitanei, et ex prohibitione, et vetante eos, ne aliquid damnum facerent, et sic venerunt pacifice ad juvandum dictum Capitaneum, pro recuperandis dictis galeries, et cessante dicta causa, praedicti desuper nominati reversi fuerunt ad loca suorum habitationum, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis et fama publica ubi supra, et alibi: Sic ergo ex praedictis, et aliis apparet manifeste, quod de bono opere non erat lapidandus, cum potius ut fideles vasalli servierunt Domino Regi in praedicto itinere, juvando suos Officiales.

35. Tum, quia in praedicta vocata sententia, et declaratione non dicitur, quod dictus Dominus Leonardus de Alagon, nec praedicti ejus filii, et fratres interveniunt, nec etiam obstant, reverenter loquendo, quaedam alia fingimenta, et colores, in dicta vocata sententia, et declaratione expressata, videlicet, plura verba injuriosa contra dictos Officiales Regis, ut dicitur, prolata a dicto Domino Leonardo, et quae accipiebat homines Domini Regis, ad injiciendum eos in tirremes, sive galeras, et aliquae plurima in dicta vocata sententia, et declaratione enarrata, quoniam de praedictis non constat, nec constare potest aliquo modo.

36. Tum, quia non sunt talia, casu quo de illis constaret (quod absit), quod indecens crimen laesae Majestatis, propter injurias verbales, nemo potest capere, nec captus detineri multo minus Nobiles, cum de foro non possint puniri in personis, multo minus dicti rebelles.

37. Tum et etiam, ex alio apparet nullitas praedictae sententiae, quoniam ex tenore ipsius apparet, condemnat ad mortem naturalem filios praedicti Domini Leonardi, et sic, et alias propter ineptitudinem dictae vocatae sententiae, fuit, erat, et est de foro, et de ratione scripta, cui foris non contradicit, nulla et nullius efficacia, et hoc ex eo quod condemnat delinquentes, et illos, qui non probantur delinquentes.

38. Tum, quia tam de foro, usu, et consuetudine Regni, quam alias, ex resistentis factis Officialibus Domini Regis, tam in non parendo, quam in eos offendendo, usque ad sanguinis effusionem inclusive, non dicitur, quis incidere in crimen laesae Majestatis ad hoc, ut possint ejus bona confiscari, et Camerae Regiae applicari, nec ex eo inducitur aliqua inhabilitas, seu infamia filii eorum, nec privato aliqua succedendi suis parentibus.

39. Tum, quia in Aragonia non habemus dictas vocatas inhabilitates, nec incapacitates filiorum, ex quo, et aliis non obstant huius parti supradicta allegata, et ita fuit, et est verum, usitatum, et practicum in Regno Aragonum ab uno, duobus, x. xx. xxx. l. et centum, et ducentum annis continuis, et ultra, usque nunc, et de praesenti, et per tantum tempus, et a tanto tempore, de cujus initio memoria hominum in contrarium non existit.

40. Tum, quia tam in dicto Regno Sardiniae, quam in Principatu Cataloniae, virtute Constitutionum usaticum et alias ex usu, et practica ab uno, duobus, x. xx. xxx. l. et centum, ac ducentum annis, et ultra continuis, usque nunc, et de praesenti, et a tanto tempore, de cujus initio, memoria hominum in contrarium non existit, confiscatio bonorum, et aliae poenae statutae contra committentes crimen laesae Majestatis, signanter inhabilitas filiorum non vendicavit sibi locum, nec comprehendit male tractantes Officiales Regios, tam in verbis injuriis, quam aliis, nec per manus iniectionem, etiam usque ad effusionem sanguinis. Quoniam, licet tales sententiae incident in poenam corporis afflictivam; attamen ex tali resistentia non habet locum in dictis casibus confiscatio bonorum, nec incident filii talium resistentium in poenas a ratione scripta statutas, et impositas contra filios committentes crimen laesae majestatis. Imo filii talium resistentium succedere possunt parentibus suis, et non remanent infames, nec bona talium confiscantur; et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis, fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi.

41. Item dicit dictus Procurator, quod dictus Domus Leonardus de Alagon Avus dicti ejus principalis, tempore vocatae declarationis, et antea, et post, usque ad diem ejus mortis, fuit, et erat imbutus, et insaculatus in matricula, et bursa Officiorum Regni Aragonum, videlicet in Officiis Deputatorum Regni, Inquisitorum, et decem, et septem Judicantium, et post dictam vocatam declarationem, usque ad diem ejus mortis, semper in extractione officiorum dicti Regni, cum, et quomodo extraherentur, casu, seu sorte, modis, et formis consuetis in extractione dictorum Officiorum semper Deputati dicti Regni, et Regii Officiales, et caeteri milites, et infantones dicti Regni, in dicta extractione existentes, tamquam vero imbutus, et nullo modo privatus virtute praetensorum criminum laesae Majestatis, et dictae vocatae sententiae, seu declarationis illius scilicet structum, et sic, et cum, et quomodo extraheretur, ac alii praedicti Officiorum eum spectabant per tempus ad acta Curiae statutum, absentibus a dicto Regno extractis in dictis Officiis, et ante fuit cum dictum tempus non procedebat, ad extractionem alterius, et ita fuit, erat, et est verum, et fuit practicum, usitatum, et consuetum in dicto Regno Aragonum a dictis Deputatis et aliis Officialibus Regiis a tempore vocatae sententiae,

quae fuit, ut dicitur, lata in anno millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo, usque ad diem ejus mortis; scientibus, et videntibus Serenissimo Domino Rege, et ejus Locumtenente Generali, Gubernatore Regni Aragonum, et ejus Vice Regente, Iustitia Aragonum, et caeteris Officialibus dicti Regni, Fiscoque Procuratore et Advocato, et ita fuit, erat, et est verum, et talis de praedictis est vox communis, et fama publica, ubi supra, et alibi; et ita est verum, et fuit, erat, et est verum, quod de usu, Foro, et consuetudine Regni, si aliqui existunt in dictis Officiis Regni, seu Iurisdic. si sunt privati per patris delicta, seu haeresis, aut propter crimina laesae Majestatis, aut alios delinquentes in suis Officiis, si praedicti sic privati extrahuntur ex praedictis bursis, in quibus sunt imbuti, aut insaculati ad illum Officium regendum, praedicti Deputati, et alii Officiales Regii mandant procedi, proinde faciunt ad extrahendum alios in eorum locum, et hoc incontinenti, absque alia dilatione temporis, et ita fuit, erat, et est verum, usitatum, et practicum a tanto tempore de cujus initio memoria hominum in contrarium non existit.

42. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod post latam sententiam, Serenissimus Dominus Rex Catholicus Ferdinandus scripsit, et alias nominavit dictum Domum Leonardum de Alagon, Marchionem Oristani, et confessus est, ipsum esse Marchionem, et non perdidisse nobilitatem, et honorem, cum haberet scientiam, et notitiam de vilitate dictae vocatae sententiae, et non solum dicti Dou Leonardo de Alagou ejus patri hoc illum recognovit, et confessus fuit, verum etiam praedicto Serenissimo Domino Regi Joanni ejus genitori hoc illud scripsit, ut de praedictis, et aliis latius apparet per praedictas litteras, sive epistolas ejus manu firmatas, et subscriptas, de quibus, et contentis in eis promptam facit fidem, si, et in quantum, et non alias.

43. Tum, et etiam dicit dictus Procurator, quod dictus Serenissimus Dominus Rex Ferdinandus, et Curia Generalis Regni Aragonum in Curia celebrata in Civitate Tirasonae, imbutus, et admisit ad Officia dicti Regni, videlicet Deputatorum Regni, Inquisitorum, et decem, et septem Judicantium praedictum ejus filium, et Donnum Ludovicum, et Joannem, filios, et fratres dicti Domini Don Leonardus de Alagon; ut de praedictis apparet per actum Curiae dictae insaculationis, et matriculam, sive nominationem, per Notarium Curiae scriptam, ad quam, et quem se refert, dictus Procurator, supplicando haberi pro notariis, cum sint actus Curiae, et sic, et alias dictus Serenissimus Rex Ferdinandus, eos admitteudo ad praedicta Officia, habuit, et habebat pro dignis, et habilibus, et voluit eosdem restituere natalibus, et habitare in omnibus, et per omnia quaecumque eorum, et sic sequitur manifeste, quod fuerunt in omnibus, et per omnia habilitati: praedicti ejus principali non nocent exposita praetensa, et allegata ab adverso.

44. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod quamquam in praearrata sententia, seu declaratione, dictus Serenissimus Dominus Rex Joannes condemnavit fratres dicti Domini Leonardus de Alagon ad mortem naturalem virtute praetensis criminis rebellionis per eos, ut dicitur, commissi: Attamen fuit, erat, et est verum, quod facto legitimo processu, et recepta informatione per dictum

Serenissimum Dominum Regem Ferdinandum, *fuit declaratum dictos Nobiles Domnum Saleatorem et Domnum Joannem de Alagon*, non commississe, nec perpetrasse dicta crimina, nec delicta laesae Majestatis, nec incurrisse, nec incidisse in poenis contentis, et expressis in dicta vocata Sententia, et declaratione, prout de praedictis et aliis latius, et seriøsins constat, et apparet, per instrumentum, et instrumenta publica processus, et acta, et alia ad quae se refert dictus Procurator, de quibus, et contentis in eis promptam fidei fidem dictus Procurator, si, et in quantum eis.

45. Tum, quia fuit, erat, et est verum, quod dictus Dominus Joannes de Alagon, quondam, filius dicti Don Leonardi de Alagon, Marchionis praedicti, ut Nobilis, et de genere Nobilium descendens, gavisus fuit, et gaudebat, dum in humanis fuit, omnibus immunitatibus, et privilegiis a foro dictis Nobilibus indultis: et signanter, quia fuit, erat, et est verum, quod in quibusdam Curis celebratis in Civitate Caesaraugustae, sedebat, et stabat in Camara Nobilium, et Nobilibus dicti Regni Aragonum assignata, in convocazione dictae Curiae Generalis, et habebat locum, et vocem in dicta Congregatione, et Curia in dicto Brachio Nobilium, sicut caeteri Nobiles dicti Regni; sciente, vidente, et consentiente dicto Serenissimo Domino Rege Ferdinando, et caeteris ejus Officialibus, et caeteris quibuscumque, et ita fuit, erat, et est verum.

46. Tum, quia fuit, et est verum, quod in dicta Curia, praedictus Don Joannes de Alagon obtulit, et dedit quoddam gravamen in dicta Curia de pluribus, et diversis gravaminibus eidem factis, et inter caetera dictus Serenissimus Rex Ferdinandus, facta commissione de voluntate partium Vicecancellario, et aliis Consiliariis dicti Domini Regis fuit super aliquibus ex dictis gravaminibus pronuntiatum, et inter caetera fuit declaratum, quod quaedam renuntiatio, ut dicitur facta per dictum Domnum Joannem de Alagon, et alios eius fratres, . . .

. . . factae ut dicitur dum fuerunt extracti ab oppido Civitatis Xatibae existentes capti in posse Locumtenentis Gubernatoris Valentiae, datâ de Xucar, fuit pronuntiatum, et declaratum illum, et illos fuisse invalidos, et non habuisse, nec habere aliquam in eis subsistentiam, et fuit mandatum intimari Instituae Aragonum, et Locumtenentibus, ut de praedictis latius constaret per instrumentum, et acta publica praevia ratione confecta, ad quae se refert dictus Procurator, si, et in quantum, et sic, et alias constat manifeste, quod dictus Dominus Joannes de Alagon fuit, non obstante dicta vocata declaratione, et sententia, exemptus, et non comprehensus in poenis in dicta vocata declaratione contentis, et jam, si aliqua labe, et macula infectus esset (quod absit), fuit ab ea omnino liberatus per iam desuper dictas, et alias.

47. Tum, quia secundum mores, et consuetudines, usus, et constitutiones feudales Italiae, et Insulae sive Regni Sardiniae, in feudis cujusque naturae, et qualitatis, nominis, et generis existentibus intra dictam Insulam, et Regnum Sardiniae, et Provincias Italiae existentibus, etiam in illis feudis, quae conceduntur ad propriam naturam feudum, secundum mores Italiae, et sive feudâ sint nova, sive antiqua, Dominus directus feudum

nou potest esse Judex inter eum et Vassallum, sive datatum de, et saper fellonia praetensa commissa per dictum vassallum; imo recurrendum est ad fores Curiae, vel ad alios Judices electos de consensu Domini directi, et Domini utilis, et sententia lata per Dominum directum, feudum, est ipso jure nulla, et ita fuit usitatum, et practicum, usitatur, et practicitur in tota Italia, et in Regno Sardiniae ab uno, duobus, v.x.x.x.x.l. et centum, et centum et quinquaginta annis continuis, usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica, ubi supra.

48. Tum, quia de foro, et observantia praesentis Regni Aragonum solus Justitia Aragonum potest cognoscere, et sui Locumtenentes fuerant, erant, et sunt Judices competentes in causis vertentibus inter Dominum nostrum Regem, seu ejus fiscum, et privatorum, sive dictae causae sint feudales, et sive agatur de fellonia commissa per vassallum, seu datatum super alia re, etiam si agatur de crimine laesae Majestatis, sive alio, et Dominus Rex Aragonum non potest esse Jux in causis praedictis, nec aliqua eorum, et ita fuit usitatum, et practicum, usitatur, et practicitur in praesenti Regno Aragonum ab uno v.x.x.x.x.l.c. et cc. annis continuis, et ultra usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica in praesenti Regno Aragonum.

49. Tum, quia dictus principalis dicti Procuratoris est praesto, et paratus facere, tenere, servare, et adimplere ea, quae de foro, et de jure communi, et ratione, et juxta consuetudines, et mores Italiae, et dicti Regni, sive Insulae Sardiniae, facere, tenere, servare, et adimplere tenetur cum Domino nostro Rege, et cum aliis Regibus Aragonum suis successoribus, ratione dictorum Marchionatus, et Comitatus.

50. Tum, quia secundum consuetudinem, morem, et constitutionem Italiae, et omnium provinciarum adjacentium, et signanter Regni, et Insulae Sardiniae, per simplicem concessionem feudum, etiam ad propriam naturam feudum, secundum morem Italiae, censetur facta concessio, et in effectu conceditur, sub quibusvis verbis concipiatur, tam recipienti, quam descendentiibus utraque sexus ab illo, et aequae principaliter, ac si per omnes descendentes successive esset receptum, et acceptatum, sive sit feudum Marchionatus, sive Comitatus, vel alterius cujusvis dignitatis, et quantumcumque qualificetur, et taliter, quod per factum recipientis non valet illius successoribus, et descendentiibus in aliquo praejudicari, et ita fuit, erat, et est usitatum, et practicum, et in judicio contrario obtentum, semel, et pluries in paribus praedictis ab uno, x.x.x.l. centum, et ducentum annis continuis, et ultra, et citra continue usque nunc, et de praesenti, et talis de praedictis fuit, erat, et est vox communis, et fama publica ubi supra, et alibi, ubi de praedictis vera notitia fuit habita, et habetur.

51. Tum, quia instrumenta ab adverso exhibita, quatenus faciunt contra hanc partem, non nocent, nec nocere valent hinc parti, cum non fuerint concessa per habentem potestatem ad illud faciendum, concedendum, seu firmandum, et Notarii, seu asserti Secretarii, qui ut dicitur, illas testificaverunt, sive in publicam formam

extraxerunt, non fuerunt, erant, nec sunt Notarii nec Secretarii, et sunt scripturae privatae nullam fidem facientes, et ita est verum; imo, quod veritas aliter se habeat dictus Procurator expresse diffinitur, et negat.

Ex quibus omnibus, et singulis ante dictis, et ex praesenti processu resultantibus, et apparentibus, et aliis in foro, jure, justitia, et ratione consistentibus, et deductis, positis, et articulatis in petitione hujus partis, et ex ea resultantibus, et apparentibus manifeste constat, et apparet, quod non sunt fienda, nec fieri debent petita, et fieri requisita in vocata cedula ab adverso oblata, cum illa non impediatur pro ista parte supplicata; imo sunt fienda, et fieri debent petita, et fieri requisita in petitione hujus partis, et ita fieri, pronuntiari, et provideri per vestros dictos dominos Judices, et per vestram diffinitivam sententiam petit, supplicat, et requirit dictus Procurator, cum ita de foro, et alias fiendum, et providendum existat, et prout in talibus, et similibus est fieri, pronuntiari, et provideri assuetum, et debet, et prout foris, et visito dicto

sibi, et parti suae, jus, et justitiam, qualem decet, ministrando, partem adversam in expensis condemnando, parens praemissis, etc.

Victorinus Tafalla, ut Advocatus
causae praesentis, praedicta ordinavit.

XVIII*.

Sentenza, con la quale Filippo Sancheta e Martino Giovanni Alberto, giudici eletti dalle Corti generali di Monzone, e dall'imperatore Carlo V. dichiarano di appartenere alla Corona il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, riservando però a Don Pietro di Altarriba y Alagon il diritto che pretendeva competergli per la successione a detti feudi, come a nipote di Don Leonardo Alagon di Arborea.

(1534. — 20 giugno)

Dagli Archivi di Barcellona, Processo de Greuge cit.

Nos JOHANNES PHILIPUS SANCHETA, et Martinus Johannes Albertus, Judices, et Commissarii praedicti, dati, nominati, et deputati per Caesarem et catholicam Majestatem Imperatoris, et Regis Domini nostri, et Curiam generalem ultimo Monitionis celebratam, ad decidendum, declarandum, et fine debito terminandum gravamen oblatum in dicta Curia contra Procuratorem fiscale ejusdem Caesareae Majestatis, pro parte magnifici Petri de Altarriba, domini loci de Iluerto, super marchionatu Oristanii, et comitatu Gociani, cum eorum terris, et pertinentiis: viso praesenti processu, et in eo contentis: visisque videndis, et consideratis, considerandis, Deum prae oculis habentes: attentis contentis in praesenti processu, et aliis in foro, justitia, et ratione consistentibus, et signanter, quia ex meritis praesentis processus non apparet, neque constat de intentione dicti Petri de Altarriba, quinimo

constat de intentione fisci Procuratoris Reg. Majest. per hanc nostram sententiam diffinitivam *pronuntiamus, sententiamus, et declaramus*, et eidem Petro de Altarriba, in, et super contentis in ejus petitione, silentium imponimus, et praefatam Regiam Majestatem, et Fiscum Regium ab in petitione dicti Petri de Altarriba absolvimus, et pronuntiamus, sententiamus, et declaramus, marchionatum, et comitatum praedictos, cum eorum terris, villis, jurisdictionibus, juribus, et pertinentiis, pertinuisse et spectasse, pertinereque, spectare jure veri, et plei dominij ad praefatam Regiam Majestatem: verumque pro parte dicti Petri de Altarriba, contra dictam regii fisci intentionem, plura fuerunt deducta, et allegata in cedula replicationibus oblati pro parte dicti Petri de Altarriba, quarum prima fuit oblata die decimoquinto mensis Junii de anno praesenti computato a Nativitate Domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto, secunda vero fuit oblata die decimo septimo dictorum mensis, et anni. Et quia de contentis, deductis, et allegatis in dictis cedulis, et positionibus in eisdem factis, nobis dictis Judicibus, et Commissariis, absque facto, et culpa nostris, liquere non potuit. Cum cedula defensionum pro parte dicti regii fisci, fuerit, et sit oblata, clausa, et sigillata, die vicesimo octavo mensis Majij, de anno praesenti; et superius calendato, et fuit aperta die sexto, mensis Junij, de dicto anno, de qua dictus Petrus de Altarriba habuit copiam, die noua dicti mensis Junij, et instrumenta per dictum Fisci Procuratorem, fuerunt producta die decimo mensis Junij, de dicto anno, quae instrumenta, propter angustiam temporis, tantum fuerunt dicto Petro de Altarriba communicata, et de eis copiam habere non potuit. Et attento quod terminus praesentis instantiae, et jurisdictionis nostrae, labitur die praesenti, et consequenter parti dicti Petri de Altarriba, non potuit assignari dilatio aliqua, ad probandum replicationes suas, et contenta in dictis cedulis replicationum, et ex praemissis igitur eidem Petro de Altarriba, jus, si quod sibi competit, in, et super contentis, deductis, articulatis, et allegatis, pro parte dicti Petri de Altarriba, in dictis suis cedulis, et earum qualibet, *per hanc nostram sententiam reservamus*, et similiter jura, Fisco Regio, in, et super praedictis reservamus. Et cum his, taxamus nobis dictis Judicibus, et Commissariis, pro laboribus per nos sustensis in praesenti processu singulos *quingaginta ducatos auri, solvendo per dictum Regium Fiscum, et Notario praesentem processum actuant, triginta ducatos auri, et portario hujusmodi causae decem ducatos auri, solvendo per dictum Fiscum Regium*. Josephus Sancheta, Martinus Joannes Albertus. Quamquidem diffinitivam sententiam, modo praemisso, latam et promulgatam, dictus Joannes Perez de Monterde, Procurator fiscalis, in quantum pro dicta Caesarea et Catholica Majestate Domini nostri Regis facit, aut facere videtur, acceptavit, laudavit, et approbavit; in quantum vero contra, minime consensit, et eo instante fuerunt concessae litterae decisoriae, narrativae, et certificatoriae, a toto statu praesentis processus, in forma solita et assueta, de, et super quibus omnibus, et singulis praemissis, idem Procurator fiscalis, unum, duo, et plura publicum, seu publica, sibi a me praesentis causae Notario, supra, et infrascripto postulavit, et requisivit

feri, atque confici instrumentum, et instrumenta, tot quot inde erunt necessaria, et oportuna: praesentibus ibidem Dominis Domino Hieronymo de Lanuza, et Domino Petro de Coloma, millite Ordinis Sancti Jacobi de Spata, in dicta civitate Caesarangustae habitantibus, testibus ad praemissa vocalis, rogatis, specialiter, et assumptis.

Signum mei Jacobi Malo Notarii publici de numero Civitatis Caesarangustae, auctoritateque regia per totam terram, et dominationem Sacrae, Catholicae, et Regiae Majestatis Domini Regis Aragonum, regentisque scribaniam Curiarum generalium Regni praedicti Aragonum, nec non detentoris et actantis processum registorum, et aliarum scripturarum dictarum Curiarum pro multum Illustri Domino Don Joanne de Lanuza, Milite, dicti Domini Regis Consiliario, ac Iustitia dicti Aragonum regni, qui hujusmodi copiam a toto suo originali processu in dicta scribania coram Judicibus, et Comissariis, et inter partes in eodem nominatas, habito, et actato, intitulato, processus Magnifici Petri de Altorriba, Domini loci de Huerto, contra Procuratorem fiscolem suae Majestatis, super gravamine, sic ut praemittitur, per alios extrahi, et scribi feci, et cum toto dicto suo originali processu, bene, et fideliter comprobavi. In quorum omnium, et singulorum praemissorum fidem, et testimonium, meo solito signo signavi. Constat de supra positus, ubi legitur, assertis, nihil, nil: de rasis correctis, ubi scribitur, per, si peti, Dormido, fuit, ha, tempore, pertinuisent; paga, è solutio, per jura, contentis, etatis, cum; et de rasis interlineatis inter dictiones: Joannes de Nuevos, nihil per.

XIX*.

Bolla del Pontefice Paolo III, con la quale si accorda all'Arcivescovo e al Capitolo della chiesa cattedrale di Sassari il privilegio di farsi precedere dal gonfalone nelle processioni per le due solenni festività dei santi martiri Turritani, ed altre solite celebrarsi in ciascun anno.

(1539. — 9 maggio).

Dagli Archivi della chiesa cattedrale di Sassari (1).

Dilectis filiis Salvatori Alepusio electo turritan. et sassaren. Archiepiscopo, ac Capitulo Ecclesiae Sassarenensis.

Papula Papa tertius.

Dilecti filii salut. et aplicam benedict. Fides et devotio quas ad Nos et Romanam Ecclesiam gerere comprobant promeretur ut petitionibus vestris quantum cum Deo possumus favorabiliter annuamus. Cum itaque, sicut Nobis exponi fecistis, vos magnam devotionem geratis erga Beatum GAVINUM romanum militem et socios Ecclesiae Sassarenae patronos, quorum meritis plura miracula ibidem operari dignatur Altissimus, ac propterea quotannis eo-

(1) Dall'apografo levato sull'originale da Gio. Angelo Sanuy, Antonio Serra e Stefano Fara notai pubblici. Quest'ultimo era il padre del primario annalista sardo Gio. Francesco Fara.

rum festivitatis Ecclesiae quae ibi magnifice cernitur extructa anno Dñi quingentesimo a quadam Cardinali a Sede Aplica ad hoc Legato destinato consecrata⁽²⁾ cum magna celebritate ac religiosa pompa Prelatus et Clerus ac major pars populi cum ejus Magistratibus solemniter eo vadant, ubi corpora dictorum Sanctorum requiescunt, quorum primus ex sic facta apparitione vexillifer pingitur, et ut in hujusmodi ac aliis anni diebus festis processiones quae per vos fiunt magis honestentur, ac cum majori decore et congruentia celebrentur cupialis in hujusmodi processionibus quodam vexillo CONFALONE appellato in signum vexilli cum quo Beatus GAVINUS romanus miles apparuit ad honestandam religionem pompam uti posse; Nos vestris in hac parte Nobis porrectis supplicationibus inclinati vobis ut in dictis duabus festivitibus et in vestris processionibus et solemnitatibus vexillum seu CONFALONEM, eisdem modo et forma quemadmodum in Ecclesia Callaritan. fuit, et fieri consuevit, ac sicuti dictae Ecclesiae Callaritan. et ejus Praelato concessum est, portari ac illo uti libere et licite possitis et valeatis apostolica auctoritate tenore praesentium concedimus pariter et indulgemus, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apolicis caeterisque contrariis quibuscumque. Dat. Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die viij Maij MDXXXVIII Pontificatus nri anno quinto.

XX*.

Relazione del ricevimento fatto in Alghero all'imperatore Carlo V in occasione del di lui passaggio e fermata in quella città, andando all'impresa di Algeri.

(1544. — 5, 6 e 7 ottobre)

Dall'Archivio municipale di Alghero (Autent.).

LA MEMORIA feta de tot lo que Sa Magestat ha fet en LALGUER, y de que se ha fet per sa venguda.

In nomine Illius per quem omnia gubernantur et ejus almae Virginis Mariae Montiserrati. Amen.

Tenynse noticia que lo Invictissimo y Catholic Don Carles per la divina clemencia Emperador de Romans sempre August y Rey Nostre Señor hama de passar de Italia en Barberia de mig jorn, per ala empresa de Alger, apres de esser arribat de Flandes y entos en les coes dels Luterans y esserse vist ab Sa Santodat en Lucha, ab gran exercit parly de la Specia Ribera de Genova, Nostre Señor Deu fench servit que a tres de Octubre mil ciuch cents quaranta hu ab quaranta y tres galeres, que l'altra armada per temps s'era despartida, arribá

(2) Da questo passo della Bolla si ricava che nella domanda del Gonfalone fatta al Pontefice si era esposto, che la fondazione della Basilica di Torres, fatta dal Regolo (Giudice) COMITA, rimontava al secolo V, o quanto meno al VI, come per errore materiale era volgarmente creduto in quei tempi. Ma la verità si è che quell'antichissimo tempio fu fondato nel principio del secolo XI dal Giudice COMITA DI TORRES. (Ved. Vol. I di questo CODICE DIPLOMATICO. pag. 150, CART. n.º V (Sec. XI) not. 10).

en lo port de Bonifassi del Regne de Corsega, qual havia partit com es dit de la Spezia Ribera de Genova, del qual loch de Bonifassi sorigue Sa Ma.^a als mag.^s Consellers lo present any de la Ciutat del Alguer huna letra fermada de sa ma de la sua lunta en dit loch de Bonifassi, y com entenia venir en esta present Ciudad del Alguer, la qual letra a dits Magnífichs Consellers fouch tramesa per lo Noble Don Diego Dessená Governador y Reformador del Cap de Logudor de Sasser en fora migensat lo Alguatir Joan de norra dimecres (mercoledì) a cinc de Octubre a les quatre hores apres mig iorn, qual es del tenor seguent.

« A los amados y fieles nuestros los Jurados de nuestra Ciudad de Alguer. — El Rey — Amados y fieles nuestros. Nos havemos legado en esta hora al puerto de Bonifassio y pensamos con ayuda de Nuestro Señor ser presto en esta Ciudad de Alguer, y porque despues que partemos de la Spezia no sabemos el viage que havran echo las naos de nuestra Armada que partieron delante, y deseamos ser de ello avisados, encargamos vos y mandamos que luego que hestas reñibiedes, nos aviséis de los navias que havran aportado en este puerto, y así de la dha nuestra armada, como otros quales y mejor, y que via tenen, o para donde están, y de lo que supierdes de ellos, y así mismo dareis orden que en esta Ciudad no falten las vetullas que fueren menester para renfresco y provejimento de nuestra casa y corte haziendo en ello la diligencia que de vos otros confiamos. Dat en el Puerto de Bonifassio a tres de Octubre año m^oxxxxi. — Yo el Rey. — Idagues Secret. »

E subitament rebuda dita letra per dits Magnífichs Consellers, ab aquell honor y reverencia ques pertany entengueren en donar orde eu lo que convenia, y en la mateixa nit del dimecres arriba en ciutat dit Noble Governador qual y lo Mag^o Veguer Mossen Miquel Olives menor, y dits Consellers entengueren en fer fer un pont de lenyam en mar molt larch y ample, y en fer pastar molt pa blanc per presentar a Sa Mag.^a, y fer que per la terra a les portes de les cases y tendes hy hagues abundancia de pa, se traguessen axibe per les portes gallines, capons, pollastres, oques, anades, colomins, ous, rasims, formatges, fruites, y altres reufreschs, atalg la gent pogues comprar sens anar cercant, prohibint ab ordres nengu no venes a mes preu del solit. Manaren fer moltes tavernes de vins blancs y negres, proveiren que les vaques y moltons del terme entrassen dins ciutat, y que les carnesaries s'iguessen abundants; proveiren que los pescadors dels caligues y altres lochs acudissen ab peix y que tot s'igués perplechs a tal que Sa Mag.^a y sa Cort rebessen algun refrech en esta sua pobra Ciutat y reconegues la innata fidelitat de sos Vassalls que en ella stan y habitan, y axi mateix dits Noble Governador, Veguer y Magníf.^s Consellers consertaren fer a Sa Mag.^a una caça al Port del Compte, y de fet en la mateixa nit anaren los Magníf.^s Mossen Guerau de Cetrilla, Mossen Francesch Busquets, Mossen Salvador Cetrilla, y Mossen Perot Amat Cavallers desta Ciutat, y lo Magníf.^s Mossen Angel Torralba Conseller segons, y altres Ciutadans y Prohomens de Ciutat y servidors dells

ab molt aparell de cavalls, cans, jagoradors, criats, y en dit Port del Compte separaren a Sa Mag.^a per caçar dos nits, fins que de fet arribaren les galeres al Port del Compte lo dious (giovedì) cerca migaiunt a sis de dit mes de Octubre, y lendema divendres (venedì) aus del die lo dit Noble Governador accompagnat de quatre cavallers quals eren Don Joan Manca, Don Angel Manca, germans, Don Jaume Manca y Don Joan Cariga Sassarees, que se trobaren aposta en ciutat per la vinguda de Sa Mag.^a, ab huna barcha armada anà al Port del Compte y arribà a hora que Sa Mag.^a no era llevada, y apres do esser llevat besa les mans de aquella, tant per part sua com de la Ciutat, y digue l'alegria tenian tots de la Junta de Sa Mag.^a; y com pesava als Consellers lo poch temps che avien agut per provehir del necessari ab mes abundancia de la que tenien y lo que mes convingue, y Sa Mag.^a los rebé ab molt voluntat, y digue que estava certificat de la voluntat de tots, y veient gent de cavall, y a peu eu terra, y dientli eren caçadors de la Ciutat que staven apparellats paraque si Sa Mag.^a volgues caçar lo pugues fer, lo stima molt, y los dits Cavallers, Conseller, y lo Noble Jaume Ramou Cetrilla que y era arribat, y altres caçadors ya dits muntaren en galera y besaren la mà a Sa Mag.^a; quals rebé ab molta voluntat, y de fet devallà ab sou squifet en terra sens guardia no altres, solament ab tres o quatre grans de sa Cort, quals eren el Duch de Camerino net del Papa Paulo Terçer son gendre, el Príncep de Saluona Don Luis Davila Comendador Mayor d'Alcantara, lo Príncep de Macedonia, y lo Embaxador de Inglaterra, y metens en mig de dits Cavallers, caçadors, oyda primer missa, qual se digue al lloch quesdiu *la tragonayra* que digue hun Capellà de Sa Mag.^a, apres munta a cavall y los altres Grans de sa Cort tambe, y caçaren, y Sa Mag.^a mata *hun porch* (un cinghiale) que li vingue a la posta ab hun gos del dit Mossen Guerau de Cetrilla, y apres volgue Sa Mag.^a que lo dit Conseller y Cavallers moutassen ab ell en la sua galera propia y ab aquells arriba en lo port de dita present Ciutat divendres a set de dit mes de Octubre, quasi a hora de vespres, y mentres Sa Mag.^a cassava, dit Noble Governador sen torna en ciutat y referli als dits Veguer, y Consellers y ciutadans lo sobredit, y les galeres per lo semblant sen vingueren al port molta part de elles, ara huna, ara altra, talmet que Sa Mag.^a vingue ab molt pegnes no curant dits galeres de formar guardia a Sa Mag.^a. E a desdelmatj (dieci del mattino) quatre fregates havien pres port, no cercant star per les puntes com solen.

Lo pont que la Ciutat feu fer per devallar Sa Mag.^a era de bigues, taules y cabrons molt llarch que passava dos sols de les segnes dins mar, al cap del qual e a volta del mar staven pintades les armes de Sa Mag.^a molt sumptuosament quals pinta Mestre Johanot Spert Ciudadà. Stava cubert dit pont de draps fins de Barcelona vermelles grochs y altres colors de molt valor y staven sperant a Sa Mag.^a dit Noble Governador y Magníf.^s Veguer y Consellers companys ab molts Cavallers, Ciutadans y probomens de Ciutat y fora entrells, quals eran Don Bernat Dessená germà de dit Noble Governador, el Alcayt Capata de Caller, Don Franco Rebolledo Conseller en cap de Sasser, Don Johan Manca, y altres

que per brevedat se dexian, vestits honradament, y lo Magnif. Conseller en cap portava les claus de la Ciutat en ses mans ab sous cordons y flochs de seda fina vermella y groga, y stant axi sperant tales galeres havien pres port y la gent de aquellas se astar passejan appontada per cases que nenguna guardia sperava a Sa Mag.¹ y la Ciutat desque arribaren les primeres galeres, fins que Sa Mag.¹ fonch en palacio no resta de tirar sempre artellaria, carrech de la qual tenia Mossen Jaume Valldelos, y Sa Mag.¹ fen posar totes les banderes y standart en la sua galera, y mana saludar la Ciutat de la sua propria galera ab quatre tirs de bombarda, quals tirats desembarca ab son squifet asoles ab lo Princep Doria (il Principe Andrea Doria) y los que vogaven, y ans de venir al pont per desembarcar en terra ana abdit squifet y dit Princep Doria arrodar y mirar la Ciutat de la banda de la mar çoes desent Sant Elm fins a la torre del Sperò o ademes, y dubitant los dits Noble Governador y Magnif.¹ Veguer y Consellers que Sa Mag.¹ no entras per lo Portal Real sen anaren del pont, y no foren tant prest fora, queja dit Pont fonch saghegiat y donat a butty los draps de aquell per los soldats de Sa Mag.¹ e altres, de que Sa Mag.¹ pres plaier segons mostra, y apres de haver be mirat Sa Mag.¹ torna ab dit squifet y desembarca al dit port, y mana a la guardia que sen anesse, que no era mester, que stava en su casa, y axi la guardia no serva orde negu com se sol en altres parts en palacio dins ny de fora, sino que se ne anaren a passejar ahont volien. En lo qual pont los dits Governador, Veguer, Consellers, y Ciudadans, Cavallers y Promens engenollats li basaren la ma, y Sa Mag.¹ ab molt amor los rebe y donantli las claus dits Magnif.¹ Consellers, ut deceit, Sa Mag.¹ les accepta y apres les torna adaquell dient en lengua castellana — *Jurados tenedlos en bonora que desgo semos servido, y ansi hos mandamos y rogamos que tengais aquellas y penseis por el bien de la terra como sois obligados y vuestra fidelidad requiere.* — Per lo que altra volta dits Mag.¹ Consellers le besaren la ma, y apres camina fins al cap del pont ahont en terra staven los Reverendissims Bisbes de Ampuries ques troba present en ciutat vestit de pontifical, y Don Pedro Vagner Bisbe de Alguer y del Consell de Sa Mag.¹ que se anhera entrat en ciutat y lavien rebut segons se acostumen rebre los prelats, qual no stava vestit de pontifical, y acompanyats del Vicari M. Frañco Guio y Duran Archipreste del Alguer, Canonges Capellans y Freres ab les creus segons es solit tenint la *Veracreu* en la ma dit Rev.^m Bisbe de Ampuries stant ya aparellades dos cadires eren de Mos. Francisco Bosquets, y dos coxins de seda verda que dexta Doña Isabel Amada y Dessena, y lo palli de brocat forrat de tafetà girasol de la sen, Sa Mag.¹ se engenolla sobre dits coxins e besa en mans de dit R.^m Bisbe de Ampuries la *Veracreu*, y apres cavalca sobre un cavall castany molt ben guernit que stava aparellat, que era del Noble Don Joan Mancha y estant sot del pali digue al Bisbe del Alguer. — Opispo passat arha — y anava acompanyat ab los que portaven lo palli, y ab solemnitat y processio entra Sa Mag.¹ en la sua ciutat del Alguer dit die de divendres a set del proclit mes de Octubre mil sinchcents quarantahu a hora quasi

de vespres, e portavan lo palli los Mag.¹ Mossen Perot Castilla Donzell Conseller en cap, Mossen Angel Torralba Conseller segons, y Mossen Johan Galeasso Conseller quart, les Noble Don Pedro de Ferrera, Don Joan Manca, y lo Magnif.¹ Mossen Guaran de Cetrilla, y entrant en Ciutat ana a fer oracio en la Seu Catedral de dita Ciutat y apres de haver feta oracio torna a cavalcar, y arribat en la posada del Noble Don Pedro de Ferrera en la Plaça, que stava aparellada, mana Sa Mag.¹ que no fos portat mes lo palli, per que ans de descavalcar volia que anassen a veure lo restant de la Ciutat, que restava a veure de la part de la terra, puex havia vista la part de la mar, com de fet ana Sa Mag.¹ y seguien lo Noble Governador, Magnif.¹ Veguer, y Consellers los Cavallers que portaren lo palli, Don Bernat Dessena, Mossen Frañco De Bosquets, e altres Cavallers y Ciudadans de la Ciutat, y xint per lo Portal Real fora de Ciutat dixé Sa Mag.¹ al Consellers — *Jurados esta es la Iglesia que derribastes quando los Franceses* ⁽¹⁾ *y dits Consellers digueren que si y arribat a la torre del Sperò, y parenti be la fabrica de ella munta encara fins a hun padrastra o terra cavallera que hi ha al pou de la rocha de hont se veu quasi la Ciutat y essent halli mira be Sa Mag.¹ la Ciutat y dita torre del Sperò, y dixé — Bonita por mi fe y bien asentada — e giratse al Governador y Consellers dixé — esto es de poca importancia, alsat el llenso de la muralla y la torre asta l'altaria de aquellos dos hombres y fins la hobra dientho que dos homes que estarien drets sobre la muralla vella de dita torre, y tornantsen Sa Mag.¹ en ciutat essent en mig del trast de dita torre del Sperò y la torre del Portal Real que respou devant San Miguel digue Sa Mag.¹ — *Jurados arha sera bien se haya una casamatta que el resto todo sta bien, y continuen son rampar, y essent entre el portal nou y vell Sa Mag.¹ quasi alura lo cavall per mirar les sues armes que estan alli pinlades, y los Consellers le digueren que en semblants fabriques se despenien los ciners que Sa Mag.¹ feya merce a la Ciutat qual respos — bien lo veyo, plasmene de ello — y entra en ciutat, y entrat en la posada de dit Don Pedro descavalca y sen munta en la Sala, ahont lo Princep Doria y altres grans lo esperaven y Sa Mag.¹ parla un poch de temps ab dit Princep Doria sobre de la armada de mar que per lletra que tenia dit Noble Governador se sabia ahont havia aportat, y sen entra en la cambra, y totem sen ana en ses cases, y apres de esser en la cambra Sa Mag.¹ se posa a la finestra ab lo Princep de Macedonia, lo Princep de Salmona, lo Duch de Camerino Net del Papa y Gendre de Sa Mag.¹ y Don Lays Davila Comanador Major d'Alcantara, stant rient ab aquells y mirant la plaça y vehent les vaques y beus embarcaven los soldats com corrien per la plaça, y les matabeu a coltellades, y essent ja quasi nit los dits Magnif.¹ Consellers acompanyats ut supra anaren a palacio y verbo suplicaren a Sa Mag.¹ fos servit de recordarse de aquesta sua ciutat, puex Nostre Señor Deu nos havia fet merce que Sa Mag.¹ era vingut en ella per star en l'un font de rocha depoblada, y en continua pugna de enemichs, que sol tenien lo nom de esser vassalls fidelissims de**

(1) Al·ludendo all'assalto dato alla città di Alghero dai Francesi condotti dal visconte di Narbonne nell' 1419.

Sa Mag.¹ al que aquella respos dient — *Jurados la gana que teniamos de ver l'Alquer nos ha echo venir en Serdenya, que otramente no vengamos, y pues hemos vista la Ciudad y la importancia de ella al presente no podemos proveer nada por star de camino, embiamos a acordar en Spanya que alli lo proveyemos y mandaremos segun mejor fuere nuestro servicio y la importancia de la Ciudad requiere y vuestra fidelidad merece y quira, antes de mucho nos verays arha otras ves si Dios fuere servido* — del quel diis Magnif.¹ Consellers besaren la ma a Sa Mag.¹ fent gracies ad aquella de la bona voluntat y amor les amostrava y sen anaren, y encara que stignes fet lo preparatori en palacio de sopar, Sa Mag.¹ no sopà salvo que en la nit mengia certes rosques de bescuit blanc y begue aygua canellada y aço fe per trobarse indispost del pit, y ans de posarse Sa Mag.¹ al lit dix al Conseller quart que en tot era estat y era present. — *Jurado vayane todos, no hemos menester anada, que ya stamos en nuestra casa, al que respos hun Alabarder de Sa Mag.¹ anomenit Rodrigo y dix* — *Señor los Jurados no han proveido de colzones por nos otros, bueno sera que descalguemos estos panyos derras y nos ekemos en ellos*, y Sa Mag.¹ sen rigne y dix al dit Conseller quart — *Jurado, mira que no hagan digno estos*, y dit Conseller respos, *no haran Señor*, y totom sen ana y Sa Mag.¹ se posa al lit que la Ciutat havia aparellat, y dit Alabarder non dix per falta de lils, que totom stava ben aposentat, sino per las streues que la Ciutat les dona axi als alabarders com als allayaces, guardaroppa, furners, porters, dispenser, y coch, que dit Conseller quart per part de la Ciutat los strena a tots de cena settanta ducats, segons que la qualitat del ofici requeria, y cobra lo palli y draps de que restaren molt contemps de la Ciutat, y lendema, levada ya Sa Mag.¹, se fen preparatori de missa en la sala del palacio ahont Sa Mag.¹ y molts Princeps, Duchs, Marqueses, Comtes, Prelats, y grans Señors de sa Cort, dit Noble Governador, y Magnif.¹ Veguer, Consellers, Cavallers, Ciutadans, y altres del Alguer oyren missa qual digue hun Capellà de Sa Mag.¹, y essent hora de dinar totom sen ana en llurs posades, y Sa Mag.¹ sen torna a la cambra ahont dina ab tot aquell aparell y provisio que a Sa Mag.¹ requeria a la cambra secret, per trobarse indispost dels pils com es dit, y a cap de hun poch Sa Mag.¹ mana e fee orde que totom se embarcas, y essent ja quasi les dos bores Sa Mag.¹ mana partir, y exint de la cambra a la sala per anarse a embarcar, en dita sala en presentia dels sobredits Princeps, Duchs, Comptes, Prelats, y grans Señors dela sua Cort, y del dit Noble Governador Don Diego Dessenca, y de molts altres Cavallers y Ciutadans de la present Ciutat Sa Mag.¹ armà Cavallers als Magnif. Johan Galeago Conseller quart ya dit, y a Mossen Duran Gujo del Alguer, a Mos. Pedro Pillo, a Mos. Cano, y a Mos. Virde de la Ciutat de Sasser, y a Mos. Johan de Lisprexo de Castell Aragonés, y prengue carta de la milicia lo Secretari de Sa Mag.¹ Moss. Johan Peralongo, y devalansten per la scala de palacio dit Conseller quart fet Cavalier com es dit demana a Sa Mag.¹ licentia de anar a servir a Sa Mag.¹ en esta empresa de Alger, y Sa Mag.¹ respos — *Jurado serveis nuestro officio*

por aora, y ansi hos lo mandamos — y volent exir Sa Mag.¹ de la porta del palacio lo Noble Don Pedro de Ferrera se acostà y suplica a Sa Mag.¹ que tingues per be y fes servici de acceptar en son loch a son germà Don Miguel de Ferrera, qual era alli present pueix ell per sa indisposició no podia anar a servir a Sa Mag.¹ en esta empresa, y Sa Mag.¹ lo accepta, y giranse Sa Mag.¹ al dit Conseller quart que representant la Ciutat le anava al costat squerre, com los altres sos companys no se trobaren presents per star ocupats ab los hostes y grans señors tenien en casa, des de la porta del palacio, fins a la porta de la mar le anava parlant demanantle Sa Mag.¹ del assento y trato de la Ciutat, y dit Conseller le dona complida raho de tot, y essent intrat al dit portal de la mar Sa Mag.¹ mana desembarassen lo pont de la gent que era e munta en aquell, y ya stava aparellat lo squiff de la sua galera; y besar primer la ma de aquella los dits Governador y Conseller quart y molts altres Cavallers, Ciutadans, y Prohomens de Ciutat Sa Mag.¹ se embarca y foch disapte a huit del mes de Octubre, y partirense totes les galeres seguint a Sa Mag.¹ y anaren al port de Comle, y apres en lo fer del dia del domengie ab molt bonissim temps feren llur via per a la Ciutat de Mallorques, a huit tota l'armada se havia de juntar segons Sa Mag.¹ dix, y de alla havien de partir per Alger. Nostre Señor le done victoria peraque reduecsa los prínceps pagans al gremi de la Santa Mare Iglesia Amen. A la qual Cesarea Mag.¹ los dits Magnif. Consellers per part de la Ciutat per refreschs de la sua casa y cort feren present de moltes vaques, de molts moltons, de moltes gallines y capons, de molts rasers de pa blanc fet a corcorroys, de moltes botes de vy y mell y de malvesia, de moltes dotzenes de antorxes y veles de sera.groga, de moltes fruites, ortallas y altres refreschs, de que Sa Mag.¹ ne resta molt contenta, no obstant que y hague poch intervall de temps que sol foren trenta hores alment que la Ciutat ne pogue fer lo que haguera volgut ab mes compliment, oltra que tots los cortesans en general y particular sen son anats molt contents tant per lo aparell de les posades per que tots foren ben aposentats per cases, com encara per lo compliment de les vitualles y recapte havien trobat en ciutat ab molt amor y cortesia. E Sa Mag.¹ mana al dit Conseller quart que tenia carrech de dit refresch que lo dispensas en la sua casa y cort a orde de Fran.^{co} Duarte pñsor general de Sa Mag.¹, com de fet dit Conseller efectua y compli segons consta en les polices que aquell le feya una de les quals se inserta o tenor de ella, y les altres per brevedat se dexaran de insertar qual es del tenor següent: — *Muy Mag.^{co} Señor Joan Galeago Jurado de la Ciudad del Alguer. Munde V. M. que se consigne para la galera capitana en que viene Sa Mag.¹ seis vacas, y veinte carneros, y quatro botas de vino blanco y dos de tinto, y cinquenta anes, y seis sacas de pan fresco para provision de los gentiles hombres y criados de Sa Mag.¹ que van en ella; demas de lo que por otra parte se da a la propia galera y que sea del frazido fecho en l'Alguer a vii de Octubre MCCCXXI. Assi mismo se den para esta galera tres sestras de uras y mo de naranges. Al servicio de V. M. Francisco Duarte. E*

altra lo sobredit, tots les grans coltres ne dexaren de comprar moltons, y vaques, vins, pa, y altres virtualles per haverni ab abundancia, e mes s'agüefaren y donaren a butly, y a fil de spada, cerca dosentes vaques del dit Noble Governador, de Mos. Galçera Ferret, de Mos. Berthomeu Castanyer, y de altres Señors de bestiar de ciutat, de que Sa Mag.^a prengue plaier, y mana al dit Francisco Duarte les pagas, dient, *pagasse pagasse no se regiba tanto danyo*, y aço mana Sa Mag.^a moto ppro sens que mengu tal li suplicas, per que la Ciutat entenia tot pagarlo com de fet ha pagat y pagara y fara la contenta a tohom.

E porque en raho que de tanta gloriosa vinguda y visita de Sa Mag.^a sen fassa espressa memoria en los registres de la Casa del Consell de aquella, y a que los que vindrau lo veyen, de manament de dit Noble Governador, y Magnif. Veguer y Consellers se fa la present, y se recorden en lo archivi de dita Ciutat, e aço per haver la mayor part de la cosa passada per ella, e altra referida y publicament vista per tota Ciutat buy disapte (*di septe, cioè giorno di sabato*) a huit de Octubre mil cincents quaranta hn.

E apres de la partida de Sa Mag.^a los dits Magnif. Consellers per mes memoria y honra de la Ciutat y dels que vindrau en aquella manen affigir y sculpir les armes de la dita Magestat Cesara, y sota dellas de la Ciutat y de dit Noble Governador, y bayx de totes un retulo o epigrama manifestant dita vinguda tant gloriosa lo dia mes y any, y los que governaren la Ciutat en lo modo e forma que segueu.

CAROLUS QUINTUS

DIVINA FAVENTE CLEMENTIA
IMPERATOR ROMANORUM SEMPER AUGUSTUS
HISPANIARUM ARAGONUM SARDINIAEQUE ETC. REX
VII DIE OCTOBRI ANNI MDXXXII
CUM QUADRAGINTA TRIBUS THIREMIBUS
AD PORTUM HUIUS CIVITATIS ALGUERI
FELICITER PERVENIT ET IN EA DUOBUS DIEBUS PERMANUIT.
NOBILI DON DIDACO DESSENA
PRAESENS CAPUT LOGODONI GUBERNANTE
ET MAGNIFICIS
PETRO CASTILLA DOMICELLO ANGELO TORRALBA
AUGUSTINO PONT ET JOANNE GALEAÇO MILITE
CONSILIARIIS EXISTENTIBUS
AC AUGUSTINO TORRALBA PRO CLAVARIO
IN CUJUS REI MEMORIAM HOC EPIGRAMA SCRIPTUM EST.
M . D . XXXII.

XXI*.

L'imperatore Carlo V, e la regina Giovanna sua madre approvano i capitoli di Corte, ossia le domande discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Antonio di Cardona.

(1545. — 29 aprile).

Dal suddetto Archivio dell'antico Patrimonio Regio di Sardegna,
Cod. cart., fol. 90 e seg.

Nos Carolus divina favente clementia Romanorum

Imperator semper Augustus, Rex Germaniae, et Joanna mater ejus, et idem Carolus Dei gratia Reges Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbi, Algezrae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et Terrae firmae, maris Oceani, Archiduces Austriae, Duces Burgundiae, et Brabantiae etc., Comites Barchinonae, Flandriae et Tirolis etc., Domini Viscayae et Molinae etc., Duces Athenarum, et Neopatriae, Comites Rossilionis, et Ceritaniae, Marchiones Orisani, et Gociani. — Optimi, gratissimique principes fidelium subditorum petitiones, praesertim reipublicae utilitatem, et universale commodum concernentes, liberaliter exaudire, eisque annuere laeto animo, grateque et prompta voluntate passim consueverunt: quippe qui, dum erga sibi fideles, et devotos regis largitionibus, gratis, et favoribus benevolos, memores, munificosque se praebant, in illorum animos fidelitatem ipsam, ac devotionem adaugant, eosque ad gratiora obsequia praestanda invitant, et allicunt, caeterosque simili exemplo ductos ad eandem fidelitatem servandam, majoraque servitia exhibenda provocant, et inducunt. Attendentes igitur ad maximam, integramque devotionem nostri praefati Regni Sardiniae, suorumque regniculorum, et naturalium notabilia, praeclaraque servitia, et obsequia, quae jugiter multis modis Regibus Aragoniae, praedecessoribus nostris, et nobis successive in quacumque tempestate, et fortuna praestiterunt, idque in dies continuare non desistant, ac novis et majoribus collationibus promptum, et benevolum animum, quem erga servitium nostrum gerunt, totis viribus significare, merito astringimur, ut quidquid pro universali, et communi reipublicae beneficio supplicat liberaliter eis concedamus. Cum itaque nobilis, magnificus, ac admodum dilectus alumnus noster D. Blasius de Alagon, Ambasciator ad nos destinatus, nobis dederit, et porrexit quaedam capitula in Parlamento novissime in ipso et eodem Regno celebrato pro communi beneficio et universali utilitate Regni annotata, nobisque humiliter supplicaverit, ut in eis contenta benigne concedere dignaremur; cujus quidem assertioni vehementer multa etiam nos hactenus latentia de summa erga nos dicti Regni fide, integraque affectione, et servitute laeta mente suscepimus. Quomobrem capitulis ipsis per nos visis, recognitis, et in nostro Sacro Supremo Consilio discussis, maturaque praehabita deliberatione subscripta, elargiri liberaliterque, et gratiosa concedere, et respondere dignati sumus, juxta decretales in calce singulorum capitulorum inferius insertorum subsequenter appositas. Quorum, quarumque tenor, et series, de verbo ad verbum, sub tali forma procedit ⁽¹⁾ . . .

Qua propter tenore praesentium, de nostra certa scientia regiae auctoritate, et consulto, praefata capitula et unumquodque eorum, prout in ipsorum calce est affixum,

(1) Seguono nel Codice, per inserzione, i capitoli presentati all'approvazione sovrana dal deputato del Parlamento. Sono ottanta, ma quattordici dei medesimi non furono approvati.

concedimus, decernimus, pariterque laudamus, et approbamus, laudarique, et approbari volumus, et jubemus. Illustrissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae etc. filio primogenito, et nepoti nostro charissimo, ac post felices, et longaevo dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris, immediate haeredit, et legitimo successor, nostrum apertientes intentum, sub paternae, avitaeque benedictionis obtentu dicimus, eumque rogamus; spectabili vero Locumtenenti, et Capitaneo generali nostro, seu Praesidenti in dicto nostro Sardiniae Regno; magnificis insuper, et dilectis, et fidelibus Consiliariis nostris regenti nostram cancellariam in eodem Regno, Gubernatoribusque in Capitibus Calaris, Gallurae, Logudorii, Magistro rationali, regio Procuratori, et Receptorii regii reservati, Advocato quoque, et Procuratoribus fiscalibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Capitaneis, Justitiis, Juratis, Consiliis, et Universitatibus totius praefati Regni Sardiniae, ac universis, et singulis Officialibus, personis, et subditis nostris in dicto Regno constitutis, et constituendis, quocumque nomine, titulo, auctoritate, officio, ac dignitate fungentibus, praesentibus, et futuris, ad quos spectet, dicimus, et districte praecipiendo mandamus, ad incursum nostrae indignationis, et irae, poenaeque florumur auri aragonum decem mille nostris inferendum aerariis, quatenus dicta *capitula* teneant firmiter, et observent, tenerique, et observari faciant inviolabiliter per quoscumque. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro sigillo comuni appendenti munitum. Datum in oppido Auturpiae die vigesima nona mensis aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quadragesimo quinto, imperii nostri anno vigesimo septimo, regnorum autem nostrorum, videlicet Reginae Castellae, Legionis, Granatae quadragesimo, Navarrae trigesimo primo, Aragonum vero, utriusque Siciliae, Hierusalem, et aliorum trigesimo, Regis vero omnium trigesimo.

Yo el Rey.

V. Figueroa Reg. V. Lud. Sanchez Reg.
V. Vargas pro gen. Thes. V. Lobera pro Conserv. gen.

Caesareae et Catholicae Majestates mandantur
mihi Bartholomaeo de Lobera, visa pro
Figueroa, Reg. Thesaur., Conserv. gen. etc.

XXII.

Nomina di un console transmarino per la città di Alghero in Sardegna, fatta dai consoli della città di Barcellona nella persona di Onofrio Pau.

(1549. — 8 gennaio).

Dal CAPMANY, *Memor. Hist. sobre la marina, comercio y artes de Barcelona, Colección Diplomat.*, tom. II, pag. 354 e seg., n.° CCXXXVIII.

In Dei Nomine. Noverint universi: Quod nos Johannes Michaeli de Bellafila, Franciscus Grau, Joannes Joachim de Hochacrespa, Franciscus Cornelles, et Jacobus Terrò

Consiliarii anno praesenti, et Consilium ordinarium civitatis Barchinonae die subscripto celebratum, Universitatis ejusdem civitatis more solito facientes et representantes.

Quia vacat officium Consularum Cathalanorum civitatis Alguerii Regii Sardiniae per obitum magnifici HENRICH DALMAU quondam, utriusque juris doctoris ipsius consularis ultimi possessoris, vos magnificus ONORATUS PAU civis dictae civitatis Barchinonae, ad officium obtinendum sorte electus et seu extractus fuistis a bursa ad id dedicata juxta seriem et tenorem perpetui privilegii per Serenissimum et Catholicum Dominum Ferdinandum hujus nominis secundum, immortalis memoriae Regem Aragonum et Comitem Barchinonae, eidem civitati super illius regimine dudum concessi: Idcirco confidentes ad plenum de fide, industria, animi probitate, et legalitate vestri dicti magnifici ONORATI PAU, quem honeste et servitium Sacrae Caesariae et Catholicae Majestatis Domini nostri Regis, bonumque et commodum suae reipublicae admodum zelare cognovimus; tenore praesentis chartae nostrae seu publici instrumenti ubique firmiter valituri, agentes haec auctoritate privilegiorum per retro Regis Aragonum memoriae celebris dictae civitatis indultorum, et per Caesaris Majestatem dicti Domini Regis confirmatorum, quorum unum ad cautelam inferius inseritur (1), vos dictum magnificum ONORATUM PAU in Consulem Cathalanorum in dicta civitate Alguerii Regni Sardiniae, terminisque, territorii, et districtibus ejusdem civitatis Alguerii, tam videlicet mercatorum, patronorum, lignorum et navigiorum ac marinorum, quam aliorum quorumcumque de regnis, terris, insulis, et dominationibus dicti Domini nostri Regis ad dictam civitatem Alguerii, terminos, territoria, et districtus navigantium, euntium, transietantium, declinantium, residentium seu moram transeuntium tam in terra quam in maribus dictae civitatis Alguerii et locorum sui districtus, et omnium ipsorum mercium, bonorum, et rerum, eligimus, ponimus, constituimus, creamus, et deputamus.

Dantes et concedentes, ac committentes, auctoritate qua supra, vobis dicto magnifico ONORATO PAU, quod vos et non alius in dicta civitate Alguerii, terminis, territorii, et districtibus ejusdem situs Consul Cathalanorum et aliorum naturalium, vassallorum, et subditorum dicti Domini nostri Regis ibidem existentium, confluentium, navigantium, euntium, morantium, seu residentium quomodocumque et qualitercumque facientium; et ibidem per vos aut Locumtenentem seu Locumtenentes aut subditos a vobis, quem vel quos semel et pluries eligere, substituere, creare, deputare, et ponere, ac toties quodvis volueritis mutare, variare, et revocare possitis, et valeatis pro vestro libito voluntatis, praesideatis eis omnibus, et super eorum

(1) Non si trova poi inserito in detta patente veruno di detti privilegi. I medesimi però esistevano realmente, ed il più antico era quello spedito a favore della città di Barcellona dal re di Aragona Don Giacomo I da Tarragona nell'anno Augusti del 1509, confermato poi dai suoi successori. Del quale privilegio del suddetto re Don Giacomo si fa menzione nell'altro privilegio di Carlo I imperatore di Germania e re dei Romani in data 10 dicembre 1519, col quale fu inoltre facoltà ai consoli transmarini nominati dalla città di Barcellona di eleggersi, in caso di bisogno o da se stessi, i loro luogo tenenti o sostituti (*Vice-Consoli*). Quest'ultimo privilegio di Carlo I imperatore è riportato dallo stesso Capmany, loc. sup. cit., pag. 339, n.° CCXXXIII.

causis et negotiis; ac tamquam eorum Consul audiat, iudicetis, dirigatis, et definitis omnes, et quaecumque quaestiones, causas, negotia, et res eorum, ipsique teneantur in posse vestro, seu dictorum Locumtenentium vel substitutorum vestrorum firmare et responderé, vobisque et ipsis in omnibus, et per omnia obidere: vosque dictos magnificos Onoravim Pau Consul, et ipsi Locumtenentes aut substituti vestri decidatis, iudicetis, terminetis, provideatis, ordinetis, et potestatem habeatis super eos, navigia, res, merces, mercimonia, causas, et negotia ipsorum tam in terra quam in maribus dictae civitatis Algerii, terminorum, territoriorum, et districtuum ejusdem prout ad ipsum Consulatatum officium spectat, ad honorem, fidelitatem, et servitium Caesarum, Regiaeque Majestatis praedictae, utilitatemque et bonum statum mercatorum, patronorum et navigiorum, euntium, decedentium, translatantium, morantium et residentium Cathalanorum, et aliorum subditorum Domini nostri Regis praedictorum, sic et prout ipsum Consulatatum officium per alios Consules melius et plenius regi et exerceri hactenus consuevit esse.

Nos enim ex parte Caesarum Majestatis praefati Domini nostri Regis, et auctoritate qua supra, omnes et singulos Cathalanos et alios naturales vassallos et subditos suae Caesarum Regiaeque Majestatis ad dictam civitatem Algerii, terminos, territoria, et districtus ejusdem navigantium, seu applicantes, aut in eis mercatores, negotiantes, residentes, seu morantes, tenore praesentis publici instrumenti, vocem epistolae in se generis in hac parte, requirimus, eisque injungimus quatenus vos dictum magnificum Onoravim Pau, et Locumtenentes seu substitutos a vobis, pro eorum Consule habeant, teneant, honorificent, alique tractent, et ad vos, seu Locumtenentes seu substitutos vestros, tamquam ad eorum Consulem in dicta civitate Algerii, terminis, territoriiis, et districtibus ejusdem recurrant, vobisque nihilominus in eis perant et obediunt, ac satisfaciunt et respondeant de omnibus iuribus et emolumentis vobis ut Consuli praedicto pertinentibus, et spectantibus, et prout, ac quemadmodum aliis Consulibus in dicta civitate Algerii, terminis, territoriiis, et districtibus ejusdem parere, obidere, ac respondere, et satisfacere consueverunt.

Electionem vero, constitutionem, creationem, et deputationem hujusmodi durare et valere, ac vim obinere volumus quamdiu de nostri dictorum Consiliariorum, et nostrorum in officio Consiliariae hujusmodi successorum, ac Consilii dictae civitatis processerit beneplacito voluntatis et non ultra. Tenor vero dicti regii privilegii etc. (1) In quorum omnium, et singulorum fidem, et testimonium praemisorum, praesens publicum instrumentum, sigillo Consilii hujus civitatis munitum, vobis fieri et tradi volumus per Notarium et Scribam infrascriptum. Actum est hoc Barchinonae die octavo mensis Januarii, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono.

Si+gna Joannis Michaelis de Bellafilla, Francisci Grau,

(1) Qui era inserito per estremo il privilegio del 1568 del re don Giacomo di Aragona.

Joannis Joachimi de Rocacrespa, et Jacobi Terrè Consiliariorum et Consilii praedictorum, qui haec laudamus, concedimus, et firmamus. — Testes hujus rei sunt Bartholomaeus Negrell, et Aulicus Mascari, Virgarii dictorum Dominorum Consiliariorum (3).

(3) Poiché si è qui riportata la patente di nomina del console di Alghero nel 1549, non sarà inopportuno registrare brevemente in questo stesso luogo i nomi e le elezioni di parecchi consoli per i Catalani nei porti di Sardegna, a cominciare da tempo assai prossimo alla conquista dell'isola fatta dall'infante Don Alfonso di Aragona, cioè dal principio del secolo XIV, e di notare insieme alcune altre memorie relative al commercio degli Aragonesi nell'isola. E cominciando dal consoli, nell'anno

1325. Consoli in Sassari GUGLIELMO OLIVER. — Ved. CAPMANT, Op. cit. Colec. Dipl., Tom. II, pag. 58. — Però poi lo stesso CAPMANT (loc. cit. pag. 60), con la scorta del Registro della città di Barcellona ordinato da Stefano Bruniquer, al titolo *De Consulibus ultramarinis*, nota all'anno 1335 lo stesso GUGLIELMO OLIVER come console in Cagliari. E veramente questo Guglielmo Oliver è nominato come Console in Sardegna in una lettera che la Città di Barcellona diramesse nel 18 gennaio 1325 all'ammiraglio Francesco Carroz, la quale fu pubblicata dallo stesso autore Op. e loc. cit., pag. 87 e 88, n.° 4.

1397, 8 settembre, fu eletto un console per Sardegna (*fus sigo Consul en Cerdeña*); ma non vi è registrato il suo nome. (Ved. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 60).

1410, 10 aprile. Consoli in Cagliari GIACOMO KALCE. Dal Registro Bruniquer di Barcellona. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 59.

1412, 1 luglio. Consoli in Oristano GIORGIO LOCHI. — Dal Registro Bruniquer; CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 59.

1416, 1 febbraio. Consoli in Sassari ANTONIO DE MORONI cittadino sassarese (*Consulatus Catalanorum Civitatis Sacri Regni Sardiniae factus Magnifico ANTONIO DE MORONI, Civi ejusdem Civitatis. Die 1 mensis Februarii. An. Nat. Dni 1416*). — Registro Bruniquer, press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 59.

1417, 31 marzo. Consoli in Alghero ANTONIO SUTER (*Consulatus Catalanorum Civitatis Algerii factus Honorabilis ANTONIO SUTER. Die 31 Martii. An. Nat. Dni 1417*). — Registro Bruniquer presso il CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 59 e 60.

Poi da un altro Libro della Città di Barcellona, intitolato *Liber antiquus notularum de tempore BERNARDI SPUGGERS Scribae majoris domus Civitatis et Honorabilis Consilii ipsius*, ad anno 1435 usque ad annum 1433, si ha il nome del console seguente:

1439, 23 novembre. Consoli in Alghero GIACOPO FORT DE BORRELL. — CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 61.

Nell'altro Libro intitolato *De Consulibus ultramarinis*, ad anno 1483 usque ad ann. 1564 della stessa città di Barcellona si ha un numero abbastanza discreto di detti consoli, cioè:

1519, 24 novembre. — Consoli in Cagliari FRANCESCO MARTINI. — Dal Lib. sudd. press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 64.

1513, 7 luglio. Consoli in Alghero MICHELE FERRELL cittadino di Barcellona. — Dal Lib. sudd. press. il CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 64.

1516, 8 ottobre. Consoli in Alghero GIOVANNI DALLAIA professore di dritto, cittadino di Barcellona (il predecessore del seguente console ONOFRAIO PAU). — Dal Lib. sudd. press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 64 e 65.

1549, 8 gennaio. Consoli in Alghero ONOFRAIO PAU (al quale appunto fu spedita questa patente che pubblichiamo). — Lib. sudd. press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 65.

1564, 23 febbraio. Consoli in Cagliari GALEAZZO DE JUNGENT, cittadino di Barcellona. — Lib. sudd. press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 66.

1585, 28 febbraio. Consoli in Cagliari FRANCESCO CALLA.

1585, 28 febbraio. Consoli in Alghero GIOVANNI CANELLES. — Lib. sudd. press. CAPMANT, Op. e loc. cit., pag. 66.

Finalmente dal regolamento fatto dai Consoli della Loggia di Barcellona nel 3 giugno 1551 e riformato nel 24 novembre 1379, si ricava la seguente notizia riguardo ai noleggi delle navi che soleano andare a Sardegna per motivo di mercatura: « Per lo flete che ve diem al patrón de nave para el viage de ultramar... siendo el viage para CERDEÑA, percibirá por cada cien salmas, de las que carga de las docenas. Y desde de cerdeña por cada centenar de salmas: cuyos derechos pagará el dueño del cargamento, que lo torna a su riesgo, mas no el prestador. Pero si la nave fuere menor de 200 salmas, pagará por cada ciento V sueldos el que

XXIII*.

Ludovico Torrella fa resignazione diretta in mani del Sommo Pontefice dell'Arcipretura di Santa Giusta in Sardegna, e delle prebende annesse di Norguido e Domusnovas, a favore di un canonico di Bosa, riservandosi un'annua pensione per la quale presta fidejussione e ipoteca i frutti del suo beneficio il Plevano d'Osilo, il quale perciò interviene all'atto.

(1556. — 24 ottobre).

Exempl. sull'origin. archiv. della Camera apostolica per spogial. notar.

In nomine Domini Amen. Per hoc praesens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto indictione quarte decima, die vero vigesima quarta mensis octobris Pontificatus S.^{mi} in Christo Patris et Domini nostri Domini Pauli divina providentia Papae quarti anno secundo in mei camerae apostolicae notarii testimonio infrascriptum ad haec specialiter vocatorum et rogatorum praesentia praesens et personarum constitutus D. Ludovicus Torrella Archipraebiter Ecclesiae SANCTAE JUTAE cum praebenda villae de NUNQUILLO et annexae villae de DOMUSNOVA sitae in Arborene diocesi sponte et ex certa scientia omnibusque vi dolo metta fraude et quolibet alia sinistra machinatione cessantibus pariter et semotis archipraebiteratam dictae Ecclesiae ac praebendae ac praebendam praedictam quos obtinet in manibus S.^{mi} Domini Nostri Papae in favorem tamen Domini Sebastiani Mayale Clerici bosanensis ac reservatis sibi valide infrascriptis et non alias etc. resignavit. Et

recito el feto, y no al mercader. CARMAY, Op. cit. in Apendice, Tom. II, pag. 79.

E dal LIBRO DEL CONSOLATO di Barcellona, ch'ebbe già tanta autorità nel negozi marittimi e fu poi pubblicato per la prima volta con lo stampo di Sebastian de Cormelles in detta città nel 1599 (Vol. uno in fol.), si ricava che nel 6 giugno 1584 la Loggia dei Consoli avea ordinato doversi prestar cauzione da chiunque caricasse merci pe' porti di Cagliari e di Alghero in Sardegna pel pagamento dei dritti dovuti ai consoli catalani colà residenti. Tale Ordinazione fu rinviata con pubbliche gride nel 28 febbraio 1589, e riportiamo qui il testo della medesima, quale si legge in detto Libro del Consolato (*Libro de Consolat dels fets maritims* etc.) al fogl. 128.

*Die Martis XXVIII Mensis Februarii,
Anno M. D. LXXXIII.*

Lo present Consell de trenta y sis ajutats y congregats dins la insularitat del Consell de trenta y sis ajutats del honor. Consell, citem les proposicions per los Magnífics Consellers fets, feren les deliberacions y conclusions següents. — E primerament quant a las supplicacions en dita Consell presentada per mossen Francesch Calas, y Joan Caynells Mayala del Alguer y Callar, contenint en efecte que los procechs y ordenats que fossen fets semblants crides, les quals foren fets en l'any m. d. lxxxiij, a sis de Juny prohibint que ningú pogués carregar robes per a dites parts, que no prestés cautió primer que pagaran als Consols ultra marins lo dret que los dits Consols acostuman de rebre de las robes que arriben, y se venen allí segons en dita supplicacio se conten. Lo dit Consell feu deliberacio y conclusio que rics fets y publicades semblants crides quals foren publicades a sis de Juny m. d. lxxxiij, manant que prestés cautio aus de carregar mercaderies algunes que pagaran lo dret als Consols ultra marins, les quals hagan de prestar conforme foren prestades per a Palermo y Messina.

D. Hieronimus Cariga ⁽¹⁾ etiam praesens sponte ut supra assignationi pensionis annuae quinquaginta ducatorum auri largorum ab omni decima subsidio etiam caritative et etiam de facto imposito et imponendo etiam si impositionibus hujusmodi caveatur expresse quod pensionarii pensiones suas quantumvis liberas habentes prout contribuent teneantur eandem ratam illas solvere habentes sibi retinere nec ad solutionem talis ratae cogi possit ita et taliter quod non obstantibus quibusvis decretis etiam literis tam sub plumbo quam in forma brevis pro tempore super contributionibus faciendis per pons contrarios occasione suarum pensionum quantumvis exemptarum factis et emanatis nihilominus semper pensio hujusmodi sit exempta et talem ratam qua Ludovicum praedictum ratione suae pensionis hujusmodi contingeret Hieronimus et successores sui plebaniam infradiendo pro tempore obtinentes pro eodem Ludovico solvere teneantur de suo proprio absque defalcatione aliqua expensarum praedictarum ac quicquid Hieronimus et successores sui occasione pensionis hujusmodi persolverint eidem Ludovico donatione irrevocabili quae dicitur inter vivos donatum et remissum sit et esse censetur ac ex nunc prout ex tunc et contra dictas Hieronimus donat et remittit omniaque actioni et juri agendi occasione ratae hujusmodi sibi competentem renuntiat nec non a quocunque belli tam hactenus moti quam in posterum movendi pestis, grandinis, incendii, alluvionis, depredationis, devastationis agrorum incursum hostium gelu tempestatis, sterilitatis fructuum non recollectionis ac illorum omnium amissionis et quocunque alio fortuito et inopinato ac evenire insolito casu et sinistro ac inexcogitabili eventu etiam taliter propter quem pensio hujusmodi defalcari posset aut defalcanda venire libera immunis et exempta super plebania sub invocatione SANCTAE BARBARAE VILLAE DE OSILO TURRIANA diocesis quam Hieronimus Cariga ejusdem plebaniae plebanus obtinet fructus et emolumenta universis dummodo praesentis et ab antiquo utique aliis forsitan assignatae pensiones illorum medietatem non excedant eidem Ludovico quoad vixerit vel ejus procuratori legitimo per dictum Hieronimum et successores suos plebaniam praedictam pro tempore obtinendam annis singulis prima videlicet in d. n. Iesu Christi a. proxime futuri incipiendo et altera medietas pensionis hujusmodi in Sancti Johannis Baptistae Nativitatem festivitatis in civitate Calaritana regni SARDINIAE litteris desuper conficiendis Hieronimo

(1) Girolamo Cariga, il quale in quest'atto obbliga i frutti e redditi della sua Pieve di SANTA BARBARA di OSILO pel pagamento della pensione di cinquanta ducati d'oro riservati da Ludovico Torrella, fu poi arciprete del Capitolo turritano e della chiesa cattedrale di Sassari, ed ebbe a contendere coll'arcivescovo Salvatore Alepus, che voleva costringerlo a rinunziare, o a detta Arcipretura o alla Pieve suddetta, che continuava ad occupare. Il Pontefice Pio IV, al quale fu deferita la questione, fece scrivere nel 1565 all'arcivescovo Alepus dal segretario della S. Congregazione cardinalizia, che il Cariga, secondo la disciplina sancita dal S. Concilio di Trento, poteva ritenere il due menovati beneficii, risiedendo però nella Pieve alla quale era annessa cura di anime, o pendendo le sole distribuzioni quotidiane, o corali, della cattedrale di Sassari, alle quali, non intervenendo in Capitolo, non doveva partecipare. La lettera è stata pubblicata per la prima volta dal MATTREI (*Sard. Sacr.*, pag. 166), che la estrasse da un Codice Ms. Sarraceno; ma nel latinizzare il cognome dell'arciprete turritano l'anonimo raccoglitore lo alterò alquanto (forse per non avere ben letto nell'originale), chiamandolo in seconda persona — Hieronymi Carige — mentre doveva dirsi Cariga.

praedicto qui illas pro sibi legitime intimatis habere vult et intendit illarumque expeditioni et intimationi expresse renuntiat non intimatis subsolis sententiis et absque aliqua declaratione integre persolvendo cum regressu etc. ad plebaniam nec non archiepiscopatum praedictum in non solutionis pensionis et alios eventus et alias in omnibus et per omnia prout in supradictis sub data Romae apud Sanctum Petrum quartodecimo kalendas novembris anno secundo continetur et litterarum expeditioni respective consenserunt juraveruntque ipsi D. Ludovicus et Hieronimus ad Sancta Dei Evangelia tactas per eos in manibus mei Notarii infrascripti scripturas sacrosanctas quod in praemissis omnibus et singulis non intervenit nec interveniet fraus, dolus simoniae labe et quaelibet alia illicita pactio sive corruptela de et super quibus omnibus et singulis praemissis petum fuit a me Notario infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici instrumentum et instrumenta. Acta fuerunt haec Romae in domo habitationis mei Notarii infrascripti sub anno indictione die, mense et Pontificatu quibus supra praesentibus ibidem D. Curio Cathenacio et Joanne Michaelae de Sant Martin clericis aianensis et hipporigensis civitatis et diocesis respective testibus ad praemissa vocatis specialiter atque rogatis.

Deinde idem Dominus Hieronimus adhuc praesens ut supra persolvendo pensionem hujusmodi modo et forma praemissis etiam litteris non expeditis nec intimatis quas pro expeditis et sibi legitime intimatis quod voluit se suosque haereditas et successores sua suorumque haereditas et successorum bona, mobilia et immobilia praesentia et futura ubicunque existentia in ampliori forma Camerae Apostolicae obligavit et ypotecavit ac etiam Curiae causarum Camerae Apostolicae D. R. Papae ejusque Camerarii, Vicecamerarii, Auditoris, Viceauditoris, Locumtenentis, Commissarii et quarumcumque aliarum Curiarum, Ecclesiasticarum et saecularium ubique constitutarum jurisdictionibus, compulsionibus, viribus et rigoribus suis et meritis examinibus supplicavit et submitisit per quas quidem curias et earum quamlibet voluit et expresse consensit posse et debere cogi, compelli, moneri, citari, excommunicari, aggravari, reagravari et ad brachium saeculare deponi ac arrestari, ac contra se suosque haereditas et successores ac bona praedicta realem et personalem executionem usque ad integram et plenariam solutionem poenae praedictae ac omnium et singularum damnorum expensarum et interesse per dictum Dominum Ludovicum ob non solutionem dictarum poenarum patiendorum et sustinendorum refectionem et satisfactionem non obstantibus juri dicenti quod ubi iudicium ceptum est ibidem finem accipere debeat et quaelibet alia juris et facti exceptione in contrarium facientibus: renuntiavit etiam dictus Dominus Hieronimus omni et cuilibet exceptioni doli mali vis metus fraudis, lesionis, machinationis, et non sio et praemittitur facti vel celebrati praesentis contractus ac aliter plus vel minus fuisse dictum vel factum quam recitavimus et contra omnibusque aliis et singulis exceptionibus, cavillationibus et cautelis quibus mediantibus contra praemissa vel eorum aliqua dicere, facere vel venire, aut se tueri possit et specialiter juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi praec-

cesserit specialis et expressa: ac pro majori praemissorum observatione omni meliori modo quo potuit, fecit, constituit suos veros et legitimos procuratores speciales et generales ita tamen quod specialitas generalitati non deroget, nec e contra videlicet dominos Antonium de Galesio et Johannem Baptistam de Rochetis in romana curia causarum procuratores et Petrum Paulum Aianantem et Johannem Meja dictae Camerae Notarium ac omnes et singulos alios Procuratores et Notarios dictarum Curiarum qui nunc sunt et pro tempore erunt, quorum nomen et cognomina hic haberi voluit pro expressis absentibus tanquam praesentes et eorum quemlibet in solidum ita tamen quod non sit melior conditio primitus occupantis nec deterior subsequens sed quod unus eorum, inceperit alter eorumdem id prosequi et finire: valeat scilicet specialiter et expresse ad ipsius domini constituentis nomine et pro eo omni tempore diebus feriatis et non feriatis coram camerario et aliis officialibus praefactis comparandum ac omnia et singula in praesenti instrumento contenta vera fuisse et esso etiam pluries confitendum et recognoscendum ac petendum et acceptandum omne praecceptum monitionem, coudemnationem, sententiam et mandatum quae officiales ipsi et eorum quilibet in ipsum dominum constituentem praemissa non observantem facere et promulgare voluerint et eis sponte acquiescendum nec non submittendum a praemissis observandis jurisdictioni curiae et curiarum praedictarum et ad volendum et consentiendum quod ipsi domini Iudices, Locumtenentes et eorum quilibet in ipsum dominum constituentem praemissa non observantem excommunicationis sententiam proferant, promulgent, aggravent, reagravent aliosque processus reales et personales faciant quos voluerint usque ad plenariam omnium et singulorum praemissorum observationem et generaliter omnia alia faciendum in praemissis necessaria seu quomodolibet oportuna promittens se ratum, gratum, acceptum et firmum perpetuo habiturum totum id et quicquid per eosdem Procuratores dictum, factum et procuratum fuerit relevans illos ex nunc et relevare volens ab omni onere satisfaciendi iudicioque sisti et iudicatum solvi cum suis clausulis necessariis et opportunis sub obligatione antescrpta. Et praemissa, omnia et singula complere et inviolabiliter observare ac non contrafacere, dicere vel venire de jure vel de facto quovis quaesito colore vel ingenio, nec procuratores praedictos aut eorum aliquem per se vel alium seu alios revocari donec omnia et singula supradicta plenarie fuerint adimpleta promisit atque juravit ad Sancta Dei Evangelia tactis per eum in manibus mei Notarii infrascripti Scripturis sacrosanctis de et super quibus omnibus et singulis praemissis petum fuit a me Notario infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici instrumentum et instrumenta. Acta fuerunt haec Romae ubi supra sub eodem anno indictione die mense et Pontificatu quibus supra praesentibus suprascriptis domino Curio Cathenacio et Johanne Michaelae de Sant Martin testibus ad praemissa vocatis specialiter atque rogatis.

Et ego Petrus Paulus Ardinus Camerae Apostolicae Notarius quia praemissis interfui et hanc notam sumpsit ideo subscripsi signoque et nomine meis signavi in fidei et testimonium praemissorum rogatus et requisitus.

XXIV.

Lettere di Don Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. al viceré di Sardegna, con le quali gli ordina di non dar passo alle appellazioni che abusivamente si facevano a Roma nelle cause dipendenti da condanne di eretici e di apostati, pronunziate dall'inquisitore, e dalla confisca dei beni dei condannati; dichiara tali appellazioni lesive della sua reale giurisdizione, e vuole che s'impediscano, nonostante qualunque provvedimento pontificio in contrario; e statuisce infine che le appellazioni medesime, se vi sarà luogo, debbano farsi all'inquisitore generale, e al Consiglio della generale inquisizione residente presso il Sovrano.

(1558. — 7 maggio).

Dal DECRET, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 790-91.

El Rey.

Spectable Lugartiente, y Capitan general.

Hemos tenido relacion, que procediendo el Dotor Joan Coita, Inquisidor apostolico en esse Reyno, en algunas causas civiles de bienes confiscados a nuestra Camera, y Fisco, por el delicto, y crimen de la heregia, y apostasia entre Oficiales, y Familiares del Santo Officio. y otras personas desse dicho Reyno, sobre bienes muebles, ò raizes, ò deudas algunas de las tales personas, han appellado del dicho Inquisidor para ante su SANTIDAD, y sacado testimonio de tales appellaciones, pretendiendo se cometan las dichas causas en la CORTE ROMANA à otros Juezes Ecclesiasticos: Y porque esto es mucho daño y perjuizio de Nuestra jurisdiccion Real, por virtud de la qual, y con commission particular nuestra el dicho Inquisidor conoce de los dichos negocios, os encargamos, y mandamos no deis lugar à que persona alguna de testimonio de semejantes appellaciones, y si algunos se huvieren dado, y por virtud dellos despachado algunas *letras apostolicas* en derogacion de Nuestra jurisdiccion Real, bagais que nuestro Procurador Fiscal supplique dellas, para informar à su Santidad de como han sido impetradas con sinistra informacion, y en el entretanto no permitreis, que por virtud dellas se proceda contra dicho Inquisidor, ò Inquisidores, que por tiempo fueren en esse Reyno, ni otra persona alguna: porque, si alguna de las dichas personas se sintiere, ò sintieren agravadas del dicho Inquisidor, podran acudir al Inquisidor general, y Consejo de la general Inquisicion, que en nuestra Corte reside, donde se le hará y administrará justicia, como siempre se ha hecho y haze; y darnos heis aviso de lo que en esto hizierdes. De Madrid à siete de Mayo, año de M.D.LVIII.

Yo el Rey.

M. Secretarius.

XXV*.

Lettere reali di Don Filippo II re di Castiglia, di Aragona ecc., con ordine ai baroni di Sardegna, che non maltrattino e opprimano i vassalli, e al viceré ed altri ufficiali regii dell'isola, affinché rendano giustizia ai vassalli i quali riclamino contro l'oppressione dei baroni.

(1559. — 14 ottobre).

Dagli Archivi dell'antico Patrimonio Reale in Sardegna.

Nos Don Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Hungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milan, de Athenas, de Neopatria, Conde de Abspurg, de Flandres, de Tirol, de Barcelona, de Rosellon, de Cerdeña, Marques de Oristan, y Conde de Goceano. Al Espectable Don Alvaro de Madrigal nuestro Lugartiente, y Capitan general en el nuestro Reyno de Sardenia, Presidente o Regente el dicho officio, Regente nuestra Cancelleria, Abogado Fiscal, Governadores y Reformadores en los Cabos de Callier, Gallura, y Logudor, Alguaziles, Vergueros, Porteros, y otros qualquiera Oficiales Reales en el dicho Reyno constituidos, y constitutores, al qual, ò a los quales las presentes pervendran, y seran presentadas, y del negocio suscrito seran requeridos en qualquiera manera, salud, y dileccion. — Por relacio de personas que zelan el servicio de Dios, y nuestro, havemos entendido, que algunos de los Barones, y personas que tienen vassallos en esse Reyno, los maltratan en grande manera, y que quando algunos dellos recurren à vos otros, paraque los desgraveis, no hallan el recogimiento, y remedio que seria menester, antes se quedan con el mismo agravio, injuria, y maltratamiento, de lo qual Dios nuestro Señor no es servido: Y porque à Nos, como Rey y Señor toca, y pertenece abraçar, y favorir los afligidos, y maltratados sin raxon, y justicia, y esse cargo viene à nuestros Oficiales, que estan en nuestro lugar: Por ende con tenor de las presentes, de nuestra certa sciencia, y Real autoridad, à vos otros, y a qualesquier de vos, à quien esto tocare, dezimos, encargamos, y mandamos, so incorrimiento de nuestra ira, è indignacion, y pena de mil florines de oro de Aragon à nuestros Reales coffres applicaderos, que de aqui adelante no permitais, ni deis lugar, que ningun Baron, ò persona, que tenga vassallos en esse Reyno, los maltrate, y opprima malamente, y contra raxon, y justicia, no obstante qualesquier abusos, ò cosas que se huvieren hecho hasta agora en contrario desto: y si algunos de los dichos vassallos recurrien à vosotros por algun maltratamiento, ò prission que se les haga, los amparareis, y recogereis, administrando les todo cumplimiento de

justicia, despachando todos sus negocios con toda la brevedad posible, y guardandolos a la letra el drecho, y Pragmaticas Reales, que hay en esse Reyno cerca de los que recurren de los Barones, ò sus Oficiales, guardando atentamente de hazer, ni permitir que se haga lo contrario en manera alguna, si demas de nuestra ira, ò indignacion la pena sobredicha deseais no incurrir. Datum en el Prado à 14 de octubre, año del Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo M.D.LVIII.

Yo el Rey.

Vid. Camacius Reg.	Vid. Luna Reg.
Vid. Gignita Reg.	Vid. Loris Reg.
Vid. Ximeno pro Thes. gen.	Vid. Clemens pro Conserv. gen.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per Reg. Cancellar. etc. etc.

XXVI*.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. approva i capitoli di Corte discussi e deliberati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Lorenzo Fernandez de Heredia.

(1560. — 8 maggio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio in Sardegna.
Cod. sudd., fol. 120 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae maris Oceani, Arcidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, et Tirolis, Barcinonae, Rossillonis, et Ceritaniae, Marchio Oristanl, et Comes Gociani. — Diebus retro elapsis pro parte trium *Stamentorum* Regni nostri Sardiniae inerunt oblata, et humiliter praesentata coram Serenissima Infanta Joanna Principe Portugaliae Sorore charissima, ac Locumtenenti generali nostro in Regnis Hispaniarum *Capitula* per ipsa tractata in *Parlamento* per spectabilem Don Laurentium Fernandez de Heredia Locumtenentem generalem nostrum, ac vice et nomine Nostri, regnicolis ejusdem Regni indito, et celebrato, una cum responsionibus in calce cujuslibet *Capituli* per dictum Locumtenentem generalem factis, quae quidem *Capitula* per celsitudinem decretata extiterunt, prout in eis continetur. Nunc vero per dictum nostrum Assorem Sapata domicellum, et Alcaidum nostrae civitatis et Castri Calaris, *Sindicum Stamenti militaris* dicti Regni Sardiniae ad nos destinatum, Majestati nostrae fuit humiliter expositum, et deductum, quod dum *Capitula* ipsa per dictam

Serenissimam Sororem nostram decretarentur, nullus pro parte *Stamentorum* dicti Regni extitit, qui de rebus servitio nostro, et utilitati dicti Regni incumbenibus informationem daret, et proinde decretationes in praedictis *Capitulis* factas per suam celsitudinem reformatione egere, humiliter supplicando, ut ipsam in aliquibus ex dictis *Capitulis*, et decretationibus fieri mandare dignaremur. Nos autem volentes utilitati, et conservationi *Stamentorum* praedictorum, ac Regni nostri praefati, prout aequum est, consulere, *Capitula* ipsa per dictam Alcaidum coram Nobis oblata recognosci fecimus in nostro Sacro Supremo Regio Consilio, ipsisque, post decretationes dictae Serenissimae Principis Sororis nostrae, responderi et provideri mandamus, prout in calce uniuscujusque *Capituli* continetur, quorum quidem petitionis *Capitulorum*, et suarum decretationum series sequitur inde sub hiis verbis (1).

Quae quidem *Capitula* praeinserta, juxta responsiones et decretationes in iisdem appositae laudantes et approbantes illa, et in eis contenta, et alia expressa a praenominato *Stamento militari*, de nostra certa scientia, deliberate et consulto, dicti nostri Sacri Supremi Consilii deliberatione praeunte, concedimus, consentimus, et deliberate elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Carolo Principi Asturiarum, et Gerandae, Duci Calabriae, filio primogenito nostro, ac post felices et longaevis dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris, Deo propitio, immediato, haeredit, et legitimo successorum intentum aperientes nostrum, sub paterna benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo generali in praefato Nostro Sardiniae Regno, Regenti Cancellarium, Judici Regiae Curiae, et Advocato fiscali, Gubernatoribus quoque seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Galluriae, et Lugodorii, Regio Procuratori, ac Ministro Rationali, Algeziriis, Potestatibus, Virgariis, et Portuariis, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Sardiniae Regno constitutis et constituendis praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostre inferendum aerariis, ut *Capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationem et responsionem in fine cujuslibet eorum contentarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, teneantque et inviolabiliter observari per quos deceat, faciant, cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeterique vero Officiales et subditi nostri, praeter irae et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque nostro Regio

(1) Seguono nel Codice i *Capitoli di Corte* presentati alla sanzione regia. Erano diciotto quelli votati dai tre *Bracci* del Parlamento, e quaranta gli altri votati dallo *Stamento militare*. Dei primi ne furono accordati soli dodici; e dei secondi soli trentuno.

majori pendente communiri jussimus. Datum in nostra civitate Tolleti, die octavo mensis maji, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo, Regnorum vero nostrorum, videlicet Hispaniae, et ulterioris Siciliae quinto, ceterioris vero Siciliae et aliorum septimo.

Yo el Rey.

Vid. Camacius Reg.	Vid. Gbignita Reg.
Vid. Joan Ximenez pro	Vid. Luna Reg.
gen. Thes.	Vid. Sentis Reg.
Vid. Loris Reg.	

Vid. Clemens pro Conserv. gener.
In Sardiniae fol. 27.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Clementi,
visa per Camacium Reg. Cancell. etc. etc.

XXVII.

Ordinazione regia di Don Filippo II, re di Castiglia, di Aragona ecc., con la quale si stabilisce che i ministri tutti, ufficiali e famigliari della Santa Inquisizione, e della Crociata in Sardegna siano sottoposti indistintamente al pagamento delle gabelle reali e civiche, ad eccezione del solo Inquisitore, e del solo Commissario, o loro luogotenente, che dichiara essenti da ogni gravanza.

(1562. — 31 luglio).

Del Duxet, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 719.

Nos Philippe per la gracia de Den Rey de Castella, de Arago, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Leon, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sivilla, de Sardenia, de Cordova, de Corsega, de Mier, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, y de las Islas Indias y Terraferma, del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgundia, de Brabant, de Mila, Compte de Barcelona; y de Flandes, y de Tirol, Señor de Biscaya, y de Molina, Duque de Athenas, y Neopatria, Compte de Rosello, y de Sardana, Marques de Oristany, y de Gociano. — Per quant se ha recorregut à Nos per part de la ciutat de Alger, que paleix en lo arrendament del vi en gran suma, à causa de la *franquesa* que pretanen tenir los Officials, y familiars de la SANTA INQUISICIO, y CRUZADA, per ser molta, y no aver necessitat della; per hont es vingut à tanta disminucio, que nos troba qui arrende dit dret, sino à baix preu, y la dita ciutat rebe gran daní, supplicantnos humilment fossem servits declarar quins Officials de la Santa Inquisicio, y Cruzada han de ser franchs de dits drets, y altres. Y nos, vista sa supplicacio, volent declarar en ago nostra Real voluntat, ab tenor de las presents, de nostra certa sciencia, y Real autoritat, deliberadament, y consulla, diem, ordenam, statuim, y manam, que tots, y qualsevol Officials, Ministres, y familiars de la Santa Inquisicio, y Cruzada, exceptat lo Inquisidor, y un Commissari, Loctinent de

Inquisidor Ecclesiastich, en los llochs à hont los acostum tenir, sia obligats à contribuir, y pagar tots y quals sevot drets, axi Reals, com de les ciutats, viles, y llochs, y de la manera que serian obligats no sent Officials, Ministres, y familiars de la Santa Inquisicio, y Cruzada, no obstant qualsevol privilegis, y excepcions que ad ago puguessen obstar, les quals derogam, y volem ser derogades ab les presents, ab tenor de les quals manam als espectables, nobles, magnífics, y amats Consellers nostres, Loctinent y Capita general en lo dit Regne de Cerdeña, y Regent la Cancilleria, Governadors y Reformadors del Cap de Caler, y Gallura, y Logudor, Veguers, Solveguers, Potestats, Alguazirs, Porters, y altres qualsevol Officials y Ministres nostres en dit Regne constituïts y constituïdors, sots incurriment de nostra ira è indignacio, y pena de mil florins de or de Arago, y al venerable Inquisidor extortam, diem, y encarregam que la present nostra declaracio, y lo en alla contengut tingan, y observen, tenir y observar fassan, y no contrafassan, ni vinguen, ni permetan esser contrafet, ni vingut per alguna causa ò raho, si nostra gracia tenen cara, y la pena sobredita desigien no encurrer. En testimoni de les quals cosas havem manat despendir les presents ab lo Nostre segell comu Real en lo dorso segnades. Datum en Madrid à 34 del mes de Juliol. aui de la Nativitat de Nostre Señor Jesu Christ 1562.

Yo el Rey.

V. Comes generalis.	V. Loris Reg.
V. Giginta Reg.	V. Sentis Reg.
V. Camacius Reg.	V. Clemens pro Conservatore
V. Luna Reg.	generali.

XXVIII*.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona approva i capitoli o domande votati dai tre bracci del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré D. Alvaro di Madrigal.

(1565. — 5 aprile).

Dall'Archivio dell'antico Regio Patrimonio di Sardegna,
Cod. Cart. fol. 154 e seg.

Nos Philipppus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Giensis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec noq Insularum Indarum, et Terrae Armae, maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, Dominus Viscayae, et Molinae, Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Orisanti, et Gociani. Fuerunt per te nobilem, et dilectum nostrum Don Franciscum Sapata Alecidum civitatis, et Castri Caralis et Sindicum *Stamenti militaris*

Regni Sardiniae per parte trium *Stamentorum* dicti Regni coram Majestate nostra oblata, et humiliter praesentata *capitula* per ipsa tractata in Parlamento per spectabilem Don Alvarum de Madrigal, Locumtenentem generalem nostrum, ac vice et nomine nostri rognicohis ejusdem Regni indio, et celebrato, una cum responsionibus in calce cujuslibet *capituli* per dictum Locumtenentem generalem factis, humiliter supplicando ut *capitula* praedicta decretare, acceptare, concedere de nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero volentes utilitati, ac conservationi *Stamentorum* praedictorum, ac Regni nostri praefati, prout aequum est, consulere, *capitula* ipsa per dictum Alcaidum coram nobis oblata recognosci fecimus in nostro Sacro, Supremo, Regio Consilio, ipsisque responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque *capituli* continetur, quorum quidem petitionum, *capitulorum*, et decretationum series sequitur sub his verbis (1).

Quae quidem *capitula* praeinserta juxta responsiones, et decretationes in eisdem appositae laudantes, et approbantes, illa, et in eis contenta, et expressa praenominato *Stamento* militari theore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri Sacri, Supremi, Regii Consilii deliberatione praecedente, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter et decretum. Sereuissimum propterea Carolo Principi Asturium, et Gerundae, Ducis Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, et post foelices et longaevos dies nostros, in omnibus regnis et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredi, et legitimo successoris intentum aperientes nostrum sub paternae benedictionis obtentu diuinus; Spectabili vero, Nobilibus et Magnificis dilectis Consiliariis Locumtenenti et Capitaneo Generali in praedicto nostro Sardiniae Regno, Regenti Cancellariam, Judici Regiae Curiae, et Advocato fiscali, Gubernatoribus quoque, seu Reformatibus in Capitibus Caloris, Gallurae, et Logodorii, Regio Procuratori, ac Magistro Rationali, Alguaziribus, Potestatibus, Virgariis, et Portariis, caeterisque aliis officialibus, et subditis nostris in dicto regno Sardiniae constitutis et constituendis, praecipimus et jubemus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florum auri Aragonum decem mille nostris inferendum aeriari, ut *capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine cujuscumque contentarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, teneant, et inviolabiliter observari per quos deoat faciant; cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa; si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales et subditi nostri, praeter irae et indignationis nostrae incursum,

(1) Seguono per esteso li quarantasette capitoli presentati all'approvazione sovrana dal deputato del Parlamento. Venti dei medesimi erano stati votati dai tre Bracci, e ventisette dal solo *Stamento* militare. Ne furono approvati tredici dei primi e diciuno dei secondi.

poenam praepositam capiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque nostro Regio majori pendente communis iussimus. Datum in Monasterio de Esperansa, die octavo mensis Aprilis, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quinto, regnorumque nostrorum, videlicet ceterioris Siciliae duodecimo, Hispaniarum vero et aliorum decimo.

Yo el Rey.

Vid. Don Bernard. Vicecanc. Vid. Loris Reg.
Vid. Comes Gen. Thesaur. Vid. Sents Reg.
Vid. Soro Regens.

Vid. Clemens pro Conserv. gen.
In Sardiniae vi, fol. 431.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per Vicecancel. General. Thesaur., etc. etc

XXIX.

Lettere in forma Brevis del Pontefice Pio V. in virtù delle quali gli spogli degli arcivescovi e vescovi di Sardegna, durante la vacanza delle loro sedi, sono destinati e applicati alla fabbrica, manutenzione ed ornamento delle chiese cattedrali, e si destinano economi speciali per amministrarli.

(1567. — 8 febbraio).

Dal DECRET. Capit. Cur. Regni Sardiniae, fol. 398 e seg.

Pius Papa Quintus
ad perpetuam rei memoriam.

Exigit incumbitis nobis Apostolicae sollicitudinis officium, ut ad ea, quae per Ecclesiarum qualibet, praesertim Cathedralium, et Metropolitanarum, ne in fabricis suis detrimentum sustineant, commodo et utilitati opportune consuli possit, potissimum dum Catholicorum Regum vota id exposcent, libenter intendamus, et alias desuper disponamus, prout in Domino conspicimus salubriter expedire. Exponi siquidem nobis super fecit charissimus in Christo filius noster Philippus Hispaniarum Rex Catholicus, quod cum Sedes Apostolica nunquam perceperit, et percipere consuevit *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum in Inseta Sardiniae Metropolitanas Cathedralis Ecclesias obtinentium, nec minus fructus, redditus, et proventus Ecclesiarum hujusmodi, illarum vacatione durante decurrentes, sed spolia, et fructus hujusmodi ipsorum Archiepiscoporum, et Episcoporum in dietis Ecclesiis successores, privilegis et indultis apostolicis, semper perceperunt, et levavunt, et percipere, et levare pacifice, et quiete consueverunt. Et cum Ecclesiae hujusmodi pro suarum fabricis, et ornamentis, et parametis pro divino cultu necessariis nullos habeant redditus, verisimiliter, ac pro certo credendum est privilegia, et indulta praedicta ea ratione per Romanos Pontifices praedecessores nostros concessa fuisse, ut ipsi Archiepiscopi, et Episcopi praedictas Ecclesias ex pecuniis,

proventibus, et spoliis, et fructibus praedictis reparare, restaurare, et manutenerere, ac conservare, nec non ornamenta, et paramenta hujusmodi in eisdem Ecclesiis habere debent, et teneantur. Nihilominus, a multo, et fore immemorabili tempore citra, ipsi Archiepiscopi, et Episcopi, quavis spolia, et fructus praedictos exegerunt, et perciperant, illa in eorum comodum, et utilitatem ad proprios usus converterunt, neglegendo, et omitiendo Ecclesias praefatas in earum aedificiis, et structuris instaurare, reficere, et reparare, ornamentaque, et paramenta hujusmodi habere, ex qua avaritia, et negligentia Ecclesias praefatas ruinam in eorum aedificiis fore in totum minari, ornamentisque, et paramentis hujusmodi carere contigit. Quare idem Philippus Rex, qui etiam Sardiniae Rex existit, dolens ne hujusmodi Ecclesiae, quae de jure patronatus ipsius Regis, et privilegio apostolico, cui non haecenus in aliquo derogatum fore cognoscitur, culpa, et negligentia, ac etiam avaritia Archiepiscoporum, et Episcoporum praedictorum, in totum demoliantur, et pereant, nobis suppliciter fecit humiliter, quatenus in praemissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur super universis orbis Ecclesiis Principatum obtinentes hujusmodi supplicationibus inclinati spolia Archiepiscoporum, et Episcoporum praedictorum in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque, redditus, et proventus Ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab Episcopis, et Archiepiscopis, quos in Ecclesiis hujusmodi, ut praefertur, vacare, et tempore succedere contigerit, auctoritate apostolica, per praesentes, perpetuo abdicamus, et separamus; illaque dictis Ecclesiis pro illarum fabrica, structura, reparatione, et etiam manutentione, et etiam ornamentorum, et paramentorum emptione, et manutentione, perpetuo applicamus, et appropriamus: et insuper, ut praemissa suum debitum consequi possint effectum, dilectis filiis, singulis capitulis Ecclesiarum praefatarum, illarumque personis per dictum Philippum Regem, ejusque successores eligendis, ut spolia et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare possint, et valeant, illaque in restaurationem, reparationem, et manutentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, Ecclesiasque ipsas instaurare, et conservare, ornamentaque et paramenta praedicta emere, et manutenerere debeant, et teneantur, dicta auctoritate Apostolica, per ipsas praesentes perpetuo concedimus, et indulgemus; ac committimus, et mandamus ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, ne in spoliis, ac fructibus, redditibus, et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromittant, nec intromittere audeant, vel praesumant; quinimo illa per capita, et personas hujusmodi percipi, exigere, recuperari, et, ut praefertur, converti permittant, sub sententiis, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis, inhiemus; ac praecipimus, ac etiam mandamus. Quocirca venerabili fratri Archiepiscopo Turritano, et dilectis filiis, Abbati monasterii SS. Trinitatis de Sacargia, Bosanen., seu nullius Diocesis, Ordinis Camaldolensis, ac Decano Ecclesiae Calaritanae, per easdem praesentes mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel per alium, seu alios ipsos, praesentes, et in his contenta quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, et quoties pro parte Capituli, et personarum

praedictarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, bisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciant, auctoritate nostra, praesentes, et in his contenta hujusmodi per Archiepiscopos, et Episcopos praedictos firmiter observari, non permittentes Capitula, et personas hujusmodi per Archiepiscopos, et Episcopos praedictos earum ipsarum, praesentium tenore, quomodolibet indebile molestari, contradicere, quolibet, et rebelles per praedictas, aliasque eorum arbitrio moderandas, et applicandas poenas, ac alia opportuna juris, et facti remedia, appellatione postposita, dicta auctoritate compescendo, ac legitimis super his habendis servatis processibus, sententiis, et poenis, ipsas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam si ad hoc opus fuerit auxilio, brachij saecularis, super quibus, neque non contradicere quolibet, et rebelles praedictos, ac quoscumque molestatores, et alios praemisorum occasione citandos, censio eis summo, et extrajudicialiter, de non tuto accessu, etiam per aedem publicam, et ipsis citandis circumscipis, de quibus est verisimilis conjectura, quod ad eorum citandorum, notitiam pergenire valeant, affigenda, quae perinde illos aedant, ac si his personaliter intimata fuissent citandis, eisque, ac quibuscumque iudicibus et personis, quibus dicta occasione inhibendum fuerit, et sub sententiis, censuris, et poenis praedictis, ac per similia edicta inhibendi, dicta auctoritate, per easdem praesentes licentiam, et facultatem concedimus; non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, ac Ecclesiis praedictarum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis Archiepiscopis, et Episcopis praefatis, etiam per felicia recordationis Honoriorum Papam II praedecessorem nostrum, et quoscumque Romanos Pontifices praedecessores nostros, ac etiam nos, et Sedem eandem, sub quibuscumque tenoribus, et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolitis clausulis, irritantibusque, et aliis decretis, ac alias quomodolibet concessis, confirmatis, et approbatis, ac etiam iteratis vicibus invocatis: quibus omnibus etiam, si de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, expressa, specifica, et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, et observanda foret, tenore hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata inserta forent, praesentibus pro expressis habentes, alias in suo robore permanentis, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque, aut si aliquibus conjunctim, vel disjunctim ab eadem Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam, et expressam de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die octava februarii millesimo quingentesimo sexagesimo septimo: Pontificatus nostri anno secundo.

Caspar Glorierius.

XXX.

Bolla del Pontefice Pio V relativa alle dignità e alle prebende ecclesiastiche di Sardegna, alla separazione delle medesime dalle chiese parrocchiali, e al più regolare ed ordinato servizio di questo ultime per mezzo dei loro rettori o vicari.

(1568. — 7 ottobre).

Dal Lewis, *Codes Ital. Diplom.*, Edit. Franc.
tom. II, col. 1497 e seg.

Pius Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam.—Quantum animarum cura caeteras omnes superat, et excolit, tanto nos impensius providere necesse est, ut id officii genus omni ubique adhibita industria excolatur. Ex multis enim offensionibus, quae ad nostram quotidie notitiam perferuntur, illam quoque gravissimam intelligimus, quod Canonici et alii habentes dignitates, personatus, et officia eorum Insulae Sardiniae Ecclesiarum, quas parim rerum inopia depressas, partim etiam aëris inclementia desertas, jampridem Apostolica Sedes proximis Metropolitanis, et aliis Cathedralibus Ecclesiis providenter adjunxit, quamquam personali in ipsis obsequio soluti residentiam detrectant, atque refugunt, apud parochiales Ecclesias, quae sunt, vel in praebendis suorum hujusmodi Canonicatum institutae, vel praedictis dignitatibus, beneficiis, et officiis applicatae, nullum habentes perpetuum Vicarium, vel alium proprium Sacerdotem, qui curam exerceat animarum. Rursus multae parochiales Ecclesiae sive pro praebendis habitae, sive dignitatibus, beneficiis, et officiis non unitarum, nec suppressarum Ecclesiarum incorporatae reperiuntur, quae sunt hujusmodi Vicariorum solatio destitutae. Nos adversus periculosam hanc negligentiam volentes juris prosecutione cavere, de nobis attributae potestatis plenitudine extinguimus, et abtemus omnes dignitates, etiam majores et principales, nec non canonicatus, praebendas, personatus, administrationes, officia, caeteraque beneficia omnium, et singularum dictae Insulae Ecclesiarum aliis unitarum, vel etiam suppressarum, quae parochiales Ecclesias habent, uti praebendas, vel alias annexas, ubi non est Vicaria perpetua constituta. Ipsae vere parochiales Ecclesias ad primaeum statum simplicem, et liberum revocamus, ita ut in eorum collatione dehinc ab Ordinariis locorum faciendi, Concilii Tridentini forma, quo de parochialibus Ecclesiis super hoc praescripta est, omnino debeat observari: statuentes, ut quicumque dignitates, praebendas, beneficia, et officia praedicta sic extincta, etiam plura, et diversis hujusmodi Ecclesiis ex dispensatione Apostolica, aut alias obtineant, ex quo jam amplius non sunt, nullum in dictis principalibus Ecclesiis locum habere contendant, sed singulas praedictas parochiales Ecclesias, ut simplices earum Rectores retinentes, debeant ibi praesentes perpetuo residere, ac debita parochialia officia per seipsum, ut congruit, exercere; nec ulli omnino id effugere, aut consuetudine immemorabili, aliave praetensa juris cautione defendi possint, etiam si eam curam ad

solos Episcopos obijciant pertinere, sed eos, qui canonica monitione praemissa in dictis parochialibus Ecclesiis praesentes residere neglexerint, censuris, et poenis omnibus contra non residentes, tam a dicto Concilio, quam etiam nostris et aliis Canonica sanctionibus impositis, volumus subiacere. Verum, si de pluribus etiam diversarum diocesium parochialibus unica dumtaxat praebenda constituit, aut unio de illis uni tantum dignitati, beneficio, vel officio sic suppresso facta fuerit, singuli possessores, etiam qui plura ex praefatis suppressis obtinebant, ut praefertur, in una parochiali Ecclesia dumtaxat perpetuo residentes, quam intra sex menses post publicationem praesentium eligere debeant, si censuras et poenas praedictas effugere voluerint, poterunt, vita eis comite in caeteris omnibus tolerari, dummodo reliquis Vicarii idonei ab Ordinariis locorum cum debito stipendio assignentur. Illis vero cedentibus et decedentibus singuli rectores in singulis ordinentur, nisi forte loci propinquitas, rerum angustia, aliave legitima causa connexionem patiatur. Porro Ecclesiis parochialibus, vel in praebendas Canonicatum erectis, vel dignitatibus, officiis, et beneficiis non unitarum nec suppressarum Metropolitanarum, Cathedralium, et aliarum dictae Insulae Ecclesiarum perpetuo annexis, in quibus nullae sunt Vicariae hucusque perpetuae institutae, quoniam Canonici, et aliae dignitates, officia, et beneficia hujusmodi obtinentes, in ipsis Metropolitanis, Cathedralibus, et aliis Ecclesiis deservire tenentur, praedicti Ordinarii locorum illas quamprimum ordinare, vel alias providere debeant, quemadmodum in generalibus, et praedicto Tridentino Concilio dignoscorum ordinatum, portione fructuum etiam super certa re assignanda, ac per Vicarios propria auctoritate percipiendi, quae tamen centum annis non transcendat, inferior vero quam *quingenta* scutorum esse possit, quando sine notabili Principis incommodo nequeat esse pluri, et ea sit annuae utilitas, ut Sacerdos queat ex minori comode sustentari. Praecipimus igitur universis et singulis Archiepiscopis, Episcopis, et aliis locorum Ordinariis per dictam Insulam constitutis, in virtute sanctae obedientiae, ut praedicta omnia et singula in suis quisque civitatibus, diocesis, et locis quamprimum exequantur, et inviolate faciant ab omnibus observari: contradictores quoslibet et rebelles per praedictas, quas viderint ipsi, censuras et poenas, caeteraque remedia opportuna, appellatione quacumque postposita, compescendo, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis. Non obstantibus praedictis, et nostris de non tollendo jure quaesito, ac de Vicariis hujusmodi aliter institutis, aliisque constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non Ecclesiarum, in quibus canonicatus, et praebendae, ac dignitates, beneficia, et officia praedicta consistunt, juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus contrariis quibuscumque, seu quod aliquibus communit, vel divisim a dicta sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari, aut contra hujusmodi statuta, et consuetudines, ac privilegia eis concessa, ad residentiam, et alia praedicta compelli non possint, per litteras Apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de statutis et consuetudinibus, nec non Ecclesiarum, locorum, et personarum hujusmodi mentionem,

et quibuslibet aliis privilegiis, indulgentiis, et litteris Apostolicis generalibus, vel specialibus, quorumcumque tenorem existant, per quae praesentibus non expressa, vel totaliter non inserta effectus eorum impediri valeat quomodolibet vel differri, de quibus quorumque tenoribus ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis, quae omnia contra praedicta volumus cuiquam in aliquo suffragari. Quin etiam ex nunc irritum decernimus et inane quidquid secus per quoscumque, quavis auctoritate, scilicet vel ignoranter, contigerit attentari. Caeterum mandamus easdem praesentes ad valvas Basilicae Principis Apostolorum de urbe, et in acie campi Florae publicari, eorumque exempla de more applicari; volumusque et Apostolica auctoritate decernimus, quod litterae ipsae sic publicatae, omnes et singulos absentes, et ubique extra dictam Insulam degentes, ac etiam monitiones, citationes, et inhibitiones per quemcumque Ordinarium edicto publico valvis suae Cathedralis Ecclesiae affigendo, vigore praesentium faciendae, monitos, citatos, et inhibitos perinde ardeant, ac si eis personaliter factae fuissent. Quia vero difficile, et incommodum valde esset, easdem praesentes ad singula loca, ubi illis opus fuerit, transferre, similiter volumus, ut earum exemplis etiam impressis, manoque Notarii publici, et sigillo Praelati Ecclesiastici, vel ejus Curiae obsignatis, eadem prorsus fides adhibeatur, quae easdem praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae vel ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat etc. etc. — Datum Romae apud S. Petrum, anno Incarnationis Domini cae 1568, kalend. octobris, Pontificatus nostri anno tertio.

Anno a Nativitate D. 1568, indictione II, die vero 23 mensis octobris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris et D. N. D. Pii divina providentia Papae V, anno 3, retrospectae litterae Apostolicae affixae et publicatae fuerunt ad valvas Basilicae Principis Apostolorum de urbe, et in acie campi Florae, dimissis ibidem earundem retrospectarum litterarum copiis per nos Julium Parium, et Jo. Bornorum praelibati Sanctissimi D. N. P. P. Curs.

XXXI*.

L'arcivescovo turritano Martino Martinez del Villar unisce alla chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari alcune chiese rurali (campestres) esistenti nel suo territorio, con tutte le sue pertinenze, dritti e proventi, e ne applica i redditi alla massa capitolare delle distribuzioni corali, affinché i canonici, i quali versano in povertà, possano aver mezzi di decente sussistenza.

(1574. — 31 agosto).

Dall'Archivio Capitolare della chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari.

Nos Don Martinus de Martinez del Villar Dei et Apostolicae Sedis gratia Archiepiscopus Turritan. et Sassaren. ac Inquisitor Ap[osto]licus contra haereticorum pravitatem in un[um]

Sardiniae Regno. Universis et singulis praeter nostras litteras inspecturis, lectoris et auditoris salutem in Domino ipsisque fidem indubiam adhibere. Etsi cunctarum Ecclesiarum per civitatem et dioecesim nostram consistentium statum commodo et decori pro nostri pastoralis officii sollicitudine intentos nos esse oportet, ad ea praesertim intendere debemus, per quae statui utilitati et decori nostrae Metropolitanae Ecclesiae Turritanae, seu Sassaren. opportuna et necessaria esse conspicimus. Hinc est quod sicut accepimus, et re ipsa comperimus et videamus, praefata nostra Metropolitana Ecclesia, in qua divina officia psalluntur, valde tenues habet redditus; unde fit quod Canonici et Beneficiarii ejusdem cum sint valde pauperes et ex dictis redditibus quotidianarum distributionum victus necessaria alimenta habere nequeant, aliunde victum quaerere cogantur, et sic divinus cultus aliquando negligitur. Quamobrem, si eidem nostrae Metropolitanae Ecclesiae seu quotidianis distributionibus ejusdem in perpetuum uniremus incorporarem, et annecteremus Ecclesias *campestres* seu rurales S.^{ti} ANTONII de Nonnoi, S.^{ti} BARBARAE de Nonnoi, S.^{ti} PAULI prope et extra muros hujusmodi civitatis Turritanae seu Sassaren., S.^{ti} MARIAE de lo Ardo, S.^{ti} MARGARITAE de lo Ardo, S.^{ti} MARIAE de terras, S.^{ti} QUIRICI de Erula, S.^{ti} MARIAE de Taneque, S.^{ti} PETRI de Taneque, S.^{ti} JACOBI de Taneque, S.^{ti} CRISTOPHORI de Taneque, S.^{ti} JOHANNIS de Taneque, S.^{ti} ANDRAE de Gerardi, S.^{ti} BARBARAE de Gerardi, S.^{ti} MARIAE de Pisis, S.^{ti} JOHANNIS de Curcas, S.^{ti} JULIANI Pansarudo, S.^{ti} VICTORIAE de Tissi, S.^{ti} GEORGII de Logu, S.^{ti} SEBASTIANI extra et prope muros dictae civitatis Turritan. seu Sassaren., S.^{ti} GEORGII de Baraci, S.^{ti} JOHANNIS de Aristola, S.^{ti} PETRI de Ottara, S.^{ti} ANTONII de la porta extra muros et valde prope dictae civitatis, S.^{ti} MARTINI, S.^{ti} ANNAE, extra et prope muros ejusdem civitatis, S.^{ti} BONIFATHI, S.^{ti} SIMONIS et JUDAE, S.^{ti} ANATOLIAE, S.^{ti} MARIAE de Coras, S.^{ti} SIMPLICII, S.^{ti} ELIGII, S.^{ti} ANDRAE de Pedro Cungiado, S.^{ti} PETRI de Otsari, S.^{ti} ELIAE, S.^{ti} MAURITH prope villam de IITTERI, S.^{ti} MARGARITAE in Mora prope dictam villam de IITTERI, S.^{ti} VICTORIAE de Plano prope villam de OSSI, et S.^{ti} ANDRAE in Insula de ASINARIA sive CORNICULARIA, S.^{ti} LEONARDI de busue, S.^{ti} ANASTASIAE de Tissi, S.^{ti} MARIAE de Scalas, S.^{ti} BASILII de Niedo Sorren., S.^{ti} ANTONII de Castrullo PLOVACEN., S.^{ti} CATHARINAE de Muschiano PLOVACEN., S.^{ti} MARIAE de contra PLOVACEN. (quae omnes dictae Ecclesiae cura animarum carent) praefatae Metropolitanae Ecclesiae Turritan. seu Sassaren. illorumque Canonico-rum et Beneficiorum et aliorum eidem Ecclesiae deservientium necessitatibus et paupertati occurreret et subveniret, unde personae ipsae divinum ibi psallentes officium assidue ipsis divinis officiis interessent, et divinus cultus angetur ad laudem et gloriam omnipotentis Dei, et dictae Ecclesiae Metropolitanae decorem. Ideo his et aliis iustis et legitimis causis et respectibus animum nostrum ad haec digne noventibus inclinati, auctoritate nostra ordinaria qua fungimur, et tam vigore facultatis nobis desuper attributae a Sacro Concilio Tridentino, illiusque decretis, quam alias omni meliori modo via et forma quibus possumus et debemus, Ecclesias praefatas *campestres* seu rurales cum omnibus iuribus et pertinentiis earum Ecclesiae Metropolitanae Turritanae praefatae, seu distributionibus quotidianis ad effectum

videlicet quod omnes et singuli fructus redditusque jura et emolumenta earumdem Ecclesiarum, et cujusquam earum sint et convertantur et deserviant, ac esse converti ac deservire perpetuo habeant praeftatis quotidianis distributionibus, et non in alios usus in perpetuum, unimus, incorporamus, et annectimus pro praesentes. Itaque cedentibus et decedentibus modernis ipsarum Ecclesiarum, seu Basilicarum, vel aliquo ipsorum, seu illas aut earum aliquam quomodolibet dimittentibus, vel dimittente, liceat dictis Canonici, seu Economo dictae Ecclesiae nostrae Metropolitanae Turritanae pro tempore esistenti nomine ejusdem Ecclesiae Metropolitanae Turritanae et ad opus dictarum quotidianarum distributionum corporalem, realem et actualem dictarum Ecclesiarum *campestrium* seu ruralium et cujusque earum, juriisque et pertinentiarum praedictarum possessionem realem et actualem propria auctoritate libere apprehendere, illarumque et cujuscumque earum fructus et redditus et proventus percipere, et habere, ac in dictarum distributionum quotidianarum usus et utilitatem, et non in alios usus convertere, et perpetuo retinere, cujusvis superioris licentia super hoc actu minime requisita. Volumus autem, quod si unionem, annexionem, et incorporationem hujusmodi effectum sortiri contigerit Ecclesiae *campestris* seu rurales praeftatae debitis propterea non fraudentur obsequiis, sed earum debita supportent onera consueta. Quae omnia et singula, nec non praesentes litteras nostras, et in eis contenta, vobis omnibus et singulis supradictis et vestrum unicuique intimamus, insinuamus, et notificamus, et ad vestram et cujuscumque vestrorum notitiam deducimus, et deduci volumus pro praesentes, vobisque nihilominus et vestrum cuilibet in virtute sanctae obedientiae, et sub excommunicationis poena, quam in vos et vestrum quemcumque si mandatis nostris hujusmodi non parueritis cum effectu sex dierum, duos pro primo, duos pro secundo, et reliquos duos dies pro tertio et perentorio termino ac monitione canonica assignamus, ex nunc fecimus in his scriptis, districte precipiendo inhibemus ne dictis dominis Canonici seu Economo praeftatae nostrae Metropolitanae Ecclesiae quominus corporalem, realem, et actualem possessionem praefatarum Ecclesiarum *campestrium* seu ruralium per nos ut praemittitur uniarum, et cujuscumque earum quae primum illas vel earum aliquam ut praemittitur vacare contigerit, juriisque et pertinentiarum earumdem, auctoritate propria libera apprehendere, earumque fructus, redditusque et proventus in dictarum quotidianarum distributionum usus et utilitatem convertere valeant, ut praefertur, omniaque et singula supradicta suum debitum sortiantur effectum, impedimentum aliquod non praestetis per vos, vel alium, seu alios, publice vel occulte, quovis quaesito colore vel ingenio, aut ipsis impediuntibus detis auxilium, consilium vel favorem. In quorum omnium et singulorum fidem praesentes fieri iussimus, et mandavimus per Notarium et Secretarium inscriptum manu nostra firmamus et sigillo nostrae Mensae Turritanae appendenti munitas. Datum in civitate SASSARI in titulo palatio Archiepiscopali die trigesima prima Augusti, anno a Nat. Domini Nostri M. D. septuagesimo primo, praesentibus testibus. Aitio loci Capita Scano, alias *Piquinella*, et Mag.^{us} Antonio de Vibo

Caligariis, et honor. Filippo de Sancto, et Mag.^{us} Petro de Ornano, alias *de la Consora* ad praemissa vocatis et assumptis.

M. Archieps Turritan.

Mandato Dni mei Archiepi Turritan. Michael Sanio Not.^{us} Saceris.

XXXII.

BREVE del Pontefice Pio V, col quale richiama a stretta osservanza le Ordinazioni emanate dalla Sede Pontificia riguardo agli spogli degli arcivescovi e vescovi di Sardegna, conferma le attribuzioni conferite agli economisti o deputati delle chiese cattedrali e capitolari per tale oggetto, riprova la intromissione dell'Autorità secolare nell'amministrazione e destinazione di detti spogli, e dichiara nullo, e di niun effetto quanto si era operato da detta Autorità riguardo allo spoglio dell'arcivescovo di Arborea, morto in Cagliari nell'anno precedente.

(1572. — 24 gennaio).

Dal DEXANT, Cap. Cur. Regn. Sardiniae, fol. 369 e seg.

Pius Papa Quintus
ad perpetuum rei memoriam.

Ad hoc sumus in eminenti Sedis Apostolicae specula super gregem Dominicum constituti, ut ea, quae salubriter ad divini cultus augmentum, et Onnipotentis Dei laudem, et honorem facta sunt, sublati quibusvis impedimentis, executioni demandari curemus, et ut ea desideratum consequantur effectum, declarationis nostrae oraculo, sic opportune, ne ordinationes nostrae curiosa interpretatione contorqueantur, dilucidamus, et aliis remediis, ut aequum, et rationi consonum ducimus, providemus. Alias siquidem per quasdam nostras in forma Brevis expeditas litteras, et a nobis sub die octava februarii anni millesimi quingentesimi sexagesimi septimi, Pontificatus nostri anno secundo, emanatas, ex certis tunc expressis causis, *spolia* Archiepiscoporum et Episcoporum in Insula Sardiniae Metropolitanas, et Cathedralis Ecclesias obtinentium in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque, redditus, et proventus Ecclesiarum praedictarum, illarum vacatione durante, ab Archiepiscopis, et Episcopis, quos in Ecclesiis hujusmodi, ut praefertur, pro tempore vacantis decedere contigerit, perpetuo abdicavimus, appropriavimus, et separavimus, et insuper, ut praemissa sum consequi possent effectum, dilectis filiis singulis Capitulis singularum Ecclesiarum praedictarum, illarumque personis per charissimum in Christo filium nostrum Philippum Hispaniarum, et dicti Regni Regem Catholicum, ejusque successores eligendis, ut spolia, et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare possent, et valerent, illaque in restaurationem, reparationem, et mantentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, ipsasque Ecclesias instaurare, reparare, et conservare, ornamentaque, et paramenta praedicta emere et manuteneant debent, et ternerentur,

dicta auctoritate etiam perpetuo concessimus, et indulsumus; et commissimus, et mandavimus ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, ne in spoliis, ac fructibus, redditibus, et proventus hujusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere audent, vel praesumerent; quinimo illa per Capitula, et personas hujusmodi percipi, exigi, recuperari, et ut praefertur converti permitterent, sub sententiis, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuimus, et praecepimus, aliaque forsitan fecimus, et ordinavimus, prout in illis, quarum thesorem praesentibus haberi volumus pro expresso, plenius continetur. Quia tamen postea caepimus nonnullos Judices laicos Curiae saecularis earundem litterarum executioni impedimentum praestare, seu ut in posterum praestare testare; idcirco, motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolica potestate plenitudine, dietis prioribus litteris addendo, casusque declarando, personas capitulares pro perceptione spoliarum Archiepiscoporum, et Episcoporum pro tempore vita fautorum, juxta dictarum litterarum cocontentiam, et tenorem, depulatas a nemine, quavis ille praefulerit ecclesiastica, vel saeculari dignitate, et si speciali nota digna fuerint, in dietis spoliis percipiendis, quovis pre-textu, aut quavis colore, vel ingenio, impediri posse, neque debere; sed statim eorumdem Archiepiscoporum, et Episcoporum morte subsequuta, earundem deputatorum personarum incumbere, cum interventu publici Mensae Archiepiscopalis, seu Episcopalis Notarii, Archiepiscopi, seu Episcopi qui decesserit bona post se relicta, ad effectum eadem bona in Ecclesiarum reparationem, et ornamentum, ac ornamentorum, et paramentorum futelementum, ut praefertur, convertendi, in inventarium redigi facere statuimus, dantes, et concedentes facultatem Vicario per Capitulum Ecclesiae Archiepiscopalis, illius Sede Archiepiscopali, vel Episcopali vacante, rite deputato, et potestatem per praesentes, quascunque res, et bona Archiepiscopi, vel Episcopi defuncti delinquentes, occultantes, vel ad eundem Archiepiscopum, vel Episcopum defunctum pertinentia quomodolibet occultantes, juris, et facti remediis opportunis ad revelandum, et consignandum eisdem *Deputatis* cogendi, et compellendi, ac causas, lites, et controversias, desuper quomodolibet, et ad instantiam eorumdem Archiepiscoporum, et Episcoporum creditorum, vel alias quomodolibet interesse praetendendum ortas, summarie audiendi, cognoscendi, decidendi, sineque debito terminandi, et auxilium brachii saecularis, si opus fuerit, invocandi: quodque, si Archiepiscopum, vel Episcopum extra suam Dioecesim mori contingat, loci ordinario, intra cujus Dioecesis limites ipsum Archiepiscopum, seu Episcopum vitam cum morte contigerit commutare, mandamus, ut bona Archiepiscopi, seu Episcopi hujusmodi defuncti in ejus Dioecesi existentia per Notarium, seu Cancellarium suum publicum pariter inventarium redigi curet conservanda, et custodienda, ad effectum eadem dietis *Oeconomis*, sic ut praefertur Deputatis, integraliter, et cum effectu, omni mora et dilatione postpositis, consignandi, seu consignari faciendi: sed si tempore obitus Archiepiscopi, vel Episcopi, extra suam Dioecesim mori contigerit, et praesentes fuerint praedicti *Oeconomi* Deputati Capituli praefati Archiepiscopi, vel Episcopi sic morientis (qui *Oeconomi* quam primum bene visum fuerit

eligi, et nominari debeant), ne bona dieti Archiepiscopi, vel Episcopi defuncti aliquo modo distraherentur, vel deperdantur, quod dieti *Oeconomi* sic deputati, et non praedictus Ordinarius loci, in cujus Dioecesi obierit, possint, et valeant bona Archiepiscopi defuncti in inventarium redigere, et illa apprehendere, ad effectum convertendi, juxta praedictarum nostrarum litterarum formam: dantes, et concedentes eisdem *Oeconomis* sic deputatis plenam, et amplam potestatem omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna faciendi et exequendi. Cum autem, sicut accepimus, praeter intentionem nostram, et contra ea quae in prioribus nostris litteris ordinaveramus, nonnulli Judices Curiae saecularis civitatis Calaritanae res et bona bonae memoriae Hieronymi Archiepiscopi Arborensis, nuper extra Curiam, et in dicta civitate Calaritana defuncti ⁽¹⁾, apprehenderint, et in inventarium redigerint, ac in causis super eisdem rebus et bonis veritatis, et quae veri poterant, licet de facto se intromiserint, ac dilectos filios Capitulum arbores, illiusque personas capitulares, quominus ipsas res et bona hujusmodi apprehendere, et in inventarium redigere possent, impediverint; quo factum fuit, ut notabiles pecuniarum et rerum quantitates, et suppellectilia praefiosa, ac libri rationum, pecuniarum, et rerum praedictarum deperdita, et occultata fuerint, in maximum dictae Ecclesiae Arborensis, et aliorum desuper forsitan interesse habentium, praedictum et detrimentum: nos indomnitate Ecclesiae Arborensis, et aliarum Ecclesiarum Metropolitanarum, et Cathedralium dictae Insulae consilere, et ne post haec, Capitula, seu personae capitulares praedictae a quoquam, praesertim a Judicibus saecularibus, et laicis super praemissis indebitè impediuntur, vel molestentur, providere volentes, omnia et singula gesta, facta, et acta per dictam Curiam saecularem, seu ejus Judices, et executores, aut quascunque alias personas, praeterquam a Capitulo, seu Capitalaribus personis dictae Ecclesiae Arborensis, de, et super rebus et bonis dieti Hieronymi Archiepiscopi, nulla, irrita, inania, et invalida, ac nullius roboris et momenti existere, ac nulliter et de facto processisse, ipsosque Judices, ac quascunque personas quovis titulo detinentes, ad restituendum illa integre, et sine diminutione, et retentione, seu ratione expensarum, Capitulo Arborensi, seu illius capitalaribus personis, aut eisdem Deputatis, teneri et obligatos fore, et esse per praesentes decernimus. Quo circa, cum plura res et bona ad dictum Hieronymum Archiepiscopum expectantia distracta fuerint, furtoque oblata, ut praefertur venerabili fratri Archiepiscopo Calaritano ⁽²⁾ per praesentes committimus et mandamus, quatenus personas omnes, et singulas, cujuscunque conditionis, dignitatis status, gradus, vel ordinis existentes, ac bonorum, ac rerum dieti

(1) L'arcivescovo, di cui si fa ricordo, chiamavasi Girolamo Barberà, di nazione spagnuolo. Fu eletto arcivescovo di Arborea nel 19 gennaio 1565. Nel 1569 ebbe gravi contese co' religiosi di San Domenico stabiliti in Oristano. BULLAR., *Ord. Præd.* tom. V, pag. 213). Morì in Cagliari nel 1571.

(2) L'arcivescovo di Cagliari nel 1575 era, e chiamavasi ANGELLO, dell'Ordine di S. Agostino, e di patria italiano. Avea dimorato per suoi tempi in Spagna per affari del suo Ordine, fu professore nell'università di Coimbra in Portogallo, vicario generale degli Agostiniani nel regno di Aragona, e quindi eletto arcivescovo di Cagliari. Morì nel 1573 (LITANEA, *Ist. Ord. S. Aug.*, pag. 82).

Hieronymi Archiepiscopi delatores, ad bona et res hujusmodi restituenda ad effectum personis capitularibus dictae Ecclesiae Arborem, seu earum agentibus consignandi, via juris, et remediis opportunis, omni et quacumque appellatione et provocacione suspensa et remota, cogat et compellat, cum potestate omnes causas et controversias ratione dictorum bonorum forsan jam exortas simpliciter et de plano, sola veritate facti inspecta, decidendi, ac quibusvis inhibendum fuerit inhibendi, ac per se, vel alium, seu alios primo, dictas et praesentes litteras, et in eis contenta quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, ac quoties pro parte Capitulum, seu capitularium personarum praedictorum, aut cujuslibet eorum fuerit requisitus, solemniter publicari faciat, eisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistat, ac faciat ipsas litteras, et in eis contenta quaecumque, firmiter observari, ac singulos quos ipsae litterae concernunt, aut concernerent in futurum, illis pacifice gaudere et frui, non permittentes eos, seu eorum aliquem contra ipsarum litterarum tenorem quomodolibet indebit molestari, contradictores quoslibet et rebelles in subsidium per censuras et poenas ecclesiasticas, remediaque opportuna, eadem auctoritate nostra, appellatione postposita, compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis, non obstantibus foelicis recordationis Bonifacii Papae VIII praedecessoris nostri de una, et Concilii generalis de duabus dictis, dummodo ultra tres quos vigore praesentium ad iudicium non trahatur, et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, privilegiis quoque, indultis, et litteris apostolicis dictae Curiae Regiae, seu aliis quibusvis personis concessis, innovatis, et approbatis; quibus omnibus, et singulis illorum tenoribus, etiam si de verbo ad verbum exprimi deberent, praesentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter et expresse derogamus, contrariis quibuscumque, aut si aliquibus communiter, vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti suspendi, excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de indultu hujusmodi mentionem. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die vigesimo quarto januarii m. d. lxxiii, Pontificatus nostri anno septimo.

XXXIII.*

L'Abbadessa e le Monache del Monistero del Ss. Lorenzo e Vito della città di Pisa concedono in enfiteusi i beni, dritti e ragioni, chiese e benefizi, che possedeano in Sardegna, al dottore Girolamo Araolla di Sassari, suo fratello Sebastiano Araolla, e di costui figli e nipoti, fino alla quarta generazione.

(1572 - 1573 stil. pis. - 21 giugno).

Dall'antico Archivio del Monistero di S. Lorenzo, in Rivolta di Pisa.

In Dei nomine anno ab Incarnatione Domini Nostri Jesus Christi 1572 stillo fiorio et 1573 more pis. Ind.^{mo} 15 die vero 21 mensis Junii, Gregorio decimo terio

summo Pontifice et Ser.^{mo} Cosmo Medice Hetruriae Magno duce dominante. Pateat omnibus qualiter.

R.^{mo} S.^{re} Hipolita de Casina benemerita Abatissa Vener. Monasterii Sancti Laurentii, et Sancti Viti pis Civitatis ordinis S.^{re} Clarae ⁽¹⁾ existens ad Capitulum, una cum suis et dicti Monasterii Monialibus, quorum nomina sunt ista, videlicet:

S. ^{re} Cata. ^a dell'Operaio.	S. ^{re} Camilla de Giostra.
S. ^{re} Casandra Franchi Com. ^{ma}	S. ^{re} Miia Perugini.
S. ^{re} Franc. dell'Agello.	S. ^{re} Cath. ^a de Casina.
S. ^{re} Emilia de Cascina.	S. ^{re} Cornelia Vanni.
S. ^{re} Pulisena Uniti.	S. ^{re} Lucretia Ferri.
S. ^{re} Julia de Podio.	S. ^{re} Flammata Campana.
S. ^{re} Maximilla devena.	S. ^{re} Portia Martini.
S. ^{re} Fraſica de Casina.	S. ^{re} Julia Germani.
S. ^{re} Beatrix de Agello.	S. ^{re} Hippolita Tronci.
S. ^{re} Julia de Vico Giano.	S. ^{re} Hilaria Ferri.
S. ^{re} Appollonia Germani.	S. ^{re} Maria Madd. ^a Troncia.
S. ^{re} Helena Pupilli.	S. ^{re} Lucia del Marraſo.
S. ^{re} Barbara Chelini.	S. ^{re} Caterina Lucchini.
S. ^{re} Clarix Lepodio.	S. ^{re} Diana della Chiostra.
S. ^{re} Silvia dell'Opaco.	S. ^{re} Aurelia del Pilica.
S. ^{re} Laura de Abramo.	S. ^{re} Lavinia Romei.
S. ^{re} Portia Seppia.	S. ^{re} Tomaso Patieri.
S. ^{re} Trisedia dal Campo.	S. ^{re} Leoneta Elj et

S.^{re} Cecilia Catignani.

Omnes Moniales dicti Monasterii vocem in Capitulo habentes, et quae sic congregatae una cum praedicta Abatissa fuerunt, et sunt prout asseruerunt maior et sanior pars et ultra quod duae partes de tribus, quinimo fere omnes Moniales dicti Monasterii, et faciunt et representant totum Capitulum dicti Monasterii capitulariter congregatae de mandato dictae Dñae Abatissae sono campanellae et servatis de earum more servandis, facientes et infra omnia et singula cum praesentia, licentia consilio et auctoritate magnificorum D. D. Rainerj de Roncioniibus et Vincentij de Aquilanis cum pijs operariis dicti operariis dicti Monasterii praesentium et consentientium. Attendentes se alias et sub die 4 xmbrijs 1569 stillo pis concessisse ad *livellum* Magnifico D. Hiermo Araolla ⁽²⁾ infra bona et iura pro annuo livello duc. 28 auri boni et cum certis poenis et conditionibus de quibus et prout latius constat per Instrumentum dictae *livellariae* concessionis rogati a me sub dicta die, quod quidem Instrum^{to} *livelli* dictae *livellariae* concessio facta ut praedictur dicto D. Hiermo fuit de mense decembris proxime

(1) Questo Monache ebbero già un antichissimo Monistero nella città di Sassari; ma sul finire del secolo xiii, dopo la lega del Comune sassarese con quello di Genova (194), dovettero abbandonarlo, essendo stati scacciati dalla città e dal territorio tutti i Pisani. E sono i beni già appartenenti a detto Monistero che si concedono a enfiteusi col presente atto.

(2) Girolamo Araolla fu uno dei migliori e forse il più valente poeta vernacolo di Sardegna. Nel suo poema in ottava rima sulla vita e martirio del Ss. martiri Turrillani, e nelle sue *Rime spirituali* si vedono trasfusi, e quasi incarnati, i profondi concetti e la espansiva evidenza delle immagini che si ammirano nella *Divina Commedia* di Dante; dal che si raccoglie ch'egli aveva studiato profondamente, e che si propose d'imitare questo gran maestro; nel che riuscì molto felicemente, superando le difficoltà che gli opponeva la nativa lingua sarda, la quale fu da lui arricchita di molte bellezze, e morbidezze di locuzioni e di ritmo. V. Tola, *Dizion. biografico dei Sardi illustri*, vol. 1, pag. 84 e seq., e la precedente *DISSEMINAZIONE SETTIMA sopra i documenti storici e diplomatici di Sardegna del Secolo xvi*.

praeteriti per dictas Moniales medianibus actis factis contra dictum Hier.^{mo} per curiam R.^{mo} D. Suff.^a et Vicarii Ill.^{mi} et R.^{mi} D.^{mo} Archiep'i Pisani ob non servatas et adimpletas per eum conditiones in dicto Instrumento appositae et cum forma ejusmodi Instrumenti declarata nulla, et prout latius in actis dictae curiae sub suis datalibus constat ad quae relatio habeatur, et volentes dictae Moniales pro pace quiete utriusque partis et alenta utilitate earumdem quae maxime ex infrascriptis resultat, dicta bona et iura confirmant seu de novo concedunt eidem D. Hier.^{mo}, cum p'cis et conditionibus infrascriptis et habitis prius super p. etià matura deliberatione infra faciendi, nec non habita sup. pr. et infrascriptis participatione cum p.^{to} R.^{mo} suff. et Vicario earum ac superiore. Ideo ex certa earum, et ejusque earum, et deliberata scientia et alias omni meliori modo, praesenti publico instrumento, salvo et reservato beneplacito et confirmatione Sedis Apostolicae impetranda et expedienda per dictas Moniales, expensis tamen dicti Dñi Hier.^{mi}, confirmaverunt et quatenus opus sit, et expediat, iterum et de novo ad *licellum* et in emphiteusim concesserunt prefato Mg.^{ro} et R.^{mo} D.^{mo} Hier.^{mo} ARAOLLA filio legitimo Hieronimi ARAOLLA de Sassari (1) Regni Sardiniae S. S. D. presbitero ad praesens existenti p'fili et conducenti pro se et Sebastiano ejus fratre germano, et pro filiis, nepotibus et pronepotibus dicti Sebastiani, masculis legitimis et naturalibus et sic usque in quartam generationem, et non ultra,

Omnia et singula et quaecumque bona cujuscumque generis et speciei, jura, fructus, redditus, et proventus Ecclesiarum, seu beneficiorum Sanctorum LEONARDI de Valle Bosae et Georgii de Oleastris et annexorum Regni et insulae Sardiniae juriurque earum, de signo, de qualitate, et denominatione, quae hic pro expressis et insertis habeantur. Itaque omnia et singula bona, jura, redditus et proventus dictorum beneficiorum, et annexorum in dicta Insula et Regno Sardiniae existentia comprehendantur in presenti concessione, et quae alias ut praedictur, fuerunt eidem D. Hier.^{mo} concessa ad habendum, gaudendum etc. cum singulis eorumdem bonorum et ejusque eorum juriuribus et pertinentiis ac adjunctis suis, ac omni jure, ratione, actione, utili dominio uti et possessione, et cum plena juriurum cessione, constitutione procris irrevocabilis, et ita, constituti in forma plenissima quoad utile dominium tantum, reservato semper jure proprietatis et vivi et directi domini dicto Monasterio, et per stipulationem dictae Moniales promiserunt dicto Hier.^{mo} presenti die bona et jura ut supra concessa, praesenti emphiteusi durante ejusdem, non auferre, tolerare, minuire, vel molestare sed eadem defendere et desbrigare; et in effectu promiserunt legitimam et generalem defensionem eorumdem, et de evitione, cum p'cis utilibus in forma plen-

sima et juris valida. Quare et converso predictus D. Hier.^{mo} pro se et aliis his pro quibus de rato promissis stipulationem, convenit et promittit P.^{mo} Monialibus praesentibus iam dicta bona et jura sibi et aliis suis ad *licellum* concessa, jura dicti licelli bene tenere et conducere dictumque Monasterium et Moniales, et earum Successores in dominas proprietarias et directas semper recognoscere, eademque bona meliorare et non studiosae deteriorare, de illisque non vendere, nec alienare, absque expressa licentia dictarum Monialium sub poena caducitatis ipso jure incurrenda, et dare et solvere seu dari et solvi facere eidem Monialibus annali pro canone et *licello* dictorum bonorum et juriurum ut s.^a ad *licellum* concessorum scuta triginta quinque auri in auro ad rationem Lib. 10 den. paneg. 60 mo^{re} flor^{um} pro quolibet scuto solvere annuatim pro toto mense Aprilis, incipienti facere praedictam solutionem de dicto Mense Aprilis proximi futuri, quia dictum debitum de mense Aprilis proximi praeteriti scutorum 28 auri quiti prius solvebat, solvere promittit ante ejus discessum de Pisis, et sic successive annuatim pro dicto tempore, p'fili concessione durante; eidem Monialibus in tot scutis auri vel bona moneta argentea florentina hic Pisis sine aliqua emptione vel impensa cum infrascriptis p'cis et declarationibus expresse inter praedictos contrahentes habiti et solenni stipulatione vallatis, videlicet in primis, quod si dicti emphiteotae defecerint in solvendo dictum *licellum* annuatim, et elapso termino solutionis cessaverint et istelerint in mora solvendi per quatuor menses currentes proxime futuros, tunc et in tali casu dicta bona et jura intelligantur esse et sint ipso jure et ipso facto devoluta et reversa ad dictum Monasterium cum omnibus melioramentis, et dictos emphiteotas decedisse ab omni jure *licelli* et utile dominium cum directo esse consolidatum, ad beneplacitum tamen dictarum Monialium, et nihilominus dicti emphiteotae teneantur et cogi possint ad restitutionem canonis non soluti. Item quod in omni casu caducitatis, tam ob canonem non solum, quam per lineam finitam, seu alias quovis modo, dicta bona revertantur ad dictas Moniales cum omnibus melioramentis in eis quomodolibet factis et existentibus. Item quod dicti scuti 35 auri, ut supra annuatim de canone solvendi intelligantur esse, et esse debeant nitidi ab omni impensa, et dicti emphiteotae teneantur ad omnes expensas quae fieri oporteat circa dicta beneficia et ecclesias, etiam in earum officialiur et festivitibus, aut alias quomodolibet. Item praedictus Hier.^{mo} remisit, et quietavit dictas Moniales de omnibus expensis per eam quomodolibet factis in litigando cum illis de Solinas et Lacano et conductoribus dictorum bonorum, seu alie, quomodolibet dictae moniales praetenderent ad eas non teneri, tamen de eis finem, et quietationem fecit dictis Monialibus ad earum cautelam. Item cum pacto, quod si dicti emphiteotae recuperarent alia bona et iura spectantia ad dicta beneficia intelligantur esse et sint comprehensa in praesenti emphiteusi, et sub eodem canone et in casu caducitatis revertantur cum aliis bonis ut supra dictum. Item quod praedictus D. Hier.^{mo} teneatur et obligatus sit infra unum annum proximum futurum dare et exhibere dictis Monialibus veram notam et distinctionem particulariter omnium bonorum et juriurum

(1) Allorchè nel 1837 mandammo in luce il detto *Dizionario biografico dei Sardi Illustri*, non possedevamo i molti documenti autentici (fra i quali il presente) relativi all'Araolla, che discorriamo alcuni anni dopo: perciò, conghietturando sulle sole memorie che in quel tempo potevamo consultare, sospettammo che il *Giosuè Araolla*, capo dei consiglieri del Comune di Sassari nel 1544, potesse essere il nostro poala, divenuto poi sacerdote e canonico. Ma ora da questo atto di *enfiteusi* abbiamo certa la prova che il di lui padre chiamavasi *estando Giosuè Araolla*; e confrontando le date, si può quasi affermare con certezza che il suddetto *Consigliere Capo di Sassari nel 1544* fu appunto il di lui genitore.

dictorum beneficiorum cum eorum designationibus et quantitatibus, nec non copiam sententiarum per eum obtentorum contra dictos de *Sotinas* et *Lacano*, ad effectum illam describendi in libris dictarum Monialium; alias, elapso dicto termino non data nota et distinctione vera et sincera omnium dictorum honorum et jurium vel illa data, si alias in majori quantitate reperirentur, tali causa praesens concessio sit nulla et pro non facta, ad beneplacitum tamen dictarum Monialium, si ita vellent, salvo tamen iusto impedimento, et similiter de illis quae in futurum recuperarentur. Item quod dictus D. HIERONIMUS vel alii praedicti non possint, nec valeant, nec eis liceat aliquo modo vel jure pretesta vel causa quorumvis facultatum, tam concessarum quam concedendarum, dicta bona et jura affrancare, vel liberare praeter quod a dictis Monialibus quando de hoc casu eis forent concordēs quibusque omnibus facultatibus, et praesertim Bullae fe: Rec.: Pii p. p. quinti super affrancatione *livellorum*, sive censuum d. D. HIERONIMUS cum juramento renuntiaverit ad favorem dictarum Monialium, quod dictae Moniales praesentem concessionem cum dicta conditione fecerunt, et faciunt, et non aliter, nec alio modo; et si in contrarium fieret, tali casu praesens concessio sit nulla, et pro non facta. Item quod dictus D. HIERONIMUS non possit nec ei liceat quovis modo dicta bona et jura vel aliquam eorum partem locare, vel aliquo alio modo concedere illis de *Sotinas* et *Lacano* de Sassari, qui bona teneant, aliquo pretesta, vel causa, sub poena caducitatis et ammissionis pñtis *livelli* ad beneplacitum dictarum Monialium et scutorum centum auri applicandorum dictis Monialibus. Item dictus D. HIERONIMUS teneatur infra duos annos proxime futuros tradere dictis Monialibus fideiussorem idoneum in civitate Pisis ad eorum contentum, qui se obliget pro Solutione canonis trium annorum proxime futurorum, seu deponere canonem dicti triennii, et in fine cujuslibet triennii renovare, vel aliter tradere seu deponere pro tribus annis subsecussive; alias deficientibus dictis emphiteosis in dando dictum fideiussorem, seu faciendo dictum depositum de triennio in triennium, tunc et eo casu praesens concessio sit nulla et pro non facta ad beneplacitum tamen dictarum Monialium ex pacto etc. Quae omnia et singula supra scripta dictae partes et contrahentes conveniunt et promiserunt sic ut supra et invicem et vicissim observare et firma et rata habere et contra non facere, et ad poenam dupli quae per etc. E qua poena etc. et nihilominus, pro quibus omnibus et singulis sic ut supra observandis, dictae partes et contrahentes obligaverunt se se hinc inde, dictae Moniales se ipsas et dictum Monasterium et bona omnia ejus praesentia et futura et e converso dictus D. HIERONIMUS et suos heredes, et subsecutores, et bona omnia praesentia et futura. Renuntiantes omni juris auxilio, beneficio et favori sibi quomodolibet competenti et competitorum contra praedicta, vel eorum aliquid cum aliis caeteris in jure contentis, jurans etiam dictus D. HIERONIMUS, Rogantes me etc. Actum Pisis in Ecclesia dicti Monasterii ad gratas ferreas ejusdem in praesentia P.^{ri} R.^{mi} Doctoris Antonii Caltreni Suffr.ⁱ et Vicarii Pisis, et praesentibus R.^{do} Doctore Marco Petricionis Can.^{no} Pis. et Petro Bart.^o Minoti de Monte Politiano D.ⁿⁱ dñi R.^{mi} te-

sibus, anno ind.^{to} mense die paria a dño Alexander Pucius q. de d.^o centas flor. lubae. Ego Jo. Philippus Salustius Notarius ex Ministris pñtis Archiveris Florentinis qui praenotatum Instum ex prot.^{to} Nicolai Pauli Troncia depicis Not.^o Florentinae existentibus in generali Arch.^o Flor.^{no} licet aliena manu transumpti et exarati, vidi, legi, et facta denique diligenti collatione subscripsi die 22 7mbris 1626.

Petrus Morerius.

XXXIV.*

Filippo II re di Castiglia, di Aragona, ecc., sanzione i capitoli e domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Giovanni Coloma.

(1575. — 27 marzo).

Dal Cod. Cart. dell'Archivio dell'antico Patrimonio Reale in Sardegna, fol. 161, e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae et Brabantiae, Mediolani etc., Comes Barchinonae, Flandriae, Tirolis, etc., Dominus Viscayae, et Molinae etc. Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanj et Goceani. — Cum annis praeteritis pro bono statu, ac rectae justitiae administratione statuissemus generale Parlamentum in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Spectabili Don Joanni Coloma nostro Locumtenenti et Capitaneo generali fuit a Nobis demandatum; qui in g'm Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate et castro Curialis, ibidemque fluvit, et consumavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius Reipublicae incolumitatem, et tranquillitatem concurrentia tractarentur, ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmissis vidimus apparere, inter caetera per *Samentum Mikare* Regni praedicti fuerunt oblata coram dicto nostro Locumtenente Generali nonnulla capitula, quae nobilitas et dilectus noster Don Petrus Aymerich Syndicus praefati Samenti Militaris ad Nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento (de quo Nobis constiti in authentica forma) coram Majestate nostra praesentavit, una cum responsionibus in calce cujuslibet capituli per eundem Locumtenentem Generalem vice Nostra Regia factis, et adjunctis: et cum fuerit per eundem Nobis humiliter supplicatum, ut eadem acceptare, concedere, et confirmare, de solita nostra benignitate dignaremur, Nos, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestitura speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis per Nos in nostro Sacro Supremo Regio Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandamus, prout in

calce uniuscujusque capituli appositum est, seu decretum. Quorum quidem petitionis capitulorum, et decretationum tenor sequitur sub his verbis ⁽¹⁾.

Quae quidem capitula praeinserat, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas, laudantes, approbantes illa, et in eis contenta, et expressa, praedictis tribus *Stamentis* dicti Regni Sardiniae, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri S. S. B. Consilii deliberatione praecunte, concedimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis consensu, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Ferdinando Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito Nostro charissimo, ac post felices, et longaevo dies nostros, in omnibus regnis, et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredit, et legitimo successorum nostrorum aperientes intentum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo Generali in praefato nostro Sardiniae Regno etc. Regenti Cancellariam, Judici Curiae, Advocato fiscali, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calararis, Gallurae, et Logudorii, Magistro nationali, Regio Procuratori etc., caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris Regis inferendum Erariis, quod capitula praeinserat, et nunquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positarum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant, cauti secus agere, fierique permittere aliqua ratione, seu causa, si dictus Serenissimus Princeps Nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi Nostri, prae irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praeappositam cupienti evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque Nostro Regio majori pendente muniri jussimus. Datum in Monasterio S. Laurentii, die vigesimo septimo mensis martii, anno a Nativitate Domini M. D. LXXV, Regnorum autem nostrorum, videlicet ceterioris Siciliae vigesimo secundo, Hispaniarum vero, et aliorum vigesimo.

Yo el Rey.

Vid. Bernard. Vicecanc.	Vid. Sentis Reg.
Vid. Comes Gener. Thes.	Vid. Sapena Reg.
Vid. Campi Reg.	Vid. Terça Reg.
Vid. Pla. Reg.	

Vid. Gort pro Conservat. Gener.

In Sardiniae xi, fol. 46.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort, etc.

Vis. per Bernard. Vicecancell. etc. etc.

(1) I capitoli, o domande inserite nel Diploma di approvazione sono cinquantuno; trenta dei quali erano stati votati dal solo *Stamento Militare*, e ventuno da tutti tre gli *Stamenti* o *Bracci* del Parlamento. Dei primi ne furono approvati dal re soli venti; e dei secondi soli sedici.

XXXV.

BREVE del Pontefice Gregorio XIII. col quale si ordina agli Economi, o Deputati a raccogliere gli spogli degli Arcivescovi e Vescovi morti in Sardegna o fuori, i quali avessero occupato Sedi Metropolitiche o Episcopali nell'isola, di rendere pronta ed esatta ragione della loro amministrazione; e si confermano i provvedimenti già dati dal suo predecessore Papa Pio V. affinché tali spogli siano interamente applicati al ristaurò, e alla conservazione delle Chiese cattedrali.

(1582. — 13 aprile).

Dal DEZANT, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 337 o seg.

Venerabilibus Fratribus Archiepiscopo Calaritano, et Episcopo Usellensi, et dilecto filio Decano Ecclesiae Calaritanae, et eorum cultibet,

Gregorius PP. XIII.

Venerabiles Fratres, et dilecti filii, salutem, et Apostolicam benedictionem.

Alias felici recordationi Pii Papae V praedecessoris nostri pro parte charissimi in Christo filii nostri Philippii Hispaniarum Regis exposito: Quod cum Sedes Apostolica nunquam percipere consuevit spolia Archiepiscoporum, et Episcoporum in Insula Sardiniae, nec minus fructus, redditus, proventus Ecclesiarum hujusmodi illarum vacatione durante decurrentes, sed spolia et fructus hujusmodi ipsorum Archiepiscoporum, et Episcoporum in dictis Ecclesiis successores ex privilegiis seu indultis Apostolicis semper percipere et levare pacifice et quiete consueverint: Cumque Ecclesiae hujusmodi pro earum fabricis, ornamentis, et parametis pro divino cultu necessariis nullus haberent redditus, verisimiliter et pro certo credendum esset privilegia et indulta praefata ea ratione per Romanos Pontifices concessa fuisse, ut ipsi Archiepiscopi, et Episcopi Ecclesias praefatas ex pecuniis provenientibus ex spoliis et fructibus hujusmodi reparare, instaurare; manutenere, et conservare, nec non ornamenta et paramenta hujusmodi in eisdem Ecclesiis habere deberent, et tenerentur. Nihilominus, et fere ab immemoriali citra ipsi Archiepiscopi, et Episcopi, quamvis spolia et fructus praefatos exegerint, et perceperint, illa in eorum commodum et utilitatem ac proprios usus converterint, omitendo Ecclesias praefatas in earum aedificiis et structuris instaurare reficere et reparare, ornamentaque et paramenta hujusmodi habere; ex qua omissione Ecclesiae praefatae in earum aedificiis pati, et ornamentis carere contigisse: Quare idem Philippus, qui etiam Regni Sardiniae Rex existit, dubitans, ne Ecclesiae hujusmodi, quae de suo *jure patronatus* ex privilegio Apostolico, cui non est hactenus in aliquo derogatum, esse dignoscebantur, prout dignoscuntur, culpa et omissione Archiepiscoporum, et Episcoporum praefatorum in totum demolirentur ac perirent, eidem Pio praedecessori supplicari fecit, quatenus in praemissis opportune de benignitate Apostolica providere digraretur: Idemque Pius praedecessor dictis supplicationibus

inclinatus *spolia* Archiepiscoporum, et Episcoporum in dicta Insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructus redditus et proventus Ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab Archiepiscopis et Episcopis, quos in Ecclesiis hujusmodi ut praefertur vacantes pro tempore succedere contigerit, auctoritate Apostolica perpetuo divisi, et separavit, illaque eisdem Ecclesiis pro illarum fabrica, structura reparatione et conservatione, ac etiam ornamentorum et paramentorum emptione et mantutione perpetuo applicavit et appropriavit: Utque praemissa suum debitum consequi possent effectum, singulis Capitulis singularum Ecclesiarum praefatarum, illarumque personis per dictum Philippum Regem, ejusque successores eligendis, ut spolia et fructus hujusmodi percipere, exigere et recuperare possent et valent, illaque in restaurationem reparationem mantutionem emptionem et conservationem praefatas convertere, Ecclesiasque praefatas restaurare reparare et conservare, ornamentaque et paramenta praefata emere et mantuere deberent et tenerent, Apostolica auctoritate praedicta perpetuo concessit et indulgit, commissisque et mandavit ipsos Archiepiscopos et Episcopos, ne in spoliis ac fructibus redditibus et proventibus hujusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderent, vel praesumerent: Quinimo illa per Capitula et personas hujusmodi percipi exigi recuperari, et ut praefertur convertere permitterent, sub sententiis, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuit, praecipit et mandavit, et bonae memoriae Archiepiscopo Turritano, Abbati Monasterii SS. Trinitatis de Sacargia Bosanen, seu nullius Diocesis, Ordinis Camaldulensis, ac Decano Ecclesiae Calartanae mandavit, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios, praefata, ubi et quando opus fuerit, ac quoties pro parte Capitulorum, et personarum praefatarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in praemissis efficacius defensionis praesidio assistentes, facerent auctoritate sua praefata per Archiepiscopos et Episcopos praefatos observari, non permittent Capitula, et personas hujusmodi desuper per Archiepiscopos et Episcopos praefatos, aut quoscunque alios quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet et rebelles per praefatas, aliasque eorum arbitrio moderandas et applicandas poenas, aliasque opportuna juris remedia, dicta auctoritate, compescendo, ac legitimis super his habendis servandisque processibus, sententias censuras et poenas ipsas, et iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc, si opus foret, auxilio brachii saecularis, cum potestate per aedictum citandi et inhibendi, dicta auctoritate, licentiam et facultatem concessit: non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, et Ecclesiarum praefatarum, et juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis; statutis et consuetudinibus, privilegiis quoque indulgis et litteris Apostolicis Archiepiscopis et Episcopis praefatis, et per felicis recordationis Honorium Papam II, et quoscunque alios Romanos Pontifices praedecessores suos, et Sedem eandem, sub quibuscunque tenoribus et formis, ac quibuscunque etiam derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus et insolitis clausulis, irritantibusque et aliis decretis, ac alias quomodolibet concessis confirmatis et approbatis, ac

etiam iteratis vicibus innovatis; quibus omnibus, etiam si de illis, eorumque totis tenoribus, specialis specifica expressa et individua, non tamen per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressa habenda et observanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata forent, pro expressis habentes, illis alias in suo robore permanens, ea vice dumtaxat specialiter et expresse derogavit, caeterisque contrariis quibuscunque, prout ejusdem Pii Quinti praedecessoris nostri in forma Brevis desuper expeditis litteris, sub datum octavo Januarii 1567, Pontificatus sui anno secundo, plenius continetur. Et deinde, sicut exhibitae Nobis nuper pro parte Philippi Regis petitio continebat, quod cum post litterarum praefatarum, et aliarum super praemissis forsitan emanatarum, quarum tenores praesentibus pro expressis haberi volumus, publicationem in ejusdem Regni Sardiniae Ecclesiis, seu earum aliquibus, Oeconomis deputati fuerint ad spolia Archiepiscoporum et Episcoporum pro tempore decedentium, ad fructus redditus et proventus Sedium vacantium recuperandum exigendum et levandum, eaque, et fructus praefatos in usus praefatos convertendum, licet diversa spolia, et fructus hujusmodi recuperaverint et exegerint, in usus tamen praefatos in totum, vel in partem non converterunt: Cumque ipse Philippus Rex summopere cupiat spolia et fructus hujusmodi in proprios usus praefatos (ut par est et decet) integraliter converti; et quia Archiepiscopo Turritano praedictus, cui dictae litterae fuerunt directae, ab humanis decesserit, et Abbas de Sacargia a dicta Insula absit; propterea Nobis humiliter supplicari fecit dictus Philippus Rex, quatenus in praemissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, qui iusta petentibus nostrum non denegamus assensum, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni vestrae per presentes committimus et mandamus, quatenus vos, vel duo, aut unus vestrum, postquam praesentes litterae vobis praesentatae fuerint, vocatis ad id qui fuerint vocandi, eosdem Oeconomos, et alias quascunque ad id deputatos, vel sub deputatas personas, ac pro tempore deputandas, et earum singulas tam conjunctim quam divisim, ad reddendum reale computum de recuperatis et exactis spoliis, et fructibus hujusmodi, omnibus juris et facti remediis, etiam per ecclesiasticas sententias, censuras, et poenas etiam pecuniarias vestro arbitrio moderandas, cogatis et compellatis, ac spolia, et fructus hujusmodi in usus praefatos, sub eisdem poenis converti faciatis, et procuratis realiter, et cum effectu, in omnibus et per omnia, juxta praedecessoris litterarum hujusmodi formam, continentiam, et tenorem. Nos enim vobis, et vestrum cuiuslibet dictos Oeconomos deputatos, et deputandos, et alios deputatos et sub deputatos, eorumque fidejussores, et haeredes, et successores, et ab eis habentes, ecclesiasticos, tum omnesque alios in praemissis quomodolibet interesse putantes, in executionem citationum, praesentium vigore, decernendos, nominandos, et cognominandos, citandi et inhibendi, etiam sub similibus sententiis, censuris, et poenis etiam pecuniariis vestro arbitrio moderandis et applicandis, etiam per aedictum publicum in locis circumvicinis, omniaque alia et singula faciendi, dicendi, gerendi, exercendi,

et exequendi, quae in praemissis et circa ea necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, invocato etiam super praemissis omnibus, et eorum singulis, tam conjunctim quam divisim, ac ubi quando et quomodo opus fuerit, auxilio brachii secularis, facultatem eadem auctoritate concedimus; non obstantibus omnibus his, quae idem Pius praedecessor in suis litteris praefatis voluit non obstat, caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XIII Aprilis M. D. LXXXII, Pontificatus nostri anno decimo.

P. Zantes. H. Fuscus.

XXXVI.

Il Pontefice Sisto V conferma a favore di Filippo II re di Spagna il diritto di patronato, e di presentazione, nelle Chiese di Sardegna, già conceduto dal Papa Clemente VII all'Imperatore Carlo V.

(1586. — 10 settembre).

Dal Luns, *Cod. Ital. Diplom.*, edit. Francfort., Tom. II, col. 1363, e seg.

Sixtus Pontifex V. Charissime in Christo fili noster, salutem, et Apostolicam benedictionem. — Sincerae devotionis affectus, quam tua Majestas erga Nos, et Romanam Ecclesiam gerere comprobatur, nec non eximia, singularisque fidei tuae constantia, qua veluti fortissimo Christiani nominis propugnaculo, pro aeterni Regis gloria, quam prae oculis semper habes, universam Christianam Rempublicam non solum, ut Catholicum decet Principem, tueri, sed summo studio latius extendere, et propagare contendis, in nostro, et Apostolicae Sedis conspectu adeo splendescere noscuntur, ut non immerito illa tibi, tuoque christianissimo nato Hispaniarum Principi favorabiliter concedenda fore censeamus, per quae et facile ab omnibus cognosci possit, Nos tui honoris, quem semper plurimi fecimus, et Deo dante in posterum faciemus, condignam habuisse rationem, et tu ipse, dictusque Princeps aliis magis gratiosos vos exhibere valeatis. — Nos igitur ex praemissis, et caeteris aliis causis animum nostrum moventibus, felici memoriae Clementis Papae Septimi praedecessoris Nostri, qui clariae memoriae Carolo V Romanorum Imperatori, tunc in humanis agenti, genitori tuo, ob ejus praeclara de eadem Sede merita, de tunc existentium fratrum suorum S. R. E. Cardinalium consilio, *jus patronatus et praesentandi* personas idoneas ad Cathedralis, et Metropolitanas Ecclesias in Sicilia ultra Pharam, et Sardiniae Regnis et Insulis, quorum Rex et Dominus in temporalibus idem Carolus Imperator existerat, consistentes, quoties illas vacare contigerit, quamdiu idem Carolus Imperator viveret, reservavit, atque concessit, prout in ipsis Praedecessoris litteris desuper confectis plenius continetur ⁽¹⁾, vestigiis inherendo, ac provide

attendens, quod tu, qui et Siciliae, et Sardiniae Regiarum Rex existens, non minoribus meritis, quam praedictus genitor tuus, in nostro, et ejusdem Sedis conspectu praefulges, ac indubie sperantes, quod dilectus filius, nobilis puer Philippus, Hispaniarum Princeps natus tuus, gratia sibi assistente divina, pii et Catholici Regis imbuitus doctrina, paternaque, et avita sequens exempla, paribus etiam praefulgebit meritis, te, ac Philippum Principem praedictum specialibus favoribus et gratis prosequi volentes, habita super his cum venerabilibus fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus matura deliberatione, de illorum consilio et assensu, et de Apostolicae potestatis plenitudine, Tibi, quamdiu vixeris, et deinde Philippo Principi praefato etiam, quamdiu vixerit, jus patronatus, et praesentandi personas idoneas Nobis, et pro tempore existentibus Romanis Pontificibus Successoribus Nostri ad Cathedralis, et Metropolitanas Ecclesias, et quaecumque Monasteria etiam consistorialia in Sicilia ultra Pharam, et Sardiniae Regnis praedictis, ac illorum Insulis consistentia, quoties illas, quibus modis, ac ex quoruncumque etiam S. R. E. Cardinalium matura deliberatione, Apostolica auctoritate tenore praesentium concedimus, et assignamus: Decernentes quascumque provisiones, et alias dispositiones de Ecclesiis, et monasteriis praedictis, aliis quam tuis, quamdiu vixeris, et post tui obitum ejusdem Principis praesentationibus, seu expresso consensu pro tempore quomodolibet faciendis, et inde sequuta quaecumque, nulla, et invalida, nulliusque roboris, et momenti fore, et esse, irritum quoque et inane quicquid secus super his a quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari: Non obstantibus quibuscvis generalibus, vel specialibus, etiam Metropolitanarum Ecclesiarum, ac Monasteriorum praedictorum reservationibus, vel affectionibus, nec non Cancellariae Apostolicae regulis editis, et edendis, aliisque constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non Ecclesiarum, et Monasteriorum praedictorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, etiamque suis clausulas et reservationes in se continentibus, per eosdem Praedecessores, et Nos, et Sedem eandem quomodolibet concessis, confirmatis, et innovatis, et concedendis, confirmandis, et innovandis: Quibus omnibus, et singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores, ac si de verbo ad verbum, et forma in illis tradita, observata insererentur, et exprimerentur, praesentibus pro plane et sufficienter expressis et insertis habentes, illa alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat, harum serie, derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Per praesentes autem juris patronatus, si quod Tibi competit, seu eidem Philippo Principi competere poterit ad Metropolitanas, et alias Cathedralis Ecclesias, ac Monasteria praedicta Siciliae, et Sardiniae Regnorum hujusmodi, ratione illorum foundationis, seu recuperationis a manibus inimicorum, vel per privilegia Apostolica, quae nihilominus

(1) La Bolla di Papa Clemente VII ha la data del 13 marzo 1530, ed è riportata dallo stesso Luns, *Op. cit.* Tom. II, col. 1351 e seg.

valere, et in suo robore permanere volumus, aliquid innovare, seu minuerè non intendimus; cum intentionis Nostrae semper fuerit, ut sit, Majestatem tuam novis favoribus prosequi, non autem ea tollere, quae sui juris sunt. Datum Romae ad S. Marcum, sub annulo Piscatoris, die decimo Septembris 1586, Pontificatus nostri anno secundo.

Thomas Thomasius Gualtinutus.

Charissimo in Christo filio nostro, Hispaniarum Regi Catholico.

XXXVII.*

Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc. approva con suo Diploma i capitoli di corte, e le domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Michele di Moncada.

(1586. — 20 dicembre).

Dall'Archivio dell'antico Patrimonio Reale di Sardegna,
Cod. Cart. fol. 307 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum, et Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, Dominus Viscayae et Molinae, Dux Athenarum et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Oristani et Gociani. — Cum annis praeteritis, pro bono statu, et recta administratione iustitiae statuissimus generale Parlamentum in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Spectabili Don Michaeli de Moncada nostro Locumtenenti et Capitaneo generali fuit a Nobis demandatum; qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate et castro Calaris, ibidemque finivit, et consummavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius Reipublicae utilitatem, et tranquillitatem tractarentur, (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmissis vidimus apparere), inter caetera per *Stamentum Militare* Regni praedicti fuerunt oblata coram dicto Nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae nobilibus et dilectis Noster Don Angelus Cetrilla Sindicis praefati Stamenti Militaris ad Nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento, de quo Nobis constituit in authentica forma coram Majestate Nostra, et in nostro S. S. R. Consilio Aragonum, una cum responsione in calce cujuslibet supplicationis, et capituli per eundem Locumtenentem Generalem, vice Nostra Regia, factis et adiectis; fueritque per eundem Nobis humiliter

supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de solita Nostra benignitate dignaremur; Nos, perspectis innata fidelitate, ac servituti per incolas praedicti Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus quidem, capitulis, ac decretationibus ipsis per Nos in dicto Nostro S. S. R. Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque supplicationis, et capituli appositum est, seu decretum. Quorum quidem petitionum, capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1).

Quae quidem capitula praeinserta, juxta responsiones et decretationes in eisdem appositis, laudantes et approbantes illa, et in eis contenta, et expressa, praenominato *Stamento militari*, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti Nostri S. S. R. Consilii deliberatione praeeunte, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis consensu, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram Regiam interponimus, pariter et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, Filio primogenito Nostro charissimo, ac post felices, et longaevo dies nostros in omnibus regnis, et dominis nostris, Deo propitio immediato haeredit, et legitimo successoris intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtenenti et Capitaneo generali Nostro in dicto Sardiniae Regno etc., Regenti Cancellariam, Doctoribus nostrae Audientiae etc., Advocato, et Procuratori Fiscalibus, Gubernatoribus quoque et Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali etc. etc., caeterisque aliis Officialibus, et subditis Nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et jubemus, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri decem mille Nostris Regiis inferendorum aerarii, quod capitula praeinserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positarum seriem et tenorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari, per quos deest, faciant; cauti secus agere, fierique permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem genere, caeteri vero Officiales, et subditi Nostri, praeter irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cuius rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti Parlamenti inseri, sigilloque Nostro Regio majori pendente communiri jussimus. Datum in oppido nostro Madriti, die vigesimo messis Decembris, anno a Nativitate Domini M. D. LXXXVI, Regnorum autem nostrorum, videlicet

(1) I capitoli inseriti in questo Diploma Reale sono *cinquantanoove* in tutto. Trentano furono votati dal solo *Stamento Militare*, ma il Re ne approvò soli *venturi*; e ventotto dai tre *Stamenti* uniti (Ecclesiastico, Militare, e Reale); ma il Re ne approvò soli *ventidue*.

citerioris Siciliae, et Hierusalem Trigesimo tertio, Castellaeque, Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum trigesimo primo, Portugalliae tamen septimo.

Yo El Rey.

Vid. Frigola Vicecan.

Vid. Sapena Reg.

Vid. Comes Gener. The.

Vid. Terça Reg.

Vid. Grot. pro Conserv. Gener.

In Sardiis xvii, fol. 49.

Dominus Rex mandavit mihi Michaeli Gort etc.

Vis. per Vicecancell. etc. etc.

XXXVIII.

Filippo II re di Spagna impone sulla esportazione di alcune merci e derrate da Sardegna un dazio, discusso e acconsentito dai tre Stamenti del Parlamento sardo, per sopprimere alle spese della costruzione e dell'armamento di nuove torri nel litorale dell'isola; e stabilisce l'amministrazione stamentaria dei proventi di questo dazio, e dell'applicazione dei medesimi al solo scopo per cui fu acconsentito.

(1587 — 29 settembre):

Dal DEKART, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 157 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarvae, Graevatae Toleti, Valentiae, Gallitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Gienis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium Insularum, et terrae tiranae, maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Auspurgi, Flaudriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritanie, Marchio de Oristani et Comes Goceani. Inter multiplices curas, quae Regum et Principum animos maxime sollicitant, ea praecipua est, ut subditos et vassallos summa cum tranquillitate, iustitia, et aequitate moderetur, et regna et domitia ab Altissimo omnia, ac civitates et Castra illorum, ita optimis praesidiis et armis munita conservent, ut non solum eorum tuitioni succurratur; sed etiam inimicis et hostibus semper terrores existant; sic enim subditorum saluti, comodo et utilitati, et Regii animi quieti et securitati, maximo opere consultum erit; quod saepe numero animadvertentes, et dictorum Statuum et Dominiorum nostrorum saluti, et optimo statui, tamquam a specula prospicientes, optimo administrationis iustitia, et gubernationis ordine, in ipsis primum constituto, illa non modo armis, et bellicis praeparationibus communicare, sed etiam viros optimos de nobis benemeritos, qui res ipsas bellicis pertractent, et moderentur, ibi eligere et nominare statumus⁽¹⁾; et licet ea omnia

(1) È da notarsi il *promissio* che si pigliava al Diploma onde far rilevare il dovere dei principi di governare equamente i popoli sottoposti dalla Provvidenza al loro dominio, di provvedere al loro benessere e sicurezza, e di munire sufficientemente d'armi e di armati le città e le castella onde respingere gli assalti dei nemici. Di questa sorta di *promissio* non se ne leggono in altri diplomi dello

in praefato nostro Regno SARDINIAE summa cum plenitudine effecta sint, eo quia itineri aliorum Regnorum, et Dominiorum Nostrorum Italiae obvium, orae Apricae (Nobis infestissimae) oppositum et quasi vicinum, maximae qualitatis, et importantiae existit, praesertim post debellationem GULETAE TUNETAE per Turcos nostrae Sanctae fidei Catholicae inimicos annis praeteritis factam, tamen, ut Regni illius tuitioni, et securitati omnino consultum sit, Regum praedictum tribus praecipue rebus muvendum curavimus, ut deinceps a Turcarum classibus et aliorum inimicorum aggressoribus, et aliis multis damnis semper tutum, et liberatum existat⁽²⁾. PRIMA est, ut nostrae civitates CALARIS et ALGUEBURI militibus, armis, et aliis bellicis instrumentis constipueantur, adeo quod, altera in Occidente, et altera in Oriente posita, praesidio, et refugio, et tamquam receptaculo toti regno, et cuicumque adjutorio ibi militando existat. Pro quibus et aliis afficiendis non parum numerum officium, ad Regnum praedictum usibus, ibidemque magnam partem Emolumentorum thesauri, et iurium nostrorum Regiorum in Regno praedicto existentium, et obvenientibus, pro civitatibus et castris praedictis aedificandis et muniendis, omnino expendi iussimus⁽³⁾. SECUNDA, ut Regnum praedictum, et quidquid virorum in eo existit, milite armato, et armis omnino completeretur, pro quibus magnam tormentorum bellicorum, laucearum, torarum, et aliorum armorum offensivorum, et defensorum multitudinem ad Regnum praedictum duximus devehendam, pro quibus ab aliis nostris exteris Regnis plusquam quingentorum mille ducatorum auri, vel pluris consumptum est⁽⁴⁾. TERTIA et ultima est, ut totum Regnum ipsum, quod insula est, fuscita turribus lapideis, milite, et armis pleis arcium quoque per litora in girum dispositis munitur, quod Regno praedicto valde utile et necessarium erit, subditorum quoque Regni praedicti optinae navigationi, negotiationi, piratarum debellationi maxime conveniens, et opportunum existit, cum etiam turres praedictae quoslibet ad eas refugientes tempore muris quieti, et furibundi, tutabuntur, ac etiam navigationi magnam commodum praestabunt. Positis enim turribus in locis, et partibus, ubi piratae se, et sua navigia receptabant, dispositis ad id bombardandis, poterunt subditos nostros, ab inimicorum manibus vindicare, et navigantes eorum manus facile evadere. Porius quoque, et litora ubi se receptabant a turribus occupati, ipsos deserant, et iter consuetum, et

stesso sovrano; dal che si deduce ch'egli anettava molta importanza alla presente *Prammatica* (Legge).

(2) Dopo il già notato *promissio* generale, se ne fa un altro per dimostrare la importanza dell'Isola (regno) di Sardegna, posta nel centro del Mediterraneo, così opportuna ai naviganti per l'accesso più facile e più breve agli altri paesi tutti soggetti al re cattolico, così vicino e sì tanta ripetto all'Africa. E se ne deduce quanto perciò fosse necessario munirla contro gli assalti dei Turchi, specialmente dopo l'espugnazione della *Goleta* (Tunisi); e quindi si passa a ricordare tutto ciò che per un tal fine avea già fatto il re Don Filippo II.

(3) Si fa menzione delle ingenti spese fatte dal tesoro regio per fortificare le città di Cagliari e di Alghero, l'una posta nel lato orientale e l'altra nel lato occidentale dell'Isola; per quale oggetto si dice essere stati consumati quasi per intero tutti i redditi e proventi che la Corona soleva ricavar annualmente dall'Isola medesima.

(4) La spesa dell'armamento delle due fortezze di Cagliari e di Alghero si dice quivi essere stata fatta co' proventi degli altri regni del re cattolico, ed aver rilevato a più di cinquemilcentomila ducati d'oro, lo che corrispondeva a tre milioni circa di attuali lire italiane.

mansiones solitas derelinquent, quo fiet, ut tutetur nostris, et adherendum nostrorum portus, et litora Regni praedicti creberrime visitabunt, tam ad celebranda sua commercia, mercimonia, et negotiationes, quam ad persequendum piratas nostrae Sanctae fidei Catholicae inimicos, ad faciendam etiam piscationem tutam, circumcirca Regnum praedictum, invehendum in civitates et oppida, multa victualia, annonam, et alias maritimas provisiones, maxime conferent, si piscatoribus tutum fuerit piscandi exercitium, unde sperandum est, quod deinceps in litoribus Regni praedicti introducenda sit piscatio Tynno-rym (1), quae pancis ab hinc annis usitata in nostro Siciliae Regno maximas ibi attulit divitias, quod volente Deo, etiam fiet in nostro Regno Sardiniae, ubi non minor existit dictorum piscium copia, maximam quoque afferent utilitatem agris, et terris mediterraneis, et litoribus, qui et quae deinceps coli et saeminari poterunt, et propter illorum feracitatem, magnam suppediabant frumentorum copiam, et abundantiam, armentis quoque, et pecoribus non parvae erunt utilitates; ubi enim arva crescent, idem facient et pabula, in agro praecipue maritimo, qui feracior et uberior totius Regni praedicti existit (2). Cumque post civitates praedictas bellicis apparatusibus communitas, totum ipsum Regnum turribus supradictis per girum dispositis muniri debere indicavimus, pirata, et quilibet alius hostis Regnum praedictum aggressurus, cum se viderit turribus praedictis opertum, procul dubio retrocedet, bombardarum et aliorum bellicorum instrumentorum ictus fugiendo, quo fiet, ut ea pars, et ora maritima, quae ab hostium collisione defaigata, et omnino oppressa coli non poterat, quaeque feracior totius Regni existit, ab ipsis derelicta, deinceps per incolae Regni ejusdem inhabitata, et coletur, et satis immensos fructus suppediet, Regnumque ipsum annonae, et aliorum comestuum ferax, non solum vicinis novis, sed etiam mercimoniis, et negotiationibus repletum in augmentum, et utilitatem ita magnas (Deo volente) deveniet, quod inter alia Regna et Dominia Nostra foelix et faustum jure optimo poterit appellari, nobisque, et nostrae Regiae Coronae non aspernandum, imo maximum suppediet emolumentum; sed majus, et maximum Reipublicae Christianae proinde obveniet, si Regnum ipsum ita fortunatum, orae Aphricae oppositum, et in medio Regnorum et Dominiorum nostrorum Italiae obvium, ipsis tamquam arx, et maximum propugnaculum, et quasi tutamen procul dubio existet; aliae quoque multae utilitates ex dictis turribus provenient, quae cum tot et tantae existant, in nostrum regium animum induximus Regnum ipsum, et omnia ipsius litora

certum quoque per girum, turribus supradictis lapideis circumdare; praeparatum quoque fabricacione et sustentacione cum multae pecuniarum summae necessariae existent, quae si aliunde extra Regnum praedictum illic portarentur, veluti ab Hispania, Italia, et Gallia, difficultatem et laborem non parvum, et in operibus impedimentum afferrent, et turres ipsae et aedificia maximum incommodum paterentur; postulando enim ipsarum custodes sua stipendia eas desererent, illaeque solo aequarentur, multaque alia damna et incomoda provenirent, si ex alijs partibus pecunia foret asportanda. Quare visum fuit valde convenire, pecunias pro turribus praedictis necessariae non aliunde, quam ex Regno praedicto haurire, cum a nostro regio patrimonio propter illius penuriam, et tenuitatem, quas nunc patitur, haberi non possent, mandavimus aliquibus probis viris, ut ipsi animadverterent, unde, et quo pacto in Regno ipso pecunias habere possent ad ea necessariae, siue incomodo et damno subditorum nostrorum, qui quidem nos certiorarunt, nihil ad ea convenientius fore, quam ut novum vectigal, super mercimoniis a Regno ipso extrahendis imponeretur, ex quo turrium praedictarum fabricatio, et earum sustentatio solvi possent. Quo cognito, jussimus Don Michaeli de Moncada nostro Locumtenenti, et Capitaneo Generali, mediantibus nostris Regis litteris, ut pertractato hoc negotio cum personis trium *Stamentorum*, et aliis viris et probis hominibus Regni praedicti; qui, excogitato cum ipsis, sumptaque cum eis deliberatione, nos certiores redditus pecunias ad praedicta necessarias nullatenus posse reperiri in Regno praedicto absque damno vicinorum, alias nisi imponeretur aliquod jus, super *casseis*, *corijs*, *lavis*, *corallia*, et aliis forsan mercimoniis, quae a Regno praedicto extraherent, quod juxta annis singulis ascenderet ad summam *duodecim mille ducatorum*, cum quibus turres praedictae fabricari et sustentari annis singulis facile possent, illae videlicet, quarum fabricatio, et sustentatio Nobis et nostrae Regiae Curiae pertineret. Quibus omnibus visis, et agitalis in Nostro S. S. R. Consilio, ex deliberatione ibidem sumpta, fuit per Nos provisum et deliberatum, quod jus praedictum imponeretur super praedictis mercimoniis a dicto Regno extrahendis, istudque tamquam rem necessariam, valde utilem et proficuum Regno praedicto, fore, et esse amplectendum, et executioni deducendum, dum tamen impositio hujusmodi fieret cum consensu et voluntate vicinorum, et habitatorum Regni praedicti; et dictis Don Michael de Moncada Locumtenenti, et Capitaneo Generali nostro, praecedente ordine, et commissione nostris, tria *Stamenta* Regni praedicti in nostra civitate Calaris convocavit, explicato ipsis, quod nostrae existit Regiae voluntatis, tria *Stamenta* praedicta, impositionem juris hujusmodi per Nos statutam acceptarunt; laudantur, et emologantur, tamquam rem praedicto Regno valde utilem, necessariam et proficuum, imponendo jus praedictum super dictis rebus et mercimoniis a Regno ipso extrahendis, prout in binis supplicationibus per dicta tria *Stamenta* coram dicto nostro Locumtenenti et Capitaneo Generali oblati latissime continentur; quarum tenores serialim sequuntur sub his verbis (3).

(1) Da questo passo della regia Prammatica si rileva, che nel 1587 era praticata poco in Sardegna la pesca dei tonni, la quale però vi andò poi gradatamente crescendo, e pervenne all'attuale sua abbondanza, da cui deriva una parte non piccola della sua ricchezza marittima.

(2) Si rammenta quivi che per cura del governo spagnuolo si trovavano già edificate, e armate alcune torri nel litorale dell'isola e che le medesime avevano servito e servivano egregiamente a difesa dei Sardi contro le incursioni dei pirati barbareschi, e a proteggere il piccolo commercio di costa. E quindi si trae argomento a dire, che il vantaggio sarebbe indubitamente maggiore se tutto il litorale della Sardegna fosse munito di torri somiglianti nei luoghi più esposti ed opportuni; lo che appunto fu ampiamente trattato con gli *Stamenti* del Parlamento Sardo, e forma il soggetto della presente Prammatica.

(3) Dopo ultimata la lunga esposizione delle ragioni per le quali si credeva necessario di munire di torri armate tutto il litorale

Illustrissim Señor Lloctinent, y Cap. general, etc. per V. S. Illustriss. los dias passats se dona al Estament Ecclesiastic una carta de Sa Magestat ab la qual nos notifica la necessitat, que hi ha, de torréjar tota esta isla, y de com lo haguera fet a gasos de la Regia Cort, y que per estar exhausto el patrimonio Real no podia adimplir sa voluntat, y per sa benignitat nos encarrega, que per los ESTAMENTS se hagues trobat algun modo, traça o forma, peraque se fossen fetes les torres y manesses aquelles, y juntament per V. S. Illustrissima nos fench preposat de paraula, y per scrits, que la mente y voluntat de sa Magestat era, que per dict effecte se posas un REAL (1) per quintar de *formaje*, y de *llana*, y *cuero* sortit, y sis dines per *beguina*, y tres diners per cada *molinona*, que se estraguessen del Regne. Totes les quals coses essent considerades y ponderades y comunicades ab los altres STAMENTS, si es atessa la gran pobresa de la Isla, en la que es estada, y està, y que en ella no hi ha altre genero de mercaderias niungues, sino la sobredita, y aquella estar molt carregada de drets, y considerats alguns privilegis, y gracies de consideracio, concedits a este Regne, per los Serenissims Reys de gloriosa memoria predecessors de Sa Real Magestat, hi havia alguna difficultat, no res meynes, considerada de altra parte la utilitat, y defensa del present Regne, la mercè que Sa Magestat nos ha feta, en lo particular cuydado, y vigilancia ha tingut, y te de aquest son Regne, y la innata fidelitat, que aquell ha tingut, y te en servir a Sa Magestat, posposant totes les dites difficultats, al servey de Sa Magestat, dit Estamēt Ecclesiastic, insignint lo vot, y parè de la major part de aquell, haventse emperò lo beneplacit, y consensio de sa Santedad, y Santa Sede Apostolica, en quant mesler sia, *ex nunc pro tunc, et non alias aliter, seu alio modo*, se contenta consentir y consent en la imposicio de dit dret, per al effecte, que sa Magestat nos hà proposat, y V. S. Illustrissima, en nom de aquell, que es fer, y conservar dites torres; y perque apo se puga ab pus comoditat fer, y conservar, supplica a Sa Magestat, y a V. S. Illustriss. en son lloch, que sia de sa Real mercè, y clemencia concedir y storgar les infrascriptes mercès, puix tot es per a nos servici de sa Magestat, y benefici de aquest son Regne (2).

E primo, que sia de la Real Clemencia, y mercè, que V. S. Illustrissima obtinga lo sobredit beneplacit, y consensio de Sa Santedad, y Santa Sede Apostolica, perque ab major consoliació, y descans dels consensiens de dit Stament Ecclesiastic, pogan en apo servir a Sa Magestat, com desigiap. Item que lo Real predit sie, y sentenga

de sinch sous moneda Sardesca o Callaresca (3), y los diners de la mateixa moneda *Sardesca o Callaresca*, y que se entengan, y sien exceptats los *formagios*, y altres coses de les sobredites, que se extraerian y enviarian de, y per *prezut*; y per los semblant los *cuyros*, q se faran en les Carniceries, q a ses costes, y del propi, administraran les Ciutats del Regne sien, y se extraguen libera, y francament, per quic vulla, que farà, y extrairà los *prezuts*, y *cuyros* de dites Carniceries, aixi com se ha dit, fetes y administrades, y que dels *formagios romputs*, no se hagia de exigir, ni cobrar de dit dret, fino per meitat, com sia que passa per mig *formage*. Item per quant los diputats solen acomodar als mercaders en lo pagar los drets y lo present dret en gros, y no acomodant los patirian los negocis per ço, que als habitants, y los que estan de assiento en dit Regne, los acomoden de quatre mesos en la exatio de aquells, y los q seran de transito hagian de pagar encontinent. Item que lo procehit de dit dret se disponga en alzar, mantenir, y conservar les torres, munir aquelles, pagar guardies, y axibe en los salaris condecents dels Diputats, y Officials, les quales Torres se fassan en los llochs, hont ni sa Magestat, ni les Ciutats, ni los Magnats, Barons, ni Heretals no les han fetes, ni son obligats ferles (4), ni posar guardies, ni ells, ni sos Vassalls, y que en dits llochs se paguen del procehit de dita dret; y se supplica, que per quant en tots los Regnes de sa Magestat, la SANTA INQUISICIO es dotada, y te lo degut sustentament, sia servit sa Magestat de dit dret, o de altre Patrimoni de Sa Magestat dotar, y sustentar la Santa Inquisicio del present Regne (5), com sia, que aquella tinga molta necessitat, de dita dotacio, y es grandissima torre, y defensa del present Regne contra los Herjes, y Infieles, que tant vehinste. Item, que lo procehit de dit dret no se hagia de gastar, ni convertir en altres coses, ni per altres effectes, per ursent necessitat que hi agia. Item, que primer, y ans de totes coses se fassan les torres dels Gols, Ports, y llochs poblats, y habitats, y apres se fassan les altres, que en altres llochs seran necessaries. Item que del procehit dels dits drets no se fassan torres, ni se conserven en los llochs haont los dits Barons, y Ciutats tenen obligacio de ferles, y conservarles, y en eventum, que entre les sobredites Ciutats, Barons, Magnats, Heretals, o sos Vassalls hi hagues o al present hi hagia plet sobre la obligacio de fer dites torres, que perço no se retarde de fer aquelles, sino que del procehit del dit dret se fassan, y se cobre apres lo que se haurà despès, dels qui seran condemnals, y obligats a ferles, y cobrats aquells, se posen en la cara hont ha de estar lo procehit de dit dret. Item que per

(3) Il reale (moneta) doveva calcolarsi di soldi cinque sardi, equivalenti, come si è già notato, a quarantotto centesimi di attuale moneta italiana.

(4) Da questo luogo del Diploma si rileva che nel litorale dell'isola esistevano già molte torri, munite d'uomini e d'armi, fattevi erigere dal governo regio, dalle città, dai magnati, baroni e feudatari sardi, e che anzi stava a loro carico la erezione e l'armamento di altre nuove torri in certi punti determinati.

(5) Lo STAMENTO ecclesiastico chiede che sia dotato il Tribunale della Santa Inquisizione, che già esisteva in Sardegna, come lo erano tutti gli altri della monarchia spagnuola, a propoſito di prelevare la dotazione da questo nuovo dazio « perchè la inquisizione è torre grandissima di difesa contro gli eretici e gl'infedeli ».

dell'isola; ragioni ch'erano state addotte dai tre Stamenti nelle rispettive loro deliberazioni; segue la inserzione dei *Memoriali* presentati a tale oggetto dagli Stamenti medesimi al viceré di Moncada, dai quali però risultano le condizioni che la rappresentanza nazionale sarda suppone alla imposizione del nuovo dazio.

(1) REAL, moneta crosso-mista, così appellata in Sardegna, del valore corrispondente a 48 centesimi odierni.

(2) Lo STAMENTO ecclesiastico, che si componeva dei vescovi, dignitari, abati, e deputati dei Capitoli delle cattedrali del Regno, e rappresentava nel Parlamento tutto il clero dell'isola, dopo aver acconsentito alla imposizione del nuovo dazio, sotto condizione che se ne ottenesse l'approvazione dalla Sede Pontificia, aggiunge al suo *Memoriale* le altre condizioni, sotto le quali esso vuole amministrato il denaro proveniente da siffatta imposizione.

la administració y conservació del dit dret, y prohibí de aquell se deuteh y ensaculen en Deputats devuyt personas Ecclesiastichs, y dels dos altres STAMENTS MILITAR y REAL, los que ells demanaran, y se supplica a sa Magestat sia de son servey, q en est son Regne hi hagia Deputacio, y que per sustentament de la serveisa, si en algun temps, sobres alguna quantitat del procehit de dit dret, fer tot lo sustentament de dites torres, que ab ayo y altres coses, que porrian haver, se applicassen totes a formar dita Deputacio, ab orde de sa Magestat, y en son servey, utilitat, y defensa de aquest Regne. *Item* que la ensaculacio primera se fassa ara per los ESTAMENTS desta manera; coes que lo ECCLESIASTICH nomena, y ensacule los seus, y lo MILITAR los seus, y lo REAL los seus, segons que apparrà y voldrà cascuun ESTAMENT respective. *Item*, que se fassa dita ensaculacio de deu en deu annys, y que apres de quatre annys los Diputats recognosquan los sachs, y en lloch dels morts se posen y ensaculen altres de la mateixa condicio, y qualitat que eran los morts, y essent absent del Regne algu dels extreits. q aquell tal rodoli se torne en lo sach, y se trague altre de dit sach. *Item*, que los habilitats, y ensaculats una vegada no se pogan mes desabilitar, ans resten per à sempre habilitats. *Item*, que se fassa tres borseis, o sachs, en la una de les quals se degan posar los Diputats Ecclesiastichs, y en la altra los Diputats Militars, y en la altra los Diputats del Real. *Item*, que dits sachs se tingan dins una caxeta de tres claus, la una de les quals dega tenir lo Diputat Ecclesiastich; la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real. *Item*, que dita caxeta estiga dins un Armari en la Sacristia de la Iglesia major de la Ciutat de Caller fins altra determinacio, la qual tinga tres claus, de les quals la una tinga lo Archibisbe de Caller, y en ausencia, o mort, en poder de son Vicari general, y la altra lo COMTE, o CAVALLE, q presidirà en lo BRAS MILITAR de Caller, y la altra lo Conseller en Cap de la Ciutat de Caller. *Item*, que fassa extraccio dels ensaculats, prime hu del sach dels Ecclesiastichs, y l'altre dels Militars, y apres ultimament hu del sach dels Reals, y estos se estraguen lo die del glorios Sant Thomas Apostol, de la extraccio del present fahedora en avant, y que lo ofici de dits Diputats dure per bienni, no entenentse ayo en los qui al present se extrauran, porque estos han de estar en lo ofici fins al Dia de S. Thomas del anny mil sinchcent vuytanta sinch. *Item*, que dita extraccio se fassa en la Sacristia de Caller, per na de nn Infant de set annys, fins altra determinacio. *Item*, que los dits tres Diputats se estraguen respectiv de sach, y de sort, y los que ixtiran sian, y serveiscan de Diputats, y pogan servir per si, o per Procurador de la mateixa calitat, o en dignitat Ecclesiastica constituït. *Item*, que hajan de vacat, y vagen quatre annys, finit que ajan lo ofici, los extreits en Diputats, y apres passats los quatre annys, pugen de nou concorrer, y per tal effecte tant tost que seran extreits, se degan tornar, y tornen en la borsa o sach del qual seran extreits. *Item*, que lo que procehirà de dits drets se tinga en una caxa ab tres claus, de les quals ne tinga una lo Diputat Ecclesiastich, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real, y volent tenir

clau de aquella V. S. Illustrissima, ò sos successors, que que en tal cas tinga quatre claus. *Item*, que dicta caxa estiga en la cambra bont esta la caxa de sa Magestat, que es en lo PALAU REAL de la present Ciutat, perque estiga mes segura, fins altra determinacio. *Item*, que en dita caxa se pose tot lo procehit de dits drets en presencia dels qui tindran les claus fent acte del que se posarà, tots temps q se posarà en ella alguna partida. *Item*, que los pagaments, que se faran, se fassan de dita caxa, axibe en presencia dels qui tindran les claus, fent acte del que se pagarà. *Item*, que dits pagaments, se fassan per mandato de V. S. Illustrissima, o de sos successors ab ferma de V. S. y de dits Diputats, ò substituets. *Item*, que los Oficiais, que mester seran, axi per lo exercici de dita caxa, com per les altres necessitats occorrents, per la bona administracio de dits drets, se hajan de ensacular en sos sachs separadament, y la dita ensaculacio, y extraccio se fassa de la manera, com y en lo temps q està dit dels Diputats, y per los dits Diputats, no se pugen ensacular sino personas ensaculades en grau de *Conseller ters*, ò *quart*, o que sian tals, que pogan concorrer en dits graus, ab que tot sien naturals del present Regne, ò haguts per tals. *Item*, que V. S. Illustrissima, y sos successors, y los Diputats que seran novament extreits hajan de rendre compte als Diputats, y Oficiais del que hauran gastat del procehit de dits drets, y manteniment de aquella. *Item*, que tinga V. S. Illustrissima, y sos successors, ab dits Diputats generalment, la cobrança, y administracio de dits drets, y de dites torres, y de tot lo necessari per dits drets, y torres, sino es en lo designe, y lloch de aquells, que sia de V. S. Illustrissima, y de sos successors tant solament. *Item*, que per la imposicio de dits drets ningun perjudici se causi als privilegis, Capítols de Cort, subvencions concedides, y donades en favor de dits Estaments, y de les Ciutats del present Regne, ans aquelles resten en sa força y valor, y que no se puga dita imposicio y consentiment prebit allegar, ni traure en consecuencia, en ninguns temps, ni altrament. *Item*, que si surtis dubte sobre la intelligencia dels presents Capítols, ò qualsevol dells, que en tal cas la declaracio de aquells sia de V. S. Illustrissima, y de dits Diputats, que à les hores seran. *Item*, que los dits Diputats, y los altres Oficiais hajan de jurar los presents Capítols, y observancia de aquells en la forma solita, y per quant aproritarien pochi ditas torres, si les principals plaças de aquest Regne, CALLER, SASSER, ALGUER, CASTELL ARAGONES, y lo Castell de Bosa, y altres Cintas, no fossen fortificades, com convé ab tota perfectió, y la gent del Regne estignes desarmada; Perço supplican a V. S. Illustrissima, que nos mane favorir ab sa Magestat, en que sia servit fernos mercè de fernos portar de MILIA les armes, artilleria, y municions, que manà sa Magestat los annys passats, que se portassen de Italia, y que fassa posar en perfectio dites fortificacions, fentils mercè per dit efecte dels subsidis, CRUZADA, y Parlament veyndors, fins tant que sien acabades dites fortificacions, que son molt necessaries, per estar aquest Regne com està fronter à la Barbaria. (1)

(1) Chiede lo STAMENTO ecclesiastico, che il Sovrano faccia spedire da Milano le armi, artiglierie e munizioni necessarie per met-

etc. licet, etc. Altissimus etc. (1) Illustriss. Señor Llochtinent, y Capitá general etc. Los ESTAMENTOS Militar y Real, havent entes per la Real carta de crehensa de sa Magestat, que convè, y es necessari torregiar tota esta Isla, y que no podentlo, com voldria, fer de son Real patrimoni, per estar aquell exhausto, encarrega, q per dits Estaments se trobe algun medi, trassa, modo, o forma, per poderse alçar, y mantenir les torres, y havent axibe entes per la proposicio per V. S. Illustrissima, en virtut de dita Real Carta, à ellis feta, que sa Magestat restaria servit, y señalaria, que lo medi y trassa fos, que se imposas no REAL per quintar de *formagie* y de *llana*, y per *cuyro* sortit, y *sia diners* per *bequina*, y *tres diners* per *moltonina*, que se extraguessen del Regne: Responen y dixen, que si ben lo Regne sia pobrissim, y les dites mercaderies sien molt carregades de altres drets, y la dita imposicio *sia contra les libertats, franqueses, immunitats, y gracies*, quals este Regne le per Reals privilegis, y *Capitols de Cort* per los Serenissims Reys de Arago de immortel recordacio ad aquell per servicis otorgats, y concedits, et alias, no res meyns per la mercè tan singular, q Sa Magestat fa adaqwest Regne en tenir particular ciudado de fortificar, y guardar aquell, y per la necessitat, que sa Magestat senala de fer tota esta Isla torrejada, los dits Estaments considerant la innata fidelitat, que sempre aquest Regne ha tingut, este en lo servey de sa Magestat, y posposant totes les dites necessitats y gravezas al dit servey, insegment lo vot, y parer de la mayor parte, consenten, que lo dit dret se impose. Restant empero los dits *privilegis, Capitols de la Cort, sentencias de greuges*, y altres qualsevol actes, concessions, y consituacions en favor de aquest regne, fahents en sa força, y valor, y que per lo present acte, y consentiment no li sia causat ni fet perjudici algu, ni en algun temps se pugja allegar en consecuencia, y en la forma, y ab les condicions següents, y no sens aquells, ni altrament, ni en altra manera. *Primerament*, que lo REAL predit sia, y se entenga de *sinch sous moneda Callaresca*, y lo *quintar* sia y se entenga del *quintar de Botiga de Caller*, que es de *cent y quatre lliures*, y que se entengan, y sien exceptat los *formagies*, que se extrauran, y enviaran per presentar, y per lo semblant sian franchs, los *cuyros* ques faran en les carnicerías, y que a ses costes, y del propri faran, y administraran les Ciutats del Regne per quis vulla, que se extrauran. *Item*, q del *formagies romputs* no se hagia de exigir, y cobrar dit dret, sino per meitat, com sia que passa per mig *formagie*. *Item*, per quant los Dreters solen accomodar als Mercaders, y aquest es dret gros y no acomodant los patiran los negocis, que perço als habitants que estan de assiento, los acomoden de quatre mesos en la exactio, y los que seran de transito hajan de pagar encontinent. *Item*, que lo procehit de dit dret se gaste, y se despenga en alçar, mantenir, y conservar les torres se han de fer en los llochs, que sa Magestat, ni les Ciutats no le

han fetes, ni los Magnats, Barons y Heretats no les han fetes, ni son obligats à ferles, ni posar guardies, ni ells, ni sos Vassalls, y q en dits llochs se paguen del procehit de dit dret, y lo procehit de aquell nos puga gastar, ni convertir en altra cosa, ni per altre efecte, per urgent necessitat, que hi haje. *Item*, que primer, y ans de totes altres, se fassan les torres des Gols, Ports, y llochs poblats, y habitats, y apres se fassan les altres, que en altres llochs seran necessaries. *Item*, que del procehit de dit dret, no se fassan torres, ni se conserven en los llochs ahont los dits Barons, y Ciutats tenen obligacio de ferles y conservarles, y en cuento, que entre les dites Ciutats, Barons, Magnats, Heretats, o sos Vassalls hi hagen, o al present hi haja plet sobre la obligacio de fer dites torres, que perço no reste de fer aquelles, sino que del dit dret se fassen, y se cobre apres lo que se haurà despes dels qui seran condemnats, y obligats a ferles, y cobrats aquells se posen en la caxa, haont hà de estar lo procehit de dit dret. *Item*, que se fassa, y forme Diputacio en lo Regne. *Item*, que en Deputats se ensaculen Ecclesiastichs, y Militars, y del Estament Real, y del Estament sino personas ensaculades en Consellers en Cap, y segon. *Item*, que la ensaculacio primera, se fassa ara per los Estaments desta manera, coes, quels Ecclesiastichs ensaculen los sens, y lo Militar los seus, y lo Real los seus, segons q voldran, y apparrà a cada Estament respectivè. *Item*, que se fassa la ensaculacio de deu en deu anys. *Item*, que apres de quatre en quatre anys, les Diputats reconeguen los sachs, y en lloch dels morts posen, y ensaculen altres de la mateixa condicio, y qualitat que eren los morts, y absent del Regne algu dels extreits, que aquell tal, se torne son rodoli en lo sach, y se trague altro de dit sach. *Item*, que los habitants nna vegada nos puguen mes desabilitar, ans resten per sempre habilitats. *Item*, que se fassa tres borses, o sachs en la una de les quals se degan posar los Diputats Ecclesiastichs, y la altra los Diputats Militars, y la altra los Diputats Raals. *Item*, que dits sachs se tingan dins de una caxeta de tres claus, la una de les quals dega tenir lo Diputat Ecclesiastic, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real. *Item*, que dita caxeta estiga recondita dins un Armari de la Sacristia de la Iglesia mayor de la Ciutat de Caller, fins altra determinacio, la qual tinga tres claus, de les quals una estiga en poder del Archibisbe de Caller, y en ausencia de aquell, ò mort, son Vicari general, y la altra lo *Compte ó CAVALLER*, que presidirà en lo BRAS MILITAR, y l'altra lo Conseller en Cap de la Ciutat de Caller. *Item*, que se fassa extraccio de tres dels ensaculats, primer hu del sach dels Ecclesiastichs, y lo altre del sach dels Militars, apres y ultimament hu del sach del Real, y estos se extraguen lo die del glorioso S. Thomas Apostol, de la extraccio al present fahedora en avant, y que lo offici de dits Diputats dure per bienni, no entenenç aço en los que al present se extrauran, porque estos han de estar en lo offici fins lo die de Sant Thomas del any mil sinchcents vuytanta sinch. *Item*, que dita extraccio se fassa en la Sacristia de Caller, per ma de un infant de set anys, fins altra determinacio. *Item*, que dels tres,

tero in buono stato di difesa le fortezze di Cagliari, Sassari, Alghero, Castello-Aragonese (antico Castel-Genovese e odierno Castel-Sardo), e Boss, chiedendo che alla spesa occorrente sia applicata una parte dei proventi della S. Crociata e dei sussidi che saranno votati nei venturi Parlamenti.

(2. Siegue il Memorial degli altri due STAMENTI militare e reale).

que se extrauran, axi la primera com les altres vegades, los dos sien del Cap, abont residirà de assiento lo senor Virrey, y lo tercer del altre Cap, lo qual no volent servir personalment, puga servir per procurador, ab q̄ sia lo procurador de la mateixa colitat, si gia no fos Prelat, que essent tal podra constituir Prelat, o persona en altra dignitat Ecclesiastica constituida. *Item*, que aien de vacar, y vaguen quatre anys, finit que ajen lo ofici, los extrets en Diputats, y apres passats los quatre anys, pugen de nou concórrer, y per tal efecte tant, tots que seran extrets se degan tornar y se tornen en la bolsa o sach dels quals seran extrets. *Item*, que lo que procehirà de dits drets, se tinga en una caxa ab tres claus, de les quals tinga una lo Diputat Ecclesiastic, y la altra lo Diputat Militar, y la altra lo Diputat Real, y volent tenir clau de aquèlla V. S. Illustrissima, o los successors, que en tal cas tinga quatre claus. *Item*, que dita caxa estiga en la cambra, hont està la caxa de sa Magestat, que es en lo PALACI REAL de la present Ciutat, perquè estiga mes segura fins altra determinacio. *Item*, que en la dita caxa se pose tot lo procehit dels drets, en presencia dels que tindran las claus, fent acte del que se posarà tots temps q̄ se posarà en ella alguna partida. *Item*, que los pagaments, q̄ se faran, se fassan de dita caxa, axibe en presencia dels qui tindran las claus, fent acte del que se pagarà. *Item*, que dits pagaments se fassan per mandatos de V. S. Illustrissima, y de sos successors, ab ferma de V. S. y de dits Diputats. *Item*, que los Oficiais, que mester seran, axi per lo exercici de dita caxa, com per altres necessitats occurrents per la bona administracio de dits drets, se aian de ensucular en sos sachs separadament, y la ensuculacio, y extraccio se fassa de la manera, com y en lo temps, que està dit dels Diputats, y no se pogan ensucular, sino persones ensuculades en grau de *Conseller ters*, y *quart* ò q̄ sien tals, q̄ pugen concórrer en dits graus, ab que tots sien naturals del present Regne, o haguts per tals. *Item*, q̄ no pogan ser eligits, ni admesos en ofici algu per la administracio de dits drets, personas que tingan Ofici Real porque la administracio sia separada. *Item*, que V. S. y sos successors, y los Diputats, que seran novament extrets, hajan de pendre comptes als que ne iixiran, y hauran dextat lo ofici, del que serà procehit, y se haurà gastar del procehit de dits drets, y de dites torres, y de tot lo necessari per dits drets, y torres sino es en lo designe de les torres, qual sia de V. S. Illustrissima, y de sos successors solament. *Item*, que si surtis duple sobre la intelligencia de qualsevol dels presents Capitols, que en tal cas la declaracio de aquelles sia de V. S. Illustrissima, y dels Diputats. *Item*, que los Diputats y altres Oficiais hajan de jurar los presents Capitols, y observancia de aquells en la forma solita. *Item*, que ab los predits pactes, y condicions, y no sens aquells, ni altrament, se consent en la imposicio de dit dret, y porque aprofitarian poch dites torres, si las principals plaças de aquest Regne, com son CALLA, ALGUER, CASTEL-ARAGONES, BOSA, y altres Ciutats, no fossen fortificades com convé, y ab tota perfectió, y la gent del Regne estigues desarmada; perço supplican à V. S. quens mane favorit ab sa

Magestat, en que sia servit fernes mercé de fer aportar de MULA les armes, artilleria, y municions, que mania sa Magestat los anys passats, que se portassen de Italia, y que se fassan posar en porcio dits fortificacions, fentis mercé per dits efects dels *rubidra*, *crusadas*, y Parlaments venidors, que son tant necessaries, com V. S. sap, per estar aquest Regne com està fronter à la Barberia, et licet, etc. Sa Señoria Illustrissima, oydes, y vistes las preinsertas respuestas dades per los Reverendiss. Speciable, y Magnific STAMENTS Ecclesiastic, Militar, y Real, à la proposicio feta per sa Señoria Illustrissima de part de sa Magestat, a quinze del mes de Decembre del any propasat, circa imposicio dels drets en la dita preposicio mencionats, pera edificar torres y guardies delles en les marines de aquest Regne, diu que accepta las ofertes, y consentiment de posar lo dits drets, ab les condicions en dits respuestas contingudes, reservada en tot y per tot la moderacio, y reformacio, que à sa Magestat li semblarà, y serà servit, al qual sa Señoria Illustrissima se ofrecie representar dit servici, y la voluntat ab que se lifa per los dits Reverendissim Speciable y Magnific STAMENTS, ylaque tenen de ferne altres mayoras, y supplicarli, quant encardiment porrà lis concedesca les dites condicions, y merces, q̄ demanen, y altres mayors com merexen tant bons, y feliçs vassalls de sa Magestat.

Provisum per Illustrum Dominum Locumtenentem, et Capitaneum generalem in Regio Consilio, et deliberatione in eo sumpta, die vigesima quinta februarii, anni millesimi quingentesimi octogagesimi tertii, Calari. Scriba Ferrer Notarius, pro haerede Serra.

Quas quidem petitiones, et Capitula praeinserta, et acceptationem per dilectum nostrum Locumtenentem, et Capitaneum Generalem in dicto nostro S. S. Regio Consilio videri, et recognoscere fecimus, easque et ea laudantes, et approbantes, illas et illa, et omnia, et singula in eis contenta, et expressa, praefato nostro Sardiniae Regno, tribus STAMENTIS illius, vicinis, et habitatoribus, praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consilio dicti nostri S. S. C. R. deliberatione praesente, perpetuo concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraque hujusmodi concessionis, consensus, et largitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Dum tamen, et non alias, aliter, nec alio modo, quod administratio exactionis juris hujusmodi, non *Deputatio*, sed solummodo *Administratio* possit, et valeat nominari, quodque *Deputati*, qui ut dicitur constituti erant, et deinceps extrahentur, non hoc nomine, sed tantummodo *Administratores* juris hujusmodi, et ejus regimini appellentur, quoniam nomina hujusmodi *Deputationis*, et *Deputatorum* in praefato nostro Regno Sardiniae amplius dici, et nominari prohibemus ⁽¹⁾, quodque; scribatur *Administratio* novi

(1) Nell'accordare quanto chiedevamo li tre STAMENTI, li re don Filippo il volte che le persone dette diti medesimi per sopravvigliare el nuovo dazio imposto all'isola assumessero il nome di *Amministratori* e lasciassero quello di *Deputati*; anzi proibì che quest'ultimo nome, siccome quello che indicava l'autorità e il dritto del Parlamento nazionale nella imposizione di qualunque dazio, non si dovesse mai più assumere e pronunziare in Sardegna. Era un avviamento a governo più assoluto ed arbitrario.

juris hujusmodi deinceps non extrahatur tertio quoque anno per sortem, sicut caeteri Offitiales, sed ipsius Offitium, et ejus concessio nostrae Regiae provisioni spectet, in favorem unius ex tribus personis Majestati nostrae praesentandis pro parte Administratorum, seu Collectorum juris hujusmodi, quoties vacare contigerit. Attamen, ut aliquod gratitudinis nostrae Regiae beneficium sentiat, volumus, quod officium hujusmodi pro nunc concedatur GASPARI Valmanni Not. licet sit extractus ad illud in prima extractione officiorum praedictorum per eos facta. Qua propter Serenissimo Philippo principi Asturiarum, Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, et post foelices et longaevoles dies nostros in omnibus Regnis, et Dominis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori, intentum aperiens nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, dicto vero Spectabili, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis, Locumtinenti, et Capitaneo generali nostro in praefato Regno Sardiniae, Regenti Cancellarium, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judici Curiae, et Advocato, et Procuratori fiscalibus, Gubernatoribusque quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori Magistro Rationali, nostram generalem thesaurariam Regenti, seu eorum Locumtinentibus, Vicariis, Potestatibus, Subvicariis, Alguazilis, et Portariis, et aliis Offitialibus nostris dicimus, et jubemus; Admod. Reverendis in Christo Patres, quoscumque Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Priores, et alias Ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur, Ducibus quoque, Comitibus, Vice Comitibus, Baronibus, Militibus, et aliis generosis personis, Consiliariis etiam, Consiliis et Universitatibus, quarumcumque Civitatum, et Oppidorum, caeterisque aliis personis et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, mandamus, ad incursum nostrae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri mille, nostris Regiis inferendorum Aerariis, quod supplicationes, et capita praefata, et unumquodque illorum, et omnia et singula superius contenta, teneant firmiter, et observent, exequantur et compleant, teneant et inviolabiliter observari, ac exequi, et compleri, per quos decet, faciant opera per effectum, iuxta illorum mentem, seriem, et tenorem plenioris, cauti secus agere, scribere, permittere, aliqua ratione seu causa si dicto Serenissimo Principi, et Ecclesiasticas personas nobis morem gerere, caeteri vero Offitiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri iussimus nostro Regio communi sigillo in pendenti munitam. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii, die xxviii mensis septembris, anno a Nativitate Domini, Millesimo quingentesimo octagesimo septimo. Regnorum autem nostrorum, videlicet Citerioris Siciliae, et Hierusalem trigesimo quarto, Castellaecae Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum, trigesimo secundo, Portugalliae tamen octavo.

Yo El Rey.

XXXIX.*

Il re di Spagna Don Filippo II, a petizione di Giacomo Martinez, sindaco della città di Sassari, scrive ed ordina al viceré di Sardegna, che siano osservate le immunità e le franchigie accordate ai Sassaresi dal re Don Alfonso, le quali erano state estingendo confermate con reale privilegio del 1548.

(1589. — 4 aprile).

Dal regii Archivi di Barcellona, Armad. ant. Sardiniae XVIII, fol. 118.

El Rey

Spetabile nuestro Lugarteniente, y Capitan General: Jayme Martinez de Chaus Sindico de nuestra Ciudad de Sacer nos ha referido que la dicha Ciudad tiene un privilegio de Franquesa que le concedio el Serenissimo Rey D. Alonso de gloriosa memoria con el qual hizo merced a los vezinos, y moradores de ella que en ningun tiempo por via de imposicion, ni otra qualquiera se les pudiese imponer a ellos, ni a sus hazienas, ni mercadurias pecho, ni otro derecho alguno, y que este, y los demas privilegios de dicha Ciudad han sido jurados, y confirmados, y por nuestro Real privilegio despachado en Valladolid el año de 1548 mandado guardar, y cumplir, y que los años passados contra la disposicion de dichos privilegios se puso en ella; sin su consentimiento, cierto nuevo derecho que dicen del Real, y que la dicha Ciudad por su innata fidelidad, y lo mucho que siempre ha deseado, y procurado nuestro servicio, no obstante su mucha pobreza, el dicho Real privilegio de Franquesa por esta ves tan solamente, y conque agora, ni en tiempo alguno se pueda alegar consecuencia con otros, ha consentido en la Imposicion del dho nuevo derecho con que le hiziessemos merced de hazerla igual a las Ciudades de Callar, y Alguer en las pagas de los otros derechos Reales, y que todos los dineros que procediessem del dho derecho en la dicha Ciudad se convertiessem en hazer, y reparar sus torres, puerto, y otras cosas publicas que, segun dice, son muy necesarias para ella, y que parece ser así de Razon por ser la dicha ciudad una de las mas principales, y metropoles del Reyno, y que se ha siempre señalado, y aventajado on nuestro servicio, y que en su respeto concurre mayor equidad, y ragon por que las otras Ciudades de Callar, y Alguer tienen mucho mas trago, y comercio, y sus puertos juntos a ellas, y que la dicha Ciudad de Sasser tiene poco comercio, y su puerto quasi del todo perdido, y desecho, y lejos quatro leguas de ella, suplicandonos que sino eramos servido de aceptar el dho servy, y consentim con la dhas condiciones, lo fuessemos de mandar que sea oyda de justicia como lo mandamos, y escrivimos otra vez acerca la Imposicion del dho nuevo derecho, y observancia del dho privilegio de Franquesa, y porque ay tendreis mas entera noticia de lo que el dho Sindico refiere, nos ha parecido remitirlos a vos como lo hazemos. Por ende os dezimos encargamos, y mandamos que así en respecto de igualar la dicha Ciudad de Sacer con las otras Ciudades en la

paga de los otros derechos que pretende, como tambien enlo que pide del derecho del Real, sobre lo qual otra vez se os ha escrito, oygais à la dha Ciudad de Sacer en todo lo que querràn decir, y alegar delante de vos, y llamado el pròr fiscal le hareis entero cumplimiento de Justicia, con parecer del Reg.^{ta} la Cancilleria, y Doctores de essa nuestra Real Aud.^a, y de que sea con brevedad recibiremos mucho contentamiento y Serv. Datum en la Torre de Ladores à 4 de Abril de 1589.

Yo el Rey.

V.^o Ferra V.

V.^o Quintana V.

V.^o Frigola Vicesg.

V.^o Comes Gulis thús.

V.^o Campi R.

V.^o Marsilla P.

In Sardiniae 18.

fol. 418.

XL.*

Proclama ed Ordine (Crida publica) del Vicerè di Sardegna, col quale si proibisce severamente ai cittadini di Cagliari, e delle altre città dell'isola, di metter mano alla spada o al pugnale (in caso di rissa o di contesa), sotto pena d'inchiodarglisi la mano in luogo pubblico, o di servire forsatamente per un anno in una delle Torri del Regno, oltre la multa di cento ducati, ad arbitrio del Vicerè o del reale Consiglio.

(1591. — (1)).

Dagli Atti (Processo) del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè marchese di Aytona (Archiv. dell'antico Patrim. reale).

Per lo molt que conve, que en la present Ciutat, y Castell de Caller, y sos Apendicis, y en les demes Ciutats del present Regne, se visca ab tota quietut y pau, la qual se sol pertubar per algunes persones ocasionades, que ab molta facilitat *posan ma à la spada, daga, ò pugnàl*; perço desyant sa Señoria Ill.^{ma} attendre al remey de semblant dafiy, ab la present publica CRIDA proveheix, y mana, que ninguna persona de qualsevol grau, qualitat, ò condicio sia, goze, ni presumesca en

(1) Quest'Ordine, o CRIDA, fàcea parte di un Proclama (Præconium) pubblicato nel 1591 dal Vicerè di Sardegna Don Gastone di Moncada, Marchese di Aytona, mentre presiedeva il Parlamento; ed era contenuto nel cap. 37 del Proclama medesimo. Lo STAMENTO MILITARE (dei Nobili) reclamò contro questo provvedimento generale, che comprendeva tutti i suoi membri, e ledere per conseguenza i suoi privilegi; e negli Atti dello stesso Parlamento (cap. 44, fol. 5) si legge, che fu tosto rievocato per riguardo ai Nobili: Item, diceva lo Samento, per quant ab la prohibicio penal per P. S. I. feta de no poder posar ma à la spada, restarian litiats los Militars, y personas del dit STAMENT en sos privilegis, y exempcions; replica à P. S. I. lo di Stament mane rievocar la dita prohibicio en respecte de quella. E subito il Vicerè decretava: Que no se entenguen en dita Crida los Cavallers, y Militars. Fu poi nel Parlamento celebrato nel 1603 sotto il Vicerè conte d'Elida ridotta la multa, prima da cento a cinquanta, e poi da cinquanta a soli venticinque ducati. E nel Parlamento successivo del 1614, presieduto dal Vicerè duca di Gandia, fu interamente abolita questa CRIDA, ma per riguardo soltanto ai cittadini di Cagliari (Atti di detti due Parlam. Vol. inf. Diplomi e Carte del sec. XVII).

la present Ciutat, y sos Apendicis, come en les demes Ciutats del Regne, posar ma alla spada, pugnàl, ò daga, sots pena de esserli enclavada la ma en lo lloch public y acostumat, ò de servir un any en una Torre, nomenadora per sa Ill.^{ma} Señoria, y pagar cent ducats, à arbitri de sa Ill.^{ma} Señoria, y Real Consell, atesa la calitat de les persones, y circumstancies del deHete.

XLI.

Filippo II re di Castiglia e di Aragona, ecc., volendo mantenere inviolato il suo diritto di patronato su alcune Abazie, Priorati e benefici ecclesiastici in Sardegna, scrive ai vescovi dell'isola affinché non procedano in verun caso alla collazione canonica dei medesimi prima della presentazione regia, e informino delle vacanze di dette Abazie, Priorati e benefici di Patronato reale il Luogotenente e Capitano generale di Sardegna, ovvero il Regio Ambasciatore in Roma.

(1594. — 26 gennaio).

Dal DESANT, Cap. Cur. Regni Sardiniae. fol. 377 e seg.

Muy Revido en Christo P. Arçobispo de nuestro Consejo (2).

He entendido, que en vnestra Diocesi hay algunas Abadias y Prioratos, que son de mi PATRONADO REAL, y que quando vaca alguna dellas, sin tener consideracion a que me toca el presentar, las provehais en grande perjuizio del derecho que yo tengo, como succedió en lo del Priorato de Bonarcado (3); que aunque entiendo, que el haverlo hecho assi hasta agora habrà sido por no estar bien informado, con todo esto fuera bien, que en dda huvierades dado primero rason dello à mi Lugartiniente y Capitan General desse Reyno, para que se viera las que havia en mi favor. Y porque es justo, que de aqui adelante se tenga cuenta en esto, para escusar todo genero de pleytos y diferencias, sarà muy servido, que quando vacaren en vuestra Diocesi algunas Dignidades, que pretendiere que son de mi REAL PATRONADO, no las provehais sin dar rason primero à mi Lugartiniente y Capitan General, ò à mi Embaxador en Roma, porque en ninguna manera he de dar lugar, à que tocandome à mi el presentar à ellas, ò à ellos, las proveays vos, ni ningun Prelado desse Reyno. Datnm en Madrid à 26 de Henero, de M.D.C.IXII.

Yo el Rey.

Villanueva Secretarius.

(2) La presente Lettera reale è indirizzata all'Arcivescovo di Arborea. Altre somiglianti indirizzate agli altri vescovi dell'isola esistono nello stesso Registro, donde questa fu estratta.

(3) Bonarcado (l'antico MONASTIRIO BONARCANTI, dell'Ordine di S. Benedetto, fondato nel 1311 da COSTANTINO II GIUDICE di Arborea: Vol. vol. I di questo Conca, Carte, e Dipl. del sec. XII), dopo che fu abbandonato dai monaci, diventò Abazia secolare, la quale sotto il Pontificato di Clemente VII, e in virtù di Bolla del 13 marzo 1630 a favore dell'Imperatore Carlo V, diventò di Patronato regio.

XLIII*.

Abolizione di pene crudeli, e modificazione di alcune altre stabilite dall'antica CARTA DE LOGU⁽¹⁾, discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Viceré marchese di Aytona⁽²⁾.

(1594. — 8 marzo).

Dal Processo (A16) di detto Parlamento (Cod. Cart.)
fol. 418 e seg.

I. Primerament, quant al *Capitol quint* de la CARTA DE LLOC, lley del present Regne, en lo qual està dispos, que si per algun home se haurà dat à mengiar, ò beure algun *cèri* (veleno) de manera quen muirà lo que lo haurà pres, sia tal home, que lo haurà ministrat, *peniat* (impiccato); y si serà dona la qual haurà dat, y ne aurà axibe seguit mort, sia aquella *cremada* (bruciata viva). — La Señoria Illus.^{ma} (il Viceré), ab consentiment del present Sment Militar, modera la pena predita de *cremar las donas* (bruciare lo donne) per tal cas, y la reduix à *la de pengiar* (d'impiccare), als homens per lo mateix cas imposada, de manera que en ago de assi avant nos fassa diferencia de *homens à dones* (di uomini e di donne), si no, qui huns, y altres ques trobaran haver mort ad algu ab *cèri* sian *peniats* (impiccati)⁽³⁾.

II. A circa lo *Capitol nono* de la mateixa CARTA DE LLOC, que vol, que havente *nafrat* (ferito) ad algu en la *cara* (nella faccia) ab effusio de sanch, de manera que li reste señal notable, y visible, se fosse altre tal señal *al nafrant* (al feritore), no havent dins quinze dias pagat cinquanta lliuras de maquia: y que havente romput, ò affollat del tot algun membre principal, se li talle al qui tal haurà fet lo matrx membre, corresponent al que ell haurà tallat, ò del tot inhabilitat. — Modera sa Señoria Illus.^{ma}, ab lo consentiment predit, que per qualsevol *nafra* (ferita) feta en la *cara* (faccia) accordadament, de la qual reste señal notable, no pagant lo delinquent las cinquanta lliuras, se trameta à *galera* (ai lavori forzati) per cinch aïys; y si serà cas fortuït; *se li clave* (gli s'inchiodi) la ma en la plassa;

y per qualsevol membre principal, ques rompa, ò afolla, de modo que reste inutil, sent cas acordat, se trametrà lo reo en galera per deu aïys; y nosento si no fortuït; que ultra clavarli la ma en la plassa, com se ha dit, servescha de dos, fins en ciuh aïys, en una de les Torres del Reyno, donantli a mangiar, ò en galera, à arbitri de sa Señoria Illus.^{ma}⁽⁴⁾.

III. Quant al *Capitol vintih*, en el qual està ordenat, que al qui robàr per força alguna dona *casada*, ò *no casada*, *desposada* (maritata o promessa a marito), ò violàr alguna donzella per força, no pagant dins quinze dies sinchocentes lliures per lo rapto de la casada; y per lo rapto de la non casada (ara sia donzella, ara no sia), no pagant dins lo mateix termini dosentes lliures, y no casantes ab ella sin serà contenta, ò no dotanta segons la condicio y qualitat della, y dell, en cascu de dit casos *se li talle un peu* (gli si tagli un piede) al raptor, ò stuprador, de manera quel perda. — Reforma la Señoria Illus.^{ma} dita pena de *tallar lo peu*, en que lo raptor de la manera susdita, ultra las sinchocentas lliures, podentlas pagar, vagia lo raptor en galera per deu anys, y no podent pagar la maquia hi vagia per quinze aïys; y esta mateixa pena se execute en lo que violentment deflorà donzella, no volento ella pendre per marit, ò no contentasse ella del dot, que li darà⁽⁵⁾.

IV. A circa lo *Capitol vintais*, que dispon, *que se traga en hull* (che si levi un occhio) al qui robàr cosa sagrada de Iglesia, ò casa de Iglesia, *per la primera segada* (per la prima volta), sempre que no pague à la Iglesia *de hu sinch* (di uno cinque, ossia il *quintuplo*) del que haurà robat, y de maquia à la Cort cinquanta lliuras. — Reforma sa Señoria Ill., ab lo dit consentiment, la dita pena del *hull* en *tallar al tal ladre una orella* (nel tagliare al ladro un'orecchia), y *darli cent agots* (e nel dargli cento colpi di frusta), sempre que no puga pagar lo cap, y la maquia: y à be que la pague, ajustant à dita pena pecuniaria, en detestacio de tal sacrilegi, ordena, que se li donen cent agots⁽⁶⁾.

V. Quant al *Capitol quarentais*, en lo qual està ordenat, que si algu à posta posarà *foch* (fuoco) en casa de altri *per à cremarla* (per bruciarla), ara ne segueca

(1) La CARTA DE LOGU, ossia CARTA locale publicata da Eleonora di Arborea obbligata soltanto nei suoi Stati; e perciò appunto era appellata de *logu*, cioè a dire del luogo, del giudicato, degli Stati di Arborea. Poi però, ed in seguito a deliberazione del Parlamento celebrato in Sardegna nel 1448 sotto il regno di Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna), la stessa CARTA, o Codice, ebbe forza di legge in tutta l'isola (Ved. sopr. pag. 69, CART. N.º XXXIII* nota 2°).

(2) L'abolizione e la modificazione di dette pene fu proposta in Parlamento dallo Sment Militar (dai Nobili). Furono perciò eletti sei *Trattatori* (Commissarii), i quali discussero la materia; tre per parte del Polare Reale, e tre per parte di detto Sment. I primi furono Pietro Giovanni Soler reggente la Cancelleria del Regio, Giovanni Antonio Palou, e Giacomo Castañer giulivi della Reale Giblars: i secondi Don Giacomo Alaga conte di Villasor, il Nobile Angelo Cottielli, e il Magnifico D.º Monserrato Rosselló. (Process. Parl. fol. 90.)

(3) Le donne avvelenate, secondo la CARTA de *logu*, dovevano essere abbruciate vive. Qui si modifica o si stabilisce che in caso di reato di avvelenamento, per cui sia seguita la morte, siano impiccate come gli uomini.

(4) La pena della CARTA de *logu* fu modificata in questo senso, che, a vece di soffrire un eguale deturpamento nel viso, o di perdere un membro somigliante a quello perduto dal ferito, il feritore (non pagando cinquanta lire di multa) dovesse scontare anni cinque di lavori forzati. Non si comprende però, o almeno non si vede il perchè, nell'abolire la barbaria pena del *tagliare*, i riformatori potessero in legge una *barbarie nuova*, ordinando, che in casi di feroce furto fatto nel viso, o di rottura di membro principale del corpo, o inabilitazione del medesimo, *s'inchiodasse al feritore la mano in una piazza pubblica*. Forse ciò fu statuito per moderare l'abuso delle armi.

(5) Il rapitore di donna maritata, che non pagasse entro quindici giorni la multa di lire cinquecento, doveva soffrir la pena del *taglio di un piede*; e la stessa pena se rapisse una donzella o non pagasse nello stesso termine lire dugento, o non la sposasse o dotasse convenientemente. Questo barbaro *taglio del piede* fu abolito, e gli si sostituì la pena dei lavori forzati (*galera*) per anni dieci oltre la multa; e per anni quindici, se la multa non si pagasse.

(6) La modificazione dell'antica legge, per cui si doveva cavar un occhio a coloro che rubassero cose appartenenti alla chiesa, laddove non pagassero il quintuplo valore delle cose rubate, fu fatta consistere nel sostituire alla perdita di un occhio il *taglio di un'orecchia* o *cento colpi di frusta*. Si noti poi che il furto fatto alle Chiese si chiama *sacrilegio*; e perciò, anche pagandosi la multa, il ladro doveva sempre sopportare li *dieci cento colpi di frusta*.

dañi, ara no seguesca, que sia lo convincte de tal malefici *ligat en un pal, y cremat* (legato a un palo e bruciato). — Reforma sa Señoria III. *la dita pena del cremar en mort natural solament, y axo sempre que se posarà foch en casa habitada, ò en la qual hi aiga alguna persona al temps, que serà posat lo foch* (1).

VI. A circa lo *Capitol setenta y sis*, que ordena, que al qui serà convençut de haver fet testimonis fals, no pagant cinquanta lliuras de maquicia dins quinze dies, *se li claxe la llengua ab un ham* (gli sia conficcato un amo nella lingua) y axi ab la llengua clavada se porte *apotant* (frustandolo) per tota la terra, y fins al lloch destinat, y alli *se li talle la llengua* (gli si tagli la lingua), y no sia admes altra vegada per testimonis. — Statueix sa Señoria III., ab voluntat de dit Stament, que ultra la pena de las cinquanta lliuras, y de la infamia que incorrerà qualsevol, que jurarà fals conforme al dit *Capitol*, en detestacio de tant perniciosos delictes, si lo testimonis falsament fet, ò produït, y ministrat, serà en causa criminal contra algun reo, li sia dada la maleixa pena, ques deguera dar al reo, contra qui se havia testificat, *si fora la deposicio verdadera* (2), encara que no se execute pena alguna contra al qui haurà deposat, puix es cert, que de part de qui tal testimonis fals haurà fet, ò del qui lo haurà produït, y ministrat, no hà restat, que no se executis: y si serà la dita testificacio en defensa de algu, que caiga en la pena de cent açots, y de galera per deu anys, à arbitri de sa Señoria III., tant lo qui farà lo tal testimonis fals, com lo qui ministrarà, induirà, ò subornarà, *peraque axi jure* (purchè così giuri) (3).

VII. Quant al *Capitol centnoranta y dos*, que dispon, que si algu dirà alguna paraula injuriosa ad algun Oficial, *fent los fets de la Cort* (nell'esercizio delle sue funzioni), ò si le llevarà la presa (il pegno) de las mans, no pagant dins quinze dies quinze lliures, per la paraula injuriosa se li talle la llengua, y per llevar la presa de mans *se li talle la ma dreta* (gli si tagli la mano dritta). — Sa Señoria III., ab lo consentiment predit, muda las ditas penas corporals desta manera: *coes la de tallar la llengua en correr la villa solament, y la de tallar la ma en cent açots* (4).

(1) Gli incendiarii delle case, secondo l'antica *CARTA de togu*, dovevano essere *abbruciati vivi*. Qui si cambia la specialità della pena, sostituendo al rogo la pena della *morte naturale solament*; e ciò nel solo caso, che si trattasse di casa, o abitualmente e attualmente abitata.

(2) *Si fora deposicio verdadera*; cioè, se sarà deposizione con giuramento, come si raccoglie da quanto si dice in appresso: *peraque axi jure*.

(3) La pena che si abolì consisteva nel conficcare al testimonio falso un amo o ferro unciale nella lingua, nel condurlo quindi (*frustandolo*) per tutto il paese fino al luogo del supplizio, e là tagliargli la lingua. Ma pagando cinquanta lire entro quindici giorni la pena e il supplizio si evitavano. A questa barbara pena non fu sostituita un'altra, ordinando, che il testimonio falso in materia criminale incorresse nella stessa pena cui sarebbe stato condannato colui, contro il quale si fosse deposto falsamente con giuramento; e in cento colpi di frusta o in galera per dieci anni (ad arbitrio del Viceré), se la falsa deposizione fosse stata fatta a favore e difesa di qualche reo. In quest'ultima pena dovevano pure incorrere i subornatori.

(4) Una sola parola ingiuriosa detta a un pubblico ufficiale nell'esercizio delle sue funzioni, se l'ingiuriante non pagava la multa di lire quindici, era punita dalla *CARTA de togu* col taglio della lingua; e il togliere di mano allo stesso ufficiale pubblico il pegno

Provvisa per Illustriss. Dominum Locumtenentem generalem, et Praesidentem in praesenti Regio generali Parlamento, die 8 Martii, Anno 1594.

Ferd. Sabater Not. pro haeredo Serra.

XLIII.

Prammatica di Filippo II re di Castiglia e di Aragona ecc., che stabilisce il numero e la qualità dei titoli onorifici, e il modo con cui si debbano dare ed usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole.

(1596. — 15 luglio).

Dal DEXART, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 439 e seg.

Nos Don Philippe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Hungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardenia, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Islas Indias, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgona, de Brabante, y de Milan, de Athenas, y Neopatria, Conde de Auspurg, de Flandes, de Tirol, de Barcellona, de Rosellon, de Cerdeña, Marques de Oristan, y Conde de Gociano. — La desorden, y abuso que hay en todo nuestro Reyno de Sardenia en el trato de palabra, y por escrito, hà venido à ser tan grande, y llegado a tal punto, que dello han resultado muchos inconvenientes; y paraque no sean mayores, con acuerdo de nuestro S. S. R. Consejo de Aragon, que con Nos reside, pues la verdadera honra no consiste en vanidades de titulos dados por escrito, y por palabra, sino en otras causas mayores, à que estos no anaden, ni quitan, havemos acordado de prevenir, y atayarlo con esta nuestra pragmatica, y sancion, en la forma que se signe.

1. Primeramente, aunque no era necesario tratarse en esto de Nos, ni de las otras Personas Reales, todavia, porque mejor se guarde cumpla y observe lo que toca à los demas, statumos y ordenamos, que de aqui adelante en lo alto de la carta ò papel, que se Nos escriviere, no se ponga algun otro titulo mas que SENOR, ni en el remate de la carta mas de *Dios guarde la Catholica Persona de Vuestra Magestad*, y assi no se ponga en la cortesia de baxo cosa alguna mas de la firma del que escriviere la tal carta, ni en el sobre escrito se pueda poner, ni ponga mas de tan solamente *Al Rey Nuestro SENOR*.

2. Que à los Principes, y Successores de nuestros Reynes de la Corona de Aragon se les escriviera en la mesma forma, mudado solamente lo de *MAGESTAT* en

judiciario era punito col taglio della *mano dritta*. Il Parlamento sostitui alla prima pena quella di far *correre la citta* (specie di berlusca pubblica) all'ingiuriato; e cento colpi di frusta alla seconda.

ALTEZA, y lo de REY en PRINCIPE, y en el remale, y fin de la carta *Dios guarde vuestra Alteza*.

3. Que con las Reynas de nuestros Reynos de la Corona de Aragon se guarde y tenga la mesma orden y estilo, que con los Reyes dellos; y con las Princessas de los dichos Reynos lo que está dicho se hà de tener con los Principes dellos.

4. Que à los Infantes, ò Infantas de los Reynos de la nuestra Corona de Aragon solamente se llame ALTEZA, y se les escriba en lo alto SEÑORA, y en el fin de la carta se hà de poner *Dios guarde à vuestra Alteza*, sin otra cortesía, y en el sobre escrito *Al Señor Infante Don N.*, y à la Señora Infanta Doña N. Però quando se dixere, o escribiere absolutamente Su ALTEZA, se hà de atribuir al solo Principe heredero, y Successor de los dichos Reynos de la Corona de Aragon; declarando, como declaramos, que lo contenido en este Capitulo no se hà de entender, ni es nuestra intencion y voluntad, que se entienda con la Emperatrix Doña MARIA, nuestra muy cara, y muy amada hermana, aunque sea Infanta de nuestros Reynos de la Corona de Aragon, pues está claro, que se hà de llamar, y escribir Magestad, y ponerle en el sobre escrito *À la Emperatrix mi Señora*, y à sus hijos, hermanos del Emperador, nuestro muy caro, y muy amado sobrino, se hará el mismo tratamiento de palabra, y por escrito que está dicho se hà de hazer à los Infantes de nuestros Reynos de la Corona de Aragon, y tambien à les Archiduques sus tíos.

5. Que à los yernos, y cuñados de los Reyes de nuestros Reynos de la Corona de Aragon se haga el tratamiento que à sus mugeres; y à las nueras, y cuñados de los dichos Reyes el mismo que à sus maridos; y quanto al tratamiento, que las dichas Personas Reales, y nuestros Lugartinientes, y Capitanes generales, y la Real Audiencia del dicho Reyno (de Cerdeña), y en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitanía general en nuestro nombre, han acostumbrado hazer en los despachos de Cancellaria, no entendemos innovar cosa alguna de lo que hasta agora se hà acostumbrado, y acostumbra.

6. Que el estilo, y titulo usado en las peticiones, que se dan à nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho nuestro Reyno de Sardiña, que es, ò fuere, y àl que se ha acostumbrado dar à la Audiencia Civil, y Criminal del dicho Reyno, hablando con el dicho nuestro Lugartiniente y Capitan general, y en su caso con el Regente la Lugartinencia y Capitanía general; y el que se acostumbra de palabra, quando está en la dicha Audiencia Civil, y Criminal el dicho nuestro Lugartiniente y Capitan general, y en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitanía general; y el que se hà acostumbrado con la dicha Audiencia de palabra, ò por escrito, estando en el Tribunal, se guarde como hasta aquí, y en lo restante se guarde lo dispuesto por esta nuestra Pragmatica.

7. Que las referendatas de los despachos, que emanaran del nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho Reyno de Sardiña, y en su caso del Regente la Lugartinencia y Capitanía general, ò de la Real Audiencia, ò de todo juntos, las hagan los Escribanos, que rigen aquellas Escrivanias, como hasta aquí lo han acostumbrado.

8. Que todos los demas Tribunales de las Cuidades del dicho Reyno, es à saber de los Gobernadores, ò Reformadores de los Cabos de Caller, y Gallura, y Logudor, y del Administrador y Gobernador del Condado de Gociano, y Curadoria de Anella, y en los demas, assi de nuestra jurisdiccion Real, como y de qualquier otra que sean, y de qualquier calidad y forma, aora se hable en particular, ò en publico, las peticiones, demandas, y querellas se comencien en renglon, y por el hecho de que huviere de tratar, sin poner en lo alto, ni en otra parte, titulo, palabra, ni señal de cortesía alguna; y al cerrar, y concluir se podrá dexir *Para lo qual el officio de V. M. implora*; y los Escribanos solamente diran *Por mandado de nuestro Iuez*, poniendo el nombre y sobranombre solamente, y podran poner tambien el nombre del officio de tal persona, ò juez, y la dignidad, ò grado de letras que tuviere, y no otro titulo alguno.

9. Que à ninguna persona, de qualquier estado, condicion, dignidad, grado y officio que tenga, por grande y preeminente que sea, se pueda llamar por escrito, ni de palabra, EXCELENCIA, ni SEÑORIA ILLUSTRÍSSIMA; ni assi mismo se pueda llamar SEÑORIA REVERENDÍSSIMA à ninguno, sino à solos los Cardenales.

10. Que à los Arçobispos, Obispos, y à los Grandes, y Personas que mandamos cubrir, à lo Vicecanceller de los Reynos de la Corona de Aragon, à los Duques, Marqueses, Condes, y Comendadores Mayores de las Ordenes de Santiago, Calatrava, Alcantara, y Montesa, y à los Embaxadores que tienen asiento en la nuestra Capilla Real, sean obligados todos à llamarlos SEÑORIA, por escrito, y de palabra.

11. Que ninguna otra Persona Ecclesiastica, ò Seglar, de qualquier estado, condicion, dignidad, grado, y officio que tenga, por grande y preeminente que sea, mas de las aquí expressadas, se pueda llamar, ni escribir SEÑORIA.

12. Que en escribir unas personas à otras, generalmente; sin ninguna excepcion, se tenga y guarde esa forma: començar la carta ò papel por la raçon, ò por el negocio, sin poner de baxo de la cruz en lo alto, ni al principio del renglon, titulo, ni cifra, ni letra, y acabarla diciendo *Dios guarde à V. S.*, ò à *V. M.*, ò *Dios guarde*, y luego la data del lugar, y del tiempo, tras ella la firma, sin que preceda ninguna cortesía, y que el que tuviere titulo, lo ponga en la firma, y donde es tal titulo.

13. Que en los sobre escritos se ponga al Prelado la dignidad ecclesiastica que tuviere, y al Duque, Marques, ò Conde el de su Estado; y à los otros Cavalleros y personas sus nombres, y sobrenombres, diciendo *Al Cardenal*, *Arçobispo*, ò *Obispo* de tal parte, y à los demas à *Don N.*, poniendo el sobrenombre, ò la dignidad, officio, cargo, ò grado de letras que tuviere.

14. Que desta orden no se pueda exceptar, ni excepte el vassallo escribiendo al Señor, ni el criado al su amo. Pero los padres à los hijos, y los hijos à los padres podran sobre el nombre proprio añadir el natural, y tambien entre marido y muger señalar el estado del matrimonio, si quizieren, y entre hermanos el tal deudo.

15. Que el tratamiento de las mugeres, y entre ellas

mismas, por escrito, y de palabra, sea el mismo que está dicho se hà de hazer à sus maridos.

16. Que à los Religiosos de las Ordenes no se llame, ni escríva sino *PATERNIDAD*, ò *REVERENCIA*, segun el cargo que tuviere, y en el sobre escrito se podrá poner con su nombre el cargo, o grado de letras que tuviere en las Ordenes que los usan.

17. Que lo que en esta nuestra Pragmatica, y Sancion se ordena, y manda se guarde por todos en el dicho nuestro Reyno de Cerdeña, assi mismo se guarde escribiendo à los absentes della.

18. Y porque mejor se guarde, cumpla, y execute todo lo sobredicho, statutos, sancimos, y ordenamos, que los que fueren, ò vinieren contra qualesquier de las cosas contenidas, y dispuestas en esta nuestra Pragmatica, ò parte della, incurra cadauno dellos por la primera vez en pena de veynete libras yaquesas, la segunda en quaranta libras de la dicha moneda, y la tercera en sesenta libras, y un año de destierro de la Ciudad, villa, ò lugar, y sinco leguas de la jurisdiccion, donde esta Pragmatica se quebrantare; la qual dicha pena pecuniaria se aplique, la tercera parte al denunciador, la otra tercera parte al Juez ò Tribunal que lo sentenciare y execute, y la otra tercera parte al Hospital general de nuestra Ciudad de Caller, en los casos que sucederan en la dicha Ciudad, y su distrito tan solamente, y à los Hospitales particulares de las Ciudades, villas, y lugares, donde se contravinieren: y mandamos que assi mismo incurran en las dichas penas los que llevaren, y dieren cartas, que sean contra lo sobredicho, a qualquier persona del qualquier estado, calidad, y dignidad que sea; y tambien incurran en la misma pena los que de aqui adelante passaren, ò dissimularen, que sus hijos, criados, ò vassallos excedan con ellos por escrito, ò de palabra, de la *cortesía*, y orden que con esta nuestra Pragmatica se dà; y los transgresores, que no tuviere con que pagar la dicha pena pecuniaria, por la primera vez esten diez dias en la carcel, y por la segunda veynete, y por la tercera treinta, y sean condenados en el dicho destierro.

19. Otrosi mandamos, que las penas impuestas en esta Pragmatica se executen irremisiblemente, y que no pueda perdonar las corporales, ni las pecuniarias, nuestro Lugartiniente y Capitan general en el dicho Reyno, ni en su caso el Regente la Lugartinencia y Capitanía general, ni otro Oficial, ni Tribunal: y para que con mayor eficacia se observe esta Pragmatica, mandamos, que de *oficio*, segun derecho, privilegios, Capítulos de Corte, y costumbre del dicho nuestro Reyno de Sardenia, procedan nuestros Oficiales Reales contra los transgresores, y que guarden secreto à los denunciadores, y los deu su tercia parte de la pena sin apoca, ni otra cautela, y que los Procuradores Fiscales tomen la bsa de los denunciadores, y agan por escrito las denunciaciones, si el denunciador no se quisiere manifestar; y el que huviero dado noticia de la denunciacion pueda ser examinado por testigo; y no aviendo denunciador, y haviendole, y no prosiguiendo las causas, lo haian de hazer de *oficio*, segun derecho, y costumbre del dicho nuestro Reyno, y executar las penas los Oficiales Reales, ò de Barones,

ante quien se bizieren las denunciaciones; y todas las vezes, que no llegaren à devida y real execucion, incurran los dichos Oficiales, y cadauno dellos, en las dichas penas pecuniarias, que havien de pagar los transgresores, y en dos años de suspension de sus officios; y mandamos se pregone esta nuestra Pragmatica en la nuestra Ciudad de Caller, y en las demas Ciudades, villas, y lugares del Reyno, donde semejantes Pragmaticas suelen y deven pregonarse.

Porendo de nuestra certa sciencia, y Real autoridad, deliberadamente, y consulta, mandamos con tenor de la presente nuestra Real Pragmatica y Sancion, à todos y qualesquier Oficiales nuestros mayores, y menores en el dicho nuestro Reyno de Sardenia, y Ciudad de Caller constituidos, y constituidos, y à sus lugarinientes y subrogados, y à los jurados, y à los demas Oficiales de la nuestra Ciudad de Caller, y qualesquier otras personas de qualquier estado, grado; ò condicion sean, que durante nuestra mera, y libera voluntad, la presente nuestra Pragmatica, Sancion, Ordenacion, y Provision, y todas las cosas en ella contenidas, determinadas, y especificadas, tengan, guarden, y observen, tener, guardar, y observar hagan inviolablemente, guardandose atentamente de no hazer, ni permitir lo contrario, si nuestra gracia les es cara, y demas de nuestra ira y indignacion en la pena de mil florines de oro de Aragon, de bienes del que lo contrario hiziere exigidos, y à nuestros Reales Cofres aplicadores, dezean no incurrir. En testimonio de lo qual havemos mandado despachar la presente con nuestro Sello Real comun en lo dorso sellada. Datum en nuestra villa de Madrid à quinze dias del mes de Julio, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo 1596.

Yo El Rey.

Vid. Frigola Vicecanc. Vid. Covarruvias Regens.
Vid. Comes Gen. Thesaur. Vid. Baptista Regens.
Vid. Villanueva pro Conserv. Vid. Muños Regens.
Gener. Vid. Sants Regens.

XLIV.*

Diploma di Filippo II re di Castiglia, di Aragona, ecc. col quale sono approvati i Capitoli votati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Gastone di Moncada, marchese di Aytona.

(1598. — 6 giugno)

Dall'Archivio del Patrimonio reale antico di Sardegna.
Cod. Cart. rubric. fol. 349 (ant.), e fol. 1 (moder.).

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murthiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Iudiarum Orientalium, et Occidentalium, ac Terrae firmae Maris Oceani,

Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Absburgii, Flandriae, et Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Oristanii, et Comes Goceani. — Cum annis praeteritis pro bono statu, et recta iustitiae administratione staterimus generale *Parlamentum* in nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustrissimo Don Gastoni de Moncada, Marchioni de Aytona, consanguineo, tunc nostro Locumtenenti et Capiteo Generali fuit a Nobis demandatum: qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis prout moris est Regni praedicti incolis, *Parlamentum* ipsum indixit in nostra Civitate et Castro Calaris, ibidemque finivit, et consumavit: in quo, dum varia negotia Regni praefati ad universae illius reipublicae incolmitatem, et tranquillitatem concurrentia tractarentur (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad Nos in authentica forma transmissis vidimus apparere), inter caetera, per *Stamentum ecclesiasticum* videlicet, et *militare* Regni praedicti, fuerunt oblatae coram dicto nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae Magnificus, et dilectus noster Monserratus Rosellò Syndicus praefati Stamenti militaris ad Nos destinatus nomine dictorum Stamentorum coram Majestate Nostra, et in nostro S. S. R. Consilio Aragonum, uia cum responsionibus, sive decretationibus per eundem Locumtenentem Generalem vice Nostra Regia factis, et adiectis, praesentavit; fueruntque per eundem Nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, indulgere, et discernere de nostra solita benignitate dignamur; Nos, perspectis innata fidelitate, ac servitii per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus quidem, capitulis, ac decretationibus ipsis in dicto nostro S. S. R. Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque supplicationis, et capituli appositum est, seu decretum. Quarum quidem petitionum, capitulum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1):

Quas quidem supplicationes, capitula praeserta, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositas, laudantes, et approbantes illas, et illa, et omnia et singula in eis contenta, et expressa, praedicto Stamento militari praefati Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de nostra certa scientia, deliberato, et consulto, dicti nostri S. S. R. Consilii deliberatione praesente, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis, consensu, et elargitionis minime, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, Filio primogenito Nostrae charissimo, et post felices, et longaevo dies nostros, Deo propitio, immediato haeredi, et successori,

(1) I capitoli inseriti e collettivamente sottoposti alla sanzione Regia dai due Stamenti, ecclesiastico e militare, sono sessantotto. Il re Don Filippo però ne approvò soli cinquantacinque.

intentum aperientes nostrum, sub paterna benedictionis obtentu dicimus, et rogamus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, dilectisque Consiliariis, Locumtenenti et Capiteo Generali in praefato Regno Sardiniae etc., Regenti Cancellarium, et Doctoribus Regiae nostrae Audientiae etc. Gubernatoribus quoque sen Reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali etc.; caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constitutendis, praecipimus et jubemus, ad incursum Nostrae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille, nostris Regiis inferendorum *Erariis*, quod praesertas supplicationes, et capitula, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum appositum seriem, et tenorem, teneant firmiter, et observent, teneantque, et inviolabiliter observari per quos decet faciant; cauti secus agere, fierique permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps Nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupint evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus nostro Regio communi sigillo pendenti muniam. Datum in opido Madriti die sextae mensis Junii, Anno a Nativitate Domini m.d.xc.viii, Regnorumque nostrorum, videlicet ceterioris Siciliae, et Hierusalem quadragesimo quinto, Castellae autem, Aragonum, ulterioris Siciliae, et aliorum quadragesimo tertio, Portugaliae vero decimonono.

Yo El Principe (2).

Vid. Frigola Vicecan.	Vid. Baptista Reg.
Vid. Comes Gen. Thes.	Vid. Clavero Reg.
Vid. Covarruvias Reg.	Vid. Villanueva pro Con-
Vid. Guardiola Reg.	serv. Gener.
Vid. Sants Fisci Advoc.	

In Sardiniae XII fol. 109.

Dominus Rex, et ejus nomine Dominus Princeps mandavit mihi Augustino Villanueva etc. Visa per Vicecancel., General. Thesaur. etc. etc.

XLV.

Lettera del Pontefice Clemente VIII all'Arcivescovo di Cagliari, con la quale gli ordina di far eseguire ed osservare dai Regolari dell'uno e dell'altro sesso in Sardegna i Decreti, ch'erano stati fatti da due Visitatori Apostolici, mandati nell'isola per correggere gli abusi che si erano introdotti nella vita monastica.

(1600. — 8 novembre).

Dal MATTEI, Sardinia sacra, fol. 105, Edit. Rom. MDCCLVIII.

Clemens Papa VIII

Venerabili Fratri Archiepiscopo Calaritano (3) salutem,

(2) Il Diploma è sottoscritto per il re Filippo II dal di lui primogenito, Principe delle Asturie, che regnò poi sotto il nome di Filippo III. Oltre la firma, ne fa fede l'attestazione che leggesi in fine dello stesso Diploma.

(3) Chiamavasi *ILLEXORRO Lazo Sidero*; di nazione spagnolo. Fu prima arciprete di Meneda nella Diocesi di Toledo, e poi ve-

et Apostolicam benedictionem. Ex injuncto nobis Apostolicae servitutis debito cunctorum Ecclesiasticorum, et praesertim Regularium reformationi sollicitis studiis intendentes, ea, quae propterea jussu nostro ordinata sunt, debite, ut par est, executioni demandanda esse censuimus. Proinde cum Cj. Clemens de Neapoli Ordinis Sancti Benedicti, et dilectus filius Antonius Marzer Ordinis Minorum de observantia professi Visitatores Apostolici ad visitanda, et reformanda Monasteria, et loca regularia Regni Sardiniae a nobis nuper destinati nonnulla decreta reformationi Monasteriorum, et regularium locorum hujusmodi convenientia ediderint, et ad nos retulerint, Nosque illa in Congregatione Visitationis nostrae Apostolicae examinari fecerimus, nunc volentes decreta, et ordinationes hujusmodi debitae executioni, ut par est, quam primum demandari, de tuae fraternitatis fide, prudentia, integritate, ac religioso zelo plurimum confisi eidem fraternitati tuae per praesentes committimus, et mandamus, ut decreta, et ordinationes hujusmodi, quae ad te uno cum praesentibus nostris litteris transmittimus, in singulis Monasteriis, et locis regularibus, tam virorum, quam mulierum cujuscumque Ordinis in isto Regno Sardiniae existentibus, prout ad quodcumque illorum pertinet, debitae executioni demandari cures, et facias, et ad hunc effectum Superiores Monasteriorum, et locorum regularium hujusmodi ad te accessari facias, et cuicumque ipsorum ad illius Conventum, et subditos respective pertinentia, quorum exemplar authenticum illi consignabis, intimare, eique sub censuris, et poenis ecclesiasticis tibi visis praecipere, ut intra tempus in eisdem decretis praefixum illa

exequatur; et ubi terminus aliquis praefixus non fuerit, terminum aliquem arbitrio tuo, etiam cum similibus censuris, et poenis ecclesiasticis, praefigere per acta alicujus Notarii eadem auctoritate nostra procurens, ac terminis hujusmodi elapsis contra inobedientes, et contumaces ad promulgationem, et declarationem incurris poenarum, et censurarum ecclesiasticarum, illarumque executionem procedas; Superioribus omnibus, et singulis etiam cum potestate citandi, et inhibendi quos, et quibus opus fuerit, etiam per edictum publicum, ac sub censuris, et poenis ecclesiasticis, nec non una, vel plures cum simili, vel limitata potestate subdelegandi, aliaque in praemissis, et circa ea necessaria, seu quomodolibet opportuna faciendi, et exequendi poenam, liberam, et amplam facultatem, et auctoritatem concedimus, et impartimur: non obstantibus quibuscumque Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, etiam quorumcumque Ordinem, Monasteriorum, et regularium locorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, illis, eorumque Superioribus, et personis in contrarium praemissorum quomodolibet confirmatis, et approbatis: quibus omnibus, et singulis eorum tenore praesentium pro expressis habentes hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut praesentium transumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii subscriplis, et sigillo tuo, aut alterius personae in dignitate ecclesiastica constitutae munitis eadem prorsus fides habeatur, quae ipsis praesentibus haberetur. Tu autem de omnibus per te gestis nos certiores facere curabis. Dat. Romae apud Sanctum Petrum sub anno Piscatoris, die octava Novembris mdc. pontificatus nostri anno nono.

scovo di Galesa (UNELLI, ITAL. SACR., Tom. I, col. 565). Da questa Sede fu traslato nel 1597 alla Sede Arcivescovile di Cagliari. — Il Vico (*Ist. gener. de Sardena*) scrive, che dalla Sede di Cagliari fu nuovamente trasferito a quella di Majorca.

FINE DEI DIPLOMI E CARTE DEL SECOLO XVI.

DISSERTAZIONE

OTTAVA

DISSERTAZIONE

SOPRA I DOCUMENTI STORICI E DIPLOMATICI

DI SARDEGNA

DEL SECOLO XVII

Gli avvenimenti storici di Sardegna, benchè narrati da scrittori antichi e moderni, ricevono novella prova, ed ampliamento assai notevole dai documenti sincroni che pubblichiamo; i quali, spargendo maggior luce sopra i fatti più memorabili già conosciuti, e producendo insieme altri fatti dianzi ignorati, dimostrano con certezza quali fossero in sì lungo periodo di tempo le condizioni civili e politiche dell'Isola, dominata successivamente dai tre monarchi spagnuoli Filippo III, Filippo IV e Carlo II. — Molti, e di varia natura, sono tali documenti, hanno tutti una speciale importanza, ed emanarono in maggior numero dall'Autorità Regia, o dalla Pontificia, con Ordinanze, con Bolle, con Brevi, con Decreti, e con Diplomi; ovvero dalle antiche Cortes insulari riunite in Parlamento.

Le Cortes fin dalla metà del secolo XIV costituivano per patto fondamentale la rappresentanza nazionale della Sardegna. Composte di tre Ordini di persone (Vescovi, Prelati, Abati, e Dignità Capitolari: Nobili e Feudatari: Sindaci delle Città e dei Comuni), che avevano nome di *Braccia* (*Braços*), in statuti tempi si adunavano; discutevano gli affari dello Stato, gl'interessi, e i bisogni dell'isola, e dei suoi abitanti; proponevano le leggi; votavano i tributi sotto il libero vocabolo di *donativi*; e pe' tributi votati, e acconsentiti alla Monarchia, chiedeano ricognizioni di dritti, grazie, esenzioni, e privilegi ⁽¹⁾. Le loro adunanze erano *decennali*; e queste le *ordinarie*: le *straordinarie* per casi eccezionali s'intimavano, e si tenevano. Dal 1600 al 1700 furono *dieci* le adunanze *periodiche* delle Cortes ⁽²⁾; due le *straordinarie* ⁽³⁾. Quali fossero gli alti personaggi, che l'Autorità Reale destinava a presiederle, quando nol potea lo stesso Monarca, e quali poteri gli si conferissero; come s'invitassero a intervenire i Membri, che per Statuto ne avevano il dritto; quale essere dovesse l'età loro, e la patria per avervi voto, di quanti voti potessero disporre, se presenti, e da chi farsi rappresentare, se assenti; l'esame dei titoli per-

sonali a tale intervento; i discorsi, co' quali i Presidenti ne inauguravano l'apertura, e ne dichiaravano il termine, e il chiudimento; le grazie che in tale occasione si concedevano; e la Sanzione Regia, con cui erano approvate le risoluzioni parlamentari, che quindi avevano forza di legge, sotto nome di *Capitoli di Corte*, si ricava dai Diplomi, dagli Ordini, dalle Patenti, e dalle Carte, che ora facciamo di pubblica ragione ⁽⁴⁾. E per complemento storico di tali documenti pubblichiamo eziandio gli atti finora inediti delle Cortes, che regolarmente si congregarono nel 1678, 1689 e 1699 ⁽⁵⁾.

La riunione dei tre Ordini (*Braços*) in Corti generali avea luogo in Cagliari, città capitale del Regno Sardo, dove per la prima volta nel 1355 le avea convocate, e presiedute in persona il Re Don Pietro IV di Aragona, soprannomato *Il Cerimonioso*, e poi altra volta in persona nel 1421 il Re Don Alfonso V *Il Magnanimo*. Ciascun Ordine poi, *Ecclesiastico*, *Militare*, e *Reale*, e specialmente il secondo, potea riunirsi, e si riuniva spesso separatamente, per trattare di affari pubblici, o nell'interesse dell'Ordine proprio, o in quello generale dell'Isola: prendea allora il nome di *Stamento* (Estamiento), perchè *stava solo*, e solo si assembrava come *Corpo* particolare, non come parte, o *Braccio* (*Braço*) del Corpo generale delle Cortes: ma le sue deliberazioni, non avendo forza nessuna di legge, si reduceano a semplici proposte, da discutersi, e decidersi in Parlamento: e sopra ciò, non essendo fissato il luogo di tali separate riunioni, esse furono causa di lunghe e clamorose contenzioni, rinfocellate sempre dalle gare municipali: perchè i Nobili e Feudatari della parte (Caso) settentrionale dell'Isola pretendeano potersi assembrare, e si assembravano in Sassari, città principe

(1) Ved. inf. CART. XXV, pag. 971.

(2) Nel 1603, 1614, 1621, 1631, 1642, 1653, 1666, 1678, 1689, 1699.

(3) Nel 1621 e 1626.

(4) V. inf. CART. VII*, pag. 257. CART. XII*, pag. 262. CART. XIII*, ib. CART. XI* e XV*, pag. 958. CART. XXIV, pag. 970. CART. XXVIII, pag. 975. CART. XXXIII o CART. XXVIII, pag. 976. CART. XXXIII, pag. 984. CART. XXXIV, pag. 985. CART. XXXVIII, pag. 987. CART. XI, pag. 288. CART. I*, pag. 304 fin. 306. CART. LII*, pag. 309. CART. LVI* e LVIII*, pag. 344 e 373: e 1° APPENDICE, CART. VI, pag. 409. CART. VII, pag. 430. CART. XVIII, pag. 435.

(5) Ved. inf. CART. LIV*, pag. 342 o seg. CART. LVII*, pag. 413 o seg. CART. LIX*, pag. 373 o seg.

del Logudoro; e quelli della parte (Cabo) meridionale sosteneano in contrario, che solo in Cagliari dovessero aver luogo siffatte riunioni stamentarie ⁽¹⁾.

Le Cortes, e gli STAMENTI Sardi iniziarono, e compirono molti utili provvedimenti, e istituzioni, per promuovere il bene morale, e materiale del loro paese; le scienze, le arti, l'agricoltura, il commercio e la industria. Nel principio del secolo, di cui discorriamo, provvidero alla fondazione e alla dotazione di una Università di studi in Cagliari ⁽²⁾, togliendone l'esempio da quella già fondata in Sassari nel secolo precedente dall'illustre cittadino Alessio Fontana ⁽³⁾; onde la gioventù sarda, dotata di acuto ingegno, e di molto amore pel sapere, e impedita dal barbaro divieto del re Don Filippo II a recarsi ad apprendere nelle Scuole, e nelle Università più rinomate d'Italia ⁽⁴⁾, trovasse nello stesso suolo nativo aperta ogni ragione di studi, nè fosse perciò costretta a esulare dalla patria per ricercarvi in paesi lontani (Madrid, Saragozza, Salamanca, Valenza, e Barcellona) stranieri di origine, di lingua, e di costumi. Si debbe alle medesime l'impulso dato alla piantazione dei gelai, e alla industria serica; all'innesto degli olivi selvatici, dei quali straordinariamente abbondava il ferace suolo dell'Isola; e alla franchigia di esportazione chiesta, e ottenuta pe' drappi, e per le lane sarde ⁽⁵⁾; si debbe a esse la creazione di una squadra di galee nazionali per la difesa dei lidi, e del commercio insulare ⁽⁶⁾; e la formazione di un Terzo dell'Esercito Regio a sostegno della Monarchia, votandone con loro spontaneo donativo i fondi necessari ⁽⁷⁾. Furono le Cortes, che mantennero inalterata la naturalità della rappresentanza nazionale, escludendo dal loro seno i Nobili e i Feudatari degli altri reami e provincie della vasta Monarchia spagnuola, i quali avevano, o tentato, o preteso di introdursi, e farne parte ⁽⁸⁾: furono esse, che proposero, e vinsero la legge, per cui i feudi e beni feudali, secondo l'antica *Prammatica* del re Don Pietro IV di Aragona, non potessero mai in Sardegna donarsi, o devolversi a *mortu-morte* ⁽⁹⁾; e furono esse, che provvedendo alla maggiore indipendenza del *Braccio* (Brago) Militare dal potere monarchico, e dai ministri della Monarchia, proposero in Parlamento, e fecero accettare dal re Filippo IV un importante *capitolo di Corte*, in virtù del quale, ciascuno, e qualunque dei suoi membri (Nobili, e Feudatari), per qualsiasi delinquenza, anche *capitale*, da nessun altro potesse mai essere giudicato, e punito, fuorchè dai suoi *PARI* ⁽¹⁰⁾.

Di parecchi altri fatti, che appartengono alla storia insulare del secolo decimosettimo, si ha notizia, e prova

insieme nelle Sanzioni, ed Ordinazioni, che emanarono dall'Autorità Regia, e dall'Autorità Pontificia, a petizione dei tre STAMENTI riuniti in Parlamento. Tale fu la creazione nell'Isola di speciali *Comende* dell'Ordine di *Montesa* per premiare, alla evenienza dei casi, le virtù civili e militari dei Sardi, che per valore, e per merito si distinguessero nel servizio dello Stato ⁽¹¹⁾; tale la collazione privilegiata dei benefici ecclesiastici a favore dei nativi dell'Isola, con esclusione dei forestieri, sanzionata con Bolla relativa da Papa Clemente VIII ⁽¹²⁾; tale il conato, e le istanze della rappresentanza nazionale, affinché siffatto privilegio si estendesse indistintamente ai Vescovati, alle Prelature, alle Abbazie, ed alle maggiori Dignità ecclesiastiche ⁽¹³⁾; e tale, benchè d'interesse puramente municipale, e religioso, la proposta fatta dalle *Corti generali*, affinché fosse definita la vecchia contesa di *Primazia* tra gli Arcivescovi di Cagliari, e di Pisa ⁽¹⁴⁾, e fosse proibita la esportazione dall'Isola delle reliquie dei Santi, e dei Martiri degli antichissimi tempi cristiani, delle quali verso la metà del secolo XVI era corsa fama in Italia esservi rinvenuta una gran copia ⁽¹⁵⁾.

Discorrendo poi le altre *CORTES* e *DIPLOMI*, che derivarono da fonti diverse delle già accennate, vi si raccoglie messé non piccola di notizie storiche, le quali ci rappresentano al vivo lo stato dell'Isola nel secolo, di cui parliamo. Vi si legge infatti il disordine, in cui era caduta per poca fede, e per difetto di vigilanza, l'Amministrazione del denaro pubblico, o del *tesoro regio*, come allora dicevasi, e i provvedimenti che emanavano dall'Autorità Sovrana per ripararvi ⁽¹⁶⁾; l'abuso dell'estrazione *privilegiata* delle granaglie, che sotto nome di *sacche* si concedeva a persone, le quali godeano il favore dei Governanti, con danno evidente del libero commercio, e più specialmente dell'agricoltura del paese ⁽¹⁷⁾; l'antico uso adulatorio, anzi servile, invalso in alcuni Municipi sardi, di presentare ricchi doni, e di erogare egregie somme di denaro, e di farsi quasi pagatori delle doti alle figlie dei Viceré, e dei Comandanti supremi dell'Isola, in occasione dei loro matrimoni ⁽¹⁸⁾, e lo scandalo, e la piaga morale insieme della mercatura, dei traffici, e di ogni sorta di negozi per avidità di lucro impudentemente esercitati dai giudici, e ufficiali giudiziari di ogni ordine, e di ogni grado, con detrimento del decoro proprio, e della ragione, che, incorruti e incorrotti, doveano rendere altrui ⁽¹⁹⁾; e la enormità vergognosa del dritto sovrano, e, più che del dritto, del dovere di amministrare la giustizia negli affari civili, venduto per pecunia a talune dei Municipi dell'Isola ⁽²⁰⁾. Vi troviamo inoltre quali fossero in quel tempo i poteri, i doveri, e le onificenze di coloro, che per delegazione di Monarchi stranieri e lontani erano destinati a governar l'Isola

(1) Ved. infr. CART. XVI, pag. 263. CART. XVIII, pag. 265. CART. XIX, pag. 266. CART. XXI, pag. 267. CART. XXX, pag. 277. CART. XLI, pag. 290. 1° APPENDICE, CART. V, pag. 493. CART. VIII, pag. 430.

(2) Ved. infr. CART. II, pag. 353.

(3) Ved. sopr. pag. 153, col. 1. del presente Volume, DISSERTAZIONE SETTIMA.

(4) Ved. sopr. DISSERTAZIONE SETTIMA, pag. 154, col. 1.

(5) Ved. infr. CART. III, III^a e V^a, pag. 354-355.

(6) Ved. infr. CART. XXVI, pag. 372.

(7) Ved. infr. CART. XXXVIII, pag. 388.

(8) Ved. infr. CART. XXXVI, pag. 386; e 1° APPENDICE, CART. XXVII, pag. 435.

(9) Ved. infr. II° APPENDICE, CART. III, pag. 454.

(10) Ved. infr. CART. XXXVII, pag. 386-387.

(11) Ved. infr. CART. I, pag. 427, 1° APPENDICE.

(12) Ved. infr. CART. I, pag. 340.

(13) Ved. infr. CART. XVI, pag. 434, 1° APPENDICE.

(14) Ved. infr. CART. II, pag. 427, 1° APPENDICE.

(15) Ved. infr. CART. XV, pag. 433, 1° APPENDICE.

(16) Ved. infr. CART. XXII, pag. 268; e 1° APPENDICE, CART. XI, pag. 431.

(17) Ved. infr. CART. indicata nella precedente nota (16).

(18) Ved. infr. CART. VIII, pag. 358.

(19) Ved. infr. CART. XLIV, pag. 395.

(20) Ved. infr. CART. LIII, pag. 310.

sotto nome di *Governatori*, o *Riformatori* delle vaste Provincie (CARTI) di CAGLIARI o di GALLURA (1); quali, e quanti quilibet attribuiti al Comandante supremo delle armi (2); e quale la potenza, anzi la onnipotenza civile, e politica dei Viceré, che rappresentavano in Sardegna la persona, e la maestà sovrana (3): vi troviamo sotto i regni di Filippo III e Filippo IV le prove della cura gelosa, con cui questi due Sovrani faceano valere, e rispettare il *patronato regio* sopra i benefici ecclesiastici dell'Isola, che per speciale privilegio era stato accordato alla Corona dalla Sede pontificia; e la proibizione rigorosa di accordare e conferire, col solo consenso di Roma, senza veruna partecipazione regia, *Coadiutorie* alle *Dignità* delle Chiese Cattedrali, donde, oltre la violazione del *Patronato*, ne conseguiva assai spesso il danno di *Coadiutori*, o ignoranti, od indegni (4); e il divieto formale di dare esequimento a Bolle, e Brevi, e somiglianti provisioni pontificie, se prima le une, e gli altri non fossero sottoposti alla *Reale Udienza*, supremo Magistrato del Regno, il quale avea incarico, e facoltà di accordarne, o negarne l'*Esequatur* (5); e vi troviamo le importantissime risoluzioni delle Cortes per la riunione, e la pubblicazione per la stampa, non solo degli atti tutti dei loro Parlamenti (6), ma eziandio delle antiche *Leggi*, *Statuti* e *Consuetudini*, ch'erano sempre in osservanza in alcune città dell'Isola, e specialmente della CARTA DE LOGU (*Carta del luogo*, *Carta locale*) della famosa Eleonora di Arborea, onde costei diversi *dritti statutari* fossero meglio conosciuti (7).

Fra le CARTE di questo secolo ne inserimmo pure alcune, che riguardano le cose ecclesiastiche dell'Isola: il Brevé di Papa Clemente VIII, il quale, a petizione del re Don Filippo III, stabilì, che gli *Spogli* (ch'è quanto dire le credità) dei Vescovi defunti in Sardegna si devolvessero perpetuamente alle *Mense* delle Chiese Cattedrali, onde impiegare il provento nella conservazione e ristaurazione, e nelle spese del culto delle chiese medesime, conferendo insieme al Monarca il dritto di nominare gli *Economi ecclesiastici* delle Sedi vescovili vacanti (8): due lettere autografe, scritte entrambe in idioma sardo; una dal Custode dell'antica Chiesa di S. Martino *Aquae Clarae* (oggi di S. *Quirico*) nelle circostanze di Sassari, da cui si ricava la esistenza in quel luogo di un monistero, e di monaci Benedittini, e quanto ancora nel principio del secolo XVII si conservasse in quella chiesa di preziosi dipinti, e di mosaici, e di vasi sacri (9), e l'altra dei Cappellani dell'antichissima Basilica di Torres, i quali, oltre a varie cose pertinenti al culto, chiedeano facoltà di potersi *armare*, *andare armati*, e respingere *con le armi* gli assalti frequenti e improvvisi dei Turchi, che desolavano quelle spiagge (10): la *Tassia Innocenziana*;

così detta da Papa Innocenzo XI, onde fissare invariabilmente i *dritti giudiziari*, e gli altri di qualunque specie dipendenti dal *Foro*, e dalle Curie ecclesiastiche (11); l'*Ordine sovrano* di Filippo III, in virtù del quale i *dottori* (giudici) della *Reale Udienza* (Magistrato supremo nell'Isola) non poteano mai essere astretti, fuorchè per causa di fede, a comparire come testimoni avanti ai Tribunali, e ai Commissari della *S. Inquisizione* (12); e le curiose, e minute *Istruzioni* inviate a Sardegna dal Consiglio Supremo dell'Ordine di CALATRAVA, nelle quali erano stabilite le forme, e gli esami da farsi, prima di concedere ai postulanti, o ai designati dal Re, i distintivi, e le insegne cavalleresche degli Ordini religiosi e militari della Monarchia Spagnuola (13).

Per-quanto poi riguarda le cose civili e militari riportammo parecchi documenti, che per la loro speciale natura hanno eziandio una speciale importanza; e possono soddisfare insieme la dotta curiosità dei solerti ricercatori delle memorie antiche. Primo fra questi documenti per anteriorità di tempo è l'atto solenne, con cui l'illustre cittadino Sassarese Antonio Canopolo Arcivescovo di Arborea, il quale era insieme *Sacerdote* e *Feudatario*, dona a un suo nipote la villa, e il feudo di *Pa'ngari* nel *Logudoro*, con tutto il suo territorio, *cum massaliis, et habitatoribus eiusdem* . . . , *domibus, fortalitiis* . . . , *possessionibus cultis, et heremis* . . . , *pratis, pascuis, nemoribus* . . . , *montibus, rupibus, vallibus, plantis, fluminibus, torrentibus, aquis, a-quaeductibus, piscationibus, aucupationibus, venationibus* . . . , *angariis, perangariis* . . . , *adempnitiis, servitiis, servitutibus* . . . , *neq. nov. cum omnimoda jurisdictione civili, et criminali, alta, bassa, sive suprema et infima, mereque, et misto imperio* etc., e col vincolo perpetuo di primogenitura a favore dei figli maschi, nati e nascituri, e, in loro difetto, delle femmine discendenti dal donatario (14): viene quindi la *Relazione* dell'arrivo, e della breve fermata nel *Porto-Conte*, ed in quello di ALGHERO del Principe Filiberto di Savoia, nipote del Re cattolico Don Filippo III, e Generalissimo della Marina spagnuola, con diciassette galee armate di tutto punto, e accompagnato da molta Baronia, di cui stava a capo il Duca di Tursi; nella qual *Relazione*, scritta in lingua catalana (vernacola ancor oggi in ALGHERO), sono narrate le oneste ed orrevoli accoglienze fattegli dagli Algheresi, e dai gentiluomini Sardi, che accorsero a salutarlo; e la caccia *clamorosa*, cui egli prese parte, e di cui ebbe diletto: e il dono di un generoso destriero Andaluso fattogli dal Barone di *Monteleone*, uno dei Feudatari dell'Isola; e i camangiari, e le vetovaglie, delle quali fu largamente provveduta la flotta; e i ringraziamenti del Principe per tanta generosità e cortesia; e le ultime parole da lui pronunziate nel dipartirsi, « *que lo estimava en molt, y que en las ocasiones lo regozieria* » (15): vengono poi un ORDINE REALE di Filippo IV pel ristabilimento delle Compagnie dei *cavalli leggeri*, stipendiate dai Feudatari dell'Isola, per guardarne le coste dai Bar-

(1) Ved. infr. CART. XX*, pag. 260.

(2) Ved. infr. CART. XLVI, pag. 297, e CART. XLVIII, pag. 303.

(3) Ved. infr. CART. XLVII, pag. 300.

(4) Ved. infr. 1^a APPENDICE, CART. XVIII, pag. 430.

(5) Ved. infr. CART. XXXV, pag. 286; e 1^a APPENDICE, CART. XIV, pag. 433.

(6) Ved. infr. 1^a APPENDICE, CART. XIII, pag. 433, col. 1, e CART. XVII, pag. 434, col. 2.

(7) Ved. infr. 1^a APPENDICE, CART. IV, pag. 428, col. 2.

(8) Ved. infr. CART. VI, pag. 255 o seg.

(9) Ved. infr. CART. XI*, pag. 361.

(10) Ved. infr. CART. XIII*, pag. 269.

(11) Ved. infr. CART. LV, pag. 311.

(12) Ved. infr. 1^a APPENDICE, CART. I, pag. 253.

(13) Ved. infr. CART. XXXII*, pag. 381.

(14) Ved. infr. CART. VIII*, pag. 258.

(15) Ved. infr. CART. XX*, pag. 266.

barrechi (1); un ORDINE di GUERRA emanato nel 1629 dal Vicerè di Sardegna, per assegnare alla *Milizia Nazionale* (fanteria e cavalleria) i posti opportuni nella città di Sassari, e nel suo territorio, onde preservarla da qualunque invasione, o aggressione nemica, temendo che si rinnovasse l'assalto dato da altri avanti dalle bande francesi capitanate da Renzo Ursino da Ceri, le quali la espugnarono, e la occuparono di sorpresa, facendovi gran bottino, e distruggendo con ostrogota barbarie l'archivio municipale (2); e il Bando del vicerè Giovanni Andrea Doria Principe di Melfi, che stabilì l'ordinamento, la disciplina, i doveri, e gli onori della MILIZIA di Sardegna, antichissima istituzione, la quale fu sempre la difesa più gagliarda dell'Isola contro gli assalti stranieri (3). Sieguono appresso: un *Capitolo di Corte* del Parlamento celebrato in Sardegna nel 1603, col quale fu provveduto alle spese interne dello *Stamento Militare* sopra i fondi offerti in *donativo* dallo *Stamento* medesimo; primo esempio, che io sappia, di somiglianti deliberazioni, che fu poi, ed è largamente imitato dai Parlamenti odierni sebbene, non con danari proprii, ma con gli altrui (4): una ORDINANZA del Re Don Filippo III, che vietava in modo assoluto ai *Vicerè*, ai Capitani generali, e a tutti gli *Officiali* regi dell'Isola di accordar *guidatci* agli schiavi *Mori* o *Turchi* (*Moros y Turcos*); funesto abuso di potere da cui gli schiavi giolevano occasione, per stare alle vedette, e dare avvisi agli *infedeli* (*a los infieles*), i quali avevano così facile il mezzo di far sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda di uomini, e di averi (5): e tre ORDINANZE REALI del Re Don Filippo IV, con due delle quali condannava come lesivo alla libertà del commercio lo strano privilegio, che si attribuivano le due città principali dell'Isola (Cagliari e Sassari), e il Tribunale del Santo Ufficio, di essere approvvigionati dai pastori, a tassa determinata, delle carni necessarie alla loro consumazione; privilegio già condannato dalle Cortes nel Parlamento del 1644 (6); e con la terza comanda, che sgomberi tosto dall'Isola il *Terzo di guerra* dell'Esercito regio, composto tutto di soldatesche napoletane, le quali condottevi innanzi con nove galee dal Cardinale Infante di lui fratello, oltre l'aggravio degli alloggiamenti, e delle vettovaglie cagionato ai Sardi, vi avevano commesso abusi ed eccessi di ogni maniera (7); e diemmo luogo eziandio fra gli accennati documenti a un diploma di laurea consegnato da uno dei tanti Sardi, che nella metà del secolo decimosettimo continuavano ad accorrere alla rinomata Università di Pisa onde appararsi la scienza medica, per cui difettavano ancora di cattedre sufficienti d'insegnamento le due Università di studi fondate in Sardegna, la prima nel 1558 in Sassari da Alessio Fontana, e la seconda nel 1602 in Cagliari per deliberazione del Parlamento Sardo (8); e a due STATUTI, uno delle Corporazioni di varie arti (Fabbrì-ferrai, Argentari, Sellai,

Spadari, Arrotini, Conciatori, Ramaoli, Tessitori, Suonatori, Campanari ecc., ecc.), e l'altro della Corporazione degli Agricoltori, che avevano lo speciale nome di *Gremi* (*Gremios*), scritti entrambi in lingua catalana (la volgare, allora, e anche al presente parlata in ALGERIA), i quali per la condizione dei tempi, in cui furono fatti, e per la diversità dei principii d'onde partivano, e dello scopo cui miravano, possono servire di utile confronto co' tanti STATUTI odierni, che la libertà di associazione ha già creato, e va tuttodì creando fra le varie *classi* degli operai (9). Ultimi finalmente nell'ordine cronologico, ma non ultimi al certo per la intrinseca loro importanza, si producono i documenti, e le Carte relative alla uccisione di un Vicerè di Sardegna, pubblicamente perpetrata nella città capitale dell'Isola, sotto il regno di Carlo II, e della di lui madre Marianna d'Austria, reggente della Monarchia spagnuola (10); reato clamoroso, ed audace, di cui la storia non ha ancora bene accertato le cause, ma che fu senza dubbio una vendetta politica pel dritto delle Cortes dell'Isola, o violato, od offeso nella persona del loro sindaco (*syndico*) ed ambasciatore dal Governo, e dalla Corte di Madrid (11); e gli Atti ancora inediti dei tre Parlamenti, che dopo quel caso memorando e luttuoso furono riuniti nell'Isola (e furono gli ultimi) nel finire del secolo decimosettimo (12). Non mancano in questi Atti notizie e memorie illustrative della storia sarda degli ultimi sei lustri di detto secolo; ma vi sovrabbondano fatti e circostanze, le quali non presentano propriamente, fuorché un qualche interesse storico privato, e locale. Quello però, che dai medesimi, e dal loro insieme si può ricavare, è il decadimento delle Cortes nazionali dall'antico fervore, ed energia, con cui nei secoli precedenti, a partire dalla loro istituzione, avevano promosso e consolidato il bene materiale e morale dell'Isola, con proposte e risoluzioni dettate da molta sapienza civile e politica, e da sincero patriottismo. Esse infatti erano ormai ridotte a semplice rappresentanza di forma, ad apparenza più che a realtà. Il Governo spagnuolo, diffidente e lontano, avea meditatamente e tenacemente infuso a questa lenta trasformazione, affinché il suo potere non avesse più, come in antico, freno di osservazioni, di proteste, e di diniego dei *donativi* (tasse e tributi) per parte degli STAMENTI Sardi: e all'opera del Governo prestava aiuto infelice, per non dire colpevole, la prevalenza degli interessi privati, o di quelli dei Corpi particolari sopra gl'interessi generali dell'Isola, che si dava da coloro medesimi, i quali dallo Stato fondamentale erano chiamati a rappresentarla nei Comizi decennali.

E ne fanno larga prova gli Atti delle Cortes, riunite negli ultimi tre decenni del secolo, di cui discorriamo. Ivi con ordine invariabile si leggono anzi tutte le grazie, che il Monarca accordava a quei Membri dei tre STAMENTI, i quali nelle Cortes si erano segnalati, e mostrati

(1) Ved. infr. I^a APPENDICE, CART. XII, pag. 432.

(2) Ved. infr. CART. XXXI, pag. 378.

(3) Ved. infr. CART. XLV, pag. 396.

(4) Ved. infr. I^a APPENDICE, CART. III, pag. 426.

(5) Ved. infr. I^a APPENDICE, CART. X, pag. 431.

(6) Ved. infr. I^a APPENDICE, CART. II, e CART. V, pag. 453 e 455.

(7) Ved. infr. II^a APPENDICE, CART. IV, pag. 465.

(8) Ved. infr. CART. XLVIII, pag. 398.

(9) Ved. infr. CART. XLII e XLIII, pag. 399 e 404.

(10) Ved. infr. CART. LI, part. 306 e seg.

(11) Di questo fatto scrissero variamente gli storici moderni della Sardegna; e, oltre a questi, ne parlò pure il TOLA nel *Dizionario Biografico dei Sardi Illustri*, Vol. I, pag. 193 e seg., 198 e seg., 201 e seg.

(12) Ved. infr. CART. LIV, pag. 319 fino a 341, CART. LVII, pag. 345 fino a 373; e CART. LVIII, pag. 373 fino a pag. 402.

più ardenti *por el Real servicio*, lo che significava nella sostanza *a favore del Governo*: comandi e gradi militari, impieghi civili, concessioni di titoli e di nobiltà, croci e decorazioni dei varii *Ordini* spagnuoli, donativi e pensioni a vita ai più zelanti, e persino alle loro mogli e figliuoli, erano nominativamente scritti in lunga *Lista* cancelleresca, e letti e pubblicati con molta solennità, presenti gli stessi favoriti, prima che fosse sciolto, e nel giorno medesimo, in cui si chiudeva il Parlamento, o nel giorno, come allora dicevasi, *del levantamiento del Solio*, perchè nella gran sala dei *Comizi generali* vi stava eretto il *Soglio* pel Monarca, che dovea sedervi, se presente, e nel quale, per l'assenza Regia, sedevano i Vicerè Presidenti, che per speciale delegazione lo rappresentavano. Poi seguivano nella lista, che avea forma e carattere di collettivo *Diploma Regio*, le domande fatte in Parlamento dagli *Stamenti* uniti, o separati, dalle città, dalle province (*Encontradas*), dalle ville e comuni in particolare, dagli arcivescovi, vescovi, e capitoli delle chiese cattedrali, dai monisteri, anche di femmine, e da privati individui, e le risposte sovrane, che le accoglievano, o le denegavano: a guisa di supplicanti chie-

deano, mentre prima, per istituzione, e per dritto, proponeano, discuteano, e deliberavano. E le domande, o erano per lo più d'interesse municipale, e transitorio, e si accordavano; ovvero, e raramente riguardavano l'Isola intiera, i suoi privilegi, le sue franchigie, e la preferenza da darsi nelle cariche, negli uffizi, negli onori, nei lucri ai nazionali sopra gli stranieri, dei quali le piombava d'oltremare una vera colluvie, e si respingevano; e se fosse vergogna, ingiustizia, o scandalo il denegarle, con ipocrite promesse, ravvolte in mille ambigue formule, delle quali abbondava la Cancelleria spagnuola, si faceano sperare per l'avvenire, ma poi non si accordavano mai. Tale al postutto è il sunto e la sostanza degli *Atti* delle ultime *Cortes* di Sardegna; ultime veramente, perchè passata l'Isola, dopo due altri decenni, pel *Trattato* della quadruplice alleanza, dalla Monarchia di Spagna ad altra Monarchia in Italia, esse, benchè in dritto potessero, anzi dovessero, mai più però in fatto per lo spazio di oltre un secolo si congregarono. E in tal modo, non la sola rappresentanza, ma ogni apparenza, ogni ombra perfino di rappresentanza nazionale fu nell'Isola cancellata, e quasi spenta.

P. C. M. 1718.
1730.

PROSPETTO

STORICO E CRONOLOGICO

DELLE

CORTI RIUNITE IN SARDEGNA

NEI SECOLI XIV. XV. XVI. XVII.

Numero	Anno	
SECOLO XIV.		
1*	1353	Radunate in Cagliari, e presiedute in persona dal Re di Aragona e di Sardegna Don Pietro IV il Cerimonioso ⁽¹⁾ .
SECOLO XV.		
2*	1421	Radunate in Cagliari, e presiedute in persona dal Re di Aragona e di Sardegna Don Alfonso V il Magnanimo ⁽²⁾ .
3*	1481	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Ximene Perez ⁽³⁾ .
SECOLO XVI.		
4*	1510	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Giovanni Duay, e quindi proseguite e concluse nel 1514 dall'altro Vicerè Ferdinando Giron de Ribellado ⁽⁴⁾ .
5*	1520	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Angelo di Villanova ⁽⁵⁾ .
6*	1530	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Martino di Cabrera ⁽⁶⁾ .
7*	1545	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè Don Antonio di Cardona, Capitano generale delle genti d'arme di Sardegna ⁽⁷⁾ .
8*	1555	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Lorenzo Fernandez de Heredia ⁽⁸⁾ .
9*	1565	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Alvaro de Madrigal ⁽⁹⁾ .
10*	1575	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Giovanni Coloma ⁽¹⁰⁾ .
11*	1586	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Michele de Moncada ⁽¹¹⁾ .
12*	1598	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Gastone de Moncada, Marchese di Aytona ⁽¹²⁾ .

(1) Da questa prima convocazione a parlamento dei più distinti soggetti della nazione Sarda, fatta attorno a sé dal Re Don Pietro IV, ebbe origine la istituzione delle Cortes nell'isola. In questa prima assemblea si trattò soltanto delle cose riguardanti la sicurezza della corona, e dello stato, e fu pubblicata la sentenza contro il conte Gerardo della Gherardesca, ultimo possessore di terre in Sardegna, accusato di felonìa. Ved. *Quiza, Annal. de Aragon*. Lib. 8, cap. 58.

(2) Fu in questo Parlamento che il Re Don Alfonso V estese alla Sardegna la legge delle Cortes generali di Catalogna, designando li tre ordini di persone, che doveano costituirle, sotto nome di *Bracos* o *Edemientos*. Ved. sopr. *Dizert. ottavo*, pag. 239, e *Desart. Cap. Curiar. Regni Sardiniæ*. Lib. 1, tit. 1, cap. 1.

(3) Sotto il regno di Ferdinando II Cattolico.

(4) Regnando lo stesso Sovrano Ferdinando II Cattolico.

(5) Sotto il regno dell'imperatore Carlo V.

(6) Regnando in Sardegna lo stesso Imperatore Carlo V.

(7) Sotto il regno dell'imperatore Carlo V.

(8) Queste Cortes furono convocate e aperte regnando il suddetto Imperatore Carlo V, ma furono approvate e sanzionate dal Re Don Filippo II.

(9) Queste Cortes furono convocate regnando il Re Don Filippo II. Nelle medesime fu provveduto per la uniformità del *Calendario* in tutta l'isola, poichè fino ad allora nel Capo di Cagliari gli anni si contavano a nativitate, e nel Capo di Sassari e Logudoro a incarnatione, secondo lo stile pisano. Fu altresì deliberato dalle stesse Cortes, che gli antichissimi Statuti delle città di Sassari, Iglesias e Bosa, i quali erano in vigore fin dal secolo XIII e XIV rispettivamente, e scritti in lingua italiana e latina, fossero volti in lingua catalana.

(10) Sotto il regno di Filippo II.

(11) Fu deliberato in queste Cortes di munire e circondare di torri e di artiglierie tutto il litorale dell'isola, onde preservarlo dagli assalti nemici. Il Re Don Filippo II recò ad atto siffatta deliberazione con sua Prammatica Reale.

(12) Regnando Filippo II.

Numero	Anno	
		SECOLO XVII.
13*	1602	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Antonio Coloma Conte di Elda ⁽¹⁾ .
14*	1615	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Carlo Borgia Duca di Gandia ⁽²⁾ .
15*	1621	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Alfonso di Erill ⁽³⁾ .
16*	1625	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Giovanni Vivas ⁽⁴⁾ .
17*	1626	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Girolamo Pimentel Marchese di Bayona ⁽⁵⁾ .
18*	1633	Radunate in Cagliari, e presiedute dal suddetto Vicerè Marchese di Baiona, continuate e concluse dal presidente Fr. Don Gaspare Prieto Vescovo di Alghero in Sardegna ⁽⁶⁾ .
19*	1642	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Fabrizio Doria Duca di Avellano ⁽⁷⁾ .
20*	1653	Radunate in Cagliari, e in Sassari sotto la presidenza del Vicerè di Sardegna Conte di Lemos ⁽⁸⁾ .
21*	1666	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Emmanuele de los Cobos Marchese di Camarassa ⁽⁹⁾ .
22*	1678	Riunite in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Francesco Benavides Conte di Santo Stefano ⁽¹⁰⁾ .
23*	1689	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Nicola Pignatelli Duca di Monteleone ⁽¹¹⁾ .
24*	1699	Radunate in Cagliari, e presiedute dal Vicerè di Sardegna Don Giuseppe de Solis Conte di Montellano ⁽¹²⁾ .

(1) Sotto il regno di **Filippo III**. A queste Corti si deve la istituzione di una università di studi in Cagliari.

(2) Regnando lo stesso **Re Don Filippo III**. In queste Corti si fu discussa l'età di anni venti nei Membri dello **Stamento militare** (Fondatori e Nobili) per poter aver voto in Parlamento; e fu deliberata la riunione in un solo Codice e la pubblicazione delle diverse leggi, o *prammatiche*, vigenti in Sardegna.

(3) Questa riunione avvenuta sotto il medesimo regno di **Don Filippo III** fu straordinaria, ed ebbe per oggetto il fortificare e mettere in istato di difesa le due isole di **S. Pietro** e di **S. Antioce** aggettanti alla Sardegna.

(4) Sotto il regno di **Don Filippo IV**: A queste Corti è dovuta la creazione dei **Censori agrarii**, e il provvedimento per la creazione dei **Monti frumentarii** in ogni comune dell'isola, onde favorirne l'agricoltura.

(5) Riunione straordinaria, nella quale le Cortes volarono un *suasido*, o *desamio* straordinaria di scudi ottantamila annui per un quinquennio, onde soccorrere ai dispendii che il **Re Don Filippo IV** dovea sostenere nella guerra di que'tempi.

(6) Fu nelle medesime provveduta, e deliberata definitivamente la compilazione e la pubblicazione di tutti gli *atti dette Corti*

precedenti. Regnava ancora in Sardegna il **Re Don Filippo IV**.

(7) Sotto il regno del suddetto Sovrano **don Filippo IV**.

(8) Gli atti di queste Corti, riunite sotto il regno del suddetto **Don Filippo IV**, furono compilati in Sassari per causa di un contagio pestilenziale, che contristava la capitale dell'isola.

(9) Sotto il regno di **Carlo II**, e la reggenza della di lui madre **Maria Anna d'Austria**. Il Vicerè **Camarassa**, che presiedette queste Corti, fu ucciso pubblicamente in Cagliari nel 31 luglio 1668, dopo l'assassinio commesso nel 30 giugno dello stesso anno in persona di **Don Agustino di Castelvì** marchese di **Laconi**, il quale avea virilmente sostenuto il dritto delle stesse Corti a rifiutare le sovvenzioni straordinarie che si chiedeano dalla **Corona** per le spese della guerra con la **Francia**, se non si accordavano alla Sardegna le condizioni, sotto le quali quelle sovvenzioni si acconsentivano; per lo che il detto Vicerè procedette, senz'altro, allo scioglimento delle Cortes.

(10) Sotto il regno di **Carlo II**, che fu l'ultimo dei **Monarchi spagnuoli**, ai quali per tanto tempo andò soggetta la Sardegna.

(11) Sotto lo stesso regno di **Carlo II**.

(12) Regnando in Sardegna lo stesso Sovrano **Carlo II**.

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO DECIMOSETTIMO

DIPLOMI E CARTE

DEL SECOLO XVII

I.

Breve Apostolico di Papa Clemente VIII, col quale si provvede che tutti li benefizi e pensioni ecclesiastiche vacanti nell'isola di Sardegna, ad eccezione dei vescovadi e delle prelature, siano conferiti ai nativi dell'isola medesima, o a coloro che, sebbene stranieri, abbiano ottenuto la naturalità per voto, e col consenso dei tre BRACCI o STAMENTI del PARLAMENTO SARDO.

(1601. — 12 aprile).

Dal DESART, *Capit. Curiar. Regni Sardiniae*, fol. 360 e seg.

Clemens Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Decano Calaritano, et Archipresbyteris Turritanæ, et Arborens. Ecclesiarum salutem, et Apostolicam benedictionem. Hodie a nobis emanarunt litterae tenoris subsequens: Clemens Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Romam, decet Pontificem uti vigilem Dominicis gregis pastorem, ex supremo militantis Ecclesiae solio ad universas orbis regiones et provincias aciem suae mentis jugiter intendere; illarumque incolas et habitatores in fidei, et devotionis erga hanc sedem sanctam sinceritatem spiritualibus et temporalibus adiumentis confovere, simulque incommodis et dispendiis ex beneficiorum Ecclesiasticorum ibidem fundatorum in exteros dispositione passim emergentibus occurrere, ipsorumque exterorum ad illa ambitionem congruis remediis coercere, ac desuper, juxta Apostolicæ potestatis plenitudinem sibi divinitus traditam, ea salubriter statuere, et ordinare, quæ ad publicam regionum et provinciarum, omnium utilitatem, et tranquillitatem, nec non Clericorum et aliorum inde ortorum in litterarum studiis, et Ecclesiasticis functionibus commoditatem et progressum fore noscantur maxime opportuna. Exhibita siquidem nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Deputatorum trium statum Brachiorum nuncupatorum Regni Sardiniae petitione continebat, quod in dicto Regno parvus Dignitatum,

ac Canonicatum, nec non Parrochialium, et sine cura Ecclesiarum, aliorumque beneficiorum Ecclesiasticorum numerus institutus reperitur, eorumque fructus et redditus annui tenues; ipsum vero Regnum studentium multitudine refertum, ac in eo diversa publica litterarum studia, ac illius indigena, atque adeo aliorum omnium eo confluentium, ac theologiae et aliis optimis scientiis vacare affectantium institutionem, et profectum instituta, Sardorumque ingenia litterarum studiis apta et maxime dedita existunt, ac eorum per multi, tum ad alias, quæ apud ipsos leguntur, facultates capendas, tum vero ad studiorum suorum lauream consequendam in Italiam et alias partes, magnis suis sumptibus, et periculis, terra, marique transire, quin etiam omnes fere litterarum studiosi ad statum Ecclesiasticum aspirare, et nobilissimi viri, alterum ex duobus filiis, Deo consecrare consueverint. Ex quo Ecclesiasticorum status non parum illustratur et multorum miserabilium pauperies sublevatur. Cum autem, sicut eadem petitio subjungebat, quamplures alienigenæ, etiam ex Hispaniarum Regnis, provinciis, et dominiis, ac illæ adiacentibus Insulis oriundi, dignitates, canonicatus, et præbendas, aliaque beneficia Ecclesiastica in dicto Regno Sardiniae consistentia ambientes, sibi de illis, sive per Venerabiles fratres nostros Archiepiscopos, et Episcopos dicti Regni, qui ut plurimum, et pro magna parte exteri esse solent, sive alias autoritate Apostolica provideri, ac fructus eorumdem, sen pensiones desuper reservare procurent, et passim, absque ullo obstaculo, ad beneficia, fructus et pensiones hujusmodi recipiantur, et admittantur, ipsius vero Regni Sardiniae indigenæ in aliis Regnis, provinciis, dominiis et insulis prædictis, pretextu quorundam privilegiorum, et indultorum Apostolicorum, seu constitutionum, aut sanctionum; pragmaticarum nuncupatarum, vel consuetudine, ibidem vigentium, ab acquisitione quorumcumque beneficiorum Ecclesiasticorum in illis consistentium, nec non percceptione fructuum, et pensionum excludantur, et repellantur; et ex inde plerique eorum, qui assiduis laboribus et vigiliis, maximisque impensis in litterarum studiis, virtutis et doctrinae semina

susceperunt, et in agro Domini, si ad illius culturam vocarentur, salutaria germina, quae altissimos, lectissimos fructus, si eo tempore redderet, producere, sibi quae ipsas, ac aliis ad salutem, et Catholicae Religionis, fideique propagationem, et conservationem prodesse possent, nequantes beneficia ecclesiastica, ut fructus, vel pensiones pro eorum decenti sustentatione, neque in patrio solo propter exterorum illam occupantium frequentiam, minusque extra illud assequi, exacta jam aetate, et facultatibus suis consumptis, veluti inertes aerumnosam, ac miserabilem vitam ducere, et paupertatem in senectute, quod durissimum est, tollerare cogantur, aliique illorum conditione perterriti, et spe assequutionis beneficiorum huiusmodi frustrati, se clericali militiae adscribi, ac in disciplinis, et ministeriis ecclesiasticis, sacrarumque litterarum studiis se exercere non curent: imo ab eis a suis parentibus, et aliis ad secularia negotia revocentur: et denique procerae, nobiles, et alii incolae eiusdem Regni Sardiniae, a beneficiorum fundatione, ac iurium eorumdem libertatis ecclesiasticarum defensione, tuitione quodammodo retrahantur. Praeter haec vero, idioma ipsum Sardiniae, ita varium, et difficile esse noscitur, ut ab exteris perfectae haberi nunquam possit: adeo ut ipsimet Archiepiscopi et Episcopi Interpretes adhibeant, ac proinde exteri praedicti ecclesiis, et beneficiis, quae ibi assequuntur, nec non parochianis, quorum curam susceperunt, parum aut nullo modo prodesse, nec oves suas amore conaturali pascere possint, et collectis multis pecuniis, gravibusque impositis pensionibus, si ea tandem beneficia, nacta occasione, dimittant, aliisque damna, et incommoda ex admissione exterorum huiusmodi proveniant, pro parte deputatorum praedictorum nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus ipsorum indigentiarum statui, et indemnitati consulere, ac alias in praemissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur aequum, et rationi consonum esse censentes, ut ipsi indigenae in beneficiorum ejusdem Regni assequutione exteris praeferrantur, ac propterea ex pastoralis officii nostri debito praetermissis incommodis occurrere, et desuper opportune providere volentes, deputatos praedictos, eorumque singulos, a quibuscumque excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et poenis a jure, vel ab homine, quavis occasione, vel causa latis, in quibus quomodolibet impositi existunt, ad effectum praesentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, et absolutos fore censentes, nec non beneficiorum tam secularium, quam regularium in ipso Regno Sardiniae consistentium qualitates, quantitates, vocationes, suspensiones, citationes, et illorum fructuum veros annuos valores, praesentibus pro expressis habentes, huiusmodi supplicationibus inclinati, hac nostra in perpetuum vultura constitutione sancimus, et ordinamus, quod nunc deinceps perpetuis futuris temporibus omnia, et singula beneficia ecclesiastica, in universo Regno Sardiniae huiusmodi, nunc et pro tempore consistentia: etiam si canonica, et praebendae, dignitates etiam majores post Pontificales, et principales personarum administrationes, et officia, etiam curata, et electiva in Metropolitania, et aliis Cathedralibus, vel Collegiatis, aut aliis Ecclesiis, nec non Parochialibus Ecclesiis, seu earum perpetuas Vicarias, ac

in Romana Curia, vel extra eam litigiosa, et de jure patronatus, laicorum etiam nobilium, et illustrium, et clericorum mixti, etiam ex fundatione, vel dotatione aut indulto Apostolico, seu alias quomodolibet calificata sint, vel fuerint, quoties illa per usum, etiam ex causa permutationis per decessum, seu quavis aliam divisionem, vel admissionem, aut privationem, ac pro tempore obtinentium, seu jus in illis, vel ad illa habentium, aut alias quovismodo apud sedem praedictam, ac etiam in aliquo ex mensibus, in quibus vacantium beneficiorum ecclesiasticorum, dispositionibus et dictae Sedi, etiam per constitutiones Apostolicas, seu Cancellariae Apostolicae regulas, est, vel pro tempore fuerit reservata, vel etiam ordinariis collatoribus, per easdem constitutiones, seu regulas, vel literas alternativarum, aut alia privilegia et indulgentias concessis, hactenus, et in posterum concedendis simul, vel successivi vacare contigerit, etiam si acta nunc, ut profertur, vel alias quibuscumque, et ex quorumcumque personis vacent, ac ex eo, quod beneficia ipsa obtinentes, seu in illis, vel ad illa jus habentes nostri, et quorumcumque aliorum Romanorum Pontificum praedecessorum, seu successorum nostrorum, aut sanctae Romanae Ecclesiae cardinalium etiam viventium in dicta Curia, praesentium, familiarum, continuorum, comensales, seu dictae Sedis notarii, subdiaconi, acolyti, capellani, litterarum Apostolicarum abbreviatores, scriptores, cubicularii, scutiferi proventus, et iurum Camerae Apostolicae debitorum, collectores et sub collectores, seu quicumque alii Curiae, et Sedis praedictarum officiales, etiam sub diversis constitutionibus felicis recordationis Papae Pauli III praedecessoris nostri, eorumque, et pro tempore existentium Romanorum Pontificum, familiarium continuorum, comensalium, declaratorum comprehensi, praesentes et futuri, quocumque nomine vocentur, seu ex quavis alia causa dispositioni Apostolicae, specialiter, vel alias generaliter reservata, et generali reservatione Apostolica affecta, seu ad Sedem eandem devoluta existant, vel fuerint solis indigenis dicti Regni Sardiniae, vere, et realiter, non fictis in eo natis et natiuris, ac etiam illis, qui a Parlamento generali, in illo Regno celebrari solito, iura ejusdem Regni laudabilem consuetudinem naturalis facti fuerint affecta, et debita, praefataque alienigenae ad huiusmodi beneficia in titulum commendarum, administrationem, vel alias quomodolibet obtinendum, aut illorum fructus, redditus, proventus, iura, obventiones, distributiones, et emolumenta quorumcumque, seu super eis, quavis personarum percipiendum, omnino inhabiles et incapaces existant; etiam si ad praesens beneficium, in eo quocumque titulo obtineant, nec non quicumque ordinarii, et alii inferiores collectores, et patroni, qui contra praemissa, quicquam attentare praesumpserint a quocumque beneficiorum collatione, provisione, electione, praesentatione, institutione, et quocumque alia dispositione, prout cuique competet, tamdiu suspensi remaneant, donec remissionem a Romano Pontifice pro tempore existente meruerint obtinere. Notarii vero, et tabelliones etiam Apostolice, vel Imperialis, aut Regiae, seu alia quocumque auctoritate creati, qui super adiacenda possessione eorumque beneficii in dicto Regno Sardiniae consistentis pro tempore rogabuntur, nisi prius fide dignorum

testimoniis, aut aliis legitime constiterit, cum cui possessio ipsa fuerit tradenda, jure realiter, et non fide in eodem Regno Sardiniae natum fuisse, nullum omnino super actu possessionis hujusmodi instrumentum publicum, nec quomcumque aliam etiam privatam scripturam conficere, seu in protocollo redigere valeant, et quicumque Judices ordinarii, vel delegati, coram quibus litem contra quomcumque alienigenam in quovis beneficio contra praesentium tenorem intrusum, tam in dicta Curia, quam extra eam moveri contigerit, quamprimum sibi legitime constiterit beneficium ipsum ab alienigena detineri, possessionem, ac fructus, redditus et proventus ejusdem beneficii, donec eis ad quos de jure spectabant adjudicentur sequestrare; ac suo arcto, et firmo sequestro ponere debeant, et teneantur; ita tamen, ut si in fundationibus beneficiorum de jure patronatus laicorum, seu illorum, et clericorum mixtum, ut proferitur existentium, nunc, aut quomodocumque caveatur expresse, quod non nisi per clericos, seu presbyteros, de ipsorum fundatorum genere, et parentella oriundos obtineri possent: eo dumtaxat in casu etiam alienigenae de genere, seu familia fundatorum hujusmodi ad illa praesentari, ac in eis institui, et alias ad illa, ac eorum fructus, ac pensiones super illis admitti, qui quod ad praesens aliqua ex dictis beneficiis obtinent, quandocumque illa resignaverint, etiam si alienigenae fuerint, pensiones super eorum sic resignatorum, vel etiam aliorum praesentium fructibus, redditibus, et proventibus, vel eorum loco, fructus ipsos ex causa resignationis hujusmodi tantum canonicis sibi reservandos sive assignandos, levare et percipere libere possint, nec ipsi quoad hoc, neque etiam beneficia de jure patronatus, charissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum Regis catholici existentia, at etiam alienigenae personae praesentari valeant, sub praesenti statuto comprehendantur, decernentes omnes, et singulas collectiones, provisiones, commendas electiones, acceptationes, praesentationes, institutiones et quasvis alias dispositiones de quibuscumque beneficiis ecclesiasticis dicti Regni Sardiniae, ut fertur, vel alias quomodolibet qualificatis, et reservationes illorum fructuum, reddituum, proventuum, et pensionum, super eisdem in favorem alienigenarum dictorum, contra praesentis statuti formam, et tenorem, etiam per eos, et quoscumque alios Romanos Pontifices successores nostros, dictamque Sedem, ac illius legatos, eam de latere, et nuncios, omnes, et singulos alios jus et facultatem conferendi, providendi, commendandi, eligendi, praesentandi, instituendi, et alias quomodolibet de hujusmodi beneficiis disponendi, illorumque fructus, redditus, et proventus, ac super eis pensiones reservandi ab ipsa Sede habentes, nec non ordinarios, et alios inferiores collatores etiam ad patronatorum praesentationem, seu de illorum consensu pro tempore factas, ipso jure nullas, et invalidas, nulliusque roboris, vel momenti fore, et esse, ac pro nullis, et infectis haberi, nec per eas cuicumque jns, vel etiam collatorum titulum possidendi tribui posse, ipsosque alienigenas, illarum prorsus usu et commodo carere, nec Cancellariae Apostolicae regulas, seu constitutiones de annuali, et triennali possessoribus, etiam propter quantumvis diuturnam continuatae possessionis tollerantiam, aut quodcumque jus vel aliud beneficium nullo tempore illis,

suffragari; sed beneficia hujusmodi, ut prius vacare, et quae ex illis, tempore dispositionis Apostolicae dictis alienigenis factae, eidem dispositioni reservata, seu affecta fuerint, sub eadem servatione, seu affectione remanere, et tam illa, quam etiam omnia alia non servata; neque affecta, de quibus a dicta Sede, vel illius legatis, seu nuntiis, aut aliis jus, et facultatem conferendi ab eadem Sede, ut proferitur, habentibus, hujusmodi alienigenas, quandocumque dispositum fuerit, ac novam Romani Pontificis pro tempore existentis dispositionem dumtaxat pertinere, ab ordinariis vero, et aliis inferioribus collatoribus, cessantibus reservationibus, seu affectionibus Apostolicis, eisdem pro tempore collata, ac etiam ea, quae de jure patronatus hujusmodi fuerint, si contingat ad illa quemquam contra praesentis statuti formam praesentari, devolutioni ad Sedem praedictam immediate, et ipso subjicere; illaque omnia ab indigenis dicti Regni, et a Sede praedicta dumtaxat impetrari posse, nec ipsis ullum ad resignantes, aut cedentes, etiam si in possessione etiam diutina remanserint, et resignationes, seu cessiones hujusmodi si publicatae non fuerint, redire, vel poeue eos remanere, impetrationes vero, ac motu proprio concessiones, quae de eisdem beneficiis pro tempore fient, quibuscumque derogationibus fuerint suffultae, nunquam sub clausulis generalibus, aut vocationum modis, conditionalibus, vel implicitis comprehendii, sed specialiter, et expresse ob non servatam praesentis Statuti formam, cum declaratione nominum, et cognominum ipsorum alienigenarum dispositive, et non conditionaliter, nec per equipollens omnino fieri debeat, eisdem praesentibus, per quascumque alias literas Apostolicas, etiam quasvis generales, vel speciales, etiam derogatorias derogatorias, aliasque efficaciores, et insolitas clausulas irritantia, et alia decreta, sub quibuscumque verborum formis concepta in se continentes, nullatenus derogari posse, nec derogatum censi, nisi earundem praesentium tenore de verbo ad verbum nihil poenitus omisso incertas, ac urgens, et sufficiens causa expressa ac per trinas distinctas in forma Brevis litteras, earundem praesentium tenore continentes trinus disjunctis vicibus cum unius mensis intervallo, ordinibus, seu deputatis trium statuum hujusmodi, prius legitime intimata, et notificata, ac derogationes ipsae motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolica potestate plenitudine consistorialiter de Sanctae Romanae Ecclesiae cardinalium pro tempore existentium Concilio factae fuerint, et ordinum seu deputatorum trium statuum hujusmodi ad hoc expressus accesserit assensus, apparatusque Romanum Pontificem illis expresse derogare voluisse, et aliter factas derogationes, nemini suffragari, et clausulam implicitae derogationis, videlicet, quod eorum, vel earum, seu praesentium tenores habeantur pro expressis, seu in toto, vel in parte exprimi possint, in quibus suis concessionibus, gratiis, et litteris a nobis, et successoribus nostris pro tempore emanatis oppositum nihil poenitus operari, nec in litteris Apostolicis desuper conficiendis, quidquam ultra id, quod in concessionibus, et gratiis hujusmodi, et specifice fuerit expressum narrari posse, nec quemquam apparendum litteris derogatoriis hujusmodi, decretis super illis processibus, ac eorum executoribus; illorumque mandatis, et

humilitatibus teneri, sed illis fortiter resistere, et litterarum earundem executionem omnino impediri, neque ratione sustentenda huiusmodi, aliquibus censuris, vel poenis ecclesiasticis, seu pecuniariis per eosdem executores, et subsecretarios innodari. Nec easdem praesentes, etiam ex eo, quod causae propter quas emanaverint eorum locorum ordinaria, etiam tamquam a Sede praedicta delegatis, vel etiam alias quomodolibet examinatae, et iustificatae, verificateae, purificateae et approbateae; ipsique Ordinarii, et alii inferiores colatores, et patroni, ac alienigenae, nec nea quicumque interesse habentes, ad id legitime vocati non fuerint, neque praemissis concesserint, seu etiam enormis, et enormissimae laesionis, alicuiusque praetextu, ac ex alia quavis causa, quantumvis legitime urgenti, et iuridica de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, vel quovis alio de facto notarii impugnari, invalidari, retractari, in ius vel contraversiam revocari, ac terminos juris reduci, seu adversus eas quodcumque juris, facti, vel gratiae remedium impetrari posse, neque sub quibuscumque similibus, vel dissimilibus gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, aut aliis contrariis disputationibus, a nobis vel a quibuscumque aliis Romanis Pontificibus, ac dicta Sede, etiam motu, scientia, et potestatis plenitudine, similibus per tempore emanatis, comprahendi; sed semper ab illis exceptas, et quoties illae emanabunt, toties in pristinum, et eum in quo antea quomodolibet erat statum restitutas, repositas, et plenarie reintegratas, ac de novo etiam sub datum posteriori per ordines, seu deputatos trium statuum huiusmodi eligenda concessas, validasque, et efficaces fore, et esse, ac vim validi, et efficacis contractus inter nos, et dictam Sedem ex una, ac ordines, seu deputatos trium statuum huiusmodi, ex altera partibus, recte, et rite iniiti, stipulati, ac etiam utrique iurati habere, et perpetuo obtinere, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et ab omnibus inviolabiliter observari, sicut per quoscumque iudices ordinarios et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici auditores, ac eiusdem Sacrae Romanae Ecclesiae cardinales, subditi eis et eorum cuiuslibet, quavis aliter iudicandi et interpretandi facultate, et autoritate, ubique iudicari et definiri debere, irritum quoque et inane, si secus super his, ac quoque, quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus quantum opus sit de non tollendo iure quaesito, aliisque Apostolicis et in provincialibus, synodalibus, et universalibus conciliis, edictis spiritualibus, vel generalibus constitutionibus, et ordinationibus, nec non ecclesiasticarum, in quibus beneficia huiusmodi fuerint, ac regnorum, provinciarum, dominiorum et insularum huiusmodi iuramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis et statutis, et consuetudinibus, etiam quantumvis legitimo tempore observatis, ac legibus etiam municipalibus, et pragmaticis, aliisque sanctionibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris Apostolicis, etiam super facultate beneficia praedicta ipsis alienigenis conferendi, seu de illis providendi, ac alias quomodolibet disponendi, ipsosque alienigenas ad beneficia, fructus, et pensiones huiusmodi recipiendi, et admittendi, eidem Ecclesiis, illarumque praesulibus et capitulis, nec non regnis, provinciis,

dominiis, et insulis praedictis, eorumque comunitatibus, universalibus, hominibus, incolis, et personis, sub quibuscumque tenoribus, et formis, et cum quibuscumque derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolutis clausulis, nec non irritantibus, et aliis decretis, etiam vim validi, et efficacis contractus, seu statuti perpetui, vel legis habentibus et inducentibus, per quoscumque Romanos Pontifices praedecessores nostros, et nos in dicta Sede, etiam motu, scientia, et potestatis plenitudine, etiam consistorialiter, seu etiam ad Imperatores, Regiam, Reginarum, seu aliorum principatum instantiam, vel eorum contemplatione, ex intuitu in genere, vel specie, aut alias quomodolibet, etiam iteratis vicibus concessis, approbatis et innovatis, quibus omnibus etiam si de illis, eorumque illis tenoribus, specialia, specifica et expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, idem importantes mentio, seu quaevis alia expresse habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum omnium, et singulorum tenores, praesentibus pro sufficienter expressis, et incoeritis habentes illis, alias in suo robore permanserit, hac vice dumtaxat, harum serie specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque volumus audire, praesens concessio, indultum, ac statutum eos tantummodo alienigenas beneficiis fructibus, et pensionibus in dicto Regno Sardiniae obtinendis excludat, qui in his regnis, provinciis, dominiis, insulis et locis orti, in quibus indigenae praefati Regni Sardiniae beneficia, ac fructus, et pensiones eorumdem obtinere et percipere possint, etiam ad similia beneficia, fructus et pensiones in dicto Regno Sardiniae libere et indifferenter, absque alio obstaculo, perinde, ac si ibidem nati essent, vicissim admitti debeant, et ad illa habiles, et capaces censeantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae absolutionis, et statuti, ordinationis, decreti, derogationis et voluntatis infringere, vel, et ausu temerario contrahere; si quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri, et Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno incarnationis Domini, millesimo sexcentesimo primo: pridie idus Aprilis. Pontificatus nostri anno decimo. Quo circa discretioni vestrae, per Apostolica scripta mandamus, quatenus vos vel duo, aut unus vestrum per vos, vel alium, seu alios, praeninsertas litteras, et in eis contenta, quaecumque, ubi, et quando opus fuerit, ac quoties pro parte dictorum deputatorum, seu aliquis eorum fuerit requisiti, solemniter publicantes, ac in eis in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, facialis autoritate nostra praeninsertas litteras, et in eis contenta huiusmodi, ab omnibus ad quos spectat, et pro tempore spectabit, inviolabiliter observari, nec non deputatos huiusmodi, et alios, quos litterae ipsae quomodolibet indebit molestari, contradictores quoeslibet, et rebelles per sententias, censuras, et poenas ecclesiasticas, aliisque opportuna iuris, et facti remedia, appellatione postposita, compescendo, ac legiutiae super his habendis servatis processibus, sententias, censuras, et poenas ipsas, etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachij saecularis, non obstantibus felicis recordationis Bonifacii Papae octavi praedecessoris nostri

litteris, quibus caveret, ne quis extra suam civitatem, vel dioeceses, nisi in cortis exceptis casibus, et in illa ultra unam dictam a fine suae dioecesis ad iudicium evocetur, seu ne iudices a dicta Sede deputati extra civitatem, vel dioecesis, in quibus deputati fuerint, contra quoscumque procedere, aut alii, vel alius vices suas committere audent, vel praesumant, et in hoc concilio generali, et ita de duabus dictis, dummodo non ultra tres dictas, quis auctoritate praesentium iudicium non extrahatur, aliisque consuetudinibus Apostolicis, nec non omnibus illis, qui in dictis litteris, volumus non obstat, seu si aliquibus communiter, aut divisim, ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas; non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctum Petrum, anno incarnationis Domini millesimo sexcentesimo primo, pridie idus aprilis, Pontif. nostri anno decimo. M. A. X. P. Azellius G. Comban, S. Isquierdus, Cust. Mainus, G. Guidus, G. Pamphilus, P. Mansi, Sa. Burluarencel.

II^a.

CAPITOLI DI CORTE votati dai tre STAMENTI Sardi nel Parlamento celebrato dal vicere Don Antonio Coloma conte di Elda, e approvato dal re di Aragona e di Sardegna Don Filippo III, per la fondazione in Cagliari di una Università di studi, e per la erezione dell'edifizio corrispondente.

(1602)

Dagli Atti originali del Parlamento suddetto (Archiv. Ant. Patrim.) Cap. 45 e 46, fol. 133 e 131.

Considerant los tres Staments de aquest Regne de Sardènya, por ordre de Sa Magestat congregats en estas Reals Generals Cortes per tractar, y procurar tot lo que es servey de Nostre Señor, y de sa Real Magestat, lo be, augment, y lustre de dit Regne, de quanta importancia sia per à conseguir tots los premeccionats fins de les lletres, y de lo exercici delles, y que mediant les sciencias se conserva, confirma, y exalta la Santa Fè, y Catholica doctrina, de la qual mes que de altra cosa se pot molt honrar, y honra aquest dit Regne, per haverse en ell conservat, sens infectio de error, ni de heresia, desde lo temps dels Apostols, haventla en ell predicada hu dels setanta y dos Dixelles de Christo Señor Nostre; y considerant, que ab ells se cultivau los ingenis, y que totes les coses, que en una Republica, y Regne ben governat son menester, se alcançan, y se posan en son lloch, y tenen lo lustre, de que les Histories estan plenas, y que per medi de les mateixes lletres, y sciencias, es estat, y es tant illustrat lo nom, y que no hi hà agut, ni hi hà Provincia ben governada, y de policia, que no les hagia procurades, y abressades; è considerant axi be, y vehent per experiencia, que aquest dit nostre Regne, per dexar lo demes, es estat, y es notoriament illustrat, y millorat dels que, com fins ara millor se hà pogut, han empress en ell ab nou fervor

los estudis, y exercici de aquells; hà paregut, que se lis restava alguna esperansa per haverlo de tornar al antic h lustre, que en temps dels Romans particularment tenia, se podria sols alcançar ab instituir en dit Regne un ESTUDI UNIVERSAL, y public, com en tote los donces Regnes se veu ser instituit, y fundat, en lo qual se lligissen totes les facultats, tenint per molt cert, que ab notable ventaja pendria per abi lo dit Regne milloria; y com se ha vist en ell millor lo profit ab cultivarse mes la terra, se veurà millor ab la cultura dels enteniments, dels quals es tant copios, que no se enten ser en res inferiors los subyetes, que dells se venhen en las Universitats de España, è Italia, als dels altres Regnes, y Provincias, de la dita santa, y utilosa obra sen servirà sumament Nostre Señor Deu, perque se desterrà per ell la ignorancia, centina de peccats, y de mals, y se guafiaran moltes animas, que ab ella de cada dia se perden, sen servirà tambe molt sa Magestat, perque tendrà aquest son Regne fidelissim major lustre, y nova forma, y serà mes enriqueit, y embellit de moltes coses, que en ell se poden fer, quals se dexan de posar per obra, per no haver hi qui los promoga, y porte à llum com conve, per falta de art, y de sciencia, tindrà tambe sa Magestat mes subyetes, y persones de lletres, y de valor, de les quals en qualsevol occasio, y temps se podrà millor, y mes servir lo Patrimoni, etiam de sa Magestat, y axi ho tot lo Regne anirà ab açò en tant gran augment, que podrà haverseli dat nou ser, y nova vida, ultraque se afforran los particulars dells lo que gostan, havent de trametre sos fills à les Universitats fora del Regne, no sens perill, axi de la vida, com dels costums, maxime haventlos de enviar en Italia, com los demes hu fan, puix les poques facultats que tenen no abastan per haverlos de provehir, y enviari en España, com la Magestat del Rey Nostre Señor, que està en lo Ciel, ho volia, y pretenia, prohibint expressament, com prohibi, que no anassen à estudiar als de Italia⁽¹⁾. Per lo que, et alias, suplican à V. S. I. los dits STAMENTS Ecclesiastich, Militar, y Real, que se servessa V. S. I. en persona de sa Magestat decretar, que se puga, y dega instituir, y fundar un ESTUDI, y UNIVERSITAT publica per als Regnicols desta Iala, y altres, que à ella acquiran, y ques fassa, y mantenga en esta Ciutat de Caller, en la qual hagian de llogir totes les facultats, començant de ara per les superiors, y mes necessaries, y en la qual se pogan graduar, com en les altres Universitats se acostuma, tots los que vuy seran, y estudiaran en elles, ab les gracies, mercès, y privilegis, è immunitats, que les altres Universitats de sa Magestat de la Corona de Arago tenen; que de açò, ultra lo servey de Nostre Señor, y de sa Magestat, ne restaran tots los dits STAMENTS, y en general tot lo Regne en perpetua obligacio de V. S. I., y à sa Casa, per esser cosa molt convenient, tant al servey de Nostre Señor, com de sa Magestat, y en benefici universal, y particular del present Regne, y habitants de aquell.

(1) I Sardi adunque, mancando di Università nel loro paese, andavano in Italia per appararvi le scienze e le lettere; ma Filippo III re di Spagna ne fece loro assoluta proibizione. E gli Stamenti Sardi lo collocarono in cielo

Decr. Vicer. — Ques fassa com se supplica; y en lo que te respecte à les gracies, privilegis, y prerogatives, que demanen per dita UNIVERSITAT, que ho supliquen à sa Magestat, a qui també sa Señoria Illustrissima representará dita utilitat, y lo hi suplicarà.

Sabater Notarius.

Decr. Reg. — Plau à sa Magestat lo contengut en lo present CAPITOL, reservantse la superintendencia, y patronat de dita UNIVERSITAT de la mateixa manera, que la te en les altres de la Corona de Arago.

Covarruvias Vicecancellarius.

Item supplan dits tres STAMENTS à V. S. I., perque puga tener principi la fabrica de la UNIVERSITAT, que en la present Ciutat de Caller se decretà se degues fer, decretar que en lo primer PARLAMENT en lo present Regne celebrador no se done la cera, y achas, que als convocats en aquell se han acostumat, y acostuman dar, sino la porció de sis milia lliures, que per dita cera, y achas se sol taxar, se hagia de aplicar à la fabrica de dita UNIVERSITAT, per la qual des de ara la Ciutat de Caller las prendrà à sensal, ab que tambe V. S. I. decreta, que dels quaranta mil ducats, ò altra suma, que de dit PARLAMENT se repartiran, axi les dites sis milia lliures, com les pensions, y altres qualsevol interessos, que dita Ciutat haurà patuit per raho de ditas sis milia lliures, se li satisfassan, y restituecan, perque altrament, no bestraluent la dita Ciutat, será impossible poder dar principi à la fabrica de dita UNIVERSITAT, cosa de tanta importancia, y de que ha de redundar tant de be, y utilitat al present Regne; la qual resterà perpetua memoria de V. S. I.

Decr. Vicer. — Ques fassa come se supplica.

Sabater Notarius.

Decr. Reg. — Està be decretat per lo Virrey.

Covarruvias Vicecancellarius.

III*.

Gli STAMENTI SARDI propongono una legge coercitiva, e ne ottengono la sanzione dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, per obbligare i proprietari di terreni chiusi od aperti alla piantazione di alberi di gelso, onde poter introdurre nell'isola l'arte della seta.

(1603)

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Conte Delda, cap. 9, fol. 108. - Antico Archiv. Patrim. Regio.

Item supplan a V. S. I. los dits ESTAMENTS, que altes lo present Regne es apte per fer qual se vol arbitre, y la causa per la qual se dexa de fer moltes coses que serian de molta utilitat, y ganancia, y la poca inclinacio, y industria que los naturales tenen a fer semejants arbitres, com serien *sedes, oli, olives, draps*, y altres semblantes coses, la qual industria es just sia excitada; y perço supplan a V. S. I. mane estatuyr, y decretar, que

tots les del present Regne, axi de ciutats, com de viles, que tinen viñies, y alguns camps, o tancats, que no servexen per sembrar forment, ordís, o faves, que sian tinguts, y obligats criar hi, y mantenir hi, en las tals viñias, o tancats, dos docenas almenis cascu de arbres de moras, y que azo sia efectuat dins tres annis, sots pena a cascu que contre fara de síncil lliures, en la qual si incidisca en continent, que passats los dits tres annis no se trobaran plantats dits arbres de moras; y apres si incidisca de dos en dos annis en dita pena, lo que se trovara no aver plantat los tals arbres; y dita pena se aplique, en les ciutats, è viles Reals, al Real Fisch, y en las villas, y llochs de Barons als Señors de lloch; porque de esta manera, aventhi en lo Regne moltras moras, se introduira ab facilitat *l'art de fer seda*, cosa que sera molt utilosa al present Regne, y asso sens perjudici de les essempeccions, immunitats, y privilegis que tenen les ciutats del present Regne.

Que es fassa com se supplica, en les terres aptes per criar, y ferse arbres de moras.

Sabater Notarius.

Està be decretats per lo Virrey.

Covarruvias Vicecancellarius.

III*.

Provedimenti coercitivi dati dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione del PARLAMENTO di Sardegna, affinché si eseguisse rigorosamente la Prammatica Reale già emanata per l'innesto graduale degli olivi selvatici esistenti nell'isola e per la fabbricazione dell'olio.

(1603)

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato sotto la presidenza del viceré Don Antonio Coloma conte d'Elda, cap. 10, fol. 109. - Ant. Archiv. R. Patrim. di Sardegna.

Item supplan (gli STAMENTI) a V. S. I. quefates en lo present Regne y à moltes olivastres, que si se impeltan, se faria molta abundancia de *olives*, y *oli*, per lo qual efecte aliàs se feu *Pregmatica* que se *empellassen*, y que se pagas al Señor del lloch, *de deu*, y de tot lo ques faria, y fins vui no se ha efectuat cosa alguna, perço que V. S. mane decretar, que en totes les Encontrades, villas, y llochs en los territoris dels quals y à oleastres, sean tinguts y obligats cada vassall que paga feu empeltar en cascuon any *deu arbres de ollastre en olivas*, sots pena cada hu que contra fara cascuon any *de quarenta sous*, aplicadora al Señor del lloch; y los arbres que cascuon *empellara* sian propis de aquell, ab que pague cascu al Señor del lloch *de deu*, y de les *olives*; y que los Señores del lloch, hont y aura numero de olivers, ço es de síncil cent arbres en amunt, abe que no sian empeltats dins tres anys, sia tengut, y obligat tener *moli pera fer oli*, per lo qual pugan ser forçats, *etiam ad instantiam* dels dits vassalls, y lo matex se entenga en les ciutats, terres, y *viles reals*, aplicadora

al Real Fisch, y a zo sens perjudici de les exempcions, immunitats, y privilegia que tenen les ciutats del presente Regne.

DECR.

Que es guarde, y execute la *Real Pragmatica*.
Sabater Notarius.

Està be decretat per lo Virrey. Y quant al *moli*, que es fassa com se suplica.

Covarruvias Vicecancellarius.

V°.

Franchigia da ogni dazio pel termine di venti anni accordata dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, dietro domanda dei tre STAMENTI di Sardegna, a tutte le lane e drappi di lana che si estrarrebbero dall'isola, onde aticare a tal riguardo l'industria nazionale.

(1603).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato sotto la presidenza del viceré Conte d'Elda, cap. II, fol. 110. - Aut. Archiv. Patrim. R. di Sardegna.

Item suplican dits ESTAMENTS, que V. S. I. mane estatuy, y decretar, que la Regia Cort en lo present Regne introduesca la *art de fer draps fins, y de tota manera*, fent pera dazo venir mastres, tolers, y demes racapies necessaria, puix en lo Regne y a aptitud per aferbro, y sera utilitat a la Regia Cort, y als Regnicols. Y perque ab mayor auimo *vinguen de altre Regne per fer dita art*, mane donar algunes exempcions als qui voldran fer aquell; y lo *malez als qui vendran a fer sedes*. Y aixi be, que mane Sa Magestat *per portar desles de España*, y que se repartescan per lo Regne entre los qui teuan bestiar, conforme en capitol se possà en la *Pregmatica* per dicte efect.

DECR.

Que ho suplichen a Sa Magestat, a qui sa S. I. ab ses cartes representara quant utilosa cosa sera per son Real Patrimoni, y per aquest Regne.

Sabater Notarius.

Plau a Sa Magestat concedir *franguera de drets, axi Reals, com altres* que deuran per llanes, y draps, que en dit Regne se obravan, *per termini de vint anys*.

Covarruvias Vicecancellarius.

VI.

Breve del Pontefice Clemente VIII, per regolare l'applicazione degli spogli dei Vescovi di Sardegna in occasione della loro morte.

(1604. — 22 settembre).

Dal DEXART, Capit. Curiar. Regni Sardiniae, fol. 348 e seg.

Clemens Papa Octavus, ad perpetuam rei memoriam. Romanum decet Pontificem opportuam adhibere provisionem, ad hoc, ut gratiae per Sedem Apostolicam in subventionem Ecclesiarum, praesertim Cathedralium ad

praecae Catholicorum Regum concessae, sublati fraudibus, et litium dispendiis, optatum sortiantur effectum. Nodum siquidem felici recordationis Pius Papa Quintus praecessor noster, supplicationibus clares recordationis Philippi ejus nominis secundi, Hispaniarum Regis Catholici, inclinat, spolia Archiepiscoporum, et Episcoporum in Regno Sardiniae, et extra illud, non tamen in Italia decedentium, ac fructus Metropolitanarum, et Cathedralium Ecclesiarum dicti Regni, seu earum mensurarum, ipsarum Ecclesiarum vacatione durante, ab ipsis Archiepiscopis, et Episcopis, quos in hujusmodi Ecclesiis vacantibus succedere contingeret, Apostolica auctoritate perpetuo abdicavit, illamque, et illos Ecclesiis praedictis pro illarum fabrica constructoria, reparatoria, conservatoria, et ornamentorum Ecclesiasticorum fulcimento, et mantutione, etiam perpetuo applicavit, et singulis singularum Ecclesiarum Presbyteris, et personis per Philippum Regem, qui etiam ipsius Regni Sardiniae Rex existerat, ejusque successores eligendis, ut spolia, et fructus hujusmodi percipere, exigere, et recuperare, illaque in restaurationem, mantutionem, et conservationem praedictas, convertere deberent, per quasdam suas, Apostolica auctoritate perpetuo concessit, et indulisit. Superioribus vero annis nos ex insinuatione clarissimi in Christo filii Philippi ejus nominis Tertii Hispaniarum Regis Catholici, dicti Philippi Secundi nati, qui itidem Regni Sardiniae Rex existit; intelligentes, quod nonnulli ex dictis Archiepiscopis et Episcopis varias donationes inter vivos, spoliolum et fructum hujusmodi, tam in favorem consanguineorum, affinium, et aliarum personarum, quam etiam piorum, et religiosorum locorum, quam bona ipsis donata, usque ad ultimum vitae spiritum retinendo aliquando in infirmitate constituti, dum amplius vivere non sperent, sollemnes donationes in fraudem Ecclesiarum, quibus bona illa obvenire debebant, facere consueverunt; indeque eveniebat, ut sequito obitu donatorum, variae lites occasione hujusmodi donationum suscitabantur, ac persaepe omnia spolia, seu eorum major pars, in talibus litibus sustinendis consumebantur, Ecclesiae vero praedictae commodo, et beneficio applicationis, de illis factae, frustratae remanebant, in grave earumdem Ecclesiarum praejudicium, et jacturam; nos praecibus dicti Philippi Tertii Regis auentes, ut earumdem Ecclesiarum indemnitate consultum foret, per alias nostras exinde in forma Brevis, sub anulo Piscatoris confectas litteras, inter vivos, vel causa mortis promissiones, obligationes, debitorum confessiones, et alias quascumque dispositiones per Archiepiscopos praedictos, de spoliis, rebus, et pecuniis, ac etiam fructibus, etiam sub pretextu Ecclesiastici servitii, et etiam causa mercedis, aut in remunerationem servitiorum et impensarum, seu in quacumque alia, quantumvis pia, et privilegiata causa, in favorem consanguineorum, affinium, familiarium, et aliarum personarum, vel etiam piorum et religiosorum locorum, aut alias quomodolibet factas, et pro tempore faciendas, ac etiam quascumque clausulas, et cautelas in se continentes, nullas, invalidas, ac simulatas, ac uti in fraudem applicationis eorumdem spoliolum factas, nullius roboris, et momenti existere, nec aliquem effectum sortiri, nec ad illorum executionem, deveniri posse, nec debere, etiam si illarum tempore tales

Archiepiscopi in infirmitate constituti forent, vel etiam si aute infirmitatem hujusmodi ex justa, et rationabili causa, et in casibus jure permixtis factae essent, nisi ipsa bona donata actualiter, et cum effectu eidem donataris, saltem infra octo dierum spatium tradita forent, et realiter penes ipsos remanerent, vel illas ex quacunque causa, etiam custodiae depositi multui, aut praecario, vel quocunque alio titulo, vel praetextu, etiam cum clausula constituti iidem donatores designarent, vel apud alias personas, seu loca, etiam procuratorio nomine donatariorum res, et bona hujusmodi donata, tradita, commendata, seu sub deposito, vel alio titulo consignata, aut tradita, seu quomodolibet occultata forent. Ita, quod propterea, aut alias executioni applicationis, et aliorum in litteris pii praedecessoris hujusmodi contentorum nullatenus impediri posset; sed ipsorum iudices ad totalem illarum executionem devenire atque ita procedere deberent et tenerent, et alias, prout in nostris, et eisdem pii praedecessoris nostri litteris praedictis plenius continetur. Cum autem sicut nobis innouit Archiepiscopi et Episcopi dicti Regni Sardiniae pro eorum et Ecclesiarum, quibus praesunt, nec non domesticis, et familiaribus negotiis, atque servitiis notabilem Officialium, Ministorum, et familiarium, ac servitorum et domesticorum Archiepiscoporum, et Episcoporum claves, libros et scripturas eorumdem occupant, et poenes se retinere contendunt, et verisimiliter dubitari posset ne libros et scripturas hujusmodi, vel occultent, vel certe intervertant certam, et veram notitiam de eorum praetentionibus habere nequiverint super salarii, mercede, et stipendiis hujusmodi, et eorum consuetudine etiam judicialiter vexare, et molestias afficere soleant, et exinde eveniat, ut omnia fere bona, et spolia dictis Ecclesiis debita, seu majorem eorum partem in defensionem hujusmodi litium, ac solutionibus salariorum, mercedum, et stipendiorum minus legitime debitorum impendi, atque consummi necesse sit in gravem dictarum Ecclesiarum, quae ea de causa gratia applicationis ipsis debita frui et gaudere impediuntur, imo illius comodo, et beneficio poenitus frustrantur, jacturam fabricae quoque structurae et ornamentorum ejusdem domus et praedictum; nos qui decorem domus Dei ejus scilicet et Ecclesiarum sinceris desideramus affectibus, indemnitati Ecclesiarum dicti Regni (ut par est) prospicere, ac frandibus, ac difficultatibus, caeterisque dispendiis, quae desuper occurrere deinceps possunt, mature providere volentes, ac singularem litterarum hujusmodi tenores praesentibus pro plene, ac sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum inseritis habentes, motu proprio, et ex certa scientia, deque Apostolica potestate plenitudine, Apostolica auctoritate harum serie perpetuo futuris temporibus, nulli ejusmodi status, gradus, dignitatis ordinis, conditionis et prebeminenciae, qui Vicariatus, Assessores, Advocati, Procuratores, Notarii, aut quaevis alia officia, functiones vel ministeria Archiepiscoporum, et Episcoporum dicti Regni Sardiniae, aut pro eis, tam in eodem Regno, quam extra illum in Romana Curia respective gesserint, sustinuerint, exequerint, vel ipsorum domum, familiares, familia, gentes, institutores, aut alias familiares fuerint, stipendium, salarium, seu mercedem, recognitionem vel remunerationem aliqua ratione, officiorum, ministeriorum familiaritatis, servitiis,

aut quorumcumque aliorum obsequiorum eisdem Archiepiscopis, et Episcopis, ut supra impenseorum, nisi clauerint, et evidenter apparuerint, quod ipsi Vicarii, Assessores, Advocati, Procuratores, Notarii, Officiales, Ministri, familiares, famuli, caeterique servitores hujusmodi sub certa et determinata mercedis summa, et quantitate sint, inde menstruatim aut saltem annuatim conventa, et officia, ministeria, familiaritatem, obsequia, et servitia, quae sustinerint, et tunc non nisi pro biennio diem obitus uniuscujusque ex dictis Archiepiscopis praecedente, et ex tunc infra annum ad diem ejusdem obitus dumtaxat, et alias in omnibus et per omnia juxta unius per felices recordationis Paulum Tertium, quae incipit. Cum sicut nobis unper innouit, et alterius, quae incipit: Cupientes litum, ac fraudem pie memoriae Pium Quintum, Romanos Pontifices praedecessores nostros, et dictarum constitutionum pelere, exigere, consequi, et habere aut alias praetendere possint, minusque Ecclesias, quibus spolia, fructus, et bona eorumdem Episcoporum et Archiepiscoporum obvenire debuerint, aut illarum Economos, aliosque Ministros desuper in iudicio, vel extra aut alias quomodolibet impedire, vexare, perturbare seu molestare valeant, vel praesumant, decernentes illos ex dictis Vicariis, Assessores, Advocatis, Procuratoribus, Notariis, caeterisque servitoribus, quae lites super praemissis in Romana Curia intentare voluerint, et eorum pro tempore existente Sanctae Romanae Ecclesiae Thesaurario Generali, dumtaxat privative quod omnes alios facere posse, et processum coram alia iudicibus etiam vigore obligationis Cameralis, aut quovis alio praetextu quomodolibet factos, ac inde sequa pallius esse roboris, et momenti, ita et non aliter ab omnibus censi, ac per quoscunque Iudices, tam ordinarios, quam in praedictis litteris Deputatos, aut alios Commissarios, quavis auctoritate fungentes, etiam Palatii Apostolici causarum et Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, de lateris Legatos, et Sedis Apostolicae Nuntios, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter iudicandi et interpretandi facultate, ubique, et in quavis aliter iudicari et definiiri debere, irritum quoque, et inane, si secus super his a quo quavis occasione scienter, vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus praemissis, ac constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis, nec non omnibus illis, quae in singulis litteris praedictis nos, et Pius praedecessor praedictus volumus non ob stare, caeterisque contrariis quibuscunque. Caeteram, quia difficile foret praesentes nostras litteras, quibus opus fuerit officialiter exhibere, volumus et Apostolica auctoritate motu simili decernimus, quod earundem praesentium transumptis, et exemplaribus, etiam impressis, manu Notarii publici subscriptis, et sigillo personae in dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides ubique, iudicio, et extra adhibeatur, quae ipsis praesentibus adhiberetur, si originaliter forent exhibitae, vel ostensae, quodque eadem exemplaria ad valvas singularium Cathedralium Ecclesiarum, et Archiepiscopatum affixa, omnes quos illae tangunt et concernunt perinde arceant, ac si uniuersique ex ipsis, etiam originaliter intimatae forent.

Datum Romae apud Sanctum Marcum, sub annulo Piscatoris, die vigesima secunda septembris, millesimo, sexcentesimo quarto, pontificatus nostri anno decimotercio.

VII*.

Il re di Spagna Don Filippo III approva e sanziona con suo reale diploma i capitoli votati e discussi dal Parlamento Sardo, riunito nel 1602 dal viceré Don Antonio Colonna Conte d'Eda.

(1605. — 4 febbrajo).

Dagli antichi Archivi del Reale Patrimonio di Sardegna, Cod. F.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Coniscae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Iudaram, et Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae et Brabantiae, Mediolani, et Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc. Dominus Viscayae et Molinae etc., Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis et Ceritaniae, Marchio Orisanti et Gociani. — Consequerunt magni Principes subditorum suorum petitiones, ac praesertim quae Reipublicae utilitatem, et commodum concernunt, liberaliter exaudire: dum enim illos Regis largitionibus afficiunt, ipsos fideliter adaugent, et ad gratiora obsequia praestanda alliciunt, caeteros etiam, hoc exemplo ductos, ad eundem provocant, et inducunt. Respicientes igitur maximam, et integram devotionem praefati Nostri Regni Sardiniae, suorumque incolarum praecleara servitia et obsequia, quas quique multimodis Regibus Aragonum praedecessoribus Nostri, et Nobis successive, in quacunque fortuna, animo indefesso praestiterunt, et praestare non desinunt, merito astringimur, ut quicquid pro communi Reipublicae utilitate supplicaverint eis liberaliter concedamus. — Cum itaque in Parlamento per egregium Don Antonium Coloma Comitem Delda, Nostrum Locumtenentem, et Capitaneum Generalem in praefato Regno, iure et nomine Nostri, anno praeterito millesimo sexcentesimo secundo celebrato per tria Stamenta Regni praedicti fuerint coram eo oblata nonnulla capitula bonum, et utilitatem Regni ejusdem concernentia, dictus Locumtenens illa decrevit, et provisit, prout in calce cujuslibet ipsorum continetur. Quae quidem capitula, una cum responsionibus per dictum nostrum Locumtenentem generaliter factis, fuerunt per admodum Reverendum in Christo Patrem Alphonsum Lasso Sedefio Archiepiscopum Calaritanum, et Nobilem, et dilectos Nostros Don Melchiorum Aymerich, ac Melchiorum Dextart, Sindicos respective dictorum trium Stamentorum, coram Majestate Nostra praesentata, humiliter supplicando, ut eadem acceptare, concedere, et confirmare de solita Nostra beniginitate dignaremur. Nos vero, perspectis innata fidelitate, ac servitiis per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Regiae praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis in Nostro S. S. Regio Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in fine utriusque capituli appositum est, et decretum. Quorum quidem

capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1).

Quas quidem supplicationes, capitula praeserta, et responsiones, et decretationes in eisdem appositae laudantes, approbantes, et concedentes, illas, et illa, et omnia et singula in eisdem contenta, et expressa, praedicto Stamento militari praedicti Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de Nostra certa scientia, deliberata et consulto, dicti Nostri S. S. R. Consilii deliberatione praesente, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur. Nostroque hujusmodi concessionem, et elargitionem consensu munimine, seu praesidio roboramus, auctoritateque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Quapropter egregio, nobilibus, magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus Nostri Locumtenenti, et Capitaneo Generali Nostro in praefato Regno Sardiniae, Praesidenti, seu dictum officium Regenti, Regentique Cancellarium, et Doctoribus Nostrae Regiae Audientiae, Judici Cariae, Advocatis, et Procuratoribus Fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoribus in Capitibus Callaris, Gallurae, et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro rationali, ac Regenti Nostram generalem Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicariis, aut Subvicariis, Potestatibus, Alguaziribus, Virgariis, et Portariis, caeterisque officialibus, et subditis majoribus et minoribus in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, dicimus, praecipimus, et jubemus, ad incursum Nostrae Regiae indignationis et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille Nostri Regis inferendorum Erariis, quod capitula praeserta, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsionum in fine ipsorum positum seriem, et tenorem teneant firmiter, et observent, teneant, et inviolabiliter observari per quos decet faciant; cauti secus agere, fieri permittere, ratione aliqua, sive causa, si dicti officiales, et subditi Nostri praedicti, praeter irae, et indignationis Nostrae incursum, poenam praepositam cupiant evitare. In casus rei testimonium praesentem fieri jussimus, Nostro communi sigillo impendenti munitam. Datum in oppido de Ventosilla, die quarta mensis februarii, anno a nativitate Domini millesimo, sexcentesimo quinto, Regnorumque nostrorum omnium octavo.

Yo EL REY.

- V. Covarruvias Vicecanc.
- V. Ferro pro generali Thes.
- V. D. Joann. Sabater Regens.
- V. Franesca Cons. gener.
- V. D. Monserrà de Guardiola Regens.
- V. D. Josephus Bagnatès Regens.
- V. D. Philippus Tallada Regens.

(1) Seguono nel Diploma i capitoli votati e presentati dal Parlamento all'approvazione sovrana. Sono 150 in tutto. Però il re Don Filippo ne approvò soli 134, e ne rigettò sedici.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni de Vilella, visa per Covarruvias Vicecancell., Ferro pro Gener. Thes., Guardiola, Sabater, Bagnales, et Tallada Regentes Cancellariam, et Franquesa Conservatorem Generalem.

Confirma V. Magestad, y de nuevo decreta al Estamiento militar del Reyno de Gerdeña los capitulos aqui insertos, que el Conde de Elda les concedio en el Parlamento, que en nombre de V. Magestad celebró a los de aquel Reyno en el año 1602.

VIII^a.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III proibisce ai consiglieri o membri del municipio di Cagliari che facciano donazioni di denaro, o di valori corrispondenti, ai vicere di Sardegna, in occasione di matrimonio delle loro figlie, od altre circostanze, come da tempo antico si costumava fare, senza ottenerne prima l'assenso regio, sotto pena di rimanere a carico particolare di ciascun consigliere, non però dei fondi del municipio, il donatario da essi offerto.

(1610. — 3 gennaio).

Dagli Archivi della città di Cagliari, ant. Lib. Diversor.

El Rey.

Amados, y fieles nuestros, los Consellers, y Oficiales de nuestra ciutat de Caller. Tenemos entendido, que es costumbre antigua en esse Reyno, quando mis Logartinientes, y Capitanes generales del oasan sus hijas, y en otros casos, offerrecies, y darles cierta cantidad de dinero; o valor della para ayuda de su casamiento; y aunque el motivo sea por qualquier respecto, conviene, que de aqui adelante no se haga, y assi os encargo, y mando, que a mi Logartiniente, y Capitan general, que agora es, ni a les que le succedieren en dicho cargo les ofresca essa ciutat cantidad alguna para lo sobredicho, ni otro qualquier effecto, sin que preceda primero licencia mia para ello, con apercebimiento, que si el contrario se hiziere de aquia delante, será por cuenta particular de los que lo deliberaran, y no por la dessa ciutat, y porque entendays todos, que se ha de observar inviolablemente, hareys, que en el libro de su Consejo se registre essa carta, que tal es mi determinada voluntad, toda duda, consulta, dificultad, y otro qualquier impedimento cesante. Dat. en Madrid 3 de Henero 1610.

Yo el Rey.

Vidit Clavero. Don Franciscus Gazol secretari.

VIII^a.

Antonio Canopolo, arcivescovo metropolitano di Arborea, vescovo di Santa Giusta, fa ampia ed irrevocabile donazione al suo nipote Martino Suzzarello della Villa, terre, boschi, acque, ecc. ecc. di PUTIFIGARI, con giurisdizione civile e criminale, mero e misto impero sugli abitanti della Villa medesima, e col vincolo di perpetuo fecondo.

(1610. — 25 febbrajo).

Dall'Atto originale ed autentico posseduto dall'Autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

In Dei nomine. Amen. Noverint universi. Quod nos don Antonius Canopolo Dei et App.^{mo} Sedis gralia Archiepiscopus Metropolitani Arborensis et Episcopus S.^{mo} Justae de Consilio suae Maiestatis ob amorem, quem erga vos Martinum Suzzarello et Campo nepotem nostrum gerimus, et propter multa grata, et acceptabilia servitia habuimus a Mariangela Suzzarello, et Campo matre vestra, et nepote nostra, et in futurum a vobis habere speramus; non vi, dolo, metu, errore lapsi, nec aliqua sinistra machinatione circumventi, sed bono animo, spontaneaue voluntate donandi, et aliis de causis annuum nostrum mouentibus, quibus tanquam iustis annuentes gratis, et ex nostra certa scientia donamus, et ex causa huiusmodi donationis concedimus vobis dicto Martino Suzzarello, et Campo nepoti nostro absenti, Notario pro vobis et aliis quarum interest, intererit, aut interesse poterit praesenti, acceptanti, et legitime stipulanti; tanquam publicae et authenticae personae, donatione, quae dicitur inter vivos pura, perfecta, simpliciter et irrevocabili totam illam villam de Putifigari cum vinea in illius terretorio nec non etiam saltum vulgariter dictum *deu incantu* cum omnibus iuribus et pertinentiis suis, sitam dictam villam in praesenti capite Saxaris. et Logudorii, cum illius, et cuiuslibet ipsius domio, terminis, ac terretoriis, vassallis, et habitatoribus, ac et cum omnibus ejusdem, et cuiuslibet ipsius domibus, directis et erectis, fortaliis, fortitudinibus, et aliis quibuscunque edificitiis in ipsa constructis, et construendis, nec non cum omnibus, et singulis ipsius campis, terris, honoribus ac possessionibus, cultis, et heremis, mansis, mansionariis, hortis, pratis, pascuis, pasturis deuelis, nemoribus, garrigiis, montibus, rupibus, valibus, planis, fluminibus, torrentibus, aquis, aquaeductibus, piscationibus, aucupationibus, venationibus, tenedonibus, terminis, ac pertinentiis universis ejusdem quovis nomine, siue vocabulo nuncupatis, ac etiam cum dominicariis, censibus, agrariis, tasquis, maquituis, donis, siue donatiis in futurum faciendis; angariis, perangariis, fructibus, et emolumentis, atque expletorum partibus; ac etiam redditibus in quibuscunque genere, seu specie consistentibus, et quocunque nomine siue vocabulo nuncupatis; tum etiam cum omnibus, et singulis ademptis, servitiis, servitutibus, rusticis, et urbanis, realibus, et personalibus, coactiis et gratiis, fortuitis, et infortuitis, donatiis et exactionibus in futurum faciendis, atque iuribus universis villae praedictae; nec non cum omnimoda jurisdictione civili, et criminali, alta, baxa, siue suprema et infima; meroque et mixto imperio, ac modica coheritione, atque omnis gladii potestate, et exercitio ejusdem, ac cum compositionibus, et punitionibus hominum, et mulierum ejusdem, atque omni alia, et quancunque jurisdictione, cujuscunque generis, seu speciei existat, tum etiam cum homagiis vassallorum, et habitatorum praedictae villae, quam cum dicta vinea, et saltu Martinus Suzzarello avus vester nobis vendidit praetio quindecim mille librarum solvendarum hoc modo; scilicet quod penes apudque nos retinuiimus tres mille libras pro totidem quas nos dicto Martino Suzzarello

gratiosè mutuum dedimus et reliquas duodecim mille libras promissimus solvere in duobus annis; prout latins continetur instrumento acto penes notarium infrascriptum sub die vigesimo praesentis, et currentis mensis; cni nos referimus et relatio habeatur; quasquidem duodecim mille libras sitis vos dictis donatarius obligatus solvere dicto Martino Sazzarello auo vestro modo in dicto venditionis instrumento expresso; tantummodo quia de aliis tribus mille libris per nos retentis facimus etiam, vobis dicto Martino Sazzarello donationem, pnam, perfectam, simplicem, et irrevocabilem dictam inter vivos; quiquidem Martinus Sazzarello avus vester volumus, ut sit villa sua naturali durante generalis administrator, et rector dictae villae; non nos usufructuaris ejusdem villae, vineae, et saltus, et post obitum suum dictus usufructus extinguatur, et proprietati consolidetur, et applicetur vobis dicto donatario, cum hoc tamen pacto vinculo, et conditione quod dicta villa, et saltus *desu incantu* remaneant subjecti perpetuo vinculo fidei commissi, et quod de eis non possitis disponere in villa nec in morte, nisi in filios vestros masculos legitimos et legitimo matrimonio procreatos, de uno in alium, servato semper ordine primae geniturae, adeo, ut dictus, villa, et saltus cum omnibus suis pertinentiis integri, et sine aliqua detractioe sint subjecti perpetuo vinculo fidei commissi filiis, et descendentes masculis vestris dicti donatarii, et in defectu filiorum masculorum, et eorum descendendum succedant filiae feminae vestri dicti Martini, et eorum descendentes, servato semper ordine primae geniturae et majoratus; et si casus acciderit; quod Deus adnervat, quod futuris temporibus vos dictus Martinus, siue descendentes vestri decederent sine filiis praedictis, et sic quod extingueretur linea vestra, quod in dictis villa, et saltu, et iuribus, et pertinentiis suis succedant, absque aliqua detractioe illa loca pia per nos nominanda in testamento, in villa, aut in aliqua ordinatione pro ut nobis placuerit, et benevisum fuerit (1). Hanc autem donationem cum pactis, vinculis, et conditionibus supradictis, et non sine eis, facimus sicut melius dicit, et intelligi potest ad vestri, et vestrorum salvamentum; bonum, et sincerum intellectum, atque commodum; extrahentes supradicta, quae vobis donamus, de jure dominio, proprietate, et posse nostro cum dictis pactis vinculo, et conditionibus supradictis; eademque in vestri vestrorumque jus dominium proprietatem, et posse mitimus et transferimus irrevocabiliter pleno jure ad habendum, tenendum omnique tempore pacifice, et perpetuo possidendum; omnemque vestram et vestrorum voluntatem inde libere faciendum, siue contraditione, et impedimento nostri et nostrorum et alterius cujuscumque judicis, seu personae, praedictis pactis, vinculis, et conditionibus supradictis semper salvis remanentibus, et non sine eis, promitteutes vobis, seu vestris, aut cui volueritis et voluerint loco vestri possessionem corporalem, realem, et actualem seu quasi praedictorum, quae vobis, et vestris donamus; dautes, et concedentes vobis, et eis plenam, et liberam facultatem, et potestatem, ut possitis vos, et vestri; vestra, et eorum propria auctoritate, alia licentia a nobis, nec

nostris, nec alteris cujuscumque personae, curiae, seu judicis minime expectatis, seu requisitis eam apprehendere, et apprehensam penes vos, et eos licite retinere. Nos enim interim donec, et quousque possessionem ipsam vobis, vel eis tradiderimus, vel vos eam apprehenderitis (ut est dictum) fatemur et constituimus nos et nostros pro vobis, et vestris vestroque, et ipsorum praecario nomine tenere, et possidere, seu quasi, scientes illud de jure possidere cujus nomine possidentur, volentes quod vigore horum verborum, et ex juris dispositione, atque legis ministerio possessio ipsa in vos, et vestros pro vere tradita et translata sit et penitus habeatur, et valeat tantum quantum si per nos vobis, et vestris tradita extitisset realiter, corporaliter, et de facto. Preterea ex causa huiusmodi venditionis, pro ut melius de jure vel alias valere, et tenere potest, seu potterit; damus cedimus, et mandamus vobis dicto donatario, et vestris in his successoribus perpetuo jam dicta jura, omnesque actiones, reales, personales, mixtas, utiles et directas, ordinarias, et extra ordinarias, et alias quascunque nobis, et nostris competentia et competentes; competereque debentia, et debentes in praedictis, quae vobis, et vestris donamus et contra quascunque personas, et res ratione, et occasione eorumdem, quibus iuribus, et actionibus praedictis possitis vos et vestri in his successores uti, et experiri agendo; scilicet respondendo, excipiendo, proponendo, replicando, triplicando, et ultra omnia alia, et singula faciendo, et libere exercendo in iudicio et extra iudicium quaecumque et quemadmodum nos facere potteramus ante praesentem donationem, iuriumque, et actionum cessionem, seu ea non facta possemus, et nostri possent nunc vel etiam postea quodcumque. Nos enim facimus, et constituimus vos, et vestros in his dominos, et procuratores ut in rem vestram propriam ad faciendum inde vestrae libitum voluntatis. Promittentes huiusmodi donationem, et omnia, et singula in ea contenta cum dictis pactis, vinculo, et conditionibus supradictis, et non sine eis, semper, et perpetuo habere ratam gratam validam, atque firmam; et ullo unquam tempore revocare ratione ingratitudinis, inopiae, offensae, pauperatis, ingressus religionis, nec alterius cujuscumque causae, seu rationis. Immo renuntiamus cni-cumque legi, siue juri dicenti praedictam donationem posse revocari rationibus supradictis, et omnibus legibus positis in titulo de revocandis donationibus, quae hic pro insertis, et renuntiatis haberi volumus, et quae dictae, donationi nostrae officere, et nocere possint. Et generaliter renuntiamus omnibus legibus, sibus, capitulis, ordinationibus, pragmaticis, rationibus, et consuetudinibus contra praemissa vel aliquod praemissorum venientibus, vel venire valentibus, vel quibus contra facere, vel venire possumus, aut in aliquo nos juare, tueri, siue defendere quousquomodo, nunc vel in futurum; quae omnia hic haberi volumus pro expressis, et insertis; ac si in praesenti instrumento continerentur expresse, et ex causa praedictae donationis validitatis signanter renuntiamus cum iuramento prestito inposse notarii infrascripti legi dicenti donationem non valere, sine iudicis insinuatione, quando ipsa summam a jure taxatam excedit; ad castellamque volumus, et ex hac nostra donatione tot partiales donationes fiant quae opus sint; ut praedicta insinuationis lex in ea locum non

(1) Questo caso non si verificò, poichè il feudo, per via di maritaggi, passò nella famiglia dei Pilo-Royt, attuali marchesi di Putigliari.

habeat. Insuper volumus, ut insinuationis defectus, si aliquis esse posset, iuramentum a nobis infra debitum juris formam prestandum suppleat; et si placuerit vobis dicto notario dictam donationem insinuare possitis eam ad solam exhibitionem praesentis instrumenti insinuare facere a quocunque magistratu, et iudice, et absque ulla nostra licentia. Et demum legi siue juri dicenti generalem reuocationem non valere, nisi praecesserit specialis, specifica, et expressa. Et ut praedicta omnia et singula majori gaudeant firmitate, non vi, nec dolo, sed sponte juramus in animam nostram ad dominum Deum, et ejus sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta; praedicta omnia, et singula attendere complere, tenere, et inuiolabiliter obseruare, et in nullo contra facere, vel venire jure aliquo, causa, vel etiam ratione. Haec igitur omnia, et singula, quae et prout dicta sunt supra, facimus, paciscimur, conuenimus, et promittimus, vobis dicto donatorio, et vestris in his successoribus nec non notario infrascripto, tanquam publicae, et autenticae personae pro vobis, et aliis etiam omnibus, et singulis, quarum interest, intererit, ut interesse poterit recipienti, paciscenti, ac etiam legitimae stipulanti. Actum est hoc Saxar, die vigesimo quinto mensis februarii anno a nativitate Christi millesimo sexcentesimo decimo. Signum nostrum dicti donatoris, qui praedicta laudamus, concedimus, firmamus, et ut supra juramus. Ad haec notarius infrascriptus praesens acceptat donationem pro dicto donatorio.

Testes huius rei sunt doctor Antonius Martis canonicus arborensis, et Jacobus de Liviis I. V. D. Saxar.

Signum meum Gauni Nuseo, et longo Civis Saxar. Auctoribus App.^{ca} ubique, Regia vero per hoc omne praesens Sardiniae Regnum publico notarii, qui praemissis alieno calamo scriptis, quibus interfui et rogat. clausi. Constat in fol. p.^{ca}, pag. 2, in linea xiv, de titulo ubi legitur *mille libras*, et in fol. 2.^{ca}, pag. 2, de addito ubi legitur *tantum quantum etc.*

X^a.

Diploma del re Don Filippo III, col quale sono stabiliti i poteri, le attribuzioni, i doveri, e le onorificenze degli antichi governatori e riformatori del Capo di Cagliari e Gallura in Sardegna, sotto il dominio spagnolo.

(1613. — 40 maggio).

Dagli antichi Archivi del RAZIONALE di Sardegna,
Lib. e Registr. Patent. e Dipl.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Iherusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galtiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Martiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum orientalium et occidentalium, Insularum ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Brabantiae, Burgundiae, Mediolani, Athaenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilonis et Ceritaniae,

Marchio Oristanei et Comes Gociani. Munus Gubernatoris, seu Reformatoris, Capituli Calaris, et Gallurae, in praefato Sardiniae Regno, ex concessione Sereissimorum Regum, praedecessorum nostrorum, administratum fuit laudabili continuatione ducentorum annorum curriculo per majores tui nobilis, et dilecti nostri Don Didaci de Aragall; novissimus quorum Don Jacobus genitor tuus et viris magnavit, relicto te, licet in puerili etate constituto, nobis tamen pollicentibus, cum adeptus fueris perfectam, vestigia eorum nedum sectaluro, verum etiam majora in dies de Regio diademate promerituro: Optantes propterea, dum parvitas annorum tuorum, provisionem cum exercicio numeris praedicti in tui favorem impedit, testimonium gratitudinis, et pignus voluntatis nostrae ostendere, decrevimus privilegium huiusmodi, prout infra, expediri mandare; atque ideo tenore praesentis de nostra certa scientia, Regiae auctoritate, deliberate et consulto, praedictum munus Gubernatoris, seu Reformatoris in Capite Calaris, et Gallurae, quoties vacare contigerit, per cessum vel decessum Don Joannis Zapata (hodierna die de praedicto Gubernatoris officio provisi nostro opportuno privilegio, debitis Cancellariae solemnitatibus expedito) tibi dicto Don Didaco de Aragall, ad meram et liberam voluntatem nostram concedimus, et commendamus, intellecto tamen, et declarato, quodsi evenerit memoratum officium Gubernatoris vacare, ut praefertur, anequam tu ipse Don Didacus aetatem et sufficientiam adeptus fueris, ad illud exercendum, et administrandum ac cognitionem nostram, seu nostri S. S. R. Aragonum concilii, eo in casu dictum Gubernatoris munus administrari debeat per personam idoneam, et sufficientem, approbatam tamen simili modo. Ita quod tu dictus Don Didacus de Aragall tempore, et forma praemissis Gubernator et Reformatore dicti Capituli Calaris et Gallurae, ipsiunque officium teneas, regas, et administres fideliter, atque bene, praesisque, et praefertaris tunc, ut Gubernator, et Reformatore praedictus, omnibus, et singulis Marchionibus, Comitibus, Vice Comitibus, Baronibus, Militibus, et generosis personis, Civitatibus quoque, terris, universitatibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, caeterisque universis et singulis Officialibus, et personis, tam majoribus, quam minoribus dicti Capituli Calaris, et Gallurae, in quos, et alios subditos nostros, et etiam externos, et alienos ibidem existentes, et moram trahentes, praesentes pariter, et futuros exerceas jurisdictionem omnimodam civilem, et criminalem, supremam et infamam, merum, ac mixtum imperium, cum omni gladii potestate: quoscumque delinquentes, et culpabiles castigando, et debitis poenis affliciendo, juxta delictorum, et excessuum qualitatem, nec minus si tibi videbitur, de, et super criminibus, excessibus, et delictis quibuscumque, etiam si mortis et ultimi supplicii sententia pueniendi sint (casibus tamen Regiae dignitati reservatis, exceptis), remittendo, perdando, componendo, transigendo, et paciscendo, ac poenas civiles, et criminales, pro pecuniis (debito et assueti ordine servato) remittendo, et demum, ac generaliter omnia alia, et singula faciendo, et libere exercendo, quae ad praedicta, et circa ea, et ex illis dependentia, et emergentia, necessaria fuerint, utilia, et quomodolibet opportuna, et prout, et quemadmodum dictus D. Jacobus de Aragall, et alii in eodem officio praedecessores tui melius,

et plenius facere, et exercere, consueverunt, potuerunt, et debuerunt, dictisque Don Joannes Capata exercere potest, et debet, habebatque percipiat, et consequamini vestrique usus, et utilitatibus applicatis: eveniente casu desuper mentionato, vocationis officii scilicet, tu, et persona, quae tua minore aetate durante, dictum officium administrare debet, ut praefertur, salarium annuum dicto officio debitum, et alia jura, lucra, obventiones, et emolumentum ad dictum munus pertinentia, et spectantia gaudeatis: insuper, et utamini omnibus, et singulis gratiis, prerogativis, et immunitatibus, superioritatibus, libertatibus, et honoribus ad dictum officium pertinentibus, et spectantibus; subjectionibus quoque oneribus ipsi officio incumbentibus, quibus in eodem praedecessores gaudere, uti, et frui, ac subijcere consueverunt, potuerunt, et debuerunt usquequaque. Veram antequam regimini, et exercitio dicti vos immisceatis officii respectivi jurare teneamini in posse illius, ad quem spectet, vos bene fideliter, et diligenter in eodem officio habituros, et alia facturos, ad quae juxta privilegia, capitula, et actus curiarum Regni praedicti Sardiniae, et alias teneamini, et adstricti sitis. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerondae, Ducique Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro carissimo, ac post felices, et longaevis diis nostris in omnibus Regnis, et dominiis nostris (Deo propitio) immediato heredi, et legitimo successori, intentum apertentes nostram, sub paternae benedictionis obtentu, dicimus, eumque rogamus, illustri vero, nobilibus, magnificis dilectisque Consiliariis, Locumtenenti, et Capitaneo generali nostro in praefato Regno Sardiniae Praesidenti, seu dictum officium regenti, Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judicibus curiae, Advocatis, et Procuratoribus fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatori quoque, seu Reformatori in Capite Sassari, et Logudorii, Magistro rationali, Regio Procuratori, ac Regenti nostram generalem Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicario, Subvicario nostrae civitatis Calaris, et aliis Vicariis et Subvicariis, Potestatibus, Alguazirilis, et Portariis, conciliis quoque, et universitatibus dicti Capituli Calaris, et Gallurae, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis et constituendis praecipimus, et jubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille nostris Regiis inferendum Erariis, quod tu dictum Don Didacum Aragall, vacante dicto officio, ut praefertur, et minori aetate tua durante, personam nominandam et approbandam, prout supra est expressum respective, nostra mera et libera voluntate durante, pro Gubernatore et Reformatore in Capite Calaris, et Gallurae habeant, teneant, reputent, honorificent, atque tractent et ad quos spectet in suum superiorem habeant, teneant, et reverentur, vestrisque jussionibus obtemperent, pareant, et attendant, vobisque assistant consilio, et favore; vosque respective in possessionem dicti officii ponant et immittant, positosque, et immissos manteneant, et defendant contra cunctos, dictus vero noster Regens Thesaurariam praefati Regni Sardiniae, qui nunc est, et pro tempore fuerit, salarium annuum dicti officii, seu illius justum, et verum valorem solvat, et satisfaciatur vobis, seu vestro legitimo Procuratori singulis

annis per tres aequales solutiones, solvendo quamlibet eorum unoquoque quadrimestri, et in qualibet solutione recuperabit apocam, seu apochas de soluto, et satisfacto, in quarum prima tenor hujusmodi omnimode inferatur; in reliquis vero tantummodo fiat illius mentio specialis, sui rationem tempore producendas. Nos vero jubemus Magistro rationali curiae nostrae in praefato Regno Sardiniae, qui nunc est, et pro tempore fuerit, quod solutiones praedictas factas, seu faciendas, virtute praesentis privilegii, illius tenorem ad unguem servato, in suis recipiat compatis libere, et admittat ad solam restitutionem praemissorum, dubio, difficultate, et aliis cessantibus, quibuscumque; reliqui vere de aliis salariis, juribus, lucris, et emolumentis praedictis vobis integro respondeant respective, et faciant per quos decet plenarie responderi, cauti secus agere, ferre permittit ratione aliqua, sive causa, si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero officiales, et subditi nostri praedicti praeter iram, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, Nostro Regio communi Sigillo pendente muniam.

Datum in opido nostro Madriti, die decima mensis maji, anno a nativitate Domini millesimo, sexcentesimo, decimotertio, Regnorumque nostrorum decimosexto.

Yo el Rey.

V. Roig. Vicecancellarius. V. D. Matth. de Guardiola Regens, et pro Regente Thesauraria generali. V. D. Philipp. Tallada Regens. V. D. Fontanet Reg. V. Matth. Boclin Regens. V. Perez Manriquez Reg. V. Aug. Villanueva Conserv. generalis.

Dominus Rex mandavit mihi Io. Laurentio de Villanueva, visa per Roig Vicecanc. Guardiole Regentem Cancellariam, et pro Regente Thesauraria generali Tallada, Fontanet, Boclin, et Manriquez, etiam Regentes Cancellariam, et Augustinum Villanueva conservatorem generalem.

XI*.

Lettera del sacerdote Giovanni Collaga all'Arcivescovo Turitano (di Sassari) Don Gavino Manca Cedrelles, relativa all'antica Chiesa dedicata a S. MARTINO vescovo, ed ora intitolata a S. QUINICO, nell'Agro Sassarese.

(1614. — 45 maggio).

Dall'Apografo (esemplato sull'Autografo) posseduto dall'Autore del presente Conco.

Quanto yo puedo responder en consiencia a S. Señoria Reverendissima en orden a esta Iglesia de S. Quinico ⁽¹⁾ es, que ballandome moçuelo de bocho años, me tomò por su servicio el Licenciado Quirigo de la Bronda, y

(1) La possedeva anticamente con la Villa annessa il Seminario Tridentino di Sassari, dal quale passò per vendita in proprietà privata.

me enseñò a leer, y escribir, y me bise ordenar, y dezir missa en esta Iglesia, que entouces era dedicada a S. MARTIN Ousiro ⁽¹⁾, y dicho de la Bronda la dedicò a S. QUIRIGO, haviendo rastreado de la fachada de la Iglesia las armas que estavan desde quando era Monasterio de Monyes, que posehian este Palacio, herencias, y muchos bienes de la Villa destruida de la AQUA-CLARA ⁽²⁾, que por la influencia pessima del lugar se anduvieron a Tierra-firma, y dejaron todo a dicha Villa. Esto todo me lo disia dicho de la Bronda, que quando murió me dejó esta Iglesia, que no es patronato, ni prebenda: me dejó sus alajas, y el palacio, jardin de arboles de fructal, tres pares de lienços, ropas de cosina, varios quadros, y uno de los quales de madera, que representa la madre y hijo S. QUIRIGO, hecho a la *antiquedad y Mosaico*, con el Tirano, que sacò las çeas a SAN QUIRIGO, niño de pocos meses, y lo embio a V. S. R.^{ma}, si lo quiere, con esta llevador: hay dos calices, uno de *cobre*, y el pié de *madera, muy hermoso*, y otro de *alquimia*: me dejó 200 ll para la missa diaria; y los vezinos vienen a boir la missa los dias feriales: yo no estoi obligado a pagar nada, ni a la Cathedral de Sasser, ni a otra cosa: havia huertas de regadio; mas una viña, y la isla. Le embio un TURRIOL de *piedra preciosa*, porque yo no lo trato mas; y le embio mas un ORZENSORIO hecho de *chicas piedras preciosas*, en forma de lo que lleva SANTA CLARA, para que se lo regale; y la suplico que me lleve de esta secatura de escrirmie ⁽³⁾, porque no puedo bir a S. Gavino ⁽⁴⁾. Mas me secan los vezinos, que se toman todos los frutos a hurtadura, en manera tal, que yo planto, y ellos comen todo. Hago una vida miserable, y no puedo bibir, y me haga la caridad de despachar el muchacho que embio, porque he está en la hera, y los ladros me quitan todo. Mas me olvidava de desir, que en el palacio he ballado escondido, embuelto en un rincon fabricado, dias y nueve ll; y me diga si quiere que las celebre en missas, o si quiere me haga una solana, y una capa, que no tengo, y una assada por recrearme en la Isola.

De Sacer y mayo 45 de mdcxv.

B. L. M. de M.
Juan Callaga.

(1) Non della Chiesa ma della Valle di S. MARTINO fa menzione il FARA, scrivendo che i Romani avevano ornato l'antica città (colonia militare) di TORRES d'una pubblica fontana, *quae ex aquis claris Vallis S. MARTINI prope SASSARIUM, insigni duodecim militum paruum aquaeductu, opere arcuato affabre elaborato, cujus reliquiae adhuc videntur, deducuntur* (Corograph. Sardiniae, Lib. II, pag. 55).

(2) Ved. la nota precedente.

(3) È ammirabile la semplicità con cui questo buon sacerdote scrive al suo vescovo, di non infastidirlo più con le sue lettere.

(4) La lettera adunque fu diretta a S. GAVINO di TORRES, dove allora trovavasi l'arcivescovo TURRIANO.

XIII*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione dello STAMENTO MILITARE, determina l'età che ciascun membro di detto STAMENTO debbe aver compiuto, per poter votare e sostenere ufficio nelle CORTI o PARLAMENTO generale di Sardegna.

(1614).

Dagli Atti originali del Parlamento celebrato sotto la presidenza del viceré Duca di Gandia. Archiv. ant. del Patrim. R.^o di Sardegna.

Illustriss. y Excellentiss. Señor Llocinent, y Capitá general, y President en lo Real General Parlament.

Lo ESTAMENT MILITAR supplica a V. Exc.^a, que per quant fins al present no se ha tengut regla, ni forma certa sobre la hedat que han de tenir las personas militares per ser habilitats, y admeses a votar en dit STAMENT, per hont ne ha succehit entre los *Habilitadors* del present Real general PARLAMENT algunes difficultats en dret, y se son aderit a la hedat de *sette anys*, que es a la que mes se es acostumat, que perço per evitar inconvenients se servessa V. Exc.^a estatuyr, determinar, y fer lley universal, y certa per los devenidors, especificant la hedat que mes apparira convenir, y ser expedient, axi per entrar, y votar en dit STAMENT, com per tener officis en los dits PARLAMENTS.

Obl. per Don Antiochum Barbarà
Sindicum Illustris Stamenti Militaris.

Decr.

Que tenint *devuyt anys* complits sian admesos para poder votar en lo MILITAR; y y habent complits *vint y quatre anys* pogan esser admesos en officis en dits PARLAMENTS.

Ferdinandus Sabaler Notarius, et Secretarius pro haerede Serra.

Està be decretat per lo Virrey, ab que la hedat dels que suran de votar en lo ESTAMENT aja de esser de *vint anys* complits.

Roig Vicecancellarius.

XIII*.

CAPITOLO DI CORTE, proposto nel PARLAMENTO celebrato sotto la presidenza del viceré Duca di Gandia, e modificato con sanzione sovrana di Don Filippo III re di Spagna e di Aragona, con cui fu stabilito che nessun procuratore dei membri assenti dalle CORTI potesse avere più di tre voti nelle deliberazioni, oltre il proprio.

(1614).

Dagli Atti originali di detto PARLAMENTO, cap. xix, fol. 354. Antico Archiv. Patrim. Reg. di Sardegna.

Item por quant en lo cap 24 del PARLAMENT celebrat per lo illustrissim Señor Don Joan Coloma ⁽¹⁾ se ha

(1) Questo PARLAMENTO fu celebrato nel 1575 sotto il regno di Filippo II.

estatui, y ordenat, que ningu dels Estaments puga tenir en PARLAMENT, y CORTS, mes de tres fins en quatre cots, en virtut de les procuras, vel alias, lo que, segons la experiencia ha demostrat, ha redonat, y redunda en notable dan y perjudici dels absents, que per la notoria incomoditat, y gastos no poden acudir tots personalment, y assistir tot lo temps de dit PARLAMENT, ne acudirne tant, que pogan ocupar tots vols, y axi molts poden dexar de acudir al servei de Sa Magestat, y à suplicar lo be y profit del Regne; que perço suplica dit ESTAMENT, que puix son convocats, y citats los *Cavallers* per ells, o sos procuradors, se servessa V. Excellencia ampliar dit capitol, que qualsevol *Cavaller* puga tenir tots los vols, y procses les seran dades, y encomendades, com abons de la susdicta decretacio se ha acostumat per mes servici de Sa Magestat.

Que axi com per capitol de Cort podian los *Militars* (nobils, cavalleri) tenir quatre vols, compres lo propi, en el votar, axi en PARLAMENTS, com en altres juntes del dit ESTAMENT, atessa la incomoditat que molts de dits *Militars* tenen moltes voltes; axi de poder acudir en convocacions de PARLAMENTS, com també en altres congregacions, y juntes del ESTAMENT, les concedeix sa Excelencia, que cada *Militar* puga tenir de assi avant set vols, ço es sis per altres *Militars*, y lo vot propi, que son set.

Plau a Sa Magestat, ques guarde lo disposat en lo PARLAMENT celebrat por Don Joan Coloma, en lo *Capitol* mencionat en la peticio, y decretacio, ço es que ningu puga tenir mes de quatre cots en los PARLAMENTS, y altres juntes, compres lo seu.

Roig Vicecancellari.

XIV*.

CAPITOLO DI' CORTE votato nel PARLAMENTO SARDO, in virtù del quale era stabilito che i Nobili, i quali non potessero intervenire personalmente alle CORTI, avessero facoltà di farsi rappresentare nello STAMENTO MILITARE da un procuratore speciale, che in loro nome prendesse parte alle discussioni, e avesse il diritto del voto nelle deliberazioni.

(1614).

Dagli Atti originali del Parlamento celebrato in Sardegna, regnando Filippo III re di Spagna e di Aragona, sotto la presidenza del vicere Duce di Gandia, cap. III, fol. 491. Ant. Archiv. Patrim. di Sardegna.

Item suplica dit Stament se servessa V. Excell.* provehir, y decretar, que quant lo Lloctinent General fora de Corts y Parlament per algun negoci vulla ajuntar y congregar tots los *Militars*, y per consegut tot lo STAMENT, que pogan los del CAP absent comparexer mediant sos Procurador, o Procuradors ellegits, que per ells voten, y determinen; y que axi bien pogan los de cada CAP (*) fer llur Sindich per qualsevol negosi se lis offeriran,

(1) De cada CAP: cioè di ciascun CAPO, ossia dei due grandi speriamenti di CAGLIARI (meridionale), e di SASSARI (setentrionale), nei quali l'isola era divisa, e si chiamavano CAPI, perchè le città di CAGLIARI e di SASSARI sono situate, come a capo, nelle due opposte estremità longitudinali dell'isola medesima.

tant en lo present Regne, com fora; que a llur nom, y à sus gastos tant solament los tracte y procure, com fins assi se ha acostumat, sens que en ells entrevegan, ni contribuecan los del altre CAP.

Plau a sa Magestat, que hajuntantes lo STAMENT MILITAR per orde del Virrey, y en son cas del President de dit Regne, los absents pogan comparejer per Procuradors.

Roig Vicecancellarius.

XV*.

CAPITOLO DI CORTE proposto dal PARLAMENTO SARDO, e approvato dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, col quale fu stabilito che nessuno il quale non fosse Cavaliere (nobile), né in persona propria, né come procuratore di Cavalieri assenti, potesse far parte ed essere membro dello STAMENTO MILITARE; fatta però eccezione dei procuratori lasciati dai Magnati Sardi, che vivevano in Spagna, a governare i loro stati e feudi in Sardegna, i quali anche non essendo Cavalieri potessero intervenire.

(1614).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicere Don Carlo Borgia Duca di Gandia, cap. IV, fol. 407. Ant. Archiv. Patrim. Regio.

Item per quant es de dret, que en lo STAMENT MILITAR no poden entrar persones que no sian *Cavallers*, y señors de vassalls ausents de que embien llurs procuras à personas que non son *Militars*, se suplica à V. Exc.* mane decretar, que no se pogan fer dils poders per entrar en lo STAMENT MILITAR, si no a *Cavallers*; si ja no fos, que de alguns MAGNATS del present Regne, que viven en Espafia, que per no poder ells ser en lo present Regne, tenen llurs Governardos en sos stats, que en tal cas tal Governador general del stat del tal Señor ausent, ancora que no sia *Cavaller*, pnga entrar en lo STAMENT; et licet etc.

Altissimus

Franciscus Adcoeni Advocatus
STAMENTI MILITARI.

Ques fassa com se suplica.

Sabaler Notarius.

Esta be decretat per lo Virrey.

Roig Vicecancellarius.

XVI*.

Due CAPITOLI DI CORTE discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicere Duca di Gandia, e relativa risoluzione sovrana, con cui fu stabilito che le deliberazioni prese fuori del Parlamento dai membri dello Stamento Militare, congregati separatamente nel Caro di Cagliari o in quello di Sassari, non potessero obbligare i non intervenienti, e non potessero essere mandate a esecuzione come deliberazioni di tutto lo STAMENTO.

(1614).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xcviii a ci, fol. 41 e 42.

I. Primo, per quant apres de la conclusio de les Cortes, y Parliament, se solen offerir negocis, y coses tocants à interres particular dels Magnats, Barons, y Militars, per los quals aquells se han acostumat, y solen juntar, y congregare collegialment, goes los del present Cap en esta Ciutat de Caller, y los del altre Cap en la de Sasser, sens diferencia alguna, y en cada qual se determina lo millor, y mes expedient, per ser, com es, dividit lo Regne en dits dos Cars. Per evitar empero difficultats, que poden succehir en lo tractarse quant se ofresca alguna *greuge*, ò negoci tocant à tots los Militars del Regne, ò al be, y utilitat publica de aquell; Supplica dit Estament mane V. E. provehir, y ab *Acte de Cort* decretar, que los del Cap, en lo qual se offerira lo tal cas, que tinga menester de reparo, se hajan y degan congregat, y juntar en lo susdit lloch, y forma fins vuy acostumada, y ne agian de escrivre, y dar raho als Magnats, Barons, y Militars del altre Cap, ab proposicio del cas, y resolucio, y numero dels vots, perques juten collegialment, y resolan lo que millor lis apparà que convinga, y ne fassan resposta ab lo numero dels vots que concurreran en ella, perque puguin los Militars del Cap, que hanran feta la consulta executar la resolucio, que resta presa, y acordada al numero de majors vots de hu, y altre Cap, a gastos de tots; y sepe ser avisals de la susdita forma, presa resolucio Jos de un Cap, no puguin determinar en nom de tot lo Estament del Regne, ni fer contribuir en gastos de espeses, ni alias als Militars, y vassals del altre Cap.

Plan à Sa Magestat, que ajuntapte lo Estament Militar del Regne fora de Parlament, per los casos, y en lo lloch, y forma, que per Capítols de Cort, y privilegis li es permes, sent negoci tocant al interres de tots los de dit Estament, hajan de ser cridats, y convocats tots los Militars del dit Regne, residents en ell, y de altra manera no sia causat perjudici en lo que se resolrà als que no seran estats cridats, ò convocats.

Roig Vicecancellarius.

II. Item, supplica dit Stament se serveca V. E. provehir, y decretar, que qualsevol determinacio que se hagia de prenda en qualsevol ajuntament dels dits dos Cars, ò Braços, se hagia, y dega de actuar en nom de aquell, y los que per ell escriuran, y se fermanan, lo hagian en dit nom, y nos puga, ni dega en nom de tot lo Stament Militar del Regne, que comprenen à tots los de dits dos Cars, si ja no fos per negoci per tots dos resolt, y conclut.

No te lloch lo supplicat.

Roig Vicecancellarius.

XVII*.

Diploma di Filippo III re di Spagna, col quale sono approvati i Capitoli di Corte discussi e votati dal Parlamento Sardo, riunito in Cagliari per ordine sovrano

nel 1614 dal viceré Don Carlo di Borgia, Duca di Gandia e conte di Oliva.

(1615. — 2 maggio).

Dall'antico Archivio del Reale Patrimonio di Sardegna, Cod. Cart. G. 1.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galiitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtae, Giennis, Algarbii, Algeirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Insularum Indiarum et Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae et Mediolani, Comes Barchinonae, Flandriae et Tirolis, Dominus Viscaiae et Molinae, Dux Athenarum et Neopatriae, Comes Rossionis et Ceritaniae, Marchio Oritani et Gociani. — Cum anno proxime praeterito pro bono statu, ac recta justitiae administratione statumini generale Parlamentum in praefato nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustri Consanguineo Don Carolo a Borgia Duci de Gandia, et Comiti de Oliva, Locumtenenti, et Capiteo Generali nostro in eodem Regno fuit a nobis demandatum; qui ipse vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, Parlamentum ipsum indixit in nostra civitate, et Castro Calaris, ibidemque inivit, et consumavit; in quo dum varia negotia statum Regni praefati, incolumitatem, et tranquillitatem concernentia tractarentur (ut ex actis in processu ipsius Parlamenti ad nos in authentica forma transmissis videmus apparere), inter caetera per STAMENTUM MILITARE Regni praedicti, fuerunt oblatae coram dicto nostro Locumtenenti Generali nonnullae supplicationes, et capitula, quae nobilis et dilectus noster D. Franciscus Scano de Castelvi, Sindicus praefati Stamenti Militaris ad nos destinatus cum publico Sindicatus instrumento, de quo nobis constitit in authentica forma coram Majestate nostra, et in nostro S. R. Aragonum Consilio exhibitio, una cum responsionibus in calce cujuslibet supplicationis, et capituli per eundem Locumtenentem Generalem vice nostra Regia factis et adjectis; fueritque per ipsam nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de nostra solita benignitate dignaremur; nos prospectis innata fidelitate, et servitio per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque praestituros speramus, supplicationibus, capitulis, ac decretationibus ipsis (per nos in dicto nostro S. R. Aragonum Consilio visis, recognitis, et examinatis) tandem responderi mandavimus, prout in calce uniuscujusque capituli appositum est, seu decretum. Quarum quidem petitionum, capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis (1)

(1) Seguono li centotré capitoli discussi e votati nel Parlamento, che dal Sindaco dello Stamento militare furono presentati alla sanzione sovrana.

Di questi capitoli però, soli novantanove furono approvati, e gli altri dodici o negati, o sospesi.

Quae quidem *capitula* praeinserta, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositae, laudantes, et approbantes, illa, et in eis contenta, et expressa tribus STRAMENTIS dicti Regni Sardiniae, tenore huiusmodi, de nostra certa scientia, deliberate, et consulto, dicti nostri S. S. R. Consilii deliberatione praenente, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, nostraque huiusmodi concessionis consensu, et eligationis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Philippo Principi Asturiarum, et Gerundae, Duci Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito nostro charissimo, ac post felices, et longaevo dies nostros, in omnibus regnis, et dominiis nostris, Deo propitio, immediato haeredit, et legitimo successoris nostro, intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus; Spectabili vero, Nobilibus, Magnificis, et dilectis Consiliariis; Locumtenenti et Capitano Generali in praefato nostro Sardiniae Regno, Praesidenti, seu dictum officium Regenti, Regenti Cancellarium, Iudici Curiae, Advocato fiscali, ac Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Gubernatoribus queque, seu Reformatoribus in Capitibus Callariae, Gallurae, et Logudorii, Magistro Rationali, Regio Procuratori, Alguaziliris etiam, Potestatibus, et Portariis, caeterisque aliis Officialibus, et subditis nostris in dicto Regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et iubemus, ad incursum nostrae Regiae indignationis, et irae, paenaeque florenorum auri Aragonum decem mille nostris Regis inferendum aerariis, ut *capitula* praeinserta, et unumquodque eorum, iuxta decretationum, et responsionum seriem, et tenorem in fine ipsorum positarum, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos dect faciant, cauti secus agere, fierique permittere, aliqua ratione, sive causa; si dictus Serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri, praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti PARLAMENTI inseri, sigilloque nostro Regio pendente communiri iussimus. Datum in domo nostra de Aranjuez, die secunda mensis maji, anno a Nativitate Domini millesimo, sexcentesimo decimo quinto; regnorumque nostrorum decimoctavo.

YO EL REY.

V. Roig. Vicecan. V. D. Philip. Tallada Regens.
V. Comes Thesaur. Gener. V. Martinez Boclin Regens.
V. D. Salazar Fontanet Reg. V. Augusto Villanueva Conserv. Gener.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Laurentio de Villanueva; visa per Roig. Vicecancell., Comitem Gener. Thesaur., Tallada, Fontanet, et Martinez Regentes Cancellariam, et Villanueva Conservatorem Generalem.

In Sardiniae xv. fol. 84.

Capitulos decretados del Parlamento, que en Cerdeña ha celebrado el Duca de Gandia, sacados a supplicacion del Estamento Militar.

XVIII*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III ordina al viceré di Sardegna Don Carlo Borgia Duca di Gandia che non permetta, senza il previo assenso regio, la riunione dei Militari (Nobili) del Capo di Cagliari in forma di STAMENTO, fuori dei casi permessi dai Capitoli di Corte votati nei precedenti PARLAMENTI; nei quali casi ancora le risoluzioni che vi si prendessero non fossero obbligatorie pei militari del Capo di Sassari, secondo il disposto degli stessi Capitoli.

(1616. — 17 ottobre).

Dagli Archivi dell'antico Regio Patrimonio di Sardegna.

Illustre Duque primo (cioè cugino), mi Logartiente, y Capitan General. — Recibieron las cartas, que vos, y los dessa Real Audiencia me escrivistes en nueve de Mayo, y dos de Agosto deste año sobre la convocacion, y junta, que los Militares desse Cavo de Caller quisieron hazer sin intervencion de los de Sasser, pareciendo ser contra lo dispuesto por los *Capitulos de Corte*, y PARLAMENTOS desse Reyno. Sobre lo que se ha resuelto, que siempre que los Militares desse Reyno, que se hallaren presentes en la Ciudad de Caller, se quisieren juntar para los casos, y en la forma que se dispone por los *Capitulos de Corte*, y privilegios à ellos concedidos, no se lo impidais, aunque no hagen llamados los Militares, que entonces se hallaren en el Cavo de Sasser; ò en otro qualquier lugar fora de Caller, pues à mas de averse guardado desta manera hasta aqui, se ha prohibido bastantemente lo que conbenia, y era justo, en favor de los ausentes no llamados, à los quales, conforme la decretacion hecha en el PARLAMENTO, que eu mi nombre haveis celebrado à los desse Reyno, no pueden hazer perjuzio, ni gravar en *repartimientos*, ni cosas tocantes à su hazienda, los que en nombre de ESTAMENTO MILITAR se hayan juntado en Caller. — Y pues dezis, que la raçon que os movio para impedir, que no se juntassen los Militares en essa ocasion, ha sido querer ellos juntarse en casos, y por cosas no permitidas por dichos *Capitulos de Corte*, y privilegios, fuera mas acertado havermelas declarado, y expresado, y holgare entendierlas; advirtiendo os, que siempre que os pareciere, que sus juntas fueren en casos no permitidos, será bien suspenderlas, con parecer de los dessa Audiencia, dandome empero luego aviso de las causas que os movieren à ello, tan clara, y distinctamente, que yo pueda disponer, y avisaros de lo que mas conbiene a mi servicio. Dat. en Madrid à 17 de octubre del año 1616.

YO EL REY.

V. Roig Vicecancellarius. V. Martinus Boclin Regens.
V. Comes Generalis Thesaur. V. Sentis Regens.
V. Don Salvator Fontanet Regens.
V. Perez Manrique Regens.

Villanueva Secretarius.

XIX*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo III scrive al Duca di Gandia viceré di Sardegna sulla materia delle riunioni parziali dello STAMENTO MILITARE sia in Cagliari che in Sassari, ricorda le deliberazioni parlamentari e le risoluzioni regie a tal riguardo, e ne inculca la esatta osservanza.

(1647. — 17 giugno).

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

Illustre Duque *primo* (cugino), mi Lugariniente, y Capitan General. — Aunque en dos de Mayo 1646, y diez y ocho ⁽¹⁾ de octubre de mil seysientos, y dies y seis os tengo escrito en la conformidad, que aveis visto, lo que aqui pareció ordenaros en las materias de las juntas de los *Militares* desse Reyno, todavia porque el Conde de Culler en nombre de los *Militares* del Cayo de Caller me ha hecho instancia diversas vezes, para que se le diese copia de lo decretado en esta ragon, he sido servido mandar, que se le despache la presente con la sustancia de lo que á su parte toca en los despachos arriba calendados; y assi encareando primeramente a vos, y los que os succediesen en esse cargo, que guardéis en todo, y por todo lo que en las dichas cartas de dos de Mayo 1645, y diez y ocho de Octubre 1646, os tengo escrito; pues las habeis recebido, y habeis visto sú tenor, en esta parecio deziros de nuevo, que en las dichas cartas os está ordenado, que los del Cayo de Sacer no se han de juntar en forma de ESTAMENTO MILITAR, por ser este solo nn cuerpo, y no poderse dividir en dos CABOS, y tanto mas estando dada forma por *Capitulos de Corte* de los casos, y en el lugar, y manera que se pueden juntar los del ESTAMENTO MILITAR desse Reyno; como tambien aveis de proibir á los *Militares* desse Cayo de Caller, que no se puedan juntar para diferentes casos de lo que les es permitido, conforme á los dichos *Capitulos y Actos de Corte*, ni en diferente forma de lo que disponen. Pero siempre que los *Militares* desso Reyno, que se hallaren presentes en la Ciudad de Caller, se quisieren juntar para los casos, y en la forma, que se dispone en los *Capitulos de Corte*, y Privilegio á ellos concedidos, no se lo impediéys, aunque no hayan llamado á los *Militares*, que entonces se hallaren en el Cayo de Sasser, ó en otro qualquier lugar fuera de Caller, pues á mas de haverse guardado desta manera hasta aqui, se ha proveído bastantemente lo que convenia, y era justo en favor de los ausentes no llamados, á los quales, conforme la decretaçion hecha en el PARLAMENTO que en mi nombre habeys celebrado á los desse Reyno, no pueden hazer perjnyzio, ni gravar en *repartimientos*, ni cosas tocantes á su hazienda, los que en nombre de ESTAMENTO MILITAR se buvieren juntado en Caller. Dat. en Madrid á 17 de Junio 1617.

YO EL REY.

V. Roig Vicocancellarius. V. Don Salvador Fontanet Reg.
V. Comes Thesaurarius Gen. V. Perez Manrique Regens.
V. Sentis Regens. Villanueva Secretarius.

(1) S'indica il giorno dello *spaccio*, giacchè la data vera è del 17 ottobre. V. Doc. prec.

XX*

Relazione dell'arrivo e della fermata nella Città di ALGERO, dal 4 al 5 luglio 1649, del Principe FILIBERTO di Savoia.

(1649. — 4 al 5 luglio).

Dagli Archivi municipali della città di ALGERO.

In Dei nomine. Amen.

Relació de la Vinguda del Señor Princip Philibert.

Dilluns al primer de Juriol 1649 ⁽¹⁾ arribà en lo Port del Comte districte de la Ciutat del Alguer lo Serenissim Señor Princep, fill de Serenissim Señor Duch de Saboya, y Nebot dell'Invictissim Rey Don Phelip Nostre Señor, Gran Prior de Castella, del Orde de S.^a Joan, y Generalissim de la Mar a las tres hores passat mitg jorn ab dessept Galeres, y havento sabat los Consellera de aquella ab un Cayco de dites Galeres, de que Sa Alteza venia en elles, encontinent la dita Cintat fen armar dos fregates, en la una de les quals avia lo Magnífich Don Angel Manca y Deprado Conseller en Cap de dita Ciutat, en companyia de Don Pere Gaya, y de Don Diego Gaya, del Barò de Montilleò Frañico de Roccamarti, de Don Antoni Angel Carcassona, de Juan Melaj Romaguera, y de Antoni Jaume Secretari, y Sindich de dita Ciutat, y en l'altra los Massers, y Criats de aquella, y ab ellos arribaren en dit Port del Comte, y essent a prop de la Galera Real, que anava Sa Alteza, y vehent la Insigna de la Ciutat manà baxar la escala de la popa de ma esquerra; ahont baxi un Gentilhome de la Camara de de Sa Alteza, y dix — *Subon V.^a Mercedes* — y allergant la mà ayudà a pujar al dit Conseller y demes Cavallers. Essent dast de dita Galera encontinent que entrassen lo dit Conseller y Cavallers en la popa ahont era Sa Alteza, al qual le dit Conseller en Cap donà la ben vinguda de part de dita Cintat apres de aver fet les solites reverencies y serimonies, y Sa Alteza responguè a dita embaxiada, que estimava en mucho essa voluntad, y lo agradeció, estant sempre tots descaperussats, y aixibè lo Señor Duque de Turso, y altres Cavallers que estavan ab Sa Alteza, y per molt que senñalà moltes voltes al dit Conseller en Cap que se cubris, aquell no se cubrí sinó que estiguè descaperussat com los demès, y Sa Alteza demanà al dit Conseller en Cap moltes particularitats de la Ciutat, y del estat, en que estava, y si se trobarian provisions per la Armada, y apres de assò estingueren circa de un quart de hora tractant de casa, y altres coses del Regne ab molta afabilitat, y rostro risueño, y dix al dit Barò de Montilleò que folgaria che altre dia se li agues consertat una cassa en dit Port del Comte, y tractades estes coses lo dit Conseller en Cap se dispèdi de Sa Alteza ab tots los demes que lo acompanyavan als quals salutà de hu en hu, anant acompanyantels fins la escala lo dit Señor Duque de Turso, y lo dit Gentilhome, que los ayudà a pujar en Galera.

En lo endemà dimards a dos del mes, dia de la

1) Lunedì primo di luglio, 1649.

visitació de Nostra Señora partiren per dit Port del Comte lo dit Barò de Montilleb, Don Gavi Manca Canongie desta Santa Iglesia ab la Prebenda de Orany, Don Pedro Amat, Don Pedro Gaya, Don Diego Gaya, Joan Melay Romanquerà, lo Doctor Pere Guyo, i molts altres Cavallers, y Ciudadans Cassadors ab molts Gossos, y aparell de Cassa, y essent arribats en dit Port del Comte feren saber a Sa Altesa de com estavan alli los Cassadors per servirlo en la Cassa, que havia manat al dit Barò, y subito baixà ab son Cayco Sa Altesa, y en sa companyia Don Diego Pimentel, lo Señor Duque de Turso, y altres Gentilhomes, y tots baxiaren en terra, excepto lo dit Duque de Turso, y Sa Altesa pugia en un Cavall Alasan que lo dit Barò de Montilleb li tenia aparellat per dit efecte, y volent dit Barò calsar a Sa Altesa los esperons li dix — no los ha menester este cavallo —, y fent les casses de Calallonga, y Timidonis mataren molts mollons y altres Casses, de las quals Sa Altesa mostrà gran content, y apeantse per voler tirar ab escopeta, lo dit Barò lo portà en una posta⁽¹⁾ y giunts los dos estigueren un rato, y no hy haguè ocasió de tirar, y manà al dit Barò que se cubris per lo sol, com lo feu després de haverlohi manat moltes voltes, y estant en dit presto alguns cassadors portaren moltes casses mortes de que se folgà Sa Altesa de veure, y a les hores se tornaren a cavall, y essent en lo embarcador se aparearen, y lo dit Barò li suplicà li fer merced de honorarlo en acceptar lo dit Cavall, y Sa Altesa manà, que axi com estava ensellat, y enfrenat lo embarcassen, lo que se feu despres de ser montat en Galera, y lo dit Barò li feu un present de moltes carns, y carregues de neu.

La dita Ciutat feu servici a Sa Altesa de un present de dos cents mollons, vint y sinch botes de vy y sinquant vaques las quals coses estavan aparellades en lo Portal de la Mar y embarcaren per portarles en las Galeras, los Soldats, y gent de ditas Galeres daren a saco a dit present, y entre ells se repartiren, y perque Sa Altesa sabes lo que la dita Ciutat, trahent forces de sa flaqueza, lo havia desigiat servir ab dit present, trameté a Sa Altesa una embaxiada ab lo Conseller ters Francisco Saba, y ab lo dit Sidpich Antoni Jaume, los quals feren a saber a Sa Altesa les dites coses, y que se servis acceptar, y tenir a be, y perdonant lo atreviment de presentar a Sa Altesa cosa de tant poca consideració per a tant gran Príncip, lo qual respongué, que lo estimava en molt, y que en les occasions lo regonexeria.

Lo digües a 4 de dit, que fonch lo die de dit present, abaxieren les Galeres del Port fins davants les muralles desta Ciutat, y hans que dassen fondo, la Ciutat saludà ab tota la Artilleria dos voltes, y la Real ab altres dos Galeres saludaren la Ciutat ab vint tirs, y estigueren tot aquell die embarcant vitualles, y lo Tercio que estava alojat en esta Ciutat y en la de Sasser.

De la dita Ciutat de Sasser vingué lo Noble Don Enrique de Sena Governador de aquest Cap, y en sa companyia lo Comte de Sedilo, Don Bernardi de Cervellà Germà de dit Comte, y lo Noble Don Joan de Ondrada, Jue de Cort del present Regne, Don Pedro de Molinas, y Don

Hyeroni de Sena Capità ordinari de Sa Magestat, les quals anaren al dit Port del Comte, y daren la ben vinguda a Sa Altesa, y lo dit Comte de Sedilo li fer present de un Cavall, y de molts mollons, vaques, gallines, y vj; atibé lo Rev.^m Señor Don Laurentio Nieto Bisbe del Alguer anà acompanyat de sos Canongies en dit Port del Comte lo dimecres 3 del dit, y donà a Sa Altesa la ben vinguda, y li feu present de carns, mantega, mel, y diverses carns, y lo divendres ans del die Sa Altesa sa parí ab dites Galeres a la volta de Caller, haont havem sabut que arribà ab salut.

Antoni Jaume Secretari.

XXI.

Lettera di Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona a Don Alfonso conte di Eril, vicarè di Sardegna, com la quale gli prescrive la osservanza degli ordini reali già dati dal suo padre Don Filippo IIII riguardo alle riunioni parziali dei Membri dello STAMENTO MILITARE.

(1622. — 20 marzo).

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

Egregio Conde *pariente*, mi Lugartinentie y Capitan General. — Aunque en las cartas, que a dos de Março 1615, y 48 de Octubre 1616, y 17 de Junio 1617 mandó escrivir el Rey mi padre, y Señor, que aya gloria, al Duque de Gandia vuestro predecesor en esse cargo, cuyas copias seran con esta, se dió la forma, que han de guardar los *Militares* en las juntas que tienen en essa Ciudad de Caller, que es ajustandose en todo à lo que disponen los *Capitulos de Corte*, y Cartas Reales que desto tratan, toda vía porque agora por parte de los dichos *Militares* me ha sido presentado el Memorial incluso, en que, como vereys, suplican por la revocacion de una provision hecha à instancia de los *Militares* del Cabo, y Ciudad de Sacer por essa Real Audiencia, à relacion del Doctor Francisco Cortis, contra lo dispuesto en los dichos *Capitulos*, y Cartas sobre la pretension que tienen de juntarse, y formar diferente ESTAMENTO, y junta, se ha visto en mi Consejo, y ha parecido, que lo que conviene es; que en las juntas que los *Militares* hubieren de hazer en essa Ciudad no innoven cosa alguna, antes bien guarden la forma, que hasta agora se ha guardado, teniendola solamente en la manera, casos, y lugar que por los dichos *Capitulos de Corte*, y Cartas Reales esta dispuesto, y acordado, no embergante la provision de la Real Audiencia, y otra qualquier en contrario, prohibiendo vos à los Cavalleros del Cab de Sacer, como ya les está prohibido en las calendadas Cartas, que no se junten en forma de ESTAMENTO pues todos los del Reyno hazen un cuerpo solamente, con que se atajaran las dissensiones entre los de uno, y otro Cabo: y vos pudierades haver escusado de admitir a Don Francisco de Ledda procurador de los *Militares* del dicho Cabo de Sacer, à que, segun dizen, en nombre del ESTAMENTO MILITAR de aquel Cabo entró à parte separado del BRAÇO MILITAR de todo esse Reyno, à daros el

(1) *Posta*: Sito in cui sogliono passare i cinghiali.

pesame por la muerte del Rey mi padre, y Senor, que haya gloria, para no hazer exemplar dello, y así será bien que andéis muy advertido de qui adelante, de no permitir semejantes novedades, para asegurar mas en todo tiempo la quietud, y conformidad entre ellos, que esto es justo, y lo que combiene a mi servicio. Dat en Madrid a 20 de Março 1622.

YO EL REY.

V. Roig Vicecancellarius. V. Don Salvador Fontanet Reg.
V. Comes Thesaur. Gen. V. Villar Regens.
V. Perez Manrique Regens. V. Salvador de Valseca Reg.

Nicolas Mensa Secretarius.

XIII*.

Pranmatica del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale si danno alcuni provvedimenti per riparare al disordine in cui era caduta l'amministrazione del danaro pubblico in Sardegna, e per facilitare agli agricoltori dell'isola la vendita e la esportazione del frumento.

(1622. — 11 luglio).

Antich. Archiv. del Razionale e del Patrimonio Regio di Sardegna.

Nos Don Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem etc., de Cerdeña, de Cordova, de Cornega etc., Marques de Oristan, y Conde de Goceano etc.

Aunque los Serenissimos Reyes Nuestrs Predecessores, de gloriosa memoria, con sus Reales Pragmaticas, y Ordenes, assi generales, como particulares, prevenieron, conforme la occurrencia de los tiempos, quanto parecio necesario para la conservacion y aumento de Nuestro Real Patrimonio, beneficio comun y particular del dicho Reyno de Cerdeña, toda via la experiencia ha mostrado y muestra, que conviene anadir a ellas, para que cessen los fraudes, daños, y menoscabo que padece nuestra Real hacienda, assi por esto, como por no averse observado su disposicion, y executadose lo dispuesto en ellas, por nuestros Lugartenientes, y Capitanes Generales, Presidentes, y Gobernadores, y demas Ministros, y Oficiales, a quien toca, con el cuidado que convenia; y assi han crecido en tanto grado, que aviendo disposicion en aquel Reyno por el acrecentamiento del Real Patrimonio, está el día de oy tan menoscabado, como se sabe. Desseando proveer quanto sea posible de remedio necesario, para conseguir los fines por que se hazen las Pragmaticas, y Estatutos, procediendo primero maturo acuerdo, y deliberacion de nuestro Sacro Supremo Real Consejo, que cabe nos reside, avemos mandado ordenar, y estatuir la Pragmatica sancion del tenor siguiente.

Primeramente ordenamos, que de aqui adelante el Procurador Real, el Maestro Racional, y Regente la Real Tesoreria del dicho Reyno, a cuyo cargo está el tener las tres llaves de la Real Arca, ni ninguno dellas, por ningun título, causa, ni razon, puedan del dinero que huviere entrado, ò entrare en ellas, bistraer cantidad alguna à Ministro ò Oficial nuestro de los que ora son, y por tiempo fueren, aunque sea nuestro Lugarteniente, y Capitan general, por lo que tuvieren consignado, y situado de sus salarios, rentas, y ayudas de costa, ep dicha Tesoreria, ò Arca de tres llaves; so pena, que si se hiziere el contrario, ayan de restituirlo, y a mas desto pagar el *quatrolanto* a nuestra Regia Corte, por todas las vezes que lo huvieren adelantado.

Item, por quanto, estando, como está establecido, desde que se fundo la dicha Real Arca de tres llaves, que las tengan los dichos Procurador Real, Maestro Racional, y Regente la Tesoreria, y que si no fuere con intervencion de los tres juntos, no se pueda poner en ella, sacar, ni pagar cantidad alguna; y se ha entendido, que no se guarda, ni entra el dinero efectivo, sino papeles; para prevenir los daños que desto se siguen, que son muy grandes, estatuyamos, ordenamos, y mandamos, que de aqui adelante ayan de tener, y tengan cada uno de los dichos Procurador Real, Maestro Racional, y Regente la Tesoreria su llave, y hallarse presentes, aci en recibir, como en pagar, procurando que se cobre en dinero efectivo, y no en papeles, mandatos, libranças, ni otros recaudos; so pena que qualesquier pagas, y cobranças que de otra manera se hizieren sean nulas, y el Tesorero incurra en pena del *quatrolanto*, a mas de las penas que por Pragmaticas estuviere impuestas, y en la misura qualquier dellas, si, puesto el dinero en la dicha Arca, se sacare sin intervencion de todos tres, excepto en caso de enfermedad, ò de ausencia, porque entonces puede fiar el que dellas estuviere ansesto. ò impedido su llave al Teniente en su Oficio, ò a quien en su lugar lo serviere, à riesgo suyo. Pero jamas ha de haver en poder de ninguno de los dichos Procurador Real, Maestro Racional, y Regente la Tesoreria, dos de las dichas llaves juntas. Y si lo contrario hizieren, incurran en pena de suspension de paga de sus salarios, los quales no se les puedan pagar de alli adelante, sin orden particular Nuestro.

Item, por quanto por Nuestras Reales Pragmaticas, y Capítulos de Corte de aquel Reyno está ordenado, que los labradores tengan libertad de vender a los precios que pudieren la parte, y porcion de trigo de su cosecha, que conforme lo dispuesto en dichas Pragmaticas les toca, y tienen licencia de sacar del Reyno, y se les reparte, pagando un *real* tan solamente de los derechos por cada estavel de trigo que sacan. Y no obstante esto, Nuestros Lugartenientes, y Capitanes generales, Presidentes, y Gobernadores, ya que non les prohiben esto, limitan las *licencias de sacas* ⁽¹⁾, a que no las puedan hazer sino

(1) *Licencias de sacas*, cioè *permessi di estrazione*; dallo spagnolo *sacar* (estrarre, sacar fuori); per lo che tali licenze si chiamavano *sacas* (estrazioni). Nel sistema economico di quel tempo era generalmente proibita, senza previo permesso governativo, la estrazione di frumento dall'isola. Ogni anno, compiuta la messe in

personas que tienen señalados, con que se quita la ganancia, y comodidad a los dichos labradores, el provecho que podian tener de su trigo y *saca*, y la libertad para poder aventajar su parúdo; estatuyamos, y ordenamos, que de aqui adelante en cada un año todas las *sacas* que se concedieren de labradores, a mas de poder vender cada uno dellos el trigo, y la *saca* que les fuere repartida, a quien quisieren, y por el precio que pudieren concertar, pueda tambien el que la comprare, de qualquier estado, calidad, y condicion que sea, extraer la suma, ò sumas de *estareles* de trigo que assi buviere comprado, y sacarla en poca, ò en mucha cantidad que sea por el puerto, ò puertos, donde buviere embarcacion, y estan señalados, y señalaren para ella, y mas comodos, y a mano les vinieren, sin estorvo, ni contradiccion alguna; aviendo pero prendido en razon desto las solemnidades, y diligencias que las Reales Prematicas sobre el arbitrio frumentario disponen, en lo que no fuere en contrarias a esta, sin que puedan Nuestros Lugartenientes, y Capitanes generales, Presidentes, Gobernadores, ni otro Oficial alguno apremiarlos a que ayan de acudir a concertarse con la persona, ò personas que huvieren comprado las licencias de las demas *sacas*; antes bien queremos, que sin dilacion alguna se les entreguen los recados necesarios para las dichas extracciones, so las penas a Nuestro arbitrio reservadas, guardandose en lo demas las Prematicas, y Ordenes, en quanto no fueren contrarias a esta. Queremos assimismo y mandamos, para que llegue a noticia da todos, que no se pueda alegar, ni pretender ignorancia, que la presente Nuestra Real Prematica sancion se publique en la forma acostumbrada; en nuestra Ciudad de Caller, y en las demas Ciudades, y otras partes del dicho Nuestro Reyno, adonde semejantes Prematicas se seulen, y deven publicar, y que lo mismo se haya cada año, y se Nos avise de su efecto en la forma que se ordena en otras Prematicas. Y mandamos a qualesquier Oficiales nuestros, mayores y menores, en el nuestro dicho Reyno de Cerdeña constituydos, y constituyderos, y a sus Lugartenientes, y subrogados, y a qualesquier otras personas de qualesquier estado, grado, y condicion que sean, que la presente Nuestra Real Prematica sancion, y todo lo en ella contenido, durante Nuestro Real beneplacito, tengan, guarden, y observen, tener, guardar, y observar hagan inviolablemente, y a ella no contravengan, ni permitan que sea contravenido en manera alguna, si Nuestra gracia les es cara, y en Nuestra ira, y indignacion desean no incurrir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con Nuestro Sello Real comun en el dorso selladas. Dat. en la Nuestra Villa de Madrid, a onze dies del mes de Juliol, año del

quest'isola eminentemente ed esclusivamente agricola, si, facca il così detto *quittiddu* in ogni Comune, onde accertarsi e stabilire il così detto *abbatto*, cioè la quantità largamente necessaria per la consumazione interna. Pel doppio che risultasse esistere, sia del nuovo, che del vecchio raccolto, si concedevano le *sacche* (*sacas*), o permessi di estrazione all'estero. Una porzione di questi permessi o *licenze* si doveva accordare agli agricoltori, i quali poi o se ne previdevano essi stessi, o le vendevano a speculatori. Le altre *licenze* erano concesse ad arbitrio viceré, e se di ciò accadevano molti abusi e turpi favori. Durò questo sistema fino ai primi lustri del secolo attuale.

Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo de mil seys-cientos y veinte y dos.

VO EL REY.

Dominus Rex mandavit mihi Don Nicolao Mensa.

— Visa per D. Andream Roig Vicecancell. Comit. Thesaur. Gener. D. Salvatorem Fontanet. Perez Manriquez D. Franciscum de Castelv. Et Calba de Valsecca Regentes Cancell. Et per me pro Conserv. generali.

XXIII*.

Petizione dei cappellani della Basilica di S. GAVINO di TORRES al Capitolo Turritano per oggetti riguardanti il servizio di quella chiesa, e per ottenere il permesso di armarsi onde respingere all'occorrenza gli assalti dei Turchi e difendersi dalle loro improvvise aggressioni. (Lingua sarda).

(1623. — 25 giugno).

Dall'apografo (esemplato sull'autografo) posseduto dall'autore del presente Codice.

Supplican sos Capellanos de S.^{ta} Baingiu, S.^{ta} Protu, et S.^{ta} Januare, qui comente sunu istados sempre governados dae su principiu de sas Cappellanias dae su Prepsitu nominadu dae su Segnore Archibiscamu circa de sos officios divinos, et ordine de sas Missas, siat conservadu su qui a su presente tenimus; pusit non hei hat causa, sende comente et virtuosu e prudente, et meda intelligente, et experimentadu in governare cum meda zelu, et satisfacione, dende in totu tempus, et occasione qui se offerit in servire cudda S.^{ta} Ecclesia advertende, qui sunu duos, podet esser de confusione, et haver contrarias voluntades.

Item supplican, qui sos Curados no querzian negare a dictos Cappellanos *caliques*, et *corporale*, fini a qui sianus provistos, secundu sumus provistos de *casulas* de ogni colore, et de duos *missales*, et cum *pluviale*; quales cosas, ço est *caliques* et *corporale* nos negan sos Curados *sulla coppa* (cioè *sotto preteito*) de qui sas *Missas* sian ordenadas.

Item supplican, qui pro evitare incuscas, et si iscat su qui non queret istare a ordine in sas Missas, si fatat a su acostumbrada sa Lista de ogni *quida* (settimana) de su ordine de sas Missas, et non siat accepta sa incusca dan sos Curados, qui non podent istare a ordine, pro qui non tenen Missa segura; primu pro qui de quadragesima, Avrile, et Maju nde tenen avanzadas; secundu, qui quando est necessariu narrer Missa pro qualqui devotu, qui non si queret accomodare a su ordine, su qui a cudda hora qui est segnalada del narrer pro su Curadu et su Curadu a intencione de su Cappellanu, et de cussu modu su ordine del esser certu, et su fastidiu o incorodidade del esser partida, et iguale.

Item, attentu qui sa *Rubrica* de su *Missale* cumandat qui sa *Missa conventuale* si neret pusit 3.^a, 6.^a et 9.^a,

segundu sos tempos, no quergian impedire sos Curados, qui si cantet in su Altare magiore, in huc si solet sempre cantare in ogni Ecclesia, et qui issos, et quales si quergian alteros neren inanis, o pustus de sa Missa conventuale, pro qui sa solemnitade podet megius comparer in su Altare magiore, cum magiore comodidade de su anditoria.

Item supplican, qui su Sacristanu su *bonu mangianu* (cioè di *buon mattino*), sonande sa *Ave Maria*, et accomodata sa campana, si islet in su Altare magiore, dende recatu a totu sos Sacerdotes, et servende sas Missas qui del poder, senza exceptuare sos Cappellanos, quando non bei at concursu de ateros Sacerdotes, pustus sos Cappellanos honorarios cudda S.^{ta} Ecclesia servendo in officios, Missas, et processiones a sos Señores Canonicos, et sos qui poden confessare ajuan multas voltas a confessare, sende qui sas Cappellanas non obligan a confessare.

Item supplican, qui quando si cantat *SALVE*, Gozos (cioè *lodi giaculatorie*), et alias, non appat parte de sa elemosina su qui non si agatat presente, overu siat presente, et non cantat, nen isquit cantare, pro qui, ultra qui cuddo est serviciu personale, et solet su devotu partire sa elemosina, et dare cudda secunda su muneru de sos qui cantan, et supplican sa gratia, non est razione appat paga senza triballare.

Item supplican, qui pro cantu poden vennen inimigos de Christianos a assalligare sa Ecclesia, et sa gente; et su megius logu, et seguru est sa *TURRE de su garagolu* ⁽¹⁾, sindi leet sa iscala nova, qui est facta a sa banda de sos Consigoris, et si nos diat una clae de sa porta de sa Ecclesia corrispondente a sa habitacione de sos Cappellanos, pro poder recurrer in sas ocasiones a sa *TURRE*; et si nos providet de armas, overu si nos permittat tener *archibuses* et *lancias* pro resistere a sos enemigos, et difender in qualqui modu sa Ecclesia, et a nois matessi, pro qui sende qui sos Sacerdotes sumus oco, senza ateros *teracos* (cioè *servitori*), podemus fagher resistentia tantu, qui sa *Cidade* (cioè *SASSARI*) siat avisada, et mandet soccorsi. Custu pro como supplican siat vistu, et provistu, segundu solen provider *omni meliori* etc. Sassari de parte de totu sos Cappellanos; 25 de *Lampadas* (cioè *giugno*) 1623.

Franciscu Fataciù, et Altea
Mininu Cappellanu de S.^{ma} Baingiu.

XXIV*.

Discorso e proposte fatte ai tre STAMENTI di Sardegna a nome del re Don Filippo IV dal viceré Don Giovanni Vivas di Càñamas, barone di Benifayo, y Santa Coloma, nella solemne apertura del Parlamento radunato nella Chiesa Cattedrale di Cagliari.

(1624. — 5 febbraio).

(1) *TURRE de su garagolu*; cioè *TORRE della lumaca*; così detta per la scala a chiocciola per cui vi si saliva. *Garagolu* in lingua sarda significa *lumaca*, e *chiocciola*. Esiste ancor oggi questa torre nella Basilica di S. Gavino di Torres.

Dagli ATTI originali del Parlamento conservati nell'antico Archivio R. Patrimoniale di Sardegna.

El Rey Nuestro Señor estima tanto este Reyno de Cerdeña, que si pudiera holgara mucho de visitarle, y gozarse con tan buenos y fieles vassallos, haziendoles honrras y mercedes: pero el grande y espacido cuerpo de Su Monarquia lo trae de presente necesidad de asistir en su Corte, por lo qual me ha mandado, que en su Real Nombre celebre el PARLAMENTO, y con el valor, benignidad, y justicia, que es natural en Su Magestad, manda que se mire sobre todo à la defensa, y tranquilidad del Reyno, y al desagaviar los agraviados plena y llargamente, y que con la instancia de los tres ESTAMENTOS se mejoren, y establezcan a aquellas leyes viejas que lo havieren menaster, y se hagan otras necessarias y convenientes al bien publico, y no de otra manera, à tal que con peso, y dignidad se funde el servicio de Dios, y de Su Magestad, y al bien de los naturales:

Y para obedecer los justissimos mandamientos Reales sobredichos, prometio por mi parte, y la de los demas Ministros, de governarnos en este PARLAMENTO candida y justamente, sin mirar à otro, que al servicio de Dios, y tranquilidad publica; para lo qual de parte de Su Magestad encargo lo mismo à todos en general, y à los tres ESTAMENTOS, à tal que caminando todos à un fin recto, vamos unidos, y en buena correspondencia, como Dios, y Su Magestad nos mandan, y que con esto agerremos hazer pocas cosas, y essas grandes, utiles, y bien effluadas para el bien publico, apartando la muchedumbre de leyes, y tratos menudos que confunden, y quitan la fuerza a las cosas esenciales.

Y por la estimacion, grande, que haze Su Magestad deste Reyno, les da parte, como a Vassallos tan fieles, y tan confideutes, del estado general de sus cosas ⁽¹⁾, el qual es que à cabo de quaranta y siete años de la porfiada guerra de Flandes, y la de Inglaterra, y de la liga Catholica de Francia, quedó la Corona de Su Magestad empeniada en sumo grado, à que se añadiron los exercitos grandes que se juntaron en defension del Duque de Savoya, y de la Iglesia, quando los Venecianos, y las Armadas de Galeras, y Vaxelles redondos, que continuamente se sustentan para cubrir, y asegurar la Christiandad del nemigo comun, y asegurar las flottas, y costas, y las islas de ambos mares, à mas de las jornadas de mar, y presas de Alarache y Mamorra, y el grande gasto de lo sucedido en Italia en la guerra del Piemonte, y del Monferrato, y ultimamente el socorro que liezo el Rey Nuestro Señor a Su Magestad Cesarea del Emperador Su Tio, con que se remediaron las rebeliones de Germania, y en gran parte las de Ungria, encerrando en si la cosas del Imperio, y per consecuencia las de toda la Christiandad, y en particular las de Italia, Flandas, y de toda la Real Corona de España, todas las quales cosas, non solo se han hecho por hazer guerra justa en las

(1) El Viceré comincia da questo punto a fare al *Parlamento Sardo*, per ordine Sovrano, una esposizione generale, politica e finanziaria delle cose dello Stato, onde far rilevare la necessità di un nuovo *susidio straordinario* che si chiedeva agli STAMENTI per sopprimere alle ingenti spese di tante guerre.

dichas partes, y por cumplir en ellas con la fe, y dignidad de la Corona, sino tambien por mantener la paz interna de todos los Reynos de ella, como se ha alcanzado en las Provincias de su Magestad, en Italia de mes de setenta años continuos à esta parte, y la longa tranquilidad y paz de todos los Reynos de España, y la deste (*cioè di Sardegna*) despues de sus durables guerras antiguas: la qual paz, y tranquilidad comun de la Corona no se podria alcanzar, sin hazer las guerras dichas, y divertir las armas enemigas en sus proprias casas, pues si estuvieran desocupadas vinieran à las nuestras con las miserias, y males de la guerra; in cuyos inmensos, y forçosos gastos de las dichas cosas se han consumido, non solo los grandissimos thesoros de ambas Indias, y rentas Reales de tan gran Corona, sino gran parte de las rentas ordinarias de los Reynos, vendidas en censos anuales. Y portanto, considerando la gravedad, y importancia de las dichas cosas, los fidelissimos Vassallos de todos los Reynos, y Señorios de su Magestad, en todos ellos, en sus *juntas de Cortes*, han soccorrido a su Magestad, creciendole los *servicios (tasse, contribuzioni in denaro, che si chiamavano servizii, sussidii, donativi)* que le solian hazer, y en las mas partes, o todas, los han doblado, como se hizo en Castilla, sirviendo a su Magestad con tantos millones, y en Napoles con *trecentos mil ducados de renta*, y en Milan con *doscientos mil en ciertos ducatos*, y en Cataluña (que solian dar *trecentos mil ducados*) con *un millon, y doscientos mil*, y assi à la rata en Aragon, y Valencia: y siendo oy las causas las mismas, y las ocasiones mas apretadas con la nueva rotura de la guerra de Flandes, y con la inundacion de Piratas, y guerra de la India, y sospechas de otras cosas, por todo espera justamente el Rey Nuestro Señor, y tenemos por cierto sus Ministros, que no solo toman los ESTAMENTOS deste Reyno los buenos exemplos de las otras Provincias de su Magestad, sino que los daran à todas ellas, segun su proporcion ⁽¹⁾, mostrando en el servicio que haran, en la forma de tratario, y concederlo, el amor y fidelidad, que es propria suya, y que es igual con los mejores Vassallos, que tenga NINGUN REY DEL MUNDO (sic).

XXV*.

Offerita di centocinquantamila ducati fatta dai tre STAMENTI del PARLAMENTO SARDO al re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a titolo di sussidio o donativo, coi patii e condizioni nella medesima espressi.

(1624 — 28 aprile).

Dagli Atti originali del PARLAMENTO, già esistenti nell'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna.

(1) Qui si eccitava la emulazione generosa degli STAMENTI, affinché la Sardegna, proporzionalmente alle sue condizioni, non si mostrasse da meno degli altri regni soggetti al Re di Spagna nel somministrargli i sussidii pecuniarii, che da lui pure si domandavano. E la Sardegna offrì in tale occasione il servizio (sussidio, donativo) di centocinquantamila ducati.

Illustrissimo, y Excelentissimo Señor Lugarteniente, y Capitan General, Presidente en el Real General PARLAMENTO ⁽¹⁾.

Los tres ESTAMENTOS, Ecclesiastico, Militar, y Real, aviendo entendido las urgentes necesidades de Su Magestad por V.^a Exc.^a representadas en la proposicion en el principio de aqueste Real General Parlamento hecha ⁽²⁾, y vistas las mercedes que este su fedelissimo Reyno de continuo de manos de Su Magestad ha recebido, y recibe, y entre otras por la particular que ha hecho en aver embiado a V.^a Exc.^a por Virrey y Capitan General de aquel, bonrandole y illustrandole con un buen govierne, y tantas mercedes generales, y particulares ⁽³⁾, por razon de las quales es muy justo, y devido, que los dichos ESTAMENTOS hayan de servir a Su Magestad (sacando fuerpas de flaqueza) con aquel animo, y voluntad que siempre han acostumbrado, y assi los dichos ESTAMENTOS ofrecen *cien cinquanta mil ducados*, que es la misma oferta que se hizo en el ultimo Parlamento pasado, non dandoles lugar la mucha pobreza del Reyno de poderse alargar à mas de la manera que lo desean; entendiendo se que el dicho *Estamento Ecclesiastico* por la parte y porcion que le toca, conforme à lo acostumbrado, haze dicha oferta con algunas condiciones particulares, que con otro papel preseptan juntamente con esta, el qual mandará V.^a Exc.^a insertar en el Proceso del Real y General Parlamento; y todos tres *Estamentos* juntos en general, por la parte y porcion respective a cada qual pertocante, entendiendose obligarse el uno por el otro con los pactos y condiciones, modificaciones y reservaciones en dicho ultimo Parlamento y en demas precedentes, dichas y expresas, las quales, y qualquier dessas, quieren aqui tener por repetidas, tanto como si *de verbo ad verbum* fuessem escritas y puestas, y no de otro modo y manera, pagadores de la mesma manera y terminos que en dicho Parlamento pasado se contiene ⁽⁴⁾ con que de los dichos *cien cinquanta mil ducados* los *cien mil* sean precepitos para Su Magestad, y aquellos se repitan por el Noble Regente de su General Thesoreria en el presente Reyno, o que por el será, y los restantes *cinquenta mil ducados* sirvan para pagar los laborantes de dicho Real General Parlamento, y las necesidades del presente Reyno, reparos de aquel, limosnas y caridades para los lugares pios, segun por los *Tractadores* ha sido tractado; y sobrando alguna partida quede aplicada al Patrimonio de Su Real Magestad: entendiendose que los dichos laborantes se hayan de pagar del primer año de dicho servicio

(1) Presidente del PARLAMENTO era Don Giovanni Vivas di Cananias, barone di Benidoro, y Santa Coloma, riccò di Sardegna.

(2) Ved. il discorso di apertura e la proposta fatta a nome del Re in PARLAMENTO (sopr. CART. n.^o XXIV*, pag. 370).

(3) Nemmeno i tre Ordini (*Bracci, Estamentos*), che rappresentavano il Regno, seppero ritenersi dall'adulare il potere.

(4) Lo STAMENTO ECCLESIASTICO partecipava all'offerta del donativo sotto due condizioni: l'una era a lui particolare, e consisteva (sebbene qui non si esprima) nell'ottenere prima l'assenso della Sede Pontificia: e l'altra era a lui comune con gli altri due STAMENTI, Militar (dei nobili), e Reale (dei comuni), i quali, come si vede, concorrevano all'offerta medesima co' patii, condizioni, modificazioni e riserve, le quali erano state apposte, così in questo, come nei precedenti Parlamenti; l'accettazione cioè per parte del Sovrano delle domande a lui fatte dalle Corti; domanda, come consentite, diventavano patii pattugliati tra il Sovrano e la nazione.

y donacion, y no bastare que se tome del segundo año, y despues lo que esta diputado por los *greuges*; y si no bastare lo diputado para aquellos, que se reserve derecho à los perjudicados para poder recurrir a Su Magestad, o en otro Parlamento, o en otra manera que mejor de derecho, y justicia les competiere, por haver, y tener la devida y cumplida satisfacion de todos; y de otra manera, en caso que dichas veynete mil libras no fuesen necesarias para satisfacion de dichos agraviados, lo que sobrara se aplique por su Magestad en las cosas con *Capitulos de Corte* supplicadas, y despues successivamente se pague lo demas que se ha tachado y dedicado para reparos, limosnas, charidades, y otras necessidades del presente Reyno; y suplican dichos tres ESTAMENTOS à V.^a Exc.^a en persona de Su Magestad, quiera con la benignidad que confian aceptar la presente oferta con la forma suso dicha, con las dicas salvedades, aunque minima en respecto de lo que todos en general y en particular dessean servir à Su Magestad si pudiesen con mayor suma; y se sirva consentir en dicha oferta, por salvedad de dichos ESTAMENTOS, naturales, y populares del presente Reyno, con el *solemne juramento acostumbrado prestar* ⁽¹⁾ sobre la observancia de las decretaciones, y autos hechos, y hazedores en aquesto presente Real General PARLAMENTO, en el processo del qual mandara V.^a Exc.^a sea aquella insertada etc. *Prædicta omnia meliori etc.*

ALTISSIMUS

DELYAT Stamenti Militaris Advocatus.
LIPERI Stamenti Ecclesiastici Advocatus.
ESGRECHO Stamenti Regalis Advocatus.

XXVI*.

Proposta e domanda fatta dai tre STAMENTI nel PARLAMENTO celebrato sotto la Presidenza del Vicerè Don Giovanni Vicos di Canamas, Barone di Benifayo y Santa Coloma, per la creazione di una squadra di otto galee, e di due galeoni, destinata a difendere e guardare i mari, e a proteggere, facilitare e promuovere il commercio dell'isola.

(1624 —)

Dagli Atti originali di detto PARLAMENTO. Ant. Archiv. Patrim. Regio di Sardegna.

Illustrissimo, y Excelentissimo Señor, Lugartiniente, y Capitan General, y Presidente en el presente Real, y General Parlamento.

Los dos ESTAMENTOS Militar, y Real ⁽²⁾ del presente Reyno dizen a V.^a Exc.^a, que CERDEÑA por su sitio y puesto es el centro de todos los Reynos, y Provincias desta parte

(1) Si chiede esplicitamente, nell'offerire il donativo, che il Re guri in forma solenne, secondo il consueto, di osservare tutte le deliberazioni prese nelle Corti e consentite dal Sovrano, ossia i *Capitoli di Corte*, i quali così diventavano *patti patteggiati*.

(2) Alla proposta di questi due STAMENTI adetti poi, a pluralità di voti, anche lo STAMENTO ecclesiastico.

del Mar Mediterraneo, por que de una parte queda muy açerca rodeada casi toda de Italia, por la parte de Tramontana, y Levante, que comprende el Mar Ligureo, Tuçia, y la Playa Romana, y los domas de Napoles, Sicilia, y demas Provincias de aquellos Reynos; y por Medio dia confina, y queda quasi à la vista de Barberia, y por Poniente à España, y à la parte de Francia, que confina por la Tramontana de otra parte al mismo Mar Ligureo; y por ser el Reyno de CERDEÑA tan açerca, y casi no mas de traversia de dos, ò tres dias rodeado de todas las sobredichas Provincias, ha sido antiguamente en todos tiempos deseado de todos los Potentados para la retirada, y socorro, que del se podia, y puede tener mas comoda, y prontamente, que de ninguna otra parte, *etiam de las confederadas*; y por esta causa se ha tratado en diversas ocasiones en los Consejos de Su Magestad, ser conveniente a Su Real servicio poner una *esquadra de galeras*, la qual se puede dezir ser oy precisamente mas necesaria, que en otro ningun tiempo, por la muchedumbre de vazeles de enemigos, que frequentan, y navegan estos mares, è impiden totalmente el trafico, y passo de levante a poniente, un notable daño de la comun contratacion de esta parte de la Europa: y no ha tenido efecto el poner dicha *esquadra* por los gustos excessivos, que el patrimonio de su Magestad ha tenido en diferentes ocasiones de acudir al socorro de otros Reynos y Provincias; y porque los del presente Reyno de CERDEÑA son naturalmente deseosos de acudir al servicio de Su Magestad, preferiendo en esto el animo y voluntad que tienen a su propria hacienda, y comodidad, deseando, que yo que en diversas ocasiones se ha tratado en los Consejos de Su Magestad tenga efecto, como cosa tan provechosa a Su Real Corona, con occasion de las cartas que Su Magestad fue servido escrivir a los ESTAMENTOS del dicho Reyno sobre la *fabrica de las torres*, que se pretenden hazer en las islas adyacentes de SAN PEDRO, y SANT'ANTONIO, representaron a Su Magestad por medio del Conde de Culler, que parecia mas a proposito fundar, y proveher en CERDEÑA una *esquadra de galeras*, por se conseguirse con ellas el uno, y otro efecto que se pretendia, segun se contiene en el papel, que el dicho Conde presentò a Su Magestad, el qual mandò fuesse remitido a Don PEDRO DE TOLEDO, y a V.^a Exc.^a nombrado ya por Virrey, y Lugartiniente deste Reyno, y en conformidad han respondido, segun se entiende, que convendria al servicio de Su Magestad poner en CERDEÑA la dicha *esquadra*, por las razones tan fundadas, como en dicha resolucion se contiene. Por tanto los dichos ESTAMENTOS añadiendo a lo que V.^a Exc.^a les ha propuesto acerca lo suso dicho, y el servicio tan notable, que se hazia al Rey Nuestro Señor, socorriendole con lo manjativo de comer, y beber para dichas galeras, en esta conformidad dizen, que sirviendose Su Magestad hazer assiento de poner en el dicho Reyno una *esquadra de ocho galeras, reforzadas de 160 remeros, y cinquenta marineros por cada galera, y hazenles merced, que el General, Tiniente, Capitanes de galeras, y Infanteria, Alferes, y Oficiales mayores, sean naturales del dicho Reyno*, siendo la mitad de un Cabo, y la otra mitad del otro Cabo; y el General se mude de seys en seys años un *sesennio* de un Cabo, y el otro

del otro Cabo; y así bien de darles la mitad de los *noticios* y *presas*, que harán dichas *galeras*, sirvan a Su Magestad en dar todo el trigo necesario por la *panatía* de *seys galeras*, es a saber *bischocho*, *vino*, *carnes saladas*, *húana*, *legumbres*, *azeite*, *vinagre*, *y sal*, que será menester para la *chusma*, *marineros*, y *Oficiales* de *seys galeras*, según la costumbre, y raciones ordinarias de aquellas, pagando Su Magestad lo demas de todo lo que será generalmente menester para el sustento de las dichas *seys galeras*, con las condiciones siguientes⁽¹⁾.

4.º Primeramente porque las suso dichas *seys galeras* no es numero bastante à ser superiores à las de Barbería, por tanto será Su Magestad servido, por seguridad de dicha *esquadra*, de crecér, y aumentarla à sus gastos hasta el numero de *ocho galeras*, sin que el Reyno tenga obligación de darles cosa alguna por las dichas *dos galeras* mas de lo que ha ofrecido por las arriba dichas *seys galeras*.

2.º Que esta dicha *esquadra* de *ocho galeras* sea Su Magestad servido embiárlas armadas à punto de navegar al Reyno de Cerdña, y sustentárlas perpetuamente en dicho Reyno, renovándolas, y mejorándolas siempre que la ocasion, y necesidad lo requiera, de la misma manera que lo hazen las demas *esquadras* de *galeras* à gastos de Su Magestad.

3.º Porque en todas ocasiones queden bien armadas, y se opongan y resistan à las *galeras* de ARGEL, TUNEZ, y BIZERTE, y de mas vareles de BARBERIA, que estan enfrente y cerca de CERDEÑA, sea obligado Su Magestad sustentar en cada *galera* una compañía de infanteria Española, que no sea menor de cien soldados.

4.º Que en la cobranza de todos los derechos, que se han de poner al Reyno por sustento de las dichas *seys galeras*, sean elegidos, y sacados de saco, y suerte *seys* Administradores, tres de cada Cabo del Reyno, uno Ecclesiastico, otro del ESTAMENTO Militar, y otro del Real, los quales se hayan de mudar de tres en tres años, y ellos con un Receptor y Notario, con recibida particular de los derechos de las dichas *galeras*, cada qual en su Cabo, y con una caja de *tres llaves* para el dinero, y almagazenes para el trigo, que tenga una cada qual de los Administradores, los quales hayan de tener cuenta y jurisdiccion en la cobranza de los dichos derechos en especie,

y hazer entregar las cosas necesarias para el sustento *manjativo* de dichas *galeras*.

5.º Que à los Administradores de dichas *galeras*, y derecho Real se de titulo de DIPUTADOS, con los mesmos privilegios que tienen los de CATALUÑA, o VALENCIA.

6.º Que se haga insaculacion de los que han de ser Administradores, y *Deputados* arriba dichos de uno, y otro Cabo, y que se haya de insacular por el Ecclesiastico los Prelados, y Dignidades de las Cathedralres, y dos Canonicos de cada Cabildo; y por lo Militar los Titulos, y doze por cada Cabo del Reyno; y por el Real así bien doze por cada Cabo de todas las Ciudades, de los que son Conseyeros en cabo, y segund; todos los mas principales, y mas capaces, con que uos, y otros tengan passados veinte y cinco años, y no pueda concurrir en el mismo año mas de uno de cada familia, porque la honrra y trabajo se reparta entre todos.

7.º Que los suso dichos *Diputados* tengan jurisdiccion de visitar las *galeras*, y *chusma*, y reconocerlas, si efectivamente se les da la ración en la cantidad, y calidad que el Reyno las paga.

8.º Que siendo menester puedan los *Diputados* nombrar una persona, que vaya sobre las *galeras*, por el interes que les puede caber en la *presa*, y *noticios* que haran.

9.º Que la dicha *esquadra* haya de residir perpetuamente en el Reyno, à efecto de guardar sus mares, y no puedan salir del à otras partes, si no es en junta de armada, por orden, y en servicio de Su Magestad, ò servicio de gran calidad, y *passaje* de *Persona Real*, ò de su Virrey.

10. Que todas las *mercaderias*, que las dichas *galeras* llevaran al presente Reyno, hayan de pagar los derechos acostumbrados en las ciudades donde se desembarcaran, esto expressamente declarado, que las dichas *galeras* hayan de llevar dichas *mercaderias* à las ciudades, dexando en cada una lo que para ella viniere factado, de manera que, viniendo por la parte de CORUEGA dexen las *mercaderias* respectivamente en CASTILLO ARAGONES, PUERTO DE TORRES, ALGUEB, BOSA, y ORISTAN; y viniendo de NAPOLIS, o SICILIA, à CALER, hayan de llevar las *mercaderias* por las ISLAS (cioè per le isole adiacenti alla Sardegna), para ILESIAS, ORISTAN, BOSA, ALGUEB, PORTO DE TORRES, y CASTILLO ARAGONES, de manera que cada ciudad tenga sus *ropas destinadas y factadas*, y que llevando dichas ropas aseguren la costa las *galeras*⁽¹⁾.

11. Que en ocasion, que las *galeras* salirau para ITALIA ò ESPAÑA, hayan de embarcar en ellas los *naturales* (i Sardi), que se quisieren valer de la comodidad de dicha embarcacion.

12. Que los *galeotes*, que se condenaran en el Reyno de ARAGON, y VALENCIA, y así bien parte de lo estado de MILAN, se entreguen en dichas *galeras*.

13. Que todos los CAPITANES de GALERA al tiempo de la navegacion tengan obligacion de llevar una camarada,

(1) Segue nell'originale il certificato del Segretario del PARLAMENTO, ch'ò del tenore seguente: «Certifico, y hago entera feò à todos generalmente yo Francisco Vilaret, por auctoridad Real Notario publico, y Coadiutor de Fernando Sabater Notario, y Secretario de la Lugarthencia General, y Real Audiencia dello Reyno de CERDEÑA, de como en el PARLAMENTO agora ultimamente celebrado este presente año de 1624 en nombre de Su Real Magestad por el III.º y EX.º Senor Don Juan Vivas, Virrey Lugarthiente, y Capitan general por su Magestad en dicho Reyno, y Presidente en dicho Real general PARLAMENTO, con intervencion de los tres ESTAMENTOS, Ecclesiastico, Militar, y Real; en dicho ESTAMENTO Ecclesiastico la mayor parte de los votos se conformaron con lo hecho por los dichos *dos ESTAMENTOS* Militar y Real en pedir lo de las *galeras*, ofreciendo, à demas del servicio ordinario, *seis mil libras* (dodici mila franchi) para el gasto del *manjativo* dellas, que es lo que fuè pedido y tassado en dicho ESTAMENTO (Ecclesiastico) segun consta en los dichos votos originales, que quedan en mi poder. Y por ser así la verdad, de mandamiento de Su Excelleçia hago esta firmada de mi nombre hoy en Caler à 10 de agosto 1624. — Ita etc etc.

Francisco Vilaret Not. et Coadj.

(1) Mancando l'isola di *marineria* mercantile, e doppì di strade carreggiabili nel principio del secolo XVII, gli Stamenti sardi furono solleciti à cogliere l'occasione della creazione di una squadra di galere, onde valersi della medesima pel commercio esterno ed interno del loro paese.

casellero, à *ciudadano honrado*, que guerra, por hazersa pratico en la arte de la navegacion (1).

14. Que mientras los naturales del Reyno aprenden la arte de *marineros*, se hayan de poner en cada *galera seys hombres, y quatro muchachos*, por *marineros*, y *proeros*, para que con los otros platicos vayan aprendiendo, y entretanto serviran à las cosas ordinarias (2).

15. Que las dichas *Galeras* tengan con las de mas la *precedencia* justa, como se deve à un Reyno tan honrado como el de Casteña, y *estandarte* de su Magestad; y à su General concederle todas las prebeminencias, y jurisdicciones, que tienen los demas Generales.

16. Que à gastos del Patrimonio Real se compren dos *galeones* bien armados, para que en el tiempo de invierno, que las *Galeras* esteran retiradas, puedan navegar, y rodear los mares de Casteña con parte de los mismos *soldados*, y *marineros* de las *galeras*, para limpiar la costa de los enemigos que la infestan, los quales *soldados*, y *marineros* se puedan mudar cada mes del invierno, ò cada quarenta dias, porque descansen, y trabajen todos con orden, y moderacion (3).

17. Que cada año puedan hazer un viage por las *sedas*, y aprovecharse de los *noitos*, no aviendo causa precisa que lo impida.

18. Que para hazer dicho viage sean preferidas estas *galeras* à todas las de mas *galeras*, que no sean de su Magestad, para poder aprovechar en parte al Reyno, que con tanta pobreza acude al sustento *manjativo* dellas, y que el General tenga la *sexta parte* de los dichos *noitos* (4).

19. Que assi bien los *dos galeones* hayan de hazer, si quierau, un viage cada año por las de ALICANTE en GENOVA, para poderse el Reyno aprovechar de los *noitos*, y tengan la *primogestitura*, y prerogativa en cargar despues de los *vaxeles* de la terra de donde llevarau el cargo (5).

20. Que el sustento *manjativo*, de dichas *galeras*, que el presente Reyno ofrece, se reparta de esta manera: a saber es *veinte mil estareles de trigo* (que se ha hecho cuenta que son menester cada año) entre todos los *vasallos* assi Reales, como de Barones por *fuegos* que se ha le echo suma de un *tercio de estarel por cada fuego* (6), puesto a parte dicho trigo por cada encontrada, o villa en el puerto que le será destinado para que se haya de

(1) Con questa condizione, che ogni Capitano di galea dovesse prendersi per compagno (*camarada*) un Sardo affinché s'istruisse nell'arte della navigazione, si mirava all'utile scopo di formare poco per volta nell'isola istessa degli abili Capitani marittimi.

(2) Quest'articolo fu posto evidentemente nell'intento di formare *Fuocieri*, Comandanti di prua (*Nostroomini*) e *marinai* nativi di Sardegna.

(3) Oltre la squadra ordinaria di otto galee, si pose pure per condizione dell'offerta, che vi fossero eziandio due *galconi* armati, i quali nella stagione invernale guardassero le coste dell'isola. E su questi *galconi* dovevano essere imbarcati per turno soldati e marinai di dette otto galee.

(4) Si ponea per patto, che le *galee* componenti la squadra potessero annualmente fare un viage per caricare *seta*. Il profitto del nolo dovea cadere per la *setta parte* al Generale della squadra; e il rimanente all'Ereario regio.

(5) Da questo articolo si rileva che le galee sarde traevano ordinariamente le lane di *Alemas* da Genova.

(6) Dunque nel 1694 si contavano in Sardegna, secondo il calcolo riferito in questo capitolo, *ventatremila* famiglie (*fuegos*) di *vasallii*.

entregar al *Procededor* de dichas *galeras*, con esto que haya hazer el bizcocho necesario por quanta de Su Magestad, sin haverse de entremeter en el gasto el Reyno, ni por aquellos Administradores de cada Casa; y la porcion que à cada villa tocara, el Señor, ò su Oficial lo haya de repartir entre los *casallios*, segun las calidades, y haciendas de aquellos en *tres gradós*.

21. Que attendiendo al gasto del *vino*, *carnes saladas*, *tunina*, *legumbres*, *hazete*, *vinagre*, y *sal*, han sido estimados en diez y ocho mil libras cada año; y essas se repartian, es a saber *seys mil libras* al ESTAMENTO Ecclesiastico, y *doze mil libras* al ESTAMENTO Real, repartiendo las segun el comercio, y rentas que tienen respectivamente cada una dellas; las quales hayan de pagar en dineros, y cobrados por los dichos Administradores, hayan de comprar las suso dichas cosas en especie, y entregar à las dichas *galeras* cada año (1).

22. Para que con mayor facilidad los susodichos *vasallos* puedan pagar los dichos *veynte mil estareles* de trigo cada año, segun les tocará, que se *hordene*, y mande que en cada villa por el Oficial, y *Mayoral de la Agricultura* con otros principales se elija, y determine un pedazo de tierra bastante para poder sembrar, y cozer della el trigo que le tocará; el qual pedazo de tierra haya de dar el Señor franco, sin pagarle por el cosa alguna; el qual haya de cultivar, sembrar, y cozer los dichos *vasallos*, todos en *comun*; y por tan gran servicio de Dios se pidirá licencia, que lo puedan hazer *etiam en dias de fiesta*, como no sean de las principales; y que se tenga cuenta de dicho trigo que se coxera, para pagar lo que tocara a dicha villa para dichas *galeras*; y quando sea *ma*, quedara en beneficio della; y siendo *menos*, se reparta lo que faltare entre dichos *casallios* de la villa, à tal que efectivamente paguen lo que les tocara para dichas *galeras* (2).

23. Que la dicha Cobrança del dicho trigo, y dineros, haya à començar à tener efecto luego que las *galeras* sean embiadas por Su Magestad en este presente Reyno, y cessando aquellas, cesse la dicha cobrança del dicho trigo, y dineros, que se han ofrecido por la *panatifica*, y cosas *manjativas*, en todo, ò en la parte que fallaran las dichas *galeras*.

Altissimus

DEXART Stamenti Militaris Advocatus.

ESCRIBIO Hieronymus Stamenti Regalis Advocatus.

Su Excelencia (3) de parte del Rey nuestro Señor acepta tan honrado ofrecimiento y servicio, como es el

(1) Sicchè la offerta fatta dagli STAMENTI SARDI pel mantenimento di sei galee, ascendeva in tutto a circa cento sedicimila lire (odierne) all'anno, perchè il prezzo medio di ventimila storelli di grano è di lire ottantamila, e le lire sarde antiche dieciottomila in denaro corrispondono a poco meno di lire odierne trentaseimila.

(2) Siccome la più gran parte della offerta fatta dagli STAMENTI rimaneva a carico dei poveri *casallii*, secondo l'art. 30 della petizione, perciò si propose che in ogni villa il signore del luogo, o barone, assegnasse gratuitamente ogni anno un tratto di terreno, affinché detti *casallii* potessero coltivarlo in *comune*, anche nei giorni festivi non solenni, e ricavarne così quella parte di frumento che doveano contribuire.

(3) Su Excelencia; cioè il Viceré, Luogotenente generale dell'isola, Presidente del PARLAMENTO.

que con esta presente escritura hazen à Su Magestad los dichos ESTAMENTOS, y agradece sumamente tan grande animo y voluntad, como es el la qual han mostrado tener en todas las ocasiones de acudir al sustento de una Esquadra de *seys galeras*, con la panatica, y cosas *manjantivas* de ella, y estima mucho, que lo que hasta oy no han podido obtener los passados que assistian en dichos ESTAMENTOS, que tan de veras lo procuraron, por la grandeza, utilidad, y beneficio, que dello resultava al presente Reyno, lo hayan alcançado de su Magestad, y del Reyno, con tanta gloria, y honra militar de Su Magestad, y de los que hoy assisten en los dichos ESTAMENTOS, confiando que puestas estas *armas maritimas* en manos de Nacion tan fiel a Su Magestad, y tan valerosa, que Dios Nuestro Señor le dará gloriosas victorias de los enemigos, que tan de cerca infestan el dicho Reyno; y assi en nombre de Su Magestad accepta la sobredicha oferta, y servicio, y *bazo la palabra Real* prometo Su Exc.^a, en virtud de la Carta que tiene de Su Magestad, despachada en Madrid à 4 de octubre del año acerca pasado de 1623, que el *General y Capitanes* de dicha *esquadra de galeras* *seran siempre naturales deste Reyno*, incluyendo en este los Señores de vasallos, que *tienen estados* en este dicho Reyno, aunque no sean naturales y assi mismo se nombraran los *Oficiales Mayores*, mientras los *naturales* del presente Reyno sean aptos y suficientes para el tal exercicio, *reservandose* tan solamente Su Magestad de poder poner un *Tiniente General*, que sea muy placico, tanto quanto sea possible, por la salvacion, gobierno, direction, y valor de dichas *galeras*, hasta tanto que en el presente Reyno haya persona placica y experta para el Gobierno de aquellas, y que el Vedor, y CONTADOR los haya de nombrar Su Magestad de la nacion que sea *servido* (che gli piacerà) por satisfacion de Su Real hazienda, que se ha de gastar en el sustento de dicha *esquadra*; y en todos los de mas capitulos que se contienen en dicha escritura, suplica con esta a Su Real Magestad, y hará lo mesmo à parte con sus *cartas*, para que se sirva *aprovarlos*, como à convenientes à su Real servicio, y provecho al presente Reyno, al qual es muy justo agradezca siempre tan grande servicio, segun sa immensa grandeza y benignidad.

Por el Ill. y Exc. Señor, Lugartiniente y Capitan General, y Presidente en el Real y general PARLAMENTO.

Ita est etc.
Ferdinandus Sabater Notarius,
et Secretarius pro haerede Serra.

XXVII*.

Discorso di chiusura del PARLAMENTO SARDO, tenuto dal Presidente del medesimo, Vicerè e Capitano generale di Sardegna (1).

(1624. — 29 aprile).

(1) Vedi più sopra il discorso di apertura, CART. N.° XXIV, pag. 270

Dagli Atti originali di detto Parlamento già esistenti nell'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna.

Despedida de las CORTES (1) hecha en el SOLLO (2) en la Santa Iglesia de Galiar à 29 de Abril 1624 por Don Juan Vivas, Virrey, y Capitan General, en nombre de Su Magestad.

En este dia del benedicto San Pedro martyr à 29 de abril 1624 damos fin al presente PARLAMENTO, y principio à la felicidad del Reyno con los *quatro cabos santos*, y *utilissimos* (3), y el servicio ordinario que en *ellas* se ha concluydo. Y ante todas cosas doy infinitas gracias al omnipotente Dios, que nos ha ayudado a la determinacion de cosas tan grandes, y honrradas, con son la de *las galeras*, y el domesticar y enserir tantas y tan hermosas campanas con *tantos millones de olivos silvestres*, y el crezer la *cultivacion frumentaria*, y introducir el *arte de la lana*; de las quales cosas en segundo lugar damos las gracias por parte de Su Magestad à los tres ESTAMENTOS del Reyno, subiendo al Cielo la grandeza de animo, fee, y dignidad que han mostrado, de que daremos larga quenta al Rey Nuestro Señor, para que con su natural benignidad lo agradezca, y haga honrras, y mercedes à tan fieles y cordiales vassallos. Y en el discurso de estas CORTES (4) protestamos delante Dios, y de los hombres, de no haver buscado ningun voto, si no es para el bien publico, ni haver usado ningun mal medio para niuguna cosa, ni haver hecho promessas a nadio para que umiesen bien en niuguna cosa, procediendo, y tolerando pacientemente al principio lo que convingo, y ordenando despues lo necessario, y amonestando à lo mejor que se nos ha alcançado con llamamiento, y placica publica, mostrando las entrañas, que por misericordia de Dios hemos tenido siempre, y de presente tenemos, y deseamos conservar hasta la fin de nuestro governo (5);

(1) Quando li tre STAMENTI (*Bracci*) si riunivano insieme in assemblea generale, e formavano *Parlamento*, prendono la denominazione di CORTES; e perciò le risoluzioni che vi si prendono a maggioranza di voti, aveano forza di legge e si chiamavano *Capitoli di Corte*.

(2) SOLLO. Percchè il vicerè, o il presidente delle CORTES (*Parlamento*), rappresentando il Sovrano, sedeva sotto il soglio per ciò preparato. Le assemblee generali delle CORTES si tenevano nella chiesa cattedrale di Cagliari.

(3) *Quatro cabos santos y utilissimos*; cioè li quattro *Capitoli di Corte*, co' quali in quel Parlamento si stabilì la creazione di una *flottiglia di otto galee* per proteggere le spiagge dell'isola dai pirati barbareschi; l'innestamento dei milioni di olivi selvatici, dei quali era ricca la Sardegna; lo stabilimento di un *Censore* in ogni Comune per curare, proteggere, o promuovere d'interessi dell'agricoltura; e la introduzione nell'isola dell'*arte della lana e della seta*.

(4) Le CORTI (*Parlamento*) erano state aperte nel 5 febbraio 1624, e furono chiuse nel 29 aprile dello stesso anno.

(5) La protesta, o giuramento, che alla fine di questo discorso fece il vicerè, presidente del *Parlamento*, di non aver calato voti favorevoli, di non aver promessa favori o ricompense a chicchessia, e di non aver usato mezzi illeciti per far consentire alla propria volontà i membri delle CORTI, fu una *formalità* ed una *ipocrisia*, poichè appunto il vicerè Vivas abusò scandalosamente del suo potere, onde obbligare i rappresentanti della nazione a votare ed a fare quanto a lui piacque, sostituendo l'arbitrio alla libertà ed alla legalità, come si prova per molti documenti storici di quel tempo; lo che diede luogo a ricorsi dello STAMENTO MILITARE al re Don Filippo IV, affinché tutti gli atti di quel *Parlamento* fossero annullati, non essendo nè punto nè poco la libera espressione degli Ordini rappresentativi della Sardegna.

mediante las quales cosas, y lo meyor y mas esencial del valor, y bondad de los ESTAMENTOS, y de tan grandes y dignos Ministros como nos han cuydado, hemos podido alcançar la gracia de Dios sobredicha del bien y grandeza del Reyno en los dichos *cabos*, y cuyo cumplimiento y execucion comidamos à todo el Reyno por su proprio bien y riqueza, y honrra, à lo qual andaremos siempre con el zelo devido à Dios, à Su Magestad, y al dicho Reyno, por lo qual perderemos la vida, y quanto sea en poder nuestro somos obligados por tantas razones, declarando que siempre lamos tenido delante nuestra primera proposicion, para conformar con ella esta despedida y fin dellas CORTES.

A honor y gloria de Dios, y servicio de su Magestad, y utilidad y provecho deste Reyno de Cerdeña.

XXVIII*.

Elenco delle persone gratiate nel giorno della conclusione, e chiusura del PARLAMENTO celebrato in Sardegna dal viceré Don Giovanni Vicas.

(1624. — 29 aprile).

Dagli Atti originali di detto PARLAMENTO.
Antico Archivio del Patrimonio Regio di Sardegna.

Memoria de los perdonados el día del SOTTO ⁽¹⁾, a honrra de la conclusion de las CORTES, sin ninguna composicion ⁽²⁾.

1. El doctor en Medecina Juan Antonio Sanna desta ciudad de Caller.
2. Leonardo de Fele de la villa de Orusey.
3. Pedro Pinna de Castillo Aragones (odierno Castel Sardo).
4. Juan Corbu Niedo de la Ciudad de Sasser.
5. Pedro Andres Sanna de la villa de Bono.
6. Agustin y Gorgio de lo Frasso de la ciudad de Sasser.
7. Simeon Squinto de la villa de Anella.
8. Sebastian Ranquina de la villa de Orgosolo.
9. Juan Foddiss, y Simoni Foddiss de la ciudad de Sasser.
10. Antou Paulo Pisquedda.
11. Juan Pisquedda Ccatlacholu, y complices de la villa de Gayro de la encontrada de Anglona.
12. Antonio Solinas Manali de la villa de Ocjer.
13. Joan Cossn Fran de dicha villa.
14. Pedro de lo Frasso de dicha villa.
15. Juan Luca Sequi de dicha villa.
16. Don Diego de Tola de dicha villa.
17. Don Juan Maria Tola de dicha villa.
18. Andres Paduano de la ciudad de Sasser.
19. Pedro Paulo Sanna de la ciudad de Oristan.
20. Antonio de Apello de la ciudad de Castillo Aragones.

(1) *El día del SOTTO*. Il giorno in cui si chiudevano le Corti generali si chiamava del SOTTO, perchè il viceré s'interveniva in forma solenne e si assisteva sotto il SOTTO regale.

(2) Pare adunque che le grazie si accordassero per sole leggere mancanze o contravvenzioni a qualche legge, perchè si dicono accordate senza composizione di sorta (*sin composition*)

21. Juan Andres Cambone de la villa de Gallitelli.
22. Sebastian Niolo de la villa de Fiorinas.
23. Juan Niolo de dicha villa.
24. Cossn Espano de la villa de Ocjer.
25. Juan Leoni de la ciudad de Bosa.
26. Hieronimo Marxi de la villa de Gerrey.
27. Juan Angel Maxoni de la villa de Mogoro.
28. Sebastian Paedda de la villa de Fiorinas.
29. Andres Sisto de la villa de Ocjer.
30. Diego Bologna de la ciudad de Sasser.
31. Domingo Usay de la villa de Salariu.
32. Juan Martin Genoves.
33. Juan Maria Leon de la ciudad de Sasser.
34. Angel Peis de la ciudad de Bosa.
35. Antonio Solinas Magnali, y Juan Cossu Fran de la villa de Ocjer.
36. Hieronimo Vidal Notario de Caller.
37. Sebastian Naytana de la ciudad de Bosa.
38. Bartolomé Hotjano, y Angelica Hotjano, padre y hija.
39. Don Pedro Pilo de la ciudad de Sasser.
40. Pablo Cordedda de la villa de Fiorinas.

Fin de los Perdonados.

XXIX*.

Il re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV sanziona con suo R. Diploma i capitoli discussi, e votati nel Parlamento celebrato in Sardegna nel 1624 sotto la presidenza del viceré Don Giovanni Vicas.

(1625. — 11 novembre).

Dall'antico Archivio del Reale Patrimonio in Sardegna,
Cod. Cart. II.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalis, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispatis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Abspurgii, Flandriae, et Tirolis, Barchinonae, Rosilionis et Ceritaniae, Marchio Oristanii, et Comes Goceani. — Cum anno praeterito millesimo sexcentesimo vigesimo quarto, pro bono statu, ac recta iustitiae administratione, statumum generale PARLAMENTUM in praefato Nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc spectabili Don Joanni Vivas Nostro Locumtenenti, et Capiteano Generali in eodem Regno fuit a Nobis demandatum; qui in vim Nostrae potestatis sibi concessae, vocatis, prout moris est, Regni praedicti incolis, PARLAMENTUM indixit in nostra civitate, et castro Calaris, ibidemque finivit et consumavit, in quo, dum varia negotia status Regni praefati, ac universae illius reipublicae utilitatem et tranquillitatem concernentia tractarentur, ut ex actis in processu ipsius PARLAMENTI ad Nos in authentica forma transmissis vidimus apparere, inter

caetera per STAMENTUM MILITARE Regni praedicti fuerint oblatas coram dicto Nostro Locumtenente, et Capitaneo Generali nonnullas supplicationes, et capitula, quas nobilis et dilectus noster Don Antonius Manca de Omedes, Syndicus praefati STAMENTI MILITARIS ad Nos destinatus cum publico Syndacatus instrumento, de quo Nobis constitit in autentica forma coram Majestate Nostra, et in Nostro sacro Supremo Regio Aragonum Consilio, una cum responsionibus in calce cujusque supplicationis, et capituli per eundem Locumtenentem Generalem vices Nostra Regia factis, et adiectis; fultque per eundem Nobis humiliter supplicatum, ut supplicationes, et capitula eadem acceptare, concedere, confirmare, et indulgere de Nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero, perspectis innata fidelitate, ac servitio per incolas dicti Sardiniae Regni Coronae Regiae Aragonum praestitis, et impensis, quaeque prestituros speramus, supplicationibus quidem, capitulis, ac decretationibus ipsis per Nos in dicto Nostro S. S. R. Consilio, visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in calce cujuslibet capituli appositum est, et decretatum, non obstantibus in contrarium praetensis, et allegatis, tam per Stamenta dicti Regni, quam per singulares ejus personas, conjunctim, sive divisim ⁽¹⁾, quibus, ea qua decet maturitate, perpensis, et consideratis, visum fuit non obstande. Quorum quidem supplicationum, capitulorum, et decretationum series sequitur sub his verbis ⁽²⁾.

Quam quidem petitionem, et capitulo in ea praeserta, juxta decretationem in fine ipsis per Nos factam, tenore praesentis, de Nostra certa scientia, Regiae auctoritate, deliberato, et consulto acceptamus, animoque gratuito roboramus, et validamus, auctoritatemque Nostram interpositum pariter, et assensum. Quapropter Spectabili, Nobilibus, Magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus nostris, Locumtenenti et Capitaneo Generali Nostro in praefato Sardiniae Regno, Praesidenti, seu Id officium Regenti, Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Judicibus Curiae, Advocatis et Procuratoribus Fiscalibus, et Patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformato-ribus in Capitibus Callaris, Gallurae, Sassari, et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro rationali, ac Regenti nostram Regiam Thesaurariam, seu eorum Locumtenentibus, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Alguazirils, Virgariis, et Portariis, caeterisque damum, universis et singulis officialibus, et subditis Nostre, majoribus et minoribus, in dicto Sardiniae Regno constitutis, et constituendis, eorundemque Officialium Locumtenentibus seu officia ipsa regentibus, et ambrogalis, praesentibus et futuris, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque fiscoeorum auri Arago-

num mille nostris Regiis inferendam Aerariis, decimas, praecipimus, et jubemus, quod praesertim supplicationem, et capitula in ea contenta, et unumquodque eorum, juxta decretationis, et responsionis in fine ipsorum positae per Nos positae soriem et tenorem, teneant firmiter, et observant, tenerique, et inviolabiliter observari faciant per quoscunque, et non contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contra facere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa; si Officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, et praeter iras, et indignationis Nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, Nostro Regio comuni Sigillo pendente munitam. Dat. in oppido Madriti die vudecima mensis novembris, anno a Nativitate Domini Nostrai millesimo sexcentesimo, vigesimo quinto, Regnorumque Nostrorum anno quinto.

YO EL REY.

- V. Comes Thesaur.
- V. D. Franciscus de Castelv Regens.
- V. D. Luis Blasco.
- V. Pueyo Regens.
- V. D. Salazar Fontanet Regens.
- V. Calba de Valseca Regens.
- V. Bernardus Navarr de Roira R.
- V. D. Franciscus Leo Regens.
- V. Femat pro Cons. Gener.

In Sardiniae VI, fol. 404.

Dominus Rex mandavit mihi Thomae Femat, visa per Comitem Gener. Thesaur., D. Fontanet, D. Castelv, Zalba de Valseca, D. Blasco, D. Navarro, et D. Leo Regentes Cancellariam, et me pro Conservatore Generali.

Capitulos presentados per parte de los Estamentos Militar y Real, en que tambien consintio el Ecclesiastico, en el Parlamento que el año pasado 1624 celebró en Cerdeña Don Juan Vivas, Virrey y Capitan General de aquel Reyno, tocantes à la esquadra de galeras.

XXX*.

Ordine Reale di Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona a Don Giovanni Vivas, viceré di Sardegna, relativamente alle riunioni separate, e collegiali dello Stamento Militare.

(1625. — 16 novembre).

Spectable Don Juan Vivas, mi Lugartiniente, y Capitan General. — El ESTAMENTO MILITAR desse Reyno en el cap. 1, y 2 de los que presentó en el PARLAMENTO, que en el año pasado celebrastes, pretende, como saveys, que pueden juntarse los Militares de Sasser de por sí collegialmente, y supuesto que esto no conviene, he mandado decretar en ello lo que vereys por la copia de la decretacion, que con esta se hos embia, y advertiese hos, que ordenes à los Gobernadores de Callar, y Sasser, y à mi Procurador Real, que siempre que los Militares tratan de juntarse en Callar en forma de ESTAMENTO, sea

(1) Con queste parole si allude ai capitoli che non furono approvati dal Re, e che erano stati vetati, e proposti dallo STAMENTO MILITARE; ma non si dice la ragione per cui furono rigettati; bensì genericamente ed arbitrariamente si dice « non obstantibus praesentis ecc. »

(2) Sigliono nell'originale i capitoli presentati alla sanzione sovrana; tendono a petizione dei tre STAMENTI, e sotto a petizione dello STAMENTO MILITARE. Dei primi ne furono respinti tre soli. Gli altri furono tutti approvati.

asistiendo uno dellos personalmente, y no de otra manera, avisando hos, el que dellos se huviere de hablar en la dicha junta, las causas, y negocios para que pretendieran juntarse, pues no siendo para los efectos referidos en la decretacion de los dichos dos Capítulos, de que haveys dar traslado à los dichos Gobernadores, y Procurador Real, no haveis de premitir vos, ni el mi Lugar-teniente, que os succediere, el juntarse los dichos Militares, Gobernadores, y Procurador Real; y à los mesmos escrivo en razon desto, para que lo tengan entendido. Dat. en Madrid à xvi de noviembre mdcxiv.

YO EL REY.

- V. Comes Thea.
- V. D. Franciscus de Castelv Regens.
- V. D. Luis Blasco.
- V. Paevo Regens.
- V. D. Salvador Fontanet Regens.
- V. Zalba de Vallesca Regens.
- V. D. Franciscus Leo Regens.

Femat Secretarius.

XXXI.*

Posti assegnati dal vicerè di Sardegna Marchese di Vayona alla Cavalleria e alla Fanteria nazionale nella città di Sassari, ed ordini da tenersi ed eseguirsi dallo medesimo in caso d'invasione, o di aggressione nemica⁽¹⁾.

(1629 — 28 aprile e 2 maggio).

Dall'originale posseduto dall'Autore del presente Codice.

Puestos para las compañías de cavalleria, y de infanteria, desta ciudad de SASSARI, ordenados por el Marques de Vayona, Virrey, y Capitan general, son los siguientes:

1. En la Puerta de ROSELO la compañía de Don Angel Manca.
2. En la eminencia en frente del baluarte de la misma Puerta la compañía de Don Sebastian Zonza.
3. En la misma Puerta la compañía de Don Juan Cariga.
4. En la iglesia de la TRINIDAD una tropa de cavalleria de Sancta Catherina, y guarda las avenidas fuera las viñas al camino de Sancta Maria de Pisa, y al camino va al piano di li travi, y viña de tal Lorenzo Peligroso.
5. En la Puerta de SANT'ANTONIO la compañía de Don Franciscus de Feno.
6. En la eminencia de dicha Puerta la de Don Franciscus de Castelv, junta à la de Don Franciscus de Ansaldo, la del *Maestre de campo*, la mitad de la compañía de cavalleria de Sancta Catherina, con el estandarte de la ciudad, en el camino que mira al *Rio Mano*, va al *Rio*

bugioso, que sale à *Ponte Brandino*, y piano di li travi, y viña de tal Lorenzo Peligroso; y la compañía de Don Pedro Pilo en la beca del camin, que va à San Gavino.

7. En lo alto de San Pablo la compañía de Don Ignacio Carrillo.

8. En el camino, entre la viña de *Barbo*, y la huerta de la Seo (Cattedrale) la mitad de la compañía de Don Diego Gaja, va camino à los curzones de *Nana ligini*, que sale à la viña de Baigio Casabò, y al otro camino de la pedraia de Santa Maria, al camino de Carriga, y sale à otro de San Baingeddù, que va à la viña de Luca Dais, y *fontana de Corbo*; y la dicha mitad delante el brevarador de Botlem.

9. En la pared del Oim de Bettein, à parte de dentro, la compañía de Joachim Paduano.

10. En la Puerta de UZARI la compañía de Don Juan Pilo.

11. En la eminencia de la misma Puerta la compañía de Don Pedro Guio.

12. En la misma Puerta la compañía de Don Franciscus Sasso, y la de Don Carlos Cariga.

13. En SANT'ANNA la compañía de Simon de Agueña con su estandarte guarda el camino de UZARI, y Puerta del Carro; y en *bis ronda* está la de Sancta Catherina.

14. En la PUERTA NUEVA la compañía de Don Gavino Manca y Zonza, la de Gavino Sabba, y la compañía de Don Gavino Manca y Sasso.

15. Entre la Torre TORONOLA, POÇO de BENA la compañía de Don Quirigo Pilo.

16. En la Puerta de CASTILLO la compañía de Don Antonio Manca de Omedes.

17. En la eminencia de dicha Puerta la compañía de Don Jayme Manca y Ledda. En el *Cuerpo de Guardia* la compañía de Don Gavino Paliacho.

18. De las cinco compañías de à cavallo, de cada qual se ha de tomar quatro soldados para poner en el CAMIN.

19. Y de dichas compañías de cavállos se ha de tomar de cada qual otros dos soldados para que dellos vayan, es à saber cinco con el Governador, y los otros cinco con el Commissario General, para llevar órdenes.

El Sargente Mayor de Sasser por Su Magestad
Gavino Salbano.

El Capitan Don Gavino Manca y Zonza mandará à sus Oficiales, y soldados, si en occasion de noche se toque arma, accedan à su bandera, y el mesmo acudirà à ella, y marchara por el *Cuerpo de guardia*, donde dexará su bandera entregada al Alfoz estuviere de guardia, dexando dos soldados de su compañía armados para guardia della, y con todo el resto de su compañía marchará en la *plaza del CASTILLO*, donde irá alto, y Escudadrò de su compañía, y mandará vaya el Sargento con veinte cinco soldados armados, y en cabo, à la Puerta nueva de garnision, y con la demas gentes esperará la orden se le à de dar para socorrer algun puesto peligroso, y si la arma se tocare de dia, acudirà con su compañía y bandera, saliendo por la Puerta de Sant'Antonio al campo de Bettein para ponerse en Escudron, donde se dará la

(1) Questi ordini furono dati, per quanto può inferirsi dalle memorie contemporanee, onde la città non fosse sorpresa e occupata da nemici, come lo era stata due anni avanti (1597) dai Francesi capitani da Remo Ursino da Ceri, i quali vi fecero grande bottino, e distrussero l'Archivio municipale (Fava, *De Rebus Sardinie*, lib. IV o Sisco nella *Vita di Andrea D'Orta*).

orden, advirtiendo que todos los soldados tengan sus armas à punto, y sus municiones à cumplimiento acudiendo, advirtiendo los con puntualidad, que se deve, al primer toque de campana, y caxas, y que traigan provision de comida para un dia, y algunas achas de cortar leña, teniendo los oficiales los soldados repartidos de quarenta en quarenta por escuadron; y todos en sus Casas den orden, tocando arma, saquerías à las ventanas, y ningun viejo, niñu, ny mujer salgan de sus casas, ay nlogun se atreva à disparar de noche, ny passar patabra, ny moverse del puesto señalado sin orden de sus Ofissiales, que saldrán con sus insignias, y armas, y tengan mandado al que tienen señalado por *Tambor* de su compañía, acuda à dicha bandera, y esto so pena de *tres ratos de cuerda* para el soldado, y de la Real desgrasia para los Capitanes, y Ofissiales, y otros arbitrios de su *Excellencia* (1). Dat. en Sasser a 28 de abril 1629.

Don Jeronimo de Omedes.

Otra se ha registrado del mesmo tenor para el Capitan Don Jayme Manca y Ledda, puesto que bembia veinte hombrés à la Puerta del CASTILLO.

Otra se ha despedido del mesmo tenor para el Capitan Don Juan Cariga, excepto que no embie ninguna gente à ninguna parte.

Don Jeronimo de Omedes.

El Sargento Major de Sasser por su Magestad.

Manda su Señoría a los Capitanes de infanteria, alferrezes, y Sargentos, y Cavo de escuadra de la ciudad de Sasser observar, y observar hagan a sus soldados lo siguiente:

1. Qualquier Capitan fuere nombrado para entrar de guardia, entre personalmente de guardia con sus armas, y con el *pajedatella*, y con la *gireta*; y duerma en la guardia, si ya no tuviere causa bastante, y legitima excusa, de la qual dara cuenta; y antibien acuda a casa del Alferrez adonde estara la bandera à la ora d'entrar de guardia para de alli marchar à la guardia; y al salir della personalmente la acompañe asta dicha Casa donde la saco; asi bien tenga bandera pagada por los soldados, y dos caxas, o una a los menos, con las personas señaladas para que la toques, y todo lo mandara comprar, para que sea efetuado, pues corre por su cuenta, y todo lo demas que se sigue.

El Alferrez, que su compañía fuere nombrada para entrar de guardia, des de la mañana à de sacar la bandera en la ventana de su Casa, y à de mandar a los *atambores*, o *atambor* de su compañía terra señalado vaya tocando por el Quartel de los soldados de su compañía, echando bando, que todos los soldados de su compañía acudan a su bandera, a la tarde dos horas antes de anvesher, armados, y monicionados, conforme estan obligados, y ninguno con armas prestadas, y los desarmados tambien acudan à dicha

bandera: dicho *tambor* una ora antes de entrar la guardia dara otra buelta por dicho Quartel, haciendo lo mismo dicho, y se ira à su bandera, adonde estara tocando en ella hasta que entre la guardia; y una vez entrada no se mueva del Cuerpo de Guardia, sin licencia, y dormira en dicha guardia.

Dicho Alferrez tendra echa la Lista de los soldados de su compañía para cada Cabo de Escuadra sepa, y conozca los soldados de su Escuadra, y do abitan, para avisalles, para en caso fuesse menester, sin tocar caxas.

Dicho Alferrez à la hora, y antes de entrar la guardia, se ha de hallar en su Casa à su bandera, y tendra señalado una persona, para que le sirva de *Abanderado* para qualquier ocasion le haie menester: si su Capitan entrara en la guardia, dicho Alferrez à de llevar la bandera, y el *Abanderado* delante dell con su *tenablo* al cnello, la puta asia a tras; y si su Capitan por legitima excusa no entrare, dicho Alferrez à de guiar su compañía con el *tenablo* a la man, y dicho *Abanderado* ha de llevar la bandera de su puesto.

El dicho Alferrez, una vez entrado de guardia, no puede salir del Cuerpo de guardia sin licencia de su Capitan, quedando en dicho Cuerpo de guardia el Sargento, el qual no se movera de dicho Cuerpo de guardia, mientras dicho su Alferrez estuviere fuera, si ya no es que su Capitan se lo mandara para algun servicio de su Magestad.

Al Sargento de la compañía entrara de guardia se le de orden, que en continente tenga la orden para entrar su compañía de guardia, de dello noticia a su Capitan Alferrez, y Caves de Escnadra, para que cadauno lo sepa, y pueda cumplir con su obligacion.

El dicho Sargento, com a persona que depende del todo el maxo, y acciones de la compañía, à de tener particular cuidado de saver quantos soldados tiene, y cadauno que annos tiene, y que armas le faltan, para procurar, y mandar a los que tienen armas la tiengan limpias, y aderesadas, y las lleven bien puestas en el lugar deven, y las municiones cumplidas, y se ha de ballar, antes de entrar en la guardia, a la bandera, y conforme los puestos, do tendra orden de embiar gente, axi como se fuere recoxiendo, lo ira señalando, dando le para cada puesto un Cavo, à los quales ha de dar la orden que tuviere, y cada uno à de agnadar en su puesto con orden, en entrando la guardia, y arimada su bandera en el Cuerpo de guardia, cada Cavo nombrado torne sus soldados, y se sera a su puesto, y solo queden en la bandera los que no son nombrados para ningun puesto, sino para el Cuerpo de guardia, a los quales hara arrimar las armas por consierto, poniendo posta a la bandera, y a ellas, y las demas postas tuviere orden de poner.

Dicho Sargento à de tornar los ordenes que se ban de guardar en dicha guardia, y dar cuenta dellas a su Capitan, y Alferrez, y distribuir las a los Caves de Escuadra, y soldados, uniendo particular cuidado, si a los que huviere dado orden las cumplan.

Dicho Sargento, llegada la hora de serrar las puertas, à de tomar seis soldados con sus armas, y à de ir a serrar todas las puertas, tomando las llaves dellas, y llevandolas al Cuerpo de Guardia, y la ultima puerta, que se ha de serrar, à de ser donde mas concurso de

(1) E fra gli arbitrii accordati a S. E. il Viceré vi sarà stato probabilmente ancor quello di far dare più tratti di corda, a vece di tre soli, ai soldati insubordinati.

gente suele venir; y en caso, por excusar trabajo à dicho Sargento de ir por todas las puertas, podra dar la orden al Cavo, que estuviere en cada puerta a la orden que se le dara, la orden que la sierra, y tomen las llaves, y con otro soldado las lleven al Cuerpo de guardia para entregarlas al dicho Sargento, el qual las podra junto a la bandera, y entregara a la posta, si ya no haja orden de llevarlas a su Señoría

Dicho Sargento, habiendo recebido todas las llaves, me dará cuenta, y con seis soldados armados, y el con su alabarda vendra adonde se estuviere el otro ajudante, para bolver con uno de los dos al Cuerpo de guardia, para dar el nombre al Capitan de la guardia, el qual Capitan lo dara a su Alferrez, y el Alferrez de guardia a su Sargento, y dicho Sargento lo dara a los Cavos de las puertas, que han traído las llaves, los quales, despues de haverlas entregado, no se han de mover del Cuerpo de guardia principal asta tener dicho nombre, quando con el, y sus Soldados se iran a su puerta para darlo a las postas que buviere.

Dicho Sargento a dos horas de noche, ò antes, ò despues, à de tomar quatro, ò seis soldados de su compañía por ver si cumplen con la orden que se les à dado, y estan con vigilancia; y si los hallan en alguna falta, dara cuenta para que sean castigados; y buuelto a dicho Cuerpo de guardia dara cuenta a su Capitan, y Alferrez, y de como los buviere aludados.

Dicho Sargento tiendra cuidado de embiar las rondas que tuviere orden de embiar, y a las horas que se le ha señalado, assi las de la muralla, como las de la ciudad, y siendo de dia claro, en tocando la alborada, a tomar su alabarda, y seis soldados con las llaves de las puertas, y se ira abrir, y la ultima que se ha de abrir es la de asi a la marina: en el abrir cada puerta à de hazer tomar las armas a los soldados, que estan de guardia della, y abierta la puerta han de salir dos a reconocer a cien pasos las avenidas de dicha puerta, y entretanto à de estar la puerta serrada, y boliendo los dos que han ido a reconocer con relacion que no han descubierto nada, se ha de abrir la puerta, y tomar la gente que estava de guardia en cada puerta, y con toda ella bolver al Cuerpo de guardia, dando cuenta a su Capitan, para que al pueda salir de guardia, y bolver la bandera a su casa del Alferrez, y cada soldado irse a su casa; quando dicho Sargento a la mañana se ha de dar cuenta de todo lo dicho, a dicho Sargento han de asistir todos los Cavos de Escuadra; es a saver cada uno en lo que les quisiere emplear, si bien para mostrarse buen vasallo de su Magestad, y Ministro, para que lo ha de procurar azer todo qualquier Cabo de Escuadra: la compañía que toca entrar de guardia ha de procurar avisar a sus soldados sean puntuales en acudir a su bandera a la hora de entrar de guardia, y para que mas presto sean avisados, todos los soldados, pueda cada Cavo de Escuadra nombrar en su Escuadra quatro amigos, ò ocho, para que tengan cuidado de avisar diez ò cinco de dichos soldados, advirtiendoles que qualquier aviso que los dieren lo observen.

Los soldados de cada compañía tendran las armas limpias, y apunto, y tendran una libra de polvora, cincuenta balas, y quatro passas de cuerda, y al que tocará entrar de

guardia ha de entrar con sus armas, y dichos monesteres, y acudir a su bandera a la hora dicha, para entrar en guardia, y en ocasion de arma siendo obediente a sus ministros, y una vez entrado de guardia ninguno no moviera del puesto lo fuere señalado; sin licencia del Oficial mayor, o Cavo que estuviere, y dichos Oficiales, y Cavos nada daran, si no es a la tercera parte de la gente de guardia, para que queden siempre en ella las dos partes, y asi tras unos, vayan otros por sus necesidades.

El Capitan se hallara de guardia, la noche que se tocara arma ha de mandar tocar sus cajas, si se lo mandara el Superior, y con sentir se toque la campana de la Ciudad, y no de otra manera, y en el mismo punto ha de tomar las avenidas de dicho Cuerpo de guardia, poniendo gente en ella, conforme lo que tuviere, y a de tener el nombre, y no lo dexa a ninguno sin que solo den adonde ha de estar dicha gente en dichas avenidas, en ocasion de arma, como esta dicho, y quando no la halle, ha de haver una posta, con en la esquina de Don Pedro Gaia, que descubre por la Plaza a si a Santa Catharina, y por otra parte la calle, y puerta principal de Jesus; otra posta de estar en la esquina de la casa de doña Carenza Manca, que descubre la calle del Alamo; otra posta mas arriba de la puerta pegada de la Ciudad, que descubre la Plaza de Corte de lardo; otra posta a la esquina de la Argentina, que descubre la plaza de asi a San Antonio; y la Argentina; y la otra posta a la esquina de la calle de Santa Clara; y otra posta en el parche de la Ciudad, que descubre; y tome la palabra de las cinco postas dichas, y la de, y passe a la posta de la guardia, de las armas, y banderas.

Dicho Capitan, habiendo venido cinco, ò seis banderas, y entregado a su Alferrez de guardia, y dexado los dos soldados por cada bandera, recorra todos sus soldados de su Compañia del Cuerpo de guardia, y dexando el Alferrez con la bandera en el con dos soldados de su Compañia solos, y los dos de las banderas, que abran venido, y vendran, se iran al puesto que tienen señalado; y embiara un Cavo de Escuadra a las puertas a dar orden a su gente, que siempre que llegaren otros soldados para guarnision dellas, les dare la orden, y les dexen la guardia de dichas puertas; y se retiraren donde dicho su Capitan les dira venga; y advertira a la gente desarmada de su Compañia, que por falta de armas no estan de guardia; y entrando a una acudat al dicho Cuerpo de guardia para irse con la gente armada a su puesto con su Sargento.

Al Alferrez de la Compañia, que estuviere de guardia, la noche que se tocara arma, se ha de entregar todas las banderas, que se hallaren, y trasmen, y de los dos soldados de cada Compañia, y con ellos, despues el Capitan se vayan con la gente de su Compañia, se ha de estar en dicho Cuerpo de guardia, y poner en cada seis puestos dos soldados de posta, y ademas de la posta de las banderas; quales postas de las cinco avenidas no tendran nombre sino solo lo del parche, y de las armas, no dexando entrar a nadie en Cuerpo de guardia sin nombre; y en caso viniere alguno sin el, y quisiera entrar, le diran no puede; y si dixiera traigo alguna orden, saldra un ombre de confianza con seis soldados a reconocerle, y entrarle.

o de todos los Sargentos de la Compañía se ordena; que todas las tardes, hasta noche, se halle personalmente con el alabardo al Cuerpo de guardia principal para darles el nombre; y si alguno orden hubiere; y en caso que no me hallare, hallará a mi ayudante dichos Sargentos cada uno con particularidad teniendo el nombre, lo ha de ir diciendo a los Capitanes, y Alferes; y cada Sargento, quando están por el nombre, llevara con sí un soldado con sus armas, para llevarle de guardia en el Cuerpo de guardia; alrta siempre que la noche haviere cosa de que avisar a los Capitanes, Alferes, y Sargentos, y Cavos de Esquadra, se halle un soldado, y tambor de cada Compañía en dicho Cuerpo de guardia, para que vaya a dar dicho aviso.

El Alferes de la guardia, que en ocasión que se toque alarma, a de mandar un soldado de su Compañía, me venga avisar; y al Señor Gobernador, y otro soldado vaya avisar al Comissario de la Cavallería, y al Sargento Mayor de los Cavos, y esto tambien a qualquier nueva de sospecha haya, y mandara a todos los soldados de las otras Compañías, que estaran en Cuerpo de guardia, vayan avisar a sus Capitanes, Alferes, o Sargentos, y Cavos de Esquadra, y vuelvan a dicho Cuerpo de guardia, por si a caso viene otro aviso.

Asi bien ordena mando V. Señoría, que en el Cuerpo de guardia principal, y en ninguna de las puertas ninguna soldado sea dado maldecir, y jurar el nombre de Dios, ny de su Santa Madre, ni menos sea oada poner mano a la espada, y daga contra de otros, ny tratarse mal de palabra; ny de manos, ny perder respecto a sus Oficiales, ny boen, sino que estén con toda quietud, ny se juegue a riado, ny en otra parte que en la mesa con toda quietud; y que las diferencias de los juegos se haya de pasar por lo que dijere el Oficial informado (1).

En cada puerta de las cinco han de ir octo soldados con el Cavo para tener una posta en dicha Puerta, do estaran armadas las armas; y otra posta en cima de la Puerta, para que descubre la campaña y la marina, con particular cuidado, a la hora de hazer los fuegos las torres, segun oviere quentos habran hecho, y en continente han de avisar al Capitan de la guardia; el mandara el aviso, para darle a su Señor, dos Soldados, y Cavos de las Puertas. Qualquier aviso que viniere a qualquier Puerta fíam de tomar luego; y venitwelo a dar para avisar a Señoría; y para ordenar lo que fuere menester. La dicha posta, que estuviere en cima de la Puerta, no ha de conucentr que ninguno se allegue a ella; y si viese tropa de gente a cavallo, o a pie, o sintiera disparar en la marina, como esta dicho, no dara aviso luego.

En cada una de las cinco puertas de la Ciudad, y en cada una de las torres, se han de poner los siguientes avisos:

Estos son los puestos, que ee ha dado a las Compañías de orden de su Excelencia oy a dos de Mayo 1629.

(1) Per ordine disciplinare si vedono che soldati lo bestemio, le provocazioni con parole offensive o a mano armata contro i loro compagni, o i giuochi a fidanza (a fiado): le questioni che potessero insorgere a causa di giuoco doveano essere decise dall'ufficiale loro superiore, cui si raccomandava ussere il dovuto rispetto. Si vede pure proibito il gridare con voci smodate del Corpo di guardia.

1. Compañía de cavallos de S.^a Catherina, con su estandarte, a la tua del camino va al Río mono: mas embiara 40 soldados a la Trinidad, y 4 al Carmel, y dos al Señor Gobernador, y dos al Comissario General.

2. Compañía de Don Pedro Pilo, con su bandera, a la boca va al camino grande de San Gavino: mas 4 soldados al Carmen, dos al Señor Gobernador, dos al Comissario General.

3. Compañía de Don Ignacio Carillo, con su estandarte, a lo alto de San Pablo, y 4 soldados al Carmen, dos al Señor Gobernador, dos al Comissario General.

4. Compañía de Don Diego Gaja, con estandarte, al camino de entro la vna de Barba, y Puerta de la Seo, y embiara la mitad de la Compañía con el Titiente delante del bierador, y Puerta de Molinas, y 4 soldados al Carmen, dos al Señor Gobernador, dos al Comissario General.

5. La Compañía de Don Antonio de Lipert, con su estandarte, acudira a Sant'Anna.

XXXII.

Istruzioni spedite a Sardegna dal Consiglio dell'Ordine di CALATRAYA, nelle quali sono fissate le forme e gli esami che si doveano fare, prima di concedere ai postulanti, od ai designati dal Re, i distintivi degli Ordini Religiosi e Militari della Monarchia Spagnuola.

(1629. — 11 agosto).

Dall'Autografo posseduto dall'Autore del presente Concy.

I.

Istrucion que se ha de poner siempre en los despachos que se embiaren fuera destes Reynos, (ciò di Spagna, di Aragona e di Castiglia), donde se hazen informaciones para Cavalleros, y Religiosos, que no tienen tanta noticia de la forma, modo, y requisitos, con que se deben hazer, y se acostumbra en España.

Primeramente el Cavallero, que requiere los despachos, se ha de juntar con el Cavallero ò Religioso que lo tocare por compañero, porque uno solo no puede, ni debe hazer nada, y juntos vean, y han a la letra la comision que se ha dà, interrogatorio y genealogia del pretendiente, y esta instrucion, para enterarse de todo, y visto advertian bien lo que deven hazer para que la informacion, y diligencias que hizieren no vengan defechosas, por el daño que de esto se seguiria a la parte.

Y avendo visto los despachos, antes de comenzar la enformacion, se han de tomar juramento en forma luno al otro, del que bien, y fielmente haran la dicha informacion, y que no son parientes, ni sus mugeres, de dicho pretendiente, ni de la suya, si la tuviere, y de que guardaran secreto: y este juramento le han de escrivir en las espaldas de la comision de letra, y mano duno dellós, y lo firmaran entrambos de sus nombres.

Iran precisamente a la Ciudad, Villa, o Lugar, donde tuviere su naturaleza al pretendiente, y sus Padres, y

abuelos paternos, y maternos, y en cadauno de los lugares, de donde fueren naturales, y en qualquieres de dichos lugares examinaran veinte testigos, si no es que les parezca examinar mas, segun la calidad, y circunstancias del negocio, procurando sean hombres de edad, virtud, y buenas costumbres (sic), y no sospechosos de amistad, e enemistad, ò obligaciones con el *pretendiente*, y que sean de todos estados, eclesiasticos, nobles, y plebeyos, y noticiosos de las cosas de aquel Reyno.

Y a cada testigo de por si le han de tomar *juramento*, por Dios, y sobre la Cruz, que dira verdad de lo que supiere, entendiere, ò huviero oido dezir, y le fuere preguntado; y hecho le haran las preguntas del *interrogatorio*, cadauna de por si, y el testigo ha de responder a lo que cadauna contiene, dandole a entender lo que se le pregunta en la lengua, que el dicho testigo mayor entendiere, de suerte que le satisfagan de que lo han entendido, y le haran todas las preguntas, y respuestas en orden à que declare lo que sabe, entendiendole, ò ha oido dezir, en razon de lo que contienen las preguntas del *interrogatorio*; preguntandole las razones, y fundamentos que tiene para comprobacion de su dicho, y lo que contiene cada qual de las preguntas del *interrogatorio*, y lo que respondiere a ellas el testigo lo escribiran a la letra en su presencia.

Y para que venga probada la *Noblesza* del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos, y maternos, no solo con la comun reputacion de los testigos, si no con otros adinamiculos que para probarla son necesarios, les preguntaran: — que actos distintivos, por donde se distinguan los *Nobles* de los que no lo son, ay en la Ciudad, Villa, ò Lugar de donde son vezinos, y naturales, y viven, ò han vivido, y tenido hacienda el *pretendiente*, sus padres, y abuelos paternos y maternos, y dando noticia los testigos si ay elecciones de officios de la Republica, ò otros actos de distincion, que solo se comunican a los *Hijosdalgos*, *Nobles*, no a los demas ciudadanos, y vezinos: — requiriran a la Ciudad, Villa, ò Lugar, Archiveros, Escrivanos, y demas personas, en cuyo poder pararar los libros de elecciones de officios de la Republica, y de los demas actos distintivos, se los dexen ver, y reconozcan en ellos si estan asentados por *Nobles*, y elegidos en los officios que se acostumbra dar a los que lo son, el *pretendiente*, y sus padres, y abuelos paternos y maternos; y si en dichos libros hallaren asentadas personas de los apellidos que tocan al *pretendiente*, regibiran informacion en razon, si son sus parientes, y porque linea, y en que grado, de forma que venga probado el parentesco con toda claridad, y distincion: y sacaran testimonio, de las elecciones de officios, y demas partidas que tocaren al *pretendiente*, legalizado de tres Escrivanos que den fee del conocimiento, y legalidad del Escrivano que diere dicho testimonio, y en el ha de dar fee, de que dichas partidas, y asientos estan libres de toda sospecha de suposicion, y en miendas: y los Informantes por su acto de reconocimiento de dichas partidas daran la misma fee.

Y hallando que tocan al *pretendiente* elecciones de officios de *Nobles*, ò otros actos distintivos, haran especial pregunta a los testigos en orden a averiguar, si el *pretendiente*, sus padres, y abuelos paternos y maternos, ò alguno, ò algunos de sus ascendientes, con *magna industria*,

ò otra razon particular, no siendo *Nobles*, se han introducido en los officios de aquella Republica, que se acostumbra dar a los que son tenidos por tales; y les haran todas repreguntas en orden a que declaren, si han intervenido alguna cosa de lo que contiene esta pregunta.

Y si los testigos, para comprobar la *Noblesza* del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos y maternos, dieren descendencia de Casa, ò Casas, ò Familias ilustres de aquel Reyno, lo ajustaran por instrumento, hasta entroncar al *pretendiente* dichas Casas, de forma que demas de la deposicion de los testigos, a quienes preguntaran por la descendencia con toda especialidad de personas, se ha de ajustar con papeles, y instrumentos, que *troven*, y enlacen la filiacion, origen, y descendencia de dichas Casas, y familias, y los que conducen para este efecto; y han de recuar con las pruebas los *Cavalleros* informantes sus fees de *Bautismo*, *Desposorios*, *Velaciones*, testamentos, y particiones de los ascendientes del *pretendiente*, y de los referidos instrumentos sacaran traslado autorizado, y legalizado de tres Escrivanos, y los *Cavalleros* informantes, por su auto de reconocimiento de dichos instrumentos daran fee, de que estan libres de toda sospecha de suposicion, en mienda, y falsidad.

Y si dixeren los testigos, que tocan al *pretendiente* abitos de los tres Ordenes Militares de SANTIAGO, CALATRAYA, y ALCANTARA de SAN JUAN de JUSTICIA, ò otros actos positivos de Inquisicion, les preguntaran por que linea, y apellido, y en que grado de parentesco, y en orden a que lo declaren con toda distincion, haran las preguntas convenientes, y requiriran al *pretendiente*, si se halla en a quel Reyno, ò a la persona, que solicitare el *abito*, los entregue los titulos, ò testimonios de los Abitos de SAN JUAN de JUSTICIA, y demas actos positivos de Inquisicion, que tocaren al *pretendiente*, diziendo porque linea, y en que grado, por, si pareciere conveniente, sacar testimonios dellos en esta Corte.

Y en la pregunta del *interrogatorio*, que trata de los officios, han de tener particular cuidado en traer averiguado que officios, y ocupaciones han tenido el *pretendiente*, y sus padres, y abuelos paternos, y maternos, sean los officios, y ocupaciones de los comprendidos en los establecimientos, y definiciones, que obstan al *pretendiente*, ò no lo sean, porque en un caso, y otro los han de traer averiguados en que consisten, y que estimacion tienen en a quel Reyno los que estan empleados en semejantes exercicios, de forma que venga averiguado lo que toca a esta pregunta con toda claridad, y distincion; y en orden a ello haran todas repreguntas a los testigos, y las demas diligencias que les pareciere convenientes.

Y los dichos de los testigos se han de escribir a la letra de mano propia de uno de los *Cavalleros* informantes, sin que otra persona ninguna lo vea, ni entienda y si no supieren bien escribir en espanol, lo escriban en latin, ò en italiano, ò en la lengua vulgar que mejor sepan, sin traducirlo (1), ni poner otra persona man en ello, sino originalmente venga al Consejo como se escribiere.

(1) È da notare il caso preveduto in questo luogo, di non sapere cioè il due *Cavallieri* informanti scrivere, né in spagnolo, né in latino, né in italiano, e la facoltà quindi concessa ai medesimi di scrivere in lingua volgare. Il caso sarà stato rarissimo, vogliamo crederlo; ma la presente prescrizione prova la possibilità del caso; lo che non fa onore a *Cavallieri* insigniti di Ordini militari.

Y avisado escrito, a la letra todas las preguntas, que conforme al interrogatorio se hizieron a cada testigo, y lo que huvieren respondido a ellas, se lo han de volver a leer a dicho testigo, y darselo a entender, para que se satisfaga de lo que ha dicho, y se ha de ratificar en ello, y luego han de firmar de sus nombres entrambos Cavalleros informantes, y el mismo testigo, sabiendo firmar. Y esto se ha de fazer al fin de cada deposicion de los testigos.

Y despues de haver ido, como queda dicho, a todas las naturalalezas del *pretendiente*, y de sus padres, y abuelos paternos, y maternos, y habiendo tomado los dichos de los testigos referidos, y firmadelos, assi los testigos, como los Cavalleros informantes, pondran un acto de letra de apo dellos, refiriendo el numero de los testigos, que huvieren depuesto en las informaciones, y el dia, y lugar en que acaban dichas informaciones: y los dias que se huvieren ocupado en ellas, y haran informe de todo lo alzado: y si alguna cosa les ocurriere, para mas buena inteligencia de las informaciones de que dar cuenta al Consejo, lo advertiran en el informe, y lo firmaran de sus nombres. Y habiendo acabado, *cocorren la comision, interrogatorio, genealogia, esta instruccion, las declaraciones de los testigos, y los demas papeles que tocaren a las informaciones*, haciendo de todo un proceso; y cerrado, y sellado, y sobrescrito lo embiaran al Consejo en maños del Secretario de Camara, que refundere los despachos, y en todo procederan segun Dios, y orden (1). Madrid, agosto onse 4629.

FRANCISCO DE MOLINA, Secret.

II.

Las preguntas, que se hacen a los testigos, que de oficio se han de recibir sobre el *Abito* de Cavallero de la Orden de CELTRAYA (2), son las de yuso contenidas. — Ante todas cosas han de ser certificados, que lo que dixeren lo han de saber solamente los del Consejo de las Ordenes, y las personas a quien se comete la dicha informacion, porque lo han de escrivir de su propia mano, y letra. el un dellos, y no ha de pasar ante Escrivano, ni otra persona alguna, ni ha de quedar registro de sus dichos; antes originalmente, como se tomaren, se han de tener al Consejo, porque se guarde mas secreto, y no se ha de saber fuera del lo que huvieren dicho, y certificado dello, y despues se les haga las preguntas siguientes.

1.º Primeramente si conocen al dicho Don Juan Francisco Sanstelo, y de que edades, y de donde es vecino y natural.

(1) Le presenti l'istruzione riguardando esclusivamente la nobiltà del natàli del *pretendente*, ossia di colui che dovea essere decorato di qualche Ordine militare. Ma dalla *memoria* dell'interrogatorio che siegue appresso si rileva, che si ricercava pure quali fossero le credenze, i costumi e la condotta di detto *pretendente*.

(2) È una *memoria* d'interrogatorio mandata in Sardegna dal Segretario del Consiglio dell'Ordine di CELTRAYA, in occasione che certo Don Giovanni Francesco Sanstelo, gentiluomo sarzo, avea chiesto di essere decorato delle insegne di quell'Ordine, come si vede dal n.º 1.º dell'interrogatorio medesimo.

2.º Item si conocieron, ò conocen à su padre, y madre, y como se llaman, y de donde eran vecinos, y naturales, y como, y porque saben, que son, ò fueron su padre, y madre.

3.º Item si conocen, ò conocieron à sus abuelos, y abuelas de dicho Don Juan Francisco Sanstelo, assi de parte de su padre, como de su madre, y como se llamaron, y de donde eran vecinos, y naturales, y como y porque saben que fueron sus abuelos.

4.º Item sean preguntados, si son parientes del dicho *pretendiente*, y si dixeren los testigos que lo son, declaren en que grado, y si son cuñados, amigos, ò enemigos del susodicho, ò sus criados, ò allegados, ò si les han hablado, ò amenazado, ò sobornado, ò dado, ò prometido para que digan lo contrario de la verdad.

5.º Item si saben, creen, vieron, ò oyeron decir, que el dicho *pretendiente*, y los dichos su padre, y madre, y los dichos sus abuelos y abuelas, assi de parte de su padre, como de parte de su madre, (nombrandolos cadauno de por si), hayan sido, y son avidos, y tenidos, y comunemente reputados por personas *Hijodalgo de sangre*, segun costumbre, y fuere do España, sin raza, ni mezcla de Villanos. Declaren como, y porque lo saben; y si lo creen, como, y porque lo creen, y si lo vieron, ò oyeron decir, declaren à quien, y como, y que tanto tiempo ha.

6.º Item si saben, creen, vieron, ò oyeron decir el dicho *pretendiente*, y los dichos su padre y madre, y el padre y madre del dicho su padre, y assi mismo el padre y madre de la dicha su madre, (nombrandolos a cadauno de por si), hayan sido, y son avidos, y tenidos, y comunemente reputados por *limpios Christianos viejos, sin raza, y mezcla de Junio, Mono, ni consero, en ningun grado, por remoto que sea*. Declaren como, y porque lo saben; y si lo creen, como, y porque lo creen; y si lo vieron, ò oyeron decir, declaren à quien, y como, y que tanto tiempo ha.

7.º Item si saben que el dicho *pretendiente*, sus padres, abuelos, ò algun ascendiente suyo, por linea masculina, ò feminina, *haya sido herege, condenado, ò penitenciado por el Santo Oficio de la Inquisicion, por sospechoso en la fe*; y si dixeren que sí, declaren quien fue assi condenado, ò penitenciado, en que grado esta con el dicho *pretendiente*, y que genero de penitencia le fue impuesta.

8.º Item si saben que el dicho *pretendiente* esta infamado de caso grave, y *foe de tal manera*, que su opinion este cargada entre hombres *Hijodalgo*; y si dixieren que sí, declaren el ato, como pasó, para que sentido se provea lo que convenga.

9.º Item si saben que el dicho *pretendiente*, su padre, ò alguno de sus abuelos *hayan sido Mercaderes* de qualquier genero de mercancia, residiendo en ella por su persona, o por sus ministros, ò *Cambiator* que haya tenido vauco, y trato de dar dineros a cambio, por sí, o por sus factores, ò haya sido *Platero*, ò *Pintor*, que lo tenga por oficio, ò *Bordador*, *Cantor*, *Melomero*, *Tabernero*, ò *Escriuano* (que no sea Secretario del Rey, ò de Persona Real) ò si ha sido *Notario* de qualquier Audiencia, o Tribunal que sea, ò si han sido *Procuradores publicos*, ò *Squires*, ò han tenido otros oficios semejantes a estos,

ò interiores dellos, que viven por el trabajo de sus manos. Digan, y declaren que oficio, y de que suerte, y calidad era, y de donde, y en que lugar, y partes lo hayan tenido, y posado.

40. Item si saben que el dicho *pretendiente* es hijo legitimo auido de legitimo matrimonio; y si dixeran que lo es, digan y declaren como saben, que los que dicen ser padre y madre de dicho *pretendiente* fuesen marido y muyer legitimos, y que el dicho *pretendiente* sea hijo legitimo, y natural de los suso dichos, auido, y procreado en el dicho matrimonio; y si los testigos dixeran, que el dicho *pretendiente es bastardo*, declaren en particular *el genero, y manera de la bastardia*, y como lo saben, y a quien, y quando lo oyeron dezir.

41. Item si saben que el dicho *pretendiente este prometido a otra ORDEN*, ò RELIGION antes de haora; y si dixeran que *si*, declaren a que ORDEN, y como saben que *este prometido el dicho pretendiente a la dicha ORDEN*; y si dixeran que lo han oydo dezir, digan a quien, y donde, y que tanto tiempo ha.

42. Item si saben que el dicho *pretendiente sea hombre sano, que no tenga enfermedad alguna, que lo impida l'exercio de la CAVALLERIA, y que se pueda pagar a otros*.

43. Item si saben que el dicho *pretendiente* haya vivido con alguna persona, y le haya servido de *Mayordomo, o Camarero*, o de otro oficio, por donde sea obligado a dar la cuenta.

Por mandado de los Senores del Consejo
FRANCISCO DE MOLINA.

XXXIII.

Diploma del Re Don Filippo IV a favore del Marchese di Bayona o Vayona, Vicerè di Sardegna, dal quale risulta il modo con cui i Sovrani di Spagna delegavano i loro poteri reali per la convocazione del PARLAMENTO Sardo, laddove essi stessi fossero impediti a convocarlo e presiederlo personalmente.

(1630. — 47 giugno)

Dal DESPACH, Capit. Curiarum Regni Sardiniae.

In Dei Nomine pateat, quod Philippus Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utrinque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmaciae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Maioricarum, Hispanis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Muritiae, Gienais, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Bravantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, Comes Auspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis, et Cerritaniae, Marchio Orisani, et Comes Goceani. Cum pro rebus statum nostrum, iustitiae cultum, publicumque bonum, et augmentum praedicti nostri Sardiniae Regni concernentibus tractandis et finiendis oporteat, immo maxime necessarium sit, populos ipsius convocare, et Parlamentum generale per Capitula et actus Curiae et privilegia dicti Regni statum indicere et celebrare, quibus

peragendis (aliis arduis horum Regorum nostrorum Castellae impediti negotiis) personaliter adesse non valeamus sedulo cogitantes de persona aliqua, in cuius fide animus noster digne requiescere possit, et cuius prudentiam, et intelligentiam ita approbata habereamus, ut quae in ea necessaria forent reperiri possent, te Illustrum Den Hieronymum Pimentel Marchionem de Vayona cubicularium nostrum, et Belli consiliarium, qui munus nostri Locumtenentis et Capitanei generalis in praefato Sardiniae Regno, summo cum populorum, et subditorum nostrorum omnium applausu administras, quique optime statui, et defensionis illius vigili studio providere studuisti, merito duximus eligendum, prout tenore praesentis de nostra certa scientia, Regiae auctoritate deliberate et consulto motu nostro proprio, nostraeque supremae Regiae potestate, te praedictum Marchionem Bayonae Locumtenentem et Capitaneum generalem ex latere nostro dextero sumptum personam nostram representantem in dicto Sardiniae Regno et cunctis illius partibus ad infrascripta peragenda specialiter et expresse facimus, constituimus; creamus et solemniter ordinamus, atque praeficimus, ita quod tu ex ipso nostro latere dextero sumptis, et alter Nos, personaeque nostrae representantis, possis et valeas in eodem Sardiniae Regno, Parlamentum praedictum, incolis illius literaliter (ut moris est) in Civitate, villa seu loco, per Capitula, ordinationes, seu privilegia dicti Regni permissis, indicere et convocare, huiusmodi convocationis causam delegare, proponere, explicare, idemque Parlamentum prorogare, et continuare, et de loco in locum mutare, concludere et finire, absolvere, licentiarum, seu dimittere, in ipsoque Parlamento quaecumque gravamina audire, eaque discutere, et discuti facere, ac eis debitas provisiones suffragium impartiri, provisiones etiam cum consensu Brachiorum ipsius Parlamenti, seu aliquorum ex eis, aut sine ipsis facere, et providere, faciasque revocare et habilitare, mutare seu corrigere Capitula, et Ordinationes, cum consensu et interventione eorundem Brachiorum, seu maioris partis illorum, modo solio edere et publicare, seu edi et publicari facere, et mandare subventiones, dona, collectiones, munera, seu subsidia, metua et servitia quaevis ab ipso Parlamento, seu convocatis in eodem, et a quibuscumque universalibus et particularibus dicti Regni pro nobis et nomine nostro petere, obtinere, procurare et habere, et vice nostra acceptare, et promissa nobis solvi facere, et curare, promissaque per vos pro nobis et nomine nostro facere, et omnia adimplere, et pro praemissis et eorum singulis pecuniis, bonis, et iura nostra Regia quaecumque nobis pertinentia, et pertinentes, quaeque pertinebant in futurum pro nobis, et nomine nostro, ac Cariae nostrae specialiter, et expresse obligare et hipotecare, eaque, et eorum singula Nos invariabiliter observaturos in animam nostram iureiurando promittere, cum clausulis et cautelis et aliis securitatibus solitis, necessariis, et opportunis, et generaliter omnia alia, et singula facere et exercere, quaecumque ad praedicta et eorum singula necessaria fuerint et opportuna, quaeque Nos facere possemus, si in praedicto Regno Sardiniae personaliter adessemus, etiam si talia forent, quae de iure, vel de facto Majestatis nostrae praescantiam exigent, seu requirerent, et sine quibus praemissa, vel eorum aliqua, ad

debitum effectum deduci nequirent, quamvis maiora, vel graviora fuerint superius expressatis, et quae de iure, vel de facto, aut alias mandatum exigerent magis speciale, quam praesentibus est expressum. Nos enim in praemissis, et circa ea, et super dependentibus et emergentibus ab eisdem, eisdem, ac eis adherentibus, annexis et connexis, quovis modo omnimodam potestatem, auctoritatem, et facultatem nostram tibi dicto Marchioni de Bayona concedimus, et plenarie elargimur, cum libera et generali administratione, et plenissima facultate, promittentes tibi, Secretarioque nostro, et Notario infrascripto, tamquam publicae, et authenticae personae, pro te, et aliis, quorum intersit, recipienti et legitime stipulanti, nos ratum, et firmum semper habituros totum id quidquid, et quantum, per te nomine nostro, et pro nobis in praemissis, et circa ea procuratum, et actum fuerit, sive gestum et umquam revocaturus, sub bonorum, et iurium nostrorum, ubique, habiturum, et habendum omnium hypotheca, et obligatione. Datum et actum est hoc in epido nostro Madridi, die decima septima mensis iunii, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo trigésimo, Regnorumque nostrorum decimo.

Si tunc Philippus Dei gratia Regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galiciae, Maioricarum, Hispalis, nec non Indiarum Orientalium, et occidentalis Insularum, ac terrae firmae Maris Oceani, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, Bravantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae Comitibus Auspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, Marchionibus Oristani, et Comitibus Goceani, qui praedicta concedimus, et firmamus, eisdemque nostrum Regium Commune Signillum pendens iussimus apponendum.

YO EL REY

Testes qui praescripsi adfuerunt, sunt Illustres Don Gaspar de Guzman Dux de Sanlucar maior, Comes de Olivares, à Consilijis status, et Belli, Magnus Indiarum Cancellarius, Don Ramirus Philippus de Gorman, Dux de Medina de las Torres, Marchio de Liche, Joannes Perez de Velasco, Castellae Comes, Nobilis Don Didacus Mendoza de Haro, Marchio del Carpio, et Don Federicus, Antonius Henriquez de Guzman Comes de Alva de Lista, Omnes Cubicularij suae Majestatis.

- V. Episcopus Praeses.
- V. Nieto de Villegas pro Thes. gen.
- V. D. Franc. de Casteli Regens.
- V. D. Franc. Leo Regens.
- V. D. Franc. de Vico Regens.
- V. D. Salvator Fontanet Regens.
- V. Bar. Navarro de Arroya Reg.
- V. Bayetola Cavanillas Regens.
- V. Lud de Villa nueva pro Cons. gen.

In Sardiniae XII. fol. CCXII.

Si tunc Joannis Laurentii de Villanueva S. C. et R. Majestatis praefatae, Consiliarii et Secretarii, eiusque auctoritate

per universam terram, ac dictionem suam publici Notarii, qui praedictis, una cum praenominatis testibus interfuit, et quae de eiusdem Regiae Maiestatis mandato scribi fecit, et clausit, cum rasu et emendato, ubi legitur Fernandez.

Dominus Rex mandavit mihi Johanni Laurentio de Villanueva, in cuius posse sua Majestas concessit et firmavit, visa per Episcopum Presidem, Nieto pro generali Thesaurario, Fontanet, Casteli, Navarrae, Leon, Vico, et Cavanillas Regentes Cancellarium, et me pro Conservatore generali.

XXXIV*.

Lettera del Re Don Filippo IV al viceré di Sardegna, con la quale si ordina agli Abilitatori dello STAMENTO MILITARE di riconoscere attentamente i titoli di nobiltà, in virtù dei quali si potea, e si dovea accordare ai possessori dei medesimi di far parte di detto STAMENTO, e di sedere e votare nel PARLAMENTO Sardo con altre prescrizioni a ciò relative, e col provvedimento provvisorio di osservarsi intanto le Abilitazioni già fatte nel 29 novembre 1574.

(1630. — 17 giugno).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza di Don Girolamo Pimentel Marchese di Vayona, fol. 47.

En todas las habilitaciones, y otros actos, que se hazen, en las Cortes de mis Reynos, suelen intervenir mis Abogados Fiscales, como los demas Oficiales Reales, q̄ las tratan, como à quien especialmente toca mirar por mi Real Patrimonio, Regalias, y prehemencias Reales, y por haverse entendido, que se siguen muchos inconvenientes, y daños de la nominacion de habilitadores en los Parlamentos, para ver los Nobles Militares, que pueden, y deven entrar en ellos, porque à mas de ser cosa muy nueva, y no usada en esse Reyno, se admiten por Nobles, y Militares muchas personas, que no lo son; por no examinarse con cuydado los titulos, y recaudos, q̄ presentan, y en particular en virtud de ciertas declaraciones hechas por los habilitadores, de las quales suelen llevar salarios indevidos, dareis orden muy apremada, q̄ se haga el examen de las personas, q̄ huvieren de entrar en el Parlamento conforme justicia, por que mi voluntad es, que esto se continue siempre, y que se excuse la exacion, y cobrança de los dichos salarios, si huviere en esto algun abuso, y que intervenga mi Ahogado Fiscal, assi en las Habilitaciones, como en los demas actos, que se hizieren en el Parlamento, con los demas Oficiales Reales, advirtiendo, que el principal fundamento se ha de tomar de Concesiones, y mercedes echas por mi, y los Serenissimos Reges de Aragon mis predecesores, de gloriosa memoria, si no fuesse de personas, qui por su antigua e immemorial possession no tuviesen necesidad desto, y que los que se admitieren en virtud de dichas mercedes, o concessiones, solo han de ser los descendientes por linea recta de aquellos, à quienes se concedieron, y no sus

hermanos collaterales, como entiendo se ha usado alguna vez.

Assi mismo procurareys, y mirareys, que los que entraren en el Parlamento en nombre de procuradores, sean de la misma calidad, que sus principales; es a saver q de los Ecclesiasticos, lo sean Ecclesiasticos, y de los Militares, Militares, y lo mismo sea de los del Braço Real, habiles todos para entrar en ellos, pues de no hazerse assi se pueden seguir muchos inconvenientes, como se se entiende se ha visto por lo pasado.

Item per lo que conve al survey de sa Magestat, y bon assiento publich, y evitar per avant la dilacio, que en lo present Parliament ha pogut causar la habitacio de personas, que se ha fet, y las nullitats, que en lo devenidor se podrien pretendre en alguns actes de aquell, si alguns dels ara habilitats, se pretingues per temps, no haver de esser habilitats; Que porço, et alias, se supplica, q tots los son estats en aquest Parliament habilitats axi e segons se han dat hò agut per habilitats pera sempre, no obstant qualsevol altra cosa, reservacio, ò alias en contrari, y si altra habitacio, ò discussio, se haurà per temps à for, no se tenga, ni haia de esser dels dits habilitats, sino dels que novament entraran.

Se remet à sa Magestat.

Scriba Ferrer Notarius.

Ques guarde la habitacio feta per los Habitadors à 29 del mes de nohembre del any MDCXXIIL.

Don BERNARDINUS Vicecancellarius.

XXXV.*

Il Re Don Filippo IV di Spagna ordina, che nessun Notaio pubblico presenti Bolle, ed altre provvisioni spedite dalla Curia Romana, se prima le medesime non siano state riconosciute dai Ministri Regii, in conformità al disposto dalle Leggi vigenti in Sardegna.

(1630 — 7 settembre (1)).

Dell'Archivio del Supremo Magistrato della Reale Udienza
(ora soppresso) in Cagliari.

EL REY

Nobles y amados Consejeros, los abusos, que se van introduciendo contra mis Regalias, y jurisdiccion, por las Bullas, que vienen de Roma, y despachos, que salen de Casa del Nuncio, causan tantos inconvenientes, que para que se ataien los introduzidos, y no se de lugar a otros con la tollerancia, que hasta aqui ha havido, He resuelto, que se trate de su remedio eficazmente entre todos mis Reynos, pues se ha experimentado en ellos el perinyzio que ha sido todo lo que se ha innovado contra lo qde por lo pasado se ha platicado. Encargo, y mando os

(1) Quest'Ordine Reale è diretto ai giudici della Reale Udienza (Corte Suprema dell'Isola), i quali dovevano riconoscere le Bolle pontificie e tutte le altre ordinazioni della Curia romana, prima che il viceré di Sardegna accordasse alle medesime la loro esecuzione (*Exequatur*) nel Regno, in virtù della *Prammatica* del re Ferdinando il Cattolico, in data di Barcellona del 3 agosto 1493.

me aviseys de lo que en esse Reyno se huviere introducido en offensa de mi jurisdiccion, y Regalias, y de que tiempo à esta parte, con los medios que se ofrecieren para repararlo, y si por las leyes desse Reyno hay camino juridico aiustado, con que conseguirlo, pues seria el mas conveniente para el intento, en que estoy de no permitir mas semejantes abusos tan prejudiciales a mis vasallos.

Datum en Madrid à viz de setiembre 1630.

Jo el Rey.

V. Episcopus Praeses.

V. Don Salvador Fontenet Regens.

V. Don Franciscus de Casteln Regens.

V. Don Bernard Navarro de Arroya Regens.

V. Don Franciscus de Vico Regens.

V. Villanueva.

V. Bayetola Cavanilla Regens.

V. Magarola Regens. Hieronymus Prothonotar.

XXXVI.*

CAPITOLO DI CORTE, col quale si delibera, e si ottiene che nessun Titolato, o Cavaliere straniero possa far parte dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, ed intervenire alle sue riunioni e deliberazioni, ed avervi diritto di voto.

(1634 — 1632).

Dagli Atti del Parlamento sardo, presieduto dal viceré marchese di Bayona, e poi dal vescovo Prieto, presidente del Regno, Cap. 2. fol. 2.

Item per quant en ninguna part de la Corona de Aragó, en las juntas que fan en son Estament Militar, tant en temps de Cort, com en altres ocasions, jamai admeten à ningun TITOL, ni CAVALLER de aquest Regne, ni de altre Estranger, per molt principal que sia, segons lo feren en Valencia ab lo quondam Don Philip de Cervello, y en Barcelona ab lo Illustre Don Jaume de Castelví Marques de Laconi, Cavallers molt calificats, y que descendexen de ella mateixa, y no es be que sien los del present Regne de menor condicio, essent Cavallers tant benemerits, y haventui de tant calificadas Casas, com es notori, als quals en no admetierlos en dita Corona en exas ocasions se lis fa agravi; Supplica lo dit Estament à V. S. Illus.^{ma} mane decretar, que de vuy en avant no pogan ser habilitats, y admesos ninguns forasters, a be que sian de dita Corona, en las juntas de dit Stament, ni en ellas tingan vot algu.

Ques fussa com se supplica.

VACCA Secretarius.

Està bien decretado per el Presidente.

Episcopus Praeses.

XXXVII.*

CAPITOLO DI CORTE, votato dal PARLAMENTO SARDO, approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, e stabilito come legge del Regno, in virtù del quale fu richiamato a stretta osservanza l'antico privilegio

accordato ai membri dello STAMENTO MILITARE di non poter essere giudicati e condannati criminalmente, fuorchè col voto di sette loro Pari, ossia di sette membri dello stesso STAMENTO MILITARE.

(1631-1632 —) (1)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Girolamo Pimentel, Marchese di Vayona, e di Don Gaspare Prieto, Vescovo di Alghero, Cap. 4, fol. 5.

Item que per quant en lo Capitol divuit dels concedits per sa Magestad al Stament Militar, en lo Parlament celebrat en lo any sinecents, y onze, per Miser Juan Dusay tunc Lloctinent general del present Regne, segons apar fol. 62 inter impressa, fouch prohebit, y decretat, que los Militars en las causas criminals, degan ser judicats ab vot de Prohomens del dit Stament, no admetent emperò en aquells als parents del reo delas fins al tercer grau inclusivè, lo qual Capitol fouch observat, y posat en execucio, y de alguns anys à esta part per los Lloctinents, y Capitans generals, se ha contravingut al dit Capitol, no obstant la instancia, que por la observancia de aquel, y conservacio de la possessio te feta dit Stament en diversas ocasions, com fouch en lo cas del proces fet contra Don Francisco de Castelui, Gaspar Fortesa, Melchior Torrella, Juan Francisco Jorgi per tortes, y per sinistres informacions, que alguns Ministres feren a sa Magestad, dient no ser convenient, que los Militars fossen judicats ab vot de Prohomens, vingue (segons se diu) lletra de sa Magestad, ordenant al contrari de lo pactionat en dit Capitol, seut cosa molt justa, y solit de sa Magestad honrar dit Stament, fent diferencia dels Militars à la demas gent del Poble, pero encara, que lo dit Capitol per esser lley pactionada, y concordada en Cortis, se observe majorment no sent deservido de sa Magestad, ans redonda en mayor servey seu; puix com diu la lley, *Nihil est, quod magis praeferat in Principe*, que la observancia de lo que ab sa Real paraula està pactat, y ultra lo exemplar, que es en lo present Regne, que tots los Regnicols

en las Vilas son judicats ab vot de sinch prohombres del mateix lloch; y en las Ciutats, los Ciudadanos per privilegis dels Serenissims Reys de Arago de gloriosa memoria, se judican ab vot de Prohomens de la mateixa Ciutat, proveint en tots dits llochs lo iuge ordinari de cada Vila, o Ciutat en la decicio de la causa. Se troba tambe semblant exemple en lo Sacro Concili Tridentino en favor de los Canonges, que en llurs causas criminals son judicats ab vot de altres dos Canonges conijues, per lo prelat, o son Vicari eligidors por lo Capitol, segons desta preheminiencia gozan en lo present Regne, y altres de sa Magestad, lo qual si fora contro bon govern, ni lo sacro y provido Concili de Trento ho permeteria, ni sa Magestad en sos Regnes haguera dextat de procurar, que se derogas; dehont per la identidat de la raho, deuria ser lo mateix observat ab los Militars; quantimessement, que la fulminacio del proces contra dells se provehi en dit Capitol, que la fes lo Virrey, ò en son defecte lo Governador; supplan per ço dit Stament à V. E. que per esser cosa justa, que la Noblez no sia de inferior condicio a tots los demes del Regne, se serveca provehir, y decretar, se observe en lo devenidor dit Capitol, iusta sa serie, y tenor.

Que lo supliquen a sa Magestad, que no dexarà de ferlis la merced per esser cosa tant justa, y merexer la Noblez del Regne, y lo cuidado y fidelitat ab que sempre han servit, que sia privilegiada, y honrada per sa Magestad ab particulars gràcias, y prerogatives.

VACA Secretarius.

Sa Magestad concede al Stamento militar, que succedendo el caso de estar fulminados los procesos de causas criminales, qualesquier, que sean (excepto en las de crimen lesae Majestatis divina y humana, in primo et secundo Capite, pecado nefando, falsificadores de moneda, sacrillegios de Monasterios) contra algun Militar, ò Militares porel juez ordinario, a quien tocara el primer conocimiento, y estando à punto de sentencia, haian de ser iuegados los Militars, que habran delinquido, con voto, y parecer del Regente la Cancelleria, ò Assessor del Governador del Cavo en su caso, y de uno de los juezes de la Real Audiencia, como no sea el Abogado fiscal, y de siete Militares, unos, y otros nombrados por los Lugartenientes generales, ò del que en su lugar succediere, y con su asistencia, y en su caso, y lugar por los Governadores de Caller, o Sasser, respectivamente, con intervencion de los Assessores, y siete Militares, comò està dicho, y que esto se entienda, durante la mera, y libre voluntad de sa Magestad.

XXXVIII*.

Ordine dato dal re Don Filippo IV all'avvocato fiscale di Sardegna, affinché nei PARLAMENTI non si ammettessero a far parte dello STAMENTO MILITARE, fuorchè coloro che fossero già stati abilitati come nobili e cavalieri (acquires), o discendessero da altri abilitati, aventi diritto ad essere membri di detto STAMENTO, e a intervenire alle Corti generali del regno.

(1631 — 2 maggio)

73

(1) I Nobili e Cavalieri (Equites) che costituivano lo STAMENTO, o BRACCIO MILITARE del PARLAMENTO SARDO, chiesero per la prima volta, ed ottennero nelle Corti (Parlamento) celebrate nel 1481 sotto la presidenza del vicerè Ximene Perez il privilegio di non poter essere giudicati e condannati a pena capitale o mutilazione di membra, fuorchè col voto dei loro Pari, ossia di membri dello stesso STAMENTO; e dippiù che il giudizio di detti Pari, se importasse condanna, non potesse essere eseguito senza controrrevi prima l'approvazione regia, com'era stato decretato nel PARLAMENTO celebrato in Sardegna nel 1488 e presieduto personalmente dal re Don Alfonso. Nel PARLAMENTO medesimo fu decretato a loro favore che non potessero essere torturati fuorchè per criminelese, falsificazione di moneta, sodomia, assassinio, schernita, furto sacro e di chiesa e per reato violento di donne. Il primo di detti privilegi fu confermato nel PARLAMENTO convocato dal vicerè Giovanni Dusay o Dusay, e concluso dal vicerè Don Ferdinando Giron de Rebolledo nel 1511, ch'è appunto quello invocato nel presente Capitolo di Corte: ed il secondo fu pure confermato nell'altro PARLAMENTO celebrato in Sardegna nel 1595, sotto la presidenza del vicerè Don Gastone di Moncada marchese di Aytona. Siccome però i vicerè dell'Isola, abusando della loro sconfinata autorità, avevano spesso violato, a pregiudizio dei Membri dello STAMENTO MILITARE, il patto pactionato con la Corona nei suddetti PARLAMENTI, perciò in quello celebrato nel 1631 e 1632 sotto la presidenza del marchese di Vayona e di monsignor Prieto se ne instò, ed ottenne l'osservanza. E poi da notare che fra le ragioni addotte nel presente Capitolo, onde giustificare il privilegio, s'invoca l'autorità del Concilio di Trento e le disposizioni del medesimo riguardo ai canonici.

Dall'antico archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Magnifico amado Conserlo: Por hauer entrado algunas personas sin ser militares en este ultimo, y otros Parla-mentos, con solo informaciones de testigos, hechas en esse Reyno, y fuera del, y ser esto contra mi Regalia, y no tocar à los habilitadores, sino admitir por militars los hijos de aquellos, cuyos passados, por serlo, entraron ya en los Parlaamentos, y no habilitar personas, con solo informaciones, de que lo son: He mandado al Marques de Bayona, que luego me embie todas las de aquellos que se huvieren presentado; para que vistas en este mi Consejo supremo de Aragon, se declare lo que fuere de justicia, y à vos os encargo el cuidado de juntarlas, y entregarlas al dicho Marques, y de que en el entretanto, no gozen de privilegio militar.

Datum en Madrid à dos de Mayo 1634 (1).

Yo el Rey.

V. Episcopus praeses.

V. D. Franc. de Casteln Regens.

V. Don Franciscus Leo Regens.

V. Don Franc. de Vico Regens.

V. D. Balthassar de Ayt.

V. Bayetola Cavanillas Regens.

Bonet. Secret.

XXXIX*.

CAPITOLO DI CORTE votato dal PARLAMENTO SARDO, e approvato dal re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale gli STAMENTI acconsentirono per un altro decennio al pagamento del donativo straordinario di ducati ottantamila all'anno, già pagato nei cinque anni precedenti dall'Isola, onde sopprimere alla formazione, e al mantenimento del così detto Terzo dell'esercito regio, purchè, secondo il patto pazonato nella prima offerta del donativo medesimo, il Mastro di campo, comandanti e ufficiali superiori di detto Terzo fossero tutti nati di Sardegna.

(1634, 1632 —)

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza di Don Gaspare Priolo vescovo di Alghero, cap. 96, fol. 44.

Item dihen a V. S. I. che entre altre conditions, ab las quals se fu lo servey dels vuytita mil ducats

(1) Quest'ordine reale fu emanato perchè nel PARLAMENTO convocato nel 1624 dal viceré Don Giovanni Vives erano stati ammessi allo STAMENTO MILITARE parecchi, i quali non avevano dritto a farne parte, essendovi stati abilitati a seguito di semplici informazioni testimoniali sulla loro qualità squire, mentre l'abilitazione, o dovea essere preceduta dall'esame dei titoli (privilegi, diplomi ecc.), ovvero essere accordata a coloro soltanto i quali discendessero per linea retta da altri già legalmente abilitati, o fossero stati essi stessi abilitati in due anteriori e successivi PARLAMENTI, com'era stato decretato con speciale Capitolo di Corte nel PARLAMENTO riunitosi in Sardegna nel 1575 sotto la presidenza del viceré marchese di Atona. Tutte queste cautele per la costituzione dello STAMENTO MILITARE procedevano dagli abusi che anteriormente erano avvenuti a tal riguardo. Infatti leggiamo negli atti del PARLAMENTO celebrato nel 1575 sotto il viceré Don Giovanni di Coloma, che per non mettere in questione le abilitazioni accordate nell'anno precedente, e quindi ritardare le deliberazioni del PARLAMENTO medesimo, furono tali abilitazioni ritenute per valide, secondo l'elenco che ne darebbe lo stesso STAMENTO MILITARE.

per los sineh ayns passats en las Corts del Noble D. Lays Blasco, ab las quals condicions se ha prorogat lo dit servey per altres deu ayns, que corren, fonch una, à que tingue particular mira lo Regne, de que tolas las plaças de Mestre de camp, sargents majors, capitans, alferes, sargents, vehedor, y demes del tersi, pera al sustento del qual fonch destinada dita canitat en servey de sa Magestat, se dassen y proveissen en naturals del dit present Regne, que ni ha, y ab lo continuu exercisi militar de cada dia aumentaran molt, habils, y experts en dits ofissis, dels quals sa Magestat resterà servit ab tota satisfacio; y com los dits Siaments han llingut noticia, que en vacant de alguns da dits ofissis, y en particular de Mestre de camp, y sargent major, serian estats consultats y admesos à la pretensio personas forasteras en dafy dels naturals, que es causa de que se desalenten de la empresa militar. Però supplan à V. S. I. mane provehir, y decretar ab acte de cort, que dit Capitol, y condicio ab les demas en dit primer servey concordades, de les quals sensa producio, ut ecce cum insertione, sien observades en tot y per tot, que del adimplement delles sa Real Magestat se resterà mes servit, y tot lo Regne en comu, y en particular gozen de la hourra, que sa Magestat en ayo lis farà en no permetre, que forasters sian en ditas plaças consultats y admesos.

Ques fassa com se suplica, en quant dites ordina-cions foren provehides per sa Magestat.

Vaca Secretarius.

Sa Magestat manda, que se guarden las condiciones del servicio en favor de los naturales, provehiendo los officios del tercio en sus personas.

XL*.

Diploma col quale Don Filippo IV re di Spagna e di Aragona approva e sancisce i capitoli votati e discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna negli anni 1631 e 1632 sotto la presidenza del viceré Don Girolamo Pimentel, marchese di Bayona, e del presidente Don Gaspare Priolo, vescovo di Alghero.

(1633 — 28 giugno).

Dall'antico Archivio del Patrimonio reale in Sardegna, Cod., Cart. 1.

Nos Philippus, Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Legionis, Navarrae, Granatae, Tholeti, Valentiae, Galtiae, Majoricarum, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennisi, Algarbii, Gibraltaris, Algezirae, ac Insularum Canariae, nec non Insularum Indarum, Terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, et Brabantiae, Mediolani, et Comes Barchinonae, Flandriae, et Tirolis, etc., Dominus Viscayae, et Molinae, etc., Dux Athenarum, et Neopatriae, Comes Rossilionis, et Ceritaniae, Marchio Orisani, et Gociani.

Consueverunt magni Principes subditorum suorum petitiones, ac praesertim, quae Reipublicae utilitatem, et

universum commodum concernunt, liberaliter exaudire: dum enim illos Regis largitionibus afficiunt, in ipsos fidelitatem adaugent, et ad gratiosa obsequia praestanda alliciunt, caeteros etiam hoc exemplo ductos ad eundem provocant, et inducunt. Respicientes igitur maximam, et integram devotionem praefati nostri Regni Sardiniae, suorumque iocularum praeterea servitia, et obsequia, quae iugiter multimodis Regibus Aragonum praedecessoribus nostris, et nobis successive in quancunque fortuna animo indefesso praesiterunt, et praestare non desinunt, merito adstringimur, ut quiddid pro comuni Reipublicae utilitate supplicaverint liberaliter concedamus⁽¹⁾. Cum itaque anno praeterito millesimo sexcentesimo trigesimo primo, pro bono statu, ac recta iustitiae administratione, statuissimus generale PARLAMENTUM in praefato Nostro Sardiniae Regno celebrare, munus hoc Illustri consanguineo Nostro Don Hieronymo Pimentel Marchioni de Bayona, tunc Nostro Locumtenenti, et Capitaneo generali in dicto Nostro Regno Sardiniae fuit a nobis demandatum; qui in vim Nostrae Regiae potestatis sibi concessae, vocalis, prout moris est, Regni praedicti incolis, PARLAMENTUM ipsum indixit in nostra Civitate, et Castro Calaris dicti Regni; eoque incepto, accidit dictum Marchionem de Bayona e vita migrasse. Quare ad prosequendum, et concludendum dictum PARLAMENTUM potestatem de novo concessimus, et demandavimus Reverendo in Christo Patri Fratri Don Gaspari Prieto Episcopo Alguarensi⁽²⁾ Nostri Consilii, ac tunc Praesidis, et Capitaneo Generali Nostro in dicto Sardiniae Regno; qui dictum PARLAMENTUM nomine, et Vice Nostri prosequutus fuit, et anno quoque praeterito millesimo sexcentesimo trigesimo secundo illud finivit, et conclusit. In quo, dum varia negotia status Regni praedicti, ac universae illius Reipublicae incolitatem, et tranquillitatem concernentia tractarentur, fuerunt per tria STAMENTA illius coram dicto Episcopo oblata nonnulla capitula ad bonum et utilitatem ejusdem Regni spectantia, dictusque Episcopus illa decrevit, et provisit, prout in calce cuiuslibet ipsorum continetur. Quae quidem capitula, una cum responsionibus per dictum Episcopum factis, Nobilibus et dilectis Noster Don Alphonsus Gualbes, Miles Ordinis et Militiae Sancti Jacobi de Spata, Sindicus STAMENTI MILITARIS ad Nos destinatus nomine dictorum trium STAMENTORUM coram Majestate Nostra praesentavit, humiliter supplicando, ut eadem acceptare, concedere, meliorare, et confirmare de Nostra solita benignitate dignaremur. Nos vero, perspectis iurata fidelitate, ac servitii per incolas praefati Regni Sardiniae Coronae Regiae praestitis, et

impensis, quaeque praestituros speramus, capitulis quidem, ac decretationibus ipsis per Nos in Nostro SS. Regio Aragonum Consilio visis, recognitis, et examinatis, tandem responderi mandavimus, prout in fine uniuscuiusque capituli appositum est, sen decretum; declarando, quod Nostrarum decretationum aliquae firmatae, ac subscriptae apparent per reverendum in Christo Patrem Don Henricum Pimentel Concheus. Episcopum, Nostri Consilii status, et belli, quia Praesidis dicti Nostri Supremi Consilii munus exercebat; caeterae vero per Illustrissimum Consanguineum Nostrum Don Franciscum Fernandez de la Cueva Ducem de Alburquerque, a praedicto Nostri status, et belli Consilii, cui dictum Praesidis officium in gubernum concessimus, et commendavimus, illudque magna Nostri, ac omnium satisfactione ad praesens moderatur⁽³⁾. Quorum quidem capitulorum series sequitur sub hiis verbis⁽⁴⁾.

Quas quidem supplicationes, et capitula praeniterla, ac responsiones, et decretationes in eisdem appositae laudantes, et approbantes, illos, et illa, et omnia, et singula in eis contenta praedicto STAMENTO MILITARI Regni Sardiniae, et illius particularibus praesentibus, et pro tempore existentibus, tenore hujusmodi, de Nostra certa sententia, deliberate, et consulto, dicti Nostri SS. R. Consilii deliberatione praesente, concedimus, consentimus, et liberaliter elargimur, Nostraeque hujusmodi concessionis, consensus, et elargitionis munimine, seu praesidio roboramus, et validamus, auctoritateque Nostram Regiam interponimus pariter, et decretum. Serenissimo propterea Balhasari Carolo Principi Asturiarum, et Gerundae, Ducique Calabriae, et Montis Albi, filio primogenito Nostro clarissimo, ac post felices, et longaevo dies Nostros, Deo propitio, immediato haeredit, et legitimo successor in omnibus Regnis, et dominiis Nostri, intentum apientes Nostrum, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, eumque regamus; Illustri vero Nostro Locumtenenti, et Capitaneo generali, nobilibus, magnificis, et dilectis Constiliariis, et fidelibus Nostri Regenti Cancellariam, et Doctoribus Nostrae Regiae Audientiae, Iudicibus Curiae, Advocatis, et Procuratoribus fiscalibus, et patrimonialibus, Gubernatoribus quoque, seu Reformatoriis in Capitibus Calaris, Gallurae, Sassari, et Logudorii, Regio Procuratori, et Magistro rationali, ac Regenti Nostram Regiam Thesaurariam, Vicariis, Subvicariis, Potestatibus, Alguaziris, Portariis, et Virgariis, caeterisque demum

(1) L'introduzione al presente Diploma è cosparsa, come si vede, di massime generali di politica e di governo; ma per quanto riguarda le lodi tributate ai Sardi pe' grandi servizi resi allo Stato, è da avvertire che il motivo per cui tali servizi si dicono prestati si re di Aragona si è perchè il regno di Sardegna fin dal 1460 fu unito perentamente alla Corona aragonese; e lo giurò per il primo il re Don Giovanni II nel solenne Congresso di Fraga, e dopo lui lo giurarono costantemente i suoi successori diventati eziandio sovrani di Spagna e di Castiglia. (Ved. sopr. DISSERTAZIONE SESTA, pag. 15 e 16).

(2) Fra Gasparo Prieto nacque in Burgos (vecchia Castiglia) nel 14 agosto 1578, fu frate Mercedario o maestro generale del suo Ordine. Nel 1626 fu creato vescovo di Alghero in Sardegna, e nel 1631 presidente e governatore generale dell'Isola. Nel 18 febbraio 1636 fu traslato alla Sede vescovile di Perpignano, dove morì nell'anno seguente.

(3) È questo l'unico esempio di delegazione fatta dai sovrani di Aragona o di Spagna ai presidenti del Consiglio Supremo di Aragona, acciò sottoscrivessero i Decreti di approvazione dei Capitoli presentati alla sanzione regia degli inviati ed ambasciatori del Parlamento sardo. Tali decreti furono sempre autografamente sottoscritti dallo stesso sovrano perchè costituivano un patto patteggiato tra il monarca e la nazione sarda, la quale perciò, rappresentata dai tre STAMENTI (militare, ecclesiastico e reale), votava le imposte, chiamaste ordinariamente donativi e auxilii.

(4) Vi sono inseriti tre originali. Il centoventisette capitoli ch'erano stati discussi e votati nel PARLAMENTO; cioè 96 a petizione dei tre BRACCI o STAMENTI (Bracci, Estanciatos), e 31 a petizione del solo BRACCIO o STAMENTO MILITARE. Dei primi ne furono approvati soli 79 e respinti 17. Dei secondi ne furono approvati soli 24 e negati 7.

universis, et singulis Officialibus, et Subditis nostris, maioribus, et minoribus, in praefato nostro Sardiniae Regno constitutis, et constituendis, ipsorumque Officialium Locumtenentibus, seu Officia ipsa Regentibus, et subrogatis, praesentibus, et futuris, ad incursum Nostrae Regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum Aragonum auri mille nostris inferendorum aerauris, dicimus, praecipimus, et jubemus, quod praesertim supplicationes, et capitula, et unumquodque eorum, juxta decretationum, et responsum in fine ipsorum positum seriem, et teorem, teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari per quos decet faciant, cauti secus agere, neque permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus serenissimus Princeps nobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam Nostram charam habent, ac praeter irae et indignationis Nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. In cujus rei testimonium praesentem fieri, et in processu dicti PARLAMENTI inseri, sigilloque Nostro Regio pendente communiri jussimus. Dat. in Opido nostro Madridi, die vigesima octava mensis junii, anno a Nativitate Domini millesimo, sexcentesimo trigesimo tertio.

YO EL REY.

- V. Dux.
- V. Villanueva Regens.
- V. Bayetola Regens.
- V. Siteres Reg. vid. Canajal pro
Thesaur. et Conserv. Gener.
- V. Vico Regens.
- V. Magarola Regens.

In Sardiniae xv fol. 178.

Privilegium supplicationum, et capitulorum concessorum STAMENTO MILITARI SARDINIAE Regni, in PARLAMENTO, anno preterito millesimo sexcentesimo trigesimo secundo ibi celebrato, et concluso.

Dominus Rex mandavit mihi Hieronymo Villanueva etc. etc.

XLII*.

Diploma del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale si conferma ai membri dello STAMENTO MILITARE di Sardegna la facoltà di potersi congregare in CAGLIARI o in SASSARI (nell'uno o nell'altro Capo dell'isola), purchè però le risoluzioni stamentarie si prendano nella prima di dette due città, e alla congrega preceda sempre la licenza del viceré, salvo che si tratti d'interesse proprio di quest'ultimo o di doglianza contro di lui.

(1634 — 22 febbraio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Nos Don Philippe par la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, y de Hierusalem, de Portugal, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de CERDEÑA, de Cordova,

de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algeziras, de Gibraltar, de las islas de Canaria, de las Indias orientales y occidentales, islas y tierra firme del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravaute, de Milan, de Athenas, y de Neopatria, Conde de Auspurg, de Flandes, de Tirol, de Barcelona, de Rosellon, y Cerdeña, Marques de ORISTANY, y Conde de GOCENO. — Por quanto en el PARLAMENTO, que con poder, y facultad Nuestra celebré, y concludo en dicho nuestro Reyno de CERDEÑA el Reverendo en Christo Padre Don Gaspar Prieto, Obispo de Alguer, de nuestro Consejo, siendo Presidente, y Capitan general de aquel Reyno, fueron presentados dos Capítulos en nombre de los tres ESTAMENTOS del, en razon de las juntas del Militar, los quales, vistos, y proveydos por el dicho Obispo, Nos fueron embiados, por tomar sobre todos determinacion; y aviendolos reconocido atentamente en este Nuestro Consejo supremo de Aragon, y con Nos consultado, fue acordado decretarlos en la forma, que se declara en el Privilegio, que mandamos despachar en diez de abril del año passado mil seysientos traynta y tres; donde, junto con los demas Capítulos presentados por los dichos ESTAMENTOS, se hallan los dos referidos, cuyo tenor, y el de la declaracion es como se sigue:

I. Item ates que, per estat, ó oflici que tingan, fan » un cos universal, es permes, no sols de dret comu, » lo congregare ab un Ministre del Señor del lloch, pero » encara de consuetat general lis es permes en las cosas » concernents à llur interes, per tratar, y deliberar de » aquellas; y al ESTAMENT MILITAR del present Regne sia » estat aço otorgat, etiam per capitols, y actes de Cort, » que son leys paccionades ab sa Magestat, com entre » altres es de veure en lo capitol 2. fol. 25. cap. 2. » fol. 7. cap. 3. fol. 8. cap. 3. fol. 57. cap. 11. fol. 46. » cap. 8. fol. 77. cap. 77. fol. 117. cap. 29. fol. 446 » dels estampats, ab los quals se dona la dicta facultat » de poderse juntar el ESTAMENT militar, mediant bu » dels titols, que llavors eran lo Marques de Oristany, » à Compte de Quirra, à del Magnífich Francisco de » Riusech, que apres fouch Compte de Oliva, y tingue » per altre nom Gilbert de Centelles, ó per medi del » syndich, ó subsyndich del mateix ESTAMENT, ab assi- » stentia del Governador de Caler, ó Procurador real, » si requestos volguessen trobarse, ó sino sens ells, com » axi sempre se ha observat en les occasions que se son » ofertas, sens que may sia estat fet impediment als » MILITARS, fins que en son temps lo Lochtinent general » Don Juan Vivas, Virrey qui fouch desse Regne, prengue » y sen, que no se junctas lo dit ESTAMENT sens sa » expressa llicencia, y dels successors, fentlis à saber » los negocis, que se volen tratar en cada junta, lo que » no sols resulta en notable nota de llur innata fidelitat, » pero encara en gran deservy de sa Magestat, y dafny » de tot lo Regne, puix per exa via se lis impedeix » totalment lo poder representar à sa Magestat los agravis, » que lo Regne, y dit ESTAMENT aguessen de rebre en » en las occasions, tant dels Lochtincts, com dels altres » Ministres reals, per lo qual efecte concedien los Señors » Reys ab dits capitols impressos la facultat de juntarse » dit ESTAMENT, sens orde, ni llicencia dels Virreys;

» y abdicantis esta facultat, se lis impedeix tambe lo
 » poder ab los solis, y deguts remeys ixiu a la defensa,
 » y observancia de llurs privilegis, usages, e immunitats,
 » com tambe lo representar a sa Magestat, y en soe casos
 » als Lloctinents generals, y Real Audiencia, las cosas
 » que convenen al bon govern, essent tolas materias, que
 » conferintse, y tratantse entre-si los militars, se disporrees,
 » tratan, apunlian, y resoven mes acertadament: Sup-
 » plican perço los diis tres ESTAMENTS a V. Exc. placia
 » provehir, y decretar, que de assi avant se puga juntar
 » lo dit ESTAMENT MILITAR, com sempre ha acostumat,
 » per servey de sa Magestat, be publich del present
 » Regne, y defense de llurs privilegis, *capitols de Cort*,
 » que li son, y seran olorgals, sens que sia menester,
 » *com no era*, ans del govern del Lloctinent Don Juan
 » Vivas, altra llicencia dels Virreys, y Capitans generals,
 » ni de darlis primer noticia del que se ha de tractar,
 » puix, ultra que de la gran fidelitat de dit Estament
 » nos pot presumir, que trate cosa en deservay de sa
 » Magestat, ny dany del Regne, ço pres, que per obtenir
 » lo que en las junctas determinan, acceden a la
 » prefata Magestat, ò a son Virrey, basta lo assistir lo
 » Governador, ò Procurador real, que cridats voldran
 » trobarse, de qui, por esser Ministres de sa Magestat,
 » no han de fer desconfianza, sent esta, com es la causa
 » perque deputa lo dit en las juntas de las comunitats
 » la asistencia de un Ministre del Señor del lloch.
 » ademes, que en cas que se hagues de tenir la junta
 » per recorrer, y representar a sa Magestat agravias, re-
 » buts dels Lloctinents, ò llur govern, com podrá suc-
 » ceir, no es raho, ni convenient darlis primer a en-
 » tendre, y demanaris llicencia, puix la impedirian,
 » y se podrian seguir mayor agravias, ab que los *subdite*
 » *desesperarian del remey*, que tenint la deguda libertat
 » de acudir a son Rey, y Señor obdendrian.

« Decret. Vicerey.

« Que lo supliquen a Sa Magestat, per ser cosa molt
 » justa, y convenient al servey de sa Magestat, y he de
 » aquest son Regne, que no dexara de ferlis la merced,
 » conforme lo molt amor, y fidelitat ab que lo han servit.

« Vacca Secretarius.

« Decret. Rey.

« Su Magestad haze merced a los del Estament Militar
 » del Reyno, que se puedan juntar en Callen, y en Sacer,
 » como antes solian, con declaracion que todas las ma-
 » terias, sobre que juntaren, las comuniquen, y confieran
 » entre ellos, dando noticia reciprocamente los de un
 » Cabo a los del otro, y estando ajustados, y convenidos
 » entre si, tengan obligacion, por lo que conviene al
 » servicio de su Magestad, de que las resoluciones, que
 » huvieren de tomar sobre los negocios, sea en la parte,
 » donde se hallare presente el Virrey, porque con su
 » presencia se hagan los negocios con mejor justicia,
 » y acuerdo de los militares, con que las juntas que
 » hizieren en las cosas, y negocios tocantes al servicio
 » de su Magestad, y bien comun del Reyno, las hayan

» de comunicar primero con el Virrey, y que en todas
 » las juntas, que se hizieren en una, y otra ciudad,
 » haya de asistir el Gobernador, ò Procurador real, ò
 » su teniente, como esta declarado por otros muchos
 » *actos de Corte*.

« Dux (1).

II. « Item, por quant ab experiencia se ha vist la
 » dificultad se le en tratar los negocios del ESTAMENT
 » MILITAR, que convenen al servicio de sa Magestat, be,
 » y conservacio del Regne, observancia dels *capitols de*
 » *Cort*, et alias, por no poderse juntar los militars, que
 » se troban en la ciutat de SASSER, com molts anys lo
 » han acostumat; Perço supplican diis Estaments a
 » V. E. sia servit decretar, que los militars que se tro-
 » baran en la ciutat de SASSER pogan juntarse, com per
 » abans se ajuntavan, mediant un Subsyndich nomenat
 » per lo Estament, que se sol juntar en CALLER, y ab
 » asistencia de un Ministre real, ço es per los negocios
 » particulars se offeriran, ò per acudir al Gobernador,
 » ò Inquisidor per llur preteses, y per raho dela agravias,
 » ó negocios se lis offeriran en CALLER al Estament, y per
 » los que se lis comunicaran per lo Estament; ab que
 » empero sempre la resolucio dels negocios generals, y
 » concernents al servey de sa Magestat, be, y utilitat
 » del Regne, observancia dels *capitols de Cort*, y de
 » dar raho, y de acudir a sa Magestat ab llettras, ò
 » enviar Syndich, se prengan en lo Estament de CALLER,
 » puix prentise las resoluciones sols en CALLER, va a
 » esser un sol Estament, y lo juntarse en SASSER es per
 » facilitar los negocios, com esta dit, tenint sempre con-
 » sideracio en lo votar al major numero dels vots, perque
 » se concloga, y que ab fé del Notari de la junta se
 » puga enunciar lo numero dels Cavallers hauran assistit
 » en aquella, y lo que cascu dells auran votat, y quo
 » lo subsyndich finga facultat de congregar la junta, y
 » que lo Tirol mes antich, y en falta de Tirol lo Ca-
 » VALLER, que presidirà, propose lo negoci, que se offerirà.

« Decr. Vicerey.

« Que lo supliquen a Sa Magestat.

« Vacca Secretarius.

« Ya está provehido en el capitulo antecedente sobre esto.

« Dux. »

Porque Nos hà presentado Don Alonso Gualbez y Zuniga,
 Cavallero del havito de Santiago, Syndico del dicho Esta-
 mento Militar, un Memorial en nombre del, representando
 algunas razones, por las quales pretende, que es en per-
 juicio considerable de nuestro Real servicio, y contra los
 Capítulos de Corte, y beneficio comun de aquel Reyno
 y de los Militares, las dos condiciones, con que se les
 concede la licencia para juntarse en las Ciudades de CALLER,
 y SASSER; la una, en que se dispone de tomar las res-
 oluciones en la parte donde se hallare presente nuestro
 Lugartinentie General de dicho Reyno; y la otra de que
 en las juntas, que hizieren en las cosas, y negocios
 tocantes a nuestro servicio, y bien comun del Reyno, las

(1) Dux, cioè il duca di Gandia, vicere e presidente del Parla-
 mento, che riferiva per intero il decreto reale.

hayan de comunicar primero con nuestro Lugartiniente general: supplicando nos fuésemos servidos hazer merced al dicho Estamento de concederle licencia para poderse juntar en la forma, que antes solia juntarse; y havien- dose visto en dicho Nuestro Consejo, y con nos consultado todo lo que en raçon desto refirió el dicho Syndico, de- zando hazer merced al ESTAMENTO, como merece su zelo, y amor á nuestro servicio, havemos [resuelto ordenar lo infrascrito. — Por tanto con tenor de las presentes, de Nuestra cierta sciencia, y Real autoridad, deliberada- mente, y consulta declaramos, y por via de declaracion concedemos al dicho ESTAMENTO MILITAR de nuestro Reyno de Cerdeña, que la licencia que havemos mandado con- cederle para juntarse en uno, y otro Caso, se entienda que lo puedan hazer en conformidad de lo que está decretado en el *Acto de Corte*, y que ayan de tomar resolucion en la Ciudad de Cállar, como se ha acostum- brado hasta a qui, y se continue lo mismo desde aora en adelante; y en quanto al pedir licencia al dicho nuestro Lugartiniente general para juntarse, no esten obligados á pedirla en caso se haguesse de tratar de quejas contra el Virrey, ò del proprio interor del dicho Virrey, y en todos los demas casos bayan de pedir la licencia, con- forme lo decretado; y que todo lo dicho se entienda, que se haya de observar hasta otro orden Nuestro. Por lo qual al Serenissimo Balthassar Carlos Principe de las Asturias, y de Geroná, Duque de Calabria, y de Mont- blanch, hiyo y primogenito Nuestro muy amado, y despues de los felices, y largos dias Nuestros en todos nuestros Reynos, y Señorios immediato hendero, y legitimo succe- sor, declarando nuestro animo Real, despues la pa- ternal benediction, le dezimos, y rogamos; y tambien á los Ilustre Nuestro Lugartiniente y Capitan General, no- bles, magníficos, y amados Consejeros, y fieles nuestros regente la Cancilleria, y Doctores de nuestra Real-Au- diencia, Juezes de Corte, Abogados, y Procuradores fiscales, y Patrimoniales; y á los Gobernadores, ò Reformatores en los *Cabos* de Cállar, Gallura, Sasser, y Logudor, Pro- curador Real, Maestre Racional, y al Regente nuestra Real Thesoreria, Vegueres, Sotvegueres, Potestades, Al- guaziles, Porteros, y Vugueros, y á todos los demas Ofi- ciales, y subditos nuestros, y cadauno de los mayores, y menores en el dicho nuestro Reyno de Cerdeña con- stituidos, y constituidores, y los lugartinientes, ò subro- gados dellos, ò regentes los dichos officios, que aora son, y adelante fueren, no incurrimento de nuestra Real in- dignacion, e ira, y pena de mil florines de oro de Aragon, de bienes del que lo contrario hiziere exigideros, e á nuestros Reals cofres aplicaderos, decimos, ordinamos, y mandamos, que todo lo referido, y qualquier parte dello, en la forma que va declarado, guarden, cumplan, y exe- cuten, guardar, cumplir, y executar hagan invariablement, y no hagan, ni permitan que sea hecho lo contrario por persona alguna, ni por ninguna raxon, ò causa, si el dicho Seren.^o Principe nos obedece, y á los demas Ofi- ciales, Ministros, y Subditos nuestros arriba mencionados Nuestra gracia ley es cara, y, demas de Nuestra ira, e indignacion, en la pena sobredicha desean no incurrir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con el Nuestro Sello Real comun en el dorso sellados.

Datum en nuestra villa de Madrid á 22-dias del mes de febrero, año del nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo 1634.

YO EL REY.

V. Dux.
V. Carvajal.
V. Agluto pro Thesaur. Gen.
V. D. Franciscus de Castelvì Regens.
V. Vico Regens.
V. Bayetola Regens.
V. Magàrola Regens.
V. Sisternes Regens.
V. Laurentius de Villanueva pro Conserv. generali.

Dominus Rex mandavit mihi Joanni Laurentio de Villanueva, visa per ducem, Carvajal pro Gen. Thesaur., Castelvì, Vico, Bayetola, Magàrola, et Sisternes Begentes Cancellariam, et me pro Conserv. Generali.

In Sardinia XVII. fol. 243.

XLII*.

Statuti del Gremio, ossia corporazione di varie Arti, sotto la invocazione di sant'Eligio nella città di Alghero.

(1636. — 22 novembre).

Dall'originale esistente nell'Archivio del Consiglio civico di Alghero.

En nom de la Santissima Trinitat Pare, Fill, y Spirit Sant, y de la Serenissima Reyna dels Angels, mare de mes de Jesu Christ, y Pare Nostru, y del Glorios Sant Aloj Intercessor de la sua Confraria. Amen.

Comensan les ordonnassons de la confraria de Sant Aloï, de la qual son Coufreres *Magnus, Ferrers, Corregers, Argenters, Pellisers, Sellers, Espasers, Buidaders de Estayn, Cuiraders Conchimos, Esmoladers, Teixidors, Conchadors, Soanadors, y Campanars* desta Magnifica Ciutat de Alguer. Essent Veguer lo G. Capita Don Franciscu Sanna, y de Tola, y essent Consellers les Nobles, y Magnífics Señors Don Ambrosi Nater, lo Dottor Diego, Carola, Antonio Carta, Juan Scantello, y Juan Pere Pinna ordenades por ses Magnífics del Consell des l'an prope-ssat, y fermats de ma de dit Vegher, y Consellers, y del Secretari de dita ciutat infrascritt y sigillades ab sigil de dita ciutat ab consentiment de la major part de la Maestranza de la manera siguiente.

Primerament se ordena, que da assí avant quant los dits Maestres que han da esser, no potran fer algun negossi, que mes gose de la Confraria, aquells tals non se deuran de juntar, que primer non han dat rahò al Vegher, y tratar de govarnar, de lo que lo obligheran so pena de tres lliures, un terç al Juge que fesi l'executa, y los altres dos terços a la dita Confraria, y dessa multa, fassan lo que han determinat, y ordenat en dit juntament.

2. Item. Se ordena, que tots los Confrades de dits ossis degan de pagar cadaun disapte dos diners per com-prar oli per cremar davant l'altar de S. Aloï en la llanitu, que es en la sna Capela en la seu de dicta ciutat de Alguer.

3. Item. Se ordena, que tots los Mestres, y Jovus de dits ofissis que son en la present ciutat per treballar de lliurs ofissis paguen a lu Cap. de dita Confraria deu sous y per tenir botiga ab algun maestre vint sous.

4. Item. Se ordena, que tot persona, que lloverà, y voldrà fer qualcosa de dits ofissis, los que se allegue ab quetrevell Mestre pague al Cap. de dita Confraria deu sous.

5. Item. Se ordena, che ciascun dels Confrares, que sarà damanat per los Massars de venir en algun ajuntament, que en continent haja de anar sot pena de una lliura dextera applicada a dita Confraria per ciascuna ungada que no ase obeit, no tenint just impediment.

6. Item. Se ordena, que si a cas lo Majoral volgues ajuntar consell en la Capella, o en la casa de la ciutat de cosas costant a dita Capella, no lo pogan ajuntar sens abstenencia de un Conseller, y del Secretari de dita ciutat, y que en tal cas se ajunen tots los Confrares obligats ab presencia del Conseller, so la pena de una lliura de sera applicada a dita Confraria ogniquialvolta contrateran a qualsevol de dicles cosas.

7. Item. Se ordena que qualsevol Confrare, que contra los presents capitols sarà, y vindrà mestre tangut, y Confrare de dita Confraria y que en lloc alcu pugue allargarse de aquella, y calga en pena de tres lliures, la mitat al vegher per fer la excoissió, y la altra mitat a la dita Confraria.

8. Item. Se ordena, que aquellos Confrares, y Confraressas, de dita Confraria, que estigan en necessitat, en tot cas de dita Confraria sia obligada soccorrerlo de alguna almosina ab consell de sis probomes de dita Confraria per veure si von dary, o no, dita limosina, y quant se deu ser.

9. Item. Se ordena, que ciascu Confrare de dita Confraria, sempre que sia request per lo Massers per anar ad accompaiar al Santissim al cumbregar de alcun Confrare malat, sia obligat anarí so pena de deu sous a la dita Confraria aplicats.

10. Item. Se ordena, que si per ventura moria alcun Confrare, o Confraressa de dita Confraria, quatres de los Confrares de aquella sian obligats ad accompaiar tal defunto a la missa de requiem, o difunta, que sia, so pena de mita lliura de sera applicada a la dita Confraria.

11. Item. Se ordena, que quant more alcun Confrare, o Confraressa de dita Confraria, quatre de los Confrares sian tenguts de donar ciascu sis diners per l'anima de dit defunt o defunta, y ferli dir missas y oracions, so pena de mita lliura de sera applicada a la dita Confraria.

12. Item. Se ordena, que ciascu Confrare, o Confraressa de dita Confraria sian obligats de anar, y estar presens, e permittens en cap del ayn per los dits defuntos la part de missas ya applicadas a la dita Confraria.

13. Item. Se ordena, que nunga puga, y se presumea para botiga de nunga de dits ofissis sent fill de ciutat, com forester, que primer no sia examinat, o verament aquell tal, que botiga voldre para, done fermanza de examinar se dins lo temps que lo Majorial, y Clavari se li han sercat, qual examen se ha de fer en la casa de la ciutat ab assistencia de un Conseller, y del Secretari de dita ciutat, qui han de llevar un acte

de dicto examen, danli drit per aquest en lo solit examen ab assistencia de probomes de officii, que espiemeran, que arant passat l'examinat, pagheran cò es lo forester sis lliures, y de la ciutat tres lliures, y que demostre haver fonda, y dos reales de estrenes al Masser del Magistrat, so pena de deu lliures pagadoras en favor de dita Confraria, y se lo mande, que no fassi l'uffisi so pena de vintisic lliures.

14. Item. Se ordena, que passats tres dias, o quatre dias apres de la mort de alcun Confrare de dita Confraria Cap de casa, que se li de celebrar una missa de los dos Cagliaresus, que acostuman pagar los dits Maestres.

15. Item. Se ordena, que totes los Confrares, y Confraressas de dita Confraria hazan, y debian anar en las Processions lo dia del Corpus, dell'Assumpció de mitz agost, lo dia de San Juan de Porta Ladua, y en de el manament el Majoral, y Clavari so pena de tres lliures applicadas la mitat al Juge, que farà l'excoissió, y la altra mitat a la Confraria.

16. Item. Se ordena, que qualsevol criat, que apria deserta de qualsevol de dits ofissis ne pague annajades, mesades, ni jornal, quantitat alguna per minima que sia, que prima no haja pagat deu sous a la dita Confraria so pena de tres lliures applicadores a la dita Confraria, y que los buidadors de campana hasen de pagar primer tres lliures a dita Confraria, y la dita pena de tres lliures.

17. Item. Se ordena, que qualsevol persona, de qualsevol condissio que sia, que fora de dits ofissis, que voldra entrar en dita Confraria de S. Aloí hajan de pagar ciascu nua tres sous, y participaran de tots los sufragios de dita Confraria.

18. Item. Se ordena, que ningu de los sobredit Maestral, que auti son, y seran per avant tant fills naturals de dita ciutat, com coabitadors residents, y declinans de aquella puga, ni presumossa per via directa ni indirecta, se sarà amescrat perfaena de altre ofissi si no tanto solamente, que primer sera examinat, y se faena de altre ofissi voldrare fer tras del que sarà examinat, que no pughe fer dit ofissi, que primer no sia examinat delaltre ofissi, del qual vol fer faena, y gose de pagar a la dita Confraria lo dit examen tres lliures no ostant per lo pagat per lo primer examen; y si per lo contrari hasen cajaan en pena de trenta lliures applicadora sa dita Confraria per ciascuna vegada, que contraferen, y quant volen ser Mestre, que ningu examinat puga fer mes de un de los dits ofissis, vol diure, sia primer examinat de ciascu ofissi con voler fer, y prestar examen ains de pagar tres lliures a la Confraria, vint sous al Secretari de ciutat per la carta de examen, y dos reais de estrenes alls Massers com se he stat dit.

19. Item. Per quant se ha vist per experiencia haver patit la dita Confraria notables dayns per non aver dat compts los Majolars, y Clavari de aquella de lars administracions ciascu ayn, com son obligats, per lo que se ordena, que ciascu ayn lu segons dia di genner lu Majorial, y Clavari de dita Confraria, que havran dar dits comptes, y comptes de la lliurs administracions al Majorial, y Clavari, y se lis fature acullir tant del Confrares le dits ofissis, com de altres bandas, vel alias, y cessin de acullir del dia de S. Aloí, que es el primer de d. bre fin al prim di genner, que es un mes, y no

accullint tot en dit mes de espera lo paguen de llurs biens propis lo dit dia de dos de genner, que daran los comptes sens escusa alguna de contrari, y no duntant dits comptes dit dia de dos de genner cajan en pena dits Magiorals, y Clavari de tres lliures applicadas a dita Confraria sens remissió, salvo just impediment, del qual se farà costar.

20. Item. Se resumen dits Magistrats Consellers, y assi a llur successors que se alguna diferencia vi sarà entre los Magiorals, y Clavari, o entre ells, y dits Confreres, de que loque tra ells sia declarat base de passar prest tra ells, y de mes Confraria de dita ciutat, y los veditors faghen de aquells, y si dubita algu, o declarassi, o intelligencia, o ambiguitat, o casa alguna o scusa sia a los dits capitols, ques fus magnífichs, y no altri lo deban dir, y declarar per las raons sobredites.

21. Item. Se ordena que dits Mastres, ossia Majorals depen de jurar, tenir, y servir les sobredites ordinacions y de esser conuentat ab consentiment des Magiorals, y Clavari de dita Confraria sot pena de una lliura de sera applicada a la dita Confraria per ciascuna vegada, que será incurrit.

22. Item. Se ordena, que tots los mestres foresters, que portaran faena de ferrers a vendre en la ciutat pague ciacu una vegada, que la portaran cinc sous a la dita Confraria ⁽¹⁾.

23. Item. Se ordena que lu dia de S. Aloï al primer de setembre de ciacun any lo Magioral, y Clavari de la dita Confraria, que deban pesà de llurs ofissis, apan, y depen elgír lo Magioral, y Clavari nous per l'ayn venient, sens que entrevingan, y voten altres Magiorals, y aquel sia Magioral, y Clavari seran per l'ayn venient.

Dat en la casa de la ciutat de Alguer a 22 de 9.bre del 1636 diuse trentais — Don Francesch Sanna — Don Ambros Natter — Lo Dottor Diego Carola — Antoni Carta — Juan Scantello.

Sigum + meum Antoni Jayme Algherensis apostolica, et Regia auctoritate Publici Notari, et Magnificae istius civitatis Algari Secretari, qui praesertis ordinationes et statuta factas et conditas, ac facta et condita per dictos Nobiles et Magnificos Dominos Regium Vicarium et Confreres eiusdem civitatis proprio calamo in his quinque praecedentibus paginis, et reliquum in presenti scripti cum lineata in 2 pagina cosas — et in 3 linea lineatur — vuit lliures — eo, estres lliures por lo esamen, y sine; et in dicta 3 pagina superponitur interlineas — de sera — et de quibus subsignavi, subscripsi, et clausi.

XLIII*.

Statuti del Gremio, ossia Corporazione degli Agricoltori, sotto la invocazione di S. Narciso nella città di Alghero.

(2)

(1) La tassa di cinque soldi che si doveva pagare alla cassa del Gremio (corporazione) da qualunque artigiano forastiero introducto in Alghero oggetti della sua arte già fatturati, per venderli, equivaleva quasi a una proibizione d'introdurveli, o quanto meno incorporava la libertà del commercio e dell'industria. Ma questo sistema proibitivo era generale e del tempo.

(2) Nell'originale non si vede notato l'anno in cui questi Statuti furono deliberati; ma dal proemio si rileva che lo furono dopo quelli del 22 novembre 1636 che precedono (n.° XLII).

Dall'originale esistente nell'Archivio del Consiglio civico di Alghero.

A honor, llohor, y gloria de Nostre Señor Deu Jesu Crist, y de la humil, e Imaculata Vergie Santissima Maria Mare sua, dels benaventurats Sant Miguel Arcangiel, San Juan de Porta latina, San Sebastia, y San Roch Patrons desta Ill.ª y Mag.ª ciutat, y juntament del glorios Sant Narcis Advocat, y Patrò de tots, y en particular dels llavradors, y Pagiesos de esta ciutat.

Perquant aquells per la continua devoció al dit Glorios Sant Narcis, y miracles evidentes en circa la agricultura, *Plaga de la llagusta*, y altres; han elegit una capella en la Ill.ª Santa Iglesia Cathedral per son cult, y veneració, y deven estar baix lo govern, y ordenacions de la ciutat, com son los demes Gremis de Oficiales, y capellas de la Santissima Annunciada, San Joseph, Sant'Elmo, Sant' Aloï etc. Pertant aguda madura consideració entre los Nobles, y Mag.ª *Agusti Masala* Consellers lo present any governants, que son los Nobles, y Mag.ª *Agusti Masala*, Dottor Pere Faltaccio, Simò Capurra, Francisch Carta, y Francisch Ignas Gerin, essent ab la major part dels llavradors, han fet, y determinat peraquè inviolablment se observen ses ordenacions, y capitols sigüents a honor y profit de dita capella.

1. Y primerament es estat ordenat per dits Nobles, y Mag.ª Señors Consellers a tots los sobre dits del dit Gremi, y capella, y per augment de dita Confraria cascu any se hatgian de pleiar, y aiutar en la Capella lo die del glorios Sant juntament ab un Conseller, y lu Notari de la casa de la ciutat, y alli han de elgír, y nomenar un Magioral, y Clavari per lo any es devenidor los quals Majoral, y Clavari fetgían de tenir una cassia, y lo libre, ont existen les prentes ordinacions, y del noms de dits Confreres, y exgír les pecunies de dita Confraria, y cascu any un mes après de la festa del dit glorios Sant Narcis dar comptes, y rahó de llur administració en la casa del consell als Mag.ª Consellers, Majoral, y Clavari nous entervient lo dit Notari de la casa, los quals Majoral, y Clavari hatzian, y sían obligats soportar tots los carrees, y traballs de dita Confraria sens premi algu.

2. Item es estat ordenat, que sempre cada dissate cascu Confrare hatia de pagar a dita Confraria dos diners, y per cada añada un quart de escut.

3. Item es estat ordenat, que sempre que algu dels Confreres sia malalt, lo Magioral, y Clavari lo hatzian de assistir, y mirar, y supplir la estrema necessitat ab los possibles de la capella.

4. Item es estat ordenat, que sempre que algun Confrare sia malalt, y que per lo Clavari, o Magioral sían avisats los altres Confreres per combregarlo, o entregarlo, y no hes valzian, y assisten, paguen per ciascuna vagada una lliura de sera a la capella; y la matexia pena de una lliura de cera incurrescan qualsevol dels Confreres, que no acudescan quant ha da ixir la bandera.

5. Item es estat ordenat, que dit Magioral y Clavari, que son, y seran de la Confraria, sean obligats de las caritats de aquella cascu any en lo dia de la festa del glorios Sant Narcis fer dir, y celebrar los ofissis divinals en la Seu, y fer dir una missa cantada en la selemna

de dita festa, fer dir y celebrar un anniversari solenne per l'anima de tots los Confrases.

6. Item es estat ordenat, que qualsevol Narbonajo, o altre, que compre, o non tinga Juhú sia almes en dita Confraria, y gose de las matexias preminencias, y suffragis pagant sas limosnas, y cumplint con los demas Confrases.

7. Item es estat ordenat, que dits Confrases haigian de jurar, tenir, y observar las presens ordenacions, y de estar obbediens als andaments, y provisions de dits Magjoral, y Clavari sot penal de una lliura de sera per cascuna vegada que contraserasen applicadora a dita Confraria.

8. Item es estat ordenat, que los Magjorals, y Clavari per escala o turno avisen als Confrases ben vists per fer les cates, o limones de cada semana, y sempre que algu dels Confrases se resista en fer dites cates, pague lo que podria acullir lo die, y la pena del inobediencia; y si se denia ad efectuar per falsetat, o insidia de dits Magjorals, y Clavari, la paguen ells de la sua borsa, de manera que al cap del any deven dar comptes de les cates, y limosnas de cada semana.

9. Item es estat ordenat, que los Clavaris, y Magjorals haigian de pagar prontament en diner contans tot lo que lo dia dels comptes alcauserà la capella, y les annades, y demés limosnas.

10. Item se detenen los dits Nobles, y Mag.^s Señors Consellers sempre, y quant, y en circa dels subscripts capítols lo Magjoral, y Clavari, y Confrases de dita capella tingan alguna qüestió, o dopte toccant a la dita capella, lo haigian ells de decidir, y judicar sens intervenció, ni appellació de altru ningú Jutge.

Y per que per ningú de los confrases de dita capella puix esser allegada ignorancia son estades fotas las presens ordinations per los dits Nobles, y Mag.^s Señors Consellers, y lo ferman de llurs mans. — D.^s Agustí Masala — Dottor Pere Fattaccio — Simo Capurra — Francesch Carta.

Lloc del +, sigill — D.^s Ignas Scotto Secretari.

XLIV.

PRAMMATICA del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale s'interdice rigorosamente ai giudici, ed a tutti gli officiali regii, ai quali era affidata in Sardegna l'amministrazione della giustizia, di esercitare la mercatura, o di applicarsi a negoziazioni aliene dal loro ufficio.

(1638. — 30 marzo).

Dal DEXART, cap. cur. Regni Sardiuiac, fol. 584 e seg.

El Rey

Nos Don Philippe per la gracia de Dios Rey de Castilla, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Portugal, de Ungria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Mallorca, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corsega, de Murcias, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de

Gibraltar, de las islas, y tierra firme del mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgogna, de Brabane, de Milan, de Athenas, y Neopatria, Conde Absburg, de Flaundes, de Tirol, de Barcelona, de Rossellon, y Cerdaña, Marques de Oristan, y Conde de Gociano. Teniendo como tenemos particular cuydado, de que los Ministros de justicia, y haciendas de todos mis reynos, por lo que combiene al buen gobierno dellos, en particular al de Cerdeña, acudan al ministerio des sus officios con diligencia, atencion, y sin respecto, ni contemplacion alguna, y esto no se puede conseguir, mezclandose ellos en tratos mercaderias, y comercios, que son los que divierten, y ocupan a los juezes, y hazen parciales; porendi con teor de la presente nuestra pragmática sancion, en todos tiempos firme, y valedera, statutos, ordenamos, y mandamos, so pena de mil ducados, y suspensio de sus officios, y otras a nuestro arbitrio reservadas, que ninguno de los subdichos Ministros pueda contratar, ni tener parte, ni compañía en tiendas, arrendamientos, ni otros negocios, excepto en cambios, de la misma manera que se ordenó y decreto para los de la audiencia de Cathaluña, por el Rey mi Señor, y Aguelo, que haga gloria, en el cap. 38 de las Cortes, que celebró en aquel Principado el año 1599. Otrosi porque es tambien conbeniente que todos los Ministros de nuestro, real patrimonio, mayores, y menores, principales, et substitutos en dicho reyno de Cerdeña acudan al ministerio de sus officios con toda puntualidad, y restitucion, sin que den muestra, ni sombra, que se mesclen, en arrendamientos, ni otras cosas de nuestro real patrimonio, ni hagan trato en semeiantes cosas, statutos, ordenamos, y mandamos, que ninguno de los susodichos Oficiales y Ministros de nuestro patrimonio, maiores, y menores en especial del officio de Procurador Real, Maestre racional, y Thesoroero, no puedan contratar, ni contraten por si, ni por interpuestas personas en ningún arrendamiento, Trelas de Trigo, y Legumbres, ni en otras cosas que se arrendaren, y vendieren en nuestro patrimonio, so pena de mil ducados, y de pagar al doble de lo que contrataren, y suspension de sus officios, y otras a nuestro arbitrio reservadas, sobre lo qual mandamos al nuestro Lugarteniente, y Capitan general, regente la Cancilleria, y Doctores de nuestra Real Audiencia, Presidente, Gobernadores, Reformadores en los caves de Caller, Gallura, Sasser, y Logudor, y demas officiales, y ministros nuestros maiores, y menores en el dicho reyno, que al presente son, y adelante fueren, a quien tocare el computo desta nuestra pragmática sancion, que guarden todo lo en ella contenido, y lo hagan guardar, y observar inviolablemente, y contra ella no hagan, ni vengán en manera alguna, por qualquier titulo, causa, ò raxon, si nuestra gracia les es cara, y demas de nuestra ira è indignacion en las penas sobredichas dezan no incurrir, en que caeran y damos por incurridos, como transgresores de nuestras reales ordenes lo contrario haziendo, y paraque llege a noticia de todos, y no se pueda allegar ignorancia, queremos y mandamos, que la presente nuestra pragmática sancion, se publique en las ciudades de Caller, y Sasser, y en las demas partes del dicho reyno en la forma acostumbrada, y que en testimonio de la

publicacion, se registre despues en el libro de cartas acordadas, q̄ hay en nuestra Real Audiencia, y en los del officio de Maestre racional, Procracion real, y Thesoreria, y que lo mismo se haga en el Tribunal de la Governacion de Sasser, paraque perpetuamente que de memoria de lo que en esta parte se ha de observar, y guardar. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes con nuestro sello real comun en el dorso selladas. Datum en la nuestra villa de Madrid, à 30 dias del mes de Março, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo 1638. Yo el Rey. V. Marchio Praeses. V. Dux Thesaurarius generalis. V. Don Franciscus de Castelv Regens. V. Don Salvator Fontanet Regens. V. Bar. Navarro de Arroya Regens. V. D. Franciscus Leo Regens. V. D. Franciscus Vico Regens. V. Femat pro Cons. gener.

XLV.

BANDO del principe di Meli Don Gio. Andrea Doria, vicord e capitano generale di Sardegna, riguardante l'ordinamento, la disciplina, i doveri, le esenzioni, e i privilegi della Milizia nazionale.

(1639 — 15 settembre)

-Dal DEXANT, Cap. Cur. Regni Sardiniae, pag. 512 e seg.

Lo Rey de Castilla, de Arago, de Sardēya, etc.

Ara bojats que os notifica, mana, y fa à saber lo Illustriſsim y Excellentiſſim Señor Don Juan Andres Doria, Princip de Melphi, Marques de Torriſla, y Sant Esteve, Compte de Loan, Señor de Garbana, y Gremiasco, y del Valle del Estalambo, Marques de Bardi, Compte de Campiano, Gran Prothonotario del regne de Napolis, del Consell de S. C. R. Magestat del Rey nostre Señor, e per sa Magestat Lochtinent, y Capita General de tot lo present regne de Sardenya, y Capita General de la Esquadra de las galeras del mateix regne. — A tot hom generalmente de qualsevol grau, nacio, condicio, ò STAMENT sia, que havent se confiderat quant conve al servisi de sa Magestat, y defensa de aquest son regne, que estiga en son degut punt, estimacio, observaccio, y militar disciplina la gent de guerra del regne; y haventse casi olvidats los ordens, que sobre aço hi ha, en excessio de las particulars, que se tenen en esta materia de sa Magestat, en ocasions, y conjunturas, que es necessari viure ab molta vigilancia, y desuelo, por los intentos que poden tenir los enemichs de sa Corona contra aquest regne, ventse *Armadas maritimas de Francesos per la mar, y tenintse nous avisos, que toran à tirar los PIRATAS de BARBERIA ab numero de galeras*, sa Excellencia, presa deliberasio en la REAL AUDIENCIA, y aquella insignuit, hà resolt, ordenat, y manat lo seguent:

1.º Primerament, que en conformitat del acostumat hatgiant los SERGENTS MAYORS de tots los CAPS de CALLER y GALLURA, SASSER y LOGUDOR, pendre cada any las dos MOSTRAS GENERALS (rassegne generali), exercitant en ellas la gent, y ajustant las compaias al numero que conve,

y obligantlos conforme à las obligacions que tendran, ab assistencia del capita de la Compaiia, Consellers, Sindichs de las ciutats, viles, y llochs, del qui podran portar *bochas de foc*, que se provehescan dellas, como de *espadas*, y demas provisions de guerra, y otras; segunt lo mateix ordre de *llanas y espadas*, y aço imposantli las penas acostumadas à los qui faltaran.

2.º Que axi en aço, com en ocasio de ditas MOSTRAS se observe lo que esta disposat en los CAPITOLS de CORT, peraque' los vassalls no tingan vexacio, ans ha cumplan ab sa obligacio que tenen, ab declarassio que de las penas sobreditas se señale una part per *Albricias* (premi) dels qui se señalan en *bon maneig de las armas*, y pñtarias que en esta ocasio sen fan de competencias.

3.º Los demes SARGENTS, CAVOS y *troppas* cuyden de cumplir sos offisii, y estar prompts à las ocasions que se offeriran de fer venir la gent, y acudir al soccorro, conforme al repartiment, hont demanarà la ocasio, observant los ordens que, se lis ha dat, y se lis darà, y juntament tindran compte de que los CAPITANS y OFFICIALS en tot correspongan à lo que demanan sos offisii.

4.º Que dits CAPITANS y Officials tingan obligassio de conservar las compaias y com se hà dit de no faltar à las ocasions, y al que deven, mostrant tota puntualitat, y deguda observancia, peraque, *merezent en lo servisi*, pogan anar alcançant *mayors mercedes, y pñetos*.

5.º Que los COMMISSARIS GENERALS de la cavalleria de tots los dos CAPS també a son temps prengan las MOSTRAS GENERALS, y dispondran en lo govern de la cavalleria ab los demes CAPITANS y OFFICIALS lo mateix que està disposat, y ordenat per la INFANTARIA (nei precedenti quattro capitoli).

6.º Y perque se hà conegut, que en molts ocasions, que se offerexen en *desembarcar, ò de acudir à soccorrer, y hà dilacio en acudir encontinent la gent, y que per pocas horas tal volta pot succehir un inconvenient, y desorde*, se hà determinat, que en cada compaiia, axi de INFANTERIA, com de CAVALLERIA, se fassa una nominassio de *soldats habils*, y previnguts per *qualsevol orde, y fasio*, y que sia al numero de la tercera part de dita compaiia, declarant en *las de cavall* se procure adelantat el numero dels *pedriguals*, tant almanco que passen la tercera part de la compaiia de deu, ò dotze soldats, peraque pogan a questos mes de la dita tercera part entrar à las plassas que airan vacant, y entrant, cumplir las demas factions de la milicia; y a los que estan obligats, los que no entran en la exemptio de los nomenats, y pux sa obligassio hà de ser de no faltar à *qualsevol rebato*, peraque despres, conforme à la ocasio, *puga anar acudint tot lo gros, y numero de la gent y cada primer diuengne de mes haurans los CAPITANS y OFFICIALS de disciplinar los dits nomenats* (far fare gli esercizi militari).

7.º Que las exempcions, que se airan aqui declarant, que batgian de tenir la gent de guerra, hà pargut darlis matgiorra, son las siguientes.

8.º Las exempcions, y prebeminencias, que se donan als *Captians y Officials*, com à la demes gent de guerra.

9.º Que los CAPITANS gosen las matexas prebeminencias, y prerogativas, que los demes CAVALLERS del REGNE, sens perjudisi de la jurisdiction dels BARONS.

10. Item que no sian obligats à dar lo *forment del affor del escuirm*, del que effectualment harant cullit de la llaurera de sas terras propias, que provehex à la Ciutat. (Esenzione dall'obbligo di contribuire con la vendita del grano raccolto nelle proprie terre, e superiore ai propri bisogni, alla formazione di un *fondo formentario* pel Comune).

11. Que no sols pugan portar las *armas prohibidas*, pero tumbe las *tercelas* per anar à cavall, tal que sian de la *medida* que se platia.

12. Que axi els, com los *TINENTS*, *ALFERES*, y *SARGENTS* sian exempts, y llibres de *qualsevol tassa*, y *repartiment* de las que se fan en los llocs, y vilas, *exceptuadas emperò las rendas del real patrimoni, donatius fets, ò purà fer del regne, y lo que tocarà al Baro del feudo*.

13. Item, que en las causas criminals tots los dits *CAPTANS* y *TINENTS* no sian subjectes als *Tribunals*, mas que solament al del Capita General.

14. Que dits *Offisials* tingan lisenia de *portar armas vedadas*, excluint las *tercelas*, que tant solament se hà concedit als *CAPTANS*.

15. Que los mateix *Offisials* no pugan ser executats personalment per deutes particulars, sino ab llicencia expressa de la *REAL AUDIENCIA*, ò de la *GOVERNASSIO DE SASSER*, si ya no haguessen ells lliberament renunciat lo *privilegi*.

16. Item, que los *SOLDATS* tingan lisenia de *portar las armas*, y los de la *CAVALLERIA* sos pedrenals en la forma que se acostuma.

17. Que sian francs, y exempts dels manaments personals, si no es per la *obligacio del feudo*, y per ocasion precisa de haver de assistir als *BARONS*, y *Offisials*, axi de Sa Magestat, com de dits *BARONS*, por lo que poden demanar los gustos forcosos, en los quals se haura de valer dells per compliment del respecte, y observancia que se den, y per causa de cumplir los ordens, qui bixiran desta *Real Audiencia*.

18. Item, que no pugan ser executats axi en las *armas*, com en los *caballs*.

19. Item als *SOLDATS adelantats*, y nomenats de mes à mes, se concedeix que per deutes particulars, exceptuant los *Reals*, y de *BARONS*, no pugan ser executats, ni apremiats, si no ab llicencia de la *REAL AUDIENCIA*, ò de la *GOVERNASSIO DE SASSER*, si ya no haurà renunciat lo *privilegi*, que tenint *causas civils*, ò *criminals*, se despachen encontinent, y en los recursos als *Tribunals* en ygal grau, y causa, tingan la primera entrada.

20. Ad aquestos mateixos se concedeix la total exempcio de qualsevol manament personal, exceptuant los ordens que se daran, en los quals se haurà de declarar, que ells acudan, y los que hauran de executar dels *BARONS* per la *obligacio del feudo*.

Y perque los *CAPTANS*, com los *OFFICIALS*, y demes *SOLDATS* se animen, y meresean servir, se concedeix als *CAPTANS* *privilegi* de que tingan antelacio als demes pretensors dels puestos mayors de *militia del regne*, y axi als *TINENTS* de puesto de *CAPTANS*, y als *ALFERES* de *TINENTS*, y al *SERGEANT* immediatament de *ALFERES*, y per ultim, que sol dels mateixos *SOLDATS* nomenats pugan anar entrant en los dits puestos, ab declaracio, que en cada

Companya, de infanteria tambe, se faia *TINENT*, y pux com se hà fet nominacio de gent, la qual encontinent hà de acudir à totas ocasions sempre ab lo cos de la Companya, ò lo *CAPITA*, ò *LOCINIENT*.

Que haventesse tingut consideracio à que molts, de baix color de ser *SOLDATS*, portan armas prohibidas, se ordena, per evitar esta malicia, que se castiguen los qui tal fan, y que tot los qui *estan privilegiats*, en virtud desta, haguàn de presentar las *patents* de los dits *privilegis*, que se lis concedeix, als *OFFICIALS*, y *IUTGERS* dels llocs dius de trenta dies, peraque prendan nota dells, y de los *SOLDATS* las *fes* que lis daran los *CAPTANS* de *star assentats*, y que estos *privilegis*, y *fes* los *SOLDATS* porten ab si quant van per camin, perque encontrant ab la justicia, no tingan destorbe, sot pena, que no executat lo sobredit, no podran valerse de las *exempcions* concedidas.

Y perque à tots sia notori, y ningú ignorancia allegar puga, mana Sa Excelencia se guarden, y observen todes, y sengles coses ab la present crida contegudas, declaradas, y expressadas, y ser publicadas à *so de alambors*, y *trompetas* en la present Ciutat de CALLEA, y sus *apendis*, y en les demes CIUTATS, VILES, y LLOCHS del present REGNE. Dat en Caller als 25 de septembre 1639 (1).

JUAN ANDRES DORIA LANDI.

XLVI.

Diploma regio relativo alla carica di presidente e capitano generale dell'isola di Sardegna sotto il dominio spagnuolo, dal quale risultano i diritti, i poteri, le onorificenze, e gli obblighi ch'erano annessi a quell'eminente uffizio.

(1640. — 30 marzo).

Dal DEXART, Cap. Cur. Regni Sardiniae, fol. 603 e seg.

Nos -Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utrinque Siciliae, Hierusalem, Portugallicae, Ungariae, Dalmatiae, Croaciae, Navarrae, Granatae, Toleli, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murthiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, Comes Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossionis, et Ceritaniae, Marchio Oristanei, et Comes Goceani. Cum oporteat aliquem sufficere virum, qui (dum persona per nos nominanda ad exercendum numera nostra Locumtenentis, et Capitanei generalis in dicto nostro Sardiniae

(1) Prima di questo BANDO, o PREGONE, n'isteva un'altro del vicerà duca di Almonazir, e conte di Pavia, pubblicato nel 10 novembre 1639. E dopo questo del Doria, ne furono successivamente pubblicati altri somiglianti dal vicerà di Sardegna, duca di Avellano nel 7 dicembre 1643, duca di Montalto nel 17 gennaio 1647, cardinale Trivulzio nel 98 novembre 1650, conte di Lemos nel 10 settembre 1656, e don Bernardino Matia di Corvelon nel 9 marzo 1657. — Con siffatti provvedimenti il governo spagnuolo suppliva al difetto di truppe regolari nell'isola, organizzando militarmente la milizia nazionale, che fu sempre il più sicuro baluardo di difesa contro i nemici esterni e mantenne l'ordine interno, anche in mezzo ai rivolgimenti politici che quindi seguirono.

regno, ad ipsum se conferat) ministerium iustitiae, et gubernii in rebus, tam pacem, quam bellum concernentibus, aliaque faciat, quae pro nostro servitio, et statui necessaria videantur, menti occurristi nostrae, tu Nobile Magnifice, ac dilecte Consiliarie noster Don Didaco de Aragall Miles Ordinis, et Militiae sancti Jacobi de Spata, Gubernator, et Reformator in Capitibus Calaris, et Gallurae, qui propter servitia in dictis muneribus per spatium multorum annorum, et bis in viceregia eiusdem regni et in Praesidentia, et Capitania generali pro tempore octo mensuum, aliisque variis in rebus, et occasionibus de tua virtute, et prudentia specimen dedisti, nobis praestita, et impensa; dictam Praesidentiam, et Capitaniam generalem, dom ut est dictum persona, quae dictis numeribus nostri Locumtenentis et Capitanei generalis per nos nominanda inservire incipiat, tibi dicto Don Didaco de Aragall concedimus, committimus et commendamus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia, regiae auctoritate deliberata et consulto te dictam Don Didacum de Aragall eiusdem nostri Sardiniae regni Praesidem et Capitaneum generalem, interim quousque de dictis numeribus nostri Locumtenentis, et Capitanei generalis aliter per nos provisum fuerit, et non ultra, creamus, nominamus, eligimus, et deputamus, et in Locumtenentis et Capitanei generalis locum sufficimus, ita ut in eodem regno omnia necessaria provideas, quae ad dictum munus spectent, ac id exerceas, personam nostram representans, universisque, et singulis dicti regni personis cuiusvis status, gradus, et conditionis existant, Tribunalibus et Officialibus quibuscumque praeferas, omnibusque iniungas; iurisdictionem quoque supremam et infimam, merumque et mixtum imperium, cum omnimoda gladii potestate nostris vice, et potestate exerceas, eaque omnia facias, exequaris, ordines, et provideas, quae eiusdem regni tuitioni, iustitiae administrationi, et patrimonii nostri regii conservationi et augmento necessaria visa fuerint, et opportuna, et quae nos ipsi faceremus, et facere possemus, si personaliter interessemus, etiam si Italia forent, quae circa administrationem munerum praedictorum expressam mentionem, et mandatum exigerent magis speciale, quam praesentibus est expressum, et concessum, et quae non nisi per nos fieri possent. Nos enim ad omnia, et singula praedicta, cum incidentibus, et emergentibus ex eis amplissimam facultatem, auctoritatem, et vices nostras, cum libera et generali administratione illa, eidem Don Didaco de Aragall (interim et quousque de dictis muneribus alia persona per nos provisum fuerit, ad idemque se conferat regnum) concedimus, et elargimur, nec non cum salario annuo ordinario, auxilioque sumptus, Praesidentibus regni praedicti dari solito, et consueto, quod per eum ad quem spectet exolveri, et per Magistrum Rationalem Curiae Regiae eiusdem regni pro eodem tempore, quo dictam praesidimus munus, et Capitanei generalis rexeris, et exercueris servatis servandis in computum admitti volumus, dubio, difficultate et aliis impedimentis cessantibus quibuscumque. Quapropter admodum Reverendos, in Christo Patres quoscunque Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Priores, et alias ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur Regenti Cancellariam, et Doctoribus nostrae Regiae Audientiae, Iudicibus Curiae,

Advocatis, et Procuratoribus fiscalibus, et patrimonialibus, Gubernatori quoque, seu Reformatori in Capite Sassari et Logudorii, Regio Procuratori, Magistro Rationali ac Regenti nostram Regiam Thesaurariam, Vicariis, Subvicariis Potestatibus, Alguaziris, et aliis Officialibus, et subditis nostris, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Militibus, et aliis generosis personis, et quibuscumque aliis subditis nostris in praedicto nostro Sardiniae regno, constitutis, et constituendis dicimus, et iubemus, quod te dictum Don Didacum de Aragall interim, et quousque de dictis nostris Locumtenentis, et Capitanei generalis muneribus persona per nos nominata fuerit, et ad idem se conferat regnum, pro Praeside et Capitaneo generali, et superiore habeant, et teneant, repentem, et revereantur, tibi tanquam personae per nos creatae et nominatae, et nostram representanti, tuisque mandatis, veluti nostris obtemperant, pareant, obediant, aique assistant, et nullatenus contrafaciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa, si dictae ecclesiasticae personae vobis morem gerere, caeteri vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram earam habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incensum, poenam florentum auri Aragonum duorum mille nostris regis inferendum aerarii cupiunt evitare. Volumus autem, quod antequam praesentibus litteris utaris, illas in officio Secretarii nostri registri gratiarum praesentare tenearis, ut ibidem premissorum ratio sumatur, de quibus per annotationem dicti Secretarii in eisdem factam constet, quod si praedicta intra quadrimestre a die datae praesentium non adimpleveris, personae, seu personis ad quam, seu quas praedictorum executio spectet dicimus, et iubemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et momenti esse declaramus. In quorum omnium fidem, et testimonium praemissorum, praesentes litteras patentes fieri iussimus, regio comuni sigillo a tergo munitas. Datum in oppido nostro Madriti die trigesima martii, anno a Nativitate millesimo sexcentesimo quadragesimo. Yo el Rey. Vidit Cardinalis V. Caravajal. Arguto pro Thesaurario generali. V. Vico Regens. V. Bayetola Reg. V. Magarola Reg. V. Villanueva pro Conserv.

XLVII*.

Diploma di laurea in medicina spedito dal cancelliere della Università di Pisa a Francesco de Santo di Simone, cittadino ed allievo della Università degli studi di Sassari, nel quale è testualmente riportato il giuramento e la professione di fede, che si prestavano dai candidati dopo l'esperimento, e prima di conseguire il grado, i dritti, e le insegne dottorali.

(1640 - 1644 stil. pis. - 21 giugno).

Dall'originale posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMAT.

In Dei nomine. Amen.

Scipio de Pannocchiefichis nobilis patritius Senensis, ex comitibus Ileji, Dei, et Apostolicae sedis gratia Archiepiscopus Pisanus, insularum Sardiniae et Corsicae

Primas, et dictae, sedis Apostolicae in eis legatus natus, nec non Pisani almi gymnasij Apostolica Cesareaq. auctoritate Cancellarius, eoq. in infrascripto actu absente, Nos Petrus Ioannes Lantes, nobilis Pisanus I. V. D. Archidiaconus Primalialis Ecclesiae Pis. Abbas SS. Nazarii, et Angeli Casali Verij, Prothonotarius Apostolicus, utriusq. signaturae Sanct.^{mo} Dñi Nri PP. Referendarius, Vicarius, ac Locumtenens generalis ab eo, ad infrascripta oia, et singula specialiter constitutus, et deputatus universis, et singulis praesentes nras inspecturis salutem in Dño semperpetuam. Cum inter caeteras in toto orbe terrarum venerandas, et famosas Academias, et clarissimorum Doctorum universitates Pisana, multis ornamentis, et privilegiis honestata maxime fulgeat, in qua etiā ad Doctoratus, et unigsterij publicam, et eminentem dignitatē Pontificia, et Caesarea auctoritate sublimantur, et extolluntur illi, quos longo exercitio labore studio disciplina, et ingenio, sumis vigiliis omni deniq. conatu, et nixu, spraelis, et relictis voluptatibus illecebris, se se doctrinae penitus dantes Sacras, et pene Divinas Philosophiae Maedicaeque scientias adpos, maximis laudibus, ac verissimis testimoniis accurate reperit probatissimos, et quos certamen generalis, et rigorosi examinis, coram Nobis, et Venerando Philos. et Medicorum Collegio, per concurrentē virtutū copiam meritorumq. Excellentia, ita promovet, ut Doctores infulus privilegij praerogativis honoribus, et dignitatibus veniant decoradi. Cum itaq. egregius, ac eruditus Vir moribus modestus ingenio acutissimus doctrina praeditus, et scientiarū cognitione praeclassus Dñs Franciscus de Santo Turritanus, filius Simeonis de Santu, qui sua florente aetate in caeleberr. Sassarē. et Pisano gymnasiis per quinquennium assiduus exercitatus vigiliis, Philos. et Maedic. sollicitū, et curiosā operam iugiter impendit, et navavit scholasticosq. actus arguendo conferendo disputando, et exercendo de hinc fuerit legitime coram Nobis Vicario, et Vicecancellario, praefato praesentatus p. mag.^{no} et eximios Viros, in Philos. et Maedic. Doctores Excell.^{mos}

- D. Oliverium Celatam Pisanum,
- D. Franciscum Segherium a Montecarolo,
- D. Dominicum Vineam Florentinum,
- D. Bartholomeum Talentonium Fivizanensem,
- D. Iulium Bellavitam Pisanum,
- D. Andream Checcaccium Pisanum,
- D. Ioannem Baptām de Fratangioli Pientinum,
- D. Ioannem Baptām Ruschium Pisanum,
- D. Peregrinum Coluccium a Montecarolo,
- D. Constantium Vineam Florentinum,
- D. Franciscum del Rosso de Bientina,
- D. Raineryum de Damianis Pisanum,
- D. Cammillum de Studiatis Pisanum, et
- D. Marcum Grossium de Bientina.

Promotores suos, in eodem Pisano almo gymnasio publice legentes examinandos, et approbandos, in sacra Philos. divinaq. Maedic. et ob hoc se subiecerit arduo, ac rigoroso examini privato nro, et clarissimorum Doctorum, Sacri Collegij Philos. et Maedic. civitatis Pisanae in quo quidem examine dictus D. Franciscus puncta sibi de more in Philos. et Maedic. externa die, hora xij assignata Vñ. In Philos. Tex. 69 pñi Phys. subiecit autem etc. In Maedicia vero Aphor. 9 pmae sess. couiettari itaq. etc.

Quiro ordine recitando, et argumentis acute, et subtiliter non tam scholastico, quā doctoreo, quidem more respondendo, adeo docte, et bene se gessit, et ita, ac taliter se habuit, ut communi dicti Collegij voto, et consensu, unanimi nemine penitus penitus discrepante dignissimus existimatus fuerit, ut sacrae Philos. divinae Maedic. ornamentis gradu et insignibus faeliciter honestaretur. Nos igitur consilio concordia communi consensu, et unanimi voluntate Collegij praedicti in sufficienti numero collegialiter de nro mandato congregati, eundem nobilem, et praeclarū Virū D. Franciscum ante dictum praevio processu praecedente, et habita diligenti informatione de fide Catholica, et ipsius Religione, et iuramento praestito in manibus nris iuxta formam Bullae per eū lectae felices recordationis Pij PP. Quarti, super iuram.^{to} praestūdō, et professione facienda, sub Datū Romae apud S. Petrū Afio Incarn.^{to} Dñicae m. d. Lxliij, idibus Novembris, Pont. sui anno quinto, cujus professionis, et iuram.^{to} forma, nunc describitur ad verbum Ss. Ego Franciscus de Santu, firma fide credo, et profiteor omnia, et singula, quae continentur in Symbolo fidei quo Sancta Romana Ecclesia utitur Vñ. *Credo in unum Deum Patrem Omnipotentē factorem Coeli et Terrae visibilium omnium, et invisibilium, Et in unū Dñm Iesum Xpm filium Dei unigenitum, Et ex Patre natum ante omnia secula, Deum de Deo, lumen de lumine, Deum verum de Deo vero, Genitum non factum, consubstantialem Patri, per quem oia facta sunt, Qui propter nos homines, et propter nostram salutē descendit de Coelis, Et incarnatus est de Spiritu Sancto, ex Maria Virgine, Et Homo factus est, Crucifixus etiam pro nobis sub Pontio Pilato, passus, et sepultus est. Et resurrexit tertia die secundum scripturas. Et ascendit in Coelum, sedet ad dexteram Patris, et iterum venturus est cum gloria iudicare vivos, et mortuos, cuius regni non erit finis, Et in Spiritū Sanctū Dñm, et vivificantem, Qui ex Patre filioq. procedit, qui cum Patre, et Filio simul adoratur, Et conglorificatur, qui locutus est per Prophetas, Et unā Sanctā Catholicā, et Apostolicā Eccliam. Confiteor unū Baptisma in remissionē peccatorū, Et expecto resurrectionem mortuorū, Et vitam venturi saeculi Amen. Apostolicas, et Ecclesiasticas traditiones reliquaq. eiusdem Ecclesiae observationes, et constitutiones firmissime admitto, et amplector, Itē Sacram scripturam iuxta eum sensum quem tenuit, et tenet Sancta Mater Ecclia, cuius est iudicare de vero sensu, et interpretatione sacrarū scripturarū, admitto, nec eam unquā nisi iuxta unanime consensum Patrū accipię et interpretabor, pro fiteor quoq. septem esse vere, et propriae Sacram.^{ta} novae legis a Iesu Xpo Dño Nro instituta, atq. ad salutem humani generis Is. non omnia singulis necessaria Ss. Baptismi Confirmationē Eucharistiam Penitentia Extremam Unionem Ordinem et Matrimonium, illaq. gratiam conferre, et ex his Baptismi Confirmationē, et Ordinem sine sacrilegio reiterari non posse, receptos quoq. et approbatos, eiusdem Eccliae Catholicae ritus in supradictorum omnium Sacramentorū solemnī administratione recipio, et admitto, omnia, et singula, quae de peccato originali, et de iustificatione in Sacrosanta Tridentina Synodo tradita, definita, et declarata fuerint amplector, et recipio, Profiteor pariter in Missa offerri Deo verū, propriū, et*

propitiatorii Sacrificiū pro vivis, et defunctis, atq. in Sanctis.¹ Eucharistiae Sacram.² esse vere realiter, et substantialiter corpus et sanguine, una cum anima, et Divinitate Dñi Nri Iesu Xpi, flieriq. conversionē totius substantiae panis in corpus, et totius substantiae vini in sanguine, quam conversionem Catholica Ecclia transubstantiationem appellat, fateor etiam sub altera tantū specie totū, atq. integrū Xpū, verumq. Sacram.³ sumi, constanter teneo Purgatoriū esse, animasq. ibi detentas fidelū suffragiis iuvare similiter, et sanctos, una cū Xpo regnantes, venerandos, atq. invocandos esse, eosq. orationes Deo pro nobis offerre, atq. eorum reliquias esse venerandas, firmiter assero imagines Xpi, ac Deiparae semper Virginis, nec non aliorū Sanctiorū habendas, et retinendas esse, atq. eis debituū honorem, ac venerationem impartiendam, Indelgentiū etiam potestatem a Xpo in Ecclia relictam fuisse, illarumq. usum Xpiano populo maxime salutare esse affirmo, Sanctā Catholicam et Apostolicam Rom. Ecclesiam, omniū Ecclesiarū Matrē, et Magistrā agnosco, Romano Pontifici, Beati Petri Apostolorum Principis Successori, ac Iesu Xpi Vicario, verā obedientiā spondeo, ac iuro, caetera item omnia a Sacris Canonibus, et Oecumenicis Conciliis, ac praecipue a Sacrosancta Tridentina Synodo tradita, definita, et declarata, indubitanter recipio, atq. profiteor, simulq. contraria omnia atq. hereses quascumq. ab Ecclesia damnatas, et reiectas, et anathematizatas, Ego pariter damno reicio, et anathematizzo, hanc verā catholicam fidem, extra quam nemo salvus esse potest, quā in presenti spōte profiteor, et veraciter teneo, eandem integram, et immaculatam, usq. ad extremū vitae Spiritū constantissime (Deo adiuvante) retinere, et confiteri, atq. a meis subditis seu illis, quorum cura ad me in munere meo spectabit, teneri, doceri, et praedicari, quantū in me erit curaturū, Ego idem Franciscus, spondeo, voveo, ac iuro (sic me Deus adjuvet) et haec Sancta Dei Evangelia, ac etiam iuram.⁴ praestilo in manibus nrīs, de observanda constitutione facie. Record. Pij PP. Quinti, aedita, spectante, et pertinente, ad Dños Maedicos sub datis Romae apud S. Petrum, sub anulo Piscatoris, die viij martij 1566, Pont.⁵ sui anno pmo, et super Cathedrali constitutum, in Nostri, et aliorū praesentia diligenter examinātū Catholicū, et Religiosum repertum simul, et approbatum, diximus, pronuntiavimus, et declaravimus, sufficientissimū doctiss.⁶ et meritis.⁷ ad habēdum consequendū, et obtinendū licentiā, publicū gradum, et solita doctoratus insignia, in Sacra Philos. divinaq. Maedic. facultatibus, superscriptis illiq. tunc autoritate superius plenissime demandata, qua in hac parte fungimur uti meritis.⁸ Philos. et Maedic. Doct. in eisdem legendi, docendi, glosandi, disputandi, consilendi, interpretandi, examinandi, ac iudicandi, Cathedrali Magistrali ac Doctorali ascendendi, illamq. regendi, caeterosq. Doctores actūs, et Magistrales Pisis, et ubiq. locorum, ac terrarū publice exercendi, plenā, liberam, ac omnimodam potestatem licentiā, et facultatem, cedimus, damus, et concedimus, per has nras ipsum Nobilem, et Praclarum Virum D. Franciscum pronuntiantes, affirmantes, et declarantes Philos. et Maedic. Excell.⁹ esse Doctorem, receptis postremo, per eum ab eodem Excell.¹⁰ Philos. et Maedic. Doctore D. Oliverio de Celata, Compromotore

suo superscripto, ac aliorum suorū Compromotorum, nomine ipsarū facultatū, et gradus solitis doctoratus insignibus, libro Sz. clauso mox aperto, Birrectoq. vice laurea eius capiti imposito, ac demū anuli auri subaractione, cū osculo pacis paternalibus, magistralibusq. benedictionibus, qui omnibus sic publice insignitis, et coronatus faelicis coronetur in patria, per viventem in secula. In quorū omniū et singulorum fidem robor, ac testimoniū praemisiorū praesens, hoc publicū instrum.¹¹ autenticū in se continens privilegium, per §. Ioannem Franciscum Commaniniū, civem Pisanū Notarium nrūm, et Archiepiscopalis Pis. Curiae Cancell.¹² substitit: infrascriptū rogari, ac subscribi, iussimus sigilliq. eiusdē Ill.¹³ et R.¹⁴ Pisani Archiepiscopi appensione muniri, Dat. Pisis in palatio archiepiscopali, coram, et praesentibus ibidem, Exc. I. V. D. Dño Iuliano Lupio Pisano, Dño Gavino Zampello Turritano, Dño Iuliano Carnecchio eiusdē civitat. Et quā plurimis aliis testibus ad predicta vocatis habitis, et rogatis, anno ab Incarnatione Dñi Nri Iesu Xpi M.D.C.XXXXI stilo Pis.¹⁵ indictione viij, Romano vero, atq. florentino M.D.C.XXXXI die vero 21 mensis Iunii Urbane VIII Sumo Pontifice anno xvij sui Pont.¹⁶ regnante Ser.¹⁷ Principe Ferdinando Tertio, Dei gratia Romanoꝝ Imperatore, et Seren.¹⁸ Ferdinando Secundo Magno Etrurie Duca Quinto dominante summe, felicissimo, et incito pacis moderatore.

Iohannes Franciscus Commaninius
Canc. sub.

XLVIIII.

Diploma del re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a favore di Don Fabrizio D'Orta duca di Avellano, col quale quel Monarca in premio dei servizi personali da lui prestati alla Corona per sedici anni nelle guerre d'Italia e di Fiandra, e in riconoscimento dei servizi già anteriormente prestati per terra e per mare alla stessa Corona dal di lui padre, ovo e proavo, e dal di lui fratello Giovanni Andrea D'Orta principe di Meli, lo crea suo luogotenente generale (ex latere nostro dextero sumptum) del regno, ed isola di Sardegna.

(1610. — 3 settembre)

Dal DESIST, Capit. Curiar. Regni Sardiniae, fol. 490 e seg.

In Dei Nomine pateat cunctis, quod Nos Philippus Dei gratia, Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Martiae, Giennis, Algarbi, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum ac terrae firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Aethnarum, Neopatriae, Comes Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossillonis et Ceritaniae, Marchio Oristanee et Comes Gocceani.

Reges, et Principes, qui pro tot, tantorumq. Regnoꝝ, et Provinciarum a Divina providentia, humeris

impositum suis onus, intervallo, et distantia minime adesse, nec praesentes regere possunt, administrationem, atque gubernum eorundem, talibus committere debent viris, quorum fide, et auctoritate ab omni, tam internae hostilitatis vi, atque incursu tuta, et illaesa conserventur, rectiusque legibus, atque institutionibus moderata, summa facilitate atque otio perficiantur: atque in illos magnam nostri caeris partem transferre possumus. Quamobrem memoria revolventes obsequia domus, et familiae tuae illustris, et consanguinei nostri Don Fabricii ab Oria, duci de Avellano, Coronae nostrae regiae, per patrem, avum, praeavum, et alios tuos ascendentes, partim belli classibus, scilicet irrimum in mari Mediterraneo, et Adriatico generales, partimque pace insignes, taliter praestita, et impensa, et etiam per illustrem, et consanguineum nostrum Ioannem Andream de Oria principem a Meli fratrem tuum, qui nobis in numeribus, nostri Locumtenentis, et Capitanei generalis praefati nostrae Sardiniae Regni inserviendo obijt; supradictaque considerantes, et servitia acta in bellis Italicis et Flandriis per spatium sexdecim annorum, magna nostra cum satisfactione praestita: sperantes autem quod maiorum tuorum laudabilia, non solum imitari, sed et augere studebis, tam in dictis Locumtenentis, et Capitanei generalis eiusdem nostri Sardiniae regni numeribus, quam rebus omnibus tibi commissis; ideo his, et aliis moti respectibus, tibi dicto illustri, et consanguineo nostro Don Fabricio ab Oria duci de Avellano secure concedenda ad interim, et ad nostram meram et liberam voluntatem decrevimus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia regiae auctoritate deliberato, et consulto te eundem Don Fabricium d'Oria, ducent de Avellano Locumtenentem nostrum generalem in dicto Sardiniae Regno ex latere nostro dextero sumptum, personamque nostram repraesentantem facimus, constituimus, creamus, et ordinamus, ex ipsoque latere nostro dextero ad nostram meram et liberam voluntatem delegamus. Ita quod tu, dicta nostra mera et libera voluntate durante in praedicto Sardiniae regno, et cunctis illius partibus sis Locumtenens generalis noster, ex latere nostro dextero sumptus, personam nostram repraesentans, locoque, et vice nostris praesens, et praeforaris, et imperes respectivae omnibus, et singulis archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, praelatis, et religiosis personis, ducebis, marchionibus, comitibus, vice-comitibus, baronibus, nobilibus, militibus, et generosis personis, nec non civitatibus, villis, terris et locis, universitatibus, gubernatoribus, regenti cancellariam, et doctoribus regiae Nostrae Audientiae, iudicibus curiae, advocatis fiscalibus, et patrimonialibus, regio procuratori, magistro rationali, ac regenti thesaurariam, vicariis, subvicariis, poestatibus, alguazillis, consiliariis, castellanis, quocumque usu et consuetudine, castella, terras, et fortalitia tenentibus, etiam ad usum, et consuetudinem Hispaniae, et demum caeteris omnibus officialibus, et subditis nostris, et personis quibuscumque tam maioribus, quam minoribus, et tam de gremio nostrae regiae Curiae, et extra, quam etiam quavislibet civitatum, villarum, et locorum dicti regni, et possis universaliter, generaliter, et districte, tanquam nostra persona, et alter nos disponere, imperare, ordinare, et statuere pro libito voluntatis tuae, et prout tuae prudentiae et

discretioni pro nostri servitii et status conservacione repubblicae regni huiusmodi videbitur expedire. Possis etiam in, et super memoratis, et alios dicti regni, atque etiam super extraneis ibidem existentes, et quomodolibet destinantes, seu meram trabentes praesentes paniter, et futuros per te ipsam, seu regentem cancellariam, et per doctores Regiae Audientiae, et alios officiales, iudices, commissarios, et delegatos, de, et cum ministerio et interventione nostrorum advocati fiscalis, alguaziliorum, protonotarii, seu eius in officio locumtenentis, illudque regenti, secretarium, scribarum, et aliorum Curiae nostrae officialium, et ministrorum exercere, et exerceri facere, omnem jurisdictionem civilem, et criminalem, supremam, et infamam, et etiam quancumque, merum, et mixtum imperium cum omni gladii potestate, delinquentes quoscumque, et culpabiles, etiam officiales nostros puniendo, plectendo, et castigando, iuxta delictorum, excessum, et criminum qualitatem; nec non si tibi videbitur de, et asper criminibus, et excessibus, seu delictibus quibuscumque, etiam si poena mortis, et ultimi supplij, sint puniendi, et de quibuscumque casibus rei, et inculpatis existant, etiam de crimine laesae Maiestatis in primo, et secundo capite, et remittere, ac perdonare, componere quoque, transigere, et pacisci: poenas, tam civiles, quam criminales remittere pro pecuniis, et alias de gratia speciali; poenias vero inde provenientes per officiales nostros, ad quos pertinet recipi volumus. Possis etiam in eodem regno Curiae generales, seu Parlameta incolis illius per litteras (ut moris est) in quavis civitate, villa, seu loco dicti regni, per privilegia et actus Curiarum permisso convocare, convocationis illius causam delegare, proponere, et explicare, easdem Curias prorogare, et continuare, et de loco in locum mutare, concludere et finire, absolvereque, licentiarum, seu dimittere, in ipsis Curis gravamina: quavis audire, etque discutere, et discuti facere, et debita provisionis suffragium impertiri, provisiones etiam cum consensu brachiorum ipsius Curiae, seu Parlameti, seu aliquorum ex eis, aut sine ipsis facere, et providere, factasque revocare, et habilitare, mutare, seu corrigere, privilegia capitula, et actus Curiarum, cum consensu, et interventione eorundem brachiorum, seu maioris partis illorum, edere, et publicare, seu edi, et publicari mandare, etque in animam nostram iurare, et super gravaminibus quibuscumque providere, subventiones, dona, collectas, munera, seu subsidia mutua, seu servitia quavis ab ipsa Curia, seu Parlamento, aut convocatis in eisdem, et a quibuscumque universitatibus, et particularibus dicti regni, pro nobis et nomine nostro petere, et obtinere, procurare, et habere, et vice nostra acceptare ac promissa solvi facere. Possis etiam causas patrimoniales, et alias quasvis civiles, et criminales, motas siquidem, et moveas, ac etiam supplicationum et appellationum iam introductarum, et alias quascumque, tam viduarum, quam pupillorum, et pauperum, quam universitatum, et singulorum quorumvis dicti regni ad te, nostramque regiam Audientiam, et concilium evocare, easque compromittere, et decidere, et unam, seu plures sententias cum memoratis officialibus, et ministris, servatis privilegiis, actibus, et capitulis Curiae, et aliis iuribus, legibus, et consuetudinibus eorundem terminare, et sententia ad executionem

deducere, seu deduci facere, et adversus delinquentes quoscumque procedere, et procedi mandare, gentes etiam, et populos in eodem regno ac etiam exeritos, et cavalcatas quoties oportuerit (ut moris est) convocare eosque ducere, seu deduci facere, et super his litteras opportunas expediri mandare, castrorum potestates, quae in feudum pro nobis leneantur, sicut consuetum est vice, et nomine nostris petere, et quae inde necessaria fuerint iuxta privilegia, et actus curiarum desuper aedita, facere, et flos mandare; feudatarios, si oportuerit, et tibi benevisum fuerit convocare, et ab eis feudale servitium exigi facere, et contra non parentes, seu contumaces, iuxta privilegia super his disponentia procedere, et procedi mandare, et ab ipsis feudatariis, et aliis quibusvis iuramenta, et homagia fidelitatis recipere, emparas reales in rebus feudalibus providere, seu provideri mandare. Praeterea possis guidatica criminum, et delictorum, et etiam elongamenta, et salvos conductos concedere, et concessa, tam per te, quam per alios revocare, decreta, salvaguardias, et emparamentum intra regnum praedictum concedere, eosque, qui ex illicito, et dannato coitu nati sint ad honores, et honorum, haereditatumque successiones legitime, et habilitate, veniam, et supplementum aetatis, et emancipandi libere dare, et indulgere, treguas inter milites bellantes, ac alios quosvis imponere: licentias etiam imponendi fassas, sine impositiones, ac nundinarum, ac retronundinarum, ac etiam mercati in aliquo die, et loco faciendi, et celebrandi, atque privilegia militaria, et licentias pro armandis militibus, manlevandique censua mutua, ac salaria, nec non capribevandi, iuraque pontagii, et barchae colligendi, ac etiam arma offensiva portandi, arte physica ac chirurgica utendi concedere. Possis etiam tutores, et curatores pupillis, et minoribus dare, et loco praemortuorum, alios sufficere, et ordinare causasque appellationum et supplicationum, seu alias quosvis, vel aliquorum illarum articulum, per lapsum temporis forte sopitas, vel sopitum instaurare, marchandi et represaliandi licentias dare, et impertiri; doctoresque in iure civili, et canonico, artibus, et medicina, nec non notarios in dicto regno auctoritate nostra regia constituere, creare, et ordinare, armorum capitaneos, tam terrestres, quam maritimos, si, et quando tibi videbitur creare, et revocare, Castellanos castrorum requirere, et de quibuscumque officiis, et castellanis, ad nostram meram, et liberam voluntatem providere, et alios quosvis actus dignitati nostrae reservatos facere, et generaliter omnia alia, et singula facere, et pleno modo exercere, quae ad praedicta, et eorum singula, et circa ea, et ex illis dependentia, et emergentia, et alia, quae occurrere possent necessaria, utilia et quomodolibet oportuna, et quae nos ipsi faceremus, facerere, exequi, et adimplere, et mandare possemus, si in eodem regno personaliter adessemus, etiam si talia forent, quae de iure, vel de facto, aut alias mandatum exigere, magis speciale, quam praesentibus est expressum. Nos enim in, et super praemissis omnibus, et singulis ex eis dependentibus, vel emergentibus, ac eius annexis, et connexis quovis modo omnem potestatem, auctoritatem, et facultatem, tibi dicto Duci de Avellano, locumtenenti nostro generali conferimus, concedimus, et plenarie clargimur, cum libera, et generali

administratione, et plenissima potestate. Prius tamen quod dicto locumtenenti generalis munere, seu officio utaris, iurabis in loco ad constituto, et iuxta dicti regni consuetudinem, sub modo et forma assueti, de servandis privilegiis, capitibus, et actibus curiarum regni praedicti, et aliis de iure servandis. Serenissimo propterea Balthassari Carolo Principi Asturiano et Gerundiae, ducique Calabriae, et Montis Albi filio primogenito nostro charissimo, ac post factices et longaevores dies nostros in omnibus regnis et dominiis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori intentum aperientes nostrum, sub paternae benedictionis obtentum decimus, eumque rogamus: admodum vero reverendis in Christo patres quoscumque archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, et alias ecclesiasticas personas requirimus, et hortamur, illustribus, egregiis, spectabilibus, quoque, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis, et fidelibus nostris regi cancellariis, et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, advocatis, et procuratoribus fiscalibus, et patrimonialibus, gubernatoribus quoque, seu reformatoribus in capitibus Calaris, Gallurae, Sassaris, et Logudorii, magistro rationali, regio procuratori, ac regi regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, alguaziris, potestatibus, marchionibus, comitibus etiam, vice comitibus, magnatibus, et aliis divitibus personis, consiliariis, iuratis conciliis, et universalitibus, et aliis singularibus personis, et subditis nostris, et aliorum cuiusvis dignitatis, praeheminentiae, status, legis aut conditionis fuerint in eodem regno constitutis, et constitutendis, dictorumque officialium locumtenentibus, seu officia ipsa regentibus, et subrogatis, et eorum cuilibet decimus, et districte iubemus de eadem certa nostra scientia, et expresse, ad incursum nostrae regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri Aragonum mille, a bonis contrahentium exigendorum, et nostris inferendorum aetatis, quod te dictum don Fabricium Doria ducem de Avellano, dicta nostra mera, et libera voluntate durante, pro locumtenente generali nostro in praefato Sardiniae regno ex latere dextero simplo, et personam nostram representantem habeant, teneant, repulent, honorificent, et reverentur; ubique, ac jussionibus, et mandatis tuis parent, et obediunt in omnia, et per omnia in conservatione, et augmento dicti Sardiniae regni, tibi assistant, et consulant, praestentque auxilium, consilium, et favorem, tamquam personam nostram in eodem representantem, etiam manforti, si necesse fuerit, et ii ad quos spectet in possessionem dicti numeri te ponant, et dictus regis procurator, ac regens nostram regiam thesaurariam, de salario tibi nostra cum regia provisione assignato, et consignato, seu procuratori tuo integre respondeant, seu faciant responderi, recuperari respective, singulis solutionibus, apochas de soluto, et satisfacto, in quarum prima tenor huiusmodi totaliter inferatur, in reliquis vero tantummodo fiat mentio illius, sui rationum tempore producendas. Nos enim iubemus magistro rationali Curiae nostrae, et alii cuicumque praedictis, regio procuratori, et regi regiam thesaurariam, computa audituro, quod solutiones huiusmodi virtute praesentis factas, et faciendas in suis recipient computis, libere, et admittant ad solam requisitionem praemissorum, dubio, difficultate, et aliis impeditum

cessantibus quibuscumque, et reliquum de aliis iuribus, et emolumentis dieti numeris tibi integre respondeant, seu faciant, vel veniant, aut aliquem contrafacere, vel venire permittant ratione aliqua, sive causa, si diolus serenissimus Princeps, et aliae ecclesiasticae personae nobis morem gerere, caeteri vero officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare. Supplices et tollentes ad uberiores cantellam, scienter, liberate, et consulto de nostrae regiae potestatis plenitudine omnes, et quoscumque, tam iuris, quam facti defectus, et solemnitatum omissiones, si qui, vel quae forsitan in praemissis interveenerint, seu annotatae fuerint. Decernentes huiusmodi publicum instrumentum, sive cartam plenam, et perfectam obtinere roboris firmitatem: in, et super convenimus, et promittimus in bona fide regis, in manibus, et posse secretarii nostri, et notarii infrascripti praedicta omnia, et singula a nobis pro te, et illis etiam personis, cui intersit, legitime stipulantis, nos ratum, validum, atque firmum perpetuo habere, quidquid, et quantum per dictum ducem de Avellano locumtenentem nostrum generalem, et alterum nos, personamque nostram in dicto regno representantem, huiusmodi potestatis vigore actum, dictum, vel gestum fuerit, tanquam si per nos personaliter administratum fuisset, et nullo tempore revocare sub bonorum, et iurium nostrae regiae Curiae obligatione. Volumus autem, quod antequam hoc privilegio utaris, illud in officio secretarii nostri regestri gratiarum representare tenearis, ut ibidem praemissorum ratio habeatur, de quibus per annotationem dicti secretarii in eodem factam constat: quod si praedicta intra quadrimestre a die datae praesentis non adimpletum fuerit, personae, seu personis ad quas praedictorum executio spectet, dicimus, et iubemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et valoris esse declaramus. Actum est hoc in oppido nostro Madriti, die tertia mensis septembris anno a nativitate Domini millesimo sexcentesimo quadagesimo, regnorum nostrorum vigesimo.

Signum Philippi Dei gratia regis Castellae, Aragonum Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galliciae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, insularum Canariae, nec non Indiarum orientalium, et occidentalium, Insularum, ac terrae firmae maris Oceani, archiducis Austriae, ducis Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comitis Abspurgii, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossionis, et Ceritaniae, marchionis Orisani, et comitis Goceani, qui praedicta laudamus, concedimus, et firmamus, eisdemque nostrum regium comunem sigillum pendens iussimus apponendum.

Yo el Rey.

Testes huius rei sunt illustres don Gaspar de Guzman dux de Sanlucar la mayor, et comes de Olivares, don Ludovicus Mendez de Ilaro marchio del Carpio, don Ludovicus de Ilaro, Joannes Ramirez de Arellano, et Mendez marchio de la Inocosa, et don Guillelmus Raymundus de

Moncada, marchio de Aytona, omnes cubicularii suae Maiestatis.

V. Cardinalis.

V. Carvajal Agarto pro thesaur. generali.

V. Vice regens.

V. Villanueva pro conservatore generali.

V. Bayetola regens.

V. Magarolla regens.

V. Sisternes regens.

Signum Petri de Villanueva S. C. et R. Maiestatis consiliarii ac secretarii in S. R. Aragonum consilio, etaque auctoritate notarii publici per totam terram, et dictionem suam, qui una cum praenominatis testibus, praemissis interfuit, eaque mandato regio scribi fecit et clausit.

Dominus Rex mandavit mihi Petro de Villanueva, in cuius posse sua Maiestas concessit et firmavit; via per cardinalem Carvajal pro thesaurario generali, Vico, Bayetola, Magarolla et Sisternes regentes cancellariam, et me pro conservatori generali.

XLIX.

Diploma del re di Spagna e Aragona don Filippo IV, col quale Fabrizio D'Oris, duca di Avellano, creato già luogotenente generale (ex latere dextero del re), è creato esandio capitano generale delle genti di arme e di guerra dell'isola e regno di Sardegna.

(1640. — 3 settembre)

Dal DEXART, Capit. Cur. Regni Sardiniae, fol. 500 e seg.

Nos Philippus Dei gratia Rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, Neopatriae, Comes Rossionis et Ceritaniae, Marchio Orisani et Comes Goceani. Et si ea, quae ad pacem, et tranquillum statum iustitiaeque administrationem regni nostri Sardiniae necessariae censentur, accurate providerimus, ne in aliquo munere nostro deesse videamur ob ingentes belli occasiones, quae in illis partibus se se offerre solent apprimere necessarium duximus, ipsi regno, de solerte duce et strenuo defensore providere, ne quid illius respublicae, et incolae detrimentum patiantur. Cum igitur per meritem Illi¹ et consanguinei nostri Capitanei generalis praedicti nostri Sardiniae regni vacuum exstaret, et oporteat, uti par est, aliquem virum undique illustrem et strenuum eidem praefecere muneri, considerantesque regnum ipsum undique mari cingi, et in eodem a Turcarum, et Maurorum piratis, in quorum frontispicio situm extitit, crebras invasiones fieri, et infestari magno cum subditorum nostrorum incommodo pariter, et iactura, volentes ipsorum salutem et defensionem, ac quieti consulere, ut nedum per easdem partes regnum ipsam defendi, verum piratae ipsi, et alii hostes nostri,

in quencumque eventum offendi valeant, dou Fabricium Doria Ducem ab Avellano (ipsius principis fratrem) cui die praesenti et infrascripto, nostro cum opportuno privilegio munus nostri Locumtenentis generalis dicti nostri Sardiniae regni commissarius, Ducem et Capitaneum generalem nostrum guerrarum gentium, et armorum in praedicto nostro Sardiniae regno ob notas animi, et corporis tui partes in nostro servitio exercitatas, et maxime, quae a te speramus praestituros, praeficere, et deputare ad nostram meram, et liberam voluntatem decrevimus; tenore praesentis de nostra certa scientia, regiae auctoritate deliberata, et consulto, te eundem Don Fabricium Doria Ducem ab Avellano in dicto regno, Capitaneum generalem nostrum facimus, praeficimus, creamus constituimus et ordinamus: Ita quod tu dictus Dux ab Avellano interim, et dicta nostra mera, et libera voluntate durante, sis Capitaneus generalis guerrarum gentium, et armorum in praedicto nostro Sardiniae regno, possisque in ipso, ac libere valeas convocare, et conducere gentes, tam equestres, quam pedestres ad bellum quodvis, illisque stipendia solvere, statuere, stabilire, et assignare; habeasque in praefato regno omnem illam potestatem, facultatem, jurisdictionem, et superioritatem, quam praedictus Princeps a Melfi, et alii Capitanei generales guerrarum nostri habere soliti sunt, et potuerunt quovis modo, ipsamque possis, et valeas exercere, tam per te, quam per alios Capitaneos, et personas a te deputandas, et ordinandas, et alias utaris, omnibus illis gratis, superioritatibus, exemptionibus, honoribus, et jurisdictione, ac praerogativis, quibus praedictus Princeps a Melfi, et caeteri Capitanei generales guerrarum gentium, et armorum, qui huc usque fuerunt in dicto regno, soliti sunt gaudere, uti frui potuerunt, et debuerunt usquequaque. Dantes et concedentes tibi talem, et tantam potestatem, et auctoritatem in, et super praemissis omnibus, et singulis, et eis annexis, et connexis qualem, et quantam, si ibidem personaliter essemus, haberemus, et habere possemus. Serenissimo propterea Balthassari Carolo Principi Asturiarum, et Gerunde, Ducique Calabriae et Montis Albi filio primogenito nostro charissimo, ac post foelices et longaevoles dies nostros in omnibus regnis, et dominis nostris (Deo propitio) immediato haeredi, et legitimo successori intentum apertentes nostrum sub paternae benedictionis obtentu, dicimus cumque rogamus; nobilibus vero, magnificis, dilectisque Consiliariis, et fidelibus nostris Gubernatoribus, Capitaneis quoque, stipendiariis militibus et armigeris quibuscumque, caeterisque demum universis, et singulis Officialibus, et subditis nostris quocumque nomine noncupatis, Conciliis etiam, universitatibus, et singularibus personis quarumvis civitatum, villarum et locorum praedicti regni sub corporis, vitaeque ammissione dicimus, et districto praecipiendo mandamus, quatenus durante nostra mera, et libera voluntate, te dictum Ducem ab Avellano pro Capitaneo generali nostro habeant, teneant, reputent, honorificent, atque tractent, ac reverentur, tibi quo, et iussionibus tuis pareant, et obediant in omnibus in quibus Capitanei guerrarum gentium, et armorum Generales parere debent, et sunt astricti. Cauti scens agere, fieri permittere ratione aliqua, sive causa, si dictus serenissimus Princeps nobis morem gerere; caeteri

vero Officiales, et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam florenorum anni Aragonum mille, nostris regis inferendorum acariis cupiunt evitare: volumus autem, quod antequam hoc privilegio utaris, illud in officio, Secretarii nostri regis gratiarum praesentare tenearis, ut ibidem praemissorum ratio summatur, de quibus per annotationem dicti Secretarii in eodem factam constet. Quod si praedicta intra quadrimestre, a die datae praesentis non adimpleveris, personae, seu personis ad quam, seu quas praedictorum executio spectet dicimus, et imbuemus, quatenus praesentem gratiam non admittant, quia eam nullius roboris, et valoris esse declaramus. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus nostro Regio communi Sigillo pendenti munitam. Datum in oppido nostro Madridi, die tertia mensis septembris, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo, quadragesimo, regnorumque nostrorum vigesimo.

Yo el Rey.

- V. Cardinalis.
- V. Caravajal Arguto pro Thesaurario generali.
- V. Vico Regens.
- V. Bayetola Regens.
- V. Magarola Regens.
- V. Sisternes Regens.
- V. Villanueva pro Conservatore generali.

Dominus Rex mandavit mihi Josepho de Villanueva, visa per Cardinalem Caravajal pro thesaurario generali, Vico, Bayetola, Magarola et Sisternes regentes cancellariam, et me pro conservatore generali.

L*.

Esemplari diversi delle lettere, con le quali i SOVRANI di Spagna, ed i loro VICERÉ in Sardegna solano invitare i Membri dello STAMENTO MILITARE a intervenire personalmente, o per mezzo di procuratore, alle CORTI GENERALI (PARLAMENTO), che si convocavano periodicamente nell'isola.

1.

Lettera del re di Spagna DON FERRIS IV a uno dei Membri dello STAMENTO MILITARE, invitandolo a intervenire al PARLAMENTO, che si doveva convocare in Sardegna sotto la presidenza del vicere di Don Francesco Fernandez de Castro conte de Lemos.

(1653. — 25 maggio)

Dall'Autografo posseduto dall'autore del presente CODICE.

Noble, y amado nuestro Don Juan de Tola (1).

Aunque para tratar de lo que tocara al servicio de Dios, conservacion de mi Real Corona, beneficio de la

(1) Secondo di tal nome. Fu l'ultimo che aggiunse al cognome paterno l'appellativo di Quiridoni. Era figlio di Don Giorgio de Tola Quiridoni, figlio questo di altro Don Giovanni de Tola Quiridoni.

Repubblica, buona administraciou de la Justicia, defensa y custodia desse reyno de Cerdeña, holgara hallarme presente en el, impiden este desseo las graves ocupaciones que por ach' me se ofrecen. Y assi he resuelto, que Don Francisco Fernandez de Castro, que se alla sirviendo los cargos de mi Lugarteniente y Capitan General en esse Reyno, en mi real nombre, y en virtud del poder que para h ello le ha dado, celebre luego en el PARLAMENTO General. En cargo os, que al tiempo, y lugar que os señalare, assistais, y intervengais à la celebracion de dicho PARLAMENTO, haviendo os en el discurso, y conclusion del, con el zelo que acostumbrais, y deveis a mi servicio, que en ello le recibire muy particular. Dat en Madrid à xiv de mayo mdcxlii.

IO EL REY

V. Don Christ. Crespi Vicec.
V. Cl. de Robres.
V. Don Georg. de Castelv.
V. Marta R.
V. Don P. Villarp.
V. Don Paschalis Cous.
Don Franc.^{co} Ig.^{ro} de Berhegal Secret.

2.

Lettera del vicerè di Sardegna Don Eunuale de los Cobos, marchese di Camarassa, e conte di Castro a un membro (nobile) dello STAMENTO MILITARE dell'isola, invitandolo a intervenire, o personalmente, o per mezzo di legittimo procuratore, al PARLAMENTO GENERALE, ch'egli doveva convocare in CAGLIARI nel gennaio del 1666, d'ordine del re di Spagna Don FILIPPO IV.

(1665. — 22 agosto).

Dell'autografo posseduto dall'autore del presente Codice.

El marques de Camarassa, virrey, y capitan general etc.

Al amat de Sa Magestad Don Juan Tola (1)
salut, y dilectio.

Per quant lo Rey nostre Scñor ab ses oportunes provisions de la dacta en Madrid als 30 de maig del present any 1665, nos ordena, comet, y mana, que en sa

pronipote (per mezzo di altro Don Giorgio p. di Don Antonio de Tola) di LEONARDO TOLA, uno dei capitani più valorosi che nella seconda metà del secolo xv seguirono le parti della casa di ARAGONA per sostenere l'indipendenza nazionale e liberare la Sardegna dal dominio aragonese; e che distillati potica con azioni di straordinario coraggio nell'assedio e nella espugnazione di Granata contro i Mori, fu nel 1493 armato Cavaliere sul campo di battaglia per mani del re FERDINANDO IL CATOLICO, il quale conferì a lui od ai suoi discendenti la Nobiltà generosa ed ereditaria. (*)

Don Giovanni de Tola, cui è diretta la presente lettera del re di Spagna Don FILIPPO IV, fu padre di Don Giorgio de Tola Smi, il quale intervinne col suo genitore allo stesso PARLAMENTO presieduto dal conte di LEMOS; siccome l'avo suo Don Giorgio ed il suo zio Don Tommaso, de Tola Quiridoni erano già intervenuti col padre loro Don Giovanni de Tola Quiridoni (primo di tal nome) ai PARLAMENTI celebrati nel 1634 e 1636 dai vicerè di Sardegna Don Giovanni Vivas di Camarasa barone di Benifayo y Santa Coloma, e Don Girolamo Pimentel marchese di Vayona.

(*) Ved. sopr. DISSERTAZIONE SESTA del presente Vol. pag. 30, col. 2.

(1) Nipote del GIOVANNI De Tola Quiridoni, di cui nel precedente documento 1; cioè figlio del di lui figlio Don GIORGIO de Tola Smi. Aggiunto al cognome paterno anche il materno Caxia.

real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit effecte los tres ESTAMENTOS del present reñie, per tractar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants al servey de Nostre Señor Deu, bona administraciou de la justicia, conservaciou de la real Corona, beneficiis de la Republica, custodia, y defensa del present reñie, y pau, y quielut de aquell. Per tant vos diem, citam, y manam, que per el octavo die de jener primo venient del añi 1666, siau, y compongau en esta ciutat de CALLER devant Nos, vos, ò vostre llegitum procurador be instruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la malexa calitat, y estat, para assistir, tractar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes que en aquell convindrà, a tal que les coses que seran per Nos proposades, y tractades se pugan ab tota brevelat determinar, y concloure, segons la real Magestad ab sa real lletra, que ab les presents se os remet, lo significa, y mana, ab cominassio, que dit termini pussat, vostra absencia en res obstant, se passará avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusiò de aquell. Dat en CALLER als 22 de agost de 1665.

El Marques de Camarassa Conde de Castro.

V. Niño Regens.

Joanne Baptista Maroni Secret.

3.

Altra lettera dello stesso vicerè Camarassa, con cui conferma la precedente convocatoria per intervenire al PARLAMENTO; notifica la morte del re Don FILIPPO IV seguita nel 17 settembre 1665; la successione del di lui figlio Don CARLO II, alla monarchia, ed a tutti li regni e stati della monarchia spagnuola sotto la tutela della madre donna Marianna d'Austria, e il possesso dell'isola e regno di Sardegna, ch'egli doveva prendere a nome del nuovo sovrano; e invita i membri dello STAMENTO MILITARE alla prestazione del giuramento di fedeltà.

(1665 — 22 ottobre).

Dell'autografo posseduto dall'autore del presente Codice.

El Marques de Camarassa, virrey, y Capitan General, etc.

Al amat de sa Magestad Don Juan Tola (2)
salut, y dilectio.

Per quant fouche nostre Señor servit en los deset de setiembre de aquest present añi portarasse à sa santa gloria al rey nostre scñor PHELIP IV de gloriosa memoria, per lo qual falleciment ha sucehit en tots los reñies, y demes dominis de dita Monarchia lo rey nostre scñor Don CARLOS SEGON de aquest nom son fill feiziment regnant bayx la tutela, y cura de la reyna nostra scñora Dona Marianna de Austria, tutora, curadora, y gobernadora de dit son fill, y de dits reñies y Monarquia respective, los quals en

(1) Lo stesso di cui nel precedente documento 2.

despacho dels 49 de dit mes de setembre del dit, y present anyi nos han trames poder bastant pera que en son real nom, y persona prengam possessió desde present reñe de SANXIA, y rebiam lo jurament de fidelitat als vassalls dell, *jurantis sus lleis, y privilegis* (3). Per tant en dit nom de procurador, y representant sa dita Real persona os citam, convocam, y manam, que per el die set de jener primo venient del any 1666 compogau per vos, o per vostre l'legitim Procurador en esta dita, y present ciutat, y castell de CALLER dit die set, lo qual havem assignat pera pendre dicta possessió, y demes dites coses. Y axi mateix havem rebut altre real despacho de dicta sa Magestad, y sa dita tutora, curadora, y governadora de la mateixa data de 49 de dit mes de setembre del dit, y present anyi, ab que nos dona poder de continuar, convocar, y celebrar Corts, y GENERAL PARLAMENT. Per tant, ratificant, si menester fos, las convocatorias abans de ara despachadas, os diem, vitam, convocam, y manam pera que comparegan per vos, ò per vostre l'legitim procurador, ab que sia de la mateixa qualitat, y estat, en lo present castell de CALLER per los vuit dies del dit mes de jener primo venient, en la mateixa conformitat, que en las ditas anteriors convocatorias se contenia, y per los mateixos effectes en ellas continguts de la bona administracio de la justicia, conservacio de la real Corona, y benefici de aquest dit reñe, ab cominassio, que dit terminy passat, vostra absencia en res no obstant, se passara avant, axi en la dita possessio, y demes coses referides, con el dit real, y GENERAL PARLAMENT, y conclusió de aquell. Dat en Caller als 22 de ottobre de 1665.

El Marques de Camarassa Conde de Castro.

Vidit Niño Regens.

Joannes Baptista Maronju Secret.

LII*.

Documenti varii relativi al processo e alle condanne che ebbero luogo in Sardegna in seguito all'uccisione del viceré DON EMANUELE de los Cobos marchese di Camarassa, accaduta nel 24 luglio del 1668 (3).

Da estratti autografi del processo originale posseduti dall'autore del presente Codice.

4.

Lapide infamatoria posta dal Governo spagnolo sul luogo in cui fu commessa l'uccisione del Viceré, nella città di CAGLIARI.

(1) All'atto adunque, in cui i Sardi prestavano il giuramento di fedeltà al nuovo Sovrano, costui giurava alla sua volta di osservare fedelmente le leggi e i privilegi, ossia lo *Statuto fondamentale del regno di Sardegna*; lo che era conforme al già decretato nei precedenti PARLAMENTI, e specialmente in quello celebrato personalmente in Cagliari dal re Don Alfonso V di Aragona.

(2) L'uccisione del marchese di Camarassa viceré di Sardegna è un fatto assai funesto della storia dell'isola; ma fu una conseguenza ed una vendetta per la uccisione del marchese di Laconi, prima voce e rappresentante dello STAMMENTO MILITARE, imputata allo stesso Viceré, ed ai suoi dipendenti. Ciò risultava ampiamente dal processo che avea istruito la REALE COLEGENA, Supremo Magistrato di Sardegna. Ma il governo spagnolo, per lavarsi di questa macchia, sopresse un tal processo, ne fece istruire un altro a suo modo, e fece scrivere a cause private un tal misfatto, non rattonandosi da condanne capitali, e qualificandolo per *crimenlese*. Ved. *supt. DISSERTATIONES OTTAVIA*.

(1669 — luglio (3))

« Para perpetua nota de infamia, de que fueron trahidos al rey nuestro señor Don Jayme Ardal de Castelvì, » que fue Marques de Cea, Doña Francisca Codrellas, » que fue Marquesa de Sieñefuentes, Don Antonio Brondo, » Don Silvestre Aymerich, Don Francisco Cao, Don Francisco Portugues, y Don Gavino Grixoni, como reos de » *Crimen de Lesa Magestad*, por homicidas del Marques » de Camarassa virrey de Sardenia fueron condenados à » muerte, perdida de bienes y honores, demolidas sus » Casas, conservando con su ruina la eterna ignominia » de su nefanda memoria; y por ser este sitio la Casa (4) » donde se committió delicto tant atroz, à vuñiti y uno » de julio de mil seysientos sessenta y ocho se erigió esto » EPITAFIO (5) ».

2.

Sentenza capitale e supplizio crudele di uno dei supposti uccisori del marchese Camarassa viceré di Sardegna.

(1670 — 25 febbraio).

Die vigesima quinta mensis februarii
anni millesimi, sexcentissimi, septuagesimi.

CALLARI

In causa Regii Fiscì.

Cum Francisco Capay, inquisito, et carcerato, de crudeli homicidio, cum ictibus scolorum, *epyrasato* (sic), et ordine alterius commissi in personam illustri Marchionis Camarasse (sic) hujus regni PROREGIS, et *subductione* (sic) testis ad falsum deponendum contra dictum illustrem Marchionem, et illustrem ejus uxorem in crimine homicidij commissi in personam illustri Marchionis Laconi, ut ex actis etc.

Excellentissimus Dominus Dux Sancti Germani PROREX hujus Regni, et CAPITANUS GENERALIS, et DELEGATUS per suam catholicam Majestatem in presenti causa, cum voto nobilis, et magnifici doctoris, consiliarii Don Joannis de

(3) La lapide fu posta dopo il 6 luglio 1669, e forse nell'8 dello stesso mese.

(4) Era la casa di un mercatante chiamato Anteo Brondo. La medesima fu demolita (*at aquata solo*) nel 1.º luglio 1669.

(5) L'EPITAFIO fu scritto e collocato dopo le condanne capitali di D. Giacomo Artaldo di Castelvì marchese di Cea, di Doña Francisca Codrellas marchesa di Sieñefuentes, di Don Antonio Brondo, Don Silvestre Aymerich, Don Francisco Cao, Don Francisco Portugues, e Don Gavino Grixoni, pronunciate con sentenza del 18 giugno 1669 a 1 luglio dello stesso anno. E come tante enormità non bastassero, con la seconda di dette sentenze fu pur dichiarato che dell'assassinio del marchese di Laconi, rappresentante della nazione nel PARLAMENTO SARDO, erano innocenti la marchesa di Camarassa (moglie del viceré), Don Antonio de Nollon avvocato fiscale regio, Don Gaspare Niño reggente la reale Cancelleria, Don Antonio de Pedrasa, Don Giovanni Claveria e Giuseppe Bono, tutti impiegati spagnuoli che avevano nell'isola ogni influenza e ogni potere in loro mani, ed erano prolelli dal nuovo viceré duca di S. Germano, il quale procedette e fece procedere in quest'affare con *tra e con furia*, come lo prova un suo *proclama* datato da Cagliari nell'8 luglio 1669. Quest'EPITAFIO e le *tesis* dei condannati esposte alla vista pubblica nella torre dell'*Epitafio* furono poi tolte per istanza fattane dalle Corti celebrate nel 1688 sotto la presidenza del viceré duca di Monteleone.

Herrera consultiis providet, decernit, alque mandat, quod supradictis FRANCISCUS CAPAT, ut supra inquisitus pro causa supradicta, *raptetur* per hanc civitatem, et *raptando* ducatur ad locum, ubi paranda est rota, ibique *malleo ferro omnia ejus membra percutiantur*, ita quod GERMANICO MORE moriatur, et *ejus anima a corpore separetur, ac in frustra dividatur*: verum, ante executionem istius sententiae, *torqueatur tamquam cadaver*, ad sciendum omnem tractatum, et omnes complices. Et ita etc. (1)

EL DUQUE DE SAN GERMAN.

3.

Sententia capitale contro Don Giacomo Artal de Castelvì, marchese di Cea supposto complice della uccisione del viceré di Sardegna.

(1671 — 12 giugno).

Die duodecima mensis junii
anni millesimi, sexcentissimi, septuagesimi primi.

CALARI.

Viso hujusmodi processu, et terminis concessis, et assignatis Don Jacobo Artal de Castelvì, qui fuit Marchio de Cea, ad decidendum cur sententia contra eum, et alios lata die decima octava mensis junii, anni millesimi sexcentissimi sexagesimi noni (2) exequi non deberet; et quod nec in dictis terminis, nec alio ex gratia eidem inde concessa, aliquid relevans deductum fuit, quapropter praecolanda sententia venit omnino exequenda. Visis videndis, attentisque attendendis etc. Nos Don Franciscus Tutavilla Dux Sancti Germani, Prorex, Locumtenens, et Capitaneus Generalis praesentis Sardiniae regni, nec non per suam catholicam Majestatem Delegatus in praesentis causa, cum voto magnifici Consilii Georgi Cavassa Consultoris, decernimus, et providemus praedictam sententiam fore, et esse exequendam. Et quia cum dicta sententia fuit dictus Don Jacobus Artal de Castelvì declaratus reus *criminis laesae Majestatis in primo capite*, quod inter alias poenae importat, et pertinet poenam ultimi supplicii; quare dictum fuit eundem tamquam hostem publicum ab omnibus impune offendi, et occidi posse etc., prout in dicta sententia legitur, providemus pariter, et decernimus, quod in ejusdem sententiae executione ducatur dictus Don Jacobus Artal de Castelvì per loca publica praesentis civitatis, usque ad locum ejus supplicio designandum, ut ibi, uti reus *tam horrendi criminis*, decapitetur, taliter, quod naturaliter moriatur, et anima ejus a suo corpore separetur, et caput ejusdem ponatur in loco similiter designando, ut ei in poenam, caeteris autem in

perpetuum, et memorabile exemplum cedat. Et concessa copia, intimetur etc. (3).

EL DUQUE DE SAN GERMAN.

(3) Gli altri gentiluomini sardi, ch'erano stati condannati a pena capitale con le sentenze del 18 giugno e 1 luglio 1669, non caddero in potere del governo vicereale. Don Antonio Brondo morì naturalmente in Cagliari poco dopo l'uccisione del viceré, Donna Francesca Cedrellas marchesa di *Sistefuente*, Don Silvestro Aymerich, Don Francesco Cao, Don Francesco Portugues, e Don Gavino Grisoni cercarono ricovero, prima in Toscana, poi in Nizza marittima. Collà la Cedrellas si sposò all'Aymerich, dal quale nel 1670 ebbe un figlio (Gabriele Antonio), che fu levato al sacro fonte da Don Antonio Duca di Savoia. E nello stesso anno 1670 l'Aymerich, il Portugues e il Cao perirono colle armi in mano nell'*Isola Rossa* (aggiacente alla Sardegna), difendendosi dai commessari del governo che tentavano arrestarli, come arrestarono di fatto, mentre dormiva, il vecchio ed infelice marchese di Cea. Don Gavino Grisoni probabilmente non tornò più in Sardegna giacchè non se ne trova più notizia alcuna. Dopo l'uccisione di Don Silvestro Aymerich, la Cedrellas si ritirò in un monistero nella suddetta città di Nizza. — Il di lui figlio Gabriele Antonio Aymerich fece riabilitare da Mariana di Austria, reggente, e da Carlo II re di Spagna la memoria del suo genitore Silvestro Aymerich. Egli stesso fu riabilitato agli onori, alle dignità ed al ricupero dei beni paterni; ciò che fu poi solennemente dichiarato e decretato nel Parlamento celebrato in Sardegna nel 1688. È notevole che nelle provisioni regie con le quali fu tutto ciò accordato, si confessava implicitamente che la uccisione del viceré Camarassa era proceduta *da vendetta* per alcune di lui azioni private e personali; lo che conferma indirettamente ch'egli, la moglie sua e i suoi più intimi consiglieri avevano fatto togliere la vita a Don Agostino di Castelvì marchese di Laconi, *Primo Foco dello STAMMENTO MILITARE, e sindaco del PARLAMENTO SARDO*, inviato con missione speciale alla Corte di Madrid. — Nel tempo della guerra di successione al trono di Spagna Gabriele Antonio Aymerich servì negli eserciti dello stato di Milano, e nel 13 gennaio 1708 ebbe in tal qualità una pensione dal re Don FILIPPO V, la quale gli fu assegnata sopra alcuni feudi di Sardegna. E nel 1708 Carlo VI imperatore di Germania (che fu Carlo III re di Spagna) gli spedì il seguente diploma:

« Nos Carolus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Islipalae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Glennae, Algarbi, Algeriae, Gibraltari, Insularum Canariae, nec non Insularum Orientalium et Occidentalium, Insularum, ac Terrae firmae, Maris Oceani, Archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, et Neopatriae, comes Abepurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilonis, et Ceritaniae, marchio Oristani, et comes Gocconi.

« Elucescit Regiae Maestatis splendor cum reges erga benemeritos munificentiam, et liberalitatis exercere dignentur, quae tanto maiorem laudem et gloriam regiae dignitatis est altitatem, quanto illam liberaliori, et gratiori animo prosequuntur. Considerantes igitur, intraque nostrae regiae mentis arcana revoventes multiplicum virtutum dona, et amorem singularem, quem erga nos et caesarem nostram austriacam domum usqueque gestistis, et continuo impendere non cessatis vos illustris Don Gabriel Aymerich, et Zatrillas marchio de *Sistefuente* regni nostri Sardiniae in vos aliquam liberalitatis nostrae partem extendere decernimus, eo maxime cum noverimus vos in recenti recuperatione nostri Sardiniae Regni (a) partes nostras ferventer subsumisse, neglectis vitae periculis, et in nihilo habitis sexcentum scutis, quibus annuatim vigore regii decreti ratificati a Duce Andegavoris Fruebaris (b), quae amittere potius, quam fidelitatem nobis debuit frangere inhibuit; inopesque in his clarissimorum vestrorum progenitorum imitanda vestigia, originem ducentium a nobilissimis et antiquissimis prosapiis de Aymerich et Zatrillas praesentis Cathaloniae Principatus, qui omni in aeo, cunctisque saeculis Serenissimis, et Catholicis Aragoniae, et Castellae regibus praedecessoribus nostris, tum terra, tum mari, tum pace, tum bello, prompto animo, indefessa fide, zeloque insarabili servierunt. Et quoniam nobilis Don Silvestro Aymerich, et illustris Domina Franca Zatrillas marchionissa de Sistefuente genitores vestri fuerunt cum aliis illustribus et nobilibus praedicti

(1) Francesco Capat era uno dei famigliari del marchese di Cea. La sentenza fu eseguita sulla di lui persona nel 27 febbraio del 1670. A questo barbaro atto di crudeltà seguì un altro atto non meno barbaro nel maggio del seguente anno 1671. Con un proclama datato da Sassari nel 30 di quel mese dal governatore Don Diego de Scalz y Salzedo furono mandate pubblicamente in mostra per le principali città dell'isola le teste di Don Francesco Cao, Don Francesco Portugues e Don Silvestro Aymerich, ch'erano stati uccisi alcuni giorni prima nell'*Isola Rossa* (adiacente alla Sardegna).

(2) Ved. CART. preced. n.º 2, nota 4.

(a) Ciò accadde nel 1708 per opera della squadra capitanale dell'ammiraglio Lake, che bombardò la città di Cagliari, e coll'aiuto dei Sardi che seguivano le parti dell'arciduca d'Austria (allora Carlo III re di Spagna), che fu poi Carlo VI imperatore di Germania. Le porte di Cagliari furono aperte agli Austriaci nel 13 agosto di detto anno, e a ciò tenne dietro la sommersione di tutta l'isola.

(b) Si allude alla pensione ch'era stata accordata all'Aymerich dal re Don Filippo V.

I. *Elenco delle persone che furono inquisite per la morte del marchese di Camarassa, viceré di Sardegna, nel processo ordinato e compiuto sotto il governo del viceré duca di S. Germano.*

(1669 — 1674)

1. Don Giacomo Artal di Castelvì, marchese di Cea.

Sardiniae Regni delati, et inculpati de morte anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo violentè executi in personam Illustris marchionis de Camarassa tunc dicti Sardiniae Regni proregis; qua ratione, post multos passos labores, dictus nobilis Silvester de Aymerich mortem *sententia* subivit; tamen re postmodum maturius excussa per Serenissimam Dominam Domnam Mariam Annam ab Austria Hispaniarum reginam, matrem serenissimi domini regis Catholici Caroli II, ac generalis Hispaniae gubernatricem, constitit praefatam mortem dicti Illustris marchionis de Camarassa *facta potius secuta in vindictam privatarum operationum ipsius Illustris marchionis de Camarassa, quam in contemptum suae vice-regiae dignitatis et regalis iurisdictionis* (a); quapropter permitti sua regia cōmiseratio praedictos Illustris, ac nobiles ad patriam, bona, honores, et dignitates restitui: et in comitis Sardiniae celebratis anno millesimo sexcentesimo octogesimo octavo facti per serenissimum et catholicum regem Carolum II declaratum praefatam mortem dicti Illustris Marchionis de Camarassa, *tantum ex tracendia, et privata tantum vindicta procedens*, ultra eos, qui facinus commiserunt, transgredi non posse, nec illorum posteris macula aliqua offit; et ideo semper fuere dictorum Illustrum, ac nobilium illi, et descendentes habilitati, et capere ad cependa bona quaecunque, et ad successiones parentum suorum, ac ad omnes honores, officia, et beneficia obtinenda recogniti, utpote repetitis gratias dictus dominus rex contulit, habitus Ordinum militarium, et aliorum relevantium officiorum de politica et iustitia. Cum enim vos dictus Illustris Don Gabriel de Aymerich, et Zatrillas, marchio de Sietefontes ab istis rationalibus gratiis solus videamini ex parte exclusus, cum propter Illustris Franciscus Zatrillas marchionis de Sietefontes matris vestrae a dicto Sardiniae regno passo exilio istis occasione in Ducatu SARACENAE in monasterio de Nissa diu inclusus, vestrique dicti Illustris Don Gabriels periculum aeternum, in qua tunc eratis constitutus, nemo fuerit qui ex vestri parte iustitiam, et reintegracionem instaret, ad nostram vos dictus Illustris Don Gabriel solidae praesentium, humilliorque supplicatis, et praedictum marchionatum de Sietefontes titulum, quo Illustris Dominus Franciscus Zatrillas pollebat, usque oppida, scilicet de Sancto Lusurgio, Flazio, et Sennariolo, cum omnibus honoribus, praerogativis, et praeminentiis, eundem marchionatus titulum, et aliis concomitantibus regio patrimonio applicatis vobis restitueret de benigulitate nostra regia dignamur. Nos igitur, attento quod praefata vestra supplicatio fuit per nos Supremo Aragonum Consilio consultando commissa, et per ipsum examinata, et *veritati consona reperta*, ac digna ut nostra regia Maestas dictae reintegracioni assensuat. Ideo grati, et ex certa nostra scientia, per nos, et omnes haeredes et successores nostros, praedictum marchionatum de Sietefontes titulum, ac tria oppida praedicta, scilicet de Sancto Lusurgio, Flazio, et Sennariolo, sita in nostro Sardiniae regno vobis eidem Illustris Don Gabriel Aymerich, et Zatrillas marchioni de Sietefontes tamquam haeredi dictorum nobilis Silvestri Aymerich, et Illustris Franciscus Zatrillas marchionis parentum vestrorum, et successoribus vestris tam masculis quam feminis perpetuo, *ex quasi debito indubitabili iustitiae, restitimus, concedimus, et tornamus*, in feudum tamen honoratum, et abaque alius servitii praestatione iuxta titulos antiquos eiusdem marchionatus, et oppidorum, ac Sardiniae consuetudines etc. (b). Datum in nostra civitate Barcinonae die decimo tertio mensis augusti, anno a salutate Domini millesimo septingentesimo nono, regnumque nostrorum nono ».

« YO EL REY ».

(a) Quali erano queste *private operazioni* del viceré Camarassa, delle quali si prese vendetta sulle di lui persone? Senza dubbio l'uccisione del marchese di Laconi: Si confrontino queste parole con quanto si dice appresso, che cioè erano *veritati consonae* le cose esposte dall'*Aymerich*, nel era debito *indubitabili iustitiae* il reintegrarlo nell'onore e nei beni, e si vedrà che il marchese di Cea, condannato all'ultimo supplizio, fu vittima innocente del mal governo spagnuolo e dei furori vice-regali del duca di San Germano.

(b) Si osserva il resto, che contiene le solite clausole, formole e concessioni comuni a tutte le antiche infeudazioni di Sardegna, e relative alla giurisdizione civile e criminale, alla successione delle femmine, al diritto delle medietate, se in attuale possesso di feudo, di farsi rappresentare nel Parlamento; e di avervi, per mezzo dei loro procuratori o rappresentanti, voto deliberativo, ecc. ecc.

2. Donna Francesca Catrillas, Marchesa di Sietefontes.
3. Don Antonio Brondo, Marchese di Villacidro.
4. Don Silvestro Aymerich.
5. Don Francesco Cao.
6. Don Francesco Portugues.
7. Don Gavino Grixoni.
8. Don Baldassare Dextar.
9. Don Antonio de Sena.
10. Don Antioco de Castelvì.
11. Francesco Gazzano.
12. Antonio Gironi.
13. Antioco Dettori.
14. Pietro Locqui.
15. Francesco Capay . . . }
16. Antonio Panimoddi . . }
17. Emanuele }
18. Giambattista Soggia . . }
19. Placido }
20. Don Carlo Donetoli.
21. Don Francesco Gayas.
22. Giovanni Are.
23. Gaspare . . . }
24. Martino . . . }
25. Tre uomini della villa di Oschiri.
26. Due uomini della villa di Gennoni.
27. Quattro uomini di Cuglieri.
28. Due uomini della villa di Ploaghe.
29. Gavino Casula.

II. *Elenco delle persone che intervennero alle riunioni tenutesi in Cagliari in casa del marchese di Cea, dopo la uccisione del marchese di Laconi, prima voce dello STAMENTO MILITARE.*

1. Don Salvatore Aymerich, Conte di Villamar.
2. Don Francesco Luxorio di Roca-Martì, Marchese di Monteleone.
3. Don Felice Masons, Conte di Montalvo.
4. Don Enrico di Rocca-Martì.
5. Don Carlo Manca Guiso, Marchese di Albis.
6. Don Girolamo di Cervellon.
7. Don Diego Cano Biancarello . . . Giudici della Reale
8. Don Francesco Cao udienza.
9. Giovanni Sequi Foddi, famigliare del Marchese di Cea.

III. *Elenco delle persone che diedero ricovero ed assistenza al marchese di Cea nel Capo settentrionale della Sardegna, dopo la uccisione del viceré Camarassa.*

1. Don Bernardino Matteo di Cervellon, Governatore dei Capi di Cagliari, e di Gallura.
2. Don Francesco Zucca, Assessore nel criminale del Magistrato della Reale governance.
3. Don Matteo Boyl.
4. Don Giacomo Alivesi.
5. Don Girolamo Zonza, Capitano della Cavalleria nazionale nel Capo di Sassari.
6. Don Salvatore dell'Arca.

7. Don Antonio Manca.
8. Don Dalmazio San-Just } figliuoli del Governatore di
9. Don Felice San-Just . . } Sassari.
10. Don Pietro Soggia di Oschiri.
11. Don Federico Manca.
12. Don Giacomo Grixoni.
13. Don Cosmo Tola.
14. Nicolò Pinna, Segretario della Reale governazione.
15. Don Giambattista de Nurqui.
16. Don Nicolò dell'Arca.
17. Don Andrea Manca.
18. Don Giambattista dell'Arca.
19. Don Antioco dell'Arca.
20. Don Antonio Caria.
21. Damiano Soliveras.
22. Don Pietro Guiso, Governatore del Goceano.
23. Il Dottor Lardo e il suo Genero.
24. I fratelli Delmestre della villa di Ozieri.
25. Il Conte di Sedilo.
26. Il Canonico Sanna . . . } di Oristano.
27. N. N. Pizolo }
28. I fratelli dottori della villa di Buddusò.
29. Il Sacerdote Salvatore N. N. della villa di Ozieri.
30. Il Rettore della villa di Itùreddu.

LII*.

Esemplari di lettere reali e di lettere vicereali con cui i membri dello STAMENTO MILITARE furono invitati a intervenire al PARLAMENTO convocato in Sardegna nel 1677 sotto la presidenza del vicere di Santo Stefano, o Marchese de las Navas.

Dagli autografi posseduti dall'autore del presente Codice diplomatico.

1.

Lettera del re di Spagna Don CARLO II, con la quale è invitato uno dei membri dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, a intervenire alle CORTI GENERALI o Parlamento nazionale.

(1676. — 43 ottobre).

EL REY.

Noble y amado nuestro Don Juan Tola ⁽¹⁾.

Las graves ocupaciones, que se me ofrecen, me impiden lograr el deseo que tengo de hallarme presente en esse Reyno para tratar lo que tocara al servicio de Dios, conservacion de mi real Corona, beneficio de la Republica, buena administracion de la justicia, defensa y custodia de esse Reyno de CERDEÑA, Y hassi hò resuelto, que el Conde de SANTISTEBAN mi Lugarteniente, y Capitan General en mi real nombre, y en virtud del poder que para ello lo hò dado, celebre luego en el, PARLAMENTO GENERAL. Encargo os, que al tiempo y lugar que os señalare assistais, y intervengais à la celebracion de dicho PARLAMENTO,

(1) Lo stesso don GIOVANNI TOLA CARTA, di cui nella precedente CARTA R.^a 1.^a, 2.

haviendo os en el discurso, y conclusion del, con el zelo que acostumbrais, y deveis a mi servicio, que en ello le recibire muy particular. Dat en S. Lorenzo, à xiu de octubre MDCCLXXVI.

YO EL REY.

V. Melch. de Navarra R.
V. Villarp.¹ R.
V. Don L.^a Matheu R.
V. Don Michael de Calba.

Joseph de Haro, et Lara Secretarios.

2.

Lettera del conte di Santo Stefano, marchese de las Navas, vicere di Sardegna, con cui uno dei membri dello STAMENTO MILITARE è invitato a intervenire al PARLAMENTO da lui convocato, che si doveva aprire in Cagliari nel 1.^o aprile 1677.

(1677. — 26 gennaio).

Al amat de Sa Magestad Don Jorge Joseph Tola salut y dilectio.

Per quant lo Rey nostre Señor ab ses oportunes provisions de la data en San Lorenzo el Real als 13 del mes de octubre del propassat any 1676. Nos ordena, comet, y mana, que en sa Real Persona, y nota celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit effecte los tres ESTAMENTOS del present regne, per tratar, y determinar en aquell les cosas concernents, y esguardants al servey de Nostre Señor Den, conservassio de la real Corona, benefici de la Republica, custodia y defensa del present reñie, y pau, y quietud de aquella. Per tant vos diem, y citam, y manam, que por lo primer die del mes de abril primo venient del present, y corrent any 1677, siau, y comparegan en esta ciutat de Caller devant Nos, Vos, o vostre legitim procurador ben instruyt, y ab sufficient potestat, ab que sia de la mateza calitat, y estat ⁽²⁾, per assistir, tratar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes en aquell convida, à tal que les cosas que seran per Nos proposades, y tractades se pogan ab tota brevetat determinar, y concloure, segons sa real Magestad ab sa real lletra, que ab les presents se os remet ⁽³⁾, lo significa, y mana, ab cominassio, que dit terminy passat, vostra absencia, en res obstant, se passará avant en dit real, y general PARLAMENT, y concludo de aquell. Datum en Caller als 26 de Gener de 1677.

El C.^{te} Santisteban.

Vidit Clemens R.^a

Maronyu secr.

(2) Della stessa condizionale ('calitat y estat'), cioè *nobile*, come l'invitato, secondo era stato già decretato con precedenti capitoli di Corti prodotti nel presente Codice.

(3) La precedente lettera reale 1, del 13 ottobre 1676.

LIII*.

Diploma di Carlo II re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna ecc., col quale quel monarca cede e vende per suoi tremila ai consiglieri e probuomini della città di Sassari la giurisdizione civile in prima istanza, sotto l'appellazione e il ricorso alla reale udienza e al vicere dell'isola.

(1677. — 24 novembre).

Dall'originale membranaceo già esistente nell'Archivio municipale di Sassari, ora posseduto dal professore Luigi Abozzi segretario della regia Università degli studi di Sassari.

IN DEI NOMINE. AMEN.

Pateat cunctis quod nos CAROLUS Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricarum, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennae, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae, maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum, ac Neopatriae, comes Asburgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Certaniae, marchio Orisani et comes Goceani. — Desiderantes omnia ad splendorem et ornamentum civitatis nostrae SASSARIS in praefato nostro Sardiniae regno spectantia tali cura ac vigilantia ordinari, ut amor et obligationis nostrae complementum simul pateant, maxime quando ad conservationem, beneficium et augmentum sui patrimonii pertinere cognoscimus, ut undique appareat quanti servitia, fidelitates, et erga nos amorem dictae civitatis et incolarum illius faciamus. Hinc est quod cum pro parte consiliariorum et consilii generalis singularium personarum et proborum hominum dictae nostrae civitatis SASSARIS nobis humiliter expositum fuerit, se pro beneficio augmento et conservatione propriorum bonorum ac pecuniarum illius cupere iurisdictionem civilem omnimodam per consiliarios suos exercere et administrare posse in prima instantia tantum contra quoscunque debitores dictae civitatis, et eorum fideiussores cuiuscunque qualitatis existant, ad effectum exigendi debita pro quibuscunque poenis a iure, statuto, vel alias impositis censuum pensionibus, locationum mercatoribus, aut alio quocunque titulo procedentibus seu reuertentibus; ita quod in prima instantia non possint evocari ad REGIAM AUDIENTIAM pre-textu viduitatis, pupillaritatis, miserabilitatis, seu alias, sed in gradu appellationis seu recursus tantum, supplicando nobis quatenus dictam iurisdictionem civilem ad effectum dumtaxat praedictos in perpetuum esse vendere dignaremur, offerentes nobis inservire ac solvere pro hac gratia ter mille scutos ad rationem decem regalium Castellae pro quolibet scuto, — et nos dictam civitatem SASSARIS, consilium generale, ac singulares et probos homines illius favore nostro regio prosequi cupientes, supplicationi praedictae modo quo infra diximus annuendum. Tenore igitur praesentis publici instrumenti cunctis futuris temporibus firmiter valituri, de nostra certa scientia regique auctoritate deliberate et consulto per nos, et

omnes reges Aragonum haeredes et successores nostros, de nostrae regiae potestatis plenitudine, qua in hac parte uti volumus, ac omnibus aliis viis, modis, et formis quibus de iure possumus, et valeamus, vendimus, cedimus, transferimus, et transportamus in perpetuum vobis dictis consiliariis, ac Consilio generali, singularibus et probis hominibus dictae nostrae civitatis SASSARIS iurisdictionem civilem in prima instantia tantum contra omnes debitores illius, ita quod per consiliarios qui nunc sunt, vel pro tempore fuerint, vel personam seu personas ab ipsis nominandas, possitis et valeatis, ac possint et valeant audire, cognoscere, decidere ac determinare ut iuris fuerit in prima instantia omnes et quoscunque causas civiles in posternum movendas contra omnes et quoscunque personas cuiuscunque qualitatis existant, qui sunt vel in quocunque casu fuerint debitores dictae civitatis in quorumcumque pecuniarum qualitibus magni vel pauci valoris, et eorum fideiussores, ad effectum exigendi et recuperandi ab eis et singulis eorum omne debitum pecuniarum dictae civitatis, ratione officii administrationis, reddituum et fructuum eiusdem, venditionis seu emptiois, et contractus initii et firmati ad favorem dictae civitatis, vel ex quocunque alia ratione vel causa quousque ea reintegrata omni cum effectu de omnibus quantitatibus sibi debitis et debendis extiterit, super quo et omnibus ad id pertinentibus et spectantibus possint et valeant dicti consiliiarii qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, vel personae, ut dictum est, nominandae, prout iuris fuerit, servatis etiam constitutionibus, capitulis, et actis curiarum, caeterisque privilegiis, et pragmaticis, et aliis in iure servandis, procedere in prima instantia contra praedictos debitores, et eorum, et cuiuslibet eorum fideiussorem et fideiussores, et eorum bona, eosque obligare et compellere per terminos iuridicos ad solutionem quantatum pecuniarum, quas legitime constituerit eos debere dictae civitati, nec non contra illos possint et valeant facere et firmare, ac exequi quascunque provisiones, executiones ac denunciationes, et alia quaelibet procedimenta quae necessaria fuerint et opportuna, procedendo etiam vigore clausulae *tertiis* in instrumento obligationis contentae ad personarum capturam, carcerando et excarcerando eos semel et pluries, et quomodocunque dictis consiliariis bene visum fuerit, et ad executionem in bonis suis, vendendo ea donec et quousque dicta civitas ex pecuniis ab illis procedentibus omni cum effectu recuperaverit et exegerit ab eis omnes quantitates sibi debitas et debendas, atque dictam iurisdictionem virtute huius privilegii eis damus et extendimus ad cognoscendum de mandatis et poenis per dictos consiliarios expeditis et impositis ad effectum solvendi et recuperandi quaecunque civitatis debita ex redditibus quorumcumque censuum vel illorum quantitates principales aut alio quocunque titulo et causa procedentia et resultantia ad solutionem debitorum dictae civitatis. Declarantes quod sententias quas dicti consiliiarii pronunciarint in dicta prima instantia tantum et non alias ad executionem deducere possint et valeant per ministros iustitiae quos ad id nominaverint et elegerint eorum in dicta civitate degentium absque interventione cuiuslibet alterius iudicis vel ministri, non obstante quod a dictis sententiis appellatio fuerit

a condemnatione interposita coram nostro locumtentei generali, vel suo casu praeside, et regia audientia, aut alio quolibet tribunali vel iudice ad quem seu quos pertinebit vel spectabit cognitio et declaratio, dummodo iudicem dictae civitatis Sassaris qui nunc est et pro tempore fuerit nomine illius se obligaverit ad restitutionem integram quarumcumque pecuniarum quantalium quae virtute dictarum sententiarum a debitoribus fuerint exactae casu quo dictae sententiae fuissent revocatae per dictum nostrum locumtinentem generalem et suo casu per praesidem et regiam audientiam, aut aliud quodcumque tribunal aut iudicem qui de dictis appellacionibus cognoverint et super eis declaraverint sententiam aut aliam provisionem pronuntiando et firmando, hoc etiam expresso et declarato quod causae quas praedicti consilarii virtute huiusmodi privilegii sunt cognoscituri non possint in prima instantia deduci seu evocari per dictum nostrum locumtinentem praesidem regiam audientiam aut aliud quolibet tribunal pretestu viduitatis, pupilaris aetatis, miserabilitatis, neque alias, nec non quod dictae civitatis consilarii neque illorum assessores non possint nec valeant recusari neque in cassam suspicionis et recusationis incurere declarari simpliciter tantum iuramento, nisi causis probatis et approbatis in iudicio. Declaramus insuper quod huiusmodi iurisdictione non videatur neque intelligatur in aliquam sui parte vicata neque annullata per non usum nec per aliquam actum contrarium per dictos consilarios absque decreto et resolutione consilii generalis dictae civitatis ad huiusmodi effectum congregati et convocati faciendum. Atque ad omnia et singula supradicta administrandum, exequendum et exequendum damus, concedimus, vendimus, transportamus et transferimus vobis dictis consiliariis Consilio, singularibus et probis hominibus sepeditae nostrae civitatis Sassaris talem et tantam iurisdictionem, superioritatem et facultatem quam in prima instantia habemus, ita tamen quod nobis et nostris successoribus remaneat appellacionis et recursus iudicium, et suprema potestas et superioritas in praedictis quae vobis vendimus tanquam supremo principi superiorem non recognoscere competes. — Hanc autem venditionem, et ex causa venditionis concessionem, translationem, et transportationem facimus sicut melius dici potest et intelligi ad hocque etiam intellectum vestrorum consiliariorum Consilii, singularium et proborum hominum dictae nostrae civitatis Sassaris extrahimus et auferimus praedictam iurisdictionem, quam vobis vendimus de iure, dominio, potestate, proprietate et posse nostris et nostrorum, illamque in vestrorum ius dominium, proprietatem et posse cum reservationibus, et qualitatibus superius et inferius expressis minimus et transferimus pro praestito dictorum ter mille scutorum ad rationem decem regalium pro quolibet scuto, quod iam nobis in numerata pecunia dedistis et solvitis realiter et cum effectu pro certis nostri regii servitii sumptibus illustri marchioni de los Velez consanguineo nostro tunc temporis locumtentei et capitaneo generali in praedicto Sardiniae regno (1). Mandantes et

prohibentes serie cum presenti nostro locumtentei generali qui nunc est, et caeteris qui in posterum fuerint, et suo casu praesidi no regiae audientiae et aliis quibuscunque iudicibus et tribunalibus dicti nostri Sardiniae regni, ne dictam iurisdictionem in prima instantia exercent exercere audent, praesument vel attentent. Quam quidem iurisdictionem, venditionem et omnia et singula praecedentia et ad ea concernentia per nos et omnes reges Aragonum haeredes et successores nostros de praedicta nostra regiae potestatis plenitudine qua in hac parte nos volumus, ac omnibus aliis vis, modis et formis quibus de iure possumus et valeamus, ut est dictum, eidem consilariis Consilio et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris facimus, concedimus, firmamus, vendimus, transportamus et elargimur, premitimusque ac bona fide regia convenimus per nos et successores nostros reges Aragonum nullo tempore revocare; imo intentum asperientes nostrum dicimus et consentimus totum id et quicquid in praesenti venditionis instrumento contentum et expressum est esse validum et firmum, tribuentes et committentes ei totum illud ius rebus et firmitatem quam de regiae potestatis plenitudine, vel quavis alia causa ac ratione, sub conditionibus et forma supradictis concedere possumus et valeamus. Volentes, declarantes et mandantes nostris locumtentei et capitaneo generali qui nunc est vel pro tempore fuerit, et suo casu praesidi ac regiae audientiae, et aliis quibuscunque iudicibus et tribunalibus, quod deinceps cesset et cessare debeat facultas audenti, dicendi, declarandi et determinandi in prima instantia tantum dictas causas et quolibet earum quae contra praedictos officiales, ministros et personas delictores civitatis nostrae Sassaris et eius fideiassores tam naturales Sardiniae quam externos in posterum moverentur ratione exactionis et recuperationis quantalium ab eis dictam civitati debitum et debendum, ut cumque sit, auferentes ab eisdem dictam iurisdictionem et eius executionem, et eum, et concedentes vobis dictis consiliariis, Consilio, singularibus et probis hominibus dictae nostrae civitatis Sassaris ut eam per dictos consilarios qui nunc sunt vel pro tempore fuerint servato modo et forma supradictis nomine nostro administrare et exercere valeant. — Don JOHANN AD AUSTRIA propterea nosse fratri, regno priori Ordinis Sancti Iacobi, a Consilio Status, gubernatori et capitaneo generali inferioris Germaniae, Flandriae, Charlois et Burgundiae, generali maris, gubernatori ac capitaneo generali omnium armorum maritimarum, ac vicario generali totius coronae Aragonum dicimus: illustri vero nostro locumtentei et capitaneo generali, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis

nostros contro la Francia, lo trova in tutti i modi o con tutti i mezzi, anche non relli, dovunque poteva, del che fa prova indubitata il presente documento. E si è già veduto con la scorta degli altri documenti che precedono, come questo stesso bisogno di denaro movesse la domanda di un *donativo straordinario* fatto alle Corti generali di Sardegna nel 1606, e come l'essere stato negato dagli STAMENTI SARDEI fosse poi causa della uccisione di don Agostino di Castelvì marchese di Lacqui, prima voce e sindaco dello STAMENTO MILITARE, avvenuta in Cagliari nel 31 giugno 1608; dell'altra del vicere don Emanuele Gomez de los Cobos marchese di Camarassa, consumata per vendita in detta città di Cagliari nel 24 luglio dello stesso anno; e della tragica fine del vecchio e valoroso don Giacomo Artaldo di Castelvì marchese di Cea, il quale perdé la testa sul palco nel 15 giugno 1671.

(1) Il pagamento dei tremila scudi era già stato fatto alcuni anni avanti della presente concessione e vendizione, poiché don Fernando Taxyardo Requesens marchese de los Velez fu vicere di Sardegna dal 1673 al 1675. — La Corte di Madrid che aveva bisogno di danaro per sopporre alle ingenti spese della guerra che

et fidelibus nostris regenti cancellariam et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, advocatis et procuratoribus fiscalibus et patrimonialibus, gubernatoribus quoque seu reformatoribus in capitulis Calaris et Galturae, Sassari et Logudori, regio procuratori, magistro rationali ac regenti nostram regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, potestatibus Alguaziribus, virgariis et portariis, caeterisque demum universis et singulis officialibus et subditis nostris maioribus et minoribus in praefato nostro Sardiniae regno constitutis et constituendis, ipsorumque officialium locumtenentibus, seu officia ipsa regentibus et subrogatis, praesentibus et futuris, ad iocundum nostrae regiae indignationis et irae, poeneque florenorum auri Aragonum mille nostris regis inferendorum aerariis, dicimus, praecipimus et iubemus quod dictam inconcusse per quoscumque, ita quod omni dubio, contradictione et sinistra interpretatione cessantibus praedicti consiliiarii, consilio, singularis et probi homines ab hinc gaudeant et gaudere possint firmiter concessionibus et gratis supradictis, et illi ad quos spectet eos in possessionem corporalem, realem et actualem, seu quasi, huiusmodi nostri instrumenti regiae gratiae et concessionis ponant et inducant, postpositosque et inductos manu teneant et defendant contra cunctos, et non contrafaciant vel veniant, aut aliquem contrafacere vel venire permittant ratione aliqua sive causa, si officiales et subditi nostri praedicti gratiam nostram charam habent, ac praeter irae et indignationis nostrae incursum, poenam praecipositam cupiunt evitare. Quod fuit actum et datum in Oppido nostro Matriti die vigesimo quarto mensis novembris, anno a Nativitate Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, regnorumque nostrorum decimo tertio.

Sig. 

num Caroli Dei gratia regis Castellae, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliae, Hierusalem, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtae, Giennis, Algarbii, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, Insularum ac Terrae firmae, maris Oceani, archiducis Austriae, ducis Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comitis Abspurgi, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchionis Orisani, et comitis Gocani, qui praedicta laudamus, concedimus et firmamus, eisdemque nostrum commune sigillum pendens iussimus apponendum.

YO EL REY.

Testes praemissis fuerunt don Vespasianus Manrique et Gonzaga comes de Paredes, don Franciscus Carzimito et Pimentel comes de Boverente, et don Petrus Lasso de la Vega Figueroa comes de los Arcos, omnes a cubiculo Suae Maestatis.

Sig. num Iosephi de Haro et Lara S. C. et R. Maie-

statis consiliiarii eiusque secretarii in S. Aragonum Consilio, ac notarii publici per totam terram et diuionem suam, qui mandato Suae Maestatis una cum praenominatis testibus scribi fecit, et clausit.

Dominus rex mandavi mihi Iosepho de Haro et Lara. — Visa per Villarampa et pro thesaurario generali Calbà, Fernandez ab Heredia et Colona, et pro me conservatore generali.

V. don Michael de Calbà.

V. don Raphael de Vileta

V. Haro pro conserv. gen.

In Sardiniae vol. fol. cc.

LIV*.

Cortes generales celebradas por el ex.^{mo} s.^r conde de Santisteban virrey de Sardeña en el año 1678.

Extrato dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Ill.^{ma} marques de las Navas conde de Santisteban pmo mi lug.^o, y capiten general, haviendo visto las representaciones, que me haveis hecho acerca de los sujetos que se han señalado en mi servicio, en las cortes que haveis celebrado en mi real nombre en esse reyno, he resuelto hazerles las mercedes siguientes.

Al marques de Villaseor he nombrado por mi mayordomo, y tendre siempre pñles los meritos, y servicio de su casa para honrarle, y favorecerle segun ellos.

Al marques de Lacoya le he hecho merced de gentil hombre de mi camara sin exercicio, y le hourare cou un sobre sueldo competente, si se inclinare a servir en guerra viva.

A don Augustin Brondo, y Castelvì he hecho merced de una compaña de cavallos para ir a servir, y en las vacantes de encomiendas attendere a favorecerle con alguna.

Asserda del marques de Albis he ordenado se sepa el estado en que se halla el tercio de naturales de esse reyno, que esta en Sicilia, y si el marques de Villa sor ha hecho dejacion del puesto de mestre de campo, de el, y con esta noticia tomare la resolucion combeniente.

Al regente don Melchor Sisternes he hecho merced de dosientos ducados de pencion para un hijo.

Al D.^o don Raphael Martorell le insinuareis en mi real nombre, que bien servido me hallo de sa persona, y que el no concederle la merced de habito, que haviays propuesto, es por la resolucion, q. tengo tomada de no concederlos, sino es a quien ha seguido, o podiere seguir la profession de la milicia, pero que ponga los ojos en otra cosa de su combeniencia, en que le tendre muy presente.

Al D.^o don Antonio Rugio he hecho merced de cien ducados de pencion para un hijo.

Al D.^o don Baltasar Dextar he concedido otros cien ducados de pencion para un hijo.

A don Joseph Delitala he hecho merced en atención a sus servicios del puesto de gobernador de Caller, y Galura en propiedad, durante su vida con todos los honores, y gajes, que le corresponden, restituyendo este oficio al estado, y forma en que antiguamente se proveya en la conformidad, que lo suplica el reyno.

A don Francisco Rogger le dareis en mi real nombre las gracias por la fineza, con que se ha señalado en mi real servicio, asegurándole, que tengo muy pñtes los que le asisten, y meritos que concurren en su persona para honrarle, y favorecerle, segun ellos adelantando en las ocasiones, que se ofrecieren et promocion a mayores puestos, y le ordeareis continue en el oficio de procurator real en la forma que hasta aqui contodos los honores, cargos, y emolumentos, que le corresponden, en el interim que el propietario no fuere a servirle.

A don Francisco Sanjust he hecho merced de darle facultad, de que pueda disponer del oficio de gobernador de Sacer, y sus cabos para despues de sus dias.

A don Felis Sanjust su hijo en atención a los meritos, y servicios que concurren en su persona, y la fineza, con que el, y los de su casa han obrado en estas cortes.

A don Juan Batista Carnizer mestre racional de este reyno he resuelto aumentarle el sueldo, que goza con esse oficio hasta la cantidad de quatrocientos, y cinquenta escudos al año en todo.

A don Joseph Catrillas he hecho merced en atencion a los meritos, y servicios que concurren en su persona, y a lo que sus passados han servido desde la conquista de esse reyno, de titulo de conde de uno de sus lugares el que elegiere.

A los marqueses de Albis, Soleminis, y Moras, don Thomas Delitala, don Juan Batista Sannatello, don Gaspar Carnizer, don Francisco de Arca, don Andres Manca, don Juan Bauplista Sanna, y don Francisco Luxorio Cervellon he hecho merced de habito de una de las ordenes militares en atención a sus calidades, y a lo que han procurado merecer en estas cortes.

En quanto a las gracias de cavaleratos, y noblesas, que proponeis, ha parecido muy excedido el numero; y assi he querido dezirlos, que si no las huvierais declarado todas, le minoreis lo possible, avisando de los sujetos, a quienes las huvierais publicado, para que se lo puedan dar los despachos.

A la ciudad de Caller he hecho merced en atención a la singular fineza, con que se ha señalado siempre en el real servicio, de que su conseller en cap pueda llevar por todo el reyno la insignia de la ciudad, y en señal, de que es la primera vos una medalla de oro con mi real effigie a una parte, y a la otra las armas de la ciudad con un cordon de seda colorada en el pecho, y le dareis en mi real nombre, que tengo, y tendre siempre presente los meritos, que la asisten para honrarla, y favorecerla en quanto pudiere conduzir a su mayor estimacion, y conveniencia de sus naturales.

Al venerable, y devoto religioso fray Diego Pinna sin-dico del reyno, que ha venido con el processo de las cortes, he hecho merced de cien ducados de plata de pension en la pñera mitra, o dignidad eclesiastica, que

vacare, y tendre presente sus meritos, y persona para favorecerle, segun ellos.

A don Juan Batista Racy cano. de la santa Iglesia de Caller he hecho merced de cien ducados de pension en la pñera canongia, que vacare, en atención a la fineza con que ha servido en estas cortes como sindico de su cabildo.

A Joseph Carnizer sargento mayor de los cavos de Sacer, y Logudoro he hecho merced en atención a sus achaques, y a lo que ha procurado merecer en estas cortes de que pueda nombrar un teniente en dicho puesto, pero con calidad de que qdo le huviere de elegir sea con aprovacion vuestra y de los que os subcedieren en esos cavos.

A Juan Cavallero primer coadjutor, y theniente de mestre racional de esse reyno he hecho merced de futura sucession de tercer coadjutor despues de sus dias para un mayor subintrando el segundo, y tercero en el grado, que por reales pragmaticas, y estylos les pertenece.

A Antonio Morera he hecho merced, de que pueda disponer del oficio de Salinero menor de la ciudad de Caller despues de sus dias en uno de sus hijos el que elegiere.

A Felis Demoute canoigo, y ciudadano de la ciudad de Caller he hecho merced de la futura de la contaduria de la administracion que exerce por su hijo mayor.

Publicareis las mercedes referidas en esta conformidad, y a los demas sujetos, que se huvieren señalado en mi servicio, le dareis en mi real nombre las gracias, y me acusareis los que son para tenerlos pñtes en las ocasiones, que se ofrecieren de su combeniencia. Datum en Madrid en treynta, y uno agosto. MDCXXVII.

Yo el Rey.

Vídit P. Antonies Arag.

Don Joseph de Nato et Lara segret.

V. Don Michael de Calba.

V. Don Raphael de Vhosa regens.

V. Xulyé regens.

V. Serri. ab Horedia regens.

V. Marchio de Castelnou.

V. D. P. Matheu regens.

V. Don Antonio de Calatjud.

Al virrey de Sardexia por lo mismo de las mercedes, que vuesa Magestad ha hecho en estas cortes.

En virtud de lo qual, y en el real nombre de su Magestad desde luego haze merced su ex. a los sujetos siguientes en la forma que se nombrara a cada uno.

A don Angustin Nurra abogado del Estamento militar, y ciudad de Caller, de cavallero, y noblesa.

Al D. Julian Muro abogado del Estamento real de cavalerato.

A Francisco Figus de la ciudad de Iglesias de cavalerato.

Al D. Antonio Natter jurado tercero de esta magnifica ciudad de cavalerato.

A Leonardo Mayolo sindico de la ciudad de Castillo aragoner de cavalerato.

Al Lic.^o Julian Seguí síndico del cavildo de Alguer un cavalerato para su sobrino Juan Francisco Gastaldo.

Al D.^e Antonio Ruggio de noblesa.

Al D.^e Gavino Lipery Villino noblesa.

Al licenciado Vitoriano Dore síndico del cavildo de Bosa cavalerato en nombre de su padre Francisco Dore Solinas.

A Antonio de Quesada Ribadencira noblesa.

A Damian Solivera de noblesa.

A Juan Antonio Rigio de noblesa.

A Juan Batista Mallas cavalerato.

Al D.^e Francisco Murro abogado de la magnífica ciudad de Callar cavalerato.

A Ottavio Ferdiany cavalerato.

A Antonio Lecca secretario de la real audiencia cavalerato.

Al D.^e Bartholome Contena abogado de la magnífica ciudad cavalerato.

A Miguel Dias noblesa.

A Lucifero Tronchi, y Gaboy cavalerato, y noblesa.

A Juan Angustin Anzame cavalerato, y noblesa.

A Julian Anzame cavalerato, y noblesa.

A Bernardo Anzame cavalerato.

A Alexandro Anzame cavalerato.

A Juan Andres Anzame cavalerato.

A Mouserrate Dama cavalerato, y noblesa.

A Gaspar Sellaat noblesa.

A Pedro Pablo Nurra, cavalerato.

Callar a seis de noviembre de mil seiscientos, y sesenta y ocho.

El conde de Santistevan.

Las susodhas gracias de su Ex.^a estuvieron publicadas por mi infraplo secret.^o, y en alta voz leydas el domingo, que contavamos seis del mes de noviembre año del Nacim.^{to} del Señor de mil y seiscientos, y setenta, y ocho, día del levantamiento del ultimo solio, y conclusion de de las generales, y reales Cortes, que en nombre de su Mag.^d que Dios gde, dño ex.^{ta} señor conde de Santistevan como a presidente en ellas celebros en este reyno de Sardenia, y para mayor seguridad, y custodia he enuido la pñte lista assi formada de su ex.^a en el pñte libro de resoluciones habiendo dejado copia autentica de mi mano en el processo de dñas cortes.

Antonius Lecca secretarius.

El Rey.

Ill.^{os} marques de las Navas conde de Santistevan, primo, mi Alcazar.^o y capitan gen.^l en despacho de veynte y siete julio dell año pasado mil seiscientos setenta y siete, os ordeno dieesses en mi real nombre las gracias a los estam.^{tos}; y particulares de este reyno, assegurandiles de real gratitud por la singular finesa, con que havian concurrido en la concession del servicio de setenta mil escudos cada año por tiempo de diez, experiencia muy correspondiente a las que han tenido siempre mis gloriosos progenitores de la ignata fidelidad de tan buenos, y fieles vassallos, y del zelo, que les assiste de promover todo lo que toca al real servicio, cuya continuada manifestacion tiene en mi real animo la justa estimacion, que

corresponde a su finesa para honorarios, y favoroceros en quanto conduxiere a la buena combeniencia de este reyno, y de sus particulares. En cuya conformidad se lo participareis, dando a los estamentos las cartas, que con esta se os remiten, y direis, que havienose visto el processo de las cortes, y suplicas contenidas en el hechas por parte del reyno, y todo lo demas, que ha representado en su nombre el venerable, y devoto religioso fray Diego Pina su síndico he tomado las resoluciones sig.^{tes}

1. Sobre la suplica que haze el reyno en el cap. primero de la confirmacion de los privilegios. He resuelto concederla de todos los que estan en uso, y en quanto a los que no le tienen, direis al reyno represente los que pide que se confirmpn, que atepdere a favorecerle en todo lo que no tuviese inconbeniente.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que pide la confirmacion de las reales prag.^{as} y cap. de corte favorables al reyno en orden a los salarios, y derechos tocantes a los Ministros de las Curias superiores, asy ecclesiasticos como seculares; y

3, 4, 5. He resuelto se haga como se sup.^{ta} sobre las suplicas de los cap. tercero, quarto, y quinto, en que pide el reyno sea servido de mandar se forme una junta de doze Jueces, seis Ministros, y seis de los Estamentos para el cono.^{ci} de las contrataciones.

He resuelto, se observe lo acostumbrodo.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que todos los puestos de administracion de justicia, y patrimonio se den siempre, y confieran perpetuum.^o a naturales.

He resuelto digais al reyno tendre atencion a ocupar sus naturales dentro, y fuera de el por lo mucho que merecen.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide el reyno se den todos los beneficios, y dignidades ecclesiasticas a naturales de el, y no naturalizados.

He resuelto concedere al reyno, que todas las dignidades, y obispades se provehan con naturales, durante el tiempo del servicio, exceptuados los tres arzobispades, y obispado de Alguer, para cuya provision me reserve la facultad de hazerla en naturales, o forasteros.

8. Sobre la suplica del cap. octavo, en que pide el reyno, que las pensiones ecclesiasticas se den a naturales.

He resuelto, que todas las pensiones, que se cargaren sobre los obispados, y sus resultas sean para naturales, però que quede a mi libre disposicion el poder dar a naturales, o forasteros las que se cargaren sobre los Arzobispados, y obispado de Alguer, o sus resultas.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide el reyno me interponga con Su Santitat, paraq.^e las pensiones se den siempre a naturales, y se evite el abuso de conferir las en testas de iherro.

He resuelto se escriva a mi embaxador en Roma, paraq.^e en mi real nombre passe los officios necesarios en orden al logro de lo que pide el reyno.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide que todos los puestos de las Galeras sean para naturales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongis secretario.

Decreto del Rey.

He querido dezirlos, que me ha hecho novedad lo que haveis decretado sobre esta suplica, pues debierais haver dado cuenta de ella, y aguardado mi resolucion, però direisle al reyno, que siempre, que huviere naturales de el con las experiencias necesarias para ser empleados en los puestos de las galeras de aquella esquadra, tendre muy presente el favorecerlos.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide, que de las sacas de los granos se rebaje real y medio por cada estarel, a saber es un real por el labrador, y el medio de los tres, que se han pagado hasta agora.

He resuelto de aqui adelante se rebaje un real por estarel de los quatro, que por el pasado tepia de beneficio la saca, paraq.^a en esto pueda conseguir el labrador la comenienia en el mejor despacho de sus frutos, y lograr la del real, que antes se le repartia, retenien-dole en si en el precio de la venta.

12. Sobre la suplica del cap. duodecimo, en que pide, que no se puedan pedir donativos extraordinarios en atencion a lo exausto que se halla el reyno, y al servicio que haze de setenta mil escudos.

He resuelto venir en ello, però con la inteligencia de que esto no se pueda entender en caso de tal urgencia, y precision, que no pueda executarse por el mayor beneficio del mismo reyno.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que pide me interponga con Su Santidad paraq.^a en las conferencias de este tribunal de la Inquisicion se observe assi en las causas de ecclesiasticos, como de seculares lo que se estila en los demas tribunales ecclesiastico y real, decediendose las competencias por arbitros, y que no concordando estos se terminen por un juez tercero, el qual pueda ser el canceller apostolico, y real de aquel Reyno.

He resuelto venir en ello, y ordenare se escriba a mi embaxador en Roma, paraque passe todos los officios necesarios en orden a que su Santidad se serva de hazer esta gracia.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide el reyno vaya orden del concejo supremo de inquisicion, paraq.^a los inquisidores non intenten con los ecclesiasticos la acitba, ni los citen a su tribunal si no es en caso de fee, y perteneientes al Ministerio de su instituto.

He mandado remitir al Concejo de la inquisicion esta materia, paraque me consulte sobre ella, y con vista de lo que reputare, tomare resolucion.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto, en que piden los estamentos, mande se observe la concordia del Cardinal de Comengie, y que no se lleven salarios por las sentencias, y embaxadas, y se reglen los gastos a la forma, que disponen los Aranzales.

He resuelto que no se lleven salarios de las sentencias, ni de las embaxadas, y en quanto a las prorogaciones, que se observe la concordia, y que.^a se hayan de hazer, sean con terminos breves.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto en que proponen los estamentos tengan obligacion los arbitros de juntarse en la iglesia del santo Monte de la Piedad para

la declaracion de las contenciones respeto de las dilaciones que suelen seguirse a causa de las competencias, que hay entre ellos.

He venido a bien en concederlo, y assi se executara.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo, en que piden los estamentos se haga nuevo repartimiento, paraq.^a todos paguen con igualdad, y segun la calidad de sus bienes.

He venido a bien en concederlo, y assi se executara, a cuyo fin dareis las ordenes comenientes, paraq.^a se observe lo que conducere a la mas recta distribution.

18. Sobre la suplica del cap. decimo octavo, en que piden los estamentos que no se le puedan prohibir las armas de fuego largas observando enteram.^a la real pragm.^a; que trata del uso de ellas.

He resuelto digais al reyno, q.^a tiene esto incombeniente, y que dara a vuestro arbitrio, y en el de vuestros successores el conceder las licencias a las personas que juzgareis, que no han de abusar de d.^o permiso, y que en caso de concederse esto a algunos sea sin pagar derechos a la secretaria.

19. Sobre la suplica del cap. decimo nono, en que piden los estamentos la observancia de las pragm.^{as} en quanto a la iurisdiccion de los Barones sobre el conocimiento de la delacion de armas de fuego, y delitos cometidos con ellas, y demas que se expresan en dicho capitulo.

He resuelto por respeto de los muchos incombenientes, que pueden resnitar de que se altere el estilo; que hay en esto, se observe lo establecido en las otras cortes.

20. Sobre la suplica del cap. vigesimo, en que piden los estamentos, que no se pueda impedir por pregones hechos por mis lugaresnientes, y capitanes generales el uso libre de la iurisdiccion, que pertenece a los Barones, y que se declaren nulos, los que hizo publicar el marques de los Velles.

He resuelto que no se pnedan derogar por pregones los privilegios que tocan a los Barones.

21. Sobre la suplica del capitulo vigesimo primo, en que piden los estamentos se quite la gente de guerra que hay en la ciudad de Caller y sus puertas.

Direis al reyno quan en el conocimiento estoy de su ignata fidelidad y la confianza, y seguridad, que tengo en el proceder de sus naturales muy correspondiente al credito, y estimacion que merecen tan buenos, y fieles vassallos, pero que siendo *essa ciudad*, y *la de Alquer los dos unicos puestos, en que está librada la seguridad, y defenza de todo el reyno*, y condeciendo para ella en el estado pñte en que la violencia, y hostilidad enemiga no exceptua parte ninguna de mis dominios el que haya grueso fixo de milicia exercitada, que pueda hazer cnerpo con los naturales de esse reyno en ocasiones de imbasion, no combiene que por ahora se haga novedad, pues seria abandonar tan buenos, y fieles vassallos y esponer su seguridad, y quietud a un riesgo conocido respeto de hallarse circundado el mar de diferentes escuadras de vaxeles y galeras enemigas, y que respeto de haver entendido las molestias, y vejaciones que suceden en las puertas ocasionadas de la insolencia, y falta de disciplina de algunos soldados, y que los que

al pñe hay no son efectivos ni de la utilidad para que se juzgue precisa su dotacion.

He resuelto advertiros a vos (como lo hago) y a los que sucedieren en esos cargos, hagais que no se asiente plaza a ninguno, que no huviero servido, o no fuere capaz de asistir a las operaciones, que se ofrecieren, y asi mismo, que los soldados, que huviero en las puertas no quiten cosa alguna a los paisanos que entran a la ciudad, ni les causen la menor molestia o detencion, procurando que esten con toda la subordinacion, y regla militar, que conviene, y que corran con los naturales con la buena correspondencia que es justo; a cuyo fin dareis las ordenes convenientes, imponiendo para su mas puntual observancia todas las penas que juzgareis necesarias, sin reservar la del ultimo suplicio, adviertiendo de lo que se faltase en uno y otro me daré por deservido, y os será pedida a vos, y a vuestros successores muy estrecha cuenta.

22. Sobre la suplica del capitulo vigesimo segundo, en que piden los estamentos se le admita a las comunidades eclesiasticas en lugar de fianza la obligacion de sus rentas como se estila en el cabildo de Caller.

He resuelto dignis al Reyno, que tiene esto incombieniente.

23. Sobre la suplica del cap. vigesimo tercio en que piden los estamentos, que ningun noble, cavallero, militar, doctor en derechos, ni otra persona alguna generosa sea detenida ni puesta en la carcel por testigo, aunque sea de quartada, ni ninguno que haya sido conseller, ni los inasculados en bolza de en cap y segundo, y sus hijos, ni los doctores en artes, y medicina, sino que sean examinados en sus casas.

He resuelto conceder, que los nobles, y cavalleros no puedan ser presos por testigos en carzeles publicas, sino en sus casas, u otras a arbitrio de mi lugarteniente, y capitan general, exceptuando el caso de testificar en delitos de lesa Mag.^d divina, y humana, plagio, moneda falsa, y assassinat.

24. Sobre la suplica del cap. vigesimo quarto en que piden los estamentos se gasten cada año diez mil escudos de servicio en las fortificaciones, que necessitaren las plazas del Reyno, y que para su mas puntual empleo corra su distribucion por las tres pimeras voces de los estamentos, y que estos tengan las llaves del arca en que se haya de depositar esta cantidad.

He resuelto no se haga novedad en esta materia, y que se observe lo q.^o siempre se ha estilado, ordenando con toda precision a vos, y a los q.^{os} sucedieren en esos cargos, que precisamente se distribuya en las fortificaciones lo que está aplicado para ellas sin divertirse a otra cosa alguna.

25. Sobre la suplica del cap. vigesimo quinto en que piden los estamentos que no se pueda passar a proceder, ni castigar a ninguno por delitos cometidos por otros.

He resuelto dignis al Reyno he ordenado, que mis virreyes, y ministros obren con toda atencion guardando justicia.

26. Sobre la suplica del cap. vigesimo sexto en que piden los estamentos que no puedan mis lugartenientes, y capitanes generales ni ministro alguno llamar a alg.^o de un cabo a otro en tiempo de intemperie.

He resuelto dignis al Reyno, daré las ordenes convenientes, para que mis lugartenientes excusen el dar estas ordenes en tiempo de intemperie, y tengan consideracion a lo que se repita en esta suplica.

27. Sobre la suplica del cap. vigesimo septimo en que piden los estamentos que se supriman los puestos que en el se rastieren, y se restituya el oficio de governador de Caller a la calidad de perpetuo, y que el de capitan de las guardias se provea en la forma que corria en lo antiguo.

He resuelto condecender en todo con la suplica del Reyno exceptuado el puesto de capitan de la guardia, cuya provision conviene quede a la libre elecion de mi lugarteniente, y capitan general, como se estila en todos los Reynos.

28. Sobre la suplica del cap. vigesimo octavo, en que piden los estamentos no se admitan acusaciones sino es a instancia de parte, y confirma de ella, y que se aseguren las costas; y que cessando la parte en la acusacion cesse el fisco.

He resuelto que no se admitan cabos sin firmas de la parte, y aseguradas las costas, las quales se depositen; y si por la informacion fuere absuelto el reo en la condenacion de las costas, se observe la disposicion del derecho civil; y en quanto a la ultima parte de que cesse la instancia del fisco cessandola de la parte, direis que tiene graves incombienientes.

29. Sobre la suplica del cap. vigesimo nono en que piden los estamentos me interponga con Su Santidad, para que assi como los ecclesiasticos seculares tienen su juez de apelaciones puedan los regulares interponer recurso a los prelados, de cuya diocesis fueren podreis desir al Reyno daré las ordenes convenientes, para que mi embaxador en Roma passe todos los officios necesarios paraq.^o Su Santidad se sirva de conceder esta gracia.

30. Sobre la suplica del cap. trigesimo en que piden los estamentos que a los naturales del Reyno y demas forasteros que cargan diferentes generos para extraher de el no se les obligue a traer responsales de haverlos descargado en tierras y dominios de mi corona mis Aliados.

He resuelto dignis al Reyno, que tiene graves incombienientes la concession de esta suplica y que assi se observe lo acostumbrado.

31. Sobre la suplica del cap. trigesimo pmo en que piden los estamentos, que los que tienen saca de porcion, puedan extraher sus granos en llegando el mes de julio.

He venido bien en concederlo, entendiendose por todo el mes de julio, con la calidad que se propone, y en lo que toca a sacar los granos viejos antes que los nuevos, daré las ordenes convenientes para que se tenga consideracion.

33. Sobre la suplica del cap. trigesimo segundo tocante al encierro de la porcion formentaria, y satisfacion que se deve dar al sabrador.

He venido bien en condecender con lo que sup.^o el Reyno.

33. Sobre la suplica del cap. trigesimo tercero tocante a que se haga el nuevo repartim.^o y excremento para la distribucion de la porcion formentaria.

He resuelto se haga como se suplica.

34. Sobre la suplica del cap. trigésimo quarto en que piden los estamentos, que en todos los lugares haya obreros que pidan limosna para la redempcion de los cautivos.

He venido bien en concederlo en la forma que se suplica, ordenando se entregue la limosna a la persona que deputare el superior del conbento de Buénayre de la ciudad de Caller.

35. Sobre la suplica del cap. trigésimo quinto en que piden los estamentos que haya numero fixo de obreros en los lugares, y sean anuales, y gocen de exenpciones ciérrtas.

He venido bien en concederlo.

36. Sobre la suplica del cap. trigésimo sexto tocante a que den comboyes para el resguardo de las remesas que se hizieren de las porciones donativo, y subsidio.

He venido bien en concederlo.

37. Sobre la suplica del cap. trigésimo septimo en que piden los estamentos, que haya numero fijo de notarios, y escrivanos en la real audiencia, y lugaribeneñicia general, y que estos no puedan tener otros oficios que les impidan su exercicio, ni sirvan por substituto.

He resuelto conceder al reyno esta suplica en la forma que propone.

38. Sobre la suplica del cap. trigésimo octavo con que piden los estamentos no se admitan apelaciones de sentencias mere interloctorias, o simples provisiones.

He resuelto se haga como se suplica, siendo con conocimiento de causa.

39. Sobre la suplica del cap. trigésimo nono, en que piden los estamentos que no se lleven derechos algunos por las licencias de las sacas de porcion.

Direis al reyno la providencia que he dado en orden a este punto prohibiendo a mis jurgistrisientes, y capitanes generales el que puedan llevar derechos por ningún goberno de licencias.

40. Sobre el cap. quadragesimo en que piden los estamentos, que no se pueda compeler a ningún vasallo a que haga mas de un mandado.

He venido bien en concederlo en la forma que se suplica.

41. Sobre la suplica del cap. quadragesimo primo en que piden los estamentos que no se puedan llevar derechos algunos por los despachos de la aprobacion de los escrivanos.

He resuelto que dichos derechos se redugan a diez reales de a ocho.

42. Sobre la suplica del cap. quadragesimo segundo en que prescriben los estamentos la forma en que deve estar la custodia de las torres, y atalayas del reyno.

He resuelto se observe lo que se propone en quinto al requiritor, y que en lo demás se observe lo acostumbrado.

43. Sobre la suplica del cap. quadragesimo terbero tocante al buen cobro de los derechos de la administracion, y forma en que se ha de hazer la paga de los soldados de las torres.

He resuelto concederlo en la forma que se propone.

44. Sobre la suplica del cap. quadragesimo quarto en que pide el reyno que en adelante ninguno pueda ser

nombrado por sindico de las cortes, no concurriendo en el la calidad de ser del Gremio de los estamentos.

He resuelto que pues esta a arbitrio de los estamentos la nominacion del sindico, que nombren a quien quisiere.

45. Sobre la suplica del cap. quadragesimo quinto en que piden los estamentos, que ningún regimiento pueda ser sacado por fuerza a servir de soldado, y que es que hecho processo concurren delitos por los quales deva a lo menor ser desterrado.

He resuelto digais al reyno que se tendra consideracion a lo que se representa.

46. Sobre la suplica del cap. quadragesimo sexto, tocante a la conservacion del labrador, y a señalar le porcion para su sustento, y sementera en que no pueda ser excoetado.

He resuelto venir en ello concediéndole en la forma que se suplica.

47. Sobre la suplica del cap. quadragesimo sétimo, en que pide el reyno perdon gen. de todos los delitos, que tuvieron cometido los de los estamentos, las familias de los que los componen, y los naturales del reyno, y que haga merced a este de que vuelvan a el, y a sus casas los condes de Sedilo, Montalvo, Villanar, Monteleon, don Geronimo Zanza, el Mro. fray Salvador de Castelv, el juez don Francisco Cao, don Francisco Ansaldo, Ludovico Nicio doctor don Joseph Martí, Juan B.^a Biancarello y Lucas Accorra.

Direis al reyno en quanto a la primera parte de conceder el perdon en gen. tiene incombeniente por ser contra la buena administracion de la justicia, y no faverse concedido nunca, en esta forma, en ningún parlamento; però que atendiendo a la representacion, que haze el reyno siempre que ausiendren los interesados, tendre presente esta suplica para usar de mi acostumbrada benignidad, y clemencia.

En lo que toca a la segunda parte he tomado las resoluciones sig. A los condes de Sedilo, y Montalvo he dado permiso para que puedan volver a sus casas.

Al conde de Villanar se halla sirviendo en el principado de catutena, donde he mandado se le de el empleo de capitan de cavallos, y he resuelto que por agora continue en servicio, y tendre muy presente su persona para todo lo que fuere de su mayor incombeniencia.

Al conde de Monteleon he mandado se ved en que se le podrá acomodar en Flandes, donde tengo por combeniente me vaya a servir.

Don Geronimo Zanza se sabe ha muerto en Oran.

Fray Salvador de Castelv no combienie salga por ahora del conbento de nuestra Señora del Carmen de Napoles, donde hoy se halla.

Al abad don Matheo Frassu, y don Januario su hermano he dado permiso para que puedan venir, a esta corte, però que no pasen a esse reyno sin licencia mia.

A fray Elixio Joseph de Sotredal he dado permiso, para que pueda volver a esse reyno.

Al doctor don Fran.^{co} Cao he concedido que pueda volver a esse reyno, però continuando en su jubilacion como hasta aqui.

Ludovico Nicio, don Joseph Martí, y Juan Bap.^{ta} Biancarello no combienie que por agora salgan de Oran, però

tendre muy presente la suplica del reyno para favorecerles quando fuere ocasion.

A don Francisco Ansaldo he venido bien en concederle para que pueda presentarse en qualquiera de mis reynos, como no sea en esse; dende será oydo con toda gratitud.

48. Sobre la suplica del cap. quadragesimo octavo en que pide el reyno sea restituido al exercicio de su llaza don Jorge de Castelví, y caso esto no pueda ser nombre otro en su lugar, y que si el reyno llegare à tener commodidad para pagar el sueldo de otro Ministro, se le concedan dos plazas, una de regente logado, y otra de capa y espada, que esten afetas, una para naturales del cabo de Callar, y otra para los de Sacer.

Quedo mirando en quanto a don Jorge, y para el caso que quede jubilado direis al reyno en que parte quiere situar el sueldo del que pretende entre en su lugar, para tomar la resolucion, que me pareciere mas conbeniente.

49. Sobre la suplica del cap. quadragesimo nono, en que piden los estamentos, que no pueda haver assietos ni estancos.

He resuelto que no haya estancos.

50. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo en que piden los estamentos, se señalen dos mil escudos para reparo de las fabricas de las iglesias cathedrales del reyno.

Direis al reyno he mandado señalar lo que se ha de distribuir en este effeto, ordenando se tenga consideracion en su breve cumplimiento.

51. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo primo, en que piden los estamentos se repartan à los ecclesiasticos tierras realengas como se haze con algunos pueblos, y villas.

He resuelto: que los repartidores tengan consideracion de dar tierras a los ecclesiasticos que fueren pobres.

52. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo segundo en que piden los estamentos mande se quiten las cabezas que estan en la torre del elefante y la inscripcion que esta puesta en la calle de los cavalleros.

Direis al reyno que el estado de las cosas no permite que por agora se haga novedad, però que tendre presente su instancia para en lo de adelante.

53. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo tercero, en que piden los estamentos sea servido de conceder el consultor real de las villas, y enpontradas reales pueda llevar toga.

He resuelto digais a los estamentos, que se tendrá consideracion a lo que representan.

54. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo quarto, en que piden los estamentos, que el fiscal no pueda apelar de las sentencias dadas en juyzio de hombres a favor de militares.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

55. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo quinto, en que piden los estamentos, que en las ciudades, que

tienen privilegio de luyzo del probombres se observe lo mismo, en quanto a que el fisco no pueda apelar.

He resuelto ordenar se observe lo acostumbrado.

56. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo sexto, en que piden el reyno sea servido de hazer merced, y favorecer a los abogados de los tres estamentos en las vacantes que huviesse de su profesion.

He resuelto digais al reyno que tendre presente lo que me suplica.

57. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo septimo, en que piden el reyno mande despachar privilegios perpetuos de las concessiones que hiziere de los capitulos sobredichos.

Direis al reyno he mandado se le den para durante el tiempo de esse servicio.

58. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo octavo, en que pide el reyno le conceda exencion de todos los derechos que deviere por el despacho de los privilegios.

He resuelto venir en ello *concediendole exencion* de los derechos que tocan de media annata, y selló.

59. Sobre la suplica del cap. quinquagesimo nono en que piden los estamentos sea servido de conceder grandeza a la casa del marques de Villa Sor.

Direis al reyno que attendrà a los grandes meritos, y servicios de la casa y persona del marques de Villa Sor.

SUPlicas DE LAS CIUDADES

Ciudad de Callar.

1. Sobre la suplica del capitulo primero, en que pide confirmacion de todos sus privilegios, inmunidades, franquegas, loables costumbres, y capitulos de corte.

He resuelto concederle de todos los que estuvieren en uso, y no fuere de perizyo de tercero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo tocante a que los habitadores de dita ciudad, y sus apendicios no puedan ir de ronda.

He resuelto se haga como se suplica, sino es en caso que la necesidad pub.^a pidiere otra cosa.

3, 4, 5. Sobre la suplica del cap. tercero, quarto, y quinto que dize sobre el tercero, que ninguno de los ministros, ni los virreyes, ni persona alguna se haya immiscuir en el abasto, y provisiones del mantenim.^{to} de carnes, y otras cosas de la ciudad, sino que deva de correr siempre por los consilleres.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secret.^o

Del capitulo quarto que dize, que los que compran quesos paguen los derechos co. gabelle de diez libras de peso el quintal a la persona, que por la cobranza de esto está, y tiene deputada la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se sup.^a respecto a los particulares, y en respeto del rey, que se tratará en junta de patrimonio.

Marongiu secret.^o

Que el queso que se comprare por sustento de las tres galeras de esse reyno sea con billete de los señores virreyes, y que no excedan veynte quintales cada mes por cada galera, que es lo preciso, y necessario por el servicio de la churma, y demas gente de racion, y que por esta cantidad se puede detener el derecho que paga el dueño del queso que se entra en la plaza, pues sino estuviere impuesto este derecho le pagaran tanto menos los oficiales de Sa Magestad.

Marongiu secretario.

Y sobre el cap quinto en q dize que se observen los privilegios que tiene dicha ciudad de exigir los derechos y demas imposiciones, y gabelas puestas, y que ning.^o de los virreyes, presidentes, y gobernadores lo puedan contravenir.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio.

Marongiu secret.^o

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme a vuestro parecer, y assi se lo participareis.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que representa que ninguna persona por mas que sea exempta no se pueda excusar de hazer entrada de aduana, y denunciar, y assentar las ropas, y merces que introdujere por evitar qualq.^o abuso.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en orden a denunciar, y llevar todas las ropas a la aduana.

Marongiu secret.^o

Decreto del Rey.

He resuelto se exocute en la conformidad, que lo haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. septimo en que pide la ciudad cesse la visita que esta cometida al regente, y que se lo continuen los privilegios de exempcion, que por ella se dispensaron.

He resuelto cesse la dicha visita, quedando con la regalía de poder mandarla hazer siempre que pareciere justo.

8. Sobre la suplica del cap. octavo en que pide que los virreyes no se hayan de inmiscuir ni evocar assi las cosas concernientes a la administracion de la ciudad sino aquellas hayan de dejar libres a los consellers.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden sus privilegios.

Marongiu secret.^o

Decreto del Rey.

He resuelto se exocute en la conformidad que lo haveis decretado.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide la ciudad, sea servido mandar, que no se introduzeta ningun ministro en la ensaculacion para los officios de ella respeto de tocarlo peculiam.^o por diferentes privilegios, y reales ordenanzas.

Decreto del Virrey.

Hagase como lo suplican.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se guarde lo que se ha observado hasta agora.

10, 11, 12. Sobre la suplica de los capitulos diez, onze, y dize en que pide en quanto al decimo que no se ensaculen en los officios de la ciudad ningun forastero por mas sean de la corona de Aragon, no obstante sean naturalizados por privilegios o casamiento, sino que sean naturales, y verdaderamente nacidos en el reyno.

Decreto del Virrey.

Hagase como lo suplican.

Marongiu secret.^o

11. Sobre el cap. onze en que pide que se observen los privilegios que designan los territorios de la jurisdiccion del veguer de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se observen sus privilegios.

Marongiu secret.^o

12. Sobre el cap. doze en que pide los consellers puedan sin incurso de pena alguna de hazer las representaciones licitas, y permitidas de derecho por la observancia de los privilegios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secret.^o

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

13-14. Sobre las suplicas de los capitulos treze, y catorzo en que pide la ciudad que no pueda ser preferida en las funciones que se hallare mas que un ministro real, y que en los acompañamientos de los virreyes vaya con la ciudad el regente.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

15. Sobre la suplica del capitulo quinze en que pide los ciudadanos de ella puedan todos tener arma de fuego, y llevarlas quando fueren al campo sin ser excluidos en las prohibiciones de los virreyes.

He resuelto digais, que tiene graves inconvenientes.

16. Sobre la suplica del cap. diez y seis en que pide la ciudad, que los habitantes de ella no puedan ser puestos en la carzel sino es por delito que merezca

muerte, galera, mutilacion de miembro, o otro delito, y que se les de sus prias casas, o la dicha ciudad, y sus apendicios por resto, o carcel.

Decreto del Virrey.

Que se tendra consideracion a lo que representan en las ocasiones que se ofrecieren.

Marongiu segrett.*

Decreto del Rey.

He resuelto venir en ello en la forma que lo habeis decretado.

47. Sobre la suplica del cap. diez y siete en que pide que no puedan ser derogados por Pregones, y pragmatica los privilegios que tiene.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

48. Sobre la suplica del capitulo diez y ocho en que pide que en execucion del real privilegio que tiene pueda el Vegner con dos prohombres conocer en primera instancia de las causas de sus ciudadanos.

He resuelto tambien se observe lo acostumbrado.

49. Sobre el capitulo diez y nueve en que pide que las causas criminales de los ciudadanos matriculados en la dha ciudad, se declaren con sus ciudadanos en la forma que lo observaren por los militares.

He resuelto tambien se observe lo acostumbrado.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide sea servido interponerme con sn sanidad, para que no proveha de juez de apelaciones, sino en naturales de dicha ciudad, y que resida en ella.

He resuelto que no se haga novedad.

21. Sobre la suplica del capitulo veinte y uno, en que pide la ciudad, que la porcion formentaria de ella no se pueda prestar, ni dar, ni puedan mis ministros direta, ni indirectamente entrometerse en esto.

He resuelto ordenar que mis ministros no se intrometan, y que baziendo lo contrario hagan sus representaciones los consellers a mi Ingart*, y capitan general, o acndan a mi concejo snpremo, paraq.* se aplique la provid.* que fnere combeniente.

22. Sobre la suplica del capitulo veinte, y dos en que pide la ciudad que se mantenga la observancia del real privilegio, en que no se hagan imentarios, ni sequestros de los bienes de los delinquentes, sino* fuesse en caso de crimen laesae mayestatis, falza moneda, y heregia.

He resuelto se guarden los privilegios, cap. de corte, y ailes pragm.* en qto estuvieren en uso.

23. Sobre la suplica del cap. veynte, y tres, en que pide que la ciudad pnda poner en el almanen hasta a cinquenta mil etareles de trigo con los mismos privilegios, y prerogativas que goza la porcion formentaria.

He resuelto digais tiene incombieniente.

24. Sobre la suplica del capitulo veinte y quatro, en que pide, que las peticiones que se presentaran ante la real aud.* o real concejo no se proveha en ellas: *adact suam ex.***

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu segrett.*

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que habeis decretado; y assi lo participareis.

25. Sobre la suplica del capitulo veynte y cinco en que pide la ciudad, que en conformidad de sus privilegios no pndan ser insaculados en los officios de ella los nobles, barones, y militares.

He resuelto concederlo en la forma que lo suplica sin perjuizio de don Juan Domingo Pitzolo que atualmente se halla insaculado.

26. Sobre la suplica del capitulo veynte y seis en que pide se observen los privilegios y cartas reales para que los virreyes no pndan dar licencias de extraher del reyno fideos, semola, ni otras cosas sin consulta de los consellers.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los privilegios, y cartas reales.

Marongiu segrett.*

Decreto del Rey.

Me he conformado con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete, en que pide se observen sus privilegios tocantes a poder sus naturales lefiar, y erbejar.

He resuelto se gusden dnos privilegios, y en quanto no resultare perjuizio de tercero, y estuvieren en uso.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho, en que pide la ciudad que no valgan las gracias obtenidas por otros, si fueren contra sus privilegios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu segrett.*

Decreto del Rey.

He resuelto me informeis con individualidad asserca de este punto, y paraq. en conocim.* de los motivos porque se concedieron las gracias, que se pide no valgan, pueda tomar resolucion que fuere mas combeniente, y assi se lo participareis.

29. Sobre la suplica del capitulo veynte, y nueve, en que pide la ciudad la observ.* de sns privilegios, sobre que no pueda haver botigas en ella por cansa de los fraudes.

He resuelto se observe el privilegio que tnviere, en quanto se hallare en uso, y no resultare perjuizio de tercero.

30. Sobre la suplica del cap. treinta, en que pide, que los que seran personas generosas puedan entrar a votar en el estamento militar.

Decreto del Virrey.

Que espiquen lo que entienden por generosos.

Marongiu segrett.*

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis paraq. con inteligencia de lo que entiendo la ciudad en esta parte pueda tomar la resolucion que fuere combeniente.

31. Sobre la suplica del capitulo treinta y uno en que pide que los ciudadanos, que viven en los appendicios, y han llevado las insinias de consellers sean exmptos de salir a las mnestras guardias, y escala guardias de dia ni de noche.

He resuelto que digais que tiene incombente.

32. Sobre la suplica del cap. treinta y dos, en que pide, que las causiones, y fianzas, que se han de representar toties quoties los presos extrahidos de las carzeles, en las causas criminales sean estintas, pasado el año, y en las civiles passados dos años.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulo de corte.

Marongiu secrett.º

33. Sobre el capitulo treynta, y tres en que dize, que a la ciudad se le ha concedido de que las fianzas que se han para cobrar de los depositos por absentibus et pupillis, no duren mas que cinco años.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte.

Marongiu secrett.º

34. Sobre la suplica del cap. treynta y quatro, en que pide se le confirme el decreto, que se le ha concedido, de que los mercadeles, que havran fiado ropas de las tiendas, y otras merces, tengan obligacion de perderlas dentro de dos años, y que al tercero pierda d.º mercader el ius petendi.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte.

Marongiu secrett.º

35. Sobre el cap. treynta y cinco, en que dize que para evitar el perjuizio que se harian en los encantos de la gente que comprava en aquellas ropas, se hazia listas de las personas que compravan, y no pagavan de contado, y que passados seis meses, si topavan por descuydo del Nott.º que en aquella lista no havia cruz negavan la partida, se mande, que en los tales encantos se observe el capitulo de corte.

Decreto del Virrey.

Marongiu secretario.

Que se guarde el cap. de corte.

36. Sobre el cap. treinta y seis en que pide que los capitulos de corte sean publicados por todos los lugares

publicos, y acostumbrados para la utilidad de todos los vezinos.

Decreto del Virrey.

Marongiu secretario.

Que se haga como se suplica.

Decreto del Rey.

He sido servido conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

37. Sobre la suplica del cap. treynta y siete en que pide, que segun los reales privilegios que tiene la ciudad pueda conocer privativamente de las controversias de las maestranzas, y confirmar, y autorizar sus constituciones.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

38. Sobre la suplica del cap. treynta y ocho, en que pide, que la ciudad haya de conocer, y executar las penas, que impusiere segun privilegio, sinqee se le pueda tomar essa jurisdiccion.

He resuelto, que digais, que tiene incombente.

39. Sobre la suplica del cap. treynta y nueve, sobre que se observen los privilegios de que los habitantes sean francos de overl.

He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso y no fuere de perjuizio de tercero.

40. Sobre las suplicas del cap. quaranta, que por los notarios publicos se observen los cap. de corte del libro tercero, titulo decimo, fol 767 recopilados en don Juan Dextar.

Que se guarden los capitulos de corte.

Marongiu secretario.

41. Sobre el capitulo quarenta y uno que la cavalleria no sea mandada a salir del distrito de la ciudad, y que los habitantes de ella no sean desmontados de los cavallos, ni se les tomen aquellos.

Que se le guarden sus privilegios.

Marongiu secretario.

42. Sobre el capitulo quarenta y dos, que los moradores de la ciudad no sean obligados a limpiar las murallas, solo que lo haga la chusma de las galeras.

Que se tendra consideracion a lo que representan.

Marongiu secretario.

43. Sobre la suplica del capitulo quarenta y tres, que los que sean graduados en medicos devan ante de exercer la arte de praticar tres años con un medico mas antiguo.

Decreto del Virrey.

Que no puedan visitar sin haver platicado dos años en el hospital.

Marongiu secretario.

Decreto Real.

He sido servido conformarme con lo que haveis decretado.

44. Sobre el capítulo quarenta y quatro en que pide el estamento real que por cap. de corte se le sea concedido, que los militares, y cavalleros sean exemptos de la jurisdiccion del veguer juntamente con los dolores de leyes, y medicinas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se guarden los privilegios, y capitulos de corte en quanto estuvieren en uso, y no fueren de perjuizio.

45. Sobre la suplica del cap. quarenta y cinco, en que el estamento real pide sea servido de hazer merced à Ang.^o del Vecho secret.^o de d.^o estamento de cavallero por sus servicios, y lo que se le ha señalado en el mio en este parlamento.

He resuelto venir en ello, y assi se lo participareis.

Capítulo de Caler.

4. Sobre la suplica del capítulo p^{mo}ero en que pide d.^o cabildo que sobre la real caxa se le deve veynte mil ducados de pensiones vencidas, y que considerando ser la d.^o caxa pobre para pagarle de una vez la d.^o partida, que se le conceda seis mil estares de sacas cada año hasta que se le pague lo vencido, y que por lo corriente y venidero se le concedan tantas sacas.

2. Sobre la suplica del capítulo segundo pide que su mag.^a se interpusiese con su Santidad para q^{ue} hiziese merced a la cathedral, de que se le aplicasen para la fabrica los interinos, y vacantes de los canonicatos, rectorias, y demas beneficios.

Decreto real sobre el p^{mo}ero.

He resuelto dignis tendré consideracion a que se le pague la cantidad que se deve con toda la brevedad possible.

Decreto real sobre el segundo.

He resuelto dignis me interpondre con su Santidad a fin que se serva conceder la gracia que pide.

Ciudad de Sacer.

4. Sobre la suplica p^{ma}ra en que pide se manden observar perpetuam.^{te} todos y qualesquier privilegios, e inmunidades que tiene concedidos, usados, o no usados. — He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuvieren en uso, y no fueren en perjuizio de terzéro.

2. Sobre la suplica del capítulo segundo, en que pide se le mande guardar el privilegio que tiene de juzgar por probombres las causas criminales de sus naturales, sin que el fisco pueda apellar de las sentencias.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del capítulo terzéro en que pide que la extracion fuera de sus territorios, assi del trigo del escrutinio como de las hyegas de trillar se haga por ella, y no por la governacion.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

4. Sobre la suplica del capítulo quarto, en que pide, que no se despachen commissarios del real concejo, ni del real patrimonio sino que qualq^{ue} diligencias, y advergiguaciones se cometan a los ministros regios de la real governacion de ella.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capítulo de corte, y en quanto a las dietas por casos sucedidos dentro la ciudad hagasse como se suplica respeto de los ministros, que existieren dentro la ciudad, y por las execuciones, que se hizieren de comission de la real aud.^o no lleven dietas.

Marongiu secretario.

Decreto del Rey.

He resuelto se execute en la conformidad, que lo haveis decretado.

5. Sobre la suplica del capítulo quinto, en que pide, que por quanto estan aplicadas para limpiar a Puerto Torres trecientas libras cada año de la realazienda poniendo en su parte dosientos se aumenten a trecientos escudos, y las de la ciudad a dosientos, y que quatro mil ciento, y veynte escudos, que se libraron para este effeto despues de las cortes del conde de Lemos, cuya cobranza no ha podido conseguir, los pueda recobrar en otra tanta porcion de sacas, de las que se extrageren de dña ciudad.

He resuelto concederle lo que suplica en orden al aumento de los trecientos escudos cada año, dando la ciudad los dosientos que ofrece, y que en quanto ãlo demas se tendrá atencion a lo que representa.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que los que dieren, o tomaron dinero a censo, o a credito acudan juntos a la casa de la ciudad en presencia de su secretario para assentar los contratos en su libro a parte segun se estila en Barzelona.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica para los casos, y contratos venderos con que los contrahientes no hayan de pagar gasto alguno por el registro, entendiendose que qualquier notario pueda recibir los autos de d.^o contratos.

Marongiu secret.^o

Decreto Real.

He resuelto se execute en la conformidad que haveis decretado, y assi se lo participareis.

7. Sobre la suplica del capítulo setimo, en que pide que para excusar los gastos de los pleytos sobre la retardacion de la paga de algunos deudores se ponga en los instrumentos la clausula de tercio como se estila en Barzelona.

He venido en concederle lo que suplica, y así se lo participareis.

8. Sobre la suplica del capítulo octavo, en que pide, que el gobernador de Sacer, ni otros ministros puedan obligar a los correos, que despachen universidades o particulares para algun negocio, a que les den aviso primero, sino que puedan ir libremente sin esperar ninguna licencia.

He resuelto ordenaros encargueis al gobernador, que no detenga los correos, sino en caso preciso de mi real servicio.

9. Sobre la suplica del capítulo nueve, en que pide se fabrique un quarto seguro del dinero del donativo en las carzetas de ella para los cavalleros, y personas de porte, y que en el interim se les de uno en el palacio de d.^a ciudad, o sus casas por carzel.

He resuelto se execute la fabrica que pide la ciudad, y ordenaros veais la forma que podrá haver para la satisfacion del gasto, que se ofieciere respeto de tener su aplicacion el dinero del donativo para gastos precisos de su defenza, y custodia, y así se lo participareis.

10. Sobre la suplica del capítulo decimo en que pide, que los consellers de d.^a ciudad no puedan ver llamados del virrey, y que si se les pretendiese hazer algun cargo, sea despues de haver dejado el exercicio de su puesto.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion a lo que suplica.

Marongü secretario.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide que ningun cavallero, ni natural de d.^a ciudad de Sacer sea obligado a venir a esta de Caller en tiempo de intemperie.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion a lo que pide.

Marongü secretario.

Decreto Real.

Tendré consideracion a lo que me representa, y así se lo dareis a entender.

12. Sobre la suplica del capítulo doze en que pide, que ningun baron, ni señor impida a sus moradores el leñar, y erbajar en los territorios que estavieren treinta millas al rededor de d.^a ciudad.

He resuelto se guarde su privilegio en quanto estuviere en uso, y no fuere en perjuizio de tercero.

13. Sobre la suplica del capítulo treze, en que pide que por las vejaciones que padecen los vezinos en las rondas se le conceda, que en adelante no sean obligados sus moradores a ir de ronda sino los ministros.

He resuelto, que la gobernation tenga cuidado, en que los que huvieren de rodar no sean de los mas pobres y así lo ordenareis.

14, 15, 16. Sobre la suplica del cap. catorce en que pide se reparen las murallas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se aplicará la cantidad que fuere menester.

Sobre la suplica del capítulo quince, paraquè del donativo se retenga la ciudad la cantidad bien vista cada año hasta que queda satisfecha de los quatro mil escudos que prestó al duque de San German.

Decreto del Virrey.

Que constando de la deuda, se dará forma para la satisfacion.

Sobre la suplica del capítulo diez y seis que dice, que quando los consellers van a las iglesias puedan llevar, y poner alfombras.

Decreto del Virrey.

Se verá la resolucion, y carta real, y se haya de hejir la gobernation.

Decreto Real.

He sido servido conformarme con lo q̄ haveis decretado, y así lo participareis.

17. Sobre el capítulo diez y siete, en que pide mande que don Francisco Cao, y don Geronimo Zozza que se hallan desterrados buelvan a d.^a ciudad.

Sobre esta materia se responde en el capítulo quarenta y siete de las suplicas de los estamentos.

18. Sobre la suplica del capítulo diez y ocho, que dice que los assessores de la real gobernation no tomen mas de seis reales por cada decreto de curadores ad lites, o de otros contractos.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y ordenes reales.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y así lo participareis.

19. Sobre la suplica del capítulo diez y nueve, en que pide se le conceda a sus moradores el poder fabricar almagrenes en Puerto Torres para guardar sus frutos. He resuelto digais tiene incombeniente.

20. Sobre la suplica del capítulo veynte en que pide, que salarios no lleven los ministros de las causas verbales en la ciudad de Sacer.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

21. Sobre la suplica del capítulo veynte y uno, en que pide mande que todas las cosas en que no se paga derecho real se puedan embarcar sin licencia, ni intervencion de los ministros patrimoniales, y que corra solamente por cuenta de los consellers de dicha ciudad.

He resuelto concederlelo con calidad, de que se tenga consideración a que no falte para la provision necesaria de la tierra, y durante mi voluntad real.

22, 24, 25. Sobre la suplica del cap. veynte y dos en que pide que el poder distribuir el abasto, y mantenimiento del pueblo corra por los consellers de la dicha ciudad sin intrumetterso ningún ministro real, ni otro que no sea de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del capítulo veynte, y tres en que pide que ningún ministro real, ni otra persona alguna pueda tratar con los barcos, ni recoger las cartas que trageren sin haver precedido el darle practica a vista de la fee de la salud.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del cap. veynte y quatro en que pide que los ministros de la real governacion no tomen cosa alguna de los exequatur, que dan a los guiajes despachados del real concejo, mas de un escudo, que se paga al nott.º o secrett.º.

Decreto del Virrey.

Que quede al arbitrio del indultado registrar su privilegio, y queriendo registrarle no pague sino dos reales al notario.

Sobre la suplica del capítulo veynte y cinco, en que pide, que los ministros de la real governacion no cobren los salarios de sentençia por terçes sino queda hecha la sentençia definitiva, y entregada al notario observando en todo los capitulos de corte.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden los capitulos de corte que hay sobre de osto.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y así lo participareis.

26, 27, 28. Sobre la suplica del capítulo veynte y seis; en que pide que los ministros de la real governacion no tomen salario de las causas criminales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica siguiendo el estylo de este real concejo.

Sobre la suplica del capítulo veynte y siete, en que pide que se pueda hazer el aforo del trigo como se haze en la sevada, y demas legumbres.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Sobre la suplica del capítulo veynte y ocho en que

pide, que se le conceda a la ciudad la jurisdiccion en la forma que la tiene la ciudad de Caller contra sus deudores por hazer pregonos, ordenaciones con penas pecuniarias, y corporales hasta el ultimo suplico.

Decreto del Virrey.

Que presente el privilegio, y se dará resolucio.

Decreto Real.

Me he conformado así mismo con lo que haveis decretado.

29. Sobre la suplica del capítulo veynte y nueve, en que pide que para reparo de los incombenientes que se experimentan mande se quiten los sortidores de los cueros en dñā ciudad respecto de no ser de provecho.

He resuelto digais que tiene incombeniente.

30. Sobre la suplica del capítulo treynta en que pide que los ministros patrimoniales de dñā ciudad no tomen derecho alguno de los barcos, que entran por transito en Puerto Torres, mientras no descarguen, que no tomen mas de una visita en el cargar, y otra en el descargar.

Decreto del Virrey.

Que no se pueda hazer mas que dos visitas, una antes de cargar, y otra despues, quando esta para partir la embarcacion, sin embargo que cargue de diferentes especies de frutos en conformidad de las instrucciones del visitador don Pedro Martinez Rubbio.

31. Sobre la suplica del cap. treynta y uno, en que pide que el señor de la escrivania del real patrimonio de dñā ciudad no pueda tomar mas de los dos reales que se paga al nott.º que rige la escrivania, y que entre ellos se ajusten.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la tarifa de dño visitador.

32. Sobre la suplica del capítulo treynta y dos, en que pide que los patronos de los barcos no tengan menester de tomar los onze billetes que acostumbraban de onze personas, sino que corra el despacho por uno solo que sera la guardia real, y que este cobre los derechos devidos repartiendolos a quienes fueren.

Decreto del Virrey.

Que no sea necesario llevar mas billetes, que del governador, delegado de procurator real, y de la ciudad.

33. Sobre la suplica del capítulo treynta y tres, en que pide que se acomode la torre de la colla Berena, y que se haya alcaide, armados, y bñdo soldados.

Decreto del Virrey.

Acuda la administracion a lo que se requiere. 34. Sobre la suplica del cap. treynta y quatro, en que pide que no se conceda algun despacho a ninguna universidad eclesiastica, ni secular, ni a persona alguna, en que se trate de interes de la ciudad de Sácer sinque primero sea citada, y oyda.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

35. Sobre la suplica del capitulo treynta y cinco en que pide que los arguasiles que hizieren prisiones de personas que no fueren matriculadas en jurados en cabos, y segundos, no pueden tomar mas que cinco sueldos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado por lo antiguo.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

36. Sobre la suplica del capitulo treynta y seis, en que pide mande dar libertad a don Francisco Ansaldo para poder bolver a dicha ciudad.

Sobre esse punto se os responde en el capitulo quartaenta, y siete en las suplicas de los estamentos.

Cabildo de Sacer.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero en que pide mande confirmarle todas y qualesq.^a gracias privilegios, inmunidades, y capitulos de corte que le estan concedidos, e que esten siempre in viridi observancia no obstante las ordenes, q̄ buviere en contrario.

He resuelto, se le guarden en quanto estuviere en uso, y no fueren en perjuizio de tercero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que en attention á la cortedad de rentas, a que se halla reducido le haga merced perpetuum.^o de una saca de tres mil estares de trigo cada año libres de todos derechos.

He resuelto digais tiene incombeniente por la cortedad de medios que produze el real patrimonio, y assi se lo advertireis.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que dize que las vacantes de los prebendados, y retores se apliquen, y concedan los frutos de aquellas a las distribuciones de dicha santa iglesia, rata por cantidad del tiempo de la muerte hasta el dia de la possession del successor.

He resuelto digais me interpondre con su Santidad a fin que se sirva conceder la gracia que pide.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide o que el tribunal de la santa inquis.^a de d̄ha ciudad pague la porcion, o raleo del subsidio del donativo por gajes los frutos de la abadia de san Miguel, o que se rebaje a d̄ha iglesia turrutana d̄ha porcion.

Decreto del Virrey.

Que acuda al juez competente.

Marongiu secrett.^o

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, en que pide que en ocasion de vacante de arzobispo se apliquen los frutos a las distribuciones de d̄ho cabildo.

He resuelto digais me interpondre con su Santidad a fin de que se sirva de venir a lo que piden.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto en que pide que vacando la abadia de Santa Maria de Sacargia, se una, o con el arzobispado, o se aplique a d.^a iglesia.

Decreto del Virrey.

Que lo suplique a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide, que á los canonicos de patronazgo se den todos los años los raseros de sal que se acostumbran dar a los otros canonicos.

He resuelto que me informeis de lo que se os ofreciere asserca de esto, paraq̄. en vista de ello resuelva lo que fuere mas combeniente.

8. Sobre la suplica, del capitulo octavo, en que pide que los canonicos de d̄ho cabildo se provean perpetuamente en cavalleros, e hijos de ciudadanos.

He resuelto que digais, que me interpondre con su Santidad a fin de que se sirva conceder lo que pide.

Ciudad de Oristan.

4. Sobre la suplica del capitulo p̄mero, en que pide la confirmacion de sus privilegios, y capitulos de corte usados, o no usados.

He resuelto se le guarden en quanto estuviere en uso, y no fueren en perjuizio de tercero.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que los vegueres no puedan tomar los dos ducalones de las possessiones dan de cada cosa inmueble.

Decreto del Virrey.

Que el veguer tan solam.^a cobre lo que le tocara por pragm.^a

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide, que el "escriv." del veguer pueda hazer los inventarios de los bienes de los que mueren ab intestato sin dietas de d.^a veguer, ni de sus ministros.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el capitulo de corte no obstante qualq.^a uso en contrario.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto en que pide que los vegueres, y ministros que ponen el sello en los bienes de los que mueren con testamento no puedan tomar cosa alguna, sino fuesse de instancia de parte, y en caso que muera alguno ab intestato se nombren curadores segun disposicion de la real pragmática.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que los vegueres, no puedan tomar derecho alguno del carceraje de los presos, que solamente se ponen por castigo, solo de los que tienen delitos.

Decreto del Virrey.

Que no se pague mas cantidad de lo que se expresa en este capitulo, y que se le de al carcelero, y el veguer no tenga parte alguna.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide, que los consellers no pongan hyerros, ni cadenas a presos que no fuesen por crimen.

Decreto del Virrey.

En respeto de lo que importa de la seguridad de los presos, no hay lugar.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide que el pròr real haya de remitir la comission a su logar* para recebirse informacion contra particulares, sino es à instancia de parte por los cargos se hazen a los que nuevamente tancan, o sierran tierras, o paberiles que no los puede executar.

Decreto del Virrey.

Que se observen las reales pragmaticas, y las ordenes de su Magestat que hablan de este capitulo.

8. Sobre la suplica del capitulo octavo, en que pide dicha ciudad que las causas se despachen, y terminen dentro tres años, y que no embien comissarios para hazer execucion de los salarios, solo que se remitan executoriales al juez del lugar.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

9. Sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que si algun conseller sirviese por privilegio real al puesto del veguer, que no pueda tomar de dicha ciudad salario de conseller.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. Sobre la suplica del capitulo decimo en que pide que el veguer y el señor útil por la ciudad tengan una llave dell'archivio, donde quedan inventariados los registros, procesos, inventarios, y los papeles, que no se hallaran inventariados se hayan de inventariar à gastos de los señores útiles, y de los escrivanos de los tres campidanos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre la suplica del capitulo undecimo en que pide

que los notarios de la ciudad, y campidanos tengan obligacion de tener las prisias, y concludo el año lleven dichas prisias, en poder del veguer, y consellers para hazer revistas de dichas prisias, y den certificatoria.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que pide que los herederos de los notarios difuntos archiven las notas de aquellos, que tienen en sus casas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

13. Sobre la suplica del capitulo trece, en que representa los privilegios de exencion, que estan concedidos en orden, a que ningun habitador de ella ni insaculado a sus officios pueda ser compelido a executar mandato alguno, y que en esta concideracion no se pueda obligar a ninguno que asista à prision alguna, ni a conducir los presos a la parte donde se buvieren llevar.

He resuelto se les guarden sus privilegios, capitulos de corte, y ordenes reales que tuvieren en quanto estuvieren en uso.

14. Sobre la suplica del capitulo catorze en que pide que pasado el termino de las reales pragmaticas, y no habiendo concludo las causas los oficiales las remitan en en poder del veguer.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica bajo las penas reservadas a los virreyes, y real audiencia.

15. Sobre la suplica del capitulo decimo quinto, en que pide que los ministros hagan quaderno para assentar los mandamientos de los vassallos dandoles feè antes de partir de como son mandados de cosas concernientes al servicio de su Magestad, y no sean mandados a llevar regalos a sus correspondientes.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

16. Sobre el capitulo decimo sexto, en que pide que el consultor asista a decidir en dicha ciudad a las causas, y en su omission los oficiales den los procesos a los letrados de dicha ciudad para declararlos, y en caso los embiasen con correo, o con hombre de mandamiento de dicho consultor, que de sus salarios se paguen dhos hombres de mandamiento.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre la suplica del capitulo diez. y siete, en que

pide que el lugar de pror real no tome dietas sino los dias, que personalmente assistirá al puesto para hazer embarcassiones.

Decreto del Virrey.

Que el teniente de pror haya de asistir personalmente segun disponen las ordenaciones del visitador don Pedro Martines Rubio, y no assiendiendo no lleve dietas sino en caso de legitimamente impedido, que entouzes podrá nombrar persona en su lugar en la forma, y conformidad que disponen dichas ordinaciones.

18. Sobre la suplica del capitulo decimo octavo, en que dize que los vegueres no tomen salario de firmas de mandatos.

Decreto del Virrey.

Que el veguer no tome nada, y de los demas segun tarifa.

19. Sobre la suplica del capitulo decimo nono, en que pide que se haga tarifa por los autos de posesion, recepcion de querrela, autos de fianza, y fianza pro absentibus, et pupillis.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas y cap. de corte.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide, que el conseller en cabo, o el que ha de proceder en grado con el segretario, y dos ciudadanos nombradores el dia de la extracion de consellers pueda visitar las torres del marquesado una y tantas veres, quantas sean necessarias.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

21. Sobre la suplica del cap. veynte y uno, en que pide que los soldados de las guardias de mar se nombren por el theniente capitan de las torres juntamente con los consellers, y sin ellos, teniendo libro de assiento, y on caso removiessem a alguno, que expresen la causa, y andando d.^o theniente o otro militar a regonocer las torres que avisen a dichos consellers porque uno de ellos con dos ciudadanos vayan en su compañia, y que el clavario haga las pagas a dichos soldados en presencia de los consellers.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica, exceptuando que la elecion, y nominacion, y demas que lo toque sea arbitrio del capitan, o su theniente, y despues de elegidos, y nombrados de dos dias de quenta de la elecion, y nominacion a los consellers de dicha ciudad, y que el capitan no pueda quitar las passas a los referidos sin dar cuenta primero a su ex.^a y que sea a arbitrio del capitan el ir a visitar sin assist.^a de los jurados.

22. Sobre la suplica del cap. veynte y dos, que pide

que la ciudad no gaste de las rentas de ella mas de cien escudos, y que en esso contribuya el Campidano mayor y Simaxia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

23. Sobre la suplica del capitulo veynte y tres, en que pide que los habitadores de dicha ciudad sean francos de los derechos de la montafia.

Decreto de su Ex.^a

Que se guarden los capitulos de corte.

24. Sobre la suplica del cap. veynte y quatro, en que pide tarifa para las provisiones con incierta de executoriales en forma, y ordenes de justicia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

25. Sobre la suplica del cap. veynte y cinco, en que pide que el tribunal ecclesiastico no despache mandatos de censuras con precision de horas, y pocos dias, sino de ocho dias, en caso que el governador de los cabos, o los ministros de la ciudad concernientes a la real jurisdiccion consulten a los virreyes, o a la real audiencia.

Decreto del Virrey.

Que es materia de justicia, y assi no ha lugar.

26. Sobre la suplica del cap. veynte y seis en que pide que los naturales que han servido de consellers no puedan salir a reseñas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete, en que pide, que los oficiales no tengan al misso para hazer las entimas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho en que pide que los arrendadores de las salinas dentro un año fenecido el arrendamiento se hagan pagar de los Vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se consultará con el patrimonio, que los arrendadores tengan obligacion de cobrar la renta en especie el mismo año, que cae, sin dexarla toda, o parte de ella en poder de los vass.^{os} del que resulta grave daño por que se los carga a precios muy subydos, y no haziendolo assi, se dará por prescripta la deuda.

Decreto del Rey sobre dichos Capítulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado y assi se lo participacia.

29. Sobre la suplica del capitulo veynte y nueve en que pide, que por estar muy destruydas sus murallas se le conceda para su reparo una saca de mil estareles de trigo por diez años de mas de los que tiene de encierro de porcion y que goza esta merced en la forma que la ciudad de Caller.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos de las fortificaciones se la aplicará porcion, y en el punto de medio real por saca que lo pidan a su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto digais que tiene inconbeniente.

30. Sobre la suplica del capitulo treynta en que pide que los assessores no tomen salario en la administracion adimision de articulos, no haviendo contradicion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

31. Sobre la suplica del capitulo treynta y uno, en que pide, que se haga la composicion de los vassallos en la casa de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Se daran las ordenes necesarias paraq. se haga con toda equidad.

32. Sobre la suplica del cap. treynta y dos, en que pide que se haga en la casa de la ciudad la nomina de los que pueden substenar cavallos.

Decreto del Virrey.

Que se oyran las demas ciudades que hablan en esto particular.

33. Sobre la suplica del cap. treynta y tres, en que pide que los notarios, que reciben los testamentos hagan los inbentarios.

Decreto de su Ez."

Que se le guarde el capitulo de corte.

34. Sobre la suplica del capitulo treynta y quatro, en que pide que no paguen los herederos los tres años devia pagar el vassallo no siendo vivo.

Decreto del Virrey.

Que se observe el estylo, segun lo mismo se observa en otras encontradas.

35. Sobre la suplica del capitulo treynta y cinco, en que pide, que no obstante sean exemptos sirvan un año de mayor los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en respeto de los que tienen exemption de su Magestad.

36. Sobre la suplica del capitulo treynta y seis, en que pide que se observe el privilegio aqui citado sobre los mandamientos hazen los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio.

37. I sobre la suplica del capitulo treynta y siete, en que pide que los consellers hagan la terna, y nomina de los oficiales de Campidanos Milis en la conformidad que la hazen por los otros tres Campidanos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica sin perjuizio de las reales concessiones hechas a favor de tercero.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

38. Sobre la suplica del cap. treynta y ocho, en que pide se guarde el capitulo de corte del tiempo del conde de Lemos, en que se le está concedido, que pueda extraher por el mes de mayo la mitad de la saca que tiene de porcion.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto se le observe quanto estuviere en uso.

Ciudad de Castillo Aragoncs.

4. Sobre la súplica del capitulo primero, en que pide se le conceda permiso paraq. pueda sacar por su puerto la cantidad de porcion de granos que le está concedida sin obligacion de remeterla en Puerto Torres.

He resuelto concederle durante mi real voluntad en atencion a su suma pobreza, y assi se lo participareis.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que pagados los derechos del real patrimonio, y los de la ciudad, las coralinas que pescan, y hazen agua en aquellos mares, y en los de la tonara no paguen otros derechos de mas.

Decreto del Virrey.

Se ha de oyr à la ciudad de Sacer que es cosa de justicia.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que pide que fenecido el biennio de la potestaria, o sucediendo el caso de muerte, quede su exercicio a la ciudad hasta a tanto que se presentare privilegio de su Magestad por el que fuere provehydo.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide, que de la porcion caberà a la ciudad del real donativo se le apliquen dosientos escudos para el reparo, y fortificación de las murallas, y castillo, y levantar la artelleria.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos, que se aplican a las fortificaciones se tendrá atención de aplicarle porcion.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, in que pide, que cada año se saque de saco, y de suerte segun se acostumbra en los consellers el alcaide que servirá en dicha torre.

Decreto del Virrey.

Sobre el alcaide de la torre de Frixano, hagasse como se suplica.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide que queden perpetuamente las bolzas de los jurados en el numero de ocho, y no se pueda hazer matriculacion, sino fuere en caso de muerte de alguno de los que hallan matriculados conforme a las ordenaciones de Almaniach, que goza la ciudad de Caller las quales gozen, y executen los de Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Sobre la ensaculacion hagasse como se suplica.

Decreto Real sobre todas las suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Cabildo de Ampurias.

4. Sobre las suplicas de los capitulos primero, y segundo, que pide en el primero, que en las bolsas de los diputados se haya de matricular el prelado, canonicos, y ciudadanos de Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Que se creó están matriculados, y que en la próxima ocasion se reconocieran las bolsas, se observará la misma que con los otros.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide que no se puedan plantar borcas, ni executar sentencia de muerte dentro de la ciudad, sino es en los lugares destinados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambos capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y así se lo participareis.

Ciudad de Alguer.

4. Sobre la suplica del capitulo primero, en que pide mando confirmarle todos los privilegios, y capitulos de corte, que le estan concedidos usados, o no usados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Tomaré resolucio[n] con noticia de los q fueren, y así se lo participareis.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide, que goze de los mismos privilegios, y concessiones hechas hasta el día de hoy a favor de la ciudad de Caller como si fuesen concedidos a la dicha de Alguer.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto se le guarde su privilegio en quanto estuviere en uso.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que pide le mande perdonar los ochosientos escudos, que paga de donativo en consideracion a su despoblacion.

He resuelto hazerle esta merced en atencion a los motivos que representa, y así se lo participareis, y os ordeno, y mando veais, si respeto de esta cantidad modica puede repartirse el resto en el reyno.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide se le haga merced de doze mil estareles de trigo de porcion demas de los que tiene concedidos, y que el encierro de uno, y otro se pueda hazer por todo el mes de febrero.

Decreto del Virrey.

Que en quanto a lo primero, que lo representen a Su Mag.^d, y en quanto a lo segundo se tendrá consideracion a su tiempo como se hagan los encierros en la misma conformidad de lo que se haze en la ciudad de Caller.

Decreto del Rey.

He resuelto digais en quanto a lo primero tiene incombieniente por ser en perjuizio de la real hacienda, y en quanto a lo segundo se tendrá consideracion a su tiempo.

5. Sobre la suplica del capitulo quinto, en que pide se le conceda permiso de extraher los diez y ocho mil estareles de trigo, de que se le hizo merced en el año mil seisciento treynta y quatro, para que su procedido sirva para la compra de los doze mil estareles, y su beneficio para el desempeño de sus cargos.

He resuelto digais tiene incombieniente por la razon referida de ser en perjuizio de mi real hacienda.

6, 7. Sobre las suplicas de los capitulos sexto, y setimo en que pide en el sexto que el veguer pueda conocer de todas y qualesq̃ causas de los estipendios adjudantes, aristeros, y torresanos exceptuados los delitos de sus officios.

Decreto del Virrey.

Hagase como se suplica exceptuado el conocimiento de los soldados veteranos, y los que fueren de la compañía del governador de la plaza, y los artilleros, que fueren necesarios, segun la real carta de setiembre mill seiscientos sessenta y siete.

I sobre el capitulo septimo en que pide, que el medidor solamente pueda tomar seis dineros por cada resero de trigo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambos capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

8. Sobre la suplica del capitulo oltavo, en que pide se le conceda facultad, paraq̃ pueda herbar, y hazer leña librem.^{te} en qualesquier territorios en la conformidad que la tiene la ciudad de Caller.

He resuelto digais que tiene incoveniente por ser perjuizo de tercero y haver sobre ello pleyto pendiente.

9. Sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que no viniendo privilegio real del veguer, que lo exerza el jurado en caso.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre la suplica del cap. decimo en que pide, que en atencion a tener privilegio en orden a no poder ser vegueres de aquella ciudad sino cavalleros o insacalados en jurados, sea servido mandar, que no se deo la possession a ninguno en que no concurrieren las calidades referidas.

He venido bien en concederle lo que pide, y assi se lo participareis.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que de aqui en adelante se pague al assessor de veguer trecentas libras de la real caja de salario como se ha echo siempre.

He resuelto se lo guarde lo acostumbrado, y assi se lo participareis.

12. Sobre la suplica del capitulo doze, en que pide se le conceda un prór, y abogado de pobres señalandoles salario de la real caja cien libras al abogado, y cinquenta al procurador paraq̃ los pobres no queden indefensos.

He resuelto dexarlo a vuestro arbitrio paraq̃ lo disponais de modo que no sirva de mal exemplar para otras ciudades.

13. Sobre las suplicas de los capitulos treze, catorze, y quinze que pide en el de treze, que los que guiare en cosas permitidas al veguer no puedan ser molestados, ni encarcerados por qualquier ministros.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio.

14. Sobre el cap. catorze, en que pide que la real Governacion no pueda mandar a los moradores de Alguer a salir de sus territorios, ni que pueda assumirse causa alguna civil ni criminal sin que pñero se declare por el veguer de Alguer.

Decreto del Virrey.

Que se observen, y guarden los privilegios, y reales pragm.^{as}.

15. I sobre el cap. quinze en que dize, que las causas civiles, y criminales de los militares las conosca el veguer, como a vice regente del Governador de los cabos de Sacer y Logudoro, sinque la real Governacion de Sacer se las pueda quitar por pretexto de evocacion, recurso, et alias.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto se guarden sus privilegios en quanto estuvieron en uso.

16. Sobre las suplicas de los capitulos diez y seis, diez y siete, y diez y ocho en que pide en el de diez y seis, que el veguer y soto veguer no se admitan a exercer dichos officios sinque pñero hayan pagado tabla de la anteced.^{te} administracion, y que paguen los salarios a los juezes, que los sindicaren.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre el capitulo diez y siete, en que pide que la llave de la arquilla de las bolzas de todos los officios de toda la ciudad quede en poder del que presidiere en la extracion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

18. Y sobre la suplica del capitulo diez, y ocho, en que pide que el Governador de Sacer no pueda citar al veguer, consellers y nobles, para ir a dña de Sacer sin expressa orden del virrey.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo que fuere de justicia.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis.

19. Sobre la suplica del capitulo diez y nueve en que pide, que en respeto de estarle concedidos los mismos privilegios que tienen las ciudades de Caller, y Barzelona mando que en los autos que se hizieren se ponga la clausula quarenténia.

He resuelto concederle con calidad, que ambas partes concurran en ella, y assi se lo participareis.

20. Sobre la suplica del capitulo veynte, en que pide mande no se le conceda nuevo puerto en los cabos de Sacer, y Logudoro sin consentim.^{to} de dha ciudad.

He resuelto digais tendre consideracion a lo que me representa.

21. Sobre la suplica del capitulo veynte y uno, en que pide que los que tienen hacienda en Alguer, aunque tengan el domicilio en otras partes, paguen, o contribuyan en la porcion que se les señalare.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia por ser cosa de perjuizio de tercero.

Decreto Real.

Me he conformado a lo que habeis decretado, y assi se lo participareis.

22. Sobre la suplica del capitulo veynte y dos en que pide, que para evitar las dilaciones de las cobranzas mando que los consellers puedan independentem.^{te} apremiar a la paga a los deudores.

He resuelto digais tiene incombieniente.

23. Sobre las suplicas de los capitulos veynte y tres, veynte y quatro en que pide sobre el de 23, que la ciudad no este obligada a pagar cosa alguna a los Virreyes al tiempo van a visitar dha ciudad de Alguer, solo que se observe lo acostumbrado, y que de la real caja se le rehagan los treientos escudos, o que se abonen en la paga del real donativo, que se ha de hazer en el ultimo año de la proroga.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

24. Y sobre la suplica del capitulo veynte y quatro, en que pide que los ministros patrimoniales de dha ciudad no puedan tomar mas de dos escudos, y que a demas de los veynte y cinco quintales, que puedan sacar pagando la meydad de los derechos, puedan sacar tambien el patron, y marineros un quintal de ropa cada uno.

Decreto del Virrey.

En quanto a los derechos de los ministros, que no excedan a la tarifa del visltador don Pedro Martines Rabbio, y que en quanto a lo demas que puedan sacar veynte y cinco quintales, o estareles pagandole mitad, y esta gracia sea para este decenio.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado a lo que habeis decretado, y assi lo participareis.

25. Sobre la suplica del capitulo veynte y cinco, en que pide que todos los enfendados segun la lista que ha juntado hayan de llevar todos los granos a dha ciudad y no a otra parte conforme sus privilegios.

He resuelto se le guarden sus privilegios, y las infeudaciones, que hablan de esta materia en quanto estuvieren en uso.

26. Sobre las suplicas de los cap. veynte y seis hasta el de treynta, en que pide en el dho de veynte y seis, que es por el mismo effeto de llevarse effectivem.^{te} el trigo de excurtinio a dha ciudad de Alguer, no obstante qualq.^{ue} pleyto que intenten las villas, y que no sean oydas sin haver llevado enteramente la porcion.

Decreto del Virrey.

Por los terminos de justicia se hara lo que piden.

27. Sobre la suplica del capitulo veynte y siete en que expresa que de los diez mil escudos pmero se gaste para la fortificacion de lo nexio en acomodar la puente del estanque de dha ciudad, y algunos caminos que no se pueden passar para ir a las torres que se ballan derechas.

Decreto del Virrey.

Que de la cantidad, que se aplicara para el adresso de las puertas se le dara porcion.

28. Sobre la suplica del capitulo veynte y ocho, en que pide, que de los dho diez mil escudos se haya de hazer el Puerto Condo para impedir esse abrigo a los enemigos de la real corona, y ser en aumento de la labranza, que con esto passaran.

Decreto del Virrey.

Que se tendra atencion para aplicarse los medios posibles con que se pueda executar lo que se suplica.

29. Sobre la suplica del cap. veynte y nueve, en que refiere, que ningun barco que cargare de vino en el puerto de dha ciudad este obligado a pagar derecho alguno de dietas, ni visitas, y que los ministros que quisieren visitar lo puedan hazer sin pretender cosa alguna, sino es en caso de fraude.

Decreto del Virrey.

Que en las embarcaciones de vino, como en ellas no se embarquen otros generos de frutos, se exensen las dietas, y en quanto a los derechos de la visita, no cobren mas de lo que disponen las ordenaciones del visltador.

30. Y sobre la suplica del cap. treynta, en que pide que se transfiera en dha ciudad uno de los nobles y mag.^{os} oydores de la real aud.^{encia} para hazer poner los mojonos en los terminos de dha ciudad, y que las villas que estuvieren en los limites regonoscian por superior al veguer.

Decreto del Virrey.

Que es cosa de justicia.

Decreto Real sobre dñs capitulos.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Alguer.

1. Sobre la suplica del capitulo p̄mero, en qué pide se le rebaje de la partida 1515 libras, que dà por subsidio d.º obispado a la que legitimamente pudiere pagar por no haverse observado el repartimiento de las cortes del duque de Avelano de 1642 en las que se señalaron a dicho obispado 900, y esto en tiempo que se hallava con mas commodidad d.ª iglesia, y obispado.

Decreto del Virrey.

Acuda a su juez competente.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en que representa, que la dicha ciudad y las villas de su obispado han padecido el contagio, de calidad que no han tenido rebaja sus frutos, sino tambien el exito de ellos, y en particular las rentas de la mitra, que no son suficientes para satisfacer sus cargas, añadiendo a esto los gastos, que se le ofrecen al prelado por tener pension a la lengua del agua suplicandome mande en consideracion de lo referido, relevar el dicho obispado de alguna parte de la pension de quinientos escudos que paga cada año al tribunal de la inquisicion, y que perpetuamente se le observe, el que pague solo la cantidad, que le fuere señalada.

He resuelto digais, que en esta materia no se puede hazer novedad, assi por haverse cargado esta pension con calidad de perpetua, y haver precedido permiso de su Santidad, como por no pagar otra pension esta mitra, y haver suplicado el tribunal de la inquisicion se le concedan otras en los demas obispos, cuya cortedad de rentas no da lugar a ello, y assi se lo participareis.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre la suplicas del cap. p̄mero, y segundo, en que expressa en el p̄mero que se le observe a dicha ciudad perpetuam.^{te} todos y qualesq. privilegios, inmunidades, franquegas, gracias libertades, y capitulos de corte que tiene.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto no se encuentran con las reales pragmaticas.

2. Y sobre el cap. segundo en que expressa, que goze todas las gracias, y privilegios que estan concedidos a las demas ciudades del Reyno.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto que se le guarden los privilegios, cap. que le estan concedidos, en quanto estuviere en uso, y no fueren en perjuizio de tercero.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide mande concederle perpetuamente seis mil estaretes de trigo de porcion en la conformidad que gozan esta gracia las demas ciudades en atencion a su pobresa.

He resuelto digais tiene incombieniente por no dar lugar a ello la estreches de mi real patrimonio.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que en atencion de estarle concedido por diferentes privilegios el poder tener puerto, y libre estracion a sus frutos, mande se lo mantenga en esta gracia.

He resuelto concedersela durante mi real voluntad, assi se lo participareis.

5. Sobre las suplicas de los capitulos quinto, y sexto, en el quinto que a dicha ciudad de Bosa se le guarde la franquesa de los derechos de las aduanas reales, como lo gozan las ciudades de Sacer, y Alguer, quitados todos abusos, y malos usos, que haya havido en contrario.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio segun lo acostumbrado que hoy estuviere.

6. I sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que con la brevedad mas possible se reparen las fortificaciones, y murallas de d.ª ciudad y las carzeles que estan en el castillo de aquella para custodia de los reos.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá atencion de aplicarles la porcion que les cupiere en los diez mil escudos de las fabricas de las fortificaciones.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del capitulo setimo, en que pide, que en virtud de los privilegios que tiene dicha ciudad puedan sus vesinos, y habitantes sacar, y embarcar su vino sin sacar licencia, mas que de los consellers para ver si queda el abasto.

Decreto del Virrey.

Que se guarde su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto se le guarden sus privilegios en quanto estuviere en uso.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo, en que pide se redusga a vegerato el officio de potestad de dicha ciudad, conservandole en los naturales y de bienal, y que se le de por assessor un doctor en leyes, que en falta

de veguer governe el jurado en cabo, y en defetto de este al segundo, gozando de las mismas prehemencias que las demas ciudades, y que el puesto de sotreguer se provea por los virreyes nombrando uno de los que nombraren los consellers en su terua.

He resuelto concederselo en la conformidad que lo pide, y assi se lo participareis.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que se le conceda licencia para que pueda abrir unas pesqueras, que tiene en el lugar d.^o campo mare.

He resuelto digais tiene incombieniente.

10. Sobre las suplicas de los capitulos diez, onze, y doze; a saber en el capitulo decimo pide, que no se conceda a ninguna comunidad eclesiastica ni a otra persona ninguna merced, que sea en perjuizio de los privilegios, libertades, y franquexas de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá atencion a lo que representan.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide que al governador de Sacer no se le dé estipendio, ni salario alguno en virtud del cap. de corte, y sent.^a de esta real aud.^a quando viene para hazer ensaculacion, o extracion de los nuevos consellers, y demas officios de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. I sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que pide que topando qualquier genero de ganado, assi rudo, como domestico de los de la Planargia de Bosa dentro de las viñas, y olivares, puedan machelarlo, y llevarlo ante la just.^a de dicha ciudad para provar el dominio de aqñ.

Decreto del Virrey.

Que por ser perjuizio de tercero lo pidan por justicia.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. treze, en que pide mande no puedan tener officios algunos los forasteros aunque sean naturales del Reyno.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

14. Sobre la suplica del cap. catorze en que pide que en adelante no se haga de matricular en bolza los consellers, y demas officios de la ciudad, y que no se queda admitir en un mismo officio sino es de tres en tres años; como es de consellers por redundar en beneficio de los ciudadanos matriculados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Cabildo de Bosa.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que pide se le conceda a la ciudad porcion de encierro como la tienen las demas del reyno.

He resuelto digais tiene incombieniente.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que pide se le conceda puerto franco en atencion de la combienencia, q̃ resultara de ello a lo pub.^{co} de dicha ciudad.

He resuelto concederle durante mi real voluntad, y assi lo participareis.

3. Sobre las suplicas de los cap. tres, quarto, y quinto de que pide en el capitulo tercero, que en el rio de dicha ciudad por ser capaz, pueda el cabildo de aquella hazer en d.^o rio una pesquera.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad lo contradize, y se oppone a qñ.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide que se den, y repartan de las tierras sin desboscar a las personas eclesiasticas de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a ripartir tierras a eclesiasticos lo contradize la ciudad.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que no se arquen los saltos, y terretorios de dicha ciudad a forasteros, mientras fueren menester para los naturales.

Decreto del Virrey.

En quanto a no arquilar a los forasteros los saltos de la ciudad que informe el sindico de la ciudad.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, que pide que se le dé facultad a la ciudad para que los padres de la compañía de Jesus puedan bolver a fundar en ella para cuyo effeto tienen destinadas rentas.

He resuelto digais a la ciudad q̃ tengo mandado, que constando os ser ciertos los efectos que ofrecia la ciudad para su fundacion, y teniendo facultad para concederlos dispusiesseis su execucion, y assi se lo participareis.

7. Sobre la suplica de los cap. septimo, y octavo en que pide en el septimo, que hallandose ganado, u^a bueyes de las villas de magumades, y modulo destruyendo las viñas de dicha ciudad, puedan los dueños de aquellas machelar aquel, y representarlo a la justicia de dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a machelar los ganados ya está decretado a instancia de la ciudad.

I sobre la sup. del cap. octavo, en que pide que el día de la fiesta del santo Emilio, y Promijio, que son Patrones de la ciudad sean feriados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre ambas Suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Ciudad de Iglesias.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que pide confirmacion de todos sus privilegios capitulos, y autos de corte.

He resuelto se guarden en quanto estuvieren en uso, y no fueren de prejuizio de tercero.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que representa el desconuelo que se le sigue de verse privada de pastor suplicandome sea servido consolarla con el.

He resuelto digais a la ciudad encargar al arzobispo de Caller, a quien está annexa, ponga todo cuido, y vigilancia en el remedio de los desordenes de aquel cabildo asistiendo por su persona lo mas que pueda, y en quanto a lo demas tiene inconveniente.

3. Sobre la suplica del cap. tercero en que pide, que se rebaje el donativo, que cupiere a la dicha ciudad la partida se le rebajó en los dos años de la ultima proroga.

Decreto del Virrey.

Que hecho el repartimiento que se ha de hazer se tendrá consideracion.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

4. Sobre la suplica del capitulo quarto, en que pide se le conceda puerto abierto para poder extraher sus granos sin obligacion de remedirlos en la ciudad de Caller.

He venido en concederlo durante mi real voluntad, y assi se lo participareis.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide, que el oficio de capitan de dicha ciudad se haya de proveher en natural, y que tenga la calidad de cavallero.

He resuelto se guarde lo acostumbrado.

6. Sobre las suplicas de los cap. sexto, septimo, octavo y nono, en que pide en el sexto que dichos capitanes hayan de purgar tabla de sus administraciones y que assi lo executen los jurados.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y assi en respeto de los capitanes pasados, como de los venideros.

7. Sobre la suplica del capitulo septimo, en que pide que los capitanes de dicha ciudad no puedan extraher delinquente alguno de las Carceles sin sabida de los consellers, y teniendo nott. de algunas composiciones que dichos consellers puedan hazer la averiguacion, y dar nott. al virrey.

Decreto de Su Exc.^a

Que se haga como se suplica.

8. Sobre la suplica del cap. octavo, en que pide, que el capitan haya de cobrar el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica quedando siempre la ciudad obligada a pagar a la real caja como hoy lo está.

9. Y sobre la suplica del capitulo nono, en que pide, que ningun haron pueda conocer de las causas de los habitadores, y naturales de dicha ciudad y en el caso delinquieren en sus territorios, que remitan los procedimientos en poder de dicha ciudad en conformidad de su privilegio.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio sin perjuizio de derecho de tercero, y de los pleytos que hay hoy pendientes.

Decreto Real.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide la ciudad se le guarde el privilegio que le está concedido, de que su cap.^{ta} y consellers puedan hazer la extracion de officios, y nueva insaculacion sin dar parte a los virreyes.

He resuelto se le guarde dicho privilegio en quanto estuviere en uso.

11. Sobre la suplica del cap. onze, doze, treze, catorze, quinze, y diez, y seis, en que pide en el dicho cap. onze, que se pague a los que labraran el Real del labrador ó que se recompense a la ciudad en lo que pagará por el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que por quanto en los tres brazos suplican lo contrario no ha lugar por ahora.

12. Sobre la suplica del cap. doze, en que pide de los diez mil escudos destinados todos los años por reparo de las fortificaciones del presente reyno se señale una porcion bien vista todos los años para reparar las murallas de dicha ciudad y por las puertas basta tanto que sean del todo reparadas, y aconchadas.

Decreto del Virrey.

Que de los diez mil escudos se tendrá consideracion a darle porcion.

13. Sobre la suplica del cap. treze, en que pide, que los commissarios de la cavaleria, y sargentos mayores en ocasion de la visita, ó reseña no puedan tomar mas que sus dietas, y lo remanente de las multas sirvan para comprar estandartes, trompetas, contambores, y otras cosas, pertenecientes a la milicia.

Decreto del Virrey.

Que se dará forma que se excusen los excessos.

14. Sobre la suplica del cap. catorze, en que pide, que los coletes de los dieismos, y legados Pios no tomen cabos sueldos.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia donde les combenga.

15. Sobre la suplica del cap. quinze, en que pide, que todos los aduaneros reales de la ciudad de Caller, o de las demas del reyno abonen el derecho real que constará averse pagado a los Duaneros de dicha de Iglesias conforme lo acostumbrado.

Decreto del Virrey.

Que se consultará con el patrimonio.

16. Y sobre la suplica del cap. diez y seis, en que no se puedan enascular forasteros en consellers, y los que estaran enascularos en cabo sean militares, y personas generosas, ò que gozen del privilegio de aquellos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica exceptuados los que fueren domiciliados, y casados en dicha ciudad que pueden ser admitidos en el saco, que les tocara.

Decreto real sobre dichas suplicas.

Me he conformato con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Iglesias.

1. Sobre las suplicas de los capitulos primero, segundo, tercero, quarto, y quinto, sexto, y septimo, en que representan; a saber es: en el primero, que se resituhigan al cabildo las islas de san Antioño, y demas adyacentes.

Decreto del Virrey.

Por ser materia de justicia que lo pidan donde perteneciere.

Sobre la suplica del capitulo segundo, en que pide se conserve el cabildo en la possession de la jurisdiccion civil y criminal en los ministros deputados.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde la jurisdiccion, que les tocara.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que piden, que puedan tener los obispos para el gobierno de sus baronias quatro, o cinco sujetos seglares.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde lo que fuere de derecho.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide, que cada año se dea a los ecclesiasticos un carro de sal.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

5. Sobre la suplica del cap. quinto en que pide, que los coletes, y administradores de los saltos, y derechos de la sal dentro un año cobren el arrendamiento sinque despues puedan repetir la deuda.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica siendo de termino por dos años, y no constando haverse pedido justicialmente.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que no se cobre mas que los cinco sueldos de los arados de trigo, y sevada.

Decreto del Virrey.

Que se pida por justicia.

7. Y sobre la suplica del cap. septimo, en que pide, que se puedan llevar a vender en la fiesta de san Antioño todo genero de ganado, y ropas de mercancia.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el privilegio de la feria.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformato con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. otaño, en que pide conceda puerto abierto a la ciudad para poder extraher sus granos sin obligacion de remedirlos en Caller.

He resuelto concederselo, durante mi real voluntad, y assi se lo participareis.

9. Sobre las suplicas de los cap. nono, decimo, y undecimo, en que pide en el referido cap. nono, que se fabrique una fuertelesa en puerto Palmas, y las villas circunvezinas ayuden a la fabrica.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion a lo que pide.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que el marquesado de Palmas, y baron de Tuelada fabriquen una torre en el monte de Serray.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion paraq se effeue lo que se suplica.

11. Y sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que se resituhigan lo que importa la ratta tanto de las siras, como de los demas impositos.

Decreto del Virrey.

Por ser materia de justicia, q lo pidan donde les combeniere.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformedo con lo que haveis decretado.

12. Sobre la suplica del capitulo doze en que pide la concession del real del labrador. — En esta materia se responde en el cap. doze de las sup. de los estamentos.

13. Sobre las suplicas de los cap. treze, calorze, y quinze, en que pide en el de treze que los derechos se imponen en los trigos sean conformes al precio en que se emezan.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartim.^{to}

14. Sobre la suplica del cap. calorze en que pide que se paguen en estas cortes las limosnas se han concedido en las passadas a las iglesias de San Antioy y de la virgen de Barbury.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartimiento.

15. Y sobre la sup. del cap. quinze, en que pide, que se le mande quatrocientos escudos a la cathedral de d.^a ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà atencion en el repartimiento a lo que fuere de justicia, y en lo demas no ha lugar lo que se suplica.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformedo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

16. Sobre la suplica del cap. diez y seis, en que pide me interponga con su Santidad paraque conceda buleto paraque d.^a cabildo pueda contribuir a la porcion que le tocara en el servicio de las cortes.

He resuelto digais me interpondré con su Santidad, a fin de que se sirva conceder breve assi por lo que toca a essa iglesia, como por lo que mira a las demas del reyno.

Encontrada Real de Barbagia Belvy.

4. Sobre la suplica del cap. pñero en que pide confirmacion de todos sus privilegios, y que se le observen inviolablem.^{te}, non obstante qualq. abuso que huvieren en contrario.

He resuelto digais se le guarden en quanto estuvieren en uso, y no fuere de perjuizio de tercero.

2. Sobre las suplicas del cap. segundo hasta el diez, y ocho inclusive, en que pide end.^a cap. segundo, en que se le conceda la gracia de aquellos que deven pagar por el ebarbajo de los cochinos segun se les concedió en el cap. quarto del parlamento del conde de Elda.

Decreto del Virrey.

Que enseñe el cap. de corte que representa.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide que puedan en tierras proprias tancar, y plantar viñas sin licencia del real patrimonio.

Decreto del Virrey.

Siendo proprias las terras, bagasse como se suplica.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que pide que los vassallos puedan libremente cortar leña, y maderaje que tendran menester por sus usos proprios de las montañas de la encontrada solamente con revista, y licencia del off.^e

Decreto del Virrey.

Que acudan por la licencia, y que no se les lleve cosa alguna por ella.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide que puedan traher, o sacar narbones y desboscar los pedaços de tierras que hallaran ser a proposito para labrar sin incurso de pena, no tocando los arboles frutiferos.

Decreto del Virrey.

Que se dará las ordenes convenientes para aliviarlos.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que el sargento mayor no pueda tratar mal a ningun mayor, ni vassallo, y solamente sean obligados a darles los cavallos que les mandan los cap. de corte.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide que el dicho sargento mayor haga la lista de los milicianos con assist.^a de los sindicos de cada villa, y de cinco probombres.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo, en que representan, que se observen los privilegios en orden a que el official sea natural, y que sea de los nombrados en terna.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde el privilegio, que tienen.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide expressar no sean obligados a pagar demas de quatro reales cada uno por cada processo, y por los cochinos una achisorgia.

Decreto del Virrey.

Que no tomeu mas de aquello que se ajustaron tomar de por antes.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que quien ha servido de off.^e por privilegio real, o por encomienda no puedan servir de off.^e hasta que passen tres bienios.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que piden que el consultor real no pueda tomar salario de las interlocutorias de los processos solo un escudo por el salario de sentencia definitiva.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la suplica del cap. duodécimo en que pide se observe la costumbre en razon de pagar al real patrimonio el derecho de las obejas.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que pide que puga poder tener consellers, o jurados en la forma que los tiene la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide que los vassallos de las comunidades devan de congregarse el dia de la Natividad de San Juan Baup.^{1a} en la villa de Bely, y en la parroquial iglesia de aquella y se alisten en la terna los tres que la mayor parte de dicha com.^a eligirá.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que representan, que tratandose de las comenienias de las comunidades en conformidad de los reales privilegios puedan los vas.^{os} de cada universidad juntarse con assist.^a del mayor de cada villa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto, en que refieren que se pueda fabricar un archivo para archivar todos los procesos, y que los señores utiles les pasen cuenta a los escrivanos los gastos que haran por d.^o archivo.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia por ser en perjuizio de tercero.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo, en que pide que los arrendadores, ni los ministros patrimoniales no hagan obstaculo a los vassallos para poder labrar libremente a vidazoni ordinaria en la montaña de Montilongiu.

Decreto del Virrey.

Que informandose de lo que contiene esta suplica se proveherá el alivio q. suplican.

18. Y sobre la suplica del cap. decimo octavo, en que piden que el numero de los exemplos se repartan en las otras villas de la encontrada, porque todos igualmente gozen del honor, y de la exempcion.

Decreto del Virrey.

Que se proveherá de remedio para alivio de los vassallos.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformedo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Campidanos de Oristan.

1. Sobre la sup. del cap. primero hasta el diez y nueve inclusive, representan a saber es: en el cap. primero piden que se repulsen las visitas fiscales in perpetuum en las villas han estado, o han sido visitadas, y han tenido asiento admitidas a composicion.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las ordones reales, y que las visitas no se hagan sino de tres en tres años, segun lo manda su magestad.

2. Sobre las suplicas del cap. segundo, en que expresan, que por los cochinos de ebarbajo de diez pegus en abajo no se pueda tomar derecho alg.^o y de diez en arriba de cada diez cochinos se tomen un pegus corriente maly bueno segun estan en la gama, y no escogidos, y que tomen los mismos pegus luego, y no se les carguen en dinero.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores, o coelores hayan de cobrar, el ebarbajo en especie, y a su tiempo, y que en lo demas se observe lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide que se haga estimo de la montaña, y que sean preferidos los cochinos de los naturales a los forasteros.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que piden que se haga nuevo repart.^o por el donativo, en que se reparta aquel segun las calidades de las haciendas.

Decreto del Virrey.

Que se atendrá que se haga con igualdad.

5. Sobre la suplica del cap. quinto en que pide, que se observe la real pragm.^a y cridas reales que no se pague mas que a sueldo por cabeza de las tenluras, que se haran por los Ministros.

Decreto del Virrey.

Se guarden las pragmaticas, y pregones.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que piden, que se assienten los numeros, y signos del bestiar, que tenturaran segun las pragmaticas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que piden, que

se observe lo acostumbrado en el bestiar manso e hyeguas, que no puedan ser tenturados en saltos de herbaie.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

8. Sobre la suplica del cap. otavo, en que piden, que se nombren en cada villa una persona para ajozar las tenturas en caso de diferencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como piden.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que piden, que el off.^l de justicia sirva annual y concluyendo aquel purge tabla, y que no pueda servir mas hasta que sean pasados otros tres años.

Decreto del Virrey.

Que se haga como piden.

10. Sobre la sup. del cap. decimo, en que piden que los ministros de justicia no puedan admitir regalo de bestiar vivo.

Decreto del Virrey.

Que el oficial no pueda pedir ganado el tiempo que durare su gobierno.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide que no se lleve regalo de carnes de una encontrada a otra sin certificatoria, y revista de la curia donde partio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

12. Sobre la sup. del cap. duodecimo, en que pide que los oficiales no tomen el real que havian introducido tomar por las firmas de los mandatos, y de causas civiles, y criminales.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

13. Sobre la sup. del cap. 13 en que expressan, que no se tomen salarios de los mandatos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se pide.

14. Sobre la sup. del cap. decimo quarto, en que refieren, que las entimas que se haran en las causas civiles no sean por via de mandatos, sino con fixation de entimas.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo pide.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que representan que por la reducion del signo del bestiar no asista el oficial de justicia para hazer la revista, sino un jurado, o otro ministro de justicia inferior, sinque tome derecho alg.^o

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

16. Sobre la suplica del cap. decimo sexto, en que expressan que el oficial, y escrivano no tomen mas de un sueldo por cada certificatoria, o boletín, que hazen de cada signo de bestiar.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

17. Sobre la sup. del cap. decimo septimo, en que piden, que no puedan tomar solo que medio real de la certificatoria que toman para ir en busca de bestiar hurtado el damnificado.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

18. Sobre la sup. del cap. decimo otavo en que pide que las listas de las mesadas y procedimientos se embien por peones, y no por hombres de a cavallo.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden.

19. Y Sobre la suplica del cap. decimo nono en que piden, que las causas minimas, excepto las de hurto, de quinze libras en a bajo de maquicia se decidan, oydas las partes, y que el escriv.^o las registre pagando solamente quatro sueldos entre las dos.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

Me he conformado con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Villa de Quarte.

1. Sobre las suplicas de los capitulos primero hasta el de catorze inclusive on que expressa, a saber es sobre el cap. primero, que el officio de mayor de la villa lo devan de servir los principales tonsurados, y familiares sin exempcion de persona.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmática, y pregones.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que piden que se observe el capitulo de corte del ex.^{ma} duque de Montalvo en orden a los privilegios concedidos a los labradores.

Decreto del Virrey.

Exhiban el capitulo.

3. Sobre la sup. del cap. tercero, en que piden que

aquellos, que no tendran bueyes devan de labrar con assadones quatro estar de trigo, y alg.^{ua} de savada.

Decreto del Virrey.

Que acuda al real concejo.

4. Sobre la suplica del cap. quarto en que piden, eò representan se le conceda sea a gusto de los vas.^{os}, el dar a los ministros, o arrendadores la gallina que suelen dar o los tres sueldos.

Decreto del Virrey.

Que lo pida por justicia.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que suplican se les conceda que en prado sidado no pueda entrar bestiar rude, ni que en el prado de mindas no pueda entrar d.^o bestiar rude desde el mes de henero hasta el mes de mayo.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmatica.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que pide que los bueyes mansos los pasturen y apasienten los amos, y dueños de ellos, o destinar para este effeto un hombre de paga que sea de satisfacion.

Decreto del Virrey.

Que acuda al concejo.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide que las guardias maritimas las paguen todos en general tanto personas exemptas seculares, eclesiasticos, tonsurados, y familiares, y ministros de milicia sin exemption de persona alguna.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

8. Sobre la sup. del cap. otavo en que piden que se les conceda que los arrendadores de las salinas no tengan que ver en el herbage de los territorios de las salinas sino que aquel quede por el bestiar de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que aoudan a la procuracion real.

9. Sobre la suplica del cap. nono en que piden que dentro la villa no puedan entrar ningun genero de bestiar rude sino por su regalo hasta a seis carneros, y obeyas, o cabras cada año.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion de la real pragmatica.

10. Sobre la sup. del cap. decimo en que representa que el repartimiento se hará del real donativo se tenga consideracion a la rebeja del num. de los vasallos y sus haciendas.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion a lo que representan.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo representan que, en consideracion a la mayor parte de las haciendas las tienen hoy los habitantes de Caller, los quales por ser exemptos no pagan, y los cargos de los derechos vienen sobre los pobres, que se rebaja una cantidad en el repartimiento que se hará.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

12. Sobre la sup. del cap. doze en que dicen que muchos vasallos de dicha villa suelen empenar el mosto a dos sueldos y medio el quartel, y segun algunas anadas a menos, y que assi todos los años se le deva de aforar el reflexido mosto dando el precio segun la anada.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

13. Sobre la sup. del cap. treze, en que piden, que el pror.^o de corte de dicha villa se haze de pagar de cada querela, agora sea de instancia de parte, o sea instancia fiscal, veynte sueldos, y assi que aquel no pueda cobrar, ni los ministros forzar a ningun reo por los dichos veynte sueldos no viniendose a declaracion de la causa.

Decreto del Virrey.

Que se proceda segun fuere de derecho.

14. Sobre la suplica del cap. catorze, en que representan, que atento los vasallos de la referida villa estan obligados para ir de guardia a las marinas para evitar las invasiones del enemigo, para cuyo effeto es necessario llevar armas de fuego.

Decreto del Virrey.

Que acuda a la secretería da su excellencia.

Decreto real sobre dichos capitulos.

Me he conformado con lo que haveis decretado.

Villa de Siliqua.

1. Sobre las sup. de los cap. primero, segundo, y tercero en que pide, o representa, a saber es en el referido cap. primero, que de algunos años a esta parte han intentado el baron, y sus regidores por el grave daño, y perjuizio de la comunidad fue excluydo con sentencia de la real audiencia de algunas pagas que con poca justificacion tomavan a los referidos vasallos y obrar contra lo dispuesto en dicha sentencia, y se mande que se observe ad unguem el thenor de dicha sentencia.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

2. Sobre la sup. del cap. segundo en que pide que

se les observe lo que antecederamente se observava de que constando del daño que hiziere el bestiar mediante revista del mayor del prado, y con juramento de la persona que recogiere el bestiar.

Decreto del Virrey.

Que lo pida por justicia.

3. Y sobre la sup. del cap. tercero, en que pide en que se revoquen unas gradas que se mandaron publicar paraque en los saltos de dicha villa huviesse guardias para evitar hurtos, y robos, y que los ministros de justicia q.^{ta} sea menester hagan dichas rondas, pues de-rechamente toca à aquellos el hazerlas.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan al real concejo.

Decreto real sobre dichas suplicas.

Me he conformato con lo que haveis decretado.

4. Sobre la sup. del cap. quarto en que pide la villa no se le obligue a sus vecinos a conduzir la cantidad de paja que se le ha impuesto para la cavalleria de mis virreyes de este reyno.

He resuelto en concederselo en la conformidad que lo suplica, y así se lo participareis.

5. Sobre las sup. de los cap. quinto hasta el de undecimo, en que representan a saber es en el dicho cap. quinto que los prados de Siddu estan deputados para el bestiar mano, sinque por ningun caso se los pueda apropi- ar ningun particular con ningun genero de titulo, y que de algunos años a esta parte diversas personas se han apoderado de aquellos, eo de la mayor parte con oca- sion de haverse hallado unos gobernando, y suponiendo, lo havrian comprado de los sindichos, y assi que se los conceda el que dichos prados buelvan a lo acostumbrado quitando las tancas que se ha hecho, y aumentado algo mas aquellos para poderse sustentar el bestiar.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

6. Sobre las sup. del cap. sexto, en que representan que los vassallos de dichas villas no esten obligados a pagar al Baron por el derecho del esbarajo de los co- chinos mas de un cochino pequeño, eo achisorgiu por cada señal, que assi se les conceda, que en adelante que no se les tome mas a dichos vassallos del dicho derecho que han acostumbrado.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

7. Sobre la sup. del cap. septimo en que piden que los vassallos de dicha villa no esten obligados por el de- recho dominical de hazer mas que un viaje al Baron sea el dicho viaje acerca, o lejos, y que assi en adelante no sean molestados de hazer mas viajes del uno en que estan obligados.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la disposicion del Pregon.

8. Sobre la sup. del cap. octavo en que piden, que algunas vezes ha sucedido que los mayores de justicia do dicha villa quando hazen alguna captura, o alguna otra diligencia, el official se toma el derecho que al dicho mayor toca, y que assi se les conceda, que de aqui ade- lante los dichos derechos, que tocan al referido mayor por qualquiera diligencia que hagan no se los haya de tomar el mencionado official.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

9. Sobre la sup. del cap. nono en que representan, que los ministros de milicia, familiares, y Varas de la santa inquisicion se hazen renitentes a pagar las derramas comunales, y que assi se les oprima a los sobredichos paraque hayan de contribuir con los demas vassallos, sin que para lo referido se puedan valer de ninguna exencion.

Decreto del Virrey.

Que acudan a la real audiencia.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que exponen que la dicha comunidad padecia grave daño en el bestiar, tanto proprio, como forastero, arquilando los re- gidores, y amministradores de dicha villa sus saltos, y que la dicha comunidad consertó con aquellos a pa- garles por los dichos saltos cien libras cada año para la conservacion de su bestiar al qual concierto no quisieren venir a bien algunas personas con el pretexto o combe- niencia de tener ellos los territorios para su ganado quitan- dose a aquellos los mejores territorios, y en esta con- formidad suplican se les haya de observar el referido concierto.

Decreto del Virrey.

Que acudan a la cancelleria.

11. Y sobre la sup. del cap. onze representan, que despues de la muerte del quondam don . . . Guables que entró en possession de aquel estado don Felis Brondo han introducido de tener los marqueses de Palmas una curia mayor de esta de Caller, con la qual causa exces- sivos gastos a los pobres vassallos, en tanta manera que si quieren un mandato de poca importancia hazen pagar a la parte que lo pide quarenta sueldos, y que assi por serles inconvieniente se haya de quitar dicha curia que se den los despachos a las partes conforme lo tenian al tiempo del marques don Alfonso Guables.

Decreto del Virrey.

Que lo pidan por justicia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me he conformato con lo que haveis decretado.

Y en esta conformidad decretareis las suplicas, que

me han hecho los testamentos, ciudades, cabildos, y lugares de este reyno, y aceptareis en mi real nombre el servicio, que me hacen, y celebrareis el solo de las cortes en la forma que se acostumbra, y hareis las demas que combenga para su conclusion, avisandome de ella, y de todo lo que se ofreciere para que lo tenga entendido. Datum en Madrid a xxij de agosto del año mdcxxviii.

Yo el Rey.

Lugar del Sello +

V.^a P.^a Ant.^a Arag.^a

Don Joseph de Haro, et Lara.

V.^a Don Michael de Galba.

V.^a Don Raphael de Vilosa regens.

V.^a Xulfe regens.

V.^a Fernandes ab Heredia regens.

V.^a Marchio de Castelovo.

V.^a Don Matheu regens.

V.^a Don Antonius de Calarjud.

Duplicado.

Al virrey de Sardefia con las resoluciones, que su Magestad ha sido servido tomar en las suplicas que haze aquel reyno, y sus partidos en las presentes cortes, que celebra el conde de Santisteban.

LV*.

Tassa Innocenziana del foro ecclesiastico nelle materie spirituali, o vero dichiarazione sopra quelle cause, e materie ecclesiastiche e spirituali, nelle quali nel foro ecclesiastico et episcopale non si può, nè si deve esigere emolumento alcuno, eccetto quello che si dichiara per il solo cancelliero con la riforma de gli abusi contrari (sic).

(1678. — 4.^o ottobre).

Dall'Archivio arcivescovile di Sassari.

4. Essendosi avuto ricorso alla Santità di Nro Signore Innocenzo XI per molti vescovi, arcivescovi, et altri prelati zelanti, acciò per sicurezza della loro coscienza e per togliere ogni occasione di dubbio, che potesse nascere dalle diverse consuetudini delle diocesi, et anche acciò non siano ingannati da loro vicari, cancellieri, et altri ministri e famigliari si stabilisca una tassa generale et uniforme per il foro episcopale, o vero ecclesiastico, ne mancando i ricorsi de cleri e de popoli, à perciò la Santità sua deputato una congregazione particolare di due signori cardinali prefetti della congregazione d'il concilio e de vescovi, e di quattro altri signori cardinali delle medesime congregazioni, e di due monsignori loro segretari, e delli monsignori datario et auditore della Santità sua, e da questa s'è risoluto non potersi nelle cause contenciose civili, criminali, miste venire alla sudeta tassa generale, senza la precedente notizia delle tasse particolari di ciascheduna diocesi o provincia, potendo giuridicamente

quella esser varia secondo la diversa consuetudine regolata dalla diversità de' paesi e de' luoghi. Bensì doversi con qualche maggior chiarezza per togliere tutt'i dubbi, e gli equivoci dar fuori le dichiarazioni, che in più tempi e diverse occasioni se n' son fatte dalle sacre congregazioni del Concilio, e de' vescovi nelle materie ecclesiastiche, o vero meramente spirituali, acciò in tal modo sapia ciascuno quel che sia illecito, e si tolga ogni scusa o pretesto d'ignoranza, o di consuetudine, dovendo in sì fatte materie l'osservanza esser da per tutto uniforme per la generalità de' canoni e concili, e particolarmente del tridentino, in modo che deve dirsi reprobata et illecita ogni contraria consuetudine o tassa diversa in qualunque modo per l'adietro fatta, conforme dalla medesima congregazione si è stabilito, in modo, che le seguenti dichiarazioni debbano osservarsi d'apertutto senza eccezzazione alcuna, sotto le pene contenute ne' sacri canoni e concili, e d'altre ad arbitrio del Sommo Pontefice, che sarà pro tempore, e nascendo qualche dubbio in contrario, se ne debba consultare la sudetta sacra congregazione del concilio, e non altrimenti.

2. Nella materia degli Ordini sagri e minori, e prima tonsura, cossi per la collazione, come per la facoltà che ad altro si dia di conferirli in qualunque luogo, e qualunque tempo, si stabilisce la regola generale da non ricevere altra eccezzazione, che quella si dirà di sotto, e che nè il vescovo o altro prelato nè il suo vicario generale o foraneo, cancelliere et altri officiali qualsivoglia, nè parenti, e famigliari, o servitori possano esigere, e ricevere emolumento e cosa alcuna sotto qualsivoglia colore o pretesto d'alti per la giustificazione dei requisiti, o vero di tavoglia, fabrica, pettine et altro, nè sotto titolo di regalo o di mancia anche se spontaneamente s'offerisca e desso, eccetto che l'ordinante possa ricevere l'oblazione della candela secondo dispone il pontificale a libbero arbitrio de l'ordinato circa la qualità e peso. Et il cancellero secondo la disposizione del sacro concilio di Trento per le lettere testimoniali della collazione dell'Ordine già dato, o vero per le lettere dimissoriali per la collazione da farsi per un altro vescovo, possa ricevere solamente la decima parte d'un scudo di moneta romana cioè un gullo, o vero l'equivalente nella moneta del paese, e non più da persone, le quali abbiano l'uso del danaro, non già da quei religiosi le quali no ne anno l'uso, come sono i capucini et i minori osservanti, eccetto che nella collazione del subdiacone, per gli atti che si devono fare, per la giustificazione della verità, e sufficienza del patrimonio, o vero del beneficio a titolo del quale si deve promuovere possa esigere quel emolumento, che sia proporzionato alla mera fatica personale per la scrittura e carta, senza che il vescovo, o vicario, o altri officiali, nè direttamente, nè indirettamente ne possa partecipare in modo alcuno, purchè detto emolumento non possa nè debba eccedere un scudo d'oro; ma si la fatica richiedette minore mercede, si debba esigere solamente quel meno. Ma rispetto agl'altri Ordini, et alla prima tonsura non possa esigere cosa alcuna sotto pretesto di registratura de' Brevi, e dispense e d'altre scritture, o di presentata, e di qualunque altra giustificazione e solennità, o remozione d'impedimento.

3. Con dichiarazione che se le sudette lettere testimoniali o vero dimissoriali contengono più ordini, tuttavia non si possa esigere altra mercede che la sudetta d'un giulio sì che non si possa moltiplicare a ragione di ciascun ordine. Non sia però tenuto il cancelliere a far una sola scrittura per più ordini, quando questi siano stati conferiti in diversi tempi e diverse ordinazioni, ma volendo possa farle separate, non già rispetto a quell'ordini che si conferiscono in un istesso giorno, come segue nè minori, ne' quali dovrà farsi una sola scrittura, e nelle lettere dimissoriali, che si diano per l'ordinazione da farsi per un altro vescovo a più ordini, parimente non si possa moltiplicare scritture, nè possa esigere cosa alcuna per il reggio della collazione de gli ordini, o vero per l'accesso al luogo dell'ordinazione con altro pretesto anche di mancia o di regalo.

4. Nella materia de' benefici ecclesiastici, quando si tratta di quelli, che come di libera collazione, o vero com'è devoluti si conferiscono dal vescovo o altro ordinario collatore, parimente si stabilisce la regola generale che nè il vescovo, o altro collatore, nè il suo vicario, o altro qualsivoglia ufficiale, nè il cancelliere, o parenti, famigliari, o servitori possano esigere e ricevere emolumento alcuno, et altra cosa sotto pretesto, o qualsivoglia colore anche di mancia o regalo e volontario donativo, così se siano curati o residenziali, come se semplici o no residenziali, et anche siano capellanie manuali, ma solamente il cancelliere per le lettere della collazione, compresa carta, sigillo, corde; et ogn'altra cosa possa esigere la mercede proporzionata alla scrittura, e materia, purchè non ecceda la somma di giuli dieci di moneta romana o vero l'equivalente nella moneta del paese, senza che si possa pretendere altra mercede sotto qualsivoglia pretesto, e particolarmente per l'approvazione e prelezione nel concorso alle chiese parrocchiali. E per il possesso il vescovo, o vicario, o altro ufficiale non possa esigere cosa alcuna, et il conciliario se sarà dentro la città possa per il reggio et ogn'altro atto esigere giuli tre, se ne' borghi o vero suburbij giuli quattro, e se in altro luogo i medesimi giuli quattro il giorno e le spese di vitto e viatico. Bensì che nel luogo del beneficio vi sarà il cancelliere del vicario foraneo o altro notaro, si dovrà il possesso commettere al vicario foraneo o suo cancelliere senza la necessità del viaggio de l'cancelliere episcopale. Quanto a benefici di provisione apostolica perchè siano riservati o vero afeti avanti la loro provisione, così ne' benefici curati nei quali per l'ordinario si danno le lettere testimoniali alla dataria per la provazione, e della prelezione nel concorso secondo la forma del concilio di Trento, come anche ne gli altri benefici non curati, e particolarmente ne' residenziali, per i quali si sogliono dare le attestazioni alla dataria sopra la vita e costumi, et idoneità de' concorrenti per le dette lettere non si possa esigere o ricevere mercede et emolumento alcuno in danaro o in altre cose, sotto qualsivoglia pretesto o colore anche di volontario donativo, ma si debbano dare affatto gratis.

5. E dopo la provisione per l'esecuzione delle lettere apostoliche quando siano nella forma graziosa, non possano il vescovo o altro prelado ordinario del luogo,

o suo vicario e cancelliere, et altri ufficiali pretendere di doverne essere per necessità esecutore, et il notaro per il possesso; ma se il provvisto eleggesse l'ordinario ufficiale et il suo cancelliere, o veramente se le lettere fussero nella forma che si dice *dignum* indirizzate all'ordinario, o vero al suo vicario, il quale perciò ne fusse necessariamente l'esecutore, così nel uno come nel altro caso, non essendovi legittimo contraddittore, in modo che l'esecutore sia mero, parimente il vescovo o altro prelado, et il suo vicario, o altri ufficiali e suoi famigliari, servitori, et attinenti, non possano nè debbano esigere e ricevere emolumento alcuno in quel istesso modo che di sopra s'è detto ne' benefici d'ordinaria collazione, ma il cancelliere possa per la copia e registro delle lettere apostoliche et altri atti ricevere la mercede proporzionata alla fatica per la scrittura, purchè non ecceda in tutto un scudo d'oro. Et essendovi contraddittore, sì che convenga di far processo giudiziale, la mercede del cancelliere per la sua fatica si possa stendere a due scudi d'oro e non più, senza che il vescovo, o vicario, o altr'uffiziale possa esigere e ricevere emolumento alcuno, mentre, nelle cause ecclesiastiche e spirituali ordinano i sagri canonici, che non ostante qualsivoglia consuetudine il giudizio si debba interporre *gratis*. E per il possesso s'osservi quell'istesso che s'è detto di sopra ne' benefici conferiti dall'ordinario collatore.

6. Nelli benefici di padronato nascendo dubbio sopra l'esistenza del padronato con il procuratore fiscale, o vero col provisto, che ne pretenda la libertà, si debba in tutto e per tutto osservare quel istesso che di sopra si è detto ne' benefici di libera collazione col contraddittore. Ma se non contravertendosi l'esistenza sia la controversia tra compadroni o vero presentati da essi sopra la pertinenza, in tal caso si reputi come causa civile profana, e per conseguenza s'osservi la solita tassa di ciascuna curia, sino a tanto che si faccia l'altra tassa delle cause profane civili, criminali e miste.

7. Generalmente così nelle capellanie manuali, come nelle nuove fondazioni et erezioni de' benefici, capellanie, confraternite, congregazioni, o vero fondazioni, benedizioni e consegrazioni, e rispettivamente visite et approvazioni di chiese e d'oratori così con l'autorità apostolica come con l'ordinaria, il vescovo o altro prelado, e suo vicario, e qualunque ufficiale non possa esigere e ricevere emolumento alcuno ma solamente il cancelliere possa esigere quella mercede che sia proporzionata a la sua fatica per la scrittura purchè non possa eccedere in tutto un scudo d'oro, ma si meno se minore sarà la fatica.

8. Nelle cause e materie che riguardano il matrimonio et i sponsali così per l'esecuzione delle dispense apostoliche matrimoniali, come per la giustificazione dello stato libero, o che non vi sia canonico impedimento et anche per la dispensa alle pubblicazioni o per la licezza di potersi contrarre in casa o in altro luogo o tempo insolito e proibito, o che si possa contrarre in presenza di altri che del parrocho, et ogn'altro atto che occorresse fare il vescovo et il suo vicario, et ogn'altro ufficiale o familiare, non possa sotto qualsivoglia pretesto o colore, anche di mancia e di volontario donativo esigere o ricevere emolumento alcuno nè in danaro nè in

altre cose, ma solamente il cancelliero possa esigere la mercede proporzionata alla fatica della scrittura, cioè nell'esecuzione delle dispense giulj tre, e per i testimoni sopra lo stato libero o che non vi sia impedimento un giulio per testimonio, purché in tutto non s'eceda un scudo di moneta romana, cioè dieci giulj o vero il loro equivalente nella moneta del paese. Non comprendendosi le cause contentiosi tra i coniugi sopra la validità del matrimonio o vero sopra la separazione di l'oro stimandosi questa causa giudiziale profana, nella quale s'osserverà la tassa di ciascun tribunale finché si provveda.

9. Generalmente in tutto quello che riguarda i monasterij delle monache, et i conservatorij di quelle donne le quali a guisa di monasteri e monache rispettivamente vivono ritirate, il vescovo o altro prelado, il vicario cossi generale com'è particolare, e qualunque altro ufficiale o deputato, et il cancelliero et anche i parenti et i famigliari del vescovo o prelado, o de' suoi uffiziali non possano eseguire, e ricevere emolumento alcuno in danaro et in altre cose, eccetto che quelli comestibili che siano proporzionati all'uso e consumo proprio dentro tre giorni, anche con titolo di donativo per l'ammissione all'abito monastico, per l'approvazione del deposito della dote, per la professione, per l'ammissione dell'educande et altre donne secolari, per le renunzie che si fanno dalle novizie, per l'elezione dell'abadessa o altra superiore, per licenze de' medicj, chirurgij et operarij, per le licenze di parlare alle monache et altre che sono nel monasterio, per la deputazione de' confessori, capellani, procuratori, esattori et altri ministri, e generalmente per ogn'altra che riguarda al governo, ma solamente il cancelliero per il rogito delle renunzie e per gli atti che convenga fare sopra la giustificazione del deposito della dote, possa esigere la mercede proporzionata alla fatica della scrittura, purché non ecceda in tutto giulij cinque moneta romana, o vero l'equivalente nella moneta del paese.

10. Parimente per una regola generale da non soggiacere a limitazione alcuna il vescovo o altro prelado, suo vicario generale o particolare, cancelliero o qualunque altro ufficiale, ministro, e familiare anche sotto nome di mancia, o volontario donativo non potrà esigere e ricevere emolumento alcuno cossi in danaro, come in qualunque altra cosa in tutto quello che riguarda l'amministrazione de' sacramenti del batesimo, della cresima, della penitenza, dell'eucaristia e dell'estremaunzione anche per l'esame e approvazione, o licenza d'amministrarli. Anzi incarica a' vescovi e prelati, e loro vicarij et uffiziali che non lo permettano; a' curati ed a' confessori, ed altri ministri, e particolarmente nel prendere il piatto o altro vase nel quale sia riposto il vase dell'oglio santo per l'estremaunzione, o del crisma nel batesimo, ovvero tovaglie, fazzoletti, e altre cose dichiarandosi tutto ciò illecito. Come anche a non chiedere ne esigere cosa alcuna per la benedizione delle donne infantate, quando dopo il parto secondo il rito ecclesiastico per la prima volta entrano in chiesa.

11. In quelli diocesi nelle quali regna l'antichità consuetudine ch' il vescovo o altro prelado, et ufficiale faccia il testamento per l'anima di quelli che moiono ab intestato di quella somma moderata, nella quale secondo i decreti

della sag. congregazione può esercitare tal facoltà, non possano esso e suoi uffiziali, ministri, parenti e famigliari partecipare in modo alcuno sotto qualsivoglia colore, o pretesto anche di povertà, ma il tutto si debba effettivamente applicare ad usi et opere pie, ne per l'adempimento di tal disposizione si possano in modo alcuno impedire o ritardare la sepoltura, ell'esegui o funerale al defonto, dovendosi esercitare giuridicamente l'azione sopra i beni ereditarij e si debba osservare la lettera circolare della sagra congregazione de vescovi sotto gli 19 agosto 1678.

12. Come anche in modo alcuno si possano impedire o ritardare la sepoltura e l'esegui o funerali a diffiniti cossi cittadini come forestieri per il pagamento di quell'emolumento che dal vescovo o dal capitolo, o dal curato e qualunque altro per la consuetudine del paese si pretendano, ma parimente rimangano illesi l'azioni giuridiche ne' beni sopra i quali si dovranno esercitare, senza che in modo alcuno si faccia represaglia al cadavere, o vero che si diano molestie personali a figli, moglie o parenti, et ancora non si possa esigere cosa alcuna per la licenza di trasportare i cadaveri o vero di sepolirli più in un luogo che nel altro.

13. Si dichiara ancora illecito ogn' emolumento diretto et indiretto, e per conseguenza se ne proibisce al vescovo o prelado, suo vicario e cancelliero et ogn' altro ministro, e famigliare ogn'esazione sotto qualsivoglia pretesto anche di mancia o donativo nelle infrascritte cose, cioè:

Per la licenza o patenti di predicare cossi nella Quadragesima, nell'Avento, come in tutti gl' altri tempi.

Per la licenza di lavorare nelle feste anche per applicarsi ad usi pii sicché si dia onninamente gratis, e quanto alle contravvenzioni d'aver lavorato, le pene tutte si applichino effettivamente ad opere e luoghi pii senza partecipazione alcuna benché minima, eccetto ch' all'esecutori e ministri inferiori volgarmente Sbirri per la cattura si dia la mercede proporzionata alla diligenza e fatica, purché non ecceda i tre giulij in tutto.

Per la revisione de' conti de' luoghi pii

Per la recognitione, approvazione e pubblicazione delle relichie, dell'indulgenze, et altari privilegiati.

Per licenze di questuare.

Per l'attestazione della povertà o altro requisito, eccetto il cancelliero possa esigere in tutto e per tutto un giulio, di moneta romana o l'equivalente.

Per la licenza d'esser assente dalla residenza, e generalmente per le dimissorie che si sogliono concedere a quelli li quali partono di casa per andar in altro paese.

Per le monitoriali, per le revelazioni di scononiche, cossi quando si diano ad essa curia et ordinario come quando si pubblicano le lettere apostoliche eccetto che il cancelliero possa per la mercede della scrittura esigere un giulio solamente.

Per la dichiarazione dell'incorso nelle censure per la percossione de' chierici, et altre somiglianti cause e per la loro assoluzione, eccetto che il cancelliero per la fatica della scrittura possa esigere giulij due eccetto che nell'esecuzione de' brevi della penitenziaria, nel qual caso per quel che appartiene all'assoluzione, ne anche il cancelliero possa esigere cosa alcuna.

Per la facoltà d'escribir i pontificati.

Per l'esecuzione de' brevi apostolici o vero licenza della sag. congregazione nell'alienazione de beni di chiese e luoghi pii o vero imposizioni di censi solamente il cancelliere possa esigere la mercede proporzionata alla fatica della scrittura, purchè non ecceda in tutto giulij dieci di moneta romana, o suo equivalente. Come anche per tutto quello che appartiene alla difesa dell'immunità ecclesiastica cossi personale, com'è reale e locale, e particolarmente di quest'ultima non si possa in modo alcuno sotto qualsivoglia pretesto ricevere, et esigere mercede o vero emolumento, ma il tutto si debba fare gratis.

Le pene, le multe e le composizioni s'applichino per iuvare ad uso de luoghi pii, senza che il vescovo o vicario e suoi uffiziali direttamente, ne indirettamente n'abbiano partecipazione alcuna.

Il sussidio caritativo in quelle diocesi nelle quali sia solito esigersi, e non altrimenti s'esiga solamente per una volta nell'ingresso del vescovo secondo la tassa solita antigha d'anni 40 in dietro, sicchè non s'attenda il solito più moderno da detto tempo in giù, ne si possa più esigere sotto qualsivoglia pretesto anche di volontario donativo.

Quanto alla visita s'osservino inviolabilmente il decreto del sag. Concilio di Trento e le dichiarazioni della sagra congregazione, e particolarmente da quelli i quali concorrono alle spese de cibbarij, ne mediatamente, ne immediatamente, si passino ricevere regali e donativi, anche di cose comestibili. Et ancora non si possa esigere emolumento alcuno per gli atti della visita, decreti o presentate di scritture, o vero per la revisione di decreti delle visite antecedenti e della loro osservanza, mentre da quelli i quali sono visitati si ricevono le spese del vitto.

Die prima 8.^{bris} 1678, facta per me infrascripti intrin resolutionū seu declarationū relatione sanctissimo D. N. Innocentio XI mediante illarum lectura de verbo ad verbum, sanctitas sua laudavit, approbavit, ac servari mandavit earumque observantiam et publicationem iniunxit sacrae congregationi consilij.

Io: Baptista de Luca prefati SS^{mi} Dⁿⁱ N. Innocentij Papae XI Auditor, et Secretarius Memorialium.

Die octava 8.^{bris} 1678. Sacra congregatio E^{mmo}ri S. R. C. Cardinalium Concil. trident. Interpretū inhaerendo mandatis sanctitatis suae censuit praemissam taxam seu declarationem typis dandas esse, et per litteras circulares ad quoscumq. locorū ordinarios transmittendas, ut eas in cancellaria loco omnibus patenti retineri faciant easdemq. adamussim faciant observari.

F. Card: Columna Praef.

Loco + Sigilli.

S. Card. Brancacius Episc. Viterbien Secret.

Die, mense, et anno quibus supra, dicta taxa affixa, et publicata fuit ad Valvas curiae, et aciei campi floriae ac in alijs locis solitis et consuetis urbis per me Gregorij Staggii apostolicū cursore pro D. Mag. Curs. Thomas Orlaudus sanctiss. D. N. Papae cursor.

LVI*.

Altri esemplari di lettere reali e viceregali, con le quali i membri dello STAMENTO MILITARE di Sardegna furono incitati a intervenire al PARLAMENTO GENERALE celebrato in Cagliari nel 1688, sotto la presidenza del vicere duca di Monteleone, principe di Noya.

Dagli autografi posseduti dall'autore del presente CODICE DIPLOM.

4.

Lettera reale di Don CARLO II re di Spagna a uno dei membri dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, invitandolo a intervenire al suddetto PARLAMENTO.

(1686. — 40 ottobre).

EL REY.

Noble y amado nuestro don Juan Tola (1).

Las graves ocupaciones, que se me ofrecen, me impiden lograr el deseo que tengo de ballarme presente en esse reyno para tratar de lo que tocara al servicio de Dios, conservacion de mi real corona, beneficio de la republica, buena administracion de la justicia, defensa y custodia de su reyno de CERDEÑA. Y asi he resuelto, que el duque de Monteleon, a quien he nombrado para servir los cargos de mi lugarteniente, y capitan general, en mi real nombre, y en virtud del poder que para ello le he dado, celebre luego en el, PARLAMENTO GENERAL. Emargo os, que al tiempo, y lugar que os señalare, assistais, y intervengais a la celebracion de dicho PARLAMENTO, baviendo os en el, en el disurso, y conclusion del, con el celo que acostumbrais, y deveis à mi real servicio, que en ello le recibirè muy particular.

Dat. en Madrid à x de octubre de MDCLXXXVI.

YO EL REY.

V.^l Calatayud regens.

V.^l Don Joan. Bapt. Pastor regens.

V.^l Don Jos. de Rulb regens.

V.^l Valero regens.

D. Joseph de Haro et Lara secretarius.

2.

Lettera viceregia, con la quale lo stesso membro dello STAMENTO MILITARE è incitato a intervenire al suddetto PARLAMENTO.

(1687. — 6 novembre).

El duque de Monteleon, princep de Noya, virrey, lochtinent, y capitan general etc.

Al amat de sa magestat don Juan Tola, salut, y dileccio. — Per quant lo rey nostre señor ab ses oportunes provisions de la data en Madrid señal ab 8 del mes de octubre

(1) Lo stesso di cui nelle precedenti CARTE, n.° L.^a, 2.^a e n.° LII.^a, 1.

del propassat any 1686. Nos ordena, comiet, y mana, que en sa real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit efecte los tres ESTAMENTS del present regne, per tratar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants al servey de nostre señor Deu, bona administració de la justicia, conservació de la real corona, benefici de la republica, custodia y defensa del present reñie, y pan, y quietut de aquella. Per tant vos diem, y istam, y manam, que por lo die 6 del mes de gener primo venient del any 1688 siau, y comparegau en esta ciutat de Callar devant nos, vos, o vostre legítim procurador ben instruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la matexa calliat, y estat, per assistir, tralar, y offerir, concloure, y fer tot lo demes en aquell convidrà, à tal que les coses que seran per nos proposades, y tractades, se pogan ab tota brevelat determinar, y concloure, segons sa real magestat ab sa real lletra, que ab les presents se os remet, lo significa, y mana; ab cominacio, que dit termini passat, vostra ausencia en res obstant, se passará avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusio de aquell.

Datum en Callar als 6 de novembre 1687.

El duque de Monteleon
Príncep de Noya.

V. Pastor regens.

V. Levasq. p. Gott.

LVII*.

Cortes generales celebradas por el ex.^{ma} señor duque de Monteleon en el año 1688.

Dall'antico Archivio patrimoniale regio di Sardegna.

El Rey,

III.^a duque de Monte Leon primo mi lugar.^a y cap.^a gen.^a Haviendo visto lo que me representais en vuestra carta de veynte quatro de mayo proximo passado, y la finesa con que han concurrido los estamentos, y particulares de esse reyno en la concession del servicio de setenta mil escudos cada año para un dezenio, cuya experiencia es muy correspondiente a las que han tenido siempre mis gloriosos progenitores de la ignala fidelidad de tan buenos y leales vassallos, queda en mi real gratitud la justa estimacion que corresponde a su zelo parabonarlos y favorecerlos en quanto conduxiere a la combeniencia de esse reyno y de sus particulares, y assi en esta conformidad se lo participareis dando a los estamentos las cartas que con esta se os remiten, y direis que haviendose reconocido el processo de las cortes, y todo lo demas que me han representado en su nombre el marques de Lacony gentil hombre de mi camara, y mi mayordomo su síndico he tomado las resoluciones siguientes.

4. Sobre la suplica que este reyno haze en el cap.^o para de no haviendo podido pagar por entero lo que

devian del donativo passado se perdona todo lo atrasado a las ciudades, villas, y magnates..

He resuelto perdonar a las ciudades, villas, y lugares y demas universidades de esse reyno la mitad de lo que deven del donativo concedido en las ultimas cortes. Pero que el estamento ecle.^o y militar devan satisfacer enteramente lo que devieren.

2. Sobre la sup. del cap. segundo, en que pide la confirmacion de privilegios, y especialmente los concedidos al principado de Cataluña en orden a la sucession de los feudos que estan comunicados al de Sardeña,

He resuelto que se confirmen los privilegios y capitols de corte en quanto estuviere en uso, y que digais al reyno, presente los que no lo estan, y devanse lo confirmar (pues attendere a favorecerle) en todo lo que no huviere inconveniente, y en quanto a la sucession de los feudos he resuelto que se observe lo acostumbrado, y en lo que mira a la comunicacion de las constituciones del principado de Cataluña, respondereis que lo aacorden en adelante.

3. Sobre la sup. del cap. tercero en que suplica el reyno, que en adelante sean iuezes de contrafeuro los arzobispos de Callar, y Oristan, y el obispo de Ales, o sus vicarios generales sedo vacante, y qualquier de ellos en caso de impedimento de los demas conteriendoles la misma facultad, y jurisdiccion que tienen semejantes juezes en el reyno de Valencia, precisandolos a que requiridos de las partes interesadas se devan congregar.

He resuelto que por agora no se haga novedad, y que respondais al reyno, que siendo su instancia digna de toda reflexion la resolveré con maduro acerdo.

4. Sobre la sup. del cap. quarto, en que pide el reyno que se rebaje un real de los quatro que se pagan por cada estarel de trigo de suerte que se redusga en todo a tres reales la saca de cada estarel.

He resuelto respondais al reyno, que por agora no se haga novedad, y se observe lo acostumbrado, y que yo quedo mirando esta materia con todo cuidado para resolver lo que fuere mas de mi real servicio, y beneficio de este reyno, y que attendere siempre a favorecerle y a su mayor alivio.

5. Sobre la sup. del cap. quinto, en que insta el reyno se le conceda otra plaza de regente provincial, porque teniendo dos se provehea la una en togado, y la otra en cavallero de capa, y espada ocupando una los naturales del cabo de Callar, y otra los del de Sacer.

He resuelto que siempre que se propusieren otros efectos que los expresados en su representacion sean suficientes, y existentes para el sueldo, y manutencion de la plaza que pide insinuais al reyno que attendere a consolarle con ella.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que assi las dignidades eclesiasticas de los arzobispos, y obispos de Sardeña, como las plazas de ministros togados de ambas salas, y las del real pairimonio, general de las galeras, y demas puestos de ellas, y todas las pensiones ecle.^o se bayan de proveher y dar a naturales de esse reyno.

He resuelto conceder a naturales de esse reyno las pensiones, que se cargaren sobre los tres arzobispos, y

todos los obispos de el; y que los puestos de capitanes de las dos galeras sean tambien para naturales de Sardeña, y que en lo demas no se haga vevedad; sino que se confirmen los capitulos tocantes a esta materia de las cortes del año pasado 1678 durante el servicio.

7. Sobre el cap. septimo, en que representa el reyno los servicios, que ha hecho en diferentes ocasiones; y me suplica mande quitar las cabezas que estan en la torre del elephante, y las inscripciones que estan en la calle de cavalleros, y assi mismo; que respeto de que los interesados no pudieron alegar entonzes lo que conduzia a la manifestacion de que no faltaron en lo que se les pretendio imponer se les conceda por gracia particular que sean oydos en justicia.

He resuelto mandar que se quiten las cabezas que estan en la torre dell'elephante, però que se dexen las inscripciones que estan puestas en la calle de cavalleros de essa ciudad, y direys al reyno en mi real nombre, que yo estoy con toda satisfacion de su ignata fidelidad, y que haviendo sido este delito particular, no se deve entender que el castigo que se executó en los que lo cometieron pueda influir en nota que trasienda de las personas culpadas.

8. Sobre la suplica del cap. otavo en que insta el reyno, que en adelante no se concedan letras causa videnti.

He resuelto lo respondais que attendere a no conceder las dichas letras, sino es en pleytos graves, y que he ordenado se despachen con toda brevedad los que estan pendientes del marquesado de Torralba.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que insta el reyno señale numero fijo, y competente de carros de paja para la cavallerissa de los virreyes.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden, para lo qual se dará la providencia a su tiempo.

Decreto Real.

Me he conformedo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

10. Sobre la sup. del cap. decimo en que suplica el reyno que permita buelvan a sus casas don Joseph, don Francisco, y don Felix Maones.

He resuelto concederles permiso, para que buelvan a sus casas.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que suplica el reyno no se lleven derechos algunos por los despachos de los privilegios, y mercedes que se concedieren en estas cortes.

He resuelto conceder, que no paguen derechos en lo que toca a media annata, y sello; entendiendosse esta gracia con el reyno, estamentos, y universidades solamente.

12. Sobre la suplica del capitulo duodecimo, en que me suplica el reyno, que los nobles, y militares, que no exercean puestos de justicia no sean apremiados con penas pecuniarias a hazer captiva por ningun caso, y que estas no encomienden solamente a los ministros de justicia

mayores y menores por ser de su obligacion; para que de esta suerte se eviten *muchos inconvenientes*, y a los nobles y militares se les mantengan sus privilegios.

He resuelto que por agora no se haga novedad, y que respondais al reyno que quedo en cuenta de su instancia, y que siendo digna de toda reflexion la resolvore con maduro acuerdo.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio en que me suplica, permita que buelvan a esse reyno fray salvador de Castelvry y el don Joseph Cedda, y el licenciado Arquilao Sabba.

He resuelto digais al reyno quedo mirando la materia.

14. Sobre el cap. decimo quarto, en que me suplica sea sèrvido hazer merced al marques de villa Sor, y al marques de Lacony de grandes de España.

He resuelto, digais al reyno, que attendere a los grandes servicios de sus casas y personas.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que me representa la finesa de los sindicos de las ciudades de este reyno.

He resuelto, que les insinueis que los tendré presentes en las ocasiones que se ofrecieren de sus servicios.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que me representa la finesa, que assi mismo han manifestado los abogados de los estamentos en essas cortes.

He resuelto lo insinueis les tendré presentes en las ocasiones de sus encomenencias.

SEGUNDAS SUPlicas DE LOS TRES ESTAMENTOS

1. En el primer cap. en que se suplica el reyno que se haga nueva regulacion de fuegos por personas de toda conciencia, y satisfacion.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y a su tiempo dará su excelencia la providencia necesaria.

Decreto Real.

He resuelto que se haga nuevo fogaje y regulacion de fuegos, y que en lo tocante a la providencia que dezis en vuestra decretata dais a su tiempo, me informareis luego con toda individualidad.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplican, que los militares, y ciudadanos matriculados en las bolzas de iurado en cabo, y segundo de las ciudades de esse reyno puedan tener en sus casas armas de fuego largas, carabinas, y tercetas, y que las puedan llevar cargadas.

He resuelto que se observen las pragmaticas que hay en esse reyno sobre esta materia.

3. Sobre el tercero, en que me suplica esse reyno; que los capitulos de corte, que no estan impresos se imprimen con los que se concedieren en este parlamento.

He resuelto insinueis al reyno, que en esta materia tengo ya dada providencia en la pragmatica, que se ha mandado publicar.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica, que los

receptores de ambos cabos de la administracion del real perciban un real por cada quintal de semola, y arina, y medio por cada quintal de pastas para situacion de la nueva plaza.

Decreto del Virrey.

Por quanto sobre la fundacion de la nueva plaza, y situacion del salario, se ha remitido a su magestad, viniendo su real resolucion se daran las ordenes necesarias.

Decreto Real.

He resuelto respondais al reyno, que no haviendose tenido este effeto por suficiente, y siendo de la real hazienda, cessando el fin no hay motivo para esta concession.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que expressa que en tiempo de la labranza, y cosecha no se ocupen los carrateros a llevar madera, y en caso la conduziere se les pague su trabajo.

Decreto del Virrey.

Es muy justo que se le pague el trabajo, que por razon del tiempo su excellencia tendrá la devida atencion.

Decreto Real.

Me he conformedo con lo que haveis decretado.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que suplica el reyno, que los ministros de la sala criminal, y governacion de Sacer no puedan tomar salarios en las causas de los alhercados, y sentencias interlocutorias.

Decreto del Virrey.

Que por quanto el cap. treynta y cinco de la fundacion de la sala criminal esta derogado por las reales cartas de 21 febrero de 1652, y de 13 de enero de 1654, y los assessores de la real governacion de Sacer no tienen salario alguno, sino solo los emolumentos, y frutos de lo que trabajan no ha lugar lo que suplican.

Decreto del Virrey.

He resuelto que se observe lo acostumbrado.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica, que assi en la real audiencia; como en la real governacion de Sacer y demas tribunales inferiores no pueden llevar salario alguno de los intermedios, y sentencias interlocutorias, y solamente se reserve el cobrarlo para la definitiva.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas, cap. de corte, y leyes del reyno, y si huviere excessos acuden a su excellencia que les administrará pronta justicia.

Decreto Real.

Me he conformedo con lo que haveis decretado.

8. Sobre el cap. octavo en que me suplica el reyno

mande a los ministros de justicia de los lugares, que quando remiten presos embien testimonio del valor de sus bienes, porque desde el ingreso en las reales carceles gozen de la racion con calidad de que pudiendo satisfazerse de sus bienes, la realazienda recobre, lo que huviere gastado.

Decreto del Virrey.

Que los oficiales, y ministros quando remiten los presos a estas reales carceles de san Pancracio por cuenta de la jurisdiccion real estén obligados el embiar juntamente con ellos certificacion autentica con intervencion de cinco probombres con juramento de los bienes que tuviere, y no haciendolo assi se dará la racion acostumbrada a costa de los dichos oficiales, y ministros.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

9. Sobre la suplica de este capitulo tocante a las letras compulsorias de los pobres presos de racion.

He resuelto encargarnos deis la providencia combeniente.

10. Sobre las suplicas de los capitulos diez, onze, y doze, en que me suplican en el dezeno, que los conseres de las ciudades para la satisfacion, y comboy del real donativo no sean llamados, detenidos, obligados ni carcerados durante el tiempo que llevan la insignia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y se tendrá atencion a lo que representa la insignia.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo en que representa, que no se embien commissarios para la cobranza de los salarios de sentencia, y autos processales de las causas, que penden en los reales concejos, tribunal de la procuracion real y demas curias inferiores.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, quitado todo abuso.

12. I sobre la suplica del cap. duodecimo en que piden, que pendiente el juyzio de la execucion cesse, y se suspenda el juyzio de la suplicacion.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y disposiciones de derecho.

Decreto Real.

Sobre dichas tres suplicas. He resuelto conformarme con lo que aveis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que pide el reyno no suprima la alcaidia de parte ocier real.

He resuelto le respondais que lo quedo mirando.

14. Sobre las sup. de los cap. decimo quarto hasta el de diez y nueve en que pide, que las salas civil,

criminal, y real governacion de Sacer no puedan avocarse ni assumirse el conocimiento de las causas civiles, y criminales de los vassallos de barones, no constando de sentencia, o provision gravaminosa.

Decreto del Virrey.

Que no se evoken las causas baronales, sinque concurran los requisitos de derecho.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participara.

15. Sobre la sup. del cap. decimo quinto, en que pide que los ministros togados no puedan publica, ni segretamente abogar, ni llevar pleytos.

Decreto del Virrey.

Por quanto las leyes del reyno prohiben que los ministros togados no puedan abogar ya tiene bastante providencia esta suplica si huviere contravencion pruevesse para aplicar el remedio combeniente.

16. Sobre la sup. del cap. decimo sexto en que suplica, que el carbon, y serada, se venda en las plazas publicas de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica en conformidad de las leyes del reyno.

17. Sobre la suplica del cap. decimo septimo en que pide que se haga nuevo repartimiento entre los moradores de las villas, y lugares obligados al escrutinio.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica en execucion del cap. de corte.

18. Sobre la sup. del cap. decimo octavo en que pide que la satisfacion de lo que han de cobrar los regidores por su visita se regule por fuegos entre los vassallos que estan obligados a fendo a razon de nueve callareses cada uno, segun la posibilidad de ellos, y se reparta la suma que importare.

Decreto del Virrey.

Haunque sobre esta materia se dió providencia en los pregonos del señor marques de los Velas, atendiendo a la pobreza, que se representa del reyno manda su ex.^a, se paguen solamente nueve ducalones por cada dia, observandosse todo lo demas que contienen dichos pregonos tocantes a estas vistas.

19. I sobre la sup. del cap. decimo nono, en que pide que los moradores del reyno ingieran assebuches.

Decreto del Virrey.

Que su ex.^a pondrá cuidado, en que se execute la prag.^a que trata de los Olivares.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participara al reyno.

20. Sobre la sup. del cap. vigesimo, en que me suplica, que la prag.^a publicada en esta corte de diez de 8.^{ma} del año pasado 1684 sobre los trages, y otros gastos superfluos se observe en esse reyno con la moderacion, que se expresa. He resuelto encargarnos executeis lo decretado por vos en este capitulo para mayor alivio de esse reyno, y que se lo participeis en esta conformidad.

Decreto del Virrey.

Que su ex.^a dará providencia sobre esto con prag.^a que mandará publicar.

Estamento eclesiastico.

1. Sobre el cap. pmero en que me suplica el estamento eclesiastico, que en adelante se continue como se ha platicado el dar visura de los autos, y procedimientos, que se hizieren por los ministros reales contra los retraydos en las iglesias.

He resuelto respondais que en esta materia ya he dado providencia.

2. Sobre la sup. del cap. segundo, en que me suplica que en adelante los virreyes en las letras convocatorias que despachan para cortes a los prelados, y communedades eclesiasticas exortan, y no manden.

Decreto del Virrey.

En esto se ha observado la costumbre muy antigua praticada en todos los parlamentos del reyno, y assi que lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

3. Sobre el cap. tercero, en que me suplica mande, que en adelante hablen cubiertos los prelados, y pmeras voces del estamento eclesiastico en la funcion del solio.

Decreto del Virrey.

En esto se ha observado el estilo inconcusso expresado en todos los parlamentos, y assi que acudan a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

4. Sobre la sup. del cap. quarto, en que me suplica el estamento eclesiastico que los virreyes, ni ministros reales no puedan en manera alguna proceder contra los prelados o sus vicarios con mandatos comminatorios, y citacion ad bancum regium, y que se forme la conferencia saltim super dubium de dubio, quando la pida la curia eclesiastica.

He resuelto se observe la concordia tocante a esta materia, pues en esto son iguales ambas curias, y puede hazer lo mismo la eclesiastica dâ no firmar duda, quando el caso es claro, y assi se lo participareis al estamento eclesiastico.

LOS DOS ESTAMENTOS ECLESIASTICO Y MILITAR

1. Sobre el cap. p̄mero en que suplica, el estamento eclesiastico, y militar que en adelante no se concedan futuras sucesiones de ningunos officios.

He resuelto que respondais a los dos estamentos, que attendere a su representacion.

2. Sobre el cap. segundo, en que suplica que los lugares del cabo de Sacer que no esten obligados en adelante a conducir el trigo de escrutinio sino es pagandolos prontamente su valor al tiempo de la conduccion.

Decreto del Virrey.

Que por quanto a peticion de los tres estamentos fué servido su magestad conceder en las cortes del señor conde de Santistevan a la ciudad de Caller el entierro del trigo que llaman de escrutinio con la calidad de pagar un año pospuesto a las villas obligadas a conducirle con el interez a razon de seis por ciento por retardacion de la paga mas del precio del aforo en que estan comprehendidos los dos sueldos del porte, se observe lo mismo, y de otra manera no se obligue a las susodichas villas a la conduccion de dicho trigo:

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

3. Sobre el cap. tercero, en que suplican los dos estamentos, que permita a don Salvador Madao, don Antonio Detroy, y otro qualquier cavallero, y ciudadano de este reyno que se hallare desterrado, que vuelvan a sus casas.

He resuelto le respondais que tendre presente su instancia.

SEGUNDAS SUPlicas DE LOS ESTAMENTOS ECLESIASTICO Y MILITAR

4. Sobre el cap. p̄mero en que suplican los dos estamentos eclesiastico, y militar, que los que fueren en adelante de las villas y lugares a residir a la de Caller o otra qualquiera del reyno devan contribuir en la porcion del donativo que les tocava por los bienes que dejaron en dichas villas antes de ausentarse apremiandolos a que paguen como si estuvieren presentes segun el nuevo repartimiento que se huviere hecho del servicio concedido en estas cortes.

Decreto del Virrey.

Segun las leyes del reyno que hablan de la materia es digna de la real decision, y assi su ex.^a lo consultará a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto se haga como se suplica.

2. Sobre el cap. segundo, en que suplican que los nobles no sean apremiados a servir el sindicato en los arreales donde tuvieran domicilio y que puedan ser puestos en terna.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

LOS DOS ESTAMENTOS MILITAR, Y REAL

4. Sobre el cap. p̄mero, que es el unico que en papel separado hazen estos dos estamentos, en que suplican que en Sardenia se observe por ley el cap. de como el fuero de Aragon del año 1646 sobre la jurisdiccion de los inquisidores.

He resuelto respondais, estoy con cuidado de tratar esta materia no solo por esse reyno, sino para los demas, y que se procuren tomar medios que atajen los incombenientes que se representan.

Estamento Real.

4. Sobre el cap. p̄mero, en que suplica el estamento real, que la ciudad de Caller sea mantenida y conservada en la possession de que el villano haya y deva continuar en llevar el trigo del escrutinio pagandole siempre lo atrasado.

Decreto del Virrey.

Que se mantenga a la ciudad de Caller en la possession de quellas villas obligadas a traer trigo del escrutinio segun el nuevo repartimiento que se ha de hazer, se hajan de conducir, executando la ciudad lo dispuesto en el cap. de corte hecho sobre esta materia en las cortes del señor conde de Santistevan a peticion de los tres estamentos, bien entendido que la ciudad ha de pagar real, y efectivamente el interez de los seis por ciento por la retardacion de la paga demas del precio del aforo, en que estan comprehendidos los dos sueldos del porte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

2. Sobre las suplicas de los dos capitulos segundo, y tercero, en que dize, on el sa.^{do} que los sindicos de

las villas obligadas al escrutinio tengan obligacion por toda la última semana de junio, y pmero de julio cada año en que se conoce la añada de dar aviso a las ciudades con fee de los escrivanos si hay reparo, o no aquel año para la dicha conduccion.

Decreto del Virrey.

Que a su tiempo su ex.^a dará providencia.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide, que para la cobranza del real donativo no se embien comissarios.

Decreto del Virrey.

Que no se despachen comissarios sino en caso de negligencia de los ministros a cuyo cargo está la cobranza, y entonces sea a gastos de dichos ministros.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con vuestra decretala.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica el estamento real que los barones y regidores no usen de su jurisdiccion contra los sindicos de las villas durante el año del sindicato.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, excepto los casos graves en que podran proceder los barones contra los sindicos consultandolo pmero con su ex.^a

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, però con advertencia de que lo hayais de consultar con la sala criminal.

5. Sobre la suplica de los cap. quinto hasta el de ocho en que representan a saber es en el referido cap. quinto, que en adelante la real governacion no impida ne embarasse con ordenes mandatos, y provisiones a los vegeres y demas justicia de Alguer, Castillo Aragones, y Bosa el uso de jurisdiccion y conocimiento en pmera instancia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las pragmaticas, y leyes del reyno.

6. Sobre la suplica del cap. sexto en que pide que se observe la real pragmatica recopilada por don Fran.^{co} Vico ante qual juez se ha de tomar la rasid.^a y viniendo el tiempo de aquella haya de pasar uno de los nobles, y mag. reales ministros de los reales concejos que nombraren los señores virreyes para Alguer, Bosa, y Castillo Aragones.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y a su tiempo dará su ex.^a la provid.^a combeniente.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide que los oficiales, y mayores y demas ministros no permitan antes estorven las execuciones que los ministros ecclesiasticos hazen en los bienes meramente seculares, ni observen los mandatos de aquellos contra las tales personas deudores de pensiones de censos y otros contralos.

Decreto del Virrey.

Que su ex.^a dará providencia en los casos, que sucedieren de que han de dar cuenta luego appellando la comminacion, promulgacion, o declaracion de censuras assi los executados, como los ministros en su caso ante quien de derecho puedan, y devan que los ministros haviendo interpuesto apelacion antes, y despues de la promulgacion, o declaracion de censuras continuen en el exercicio de sus officios.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo en que pide que los jurados no devan ser presos, detenidos, ni carcelados por ningun pretexto, ni por los delitos, sinò fueren de los exceptuados, en todo el año que llevarén la insignia.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno, y se tendrá consideracion a lo que representa la insignia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

9. Sobre el cap. nono en que me suplica, que en los censos que se hallaren cargados por las comunidades no se puedan oponer defetos, o nulidades.

He resuelto se observe lo acostumbrado, y fuere de justicia.

10. Sobre el cap. decimo en que el estamento real me suplica que haga merced al D.^o don Fran.^{co} Carola sindico de Alguer, y al D.^o Fran.^{co} Muros de las dos pmeras togas que vacaren.

He resuelto que le respondais que tendre presentes sus meritos y servicios en las vacantes que se ofrecieren.

11. Sobre la suplica del cap. undecimo, en que pide, que su magestad se sirva honrar a Ang.^o Delvecchio, y Fran.^{co} Coni subyndicos de Caller.

He resuelto, que respondais al estamento real, que tendre presentes a Ang.^o Delvecchio, y a Fran.^{co} Coni en las ocasiones que se ofreciere de su combeniencia.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica el estamento real, que los habilitadores de Caller, y demas del reyno sean conservados en la libertad de no pagar medias portadias, ni otro derecho de las tierras, que tuvieren en las villas, y lugares.

Decreto del Virrey.

Por quanto es materia de interez de partes, y entre algunas hay pleytos pendientes que se pida en justicia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo podreis responder.

Ciudad de Caller.

1. Sobre el cap. p̄mero, en que me súplica essa ciudad de Caller sea servido confirmar todas las gracias, franquessas, libertades, y favores que ha obtenido quitando todos los abusos.

Decreto del Virrey.

Guardessen los que estan en uso, y por los demas que lo suplique a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto, que se observe lo acostumbrado, y assi se lo participareis.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pido que los consellers intervengan en las juntas se hizieren sobre las concessiones de las sacas de trigo, vianda, bischocho, y semola.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que pide que los habitantes de la ciudad de Caller no paguen decimas de sus viñas, y tierras.

Decreto del Virrey.

Que se siga en justicia.

Decreto Real.

Me he conformado con vuestra decretata.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que me suplica essa ciudad de Caller, que la medalla de oro con mi real effigie que el conseller en cabo lleva pendiente en el pecho no se conceda a otra ciudad del reyno.

He resuelto le respondais que quando llegue el caso tendré presente su representacion.

5. Sobre el cap. quinto, en que me suplica, que en adelante non se conceda a los ciudadanos de Caller por carta real ensaculacion en las bolzas de consellers sinque primero preceda informe de la misma ciudad, y que las que se han obtenido no se pongan en execucion.

He resuelto que respondais, que attendré, a que se pidan informes quando lo jugare necesario.

6. Sobre las suplicas de los capitulos sexto hasta el de catorze inclusivé, en los que representan a saber en dicho cap. sexto que los nobles, y magnificos oydores de esta real audiencia hagan relacion de las causas en presencia del abogado de las partes.

Decreto del Virrey.

Guardense las leyes del reyno, que dan providencia bastante para esta materia.

7. Sobre la sup. del cap. septimo, en que pide, que el juez de appellaciones y gravamente observen la cobranza de los derechos, y salarios de su tribunal la tarifa de la real pragmatica.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los cap. de corte, y la tarifa de la real pragmatica.

8. Sobre la sup. del cap. ottavo, en que expressan que en las vendas de los arrendamientos, y vendas de trigos no se pague diez escudos al corredor.

Decreto del Virrey.

Guardesse lo acostumbrado.

9. Sobre la sup. del cap. nono en que expressan que los ministros patrimoniales no tienen solo que un derecho de la revista se biziere de trigos a saber un salario de revista en cada almanen, aunque huviere en el muchos aposentos.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo suplican.

10. Sobre la sup. del cap. decimo, en que expressa quando se acusare tercio por partida minima descendiente de la partida contenida, y expressada al tiempo de la confeccion del auto de escritura de tercio sea valida la execucion.

Decreto del Virrey.

Que la escritura de tercio tenga fuerza, y valor, aunque por pagarse parte de la deuda se reduga a menor cantidad de la que señala la pragmatica.

11. Sobre la sup. del cap. undecimo, en que representa, que los sargentos mayores del tercio no puedan percibir cosa alguna de los dueños de las casas vezinas a las murallas reales, y cuerpo de guardia.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo suplican.

12. Sobre la suplica del cap. duedecimo en que pide, que se archiven las escrituras publicas se hizieren en esta ciudad sobre compras, y ventas transiciones, creaciones de censos, definiciones de cuentas de heredades y administraciones, y debitorios que passen de mil libras segun el cap. 24 de cortes celebradas en el año 1632.

Decreto del Virrey.

Guardesse el cap. de corte.

13. Sobre la sup. del cap. decimo tercio, en que pide, que los nacidos en Caller sean preferidos en el numero

de notarios de la lugartenencia general a los nacidos en las villas en concurrencia de dos que sean examinados al mismo día.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden.

14. Y sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide que los hijos, y descendientes ciudadanos, que han sido ensacados en consellers no puedan ser condenados a pena de azotes en qualquiere delito buviere cometido.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá particular atencion a esta suplica.

*Decreto real sobre dichas suplicas.
desde el cap. 6 hasta el del 14.*

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis a essa ciudad.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que insta se conceda, que los consellers, y assessores tengan jurisdiccion privativa para conocer de todas las causas en que sus oficiales faltaren en la administracion del officio de la misma ciudad.

He resuelto, que le respondais que quedo mirando la materia.

16. Sobre las suplicas de los capitulos diez, y seis, y diez y siete, en que representan a saber es: en el dicho de diez y seis que la constitucion *hac nostra* solamente se intienda que la viuda pueda gozar de la frutos de la hazienda de su marido en la partida correspondiva al dote computandolo a raxon de siele por ciento que los frutos que sobren sean en extincion del cap. de la dicha dote.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la constitucion *hac nostra* de Cataluña segun sus observancias.

17. I sobre el cap. decimo septimo, en que piden que los notarios del civil, y criminal no puedan retardar la publicacion de las sentencias,

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica bajo la pena reservada a su excellencia.

Decreto real sobre ambas suplicas.

Me he conformado con vstra decretala.

18. Sobre la suplica del cap. decimo otavo, en que me suplica, que el officio de guardian del puerto de Caller tenga el titulo, y honor del *capitan del puerto de Caller*, y que conceda al atual possessor y a los successores in perpetuum, que tengan y gozen este titulo.

He resuelto conceder a esta ciudad lo que contiene esta instancia y assi se lo participareis.

19. Sobre las sup. de los cap. decimo nono hasta el de trigesimo primo en que suplica en el referido cap. decimo nono que los carniceros que entraren ganado para el abasto de esta ciudad tengan tres dias francos de herbar en los territorios que pasan sinque los barones, ni ministros puedan machelar.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica quitado todo abuso.

20. Sobre la sup. del cap. vigesimo en que pide, que los ministros de justicia no puedan detenerse el ganado, que compran los carniceros para el abasto de esta ciudad, aunque sea con el pretexto de necesitarlos por sus villas, y por los habitadores de ellas.

Decreto del Virrey.

Que no se impida el transito al ganado que viene para el abasto de esta ciudad.

21. I sobre el cap. vigesimo primo, en que pide que no se pueda tener ganado de particulares, ni labrador hazer serrados en territorios de san Bartolomé, y san Elias.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

22. Sobre la suplica del cap. veynte y dos, en que me representa essa ciudad los servicios del dottor Juan Maria Pinna suplicandome le conceda un cavallero para beneficiar, o una pencion para su hijo.

He tomado la resolucion, que reconocereis en el despacho, que va con este de las mercedes, que he concedido en estas cortes.

23. Sobre las suplicas de los cap. vigesimo tercio, vigesimo quarto, vigesimo quinto, y vigesimo sexto, en que expressa en el dicho de vigesimo tercio, que sea servido honrar al dottor Juan Maria Tatty protomedico de cavallero.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representará a su magestad.

24. Sobre la sup. del cap. vigesimo quarto, en que pide, para que sea servido de honrar al dottor Francisco Ruxoto de Cavallero.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representará a su magestad.

25. Sobre la suplica del cap. veynte y cinco en que pide sea servido honrar a Salvador Maria Rodrigues de cavallero.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia lo representará a su magestad.

26. Y sobre la suplica del cap. vigesimo sexto, en que me suplica sea servido honrar a Juan Baptista Taris con un cavallero.

Decreto del Virrey.

Que su Excellencia lo representará a su magestad.

Decreto real sobre dichas suplicas.

Respondereis a essa ciudad que quedo mirando la materia, y que attendrá a su representacion.

Appendicios de Caller.

4. Sobre la suplica unica, que me hazen los appendicios de essa ciudad de Caller en que me suplican, que en adelante no se pague derecho alguno del vino que sirve para el sustento de sus casas y familia los que tuvieren viñas proprias, y que por quanto tienen gasto excesivo para el cultivo de las viñas, y el fruto de ellas ser tan poco, que de hoy en adelante se hayan de desfalcicar los gastos que fueren necesarios para el cultivo de dichas viñas, y lo remanente se pague solamente el derecho guardando la franquesa del sustento de sus casas.

Decreto del Virrey.

Sobre el p̄mer punto, que se guarde el cap. de corte, y sobre el segundo es justo gozen de la franquesa del vino procedido de sus viñas necesario para su sustento.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, y assi se lo participareis.

Ciudad de Sacer.

1. Sobre el cap. p̄mero en que me suplica la ciudad de Sacer que el contrato de tres mil escudos, que pagó el año 1673 para saca de trigo de porcion le aprueve y confirme perpetuamente.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulado del auto de 1673 segun la confirmacion de su magestad y con las condiciones en ella contenidas.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica perdone a la ciudad de Sacer lo que está deviendo del donativo o feudo por qualquier titulo que sea.

He resuelto lo respondais, que en quanto al donativo ya he hecho gracia a las ciudades, y villas de la mitad do lo atrasado, y que en lo que toca al feudo no ha lugar.

3. Sobre la suplica del cap. tercero, en que representa que se observe la pragm.^{ca} del visitador don Pedro Martines Rubio.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las ordenanzas de don Pedro Martines Rubio, y la guarda real no obligue a tomar certificatoria por la guarda costa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica la ciudad de Sacer, que en consideracion de tener hecha merced, de que siempre que adherazare, y limpiare su puerto contribuyendo ella con dos quintos concurriria mi real hacienda con tres, y que haviendose especificado con real gracia que fuesen trecientas libras las que huviesse de dar mi real patrimonio se aumentaron a treientos escudos, sea servido mandar se den con efecto los tres mil escudos que importan los tres quintos.

Decreto del Virrey.

Atento la combeniencia pub.^{ca} que resultará de adre-sar, y limpiar el puerto de Puerto Torres en aumento del comercio, beneficio de las aduanas reales, y de la ciudad su ex.^{ta} concede que se anticipe por parte del real patrimonio los tres quintos que tiene ofrecidos su magestad, y corresponder a los que la ciudad dize tiene prontos en cantidad de dos mil escudos, de manera que destinará su ex.^{ta} de lo que la ciudad deberá pagar del donativo de este decenio tres mil escudos en los tres p̄meros años a razon de mil cada año, con calidad que los dos mil escudos dize tiene la ciudad, y de los dichos tres mil se haga deposito en la persona que su ex.^{ta} nombrará, y corra su distribucion por los ministros del real patrimonio de aquella ciudad, y de las personas que ella deputare.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, però sinque sea necessario que intervengan los ministros patrimoniales, sino que tenga obligacion la ciudad de dar cuents a los ministros del patrimonio real de lo que adelantare cada año en la fabrica, y se gastare en ella, y haziendolo assi intervengan estos en conformidad de vuestra decretata.

Sobre las suplicas de los capitulos quinto y sexto, en que suplica en el quinto, que se mande observar el privilegio real, que dispone la norma de matricular los consellersos y oficiales de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Guardasse el privilegio y carta real.

6. Sobre la sup. del cap. sexto, en que pide que las villas obligadas a la conduccion del trigo de escrutinio le condugan a la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

7. Sobre el cap. septimo en que me suplica que ningún vezino de la ciudad de Sacer sea apremiado en tiempo de intemperie pasar a la de Caller por mar, o tierra, ni atravesar la isla.

He resuelto que se haga como se suplica, que si hubiere causa para prenderlos por la justicia podreis, así vos, como los que os sucedieren en esos cargos de tenerlos en las cárceles de Sacer, o arrestarlos en sus casas con fianzas hasta que pase el intemperie, y despues mandar los lleven a Caller, o llamarlos para que vayan conforme pareciere mas combeniente, y os encargo mucho la observancia de esto, però con advertencia de que esta gracia no la concedo por capitulos de cortes.

8. Sobre las suplicas de los cap. octavo, nono, y decimo en el p̄mero de los quales representa, que la real governacion, ni sus ministros no se intrometan en el gobierno, disposicion, y destinacion del tiempo, lugares, parajes, y demas concernientes a la annona, vivares, pescado, y demas.

Decreto del Virrey.

Que no teniendo incombeniente el mudar el sitio donde se han de vender los vivares la governacion se lo permita.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que pide que les diez mil escudos se le de la porcion para las puentes dichas de san Jorge.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá atencion en el repartimiento que se hiziere.

10. I sobre la suplica del cap. decimo en que representa que en adelante se paguen igualmente los derechos reales en todas las ciudades de aquel cabo.

Decreto del Virrey.

Por quanto es en perjuizio de tercero que lo pidan por justicia.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

11. Sobre el cap. undecimo en que me suplica la ciudad de Sacer le permita estancar los derechos de aguardiente, tabaco, y papel.

He resuelto que no se haga novedad en esta materia.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica que en execucion de una carta real se quitea del todo las tiendas en las villas, y lugares del reyno, y así mismo que el arrendam.^{to} de las salinas de Sacer se subastio no solo en Caller sinò tambien en Sacer.

He resuelto que sobre el p̄mer punto respondais a la ciudad de Sacer, quedo que mirando para tomar la resolucion mas combeniente, y que en quanto al segundo dare pronta providencia.

Arzobispo y cabildo de Sacer.

1. Sobre el capitulo p̄mero en que me suplican el arzobispo, y cabildo de Sacer sea servido conceder seis mil estareles de sacas de trigo para rehedificar la iglesia de San Nicolas cathedral de dicha ciudad.

He resuelto le respondais que propongan en que no haya incombeniente.

2. Sobre la sup. del cap. segundo en que piden que se den otros cinquenta razeros de sal para repartirlos entre todos capitulares y otros treynta escudos en dinero sin los settenta de la p̄mera obligacion.

Decreto del Virrey.

Que su ex.^a concede al cabildo, y racioneros treynta razeros del sal demas de la que estava concedida.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata, y así se lo participareis al arzobispo, y cabildo.

3. Sobre el cap. tercero, en que me suplica que los mandatos despachados en 14, y 15 de julio del año pasado 1680, que importan trecientos y diez escudos concedidos de limosna a las iglesias de san Nicolas de Sacer, y san Gavino de Puerto Torres se les paguen.

Decreto del Virrey.

Que en el nuevo repartimiento se tendra la devida atencion a la justificacion de esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto encargarlos que atendaís a esta instancia.

Ciudad de Oristan.

1. Sobre el cap. primero, en que suplica la ciudad de Oristan sea servido confirmar todos los privilegios, franquegas inmunidades, prerogativas, y autos de corte que le estan concedidos.

He resuelto que se observen los que estuvieron en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que representa, que se le pardone todo lo que se deviere de atrasado por el real donativo.

Decreto del Virrey.

Que su ex.^a daia providencia en las suplicas de los tres estamentos sobre esta materia.

Decreto Real.

Le responderéis que ya esta tomada resolucion por punto general, de que se le perdone la mitad del donativo, que deviere por lo pasado.

3. Sobre la suplica del capitulo tercero, en que representa que se quiten las gabellas, y sisas impuestas de nuevo por la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden.

Decreto Real.

Me conforme con vuestra decretala.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que suplica que no se pueda impedir la extracion de doze mil estares de trigo en los plazos de abril, mayo, y 8bre segun privilegio tiene.

He resuelto, que se observen inviolablemente las concesiones, que tienen las ciudades en quanto a las sacas de los estares que encerraren con calidad que estos sean effectivos, y no medio fraude alguno sobre cuya materia encargo mucho a la junta patrimonial tenga todo cuydado, y vigilancia.

5. Sobre las suplicas de los capitulos quinto, sexto, septimo, ottavo, nono, decimo y undecimo en que representa, a saber es en el referido capitulo quinto que los gastos para el culto divino, y lustres de la ciudad sean prefelidos al real donativo.

Decreto del Virrey.

Que en quanto a la prelation, que pide por el culto divino sobre las rentas de la ciudad, que se haga como se suplica, y en quanto a lo demas no hay lugar la suplica.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que suplica, que el real donativo no se reparta ante los moradores, sino que salga de las rentas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

En quanto a lo que suplica de ripartir per capita se tendrá la consideracion devida y en quanto al culto divino, y lustre ya esta decretado en el cap. antecedente.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide que no se pague de la real caja el real del labrador solo que quede por dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad goze de la franquesa de la saca sin dimiucion, segun la gozan los demas porcionistas.

8. Sobre la suplica del cap. otavo en que pide que la curia del real veguerio pueda conocer de todas las causas de recurso evocacion por causa de miserabilidad, y de segunda instancia por pupillos.

Decreto del Virrey.

Que constando de la possession immemorial se le mantendrá en ella.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que el alcaide de la gran torre, ni sus soldados puedan tomar cosa alguna de las imbarcaciones, solo que dos reales por las patentes que fleyen.

Decreto del Virrey.

Hagasse como lo piden so pena de veynte, y cinco escudos al alcaide, o soldado que contraviene aplicadores al real erario.

10. Sobre la suplica del capitulo decimo, en que pide que los moradores, y ciudadanos no puedan hazer ningun mandamiento personal, ni los ministros de dicha ciudad, y reales, sino que se les guarde toda franquesa.

Decreto del Virrey.

Guardeselle toda franquesa, y privilegios, que tienen, y leyes del reyno que hablan sobre de esta materia.

14. Y sobre la suplica del cap. undecimo en que pide que los oficiales, y demas ministros de justicia de los campidanos purguen tabla.

Decreto del Virrey.

Que se le guarde su privilegio, y leyes del reyno que hablan de esta materia.

Decreto Real sobre las dichas suplicas.

Me he conformato con lo que haveis decretado.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que me suplica la ciudad de Oristan, que en el nuevo fogaje se cuenten solamente los habitadores que de cinco años a esta parte residen, y se hallan en dicha ciudad.

He resuelto encr garos attendais a esta instancia.

13. Sobre las suplicas de los capitulos decimo tercio hasta el de 31, en que representa a saber en el referido decimo tercio, que los que se hallan matriculados en conseller no puedan passar a otra bolza, sinque hayan llevado la insignia.

Decreto del Virrey.

Guardense las constituciones.

14. Sobre la suplica del capitulo decimo quarto, en que suplica que ninguna persona exempta o no de la real jurisdiccion pueda llevar ningun genero de ganado al prado destinado para el buey manso.

Decreto del Virrey.

Que se observe en conformidad de lo dispuesto por la real pragmatica, y que se preferan en los pastos de los prados los bueyes de labor a los de negocio.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que pide que los capitanes de las torres no puedan, ni sustenientes no puedan nombrar ningun soldado a las torres sinó en causa legitima, y bien vista a los consellers, y con patente de dichos consellers.

Decreto del Virrey.

Que el capitan de las torres no pueda nombrar algun soldado de ellas sinque preceda informe de la ciudad, ni mudarlos sin licencia nuestra.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide que se haga repartimiento entre los vassallos por igualdad por el salario de los soldados de las torres.

Decreto del Virrey.

Que sin gasto alguno de los vassallos, y soldados se haga como se suplica.

17. Sobre el cap. diez y siete en que pide, que todas las villas de los tres campidanos no paguen mas que dos reales en conformidad que pagan las villas de Senegues, y Solarusa por el derecho de la encarga, y sin pagar por ninguna cabeza de ganado.

Decreto del Virrey.

Que la encarga no se pague en dinero, ni en ganado sino segun dispone la real pragmática, excluyendo qualquier otro concierto.

18. Sobre el cap. diez y ocho, en que pide, que los pastores de cochinos naturales sean preferidos a entrar su ganado a engordar en las montañas, y en las que sobren puedan los arrendadores darlas a forasteros.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

19. Sobre el cap. decimo nono en que pide, que de los doze cochinos, que se pagan a los ministros patrimoniales se paguen segun se pagavan a los arrendadores y consellers.

Decreto del Virrey.

Que se haga conforme lo suplica.

20. Sobre el cap. vigesimo, en que pide que los consellers hagan la extracion de los nuevos mayores segun se ha observado, y que no sean obligados a pagar renta alguna a vassallo que constare ser exempto o fallido.

Decreto del Virrey.

Que haciendo constar el mayor al fin de su officio en el tribunal del real patrimonio de haver hecho las diligencias convenientes para la cobranza no se le obligue a proseguir en su officio, ni a pagar de su hacienda.

21. Sobre el cap. vigesimo primo, en que pide que para la cobranza de las rentas se despache comision a los ministros patrimoniales los quales hagan sin salario luego la execucion, y subastar lo que huviere executado.

Decreto del Virrey.

Que las execuciones se cometan a los ministros ordinarios en conformidad de los cap. de corte para evitar dietas y gastos con cominacion que en caso de omission se despachará commissarios a gastos de dichos ministros.

22. Sobre el cap. vigesimo segundo en que pide que dejando el pasto para el ganado de los naturales, que en lo demas remanente entre el de los forasteros, premediando estime.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y el estime se haga con asistencia de los arrendadores.

23. Sobre la sup. del cap. vigesimo tercio en que pide que no se pueda dar franquesa a ninguno sinque conste primero haver morado de continuo en dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica con que la habitacion se entienda, que sea por cinco años teniendo casa propia.

24. Sobre el cap. vigesimo quarto, en que pide que los arrendadores, y coletes cobren año por año el derecho real, y paraquel año muriere algun vassallo, solamente puedan obligar a sus herederos, y viudas, y no por otro año.

Decreto del Virrey.

Que se observe lo acostumbrado.

26. Sobre la suplica del cap. vigesimo sexto, en que pide, que en los prados, y vidazons no puedan entrar ganado rude, y en caso sobrase algun pedazo de prado se arquile al ganado forastero.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica con declaracion que el acuerdo se haya de registrar por el escrivano en registro de corte, y quando el sindico, y coletes vinieren con la paga del real donativo hayan de traer certificatoria del mismo escrivano de lo que han montado estos acuerdos pagandole al dicho escrivano por dicha certificatoria, y registro dos reales.

27. Sobre la sup. del cap. vigesimo septimo, en que pide que los oficiales no se puedan apropiarse de las tenturas, que hazen los mayores de prado y que no puedan sacar a dichos mayores de servir su año sin causa legitima.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

28. Sobre el cap. vigesimo ottavo que haya numero de varas del Santo Tribunal y que estos lleven en publico las varas altas en las ciudades, y villas.

Decreto del Virrey.

Que se executen las pragmáticas, y cap. de corte en conformidad de los quales no son exemplos de las contribuciones reales, y baronales, ni gozan del privilegio del fuero las varas eclesiasticas, sino fueron de las que residen cabe la persona del prelado, y en su mensa llevando la vara, que en este caso gozaran del privilegio del fuero no empero de la paga de los derechos reales, y baronales, y que en quanto a las varas del Santo Tribunal se dará la providencia conveniente.

29. Sobre la suplica del cap. vigesimo nono, en que pide que se conceda franquesa de diez años de no pagar derechos reales, excepto del real donativo, o a los

vassallos, que fueren a poblar las villas de Nura, Cabra, Silly, y Penugnedda.

Decreto del Virrey.

Concedeseles la franquesa como lo piden por cinco años con calidad de plantar viñas, y fabricar casas, y que no sean de otras villas reales, ni de las mismas del marquesado.

30. Sobre la sup. del cap. trigesimo, en que pide que los vassallos que no remitiesen dentro de dos dias los presos a las carceles de Oristan que el veguer se quite los presos y conosca de las causas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

31. Y sobre la suplica del cap. trigesimo primo en que pide que los ministros patrimoniales no tomen dietas algunas de las embarcaciones de las angullas y butrigras.

Decreto del Virrey.

No cargando generos que pagan derechos reales se haga como se suplica.

Decreto Real sobre las diez y nueve suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Oristan.

32. Sobre la sup. del cap. trigesimo segundo en que me suplica sea servido mandar que las villas de Serra Manna, y Uita paguen los ornos de cal con que contribuyen en especie a la ciudad de Oristan, y que se gaste todos los años en los reparos de la puente grande y de las murallas, y que se le conceda una saca de mil estareles de trigo para el mismo efecto.

Decreto del Virrey.

En quanto a los dos hornos de cal para el reparo de le puente calzada y murallas se haga como se suplica con asistencia de los ministros patrimoniales, y que en quanto a lo demas lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en el primer punto, y en lo que toca al segundo le respondais que tiene inconveniente.

33. Sobre las suplicas de los cap. trigesimo tercio, y trigesimo quarto en que pide en el primero que el quintal de Oristan de peso de ciento cinquenta libras se redusga al quintal de Caller assi de quesos, cueros, biscochos et alias.

Decreto del Virrey.

Hagáse como se suplica.

34. Y sobre la suplica del cap. trigesimo quarto, en

que pide que los arrendadores cobren, y executen cada año lo que deberá cada año cada vassallo.

Decreto del Virrey.

Que se lo guarde el cap. de las cortes del conde de Sanistevan.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

35. Sobre las suplicas que haze la ciudad de Oristan en otros dos papeles separados en orden a la franquesa de las villas de aquel marquesado y pertenecer al veguer de la misma ciudad el conocimiento de todas las causas de recurso, y en ocasion por miserabilidad, y appellacion de los agravios que los vassallos de los tres campidanos han recebido de los oficiales y ministros ordinarios.

Decreto del Virrey.

Por quanto pende la resolucion de su magestad a quien se ha consultado esta materia, que se guarden en el interim las leyes del reyno, y disposicion del der.^o coman.

36. I sobre otra expressa que los ministros patrimoniales de dicha ciudad no empleen sus criados en las embarcaciones, y al tiempo de embarcar assistan por el hymbierno, de las hocho horas de la mañana por el verano a la salida del sol.

Decreto del Virrey.

Que en quanto al primer punto guardense las instrucciones del visitador don Pedro Martines Rubio que van impresas, y estan mandadas guardar por su magestad, y en quanto al segundo que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto aprobar lo que habeis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Oristan.

Ciudad de Castillo Aragonés.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Castillo Aragonés sea servido confirmar todos los privilegios que ha obtenido, assi en concideracion de sus servicios como por comunicacion.

Decreto del Virrey.

Guardense los privilegios que estuvieren en uso.

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica la confirme todos los cap. de corte concedidos a la misma

ciudad de Castillo Aragonés, así en las cortes del conde Sastievan como en otras.

He resuelto confirmar los cap. de corte del conde Santistevan, y en quanto a los otros solamente los que estuvieren en uso.

3. Sobre la sup. del cap. tercero, en que pide que tanto los seis mil estareles del encierro como otra ciudad, que qualquier particular embarcará en aquel puerto lo pueda hazer sin obligacion de ir a remedir a otro puerto.

Decreto del Virrey.

Concedeselle lo que pide; durante la real voluntad de su magestad.

Decreto Real.

Me conforme con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto, en que me suplica sea servido concederle, que los seis mil estareles de trigo del encierro, que puede entrar la ciudad de Castillo Aragonés pueda embarcarlos la mitad por setiembre, y 8.^{ava}, y la restante cantidad por abril, y mayo.

He resuelto le respondais que esto tiene incombieniente.

5. Sobre el cap. quinto en que me suplica mande que ninguna persona de aquella ciudad pueda calar la almadrava de Calagostina.

He resuelto que no se haga novedad por ser interez de parte.

6. Sobre el cap. sexto en que me suplica mande que qualquier mercader, que se introduga en la ciudad de Castillo Aragonés pueda despues de haver pagado la aduana, y demas derechos passar la ropa a otra qualquiera ciudad o villa del reyno sin pagar nuevos derechos en la parte donde la transportare constando de su legitima paga por certification del aduanero.

He resuelto que le respondais, que quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combieniente.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica, que los diez mil escudos que se aplican para las fortificaciones del reyno se den dosientos escudos cada año para reparo de las muralas de la ciudad de Castillo Aragonés.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

8. Sobre el cap. ottavo, en que me suplica mande, que las diez piezas de artilleria que estan en el puerto a la orilla de la mar se pongan dentro de la ciudad en los puestos que se necesitan, y que estas se monten como las demas y remitan municiones.

Decreto del Virrey.

Que se pongan en el castillo, y lugares combienientes, y por lo demas que pide se dará providencia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en el primer punto y en el segundo encargaros, deis la providencia combieniente.

9. Sobre la sup. del cap. nono, y decimo, en que suplica en el primero, que los consellers nombren las guardas noturnas, y que el potestad de dicha ciudad execute las faltas.

Decreto del Virrey.

Mantengaselle la possession en que se halla de nombrar las guardas noturnas, y que el potestad execute las faltas, y las penas reduzidas a un real aplicado al potestad, sinque en esto intervenga el castelano.

10. Y sobre el cap. decimo, en que pide, que el officio de potestad sea de tres en tres años conferido a personas nacidas en dicha ciudad, y matriculadas en bolzas de consellers en cabo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre las dichas suplicas.

He resuelto conformarme con vuestra decretata.

11. Sobre las suplicas de los cap. undecimo y duodecimo en que refiere en el primero que los consellers sean mantenidos, y conservados en la possession de admitir a pratica y comunicacion a las embarcaciones que vienen a aquel puerto.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad deve dar las praticas a las embarcaciones sin dependencia de castellano, sino en caso de sospecha de guerra, o otro en que pareciere combieniente a vos, y a vuestros sucesores, que intervenga el castellano, en los quales solamente ha de tener la intervencion conforme la orden que se le diere.

12. Sobre la sup. del cap. duodecimo en que pide para evitar las pendencias sucede en el patio de las puertas de dicha ciudad, que se abra otra puerta en otro paraje.

Decreto del Virrey.

He gasse como se suplica.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

13. Sobre el cap. decimo tercio, en que me suplica que el potestad de Castillo Aragonés haya de ser precisamente natural de ella, y ensaculado en la bolza de jurado en cabo, y que haya de asistir todos los dias en la casa de la misma ciudad así por la mañana, que por la tarde.

He resuelto que le respondais, que eu lo tocante a ser natural e insaculado en la bolza de jurado en cabo ya he tomado resolucion en el capitulo decimo, y que en lo demas de este me confirmo con lo decretado por vos.

Decreto del Virrey.

Que se dará providencia.

Ciudad de Alguer.

1. Sobre el capítulo primero en que me suplica la ciudad de Alguer sea servido confirmar todos los privilegios, cartas reales, pragmáticas, y capítulos de corte usados y no usados concedidos a su favor.

He resuelto confirmar los que estuvieron en uso.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica mande que no pague cosa alguna de la porción que le fuere señalada en el repartimiento del nuevo donativo de este decenio.

He resuelto que la ciudad de Alguer no pague mas de la mitad del donativo que le tocare, y se la señale por este decenio.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, y quarto en que pide en el primero, que quando quisiere ir el governador para hazer extracción de jurados sea a sus costas sinque tenga obligacion la ciudad de avisarle y que en caso de ausençia de dicho governador no embie nott.³ para dicha extracción.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

4. Y sobre la sup. del cap. quarto, que las colarinas que vendrian a pescar en los mares de esta ciudad puedan extraher francamente sin pagar derechos reales reynte y cinco quintales entre queso, lana, semola, y viandas.

Decreto del Virrey.

Atendiendo a la importancia de la Plaza de Alguer, y a lo demas que representa se les concede la franquesa de quinze quintales de los generos, que sacare cada uno de las colarinas, y en lo demas que se observen las ordenanzas de don Pedro Martinez Rubio y en caso de contravencion den cuenta para aplicar el remedio que combenga.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

Me conforme con lo que haveis decretado.

5. Sobre la sup. del cap. quinto en que expressa, que no se impida a los patronos, y mercaderes el hir por las ferias, y demas ciudades, y villas del reyno sin pagar ningun derecho llevando feo de haverlo pagado a la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se concede, que se puede extraher las ropas por las villas llevando certificatoria de los aduaneros firmada del theniente de procurador real, advirtiendo que en cada villa no pueda vender mas de tres dias, y assi mismo puede passar a las ciudades pagando los derechos.

Decreto Real.

Quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente, y assi se lo participareis a la ciudad de Alguer.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que representa, que el veguer de la ciudad ponga presos a los executores, que embiaren los ministros de la real governacion contraveniendo al cap. de corte.

Decreto del Virrey.

Que la real governacion de Sacer no embie executores a la ciudad de Alguer sin que remita la exencuon al veguer de dicha ciudad, y en caso de no hazerla este podrá embiar executor a gasto de dicho veguer.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretada.

7. Sobre el cap. septimo, en que me suplica sea servido mandar que de los diez mil escudos señalados por las fortificaciones de este reyno se de el necesario para a dresar la puente del estanque de la ciudad de Alguer, y algunos caminos.

He resuelto encargarlos attendais a esta instancia.

8. Sobre las suplicas de los cap. ottavo, nono, y decimo, en que suplica en el primero, que haviendo personas, que quisesen reedificar las casas desechas, los consellers le den el permiso de fabricarlas.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica.

9. Sobre la suplica del capítulo nono, en que suplica, que se de permiso de reedificar las salinas, sin pagar cosa alguna por diez años a la caja a tal de lo util puedan pagar el dinero al mercante el dinero que dieren para fabricarlas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. I sobre la suplica del capítulo decimo, en que pide que se le oppone a qualquier pretencion tuviesen en estas cortes las demas ciudades, y communidades.

Decreto del Virrey.

Que se incierte en el proesso de las cortes.

Decreto Real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme a lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Alguer.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Bosa que se observen todos los reales privilegios, y cap. de corte, que estan concedidos a su favor.

He resuelto confirmar los que estuvieren en uso.

2. Sobre el cap. segundo en que me suplica conceda a la ciudad de Bosa el encierro de seis mil estares de trigo de porcion cada año con facultad de extraerlo a su tiempo, como las demas ciudades.

He resuelto conceder a la ciudad de Bosa franquesa para dos mil estares de trigo, con calidad que sea el encierro efectivo. Y no se pueda extraer sin que quede otra tanta cantidad en deposito y con la prevención, que haveis de ser hecho el servicio.

3. Sobre la sup. del cap. tercero en que pide, que se conceda, que las coralinas que van a pescar puedan sacar veynte y cinco quintales semolas, viandas o quesos, pagando solamente la mitad de los derechos de dichos 25 quintales.

Decreto del Virrey.

Que de los veynte y cinco quintales que lleva cada coralina se le conceda franquesa para ocho quintales.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata.

4. Sobre el cap. quarto en que me suplica, que el potestad de Bosa a quien se dio el título de veguer se quede con este honor y título, y que no tenga assessor valiendose en la declaracion de las causas del parecer de los consellers.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo decretado en las últimas cortes por convenir que el veguer tenga assessor letrado, y la ciudad embie aranzel de los salarios, y derechos que perciben el assessor y escrivanos, y con vista de el, dará su excelencia la providencia que combenga para alivio de sus moradores.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

5. Sobre el cap. quinto, en que me suplica, que el official que huviere de ser de los saltos de Montreata sea persona perita, y que sepa lez, y que en los procesos se estile lo que en lo pasado.

He resuelto mandaros que attendais a la mejor forma de esta instancia.

6. Sobre la sup. del cap. sexto en que pide, que para que se erija una carzel en la dicha ciudad se ponga a punto la que hoy esta en el castillo.

Decreto del Virrey.

Que se aplique para el reparo de la carzel la porcion de las penas que corresponden los vegueres a la real caja, variandola el veguer para este efecto en poder de los ministros patrimoniales a quienes se manda lo apliquen para este reparo dando cuenta a su excelencia de lo que resultare, y en quanto al carzelero, hecho el reparo, su excelencia dará la providencia combeniente.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretata, y assi respondereis en esta conformidad.

7. Sobre el capitulo septimo, en que me suplica, que de la porcion que cupiere a la ciudad de Bosa de los diez mil escudos destinados para las fortificaciones se repare la torre del puerto, y monte la artelleria.

He resuelto encargaros deis providencia en esta materia.

8. Sobre la suplica del cap. ottavo en que pide, que se consulten para las plazas del real concejo a los abogados de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá la debida consideracion.

Decreto Real.

Me conformo con lo que aveis decretado.

9. Sobre la sup. del cap. nono, en que me suplica, mando que se repare una puente que hay en el rio que divide a Bosa de las encontradas de Bomvey, Puzumayor, Meologo, y Cabo abas.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad haga primero el repartimiento, y lo remita a su excelencia para dar la providencia que combenga.

Decreto real.

He resuelto mandaros, que attendais con todo cuydado a esta materia.

10. Sobre las suplicas de los cap. decimo, undecimo, y duodecimo, en que expresa en el primero, que haya numero fijo en las bolzas de consellers, y que los que se matriculan sepan leer y escribir.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto al numero, y calidad de las personas, que ha de haver en la primera, segunda, y tercera bolza, y en lo demas su excelencia dará providencia en su caso, y lugar.

11. Sobre el cap. ondecimo, en que pide que los commissarios, y sargentos mayores de los cabos de Saer y Logudoro no pasen muestra en dicha ciudad sino el sargento mayor de aquella que tiene la atendencia en la infanteria, y como capitán de guerra en la cavalleria.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo que se acostumbra en las otras ciudades donde hay sargento mayor.

12. Sobre la sup. del cap. doze en que pide, que los consellers no sean presos, ni carcerados, ni detenidos, o desterrados, ni llamados sino en los casos exceptuados.

Decreto del Virrey.

Que se tendrá consideracion a lo que representa la insignia.

Decreto real sobre las tres suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi le responderéis.

13. Sobre la suplica del cap. decimo tercio, en que me suplica que el sargento mayor de Bosa se le pague el sueldo en las aduanas de la misma ciudad.

He resuelto respondiáis que se guarden los ordenes reales.

14. Sobre la suplica del cap. decimo quarto, en que pide, que todas las ropas, y mercaderias que huvieren pagado los derechos a las aduanas puedan los revendedores venderlas libremente en las villas, y ferias del reyno con licencia del teniente del prór real, y con certificatoria de los aduaneros de haverles pagado los derechos.

Decreto del Virrey.

Que se le concede que pueda extraher a vender las ropas por las villas llevando certificacion del aduanero firmada del teniente del prór real advirtiéndole que en cada villa no puedan vender mas que tres dias, y assi mismo pueda passar a las ciudades pagando los derechos.

Decreto Real.

He resuelto respondiáis, que estoy mirando la materia para resolver lo que fuere mas combeniente.

15. Sobre la suplica del cap. decimo quinto en que pide, que no se decreten suplicas de los demas estamentos, o ciudades que sean perjudiciales a la dicha de Bosa.

Decreto del Virrey.

Que se incierte en el processo.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

16. Sobre la suplica que en un papel separado de las referidas instancias me haze la ciudad de Bosa, en orden a que sus vezinos puedan sacar y embarcar sus vinos librem.^{te}

Decreto del Virrey.

Constando del uso del privilegio en tiempo antecedente del año 1675 en que se despacho la orden del real patrimonio, que se le observe su privilegio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Cabildo de Bosa.

4. Sobre el cap. primero, en que me suplica el cabildo de Bosa sea servido permitirle que pueda formar mas pesqueras en el rio de su comarca.

Decreto del Virrey.

Presente la concession que refiere, que se dará providencia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretata, y assi le responderéis de esa conformidad.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, tercero, y quarto, en que pide en el primero, que se confirme el privilegio concedido, en orden a que la ciudad goze de la imbarcacion del vino sin despachar sacas segun gozan las demas ciudades.

Decreto del Virrey.

Ya se ha dado providencia a peticion de la ciudad.

3. Sobre el cap. tercero en que pide, que para alargar el cimiterio se le conceda un pedazo de territorio, que tiene al lado de una iglesia campestre para enterrar los pobres desamparados por los cien escudos se concedieron para la fabrica.

Decreto del Virrey.

Que se le haze la gracia que pide con las calidades, y requisitos, que se expressaran en el establecimiento para el qual acudiran al tribunal del real patrimonio.

4. Y sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que los eclesiasticos sean comprendidos en todos los repartimientos de los terretorios para poderlos cultivar, y adelantar la labranza.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que me suplica, que en las vacantes de prelasias, y abadias se consulten a los naturales de Bosa.

He resuelto respondiáis al cabildo que los tendre presentes.

6. Sobre la suplica del cap. sexto, en que pide, que quando vayan las fregatas para la pesca de las coralinas, puedan al partirse, y al bolverse a su lugar embarcar por su regalo veynie, y cinco quintales entre viandas, y quesos con obligacion solamente de pagar para el despacho la mitad.

Ya se ha dado providencia a peticion de la ciudad de Bosa, y assi se lo participareis al cabildo.

Ciudad de Iglesias.

1. Sobre al cap. primero en que me suplica la ciudad de Iglesias que el puesto de capitán de ella se una al de jurado en cabo de la misma ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, fenecido el tiempo, y la merced del que hoy es capitán, declarado que sea suficiente la edad de treinta años y sean cavalleros, o ciudadanos honrados, haciendo la ensacacion segun los privilegios de la ciudad en lo que no se opusiere a este decreto y que hayan de purgar tabla cada año, fenecido su officio.

Decreto Real.

He resuelto, que no se haga novedad.

2. Sobre el cap. segundo, en que me suplica la ciudad de Iglesias le confirme todos los privilegios, capitulos de corte, y del breu, y otras ordenaciones.

He resuelto confirmar los que estuvieren en uso.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, y quarto, en que suplica en el tercero, que los naturales de la ciudad de Caller, que tienen bienes sijos en la ciudad de Iglesias contribuyan en las soluciones del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que los moradores que han contrahido domicilio en dicha ciudad esten obligados a contribuir a la solucion del real donativo.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que pide, que la cobranza del real donativo corra por cuenta de los jurados y den fianza idonea sorteando en jurados, y no haziendolo no sean admitidos en officio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Segundas suplicas de la ciudad de Iglesias.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la ciudad de Iglesias sea servido mandar que al sequestrador de las reales rentas de ella haya de subministrar lo preciso para los reparos de la casa de ayuntamiento.

He resuelto que le respondais, que quedo mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente.

2. Sobre el cap. segundo en que pide, que el concejo general nombre una persona, que cude la cobranza de las maquicias, acusas, y sequestros y penas para hazer de nuevo las puertas, y murallas caydas de la ciudad para evitar los contrabandos.

Decreto del Virrey.

Por ser cosas tocantes al real patrimonio, que lo supliquen a su magestad.

Decreto Real.

Respondereis en la misma conformidad.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide, que la casa de la aduana se tenga en casa a parte, y en lo publico, y no en la casa de los aduaneros.

Decreto del Virrey.

Pagando la ciudad los gastos de la fabrica de la aduana, y de las guardias se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad de Iglesias.

Cabildo de Iglesias.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplica el cabildo de Iglesias sea servido mandar, que los frutos del censo que tiene sobre los saltos de Xixeris se desembarguen.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pide, que en real donativo se tenga conideracion de la pobreza de dicho cabildo.

Decreto del Virrey.

Que por quanto de la parte del donativo, que huviera de tocar al cabildo, no corre por su excellencia, acuda a quien toca.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi lo respondereis.

3. Sobre el capitulo tercero, en que me representa, que las necesidades que padece la ciudad de Iglesias.

Decreto del Virrey.

Que se tendrà conideracion de lo que representa para aplicar el remedio que pareciere mas combeniente en orden a la conideracion, y alivio de aquellos moradores.

Decreto Real.

He resuelto mandaros attendais a esta instancia.

4. Sobre el cap. quarto, en que me supplica, que haya en aquella santa iglesia obispo separado como lo havia antes.

He resuelto respondais que no ha lugar.

5. Sobre el cap. quinto en que me suplica, que se nombre un juez, o assessor independiente de los conchilleros para decidir las causas del cabildo.

Lo quedo mirando para dar la providencia mas conveniente.

6. Sobre el capitulo sexto, en que suplica, que la aduana de la ciudad de Iglesias este en casa separada de los arrendadores.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real

Ja se ha dado providencia en el cap. terzero del segundo papel de la ciudad.

7. Sobre el cap. septimo en que suplica, que se tome providencia por la estirpacion de los monopodios y usuras.

Decreto del Virrey.

Que se dará providencia.

Decreto Real.

Os encargo attendais a la materia.

8. Sobre las suplicas de los capitulos ottavo, y nono, eu el que suplica en el de ottavo que no se admitan cessiones de bienes etiam de los hered. de los obligados.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes del reyno.

9. Sobre la suplica del cap. nono, en que pide, que no se admitan causas de concorsos, sino que entren los bienes en poder del sequestrador que nombraren los acrehedores.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el cap. de corte que da providencia sobre la materia, quitados los abusos, que se huvieren introduzido.

Decreto real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre el capitulo decimo en que me suplica, que el salto de franch, que posehè la ciudad de Iglesias se arriende para ayuda a la paga del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que se dará providencia oyendo a la ciudad.

Decreto Real.

He resuelto mandaros, que attendais a esta instancia.

11. Sobre las suplicas de los capitulos onze, y doze, en que pide en el onzeno, que el que tuviere oficio en

la ciudad no pueda por si, ni por interpuesta persona arrendadar, ni participe en los derechos de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los estamentos de la ciudad, y disposicion de derecho, que dan providencia, paraque los que tuvieren arrendamientos no sean admitidos en los officios de la ciudad.

12. Sobre el cap. duodecimo, en que pide, que se de a cada capitular, y eclesiastico un carro de sal cada año.

Decreto del Virrey.

Que la ciudad reparta igualmente la sal tanto a los ecclesiasticos como con los demas ciudadanos.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

13. Sobre el cap. decimo tercio en que me suplica conceda alguna limosina para la sacrestia del cabildo de Iglesias.

He resuelto encargaros attendais a esta instancia por ser de piedad.

Encontrada real de Mandrolisay.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la encontrada real de Mandrolisay sea servido conceder, o confirmar todos los privilegios, actos de corte, y demas concessiones, que han obtenido a su favor.

He resuelto, que se haga como se suplica en los que estuvieren en observancia.

2. Sobre las sup. de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto en que suplica en el segundo, que los pregonos, y listas de maquicias, quando se llevan para regraciar las deva llevar al mismo oficial, o vero uno de los consellers, o sindico de dicha encomienda, y antes de regraciar se deve tomar fee de la calidad de la pobresa de los vassallos que han incidido en las penas.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

3. Sobre el cap. tercero en que pide, que por quanto la pobre gente se destruye en penas pecuniaras, que los ponen por diversas contravenciones como es que no entren en prados Vidazonis Montañas de corte et alias que se mande el que nose ponga pena que exceda de dos escudos, y aquella no se pueda executar pasado el año para que con esto se eviten los abusos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide que por quanto se dexan muchos procesos de maquicias, y causas criminales muchos años sin publicarse, ni recibirse las

defensas se mande el que dentro de tres meses desde el día que se da la querrela se le haya de publicar al reo el cargo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica no quedando por el reo, y que pasado el tiempo se tengan por evocadas las causas a su excelencia, y real audiencia, quedando obligados los oficiales dar razon a su excelencia bajo pena de privacion de oficio.

5. Sobre el cap. quinto en que piden que los oficiales por sus grangeos arquiilan al bestiar las vidazonis, y prados para herbarjar con pauto de no hazer daño en los panes, y si a caso sucediere por minime que sea tratan de hazer procesos, y acusar penas, y assi se mande que los dichos oficiales no hayan en adelante de arquiilar las dichas vidazonis.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

6. Sobre el cap. sexto en que me suplica la encontrada real de Mandrolisay que no se haga processo de encargas sin instancia de parte, quando se hallan algun ganado herido como en ganado menor.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con vuestra decretala.

7. Sobre la suplica del cap. septimo, en que pide, que por quanto han introduzido, que sucediendo alguna batalla en que se pegan de golpes y defendiendose el reo prueba haver pegado por defenza de su persona, y assi no esta obligado a la pena conforme reza carta de Logu, y obligan al herido a que la pague, y assi se mande, que en adelante no obliguen al herido a pagar la pena, en que hubiere incurrido el reo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Lo estoy mirando para tomar la resolucion mas conveniente.

8. Sobre las suplicas de los cap. ottavo, nono, y decimo, en que pide en el ottavo que quando se arquiilan las montañas de corte para las vacas, que los arrendadores bayan de tomar quarenta sueldos por cada centenar de vacas, y no tomar de aquellas conforme lo hazen quando las arquiilan por los cochinos que lo toman en especie - como no sea en lugar que haya bellota.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado quitando todo abuso.

9. Sobre el cap. nono, en que pide que en algunas rixas, con que se suelen pegar algunos con golpes de minima y poca entidad, o arañaduras que se den por poca sangre, que salga, lo condenan a quinze libras de maquicias por cada arañadura o golpes que se den, y que quando sucediere el caso de semejantes cosas que segun la calidad del golpe se haya de pagar la pena.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

10. Sobre el cap. decimo, en que pide que por la pena de los hurtos han introduzido condennar a los reos por diez, o doze, que sean a quinze libras de maquicia cada uno, y que assi en adelante quando sucediere el caso de intervenir algunos en algun hurto se haya de cobrar la pena de cada uno mas que todos juntos, y assi mismo no se haga mas que un processo.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en quanto a la pena pecuniaria, con que esten todos los reos obligados en solidum, de tal manera que pagando uno la maquicia no sean obligados pagar los otros.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

11. Sobre lo contenido en la suplica undecima en que pide que ninguno pueda tener el empleo de oficial mas que en los naturales de la encontrada por mas que sean naturalizados en ella, o tengan privilegio de naturalizacion de su magestad o en cortes.

La estoy mirando para tomar la resolucion mas conveniente.

12. Sobre la suplica del cap. duodecimo, que por quanto en la ciudad de Oristan en ausencia del veguer gobierna el jurado en cabo, y gozando del mismo privilegio dicha real encontrada es justo, que en ausencia de oficial de justicia gobierne el jurado en cabo, y en falta de esto el segundo, o tercero, se mande el que en dicha encontrada se observe lo mismo que en la dicha de Oristan.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, mientras no haya persona provehyda por su magestad, o por su excelencia.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretala.

13. Sobre la sup. del cap. decimo tercero, en que me suplica, que el sindico de dicha encontrada tenga voto con el estamento real.

He resuelto que digais tiene incombieniente.

14. Sobre las suplicas de los cap. catorze hasta el de diez y siete inclusive, en que pide en el dicho de catorze, que por quanto los arrendadores tratan de declarar los procesos con voto de consullor contra lo costumbre de dicha encontrada, y assi se mande, que se observe la declaracion de los procesos criminales conforme se ha praticado hasta aqui con voto de cinco hombres, y que la mayor parte de ellos sepan escribir.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica en conformidad del cap. de corte sobre esto decretado en las cortes passadas.

15. Sobre el cap. decimo quinto en que pide, que a instancia del procurador de corte sin haver parte que-relante se hazen muchos procesos con passiones, y que assi en adelante se mande, que no se hagan procesos ningunos a instancia de dicho procurador de corte sino fuesen por delitos graves.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide que sobre la cobranza de algunas deudas que se deven con polizas de poco tiempo a esta parte se ha introduzido, que a instancia del acrehedor lancan, y sellan la casa del deudor, y que assi se mande en adelante no se hayan de hazer semejantes vexaciones, solos que las deudas que legitimamente se devieren se haga por la cobranza de aquellas las execuciones en la devida forma en los bienes del deudor.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

17. Sobre el cap. decimo septimo, en que expresa, que los arrendadores, y oficiales tratan de hazer procesos contra los pastores que hazen fuego en sus rebafios o los lugares donde trabajan solamente para cozer carne por su sustento, y que assi se mande a los dichos oficiales, y arrendadores que no hagan en aquellos molestia alguna, sino fuere en el caso que les escape el fuego, y hagan algun daño.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

18. Sobre la suplica del cap. decimo ottavo en que pide, que algunos muchachos jugando a la batalla se dan a unos a otros algunos golpes de piedra, por lo que les hazen processo, y executan la pena, y no queriendo pagar el padre del muchacho se ponen en la carzel, y que assi se mande, que en adelante por semejantes cosas no se hayan de apremiar los referidos padres de los muchachos pagar pena alguna.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real.

Me coniformo con lo que haveis decretado, però os encargo que se procuren evitar semejantes pendencies, y pedreas.

19. Sobre las suplicas de los cap. diez y nueve, veynte, y veynte y uno en que representa en el referido de diez y nueve, que los arrendadores, y oficiales executando lo dispuesto en el cap. de corte de logu de que los derechos reales, y esbarbajo en cochinos, y obejas que se haga en el mes de 8.^{ta} lo dilatan a tomarlo en los meses de 9.^{ta} y diciembre, y parte de henero, sobre los quales suelen hazer cridas, y pregonos con graves penas, y que para evitar muchos abusos, que con esto se ocasiona se les haya de mandar el que hayan de tomar los dichos derechos en el referido mes de 8.^{ta}, segun sentencia que tienen a favor los vassallos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y se observe lo decretado, y declarado con dichas sentencias.

20. Sobre el cap. vigesimo en que pide que el oficial no obstaute las provisiones que tiene de los virreyes predecesores toma por los salarios de las sentencias salario a parte por cada reo, declarandose la causa o antes de la sentencia, y assi que se mande que de aqui en adelante no haya dicho oficial de tomar mas que un salario, ahora sea que haya un reo, o muchos en una misma causa.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

21. Sobre el cap. vigesimo primo, en que representa que los arrendadores desp. de haver estimado las montañas de la bellota, y cargando a los pastores a pagar el derecho que se acostumbra arquilar obejas, cabras, y vacas lo que es en perjuizio de los pastores de cochinos, y assi que se mande, que en las montañas donde estuvieron arquiladas por los cochinos no hayan de introducir otro ganado.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichos capitulos.

Me coniformo con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la encontrada de Mandrolisay.

Consellers en cabo, y segundo de la encontrada real de Mandrolisay.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplican los consellers en cabo, y segundo de la real encontrada de Mandrolisay sea servido confirmar todos los privilegios, y gracias coucedidas en la misma encontrada, que atualmente estan en uso.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo hasta el septimo inclusive, en que expressa en dicho cap. segundo que los oficiales no cobren mas derechos de los que contienen las capitulaciones firmadas entre ellos, y los vassallos.

Decreto del Virrey.

Presenten las capitulaciones, y se dará providencia.

3. Sobre el capitulo terzeto, que los oficiales no tomen parte alguna del salario de los barracheles.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplican.

4. Sobre el cap. quarto en que refieren, que queriendo serrar los vassallos algun pedazo de tierra lo puedan hazer, no siendo en montañas de corte, prados, o lugar donde encierre aguas, o caminos.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

5. Sobre el cap. quinto en que piden, que los vassallos ofreciendosse a pagar el mismo precio que ofrecen los arrendadores, que estos cedan el arrendam.^{to}

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado, y si quieren los vassallos arrendar pongan postura.

6. Sobre el cap. sexto, en que piden, que los arrendadores no tengan manos en las adobarias, ni otras cosas de particulares, ni los ministros, sino haviere instancia de parte.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes, y pragmatikas del reyno.

7. Sobre el cap. septimo en que piden, que en el officio de oficial no lo pueda pretender solo el que fuere nombrado por terna, y en el interim lo gobierne el jurado en cabo, y en falta de esto el segundo, o tercio.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado en las cortes, que refieren.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me conformo con lo que habeis decretado.

8. Sobre el cap. octavo en que me suplican, que los cien escudos estan cargados sobre los emolumentos de dicha officialia de Mandrolisay no los obliguen a pagarlos.

He resuelto respondais que no hay lugar.

9. Sobre las suplicas de los capitulos nono, y decimo, en que representan en el cap. nono que los oficiales no puedan tener mano, ni se interpongan en las causas civiles, y criminales, alivas, o passivas de interez proprio, o de sus padres, y suegros, y demas parientes, pastores, y adheridos a sus casas.

Decreto del Virrey.

Que se guarden las leyes, y pragmatikas del reyno.

10. Sobre la suplica del cap. decimo, en que pide, que los mayores de prado se pongan por el mes de octubre.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplican.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis a los consellers en cabo, y segundo de la encontrada real de Mandrolisay.

Ciudad de Caller.

1. Sobre la suplica, que en papel separado de las demas haze esta ciudad de Caller en orden a effectuar, que se archiven los protocolos de los nott.^l diffuntos, sacandolos de poder de quien los tiene.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y real pragmatica que habla de esta materia, y paraque sea mas puntual su observancia mandará su excellencia deputar un ministro para en caso de morir algun nottario haga aprehension de sus notas y las archive, haziendo los imbenarios, que dispone la real pragmatica, y la ciudad tenga obligacion de dar cuenta a su excellencia de la muerte de los nottarios luego que sucediere sin dilacion alguna.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis a essa ciudad.

Ciudad de Castillo Aragoncs.

1. Sobre el cap. primero del papel separado de las demas suplicas de la ciudad de Castillo Aragoncs, en que insta, que los militares, artilleros, soldados, y torresanos paguen sin exemption alguna los derechos, que por la misma ciudad se impusieren sobre los vivares, que entran, y salen para la paga del real donativo.

Decreto del Virrey.

Que los soldados militares, y que gozan sueldo, y los artilleros que por orden real deven gozar lo mismo que dichos soldados, y torresanos deven pagar los derechos

impuestos para la ciudad en las cosas, que no fuesen necesarias para su uso propio, y de su casa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre las suplicas de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto, en que expressa en el segundo, que los juramentados estan sujetos al juez ordinario, y assian a las guardias noturnas.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplica.

3. Sobre el cap. tercero, en que representa, que los soldados, torresanos, artilleros, y ayudantes esten a la meta, que se impusiesen a los vivares, y que la obedescan.

Decreto del Virrey.

Que los soldados, torresanos, y artilleros esten tenidos a guardar la meta y tasa, que la ciudad pusiere en los vivares y mantenimientos, y los que hizieren trato de comprarles, y venderles, los pueda obligar la ciudad su conduccion, y para la observancia de todo esto pueda imponer penas pecuniarias, y executarlas en caso de contravencion con asistencia del castelano, o de la persona militar que el deputare, y en caso que el castelano no diere esta asistencia, o la dilatare, que la de el potestad como delegado de su excellencia, como a capitán general, para cuyo efecto se le da solamente delegacion.

Sobre el cap. quarto en que pide, que los gobernadores de Sacer no se hayan de immiscuir en el nombramiento de eleros en lugar de los impedidos, o muertos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Sobre la suplica del cap. quinto en que pide se le haga la gracia de bolver a dicha ciudad de Castillo Aragonés Francisco Denoa natural de aquella.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia le haze la gracia.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

Me conformo con lo decretado por vos, y assi se lo participareis a la ciudad de Castillo Aragonés.

Real encontrada de Barbagia Belvy.

4. Sobre el cap. primero en que me suplica la encontrada real de Barbagia Belvy sea servido confirmar todos los privilegios, cartas reales, y autos de corte que ha obtenido a su favor.

He resuelto que se guarden los privilegios que estuviere en uso.

2. Sobre las suplicas de los capitulos segundo, tercero, quarto, y quinto, en que expressa en el dicho cap. segundo que todas las gracias, y decretos buenos a las suplicas de la villa de Arizo se entiendan concedidas a toda la encontrada.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplica.

3. Sobre el cap. tercero en que pide, que por haverse decretado en la suplica diez y ocho en orden a que los que se nombraren o seran oficiales sean naturales de la villa de Arizo se enfunda por todos los que seran naturales de la encontrada, y no solamente de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo que suplica.

4. Sobre el cap. quarto en que pide que por quanto los vasallos siempre procuravan que el numero del signo no llegasse nunca a diez por no pagar uno multiplicando adrede los signos de essa calidad, y que assi los vasallos paguen el esbarbajo de cochinos, segun lo expressa el cap. quarto de las cortes del conde de Elda.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

5. Y sobre el cap. quinto, en que me representa, que el pror de corte no se tome los quatro reales de ningun reo, sino se declarasse la causa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi en essa conformidad se lo participareis a la encontrada real de Barbagia Belvy.

Procurador de la encontrada de Parte Montis.

Sobre la suplica unica que ha hecho el procurador de la encontrada de Parte Montis en orden que ningun vasallo de ella pueda vender tierras, y otras heredades de qualquier persona.

He resuelto que se haga lo acostumbrado, y assi se le respondereis.

Villa de Templo.

4. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Templo se le conserve en la possession immemorial que se halla de dos puertos de Longon Sardo, y Terranova en el embarco, y desembarco de ropas ultra marinas, y con la calidad de poder comprarlas, y venderlas publicamente.

Decreto del Virrey.

Por quanto sobre lo contenido en este cap. en orden a las tiendas hay consulta pendiente que lo supliquen a su magestad, y en quanto a la possession de los puertos que se le mantenga en ella.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en orden a los puertos, y mandaros, que en lo tocante a las tiendas respondais que lo estoy mirando para tomar la resolucion mas combeniente.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, tercero, quarto, quinto, sexto, y séptimo, en que expressa en el cap. segundo, que los vassallos puedan labrar en los terretorios, y campos de llano en Anglona.

Decreto del Virrey.

Que se ajusten con el dueño del terretorio.

3. Sobre el capitulo tercero, en que pide, que se dispense la pragmatica para poner fuego por setiembre en las moutañas para apasentar el ganado.

Decreto del Virrey.

Que se observe la real pragmatica.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide, que se les permita el traer sal sin incurso alguno.

Decreto del Virrey.

Por quanto en el arrendamiento hay precio ajustado acudirán al arrendador, y se guarden los capitulos del arrendamiento, y si huviere excesso su excellencia dará la providencia combeniente.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide, que los pesos de dicha villa se hayan de ajustar conforme a los de esta de Caller.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica bajo las penas reservadas a su excellencia en caso de contravencion.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide, que se ensaculen personas idoneas para servir la officialia, y se saquen de saco de suerte cada año.

Decreto del Virrey.

Por quanto a lo que contiene la suplica se resolvio con acuerdo de la real audiencia a instancia del regidor que se observe en adelante.

7. Sobre el cap. séptimo, en que pide, que se ensaculen personas de combeniencia y hazienda por administrador, y se saque de saco, y de suerte,

Decreto del Virrey.

Su excellencia mandará que se observen las reales

pragmaticas, y reales ordenes que habian de la materia, y en caso de contravencion daran cuenta a su excellencia para la execucion de las penas.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre el cap. octavo en que me suplica sea servido mandar al embaxador en Roma passe todos los officios combenientes para que Su Santidad permita que los cang.^{as} collegiales Civitatenses puestos en Tempio puedan sin mas pleytos trasladar la iglesia cathedral a aquella villa.

He resuelto escribir al embaxador en Roma a fin de que passe los officios combenientes para facilitar el logro de esta instancia.

9. Sobre el cap. nono, en que me suplica la villa de Tempio, que en consideracion de sus servicios, y que en tiempo del duque de San German se trató de hazerla ciudad, y por la diferencia de una cantidad de dinero que entonces se le pidió, se suspendió, sea servido honrarla aora con el titulo, y prerrogativa de ciudad.

He resuelto que respondais tendré pnte su instancia.

Villa de Arizo.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Arizo que le confirme todos los privilegios, capitulos de corte, y demas gracias que ha obtenido.

He resuelto que se guarden los privilegios, y cap. de corte que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en orden a que pueda tener tiendas abiertas y vender todo genero de merces.

Respondereis que estoy mirando la materia para tomar la resolucion mas combeniente.

3. Sobre las suplicas de los cap. tercero, quarto, y quinto en que pide que en dicha villa haya una persona que sirva a Mostazen, que attienda a la polizia y al peso y medida, corriendo a cargo de este el abastecer el pueblo.

Decreto del Virrey.

Hagasse como se suplica con calidad, que la pena sea quinze sueldos, de los quales se aplique la tercera parte a la iglesia de San Simplicio, y la ensaculacion la hará el official con asistencia de los sindicos, y en ella, y en la extracion procederan con toda retitud, y sin abuso.

Sobre el cap. quarto, en que pide, que las causas de incendio las conosca el official de la villa en primera instancia.

Decreto del Virrey.

Que se haga segun se suplica como el incendio no suceda en montañas de dicha villa, que sean del patrimonio de su magestad.

Sobre la suplica del cap. quinto, en que representan que las viudas no paguen donativo.

Decreto del Virrey.

Que se haga lo acostumbrado teniendo consideracion en el repartimiento que se hará en dicha villa a la calidad de dichas viudas.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

6. Sobre la suplica del capitulo sexto, en que pide que el abogado fiscal o ministro mas antiguo repitan los saltos de la pruna selisey, y su fnmu.

Decreto del Virrey.

Que se dará providencia a lo que representa.

Decreto Real.

Me conformo con vuestra decretala, y os encargo atendeis a esta instancia.

7. Sobre la suplica de los capitulos septimo, otavo, nono, decimo, undecimo, y duodécimo, en que representa en el cap. septimo, en que no tengan mas obligacion de pagar mas derecho de los cochinos que de la misma suerte lo paga la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Teniendo comunicacion de los privilegios de Mandrolisay segun lo refieren, se observe lo mismo, quitado todo abuso.

8. Sobre el cap. otavo, en que pide, que los deguinso de cochinos, y obejas lo paguen en la misma forma que lo paga la encontrada de Mandrolisay.

Decreto del Virrey.

Teniendo la misma participacion se observaran los dichos privilegios en quanto estuvieren en uso.

9. Sobre el cap. nono, en que pide que no se despachan commissarios por causa civil a instancia fiscal solo de parte.

Decreto del Virrey.

Que se observen la real pragmática y capitulos de corte.

10. Sobre el cap. decimo, en que pide, que no se despache commissario alguno por deudas sino fuesse expensis petentis.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

11. Sobre el cap. undecimo, en que pide que los arrendadores no puedan valerse de ninguno solo de los vassallos de la villa para conduzir la nieve a esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores paguen sus jornales puntualmente a los que trabajaren en recoger la nieve, y por

lo demas atento hay pleyto pendiente que sigan su justicia.

12. Y sobre el cap. decimo, en que pide en el prado, y viñete de dicha villa no entre ningun genero de ganado.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

13. Sobre el cap. decimo tercio, en que me suplica, que los oficiales de la villa de Arizo sean en adelante tenientes de procurador real.

He resuelto respondais, que no hay lugar.

14. Sobre los capitulos decimo quarto hasta el decimo otavo inclusive, en que expresa en el dicho de calorze, que no se maten ganados de pastor menor sin permiso de los dueños.

Decreto del Virrey.

Guardense las pragmáticas, y pregones, quitado todo abuso.

15. Sobre el cap. decimo quinto, en que pide, que se fabrique un archivo para poner los registros, processos de corte, y prusias de los notarios difuntos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, aplicandosse para ello las penas criminales de los pregones, y el derecho de la cassa de corte, que refieren, y el oficial tenga obligacion de depositarlo en persona segura, dando cñenta a su excellencia.

16. Sobre el cap. decimo sexto, en que pide, que dicha villa tenga voto, y asiento en el estamento real en tiempo de cortes.

No hay *Decreto del Virrey.*

17. Sobre el cap. decimo septimo, en que pide, que los oficiales, y escrivanos de aquella encontrada sean residenciados dentro de dos meses concluydo el officio.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo piden guardando en el modo la real pragmática.

18. I sobre el capitulo decimo ottavo, en que pide, que solo sean oficiales los naturales, e hijos de aquellos por bienio.

Decreto del Virrey.

Hagasse, segun lo piden.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Arizo.

Villa de Uras.

1. Sobre el cap. primero en que me suplica la villa de Uras, que en adelante los vezinos de ella no tengan obligacion de acompañar a los comissarios, que llevan delinquentes sino hasta la primera poblacion que se hallare, y assi mismo que se de forma en la asistencia de los oficiales, y custodia de los presos.

He resuelto que no tengan obligacion de acompañar a los presos sino es hasta la primera villa, o poblacion mas vezina, y respeto de lo demas que se guarde la real-pragmatica.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo, tercero, y quarto, en que pide en el segundo que los ministros de justicia por titulo de acordio no permitan el ingreso del ganado forastero en los saltos de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que los ganados de los naturales sean preferidos en los pastos de los forasteros.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide, que los vassallos puedan entrar de Uras en las montañas de Parte Montis ha de cortar maderaje para instrumentos de la agricultura, y edificio de casas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

4. Y sobre el cap. quarto, en que pide que los regidores nombren por oficiales, y escrivanos de dicha villa a personas naturales, o salim comorantes, y domiciliados en ella.

Decreto del Virrey.

Que el regidor nombre a los naturales o habitantes de la villa por oficiales, y escrivanos, haviendo en ella sujetos, y haviendo de nombrar de afuera que residan en la dicha villa, por lo menos en los dias juridicos.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Uras.

Villa de Silius.

Sobre la suplica unica, que ha hecho la villa de Silius en orden a la paga del donativo por ser pocos vassallos.

Decreto del Virrey.

Que paguen solamente lo que les cupo por sus personas, y bienes, assi del donativo, como de encargas, y para lo adelante se dará providencia en el nuevo repartimiento, sin que se le haga perjuizio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis.

Villa de Quartucho.

1, 2. Sobre el cap. primero, en que me suplica la villa de Quartucho, y assi mismo en el segundo, que respeto de ser su terretorio muy corto sea servido mandar que pague solamente donativo de los bienes libres, y no de los hipotecados.

He resuelto le respondais que no ha lugar su instancia.

3. Sobre los cap. tercero hasta el del ottavo inclusive, en que representa que los arrendadores no puedan obligar a los vassallos a mas de lo que importe la mitad del feudo, durante los tres años del arrendamiento.

Decreto del Virrey.

Que los arrendadores guarden el capitulo de corte en sus arrendamientos, quitado todo abuso.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide que pagando los diez sueldos por cada dosientos quarteles de vino, o mosto que recogen no paguen otro callares por quartel.

Decreto del Virrey.

Que solamente esten obligados a pagar los diez sueldos por cada dosientos cardeles de mosto.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide que puedan libremente vender en sus casas sin licencia de los arrendadores del derecho del vino de esta ciudad.

Decreto del Virrey.

Que puedan vender libremente sus frutos en sus casas a naturales, y forasteros sin licencia de los arrendadores no obstante qualquier prohibicion.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide que pueda executar la pena a los dueños del ganado rude, que apasentare en el prado Siddi.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

7. Sobre el cap. septimo, en que pide que solos los bueyes mansos, y no el ganado rude puedan entrar en la vidazon y dicha fruminy sa rispisa.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la pragmatica en orden a esso.

8. Sobre el capitulo otavo suplican darse providencia en los cap. antecedentes y que puedan entrar a leñar, y herbar en los saltos de Mara Calagonia.

Decreto del Virrey.

En quanto al primer punto, que por ser estos saltos de otra baronia se ajusten con el baron, y en quanto al otro punto que se guarde la real pragmatica, y los capitulos del arrendamiento.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la villa de Quartucho.

Villa de Oliana.

Sobre el capitulo unico, en que la villa de Oliana me suplica que en el repartimiento que se ha de hazer se tenga consideracion a la pobreza, y deterioridad en que se halla.

He resuelto encargarlos atiendaís a esta instancia.

Villa de Pirry.

Sobre el cap. unico, en que la villa de Pirry me suplica sea servido mandar que los arrendadores en ella no puedan como vassallos reales appasentar sus bueyes, herbar, y cortar leña en los sallos circunvezinos, y particularmente en los de la baronia de San Miguel.

He resuelto mandaros, que respondais que respeto que los terretorios que refliere son de otra baronia que se ajuste con el baron.

Villa de Simala.

1. Sobre el cap. primero, en que me suplica la villa de Simala que los vezinos de ella no puedan ser obligados a conducir paja por las cavallerizas de los virreyes.

He resuelto, que respondais que ya he dado providencia a peticion de los tres estamientos.

2. Sobre las suplicas de los cap. segundo hasta el otavo inclusive, en que pide en el dicho capitulo, segun que de los procesos criminales solo se pague un escudo al consultor, y los autos processales a la curia por cada sentencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica.

3. Sobre el cap. tercero, en que pide que se observe la resolucion del ill.^{mo} y ex.^{mo} don Diego de Angulo, en orden a que los regidores saliendo de visita solo tomen ocho escudos por cada encontrada para sustento, y mantenimiento de sus cavallos.

Decreto del Virrey.

Ya se ha dado providencia a peticion de los tres estamientos.

4. Sobre el cap. quarto, en que pide, que los delegados, oficiales, lugaresthenientes, y escrivanos que se nombran por el exercicio de dichos puestos como los que han servido de diez años a esta parte no puedan ser admitidos al gobierno, sinque primero conste haver purgado tabla.

Decreto del Virrey.

Que se haga segun se suplica.

5. Sobre el cap. quinto, en que pide, que los de la encontrada de Parte Montis puedan nombrar uno, o dos sindicos generales, y que estos sirvan sin estipendio alguno.

Decreto del Virrey.

Guardesle lo acostumbrado, pues tienen bastante providencia pudiendo acudir ante su excellencia, o ante del regidor a pedir licencia.

6. Sobre el cap. sexto, en que pide, que pidiendose por los sindicos de las villas de la encontrada la licencia de juntarse las comunidades por la creacion de los sindicos nuevos, se la concedan los regidores, y concedida la licencia puedan las comunidades passar a hazer el nuevo nombramiento de los sindicos, y concederles los poderes sin otra dependencia.

Decreto del Virrey.

Que se haga como lo suplican como no se nombren personas exemptas de la jurisdiccion real, o haronal.

7. Sobre el cap. septimo en que pide la observancia de los pregones del ex.^{mo} marq. de los Velez en esp.¹ sobre los capitulos 11, 12, 13, y 14.

Decreto del Virrey.

Que se guarden dichos capitulos segun su serie, y thenor.

8. Y sobre el cap. ottavo en que pide, que el empleo de oficial de dicha encontrada sea anual y que se haga por los sindicos terna cada año en las personas, que seran bene meritas.

Decreto del Virrey.

Que se guarde lo acostumbrado.

Decreto Real sobre dichas suplicas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y assi responderéis en essa conformidad a la villa de Simala.

Villa de Gesturi.

Sobre el cap. unico, en que don Augustin Espiga, como dueño de la villa de Gesturi me suplica sea servido permitirle, que encierre en la ciudad de Caller seis cientos estareles de trigo, y que goze [despues del beneficio de la saca.

He resuelto respondais que esto tiene inconveniente.

Villa de Mills.

4. Sobre el cap. primero, en que la villa de Mills me suplica sea servido mandar, que los oficiales, escrivanos, y demas ministros de justicia observen todo lo dispuesto, y ordenado en los diez, y nueve capitulos de las cortes antecedentes tocantes a la misma villa, y campidanos de Oristan.

Decreto del Virrey.

Que se le guarden, y observen los capitulos de corte en la conformidad que se les ha concedido bajo las penas

establecidas contra los que no obedecen a las leyes del reyno, y otras a nuestro arbitrio reservadas.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado y así se lo participareis.

Josep Viridis.

Sobre la suplica de Joseph Viridis, en que me reñota, que a mas de catorze años, que esta asistiendo de off. en la secreterria de la lugartenencia general, y lo que ha trabajado en estas cortes.

He resuelto mandaros, en que se podrá acomodar a este sujeto.

Dotor Francisco Ruxoto.

Sobre la suplica del dotor Francisco Ruxoto, en que pide en consideracion de sus servicios le honre con el grado de cavallero.

He resuelto respondiis, que le tendre presente.

Decretareis en essa conformidad las suplicas que me han hecho los estamentos, ciudades, cabildos, encontradas, y lugares de este reyno, y acceptareis en mi real nombre el servicio de setenta mil escudos cada año que me hazen por un dezennio, y celebrareis el solio de las cortes en la forma, que se acostumbra, y hareis todo lo demás que combenga para su conclusion avisandome de ella, y de todo lo demás que se ofreciere, paraque lo tenga entendido.

Datum en Madrid a 30 de Henero de MDCLXXXVIII.

Yo el Rey.

Lugar del Sello +.

Lugar de la firma del presidente, y prother general quale no se ha podido ser.

V.º don Joannes Bauplista Pastor regens.

Don Francisco Dalmao et Cassante secretario.

V.º Jos. Rull regens.

V.º Comes et Torro.

V.º Clemente regens.

Al virrey de Sardeña con las resoluciones tomadas en las suplicas que ha hecho aquel reyno, y demas universidades en las presentes cortes.

Consultado.

Gracias que manda su Magestad dar en su real nombre, y mercedes que haze en las presentes cortes.

A los arzobispos de esta ciudad, y de Oristan, y demas prelados agradecer el especial zelo, y finesa con que han obrado, manifestando la memoria con que queda de sus meritos, y servicios, y la que tendrá de favorecerlos, y premiarlos a thenor de lo que han merecido en el real servicio.

Expressa la misma real gratitud a los marqueses de Villa Sor, y Lacony, y la satisfacion particular con que

se halla de su finesa para remunerarsela a proporcion de sus meritos, y calidad en las vacantes que se ofrecieren de puestos.

Al regente don Francisco Pastor haze merced de doscientos ducados de pension eclesiastica para uno de sus hijos.

A don Francisco Roggier haze merced de la propiedad del puesto de prór real, y de ambos, como de don Joseph Delitala governador de estos cabos, y de los otros ministros de la real audiencia, y patrimonio se da por bien servido por lo que han obrado en su real servicio, la qual tendra presente en las ocasiones para sus aumentos.

Al canonigo Juan Antonio Nieddu haze merced de cavallero, y noblesa para su hermano mayor, y que don Juan Antonio Montanachu, don Juan Antonio Martines, y los DD. Diego Ellis Mellis, Sebastian Manca, y Vitorio Dore syndicos de los demas cabildos se tendrá memoria para su remuneracion.

A Joseph Cartay Marti jurado en cabo de esta ciudad haze merced de veguerato por quatro años interpolados.

A don Joseph Pilo haze merced del veguerato de Sacer por otro biennio sin embargo de haverlo obtenido en el presente, pues no ha excedido algun tiempo para asistir a las cortes.

Al Estevan Andrés Fadda haze merced del officio de potestad de Castillo Aragonés por un biennio, y a Jayme Santus, don Augustin Salasar, don Diego Carola, don Felis Salaris, y don Francisco Passino syndicos de las otras ciudad. Por lo bien, que han servido se les tendrá presente en las ocasiones, que ocurrieren de su comeniencia.

A don Francisco Sanjust haze merced de titulo de conde por la antigüedad de su familia, y por los servicios continuados de su casa.

Al conde de Suma Carzel marques de Villa Cidro, y Palmas ha hecho merced de gentil hombre de Camara sin exercicio.

A don Francisco Calderon, don Miguel Martin, don Diego de la Matta, don Juan Gavino Azory, don Augustin Portugues, don Juan Manca, don Manuel de Monte Mayor, don Juan Antonio Esgruelu, y don Francisco Cadello haze merced de habitos de las ordenes militares.

A don Jayme Manca haze merced, de que se le passe la de habito que concedió su magestad en las cortes passadas a don Antonio Manca marques de Moras su padre.

A don Lorenzo Sanjust merced del veguerato de esta ciudad por dos años interpoladamente.

A don Geronimo Solgiu merced del veguerato de Alguer por tres años interpolados.

A Juan Maria Canellas merced por un biennio de la capitanía de Iglesias.

A Gavino Calcinagiu merced de noblesa, constando primero, que su padre fue armado cavallero, y sacó el privilegio de cancelleria en devida forma.

A Ellis Azore, y Cavarro merced de cavallero.

A Augustin Azeny merced de cavallero.

A Juan Bauplista Bolofia merced de cavallero.

A Matheo Pilo, y Boil merced de cavallero para beneficiar.

A don Ambrosio Bacallar le commuta el título de capitán de las torres en el de gobernador de aquellas.

A Ellis Ignacio Pinna haze merced de dosientos ducados de pençion, por lo que ha procurado merecer en estas cortes su padre el doctor Juan Maria Pinna.

A don Vicente Bacallar haze merced de cien y cinquenta ducados de pençion.

Callar a 8 de mayo 1689.

El Duque de Monteleon.

LVIII*.

Lettera del vicarè di Sardegna conte di Montellano a uno dei membri dello STAMENTO MILITARE (dei nobili) di Sardegna, con la quale lo invita a intervenire al PARLAMENTO GENERALE da lui convocato in Cagliari d'ordine del re di Spagna DON CARLO II per il giorno 26 gennaio 1698.

(1697. — 26 novembre).

El conde de Montellano, Adelantado de Iucatan etc., Virrey, Llochinent, y Capitan general etc.

Al amat de Sa Magestat lo noble don Jorge Joseph Tola (1), salut, y dilectio.

Per quant lo rey nostre señor ab ses oportunes provisiones de la data en Madrit als 29 del mes de febrer del proppasat any 1696, Nos ordena, comet, y mana, que en sa real persona, y nom celebrem, y tingam GENERAL PARLAMENT, convocant per dit efecte los tres ESTAMENTS del present regne, per tratar, y determinar en aquell les coses concernents, y esguardants el servey de Nostre Señor Deu, bona administracio de la justicia, conservacio de sa real corona, benefici de la republica, custodia y defensa del present regne, y pau, y quietut de aquella. Per tant vos diem, citam, y manam, que per los vint y sis del mes de gener primo venient del any venturo 1698 siau, y comparegau en esta ciutat de Callar devant nos, vos, o vostre legitim procurador ben instruit, y ab sufficient potestat, ab que sia de la mateixa callat, y estat, per assistir, tratar, y oferir, concloure, y fer tot lo demes que en aquell convingrà, a tal que las coses que seran per nos proposades, y tractades se pngan ab tota brevelat determinar, y concloure, segons Sa Magestat lo significa, y mana; ab cominassio, que dit termini passat, vostra ausencia en res obstant, se passarà avant en dit real, y general PARLAMENT, y conclusió de aquell. Datum en Callar als 26 de novembre de 1697.

El conde de Montellano
adelantado de Iucatan.

V. Pastor R.

Villas q. p. Gott.

(1) Figlio del precedente DON GIOVANNI TOLA CARTA, del quale nel documenti n.° L.° 2, LII.° 1, e LVF.° 2.

LIX*.

Corti generali celebrate per l'eccellentissimo signor conte di Montellano nell'anno 1699.

Dell'antico archivio patrimoniale regio di Sardegna.

El Rey.

Egregio Conde de Montellano pariente mi lugartinieste, y capitan general. Haviendose visto lo que me representais en vuestra carta de 12 de abril proximo pasado en orden a los sujetos que se han señalado en mi servicio en las cortes, que en mi real nombre haveis celebrado en esse reyno, y el processo que presentó el conde de Villasalto de las suplicas de diferentes sujetos, en atencion a lo obrado en la concession del servicio, he resuelto lo siguiente:

A don Francisco Rogier mi procurador real he hecho merced, de que en caso de fallecer antes que doña Clementa Sanna su muger, goze esta 200 ducados de renta en cada un año en la misma consignacion de sacas, donde atualmente goza el dicho don Francisco los 800 ducados que tuve por bien se le dicsen en recompensa del officio de medidor de la carra, que tenía, y se benefició.

A don Juan Baptista Fortesa, y Aimerich, y a don Felis Margens y Nin Barva de Senis he hecho merced de titulos de conde.

Al conde de Montalve he hecho merced de concederle por tiempo de ocho años el encierro de la porcion de mil estar. de trigo en cada uno.

Al marques de Soleminis he hecho merced por tiempo de otros ocho años de concederle el encierro de la porcion de 400 estar. en cada uno.

Al conde de san Lorenzo he hecho merced para dos hijos suyos del sueldo que se corresponde a uno en mis reales exercitos, y al otro en las galeras, y en lo de la pençion que assi mismo pedia para otro hijo le direis en mi real nombre le tendré presente en las vacantes.

A don Francisco Ansaldo, don Gavino Martorel, don Domingo Brungo, y don Lorenzo Calderon, y Muritto le he heco merced de abito de una de las tres ordenes militares.

A Salvador Rodrigues secretario de mi real patrimonio he heco merced de treientos escudos por una vez, por via de ayuda de costa consiñidos en sacas.

Al doctor Alfonso Delvechio, Alexo Ferrey, doctor Augustin Maronjo, doctor Salvador Falquy, Juan Ang.° Piras, Antonio Copula, doctor Sisinio Piras, Quirigo Pinna, y Juan Antiogo Casula he hecho merced de cavallerato.

Al doctor Gavino Nurra, y Matheo Guillelmo les he concedido merced de noblesas.

A Francisco Pinna he hecho merced de los 200 ducados de pençion, que tuve por bien conceder en las cortes passadas a Ellis Ignacio Pinna su hermano por haver muerto este sin gozar esta gracia.

Al doctor Ellis Esquiro he heco merced del vegerato de essa ciudad de Callar por quatro años interpolados.

Al convento de Nuestra Señora de Buenayre he resuelto que apliqueis alguna limosna para la fabrica del camerin.

En quanto a la pretencion de don Ang.^o Satta me informareis acerca de ella.

Al dottor Eusebio Brunengo he hecho merced por un año del puesto de Assessor de essa ciudad de Caller.

A don Juan Maria Garrucho archipreste de Ampurias he hecho merced por via de ayuda de costa por una vez de cinquenta doblones en sacas de granos, pastas, y legumbres.

A don Joseph Masones le insinuareis tendré muy presente sus meritos y aplicacion a mi real servicio.

En quanto a las suplicas del dottor Juan Baptista, y don Francisco Montanacho, el primero de que se le conceda para su hijo don Philippe la futura a la Baronia de Qnarte, y las rentas civiles de ella, y el segundo la facultad para disponer de dicho officio, que atualmente está sirviendo me informareis acerca de ambas suplicas.

A don Salvador Carola he hecho merced del veguerato de la ciudad de Algnier por un biennio.

Al dottor Antonio Nater direis acuda a justicia respeto del permiso que pide para renovar una villa en territorio suyo.

A los deputados de acreedores insinuareis tiene inconveniente la concesion de la gracia, que suplican, y lo mismo al lic.^{do} Gaspar Ruidons.

Al dottor Juan Bidili en atencion a los servicios del dottor don Francisco Magio dean de Algner he hecho merced de assessorato de Bosa por un biennio.

A Demetrio Aymerich, y Cervellon he hecho merced del puesto de veguer de essa ciudad de Caller por quatro años interpolados.

En quanto a la pretencion de Francisco Crespo de que se le conserve en los officios, y honores de ciudadano, he resuelto se guarden las leyes tocantes a esto.

Respeto de la instancia del dottor don Antiogo Santucho so observara lo resuelto.

En quanto a la instancia de Pedro Pablo Garrucho de que se le confirme en el título de secretario de los interinos de los gobiernos de este reyno en llegando el caso le tendré presente por la satisfacion en que ha servido.

En quanto a la libertad que pide Francisco Lucifero Pes, le direis que lo quedo mirando.

Respeto de la instancia del combento de los minimos de san Francisco de Panla he resuelto se guarden los capitulos de corte.

En quanto a la merced de cavallerato, y noblesca que pide Felipe-Sechy Moncada he resuelto me informareis los meritos de este sugeto.

A Juan Antonio Carbonny consul de la nacion española he resuelto concederle la ampliacion que pide de su puesto a todos los puestos, excusandose lo demas que suplica.

En quanto a la instancia de Gabriel Agus, y demas procuradores, he resuelto, que ni los dichos, ni otros algunos exerzan el officio sin ser examinados del regente.

En quanto a la instancia de Eusebio Cossu, de que se le conceda la officialia mayor de la pagaduria de las galeras con el sueldo, que goza el de las de España, me informareis de lo que se os offriere acerca de la instancia.

Al combento de la conception de essa ciudad de Caller he hecho merced de una saca de 200 estareles en cada

un año por tiempo de diez por via de limosna para ayudar al sustento de sus religiosos.

En quanto a las suplicas de los forçados de por vida de las galeras de que se mande executar con estos lo que se observa en las de España en orden a ponerse en libertad en cumpliendo diez años, direis que respeto de no estar puesto esto en execucion en las del reyno quedo mirando esta materia con dizeo de su alivio.

A Juan Baptista Pilo insinuareis represente lo que fuere de su conveniencia.

En quanto a la instancia de don Vicente Bacallar, y don Jnan Gavino Azor en orden a consifiarse a ellos la cantidad, que quedasse sin empleo de la porcion concedida a la ciudad de Oristan, respondereis, que oyda la ciudad se dará providencia.

A los mismo direis tambien acudan a la sala civil, donde en justicia se examinará su instancia tocante a observarse las ordenes sobre el nombramiento de los conservadores.

A los cofadres de santa Lucia, que no ha lugar lo que piden.

En quanto a lo que pide Antonio Valentino, de que se le conceda para uno de sus hijos despues de los dias de su muger el derecho del cabesaje, que goza, me informareis sobre esta instancia.

A Gavino Cavalacho que acuda a la real audiencia sobre la instancia de no cobrarse salarios processales de las escrivánias, que sirve.

A los padres de la escuela pia tendreis pñtes en lo que pueda ser de su alivio en la instancia de Francisco Joseph Melis se guardaran los capitulos de corte.

En quanto a la instancia de Diego Maronjo, direis no ha lugar lo que suplica.

Respeto a la suplica de Juan Ang.^o Tanda direis lo pida por justicia al dottor Demetrio Jordan, que acuda al tribunal, donde toca la gracia que suplica.

A don Antonio Francisco Genoves, que tendré pñte su instancia en orden al permiso de poder armar en corzo.

A Antiogo Moro que acuda a la real administracion sobre el aumento del sneldo que pide.

Al dottor Gaspar Valerio Alciator, don Antonio Machin, don Geronimo Gaya sindicos de las ciudades, dottor Ignacio Carta, Juan Augustin Camedda, Antonio Maronjo, Francisco Egrecho, Joseph Carta, don Geronimo Pizolo, y Santucho, don Vicente Bacallar, don Francisco Passino, Pedro Pablo, y Diego Massida, don Juan Baptista Aleman, don Estevan Asquer, Antonio Jayme, y Bernardino Ricio, don Francisco Satta, don Antonio de Leon, Geronimo Floris, Maria Are, don Juan Baptista Satta, Francisco Lay, Juan Copula, los soldados de la compaña de vñ guardia, capitan Augustin Ortu, capitan Lucifero Satta, d.^o Maria Casula, capitan Jayme Masones, dottor Francisco Garrucho, archipreste de Bosa, Antonio Deligias, Aug.^o Delvechio, Ellis Azory, y Cavaro, don Joseph Delitalla natural de Bosa, Antonio Deligias, el licenciado Salvador Piras, Jayme Bonomo, el licenciado Francisco Angel Diaua, y a sus quatro hermanos, don Luxorio Vaca, don Jayme Manca, y Zonta, dottor don Gavino de Aquezza cano.^o de la santa iglesia de essa ciudad

de Caller, don Geronimo Rosso, doña Beatrix Sanna, y Zapata, don Francisco del Arca, doñor don Juan Antonio Martínez archipreste de Sacer, Luis de Medina, y Salvador Vaca insinuareis los tendremos pñtes en las ocasiones que se offieciere de su combeniencia.

En esta conformidad publicareis las referidas mercedes. A los de mas sujetos, que se buvieren señalado en mi servicio, demas de los expressados, les dareis en mi real nombre las gracias, y me avisareis los que son para tenerlos pñtes tambien en las ocasiones que se offieciere de su combeniencia. Dat. en San Lorenzo el Real a 12 de novembre 1699.

Yo el Rey.

Don Joannes Hyeronimus Ricarte, secr.

Al virrey de Sardena avisandole de las mercedes que se han concedido en estas cortes.

El Rey

Egregio conde de Montellano Pariente mi lugarteniente, y capitan general. Haviendo visto vuestras replantaciones en orden a la finesa, conque han concurrido los estamentos, y particulares de esse reyno en la concession del servicio de sessenta mil escudos cada año por tiempo de diez cuya experiencia es muy correspondiente a las que han tenido siempre mis gloriosos progenitores, quedando en mi real gratitud la justa estimacion que corresponde a su zelo para honrarlos, y favorecerlos en quanto conduxere a la comb. de esse reyno, y sus particulares, y en esta conformidad se lo participareis dando a los estamentos las cartas, que con esto se os remiten, y direis, que haviendosse reconocido el processo de las cortes, y todo lo demas que me han reñtado en su nombre el conde de Villa Salto, y don Estevan Masones, y Nin como sus sindicos, he tomado las resoluciones siguientes.

1. Sobre la suplica que en esse reyno haze en el cap. primero en orden a la confirmacion absoluta de todos sus privilegios y cap. de corte.

He resuelto confirmarmos los que estavieren en uso.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en que pide confirmacion de las mercedes concedidas en las cortes antecedentes, y particularmente que se provean en naturales originarios, y no naturalizados los obispos de Ales, Ampurias, y Bosa, capitania de las galeras, y pensiones eclesiasticas de todas las iglesias del reyno.

He resuelto concederles lo mismo que en las dos antecedentes, de que sean para naturales del reyno durante este servicio.

3. Sobre la sup. del cap. 3, en que piden se provean en naturales, y no naturalizados los arzobispos de Sacer, y Oristan, y el obispado de Alguer, y la alternativa en la mitra de Caller.

He resuelto digais, que en las ocasiones de las vacantes de estas prelasias tendré muy pñte a los naturales de esse reyno.

4. Sobre la suplica del cap. quarto, en que piden que el canceller sea natural, bonete, y graduado de doñor con rigor de examen, y no ad honores.

He resuelto digais atenderé a esta suplica como tan justa, ordenando a los virreyes no propongan sugeto para este empleo, en que no concurren las prendas, y partes nérias, como son literatura, y grado en derecho canonico, y hallarse condecorados con dignidad eclesiastica, y en caso de interim que no pongan sugetos, que no sean del mismo grado y calidades.

5. Sobre la suplica del cap. quinto, en que pide el reyno que se regule por el termino preciso de treinta dias la declaracion de las contenciones sin prorogas de officio, ni a instancia del fisco real, y que en caso de enfermedad, o impedim.^{to} del canceller se nombre interino para aquella cansa con las mismas calidades del propietario, y que se establezca la forma con que se han de juntar los arbitros para el efecto que dispone la concordia.

He resuelto que no se haga novedad en el punto de las prorogas sino que se observe la concordia, y que quando se havran de hazer sea con terminos breves, como mandé se executasse en las cortes del conde de Santisteban, y respecto del punto del lugar de la concurrencia, que se observe lo que tengo mandado.

6, 7. Sobre las suplicas de los cap. 6 y 7, en que pide el reyno mande dar providencia, paraque en los casos de encontros de jurisdicciones con el tribunal de la inquisicion, tanto en causas de seculares como de personas eclesiasticas, se nombre el tercero, que sea el canceller de competencias, que decida la controversia, que los inquisidores no puedan obrar de hecho, ni promulgar censuras, sino esperar la declaracion del canceller, y sugetarse a ella, que tenga por bien interponerme con Su Santidad paraque mande se observe lo mismo en los encontros de jurisdiccion entre los inquisidores, y los juezes, y personas eclesiasticas, y todos los demas, y que este despacho se entregue al sindito para la solicitud del breve, que paraque no se retarden las causas de appellaciones, que se introduzen de la suprema inquisicion de las sentencias, que pronuncian los inquisidores (excepto en las causas de feb) mande que el concejo de inquisicion nombre un juez que pueda ser el mismo canceller del reyno, o el juez de appellaciones de los tribunales eclesiasticos, y que no se admita appellacion de dicho concejo en lo suspensivo, sino solo en lo desolutivo.

He resuelto digais al reyno lo quedo mirando para dar en esto la providencia mas combeniente.

8. Sobre la suplica del cap. 8, en que pide el reyno tenga por bien escribir a Sa Santidad paraque conceda breve a fin de que en adelante no se recurra a Roma con las appellaciones de los tribunales, sino que se interpongan al juez, que está destinado en esse reyno, y que hasta haver declarado no se admita la appellacion a Su Santidad.

He resuelto condecender con su suplica, y se ha entregado el despacho al conde de Villa Salto como assi mismo me lo pide para la solicitud de esse breve.

9, 10. Sobre las suplicas de los cap. 9, y 10, en que pide el reyno mande que los poseedores de los feudos, o herederos escritos del ultimo possedor no puedan ser expoliados de la possession, goze de frutos,

y uso de jurisdicción, aunque el fisco se haya prevenido en ocuparlos, y que por gracia especial se le conceda su ampliación de todos los feudos de el perpetuamente.

He resuelto se observe lo estallado en esto, y en lo demás que contienen dichos dos cap. atenderé en lo que en ellos me pide.

11. Sobre la suplica del cap. 11, en que pide el Reyno se establezca un tribunal de Juez contra fueros que sean los arzobispos de Callor, y Oristan, y el obispo de Ales, o sus vicarios.

He resuelto que en esto no se haga novedad.

12. Sobre la suplica del cap. 12, en que pide, que en adelante no sean habilitados, ni admitidos en cortes con sola información de testigos los forasteros, sino es en caso de tener executoria, y orden real con despacho en forma de este supremo concejo, según disposición del cap. 6, lib. 1, tit. 1 de la recopilación de dextar, como está prevenido por real orden de 2 de mayo del año 1631.

He resuelto conceder al reyno lo que suplica, mandando se guarde indispensablemente la real orden del año 31.

13. Sobre la suplica del cap. 13, en que pide se prohíba la evocación de los pleytos por ser contra la disposición del cap. de corte, y particularmente del primo en el lib. 5 tit. 11 de la dicha recopilación, y que no se concedan letras causa viéndoli por no concederarse en manera alguna necesarias, quedandoles siempre a las partes el remedio ordinario de la suplicación.

He resuelto digaís al reyno atenderé a no conceder dichas letras causa viéndoli, sino en pleytos graves, y de mucho interez, y que he dado orden se despachen con toda brevedad los pleytos pendientes del marquesado de Torralba.

14. Sobre la suplica del cap. 14 en que representa el estado del pleyto entre el procurador del marquesado de Torralba, y don Francisco Pilo sobre unas salvaguardias, pidiendo no se de lugar a las segundas letras que se han obtenido en esta instancia.

He resuelto, que respecto de estar esta materia pendiente de justicia, que las partes acudan a ella.

15. Sobre la suplica del cap. 15, en que pide no se compella a ninguna persona a salir de su domicilio desde el mes de junio hasta el mes de diciembre, que dura la destemplanza del ayre.

He resuelto digaís al reyno, daré las ordenes convenientes, porque se execute así, sino fuere en casos gravísimos durante la intemperie.

16. Sobre la suplica del cap. 16, en que representa, que en las cortes pasadas se estableció, que la saca de los trigos se redugesse a tres reales pidiendo, que por haverse previrtido esta disposición se execute la rebaja de otro real, que se lleva de mas de los tres referidos.

He resuelto digaís al reyno quedo mirando este punto.

17. Sobre la suplica del cap. 17, en que pide no se proceda contra los militares por vias de procesos secretos, sino a instancia de parte.

He resuelto, se observe lo acostumbrado en todo lo que contiene dicho capítulo.

18, 19. Sobre la suplica de los cap. 18, y 19, en que piden, se concedan a los naturales originarios, y no naturalizados todos los puestos militares y políticos de justicia, y patrimonio.

He resuelto digaís al reyno, atenderé al merito, que concurriré en sus naturales, como lo he hecho siempre teniendolos muy presentes así para la provision de los puestos que se han reservado en el reyno como para los de fuera.

20. Sobre la suplica del cap. 20 en que pide, tengan los naturales la alternativa en la elección del puesto de auditor de rota.

He resuelto digaís, que dependiendo esta elección únicamente de mi real arbitrio, siempre que huviere vacante atenderé a los sujetos beneméritos que huviere en ese reyno.

21. Sobre la suplica del cap. 21, en que pide, que a los acreedores de censos en la real caja se les paguen cada año sus pensiones sin ponerseles embarazo, por los virreyes.

He resuelto digaís al Reyno atenderé a dar providencia sobre esta materia, en consecuencia de lo que tengo ordenado para poder resolver lo mas conveniente con maduro acuerdo respeto a su gravedad.

22. Sobre el cap. 22, en que pide, que en adelante no se embie comis. para la cobranza del donativo, sino que los oficiales, y jueces ordinarios tengan el encargo de cobrar en su distrito, y remitirla a la real caja.

Decreto del Virrey.

Que se execute, como lo suplican respeto de las comunidades, però si los oficiales fueren omisos se despachará contra de ellos.

Decreto Real.

He resuelto se execute lo que haveis determinado en este punto concediendoselo al reyno respeto de las comunidades, y despachandose los comis. contra los oficiales en el caso de ser omisos.

23. Sobre el cap. 23, en que pide se mandassen imprimir todos los parlamentos.

Decreto del Virrey.

Que se execute coma se suplica en quanto a la impression, y su excellencia con la real audiencia dará providencia para que se cumpla.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en esto con lo que haveis decretado.

24. Sobre la suplica del cap. 24 en que representa haver ocho años, que esta sirviendo sin sueldo alguno al doctor don Hilario Gakerin el puesto de canceller, y que se le haga merced de una pensión.

He resuelto digaís al reyno tendré muy presente este sugeto.

25. Sobre la suplica del cap. 25 en que pide se establezca por todo el reyno el uso de una misma medida en ropas, trigo, y demas generos.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica, y se daran las ordenes combenientes.

Decreto Real.

He resuelto se execute como lo piden, y haveis decretado.

26. Sobre el cap. 26, en que pide, no pueda ser compellido ninguno de los militares aprehender, ni entregar a la justicia sus pastores, domesticos, y parientes, y los que no fueren militares tampoco puedan ser obligados a la prision de sus deudos.

He resuelto dezired tendré consideracion a lo que me representais en este punto.

27. Sobre el cap. 27 en que me representa no tener distribuciones fundadas la cathedral de Alguer, por cuya causa se le agregaron los frutos de la plebania de Nuoro con la obligacion de pagar los quindennios a la camara apostolica, suplicandome me interponga con su santidad, para que le renueve dicha agregacion, y tambien los frutos de la retoria de Budduò.

He resuelto digais tendré presente esta representacion para resolver a su tiempo lo que combenga en esse punto.

28. Sobre el cap. 28, en que pide se mande, que los notarios de las causas no tomen salario de la copia del proceso, sino es que la entreguen a los litigantes.

He resuelto venir en la concession de esta suplica en la forma que pide para el mayor alivio de los litigantes, y quitar el abuso que introduzen los escrivanos.

29. Sobre el cap. 29, en que pide no se despachen commissarios, ni se obligue a los lugares del cabo de Caller a la conduccion de la paja para la cavalleria de los virreyes, y la cavalleria que reside en aquel partido.

He resuelto se observe lo que tuve por bien ordenar en las ultimas cortes del duque de Monteleon, y que de ningun modo se puedan embiar a este fin commissarios.

30. Sobre la suplica del cap. 30, en que pide, que las causas criminales no se declaren juntas las salas, sino de la sala civil a la criminal.

He resuelto que la sala criminal vote conforme su institucion las causas criminales, y que las que fueren suplicadas se vean y decidan en la civil, definiendose sus instancias en conformidad de lo que esta decidiere, ya sea en forma conformatoria, o revocatoria, y que no se junten nunca ambas salas para esse efecto, por ser contra derecho, e introduzido nuevamente, y sin orden mia.

31. Sobre la suplica del cap. 31, tocante a que no se observen los pregones de 2. de julio 1497.

He resuelto en quanto al punto de los mayores, que no se exima nadie con ningun motivo del exercicio de serlo en las villas, donde fueren elegidos, y por lo tocante a lo demas he ordenado al virrey lo que he tenido por combeniente.

32. Sobre la suplica del cap. 32 tocante a lo ordenado en los dichos pregones sobre la conclusion de las causas contumaciales dentro de tres meses.

He resuelto dar al virrey la orden conveniente en los dos puntos, que contiene vuestra representacion.

33. Sobre la suplica del cap. 33 tocante a assumirse los concejos en primera instancia las causas baronales con pretexto de bandosidad.

He mandado dar la providencia combeniente.

Sobre las suplicas de los cap. 34, y 35, con que pide no puedan ser molestados los procuradores por los salarios de sentencias, y que en las causas, en que litiga el fisco no se tome a la otra parte la porcion del salario.

He resuelto conceder al reyno lo que pide, advirtiendo, que en lo tocante al fisco ha de ser, quando no salga coadiuvando a alguna de las partes.

36. Sobre la suplica del cap. 36, en que pide, que no puedan ser presas las mugeres, ni desterradas por delitos de los maridos.

He resuelto mandar, se tenga muy particular atencion en descargr mi real conciencia en el uso de esta real providencia.

Sobre la suplica del cap. 37 en orden a que el juez relator en qualquiera causa, si lo instare la parte, haga relacion en publico.

Decreto del Virrey.

Guardense las leyes del reyno, y capitulos de corte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado en orden a que se guarden las leyes del reyno, y capitulos de cortes.

38. Sobre la suplica del cap. 38, en orden a que el amestazen de esta ciudad de Caller no pueda tomar derecho alguno de los forasteros, que van con ropas y otras mercadurias, sino solamente lo que lo toca.

He resuelto venir en la concession de esta gracia conformandome con lo decretado por vos.

39. Sobre la suplica del cap. 39 en orden a que cesse el abuso que han introduzido en las ciudades el pesador, y escrivano de los quesos tomando una pieza de cada carro.

He resuelto condecender por agora con la suplica del reyno però en calidad, que havran de quedar las cosas en el estado, en que hoy tienen, y sin perjuizio de mis reales derechos en llevarse esta pieza de queso por cada carro para en caso de justificarse, que toca, y pertenece a este efecto, o a mi real patrimonio.

40. Sobre la suplica del capitulo 40 tocante al abuso de tomar de cada carro el ultimo estelar a colmo.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado de conceder al reyno lo que pide.

41. Sobre la suplica del cap. 41 tocante a conceder asociados de la sala criminal.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos, que se guarden las leyes del reyno, y fundacion de la sala.

42. Sobre la suplica del cap. 42 en orden a que los

ministros de la sala criminal no tomen salarios de las causas criminales, ni de las demas que expresa.

He resuelto se observe lo establecido por la fundacion de la sala criminal, y que si huviere algunas ordenes en contrario me las participeis para que tome resolucion y que en el interin no se ignore, ni perciba cosa, o salario alguno.

43. Sobre la suplica del cap. 43 sobre que la real audiencia, y demas tribunales del reyno no tomen otro salario, mas que el de la sentencia definitiva, y demas que expresa.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que los altercados, que son intra processum se deven computar en el salario de la definitiva, però los que son extra no deven computarse, y seria fomentar con perjuizio de la causa publica la dilacion de los pleytos y que en lo demas se guarde la disposicion de derecho, y demas de esto, que en las causas, en que fueren comprendidos muchos no se perciba salario de cada persona sino solamente uno.

44. Sobre la suplica del cap. 44 tocante a estar exemptos por pregones de 19 de setiembre de 1697 los capitanes, y demas oficiales de los repartimientos pidiendo se observe el cap. tocante a esto.

He resuelto, conformandome con lo que haveis decretado, que de aqui adelante queden obligados a la contribucion, y no a la conduccion del trigo, y que se les guarde a los capitanes de las milicias las demas exempciones expresadas en los pregones.

45. Sobre la suplica del cap. 45, tocante a que los ministros baronales puedan mantener el ganado que tenían quando fueron elegidos para los puestos.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, digais al reyno, que se tendrá consideracion a su instancia sin vulnerar las reales ordenes, que hay sobre esta materia.

46. Sobre lo que representa en el capitulo 46 tocante a los meritos de los doctores Juan Maria Pinna, Alfonso Delvechio, y Juan Baupista Galcerin.

He resuelto digais al reyno los tendré muy presentes.

47. Sobre la suplica del cap. 47, en que pide se restituigan libremente a sus casas todos los desterrados, o confinados, y especialmente los que expresa.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos tocante a que se tendrá consideracion.

El Estamento eclesiastico.

Sobre la suplica unica en orden a que se conceda merced de cavalleros al doctor Alfonso Delvechio, y a Alejo Ferrely.

Direis lo quedo mirando.

Los dos Estamentos eclesiasticos y militar.

4. Sobre el cap. primero, en que piden se mande, que los oficiales de la maestranza, que viven en las villas, no esten obligadas a la contribucion de las pagas impuestas por las capillas declarando paguen solos los que moran en las ciudades.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que esten obligados al examen, y no a contribuir en las ciudades.

2. Sobre la suplica del cap. 2 tocante a que no se concedan salvas guardias en materia, e interez de barones sin substanciar causa.

He resuelto, conformandome con lo decretado por vos, que se guarden los capitulos de corte, y reales pragmatikas en orden a dichas salvaguardias, y que siempre, que se pidan contra baron, que se haya de expresar el nombre.

3. Sobre la suplica del cap 3 en orden a que en todas las villas, y lugares pueda haver tiendas de ropas.

He resuelto se guarden las pragmatikas, capitulos de corte, y ordenes reales, segun lo haveis decretado.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en que pide se funden en esse reyno encomiendas de la orden de San Juan, como en las demas provincias.

He resuelto digais al reyno lo quedo mirando.

Los Estamentos eclesiastico y Real.

Sobre la suplica unica en orden a que no se pongan en execucion en la ciudad de Callar las ordenes, y pregones sobre poner en claro los delitos que suceden en el distrito de las villas.

He resuelto digais al reyno no ha lugar lo que suplican, segun lo haveis decretado.

El Estamento militar.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que no se puedan derogar los privilegios concedidos a su favor, y al de los barones, magnates, y feudatarios.

He resuelto digais al reyno, se tendrá consideracion a su tiempo conforme lo haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. segundo tocante a que se haga alguna merced a don Geronimo Gaya.

He resuelto digais al estamento la tendré muy pte.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en que no tengan cumplim.^{to} las ordenes, y pregones reales en quanto a los ministros, y principales de las villas.

Esta dada providencia en los capitulos 31, y 32 de las suplicas generales.

El Estamento Real.

4. Sobre la suplica del cap. primero de que se quite el cuerpo de guardia de la ciudad de Callar.

He resuelto digais al reyno no ha lugar.

2. Sobre la suplica del cap. segundo sobre la creacion de los censos, si se ha de observar o no la buta de Pio Quinto.

He resuelto digais al estamento, siendo como siempre ha sido el uso, y observancia universal en esse reyno contratar, y cargar los censos referidos sobre las comunidades de las villas, ciudades, y demas pueblos de esse reyno se deve guardar essa observancia assi en los censos, y censales ya cargados, los quales se tengan por validos como los que en adelante se cargaren, por

ser esto de justicia, habiendo siempre sido el uso, y observancia universal en esse Reyno.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante a la derogacion de los pregones en quanto a que los comisarios generales de la cavalleria, y sargentos mayores de la infanteria de los dos cabos no tengan obligacion de ir todos los años a las villas y ciudades de hazer rezeña.

He resuelto mandar a mi lugariente, y capitan general, que con la real audiencia consulte lo mas combeniente, y para su cumplimiento de la providencia necessaria.

4. Sobre la suplica del cap. 4 en lo tocante a que los de corte concedidos a favor de barones se estendian tambien al de las ciudades.

He resuelto venir en la concession de esta gracia segun lo decretado por vos y mandado en el capitulo segundo de las suplicas de los dos estamentos eclesiastico, y militar.

5, 6, 7. Sobre las suplicas de los capitulos 5, 6, y 7 en que recomiendan a los sindicos de la ciudad a Antioyo Delvecho, y a Francisco Gabriel Pinna.

Direis al estamento los tendré muy presentes.

Cañido de Caler.

Sobre la suplica unica, que haze en orden a que se le conceda el beneficio de la saca del trigo tiene del tercio de los quintos.

He resuelto digais tendré presente esta instancia.

Ciudad de Caler.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que se declare no estar derogado ningun privilegio, ni capitulo de corte de los que goza.

He resuelto se observe lo acostumbrado.

2. Sobre el capitulo segundo en orden a dar providencia en algunos perjuizos, que padece la ciudad, pidiendo se inserriessen sus privilegios en el processo de las cortes.

Decreto del Virrey.

Que se insierten en este processo.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

3. Sobre la suplica del capitulo 3, en que pide se declare agora que la jurisdiccion, y conocimiento de los contrabandos es peculiar de la ciudad.

He resuelto se observe lo mandado en las ultimas cortes, y encargar ahora al tribunal del real patrimonio que en los negocios de los contrabandos de los derechos de esta ciudad proceda con toda brevedad, y cuidado.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en orden a la paga de las gabelas impuestas sin excepcion de personas.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, de que en quanto a los ministros, y militares se executasse lo que se observava y se havia declarado en justicia, añadiendo, que respecto a mis galeras, y navios de

guerra, y embarcaciones que arman en corso se les observe la franquesa que gozan en todas las armas maritimas los estandartes reales de guerra.

5. Sobre la suplica del capitulo 5, en orden a que me interponga con Su Santidad a fin de que venga en conceder breve para que los eclesiasticos paguen las gabelas de los generos que introduzen.

He resuelto digais a la ciudad passare con Su Beatitude los officios combenientes a esse effeto.

6. Sobre la suplica del capitulo 6, en que pide se mande no se obligue a los ciudadanos, y habitadores a pagar nada por los bienes tienen en las villas.

He resuelto se observe lo que tengo mandado en el real despacho de 6 de mayo de 1633.

7. Sobre la suplica del capitulo 7 tocante a la declaracion que pide, de que la gracia concedida en las cortes passadas, en orden a que los naturales fuesen preferidos en el numero de notarios se entienda para los officios de secretario de la lugarthenencia general, real audiencia, patrimonio, y administracion.

Decreto del Virrey.

Que por quanto hay señor util, y particular de estas secretarias con privilegios reales, y libtad de nombrar, que lo pidan a Su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en que pide que caso de reducirse a biscocho la porcion que goza del trigo del encierro, y si se pudiere variar goze del mismo beneficio de la saca, que le corresponde en la extracion de trigo.

Decreto del Virrey.

Precediendo primero las revistas necessarias, y por los ministros acostumbrados de ser de porcion de su calidad, y teniendo la licencia de la extracion se le concede lo que suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

9. Sobre la suplica del cap. 9 en que pide facultad para conocer privativamente de sus ministros.

Decreto del Virrey.

Guardes lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

10. Sobre la suplica del cap. 10 sobre la prohibicion de salvaguardias en materia de derechos, y rentas de la ciudad.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

11. Sobre la suplica del cap. 11 en orden a que se quiten los soldados de las puertas.

Decreto del Virrey.

No ha lugar lo que piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, negando esta instancia.

12. Sobre el cap. 12 tocante a que los almadravistas dejen a la ciudad un dos por ciento de todo genero de atunes salados para el abasto de ella.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, de que se observe el capitulo de corte citado en esta suplica, y que la regulacion del precio se execute en la misma forma que queda expresado para el numero de los barriles, oyendo los interesados.

13. Sobre la suplica del capitulo 13 en orden a la prohibicion de llegar las embarcaciones al muelle hasta tener la practica de donde vienen.

Decreto del Virrey.

Como lo piden, y S. E. dará las ordenes convenientes.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y dareis las ordenes convenientes al cumplimiento de lo que pide la ciudad.

14. Sobre la suplica del cap. 14 tocante a que se señale lugar competente por la ciudad para la habitacion de diferentes officios.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.
15. Sobre la suplica del capitulo 15 en orden a la observacion del cap. 3 de las cortes del duque de Avelano tocante a no executarse procedimientos en causas de poco valor.

Decreto del Virrey.

Como lo piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

16. Sobre la suplica del capitulo 16 sobre la observacion assi mismo del cap. 4 de dichas cortes en orden a no admitirse peticion de oposicion sobre acusacion de tercia.

Decreto del Virrey.

Guardesde la disposicion del derecho.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

17. Sobre la suplica del cap. 17 tocante a la paga de los salarios de los catedraticos de la universidad.

Decreto del Virrey.

Observese lo que se acostumbra.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

18. Sobre la suplica del cap. 18 tocante a que se entendiese con los jurados tercero, quarto, y quinto lo concedido en las cortes del duque de Gandia de que no se pudiese admitir acusacion de tercio bostra los dos primero, y segundo.

Decreto del Virrey.

Guardesde lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

19. Sobre la suplica del capitulo 19 en orden a la prohibicion en Oristan, y Ollastre de dar quarentena a ninguna embarcacion.

Decreto del Virrey.

Guardesde lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

20. Sobre la suplica del capitulo 20 en orden a que ningun ministro pueda mandar a la feluca de la ciudad sinò fuere para cosas del mayor servicio.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo a la ciudesto.

21. Sobre la suplica del cap. 21, en que pide se observe el cap. 41 de las cortes, que feneçió el obispo

don Gaspar Prieto en orden a archivarse los papeles de los notarios difuntos.

Decreto del Virrey.

Concedesele lo que suplican en la forma que el conde de Altamira mi antecesor lo mandó en las ordenaciones que dexo para la ciudad de Saer en los 24 de abril 1493 archivandolos en la pieza del archivo real, que esta en este real palacio, y para su execucion S. E. dará las ordenes necesarias.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

22. Sobre la suplica del capitulo 22 en que pidió, que no se decretasse a favor de otra ciudad, o particular lo que sea en perjuizio suyo.

Decreto del Virrey.

Se tendrá consideracion.

Decreto Real.

He resuelto digais a la ciudad tendré consideracion a lo que representa.

23. Sobre la suplica del capitulo 23 en que pide confirmacion del tercero del conde de Santisteban, en que se concedió, que ninguno, sino que los carniceros obligados matase carne, ni la vendiesse en las carnicerías.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

24. Sobre la suplica del cap. 24, en que pide se observe el cap. quarto de dichas cortes del conde de Santisteban en orden a cessar el abuso, que perjudicava a la ciudad tomando mis oficiales reales muchas cantidades de los quesos que se vendian en la plaza.

Decreto del Virrey.

Executese inviolablemente lo decretado en el capitulo 4 de las cortes del conde de Santisteban segun aqui se suplica.

Decreto del Rey.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

25. Sobre la suplica del cap. 25 tocante a que no se conceda a los estamentos lo que piden de poderse ensacular cavalleros nobles en las bolzas de jurado en cabo, y segundo, por haverse esto siempre prohibido.

He resuelto digais a la ciudad tendre presente su representacion llegando a esso caso.

26. Sobre la suplica del capitulo 26, tocante a que se aumente a la ciudad la porcion del encierro del trigo hasta la cantidad de setenta mil estareles, o a lo menos hasta la de quarenta mil.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando.

27. Sobre la suplica del capitulo 27 tocante a la observancia del cap. 6 de las cortes del duque de Avelano en orden al gobierno de las carnerías de esta dicha ciudad.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esto a la ciudad.

28. Sobre la suplica del cap. 28 estando provehida la plaza de juez civil que pedia se diesse a natural no se ofrece que dezir.

29. Sobre la suplica del capitulo 29 en que pide se continúe a la ciudad en todos los autos judiciales el tratamiento de señoría.

Decreto del Virrey.

Guardesle el estylo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

30, 31, 32, 33, 34, 35. Sobre las suplicas de los capitulos 30 hasta 35 que es el ultimo en que me recomiendan a diferentes sujetos.

He resuelto digais a la ciudad los tendré muy presentes en las ocasiones que se ofrecieren.

APENDICIOS DE ESTAMPACHE, LA MARINA,
Y VILLANUEVA

1. Sobre la suplica del cap. primero, en que piden no se pague gabella de los generos de frutos, y ropas, que se trabajan en la isla, y llevan a la ciudad de Cañer.

Decreto del Virrey.

Que lo supliquen a su Magestad, y S. E. oyda la ciudad podrá hazer el informe comeniente quando importe.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, en que no se imponga gabella sobre la leña, carbon, y demas, que expressan.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado concediendo esta suplica.

3. Sobre la suplica del capitulo 3 en que piden, se rebaje algo de los veinte por ciento que se paga de derechos en las adnanes de Caller por las ropas gruesas reduziendolo a lo antiguo.

Decreto del Virrey.

Que lo supliquen a Su Magestad, y S. E. oyda la ciudad podra hazer el informe conveniente, quando importe.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. Que el derecho del vino se reduza a 9 callareses, y el del viñete a 4 callareses, y del aguardiente, y azeyle, como antiguamente se pagava.

Su excellencia decreta este capitulo en la misma forma, que el antecedente.

5. Que los moradores, y naturales de los apendicios de Estampache, la Marina y Villanueva no sean molestados a yr de ronda, y que no sean assi bien molestados a dar cavallos por ningun pretexto.

Su excellencia atenderá a esta suplica.

6. Que a los naturales, y moradores de esta ciudad se reparta la sal por el mes de agosto, y setiembre por ser de utilidad a los moradores.

Observe se las ordenes que hay sobre la reparticion de la sal.

7. Que no sean convenidos los sindicos de los apendicios de su año de su sindicato ante el tribunal del real veguerio, y sus ministros.

Observe se lo acostumbrado.

8. Que sean llamados los sindicos, quando hay junta de ciudadanos en el lugar acostumbrado.

Que se guarde lo acostumbrado.

9. Qué al tiempo que se venden frutas en las plazas publicas tengan los sindicos el cuidado de señalar a los vendedores los parajes sin gaje alguno.

Guardesse lo acostumbrado.

10. Que no haya ragatones, revendedores, ni que ninguno vaya por las villas, y lugares del reyno para comprar cosa alguna para revender en esta ciudad.

Observe se las leyes del reyno.

11. Que dentro de esta ciudad, y sus apendicios no haya de haver adobarias.

Sin peryuizio de los que estuvieren en quieta, y pacifica possession para en adelante se haga como lo suplican.

12. Que qualquier capitulo que tengan las maestranzas de esta ciudad, en que exprese que empenzando un maestro la obra no la pueda seguir otro sin incurrir en la pena setidle por ser contra de la real pragmatica.

Pagado que este el artifice de lo que huviere trabajado tenga cada uno libertad de tomar otro sin incurso de pena alguna.

13. Que qualquier que necessitare en tiempo de vinemias, o en otro de aconchar cubas pueda valerse de

qualquier botero aunque el que empenzare la obra no la prosiga.

Su excellencia decreta este cap. lo mismo que en el antecedente.

14. Que a cada uno de los apendicios de esta ciudad se conceda una saca de dos mil estares de trigo gozando de esse beneficio a effeto de empedrar las calles.

No ha lugar, y propongan otros medios.

15. Que los obreros de esta ciudad no exijan gajes para plantar palos en los bancos de las tiendas para evadir el rigor del sol, que haven pagar quatro reales.

Observe se como lo suplican no haviedo privilegio de la ciudad en contrario.

16. Que se observe lo que esta mandado por reales pregones publicados en el gobierno del señor marques de Castel Rodrigo, en que se dió assiento a los jornaleros de los officios mecanicos, como son carradores, y demas.

Con vista de los pregones, y respecto al tiempo presente su excellencia dará la providencia combeniente.

17. Que los que han servido el empleo de sindicos de los apendicios sean preferidos a los otros en la en-saculacion de los officios de la ciudad.

Por contener justicia esta suplica la ciudad deve tener atencion a ella.

Decreto Real.

Sobre el expressado desde el capitulo 4 hasta el 17; que es el ultimo de las suplicas de los apendicios me conforme con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

Capitulo de Sacer.

1. Sobre la suplica del cap. primo tocante a la concesion de un razero de sal a los canonicos de patronasgo.

Se les concede el nuevo razero que suplican en la misma forma, que su magestad les hizo gracia de los quatro.

Decreto Real.

He resuelto conformandome con lo que haveis decretado concederles este nuevo razero en la misma forma, que los otros quatro que gozan.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 tocante a que se conceda a cada uno de los racioneros dos razeros y mas de sal francos.

Ile resuelto digais tendré consideracion a esta instancia.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante a que no se pueda prohibir por los barones, y sus regidores la extracion de los frutos.

Que los barones no puedan quitar a sus vassallos la libertad de commerciar sus frutos segun las leyes del reyno, y quando pretendan haya necesidad en sus lugares para detenerlos lo representen a su excellencia paraque de las ordenes convenientes, y no las den dichos barones.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en todo lo decretado por vos en este punto.

4. Sobre la suplica del capítulo 4 tocante al aumento de hasta ciento, y cinquenta escudos sobre los setenta, que le estan concedidos por razon del beneficio de la tax. He resuelto digais al cabildo tendré consideracion a esta instancia.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en que pide se le conceda en cada un año una saca de tres mil estareles de trigo. He resuelto digais lo tendré presente.

6. Sobre la suplica del cap. 6, en que pide se mande pagar a la iglesia las limosnas, que se le señalaron en las cortes passadas, y que se le conceda a ora alguna.

He resuelto digais al cabildo lo quedo mirando.

SINDICOS DEL ARZOBISPO, CABILDO, Y CIUDAD DE SACER.

1. Sobre la suplica del capítulo primo tocante a que me interponga con su santidad de que ordene al juez de appellaciones, que al presente es y fuere en adelante se abstenga de admitir en su curia las appellaciones de las sentencias, que dan los sufraganeos.

Direis passaré con su beatitud los officios convenientes a este fin.

2. Sobre la suplica del capítulo 2 tocante a la confirmacion dell'acto de corte concedido en la corte del conde de Santisteban.

He resuelto se observe lo mandado en este punto en las cortes referidas.

Ciudad de Sacer.

1. Sobre la suplica del cap. primo tocante al reparo de las murallas.

He resuelto digais a la ciudad, que proponiendo otros medios praticables de lo que expresa attenderan los que gobiernan esse reyno a dar toda la providencia necesaria esforzandolo quanto fuere de su parte por ser cosa tan justificada.

2. Sobre la suplica del cap. segundo tocante a la prohibicion de las tiendas.

Decreto del Virrey.

Observense las cortes reales, y leyes del reyno.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante al permiso, que pide para poder hazer alnaz en el puerto.

Se les concede, que la ciudad pueda tener un alman publico donde puedan encerrarse los generos al tiempo que se embarcan, de la forma, que lo tiene la ciudad de Oristan, para cuyo effeto acudirà al tribunal del real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. Tocante al expressado en el cap. 4 sobre la inteligencia de la concession de los privilegios.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

5. Sobre la suplica del cap. 5 tocante a la residencia del virrey en dicha ciudad el primer año, o segundo de su gobierno.

He resuelto se observen en esto las ordenes que estan dadas, y assi lo participareis.

6. Sobre la suplica del cap. 6 tocante a concurrir mi realazienda en lo mismo que se decretò en Cortes passadas a fin de adressar, y limpiar el Puerto Torres.

He resuelto conceder a la ciudad lo que pide, y encargarse se execute con todo cuidado, y assi lo participareis.

7. Sobre la sup. del cap. 7 en que pide se prohiban los pregones de los barones acerca de que los vasallos no puedan sacar sus frutos de las villas, y que osios los puedan vender libremente en la forma y parte que pudieren.

Decreto del Virrey.

Que los barones no puedan quitar a sus vasallos la libertad, y el comerciar sus frutos, segun las leyes del reyno, y quando pretendan hay necesidad en sus lugares para detenerlos, lo representen a su excellencia, para que de las ordenes convenientes, y no las den los dichos barones.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en esta parte.

8. Tocante a lo expressado en el cap. 8, de que se despache luego el pleyto pendiente en este mi concejo supremo sobre la satisfacion de diferentes pechos de los ciudadanos, y moradores de dicha ciudad.

He resuelto digais a la ciudad se procurará dar prompta providencia al despacho de esta materia a cuyo fin he ordenado al concejo que los papeles de essa los vea mi abogado fiscal para que haga relacion, y se resuelva por gobierno para la mas breve determinacion de esta causa.

9. Sobre la suplica del cap. 9 tocante a poderse valer de dinero de particulares para lo que fallare en cada un año para el cumplimiento del encierro de 18 mil estareles de trigo de porcion que goza por reales privilegios.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando con detee de su mayor alivio, y consuelo.

10. Sobre la suplica del capítulo 10 tocante a que las rondas se executen por el governador, y ministros reales sin obligar a ello a los pobres.

He resuelto se execute como lo pide la ciudad como no fuere en algun caso grave, y que en este las penas de los que no obedecieren sean para mi real patrimonio.

11. Sobre la suplica del cap. 11 tocante a poderse dazir a biscocho el trigo encerrado en caso de reconocerse la mala calidad, y no poderse extraher gozando del mismo privilegio de la saca.

Decreto del Virrey.

Quando llegue el caso lo refiñte, que se daran las ordenes convenientes.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.
12. Tocante a lo expresado en el cap. 12 sobre ser preferido el natural en la gobernation en la provision de las secretarias, y notarios.

Decreto del Virrey.

Que se guarden los capitulos de corte, y los privilegios que tuviere los señores utiles de la escrivania.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.
13. Sobre la suplica del cap. 13 tocante a que la prohibicion que está concedida de salvaguardias reales contra los barones sin citacion suya se extienda esta gracia a la ciudad.

He resuelto conformandome con lo decretado por vos venir en la concession de esta instancia.

14. Sobre la suplica del capitulo 14 tocante a no poderse actuar algun pleito no excediendo de cien libras sinó declararse verbalmente.

Decreto del Virrey.

Que se guarde la orden que Su Magestad tiene dado para los verbales, que se tienen delante del regente de la qual se tome copia authentica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.
15. Sobre la suplica del cap. 15 tocante a que mis ministros reales no puedan entrometerse en patentes de barcos.

Guardesdes lo acostumbrado.

16. Tocante al capitulo 16 en orden a que no se provea nada en perjuizio de sus privilegios.

Se tendrá presente.

17. Sobre el capitulo 17 en que pide tenga la mano en la concession de cavalleros, y noblesas.

He resuelto digais a la ciudad tendré muy presente su representacion.

18. Sobre la suplica del capitulo 18, y ultimo tocante a quitar los derechos de la harina, y el de la puerta del castillo.

Decreto del Virrey.

Se concede lo que aqui suplica, y despachese luego orden paraque lo complan.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en este punto.

Cabildo de Oristan.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de los capitulos de cortes que se le han concedido.

Decreto del Virrey.

Que los concedidos a favor de la inmunidad se observen, y los demas que estuviere en uso.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado por vos.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 sobre la concession de una saca para el reparo de la iglesia.

He resuelto digais al cabildo quedo mirando los medios que pueden contribuir a su alivio.

3. Sobre la suplica 3 tocante al nombramiento de economo.

He resuelto digais no ha lugar.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que pide refacion para las iglesias y personas eclesiasticas.

En quanto a los derechos impuestos sobre los vivares por quanto no consta de la forma, con que se impusieron, y con que consentimiento, y paraque effeto oyda la ciudad y fiscal, S. E. dará cuenta a Su Magestad paraque tome providencia.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en orden a tener presentes a sus naturales en las vacantes de prebendas, y pensiones.

He resuelto digais al cabildo atenderé a consolarlos.

6. Tocante a que expressa en el capitulo 6 en orden a que en la reparticion de las tierras paberiles entren las iglesias, y personas eclesiasticas.

Decreto del Virrey.

Observese la pragmatica, y reales ordenes de Su Magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

7. Sobre la suplica del cap. 7, y ultimo tocante a las pensiones de dichos censos, que la iglesia tiene impuesta sobre la ciudad.

Que se guarde el capitulo de corte en la forma que estuviere en observancia.

Ciudad de Oristan.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a la conduccion a los Almacenes de la cantidad del trigo señalada a las villas.

Confirmese lo que aqui suplica, y esta concedido en los 23 setiembre de 1697 por los privilegios, que presentaron, entendiendose, que no han de gozar del que goza la ciudad de Caller de la paga pospuesta y este encierro se execute segun la nueva reparticion y planta, que hará la ciudad de Caller.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

2. Tocante a la suplica del cap. 2 en orden a que vos mandasseis se formase el repartimiento de lo que cada villa podia contribuir.

Que se execute conforme al parecer de la junta del real patrimonio no contraveniendo a los capitulos de corte.

Decreto Real.

He resuelto aprobaros lo que decretasteis en esto.

3. Sobre la suplica del cap. 3 tocante al encierro del trigo.

He resuelto aprobaros tambien lo decretado por vos en esto con el parecer de la junta patrimonial.

4. En lo tocante a lo que pide en el cap. 4 de que sea restablecida en la possession del privilegio, que tiene de conocer su veg. privativamente por via de recurso en las causas civiles, y criminales de sus 3 campidanos.

Decreto del Virrey.

Pidallo en justicia, o donde le competiere.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

Segundas suplicas de dicha ciudad.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de sus privilegios y el cap. de corte, de las que celebre el duque de Gandia.

Decreto del Virrey.

Guardesse el cap. de corte, que aqui se cita en la forma que lo concedió su magestad.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo 2 tocante a que los oficiales de los tres campidanos agregados a dicha ciudad hayan de tener su curia fixa en una de las villas de su jurisdiccion.

Decreto del Virrey.

Que se execute como lo suplican, y acudan a su ex.ª para dar las ordenes convenientes.

Decreto Real.

He resuelto se execute assi como lo haveis decretado.

3. Sobre la franquesa que pide en el cap. 3 por un decennio para sacar todo genero de mercaderias por el puerto, y torres de Oristan sin pagar derechos.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando.

4. En orden a lo que piden en el cap. 4 de que se mantenga a sus moradores en la possession, en que estan de no pagar cantidad alguna por razon de quarta funeraria.

Decreto del Virrey.

Acuda al tribunal comp.ª, que se les mantendrá la possession en que se hallaren.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

5. Sobre el cap. 5 en orden a la observancia de lo acostumbrado en no pagar nada por la entrada de los buyes en los saltos de fenosa, y piscata.

Decreto del Virrey.

Acudan al tribunal competente, que se les mantendran en los derechos que tuvieren.

Decreto Real.

Me conforme con lo decretado por vos.

6. En lo tocante a la suplica del cap. 6 tocante a no impedir a los labradores el poder labrar, y desboscar sin pagar derechos las tierras de los saltos.

Decreto del Virrey.

Acudan al tribunal de justicia donde se atienda esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 tocante a las dietas de los ministros patrimoniales que assisten a la extracion.

Decreto del Virrey.

Concedesseles lo que suplican observandosse lo que está prevenido en las instrucciones del real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto venir en la concession de lo que suplica en la forma que lo haveis decretado.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en orden a que la officialia del campidano Milis se provea por el tiempo, que las demas.

He resuelto se observen en esto mis reales ordenes ultimamente expedidas tocante a la provision de semejantes empleos.

9. Tocante a la suplica del cap. 9 en orden a que los oficiales no puedan conceder licencia para entrar los ganados en los restroios antes del tiempo señalado.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto venir en la concession de esta gracia conformandome en lo decretado por vos.

10. Tocante al cap. 10 sobre la cobranza del derecho de erbarbajo del ganado de cerda.

He resuelto se observe lo acostumbrado segun lo decretado por vos.

11. Sobre la observancia que pide en el capitulo undecimo del decreto de las ultimas cortes, en que se ordenó, que los colatores, y arrendadores de los derechos reales no arrienden los pastos para ganado forastero.

He resuelto venir en la concesion de esta suplica, segun lo decretasseis.

12. Sobre la suplica del cap. 12, en orden a que no esten obligados a acudir a las reseñas los matriculados en la bolza de jurados de dicha ciudad sinó en los casos que expresa.

Decreto del Virrey.

Queden escusados los años, que fueren atualmente jurados.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que habeis decretado.

13. Sobre la suplica del cap. 13, en que pide, que los naturales de los campidanos no sean apremiados por sus oficiales a hazer viajes con qualq.^r pretexto.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto se execute como lo suplica la ciudad y habeis decretado.

14. Tocante a lo que pide en el cap. 14 de que se le conceda a la ciudad, y sus campidanos el poder embarcar sus vinos libres de derechos.

He resuelto conceder a los vezinos de dicha ciudad esta gracia por tiempo de seis años por lo que dizeo su alivio, y por lo tocante a los campidanos direis lo quedo mirando.

15. Tocante a la suplica del cap. 15 de que no se pueda hazer repartimiento alguno por cabeza.

He resuelto digais a la ciudad tendré consideracion a esta instancia.

16. Tocante a lo expresado en el cap. 16, en orden a que esten divididas por sus terminos las tierras sembradas, que llaman bidatonis.

Decreto del Virrey.

Observese la disposicion de la real pragmatica.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

17. Tocante a que pide en el cap. 17, de que se quite el abuso introduzido por los notarios, y escrivanos en el exceso de los derechos que llevan.

He resuelto conceder a la ciudad lo que pide conformandome con lo decretado por vos.

18. Sobre la suplica del cap. 18, y ultimo en que pide se mantenga en la possession de la iglesia de San Vicente a los religiosos de la escuela pia, que la han reparado.

Decreto del Virrey.

Se haga como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en esta parte.

Terceras suplicas de dicha ciudad.

1. Sobre la representacion de la instancia hecha en las primeras suplicas tocante a la evocacion, recurso, y appellacion de las causas de los campidanos que pretende pertenecer al veguer.

Tengo tomado la resolucion que antecedentemente va hecha mencion.

2. Tocante a lo que pide en el cap. 2, de que deniegue a los vassallos de algunas villas la extension de la conduccion de materiales, a que estan obligados para el reparo de las murallas.

Decreto del Virrey.

Ja se ha dado providencia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

3. Sobre la suplica del cap. 3, de que se apliquen mil escudos para reparar la puente del rio grande de los quatro mil escudos señalados, para el aconche de las puentes.

Decreto del Virrey.

Que su excellencia tendrá la atencion debida.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado por vos.

4. Sobre la suplica del cap. 4, en orden a que se les librasse de hazer ostension de los titulos de las pensiones que gozá por ser materia impraticable.

Decreto del Virrey.

Observense las leyes del reyno.

Decreto Real.

Me conformo assi mismo con lo decretado por vos.

Ciudad de Alguer.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que pide mande se observen todos sus privilegios y capitulos de corte.

He resuelto se observen todos los que estuvieren en uso, y no fueren en perjuizio del tercero.

2. Tocante a la suplica del cap. segundo, en que pide se le perdone la porcion del real donativo, que le toca del decennio.

He resuelto digais a la ciudad quedo mirando el arbitrio que se le puede dar en esto.

3. Sobre la suplica del cap. 3, en que representa que

por falta de trigo no ha podido lograr el encierro de 12900 estar, de que tiene merced, y que se ordene que haya de delegar al veguer, o jurado en cabo, para que obliquen a los barones que encierren los trigos de sus rentas en la dicha ciudad, y assi mismo a las villas enfeudadas.

He resuelto que en esto se de la providencia que fuere posible, y se me de cuenta de lo que resultare, y assi lo participareis a la ciudad.

4. Tocante a lo que representa en el cap. 4, de no ser bastante lo propuesto en el antecedente para el encierro de la cantidad referida de trigo, pidiendo se le conceda tambien que los acrehedores de la ciudad puedan encerrarle por todo el mes de diciembre.

He resuelto conceder a la ciudad, que sin perjuizio de los intereses de mi real erario puedan los acrehedores encerrar por parte de la ciudad la correspondiente porcion de sus censos pues esto mismo se practica en la de Caller, y assi lo participareis.

5. Sobre la suplica del cap. 5, en orden a que se reconocan los privilegios de dicha ciudad, y la de Sacer, y los limites de sus terretorios con intervencion de ministro real.

Decreto del Virrey.

Acuda a la real audiencia.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

6. Tocante a la franquesa que pide en el cap. 6 se conceda a las coralinas, que fueren a dicha ciudad para extraher otros quinze quintales de los generos, que refiere demas de otros tantos, que se les concedieron en las cortes passadas.

Decreto del Virrey.

Guardense las exenmpciones que se les ha concedido exceptuado quesos, y con calidad que saquen otros tantos quintales de generos pagando los derechos a la real casa.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos en este punto.

7. Sobre la suplica del cap. 7, tocante a que se les conceda, por algunos tres años mil estar. de saca.

Decreto del Virrey.

No ha lugar lo que piden.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos.

8. En lo que pide en el cap. 8 tocante a que se le conceda alguna porcion para el reparo de la puente, que media entre el mar, y estanque.

He resuelto, atendiendo a tan urgente necesidad como la que representa la ciudad, ordenar que de las siete mil libras que se han assignado para aconche de puentes y caminos se aplique la mayor porcion que se pudiere al reparo de esta puente, y que lo execute precisamente.

9. En lo tocante a la suplica del cap. 9 de que no recaiga en el jurado quinto el empleo de so-veguer no haviendose despachado real privilegio para el.

Decreto del Virrey.

Como lo suplican.

Decreto Real.

He resuelto conceder a la ciudad lo que suplica segun lo decretado por vos.

10. Sobre el capitulo 10, en que pide que en adelante los consellers de la ciudad, y demas officios de ella puedan sortear cada dos años matriculando solo a cinco en cada bolza.

Decreto del Virrey.

Observense los privilegios, y costumbres.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

11. Tocante al cap. 14 sobre el modo de la extracion de Amotazen, y cobranzá de derecho de la pieza de queso fino, y azeite con emplear su produto en la conservacion del puerto, y muelle.

He resuelto en quanto a lo que mira a la suerte de Amotassen, que se guarde lo acostumbrado, y en lo que toca a la segunda parte conceder a la ciudad lo que pide durante mi real voluntad, aplicando su produto al fin que se propone.

12. Sobre la suplica del capitulo 12 tocante a la observancia de lo decretado en las cortes del conde de Santisteban acerca de que el que precediere en la extracion de consellers, y demas officios se quede con una de las llaves de las arcas, en que estan las bolzas de los matriculados.

Decreto del Virrey.

Que se guarde el capitulo de corte.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

13. Sobre el capitulo 13, tocante a no poderse en-sacular los que no supieren leer, ni escribir.

He resuelto se haga como lo pide la ciudad, y vos decretasteis.

14. Sobre la suplica del capitulo 14, tocante a que saciendo alguno de los secretarios, y substitutos de la mensa episcopal en jurados, o ministros de la ciudad no sean admitidos.

He resuelto, conformandome con lo que haveis decretado, de que se guarde lo acostumbrado.

15. Sobre la suplica del cap. 15, tocante a que en adelante los consellers y trezema escojan en el pueblo el numero necessario de sugetos mas capaces por el conejo general.

Decreto del Virrey.

Arreglesse el conejo general de Alguer a lo que se estilla en la ciudad de Sacer, y la nómina para aprovar, y quitar se presente por los jurados que dejan de serlo al que presidiere en la extracion.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con todo lo decretado por vos en este punto.

16. Sobre la suplica del capitulo 16, en que pide se ordene al governador entregue a los consellers la llave del portigo que estava serrado, y mandó abrir, como la tienen de las puertas principales.

He resuelto, se observen a la ciudad sus privilegios en esta parte, y en lo tocante a la novedad que representa, en el que vos, o vuestro sucesor oyendo al governador den la providencia conveniente para en adelante.

17. Sobre la suplica del capitulo 17, tocante a que mande que el governador actual, ni sus sucesores no puedan, ni devan prebender, pedir, ni maltratar a ningun forastero, que aportare en aquella ciudad, ni a otro alguno que no sean de sus militares.

He resuelto encargar la observancia de la jurisdiccion que pertenece a cada uno de mis ministros, y assi lo participareis a la ciudad.

18. Sobre lo que representa en el cap. 18 tocante a la facilidad con que los gobernadores de algunos años a esta parte admiten a comercio las embarcaciones que llegan al puerto sin el beneplacito de los consellers, y veguer real, a cuyo cargo deve estar el reconocimiento de las patentes que traen.

Decreto del Virrey.

Mantengase la inalterable costumbre de que la ciudad y su veguer sean los que den, o niegen la practica a las embarcaciones, sinque antes de esso, ni governador, ni otro se atreva a comerciar con los barcos, y en caso de contravenirse por algun empleo se de cuenta a su Excelencia para que de las providencias convenientes.

Decreto Real.

He resuelto conformarme en todo lo que haveis decretado, y encargaros su observancia.

19. Sobre lo que pide en el cap. 19, de que en adelante no pueda nombrar el governador por ayudantes de artilleros a gente del campo, ni a otros, que no son a proposito.

Decreto del Virrey.

El governador nombre en ayudantes de artilleros personas aptas arreglandose el numero determinado, que

hubiere, y para que se tenga noticia en la curia del real veguerio de nominas, y lista de los que nombrare.

Decreto Real.

He resuelto se execute segun lo decretado por vos.
20. Sobre lo que representa en el cap. 20 en orden a las vejaciones experimentan los marineros con el motivo de haver puesto los gobernadores un cuerpo de guardia pidiendo se quite esto.

He resuelto remitirlos esta instancia, para que se procure reparar la queja de la ciudad, teniendo presentes las circunstancias de esta materia.

21. Sobre la suplica del cap. 21, y ultimo oponiendose a qualquiera pretencion, que se tuviere en perjuizio suyo. Direis a la ciudad lo tendré presente.

Cabildo de Iglesias.

4. Sobre la suplica del capitulo primo en orden a la reintegracion en la possession en que se halla en todas las rentas y terretorios de aquella ciudad.

Decreto del Virrey.

Haviendo tenido atencion al alivio de las ciudades acuda a la ciudad de Iglesias para que le pague, o reintegre, o pida su justicia donde le convenga.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del capitulo 2, en que pide, o representa la imposibilidad de hazer ahora el encierro de la formentaria, pidiendo, que se le permita que a expensas propias pueda hazerlo.

Decreto del Virrey.

Observesse lo acostumbrado.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Sobre lo expresado en el cap. 3, en orden a que se observe el privilegio que tiene para que a sus mercederos naturales se les de la sal necesaria.

Decreto del Virrey.

Observesse la forma dada por el real patrimonio.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

4. En lo que representa en el cap. 4, acerca del desconsuelo en que se halla de carecer tantos años de su pastor, y prelado.

He resuelto digais al cabildo se procura dar en esto providencia.

5. Tocante a lo expresado en el cap. 5 en orden a la representacion, que iza porque se les socorriesse con alguna limosna para aynda de hazer ternos.

He resuelto aprobarlos lo executado en esta suplica.

6. Sobre la suplica del capitulo 6, tocante a los gastos que ocasionan los commissarios, que se despachan para la cobranza del donativo.

Decreto del Virrey.

Acuda al juez eclesiastico a quien toca.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 y ultimo en orden a que se les señale alguna porcion para el reparo de las puentes en la isla de san Antio.

Decreto del Virrey.

Se tendrá presente la necesidad que representa.

Decreto Real.

Me conformo a lo decretado por vos en esta parte.

Ciudad de Iglesias.

4. Sobre la suplica del capitulo primero en orden a que en atencion a su necesidad se le perdone lo que constare estar deviendo del donativo.

Decreto del Virrey.

Ja está dada providencia.

Decreto Real.

Me conformo con lo decretado, y executado por vos en esta parte.

2. Sobre la suplica del cap. segundo, tocante a que se execute el privilegio que le está concedido sobre el abasto de la sal de sus naturales, y moradores.

Decreto del Virrey.

Observese la providencia dada por el tribunal del real patrimonio y si hubiere abuso lo representen en aquel tribunal.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

3. Tocante a lo que pide en el cap. 3 de que se le permita hazer el encierro de la porcion de dos mil estares de trigo que le está concedido en las casas de los mismos saltos, como son los de *Vilaricos*, y *Palmas*.

Decreto del Virrey.

No ha lugar.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo decretado por vos por los inconvenientes que se reconocen en la concession de esta gracia.

4. En orden a la instancia, que haze en el capitulo 4, de que se le nombre prelado.

Direis a la ciudad se procurará dar providencia en esto.

5. Sobre la suplica del capitulo 5 en orden a haverse introducido el nombrarse algunos ministros por delegados de los virreyes en la fiesta que se celebra a san Antio se prohiban semejantes delegaciones observandose lo acostumbrado siempre.

Decreto del Virrey.

Acudan todos los años a los virreyes, que se les tendrán presentes.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado, y assi se lo participareis a la ciudad, y assi mismo que he mandado se de en esto la providencia conveniente.

6. Tocante a lo que expresa en el capitulo 6, pidiendo mande observar inviolablemente lo acostumbrado en quanto a poder apasentar los vassallos en los saltos baronales sus bieguas, y sus buyes.

Decreto del Virrey.

Acudan a la real audiencia, quando se ofresca el caso

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

7. Sobre la suplica del cap. 7 en orden a que no se haga en quanto a las tierras labranzas, y ganados, que tienen los vassallos de dicha ciudad en los saltos baronales, pagando los derechos, segun lo antiguo.

Decreto del Virrey.

Acudan a la real audiencia por ser materia de justicia.

Decreto Real.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado.

8. Sobre la suplica del capitulo 8, en que pide, ordene que mis vassallos, y los hombres que cuidan del ganado no puedan ser comprehendidos en los pregones, en quanto a tener el cargo de averiguar los delitos, que sucedieren en sus territorios.

Direis a la ciudad, que en orden a este punto tengo dada providencia en las suplicas generales del reyno.

9. Que los contadores de dicha ciudad en adelante no puedan tomar de las cuentas de las haciendas de dicha ciudad de la cantidad de dos mil libras, solo veiente y cinco libras, y de hay a bajo a proporcion de la cantidad. Observese el capitulo de corte, que refiere.

10. Que en las causas de los concursos de los bienes concursados solo se pague el salario de sentencia, y autos

processales de la sentencia de graduacion, y los demas, los acreedores en segunda instancia.

Que se haga como se suplica.

11. Que en adelante qualquier habitador de dicha ciudad pueda obligarse en persona, y bienes por qualquier deuda, o obligacion, que huviere en auto publico, y no de otra forma.

Guardesse el capitulo de corte, que refiere, sinò estuviere revocado.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 9, 10, y 11 que es el ultimo, he resuelto conformarme en todo con lo que haveis decretado.

Cabildo de Ampurias.

1. Que la porcion que cupiere pagar en este subsidio la pague en la misma ciudad de Castillo Aragonés, o en la de Sacer para evitar el riesgo de la conduccion a esta de Callar.

Que lo pague al tiniente del thesorero de Sacer.

2. Que en ocasion de vacante de obispo de Ampurias se nombre en capitular de aquella, como hasta aqui se ha acostumbrado.

Que se observe lo acostumbrado.

3. Que para evitar gastos se decrete, o que el cabildo de Ampurias en caso de vacante pueda despachar comissarios a la diocesi de Civita por su clero para la exacion en caso de retardacion de la paga del subsidio, y donativo que le pertenecen, o que no este obligada a la exacion de la paga, que a la ciudad cabe.

Que acuda a su juez competente.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 1, 2, y 3 he resuelto conformarme con lo decretado por vos.

4. Sobre la suplica del cap. 4 en orden a que se apliquen al cabildo en vacando las dos pensiones, que paga a particulares la mitra de Ampurias, y Civitta.

Direis al cabildo lo tendré presente, llegando la vacante, en cuyo caso podrá hazer memoria de esta instancia.

5. En orden a lo que pide en el cap. 5 de que tenga presente en las provisiones de mitras a los sujetos benemeritos de su iglesia.

Direis assi mismo, que tendré muy presente esta instancia.

6, 7. Sobre la suplicas de los capitulos 6 y 7, que es el ultimo tocante a que se le conceda un cavallero, y noblesa para beneficiar para reparar la iglesia, y que no se de lugar a la pretencion de ser eregida en catedral.

Direis al cabildo tendré consideracion a lo expresado en ambos capitulos.

Ciudad de Ampurias e Castillo Aragonés.

1. Que se confirmen todos los privilegios, y capitulos de corte concedidos. Se confirman los que estuvieren en uso, y no fueren en perjuizio de tercero.

2. Que a los vassallos de las villas de la encontrada de Anglona no se admita por ningun tribunal oposicion alguna por la obligacion, que tienen, segun privilegio real de condurzir quatrocientos estares de trigo a la ciudad dicha de Castillo Aragonés.

Observense los capitulos de corte, y los privilegios.

3. Que no se de lugar a la pretencion del sindico de Sacer sobre, que los mercadeles, patrones y marineros, que vienen de fuera reyno, y aportan a dicha ciudad, y pagan los derechos no puedan pasar a las villas del reyno y ferias para esmerzar las mercaderias.

Guardense los privilegios, y capitulos de corte, y cartas reales que hay sobre de esto.

Decreto Real.

Sobre la suplica del cap. 1, 2 y 3 me conformo en todo lo que haveis decretado en ellos.

4. Tocante al cavallero, y noblesa para beneficiar, que pide en el cap. 4.

Direis a la ciudad tendré presente esta instancia.

5. Sobre la del cap. 5 en orden a que la extracion de consellers, y comis. de la ciudad se haga el dia acostumbrado de S. Bernabé por el Governador y no por delegados.

He resuelto conceder a la ciudad esta gracia en la forma, que pide, y assi se lo participareis.

6, 7. En orden a las representaciones, que haze en los capitulos 6, y 7 de lo prevenido, que se halla aquella plaza de todo genero de pertrechos, y tambien la torre de Frisano.

Direis a la ciudad he mandado se de providencia en ambos puntos.

8. Que se mande que se cale la almadrava de Calagustina.

Acuda al real patrimonio, en donde pende el pleito.

9. Que se introduzgan en la ciudad los cañones de hierro que se hallan algunos años en la orilla de la mar.

Execute la ciudad lo decretado en las cortes del Duque de Monteleon dentro de seis meses, y de otra forma se sacaran a beneficio de la real caja.

Decreto Real.

Tocante a las suplicas que haze en dichos capitulos 8, y 9, me conformo en todo con lo que haveis decretado.

10. Que confirmandosse este año los consellers por haverse subido aun el ultimo solio tambien se confirmen los demas oficios.

Que su excellencia tendrá presente esta suplica.

11. Que los cavalleros, patrimoniales, y demas ministros hayan de contribuir en el derecho que se llama de la puerta que está destinado para la paga del real donativo.

Que siendo este derecho impuesto para la paga del real donativo queden todos obligados a contribuir.

Decreto Real.

Sobre las suplicas expresadas en los capitulos 10 y

11. que es el ultimo, he resuelto aprovaros lo que haveis decretado en ellos.

Cabildo de Bosa.

1. Que se les conceda una saca de ocho mil estareas de trigo para reparar el templo.

Se ha dado limosna por la junta de tratadores, y lo podran aplicar a lo mas necesario.

2. Que se mande a los consellers de Bosa, que desp. de su lustre hayan de aplicar por el lustre divino.

Haviendose aliviado las ciudades ya se ha dado providencia a esta suplica.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos primero y segundo he resuelto aprovaros lo que haveis decretado en ellos.

3. Sobre la suplica del capitulo 3 tocante a que se encargue a los racioneros de aquella iglesia la capellanía fundada para la celebracion de la misma en el castillo de Serraval.

He resuelto conformarme con lo que haveis decretado, y encargar juntamente, que en el caso de la vacante se dé providencia en este punto y assi lo participareis al cabildo.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que pide, que la iglesia de Bosa sea admitida en la reparticion de las tierras reales para labrarlas pagando como los demas vassallos.

No hallando inconveniente el real patrimonio en lo que representa se atiende a esta suplica.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado.

Ciudad de Bosa.

1. Sobre la suplica del capitulo primero sobre la extraccion del tribunal del veguer.

Decreto del Virrey.

Guardesle lo que agora se observa.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado.

2. Sobre la suplica del cap. 2 en orden a que se observe la costumbre antigua de declarar los consellers las causas civiles y criminales de la oficialia de Montresta.

He resuelto digais a la ciudad, que respeto a concurrir en esto interez alguno de partes, haviendolas oydo tomare la ultima resolucion, a cuyo fin he' ordenado se me informe de todo.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en orden a la concession de la saca que pide obligandosse aplicar la mitad del beneficio en el reparo de las murallas.

He resuelto digais a la ciudad lo quedo mirando con deceso de su mayor alivio.

4. Que el capellan que celebra la misa los dias festivos en el castillo la haya de celebrar todos los dias en la casa de la ciudad, y por dias festivos nombre otros sacerdotes.

No ha lugar lo que suplica.

5. Que a las coralinas que fueren a la ciudad de Bosa para la pesca del coral se les conceda la misma franquesa de 16 quintales, como a las de Alguer.

Guardesle lo acostumbrado.

6. Que los vegueres, ni asesores no conoscan, ni tengan jurisdiccion en los masseros de la ciudad.

Guardesle lo acostumbrado.

7. Que haya bolza en los que pueden concurrir en guardianes del puerto de la ciudad, y que sean naturales.

Guardesle lo acostumbrado.

8. Que haviendo persona que se obligue para la carniceria publica y asegurada pueda embarcar todos los cerros libremente sin pagar derechos.

Guardesle lo acostumbrado.

9. Que la ciudad use de la possession, en que estava extrahiendo uno cada año por cada officio de adonero, mayor, de pesador, y de medidor, o de la manera que lo ha acostumbrado.

Guardesle la forma dada en la concession real.

10. Que por la falta de trigo que la ciudad padece algunos años pueda embiar para hazer escrutinio en las villas de las comarcas vezinas, y dejandoles lo que es menester para comer, y labrar, lo demas sean obligados los moradores de aquellas llevarlo a la dicha ciudad, y lo vendan al precio que correrá.

Guardesle lo acostumbrado.

11. Que quede a arbitrio de los consellers aumentar el numero en las bolzas de consellers, y matricular a los benemeritos en qualquiera de ellas.

Guardesle el capitulo de corte.

12. Que no se permita tener tiendas publicas en las villas, y lugares del reyno, ni llevar las ropas vendiendolas por las villas, ni por las ferias del reyno.

Observesse las pragmaticas, capitulos de corte, y cartas reales, que hay sobre esta materia.

13. Se oppone a qualquier pretencion, que las demas ciudades, cabildos o particulares, que en estas cortes tuviere en perjuizio de los privilegios, capitulos, y loables costumbres de dicha ciudad.

Decreto Real.

Sobre lo expresado desde el capitulo 4 hasta el 13 inclusive, me conformo en todo con lo que haveis decretado.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 y ultimo, en que pide se rebaien ahora los derechos que se impusieron para la paga del donativo del decennio pasado.

He resuelto digais a la ciudad quedo mirando el alivio que se le puede conceder.

Vacat.

**Suplicas de las villas, y comunidades
de Campidano Milla.**

4. Que los arrendadores no puedan hazer accordio de ganado forastero en los paberilis de la encontrada sin proceder revista por cinco hombres neutrales especificando el numero de ganado que pueda apasentar en ellos.

Como lo suplican.

2, 3. Que de aqui en adelante no pueda entrar ganados en terretorios de dicha encontrada de la villa de Paulilatino, ni de otras que no sean del marquesado de Oristan. Que en el salto llamado Sinni terretorio de dicha encontrada no pueda entrar ganado de la villa de Cabras, ni de otras que no sean de dicha encontrada, sinó es en caso que mediante estime, y revista conste que sobra al ganado natural de dicha encontrada.

Como lo suplican en sus terretorios, no haviendo mas que para los naturales.

4. Que de aqui en adelante los carnizeros de la ciudad de Caller no puedan apasentar los carneros en los prados, y bidazonis, sinó en los paberilis, y saltos donde apasientan los demas ganados de dicha encontrada.

Que los carnizeros que trahen el abasto de la carne a esta ciudad, queden obligados antes de entrar en el terretorio de la villa donde han de passar, hayan de denunciar a qualquier ministro les señale al paberilo o lugar donde han de tenerlos tres dias como les es permitido, no siendo vidazoni, o lugar vedado, y no precediendo esta diligencia en lo qual no ha de intervenir gasto alguno este ganado este sugeto a tentura segun disposicion de la real pragmatica.

5. Que los ministros ordinarios de dicha encontrada no tomen mas que un sueldo por boca de todo genero de ganado manso que tenturaren en lugares prohibidos. Que se guarde lo acostumbrado sobre la tentura quitado todo abuso.

6. Que se nombre en dicha encontrada un tarifador para tassar los salarios de los autos processales, y publicos, y este nombramiento sea de tres en tres años, y no contentandose los notarios de su tassacion, del secretario de la real audiencia, y no llevando se execute la primera. Guardesse la tarifa que prescribe la pragmatica sobre salarios, sentencias, y autos processales.

7. Que en adelante los oficiales, y escrivanos de dicha encontrada, no puedan mandar ningun vassallo para embiar las listas de las mesadgas sinó pagandoles su viaje.

No ha lugar lo que suplican repartiéndose el trabajo.

Decreto Real.

Sobre las antecedentes suplicas he resuelto conformarme con lo que haveis decretado en ellos, y aprobarlo.

8. Sobre la suplica del cap. 8 en orden a que los oficiales de la encontrada no puedan tomar cosa alguna del alquiler del vasio de la bidazoni.

He resuelto venir en la concession de esta suplica segun lo decretado por vos.

9. Que los recursos de las causas de dicha encontrada se tengan a esta real audiencia y no a la curia del real veguerio de Oristan.

Ya se ha dado providencia conforme lo suplica.

10. Que haya en dicha encontrada lugartheniente de oficial que administre justicia en caso de ausencia o vacante de oficial, y faltando ambos la administren los mayores de dichas villas, y no pueda entrar el veguer de Oristan.

Que se guarden los privilegios de la ciudad de Oristan puestos en uso sobre esta suplica.

11. Que en adelante la terna de oficiales de dicha encontrada la hagan los vassallos, y que el señor util de la officialia cobre la tercera parte de los emolumentos de aquella del oficial, que será elegido.

No ha lugar lo que suplica por no conformarse con la real pragmatica.

12. Tocante a la suplica que haze en el capitulo 12 sobre la prohibicion de la officialia de la encontrada.

He resuelto conceder a la encontrada esta gracia en la forma que lo suplican.

13. Que en adelante la extraccion, y nombramiento de los mayores de cada una de las villas de dicha encontrada la haga el oficial con cinco prohombres, y el sindico de cada villa, y ciudad de Oristan.

Sinó se oprime a algun privilegio de dicha ciudad que se haga como se suplica, y en caso de tener privilegio aquella, que lo represente a S. E. que dará la providencia que conenga.

14. Que en adelante no se concedan delegaciones a los vegueres de Oristan por pretenciones que se intentaron contra los vassallos de dicha encontrada solos que el oficial, y juez del domicilio, y en caso de sospecha se delegue una persona de la misma encontrada.

En execucion de las leyes del reyno se tendrá la devida consideracion.

15. Que el Mostazen de la ciudad de Oristan en adelante no exerza jurisdiccion alguna en las villas de dicha encontrada, solos que este gobierno corra por los oficiales y mayores de aquellas.

Sinó se oprime a algun privilegio de la ciudad de Oristan que se haga como se suplica.

16. Que cada mayor de cada una villa de dicha encontrada haya de tener en adelante una marca de corte para marcar los cueros.

Que se haga como se suplica sinó se oprime a privilegio de la ciudad de Oristan.

17. Que en adelante en los años que no coadjaren las salinas del marquesado de Oristan, no huviere extraccion de sal no queden obligados los vassallos de dicha encontrada a la contribucion del estalar de trigo que por panto pagan quando hay extraccion.

Que el tribunal del real patrimonio le administre justicia sobre lo que representan.

18. Que en adelante ningun arrendador ni colector pueda tomar cochino de pezza de foch, ni de estula, y una vez deguinado el tronco no se deguine otro solo la cria en la forma suele diezmar la iglesia.

El real patrimonio informado de lo que representan administre justicia por gobierno.

19. Que en adelante pague cada qual en el lugar de su domicilio lo que fuere repartido del real donativo, aunque tenga bienes fuera de el.

Que cada qual pague en su domicilio por los bienes que tiene en el, y por los que tuviere en otra parte pague donde los tuviere.

20. Que en adelante no se compute en el estimo de la reparticion del real donativo el ganado por ser ropa mortal, solo que se haga de los bienes sitios de cada uno.

Observese lo acostumbrado, haziendosse cada año el repartimiento si fuere menester.

21. Que en caso de muerte de sacerdotes pasando sus bienes a personas seglares, estos no esten obligados a las pagas eclesiasticas, que aquellos solian contribuir, ni los ministros ordinarios den auxilio para ello.

Que sucediendo el caso acudan a S. E. para que dé las ordenes que combengas.

22. Que a los vassallos de las villas de dicha encontrada puedan reedificar las casas, y corrales, y restaurar los corrales antiguos, sinque sea necesario pedir licencia del real patrimonio, no siendo en perjubio de tercero.

Que en quanto a las casas, y corrales, que sean proprias, y en poblado, se haga como se suplica habiendo ministros patrimoniales, y no haviendolos se haga por los ministros ordinarios del real patrimonio, dando unos, y otros cuenta a este, y en quanto a los serrados guardesse lo acostumbrado.

23. Que a los vassallos de dicha encontrada no se obligue a contribuir en adelante en la paga de los torresanos ya que tienen el cargo de asistir, y rondar las marinas, y las villas circunvezinas que no rondan paguen los torrezanos.

No ha lugar lo que piden.

24. Que ninguna persona lleve, ni deje yr ganado alguno a la vega, eo valle de las viñas, huertas, y jardines, y otras possessions de la villa de Santo Vero Milis, y queriendo el proprio dueño de la possession tener su ganado en ella, lo tenga en muda, y cuerda para que no cause daño a las demas possessions.

Que se haga como suplican, y en caso de contravencion executese la pena de la real pragmatica.

Sobre las suplicas de los capitulos desde los 13 hasta el de 24.

He resuelto conformarme con todo lo que haveis decretado en ellos, y mandar se execute assi.

25. Sobre la suplica del capitulo 25 en orden a que los arrendadores de las montañas no puedan dejar entrar ningun forastero a labrar en ellas.

He resuelto ordenar al Virrey, y real audiencia, den la providencia mas conveniente en esta materia, y assi lo participareis.

26. Sobre la suplica del capitulo 26, en orden a que quando la Vidazoni de la villa de Bonarcado será a la parte del salto d.^o Barbau se guarde por Bidazoni, solamente el distrito que será labrado poniendose limites hasta donde se guardará por Bidazoni, y en el instante pueda libremente entrar, y apasentar el ganado natural de dicha villa.

Decreto del Virrey.

Que se haga como se suplica

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado concediendo la gracia que piden en el.

Suplicas de los vassallos de la villa de Simaxis.

1. Que los que tienen casas cahidas, y ruinas, y tierras emboscadas quedan libremente reedificarlas, y desboscadas, y las que no las tienen puedan fabricarlas, y sindicarse en los paberilis las tierras precisas sindicandoles el sindico con cinco hombres el terretorio a proporcion para dichas casas sin asistencia de ministros patrimoniales por lo mucho que piden por sus dietas.

Por estas revistas que se han de hazer, siendo algunos los que las piden solo se pague por todos dos escudos, uno al tiañite, y otro para los otros ministros.

2. Que por el sindico, mayor, y cinco hombres se les señale lugar a proposito para plantar viñas, segun la posibilidad de cada uno, y pedazos de tierras para huertas.

Que se haga como se suplica guardando la forma que se ha dado en el capitulo antecedente.

3. Que el sindico, mayor, y cinco hombres praticos señalen la Bidazoni, y prados, tanto en el Benaxi, como en el Gragori observandosse assi in perpetuum.

Señalense, observandose lo acostumbrado, y con la moderacion de gastos que se ha señalado.

4. Que en adelante los que fueren oficiales no se atrevan a arrendar, ni alogar las islas que llaman isca Simaxis, o isca perduda, y que el mayor de prado tenture segun es justo.

Acudan al tribunal del real patrimonio, donde se dará providencia.

5. Que en d.^o campidano Simaxis se delegue una persona, para que conosca las tenturas que hazen los mayores de Prado, son justificadas, y que no sea el official por entenderse con dichos mayores.

Acudan al concejo.

6. Que los vassallos de dicha villa no tengan mas obligacion, que de pagar un estarel de trigo, y otro de Sevada segun la medida cabal por el derecho, que llaman llor de cort, y como pretenden los arrendadores.

Acudan al tribunal del real patrimonio donde se deu las ordenes convenientes para quitar los abusos.

7. Que en adelante los arrendadores no puedan alogar ni arrendar los saltos, y terretorios sin que preceda revista del bestiar de los vassallos mediante el sindico, y cinco hombres, que señalen lo que haze menor a dichos naturales, y lo restante pueda el arrendador alogar.

Acudan al tribunal del real patrimonio.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

Me conformo con todo lo que haveis decretado en ellas, y assi se executará.

Suplicas de los vassallos de la villa de Salarussa.

1. Que los arrendadores presentes, y los que en adelante fgeren solamente hagan arbitrar el derecho, en el

vino, que encierran los vasallos, y comunidad de dicha villa de Solarussa.

Acudan al tribunal del real patrimonio, donde se den las ordenes convenientes.

2. Que en adelante los oficiales del campidano Simaxis no arrienden las iscas perdudas, e isca Simaxis que son de los vasallos de Solarussa, y las labran todos los años no permitiendo dichos oficiales entre ningun genero de ganado en aquellas bajo penas de veinte, y cinco ducados.

Acudan al patrimonio donde se den las ordenes convenientes.

3. Que los escrivanos de campidano mayor en adelante no puedan cobrar los dos selemenes de trigo por la satisfacion de los autos comunales solo que se les pague dichos autnos segun pragmatica.

Acudan al concejo.

4. Que los pastores de las villas de Pauliatino y de Villanueva trisquedo no puedan entrar sus ganados en los saltos, y terretorios de la villa de Solarussa bajo las penas impuestas en las reales pragmatias, y bajo las mismas penas no puedan entrar a lefiar, ni los de Solarussa, ni los saltos de aquellas.

Pidanlo por justicia.

5. Que de tres en tres años se nombre en el d.^o campidano una persona desentereada para tassar los autos processales.

Acudan al concejo

6. Que el vasallo no tenga mas obligacion que de pagar un estarel cabal de trigo, y otro de sevada por el llor de corde midiendo con medida justa y no extraordinaria.

Acudan al tribunal del patrimonio.

7. Que los oficiales no puedan alquilar las bidazonis y estulas, solos que queden para el bestiar de la villa, y que nolleven mas de dos reales de cada gama, y esto a medias entre el-pastor mayor, y menor.

Acudan al concejo.

8. Que sinó fuere la tercera parte unida de los vasallos, y labren todos contiguos no se proceda a hazer Bidazoni en los saltos de Isbenas, Vugroni y Urassa, en atencion que pueda campar el bestiar rude.

Que se guarden las leyes del reyno.

Que las guardias maritimas las paguen todos sin excepcion ninguna por ser defenza general.

Guardense las pragmatias, y acordias.

10. Que se vuelvan a plantar los mojonos que han quitado las dichas villas de Pauliatino, y Villanueva trisquedo en el mismo lugar, y no entren a lefiar, herbar, ni labrar.

Pidanlo en justicia.

11. Que el amostazen de la ciudad de Oristan en adelante no haya de molestar a nadie para marcar, y registrar los pesos, y medidas que tienen para uso proprio, mientras no los empleen en comprar y vender.

El amostazen de Oristan se contenga en los limites de aquella ciudad, y no passe a semejantes extorcioncs.

12. Que quando no coajan las salinas del marquesado de Oristan no tengan obligacion de pagar el estarel de trigo que pagan los vasallos de Solarussa quando coajan dichas salinas para escusarlos de sacar la sal.

Acudan al tribunal del real patrimonio.

13. Que se nombre una persona desentereada en el campidano mayor paraque decida lo que fuere de justicia en el caso de quejarse algun vasallo de dicha villa sobre tenturas que haze el mayor de prado.

Acuda al concejo donde se dará providencia.

14. Que puedan los vasallos de dicha villa desmatar y labrar algunos pedazos de tierra paperilis, como lo es de sindicarse con los vasallos y barones.

Acuda al tribunal del real patrimonio.

15. Que se haga revista mediante cinco hombres ajuramentados de los terretorios, y montañas de dicha villa, y assi bien de lo que necessitaren dichos vasallos, y de los que sebraren puedan los arrendadores alquilarlos, y no sobrando que no puedan arrendar.

Guardense las leyes del reyno.

16. Que los que buvieran carniceria en dicha villa, y dieren el abasto necessario puedan pasturar las tierras de la Bidazoni, y si hizieren daño paguen a los dueños segun fuere estimado.

Guardense las pragmatias del reyno.

17. Que en adelante los oficiales no arrienden, ni aloguen la hierva de la Vidazoni de la montaña de Ungroni, Isbenas, y Urassa, sinó que la comunidad vea lo que le pareciere a tomar las hiervas, o alogarlas.

Pidanlo en justicia.

Decreto Real sobre todas dichas suplicas.

He resuelto conformarme en todo con lo decretado por vos, y assi se executará.

Suplicas de los vasallos de la villa de Siamanna.

1. Que a los vasallos de dicha villa de Siamanna inviolablemente les sean observados los privilegios, prerrogativas, y exempciones, que goza la ciudad de Oristan, y le fueron confirmados por los serenissimos señores reyes de Aragon.

Observesse lo que está en uso.

2. Que los consellers de la ciudad de Oristan despachen las letras citatorias dirigidas a los sindicos de los campidanos paraque estos puedan instruir al sindico de cortes que nombrará la dicha ciudad en lo que fuere del provecho de dichos vasallos.

La ciudad de Oristan dê noticia a los sindicos de los campidanos paraque puedan instruirle.

3. Que los vasallos de dicha villa no sean obligados hazer a sus gastos el horno de cal, y conducir la a la ciudad de Oristan, sinó que se observe la sentencia segun su thenor, por ser conforme a la antiquissima costumbre.

Que no obstante el capitulo de corto, que aqui se refiere se execute lo decretado en la sentencia del año 1611 por fundarse en la antiquissima possession, en que se hallavan, y por haver sido dicho capitulo obtenido subrepticamente.

4. Que sin embargo de qualquier pretencion, que tenga la ciudad de Oristan se observe segun disposicion

de la real pragmática, que el oficial de campidano Simaxis sea natural, y en todo caso haya en dicha villa un lugarteniente a elección de la villa.

Guardese lo que queda dispuesto por la real pragmática.

5. Que los oficiales, y escrivanos de dicho campidano no puedan mandar a los vasallos para hazer las entimas de las causas civiles, y criminales fulminadas a instancia de parte sinó pagandoles sus jornadas.

Los oficiales y ministros se valgan para estos actos de los jtrados de las villas, y estos los paguen las partes quando las haya.

6. Que el mostacen de la ciudad de Oristan que todos los años sortea no pueda acusar penas por las balanzas y medidas, que tienen particulares para uso propio de ellos, ni estos queden obligados a marcallas solo se hayan de marcar las balanzas, y medidas que sirven para vender y comprar.

No ha lugar lo que suplican.

7. Que el mostacen de la ciudad de Oristan no pueda tomar la pena de un escudo, que executa a los vasallos reales, que llevan a vender leña a dicha ciudad con el pretexto que los fardos son pequeños solo que aquellos puedan vender la leña como podran sin incurso de pena.

Guardese el estatuto, que tuviere sobre esto, quitado todo abuso.

8. Que los vasallos que tendran mediana posibilidad hayan de plantar viñas, y que estos puedan obligar a los duenos que tienen territorio a concambia, o compra, mediante estimo de cinco hombres y que el official corra con estas diligencias.

Guardese lo acostumbrado.

9. Que se observe el capitulo de corte, que dispone que se pague solo un sueldo por la tennura del buey domado, y no seis sueldos, como han querido introducir los oficiales por cada cabeza de buey domado.

Guardese el auto de corte, que huviere sobre de esto.

10. Que las encontradas de Mandrolisay, y parte Ocier real hayan de contribuir como ab antiguo en las guardias maritimas sirviendosse per capita, segun costumbre.

Pidanlo por justicia, y en el interim guardese lo acostumbrado.

11. Que los vasallos de Villa urbana otra de dicho campidano Simaxis hayan en adelante de pagar y contribuir en las guardias maritimas en la forma acostumbrada.

Pidanlo por justicia, y en el interim guardese lo acostumbrado.

12. Que los ciudadanos nativos que pasan a domiciliarse, y tener bienes en las villas, viviendo continuamente en ellas hayan de contribuir en las pagas criminales, guardias maritimas, y demas officios.

Guardense las leyes del reyno.

Decreto Real.

Sobre la suplica del capitulo primero hasta el 12 he resuelto conformarme en todo con lo decretado por vos, y assi lo participareis, y se executará.

13. Que en adelante los oficiales de dicho campidano

no hayan de molestar a los pastores, ni exijan de aquellos derecho alguno de las estulas por no serles deuido, y que de quinze de agosto en adelante puedan entrar los pastores, segun dispone la real pragmática.

Como lo suplican, en observancia de la real pragmática.

14. Que haya de señalar una villa mas conveniente a la encontrada paraque en ella se haga un archivo para encerrar las causas, y demas papeles a gastos del señor util de la escrivania, y que los oficiales tengan la marca para marcar los cueros, y los mayores no tengan obligacion de dar alimentos a dichos oficiales y escrivanos de dicho campidano.

Se les concede lo que suplican, y acudan a su excelencia paraque de las ordenes convenientes y necessarias.

Decreto Real.

Sobre las suplicas del cap. 13, y 14 he resuelto concederles lo que en ellos suplican.

15. Que los saltos, y terretorios de dicho campidano que llaman santa Elena de Angius, y san Martin, los arrendadores no los puedan arrendar dinero por dinero, sinó a las comunidades ahora sean propietarios seculares, o eclesiasticos atento la necesidad de dichos saltos.

Guardense las pragmáticas del reyno.

16. Que los arrendadores de los saltos arrendandolos, guarden en el modo de tennura la tassa de los capitulos de corte y real pragmática que disponen de tennuras y macheles.

Como lo suplican quitado todo abuso.

17. Que los capitanes de cavalleria, y infanteria de dicho campidano no molesten a los vasallos de dicha villa para la paga que llaman, neuzy y redanda, por no serles deuida, y ser contra costumbre y deviendo pagar los de la villa de Santa Justa.

Que se haga como se suplica, quitado todo abuso.

18. Que los vasallos de dicha villa que labran y suelen pagar un quarto de trigo a los pastores de san Antonio Abad de la ciudad de Oristan no lo paguen a colmo segun pretende el prór de los frayles, sinó a raso segun la sententia que se proferió sobre esto.

Como lo suplican conforme a la sententia que refieren.

19. Que se haya de tassar el numero de los cavallos que se han de dar a los commissarios de la santa cruzada.

Que solamente se les dè seis cavallos comprehendida la guía.

20. Que por trassignar no puedan tomar el official, y escrivano de dicho campidano, mas que cinco sueldo medio-real cada uno.

Que en la signacion, trassignacion, y reducion a otra señal, el official, y escrivano no tomen por sus derechos mas de un real de uno hasta diez, y dè halli adelante medio escudo.

21. Que los oficiales de dicho campidano tanto al tiempo del nombramiento del sindico, como y de los autos judiciarios hazedores dentro de dicho campidano hagan de asistir sin dieta por no serle deuida.

Como lo suplican segun disposicion de la real pragmática.

22. Que en adelante los oficiales, y escrivanos de

dicho campidano no puedan mandar a los vassallos para llevar en poder del consultor real, y a esta ciudad de Caller los processos, y listas de las mesadas, sinó es pagandoles un real por cada día.

No ha lugar lo que suplican.

Suplica del síndico de Santa Justa.

Sobre la suplica del capitulo primero que es la única en que suplica, que atenta la caída de 144 casas, sean los vassallos sublevados de la paga del real donativo, que pagavan antes de tener dicha perdida.

Se tendrá consideracion.

Suplicas de la comunidad de Santo Lussargio.

Sobre la suplica del capitulo primero que es la única tambien en que representa el gran numero de gente, que se havia salido a otros lugares.

Guardese la costumbre.

Suplicas de la villa de Sorgono.

1. Sobre la suplica del capitulo primero en orden a la observancia de sus privilegios.

Que se observen los que estuvieren en uso.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado.

2. Tocante a la licencia que pide de poder fundar un convento de capuchinos en dicha villa.

He resuelto digais tendré consideracion a esta instancia.

3. Que devienose conduzir presos a esta ciudad de Caller no sean obligados conduzirlos los vassallos de aquella, ni los ministros los manden para esso, sinó que manden, y los condusgan los vassallos de las demas villas de la real encontrada.

Que los presos se trahigan a esta ciudad por los vassallos de su domicilio, y siendo forastero se reparta el trabajo por los de la encontrada.

4. Que en adelante el jurado en cabo sea de dicha villa de Sorgono, y el segundo y tercero de las demas villas de la encontrada por su turno.

Observesse lo acostumbrado por ser conforme a sus privilegios.

5. Que se amojenen los terretorios de dicha villa de Sorgono, y amojonados, los ministros de justicia los guarden sin permitir que en ellos entren forasteros para labrar, y apasentar ganado sin licencia por escrito del síndico de dicha villa.

Que el tribunal del real patrimonio de la providencia que convenga.

6. Que se divida la montaña de corte llamada paberilli segun los congages que tiene dicha villa, y que el tiente de procurator real de dicha encontrada, y los que son y fueren arrendadores de los emolumentos de aquella no molesteu a los vassallos de dicha villa con macheles, y processos en el paberilli que suelen hazer.

Que en vistas de dichos congages el real patrimonio dará providencia.

Decreto Real.

Me conforme con lo que haveis decretado en ellos, y assi se executará.

Villa de Atrara.

Tocante a lo que pide en el capitulo primero, y ultimo en orden a poderse comunicar con los vassallos de otras villas en quanto a labrar, y apasentar su ganados. Acudan al tribunal de justicia.

Villa de Quartucho.

1. Que en la contribucion de la paga de la escalaguardia ninguno tenga exencion con motivo de ser ministro inferior del santo officio, iglesia y de la cavalleria e infanteria.

Guardese las leyes del reyno, concordias, y pregones.

2. Que en adelante no se despache commissario por la curia del real veguerio ni otro superior en rigor de accusacion de tercio precario, ni por otra causa civil contra los vassallos de dicha ciudad de Quaturchu solo se encargue la execucion a los ministros ordinarios en virtud del señor duque de Monteleon.

Guardese el capitulo de corte.

3. Que solamente se tome el derecho del fondo, y no el derecho de putaloru.

Acuda al real patrimonio por tratarse de renta reale.

Decreto Real.

Me conforme en todo con lo que haveis decretado.

Encontrada Real de Barbagia Melv.

1. Sobre la suplica del capitulo primero, en que pide se conceda merced de cavalleros a los sujetos que expire en ellas.

He resuelto digais los tendré presentes.

2. Que el deguino de los chochinos sea un pegus por señal, y en las ojeas y colmenas de la misma manera que pagan los de Mandrolisai por gozar de los mismos privilegios, y gracias.

Observesse lo acostumbrado.

3. Que los arrendadores de la nieve serrien con pared los posos donde la encierran por ser lugar de montañas de bellota y pastura de ganado, y bidaconi, y se suele muchas vezes machelar el ganado en daño, et gasto de los amos, et pastores.

Observesse lo acostumbrado, y quando necessitare de mas providencia acuda al tribunal del real patrimonio.

4. Que los principales de la villa de Arizo puedan encerrar nieve en los posos particulares, como antes para el uso proprio.

Acuda al tribunal del real patrimonio, donde pende en justicia esta instancia.

5. Que los salios que se han apropiado los de la villa de Arzana se sequestren por el real patrimonio, por ser estos salios de las villas despobladas de la encontrada real de Barbaga Bely, y se los han convertido en su patrimonio dichos de Arzana.

Acudan al tribunal donde pende en justicia esta materia.

6. Que ningun vasallo de dicha encontrada sea oprimido a hazer mas q.º un servicio personal cada año, y que las colletas, y officios de mayores de prado, y de la villa los sirvan los de la primera calidad.

Guardesse la real pragmática y reales pregones.

7. Que en dicha encontrada haya tiendas publicas de todo genero de merces con licencia del real patrimonio.

Ya se ha dado providencia en las suplicas generales de los estamentos.

8. Que se mande a los arrendadores, que son, y fueren de dicha encontrada que por todo el mes de octubre cada año hayan de tomar el degüino obejas, y cabras, que pasan a los campidanos para invemar, y en el mes mo mes los ministros de justicia despachen los bolletines y certificadoras de dicho ganado.

Guardesse la real pragmática inviolablemente, y se exprese en los autos de los arrendamientos.

9. Que cada vasallo de dicha encontrada que criare un cochino en casa para uso proprio pueda tomar libremente su bellota necesaria para el sustento de agnellos.

Observesse lo acostumbrado.

10. Que en adelante los consellers, y jurados de dicha encontrada nombren en cada villa una persona apta, y suficiente para concurrir en la oficialia de dicha encontrada segun se acostumbra en la de Mandrolisay.

Guardesse la costumbre quitado todo abuso.

11. Sobre la suplica del cap. 11 tocante a la moderacion de la pena que se ordenó en las ultimas cortes en quanto a la entrada del ganado.

He resuelto se observe lo mandado en dichas ultimas cortes.

12. Que en los meses de diciembre, henero, y febrero no esten obligados los de dicha encontrada hazer ronda en el Sarchidano por la mucha frialdad, y nieve que haze en aquellas montañas.

Observesse lo que se acostumbra.

13. Sobre el capitulo 13 en que pide que el oficial que ha de servir un biennio no pueda otra vez exercerlo, hasta tanto passen dos biennios.

Guardense los privilegios que huviere, y las pragmatikas.

14. Que por estar puesta de la villa de Arizo en paraje muy frio, y carecer de leña, que puedan los vasallos de ella leñar en qualquiera de las villas de la encontrada de Mandrolisay, o de las otras circunvezinas.

Guardesse lo que se huviere acostumbrado.

Que los vasallos de Bely no haziendo agravio a ninguno puedan libremente pescar truchas en los rios, que bajan entre las encontradas circunvezinas por ser dichos rios communes y publicos.

Las justicias ordinarias no permitan vexaciones.

15. Que los vasallos de dicha encontrada para erigir, y redificar casas puedan cortar todo el maderaje

necesario en las montañas de Arizo con asistencia del oficial y sindico, y cinco hombres.

Observesse lo acostumbrado.

17. Que las ptes suplicas se incierten en el processo de las cortes en la forma y manera, que se incertaron las demas suplicas de dicha encontrada en las demas cortes.

Como lo piden.

Decreto Real.

Me conformo con todo lo que haveis decretado.

Villas de Paulhatime, y Abasanta.

1. Sobre el capitulo primero en orden a que se les buelvan las tierras, que se tomaron para la tanca, respecto de ser terretorios snyos, y haverse quitado la dicha tanca.

He resuelto digais, quedo mirandolo para tomar en esta materia la resolucion mas conveniente.

2. Tocante a lo que expressan en el cap. segundo en que piden, que en adelante ninguno de los pastores forasteros de otras villas de dicha real encontrada ose, ni presuma ya que gozan la conveniencia de la pastura, como naturales en los terretorios de aquellas dos villas residir en ellos, ni formar en aquellos apriscos, o barracas.

Acudan al tribunal de la procuracion real, que dará las providencias necesarias sobre lo que suplican segun las leyes del reyno.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executará.

Villas de Guilarza, y Aido mayor.

1. Sobre la suplica del cap. primero en que piden lo mismo, que las villas de que va hecha mencion en orden a la reintegracion de los terretorios que se les quitó para la tanca.

He resuelto digais tambien lo quedo mirando.

2. Sobre la suplica del cap. segundo en orden a que sea para naturales la oficialia, y escrivania de dicha encontrada.

He resuelto se guarde lo estilado, segun las ultimas cortes.

3. Tocante a que piden en el cap. 3 que se les exima de pecho de carceleria. Atento que es cierto lo que representan, y que injustamente estan cargados del salario, y que el alcaide no cuida de esas carzeles se aplique lo que pagan para este efecto para fabricar carzeles que sirvan de custodia, y no de muerte de los presos como estas, que son inptiles por tiranicas, y despues para el sueldo del carcelero.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executará.

4. Sobre la suplica del cap. 4 en orden a que se les permita poner tiendas.

He resuelto venir en la concession de esta gracia con las condiciones, y limitaciones, que expressan mis reales ordenes, y pragmáticas que hay sobre la permission de semejantes tiendas, y assi lo participareis.

5. Que si el seglar deve alguna cosa al eclesiastico, como limosna de missas, diesmo, sacristan, y demas, lo pidan ante la justicia seglar de dicha encontrada.

Guardesse la disposicion del derecho, y sagrados canones.

6. Que se les conserve el derecho de las obejas, y cochinos como lo pagan los de la encontrada de Mandrolisay.

Guardesse la costumbre.

Que los presos que vienen a las carzeles de dicha encontrada de los cabos de Sacer se hayan de remitir de tribunal en tribunal.

Guardesse lo dispuesto por reales pregones.

8. Que no se despache ministro alguno por comisario por el salario de quatro ducatonos al dia, que la parte los deposite, y en caso se despache alguno por cobranza de otra cosa civil, que este no pueda mandar cavallos, ni gentes.

Guardense las leyes del reyno.

9. Que atento las villas circunvezinas a dicha encontrada han usurpado mucho terretorio, se haga renovacion de limites dando a cada una el suyo a vista de los titulos, y que el tiniente de procurator real corra con esta diligencia.

Representento en el tribunal del real patrimonio.

10. Que la partida que las maestranzas de dichas villas corresponde a una capilla de la ciudad de Oristan se haya de aplicar para reedificar unas iglesias que estan ya cabidas, y destruidas en dichas villas.

Observe los capilutos de su maestranza.

Decreto Real sobre las suplicas del cap. 5 hasta el 10 inclusive.

Me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executará.

11. Sobre la suplica del cap. 11 que es ultimo tocante a que se les conceda pueda haver tres jurados, o deputados.

He resuelto venir en la concession de esta gracia con la calidad de no aumentarse a los vassallos ningun genero de exemption ni gozaria, respeto de su empleo los jurados, o deputados remitiendose al que governare esse reyno el modo de establecer la primera planta de sus jurados.

VILLA de Sestu.

1. Sobre la suplica del cap. primero tocante a que se les exima de la paga de las encargas de los delitos que suceden en dicha villa, y su distrito.

Direis tengo tomada resolucion en el cap. 34 de las suplicas generales del reyno.

2. Sobre lo expressado en el cap. 2 tocante a la conduccion de la paja.

Direis assi mismo tengo dado providencia en orden a esto en el cap. 29 de las suplicas generales del reyno, en que van comprendidos todos los lugares.

3. Que se regule el trigo del escrutinio en partida, que los vassallos de dicha villa puedan pagar.

La ciudad haga nuevo arreglamiento en la forma devida y sinó lo hiziere los vassallos no queden obligados.

4. Que en el nuevo repartimiento del donativo se modere la partida tan excesiva, que pagan aquellos vassallos.

En el repartimiento attenderan a lo que representan.

Decreto Real.

Tocante a lo expressado en los cap. 3, y 4 me conformo con lo que haveis decretado, y assi se executará.

Villa de Tempio.

1, 2. Sobre el cap. primero, y segundo en que pide se dé a la villa de Tempio el titulo de ciudad, y el encierro de quatro mil estareles de trigo.

Direis a la villa lo quedo mirando.

3. Que en dicha villa de Tempio pueda haver tiendas.

Observe lo decretado por Su Magestad.

4. Que se les conceda permiso, que puedan labrar en terretorios de la Mela, y campos de Ylamo pagando el alquiler.

Acuda al dueño de los terretorios.

5. Que se le conceda el arrendamiento, y la administracion de la sal, y salinas de Galura, pagando los cien escudos annualmente, o lo que fuere arrendado, siendo mas.

Acuda al real patrimonio, que arrienda las salinas, donde se tengan presentes las razones, que representan.

Decreto Real.

Sobre las suplicas 3, 4, 5 he resuelto aprobar lo que haveis decretado, y assi se executará.

6. Sobre la suplica del cap. 6 tocante al embarco de los vinos que se hizieren en la villa de Tempio sean tratadas, como en las ciudades de Bosa, y Alguer.

En quanto al punto de las dietas de los ministros patrimoniales observen la tassacion hecha, que queda expressada en las instrucciones de don Pedro Martines Rubio, y en quanto a la franquesa de los derechos, por quanto las ciudades que la gozan, la gozan por privilegio real acudan a Su Magestad a suplicarle la misma gracia.

Decreto Real.

He resuelto aprovaros lo que haveis decretado en quanto al punto de las dietas de los ministros patrimoniales, y respeto de la franquesa de los derechos que pide direis, que lo quedo mirando.

7. Sobre la suplica del cap. 7 en orden a que se obligue a las tres encontradas, a que contribuyan a la fabrica a la puente del rio que divide la Gallura.

He resuelto digais he mandado se dé luego providencia en esto por lo que conviene, no perder punto en ello.

8. Que los ministros baronales de dicha villa sean obligados a recoger el real donativo sin estipendio alguno.

Los ministros no lleven derecho alguno por quedar obligados a esto por sus officios, y averiguandolos la contravencion seran castigados severamente.

9. Que se confirmen a dicha villa todas las gracias, que le fueron concedidas en las cortes antecedentes del señor duque de Monte Leon.

Conservense los que estuviere en uso.

Decreto Real.

Sobre las suplicas en los capitulos 8, y 9, me conformo con lo que haveis decretado.

10. Tocante a la instancia que haze en el capitulo decimo con el archip.^{mo} de Bosa en orden al titulo de ciudad.

Direis lo mismo que va expresado en el capitulo primero.

11. Que se hayan de fabricar a lo menos cinco torres a vista de las islas adyacentes, y que para esto se quiten dos plazas de cada torre del reyno y que cada dos años se fabrique una de estas dichas torres.

Propongan medios proporcionados.

12. Que los comisarios generales, y sargentos mayores de este cabo hagan todos los años la muestra general en dicha villa por el mes de setiembre y sinó pueden acudir dichos comisarios, y sargentos se delegue.

Guardes lo acostumbrado.

Decreto Real.

Sobre las suplicas de los capitulos 11, y 12 me conformo con lo que haveis decretado, y assi lo participareis.

Convento de Santa Clara de Sacer.

1. Que se mantenga el monasterio de las monjas de Santa Clara de la ciudad de Sacer, y que sean mantenidas, y conservadas en la possession, en que se hallan de todas las gracias, y derechos concedidos, y otorgados a dicho monasterio por los serenissimos señores reyes de Aragon.

Conserveseles en la possession en que se hallan.

2. Que los magnificos consellers de la ciudad de Sacer en adelante hayan de dar a dichas monjas a cuenta de las pensiones que se le deven los quarenta razeros de trigo, que está obligada dicha ciudad darles todos los años al precio del aforo.

Observes lo acostumbrado.

3. Sobre la supplica del cap. 3 en orden a que se le conceda un cavallero, y noblesa para beneficiar por via de limosna.

Direis tendré consideracion a esta instancia.

Sindico de la villa de Nuoro.

Sobre la supplica del cap. primero, que es el unico oponiendose a la prelencion del cabildo de Alguer tocante a la execucion de la plebania.

Se tendrá consideracion.

Decreto Real.

Me conformo con lo que haveis decretado.

Sindicos de la baronia de las Plazas.

1. Que a los vassallos de la baronia de las Plazas se les rebaje la mitad del trigo de escrutinio que pagavan, haviendo consideracion a su imposibilidad e inconveniencia.

No ha lugar lo que suplican.

2. Que a dichos vassallos se les pague el real del labrador, tanto lo atrasado como lo de adelante.

Guardense los capitulos de corte.

3. Que dichos vassallos en adelante no contribuyan mas que con la mitad de la paja que suelen pagar, pagandoles saltin el porte.

Ya se ha dado providencia.

Villa de Serramanna.

1. Que a los vassallos de dicha villa se les pague el real del labrador, no solo el venidero pero aun el atrasado.

No ha lugar lo que piden.

2. Que a los dichos vassallos se les rebaje saltin a la mitad el trigo del escrutinio pagandoles puntualmente su precio, y que se les rebaje las cherdas de la paja a la mitad, y pagandoles el porte.

No ha lugar lo que suplican.

3. Que el regidor de dicha villa nombre solo un ministro de capitan lugartheniente, o comisario como quisiere, y este sea annual, y concluydo el año purgue tabla.

Acudan al concejo.

Villa de Samazay.

Que en adelante no se obligue a los vassallos a contribuir mas trigo del escrutinio, que el que cupiere en la posibilidad de aquellas, y assi a contribuir en la partida de ciento cinquenta estareles que es la que puede corresponder al estado presente.

No ha lugar lo que suplican.

Villa de Uras.

Que se eximan los vassallos de dicha villa de la contribucion del escrutinio, y conduccion de la paja, atento la distancia de esta ciudad de mas de 50 millas, y no haver pagado solos de quatro años a esta parte.

Ya se ha dado providencia.

Villa Speciosa.

1. Que se dé la providencia en razon de la conduccion de la paja, alivrando a los vassallos de dicha villa de tan gran peso.

Ya se ha dado providencia.

2. Que los vassallos de dicha villa no sean obligados

traher mas de cinquanta estareles de trigo por el escrutinio de esta ciudad de Caller, atenta su pobreza y ser los vassallos de aquella en numero de setenta.

No ha lugar.

Villa de Dextimo Mannu.

1. Que los vassallos de dicha villa sean exonerados de la carga impuesta para provar los delitos, que pueden suceder en los circuitos de aquella por estar dicha villa en medio de dos caminos reales, y ser muy diffiil la prueba de sus delitos.

Acuda al concejo.

2. Que se de la devida providencia, paraque no sean molestados a traher mas paja de la que devian llevar, y que se les pague un tanto por cada cherdá, segun es de obligacion.

Ya se ha dado providencia.

3. Que se reduga el trigo que pagan de escrutinio a 50 estareles por lo que podran conducir sin molestia. No ha lugar.

Villas de Domus Novas, Norguido, Boronedda, Tadasuni, y Soddi.

1. Que en adelante los oficiales, y escrivanos sean naturales, y domiciliados en una de las villas de la enconrada de Canalis, por haver en ellas personas aptas de literatura, y suficiencia.

Acudan al concejo donde pidan lo que les convenga.

2. Que los ministros ordinarios de dicha enconrada de Canalis no puedan tomar de salario de decreto de mngeres, y menores, mas que diez sueldos segun la costumbre immemorial, y para los bolleines medio real de cada uno despachado en devida forma, y un sueldo por el registro.

Acuda al concejo, donde se daran ordenes, paraque se observe la pragmatica.

3. Que en adelante qualquier vassallo de dicha enconrada pueda emplear dos quartos de tierra en plantar viñas, precediendo las revistas necesarias de prohombres, sindico, y ministros.

Acuda al procurador real de la causa.

4. Que en los derechos communales, y demas contribuciones feudales en adelante no se nombre sinò el padre de familias, o dueño de la casa, y no los hijos, y mossos que estan bajo la potestad del padre o dueño de la casa, mayormente no llegando a aquella edad que tenga patrimonio proprio, y otro empleo segregado del patrimonio paterno.

Ya se han dado las ordenes necesarias.

5. Que en llegando un vassallo a edad decrepita de 60 o 70 años sea exempto de contribuciones personales, y demas derechos, precediendo juntar de prohombres sindicos, y official para sacarlos de la lista de dichas contribuciones.

Acuda al procurador real de la causa.

6. Que rebajen los derechos de feudo, y carra de corte, que son dos estareles, labre o no labre, y no se cargue a los mayores, y demas vassallos quando no se puede cobrar.

Acuda al procurador real de la causa.

Villa de Guspini.

1. Que en adelante niengun baron, sus regidores, ni delegados de dicha enconrada puedan nombrar oficiales, ni escrivanos de corte sin proceder terna, y que estos sean naturales, y anuales, habiles, y suficientes, y que purgen tabla, y no puedan bolver a exercer dichos oficios hasta passar dos años despues de haver purgado tabla, y bolviendose a confirmar sin esos requisitos sea nulla, y el sindico pueda hazer contradicion hasta que se haya cumplido dichas condiciones.

Acuda al concejo.

2. Que los vassallos de dicha villa no sean obligados a traher paja por la distancia que hay a esta ciudad, y dificultad de la condicion, y coste excesivo.

Ya está dada providencia.

3. Que los vassallos de dicha villa en adelante no sean molestados para la conduccion del trigo del escrutinio, atento que el año de la cosecha es fértil no hasta para el sustento de los dichos vassallos.

No tiene lugar.

4. Que en adelante ni el pesador, ni el escrivano real puedan llevar la pieza de queso por cada cherdá, ni otra cosa alguna bajo pena bien vista.

Ya está dada providencia.

5. Que en adelante los vassallos de dicha villa no sean molestados para conducir presos a estas carzeles reales, atento estan ocupados en las guardias maritimas. Guardesse la costumbre.

6. Que los vassallos de la enconrada de Marmilla, y Parte Usellas, y las villas de Sanluri, Samassi, Serrenti, Serramauna, Villacidro, y villas que estan obligadas a hazer, y sustentar las torres hayan de acudir al sustento, y aconche de aquellas y no lo dejen todo a cargo de las villas de la baronia de Monreal, como hasta aqui les ha recaydo.

Acuda a la real audiencia.

7. Que en adelante los vassallos de dicha villa no sean obligados a pagar cosa alguna por los inventarios que hazen los oficiales de los bienes de dichos vassallos para el repartimiento del real donativo, segun dichos ministros pretenden.

Guardesse la real pragmatica.

Villa de Siliqua.

1. Que en adelante en dicha villa no se ponga mas que un ministro de justicia ahora sea commissario, capitan, o lugarteniente, y que purgen tabla.

Acuda al concejo.

2. Que los regidores de Siliqua, y villa Massargia observen la disposicion de la real pragmatica sacando luego sus ganados de los terretorios de dichas villas por la destruccion que aquellos causau en daño de los ganados de los vassallos.

Acudan al concejo donde se daran las ordenes convenientes.

3. Que de la porcion del real donativo destinada para los reparos necesarios se haga una puente en el rio

dicho de Chirinas para evitar los inconvenientes, y ser passo para los puertos.

Ya está dada providencia.

4. Que los vassallos de Siliqua, y villa Massargia no sean obligados conduzir maderaje por aconches de obras reales, atento estan obligados para ordenes maritimas, y portes de ropas de los señores virreyes quando aportan en los puertos adyacentes a dichas villas y encontradas. No ha lugar.

5. Que el regidor de dicha villa de Siliqua no se intrometa en el nombramiento de síndico, solo que dicho regidor nombre de los que estan en la terna, y que los vassallos elijen.

Acudan al concejo.

Villa de Isili.

Que los clerigos, y religiosos de las escuelas pias de dicha villa de Isili hayan de contribuir en el repartimiento del real donativo por los bienes que adquieren por contratos, donaciones, herencias, et alias.

Que se guarden las leyes del reyno.

Villa de Nuoro.

4. Que se erija en abadla la plebania de dicha villa con los honores, y prebeminencias que el derecho concede en los abades, y que estos sean naturales con obligacion de residir.

Acuda a Su Magestad.

2. Que se segregue la parroquia de Nuoro de la jurisdiccion del cabildo de Alguer agregandola a la mitra de Calter.

Acuda a Su Magestad.

Decreto Real sobre ambas suplicas.

He resuelto digais lo quedo mirando.

Villa de Deculo.

1. Sobre la suplica del cap. primero en orden a la confirmacion de sus privilegios se confirman los que estuvieren en uso.

2. Sobre la suplica del capitulo segundo, en orden a que se quite la pencion que esta impuesta sobre la oficialia.

He resuelto digais, que estando esta atualmente dada por real privilegio no se puede hazer novedad, y en llegando el caso de la vacante tendré presente su representacion, y se atenderá a su instancia.

3. Sobre la suplica del cap. 3 en orden al nombramiento del oficial.

He resuelto se observe lo estilado.

4. Sobre la suplica del capitulo 4 en que piden que los señores utiles no puedan arrendar la.escrivania de dicha encontrada, y que los substitutos sean personas aprovadas, y que se contenten de cobrar en especie la tercera parte de los emolumentos.

Se observen las leyes del reyno, y las ultimas ordenes de Su Magestad.

5. Sobre la suplica del cap. 5 en que piden que los arrendadores observen los concordatos, y ordenaciones del real patrimonio.

Como lo suplican.

6. Que ninguna pastor de las communidades de la encontrada pueda llevar vacas, o cabras que no sean proprias de vezinos, y naturales de ella.

Observense las leyes del reyno.

7. Que llegando el tiempo de dar los ganados el fruto de los quesos, los ministros de justicia de dicha encontrada no impidan el goze de la pastura a los de unas villas en terretorio de otras.

Guardesse la costumbre, quitado todo abuso.

8. Que se recojan, y encierran en un archivo todos los papeles, y privilegios concernientes al provecho, y util de dicha communidad, y que dicho archivo tenga tres llaves diferentes.

Como lo suplican.

9. Que se hayan de leer por el official que saldrá del empleo al official, y escrivano nuevo todos los privilegios, sentencias, y concordatos, y que este jure de observarlos.

Se dará providencia.

10. Que la suplica del cap. 10 en orden a que ninguno pueda servir la officialia de las encontradas sin preceder terna de los jurados, y que se suspenda la gracia concedida en ella al dottor Juan Maria Tatty.

He resuelto digais no es fatible revocar la gracia a dicho dottor Juan Maria Tati por haverse despachado para el goze de ella mi real privilegio, y que en haviendo fenecido el tiempo de la gracia tendré presente su instancia.

11. Sobre la suplica del capitulo 11 en orden a que haya en la encontrada dos escrivanos.

He resuelto digais que para tomar con pleno consentimiento de causa la resolucion mas conveniente he mandado se me informe acerca de esto.

12. Que en adelante no se compilen procesos en nombre de los jurados, escambios, y mayores, sino es en ausencia del official, y escrivano, y que en este caso hayan de variar dentro de veynte y quatro horas las querelas.

Guardense las leyes del reyno.

13. Que los oficiales, y escrivanos no puedan fulminar processos por materias minimas, y que sola puedan fulminarlos, quando lleguen, o excedan a quinze libras.

Guardense la leyes del reyno, y den pregones de los señores virreyes.

14. Que los escrivanos sean obligados dar copia autentica al consultor real de todos los capitulos de corte y privilegios sin pagamento alguno y remitan assi tambien las fees de las mesadas, y den relacion de la calidad de los rcos.

Que se le dé copia al consultor real como lo suplican.

15. Que en adelante no haviendo instancia de parte los oficiales, ni ningun otro ministro pueda inquirir, ni buscar las casas de los vezinos bajo pretexto que buscan alguna cosa hurtada.

Observesse el derecho y las reales pragmatikas.

16. Que en adelante los arrendadores no pasen a nombrar mayor de saltos con la inteligencia de cuydar de los prados, y vidazonis, y haviendolo de nombrar

dichos arrendadores, solo tenga mano en las montañas de corte, valiendose a este effeto de personas de costumbre, y muy sanas.

Como lo suplican.

47. Que en adelante se observen los pregones que mandan, que por la primera vez no se pague tentura, ni maquicia, y solos se les dà por castigo un mes de carzel, y por la segunda se les haga pagar la tentura, y maquicia, y dos meses de carzel.

Guardense los pregones.

48. Que como los escrivanos participan de los derechos de la oficialia de la encontrada, los oficiales entren assi en la parte, y division de los autos processales que cobran dichos escrivanos en la forma que se observa en la encontrada de Bely.

Guardesse la costumbre.

49. Que cada villa de dicha enconrada, ni sus vezinos no pñedan passar a contar arboles frutiferos en los terretorios de otras, y en caso de contravencion puedan ser presos.

Guardense los privilegios que estan en uso, e instrucciones del real patrimonio.

20. Que declarado que estè el processo luego se publique la sentencia y si el reo es pobre no se le tome salario, y si es de conveniencia y de mediana comodidad, no pagando los salarios se execute, y pasado el año despues declarado el processo no puedan los escrivanos repetir mas sus salarios.

Guardense el derecho, y reales pragmaticas.

21. Que en adelante, ni los oficiales, y demas ministros de dicha encontrada, ni los arrendadores quando pasan por algunas diligencias por las villas de aquella, y que huviesen de hospedar en casa de los mayores, obliguen a estos, a que les den cosa alguna sin pagar, excepto casa, mesa, sillas, y cama.

Como lo suplican.

22. Que se observe lo acostumbrado en orden a deguinar desde el primer dia de octubre de cada año los ganados, empenzando de las villas de Desuto y Tonara, en manera que a los ultimos de dicho mes se halle el ganado en el campidano para invernar.

Observesse la pragmatica y acudan al real patrimonio para su observancia.

23. Que los arrendadores despues de haver deguinado no empleen, ni ocupen a los vasallos, sino es pagandolos en tener a cuenta el ganado, que tuviesen de deguino, y que al tiempo de deguinar no hagan el tropel de separar los signes, y que se estè a la costumbre de dar el juramento a los pastores, paraque denuncien, y en caso de sospecha que recurran al registro, y que no se cause daño alguno al ganado.

Como lo suplican.

Villa de Fosada.

Sobre la suplica del capitulo primero, y unico, en que pide, que el puerto que tiene sea armado como los de Orosey, Bosa, y demas del reyno.

Direis a la villa, tendrè presente esta instancia, y tomarè en ella la resolucion mas conveniente.

Decretareis en esta conformidad las suplicas que me han hecho los estamentos, ciudades, cabildos, encontradas, villas, y lugares de esse reyno, y acceptareis en mi real nombre el servicio de sessenta mil escudos cada año que me hazen por un decennio, y celebrareis el soio de las cortes en la forma que se acostumbra, y hareis lo demas que convenga para su conclusion avisandome de ella, y de todo lo demas que se ofreciere porque quiero tenerlo entendido. Datum en San Lorenzo el real a 12 de 9.^{bre} 1699.

Yo el Rey.

Don Joannes Hieronimus Ricarte, secret.

V. ^a D. Joseph Rul R. ^a	V. ^a Marchio de Serdanola.
V. ^a de Vilatoria.	V. ^a Borgia.
V. ^a D. Joseph de Haro.	V. ^a Marchio de Tamarit.
V. ^a Marchio de Lacony.	V. ^a Don Simon Sora.

Al virrey de Sardeña con las resoluciones tomadas con las suplicas, que ha hecho aquel reyno, y universidades en las presentes cortes.

Consultado.

I
APPENDICE
AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XIV. XV. XVI. E XVII.

I

APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE DEI SECOLI XIV. XV. XVI. E XVII.

SECOLO XIV.

I.

PRAMMATICA del re Don Pietro IV il Cerimonioso, con cui si proibisce ai chierici di esercitare in Sardegna uffici civili e pubblici, sia a nome regio che dei municipii, e di professare l'avvocatura avanti ai tribunali secolari.

(1342. — 20 marzo).

Dagli Archivi dell'antico ufficio del Razonale di Sardegna.

Petrus, etc. nobili, et dilectis nostris Guillermo de Cervellione gubernatori Sardiniae et Corsicae Regni nostri, nec non vicario Castri Calaris, caeterisque officialibus nostris, vel eorum locateneantibus in eodem Regno constitutis salutem et dilectionem. Regnorum ab alto nobis commissorum, divina favente gratia, Praesidentes, curis sollicitamur assiduus, tranquillitati vigilare subditorum, in quorum quiete quiescimus, et foveamur in pace, quod non difficile credimus obtinere, si suo gradu quilibet sit contentus, et uni creditum alius non usurpet, promissisque actibus rerum officia non turbentur. Sane, sicut experientia docuit, et ad nostram saepius evidentiam est deductum, nonnulli clerici terrae nostrae laicaliter in omnibus conversantes, quique velut coniugati laicorum caetibus adherent publice, et privatim, adeo quod etiam officia publica advocacionis, tabellionatus et alia ecclesiasticis de iure interdicta assumere non verentur; divinas utique constitutiones in hoc, et fidelitates humanas offendentes, et cum in eisdem delinquisse reperiuntur ut nostram iurisdictionem eludant, debitamque delictis ultionem evadant degenerantes contra debitam nobis fidelitatem, ad poenae subterfugium se Ecclesiasticos exhibentes, cum super excessibus ipsis ad publica iudicia petrahuntur circumcisis crinibus, ut possint circuire vindictam, se pro clericis repraesentant, clericale privilegium labiis allegantes, qui factis paulo ante negaverant clericatum. Cum igitur nostra intersit talem insolentiam, et malitiam congruis remediis coercere, cum quilibet manere debeat in ea sorte, qua vocatus est, provido consilio dicimus ordinandum, vobisque dicimus, et mandamus, quatenus

visis praesentibus iniungatis universis subditis nostris intra districtum vobis commissum residentibus, sub poena indignationis nostrae, ne in civitate, villis, seu locis, quibus praesunt aliquem habentem, seu portantem coronam, ad iudicis officium eligant, vel assumant, sicut extitit per aliquos usurpatum, et ne in praemissis fraus committi valeat praetexto ignorantiae, volumus, et mandamus quod illi, qui ad praedicta officia electi fuerint, se non habere coronam fidem coram officialibus nostris ad quos eorum creatio pertineat cum iuramento facere compellant, et si contra hanc ordinationem, et provisionem nostram, et proprium iuramentum aliquis se eligi permiserit, et officium assumpserit, nostram provisionem spernendo, electionem de eo factam ad officium ipsum, et quidquid per ipsum in eo officio processum fuerit viribus, et effectu carere volumus, et irritum praesentibus nunciamus, et nihilominus eligentes talia damna providere, sequuta ipsa possis emendare, et refundere, in duplo integri teneantur; nulla enim, quibus sit restitutio facienda ullatenus profutura eisdem, ni eos ignorantia probabilis excusaret. Verum quia plerique in terram nostram genus falsitatis irrepserunt, dum absque episcopi manus impositione, vel alterius potestatem habentis, pro propria autoritate coronam, famam clericalem ostendentem sibi usurpare, et assumere non verentur; ideoque cum novis morbis nova conveniant antidota praeparari taliter, ut puniantur in eo, in quo delinquerint, sic decernimus puniendos, videlicet in quantum corona adulterina praetendatur, corum cum ratorio capite abscindatur. Caeterum, ut haec nostra provisio omnibus innotescat, eam in singulis locis, et villis praecipimus voce praeconia publicari. Praeterea firmiter probibemus, ne aliquis subditus noster praesumat ecclesiasticum iudicem adire pro rebus ad nostram iurisdictionem spectantibus, sciturus, quod si spreto fidelitatis nostrae debito, contrarium fecerit, ipso iure instituta actione cadet, cuius actionis medietas nostro aulario, et convento reliqua medietas applicetur, et nihilominus puniendus nostro arbitrio subiacebit. Hanc igitur nostram ordinationem, seu statutum volumus, et iubemus per vos inviolabiliter observari, et quod eandem faciatis ab omnibus observari, et poenam a transgressoribus exigi, et haberi, sub poena nostrae gratiae et mercedis.

Datum Perpiniani xiii kalendas aprilis, anno Domini
M. CCC. XLII.

II.

Il re Don Pietro IV di Aragona crea Barone del Regno il nobile Pietro Boyl, suo Consigliere, in remunerazione dei servizi militari de' suoi antenati, e de' suoi proprii, specialmente nella espugnazione della città di Alghero in Sardegna.

(1364. — 6 maggio).

Dall'Archivio Reale di Barcellona, Lib. Reg. 8.

In Christi nomine.

Nos Petrus Dei gratia rex Aragoniae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, et Corsicae, comesque Barchinonae, Rossilonis, et Ceritaniae.

Cedit nobis ad gloriam, multaque cor nostrum exultatione laetatur, cum in domo nostra regia, nostroque assistentes lateri, ex nostris alumnis praecipue viros conspicimus discretionis vigentes, et eos quos clari sanguinis generosa propago nobilitat ad actus strenuos, et nobiliores gradus, tam continuata obsequiorum exhibitione, quam pura mentis affectione, ut probat affectus operis provisione suis expositibus meritis incitatur. Propterea ad memoriam reducentes servitia laude digna, quae progenitores vestri dilecti conciliarii nostri PETRI BOYL militis, puta PETRUS BOYL, qui miles avus vester majordomus serenissimi domini Iacobi regis Aragonum avi nostri memoriae recolendae, prout praeteritorum fide dignorum gesta commemorant, ipsi domino regi avo nostro in regno Siciliae, et subsequenter in regno Almariae, et denique illustrissimo domino regi Alfonso tunc infanti genitori nostro, recordationis eximiae in regno Sardiniae, ubi in ejus servitio in villae ecclesiarum fecerunt terminum vitae suae. Nec non ea, quae Raymundus Boyl miles, pater vester tam nobis quam dicto domino patri nostro fideliter praestiterunt. Nec minus grata plurimum et accepta obsequia per vos nobis multipliciter et foecunde praestita, cum semper a pueritia vestra servitiis nostris assidue institeritis. Et ex quo armorum exercitii fuit vobis habilitas quamquam vos juvenilis adolescentia excusaret, servieritis nobis in armorum stipibus sumpto a nobis militiae gradu, et decore nobilitatis, antequam ad insulam Sardiniae transierimus, ad quam vos transivistis nobiscum, illoque simul cum nobili filio vestro *Petro Boyl* in expugnatione *Alguerii* ad mortis articulum devenistis, infirmitatis causa, et de mandato vestro vobis redentibus, ad cismarinas partes, pro salutis obtentu, tandem saluti pristinae quodammodo restitutus in dictum regnum Sardiniae, motu proprio reddidistis, quod defunctis revenientibus ad has partes, causa infirmitatis, vel alias in vobis locum habuit singularem. Nec non aliis locis et temporibus quamdiu nos vacavimus, seu gentes nostrae armarunt, circa expeditionem armorum vos utique vacavistis. Vltierus feceritis pro nobis diversas legationes ad diversos reges Maurorum non sine personae vestrae periculo, et labore, et quod non est praetermittendum silentio, sumpto nuper in nostri mandato, capitani officio in civitate Valentiae quam rex castellae iam antea dura obsidione perstrinxerat, intendistis simul cum exercitu dictae civitatis circa recuperationem effectualem Castri de Podio, quod per dictum

regem castellae fuerat occupatum, quodque in se se posse ipsius regis erat, ob locorum vicinitatem et propinquitatem seditiosum non parum dictae Valentiae civitati, et cum Ioannes Alfonso de Xerica non paucis equitibus et peditibus regis castellae veniret ad deobsidendum castrum ipsum, vos cum aliqua parte dictae civitatis exercitus, qui erat in obsidione dicti castri, dicti Ioanni Alfonso de Xerica obviam exeundo illum et eos qui cum eo erant viriliter devicistis, pluribus ex ipsis in ore gladii interemptis, et pluribus in captivitate deductis, et postmodum vobis dictum capitaniae officium exercentibus, dictoque rege civitatem ipsam tenente obsessam circa defensionem et restaurationem ipsius, non paucos subistis diurnos et nocturnos labores, ipsisque regis ac suorum, qui dictam civitatem quotidianis impugnationibus infestabat, strenue et viriliter simul cum aliis nostris fidelibus dictae civitatis habitatoribus resistitis usque ad nostri adventum in civitatem eandem, a qua seu eius obsidione, cum dictus rex nostrum adventum a manu potenti, et praeparato proelio, nostris signis extensis praesentiret, ad villam Muri veteris, per eum a nobis perditionaliter occupatam, celeri passu non erubuit fugere praellii iudicium, perimescens vel ut iniustitiae, et mala causa descendens, et tunc dicto rege profuge remedium evadente, nobisque dictam civitatem victoriosae intrantibus, vos ut capitani eiusdem nobis civitatem eandem salvam ab inimicorum impetu suffragante domino die vigesima octava mensis aprilis proxime praeteriti, qua nobis recedentibus de villa Burriane manu armata ut praedictur ipsam civitatem intravimus reddidistis. Quibus omnibus debita meditatione pensatis, dignum decrevimus, ut nostrae regiae liberalitatis munificentia, vos tamquam benemeritum gratiose et favorabiliter prosequamur. Igitur vos dictum Petrum hujus nostri scripti oraculo ad baronis gradum, honorem et titulum proprio nostro motu extollimus, et ex nostrae potestatis plenitudine promovemus, vosque et totam vestram progenituram, seu posteritatem admodum gaudere volumus, ubique terrarum perpetuis temporibus, baronis gradu et titulo, et nobilitatis honore, ac omnibus illis immunitatibus, gratiis, praerogativis, libertatibus, et franquistatibus, quibus regni homines et barones terrae nostrae melius et uberius gaudent, et soliti sunt gaudere, tam usu et consuetudine, quam aliis omnibus viis, modis, formis, et conditionibus, quibus vestri et vestrorum posterorum ex vobis descendunt, quomodolibet quod fertur valeat adaptari. Vltierus volentes quod a nostra regali munificentia necdum honoris gradu, sed etiam praerogativa alicujus utilitatis et commodi gaudeatis motu proprio ut praefertur damus et concedimus praesentis tenore nobili filio vestro dicto PETRO BOYL in Sardinia commoranti, qui nobis in expugnatione *Alguerii*, viriliter interfuit, et successeribus suis perpetuo eodem titulo baroniae in feudum honoratum ad consuetudinem Cattaioniae dominium, et saltus de *Potiygar*, cum omnibus illis terminis, habitantibus et habitaturis, et omnimoda jurisdictione civili et criminali, quod quidem dominium seu saltus confrontantur cum terminis locorum de *Alguer*, de *Vri*, de *Villanova*, de *Lomodo*, de *Itiri*, sicut enim confrontantur, et terminantur dictus locus, et dominium, cum omnibus suis pagis, et territoriis, sic ipsos, vel

ipsa vobis perpetuo donamus et concedimus, pura et perpetua donatione et irrevocabili, cum omnibus iuribus et obventionibus, et exitibus, ac redditibus, ut ea teneatis pro nobis, et nostris successoribus in feudum ut praedictor honoratum. Damus insuper vobis et vestris perpetuo in feudum etiam honoratum ad consuetudinem Caltaloniae castrum et locum nostrum de Boyl, in regno Aragoniae situm, a quo progenitores vestri cognomen ab antiquo sumpserunt, cum aldeis, et terminis ac pertinentiis suis universis, et cum militibus et omnibus hominibus, et faeminis cuiuscumque legis, et conditionis existant, in dictis castro, et loco, et eius terminis habitantibus et habitaturis, et cum mero et mixto imperio, et omnimoda iurisdictione civili et criminali, et cum petytiis, demandis, iuribus, caenis et albergiis, ac redditibus ordinariis, censibus agrariis, et foris capiti, furnis, molendinis et macellis, aliisque iuribus universis a parentibus et non a parentibus, sicut et melius et lalius praedecessores nostri habuerunt et possiderunt, et nos habemus et possidemus cum omnimoda integritate, nulla retentione inibi per nos facta, nisi solum quod ea teneatis pro nobis, et nostris successoribus in feudum honoratum, et est certum quod dictum locum et castrum, seu eius termini confrontantur cum terminis locorum de Acinsa, de Torrezilla, de Morcat, de Bellostas, de Sasa, de Castellaco, de Artussa, et de Castellosa, sicut enim confrontantur, et terminatur dictus locus et castrum, sic ipsum, vel ipsa vobis et vestris perpetuo damus et concedimus, pura et perfecta donatione, et irrevocabili cum suis iuribus antedictis, et aliis expressis et non expressis quocumque nomine nuncupent. Quae quidem iura, quaecumque sint aut fuerint nobis competenda de iure, et foro, usu, et consuetudine regni, aut alias, quamvis non expressa pro expressis haberi volumus et decernimus, et in praesentibus donationibus totaliter comprehendi, ac si in eis fuissent expressa specialiter et distincte, et praedicta omnia quae vobis damus, de iuri posse, dominio, et proprietate nostri et nostrorum, ea in ius proprietatem et dominium, ac corporalem possessionem vestri, seu quasi vestri et vestrorum militum, et transferimus irrevocabiliter pleno iure confientes, et recognoscentes ipsa omnia, et singula vestro nomine precario possidere, donec inde possessionem vacuum et expeditam assequuti fueritis seu adepti, quae adipiscendi, et adeptam retinendi vestra propria auctoritate, vobis liberam concedimus huius serie facultatem, et nihilominus cum hac eadem iniungimus gerenti vices gubernatoris in Sardinia et Aragonia, vel eius locumteneati, et aliis nostris officialibus dictorum regnorum illi vel illis ad quem, vel quos proinde recursum habueritis, quod ad vestri requisitionem, et huius carae ostensionem nullo alio mandato nostro quomodolibet expectato vos, aut patrem vestrum inducant in possessionem eorum, quae, ut praedictur vobis, damus et inductum in ea manu teneant, et viriliter defendant. Vltimus mandamus tenore huius, quem vicem epistolae volumus gerere in hac parte, militibus et dominabus, hominibus et foemalis in dicto loco et castro habitantibus et habitaturis, in eorumque terminis vos et vestros perpetuo successores per veros dominos habere et teneant, vobisque et eis pareant, et obediant, aut praestent vobis, seu

procuratori vestro iuramentum fidelitatis et homagium, vassalagium et naturalitatem, quibus nobis et praedecessoribus nostris tenebantur hucusque. Nos enim praesentibus vobis dictis iuramento fidelitatis, homaggio et vassalaggio ipsos omnes et singulos absolvimus, et absolutos reddimus et nominamus a praedictis iuramento fidelitatis, homaggio et naturalitate, et alia quavis obligatione, quibus nobis adstricti existant, seu modo aliquo teneantur, dicto iure feudali remanente nobis et nostris successoribus, semper salvo, et in signum traditae possessionis de praedictis, quae in feudum, ut praemittitur, vobis et filio vestro damus, vos per ensis nostri traditionem de eisdem praesentialiter investimus. Et ego dictus Petrus nomine proprio, et in nomine filii mei recipiens a vobis dicto domino rege donationes huiusmodi cum gratiarum humili actione confiteor pro vobis et successoribus vestris eas in feudum honoratum tenere ad consuetudinem Caltaloniae, vosque et vestros successores semper recognoscere pro directis dominis ipsorum feudorum, et alias vos et ipsos recolligere, in ipsis iratos et pacatos, quoties a vobis, et ipsis fuerimus requisiti omniaque alia et singula facere atque tenere feudatarie, secundum usum et consuetudinem Caltaloniae. Pro quibus vobis preslo in praesenti iuramentum fidelitatis et homagium, ore et manibus commendatum. Mandamus itaque nos dictus Rex per hanc eandem procuratori nostro generali, et eius vices gerentibus, aliisque universis et singulis officialibus, et subditis nostris praesentibus et futuris, ut omnia et singula superius enarrata firma habeant, teneant et observent, faciantque ab aliis irrefragabiliter observari, et in huius rei testimonium mandamus praesentem cartam nostram fieri, nostraeque bulla plumbea communi.

Dat. Valentiae sexta die mai, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, regni nostri vigesimo nono.

REX PETRVS † Signum Petri, Dei gratia, regis Aragonum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, Corsicae, comitesque Barchinone, Rossilonis et Ceritaniae.

Testes sunt: Vitalis, Episcopus Valentinus.

Jacobus Dertusen.

Frater Gregorius, Marroquitanus Episcopus.

Alfonso, Comes Rippartiae et Denie.

Enricus Trestamen, Comes, miles.

† Signum PETRI BOYL, qui dictam donationem in feudum, et investituram ipsius feudi accepit, et vobis dicto domino regi inde iuramentum et homagium, prout superius continenter prestavit. Testes huius rei sunt videlicet in firmamento dicti Petri Boyl, qui dictam investituram recepit in loco de Collaria, die vigesima secunda mai, anno praedicto, dictus comes Ripartiae et Denie, et Luppas de Gurrea, ac Petrus Guillelmi, Caltalani milites.

† Signum mei IACOBI CONESA, secretarii dicti domini regis, eiusque auctoritate notarii publici per totam terram et dominationem eiusdem, qui premissis interfini, eaque scribi, feci et clausi.

III.

Don Pietro IV re di Aragona e di Sardegna promette di non concedere in feudo alcuna città o villa del Capo di Cagliari e di Gallura, così di quelle che già gli obbedivano, come delle altre, e di qualunque altra cadesse posteriormente sotto il suo reale dominio.

(1366. — 14 aprile)

Dagli Atti degli antichi Parlamenti Sardi
già esistenti nell'Archivio del Regio Patrimonio nell'Isola.

Nos Petrus Dei gracia rex Aragonum, Valētie, Maioricarum, Sardinie et Corsicæ, comesque Barchinonæ, Rossilionis et Ceritanie. Quia ex concessionibus quas illis quibus villas damus in Sardinia insula facimus, de maquis et colonis, ac iurisdictione alta, et baxa ipsarum villarum aliqua inconvenientia nobis, et universitati civitatis Calaris dispēdia subsequuntur, gubernatoresque nostri Calari, immo nostra in dicta insula iurisdictione nullum inde restringitur. Et per consequens hæreditati earundem plurimas ordinationes facere audent, viribus nostris, et dictæ universitati præiudiciales plurimum et nocivas, immo (ut veraci relatione percepimus) propter oppressiones quas, quamplurimi ex ipsis hæreditatis faciunt, Sardi eorum ad rebellandum contra nostrum dominium provocantur, tenore huius cartæ nostræ providemus et ordinamus, ac vobis consiliariis, et pro his hominibus totique universitati civitatis prædictæ in privilegium cœdemus speciale, quod numquā ex nunc liceat nobis aliquarum villarum capitis Callaris et Galluræ, quas de caetero vacare contigerit, vel ad nostrū devolvi dominium quovis modo maquias, nec colonias, nec directum dominium, ac iurisdictionem altam, et baxam alicui concedere, vendere, seu dare, aut aliis alienare, nec a corona nostra, aut iurisdictione dicti gubernatoris, vel aliorū officialium nostrorum illa dividere seu separare, ullo modo, immo habeamus expresse nobis, et nostris in quibuscunque donationibus, seu alienationibus fieri per vos, vel vestros, de dictis villis hæc omnia retinere, etsi scienter, vel ignoranter nos, vel successores nostri contrarium faceremus, et intū volumus, atque nullū, et carere omnibus viribus, et effectu, mandantes huius serie gubernatori, et aliis officialibus subditis nostris insulæ supradictæ, quatenus provisionem nostram huiusmodi firmam habeant perpetuo teneant, et observent. Et contra non veniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione: in cuius rei testimonium præsentem cartam fieri iussimus, sigillo nostræ Maiestatis pendenti munitam.

Datum Calari undecimo die aprilis anno a nativitate Domini 1366 nostreque regni 34 visa R.

Los dits barons, y heretats sien estats per los officials de la regia cort de poch temps en sa diversas vegades impeditis, è perturbats: suplican per tant al dit señor fia de sa merce, que no obstant lo dit privilegi, las concessions de las dites iurisdiccions sien als dits barons, è heretats confirmades è de nou atorgades segon serie de llurs concessions. El segons de aquells sins assi han usat, è del exercici sien en quasi possessio.

Placet regie maiestati.

SECOLO XV.

I.

Alfonso V re di Aragona (II di Sardegna) riconosce i dritti della città di Sassari sulle INCONTRADE della NURRA e FLUMENARGIA, e le dichiara perpetuamente annesse al patrimonio di detta città, con dipendenza dalla corona e dal patrimonio regio.

(1426. — 27 febbraio)

Dall'antico Archivio municipale di Sassari.

Nos Alphonsus Dei gratia rex Aragonum, Siciliæ, Valentie, Maioricarum, Sardinie et Corsicæ, dux Athenarum et Neopatriæ, ac etiam comes Rossilionis et Ceritanie. Ex præteritorum memoria, quæ probabilem rationem solent veridice inducere de futuris, sedulo cogitantes quanta dispēdia, quantaque discrimina . . . consuevit ingerere . . .

Originale cartæ

Igitur attendentes qualiter *Encontratæ* seu territoria de FLUMENARGIA, et NURRA, confinia districti civitatis SASSARIS, in regno Sardinie prædicto situate, sunt mirabiliter, et ita iusta posita, quod non parum expedit, imo necessarium sit ita immisceantur coronæ regie, rei quæ publicæ civitatis prædictæ, ut ipsa a nostra corona regia, et dicta civitas SASSARIS nullo unquam tempore separentur; tenore præsentis cartæ nostræ, seu privilegii cunctis temporibus valituri, motu nostro proprio, et in favorem nostri patrimonii regii, ac pensatis omnibus, et fluctuationibus maximis inter fideles consiliarios nostros, et universitatis prædictæ civitatis SASSARIS actu voluntatis nostræ remotis, per nos, et omnes successores nostros volumus, concedimus, atque promittimus, in bona nostra fide regia, vobis consiliariis, et universitati civitatis SASSARIS prædictæ assentimus, tamquam præsentibus, ac notario, et secretario nostro infrascripto pro vobis, et quibusvis quorum interest, intersit, aut interesse potest, hæc a nobis legitime stipulanti, possidenti, et recipienti, quod dictas *Encontratæ*, seu territoria de FLUMENARGIA, et de NURRA, cum suis terminis, aquis, seu aquarum venis, aut aliqua parte ipsarum, generaliter et specialiter, nunquam separabimus, dividemus, et segregabimus, vel alienabimus, assignabimus, donabimus, cedemus, aut concedemus, aut distribuemus in aliqua persona, vel personæ mundi, ecclesiasticæ seu seculares, nobis propinquas vel extraneas, mediate vel immediate, per modum seu viam donationis, seu permutacionis, nec cuiusvis alterius generis alienacionis, seu per viam assignacionis,

ac etiam per viam seu modum concessionis, vel onerationis cuiusque, quocumque modo possit dici, aut exprimi, in perpetuum vel ad tempus, etiam si extranea necessitas censeretur, vel qualicumque utilitas diceretur; quinimo volumus, ac decernimus, et legem pactionatam et incommutabilem, ac perpetuam facimus, quod *Encontratae*, seu territoria praedicta de FLUMENARGIA, et de NUBRA, cum omnibus eorum casalibus, terminis, et iurisdictione *alta et baza*, cum omnibus redditibus, emolumentis, et proventibus, ac etiam cum regalibus, et iuribus quibuscumque, simul, coniunctim, vel divisim, cum omnimoda integritate eorumdem, remaneant, et sint unita perpetuo et incommutabiliter coronae regiae Aragonum, et ipsius proprii peculiaris patrimonii, ac dictae civitatis Sassari inseparabilia pariter sint, et affissa; et nunc de praesenti easdem assignamus, unimus, et incorporamus, ac vinculo indissolubili annectimus coronae nostrae regiae antedictae, peculiari patrimonio antedicto, ac civitati Sassari praeiibatae, sic quod deinde supradictae *Encontratae*, seu territoria, sint ius perpetuum, et membrum coronae nostrae regiae antedictae Aragonum, et regni Sardiniae, et civitatis Sassari, et pro indiviso partes inalienabiles, indivisibiles, et inseparabiles patrimonii praenarrati, et sint membrum notabile quod ab ipsa corona regia, et regio patrimonio supradicto, ac civitate Sassari, tanquam a suo corpore dependens, nequaquam valeat separari, per diem scilicet, nec per horam, neque ad usum, nec quoad proprietatem, nec etiam quoad quamcumque possessionem aliquam, vel tenutam: Et si per nos, aut aliquos successores nostros, scienter vel ignoranter, aliquid contra fieret vel tentaretur, de facto, seu de iure, non possit contrarium illud ex nunc pro tunc, et e converso, nec dum in quantum concernit proprietatem, sed etiam quantum ad quamcumque possessionem, tam iuris quam facti, et etiam nudam tenutam, valere, et irritum, et irrita decernimus, et facta et attentata contra superius expressum, et contra nostrum privilegium, et in nostri, ac ipsorum successorum nostrorum praedictorum, et iacturam nostri patrimonii regii, et reipublicae dicti regni, consiliariorum et universitatis civitatis Sassari, et locorum, et *Encontratarum* eiusdem superius expressarum, quibus ius ex nunc est quaesitum in praesenti conventionem perpetuae et indivisibiles coronae nostrae regiae unionis, cui iuri nunquam derogari volumus aliqua via mundi, etsi dixerimus, aut offeremus nos vestrum solvere interesse; quinimo convenimus, vobisque illico, cum verbo, vel scriptura, per vos, aut aliam quamcumque personam, unde fuerimus requisiti, quidquid in contrarium fuerit per nos concessum, aut quomodolibet alicui datum, revocabimus, et ad statum pristinum reducemus, revocarique, et reduci efficaciter faciemus, et pro revocato, et ad statum pristinum reductum habebimus, haberi que declaramus, volumus, et censuimus, et expellimus, quod et expellere possumus, et utique teneamur protinus et confestim a possessione, et detentione quibuscumque possesseurs vel detentores quoscumque *Contratarum* seu territoriorum praedictorum, seu partis eorum, cognitione causae nullo latenus praecedente, viriliter, et de facto, quibusvis rationibus, appellationibus, et allegationibus in contrarium faciendis non admissis, imo penitus pulsus. — Nos enim

expressa, et de certa scientia, quascumque leges, et iura canonica, vel civilia, quibus permissum sit, aut indultum certis rationibus, donationes, vel alienationes fieri posse per reges aut principes, seu quasvis personas, de civitatibus, castris, seu locis, non obstante privilegio in contrario inde facto, ex potiore regiae plenitudine potestatis esse decernimus invalidas paenitus et inanes, ac carere viribus omnibus, et effectu praesentis legis pactionatae dictis inribus contrariis volumus et decernimus praevalere illico univisa iura, quibus suffragari possint, et dictae potestatis plenitudine ipsis totaliter applicari. Et haec omnia et singula per nos, et omnes successores nostros volumus, concedimus, atque promittimus tenere et observare, et irrefragabiliter teneri et observari facere, aliquo iure, causa, seu etiam ratione obstantibus nullo modo. Mandamus itaque per hanc eandem viceregi, et gubernatori dicti regni Sardiniae, ac procuratori nostro regio regni eiusdem, nec non universis et singulis officialibus, nobilibus, militibus, generosis personis, civibus burgensibus, hominibus villarum et locorum, et aliis quibuscumque subditis nostris regni praedicti Sardiniae, et etiam alieni generis quibuscumque ad regnum praedictum declinantibus undequaque, de certa scientia, et expresse, sub debito naturalitatis, et fide, et homagio, ac fidelitate quibus sunt, et erunt nobis adstricti, quatenus alienae ordinationi, seu mandato concessionis, et provisionis in contrarium praedictorum factis, vel fiendis, per nos, seu per quosvis successorum nostrorum in regnis et terris nostris praedictis, seu officialibus nostris, et eorum, seu alias quascumque personas, in nullo obediant, obtemperent, vel attendant obediri et obtemperari, vel attendi permittant aliqua ratione, imo penitus contradicant, et hanc chartam nostram huiusmodi teneant firmiter, et observent, teneantque et observari faciant irrevocabiliter per quoscumque, et non contraveniant, seu aliquem contravenire permittant aliqua ratione. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostram infringere, seu contentis in ea aliquatenus contraire. Si quis autem contrarium attentare praesumpserit, sive faceret, impetrans concessionem, mandatum, vel ordinationem, vel petens, aut instans, sive tentans, vel faciens contrarium praemissum, et non destiterit a praedictis, nec ad praesens steterit privilegium nostrum, poenam corporis, et honorum, ad tertiam partem nostrae aerariis, et aliam tertiam partem operi murorum dictae civitatis Sassari, et reliquam tertiam partem illi, vel illis, qui partem faciant pro defensione praesentis privilegii, in eodem volumus applicari. In cuius rei testimonium praesentem iussimus nostrae maiestatis sigillo appendenti muniri. Dat. Valentiae vigesima septima die februarii, anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, regnoque nostri undecimo.

Si-rgum Alphonsi Dei gratia regis Aragonum, Siciliae, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, comitis Barchinonae etc.

II.

Il re Don Alfonso V. di Aragona (II di Sardegna), a petizione dello STAMENTO MILITARE (feudatari e nobili) dell'isola, accorda perdono generale ed amnistia ai Sardi

che avevano delinquito nei passati rivolgimenti insulari, con alcune restrizioni indicate nel decreto di concessione.

(1448. — 1452.).

Dagli Atti degli antichi Parlamenti sardi
già esistenti nell'Archivio del *Regio Patrimonio* del Regno.

Item suppliquen los dits missagers, que considerat, que per vostres officials en lo dit regne per poder induhir molts a ilurs proposit è voluntat, e poder traure alguna quantitat de diners, e assegnaladament per lo virrey, e governador, sò estats fets molts processos, è enquestes, e tot jorn se esforce cercar tot so, è quant poden per damnicar en quant poden los dits barons, e heretats, è altres habitants, è particulars del dit regne q sia à V. M. voler remetre, e perdonar als dits barons, heretats, è ilurs servidors è familia encara, que no fossen del dit regne e universitats, e cascan particular è habitador de quell en tot lo regne (exceptant los virreys, governadors è altres officials per los delictes, è maleficcis que haguessen comessos en la administracio de son offici) cascan maleficcis, è delictes, lo qual per qual se vol via, o manera se fos estat comes, o perpatrat per ells è per algun dells per gran que sia fins à la present jornada, o qualsevol penes en que fossen incorreguts, è segnaladament troncaments de sagramets, è homenages, crims de fals, è de usures, è de cascan altre major, è menor delictes de qual se degues fer especial mècio, dels quals delictes, è maleficcis per ninguna via è manera en lo esdeuenidor nos puga enquerir, cercar, è punir algun dells amunt dits; et si per cas de ventura algun official del dit regne, axi ecclesiastic, com secular hagues en manera alguna fet contra algun dels demunt dits algun proces, è evantament, que tot ço è quant hagues fet sia nulle è de nulle effecte, è valor en quant fos vist esser prejudicials als demunt dits, o algu dells per los demunt dits maleficcis, o delictes, provehint, que en les devenidor dels dits officials, è segnaladament lo magnific misser Cola, Antoni de Capita, lo reverent bisbe de Bosa, o miser Jacobo Boramachis, per commissio, è letra, que hagues de V. M. no puga de les dites coses empacharse, ans las dites commissions ex nunc se contenen esser revocades, en quant tocan als dits maleficcis, è delictes.

Placet regiae maiestati, excepto crimine laesae maiestatis commisso in personam, aut domum ipsius maiestatis, intelligendo de domo esse eos, qui ipsi maiestati sint sanguine conineti, aut si cum inimicis et rebellibus suis, aut eorum Castris, aut aliis contra statum suum aliquid tractaverint, per hanc tamen remissionem non intendit sibi praedicare, quod si aliquis baro, vel persona thesaurum repererit, non possit ipsum recuperare.

III.

Il re Don Alfonso di Aragona, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, accorda ai feudatari dell'isola in generale, e ad alcuni in particolare, e ai loro vassalli, famigliari e dipendenti, perdono ed oblio pe' delitti

ed eccessi dei quali erano stati autori o complici nei passati rivolgimenti.

(1448. — 1452.).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Item suppliquen al dit señor, sia de sa merce voler remetre, e perdonar als dits barons, è heretats, è encara a Simon Roig de la ciutat de Caller hu dels quatre elects del Bras militar del dit regne, è à ilurs vassalls, familia, è continnos comensals, encara que no fossen naturals del dit regne, è qualsevol dells en persones o ilurs bens, tots, è qualsevol crims, excessos, è delictes per ell, è algus dells fins al present dia en qualsevol manera comessos, o perpatrats, encara que de aquells sian, o no sian estats accusats, e per raho de aquells sia o no sian estats inquirits, proscrits, o en qualsevol manera intentats contra ells è ilurs bens, encara q fossen trocadors de Sagrament, e homenages, e haguessen comes crim de fals, o usuraria, pravitat, o altres semblants majors, o menors crims, excessos, è delictes dels quals se degues fer expressa, e -specificada mencio, encara que per aquells vengues pena de mort, mutilacio de membre, o confiscacio de bens infligidora, en axi que tots è qualsevol crims, excessos, o delictes en virtut dels capitols presents sien entesos esser remessos, relaxats, e perdonats à los dits barons, è heretats, è a Simon Roig e ilurs vassalls, familia, è continnos comensals, e a qualsevol dells è ilurs bens exceptat crim de lesa magestat en lo primer cap, della qual remissio als dits supplicants, e ilurs bès sia fet privilegi à part ab totes les clausules e caucions necessaries e oportunes, en la qual sia reservat tot civil enteres à la part privada.

Placet regiae maiestati.

IV.

Il re Don Alfonso V di Aragona, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, ordina la cancellazione e l'annullamento di tutti i processi che i ministri regi avevano istituito contro parecchi feudatari dell'isola, loro vassalli e dipendenti, e revoca le condanne già pronunziate da detti ministri regi, e la presa di possesso già da essi eseguita di alcuni feudi sardi.

(1448. — 1452.).

Dall'antico Archivio patrimoniale regio di Sardegna.

Item suppliquen al dit señor sia de sa merce cancellar, revocar, e annullar tots è qualsevol processos, inquisitiones, e actes contra los dits barons, è heretats, o vassalls, e ben de aquells, per raho de qualsevol crims, excessos, e delictes, penes multes culpes, e inobediencies fins al present die mossen Ioffe de ortafa, o altres officials de la regia cort fets, è actiats, è sentencies, e condenacions de aquen fetas, e promulgades, encara revocar, cancellar, e annullar qualsevol apprehensions de las heretats, terres, viles, è lloch dels dits barons e heretats, rendes e drets de aquells, è homenages rebuts de ilurs

vassalls, e qualsevol salvaguardies, e señals reals la dita apprehencia denotans alli feses, e apposades en axi que en virtut dels dits processos, inquisicions, e actes, sentencies, e còdenacions, de aquí avant nos puga en res provehir, e intèlar contra les persones e bens dels dits barons, e heretats, e vassalls llurs, los quals com volzan puguen, segons es acostumat pendre lo sagrament de vassallatge de llurs vassalls, e llevar los dits vassalls, ò salvaguardies per llur propria autoritat sens intervencio, e requesta de algun oficial de la regia cort.

Placet regiae maiestati.

V.

CAPITOLO DI CORTE votato nel PARLAMENTO SARDO e consentito dal re di Aragona Don Alfonso V, in virtù del quale, nè il viceré di Sardegna, nè verun altro ministro regio nell'isola potea concedere salvaguardie, lettere moratorie o manutenzionali nei luoghi e terre infudate ai baroni, fuorchè in contraddittorio di questi ultimi e dopo regolare processo e sentenza.

(1452.).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna, *Atti parlam. del Stam. milit.*, cap. 14, fol. 31.

Item suppliquen al dit señor, sia de sa mercè provehir, ò ordenar que de assi avant los llochinentens generals, virrey, governadors, è altres officials, ò ministres de la regia cort en lo dit regne, presents ò sdevenidors, no puguen metre salvaguardes, en les terres, villes, y llocs de dits barons, y heretats ò consell del assessor, ò assident no fos estat fet iuridich proces e sentència donada en la causa: de la qual si la part se appellará, encara que li sian donats apostols, negatius, ò refutatoris, alguna exequcio no puga esser feta sins lo dit señor, conegut per sa magestat dels meritis de la dita appellacio, manàs ab sas provisions la dita sentència esser executada, ò la part appellat: qui ans del primer passatge hagues hagut dilacio competent, per haver los processos, è actes o copias de aquells: pus pero per lo notari de la causa no hagues estat, en haver los dits actes, en proseguir la dita appellacio negligent, no curas de passar ab lo dit passatge per presentar al dit señor o passant dit terme competent, nos presents al dit señor ab los dits actes, lo qual terme, lie sia prefigit per lo jutge, à quo.

Placet regiae maiestati.

VI.

Prammatica di Don Giovanni II re di Aragona e di Sardegna, con la quale fu vietato ai magnati, baroni e feudatari dell'isola di far riunione di genti d'arme a piedi e a cavallo, onde farsi rendere giustizia dagli ufficiali regii, a vece di ricorrere al sovrano contro gli stessi ufficiali se non glielo rendessero.

(1459. — 8 gennaio).

Dall'antico Archivio del *Regio Patrimonio* di Sardegna.

Nos Ioannes Dei gratia rex, etc. Circa reformationem regni nostri Sardiniae, quod longa retro principum laudabilis recordationis praedecessorum nostrorum absentia, in multis patitur, mentis nostrae aciem dirigentes, et intellecto, quod magnates, barones, et haereditati ipsius regni interdum per se, interdum per eorum officiales, seu ministros, omisso recursu super eorum differentia ad officiales nostros, qui ad iura reddendum constituti sunt, cum aequatribus et peditibus, ut alios damificare possint, et plerumque damnificant: quod omnino tamquam iure prohibitum, et in contemptum nostrae jurisdictionis et praeheminentiae redundans sustinere, seu pati non debemus: hac igitur consultissima pragmatica sanctione, seu lege, in posterum valitura ipsis baronibus et haereditatis, eorumque officialibus, seu ministris, ex certa nostra scientia, prohibemus, interdicimus et vetamus, ne ex inde ad huiusmodi congregaciones procedere, vel quomodolibet attentare audeant, vel praesumant, nisi per speciales, et expressas eiusmodi retro principum concessiones sic eis permissum, poena decem millium florenorum auri de Aragonia, singulis huiusmodi nostrae legis transgressoris vice quolibet imminente. Quo circa dilectis et fidelibus consiliariis in dicto regno, viceregis, seu locumtenentis generali, gubernatoribus in capitibus Galliar, Gallurae et Logudorii, et aliis officialibus nostris, eorumque locumtenentibus dicimus et mandamus, sub poena mille florenorum auri de Aragonia, quatenus huiusmodi nostram pragmaticam sanctionem, seu legem efficaciter teneri et observari faciant, exequantur et complent, iuxta sui seriem et tenorem. Et nihilominus eam non solum in principalibus civitatibus, terris et villis, sed etiam in capitibus quorumcumque encóstraturum, curadoriarum, capitanearum, partium, baroniarum, et barbagiarum regni praedicti, prout ad utrumque ipsorum pertinere noscitur, voce praeterea faciant divulgari. In cuius rei testimonium praesentes fieri iussimus, sigillo nostro munitis. Datum Barchinonae, die octavo ianuarii, anno a nativitate Domini millesimo cccc quinquagesimo nono.

REX IO.

In Sardiniae I.

Domitrus rex mandavit mihi Iohanni Navarro, visa per vic. locumten. thes. gen. Jo. Galla cons. reg. Aragonum, et Iacobum Pauli.

VII.

Don Giovanni II, re di Aragona, e di Sardegna accorda alla spettabile Cattarina de Sena, figlia naturale di Bartolo Magno (Sardo), e moglie del visconte, e contestabile Giovanni de Sena, il diritto a succedere, benchè nata ex illicito coitu, ai feudi, e beni tutti di qualunque natura, già posseduti dal suo padre nell'isola, legittimandola per tale effetto, essendo stata procreata da uomo e donna libera (solutis).

(1471. — 4 marzo).

Dall'originale in pergamena posseduto dall'autore del presente
CODICE DIPLOMATICO.

Nos Ioannes Dei gratia rex Aragonum, Navarrae, Siciliæ, Valentis, Majoricarum, Sardiniae et Corsicae, comes Barchinonae, dux Athenarum, et Neopatriæ, ac etiam comes Rossilionis et Ceritanie. — Agitati regio quodam instinctu auctumamus gratiosum nostrae celsitudinis maiestati, imo consonum rationi, ut ii, quos interdum defectus natalium in actibus legitimis impedit, legitimationis honori per principem reparentur. Hinc est, quod cum vos spectabilis Catarina de Sena uxor spectabilis et dilecti consiliarii nostri, magnique *Comestabuli* (sic) regni Sardiniae praedicti Iohannis de Sena vicecomitis de Santluri, filia magnifici *Bartoli maño* (sic), ex illicito coitu procreata, videlicet ex dicto genitore vestro, et matre vestra solutis, ogeatisque munificentia beneficiorum regiae maiestatis decorari, fueritque vestri pro parte maiestatis nostrae humiliter supplicatum, ut vos ad omnia bona tam mobilia quam burgensatica, et alia quaecumque bona paterna, seu que per dictum genitorem vestrum, et alios quoscumque possidentur, habitare de nostri regis dignitate dignemur. Nos enim dicta supplicatione benigne suscepta, tenore praesentis, ex certa scientia, ac expressa de nostri regiae potestatis plenitudine, vos dictam Spectabilem ad dicta bona, tam *feudalia burgensatica*, quam alia quaecumque bona, quae per dictum genitorem vestrum, vel alias quascumque personas detinentur et possidentur, succedendum, habendum, et possidendum habilitemus, ut si essetis de legitimo matrimonio procreata, sic quod virtute praesentis possitis libere et licite omnia bona dicti genitoris vestri, seu aliarum personarum quarumcumque hereditare, et alia universa et singula ex testamento, vel ab intestato, seu inter vivos, aut alias quomodocumque habere et possidere, et de eis vestras voluntates facere ac si essetis de legitimo matrimonio procreata, ad quae quidem bona obtinendum, et possidendum vos decernimus habilem et capacem, omni objectione prolis illicitae in posterum quiescente, non obstantibus quibuscumque legibus, iuribus, foris, constitutionibus, seu consuetudinibus, aut aliis quibus videatur praedictis quomodolibet contradicere, quibus quoad haec de certa scientia et expresse, ac ex nostrae potestatis plenitudine derogamus, et derogari volumus quoad haec. Nos enim super defectu natalium, vel alio quocumque impedimento, quod possit in praedictis, vel aliquo praedictorum obijci, seu quomodolibet allegari, dispensamus, illaque viribus vacuumus de dicta certa scientia, et ex plenitudine potestatis. Mandantes propterea spectabili, magnificis, et dilectis consiliariis nostris viceregi et gubernatori generali dicti Sardiniae regni, nec non gubernatoribus *Capitum* (1) Callaris et Gallurae ac Logudorii, potestatibus, vicariis, consiliariis, et universis et singulis officialibus et subditis nostris in dicto regno Sardiniae quomodolibet consiliatis et constituendis, eorumque loca-

(1) La Sardegna era divisa in due Capì, o Partì, meridionale, e settentrionale. Il primo era il Capo di CAGLIARI, che politicamente, non geograficamente, comprendeva anche la Gallura. Il secondo era il Capo di SASSARI.

tenentibus, praesentibus et futuris, dicimus, praecipimus, ac iubemus expresse, de certa scientia, ad nostras iras et amoris obtentum, poenaeque durorum mille florenorum auri nostris inferendum effariis, ut nostram huiusmodi legitimationem, et omnia et singula in ea contenta teneant firmiter et observent, tenerique et observari faciant per quoscumque, et non contrafaciant, vel veniant, ratione aliqua, sive causa. In quorum testimonium praesentem fieri iussimus nostro comuni sigillo in pendenti munitam. Dat. in civitate Dertanae die quarto mensis marcii anno a Nativitate Domini millo quadrigentesimo septuagesimo primo, regniue nostri Navarrae anno quadregesimo sexto, aliorumque vero regnorum nostrorum anno quartodecimo.

2 Bx 172

V. Vila R. Propore.

In Sardiniae nu.

Dominus rex mandavit mihi Francisco Ros Vic. p. Vic. cui fuit commiss. et per G. de Peralta R. Thes. et Vila R. pro Cont.

VIII.

Giovanni Mocenigo doge di Venezia scrive a Giovanni Ahimerico console della repubblica veneta nell'isola di Sardegna, lodandolo per la diligenza da lui usata per far restituire una nave sequestrata al capitano veneto Giacomo de Tofanis per ordine del viceré; e lo preciene che spedirà con sue lettere Stefano de Stefania, cittadino di Venezia, affinché di presenza nell'isola riclami e si faccia restituire detta nave dal viceré di Sardegna, e la riconduca quindi a Venezia; raccomandandogli di fare in tale occasione gli uffici occorrenti per la giustizia presso lo stesso viceré.

(1478. — 29 gennaio)

Dall'originale in pergamena posseduto dall'autore
del presente CODICE DIPLOMATICO.

Ioannes Mocenigo Dei gratia
dux Venetiae etc.

Egregie dilecte noster. — Vidimus quantum ad nos scripsistis de navi cuius patronus est Jacobus de Tofanis: que isthuc iussu istius viceregis retenta est: ut restituitur illi cuius est: intelleximus quoque vestram diligentiam in eiusmodi re: ex quo meremini magnam laudem apud nos: unde vobis respondentes dicimus: quod cum isthuc veniat Stefanus de Stefanis civis noster Veneticus cum lris nris ad istum illi viceregem: ut rehabeat ipsam navim: vos requirimus: et volumus ut tam apud ipsam illi viceregem: qui tamen valde causa nostra propitius est ut navis ipsa vendicetur ab eo cuius est: quam alios quos huic rei conducere posse putabitis: instare debeatis: ut

predictus Stefanus illam *reheat* (sic) quo possit facere quantum participes savis illius illi iubent: fecistis quantum pro consuetudine nra laudabili quantum intelleximus: non dubitamus quin quoque talr (taliter) operaturus sitis ut tam opera ipsis illi viceregis quam vra ipse Stefanus libere navim ipsam habiturus sit.

Dat. in rō ducali palatii die xxviii Ianuarii Indict. Xy^m Mccccxxviii^m.

Egrege dilecte rō Ioanni Ahimerico
Consuli rō in insula Sardiniae.

IX.

Præmatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si determina la varia forma dei sigilli, coi quali si spedivano, e sarebbero ulteriormente spediti tutti i provvedimenti sovrani di qualunque specie, sia di grazia che di giustizia, per ovviare alle frodi che potrebbero essere commesse così in Sardegna, come negli altri suoi diversi regni.

(1481. — 5 novembre).

Dall'antico Archivio del Procuratore Reale o Patrimonio Regio di Sardegna, cod. Pragm. fol. 78, pag. 2.

Nos Ferdinandus Dei gratia rex Castellae, Aragonū, Legionis, Siciliae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispaniae, Sardiniae, Corsicae, Murciae, Giennis, Algarbi, Algezirae, et Gibraltaris, comes Barchinonae, dominus Vicejae, et Molinae, dux Athenarū, et Neopatrias, comes Rossilionis, et Ceritaniae, marchio Orisani, comesque Gocceani. Attendentes, quod per diversitatem sigillorum, multiplicitum regnorum nostrorum nobis ab alto commissorum, quae in nostra curia sunt in posse illorum, quibus ex preeminentia officiorum eis per nos commissorum, et concessorum pertinet multae et quam plures litterae a dicta nostra curia procedunt, tum subrepticie tum contra emparum, tumque etiam sigillo impertinenti, et contra domos nostrae sacissimas ordinationes expeditae, per quod maxima dispendia, tam curiae nostrae, quam subditis, et vassallis nostris quotidie cognovimus evenire, quodque in praedictum sigillorum cancellariae nostrae, apud nostrum prothonotarium sistendum, ex quorum curia, et preventibus cancellariis, vicecancellariis, prothonotariis, et omnes scribe, et ministri dictae nostrae cancellariae, capellanus quoque maior noster, elemosinarii, confessor, omnesque capellani, et cantores capellae nostrae, suas quodidianas recipiunt quitationes, cernitur redundare, volentesque prout decet, et indemnitati dictae nostrae curiae, et cancellariae, ac subditorum nostrorum providere, vestigia in ijs sereniss. dominorum regū Petri abavi, et Alphonsi patrum nostrorum excelsae memoriae, qui jam super ijs similes, et strictiores dederunt sanctiones quodammodo insequentes, tenore praesentis statuimus, sancimus, et declaramus, quod de caetero privilegia, rescripta, gratiae, concessionis, donationes, provisiones, et litterae in pede, seu sine huiusmodi nostrae pragmatice

sanctionis, scriptae, et notatae cum sigillis, commissis nostro prothonotario, habita discretionē, secundum damus ordinationē, cuius materiae, formae, et continentiae, dicta rescripta, seu litterae fuerint, aliae scilicet in pendent, aliae in dorso obsignari habeant, et sigillari Decernentes, et declarantes, expressaeque omnia privilegia, rescripta, gratiae, concessionis, donationes, provisiones, et litterae infra designatae, quae hinc de nostra curia ad regna nostra Aragonum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae, ac principatum Cathaloniae, comitatibusque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae, et alias terras nostrae dictionis emanabunt, cum alijs sigillis nostrae regiae cancellariae, dicto nostro prothonotario commissis, quorum impressionem, in dorso huiusmodi nostrae pragmatice iussimus apponi sigillatā, et sigillatae per officiales dictorum regnorum, et terrarum nostrarum minime obediri aut obtemperari habebant, seu quoque modo ad executionem, vel effectum deduci, nullisque sint efficaciae, seu valoris, quinimo omnia dicta privilegia, rescripta, litterae, seu provisiones cum alio, vel dissimili sigillo sigillata, et sigillatae, qui hinc de nostra curia, ut praedictur emanant subrepticiae, ac nullo modo habeantur, nec illis quomodolibet officialibus nostris pareant, ut praefertur, sed cancellarius, vicecancellarius, et regens nostram cancellariam illico, cū ad eorum notitiam pervenerint tales litterae contra huiusmodi nostrae pragmatice dispositionem a curia nostra emanasse, illas, et eorum effectum ex eorum meritis offitij, velut litteras contra emparum emanatas, revocare et annullare teneantur, quoniam nos illas, et illa, nunc, pro tunc, prout ex nunc, quae aliter expeditae fuerint, nulla, et nullas esse decernimus, et declaramus serie cum praesenti. In locumtenentis vero nostris, cum sigillo minori, poenae locumtenentem prothonotarium nostrum, seu dictum officium regentem existentem litterae, sive cartae praedictae, quae ab eis dū curijs emanabūt, habeant sigillari, et si secus fiat illud idē, ut praefertur volumus observari. Illustrius. praeterea Ioanni principi Asturiarum, et Gerundae, primogenito nostro charissimo, et post longaevis, et foelices dies nostros in omnibus regnis, et terris nostris, haeredi, et successori nostro immediato, sub paternae benedictionis obtentu dicimus, illustri quoque spectabilibus, nobilibus, dilectis, et fidelibus nostris quibuscumque locumtenentibus generalibus, viceregibus, vicegerentibus generalis gubernationis offitij, Vicarijs, subvicarijs, baiulis, subbaiulis, iustitijs, calmedinis, medinis, caeterisque universis, et singulis officialibus nostris, tam maioribus, quam minoribus, quacumque auctoritate, sive potestate fungentibus in dictis regnis, principatu, comitatibus, terris, atque locis dictionis nostrae constitutis, et de caetero constituendis, dicimus, et mandamus sub obtentu nostrae gratiae, iraeque, et indignationis incursu, ac poena decem militum florenorum auri, a bonis cuiuslibet contrafacientis irremissibiliter habendum, nostroque applicandum aulario. Quatenus praesens nostrū statutum ordinationem, et declarationem ad usumque teneant firmiter, et observent, teneantque, et observari faciant inviolabiliter, per quoscunque, illudque, seu illam, voce praeforis per civitates, loca solitas, et solita, ac debitas, et debita faciant, atque inbeant publicari, iniungentes, atque mandantes praesentium tenore quibuscumque secretarijs, et scribis nostris: sub

eisdem poenis, ac poena periurij, quod de caetero non audeant, seu praesumant, praedictas litteras, privilegia, et alia rescripta regia sigillare vel sigillari facere, seu consentire cū secreto sigillo quocunque; sed eas remittant expediendas, sigillandasque, ad iam dictum prothotarium nostrum, seu eius locumtenenti, suo casu, et non contrafaciant, vel veniant, seu quemque contrafacere, vel venire permittant, aut patiantur, quavis ratione, vel causa, pro quanto dictus illustriss. princeps nobis obedire, alij vero officiales, secretarij, et scribae nostri praedicti poenas desuper appositae cupiunt evitare. Privilegia, provisiones, et litterae, de quibus supra fit mentio, sunt quae sequuntur. Donacionis perpetuals, donacio à vida, ò à meys tēps feta, donacio, ò commissio de officis, donacio, ò cōcessio de cavalleries, donacio, ò concessio de Alcaydies donacio, y cōcessio de franq̃zes, cōfirmaciōs, tudories, remissōs, crims, y de altres coses, sentencies, legitimacions, ò cures, proteccions, infanq̃ones, imposicions, ajudes, ò totes altres vegigals, concessions de fires, concessions de barra, concessiōs de mercats, llicēsiēs de armes, admissio de familiars, e domestichs, generositats ò milicies, llicēncia de fer cavallers, notarijs, e ampliacions de aquells, concessions de beneficis ecclesiastichs, amortizacions, e tols privilegis, emancipacions, supplicio de edad, creacio de moneder, exempcions de host, ò cavalcada, creacions de officis novs, rotols de supplicacions Papals, guaiages de Florentins, Italians mercaders, tols contractes, confraries, definicions de complexes, erections de comitats, e vezeconats, erections de castells, erections de barons, llicēcies de navegar en terra de Moros, statuts, cōstitucions, furs, e franquexes, donacio, e concessio, de cases de jueus, llicēcies de fer forns, llicēcias de taules, de canneries, llicēcies de possehir bens, de realcēh à vida, concessions de fer ponts, cōcessions de tenir barques en rius. E encara totes altres llicēcias, cōcessions, indults, duradors per un any, ò mes. Itē omnes aliae litterae, et provisiones, patentes, iustitiam, et interesse partis, ad partem continentes manu cancellarij, vicecancellarij, et regentis cancellariā subsignatae, et seu vitae, in iudicio deducibiles. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus, nostro communi sigillo in dorso munitam. Datum Barchinonae, die quinto novembris, anno a nativitate Domini millesimo quadrigentesimo octaagesimo primo.

YO EL REY.

V. Vicecancell.

V. Bardaxi Regens.

In Itiner. vij.

X.

Il re Don Giovanni II di Aragona accoglie favorevolmente, salve alcune restrizioni a favore di terra, la domanda fattagli dal BRACCIO (stamento) MILITARE di Sardegna, affinché non si procedesse ad alcun atto, inquisizione, o processo contro qualunque comune, villa, castello, o persona particolare che avessero seguito le parti di Leonardo

Alagon, marchese di Oristano, o in occasione della di lui ribellione avessero mancato di fedeltà al sovrano.

(1481. —)

Dagli atti del Parlamento Sardo, celebrato sotto la presidenza di Ximenes Perez viscerò dell'isola. (Archivio del Regno Patrimonio di Sardegna).

Primo supplica, e demana de gracia lo Bras Militar, per quant en revolucio feta per Don Leonardo de Alago, e reductio de Oristany, son estats fets alguns actes contra la fidelitat per algunas universitats, viles, e castells, e particulars de aquells, sia de vostra merce donar abso-lucio e perdo general, e relaxacio dels dits actes, e injurias. E ni per vos Señor, ni per vostro Primogenit successor, com dels dits Officials sia inquirir, ni processat, ni criminalment, ni civilment procehit, ni processat, ni sia admesa acusacio alguna a instàcia del fisch, ni altra qualsevol persona particular, ni per universitat, vila, ò castell del dit Regne demandada, ni actio directament, ni indirecta contra als dits de qualsevol stament lley grau, e condicio sia active, et passive, extenent la dita gracia, à las coses passades presents, e adevenidores.

Lo señor Rey atorga la remissio supplicada quāt al criminal en aquells casos, que no es interes de algu, ni en los easos que es interes de part, si se havrà perdo de aquella dins un any, comptador del dia de la publicacio dels actes del present Parlament, que ara per il-lavors sa magestat remet la justicia criminal, deduits los crims e consideracions dependents del fet de Don Leonardo de Alago, olim marques de Oristany, però quant al criminal.

Place al señor Rey sien remessos a quella, qui delinquient en lo dit cas, e residenzen en lo Regne de Sardeña, e no a quella, que per lo dit cas estan presos, e deten-guts fora del dit Regne.

Io. Gonzales Secretar.

XI.

Ferdinando II il CATTOLICO, re di Aragona, scrive al viceré di Sardegna, e gli ordina di non porre impedimento alla estrazione dall'isola di una determinata quantità di frumento, che per reale privilegio avea conceduto a Giovanni Fabra procuratore reale, il quale perciò avea facoltà di farla annualmente, a condizione però che non trasportasse quel frumento a Barberia, o ad altri luoghi e terre di Mori e d'Infedeli (1).

(1490. — 14 gennaio)

Dall'originale papirmceo posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

Spectable locintenn general nostre (2). Nos havem atorgada

(1) Secondo il sistema proibitivo, e le massime economiche di quel tempo.

(2) Il viscerò di Sardegna Don Inigo Lopez de Mendoza, come sta scritto nell'indirizzo esteriore della lettera.

licentia a mossen Ioan Fabra procnrador royal nostre en aquest regne de traure casson any durant nostro beneplacit del dit regne mil *raeres* ⁽¹⁾ de forment sem y de sa muller, y de llurs rendes, mesura de Saer, per portare en qualsevol país, pagant empero los dits de la terra acostumats, segon en nostra provisio patent sobre aço a aquell atorgada dat. en Valladolid a xx de jener any de la Natividad de nostre Señor mil cccc lxxxviii a la qual nos referim es loagament contengut. E per que nostra voluntat es que lo dit mossen Ioan Fabra use de la dita licentia, y que aquella li sia fructuosa: entes empero que lo dit forment no puixa esser portat en Barberia, ny a altres terres de Moros o Infels: pergo vos diem y manam, que prestant lo dit Ioan Fabra cadauna vez ydonea cautio, que lo dit forment no portara o trametra a terres de Moros, tingan y servan a aquell la dita licentia, e que en alguna manera a quella no li empatzen ni empatzar fagan ni permetan, ans la executen juxta sa serie e tenor, guardandvos de fer lo contrari, car tal es nostra voluntat. Dat. en Sevilla a xliii dias de lener, any de Mil cccc lxxxix.

YO EL REY.

Spectable noble, magnific y amat conseller ñre don Inigo Lopez de Mendoza llochinent general en lo ñre Regne de Sardenya.

R. Sñr.

XII.

Prammatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si fa divieto a qualunque persona in Sardegna di presentare Bolle pontificie per qualunque effetto, se lo medesimo non avessero ottenuto prima l'exequatur regio.

(1493. — 3 agosto).

Dall'antico Archivio del Procuratore Reale o del Patrimonio Regio in Sardegna.

Nos don Ferrando per la gratia deu, rey de Castella, de Arago, de Leo, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sardiya, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, compte de Barcelona, señor de Viscaya, y de Molina, dach de Athenes, et de Neopatria, compte de Rosello, et de Sardiya, marques de Oritaniya, y Gociano. Recordamnos, que en dies passats ab altra nostra oportuna provisio, provehirer, ordenarem, y manarem, que per los gràs abusos, que à causa dels notaris, axi apostolichs, com reals se seguxen, los quals poch mirant à les coses, que concernexen nostre servici quiscun dies entrevenen, en presentacions de bulles apostoliques; de bon se seguxen molts, e innumerables plets, y dafys, entre nostres naturals, e subdits, lo que redanda en gran deseruey de nostre Señor e nostre: e com siam informats, que la dita nostra provisio nos observe, ans

los dits abusos à causa dels dits scrivans, è notaris continuament se seguxen: volens en alguna manera obviar als dits abusos, e posar en tranquille repos los dits nostres subdits, provehint en aço de la plenitud de nostra regia absoluta potestat, zelants lo be de la republica. Per tant ab tenor de la present de nostra sarta ciencia de liberadament, e consulta: provehim, statuem, ordenam, e manam, q ningu scriva, è notari apostolich, ni real, en lo dit regne, no pague, ne li sia licit à instancia de part, ni en altra manera testificar acte de presentacio de bulles apostoliques, e possessions, sens que primer provehesquen oportunes executories nostres, è de nostre llochinent general en lo dit regne, sots privacio de sos ofis, e à major cautela, ara per llavors los abdicam tot poder de fer lo contrari, ab decret de nullicitat, e privam aquells del dit ofci; declarant mes avant les dits actes nullos, manant ab lo mateix tenor scientment, y expressa al llochinent general, y à tots, y sengles oficials majors, e menors en lo dit regne constituidors, sots incorrimet de la ira, e indignacio nostra, e pena de dos mil florins de or de Arago à nostres cofres applicadors, que la present nostra pragmatica sanetio, limitacio de facultat, e totes e sengles coses en aquella contengudes, tinguen, y observen, tenir, y observar facen, invariablement à la unglia. E perque à tots sia manifesta, e de les dites coses ignorancia alguna allegar nos poga, volem, que la present ab ven de publica crida per totes les ciutats, viles, y llochs del dit regne, sia publicada. Guardantse de fer lo contrari, si en la ira, e indignacio nostra e pena sobredita, en la qual en cas de contravencio no fallirà rigurosa execucio, desigien no incurrir.

Datum en la ciutat de Barcelona à 3 del mes de agost, any mil cccc lxxxix.iii.

YO EL REY.

V. generalis thes. V. B. Ferret pro conservatore generali. In Curia sigilli segreti vj. fol. cxxiiij pro dñs rex mandavit mihi Ludovico Gonzalez vi. pro etc.

Ordinatio regia super presentacione bullarum de praelatis, noviter provis, coram regia audientia facienda ante illarum executionem.

SECOLO XVI.

I.

Il re Don Ferdinando di Aragona, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, accorda perdono ai vassalli e familiari dei feudatari e dei membri di detto STAMENTO per tutti i delitti commessi, eccetto quello d'crimenlese ed altri indicati nel decreto reale.

(1514. — 4 aprile).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicarè Giovanni Dury e don Ferdinando Giron de Rebolledo, cap. 22 fol. 63.

Item supplica lo dit Stament à vostra Alteza remettere, e perdonar los del dit stament, vassalls e famiglia de qualsevol excessos, è deficiēs si forsa havrà comes, harà sia

105

(1) *Rasere*, misura di capacità già in uso nel Capo di Sassari (parte settentrionale dell'isola), equivalente a due ettolitri.

feta enquesta ò no feta en forma que contra los sobreditos nos puga procehir, ni contra ilurs bens per la regia Cort, ni per lo fisch, excepto crim ò de lesa magestat, in primo capite.

Plau a sa magestat, excepto crim de lesa magestat, homicidi, troncadors de camins, i ladres, falsador de moneda, sodomita, troncadors de pan, ò tregua, falsador de actes.

Jo. Gonzales secretar.

II.

Il re Don Carlo, imperatore dei Romani, con la sua madre la regina Giovanna, a petizione dello STAMENT MILITARE di Sardegna, accorda perdono dei delitti commessi dai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto STAMENT.

(1520. — 28 aprile).

Dagli Archivi dell'antico regio Patrimonio
(Atti del Parlamento, sotto il vicere don Angelo di Villanova,
cap. XVIII, fol. 80), Cod. Sardiniae, III, fol. 37.

Item supplica lo dit Stament à vostra magestat vulla remetre, e perdonar los del dit Stament, vassalls, y familia, encara que no sian naturals de lo regne, qualsevol crim, excessos, y delictes, si forte hauran comes fins al present dia, ara sia feta enquesta, o nò en forma, que contra los sobreditos nos puga procehir ni contra ilurs bens per la regia cort ni per lo fisch, excepto de lesa magestat in primo capite.

Plau a sa magestat sia feta remissio, si e segons es acostumat fer en altres Parliaments en vida del catholic señor rey don Fernando.

Jo. Gonzales secretar.

III.

Pragmatica del re Don Filippo II, con la quale si ordina che tutti indistintamente i percettori ed amministratori del denaro regio in Sardegna esercitino personalmente il loro ufficio.

(1554. — 30 giugno).

Dall'antico Archivio del Procuratore reale in Sardegna,
Lib. Pragmatic, fol. 226.

Nos don Phelipe por la gracia de Dios principe de las Asturias, de Girona, etc., primogenito de los reynos de Castilla, Aragon, de las dos Sicilias, etc., guenador general de los reynos de la corona de Aragon, duque de Montblanch, y señor de la ciudad de Balaguer. Por experiencia se hà visto, que por dexar de servir actualmente sus officios muchos de los oficiales ordinarios, que tienen à cargo las cosas del patrimonio de su magestad en los reynos de Aragon, y Valencia, Sardeña, Mallorca, principado de Cathaluña, en tiempo, que estan arrendados los derechos reales, el real patrimonio de su magestad recibe muy notable daño, y los dichos derechos

se van disminuyendo su poco à poco, por ser administrados por personas inespertas, y q̃ no atienden, sino solamente à sus particulares provechos, y à sacar de los arrendamientos su ganàcia, que pueden, y no lo que conbiene à la vtilidad, y acrecentamiento de los dichos derechos reales, queriendo proveher en ello de conueniente remedio, paraque ellos sean mejor administrados, y el real patrimonio de aqui adelante reciba mayor aumento y acrecentamiento, que hasta aqui, como quiera, que si por beneficio de dicho real patrimonio pareciesse à los oficiales del que tienen cargo de hazer los arrendamientos de los derechos reales, que conenga mas, que se de licencia à los arrendadores de los derechos reales para poder poner los oficiales, que quisieren, que lo puedan hazer en los autos de los arrendamientos, con que lo precedido de los derechos, estando arrendados, venga en poder de los oficiales, que para ello nombran los arrendadores; con tenor de la presente nuestra real pragmática sancion, y ordenacion de nuestra cierta ciencia, real authoridad, y potestad plenissima, de que usamos de nuestro proprio motu statuimos, sancimos, y ordenamos, que desta hora en adelante qualesquier oficiales reales, que tienen, ò tendran à cargo los derechos reales de su magestad, en qualquiera manera de qualquier condicion, prebeminencia, ò estado, que sean en los dichos reynos, y principados respectivamente hayan de servir, y sirvan personalmente sus officios cada qual el que perteneciere à su cargo en todo tiempo arrendandose, ò no arrendando los dichos derechos reales, no embargante, que per los arrendadores de dichos derechos reales se pongan, ò puedan poner nuevos officios en virtud de los auctos del arrendamiento, que se le haze, pues por ellos los derechos de su magestad van en acrecentamiento, porque nuestra voluntad es, que los dichos oficiales reales juntamente con los nombrados por los arrendadores hagan sus officios, pues somos ciertos, que han de mirar por el particular beneficio del patrimonio real, y si por caso alguno de los dichos oficiales reales fueren renitentes, ò recusaren de servir sus officios, como dicho es, ò contrauinieren en todo, ò en parte à la presente nuestra real pragmática sancion, y ordenacion, los priuamos de los exercicios de sus officios, mandando encarecidamente à qualesquier bailes generales, procuradores reales, receptores de los reservados de su magestad, y otros qualesquier oficiales reales, à cuyo cargo estuviere el receuir, y arrendar los derechos reales, que à los dichos oficiales reales, que no siruieren actualmente sus officios, no los admitan al exercicio, ni possession dellos, ni cosa alguna de sus salarios les paguen, y à los maestros racionales, y las cuentas de aquellos respectivamente oydores, que no les passen, ni admitan en cuenta, lo que à los tales oficiales contra la nuestra pragmática huieren pagado: mandando assi mesmo por tenor de las presentes, à qualesquier lugartenientes, y capitanes generales de su magestad, al regente el officio de la real guenacion, y portale voces della, canceller, vicecancellier, regente la càcelleria; y doctores de los còsejos reales, justicia de Aragon, y de sus lugartenientes, bailes generales, procuradores reales, y receptores de qualesquier reservados, calmedinas, merinos,

sobrejuntos, qualesquier oficiales reales en los reynos, y señoryos de su magestad, y muchos constituidos, y constituidores, y a sus lugartinientes, y regentes de dichos officios, que agora son, o per tiepo seran, so incorrimiento de la ira, è indignacion de su magestad, y nuestra, y pena de dos mil florines de oro de Aragon, à los cofres reales applicadores, que guarden, y obseruen, guardar, y obseruar hagan la presente nuestra real pragmatica, statuto, sancion, y ordenacion, y todas, y qualesquier cosas en aquella contenidas, y contra a quella no hagan, ni vengnan, ni permitan, que sea venido en manera alguna, si ademas de la ira, è indignacion de su magestad, y nuestra, en la pena suso dicha dezean no incurrir. En testimonio de lo qual, mandamos despachar la presente cón el sello comun real en el dorso sellada. Datum en la Coruña à treinta del mes de junio, año del naciemiento de Nuestro Señor Jesu Christo 1554. Yo el Principe. V. Vigelles regens. V. Comaceni regens. V. Joannes de Orbea pro regente generali thesaur. V. Veles pro conseruatore generali. V. Gigitrita regens. Serenissimus dominus princeps mandauit mihi Michaeli Fort. Visa per Vigelles regentem cancellariam, Joãnem de Orbea q.; Gigitrita etiam regentes cancellariam, et Clementem pro conseruatore generali.

IV.

Il re di Spagna Don Filippo II scrive al viceré di Sardegna ordinandogli di non permettere che dalle sentenze dell'inquisitore apostolico nell'isola si appellasse a Roma, e che, nel caso di tali appellazioni, contrarie ai suoi dritti sovrani, non si desse corso alle lettere pontificie, che perciò si emanassero, informando il Santo Padre della violazione della giurisdizione regia che con siffatti appelli si commetteva.

(1558. — 7 maggio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio del regno di Sardegna.

El Rey.

Spectable lugartiniente, y capitan general. Hemos tenido relacion, que procediendo el doctor Juan Cozita inquisitor apostolico en esse reyno en algunas causas civiles de bienes confiscados à nuestra camera, y fisco, por el delicto, y crimen de la heregia, y apostasia entre oficiales, y familiares del Santo Officio, y otras personas desde dicho reyno, sobre bienes muebles, o raizes, o deudas algunas de las tales personas, han appellado del dicho inquisidor para ante Su Sãlidad, y sacado testimonio de las tales appellaciones, pretendiendo se cometan las dichas causas en la corte romana à otros juezes ecclesiasticos, y porq̃ esto es mucho daño, y perjuizio de nuestra jurisdiccion real, por virtud de la qual, y cõ comission particular nuestra el dicto inquisidor conoce de los dichos negocios, os encargamos, y mandamos, no deis lugar, à que persona alguna de testimonio de semejantes appellaciones, y si algunos se huieren dado,

y por virtud dellos despachado algunas letras apostolicas en derogacion de nuestra jurisdiccion real, hagais, que nuestro procurador fiscal supplique dellas, para informar à Su Sãntidad, de como han sido impetradas con sinistra informacion, y en el entretanto no permitieris, que por virtud dellas se proceda cõtra dicho inquisidor, ò inquisidores, que por tiepo fueren en esse reyno, ni otra persona alguna; porque si alguna de las dichas personas se sintiere, o sintierè agraviadas del dicho inquisidor, podran acudir al inquisidor general, y consejo de la general inquisicion, que en nuestra corte reside, donde se le harà, y administrará justicia, como siempre se ha hecho, y haze, y darnos heis auiso de lo que en hesto hizieredes. De Madrid à siete de mayo, año de m. d. lviii. Yo el Rey. M. secretarius.

V.

Il re Don Filippo II accorda, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, perdono intero pei delitti commessi dai cassali e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto STAMENTO, eccettuato il delitto di crimenlese ed altri nominati nel decreto reale.

(1560. — 8 maggio).

Dagli Atti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del viceré di Sardegna don Lorenzo Fernandez de Heredia, cap. iv, fol. 136. Archiv. antico del Regio Patrimonio, Cod. Sardiniæ xx, fol. 97.

Item supplica à vostra magestat lo dit stament remetre e perdonar tots los del dit Stament, vassalls e familia de aquells de qualsevol crim, excessos e delictes, que podrien haver comes, ara sia fet proces, o nò fet, tament que contra los demunt dits, ni lurs bens per la regia cort, ni per lo fanch nos puga procehir, excepto crim de lesa magestat in primo capite.

Que ho supliquen à sa magestat que ho hà acostumat (cò apar en las decretacions de altres parlaments ab altres reseruacions, com per aquells appar).

S. Cabitzudo not. pro Serra.

Plau à sa magestat excepto crim de lesa magestat in quocunque capite, homicidi, trencadors de camins, ladres, falsadors de moneda, sodomitas, trencadors de pau, y treguas, falsadors de actes, y los que sciament van dells nastes, ò cortellades dades per diners, bastonades, vergades, ampollades, encara q̃ no sie dades per diners, y rapto de dones.

VI.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Caghari affinché non molesti uno dei canonici della chiesa cattedrale di Galtelli (in Sardegna), obbligandolo alla rinuncia al canonicato da lui posseduto, perchè era stato già occupato dal di lui padre, allora defunto, mentre a un tal caso non era applicabile il disposto del Concilio tridentino, il quale proibisce che padre e figlio ottengano ed abbiano contemporaneamente benefici in una stessa chiesa.

(1564. — 24 novembre).

Dal Codice Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA,
fol. 281, Edit. Rom.

Supplicavit Sanctissimo Domino Nostro Petrus Carta canonicus galliellensis, questus de amplitudine tua reverendissima, quod cum cogere velles ut unico illi, cui praesertim, canonicatus cederet, quia eius pater presbyter, quem iam triennium a vita migrasse affirmat, canonicatum in eadem ecclesia obtinuerit. Quare iussu Sanctissimi Domini Nostri amplitudinem tuam moneo, et hortor ut quia Petrus iste, pater etiam ante Concilium mortuo, non tenetur eo Concilii tridentini decreto, quo pater et filius in eadem ecclesia beneficium obtinere prohibentur, pro tua prudentia, ac pietate desinat illi molestiam exhibere, quem Deus incolorem et felicem servet.

Romae VIII kalendas decemb. MDLXIV.

VII.

Il pontefice Pio IV scrive al vescovo di Alghero (in Sardegna) affinché desista dal costringere il canonico decano della sua chiesa cattedrale a rinunziare a uno dei due canonicati ch'egli possedeva, benché ai medesimi fosse annessa cura d'anime, perchè tale annessione era stata posteriore alla investitura del canonicato.

(1564. — 3 dicembre).

Dal Codice Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA,
fol. 174, Edit. Rom.

Rev.^{mo} Domine,

Supplicavit Sanctissimo Domino Nostro auxilii causa Franciscus Garsinus algarieusis, et canonicus bisarchienensis, quod urgeat ab amplitudine tua, ut alteri cedat canonicatus ex decreto Concilii tridentini, quia cum sint singulis canonicatibus singulae adiunctae parochiae, in eadem causa sint, in qua sunt ipsae parochiae, quae tantummodo singulae singulis teneri possunt. Verum, quia est declaratum a S. S. D. N. tantum id valere et servandum esse in iis dignitatibus, quibus a principio coniuncta fuit cura animarum; decanus autem iste affirmat, ab initio curam annexam non fuisse, sed deinceps, et ut aiunt, ex post facto adiunctam esse: si res ita est debet amplitudinis tuae prudentia de sententia discedere, decano molestiam non exhibendo. Valeat in Domino.

Dat. Romae in non. decembr. MDLXIV.

VIII.

Il pontefice Pio IV fa scrivere dal suo segretario al vescovo di Bosa in Sardegna, affinché rimetta in possesso del primo canonicato un canonico della chiesa Bosanensis, il quale si trovava al possesso di un altro canonicato nella chiesa di san Marco di Roma, bastando che quel canonico perdesse le sole quotidiane distribuzioni della chiesa cattedrale di Bosa, in cui non risiedeva.

(1565. — 8 aprile).

Dal Cod. Sbaraleano cit. dal Mattei, SARD. SAC., fol. 301,
Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Presbyter Nicolaus Bois familiaris illustrissimi domini cardinalis Pisani a Sanctissimo Domino Nostro opem petit, quod cum in canonicatu S. Marci, quem Romae obtinet, resideret, et ab amplitudine tua citatus esset, ut ad residentiam in isto canonicatu, quem habet in ecclesia Bosanensi, veniret, cum in hoc urbano canonicatu resideret, te nulla praeterea re eidem canonico presbytero significata praevisum ipsum canonicatu Bossineusi (leg. Bosanensi), eumque alteri dedisse, postea illum rogasse per litteras, ne rem molestae ferret; quare cum ille in digniori canonicatu residere videatur, et ex declaratione a S. S. D. N. facta satis sit, si alterius canonicatus, cui non inservit, distributiones quotidianas amittat, causa subesse non videtur, quamobrem Nicolaus spoliatus eius canonicatu, eum in alterum conferre debebris, quod si et ad privationem descendendum fuisset, non videris progressus esse eo ordine, qui huiusmodi rei negotio a tridentino Concilio praescriptus est. Itaque si res ita se habet, mandat tibi Sua Sanctitas, ut quod aequitas, et pietas postulat, presbyterum hunc Nicolaum ad Bosanensem canonicatus possessionem, unde dejectus est, velis resituere, et quotidianae eius distributionis amissionem per id tempus, quo ibi non resederit, contentus esse, cui incolumitatem, et salutem precor.

Dat. Romae an. MDLXV sexto idus aprilis.

IX.

Il re di Spagna Don Filippo II, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, accorda il perdono ai vassalli dei feudatari dell'isola e ai familiari dei membri di detto STAMENTO pe' delitti che avevano commessi, eccettuato il delitto di crimenlese, ed altri specificati nel decreto reale.

(1565. — 8 aprile).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Alvaro di Madrigal, cap. V, fol. 370 (Archiv. dell'antico Regio Patrimonio, Cod. Sardiniae vet., fol. 154).

Item supplica dit Stament a V. M. vulla remetre, y perdonar tots los de dit Stament, vassalls, y familia de aquells de qualsevol crim, y excessos, qui haguessen comes en qualsevol temps per arduos, y enormes que fossen, etiam, que de aquells sian stats acusats e inquirits, exceptant crim de lesa magestat, in primo capite, sodomita, ò falsador de moneda.

Que ho supliquen a sa magestat, que ho ha acostumat decretar, com appar en las decretacions dels altres parlaments ab altres reservacions, com per aquells appar.

Plau a sa magestat sens perjudici de la part interessada, exceptals crims de lesa magestat in quocunque capite de homicidis, de troncadors de camins, de liadres,

de falsadors de moneda, de sodomites, de trecadors de pau, y tregua, de falsadors de actes, y los que scientment usen dell, de nastres, y cortellades, encara que no sien dades per diners, y de robadors de dones.

Vicecancellarius.

X.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Cagliari affinché non rechi ulteriore molestia al chierico Giovanni Ferrerio di Cagliari, minacciandolo di privarlo del canonicato che possedeva nella chiesa cattedrale Cagliaritana pel solo motivo che non avesse ancora ricevuto gli ordini sacri, perciocchè il Ferrerio contava soli diciotto anni, e secondo le prescrizioni del Concilio tridentino non potea essere ordinato in sacris fino al ventiduesimo anno di sua età.

(1565. — 18 aprile).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 104, Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Exhibitis est illustrissimis cardinalibus Congregationis sacri Concilii nomine Joannes Ferrerio clericus caritativi supplex libellus, velle amplitudinem tuam reverendam ei canonicatum cum praebenda, quem istic obtinet adimere ob eam causam, quod intra annum non sit promotus ad sacros ordines: ex decreto Concilii tridentini, qui tantummodo decem, et octo annis, quemadmodum de eo relatum est, natus sit, neque per decretum Concilii tridentini sess. 23 cap. 12 ante vigesimum secundum annum Sacris initiari possit, non videtur esse cogendus, ut nisi sacros ordines susceperit, canonicatu privetur, de quo pontificis litteras expedivit. Itaque si res ita est, mandat tibi Sua Sanctitas, ut conservata isti Joanni possessione sui canonicatus, eum prius non cogas ad sacros ordines promoveri, quam ad annos perveniat huic rei a sacro Concilio praefinitis: cui incolumitatem et salutem precor.

XI.

Don Filippo II re di Spagna, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, provvede acciò siano tradotti in lingua catalana gli STATUTI comunali antichi di SASSARI, di BOSA e d'IGLESIA, scritti originalmente in lingua sarda o in lingua italiana.

(1565. — 8 maggio).

Dall'antico Archivio patrimoniale regio di Sardegna (Atti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del viceré Don Alvaro di Madridal, Cod. vet. fol. 154).

Item supplica à vostra magestat, dit Stament militar, que per quant en lo present regne, hi hà algunes ciutats, com es la vila Desglesies, y Bosa, q̄ tenen capitol de Breu, ab lo qual se regexen, y son en llengua pisanà o italiana: y per lo semblant la ciutat de Sasser,

te alguns capitols en llengua genovesa ò italiana: y per quant se veu no convè, ni es just, que lleys del regne, stigen en llengua straña, que sia prouehit, y decretat, que dits capitols, sian traduhts, en llègua sardesa, o cathalana, no mudada la substancia dels altres, y que los de llengua italiana, sien abolits, talmènt, que no reste memoria de aquells (1).

Que se traduescan en llengua cathalana.

Scriba Ferrer pro Serra.

Està be decretat per lo virrey.

Vicecancellar.

XII.

Il pontefice Pio IV scrive all'arcivescovo di Cagliari, riprendendolo per la scomunica da lui lanciata contro i fedeli che nei giorni festivi non assistessero nella chiesa parrocchiale ai divini uffici, ordinandogli in pari tempo la rimozione di tale scomunica, che come pena spirituale non dovea con tanta facilità e frequenza infiggersi, e avvertendolo che i fedeli doveano essere ammoniti, non obbligati a detta assistenza.

(1565. — 22 giugno).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA, fol. 103, Edit. Rom.

Reverendissime Domine.

Ad aures SS.^{mi} Domini Nostri pervenit, populum istum ab amplitudine tua reverenda anathematis poena propita cogi dominicis et maioris festis diebus frequentare suas parochias, quod eius sanctitati durius videtur, quam praescriptum sit a sacro Concilio, quod praescribit de ea re populum moneri tantum debere. Nec fugit amplitudinem tuam, quam sobrie, quantaque circumspectione ex eiusdem Concilii tridentini praecepto excommunicationis gladium exerere oporteat. Itaque Suae Sanctitatis iussu amplitudinem tuam hortor, anathematis poenam tali in re amovere, et tollere curet, quae cum istis hominibus omne cohortationis, et admonitionis genus, ut parochias frequentent, vehementius adhibuerit, eiusdem etiam prudentiae, ac pietatis erit istud anathematis remedium, quod intempestive adhibitum magis perniciem avertit, quam salutem, quemadmodum etiam a sacro Concilio sapientissime praescriptum est, nonnisi ex gravi causa adhibere: cui salutem et incolumitatem precor.

(1) Lo STAMENTO MILITARE, per la secolare dipendenza dell'isola dai monarchi aragonesi e spagnuoli, avea dimenticato interamente che la Sardegna facesse parte naturale e integrante d'Italia, e chiedeva (stesso a dirsi) l'abolizione degli STATUTI dei comuni di SASSARI, di BOSA e d'IGLESIA, perchè erano dettati e scritti originalmente in lingua italiana e anche in lingua arda. E fra questi vi erano gli STATUTI dell'antica repubblica di SASSARI, dettati in due Codici (Brevia) distinti, uno in lingua sarda e l'altro in lingua latina; monumento importantissimo del secolo XIV, dato già ora in luce (Cagliari, 1850. Tipog. Timon, vol. I in-4^{to} gr.), e illustrato dall'autore del presente Codice diplomatico. Il viceré di Sardegna, per aggiungere stranezza a stranezza, decretò che tali STATUTI fossero vultati in lingua catalana, e il re don Filippo II approvava senz'altro il decreto vicerogio. Era lo stesso sovrano che avea proibito ai giovani sardi di recarsi per ragione di studi alle università d'Italia.

XIII.

Il pontefice Pio IV scrive al vescovo di USELLUS (in Sardegna), per avvertirlo che il canonico Bartolommeo Montello, il quale era investito di due canonicati, uno nella cattedrale di Cagliari, e l'altro in quella di Usellus, risiedendo però nel primo, non poteva essere privato dei frutti e proventi del secondo, ma solo delle distribuzioni quotidiane.

(1565. — 27 giugno).

Dal Cod. Sbaraleano presso il Mattei, SARDINIA SACRA,
fol. 371, Edit. Rom.

Præbyter Bartholomæus Montellus residens in canonicatu calariano, quæ assersunt esse digniorem caeteris canonicatibus, quos obtinet; si caret distributionibus quotidianis suorum canonicatuum ussellensis, carallensis, in quibus non residet, et propterea amittat, si quid absentes iusta alia de causa non perciperent, nec sacro Concilio tridentino adversatur, et obtemperat declarationi, quæ tali in re a SS. Domino Nostro facta est. Quare si ita est, et in digniori canonicatu resideat, cum amplitudo tua eum privaverit distributionibus quotidianis et reliquis, si quæ forte sint eo modo, quo diximus, iussu SS. Domini Nostri monebo te, quod ad possessionem istorum canonicatuum et præbendarum attinet, et ad perceptionem caeterorum fructuum ei nullam molestiam exhibeas: cui Deum benignum, et propitium precor.

XIV.

Il pontefice S. Pio V scrive all'arcivescovo di Cagliari, rammentandogli l'uso cui furono destinati dalla Sede pontificia, precvi concordati co' re cattolici, li così detti spogli dei vescovi di Sardegna, i quali morissero nelle loro sedi o fuori, e ne ordina l'esatto adempimento.

(1572. — 24 gennaio).

Dall'antico Archivio del Regio Patrimonio di Sardegna.

Pius Papa Quintus ad futuram rei memoriam.

Ad hoc sumus in eminenti Sedis Apostolicæ specula super gregem dominicum constituti, ut ea, quæ salubriter ad divini cultus augmentum, et omnipotentis Dei laudem, et honorem facta sunt, sublati quibusvis impedimentis, executioni demandari curemus, et ut ea optatum consequatur effectum, declarationis nostræ oraculo sic opportune, ne ordinationes nostræ curiosa interpretatione conterequantur dilucidamus alijs remedijs, ut æquum, et rationi consonum ducimus, providemus. Alias siquidem per quasdam nostras in forma Brevis expeditas litteras, et a nobis sub die octava februarii anni millesimi quingentesimi sexagesimi septimi, pûificatus nostri anno secundo emanatas, ex certis tûc expressis causis, spolia archiepiscoporum, et episcoporum in insula Sardiniae metropolitanas, et cathedrales ecclesias obtinentium in dicta insula, et extra eam, non tamen in Italia decedentium, fructusque redditus et proventus ecclesiarum

prædictarum, illarum vacatione durâte, ab archiepiscopis et episcopis, quos in ecclesijs huiusmodi, vt præfertur pro tempore vacantibus decedere contigerit, auctoritate apostolica perpetuo abdicavimus, et appropriavimus, et separavimus, et insuper, vt præmissa sum debitum consequi possint effectum, dilectis filijs singulis capitulis singularum ecclesiarum prædictarum, illarumq. personis per charissimum in Christo filiû nostrum Philippum Hispaniarum, et dicti regni regem catholicum, eiusque successores eligendis, vt spolia, et fructus huiusmodi percipere, exigere, et recuperare possent, et valeret illaque in restaurationem, reparationem, et manifestationem, emptionem, et conservationem, prædictas convertere, ipsasque ecclesias instaurare, reparare, et conservare, ornamentaque, et paramenta prædicta emere, et manuteneere deberent, et teneretur dicta auctoritate etiam perpetuo concessimus, et indulisimus, et commissimus, et mandavimus ipsis archiepiscopis, et episcopis, ne in spolijs, ac fructibus, redditibus, et proventibus huiusmodi se aliquo modo intrmitterent, nec intrmittere auderent, vel præsumerent, quinimo illa per capita, et personas huiusmodi percipi, exigi, recuperari, et vt præfertur converteri permetteret sub sententijs, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibuimus et præcepimus, aliaque forsân fecimus, et ordinavimus, prout in illis, quarum tenorem præsentibus haberi volumus pro expresso, plenius continetur. Quia tamen postea coepimus nonnullos iudices laicos curiae secularis earundem litterarû executioni impedimentû præstare, seu vt in posterum præstent litare; idcirco motu proprio, et ex certa sciëntia, ac de apostolicæ potestatis plenitudine dictis prioribus litteris addendo, casusque declarando, personas capitulares pro perceptione spoliarum archiepiscoporum, et episcoporum pro tempore vita functorum, iuxta dictarum litterarum continentiam, et tenore deputatas a nemine, quavis ille præfuserit ecclesiastica vel seculari dignitate, et si speciali nota digna fuerit, in dictis spolijs percipiendis, quovis prætextu, aut quæsito colore, vel ingenio impediri posse, neque debere; sed statim eorundem archiepiscoporum et episcoporum morte subsequata, earundem deputatarum personarum incumbere, cum interuentu publici mensas archiepiscopalis, seu episcopalis notarij, archiepiscopi, seu episcopi, qui decesserint, bona post se relicta, ad effectum eadem bona in ecclesiarû reparationem, et ornamentum, ac ornamentorum, et paramentorum fulcimentum, vt præfertur, converterendi, in invictarium redigi facere, statimque, dantes, et concedentes facultatem vicario per capitulum ecclesiæ archiepiscopalis illius sedis archiepiscopali, vel episcopali vacante, rite deputato, et potestatem per præsentem quascumque res, et bona archiepiscoporum, vel episcoporum defuncti delinquentes, occultantes, vel ad eundem archiepiscopum, vel episcopum defunctum pertinentia, quomodolibet occultantes iuris, et facti remedijs opportunis ad revelandum, et consignandum eisdem deputatis cogendi, et compellendi, ac causas, lites, et controversias desper quomodolibet, et ad instantiam eorumque archiepiscoporum, vel episcoporum crediturum, vel alias quomodolibet interesse prætendentium ortas, summarie audiendi, cognoscendi, decidendi, fineque debito terminandi, et auxilium brachij secularis,

si opus fuerit, inuocandi. Quodque si archiepiscopum, vel episcopum extra suam diocesim mori contingat, loci ordinario intra eius diocesim limites ipsum archiepiscopum seu episcopum viam cum morte contigerit commutare, mādams, ut bona archiepiscopi, seu episcopi huiusmodi defuncti in eius diocesi existit per notarium, seu cancellarium suum publicam pariter in inuentarium redigi curet, conservanda et custodienda ad effectum eadem dictis oeconomis, sic ut praefertur, deputatis integraliter, et cū effectu omni mora, et dilatione postpositis, consignandi, seu consignari faciendi; sed si tempore obitus archiepiscopi vel episcopi extra suā diocesim mori contigerit, et praesentes fuerint praedicti oeconomi deputati capituli praefati archiepiscopi, vel episcopi sic morientis, qui oeconomi quam primum bene visum fuerit eligi, et nominari debeat, ne bona dicti archiepiscopi, vel episcopi defuncti aliquo modo distrahanter, vel deperdantur, quod dicti oeconomi sic deputati, et nō praedictus ordinarius loci in cuius diocesi obierit possint, et valeant bona archiepiscopi defuncti in inuentarium redigere, et illa apprehendere ad effectū convertendi, iuxta praedictarum nostrarum litterarum formam. Dantes, et concedentes eisdem oeconomis sic deputatis plenam et amplam potestatem omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna facienda, et exequendi. Cum autem tunc accipimus praeter intentionem nostram et contra ea, quae in prioribus nostris litteris ordinauerimus, nonnulli iudices curiae secularis ciuitatis calaritanae res, et bona bonae memoriae Hieronymi archiepiscopi Arborensis nuper extra romanā curiam, et in dicta ciuitate Calaritana defuncti, apprehēderint, et in inuentarium redegerint, ac in causis super eisdem rebus, et bonis vertentibus, et quae verti poterant, licet de facto se intromiserint, ac dilectos filios capitulum arboren., illiusque personas capitulares, quominus ipsae res, et bona huiusmodi apprehendere, et in inuentarium redigere possent, impediuerint, quo factum fuit, ut notabiles pecuniarū, et rerum quantitates, et suppellectilia praeciosa, ac libri rationum pecuniarum, et rerum praedictarum deperdita, et occultata fuerint, in maximum dictae ecclesiae arboren., et aliorū desuper forsitan interesse habiliū, praedictitum, et detrimentum, nos indemnitati ecclesiae arboren., et aliarū ecclesiarū metropolitanarū, et cathedraliū dictae insulae consulere, et ne post haec capitula, seu personae capitulares praedictae a quocumque praesertim a iudicibus saecularibus et laicis super praemissis indebite impediatur, vel molestetur, providere volentes, omnia et singula gesta, facta, et actitata per dictam curiam saecularem, seu eius iudices, et executores, aut quascunque alias personas, praeterquam a capitulo, seu capitularibus personis dictae ecclesiae arboren., de, et super rebus et bonis dicti Hieronymi archiepiscopi nulla, irrita, inania, et invalida, ac nullis roboris, et momēti existere, ac nulliter, et de facto processisse, ipsosque iudices, ac quascunque personas, quouis titulo detinentes ad restituendum illa integre, et sine diminutione, seu retentione, et ratione expensarum capitulo arboren., seu illius capitularibus personis, aut eisdem deputatis teneri, et obligatos fore, et esse per praesentes decernimus. Quo circa, cum plura, res, et bona ad dictum Hieronymum archiepiscopum expectantia,

et pertinentia distracta fuerint, furtoque ablata ut praefertur fuerint, venerabili fratri archiepiscopo calaritano, per praesentes committimus, et mandamus, quatenus personas omnes, et singulas cuiuscunque conditionis, et dignitatis, status, gradus, ordinis, vel conditionis existentes, ac bonorum, ac rerum dicti Hieronymi archiepiscopi detentores, ad bona, et res huiusmodi restituenda ad effectum personis capitularibus dictae ecclesiae arboren., seu earum argentibus consignandi, via iuris et remedij opportunis, omni et quacunque appellatione, et prouocatione suspensa, et remota cogat, et compellat, cum potestate omnes causas, et controversias ratione dictorum bonorum forsitan iam exortas simpliciter, et de plano sola facti veritate inspecta decidendi, ac quibusvis inhibēdum fuerit, inhibēdi; ac per se, vel alium, seu alios, primo dictas, et praesentes litteras, et in eis contenta quaecunque vbi., et quando opus fuerit, ac quoties pro parte capitulorum, seu capitularium personarum praedictorum, aut cuiuslibet eorum fuerit requisitus solenter publicari faciat, eisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistat, ac faciat ipsas litteras, et in eis contenta quaecunque, formiter observari, ac singulos, quos ipse litterae concernunt, sen concernerent in futurum, illis pacifice gaudere, et frui non permittent eos, seu eorum aliquem contra ipsarum litterarum tenorem quomodolibet indebite molestari contradictores quoslibet, et rebelles in subsidium per censuras, et poenas ecclesiasticas, remediaque opportuna, eadem autoritate nostra, appellatione postposita compescendo, inuocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachij secularis, non obstantibus foelicis recordationis Bonifacij papae VIII praedecessoris nostri de vna, et concilij generalis de duabus diebus, dummodo ultra tres quis vigore praesentium ad iudicium non trabatur, et alijs constitutionibus, et ordinationibus apostolicis, priuilegijs quoque indultis, et litteris apostolicis dictae curiae regiae, seu alijs quibusvis personis concessis, inuocatis, et approbatis, quibus omnibus, et singulis illorum tenores, etiam si de verbo ad verbum exprimi deberent, praesentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, contrariis quibuscunque, aut si aliquibus communiter, vel dinisim ab eadem sit sede indultum, quod interdicti, suspendi, excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum, de indulta huiusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctū Petrum sub annulo Piscatoris, die vigesimo quarto ianuarii 1572.

Postificatus nostri anno septimo.

Caesar Glorierius.

XV.

Prammatica sessione del re Don Filippo II, con la quale fu riconsituato in Sardegna il supremo Tribunale o Consiglio della REALE UDIENZA, e furono determinati i diritti, gli obblighi, gli onori, gli utili, le incombenze e le prerogative appartenenti così al corpo intero, come ai singoli membri del medesimo.

(1573. — 3 marzo).

Dall'antico Archivio Regio patrimoniale di Sardegna,
Registr. A, fol. 71 e seg.

Nos Philippus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis utriusque, Siciliae, Hierusalem, Portugalliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezirae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium, et Occidentalium, Insularum, ac Terrae firmae, maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comes Abspurgij, Flandriae, Tirolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchio Oristane, et comes Goceani. Cum nos, annis praeteritis, pro recta iustitiae administratione, optimo statu, ac commodo, et utilitate incolarum praefati nostri regni Sardiniae statuerimus, in eodem regno regiam audientiam instituire, et formare necessarium numerum doctorum optimorum, ad id nominavimus, qui una cum nostro vicecancellario, seu regente nostram regiam cancellariam, causas, et negotia regiae audientiae praefatae pertractarent, et iustitiae complementum paribus administrarent; pro cuius regiae audientiae institutione, et meliori administratione, et gubernatione fuit per nos aedita, et sancta regia pragmatica, et ordinatio data in nostra civitate Barchinonae, die decima octava mensis martij, anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quarto, quae hactenus observata est, et in praesentia observatur. Caeterum, quia experientia rerum magistra visum est expediri, et secundum temporum varietatem maxime necessarium esse, ne dum dictae pragmaticae addere aliqua, quibus optima iustitiae administratio amplior efficiatur, sed etiam nonnulla ab ea detrabere, quae superabundare visa sunt, et in ipsa nihil ineptum, et deminutum reperiri possit, quapropter volentes optimo regimini, et gubernationi regni praedicti Sardiniae, prout docet consulere, motis eiusdem respectibus et causis, et quampluribus aliis nostrum regium animi digne movētibz, abrogata prius, et abolita praedicta, et praecalendata regia pragmatica, prout illā abrogamus, et delemus, tamquam si facta non fuisset, tenore praesentis nostrae regiae pragmaticae sancimus, et ordinamus de nostra certa scientia, deliberate, et consulto nostri sacri supremi regii concilij matura deliberatione praecedente statuimus, sancimus, et ordinamus, quod in dicto regno Sardiniae sit, et remaneat nostra regia audientia, modo, et forma sequentibus.

Statuimus, sancimus, et ordinamus, quod quique doctores graduati in iure sint de dicto regno Consilio, videlicet noster vicecancellarius, seu regens cancellariam, et nostri regij fisci advocatus in dicto regno, qui ad praesens sunt, et pro tempore fuerint, et tres alij doctores, quorum unus serviat pro iudice curiae ad usum regiae audientiae nostri principatus Cathaloniae, qui omnes simul debeant assistere, et consulere nostro locumtenente generali in dicto regno, et intervenire in omnibus causis et negotijs, tam civilibus, quam criminalibus, eas, vel ea iudicando, et determinando modis, et forma inferius expressandis, qui omnes quinque doctores, qui per nos

suo tempore eliguntur sint viri periti, bonae vitae et famae, et in introitu officij teneantur, et jurare debeant in posse locumtenentis generalis, vel in ejus absentia in posse presidentis, regentis locumtenentiam generalem, vel eorum, ad quos spectabit, de bene, et legaliter se habere in dicto eorum officio, et de fideliter administrando, et de tenēdo secreto negotia, et ea, quae in dicto Consilio secreta tractabuntur, et alia omnia et singula facere, et observare, quemadmodum iurat et solitus est iurare noster vicecancellarius, seu regens cancellariam in praedicto regno.

Item sancimus, et ordinamus, quod in dicta regia audientia praesit ipse locumtenens generalis noster, qui ad praesens est, et pro tempore fuerit, quando intererit in dicta regia audientia, et quando dictus noster locumtenens generalis non interfuert in dicta regia audientia, quod noster vicecancellarius, seu regens cancellariam, qui ad praesens est, et pro tempore fuerit, et per absentiam, mortem, vel aliud impedimentum dicti nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam, quod praesit ille doctor, qui erit antiquior in dicta regia audientia.

Item sancimus, et ordinamus, quod illud, et quod pars maior dictorum doctorum dictae regiae audientiae concluderit, et determinaverit debeat, et teneatur sequi et cum illis concludere dictus noster locumtenens generalis, et suo casu noster vicecancellarius seu regens cancellariam, hoc intellecto, quod quando esset paritas votorum, quod servetur illud, quod determinaverit ea pars, cum qua concurrerit votum nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam, et in casu quo praesit locumtenens generalis, quod ipse teneatur concludere, et sequi dictam partem, cum qua concurrerit dictus vicecancellarius, seu regens cancellariam.

Item sancimus, et ordinamus, quod omnes praedicti doctores de dicto regno Consilio habeantur, et teneantur firmare, et signare more solito omnes sententias, provisiones, et decreta, quae emanaverint a maiori parte dictorum doctorum dictae regiae audientiae, et etiam illi qui fuerint contrarij voti, et sententiae, ne publicetur secretum Consilij, et sciatur qualiter quis votaverit, et cuius sententiae fuerit.

Item sancimus, et ordinamus, quod in dicta regia audientia fiat unus liber, sive registrum, ubi scribantur, sive registrentur vota cuiuslibet dictorum doctorum, qui votabunt, et iudicaverint in dicta regia audientia, qui liber vel registrum debeat secreta cum omni fidelitate custodiri, penes dictum vicecancellarium, seu regentem cancellariam, et suo in casu penes antiquiorem in dicta regia audientia, et volumus, et ordinamus, quod dicti nostri consiliarij, et scribae dictae regiae audientiae, qui vota eorum recipiunt, et conclusiones in libro praedicto scribunt, et in alijs negotijs et tractatibus causarum regiae audientiae intervenire, iuramentum singulis mensibus praestare teneantur in posse nostri vicecancellarij, seu regentis cancellariam de tenendo secreto, ne secreta votorum partibus innotescant.

Item, quia ante formationem regiae audientiae in dicto regno Sardiniae, non interveniebant in Consilio alij doctores, praeter quam noster regens cancellaria, et fisci noster advocatus, et solebant intervenire in dicto Consilio

cum eis magister rationalis, regius procurator, et receptor reservati, et nūc eorū interventio non expediat, cum plures doctores habeant intervenire, ideo volumus, et ordinamus, quod de cetero dicti regius procurator, magister rationalis, receptor reservati non interveniant in dicto regio Consilio, neque in tractandis, neque in determinandis dictis causis civilibus, et criminalibus: sed tantū volumus, quod quando tractabitur de aliquo negotio patrimoniali, et eorum assistentia fuerit necessaria ad informandum, vel ab eis aliquid perevitandum, quod vocentur et assistant tantum in tractandis, sed non in determinandis dictis negotiis, nisi tractetur de cōpendis aliquibus reis, qui possunt admitti ad compositionem cum regia curia, nam tali casu volumus, quod in concludendis dictis cōpositionibus interveniant dicti magister rationalis et regius procurator, vel receptor reservati, suo in casu quando de cuius recepta tractabitur, vel in eius receptor dicta compositio est adnotanda, iuxta regias pragmatice regni prædicti.

Item sancimus, et ordinamus, quod prædicti doctores regiae audientiae omnibus diebus utilis secundum ius commune, et provinciae usum, et consuetudinem teneantur post festa paschalia Resurrectionis dominicae, usque ad festivitatem Sancti Michaelis mensis septembris, in mane a septima hora, usque ad decimam, et sic per tres horas se congregare, et in loco solito, ubi regia audientia celebratur, et celebrari solet, et in dicto regno intēdere circa negotia, et expeditionem causarum, et post festum Sancti Michaelis dicti mensis septembris, usque ad Pascha Resurrectionis dominicae ab octava hora usque ad undecimam, et secundum negotiorum occurrence et casuum exigentia; quod per tres dies in hebdomada, per meridiem videlicet post festa paschalia Resurrectionis, tertia, vel quarta hora usque ad quinta, vel sextam horas, usque ad dictum festum Sancti Michaelis, et inde a secunda vel tertia hora usque ad quartam, vel quintam usque ad sextam, vel ferias paschales, ut dictum est.

Item sancimus, et ordinamus, quod per dictum nostrū vicecancellarium, seu regentē cancellariam dicti nostri regni Sardiniae debeant committi omnes causae, tam civiles quam criminales ipsis doctoribus regiae audientiae, ad colligendum et referendum tantum, et si dictus vicecancellarius, seu regens voluerit apud se retinere aliquam ad praedictum effectum colligendi, et referendi, quod possit retinere et in decisione cuiuslibet intermedii declarandi, tam super altercatis, quam in definitiva, quod referatur in regia audientia, et quod in eadem decidatur intermedium, vel alias declaratur super ipsa causa principali per dictos doctores regiae audientiae.

Item sancimus, et ordinamus, quod relationes causarum civilium siant palam, et publice in regia audientia, et coram partibus, si adesse et interesse voluerint, et alij ibi assistentibus, ut fit, et solitū fieri hactenus in dicto regno.

Item sancimus, et ordinamus, quod nullus ex relatoribus, cui causa fuerit commissa ad referendum, faciat assignationes ad relationem, et sententiam, absq. eo quod processerit de voluntate, et licentia eius, qui praefuerit in dicta regia audientia, videlicet nostri vicecancellarii seu regentis, vel in eius defectu antiquioris doctoris dicti

regij Consilij, ne alias sequatur perturbatio negotiorum, et unum altero impediatur. Insuper statuimus, sancimus, et ordinamus q. non fiat relatio alicuius processus in dicta regia audientia, quin prius relator illi privatim viderit, et recognoverit, quod ad unguem observetur per doctores dictae nostrae regiae audientiae, cum alias per lecturam integri processus in regia audientia, si prius privatim recognitus, ac in summam redactus non fuerit per relatorem, multum temporis consumeretur, ac expeditioni aliorum negotiorum detraberetur.

Item sancimus, et ordinamus, quod dictae causae, tam civiles, quam criminales, quae in dicta regia audientia vētibuntur, et vertentur, expendantur secundum earum antiquitatem, et prioritatem, ita ut in earum expeditione servetur ordo prioritatis, nisi qualitas causae recentioris, iuxta iuris formam aliud exigerit, vel in eo puncto esset causa recentior, quod facilius, et citius expediri possit, quam ea, quae illam praecederet, vel alias partes praecedentium, et antiquiores causarum earum expeditioni non insisterent, recentiorum vero solliciti essent circa earum expeditionem, quibus subveniendum est, super quo nostri vicecancellarii, seu regentis cancellariam cōscientiam oneramus.

Item sancimus, et ordinamus, quod in votandis, et decidendis dictis causis, et negotiis in dicta regia audientia prius votet ipse relator, et inde iunior, vel alias, qui fuerit modernior in dicto Consilio, vel audientia, non obstante, quod aetate, et gradu sit antiquior, et quod ita etiam inter eos servetur ordo procedendi, et sedendi, quod antiquior in Consilio praecedat recentiores in eo, et si in isto principio non posset hoc commodè decerni, mandamus in hoc principio, quod habeatur pro antiquiori, et praecedat ille, qui fuerit prius graduatus, et sic secundum iuris dispositionem, qui fuerit antiquior in promotione gradus, et inde post servetur ordo antiquitatis, respectu promotionis ad Consilium, et regiam audientiam, ut qui ante fuerit in dicto Consilio praecedat modernior in eodem Consilio.

Ordinamus etiam, quod facta conclusionem et deliberationem in aliqua causa, intra tres dies iuridicos post dictam conclusionem publicetur, et publicari habeat sententia in vim dictae conclusionis proferenda, quae si ulterius differretur, et partibus, et iudicibus circa bonam administrationem iustitiae, multa damna, et incommoda inferri possent.

Nec non etiam sancimus, et ordinamus, quod quando in aliqua causa vel negotio civili, vel criminali doctores dictae nostrae regiae audientiae incipiant vota sua praebere, eadem die, et sine interruptione, vel alterius dicti, vel negotij interpositione, vota omnium exigantur, et recipiantur, qui in ea causa vel negotio intervenire et votum suum dare poterant, etiam si, ut vota integra omnium habeantur, oportet per plures horas, quae pro regia audientia teneunda praefixae sunt, in eo negotio, et loco audientiae se detinere. Quod si locumtenens generalis, seu praesideus suo casu propter paritatem votorum, vel alias votum suum in dicta causa, vel negotio praebere voluerit, illud dare teneatur intra tres dies proximos, nisi causae vel negotij qualitas maius tempus exposceret, super quo dicti nostri locumtenens generalis, et suo casu praesidentis cōscientiam oneramus.

Volumus etiam, et ordinamus, quod dicti regij consilij usque ad publicationem sententiae in vim conclusionis in dicta regia audientia faciendae, exclusive possint votis suis addere, aut detrabere, vel in ea votum, si eis videbitur, mutare, neque sub praetextu, aut ratione, quod eorum vota iam in publica documenta redacta fuerint, et conclusio ordinata per nostrum locumtenentem generalem, ne id faciant impediri possit.

Item sancimus, et ordinamus, quod salaria quae debebuntur pro sententijs, quae proferuntur in dicta regia audientia, cum causae fuerint in relatione, deponantur apud scribam causae, vel eum, qui per dictam regiam audientiam fuerit deputatus, et dictum salarium inde non distribuatur inter doctores Consilij, quin prius sententia fuerit signata et firmata per doctores dictae regiae audientiae, etiam posita apud scribam dictae causae, quae salaria aequaliter dividi et distribui inter eosdem mandamus, et dicta salaria taxentur, ac exsolvantur, ac exsolvi debeant pro quibuscunque causis civilibus ad rationem unius solidi pro qualibet libra monetae dicti regni Sardiniae iusti valoris, et existimationis rei, de qua litigabitur, prout hactenus solvi consuevit, ita tamen, quod salaria huiusmodi non possint excedere quantitatem septuaginta quinque librarum eiusdem monetae pro qualibet quantumvis magna causa, et tam pro prima, quam pro secunda instantijs, et si super incertitudine valoris causarum quaestio erit inter partes, vel dictos nostros consiliarios, volumus quod per nostrum locumtenentem generalem de consilio regentis cancellariam, et suo casu antiquioris decidatur, et terminetur.

Item sancimus, et ordinamus, quod praedicti doctores, qui fuerint dictae regiae audientiae, non possint publice, neque secrete recipere pensionem, quitationem aliquam, neque salarium ab aliqua universitate, collegio, neque capitulo, neque particulari, et privata persona, neque etiam munera donativa a litigantibus, neque alijs, nisi secundum iuris dispositionem, neque etiam possint patrocinari in aliquo tribunali, neque ecclesiastico, neque saeculari, neque directe, neque indirecte, palam, vel secrete consulere in aliquo negotio, vel causa, tam civili, quam criminali.

Item sancimus, et ordinamus, quod a sententijs ferendis in dicta regia audientia, si fuerint latae infra summam mille librarum monetae dicti regni, tam super quantitate, quam rebus dicti valoris, dummodo sint supra summam ducentarum librarum dictae monetae, quod possint partes, quae senserint se gravatas, si volerint supplicare super eisdem ad dictum, et eundem locumtenentem generalem nostrum, qui cum eisdem doctoribus regiae audientiae, mutato tantum relatore, debeat cognoscere de dicta causa supplicationis, non obstante privilegio regni disponente, quod usque ad summam ducentarum librarum possit supplicari ad eundem locumtenentem, et iuxta dictum privilegium debebat, et tenebatur causam delegare, et committere alicui doctori; nam cum nunc per regiam audientiam cessent causae praedicti privilegij, ideo dictum privilegium cessare volumus, prout expresse per hanc nostram regiam pragmaticam sanctionem eidem privilegio derogamus, et derogatum esse volumus; et a quantitate mille librarum monetae dicti regni ab inde supra possint

dictae partes supplicare ad nostram regiam maiestatem, et nostrum sacrum supremum regium Consilium, mandantes, et expresse disponentes cum hac nostra regia sanctione, quod super quantitate minori ducentarum librarum non possit supplicari a sententijs latae per dictum locumtenentem nostrum, et regiam audientiam; sed mandamus, quod praedictae sententiae minoris quantitas ducentarum librarum omni supplicatione remota exequantur.

Item, quia visitatio carceratorum, quae qualibet hebdomada fieri debet, non recte fieret extra regias carceres, et effectus ad quem introducta fuit carcer, et multa oriri possent inconvenientia, si extra locum carcerum rei ad locum ubi visita celebraretur ignominiose duceretur, et posset etiam occasio fugiendi eisdem dari, vel eximendi eos a manibus officialium, qui eos ducerent; propterea, ut praedictis, et alijs obviatur, statuimus, sancimus, et ordinamus quod dicta visitatio carceratorum per dictum nostrum locumtenentem generalem, et doctores regiae audientiae, in dicto regno Sardiniae celebrari debeat, et celebretur qualibet hebdomada intra regias carceres, et non alibi, nisi propter pestem, vel alium morbum contagiosum, vel aliud iustum impedimentum dicto locumtenenti generali, et regiae audientiae alibi celebrari debere visum fuerit.

Insuper quia ut plurimum nostri locumtenentes generales, ac praesidentes in dicto regno Sardiniae non sunt litterati, ita ut secundum iura communia, vel municipalia dicti regni possint per se ipsos partibus iustitiam ministrare, propterea statuimus, sancimus, et ordinamus, ac dicto nostro locumtenenti generali, ac praesidenti in dicto regno inhihemus, ne absque consilio, et voto nostri regentis cancellariam, et doctorum dictae regiae audientiae, aut maioris partis eorum causam aliquam civilem, vel criminalem decidat, vel determinet.

Nec non etiam volumus, et ordinamus, quod qualibet hebdomada ad minus in die veneris, aut si feriata fuerit, aliqua die iuridica eiusdem hebdomadae dictus noster locumtenens generalis causas verbales audire, et decidere teneatur, cum assistentia tamen interventu, et consilio, et voto dicti nostri regentis cancellariam, aut eo impedito antiquioris doctoris regiae audientiae, et non aliter, nec alio modo.

Statuimus etiam, sancimus, et ordinamus, quod praesens nostra regia pragmatica, qua ordo, et forma administrationis iustitiae per regiam audientiam in dicto regno noviter erectam traditus est, prout renovata existit, per nostram locumtenentiam generalem, et alios regios officiales, et alios, ad quos spectat, perpetuo teneatur, et inviolabiliter observetur, iuxta illius seriem, et tenorem, quodque dictus noster locumtenens generalis, praesidens, seu dictum officium regens in dicto regno Sardiniae, qui nunc sunt, et pro tempore fuerint teneantur iuramentum praestare super observantia dictae regiae pragmaticae, modo, et forma, qua consueverunt iurare observantiam privilegiorum, ac capitulorum, et actum Curiae regni praedicti, et quemadmodum regens nostram regiam cancellariam, et doctores dictae regiae audientiae iurare soliti sunt, et consueverunt.

Item sancimus, et ordinamus, quod omnes aliae regiae ordinationes, pragmaticae, sanctiones, statuta, privilegia,

capitula curiarum dicti regni in quantum praesenti pragmatice sanctioni non contrariantur, serventur, sicut prout haecenus observari consueverunt. Qua propter spectabili, nobilibus, magnificis, et dilectis consiliarijs, et capitaneo generali nostro in dicto regno Sardiniae, praesidenti, seu dictum officium regenti, regenti cancellariam, aut DD. dictae regiae audientiae, fisciue advocato, ac iudici regiae curiae, potestatibus, vicarijs, alguazirij, virgarijs, et portarijs, caeterisque alijs officialibus, et subditis nostris maioribus, et minoribus in dicto regno Sardiniae constitutis, et constituendis, praecipimus, et iubemus ad incursum nostrae regiae indignationis, et irae, poenaeque florenorum auri aragonum trium mille, nostris regijs inferendorum aerariis, quod nostram huiusmodi pragmaticam sanctionem; et omnia, et singula in ea contenta teneant firmiter, et observent, tenerique, et inviolabiliter observari faciant, per quos decet, cauti secus agere, fieri, nec permittere aliqua ratione, seu causa, si praeter irae, et indignationis nostrae incursum, poenam praepositam cupiunt evitare, in cuius rei testimonium praesentes fieri iussimus, nostro regio communi sigillo in calce munitas, quas originaliter in nostro archivio regio recondi, et custodiri iubemus. Dat. Madriti die tertio mensis martij anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo septuagesimo tertio. Yo el Rey.

V. don Bernardus vicecancellarius. V. Comes generalis thesaurarius. V. Episcopus Urgelen. reg. V. Sentis reg. V. Sapena reg. V. Campi reg. F. Gort pro conservatore generali.

Dominus rex mandavit mihi Michaeli Gort, visa per don Bernardum vicecancellarium, Comitem generalem, thesaurarium, Episcopum Urgellen, Sentis, Sapena, et Campi regentes cancellariam, et me pro conservatore generali.

XVI.

Don Filippo II re di Spagna, a petizione dello STAMENTO MILITARE di Sardegna, accorda nuovamente ai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola, e dei membri di detto STAMENTO, perdono dei loro delitti, ad eccezione di quello di lesa Maestà, e di altri nominati specialmente nel Decreto Reale.

(1575. — 27 marzo).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Viceré Don Giovanni Colonna conte di Edda, cap. XII, fol. 287 (Archiv. ant. del R. P. Cod. Sardiniae, fol. 198).

Item supplica à la Magestat lo dit Stament remetre, y perdonar tots los del dit Stament, vassalls, y familia de aquells de qualsevol crims excessos, ò delictes que porrian haver comes, o de qualsevol preteses fiscals, ara fiat fet proces, ò no fet, talment, que contra los demuns dits, ni illurs bens per la regia Cort, ni per lo fisch nos puga procehir, excepto crim de lesa Magestat in primo capite.

Que ho supliquen à sa Magestat, que en altres parlaments ho ha acostumat decretar ab altres reservacions, com per aquells appar.

Scriba Ferrer Notar.

Plau à sa Magestat, excepto crim de lesa Magestat in quocunque capite, homicidi, trencadors de camins, y ladres, falsadors de moneda, sodomitas, trencadors de pau y tregues, falsadors de actes, y los que scitment usen della nastes, o cortellades dades per diners, bastonades, vergades, ampollades, encara que no sien dades per diners, y rallo de dones.

Don Bernardus Vicecan.

XVII.

Prammatica del re Don Ferdinando II il Cattolico, per la quale i notai, e tutti i pubblici ufficiali dell'isola di Sardegna furono proibiti di presentare e dare esecuzione qualunque a bolle, o lettere pontificie, senza prima farne conoscere il contenuto, ed ottenerne licenza dal viceré di Sardegna.

(1493. — 3 agosto).

Dall'Archiv. antico del R. Patrimonio di Sardegna.

Nos don Ferrando per la gratia de Deu, rey de Castilla, de Arago, de Leo, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorques, de Sardenya, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, y de las Islas de Canaria, compte de Barcelona, señor de Viscaya, y de Molina, due de Athenes, e de Neopatria, compte de Rosello, e de Sardiña, marques de Oristany, y Gociano. Recordarnos, que en dies passats ab altra nostra oportuna prouisio prouehirem, ordenarem, y manarem, que per los gràs abusos, que a causa dels notaris axi apostolicos, com reals se segueixen, los quals poch mirant à les coses, que concernen en nostre seruiçi quiscun die entreuenen, en presentaciõs de bulles apostolicques; de hon se segueix molts, e innumerables plets, y dany, entre nostres naturals, e subdits, lo que redunda en gran deseruey de nostre señor, e nostre: E com siam informats, que la dita nostra prouisio no se obserue, ans los dits abusos à causa dels dits scrivuans, ò notaris continuament se segueixen; volens en alguna manera obular als dits abusos, e posar en tranquille repos los dits nostres subdits, prouehint en anço de la plenitut de nostra regia absoluta potestat, zelans lo ben de la republica. Per tant ab tenor de la present de nostra certa sciencia deliberadament, e consulta, prouehim, statuim, ordenam, e manam, q̃ ningú scriua, ò notari apostolic, ni real, en lo dit regne, no pugne, ne li sia licit à instancia de part, ni en altra manera testificar acte de presentacio de bulles apostolicques, e possessions, sens que primer proshesquen oportunes executories nostres, ò de nostre llochinent general en lo dit regne, sots priusio de sos ofiçs, e à major cautela, ara per illurs les abdicam tot poder de fer lo contrari, ab decret de nullitat, e priuam aquells del dit ofiçi; declarant mes auant los dits actes nullos, manant ab lo mateix tenor scientment, y expressa al llochinent general, y à tots, y sengles ofiçials majors, e menors en lo dit regne constituhidors, sots incorriment de la ira, e indignacio nostra, e pena de dos mil florins de or de Arago

à nostres cofres applicadors, que la present nostra pragmática sanció, limitacio de facultat, e totes, e sengles coses en a quella contegudes, tinguen, y observen, teair y observar facen inuiolablement à la vngla. E perque à tota sia manifesta, e de les dites coses ignorancia alguna allegar nos puga, volem, que la present ab veu de publica crida per totes les ciutats, viles, y illochs del dit regne, sia publicada. Guardantse de fer lo contrari, si en la ira, e indignacio nostra, e pena sobredita, en la qual en cas de contruencio no fallirà rigurosa execucio, desigien no incurrir.

Datum en la ciutat de Barcelona à 3 del mes de agost, any mil CCCLXXXIII.

Yo el Rey.

V. generalis Thes. V. B. Ferret pro conservatore generali. In Curia sigilli secreti vj. sol. cxliij pro dñs rex mandauit mihi Ludouico Gonzales vi. pro etc.

XVIII.

Il re Don Ferdinando II il Cattolico auverte l'arcivescovo di Cagliari affinché non provveda, né conferisca abbazie, priorati ed altri benefici di regio patronato; e ciò pure osservino tutti gli altri vescovi della Sardegna.

(1594. — 26 gennaio.)

Dall'antico Arch. patrimon. regio di Sardegna.

El Rey.

Muy reurendo en Christo P. Arçobispo, de nuestro Consejo, he entendido, que en vuestra diocesi hay algunas abadias, y prioratos, q̄ son de mi patronado real, y què quando vaca alguna dellas, sin tener consideracion, à que me toca el presentar, las prouehis en grãde perjuizio del derecho, que yo tengo, como succediò en lo del priorato de Bonorcado, que aunque entiendo, que el hauerlo hecho assi hasta agora, habrá sido por no estar bien informada, con todo esto fuera bien, que en duda huierades dado primero raçon dello à mi logartiniente, y capitan general desse reyno, para que se vierà las que haia en mi fauor, y porque es iusto, que de qui adelante se tega cuenta en esto para excusar todo genero de pleytos, y diferencias, serè muy seruido, que quando vacaren en vuestra diocesi algunas dignidades, que pretendiere, que son de mi real patronado, no las prouehais sin dar raçon primero à mi logartiniente, y capitan general, ò à mi embaxador en Roma, porque de ninguna manera he de dar lugar, à que tocadome à mi el presentar à ellas, ò a ellos, las proueahs vos, ni ningun prelado desse reyno.

Datum en Madrid à 26 de henero de M.DXCIII.

Yo el Rey.

Villanueva secretarius.

XIX.

Papa Clemente VIII scrive all'arcivescovo di Cagliari, ordinandogli di far eseguire i decreti di riforma fatti da due visitatori apostolici mandati a Sardegna per riformare i monasteri e le case religiose d'ambi i sessi.

(1600. — 8 novembre)

Dall'Archivio ai Ss. Apostoli in Roma, presso il Mattei, *Sardinia Sacra*, fol. 105, edit. rom.

Clemens Papa VIII.

Venerabili fratri archiepiscopo calaritano salutem, et apostolicam benedictionem. Ex injuncto nobis apostolicae servitutis debito cunctorum ecclesiasticorum, et praesertim regularium reformationi sollicitis studiis intendentes, ea, quae propterea jussu nostro ordinata sunt, debite, ut par est, executioni demandanda esse censuimus: proinde cum Cq. Clemens de Neapoli ordinis Sancti Benedicti, et dilectus filius Antonius Marzer ordinis minorum de observantia professi visitatores apostolici ad visitanda et reformanda monasteria, et loca regularia regni Sardiniae a nobis nuper destinati nonnulla decreta reformationi monasteriorum hujusmodi convenientia ediderint, et ad nos retulerint, nosque illa in congregatione visitationis nostrae apostolicae examinari fecerimus, nunc volentes decreta, et ordinationes hujusmodi debite executioni, ut par est, quam primum demandari, de tuae fraternitatis fide, prudentia, integritate ac religionis zelo plurimum in Domino confisi eidem fraternitati tuae per praesentes committimus et mandamus, ut decreta, et ordinationes hujusmodi, quae ad te una cum praesentibus nostris litteris transmittimus, in singulis monasteriis, et locis regularibus tam virorum, quam mulierum, cuiuscumque ordinis in isto regno Sardiniae existentibus, prout ad quodcumque illorum pertinet, debite executioni demandari cures; et facias, et ad hunc effectum superiores monasteriorum, et locorum regularium huiusmodi ad te accersiri facias, et ad cuiuscumque ipsorum ad illius conventum, et subditos respective pertinentia, quorum exemplar authenticum illi consignabis, intimare, eique sub censuris, et poenis ecclesiasticis tibi visis praecipere, ut intra tempus in eisdem decretis praefixum illa exequantur, et ubi terminis aliquis praefixus non fuerit, terminum aliquem arbitrio tuo etiam cum similibus censuris, et poenis ecclesiasticis praefigere per acta alicujus publici notarii eodem auctoritate nostra procures, ac terminis hujusmodi elapsis contra inobedientes, et contumaces ad promulgationem, et declarationem incursus poenarum, et censurarum ecclesiasticarum, illarumque executionem procedas; superioribus omnibus, et singulis etiam cum potestate citandi, et inhibendi quos, et quibus opus fuerit, etiam per edictum publicum, ac sub censuris et poenis ecclesiasticis, nec non una, vel plures cum simili, vel limitata potestate subdelegandi aliaque in praemissis, et circa ea necessaria, seu quomodolibet opportuna faciendi, gerendi, et exequendi plenam, liberam, et amplam facultatem, et auctoritatem concedimus, et impartimur, non obstantibus quibuscvis constitutionibus, et ordinationibus apostolicis etiam quoruncumque

ordipum monasteriorum, et regularium locorum, etiam iuramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et litteris apostolicis, illis, eorumque superioribus, et personis in contrarium praemissorum quomodolibet confirmatis, et approbatis, quibus omnibus, et singulis eorum tenore praesentium pro expressis habentes hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut praesentium transumptis, etiam in impressis manu alicujus notarii subscriptis, et sigillo tuo, aut alterius personae in dignitate ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides habeatur. Tu autem de omnibus per te gestis nos certiores facere corabis.

Dat Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die octava novembris mdc. Pontificatus nostri anno nono.

SECOLO XVII.

I.

Gli Stamenti (Braços) del Parlamento (Cortes) di Sardegna avendo chiesto al re don Filippo III che fossero fondate alcune commende dell'Ordine di S. Giovanni gerosolimitano residente in Malta, a favore esclusivo di nobili nativi dell'isola, i quali si distinguessero per servizi resi a difesa dello Stato, e della religione cattolica, ottennero invece la fondazione per l'oggetto supplicato di commende dell'Ordine di S. Maria di Montesa, che era proprio della Corona Aragonese.

(1603. —)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré conte di Elda, cap. L. fol. 144.

Desnelantes los tres Staments de aquest regne, ecclesiastic, militar, y real, en procurar, q̄ en estas cortis, que V. S. illustrissima en persona de sa magestat, en ell celebra, se promogan, y fassan algunas cosas, ab les quals lo servisi de nostre señor Deu se augmēte, sa real mag. reste de vuy anant mes, y millor servida dels naturals, y particularmēt cavallers, q̄ en aquest regne te sa magestat. tāt fidelissimis, com los quimes dels altres sos regnes, y aqst regne se illustre, y esolareca mes, y ab les occasions se mostren millor los subjectes, que an ell ya; apres de auer conferit entre si diuerses veges sobre algunas cosas, endereçadas als predits fins. Entre altres se lis hà ofert, que conuindrà, que hi bagues de aquest regne vna ilengua à part en la religio dels cavallers de sant Joan hierosolymitano, que estan en la isla de Malta, en la qual fossen admessos, solamēt caualers naturals de aquest regne de Cerdeña, los quals seruissen à nostre señor, y ad aquella sagrada religio en los ministeris militars, que los demes della acostuman molt en seruissi de sa magestad, y defensa de la iglesia catholica, y destrucio dels enemichs comun de la santa iglesia, y del rey nostre señor, vnich quasi, y tant principal defensor, y protector della, applicant per adaq̄

las rendas de alguns beneficis ecclesiastichs de aquell regne peraque hi haques algunas encomiendas, de que poguessen gozar, y ab ques poguessen mēterin (com en los demes segnes se acostumas) los caualers à qui caurà la fort, en premi del servicis (en lo temps de llur antiquitat) fets, restant tota via congrua poscio per als curats perpetuos dels pobles, de hont se applicarian dites rendes à las ditas encomiendas. Per lo que, et aliàs supplican à V. S. los dits Staments se seruessa ferli mercè de intercedir ab sa magestad, q̄ sia de son real seruisi acceptarho, y fer la merced ad aquest son regne, que es necessaria; peraque abo tinga lo efecte, y si desijat, y que tambe procure, que sa santedat del summo pontifice ho confirme, y decrete, y aquella religio ho accepte, y vinga be, conformes als apuntaments, que en altre paper à part van, als quals en quant menester sia, y presehint a prouacio, autoritat, y consenso de sa santedat, y de la santa sede apostolica, los de dit stament ecclesiastic se offerren prestar, y prestan son consenso, y voluntat, que vltra los dits seruissis de nostre señor, de la santa iglesia catholica, y de sa magestad, restarà, tot à quest regne ab perpetua obligacio à V. S. illustrissima, y à tota la casa de Coloma, que omni meliori modo, etc. et licet etc.

Altissimus.

Franc. Adzeni aduoc. stamenti militaris.

Soler stamenti ecclesiastici aduoc.

Massons stamenti regalis aduoc.

Pareix tan conuenient, y necessari al seruey de sa magestat, y al benefici vniuersal del present regne, que sa señoria illustrissima ho representarà, y supplicarà à sa magestad de la manera, que se supplica.

Prouisa per ilustriiss. dominū locumtenentem et capitaneum generalem, et praesidens istius regij generalis parlamentū in dicto parlamento, die nono mensis maij, millesimo sexcentesimo tertio. Calari.

Ferdinandus Sabater not.

et secret. pro hoerede Serra.

Plau à sa magestat lo que se supplica, ab que las encomiendas sien dell'ordre Montesa, que es propria de la corona de Arago.

Couarruuias vicecancell.

II.

Li tre Stamenti del Parlamento sardo chiedono, ed ottengono dal re di Spagna e di Sardegna don Filippo III, che per mezzo del suo ambasciatore a Roma supplichi sua santità, affinché definisca la questione del primato di onore, e di giurisdizione vertente tra gli arcivescovi di Cagliari e di Pisa; non essendo conveniente, che il secondo di essi continui a sostenere la sua pretesione, la quale non ha fondamento veruno in dritto.

(1603. —)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza pel viceré conte di Elda, cap. xi, fol. 147.

Desijant los tres staments del present regne, ecclesiastic, militar, y real dar assiento en les coses del be publich, y comu de dit regne, y en especial en que les causes ecclesiastiques, com es raho tinguen vn supremo iutge, y cap, per lo qual se deyan aquellas determinar, y desagrauar als qui en les curies dels inferiors peruentura hauran hagut algun agrau, y sabent la preheminiencia, y antiquitat del archibisbat de Caller, dende la primitiva iglesia, lo qual perpo meritament es tingut, y reputat per primat, si be per la indeguda pretensio del archibisbe de Pisa, no pot per ara vsar de la jurisdicció principal ad aquell competet, perço, y per lo que conue al seruisi de Deu, y de sa magestat, de que archibisbe que no sia son vassall, sino de vn duch particular, no pretenga tenir jurisdicció en regne de sa magestat. Suppican dits staments à V. S. illustriss. sia seruit supplicar à sa magestat, que mane fer escriura encaridament al embaxador de Roma, per que de part de sa magestat ab totes veres suppliche à sa santedat sia seruit fer determinar la causa, que entre lo archibisbe de Caller, y dit archibisbe de Pisa sobre lo dit titol, y jurisdicció de primat se aporta molts aïys fa, fent de manera, que puga ab effecte dit archibisbe de Caller exercir la predit primacial jurisdicció al dit archibisbe competent, lo que dihen, y supplican, omni meliori modo, etc, et licet.

Altissimus.

Franc. Adzeni aduoc stamenti militaris.
Soler stamenti ecclesiastic aduoc.
Massons stamenti regalis aduoc.

Sa senoria illustrissima ho representerà, y supplicarà ab ses cartes à sa magestat, com li supplican per las rahons predites, com à cosa tant justa, rahonable, y conuenient.

Prouisa.

Per illustrissimum dominum locumtenentem, et capitaneum generalem, et presidem, istius regij generalis parlament. in dicto parlamento, die 9 mēsis maij anno domini millesimo sexcentesimo tertio Calari.

Ferdinandus Sabater notarius.
et secretar. pro hoerede Serra.

Plau à sa magestat, y umana se despachen les lltres per sa beatitud, y son embaxador conforme se supplica.

Covarruuias vicecancellar.

III.

Lo Stamento militare del Parlamento sardo chiede ed ottiene, che dall'annuo fondo destinato da detto Parlamento per la costruzione ed armamento delle torri del litorale dell'isola a difesa delle incursioni barbaresche, siano prelevati cento ducati annui per le spese interne occorrenti in detto stamento.

(1603 —)

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicere don Giovanni Colonna, conte di Elda, cap. CLXI, fol. 340.

Item supplica à V. S. illustrissima lo dit estament militar, que atesa ilur voluntat, y officio, ab la qual han seruit à sa magestat en les occasions, que tols temps se han ofert, y en particular en lo augment del dret del real de la administracio, ab lo qual restarà del tot torreat lo presente regne, y auanzarà molta summa en utilitat, y augment del real patrimoni, lo qual seruiçi es de molta consideracio, y perço V. S. illustrissima mane prouebir, que del dit dret del real, se applique cent ducats escun aïy, al dit estament, per obs dels gastos, que occorren en dit estament; perque desta manera ab mes facilitat podranse fer, y acudir al seruisi de sa magestad.

Ques fassa, come se supplica.

Sabater notarius.

Est à be decretat per lo virrey.

Covarruuias vicecancell.

IV.

Lo STAMENTO MILITARE delle CORTES di Sardegna chiede ed ottiene che le Costituzioni, Statuti e Consuetudini locali vigenti nelle città di Cagliari, Sassari, Alghero, Bosa e Iglesias, e la Carta de logu della famosa Eleonora vigente nella città di Oristano, ed in molti altri comuni dell'isola, si raccogliessero in appositi e rispettivi volumi, facendone prima la traduzione in lingua catalana o latina, e quindi si stampassero, ond evitare nei giudizi la confusione derivante da tante diverse leggi le quali, non essendo pubblicate, derogavano tuttavia al generale dritto romano osservato costantemente in Sardegna, ovunque mancassero tali Statuti e Consuetudini.

(1603. —).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicere conte d'Elda, Cap. xcxi, fol. 194.

Item com sia que en lo present regne se seruan vltra lo dret comu, diuersos drets, y jleys locals, com sia, que en Caller se seruan algunes constitucions de Cathaluia, si be lo priuilegi de la comunicacio, les comunica totes à la ciutat de Caller, y lo mateix en la ciutat de Sasser, Alguer, Bosa, e Iglesias, ceris statuts, en ilengua italiana, del tēps dels Pisans y Genouesos, y mes auant en totes les viles del regne, vltra la carta de iloch, se allegan moltes consuetuts, y costums diuerses, y cōtraries en vna mateixa causa, y negoci, iut, q̄ hà sucohit, y sucohit, en vna causa allegar, y articular las parls, y prouar, consuetuts contraries en vn mateix iloch, negoci, y temps, ab gran confusio dels negocis, y dispendi de les animes dels que testifican, y axi mateix no hi hà certitut de les constitucions, y estatuts, y priuilegis, que tenen les ciutats, circa les decisions de les causes, successions, cōtracles, et aliàs, tant q̄ sucoheix vna causa

decidirse, vuy coforme à dret comu, y altra causa sèblat, de allí à poch tèps se decideix, conforme alguna còstitucio, ò estatut, segons alguna part, ò adnocat, ò procurador, ne te noticia, lo que no sucehix de altro, que de la poca noticia, y de la incertinitat de les còstitucions, priuilegis, y capítols, que estan en obseruancia, y obsernar se deuben, de lo que ne resultan moltissims inconvenients. Per euitar los quals, se supplica a V. S. illustrissima, mane statuir, y decretar dos coses, la vna, que se degua manar à totes les ciutats, viles, y encontrades del present regne, que dins vn termin ben vist à V. S. illustrissima degan redigir en escrits totes les consenutats que pretènen tenir, axi en coses de successions, còtractes, comuns de pastors, dots, comunicacio de bens, entre marit, y muller, seruituts, y demes coses, y redigides aquelles, se presente a V. S. illustrissima, y real Audiència, peraque vistes aquelles, corregides, afiadides, y declarades, conforme aparexerà de raho, se decreten, y de allí auant se seruen, ab prohibicio, que no se puga allegar altra consenut, sino les que seran en dit volum, qual se estampe, perque ni algia noticia certa, y la altra que V. S. ill. mane decretar, y à totes les ciutats del present regne, manar, q' aixbe redigescà dins un terminu oòpetent, en un volum, totes les còstitucions, priuilegis y capítols, que pretenen ser en obseruancia, per à la decisió de les causes, per aque vistes aquelles, se decreten, y se estampen, y de allí auant no se puga allegar altra constitucio, o capítol, sino los que seran en dit volum; puix pro tempore se podran afiadir, crecer, corregir, y declarar, perque altrament es vn viure ab dret incert, y no saber los drets, que obsernar se deuben, y que se estampen totes en nna ilengua, es à saber, ò cathalana, o llatina.

Quès fassa com se supplica, dins sis mesos, y per dit efecte nomenem al magnífich doctor Rosello.

Sabater Notariús.

Està bè decretat per lo Virrey.

Couarr vicecancell.

V.

Il re Don Filippo III scrive al procuratore regio in Sardegna, manifestandogli la sua sorpresa per la riunione avvenuta in Sassari dei nobili di quella città e Carlo in forma di STAMENTO MILITARE, mentre a tenore dei capitoli di CORTE e della legge fondamentale del regno, el Braccio militare (Stamento militare) si compone di tutti i feudatari e nobili dell'isola, è uno solo, e si deve riunire in Cagliari; e lo invita a dichiarare il motivo per cui egli permise tale illecita riunione.

(1640. — 8 maggio),

Dagli Archivi dell'antico R. Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Noble, magnifico, y amado consejero nuestro. Don Estevan Manca truxo el syndicato del brazo militar, del

Cano de Sasser desse reyno, cuya copia va cõ este; el qual se hà reconocido, y aduertido, que conforme al capitulo de Cortes del año 1452 no se podia hazer, sino en essa ciudad de Caller, por ser el brazo militar de aquel Cabo, y esse todo vno. Y ansi os encargo, y mando, me auiessi luego, porque causa haueys dado lugar à nouedad semejante, y que se le otorgasse, y diese dicho syndicato per solo el brazo militar de aquel Cauo de Sasser: porque enèdido, pueda mandar, lo que mas à mi seruicio conuenga.

Datum en Lerma à ocho de mayo de 1610.

Yo el Rey.

Vidit D. Didaens Clauero vicecancell.

VI.

Il Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré duca di Gandia chiese per vari motivi la estensione del diritto, che ciascun membro degli Stamenti avea di rappresentare per procura i membri assenti e di votare per essi; ma la domanda non fu accordata, e fu invece confermata la disposizione contenuta nel capitolo XXI degli atti del Parlamento già celebrato sotto la presidenza del viceré conte di Elda, in virtù della quale nessun membro degli Stamenti (militare, ecclesiastico e reale) componenti il Parlamento potesse mai avere diritto fuorchè a quattro voti, cioè al proprio ed a tre altri per procura.

(1614. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Carlo Borghia, duca di Gandia, cap. III, fol. 6.

Item per quant en lo capítol 21 del Parlament celebrat per lo illustrissim señor D. Iuan Coloma, se hà estatuit, y ordenat, que ningú dels staments puga tenir en Parlaments, y Corts, mes de tres, fins en quatre vots, en virtut de les procures, vel alias, lo que, segons la experiencia hà demostrat, hà redundat, y redunda en notable dafiy, y periudicij dels absents, que per la notoria incommoditat, y gastos no poden acudir tots personalment, y assistir tot lo temps del dit Parlament, ni acendirne també tals, que puguin ocupar tots sos vots, y axi molts poden dexar de acudir al seruey de sa magestat, y à supplicar lo be, y profit del regne. Que perço supplica dit Stament, que puix son conuocats, y citats los cauallers per ells, ò sos procuradors, se sueruesca V. E. ampliar dit capítol, que qualsueuol cavaller, puga tenir tots los vots, y procures li serà dadas, y encomanadas, com abans de la susdita decretacio se acostumaua, per mes seruey de sa magestat.

Que axi com per capítol de cort podian los militars tenir quatre vots, compres lo propri, en lo votar, axi en Parlaments, com en altres justes del dit Stament, atesa la incommoditat, que molts de dits militars tenen moltes voltes, axi de poder acudir en conuocacions de

Parlaments, com tambe en altres congregacions, y justes del Stament, lis concedeix sa excellencia, que cada militar puga tenir de assi auant set vots, goes sia per altres militars, y lo vol propri, que son set.

Sabater notarius.

Plau a sa Magestat, ques guarde lo dispost en lo Parlament celebrat per Don Iuan Coloma en lo capitol mencionat en la peticio, y decretacio, go es que ningu puga tenir mes de quatre vots en los Parlaments, y altres juntas, copres lo seu.

Roig vicecancellarius.

VII.

Epistola reale diretta dal re don Filippo III al duca di Gandia vicerè di Sardegna, con cui gli prescrive, che sia puntualmente osservata l'antica forma per l'ammissione di coloro, che vi abbiano diritto, alle Cortes, o Parlamento sardo; e che gli abilitatori esaminino anzitutto i titoli e le prove, sulle quali un tal diritto si fonda, e se dalle medesime risulti, che i pretendenti a far parte delle Cortes siano persone appartenenti all'ordine equestre (generosos).

(1615. — 2 maggio).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè don Giovanni Vivas, fol. 467. - ivi inserta.

Quanto à las habilitaciones que se hazen en los Parlamentos de los generosos, porque tiene algun inconveniente la forma della, se hà de preuenir, que los habilitadores han de admitir, ò repellar assi los generosos, como qualquier otras personas, que pretendieren tener titulo para concurrir en el dicho parlamento, conforme las prueuas, que dieren, sin remitir esto à mi; ni à mi consejo, aduertiendo, que si por alguna consideracion, les pareciere hazer tal remission, sea no admitiendo entre tanto, al que quisiere concurrir en el Parlamento, hasta que aca se declarará, y esta orden hareys, que se registre en el libro de cartas acordadas, que teneis en essa audiècia, y en el principio del original processo del Parlamento, que haueis celebrado, y en todas las demas partes, que pareciere conuenir, porque ilegado el otro Parlamento haya noticia desta mi voluntad, y resolucion.

Aranjuez, el 2 de mayo 1615.

Yo el Rey.

VIII.

Il re Don Filippo III scrive al duca di Gandia vicerè di Sardegna, affinché s'impediscono riunioni separate dai feudatarii e nobili del CAPO di Sassari sotto forma di STAMENTO MILITARE, poiché questo Stamento è un solo composto di tutti i feudatarii e nobili dell'isola (del reyno), e non può dividersi in due CAPI (Cagliari e Sassari), e laddove su di ciò si muova questione, gli ordina che nulla

s'innovi finché non intervenga decisione della Reale Udiencia.

(1615. — 2 maggio).

Dall'antico Archivio di Governo (*Libro Gubernati*) nell'ufficio della viceleggia di Sardegna, fol. 78.

Tendroy muy particular memoria al Abogado patrimonial, que haja instancia en essa Real Audiencia, paraque se mande à los del Caño de Sasser, que no se junten en forma de Estamento militar; porque este es solo vn cuerpo, y na se puede dividir en dos cabeças; procurando con muchas veras, que aunque se les muera pleyto, se prouea en essa Audiencia, nihil innovetur. Pues yo tengo fundada mi intencion en prohibir se meantes ayuntamentos; y tanto mas teniendo dada forma per capitulos de Corte de los casos, y en lugar, y forma, que se puden juntar los del Estamento militar desse reyno.

IX.

Ordinazione regia del re Don Filippo III, con cui si rinnovano gli avvertimenti già dati a suo real nome fin dal 1612, affinché non si continuasse nell'abuso di creare dei coadiutori alle dignità e alle prebende dei Capitoli delle chiese cattedrali di Sardegna, previa approvazione pontificia, e senza partecipazione sovrana, poiché da ciò ne derivavano molti inconvenienti, fra i quali quello di popolare detti Capitoli di persone ignoranti, oltre la lesione dei diritti regii.

(1619. — 29 giugno).

Dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Amados nuestros. El año 1612, os aduerti, y à los demas Cabildos de las Iglésias desse reyno, los inconvenientes, que resultan de las coadiutorias, que se conceden para las Dignidades, y otras Prebendas de las iglesias del, y por continuarse toda via este dafio, y entenderse, que la causa de darse y passarse tantas, nace de las approbaciones de los Prelados, y Cabildos, escriuiendo à Su Santidad an fauor de los para quien se piden, con que se implen las iglesias de personas ignorantes, y sin las demas partes, y calidades, que se requieren, he querido de nuevo encargaros, como tambien he mandado escriuirlo à vuestro Prelado, y à los demas Prelados, y Cabildos dessa provincia, que de acqi adelante escuseys de dar semejales cartas, y procureys por vuestra parte impedir las dichas coajuborias, auisadome lo quando tuvierdes noticia, que se tracta della, paraque tambien por aca se hagan las preuenciones necesarias, que ademas, que en esto cumplireis con vuestra obligacion, y con lo que conuiene al seruicio de Dios, y beneficio de la Iglesia, i culto diuino, recibirè yo en ello muy particular contentamiento. Datum en Lisboa à 29 de junio 1619.

Yo el Rey.

Villanueva secretar.

X.

Ordinazione regia del re Don Filippo III, con cui si proibisce in modo assoluto ai presidenti, viceré, luogotenenti e capitani generali di Sardegna, ai reggenti della reale cancelleria, e a qualunque altro ufficiale regio, di accordare guidatici, e salvo-condotti agli schiavi, Mori e Turchi, che si trovano, e si trovasse nell'isola, poichè costoro si prelevano spesso di tali guidatici e salvo-condotti, onde dare degli avvisi agli infedeli (barbareschi), i quali così avevano più facile il mezzo di fare degli sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda degli isolani, e dei loro avari.

(1621. — 27 febbraio).

Dall'antico Archivio del regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Nobles, magníficos, y amados cōsejeros nuestros. Tengo entendido los inconvenientes, y daños grandes, de cautiverios, robos, desgracias, y muertes, que se siguen de los saluos conductos, que hasta agora se han concedido, y conceden à los esclavos, Moros, y Turcos, que se rescatan en esse reyno, y se buelen à su tierra, porque como ladrones de casa, y gente, que saue los passos del, dan auisos, y traças à los infieles para la desembarcacion, à los malféficos sobredichos, y por ser este daño tan evidente, como digno de remedio, os encargo, y mando, que de aqui adelante, ni vos el presidente, ni mis lugartenientes, y capitanes generales, ni los demas, que os succedieren en el gouerno, ni vos el regente, ni otro oficial real alguno, que agora soys, y seran de qui adelante, en todo esse reyno, los pueda, y permita conceder, so pena, que como à cosa tan perjudicial à mi seruicio, y en tan grande daño de los naturales del, seran castigados rigurosamente, y se les hará cargo dello, y paraque conste à todos en general, y particular de mi real audiencia, paraque se observe inuiolablement, y me auiseis de como assi se hanire cumplido, toda duda, consulta, y dificultad, y otro qualquier impedimento cessante.

Datum en Madrid à 27 de bebrero 1621 (1).

Yo el Rey.

- V. Don Didacus Clauero vicecancell.
- V. Monter regens.
- V. Don Monfratras de Guardiola.
- V. Don Josephus Bañatos regens.

Don Franc. de Gasol
protonotarius.

(1) Le incursioni dei barbareschi in Sardegna durarono fino a quasi tutto il secolo decimosettimo. Furono frequentissime e devastatrici nel secolo precedente. Allorchè l'imperatore Carlo V nel 1535 espugnò Tunisi, gli schiavi cristiani, nativi di Sardegna, che colà si trovavano, e furono liberati, sommarono a 1119, cioè 644 maschi, e 475 femmine.

XI.

Ordinazione regia del re Don Filippo IV, con cui si provvede al modo più sicuro di custodire la cassa del tesoro regio in Sardegna, e si danno ancora alcune disposizioni riguardo ai permessi di estrarre frumento dall'isola (sacas), dei quali talvolta i viceré abusavano, concedendoli arbitrariamente a persone loro benevise, a danno degli agricoltori, i quali anzi doveano prelativamente conseguirli.

(1622. — 14 luglio).

Dall'antico Archivio del R. Patrimonio di Sardegna,
Lib. del Razion.

Nos Philippus, etc. Aunque los serenissimos reyes nuestros predecessores, de gloriosa memoria, con sus reales pragmatikas, y ordenes, assi generales, como particulares, preuinieron conforme la ocurrencia de los tiempos quanto parecio necesario para la conseruacion y aumento de nuestro real patrimonio, beneficio comun, y particular del dicho reyno de Cerdeña, toda via la experiencia ha mostrado, y muestra, que conuiene añadir a ellas, para que cessen los frandes, daños, y menoscabo que padece nuestra real hacienda; assi por esto, como por no auerse obseruado su disposicion, y executado lo dispuesto en ellas por nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gouernadores, y demas ministros, y oficiales a quien toca, con el cuydado q̄ conuenia; y assi han crecido en tanto grado, que auiedo disposicion en aquel reyno para el acrecentamiento del real patrimonio, està el dia de oy tan menoscabado como se sabe. Desseando proueer, quanto sea possible, de remedio necesario, para conseguir los fines porque se hazen las pragmatikas, y estatutos, procediendo primero maduro acuerdo, y deliberacion de nuestro sacro supremo real Consejo, que cabe nos reside, auemos mandado ordenar y estatuyr la pragmatica sancion del tenor siguiente. Primeramente ordenamos, que de aqui adelante el procurador real, el maestro racional, y regente la real chancilleria del dicho reyno, a cuyo cargo està el tener las tres llaves de la real arca; ni ninguno dellos, por ningún titulo, causa, ni raxon puedan del dinero que huuiere entrado, ò entrare en ella, bistraer cãtidad alguna a ministro, ò oficial nuestro de los que aora son, y por tiẽpo fueren, aunque sea nuestro lugarteniente y capitan general, por lo que tuuieren consignado, e situado de sus salarios, rentas, y ayudas, de costa, en dicha tesoreria, ò arca de tres llaves; so pena que si se hiziere lo contrario, ayan de restituyrlo, y a mas desto, pagar el quatro tanto a nuestra regia corte, por todas las vezes que lo huuieren adelantado. Item por quanto estando como està establecido desde que se fundò la dicha real arca de tres llaves, que las tengã los dichos procurador real, maestro racional, y regente la tesoreria, y q̄ sino fuere cõ interuenciõ de los tres juntos, no se pueda poner en ella, sacar, ni pagar cantidad alguna; y se ha entendido que no se guarda, ni entra el dinero efectivo, sino papeles, para preuenir los daños que desto se siguen, que son muy grandes, estatuyamos, ordenamos, y mandamos

q̄ de aqui adelante ayan de tener y tengan cadavno de los dichos procurador real, maestre racional, y regente la tesoreria su llave, y hallarse presentes, assi en recibir, como en pagar, procurando que se cobre en dinero efectivo, y no en papeles, mandatos, libranças, ni otros recaudos; so pena que qualesquier pagas, y cobranças que de otra manera se hizieren, sean nulas, y el tesoro incurrá en pena del quatrotanto, a mas de las penas que por pramaticas estuviere impuestas; y en la misma qualquier dellos, si puesto el dinero en la dicha arca se sacare sin intervencion de todos tres, excepto en caso de enfermedad, ò ausencia, porque entonces puede fiar el que dellos estuviere ausente, ò impedido su llave al teniente en su oficio, ò a quien en su lugar le sirviere, a riesgo suyo. Pero jamas ha de auer en poder de ninguno de los dichos procurador real, maestre racional, y regente la tesoreria dos de las dichas llaves juntas. Y si lo contrario hizieren, incurran en pena de suspension de paga de sus salarios, los quales no se les puedan pagar de alli adelante sin orden particular nuestro.

Item por quanto por nuestros reales pramaticas, y capitulos de corte de aquel reyno esta ordenado que los labradores tengan libertad de vender, a los precios que pudieren, la parte, y porcion de trigo de su cosecha, que conforme lo dispuesto en dichas pramaticas les toca y tienen licencia de sacar del reyno, y se les reparte, pagando un real tan solamente de los derechos, por cada estavel de trigo que sacan; y no obstante esto, nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gobernadores, ya que no les prohiben esto, limitan las licencias de sacas, a que no las puedan hazer sino personas que tienen señaladas, con que se quita la ganancia y comodidad a los dichos labradores, el prouecho que podian tener de su trigo, y saca, y la libertad para poder auentajar su partido; Estatuyimos, y ordenamos, que de aqui adelante en cadavno año, todas las sacas que se concedieren de labradores, a mas de poder vender cada vno dellos el trigo, y la saca que les fuere repartida, a quic quisieren, y por el precio, que pudieren concertar, pueda tambien el que la comprare, de qualquier estado, calidad, y condicion que sea, extraer la suma, ò sumas de estareles de tigo que assi huviere comprado y sacarlas en poca, ò en mucha cantidad que sea, por el puerto, ò puertos donde huviere embarcaciō y estan señalados, y señalaren para ella, y mas comodas y a mano les vinieren, sin estoruo, ni contradicciō alguna; haviendo empero procedido en razon desto las solemnidades, y diligencias que las reales pramaticas sobre el arbitrio frumentario disponen, en lo que no fueren contrarias a esta, sin que puedan nuestros lugartenientes, y capitanes generales, presidentes, y gobernadores, ni otro oficial alguno apremiarlos a que ayan de acudir a concertarse cō la persona, ò personas que huviere comprado las licēcias de las demas sacas; antes bien queremos, que sin dilacion alguna se les entreguē los recaudos necesarios para las dichas extracciones, so las penas a nuestro arbitrio reseruadas; guardandose en lo demas las pramaticas, y ordenes, en quanto no fueren contrarias a esta. Queremos assimismo y mandamos, para q̄ llegue a noticia de todos, que no se pueda alegar, ni pretender

ignorancia, que la presente nuestra real pramatica sancion se publique en la forma acostumbrada en nuestra ciudad de Caller, y en las demas ciudades, y otras partes del dicho nuestro reyno, adonde semejantes pramaticas se suelen y deuen publicar; y que lo mismo se haga cada año, y se no se auisse de su efeto en la forma que se ordena en otras pramaticas. Y mandamos a qualesquier oficiales nuestros, mayores, y menores en el nuestro dicho reyno de Cerdeña constituydos, y constituyderos, y a sus lugartenientes, y subrogados, y a qualesquier otras personas de qualesquier estado, grado, y condicion que sean, que la presente nuestra real pramatica sancion, y todo lo en ella contenido, durante nuestro real beneficio, tengan, guarden, y obseruen, tener, guardar, y obseruar 'hagan inuiolablemente, y a ella no contrauengan, ni permitan que sea contrauenido en manera alguna, si nuestra gracia les es cara, y en nuestra ira è indignacion deseean no incurrir. En testimonio de lo qual mandamos despachar las presentes, con nuestro sello real comun en lo dorso selladas. Dat en la nuestra villa de Madrid, a onze dias del mes de julio, año del nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil y seysientos y veynte y dos. Yo el Rey.

Dominus rex mandauit mihi Don Nicolao Mensa. Visa per don Andream Roig vicecancell. comit. the. generalem. D. Salvatore Fontanel. Perez Manriquez. D. Franciscum de Castelui. Et Calba de Vallseca regēles. Cancell. Et me procon. generali.

XII.

Il re Don Filippo IV ordina al cicerò di Sardegna il ristabilimento delle Compagnie di cavalli leggeri, stipendiate dai feudatari dell'isola, per guardar la costa dai barbareschi.

(1623. — 19 settembre).

Dall'antico Archivio della viceregia di Sardegna.

El Rey.

Spectable don Iuan Vinas mi lugarteniente y capitan general. He entendido que los titulos y barones de esse reyno feudatarios pagan por sus feudos a los señores reyes mis progenitores el sueldo para ochenta y quatro cauallos que acudian a la seguridad de essa costa quatro meses del verano porque entonces no nauegauan los cōsarios en inuierno, y porque despues el peligro era todo el año, el virrey don Miguel de Moncada con orden del rey mi señor mi aguelo, que aya gloria, y voluntad de los feudatarios, a quienes no se les crecio gasto ninguno, los reduxo a veinte y vno, o veinte y cinco cauallos con vn cabo, y estos los sustentauan todo el año con lo mismo que antes sustentaua ochenta, y quatro los dichos quatro meses del verano. De que resultó mucho prouecho por el temor q̄ causaua a los moros ver siēpre q̄ nauegauan essa costa, cauallos que la corrian y assegurauan, entreteniendolos mientras acudian

los de las encontradas en gran numero, hasta que en tiempo del conde de Elda, que tambien fue mi virrey en esse reyno, se mandò que del dinero con que se sustentaua la dicha compañía de cauallos se desse a la guarda de alabarderos del Virrey, como se hizo; y por auer mostrado la experiencia la falta que haze, y lo que conuiene al bien desse reyno, que buelua al ser que tenia antes de los veinte y vno, o veinte y cinco cauallos con vn cabo que la gouierne, persona de las partes que se require, para que siruan todo el año, y paguen el sueldo della los feudatarios desto reyno, como solian hazerlo, y se reformen los doze alabarderos que se añadieron a la dicha guarda del virrey, os encargo y mando deis leseo orden para que esto se cumpla assi puntualmente, pues los doze alabarderos que se pagan de mi real caxa bastaran para la guarda de mis virreyes en esse reyno, como se solia por lo passado, y el boluer a reformar, y establecer la compañía de cauallos, trae tanta conuenencia de mi seruicio, y bien deste reyno, en que estais tan interessado gouernandole, que me prometo de vuestra prouidencia y zelo, con que me seruis, que junto con el recibo desta me auisareis auerlo puesto en execucion. Dat en Madrid a 19 de setiembre 1623.

Yo el Rey.

Femat secretario.

XIII.

Lo STAMENTO MILITARE del Parlamento (Cortes) di Sardegna fa istanza ed ottiene che gli atti tutti dei Parlamenti passati, i quali non erano stati impressi, s'imprimerò e si stampassero in conformità al decreto regio, che sul proposito si era già ottenuto nel 1614, dietro petizione somigliante fatta dallo stesso STAMENTO, e risoluzione analoga presa col capitolo 14° degli atti parlamentari, sotto la presidenza del viceré duca di Gandia.

(1624. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré Don Giovanni Vivas di Canamas, cap. xvi, fol. 20.

Item per quant en los parlaments passats, y en particular en lo celebrat per lo illustrissim duch de Gandia, hi son molts capit. decretats per lo bon gouern del presēt regne, q̄ ne seguiria notable utilitat, si aqls se guardassen, y obseruassen, y se dexà per no tenir noticia della, y perq̄ poch aprofità fer ills, si aquellas no se guardan, y posan en deguda execucio. Perço supplica lo dit Stament se seruesca V. E. prouehir y decretar, que tots los capitols del parlaments passats, que no son estats imprimits, y los que en lo present se decretà, se haja de imprimir, in execucio del decretat per sa magestat, en lo capitol 14° dels presents en lo parlament dell'excel·lentiss. duc de Gandia, en vint, y sis de abril, mil siscentos quatorze, pagantse vna quantitat ben vista del ripartiment, que se sol fer, à tal no sia à gastos dels regnicols, en los quals se han de repartir, que ia contribuexen en altres coses, del seruey de sa Magestat.

Queus fassa come se supplica.

Sabater not. et secretarius.

Plau a sa magestat, que se imprimescan, ab que ans, de ferse, los regonegan los aduocals fiscal, y patrimonial, y lo firmen, peraque se imprimescan fielment.

XIV.

Il re Don Filippo IV ordina al viceré di Sardegna che non permetta l'eseguimento nell'isola di veruna bolla pontificia di collazione di arcivescovi, vescovi, prelati e prebende di patronato regio, se prima non sia stata esaminata dalla reale udiencia, onde riconoscere se la collazione sia o no conforme alla fatta presentazione e non leda in alcuna parte i dritti regii.

(1624. — 5 novembre).

Dall'antico Archivio del Magistralo della reale udiencia di Sardegna.

El Rey.

Spectable Don Juan Vivas, mi lugartiniente, y capitan general, nob. magnificos, y amados consejeros. Por los inconuenientes, que pueden resultar, de que se executen bullas de arçobispos, obispos, y otras prēbendas ecclesiasticas de mi patronasgo real en esse reyno, sin que primero sean examinadas, y vistas por mis ministros, he resuelto, que de aqui adelante todas las que Su Santidad concediere en virtud de mis presentaciones se vean, y examinen en essa mi real audiencia, con asistencia de mi abogado fiscal, para que no se executen, sino fueren despachadas en cōformidad de mis presentaciones, y en fauor de la conseruacion de mis derechos reales, y estandolo en la forma, que conuiene, se entregaran al prouehido, paraque en virtud della, tome la posesion de su dignidad, ò prebenda, y hareis, que esta carta se registre en el libro de acuerdo dessa mi real audiencia; paraque en lo adelante haya noticia della, y se execute puntualmente. Datum en Madrid à 5 de nouiembre 1624.

Yo el Rey.

- V. Comes thesaurar.
- V. Don Saluador Fontanet regens.
- V. Villar regens.
- V. Don Franciscus de Castelui regens.
- V. Calba de Valseca regēs.
- V. Don Luys Blasco.
- V. B. Nauarro de Anyota regens.

Femat secretarius.

XV.

Lo STAMENTO MILITARE delle CORTI SARDE nel Parlamento, celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré marchese di Bayona, fa istanza al Sovrano, affinché per mezzo del suo ambasciatore in Roma ottenga da Sua Santità la proibizione formale, sotto pena delle censure comminate dalla bolla In Coena Domini, di estrarre dall'isola corpi, e reliquie di santi, dei quali si era fatta in quel correr di tempi abbondante scoperta.

(1631. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del viceré Don Girolamo Pimentel marchese di Vayona, e poi di Don Gaspare Prieto, presidente del regno, cap. III, fol. 3.

Item representa a V. S. illustriss. que desde lo año 1614 à esta part nostre señor es estat seruit reuelar, y descubrir molts cossos sants, tant en esta ciutat de Callar, com en altres ciutats, y llochs del regne, y de cada die sen troba molts insignes, axi dels que fan mencio los martirologis, y histories, que tratan dels sants antichs, com de altres, y com sia, que vent tant gran thesor, y la occasio molt facil de hauer totes las reliquias, y cossos enters, que volen, hà succehit, y suceheix, que los que governan en lo dit regne, y son en ell personas poderosas (com Gibe altras personas en oras cautas amagadament) han tret en tots estos anys grandissim numero de cossos sants, y embarcats aquells fora del regne, à diuersas parts del mon, llueant la grandiosa memoria de dits sants, que era en lo regne, la qual segons catholicament se creu es estat per misericordia diuina ab llur santa intercessio, liberat de molts infortunis de peste, y altres mals, que per nostres pecats podia nostre Señor enuiarnos, y no sia cosa justa, que tan grà be, de que goza mes de mil anys dit regne, lo perda per esta via, en la qual tambe ab lo modo de treure ditas reliquias, demagadament se fan algunas indecencies, y irruerencies, anant en particular los cossos enters, y reliquias insignes, per mans de cada sort de personas, que ab sas mañias, no poden alcançar, al que no se podrà dar remei, per molt, que los prelats lo agian procurat remediar, sino per la via infrascrita; supplica perço lo dit estament a V. S. illustriss. mane à supplicar à sa magestad, que ordene à son embaxador en Roma, procure de Sa Santedat obtenir vna prohibicio ab grauissimas penas, y censuras, en la forma de la bulla in Coena Domini, reseruada la absolucio immediatament à la prefata Santedat, vedant, que ninguna persona de qualsevol estat, grau, condicio, o estament per mes exempla, que aliàs sia, y aliàs, que no obstant aquells no puga extraure fora del reñe per si, ni per tercera persona, ni tenir en su casa ningun cos sants, enter, ni reliquias insinies de aquell, sino fos algun tros de reliquia condecant, par sa deuocio, ni treure, ni fer treure de propria auctoritat reliquias, sens expressa llicencia per scrits, obtesa de Sa Santedat, y cõsentiment dels estaments, perque dexa manera resten (com est just) en lo dit regna, pera poterlos venerar, y gozar tan gran thesor, no entenenes caures en ditas censuras los prelats, cascu en sa diocesi, que treuran de dits cossos sants, à efecte de exposarlos à publica adoracio dels fiels christians en santuaris, o oratoris per ago dedicats. Supplicat en a ago molt humilment tota la breuetat possible.

Que per fer cosa justa, que no se traga cossos sants de las sepulturas, ni aquells fora del reñe, pera de auat, ni tenir reliquias insinies en sus casas sens llicencia del ordinari. Que lo suppliquen à sa magestad, en la mateixa forma, perque lo represente a Sa Santedat, que de altra manera se seguirà grans scrupols, è inconuenientes per les que se son trotes per lo passat.

Monferratus Vaca secret.

Su magestad darà orden a su embaxador, que lo supplique a Su Santedat.

Episcopus Praeses.

XVI.

Gli STAMENTI sardi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del viceré marchese di Bayona fanno istanza, affinché gli arcivescovati, vescovati, abazie, prelature, e altre dignità ecclesiastiche dell'isola siano conferite ai Sardi, non a forastieri, essendovi molte persone native del paese, insinigi per pietà e per dottrina, le quali potrebbero, e dovrebbero preferibilmente occuparle.

(1631. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del viceré Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi di Don Gaspare Prieto, presidente del regno, cap. vi, fol. 7, pag. 2.

Item per quant en lo present regne hi hà subjets de molts lltreas, y christiandad, benemerits, y dignos de ocupar las dignitats ecclesiasticas de las prelaturas; supplican per tant à V. E. los dits staments, placia per acte de cort decretar, que de assi auant, las dignitats, y prelaturas del present regne, axi de bisbats, com de archibisbats, abadias, y altras dignitats ecclesiasticas, que vacaran, se hagian de provehir en naturals del present regne, y no sià dadas à forasters, no comprensentes en aco los prelats foraster, que actualment son en lo present regne.

Que la fidelitat del regne, copios numero de subjets benemerits, que en aquell hi ha, mereix esta merced de sa Magestad, aqui lo han de suplicar.

Vaca secretarius etc.

Sa Magestad mandarà tomar acuerdo de lo que mas cõuenga a su real seruicio, honrra, y beneficio del reyno, y lo que entonces se ordenare, es su voluntad que tenga tanta fuerça, como si en este capitulo fuesse decretado.

XVII.

Il Parlamento sardo celebrato sotto la presidenza del viceré marchese di Bayona rinnova le sue istanze, affinché sian stampati e fatti di pubblica ragione gli atti tutti dei Parlamenti passati non ancora impressi, in conformità alla deliberazione presa dagli STAMENTI nel Parlamento celebrato nel 1614 sotto il viceré duca di Gandia.

(1631. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza, prima del viceré Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi del presidente Don Gaspare Prieto, cap. vii, fol. 4, p. 2.

Item per quant aprofitia poch, y no res, ser ileys, y estatuir, è ordenar coses, que conuenen al seruey de sa magestad, y bon goern del dit regne, com axi be honrra, y lustre de aquell, y de dit estament, si a quelli no se

han de observar, y tenirne per tal effecte la deguda noticia. Perço, supplica dit estament, que lo capitol quatorze dels decretats en lo parlament celebrat per lo excellentissim duch de Gandia, à 26 de abril 1614, en que se ordena, que tots los capitols de cort, tant de aquel parlament, com de altres antecedents, que no estan estampats, se imprimescan, pagantse la quantitat necessaria del repartiment se sol fer, à tal no sia de gasto dels regniols, mane V. S. I. prouehir, y decretar se execute, y se imprimescan, tant los dits capitols, com los del present parlament, prouehint, que dels primers diners, que se repartiran, sia dada la quantitat per dit effecte conuenient, à tal ab dilacio, no se dexa de fer cosa tant necessaria.

Ques fassa com se supplica, encarregantlo, als reparatidors.

Està bien decretado por el presidente.

Episcopus praeses.

XXIII.

Lo STAMENTO MILITARE del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del vicerè, marchese di Bayona, fa istanza ed ottiene che nessun nobile e feudatario della monarchia aragonese, il quale non sia nato nell'isola, faccia parte dello STAMENTO militare di Sardegna, nell'istesso modo che i nobili e feudatarii sardi non erano ammessi nelle corti di Valenza e di Barcellona.

(1631. —).

Dagli atti del Parlamento celebrato in Sardegna, prima sotto la presidenza del vicerè Don Girolamo Pimentel, marchese di Vayona, e poi, essendo presidente del regno, Don Gaspare Prieto, vescovo di Alghero, cap. LXV, fol. 36, pag. 2.

Item per quant en ninguna part de la corona de Arago, en las juntas, q̄ fan en son estament militar, tāt en temps de cortis com en altràs occasions, jamay admeten à ningun titol, ni caualier de aquest regne, ni de altre estranger, per molt principal que sia, segons lo feren en Valencia ab lo quondam Don Philip de Cernuello, y en Barcelona ab lo illustre D. Jayme de Castelui marques de Laconi caualiers molt calificats, y que descendexen della mateixa, y no es be q̄ sian los del present regne de menor condicio, essent caualiers tants benemerits, y hauenit de tant calificadas casas, com es notori, als quals en no admetrelos en dita corona en exas occasions se lis fa agrau; Supplican los dits estaments à V. S. I. mane decretar, que de vuy en auant, no pugan ser habilitats, y admesos ninguns forasters, à be que sian de dita corona, en las jutas de dit estament, ni en ellas tingan vot algu.

Ques fassa com se supplica.

Vaca secretarius.

Esta bien decretado por el president.

Episcopus praeses.

II
APPENDICE
AI DIPLOMI E CARTE
DEI SECOLI XV. XVI. E XVII.

II APPENDICE

AI DIPLOMI E CARTE DEI SECOLI XV. XVI. E XVII.

SECOLO XV.

I.

Il re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) nel Parlamento (CORTES) da lui personalmente convocato nell'isola, a petizione dello Stamento (Brazo) militare, nell'accettare il donativo di tredicimila seicento ducati offertogli dallo Stamento medesimo, promette solennemente l'osservanza perpetua dei Capitoli di corte (leggi, decreti e risoluzioni prese e votate dai tre Brazos nelle Cortes), di giurarlo come lo giurò di presente egli stesso, e di doversi prestare lo stesso giuramento da tutti i reali suoi successori nella corona e regno di Sardegna.

(1421. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xxx, fol. 31.

Item los misaltgers demunt diis supliquen a vostra magestat que sia de vostra mercè provehir, que de tots los presents capitols, e cascun dells, sia fet privilegi perpetu al dit regne, barons, e particulars, ab aquelles solenitats e clausules ques pertany, y corroborats ab vostre iurament, lo qual de present vostra magestat prestarà a los diis misaltgers en nom e per part dels diis barons, herotats, e per profit, e per utilitat, e benavenir de tot lo regne, prometen donar en Caller deu millia ducats corrents, a rabo de deu gillats, o quaranta sous de moneda de Caller per ducat, ab los cambis, que sumen en tot treze millia siscentos ducats, dels quals pagaran en temps de dos mesos, despuia que la lletra de cambi sera presentada, sinch millia doscentos ducats, cantant lo ducat, com demunt dit es, a quaranta sous de la dita moneda de Caller; en lo restant en temps de sis mesos, apres que la lletra de cambi de la restant quantitat sera presentada.

Placet regiae maiestati, et etiam acceptat oblationem sine servitium dictorum decem militum ducatorum, solvendorum in fondis et terminis superius annotatis (1).

(1) Il giuramento che, secondo la solenne stipulazione (patto petteggiato) contenuta nel presente Capitolo di corte, dovea prestarsi

II.

Nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il re Don Alfonso si delibera e si statuisce che tutti i vicere, governatori ed ufficiali regii dell'isola, nell'assumere la loro carica ed ufficio, debbano prestare giuramento di osservare fedelmente i Capitoli di corte votati nelle riunioni generali delle Cortes secondo lo statuto fondamentale del regno.

(1421. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xxx, fol. 30.

Item supliquen los diis misaltgers que sia plasent a vostra celsitud provehir que lo virrey, governador, liechtenin o en qual altre nom sia appellat, cascun altre official qui ara es, o per temps fera, de continet que los presents capitols e privilegijs lis seran presentats haja

da ciascun sovrano nel salire al trono e cingersi della corona di Sardegna, fu sempre prestato da tutti i re di Aragona e di Spagna nell'entrare in possesso di questo regno insulare, a cominciare da don Alfonso V re di Aragona fino a Carlo II re di Spagna. Il solo re don Filippo II non lo prestò, per quanto si raccoglie dalla storia; ed è facile rinvenirne la causa nel carattere eminentemente dispotico di quel sovrano, e nella debolezza delle Cortes sarde di quel tempo. Il nuovo sovrano prestava detto giuramento, o personalmente egli stesso, o per mezzo del viceré di Sardegna da lui specialmente per ciò deputato con apposita CARTA REALE che si depositava negli Atti delle Cortes; e nell'un caso e nell'altro si prestava sempre a presenza di tre deputati speciali dei tre brazos o stamenti (brazos, estamentos) di dette Cortes, e ordinariamente delle prime tre voci (così dette) degli stamenti medesimi, le quali erano: pel militare il marchese Castelvì e Aymerich di Lacoiti *pro tempore*, siccome il più antico dei feudatari sardi; per l'ecclesiastico l'arcivescovo di Cagliari *pro tempore*; e per il reale il sindaco *pro tempore* della stessa città di Cagliari. Passata la Sardegna, in forza del trattato di Londra del 1718, sotto il dominio della reale Casa di Savoia, tutti i sovrani di questa dinastia, da Vittorio Amedeo II fino a Carlo Alberto I, nel salire al trono prestarono lo stesso giuramento; ma nessuno di quei monarchi riallacciò mai al parlamento le Cortes dell'isola, benché in forza appunto del suddetto trattato, e delle solenni stipulazioni internazionali relative, avessero ricevuto questo nuovo regno, e col medesimo il titolo e l'autorità regia, che prima non avevano, con la condizione ed obbligazione esplicita di mantenere inviolati tutti i dritti e privilegi della Sardegna, fra i quali era sostanzialissimo, primo e fondamentale il dritto e privilegio delle Cortes, ossia la rappresentanza politica nazionale che contava l'esistenza di circa quattro secoli, perchè volontariamente e liberamente eredita nel 1355 dal re di Aragona don Pietro IV il Cerimonioso, onde assodare con tal vincolo il suo nuovo e mal fermo potere nell'isola.

prestar sacrament e homenage en poder de vostre procurador real o del veguer de Caller, rebèl aquell en nom de vostra magestat, de observar los presents capitols e privilegis, e si per cas de ventura fos que algun dells en manera alguna no observas, los demunt dits privilegis e altres del dit regne, dels quals fins al present se es placiat, e son observats, que lo dit virrey, governadors o en altre nom, que sien appellats, qui contravindrà, declarat que sia per los jutges ell haver contravengut, se entenga ipso facto esser sospes de son ofici, e durant la dita suspensio, cosa que ell fassa, no valga res. E los qui per vostra magestat seran eligits se haien a congregar en aquel lloch, que vostra magestat deputarà, e summariament haian conxer, a tota requesta de aquell o aquells, quis clamaran de la inobservacio dels dits privilegis: e declarat que haien, que ells hi sien contravinguts, haien a remetre los dites coses a vostra real magestat, que provehesca, e los qui per vostra magestat seran deputats haien a fer sobre las dites coses justicia, sots grosses penes, las quals sien meses en lo present capitol, en la resposta, que vostra señoria farà.

Placet regie maiestati quod vicerex, gubernatores et alii officiales dicti regni, iuramentum et homagium praestant dictas provisiones et privilegia inviolabiliter observare, secundum eorum continentiam et tenorem: verum si aliquis ex predictis officialibus accusatus seu denunciatus fuerit de infractione privilegiorum praedictorum, et aliorum dicto regno hactenus concessorum, scilicet quae in praesentiarum observantur, vult et providet ipsa maiestas, quod vicarius civitatis et Castri Calaris, potestas Sassari, et vicarius Alguerii, et eorum morte seu absentia eorum locumtenentes, sint iudices competentes ad cognoscendum et iudicandum de dictis infractionibus. Et si per eos iudicatum fuerit, dictum viceragem, gubernatores, aut alios officiales, contrafecisse dictis privilegiis; eo casu his ex dictis officialibus, qui contra privilegia fecisse declaratum fuerit, ipso facto suspensus sit, et esse censetur, suo officio donec per regionem maiestatem aliter fuerit provisum. Verum ad evitandas calumniosas accusationes, denunciations et iudicia, vult et decernit ipsa maiestas, quod si iudices ipsi indebite, aut minus iuste super praemissis iudicaverint, ipso facto poenam mille unciarum incurrant; et teneantur ipsi iudices se congregare infra dies quindecim, postquam requisiti fuerint per quemcumque se quaerelantem de ipsa infractione privilegiorum, in civitate Oristani, aut in Barbariis, ubi melius inter se concordare poterint, sub poena privationis officiorum suorum. Pars vero accusans, seu denuncians, si illius bona ad summam duorum millium ducatorum sufficient, sine infrascripta cautione, possit accusationem seu denunciationem suam proseguire. Si autem non sufficient, teneatur antequam iudices ad aliquem actum procedant cautionem duorum millium ducatorum praestare, quos ab omni calumnioso accusatore Curiae nostrae adquiri volumus. Si vero pauper fuerit, et dictam cautionem prestare non poterit, possit ad ipsam maiestatem eo casu recursum habere; quem si vicerex, aut alius officialis indebite impederit, ipso facto talis officialis eum impediens sit suo officio subpensus, hoc addito et declarato, quod si talis accusator postquam in causa recubuerit, non fuerit repertus solvendo, aut fideiussores non fuerint sufficientes, ipsi iudices ad dictam summam teneantur.

III.

Altro Capitolo di corte, votato nel Parlamento in Sardegna sotto il re Don Alfonso, e accettato da quel monarca, con cui fu stabilito che tutti i viceré, luogotenenti, governatori ed ufficiali regi che venissero all'isola per esercitarvi cariche ed uffizi, dovessero prima di assumere tale esercizio, giurare solennemente l'osservanza dei Capitoli di corte già approvati, e degli altri che in appresso si voteranno e si approveranno.

(1424. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XVIII, fol. 36.

Item suppliquen al dit senor, sia de sa mercè provehir e ordenar que los lloctinents generals, virrey e governador del dit regne, que vuy son, dins dos dies apres, que los presents capitols presents als iis seran, e los qui per temps seran, ans que admissos al regiments dels dits officis, sien tinguts de fer e prestar sacrament e homenage en poder del procurador real del dit regne o lloctinent de aquell, o regent lo dit offici, o del veguer de Caller, o del Alguer, o polestat de Sacer, e en virtut de aquell convenir e prometre de tenir e observar los dits capitols, segons las decretacions en la fi de cascun de aquells apostades en escrits.

Placet regie maiestati.

IV.

Il re Don Alfonso V (II di Sardegna) accetta un Capitolo di corte votato in Parlamento, in virtù del quale li tre STAMENTI (Brazos) delle CORTES (Parlamento) SARDE, o per iniziativa presa collettivamente, o per iniziativa ed istanza di uno solo di essi, potessero liberamente congregarsi, in caso di bisogno da essi riconosciuto, discutere, deliberare ed inviare pure ambasciatori al re per gli affari deliberati, senza che mai il viceré od altri ufficiali regi qualunque potessero impedire tale riunione; e lo accetta sotto condizione che la riunione debba sempre tenersi nel castello di Cagliari, con intervento di altro dei governatori del regno, o del procuratore reale.

(1424. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. II, fol. 7.

Item demanen e suppliquen los dits missatgers, atenant que vos señor habitau e estau en terra ferma, la qual es molt distant e illudi del regne de Sardèia e los passatges de la mar son molt incerts, e perço los governadors, e altres officials de Sardèia qui son estats, e ara son, e regexen per vostra molt alta señoria, se extenen un poch mes avant de officials en emprendre coses, les quals moltes vegades menazen un gran scandal en lo dit regne de Sardèia, perque es necessari esser decorat del present privilegi per esser fre als dits officials, en refrenar aquells, hoc encara per alguns casos, e perills de guerres que moven fora del regne, que sera necessari congregacio, hoc encara dins lo regne, se

porrian movre tals coses, quels oficials a vegades miren per ilur barats, e non curen e donen a entendre, que no sera res. Perço es necessari un privilegi perpetual otorgador per vos seŋor e per vostres succedors, que tota hora que be sia o sera vist als tres Braços per alguna cosa, quels paregues necessari al servey de vos seŋor, o de la real corona de Arago, o beu avenir de la cosa publica, ques pugnen congregar, ara per moviment d'un bras o part de bras, ara per moviment de tots ensemps sens incorriment de pena alguna, axi per fer instancies e requestes al oficial en cap, com per fer embatada a vostra seŋoria, en avisar del stament del dit regne, quantes vegades sera necessari e ben vist. E quel tal congregacio vostres virreys, e governadors del dit regne, ni altres oficials, qualsevol que sien, car axi, com experiencia ha mostrat en los temps passats, los oficials son stats causa de la guerra de Sardeŋia, segons es fama publica, e sen veuhen encara alguns actes, e sen tornaren en ilurs terres e murs; los barons e heretats, incoles e pobles en lo dit regne de Sardenyia ne foren tots desfets e destruits. E de aquestes occasions, qui menazen aquestos o semblants perills, avenen sovint en Sardeŋia. E encara que per tots comunament lo dit perill sia vist e dit, se dexa a natura, per que no hi saben ningun remey, e dexten a discrecio del oficial en cap, qui a vegades com dit es sera passionat, y no mirarà gens, sino a la sua voluntat, e de alguns quil pungiaran, perque en votes guises es als libertat de la dita congregacio, car may tal congregacio pot obrar, sino a servey de vos seŋor y utilitat de vostre regne.

Placet regiae maiestati, dummodo dicta congregatio, aut Parlamentum generale, fiat pro servitio suae maiestatis, et beneficio regni intus castrum Calaris, et de die, interveniente semper in dicto Parlamento et congregatione altero ex gubernatoribus in dicto regno, vel procuratore regio.

V.

Il Parlamento sardo propone al re Don Alfonso (che lo accetta sotto certe condizioni) un Capitolo di corte onde ottenere un privilegio perpetuo, in virtù del quale il marchese di Oristano (pro tempore), ed altri due dei più antichi feudatari dell'isola nominati nel capitolo, abbiano, ciascuno individualmente, il diritto di convocare le Corti, in caso di bisogno e per causa d'utilità pubblica, senza previo permesso dei vicerè, governatori od altri ufficiali regi.

(1421. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. III, fol. 8.

Item perço, com se ven per casos ques sdeveuen, seria necessari, quels barons e heretats del dit regne se poguessen congregar ensemps, e haver Parlament per lo servey del dit seŋor, e utilitat de la cosa publica del dit regne, e los oficials uo venen be en tal parlament, que sia de merce del dit seŋor, voler fer per vos e per tots los vostres succedors un privilegi perpetual als barons e heretats del dit regne de Sardeŋia, que lo

magnífich marques de Oristaŋy, e qualsevulla que sia marques de Oristaŋy per avant, e lo comble de Quirra, y lo magnífich mossen Francesch Centelles, dicto Riusecco praesents, e sdevenidors, o lo un dells, ques trobarà en lo regne, pogan congregat per si, o per procuradors los barons e heretats de Sardeŋia, tota hora que ben vist lis farà sia necessari fer la dita congregacio, a ilabor de Deu, servey e profit del dit seŋor, e conservacio del dit regne de Sardeŋia, e utilitat de la cosa publica: e si per ventura en la dita congregacio lo un dels dits congregats fera suspiros per causa que devallas de affets ilurs o de algun dells, o fos indispost, per qualsevol rabo, que hi puga substituir altri perell o que ho fassa l'altre a soles. E si requestis seran per la magior part dels barons, y heretats, que sien forçats de congregarse, y aço haïen a jurar per Nostre Seŋor Deu, y los seus Sants quatre Evangelis, los dits marques, comble de Quirra y mossen Francesch, encontinent que lo dit privilegi sera otorgat per lo dit seŋor, y aquell obtingut, y a ells sera presentat per los heretats de Sardeŋia, o alguna part dells, sens que per virrey o governador, o altres oficials pogau esser empachats, y si ho eren, no sien tenguts servir ilurs manaments, per forts que sien, ni enconregan pena alguna.

Placet regiae maiestati, dum tamen dicta congregatio fiat pro causa publica et servitio ipsius maiestatis, ac universali beneficio dictorum baronum et magnatum regni, et fiat in castro Calaris secundum formam proximae praecedentis cap.

VI.

Domanda presentata dallo Stamento militare delle Corti di Sardegna al re Don Alfonso, e da lui accettata puramente e semplicemente per la libera convocazione e riunione di dette Corti nel castello di Cagliari, in caso di necessità o di utilità pubblica.

(1421. —).

Dagli Atti del Parlamento convocato in Sardegna dal re don Alfonso V (II del regno sardo), cap. II, fol. 25.

Item com sins assi los dits barons e heretats no sien eu fat privilegiats o libertats, ques pugnen en alguna part del regne collegialment cògregar, e porrias seguir (segons per lo passat) que per molts respectes la congregacio de aquells per servicis del dit seŋor e benefici del dit regne seria, no solament expedient, ans encara necessaria: suppliquen per tant al dit seŋor, sia de sa merce otorgar als dits barons e heretats presents, sdevenidors, que com ben vist lis sera per servicis de sa magestat e de sos successors, e benefici de dit regne, e per ordenar embaxadors e altres coses significadores a sa magestad, se pogan iliberament, sens incorriment de alguna pena, collegialment congregat e tenir Parlament general dins lo castell de la ciutat de Caller; de dia empero, e entrevenint en lo dit parlament e congregacio lo governador de Caller, o lo procurador real del dit regne; per los quals en aço los dits heretats o barons no pugnen esser empachats en alguna manera, e que la

dita congregacio e Parlament pugen. esser fets a instancia, e requesta, o del marques de Oristany, o del compte de Quirra, o de mossen de Rinsch, alias Francisco Gilabert de Centelles compte de Oliva, o de qualsevol de llurs successors heretats en lo dit regne, los quals, e qualsevol dels request en virtut del present capitol, sian tinguents prestar sagrament que tota vegada, que por les respectes de sus dits requests seran, faran la dita congregacio, en la qual per qualsevol official ò ministres de la regia cort ne pugen esser empachats: ans qualsevol de aquells inhibicions e manaments en contrari, no obstant, la dita congregacio, com dit es, puga esser feta.

Placet regie maiestati.

VII.

Le Corti sarde inviano messaggieri al re Don Alfonso, onde fargli approvare un Capitolo di corte, ool quale era stato deliberato che non si potesse fare verun processo segreto (de CAMBRA) contro i feudatari, nobili e persone notevoli dell'isola; e il re Don Alfonso lo approva, riservandosi però a tal riguardo la sua diretta autorità regia.

(1424. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xvi, fol. 14.

Item supliquen los dits missatgers, que ningun proces de cambra no puga esser fet contra algun baron o cavaller, ni home de paratge, en nenguna manera, no contrastant qualsevulla dret, qui ho permetes, ni consueus o usos.

Placet regie maiestati quod processus secretus de eius mandato, et non alias, possit fieri ad informationem suae maiestatis, et non ad condemnationem seu executionem.

VIII.

Le Corti di Sardegna fanno approvare di nuovo dal re Don Alfonso un capitolo delle loro deliberazioni parlamentari, in forza del quale non si potrebbe mai istituire processi segreti, e molto meno procedere a condanne ed esecuzioni contro i feudatari, nobili e gentiluomini sardi (membri dello Stamento militare), senza l'espresso ordine regia.

(1424. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. xxviii, fol. 33.

Item supliquen al dit señor, sia de sa merced provehir e ordeuar que proces de cambra contra algun baron, heretat, o cavaller, o gentilhomo del dit regne, no puga esser fet, sino de manament del dit señor, e a sola informacio de sa magestat, e no en condemnacio e execucio alguna.

Placet regie maiestati.

IX.

Lo Stamento militare del Parlamento sardo, convocato sotto il regno di Don Alfonso V, propone un Capitolo di corte, in virtù del quale nessuno dei membri di detto Stamento (feudatari, nobili, cavalieri e gentiluomini), in caso di processi, che importino pena capitale o mutilazione di membro, possa essere condannato dal viceré a qualunque altro ufficiale regio, senza il previo giudizio di un consiglio di pari (prohomens), appartenenti ancor essi al Braccio militare del Parlamento, e che in ogni caso la sentenza non possa eseguirsi fuorché per diretto ordine regio.

(1424. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. vi, fol. 44.

Item supplica lo dit stament, que en los actes de justicia criminal, a mort corporal o mutilacion de membre tocants los particulars del dit stament per lo virrey, governador o lloctinent, nos pugan absoldre ni condemnar, nis pugen pendre, ni manar pendre apostals, sino ab vot dels prohombres del consell del bras militar, o la major part, resomit lo proces, e feta relacio de aquell en la audiencia per lo assessor ab vot de aquell, ab que los prohombres del consell no sien conjuents al delat de afinitat o consanguinitat citra lo tercer grau; emperò per la execucio de la condemnacio, solament sia remes a vos señor, o a vostres successors lo dit delat personalment en temps ab lo proces.

Lo señor rey per bons respectes de present no fa provisio alguna sobre aqueste capitol.

L. Gonzales secretaries.

X.

Capitolo di corte votato nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il regno di Filippo II, e la presidenza del viceré Ximene Perez, in virtù del quale nessun feudatario, nobile, cavaliere, e gentiluomo sardo, facente parte dello Stamento militare, poteva essere torturato, salvo che per crimenlese, sodomia, falsa moneta, ed altri delitti specificamente esclusi dalla corrispondente sanzione regia.

(1484. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. m, fol. 43.

Item supplica lo dit stament sia per vos señor atorgada la gracia fur, e privilegi dels cavallers del regne de Arago sobre los torments; de la qual gracia, fur, o privilegi, se pugan alegrar los heretats del present regne.

Lo señor rey atorga privilegi als nobles, cavallers, e gentilhombres de dit stament que no pugan esser tormentats sino per crimen de lesa magestat, de falsar, o atesorizar moheda, de sodomia, de mort acordada ò per homey fet, o atentat, per metzinas, o de robadors de camins, o de eclesies, o de famosos lladres, o de raptos de dones per força.

XI.

Il Parlamento sardo convocato sotto il regno del re Don Filippo II, e presieduto dal viceré Ximene Perez, propone e vota un Capitolo di corte, che fu approvato ed accettato sotto certe condizioni dal monarca, in virtù del quale nessun sardo potesse mai, per cause civili e criminali, essere distratto dai suoi giudici naturali e tratto ad altri giudici fuori del regno (dell'isola), e che per riguardo ai membri dello Stamento militare vi fosse sempre e vi precedesse il giudizio dei pari, secondo il già deliberato e votato nel capitolo secondo delle Cortes convocate in Sardegna sotto il regno di Don Alfonso V.

(1481. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. vi, fol. 44.

Item supplica lo dit stament, per obviar a malicies de alguns, axi officials reals, com altres particulars, per no molestar los del dit stament, ni qualsevol altre habitador del present regne., que per causa ninguna civil, ni criminal no puga esser tret del present regne, ni per iltres citatories de vos señor, primogenit, è successors; mes per lo virrey, governador, o son lloctinent, o altre official, sots la jurisdicció del qual serà lo delat, sia judicat juxta forma del segon capitol.

Plas al senor rey atorgar lo contengut en aquest capitol, empero ab electio de prohomena, fahedora per lo virrey, o governador, o lloctinent de aquells, o voluntat sua, e no en altra manera.

SECOLO XVI.

I.

CAPITOLO delle antiche Cortes di Sardegna, in virtù del quale fu acconsentito e riconosciuto il dritto dello Stamento militare (Braco dei feudatari e dei nobili) di potersi riunire separatamente per bisogni ed interessi dell'isola, anche senza l'intervento del viceré, luogotenente generale, governatore, procuratore reale o altro ministro regio (1).

(1514. —).

Dagli Atti del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza

dei due viceré Giovanni Duay e Ferdinando Giron de Rebolledo.

Item per concessions y gracies del dit rey don Alphons e per vostra alteza, se pot congregar lo bras militar per los comptes de Oliva, e de Quirra, per syndich o subyndich, no empero sens presencia del governador o procurador real: e moltes voltes esvenè, que per algun

(1) Con questo Capitolo di corte, che fu poi rinnovato in parecchi successivi Parlamenti, o specialmente in quello riunito nel 1519 sotto il regno di don Carlo (poi imperatore Carlo V), non si fece altro che richiamare ad osservanza lo stesso dritto, già sancito dalle Corti celebrate in Sardegna nel 1481, e presiedute in persona dallo stesso re don Alfonso V.

greuge fet per dit governador e altres officials coesta cogregacio, per supplicar e reparar dit greuge, per lo be e repos del dit regne, e la presentia dels dits lloctinent general, e altre official, lassaria e fa alguna impressio, e encara redunda en vergonya, e poca fe del dit stament: pertant ab tola aquella humilitat que pertany supplica lo dit stament à vostra real magestat donar licentia e facultat que tal congregacio à requesta de dits còptes, syndic o subyndic, se puga fer, sens intervècio e presencia del dit lloctinent general, virrey, governador, procurador real, o altre qualsevol official.

II.

Lettera reale di Don Ferdinando il Cattolico, con la quale si ordina al viceré di Sardegna di far pagare alla città di Cagliari l'importo delle somministrazioni fatte alle truppe regie (terzo del regno di Sicilia), e i danni cagionati dalle stesse truppe nel loro passaggio e fermata, così in Cagliari come in Sassari, ed in altri luoghi dell'isola.

(1513. — 20 novembre).

Dagli antichi Archivi della vicereggia di Sardegna, sotto il dominio del re di Spagna.

El Rey.

Ilustre principe primo nuestro, visorrey y capitan general: ya sabeis como despues de la jornada de Argel, por nuestro orden y mandato, fueron a Cerdeña los soldados españoles del tercio desse reyno de Sicilia, donde el presidente don Geronimo de Aragall nos hizo alojar, y proueer de los bastimentos necesarios de pan y vino, carne, y leña, y avida informacion desto, segun las raciones que entre gente de guerra en nuestros exercitos se acostumbra dar, que dizque es una libra de carne, y dos libras de pan à cada soldado, el comissario que en ello entendio no quiere passar en cuenta lo recebido, sino à razon de libra genovesa, que es nueve onzas de Serdeña: haviendoseles dado à razon de doze onzas, en lo qual diz que vernia mucho daño, y perdida à todo el reyno, y especialmente à la ciudad de Caller, ni tampoco diz que han sido hasta agora pagados de cosa alguna de los dichos bastimentos, ni de la leña que por orden del dicho presidente les fue assignada, y tassada, que es chosa de mucha importancia, sobre lo qual el dicho reyno y ciudad a recorrido à nos, suplicandonos que madesmos pagar todo lo que por veridat pareciere haver dado a los dichos soldados, y en lo que toca al peso de sus libras, se tuviesse respecto a como las hà recibido, y no como el dicho comissario las quiere contar, pues el maestre de campo don Alvaro, desde quando la alojado dicha gente en el burgo de Estampaign, nunca diz que les dio menos racion, fino mas de la que se les hauià dado en las otras villas, donde avian estado alojados, y assi mesmo mandassemos satisfacer, y pagar los daños, que han hecho los dichos soldados en las casas donde estavan alojados en el burgo de Estampaign,

que por ser pobres los dueños dellas no pueden remediarlo, como lo hizo el maestro de campo Alonso Vives, el tiempo que estuuo alojado en la ciudad de Sasser con los soldados del tercio de Napoles. E porque al virrey don Antonio de Cardona escrivimos que ell recibia informacion de todo lo sobredicho, y os la embrie, y tambien el dicho maestro de campo, que estará bien informado dello, y por las personas que tuieren cargo de recibir los dichos bastimentos, y victuallas en Sardenia, y de la leña, que gastaron, podreis fer avisada mas particularmente; os encargamos, y mandamos, que visto lo uno, y lo otro, y bié informado dello deis orden, que se pague lo que los dichos soldados gastaron, y los daños que han hecho en las casas del dicho burgo de Estampai, prouehiendo en todo lo sobredicho lo que fuere rago, y justicia, por manera que el dicho reyno de Sardenia no quede con quexa, ni agravio alguno, lo qual se haga con la brevedad posible, que quanto á nos fuere seremos mas servidos dello. Dat. en Barcellona à xx de noviemb. año de mxxiii. Yo el rey. V. Mar. vicencan. V. Costa reg. V. Vaguer R. Horries secret.

III.

Decreto del IUSTITIA de Valenza, col quale è fatta facilità al nobile Salvatore Aymerich di Sardegna, allora dimorante in Valenza, di potersi trasferire e andare a suo piacimento a cavallo, con mula, sella e freno, assieme a tre suoi famigli, per tutto il regno di Castiglia, perché avea giustificato di avere in proprio quattro cavalli di marca, senza di che un'antica reale prammatica proibiva a chicchessia di poter cavalcare in tal modo nel suddetto regno.

(1544. — 27 giugno).

Dall'originale (autografo) posseduto dall'autore del presente CODICE DIPLOMATICO.

Alas III^{as} y muy magníficos señores corregidores alcal-des ya otros qualesquiera juezes lugar de jureddicion exerciendo en los reynos de Castilla constituydos o a los tenientes de aquellos al qual o a los quales las presentes pervendran o presentadas seran de nos Jeronymo Pellegrin Daragon Justitia de la ciudad de Valencia e lo civil salud con augmento de prosperidad y honra. Certificamos a V^{as} S. como en el dia de hoy ha comparecido personalmente delante nos y en nuestra audiençia el magnifico don Salvador Aymerich de presente residente en esta ciudad. El qual de palabra ha dicho y explicado como per causa de la *pragmatica* que nuevamente se ha hecho publicado en los reynos de Castilla no die puede yr a cavallo con mula, con silla, y freno, y sin tener *cavalllo proprio suyo y de marca*. Y por quanto el dicho requiriente tiene necesidad de yr como quiere yr a los dichos reynos de Castilla por sus negocios y intereses, y por descanso de su persona quiere yr a cavallo con mulas, con sillars y freno, y quiere q Joan Sata, y Bernardo Navarro, y Joan Soto sus criados, los quales comen su pan, y beven su vino, que vayan de la mesma manera

a cavallo, con mulas, con sillars, y frenos, pues lo puede muy bien hazer, teniendo como tiene el dicho requiriente quatro *cavalllos suyos proprios y de marca*. Por tanto nos requerio le mandassemos recibir bastante informacion de testigos, a efecto de provar como el dicho requiriente tiene quatro *cavalllos suyos proprios y de marca*, porque con la dicha informacion pueda gozar y aprovecharse de la dicha *pragmatica*. Nos. vista su requesta, peticion y demanda esser conforme a rason, dreycho y justitia, havemos mandado al scrivano deñra corte le recebiessse, como con todo efecto recebio los dichos y desposiciones de los honrados e discretos Benet Joan Boeavida notario publico de la ciudad y reyno de Valencia, y a Joan Yba çabatero, vezinos y moradores desta ciudad de Valencia, testigos producidos, y dados por parte y instancia del dicho magnifico don Salvador Aymerich requiriente. Los quales han jurado a nuestro señor Dios Jesu Xpo, y alas palabras de los sanctos quatro evangelios, de aquellos de sus manos dreychas corporalmente locados, que es verdad quel dicho magnifico don Salvador Aymerich tiene quatro *cavalllos suyos proprios y de marca*. Y porque fe muy entera y cumplida a donde quiera sea dada y atribuida a las cosas sus dichas, havemos mandado al dicho nuestro scrivano le diesse e librasse las presentes firmadas de nra mano, y selladas con el sello ordinario de nuestra corte. Con las quales certificamos a V. S. que los suso dichos testigos son hombres de buena fama, y de bona vida, y de conversacion honesta y buena, y tales que alos dichos y deposiciones de aquellos, en tanto quanto fragilidad humana pueda conoçer, fe muy entera y cumplida se puede, y deve dar, y atribuir. Dat. Valencie, die vicesimo septimo mensis junij, anno a nativitate Domini M.D.XXXII.

Jeroni Pelegri y Daragò
JUSTITIA en lo Reny.

De mandado del dicho magnifico JUSTITIA.

Miguel Marteu escrivano publico.

IV.

Cinque lettere dell'imperatore Carlo V al viceré, allo Stamento militare e al Municipio di Cagliari in Sardegna, nelle quali si tratta del pagamento dovuto ad alcuni comuni e cittadini sardi per le vettovglie somministrate alle soldatesche spagnuole che, dopo la battaglia di Algeri, erano andate all'isola, avevano ivi sbarcato, e vi si erano trattenate, ed esizando del rifacimento dei danni che dette soldatesche, nella loro non breve permanenza, avevano cagionato ai privati.

(1542. — 20 novembre).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio di Sardegna.

El Rey.

Illustre primo, etc. Ya saveys que despues de la jornada de Argel por nuestro orden y mandato fueron a Serdeña los soldados españoles del servicio desse reyne

de Sicilia, donde el presidente don Gerónimo de Aragall los hizo alogar, y proveer de los bastimentos necesarios, de pan, vino, carnes, y leña, y hauida informacion desto segun las razones que en gente de guerra en nuestros exercitos se acostumbra dar, que diz que es vna libra de carne, y dos de pa à cada soldado, el commissario, que ello entiendo, no quiere passar en cuenta lo recebido sino à razon de libra genouesa, que es nueve onzas de Sardenia, hauiendoseles dado à razon de dos onzas, en lo qual diz que venia mucho daño y perdida à todo el reyno, y especialmente à la ciutat de Caller, ni tan poco, diz, que han sido hasta agora pagados de cosa alguna de los dichos bastimentos, ni de la leña que por orden del dicho presidente les fue assignada, y tassada, que es cosa de mucha importancia, sobre lo qual el dicho reyno y ciudad à recorrido à nos supplicandonos, que mandassemos pagar todo lo que por verdad pareciere hauer dado à los dichos soldados; y en lo que toca al exceso de las libras se tuuiesse respecto à como las hã recuido, y no como el dicho commissario las quiere contar, pues el maesse de campo don Aluaro de Sande, quando aloxó la dicha gente en el burgo de Estampache, diz que no les dió menos racion, sino mas de la que se les havia dado en las otras villas donde hauian estado alojados, y assi mismo mandassemos satisfacer, y pagar los daños que han hecho los dichos soldados en las casas donde estauan alojados en el burgo de Estampache, que por ser probes los dueños dellas no podrian remediario, como lo hizo el maesse de campo Alexo Vinas al tiempo que estubo alojado en la ciudad de Sacer con los soldados del reyno de Napoles, è por que al virrey don Antonio de Cardona socorrimos, que el recibia informaciones de todo lo sobredicho, y oela embie, y tambien el dicho maesse de campo, que estará bien informado dello, y por las personas, que tuuieren cargo de recibir los dichos bastimentos y victuallos en Sardenia y de la leña que gastaron podre fer yo auisado, mas particularmente encargamos, y os mandamos, que visto lo vno, y lo otro, y bien informado dello os dexe orde, que se pague lo que los dichos soldados gastaron, y los daños, que hizieron en las casas del dicho burgo de Estampache, proueyendo en todo lo sobredicho lo que fuere de raxon, y justicia de manera, que el dicho reyno de Sardenia non quede con quexa, ni agrauio alguno, lo qual se haga con la brevedad possible, que qualo fuesse feremos dello mas seruidos. Dat. en Barcelona à 20 de noviembre de m.dlii.

Don Carlos por la diuina clemencia emperador de Romanos siempre augusto, rey de España, de las dos Sicilias, de Hierusalem etc.

El Rey,

Amados fieles nuestros. Con las grandes ocupaciones, que se nos han recorrido estos dias passados, assi en las cortes de Monçò, como en lo que toca à la guerra, que el rey de Francia ha querido comenzar embiando poderoso exercito à nuestro conatado de Rosellon sobre la villa de Perpiña, la qual, con la ayuda de nuestro Señor, y nuestro buò socorro, y prouision, que mandamos hazer, se defendio, y los enemigos se boluieron, no hemos

podido en las cosas, que tocan à este reyno, y ciudad hasta agora, como os lo dirà el gouernador don Hieronimo de Aragall, que alla huielo, el qual nos dió vuestras cartas, y memoriales, y sobre ellas hauemos mandado proueherlo que vereys por los despachos, y cartas, que al lugartiniente general don Antonio de Cardona escriuimos, no se hà podido por el presente prouehir otra cosa, sino siempre se ofrecieren en que poder gratificar y hazer mercedes à esta ciudad, pues vemos el cuidado que tiene de lo que à nuestro seruicio toca, el qual es agradeceremos, y rogamos, que siempre lo continueys, como lo hãuies acostumbrado remitiendohos en lo demas al dicho gouernador. Datum en Barcelona à 20 de noviembre de 1542.

El Rey.

Espectable lugartiniente, y capitan general. Por parte de los consellers de la ciudad de Caller nos hà sido presentado vn memorial, por el qual se quexan de algunos daños, que los soldados, y gente de guerra del tercio de Sicilia, que estauan alojados en el burgo de Estampache, hizieron en algunas casas, los quals por ser pobres los dueños dellas no los pueden remediary, supplicandonos mandassemos satisfacerlos los dichos daños, como lo hizo en la ciudad de Sasser Alonso Vinas quando estubo alojado en ella con su gente, y porque acerca desto vos teneis alla mas cumplida informacion, encargamos y os mandamos que luego la recibais, y embieis al virrey de Sicilia, juntamente con lo que toca à lo de las victuallas, para que el de orden como lo vno y lo otro se satisfaga, y pague. Y porque tambien se quexan que algunos mercaderes con color, que vendiendo sus mercadurias à los soldados, han de fer franchos de derechos hasta agora no los han pagado, y dello diz que se sigue à la dicha ciudad mucho daño, y perdida, nos supplicaron mandassemos cõpeller à las tales personas à pagar los dichos derechos, assi de vinos, como de qua lasquier mercadurias, y victuallas, que han vendido à los dichos soldados, pues no ha redundado esto en beneficio, ni utilidad dellos, fino de los mismos mercaderes que vendieron sus mercadurias con mucha gafiacia, lo qual hãuemos acordado remitir à vos, y os mandamos, que bien informado sobre todo prouehais aquello que vierdes que mas couenga, y conforme à justicia se deue hazer, por manera que sin agrauio de partes aquella sea como cõuiene administrada. Assi bien nos ha supplicado que atento la extrema necesidad, que el hospital de San Antonio de la dicha ciudad tiene, le hiziesemos merced, y limosna del nuevo seruicio, que esse reyno ha de hazernos, è en alguna licencia de tratasy para subuencion del dicho hospital de los pobres, que en el se recogen, que dize, que son muchos, y porque no sabemos en que cosas se los podria mas comodamente hazer alguna limosna, os encargamos, y mandamos, que vos lo veays, y mireis las causas, que para ello hay, y por vuestras cartas nos auiseis con vuestro parecer de lo que buenamente se potrà hazer, y tambien sobre lo que toca à las y atento, que la dicha ciudad de Caller dize, que està muy alcançada a causa de que hà gastado los años passados en proueherse de

trigos de Sicilia, y otras partes, vendiendo aquellos à mucho menos precio de lo que costava por la necesidad de la gente pobre, y cõservacion de los pueblos, en lo qual dize, que han perdido mucha summa de dineros, hauemos tenido por bien deles dar licencia, y facultat, que puedan sacar desse reyno para el reyno de Valencia, y principado de Cathaluña, hasta quatro mil estareles de trigo, franchos de los derechos à nuestra corte pertenecientes, como lo vereis por la prouision que sobre ello les hauemos mandado despachar, prouereis, que vsen della, y se les cumpla, justa su serie, y tenor, y à la dicha ciudad terneis siempre por encomendada en todo lo que hos tocare, y siẽpre nos auisareis en que se les podrà hazer fauor y merced, paraque assi se haga como mas largamente sobre todo os hablara el gouernador don Hieronymo de Aragall, à quien nos remitimos. Dat en Barcelona à 20 de nouiembre de 1542.

El Rey.

Spectable, nob. magníficos, y amados nuestros. Vuestra carta de lo 20 de mayo nos dio don Hieronimo de Aragall nuestro gouernador de Caller, el qual, segun deuia nos habló, y encomendo lo que toca à este stamento, sobre lo qual hauemos mandado responder à nuestro virrey don Antonio de Cardona, lo que del sabreis, y al dicho don Geronimo, q̃ mas extensamente va informado dareis fee, y credito en lo que de nuestra parte os dixere, poniendolo assi en obra con la fidelidad que auéis acostumbrado. Datum en Barcelona à 20 de nouiembre año de 1542.

El Rey.

Spectable lugartiniente, y capitan general. Don Geronimo de Aragall gouernador de Caller nos ha supplicado algunas cosas en nombre del Stamento militar de esse reyno, y entre otras nos hà solicitado la paga de los bastimentos de pan, vino, y carne, que se dieron por orden del dicho nuestro reyno à los soldados españoles del tercio de Sicilia, que fueron alojados, sobre lo qual hauemos mandado escriuir al virrey don Ferdinando de Gonzaga, lo q̃ vereis por el traslado de la carta, que con esta se os embia: deueis vos por persona vuestra informaros de todo lo que cerca desto conuiene, y embiar la dicha informacion juntamente con vuestra carta al dicho don Ferdinando, para que se pueda proueer lo que fuere ragon, y se pague lo que justamente fuere devido en esse reyno por los dichos soldados, y por que se quexan, que algunas de las gracias, y mercedes por los reyes nuestros predecesores, y por nos concedidas al dicho Stamento han sido en algo perjudicadas por los de nuestro consejo en la instancia becha por don Philippe de Ceruillon sindico del dicho Stamento, supplicandonos mädasemos proueer, que las dichas gracias, y mercedes queden en su fuerza, y valor, reuocando, y annullado lo inouauo en perjuizio dellas, y como en esto no se declara, y especifica cosa particularmente, podreis dezir à los del dicho Stamento, que ellos declaren en que cosas han fido agrauados o perjudicados, y vos nos embiad la relacion dellos, que agora se verà, y mandará proueer lo que mas conuenga

à nuestro seruicio y obseruacion de las dichas gracias, y priuilegios. Sobre lo que toca al impedimento, que el Arçobispo de Caller pone à la fabrica del monasterio de las monjas de la ciudad de Caller auemos mädado escriuir à nuestro muy sãcto papa, y al marques de Aguillar lo que vereis por los traslados de las cartas, que se os embian, deueis proueer luego en ello, y en todo lo demas que toca al supplicado por parte del dicho Stamento, nos remitimos al dicho don Hieronimo de Aragall, que alla buelue. Datum en Barcelona a 20 de nouiembre 1542.

Supplican los dits Staments à V. S. I. que ja que ara no se troba lo real patrimoni ab moneda de poderlo prõptament pagar, se seruessa decretar en execucion de dites reais lletras, si, et alias, que en la primera cõmoditat, que hi hagia se pague tot als anos de dites robes y cosas sens mes retardacio.

Que fassa com se supplica.

Episcopus Praeses.
Vaca Secretarius.

V.

Li tre STAMENTI delle CORTES di Sardegna, rimiste sotto la presidenza del vicere Don Lorenzo Fernandez de Heredia, chiedevano che fossero ritenuti, senz'altro, come di buona presa e fatti schiavi o venduti a proprio arbitrio da chi li catturava nelle marine dell'isola, gli infedeli che clandestinamente vi sbarcavano, fondandosi su ciò che il catturante avesse sopra i medesimi jus vitae et necis: ma il vicere prima, e poi il re Don Filippo II decretò che si osservasse a tal riguardo la risoluzione presa nel Parlamento sardo (Cortes) del 1532, che cioè delli infedeli, fatti cattivi, si vendessero all'asta pubblica al migliore offerente e a beneplacito sovrano (à beneplaciti de la dignitat real).

(1560. —).

Dagli Atti di dette Cortes, cap. ix, fol. 125.

Item per quant molts del present regne anirian a las marinas per pendre, è captivar alguns dels infiels que invadexen en lo present seu regne, y com sien tants los examens se han fet, his fan per la cort que no se ha trobat, nis troba, que se prenguen de bona guerra, per voler estar en las confessions dels tals infidels prenen, per que dixhe que venen voluntariamẽt, crehent no seran maltractats los tals infiels, suppliquen perso los dits Staments (per que los regnicols sien mes animals, en anar à captivar semblants infiels, que invadexen lo present regne) placia a vostra magestat proueer è decretar, que qualsevol infiel, que com se vulla sia pres è portat en poblat, sia de aquell tal quil pendrà sens altre examen, atles que estaria en ma de aquell tal matre o seb aliàs, per lo perill en que posa, y treball de portarlo.

Que se observe lo acostumat, y usat fins ara, si ya sa magestat no provehex altra cosa. y per so, que ho suppliquen è sa magestat.

S. Mondo notar.

Plau a sa altesa que se observen las pragmatiques, y que en cas que se aduiciara per la cort, que sia venut lo tal selau en lo encant publich al mes donant, y que entre lo preu en la procuracio real, per compte de la regia cort (com es acostumat), y que de altra manera nos puga vendre, ni lo puga comprar official real.

Plau a sa magestat que guarde la decretacio que sa magestat cesarea feu en lo Parlament del llochinent general don Martin Cabrero a instancia del sindich de Caller, conforme al que ilavors se supplica en lo any 1532, la qual decretacio diu: plau a sa magestat a beneplacit de la dignitat real, aiustanlhi, ilevats tots abusos.

VI.

Li tre STAMENTI delle CORTES di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicerè Don Alvaro di Madrigal, fecero istanza ed ottennero che, in conformità al già decretato nel cap. XXXII del precedente Parlamento del 1560, fosse uniforme per tutta l'isola il CALENDARIO negli atti pubblici e privati, contando gli anni a nativitate; giacchè in altri luoghi dell'isola, e specialmente nel Capo di LOSUDORO, soleano contarsi ab incarnazione, dal che ne derivavano molte confusioni ed inconvenienti.

(1565. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. II, fol. 156.

Item suppleen los dits Staments è Bras real à vostra magestat, que per quant en lo present regne en moltes paris se han fet abusos en fer diversitats de kalendaris, ço es en lo Cap de Logudor en moltes paris, y los mes scriven los kalendaris e prenen lo any ab incarnatioue, y en lo Cap de Caller tois, ò la mayor part prenen lo any a nativitate, de las quals diversitats se han vist, y se veuhen grans confusions en comptes e altres negocis, que perço placia à vostra magestat sia decretat e manat que en tot lo regne generalment se prenga lo any e se comense a nativitate, axi los notaris, tant los reals, com los apostolichs, com los particulars en qualsevol scriptures privades (com axi convinga al be del regne) per ilevar las confusions se han causal per las diversitats dels kalendaris.

Quès fassa com es supplicat, segons que ya fouch decretat per la serenissima infanta princessa en los capitols generals dels tres Staments del Parlament del virrey Don Lorenzo Fernandez de Heredia en lo capitol trenta dos.

S. Ferrer not.

Està be decretat per lo virrey.

Covarruvias vicecancell.

VII.

BREVE del pontefice S. Pio V, il quale, a petizione del re di Spagna Don Filippo II, statuisce che gli spogli dei vescovi di Sardegna che morissero nell'isola, e i frutti

delle sedi vacanti fossero perpetuamente applicati al mantenimento, ristauro e provvista di suppellettili sacre delle chiese cattedrali, e che perciò si accordava a quel sovrano e suoi reali successori il diritto di eleggere nei rispettivi capitoli un economo, il quale raccogliesse detti spogli e frutti, e li impiegasse negli oggetti sovra espressi.

(1567. — 8 febbraio).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio di Sardegna.

Pius papa quintus, ad perpetuam rei memoriam. Exigit incumbendis nobis apostolicæ sollicitudinis officium, ut ad ea quæ pro ecclesiarum qualibet, præsertim cathedralium, etiam metropolitanoarum, ne in fabricis suis detrimentum sustineant, cōmodo et utilitati opportune cōsili possit, potissimū dum catholicorum regum vota id exposcūt, libeler intēdamus, et alias desuper disponamus prout in Domino cōspicimus salubriter expedire. Exponi siquidē nobis nuper fecit charissimus in Christo filius noster Philippus Hispaniarum rex catholicus, quod cum sedes apostolica nunquam percepit, et percipere consuevit spolia archiepiscoporum et episcoporum in insula Sardinia metropolitana cathedralis ecclesie obtinentium, nec minus fructus, redditus et proventus ecclesiarū huiusmodi illarum vacatione durāte decurrentes, sed spolia, et fructus huiusmodi ipsorum archiepiscoporum et episcoporum in dictis ecclesijs successores, et privilegij, et indultis apostolicis semper perceperunt, et levavunt, et percipere, et levare pacifice, et quiete consueverunt. Et cum ecclesiæ huiusmodi pro suarum fabricis, et ornamentis, et paramētis pro divino cultu necessarijs, nullos habeant redditus, verisimiliter, ac pro certo credendum est, privilegia et indulta prædicta, ea ratione per romanos pōtiffices prædecessores nostros cōcessa fuisse, ut ipsi archiepiscopi et episcopi prædictas ex pecunijs, proventibus, et spolijs, et fructibus prædictis reparare, restaurare, et mantenere, ac conservare, nec non ornamenta, et paramēta huiusmodi in eisdem ecclesijs habere deberent et tenerentur. Nihilominus, a multo, et fere immemorabili tempore citra ipsi archiepiscopi et episcopi, quamvis spolia, et fructus prædictos exigerūt, et perceperūt, illa in eorum commodum et utilitatem ad proprios usus converterunt, negligendo et omittendo ecclesias præfatas in earum ædificijs, et structuris instaurare, reficere et reparare, ornamentaque et paramēta huiusmodi habere, ex qua avaritia et negligentia ecclesias præfatas ruinam eorum ædificijs ferē in totū minari, ornamentisque et ædificijs huiusmodi carere contigit. Quare idē Philippus rex, qui etiam Sardinie rex existit, dubitans, ne ecclesiæ huiusmodi quæ sunt de iure patronatus ipsius regis, ex privilegio apostolico, cui nō hactenus, in aliquo derogatum fore dignosceretur, culpa et negligentia, ac etiam avaritia archiepiscoporum et episcoporum prædictorum, in totum demoliantur, et pereant, nobis supplicari fecit humiliter, quatenus in præmissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur super universis orbis ecclesijs principatū obtinentes huiusmodi supplicationibus inclinati spolia archiepiscoporum et episcoporum prædictorum in dicta insula, et extra eam, nō tamē in Italia decedentium, fructusque redditus, et proventus ecclesiarum præfatarum,

illarū vacatione durante, ab episcopis et archiepiscopis, quos in ecclesijs huiusmodi ut praefertur vacare, et tēpore succedere cōtigerit, auctoritate apostolica, per praesentes perpetuo adhibemus, et separamus, illaque dictis ecclesijs pro illarum fabrica, structura, reparatione, et etiam mantentione, et etiam ornamentorum, et paramentorum emptione, et mantentione, etiam perpetuo applicamus, et appropriamus, et insuper, ut praemissa suum debitum consequi possint effectum, dilectis filiis singulis capitulis ecclesiarum praefatarum, illarumque personis, per dictum Philippum regem, eiusque successores eligendis, et spolia, et fructus huiusmodi percipere, exigere et recuperare possint, et valeant, illaque in restaurationem, reparationem, ac mantentionem, emptionem, et conservationem praedictas convertere, ecclesiasque ipsas instaurare, et conservare, ornamentaque et paramenta praedicta emere, et manteneri debeant, et teneantur, dicta auctoritate apostolica per ipsas praesentes perpetuo concedimus, et indulgemus, ac committimus, et mādamus ipsis archiepiscopis, et episcopis, ne in spolijs, ac fructibus, redditibus, et proventus huiusmodi se aliquo modo intromittant, nec intromittere audeant, vel praesumant, quinimo illa per capitula, et personas huiusmodi percipi, exigi, recuperare, et ut praefertur converti permittant, sub sententijs, censuris, et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inhibemus, ac praecipimus, ac etiam mandamus. Quo circa venerabili fr. archiepiscopo turritan, et dilectis filijs, abbati monasterij Sanctissime Trinitatis de Sacargia, Bosanen, seu nullius dioecesis, ordinis Camaldulens, ac decano ecclesiae Calaritanae, per easdem praesentes mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel per alium, seu alios ipsos praesentes, et in his contenta quaecunque, ubi, et quando opus fuerit, et quoties pro parte capitulorum, et personarum praedictarum desuper fuerit requisiti, solentur publicantes, hisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciant, auctoritate nostra, praesentes et in his contenta huiusmodi per archiepiscopos, et episcopos praedictos firmiter observari, non permittentes capitula, et personas huiusmodi per archiepiscopos et episcopos praedictos earum ipsarum praesentium tenore, quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet, et rebelles per praedictas, aliasque eorum arbitrio moderandas, et applicandas poenas, ac alias opportuna juris, et facti remedia, appellatione posposita, dicta auctoritate compeccendo, ac legitimis superius habēdis, servatis processibus sētelijs, et poenis, ipsas etiam iteratis vicibus aggrauando, invocato etiam si ad hoc opus fuerit auxilio brachij saecularis, super quibus, nec non contradictores quoslibet et rebelles praedictos, ac quoscunque molestatores, et alios praemissorum occasione citandos, constituto eis summarie, et extra judicialiter, de non tuto accessu, etiam per aedicta publica, et ipsis citandis circumvicinis, de quibus sit verisimilis conjectura, quod ad eorum citandorum notitiam pervenire valeant affligenda, quae perinde illos afficiant, ac si his personaliter intimata fuissent citandis, eisque ac quibuscunque iudicibus et personis, quibus dicta occasione inhibendum fuerit, et sub sententijs, censuris, et poenis praedictis, ac per similia aedicta inhibendi dicta auctoritate, per easdem praesentes, licentiam et facultatem concedimus, nō obstantibus

constitutionibus et ordinationibus apostolicis, ac ecclesiarum praedictarum, etiam iuramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus, privilegijs quoque, indultis, et litteris apostolicis archiepiscopis, et episcopis praefatis, etiam per foelicem recordationem Honorii Papae II praedecessorem nostrum, et quoscunque romanos pōtīces praedecessores nostros, ac etiam nos, et sedem eandem sub quibuscunque tenoribus et formis, ac cum quibuscunque derogatoriis derogatorijs, alijsque efficacioribus, et insolitis clausulis irritantibusque, et alijs decretis ac alias quomodolibet concessis, confirmatis et approbatis, ac etiam iteratis vicibus invocatis, quibus omnibus, etiam si de illis, eorumque totis tenoribus speciali specificata, et expressa, et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, et observanda foret, tenore huiusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil poenitus omisso, et forma in illis tradita observata, inserta forent, praesentibus pro expressis habentes, alias in suo robore permāsuras, hac vice dūtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrarijs quibuscunque, aut si aliquibus coniunctum, vel divisum ab eadem sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint, per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die octava februarii, milesimo, quingentesimo sexagesimo septimo.

Pontificatus nostri anno secundo.

Caesar Glorierius.

VIII.

Lettera di Don Filippo II re di Spagna al viceré di Sardegna, con la quale gli si danno ordini ed istruzioni per gli alloggiamenti, e le somministranze da farsi alle truppe regie che prendessero stanza o fossero di passaggio nell'isola.

(1567. — 21 marzo).

Dagli antichi Archivi della viceregia di Sardegna, sotto il dominio del re di Spagna.

El Rey.

Spectable nuestro lugarteniente, y capitan general, que al presente sois, o suerdes en nuestro reyno de Cerdeña. Sabed que Pedro Fortesa sindaco de la ciudad de Caller nos ha hecho relacion, que contra los privilegios e inmunidades, que a quella ciudad y sus apendicios tiene, de pocos años acá, que ha bido a este reyno algunas compañías de soldados, assi españoles como italianos, se han alojado en el burgo, y apendicios de la dicha Caller; y estando casi à discrecion, echando a los vezinos de sus casas, y tomando a los naturales de la dicha ciudad, y de su cabo muchas camas para los dichos soldados sin pagarlas; y hecho otros desordenes, y excessos en tomar algunas vittualas, y otras cosas, supplicandonos fuesemos servidos mandar satisfacer y pagar las dichas camas, y lo que se ha tomado hasta aqui, y dar orden

en lo venidero, de manera que no fuesen molestados, ni recibiesen agravio, siendo como es la tierra tan pobre, y que no se puede sustentar say gente de guerra: y aviendose visto por nuestro mandato lo suso dicho, y los testimonios que por el dicho sindico se presentaron cerca dello; juntamente con otros que tambien se nos ha dado por parte del estamento militar deste dicho reyno; y mirado y platicado sobre ello, ha parecido, que no somos obligados a mandar que se pague alojamiento en esse reyno, sino fuere quando se embiare à alojar en el alguna gente de guerra sin otra necesidad, mas de para entenerlerla. Y teniendo consideracion a lo susodicho, y al mucho bien que los naturales del dicho reyno nos han servido y sirven; ya que por orden nuestra fue pagado del servicio desse dicho reyno el alojamiento, que auno tenia cierta infanteria, que se embió a . . . el año 1543. Avemos tenido por bien, y os encargamos y mandamos, que todas las vezes, que de aqui adelante fuere à este dicho reyno alguna gente para solo entenerse en el, procureis que se averigue lo que fera justo pagarse, por lo que toca a los alojamientos que se huvieren dado a la dicha gente; y que se pague y satisfaga a las personas, que lo huvieren de aver del servicio que esse dicho reyno nos haze, o de qualesquier residuos que huviere en nuestras rentas y derechos reales del, teniendo particular cuidado, que assi la dicha gente, como otros qualesquier que mandaremos embiar, o se elevaren para seguridad y defensa desse dicho reyno, por el tiempo que residen en el, no hagan de ordenes, ni excessos, que esta es nuestra voluntad. Y porque oy dia de la fecha desta avernos mandado dar otra al sindico del estamento militar desse dicho reyno, en que se contiene lo mismo, madamos, que aquella y esta tengan un mismo efeto. Fecha en Galapagar à 24 de março de mil quinientos sesenta y siete años.

Yo el Rey.

IX.

Prammatica del re Don Filippo II, con la quale fu esteso alla Sardegna il divieto già fatto ai nativi dei regni di Catalogna, di Valenza e di Aragona, di presentarsi al sovrano o alla sua real corte, o di trasferirsi a luoghi distanti meno di cinque leghe dalla corte medesima, e dimorarvi, laddove per qualche loro delitto fossero già stati condannati in contumacia dai tribunali competenti; e ciò per impedire la impunità dei delinquenti e ch'essi potessero, presentandosi al sovrano, o trovandosi in luoghi vicini a quello, in cui risiedesse la sua corte reale, impetrare e ottenere con false preci grazia e condono delle pene nelle quali fossero incorsi (1).

(1) Qui cade in accecco il notare che dopo la conquista della Sardegna fatta dalle armi aragonesi, e dopo lo statuto fondamentale e la rappresentanza nazionale (CORTES), liberalmente accordata ai sardi nel 1355 dal re di Aragona Don Pietro il Cerimonioso, i membri del secondo BRACCIO (Bravo), o STAMENTO di dette CORTES, ch'erano i feudatari e i nobili, in virtù di un antico STATUTO (di cui per altro non si ha documento che ne provi la esistenza) non poteano partirsi a proprio arbitrio a piacimento dall'isola, e recarsi altrove; ciò che era contrario alla libertà individuale, e costituiva una dispotica tirannia. Fu perciò che nel Parlamento riunito in

(1577. — 16 giugno).

Dagli antichi Archivi del Regio Patrimonio di Sardegna.

Don Philippe por la gracia de Dios rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Islas Indias, y Tierra firme, del mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgoña, de Bravante, y de Milan, conde de Barcelona, de Flandes, de Tirol, señor de Biscaya, y de Molina, duque de Athenas, y Neopatria, còde de Rosellon, y Sardaña, marques de Oristan, y Gociano. A los espectables, nobles, y magnificos amados consejeros, y nuestro lugartiente, y capitan general en el nuestro reyno de Cerdeña, presidente, ò regente el dicho officio, regente nuestra real cancelleria, y doctores de nuestra real audiencia, gobernadores, y reformadores en los cavos de Caller, Gallura, y Logudor, vegueres, solvegueres, polestades, officiales, alguaziles, porteros, y otros qualesquier officiales, y subditos nuestros en el dicho reyno de Cerdeña constituidos, y constituidores, alqual, o à los quales las presentes pervendran, o seran presentadas, y del negocio de esso scrito seran requeridos, en qualquier manera salud, y dileccion. Sabed, que por lo que toca al buen exemplo, y a la buena administracion de la justicia desses nuestros reynos, y à la quietud, y sosiego de mis subditos, y vassallos, he mandado publicar en esta nuestra corte la pragmatica, y sancion del tenor, y forma siguiente. Nos don Philippe por la gracia de Dios rey de Castilla, de Aragon, de Leon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Ungaria, de Dalmacia, de Croacia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, y de las Islas Indias, y Tierra firme, del mar Oceano, archiduque de Austria, duque de Borgoña, Brabante, y de Milan, conde de Barcelona, Flandes, y de Tirol, señor de Biscaya, y de Molina, duque de Athenas, y Neopatria, conde de Rosellon, y de Cerdaña, marques de Oristan, y Gociano. Porque se ve por experiencia, que uno de los principales remedios para tener, y conservar nuestros subditos, y vassallos en paz, y quietud, es la buena, y recta administracion de la justicia entre ellos, la qual principalmente consiste en la punicion, y castigo de los crimines, y excessos que cometen; por lo qual no solo conviene mas aun es necesario, que los hombres malos, y facinorosos no hallen refugio, ni receptaculo en ninguna parte para evitar, y differir la pena, que a sus demeritos se deve, sino que en todas partes, señaladamente en nuestra corte, como principal exemplo, y dechado de los otros tribunales sean

Sardigna nel 1421, e presieduto personalmente dal re Don Alfonso V (II per la Sardegna), li detti feudatari, cavalieri, e heretici costituenti il detto secondo BRACCIO ossia lo STAMENTO MILITARE, chiesero ed ottennero per speciale Capitolo di corte la facoltà di potersi liberamente trasferire ai regni di Aragona, Catalogna e Valenza, e rinvernarvi per sei mesi, senza necessità di licenza regia o di permessa di regi ufficiali, come risulta dagli Atti di detto Parlamento, cap. 11, fol. 5.

perseguidos, y con efecto castigados, y considerando los muchos, y graves crimines, delitos, y excessos, que se suele cometer en nuestros reynos, estados, y señorios, y que los delinquentes, tomando por color, que bienen à presentarse ante nos, y por otras vias, maneras, y cautelas esquisitas, se ausentan de los reynos dode han cometido los tales delitos, y no curando comparecer, y presentarse en los tribunales donde han sido acusados, y por aquellos citados para personalmente dar cuenta, y descargo de lo que se les hà oposito, antes bien dexado se hazer contumaces, y para ello desterrar, y condemnar, y postpuesto todo temor, y empacho, como si fuera receptaculo de sus maleficios, y por esta, y otras formas, que inventan, procuran de poner tiempo en medio, esperando que con la dilacion y discurso de la justicia, la parte lesa, e interesada, que cõ solo el destierro, y condemnacion se tuvo por contenta, se ofrecerà, y perecerà del todo, y que con esto mas principalmente podran obtener de ser remitidos, o alcanzar de nos venia, o clemencia, y desta manera eximir, y librarse de la pena condigna a sus demeritos, quedado aquellos impunidos, demas, que viniendo, y estando en nuestra corte inficionan, y hazen malos à los otros, con quien tratan, y comunican, y assi mesmo hay otros, que despues, que por sus demeritos han sido hoydos plenamente, y condenados conforme à justicia à destierro perpetuo, o temporal, o han sido relaxados o deportados, se vienen con poco respeto a nuestra corte, y ante nuestra presencia; y como por ley divina, y umana no seamos menos obligados à hazer justicia, que hà traher la cuenta, que se deve con prebeminencia, por remediar y abreviar estos males, abusos, y costumbres, que los malos hombres y delinquentes viniendo assi à nuestra corte se han vengado; por tenor de la presente nuestra pragmatica sancion, à hora, y à todo tiempo, y hasta que otra cosa ordenassemos valedora, de nuestra certa sciencia deliberadamente, y expressa, y precipiendo madura deliberacion hecha en nuestro S. supremo y real consejo, sancimos, statuimos, y ordenamos, que de aqui adelante ningun hombre malechor, ni delinquente, siendo condenado en contumacia ò por processo de presencia, desterrado, o deportado como arriba se dize por nneestros juezes, y oficiales de alguno de nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, de qualquiera calidad, estado, ò condicion fueren, no sea osado, ni ose, ni pueda venir, entrar, ni estar en nuestra corte, ni sinco leguas al derredor, donde quiera que sea ahora se balle dentro de los dichos nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, o fuera de aquellos sin expressa licencia y voluntad nuestra o de nuestro sacro supremo y real consejo, que cabe nos reside demandada, y obtenida en escrito, y los que lo cõtrario hizieren, allende las penas en que por processo de ausencia, o presencia por el delito principal, fueren condenados, incurran en otras à nuestro arbitrio reservadas; y que todos los que de presente se hallan en nuestra corte, so las dichas penas, dentro de quinze dias que se cenen despees de la presente nuestra pragmatica, salgan della, y sinco ilegus al derredor, y se vaian sin poder boluer, entrar, ni estar en ella, y que ninguno los pueda receptor, ni encubrir, so pena

de ser castigados gravemente a nuestro arbitrio, y en caso nos, por qual quiera consideracion, perdonaremos algun delito de los suso dichos casos, se entienda, cõ que el tal delinquente no haga entrada en nuestra corte, ni las sinco ilegus al derredor, y que se huviesen entrado, el tal perdon sea assi ninguno, como si nunca se le huviere concedido, y queriendo, que lo susodicho haya entero efecto, y cumplimiento, todas las vezes que aconteciere hazerse lo contrario, rogamos muy affectuosamente al serenissimo D. Carlos principe de las Asturias, y de Giruna, y duque de Calabria, y Mòleblac, etc. nuestro muy caro, y amado hijo, y mandamos à los illustres, spectables, nobles, magnificos, y amados nneestros los lugartinientes, y capitanes generales, càcelleres, vicecàcelleres, regentes la càcelleria de nuestro sacro supremo y real consejo, regle el officio, y portante vezes de nuestro general governador, regentes y doctores de nuestras reales audiencias, justicia de Aragon, y à sus lugartinientes, abogados, procuradores fiscales, calmedinas, justicias, merinos, bayles, sotbayles, vegueres, sotvegueres, alguaziles, porteros, vergueros, y à todos, y qualesquier otros oficiales, subditos, y ministros nneestros, assi mayores, como menores en los dichos nuestros reynos, y señorios de la corona de Aragon, constituidos, y constituidores, so incorrimiento de nuestra ira, o indignacion, y pena de dos mil florines de oro de Aragon, irremisiblemente exigeridos à nuestros reales cofres applicadores, que en lo que à ellos, y a cada uno dellos tocare la presente nuestra pragmatica sancion, estatuto, y ordenacion, tengan, guarden, observen, cumplan, y executen, tener, guardar, observar, y executar, y cumplir hãgan irreviolablemente segun su serie, y tenor, y paraque nadie allegue, ni pueda pretender ignorancia, la hagan publicar, affixandola en nuestro palacio real, en las puertas donde se celebra nuestro sacro supremo y real consejo de Aragon, y en los dichos reynos, y señorios de la dicha corona, y en cada uno dellos, y particularmente en las plaças, y lugares acostumbrados; y lo contrario no hagan, ni permitan, que sea hecho en manera alguna, por quanto el serenissimo principe nos dezea complazer, y los otros oficiales, y ministros nneestros en la pena sobredicha dezean no incurrir. En fê, y testimonio de lo qual mandamos hazer las presentes con nuestro sello real comun en el dorso selladas. Datum en el Escorial à 24 de março, año del nascimento de Nuestro Señor 1577. Yo EL REX.

Dominus rex mandavit mihi Michaeli Amat. Visa per D. Bernardum vicecancellarium. comitem generalem thesaurarium. Loris, Sentis, Sorà, et Sapeña regentes cancellariam, et Clementem pro conservatore generali, in curia fol. 25. Y porque nuestra voluntad, y mercedes, que la dicha nuestra real pragmatica se guarde, cumpla, y efectue, y que se publique en estos mis reynos porque llegue a noticia de todos, con tenor de las presentes de nuestra sierta sciencia deliberadamente, y consulta, os dezimos, encargamos, y mandamos a vosotros, y a qualesquier de vos a quien esto tocare, so incorrimiento de nuestra ira e indignacion, y pena de mil florines de oro de Aragon a nuestros cofres reales applicadores, que tengais, guardéis, y observeis, tener, guardar, y observar hãga la dicha, è preincerta nuestra real pragmatica, y todas las

cosas en ella contenidas, justa su serie, y tenor, y aquella hagais publicar en bor de publico pregon en las ciudades, villas, y lugares desse reyno, en las partes, y lugares acostumbrados, y no hagais, ni permitais, que se haga lo contrario en manera alguna, si demas de nuestra ira, e indignacion, la pena sobredicha dezeais no incurrir. Datum en Madrid a 16 de junio, año del nascimiento de N. S. Iesu Christo 1577. Yo EL REY.

Vidit Don Bernardus vicecancellarius. V. Comes generalis thesaur. V. Loris regens. V. Sapena regens. V. Sentis regens. V. Clemens pro conservatore generali. In Sardinia viij, fol. cxix. Dominus rex mandavit mihi Michaeli Gort. Visa per Don Bernardum vicecancellar. Comitum generalem thesaurarium. Loris, Sentis, et Sapena regentes cancellariam, et Clemente pro conserv. generali.

X.

BREVE di papa Gregorio XIII, emanato a petizione di Filippo II re di Spagna, col quale l'arcivescovo di Cagliari e il vescovo di Usellus (in assenza dell'arcivescovo turritano, e dell'abate di Saccargia) furono incaricati di farsi rendere ragione degli spogli e frutti delle sedi episcopali vacanti, raccolti dagli economi, e non impiegati nel ristauro e manutenzione delle chiese, e nell'acquisto di arredi sacri per le medesime, secondo le disposizioni del Breve del pontefice S. Pio V dell'8 febbrajo 1567.

(1582. — 13 aprile).

Dagli antichi Archivi del *Regio Patrimonio di Sardegna*.

Venerabilibus fratribus archiepiscopo Calaritano, et episcopo Uselen, et dilecto filio decano Ecclesiae Calaritan, et eorum cunctibet: earundè vero tenor intus est huiusmodi. Gregorius PP. XIII. Vener. fratres, et dilectae filij salutem, et apostolicam benedictionem. Alias foelicis recordationis Pij Papae V praedecessoris nostri, pro parte charissimis in Christo filij nostri Philippj Hispaniarū regis Catholici exposito, quod cum sedes apostolica nunquam percipere cōsuevit spolia archiepiscoporum, et episcoporum in insula Sardiniae, nec minus fructus, redditus, proventus ecclesiarum huiusmodi, illarum vacatione durante decurrerēt, sed spolia, et fructus huiusmodi ipsorum archiepiscoporum et episcoporum in dictis ecclesijs successores, ex privilegijs, seu indulis apostolicis semper percipere, et levare pacifice, et quiete cōsueverint. Cumque ecclesiae huiusmodi pro earum fabricis, ornamentis et paramētis pro divino cultu necessarijs nullos habent redditus, verisimiliter, et pro certo credendum esset privilegia et indulta praefata ea ratione per romanos pontifices concessa fuisse, ut ipsi archiepiscopi et episcopi ecclesias praefatas ex pecunijs proveniētibz ex spolijs et fructibus huiusmodi reparare, instaurare, manutenere et cōservare, nec non ornamenta et paramēta huiusmodi in eisdem ecclesijs habere deberent et tenerentur. Nihilominus et ferē ab immemoriali citra ipsi archiepiscopi et episcopi, quāvis spolia et fructus praefatos exegerint, et perceperint, illa in eorum

commodum et utilitatem, ac proprios usus converterint, committendo ecclesias praefatas in earum aedificijs et structuris instaurare, reficere et reparare, ornamenta et paramēta huiusmodi habere. Ex qua omissione ecclesiae praefatae, ruina in eorū aedificijs pati, et ornamentis carere contigisse. Quare idem Philippus, qui etiam regi Sardiniae rex existit dubitans, ne ecclesiae huiusmodi, quae de suo iure patronatus ex privilegio apostolico, cui nō est hactenus in aliquo derogatū, esse dignoscēbatur, prout dignoscuntur, culpa et omissione archiepiscoporum praefatorū in tota demolirētur, ac perirent, eidē Pio praedecessori supplicari fecit, quatenus in praemissis opportune de benignitate apost. providere dignaretur, idemq. Pius praedecessor dictis supplicationibus inclinat, spolia archiepiscoporum et episcoporum in dicta insula, et extra eam, non tamen in Italia decedētum, fructusque, redditus, et proventus ecclesiarum praefatarum, illarum vacatione durante, ab archiepiscopis et episcopis, quos in ecclesijs huiusmodi, ut praefertur vacantes pro tempore succedere contingit, auctoritate apostolica perpetuo divisit et separavit, illaque eidē ecclesijs, pro illarum fabrica, structura, reparatione et conservatione ac etiam ornamentorum et paramentorum emptione, mantentione, perpetuo applicavit, et appropriavit, utque praemissa sum debitum consequi possent effectum, singulis capitulis singularum ecclesiarum praefatarum, illarumque personis, per dictum Philippum regem, eiusque successores eligendis, ut spolia et fructus huiusmodi, percipere, exigere et recuperare possent et valerent, illaque in restaurationem, reparatiōnem, mantentionem, emptionem et conservationem praefatas, convertere, ecclesiasque praefatas restaurare, reparare et conservare, ornamenta et paramēta praefata emere et manutenere deberent, et tenerentur, apostolica auctoritate praedicta perpetuo concessit et indulis, commissiq. et mandavit ipsos archiepiscopos et episcopos, ne in spolijs ac fructibus, redditibus et proventibus huiusmodi se aliquo modo intromitterent, nec intromittere auderēt vel presumerent. Quinimo illa per capita et personas huiusmodi percipi, exigi, recuperari, et ut praefertur convertere permitterēt, sub sententijs, censuris et poenis ecclesiasticis eo ipso incurrendis inibuit, praecipit, et mandavit, ac bonae memoriae archiepiscopo Turritano, et dilectis filijs abbatī monasterij Sāctissimae Trinitatis de Saccargia Bosanen, seu nullius dioecesis, ordinis Camalduleni, ac decano Ecclesiae Calaritan, mandavit, quatenus ipsi, vel duo, vel unus eorum per se, vel alium, seu alios, praefata, ubi et quando opus fuerit, ac quoties pro parte capitulorum et personarum praefatarum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in praemissis efficacius defensionis praesidio assistentes facerēt auctoritate sua praefata per archiepisc. et episc. praefatos firmiter observari, non permittentes capita et personas huiusmodi, desuper per archiepiscopos et episcopos praefatos, aut quocunque alios quomodolibet indebite molestari, contradictores quoslibet et rebelles, per praefatas, aliasque eorum arbitrio moderandas et applicandas poenas, aliaque opportuna iuris remedia opportune postposita dicta auctoritate compescendo ac legitimis super his habendis, servandisque processibus sententias, censuras, et poenas ipsas, et lēralis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus foret auxilio

brachij saecularis, cum potestate, et per aedictum citandi et inhibendi dicta auctoritate, licentiam, et facultatem concessit, nō obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, et ecclesiarum praefatarum, et iuramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, et consuetudinibus privilegij quoque indultis, et litteris apostolicis archiepiscopis et episcopis praefatis, et per felicis recordationis Honorium Papa II, et quoscūque alios romanos pontifices praedecessores suos, et sedem eandem sub quibuscumque teoribus et formis, ac cū quibusvis etiam derogatoriis derogatorijs, alijsque efficacioribus, et iusolitis clausulis irritantibusque, et alijs decretis, ac alia quomodolibet concessis, confirmatis et approbatis, ac etiam iteratis vicibus, innovatis, quibus omnibus etiam si de illis, eorumque totis teoribus specialis, specifica expressa, et individua nō autem per clausulas generales idem importantes mēto, seu quaevis alia expressa habēda et observanda foret, tenores huiusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil poeuissit omissio, et forma in illis tradita observata forent pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris ea vice dumtaxat specialiter, et expressē derogavit, caeterisque contrarijs quibuscumque, prout ejusdem Pij Quinti praedecessoris nostri in forma Brevis desuper expeditis litteris, sub datum octavo februarij 4. 5. 6. 7 pontificatus sui anno secundo desuper expeditis plenius continetur; et deinde, sicut exhibita nobis nuper, pro parte Philippi regis petito continebat, cum post litterarum praefatarum et aliarum super praemisissis forsan emanatarum, quarum tenores praesentibus pro expressis haberi volumus, publicationē, in eiusdem regni Sardiniae ecclesijs, seu earum aliquibus oekonomi deputati fuerint ad spolia archiepiscoporum et episcoporum pro tempore decedentium, ad fructus, redditus, et proventus sedium vacantium recuperandum, exigendum et levandum, eaque, et fructus praefatos in usus praefatos convertendum, licet diversa spolia et fructus huiusmodi recuperaverint et exegerint, in usus tamen praefatos in totum vel in parte non converterunt. Cumque ipse Philippus rex summopere cupiat spolia, et fructus huiusmodi in proprios usus praefatos (ut par est) integraliter (et decet) converti, et quia archiepiscopus turritanus praedictus, cui dictae litterae fuerunt directae ab humais decesserit, et abbas de Sacargia a dicta insula absit; propterea nobis humiliter supplicari fecit dictus Philippus rex, quatenus in praemisissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, qui iuxta petentibus nostrum non denegamus assensum, huiusmodi supplicationibus inclinati discretioni vestrae per praesentes committimus, et mandamus, quatenus vos, vel duo, aut unus vestrū, postquā praesentes litterae vobis praesentatae fuerint, vocatis ad id, qui fuerint vocandi, eosdem oeconomos, et alias quascumque ad id deputatas, vel subdeputatas personas, ac pro tempore deputandas, et earum angulas, tam coniunctum, quam divisim, ad reddendum reale computum de recuperatis, et exactis spolijs, et fructibus huiusmodi omnibus iuris, et facti remedijs, etiam per ecclesiasticas sententias, censuras, et poenas etiam pecuniarias vestro arbitrio moderandas, cogatis et compellatis, ac spolia et fructus huiusmodi in usus praefatos, sub eisdem poenis converti faciatis et procuratis realiter

et cum effectu in omnibus et per omnia, iuxta praedecessoris, litterarum huiusmodi formam, continentiam et tenorem. Nos enim vobis, et vestrum cuilibet dictos oeconomos, deputatos et deputandos, et alios deputatos et subdeputatos, eorumque fideiussores, et haeredes, et successores, et ab eis causam habiles, ecclesiasticos, tum omnesque alios in praemisissis quomodolibet interesse putantes in executionem citationis, praesentium vigore, decernendos, nominandos, et cognominandos citandi, et inhibendi, etiam sub similibus sententijs, censuris, et poenis etiam pecuniarijs, vestro arbitrio moderandis et applicandis, etiam per aedictum publicum in locis circumvicinis, omniaque alia, et singula faciendi, dicendi, gerendi, exercendi, et exequendi, quae in praemisissis, et circa ea necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, invocato etiam super praemisissis omnibus, et eorum singulis, tam conjunctim quam divisim, ac ubi quādo, et quoties opus fuerit, auxilio brachij saecularis, facultatem eadē auctoritate concedimus, nō obstantibus omnibus his, quae, idem Pius praedecessor in suis litteris praefatis voluit non ob stare, caeterisque contrarijs quibuscumque. Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub anno Piscatoris die xiji aprilis M.DLXXII, pontificatus nostri anno decimo.

P. Zanet. H. Fuscus.

XI.

Lo STAMENTO MILITARE delle CORTES di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicere del Don Gastone di Moncada marchese di Aytona, chiede ed ottiene dal re Don Filippo II, che sia mantenuta in piena osservanza la pragmatica del 26 ottobre 1459 emanata dal re di Aragona Don Pietro il Cerimonioso (primo creatore delle CORTES del regno di Sardegna), in virtù della quale non poteano essere donati, legati o altrimenti lasciati alle chiese, alle persone ecclesiastiche, e generalmente alle manimorte beni immobili appartenenti ai feudi, feudatari, baroni e nobili, sotto pena di confisca.

(1452. —).

Dagli Atti di detto Parlamento, cap. XLVII, fol. 5.

Item per quanto non obstant estiga provehit per la real pragmatica del serenissimo rey dou Pedro de immortal recordacio da dicta ey Servera à 26 de octubre 1459, que ningunas terres ni bens immobles pertienents als feus dels barons, y heretats se pogan donar, dexar, ni en qualsevol manera alienar en sants, iglesias, personas ecclesiasticas, ni altres semblants mans mortas sols peua de caure en comis ditas cosas axi dexades, illegades, o en qualsevol manera tràfferidas, manant axibe als notaris, scrivans, o altres qualsevol persones, que non reà los instrumēts de tals donacions, testaments, illegats, o transporthacions, totavia diversas vegades se hà abusat, y contravengut per molts à la disposicio de dita real pragmatica, supplica per tant a V. S. I. dii stament, que mane se observe aquella, y tot lo en ella contegut sols les penes en ella imposades, y les demes que a V. S. I. aperetexeran pera la total guarda, y observancia de aquella.

Quas garde la pragmatica, finque altra cosa se sia provehida per sa magestat.

Està be decretat per lo virrey.

Sabeter notar.
Frigola vicecanc.

SECOLO XVII.

I.

Carta reale del re di Spagna Don Filippo III al viceré di Sardegna, con la quale dichiara e provvede che i dottori, ossia giudici e membri del supremo magistrato della reale udienza, non sieno obbligati a comparire come testi avanti ai commissari della S. Inquisizione, fuorché nelle sole cause di fede.

(1619. — 9 gennaio).

Dagli Archivi della viceregia di Sardegna sotto il dominio del re di Spagna.

El Rey.

Egregio conde parente mi lugartinentie, y capitan general. Recibiose vuestra carta de 20 de desiebre del año pasado, en qua me avisais de lo que los commissarios del S. Oficio pretendan, que para las informaciones de causas de fe, y civiles han de yr a sus casas a dezir sus dichos, y deposiciones los doctores de la real audencia, y havien dose visto en mi consejo, hà parecido q̄ os informais particularmente de lo que se hà acostumbra do, y me lo avisais, y mientras tanto, quando se ofresca ocasion, q̄ alguno de los dichos doctores sea citado para causas de la fe por los dichos commissarios, en tal caso se seguirá la costumbre. Pero en respecto de materias civiles, por parecer que es voluntaria pretension, se escusaran de hazerlo hasta otro orden mio, y assi se lo advertireis para que tengan enèmdia mi voluntad. Dat. en Madrid à 9 de hebrero 1619. Yo el Rey. V. Roig vicecan. V. Comes thes. V. D. Salvad. Fontanet reg. V. Perez Manriques reg. V. Sentis re. V. Villar R. V. D. Franc. de Castelvì regens. Villanueva secretarius.

II.

Ordinazione sovrana di Filippo IV re di Spagna, con la quale fu confermato il Capitolo di corte votato a istanza dello STAMENTO MILITARE nel Parlamento riunito in Sardegna nel 1614, sotto la presidenza del viceré duca di Gandia, col quale fu abolito il privilegio, di cui abusavano le città di Cagliari e di Sassari, e il tribunale del S. Uffizio, di essere provveduti dai pastori e agricoltori dell'isola delle carni necessarie pel consumo dei cittadini, a certa tassa determinata, violando così la libertà del commercio.

(1623. — 2 ottobre).

Dagli antichi Archivi della viceregia di Sardegna.

Nos Philippus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Legionis utriusque Siciliae, Hierusalem, Portugaliae, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galitiae, Maioricarum, Hispalia, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murtiae, Giennis, Algarbij, Algezairae, Gibraltaris, Insularum Canariae, nec non Indiarum Orientalium et Occidentalium, insularum, ac Terrae firmae maris Oceani, archidux Austriae, dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum et Neopatriae, comes Absburgij, Flandriae, Titolis, Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae, marchio Oristanel et comes Gociani. Inter alia quam plurima capitula, quae annis praeteritis ordinata et decretata fuerunt in ultimo parlamento iscolis dicti Sardiniae regni, nomine maiestatis patris, et domini nostri recordandae memoriae per illustrem et consanguineum duce[m] Gandiae comitem de Oliva, eo tunc nostrum locumtenentem et capitaneum generalem celebrato, unum curiae capitulum circa extinctionem provisionum et commissionum, quae civitatibus eiusdem Sardiniae regni, et praesertim Calaris et Sassari, pro illarum sustentatione, antea in grave incolarum, vassallorum et habitatorum damnum concedebantur, invenitur statutum et decretatum, cuius tenor sequitur sub his verbis. — Tenor capituli praetermittitur, quia iam excussus manet, et eo finito subsequitur privilegium. — Pro cuius curiae capitali debita executione die decima mensis maij praesentis anni, et infrascripti, fuit per nos expedita et directa spectabili D. Ioanni Vivas nunc locumtenenti et capitaneo generali nostro in dicto Sardiniae regno aepistola sequens. El Rey. Spectable don Juan Vivas mi lugartinentie, y capitan general. Por lo que los doctores dessea mi real audencia me escrivieron en veynte, y tres de hebrero pasado he entendido las quejas que de algunos años a esta parte han dado en ella los granaderos, y pastores, à causa de las provisiones, q̄ los virreyes concedieron à la ciudad de Callar, para que los apreniasse à contribuir con cierta cantidad de vacas, y carneros para el sustento della, instando que se guarde el auto de corte concedido en el Parlamento que se tuvo en tiepo, que era mi virrey desse reyno el duque de Gandia, en que se mandaron quitar las diobas provisiones por el bien, que de la observancia del dicho auto resulta à este reyno, y à mi real patrimonio, todo lo qual haavia obligado al cumplimiento de lo que el dicho auto cõtiene, si bién lo hà sentido los cõselleros de la d̄a ciudad y dexan por esto de acudir abusear obligados carniceros, y personas, q̄ vengà por el reyno, à comprar ganado voluntariamente, como se acostumbra hazer en todas las demas partes, escusandose, con que sin las dichas provisiones no hallan quien lo haga, para con este, y otros torcedores obligar a que se les concedan; y por fer esto tan contra mi servicio, bien: publico, y de la dicha ciudad, he querido encargaros y mandaros, como lo hago, deis orden que las dichas provisiones se extingan, y guarden inviolablemente el dicho auto de corte, que trata desta materia, sin permitir lo contrario por niagun caso: no obstante la orden que el conde de Eril vuestro antecesor en esse cargo dio en treinta de enero desta presente año sobre esta materia, de que me aviso en carta del primero de hebrero; y si los cõsellers hizieren otra cosa,

procedereis contra ellos, como vieredes que convenga, paraque lo dispuesto con el dicho auto de corte tenga cumplido efeto, que assi procede de mi voluntad. Dat. en Madrid à diez de mayo 1623. Yo EL REY. Vt. Comes thesaur. generalis. Vt. D. Saluator Fontanet Rs. Vt. Villar Rs. Vt. D. Francisco de Castelnui Rs. Vt. Calua de Vallseca Rs. Femat secretarius.

Al virrey de Cerdeña, para que se guarde el auto de corte de que aqui se haze mencion, sin embargo de lo que ha escrito el conde de Heril su antecessor. Registrata in curia Sardiniae. Primo nunc autem pro parte Augustini Cartia nomine titularum, baronum et nobilium dicti Sardiniae regni fuit maiestati nostrae similiter supplicatum, ut praeinsertum curiae capitulum, omniaque, et singula in eo contenta, expressa, et declarata laudare, approbare, ratificare et confirmare, et quatenus opus fit de novo concedere et elargiri, eidemq̃ auctoritatem nostram impetiri dignaremur. Nos volentes quod ea, quae in Parlamentis generalibus indita, et statuta, et ordinata sunt, ea praecipue, quae ad vassallorum nostrorum commodum, et particularem utilitatem tendunt observentur, summeque debitum forciatur effectum, supplicationi huiusmodi benigne annuimus. Tenore igitur praesentis de nostra certa scientia, regiaque auctoritate deliberate et consulto, ac matura poenes nos assistentis concilij accedente deliberatione, praeinsertum curiae capitulum iam dicti Parlamenti pro praefatum illustrem et consanguineum nostrum duce Gandiae comitem de Oliva nomine praedicto celebrati, et omnia et singula in eo contenta, iuxta tenorem concessionis et regiae confirmationis ad calcem in eo positae laudamus, approbamus, ratificamus, et confirmamus, et quatenus opus fit de novo concedimus, et elargimur, eidemque nostram regiam auctoritatem pariter, et decreto interponimus, nostrq̃: huiusmodi laudationis, approbationis, ratificationis et cōfirmationis, et quatenus opus fit novae concessionis munimine, seu praesidio roboramus et validamus. Decernentes et mandantes expresse, quod nostra huiusmodi laudatio, approbatio, ratificatio, et confirmatio, et quatenus opus sit nova concessio, fit, et esse debeat dictis incolis, et habitatoribus praesentibus, et futuris stabilis, realis, valida, atque firma, nullumque in iudicio, aut extra sentiat impugnationis obiectum, defectus incommodum, aut noxae cuiuslibet alterius detrimentum; sed in suo semper robore et firmitate persistat. Qua propter spectabili, nobilibus, magnificis, dilectisque consiliariis et fidelibus nostris locumtenenti et capitaneo generali nostro, regenti cancellariam, et doctoribus nostrae regiae audientiae, iudicibus curiae, advocatis et procuratoribus fiscalibus et patrimonialibus, gubernatoribus quoque, seu reformatoribus in Capitibus Calaris, Gallurae, Sassaris et Lugudori, regio procuratori, magistro rationali, ac regenti nostram regiam thesaurariam, vicariis, subvicariis, polestatibus, alguaziris, virgariis, et portariis, et signanter concillis, et universitatibus nostrarum ciuitatum Calaris et Sassaris, caeterisque demum universis et singulis officialibus et subditis nostris maioribus et minoribus in praefato nostro Sardiniae regno constitutis et constituendis, ipsorumque officialium locatentibus, seu officia ipsa regentibus et subrogatis praesentibus et futuris ad incursum nostrae irae, milleque florenorum auri nostris regis

inferendorum aerariis, dicimus, praecipimus, et iubemus quod praeinsertum curiae capitulum, omniaque et singula in eo contenta iuxta formam et tenorem decretationis, et responsionis regiae ad calcem positae dictis incolis, et habitatoribus praesentibus et futuris ad unguem, et inviolabiliter observari faciant, iuxta ipsius seriem et tenorem, contrarium nullatenus tentaturi, ratione aliqua, sive causa, si officialēs et subditi nostri praedicti gratiam nostram caram habent, ac praeter irae et indignationis nostrae incursum poenam praepositam cupiunt evitare. In cuius rei testimonium praesentem fieri iussimus nostro regio communi sigillo impendenti munitam. Datum in nostra villa Matriti, die secunda mensis octobris anno a Nativitate Domini 1623, regnorumq̃ nostrorum tertio. Yo EL REY. Vt. D. Pedro de Guzman vicecancel. V. Comes thes. generalis. Vt. Villar Rs. Vt. D. Francisc. de Castelnui Rs. Vt. Galba de Vallseca Rs. Vt. don Ludovicus Blasco. Vt. Femat pro conservatore generali. Dominus rex mandavit mihi Thomae Semat visa per D. Petrum de Guzman vicecancel. comitem generalis thesaur. Villar Castelnui, et Galba de Vallseca regentes cancellariam, et D. Ludovicum Blasco, et me pro conservatore generali.

III.

Le Cortes de Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del vicerè marchese di Bayona, deliberano e fanno accettare un capitolo di corte, in virtù del quale, confermando il già disposto dalla prammatica sanzione del 1359, emanata dal re Don Pietro IV il Cerimonioso, fu stabilito che nessun feudo, nè beni feudali, allodiali, burgensatici e giurisdizionali possano mai passare in mani-morte, nè devolversi al demanio o patrimonio regio, o essere ammortizzati, finchè esistano discendenti del primo feudatario investito, e anche persone appartenenti alle famiglie, che si trovi al possesso di detti feudi e beni.

(1626. —).

Dagli Atti di dette CORTES, cap. IV, fol. 3.

Item per quant conve molt a la conservacio, y augment axi del real patrimoni de sa magestat en los casos de devoluciones de feus, com tambe de las familias de molts linages principals, que altrament se van extinguint, y venint a manco de cada die, com de molts anys a esta part la experiencia ha mostrat, de que bens feudales, ni altres jurisdiccionales no vingan en manum mortuam, ni per qualsevol cosa ofertesca pagar se pугan amortizar: pero en conformitat tambe de lo que en rahò dels feus està axi disposat, y decretat ab pragmática del serenissim rey don Pedro de la data en Samora a 26 de septembre 1359, en que veda ominament que feus de Sardenya no passen in manum mortuam, supplica dit Stament nave V. S. I. axy de vuy en avant provehir, y decretar ab acte de cort, que se observe en los bens feudals alodials, o burgensatichs, jurisdiccionales, sens que sia licit poderlos en ningun temps amortizar, saltim mètres hi haja descendents del primer adquiridor de las familias, q'les posshiran, y tindran.

Que se fassa com se supplica per conveniri axi a la conservacio de la jurisdiccio real.

Vaca secretar.

IV.

Il re di Spagna Don Filippo IV scrive al viceré di Sardegna, prevenendolo di aver dato gli ordini convenienti per far partire dall'isola il terzo di guerra, composto di soldati napoletani, che vi era stato mandato con nove galere dal cardinale infante di lui fratello, con aggravio degli isolani, così per gli alloggiamenti come per altre cause; promettendo inoltre che mai più in avvenire gli abitanti dell'isola saranno astretti a sopportare un tale gravame.

(1633. — 24 novembre).

Dagli antichi Archivi vicereli di Sardegna, sotto il dominio dei re di Spagna.

El Rey.

Spectable marques de Almonazir primo mi lugarteniente, y capitán general. He visto lo que escrivis en vuestra carta de diez de julio passado, en que me dais cuenta que llegaron à esse puerto de Caller nueve galeras de guerra con un tercio de napolitanos, que embio à alojar en el infante cardenal mi hermano, y lo que en esto passa, junto con las razones, que representais con parecer dessa audiencia, y patrimoniales, para que no se de lugar à que este, ni otro tercio se aloje en esse reyno, assi por hallarse necesitados sus naturales, como porque no impida los servicios, que pagan, que son causas tan justas que me han obligado à sentir sumamente la resolucion, que se tomo en embiar à alojar à esse reyno este tercio, y assi hè mandado advertir à mi hermano lo que estimo à esos vasallos, y quan obligado me hallo dellos, para que luego al punto se saque de ay essa gente, si estuviere alojada, y en ninguna otra ocasion, ni por otro ningun accidente se buelvan à ombiar, deque os he querido avisar para que lo tengais entendido. Datum en Madrid à xxiii de noviembre m.cxxxiii. Yo el Rey. V. Dux. V. Vico reg. V. Magarola reg. VI. Don Franciscus de Castelvì reg. V. Bayetola reg. V. Sisternes reg. Laurentius de Villanueva secretarius.

V.

Il re di Spagna Don Filippo IV scrive al marchese di Almonazir viceré di Sardegna, ordinandogli precisamente

di rinvocare i provvedimenti da lui dati, affinché, secondo l'investito abuso, la città di Cagliari fosse provveduta delle carni necessarie pel consumo dei cittadini dai pastori dell'isola, a tassa determinata; e ciò contro il capitolo di corte del 1614, il privilegio reale del 2 ottobre 1623, ed ordini reali del 1629.

(1634. — 31 marzo).

Dagli antichi Archivi vicereli di Sardegna sotto il dominio spagnuolo.

El Rey.

Ilustre marques de Almonazir primo lugarteniente y capitán general. Aviendo visto lo que en vuestra carta de veinte y quatro de diciembre passado escrivis, el orden que distes para proveer de carnes esta ciudad de Caller por via de scrutinio de los lugares de donde se puede sacar, y el memorial que al mismo tiempo me ha presentado en nombre del Estamento militar desse reyno don Alonso Gualbes, referiendo el daño que causaria en el reyno la execucion della; y particularmente a los granaderos, por ser contra el privilegio que mandò concederles en dos de octubre del año passado 1623, confirmando el capitulo de corte del Parlamento del duque de Gandia, y otras ordenes mias dadas con maduro acuerdo, particularmente a don Juan Vivas de Cañamas, y vltimamente al marques de Bayona vuestros antecessores en esos cargos, en cartas de diez de mayo 1623 y 25 de noviembre 1629 à fin de evitar el daño tan considerable, que se ha experimentado de ilegal à efeto dichos escrutinios. Y siendo, como es este negocio de tanta importancia, para la conservacio desse reino, he estrañado, que en contravencion de dicho privilegio y ordenes, y el que se os dio por instruccion en capitulo particular, hayais dado la referida, señaladamente asistiendo a todo esto la quexa, que los naturales tienen de su contravencion. Por lo qual he resuelto encargar, y mandaros precisamente, que sin que sea necessario prevenirlo por otro camino, revoqueis todo lo q̄ haveis hecho y guardeis, y hagais guardar lo que disponen los dichos privilegios, capitulos de corte, ordenes e instrucciones, avisandome de como assi se huviere executado, y hareis que esta carta se registre en el libro de gobierno dessa lugartenencia, para que en todo tiempo aya memoria della, y vuestros sucessores la executen, y cumplan. Dat. en Madrid à 34 de marco 1634.

YO EL REY.

Laurencio de Villanueva secret.

INDICE
DEI DIPLOMI E DELLE CARTE
DELLE DISSERTAZIONI

E DELLE ALTRE MATERIE
CONTENUTE NEL PRESENTE TOMO SECONDO

INDICE

DEI DIPLOMI E DELLE CARTE DELLE DISSERTAZIONI

E DELLE ALTRE MATERIE

CONTENUTE NEL PRESENTE TOMO SECONDO

Dissertazione sesta sopra i documenti storici, e diplomatici di Sardegna del secolo xv	7
Genealogia dei pretendenti al giudicato di Arborea nel secolo xv	24
Diplomi e Carte del secolo decimosesto	27

I*.

1501 15 gennaio	Privilegio ed ordinazione del Re di Aragona Don Martino I, con la quale, abolita la carica di Governatore generale (vicerè) del regno di Sardegna, s'istituirono due cariche distinte di Governatore e riformatore del Capo di Cagliari e di Gallura, e di Governatore e riformatore del Capo di Logudoro; si stabiliscono i doveri, i dritti e le prerogative di detti Governatori, dichiarandoli indipendenti l'uno dall'altro nell'esercizio delle loro funzioni; le cauzioni da prestarsi prima di assumere tale ufficio; la durata di quest'ultimo per soli cinque anni; e la sindacatura, cui gli stessi governatori debbono sottostare alla scadenza del quinquennio, con fissazione delle città e dei luoghi, nei quali tali sindacature avranno da farsi, avuto riguardo alla patria e al domicilio dei Governatori medesimi, con proibizione a costoro di delegare ad altri i loro poteri; e con uno speciale privilegio alle due città di Cagliari e di Alghero, in virtù del quale sarebbero periodicamente invitati a mandare i loro procuratori alle Corti di Maiorca e Catalogna »	29
-----------------------	---	----

II.

1401 25 giugno	Il Re Don Martino I di Aragona concede ai Consoli delle città e comuni di Barcellona, Valenza, Maiorca e Perpignano la facoltà di togliere a prestanza, con interesse, sulla rendita del dritto denominato - <i>de imperiage</i> - quelle somme che saranno necessarie per completare l'offerta in denaro (<i>servizio</i>), ch'esse aveano fatto per la guerra di Sardegna	32
----------------------	---	----

III.

1409 25 febbraio	Il Re Don Martino I di Aragona ordina alla Loggia delle contrattazioni di Maiorca, che consegn	
------------------------	--	--

al clavano della città di Barcellona tutte le somme già scadute, e dovute pel dritto dell'*imperiage*, le quali erano state depositate per sopprimere alle spese della guerra di Sardegna Pag. 33

IV.

Il Re Don Martino I revoca l' <i>embargo</i> , e il sequestro ch'era stato fatto su i proventi del dritto dell' <i>imperiage</i> per sopprimere alle spese della guerra di Sardegna, e concede ai Mercatanti delle Loggie di Barcellona, Tortosa, Perpignano, Girona, e di altre piazze commercianti, che possano liberamente disporre di detti proventi per gli oggetti, pei quali furono specialmente creati e destinati	1408 30 dicembre	ivi
--	------------------------	-----

V*.

Atto di pace concordato tra Leonardo-Cubello, Signore eletto dai Sardi negli antichi stati del Giudicato di Arborea da una parte, e Pietro Torrelles Luogotenente generale del Re Don Martino di Aragona dall'altra parte	1410 29 marzo	34
---	---------------------	----

VI*.

Pietro de Torrelles approva a nome proprio, ed in virtù dei poteri delegatigli come Luogotenente generale del Re di Aragona; e Leonardo Cubello sottoscrive in Oristano i capitoli dell'atto di pace che precede	1410 29 marzo	38
--	---------------------	----

VII*.

Diploma del Re di Aragona Don Martino II, spedito dal di lui Luogotenente generale Pietro Torrelles, a favore di Leonardo Cubello, in virtù del quale, abolito il titolo e il nome di Giudici e di Giudicato di Arborea, il suddetto Leonardo Cubello è creato Marchese di Oristano e Conte di Goceano, riceve in feudo <i>more italico</i> , trasmissibile con detti due titoli ai suoi eredi e successori, la città di Oristano coi suoi territorii (<i>Campidano</i>), con la regione di <i>Parte Mita</i> , con le altre città, ville e luoghi dipendenti, e col castello e contado di Go-	1410 29 marzo	
--	---------------------	--

Anni	460	INDICE	Anni
	ceano, e promette di pagare alla Corònd l'annuo tributo di cinquecento fiorini d'oro in ricognizione dell'alto dominio dei sovrani Aragonesi sulle provincie a lui concesse Pag. 40	vittoria dai medesimi riportata sugli assalitori Pag. 46	
	VIII*.	XIV*.	
1410 30 marzo	Leonardo Cubello Marchese di Oristano presta giuramento di fedeltà e di vassallaggio al Re di Aragona, a mani del suo Luogotenente generale in Sardegna, con riserva e promessa, che lo stesso giuramento sarà prestato dagli uomini della città e del campidano di Oristano, e dagli uomini di Parte Milita, e del Contado di Goceano » 41	Strofe, con ritornello, che si cantavano pubblicamente e con molta solennità in Alghero nella festività di S. Giovanni Apostolo ed Evangelista ad portam latinam, per celebrare l'anniversario della vittoria ottenuta dagli Algheresi sopra i Francesi ed i Sassaresi capitani dal Visconte di Narbona » 47	1412 6 maggio
	IX*.	XV*.	
1410 30 marzo	Alcuni principali uomini della città di Oristano prestano pubblicamente nella chiesa di S. Martino, a mani del Luogotenente generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna » 42	Convenzione tra gli inviati del comune di Monte Leone da una parte, e il Conte di Quirra col suo seguito di cavalieri e gentiluomini dall'altra, per l'assoldamento di uomini d'arme, balestrieri, e cavalli, all'oggetto di liberare dal carcere Niccoloso D'Oria, signore di detto luogo di Monte Leone, di far guerra ai suoi nemici, e di riconquistare le castella, le terre, fortezze e provincie appartenenti al di lui dominio » 50	1412 15 maggio
1410 31 marzo	Il Podestà e cinquecento cinquantasette uomini o borghesi di Oristano prestano nel palazzo di città, a mani di Giovanni di Curilis, o Cruffis, che fa le veci del Luogotenente generale Pietro de Torrelles, giuramento di fedeltà e di omaggio al Re di Aragona e di Sardegna » 43	XVI*.	
	XI*.	Ferdinando I Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, dicendogli di aver conferito con gli ambasciatori da lui inviati, di sapere quanto egli aveva fatto e faceva nell'isola a favore della Corona d'Aragona; gli promette perciò remunerazione e favori, lo prega di continuare virilmente la guerra contro i nemici di detta Corona, e gli annunzia il prossimo invio di uomini d'arme e di balestrieri » 52	1412 14 settembre
1410 30 luglio	Leonardo Cubello, Marchese di Oristano e Conte di Goceano, sborsa lire cinquemila di Alfonso a Pietro Torrelles, Luogotenente Regio e Capitano generale in Sardegna, il quale le riceve a titolo di mutuo per sopprimere alla paga delle genti d'arme del Re di Aragona, ed oppugnarla perciò il Contado di Montagut, con le sue incontrade, ville e redditi, eccettuate però le ville di Bittu, di Gorfai e di Posada » 45	XVII*.	
	XII*.	Ferdinando I Re di Aragona; a domanda fattagli da Elia Arcivescovo d'Arborea, ambasciadore di Leonardo Cubello Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, concede a quest'ultimo, e conferma a di lui favore tutti i privilegi, donazioni, franchigie, immunità e concessioni che per lo innanzi gli erano state fatte, ordinandone la perpetua ed inviolabile osservanza » 46	1415 30 agosto
1412 15 febbraio	Guglielmo che s'intitola Giudice di Arborea, Conte di Goceano e Visconte di Narbona e di Basso, fa donazione a Pietro de Feno cittadino di Sassari della villa di Monti nel Montescuto, onde remunerarlo degli importanti servizi che gli aveva resi; con proibizione però di vendere o donare la detta villa a prelati, sacerdoti od uomini di chiesa; ed a vassalli o sudditi della Corte di Aragona » 46	XVIII*.	
	XIII*.	Pietro, Arcivescovo di Cagliari, presenta un Ordine di Berengario Carroz, Capitano generale di Sardegna, onde non essere turbato nella pacifica possessione e nell'esercizio dei suoi dritti sulla villa di Sant'Ada nel luogo di Solci, dipendente da Villa di Chiesa (odierno Iglesias) » 55	1415 16 novembre
1412 6 maggio	Relazione della difesa della città di Alghero fatta dagli Algheresi contro l'assalto dato dal Visconte di Narbona e dalle sue genti d'arme composte di Francesi e di Sassaresi, e della	XIX*.	
		Don Alfonso V Re di Aragona significa il suo gradimento a Leonardo Cubello, Marchese di	1416 3 dicembre

Anni

Anni

Oriстано e Conte di Goceano, per la fedeltà e l'affetto con cui aiutava e proteggeva gli interessi della Corona Aragonesa in Sardegna; gli raccomandava gli uffiziali regii che mandava nell'isola per prendere possesso delle *Encontrade* (regioni) di *Parte Guizieri* e *Parte Barighada* devolute alla Corona dopo la morte, già accaduta, del feudatario Valore de Lige, o de Ligia; e per quanto riguarda il servizio generale del Regno di Sardegna, ascoltasse con fiducia quanto gli direbbe Bertino Fuver, al quale avea dato le sue istruzioni, e mandava perciò nell'isola in qualità di *Conservatore del Reale Patrimonio* Pag. 54

XX*.

1420
9
marzo Frammenti del Sinodo Diocesano convocato da Leonardo Vescovo di *Crasta*, una delle antiche Sedi vescovili di Sardegna ivi

XXI*.

1420
3
settembre Don Alfonso V Re di Aragona e di Sardegna conferma a favore di Pietro de Feno, cittadino di Sassari, la concessione già da lui ottenuta della villa di *Monti* (de Montes), e la possessione del patronato della chiesa di s. Paolo co' suoi redditi, e di altri luoghi e terre nell'isola 57

XXII*.

1431
6
settembre Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Leonardo Cubello, Marchese di Oriстано e Conte di Goceano in Sardegna, pregandolo di fornirgli duemila quintali di biscotto, e di farli tener pronti per essere caricati sulle navi, che perciò manderebbe nell'isola, poichè tali munizioni da bocca gli erano urgentemente necessarie per provvedere la gente di mare nella guerra, che sosteneva per difendere la sua monarchia; e promette di rimborsarlo delle spese che perciò farebbe ivi

XXIII*.

1431
7
settembre Il Re di Aragona Don Alfonso V scrive alla Marchessa di Oriстано, raccomandandole l'esibitore della lettera Raimondo di Caldes, e pregandola di far sì, che ottenessero pieno e pronto esequimento gli affari, che avea raccomandato a detto di Caldes, e che costui le farebbe conoscere 58

XXIV*.

1432
8
febbraio Frammenti di un processo sommario, e della condanna di un canonico Sardo, pronunziata dal Vescovo dell'antica diocesi di *Torres* in Sardegna 58

XXV*.

1435
6
aprile Il Re di Aragona Don Alfonso V ringrazia con sua lettera i Sassaresi per i soccorsi che avevano

prestato a Giacomo Besora Vicerà di Sardegna per la espugnazione, e durante l'assedio di Monteleone, tenuto e difeso da Nicoloso Doria; e li eccita a continuarsi, ed a prestare aiuto allo stesso Vicerà per l'espugnazione di Castellanovesse posseduto e difeso parimente dal medesimo Doria Pag. 60

XXVI*.

Don Alfonso V Re di Aragona, riconoscendo i feudi e i privilegi ed i favori già accordati dall'Infante Don Alfonso nel 5 luglio 1323, dal Re Don Giacomo II nel 20 settembre dello stesso anno, e dal Re Don Alfonso IV nel 1° maggio 1328 a Ugone III Giudice di Arborea e Visconte di Basso, e la investitura del marchesato di Oriстано, e del contado di Goceano dato a Leonardo Cubello dal Re Don Martino I in virtù della convenzione del 29 marzo 1410, rinueva e conferma a favore di Antonio Cubello, figlio di detto Leonardo, e della di lui discendenza d'ambo i sessi, li suddetti feudi e titoli di Marchese d'Oriстано e Conte di Goceano ivi

XXVII*.

Bolla del Pontefice Eugenio IV, che autorizza la traslazione della sede arcivescovile dall'antica città di Torres a quella di Sassari, e decreta che quest'ultima debba perciò intitolarsi Città Arcivescovile, e Metropoli Turritana 65

XXVIII*.

Frammento di Costituzione Sinodali dell'Arcivescovo Turritano (di Sassari) Pietro Spano 66

XXIX*.

Don Alfonso V Re d'Aragona revoca la proibizione già fatta ai mercatanti Sassaresi di portare altrove, fuorchè a Sassari, le loro mercanzie, per essere sottoposte al pagamento dei dritti di dogana, e potere quindi circolare liberamente nell'isola; e ordina in coerenza che detti mercatanti possano eziandio portare le loro merci alla città di Alghero, ed ivi far dogana nello stesso modo che a Sassari. » 67

XXX*.

Il Re di Aragona Don Alfonso V conferma alla città di Alghero il privilegio ch'era stato accordato nel 28 luglio 1383 dal Re Don Pietro IV, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal *Capo di Napoli* all'isola dell'*Asinara*, erano tenuti a *fur porto* e *dogana* in detta città d'Alghero ivi

XXXI*.

I Consiglieri della Città di Cagliari scrivono ai Consiglieri della città di Barcellona, chiedendo

la loro interposizione presso l'appaltatore del dritto di pesca del corallo in Tunisi, affinché moderi la eccessiva imposta del terzo del prodotto ch'egli esige dai *Corallatori* Sardi di Cagliari e di Alghero, che pescano in quei mari Pag. 68

XXXII.

1446
14
dicembre

I Consiglieri della Città di Barcellona rispondono ai Consiglieri della Città di Cagliari di aver accolto favorevolmente la loro domanda, e di aver avuto promessa dall'Appaltatore del diritto di pesca del corallo in Tunisi, e per lui dal suo fratello dimorante in Barcellona, che per la imposta di detta pesca userebbe verso i *Corallatori* Sardi di Cagliari e di Alghero lo stesso trattamento solito usarsi verso i pescatori Catalani »

ivi

XXXIII*.

1452
31
ottobre

Capitoli patteggiati ed accordati dal Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) a petizione dello *Stamento* militare del Parlamento Sardo, con la corrispondente offerta del *donativo* di ventunmila ducati, fatta dai baroni e dai feudatari dell'isola »

69

XXXIV*.

1455
22
maggio

Don Alfonso V Re di Aragona scrive a Giacomo Carroz, Conte di Quirra, Governatore e Luogotenente generale del Regno di Sardegna, comandandogli di cessare dagli abusi e dalle violenze che commetterà contro i vassalli del Marchese di Oristano, ed in dispregio dei dritti di quel dinasta Sardo, destinando il Governatore e Riformatore del Capo di Logudoro per decidere le contese esistenti e che potrebbero sorgere tra lui ed il detto Marchese di Oristano »

71

XXXV*.

1459
8
gennaio

Il Re d'Aragona Don Giovanni II proibisce severamente ai Baroni e Feudatari di Sardegna di esigere dai loro vassalli tributi o servizi personali maggiori di quelli che fossero loro dovuti per titolo d'infuedazione, e d'impedire, come facevano, i detti vassalli dal commerciare liberamente, e dal vendere dove, e a qual prezzo che sembrasse ai medesimi migliore i prodotti delle loro terre e delle loro industrie »

72

XXXVI*.

1459
27
marzo

Prammatica del Re Don Giovanni II di Aragona con la quale si vieta agli Uffiziali regii in Sardegna di obbligare con la loro autorità i vassalli della Corona, e i vassalli dei Feudatari a prestare servizi gratuiti, ed a vender loro derrate e merci di qualunque specie, e a tras-

portarle da un luogo all'altro senza la corrispondente mercede Pag. 75

XXXVII*.

Bolla del Pontefice Pio II, con la quale è istituito l'Uffizio supremo di Giudice di *appellazioni* e *gravami* per le cause ecclesiastiche nell'isola di Sardegna »

ivi

XXXVIII*.

L'Arcivescovo di Sassari scrive a certo Cathazolo in Bonifacio di Corsica, narrandogli quanto egli aveva udito di bocca del *Conservatore* di Aragona, alloggiato in sua casa, riguardo ai dritti, libertà e privilegi che il Re di Aragona accorderebbe ai Corsi, se la detta terra di Bonifacio gli prestasse obbedienza e scuotesse il giogo Genovese di *San Giorgio*, e lo incarica di farlo sapere ai suoi, ed ai loro comuni amici ed aderenti »

74

XXXIX*.

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Giacomo Carroz, Conte di Quirra, indulto e remissione di tutte le pene, nelle quali era incorso, assieme a' suoi vassalli e dipendenti, pe' crimini e delitti commessi in Sardegna; annulla tutti i processi e tutte le sentenze che per tal motivo fossero stati già fatti e già profertiti; ed eccettua da questa grazia i crimini di prodizione, di omicidio, di falsa moneta, di schernia, di eresia, e di *crimenlese*; ed eziandio il caso speciale della preda di una galeotta di certo Busquets, fatta nei mari dell'Ogliastra »

76

XL*.

Don Giovanni II Re di Aragona accorda a Leonardo Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano in Sardegna, la facoltà e il privilegio di dare esecuzione in tutti i luoghi e terre a lui soggette nell'isola alle Bolle Pontificie, con le quali sarebbe provvisto, in caso di vacanza, alle prelature, arcipreture, ed altri benefici ecclesiastici, con cura o senza, esistenti in detti luoghi e terre, e di dare ai provvisti la possessione materiale dei loro benefici, senza chiederne licenza al Sovrano, nè al Vicerè in Sardegna »

77

XLI*.

Don Giovanni II, Re di Aragona, scrive a Nicolò Carroz, Vicerè di Sardegna, e a Pietro Puiades Governatore del Capo di Logudoro, ordinando ai medesimi di non opporre ostacolo verno alla partenza dei messaggieri che sarebbero mandati alla Corte da Leonardo di Alagon, onde dimostrare e far riconoscere i suoi dritti al Marchesato di Oristano, e al Contado di

1470
7
maggio

Anni

Anni

Goceano, e di far cessare in conseguenza tutti gli atti ostili, che si commetteranno contro il detto di Alagon nell'isola in pregiudizio della successione da lui reclamata Pag. 77

XLII*.

1170 7 maggio Il Re d'Aragona Don Giovanni II ordina a tutte le Città e Comuni, alle Autorità, Baroni, e Feudatari di Sardegna, e notifica ai medesimi di avere pure ordinato con suo speciale provvedimento dello stesso giorno al Vicerè dell'isola, di non opporre impedimento di sorta alla partenza dei messaggieri che Leonardo d'Alagon volesse mandare alla Corte, per far riconoscere i suoi diritti al Marchesato di Oristano e al Contado di Goceano, e comanda che cessino gli atti ostili già commessi, nè altri se ne commettano di nuovo contro il detto Alagon, fino a che il Sovrano non abbia riconosciuto le ragioni, ed i dritti dal medesimo reclamati » 78

XLIII*.

1171 6 marzo Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive secretamente a Don Salvatore d'Alagon, eccitandolo, con promessa di donargli a titolo di feudo il contado di Goceano, a prestare opera efficace, affinchè il Marchesato di Oristano pervenisse sotto il dominio e potere regio, e raccomandandogli di eseguire quanto gli direbbe a voce Pietro Fortesa, cittadino e Consigliere di Cagliari, al quale egli avea dato le sue istruzioni » 79

XLIV*.

1173 12 luglio Il Re d'Aragona Don Giovanni II conferma a favore di Leonardo d'Alagon tutte le concessioni, libertà e privilegi già accordati dal suoi reali predecessori a Leonardo, Salvatore e Antonio Cabello di Arborea Marchesi di Oristano, e Conti di Goceano, e gli concede sopra quei feudi nuova ed amplissima investitura » 80

XLV*.

1173 12 luglio Il Re d'Aragona Don Giovanni II ordina al Vicerè di Sardegna, ai Governatori del Capo di Cagliari e di Gallura, e del Capo di Logudoro, al Procuratore reale, e generalmente a tutte le Autorità costituite nell'isola, di riconoscere Don Leonardo (d'Alagon) di Arborea, per Marchese di Oristano, e Conte di Goceano, con gli stessi dritti, onori, privilegi ed esenzioni di cui avevano goduto i di lui predecessori » 81

XLVI*.

1473 12 luglio Don Giovanni II Re di Aragona scrive a Nicolò Carroz, Vicerè di Sardegna, che, viste ed esaminate le cause di sospizione allegate contro di lui da Leonardo d'Alagon Marchese di

Oristano e Conte di Goceano, esimeva detto Marchese ed i suoi famigliari e vassalli dalla giurisdizione viceregia, sia quanto alle loro persone che quanto ai loro beni, e in tutte le liti già mosse e da muoversi; per le quali cose tutte egli sostituiva, in virtù della sua Reale autorità, e delegava come giudice ordinario il magnifico Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro Pag. 81

XLVII*.

Il Re d'Aragona Don Giovanni II, avuto riguardo alle cause di sospetto che erano state allegate contro Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, destina in qualità di Aggiunto a detto Vicerè il magnifico Pietro Pujades, Governatore del Capo di Logudoro, e in caso di suo impedimento il Consigliere Serafino di Montryanus, per conoscere e decidere in tutte le liti e questioni, o già mosse o da muoversi nell'interesse, sia individuale che collettivo, sia attivo che passivo, di Salvatore, Francesco, Giovanni e Ludovico d'Alagon, Giovanni di Ribelles, Garzia e Giovanni d'Alagon, Salvatore Guiso, Raimondo di Besora, e Leonardo de Tola, e dei loro vassalli e dipendenti » 82

XLVIII*.

Capitoli di concordia (convenzione) stabiliti, sottoscritti, e giurati dal serenissimo Re Don Giovanni II di Aragona da una parte, e da Leonardo d'Alagon, Marchese di Oristano e Conte di Goceano dall'altra parte » 83

XLIX*.

Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Guglielmo di Peralta Tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades Conservatore del Reale Patrimonio in Sicilia, i quali doveano passare prima in Sardegna, affinchè usassero tutti i mezzi ed argomenti possibili per indurre Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano a sborsare, di presente, quarantamila fiorini d'oro, seconda metà degli ottantamila convenuti nell'atto di concordia dell'anno precedente, o almeno di anticipare fiorini trentaduemila, ammontare delle due rate dei due anni immediatamente successivi pattuite nello stesso atto, poichè il suo tesoro Regio ne abbisognava urgentemente per sostenere la guerra contro i Francesi, dei quali si temeva il prossimo ingresso in Catalogna; con commissione ai medesimi inviati di conoscere di alcuni altri affari riguardanti il governo insulare delle cose sarde » 85

L*.

Nuove istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II a Guglielmo di Peralta Tesoriere generale, e a Guglielmo Pujades Conservatore

117

del Patrimonio Regio in Sicilia, affinché nel loro passaggio in Sardegna si adoprino per ridurre a concordia Leonardo d'Alagon Marchese d'Oristano e Conte di Goceano, e Nicolò Carroz Vicerè dell'Isola; e nel tempo istesso si facciano le reciproche restituzioni ch'erano state convenute tra il Re d'Aragona e il predetto Marchese d'Oristano nell'atto di pace del 1474 Pag. 86

LII*.

1474
14
ottobre

Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, a Giovanni Fabre Procuratore reale, a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, e ai Veghieri, Consiglieri ed Ufficiali tutti aventi autorità nell'isola, che, in esecuzione di un capitolo espresso dell'Atto di concordia (di pace) firmato e giurato recentemente con Leonardo d'Alagon, proclamino pubblicamente nel castello di Cagliari e nelle altre città, ville e altri luoghi dell'isola lo stesso D'Alagon per Marchese di Oristano e Conte di Goceano 87

LIII*.

1475
23
gennaio

Guido Visconti Vice-governatore, e il Consiglio degli Anziani del Comune di Genova, fanno divieto a tutti i Genovesi, sudditi e convenzionati, di andare a Sassari, e a Castello Genovese in Sardegna, di trafficarvi, o di avervi relazione di sorta con gli abitanti, fino a che non sia altrimenti disposto dal magnifico Ufficio di S. Giorgio, e non siano restituiti in libertà co' loro beni alcuni Bonifacini arbitrariamente carcerati ivi

LIII*.

1475
23
luglio

Don Giovanni II Re d'Aragona rampogna Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna perchè non avesse restituito due schiavi di Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, rifuggiti nel castello di Cagliari, e gli ordina di farli consegnare immediatamente a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, Giudice e Commissario reale per tutte le questioni e liti di detto Marchese, il quale, col consiglio di messer Bernardo Sentefors, provvederebbe secondo giustizia 88

LIV*.

1476
13
agosto

Il Pontefice Sisto IV scrive a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, dolendosi che dal Capitano di una fusta armata del Conte di Quirra fossero stati fatti prigionieri in due porti dello Stato Romano tre sudditi pontifici ed un uomo nativo di Savona, violando così la libertà e la sicurezza di quei mari, e perciò lo eccita a farli tosto mettere in libertà, e restituirli senza riscatto di sorta, minacciandoli, in caso contrario, delle censure ecclesiastiche 89

LV*.

Don Giovanni II Re d'Aragona scrive a Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, affinché sborsi a mani di Bernardo Sanforas (o Sentefors) Assessore del Governatore di Logudoro in Sardegna li trecento venticinque fiorini d'oro, dei quali era tuttavia debitore, per complemento e saldo degli ottantamila fiorini che si era obbligato di pagare nell'atto di concordia del 1474 Pag. 89

LVI*.

Frammento storico relativo alle pratiche fatte da Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano presso il Conte di Prades, per purgarsi delle accense fattegli, e per venire ad un accomodamento amichevole col Re di Aragona Don Giovanni II, a ciò indotto dalle lettere indirizzategli da Don Ferdinando Re di Castiglia ivi

LVII*.

Altro frammento storico relativo all'accordo amichevole col Re Don Giovanni II di Aragona, tentato da Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e impedito con male arti da Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna 90

LVIII*.

Il Re Don Giovanni II d'Aragona scrive a Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, rimproverandolo di aver raccolto gente d'armi contro Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e di essere venuto a conflitti col medesimo per gare ed interessi privati, ordinandogli insieme di desistere da tali enormezze, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere sulle restituzioni delle *Incontrade di Marmilla e Monreale*, e delle terre di *Sant Gani e Tuili* pretese dal di lui padre Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e delle galee richiamate da Mossen Arragall ivi

LIX*.

Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive a Leonardo d'Alagon Marchese d'Oristano e Conte di Goceano, e a Giovanni di Vilamari Capitano delle galee regie: al primo rimprovera di aver occupato con cinquemila combattenti capitaniati da suo figlio Don Artalo d'Alagon, e dal Visconte di Sanluri le ville e terre di *Marmilla, Guspini, Monreale e Sant Gani* spettanti a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e la villa di *Tuili* di pertinenza della moglie di Giacomo Arragall, e di tenere con sì grosso nerbo di truppe asediato il castello di Cagliari: rampogna il secondo per la preda di due galee, una di Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, e l'altra

1477
23
marzo1477
30
aprile1477
aprile
maggio1477
19
giugno1477
29
giugno

del suddetto Giacomo Arragal: ordina ad entrambi la pronta restituzione di tali cose, e la rifazione dei danni cagionati ai proprietari delle medesime: e in caso di rifiuto impone ad essi di presentarsi personalmente nella sua Corte nel termine di trenta giorni . . . Pag. 91

LX*.

1477
19
giugno
Altra lettera del Re Don Giovanni II d'Aragona indirizzata da Barcellona a Don Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, affinchè sciolga i corpi armati raccolti contro il Conte di Quirra, e desista da ogni ulteriore conflitto col medesimo, spettando all'Autorità Sovrana di provvedere efficacemente sulle loro reciproche contese, e gli ordina in pari tempo la pronta restituzione delle ville, terre, mobili e vettovaglie tolte a mano armata a Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna . . . » 92

LXI*.

1477
19
giugno
Il Re d'Aragona Don Giovanni II scrive a Bernardo Sentfores, Assessore luogotenente dell'Assessore generale di Sardegna, ordinandogli che adoperi ogni diligenza, affinchè il Marchese di Oristano e il Conte di Quirra desistano dal tenersi in armi, e dall'offendersi reciprocamente, turbando così la tranquillità del Regno; lo previene aver dato direttamente ai medesimi, e al Capitano generale delle regie galee gli stessi ordini; e nel caso di disobbedienza dei due contendenti, gl'impone di concertarsi pei mezzi repressivi col Governatore del Capo di Logudoro, col Luogotenente governatore del Capo di Cagliari, e col Podestà di Sassari, Capitano d'Iglesias, e Veghiere di Cagliari e di Alghero, ai quali tutti avea già indirizzato sue reali lettere per l'oggetto medesimo . . . ivi

LXII*.

1477
19
giugno
Lettere reali indirizzate da Barcellona dal Re Don Giovanni II d'Aragona al Veghiere, Consiglieri, e probuomini della città di Alghero per lo stesso oggetto di far cessare i conflitti armati tra il Marchese di Oristano e il Conte di Quirra che turbavano l'ordine e la tranquillità del Regno di Sardegna . . . » ivi

LXIII*.

1477
19
giugno
Altre lettere reali del Re Don Giovanni II d'Aragona indirizzate da Barcellona al Podestà, Consiglieri e probuomini della città di Sassari per far cessare gli attruppamenti di gente d'arme che si facevano, e conflitti che quindi seguivano tra Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e Dalmazzo Carroz Conte di Quirra . . . » 93

LXIV*.

1477
19
giugno
Don Giovanni II Re di Aragona scrive da Barcellona a Giacomo Arragal Luogotenente Governatore

del Capo di Cagliari in Sardegna, ordinandogli di far cessare le ostilità tra il Marchese di Oristano, e il Conte di Quirra, e gli attruppamenti armati, che perciò si faceano nell'isola, e promettendogli d'invargli quanto abbisognerebbe, in caso di disobbedienza per parte dei contendenti, per comprimere con la forza la loro audacia . . . » Pag. 93

LXV*.

Don Giovanni II Re d'Aragona indirizza separatamente da quelle che gli avea già scritto (sopr. Cart. n.° LIX*) altre lettere reali a Giovanni di Vilamari, Capitano generale delle galee regie, rimproverandogli di aver preso parte ai conflitti armati seguiti nell'isola tra le genti del Marchese di Oristano e quelle del Conte di Quirra, ed ordinandogli in pari tempo di restituire a quest'ultimo le due galee e gli uomini di una galeotta comandata da Bernardo Babiloni ch'egli avea predato nei mari di Sardegna . . . » 94

LXVI*.

Lettere reali del Re Don Giovanni II di Aragona a Don Salvatore d'Alagon fratello del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, con le quali gli è ordinato di desistere dagli armamenti e dai conflitti col Conte di Quirra, sotto pena dell'indignazione regia, e di presentarsi alla Corte, laddove desideri compimento di giustizia . . . » ivi

LXVII*.

Don Giovanni II Re di Aragona ordina a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena Governatore della città e castello di Cagliari, affinchè assumano diligenti informazioni sugli eccessi commessi da Dalmazzo Carroz Conte di Quirra, il quale, abusando dell'autorità del padre suo Nicolò Carroz Vicerè dell'isola, era entrato a mano armata nella Baronìa di Oliastrea infendata a Mossen Salvatore Guiso, vi avea fatto frequenti scorrerie con depredazione di nomi e di armenti, con uccisioni di persone, prendo ai malfattori le carceri di Orosei, e rubando piraticamente vari legni ancorati in quel porto, comprimano con la forza tanti disordini, e costringano il Conte di Quirra alla restituzione del mal tolto, e alla rifazione dei danni e delle ingiurie . . . » 95

LXVIII*.

Altro ordine reale di Don Giovanni Re d'Aragona a Pietro Pujades Governatore del Logudoro in Sardegna, e a Francesco de Sena Governatore della città e castello di Cagliari, relativo all'assassinio tentato dal Conte di Quirra, figlio del Vicerè di Sardegna, sulla persona di Mossen Salvatore Guiso Barone dell'Ogliastrea, per

Anni

Anni

mezzo degli scherani Gregorio Polla e Francesco Loque, i quali con venti uomini armati si erano perciò recati presso il castello di Galtelli, ed essendo stati scoperti si erano rifugiati con alcuni uomini d'Orosi, vassalli di detto Barone, che avevano avuto parte nella trama, nelle terre della baronia di Posada spettante al suddetto Vicerè di Sardegna. Pag. 96

LXIX*.

1477
3
ottobre

Il Re di Aragona Don Giovanni II manda ordini a Don Nicolò Carroz Vicerè di Sardegna, e a Pietro Pujades Governatore del Capo di Logudoro, affinché, col consiglio e direzione di Bernardo Sanfores, o Sentfores, Consigliere regio ed Assessore nell'isola, infliggano le pene dovute al Marchese d'Oristano, a Mossen Serafino di Montaynans, a Mossen Angelo Cano, a Mossen Brancaccio Monca, e ad altri Cavalieri, Baroni e Feudatarii del Regno, i quali avevano contravvenuto a molti bandi reali, ed avevano commesso varie novità contro l'autorità sovrana » 97

LXX*.

1477
15
ottobre

Sentenza con la quale Don Giovanni II d'Aragona dichiara perdacelli, nemici della sua corona e rei di *crimenlese* Don Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, e li di lui figli e fratelli; li condanna tutti alla pena di morte, e confisca a favore del suo regio patrimonio il suddetto marchesato di Oristano e contado di Goceano con tutti i luoghi, castella e feudi, beni mobili e immobili di loro pertinenza » ivi

LXXI*.

1478
14
aprile

Istruzioni date dal Re di Aragona Don Giovanni II al suo Consigliere e Segretario Antonio Geraldino Protonotario apostolico e Abate di S. Maria di Gala per trattare in Sicilia il matrimonio del suo nipote Don Alfonso, figlio del Re di Castiglia, con Donna Anna di Cabrera, Contessa di Modica, e per frastornare qualunque altra proposta di nozze fosse già stata fatta o si facesse di nuovo a detta Contessa . . . » 101

LXXII*.

1478
14
agosto

Il Re di Aragona Don Giovanni II accorda piena grazia e remissione delle colpe commesse da Giovanni di Basali e dal suo famigliare Tommaso Barbera, per avere seguito le parti di Leonardo d'Alagon Marchese di Oristano e Conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e del Visconte di Sanluri, contro i diritti della Corona » 102

LXXIII*.

1478
1
settembre

Il Re d'Aragona Don Giovanni II, a petizione di Giovanni Villamari Capitano della flotta e del

regio esercito marittimo, accorda grazia della vita a Don Leonardo d'Alagon già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, ai di lui fratelli Don Salvatore, Don Giovanni e Don Luigi, ai di lui figli Don Giovanni e Don Antonio d'Alagon, e a Don Giovanni de Sena già Visconte di Sanluri, i quali si trovavano tutti prigionieri sulle navi di detta flotta, e commuta la pena di morte, cui ciascuno di essi era stato condannato, nell'altra di relegazione in una città o villa del Principato di Catalogna, o del Regno di Valenza, da destinarsi dallo stesso Sovrano Pag. 103

LXXIV*.

Don Giovanni II Re d'Aragona ordina al Vicerè di Sardegna, al Governatore e Riformatore del Capo di Logudoro, al Procuratore reale, ed a tutti generalmente gli Ufficiali regi dell'isola, di non molestare in verun modo l'Ammiraglio Giovanni Villamari nei beni, negli averi, e nei vassalli che vi possedeva, e di restituire al medesimo quanto per avventura gli avessero già preso o staggito; e ciò in premio del gran servizio da lui reso alla Corona, consegnando prigionieri il già Marchese di Oristano, i suoi figli e fratelli e il già Visconte di Sanluri » 104

LXXV*.

Il Re di Aragona Don Giovanni II, a petizione dell'Ammiraglio Giovanni di Villamari, concede *salvaguardia* e *guidatibo* al già Marchese di Oristano, ai suoi figli e fratelli, e al Visconte di Sanluri, onde possano scendere dalle navi a terra, e portar seco tutti gli oggetti, gioie, ori, argenti e denari che stimassero, e di cui abbisognassero, dandogli altresì la facoltà di ritenere dieciotto domestici pel loro servizio personale, e promettendo con solenne giuramento di osservare fedelmente questa concessione. . . » ivi

LXXVI*.

Istruzioni date dal Re Don Giovanni II di Aragona a Mosen Giuliano sulle castelle ch'egli doveva adoperare nella custodia di Don Leonardo d'Alagon già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, dei di lui figli e fratelli, e di Don Francesco de Sena già Visconte di Sanluri, i quali erano relegati nella città di Xativa nel Regno di Valenza » 105

LXXVII*.

Bernardo di Villamari Ammiraglio della flotta aragonese scrive al Podestà e agli Anziani della terra di Bonifacio in Corsica, dolendosi che contro il dritto delle genti essi avessero violato il salvacondotto accordato a Giovanni Persalta inviato colà da lui, lo avessero messo a morte, spogliandolo prima di una fusta armata carica

1478
1
settembre1478
2
settembre1478
5
settembre1480
1
giugno

Anni

Anni

di mercanzie; che dappoi avessero occupato per forza le due castella di *Nunza* e di *Er-balanga* spettanti al Re d'Aragona, contro la tregua firmata tra detto Re ed i Genovesi; e perciò chiede la rifazione dei danni e delle ingiurie; la restituzione, dentro un mese, di dette castella, fusta e mercanzie, e li eccita a rispondergli fra quindici giorni, o di rispondere, entro lo stesso termine, al Vicerè di *Sardegna* Pag. 106

LXXVIII*.

1480
dal
23 al 28
giugno

Processo istruito da Giovanni Battista da Croce *Podestà* e da Cristoforo D'Oria *Commissario* della Repubblica di Genova in Bonifacio di Corsica contro Leonardo Stefano catalano di Barcellona, abitante in Alghero di Sardegna, per le segrete trame da lui ordite con altri congiurati onde porre per tradimento in potere del Re di Castiglia e di Aragona la detta terra e castello di Bonifacio; e ciò per incarico avuto dal Vicerè di Sardegna, e da Bernardo Villamari Ammiraglio della flotta aragonese, e dietro accordo coi medesimi; col complemento della sentenza che condannò il detto Leonardo Stefano alla pena capitale » 107

LXXIX*.

1480
29
giugno

Bernardo Boyl Commissario della flotta aragonese in Sardegna scrive da Sassari a Cristoforo D'Oria Commissario della Repubblica di Genova in Bonifacio reclamando la pronta liberazione di Leonardo Stefano, il quale si era colà recato con lettere del Vicerè di Sardegna, e in qualità di suo legato, per trattare l'affare della preda fatta a Giovanni Peralta, e della di lui missione; il quale legato viceregio, con inaudita violazione del diritto delle genti, era stato barbaramente torturato onde strappargli per forza confessioni di cose immaginarie e immaginate dallo stesso D'Oria » 110

LXXX*.

1480
3
luglio

Iacopo Mancoso Vescovo d'Ajaccio in Corsica scrive ai protettori delle compere del Banco di S. Giorgio in Genova, dolendosi di essere stato carcerato dagli Officiali della Repubblica in Bonifacio per sospetto ch'egli avesse preso parte alla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dimorante in Alghero, d'ordine del Vicerè di Sardegna, onde far consegnare per tradimento al Re di Castiglia e di Aragona la terra ed il castello di detto luogo di Bonifacio; protesta di essere innocente; anzi afferma di essere egli stesso che scoperse tale congiura per mezzo del prete Viciguerra di Corsica » ivi

LXXXI*.

1480
28
luglio

Bafia conferita dai protettori delle compere della Banca di San Giorgio in Genova al Capitano

della terra e castello di Bonifacio in Corsica, per proseguire le indagini e il processo sulla congiura ordita da Leonardo Stefano catalano, dal Vescovo di Ajaccio, ed altri Corsi e Sardi, onde far cadere per tradimento detta terra e castello in potere del Re di Castiglia e di Aragona, e per assicurare con le genti d'arme già spedite, e le nuove che si spedivano, la possessione e tranquillità di quel luogo alla Repubblica di Genova Pag. 111

LXXXII*.

I protettori delle compere della *Banca di San Giorgio* in Genova destinano per loro Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia, Dottori in legge, e *Sapienti* delle compere medesime, affinché si trasferiscano al castello di Lerici onde continuare il processo sulla congiura di Bonifacio in Corsica, interrogare e torturare il Vescovo di Ajaccio colà ritenuto, ed eseguire quanto fosse necessario pel compimento di detto processo, con assistenza però del Vescovo di Brugnato stato per ciò specialmente delegato dal Papa con Breve del 30 luglio 1480 » 113

LXXXIII*.

Istruzioni date dai protettori delle compere di *San Giorgio* in Genova ai Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia per tutto ciò che dovessero fare nel processo contro il Vescovo di Ajaccio per la congiura di Bonifacio in Corsica » ivi

LXXXIV*.

Atti del processo e degl'interrogatorii e tormenti fatti subire nel castello di Lerici dai Commissarii del Banco delle compere di *San Giorgio* in Genova a Jacopo Mancoso Vescovo di Ajaccio per la parte da lui presa con altri Corsi e Sardi nella congiura ordita, onde consegnare a tradimento la terra e il castello di Bonifacio al Re di Castiglia e di Aragona » 115

LXXXV*.

Lettera di Ettore di Fiesco e di Francesco Sofia ai protettori delle compere di *San Giorgio* in Genova, con la quale partecipano ai medesimi il loro arrivo a Lerici, e gl'interrogatorii fatti immediatamente al Vescovo di Ajaccio, e le rivelazioni da lui fatte, e ottenute da essi *cum magna industria et dislicate* per mezzo della tortura » 124

LXXXVI*.

Lettera dei Commissarii Ettore di Fiesco e Francesco Sofia ai protettori delle compere di *San Giorgio* in Genova, con la quale accompagnano una scrittura di propria mano del Vescovo di Ajaccio, in cui egli riferiva tutte le cose relative

Anni

Anni

alla congiura ordita per dare in mani del Re di Castiglia e Aragona la terra e il castello di Bonifacio; riservandosi di presentare essi stessi al loro ritorno in Genova gli atti del processo relativo Pag. 125

LXXXVII*.

1480
35
settembre

Inventario d'ori e di argenti e di altri effetti mobiliari, ch'erano stati confiscati a Don Salvatore d'Alagon e Arborea, fratello di Don Leonardo già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nel 6 giugno 1478, e che il Re Don Ferdinando il Cattolico ordina siano restituiti a Donna Isabella di Besora moglie di detto Don Salvatore, e alla di lui sorella Donna Marchesa di Alagon e Arborea moglie di Don Pietro de Sena Visconte di Sanluri, perchè riconosciuti di loro rispettiva pertinenza » ivi

LXXXVIII*.

1481
11
marzo

Lettera del Re d'Aragona al Bailo generale del Regno di Valenza, con la quale gli ordina di lasciar entrare liberamente nel castello di Xativa, e di rimanervi a piacimento loro, Donna Marchesa de Sena e Donna Isabella d'Alagon, per conferire la prima col suo figlio Visconte di Sanluri, e la seconda col suo marito Don Salvatore di Alagon, e suo cognato Don Giovanni di Alagon, i quali si trovavano rinchiusi in detto castello » 129

LXXXIX*.

1481
9
maggio

Nota delle spese fatte da Giacompo di Vivaldi pel mantenimento di Giacompo Mancoso già Vescovo di Ajaccio, dal giorno del suo arresto fino alla consegna fattane in Lerici, e dei soldati e marinai che lo scortarono, presentata a Giacompo di Laude Castellano di Castelletto di Genova » 130

XC*.

1481
28
dicembre

Ordine del Re di Castiglia e Aragona all'Alcaide del castello di Xativa nel regno di Valenza, affinché lasci liberamente conferire Donna Isabella d'Alagon, e Donna Marchesa de Sena con Don Salvatore, e Don Giovanni fratelli di Alagon e Arborea, presenti però le guardie, e permetta pure che vicendevolmente si scrivano, purchè le lettere siano prima da lui vedute . . . » ivi

XCI*.

Testamento di Don Leonardo di Alagon e Arborea, già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, scritto di sua mano mentre era prigioniero nel castello di Xativa nel regno di Valenza . . » 131

XCII*.

1488
.....

Decreto e capitoli riguardanti gli Ebrei della Sinagoga di Cagliari, emanati e pubblicati da

Don Iñigo Lopes di Mendoza, Vicerè di Sardegna Pag. 132

XCIII*.

Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico a Onorato Beuregner Alcaide del castello reale di Xativa, con le quali gli partecipa, che per preghiere avute dal Cardinale di Spagna si era indotto a far grazia a Don Salvatore D'Alagon fratello del già marchese di Oristano, permettendogli di uscire da detto castello, e di rimanere a titolo di carcere nella città di Xativa, con divieto però di uscir dalle mura, e col l'obbligo di prestare cauzione pecuniaria e fideiussoria a mani del Governatore generale del regno di Valenza » 133

XCIV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive al suo figlio Don Alfonso, Arcivescovo di Saragozza e Luogotenente generale del regno di Aragona, dicendogli di aver ricevuto la copia della *Obbligazione* di duemila fiorini, che il Vescovo di Vico profferivasi di assumere per cauzione, onde Don Salvatore D'Alagon fosse levato dal castello, e lasciato libero entro le mura della città di Xativa; lo incarica di farla firmare dal detto Vescovo di Vico, e ridurla in pubblico stromento; e si riserva dopo ciò di far godere in effetto al D'Alagon la grazia impartitagli » 134

XCV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico scrive a Mosen Luigi Ferrer, Luogotenente generale Governatore del Regno di Valenza, che l'Arcivescovo di Saragozza gli trasmetterà una *Obbligazione* di duemila fiorini sottoscritta dal Vescovo di Vico per cauzione di Don Salvatore d'Alagon, e gli ordina che tosto ricevuta tale *Obbligazione* levi dal castello di Xativa il detto D'Alagon, e lo lasci a sua libertà, entro le mura però della città, senza che possa oltrepassarle ed allontanarsene » ivi

XCVI*.

Don Ferdinando II il Cattolico amplia a favore di Don Salvatore D'Alagon la grazia concedutagli, assegnandogli per inogo di relegazione tutto il Regno di Valenza, dopo che però il Luogotenente Governatore generale di detto Regno riceverà le *Obbligazioni* fideiussorie per ciò offerte nella somma complessiva di fiorini ottomila dal Vescovo di Vico, dal Barone di Cruilles e sua moglie, dal Barone della Lanna e suo figlio, da Don Onofrio di Cardona, da Don Perotto di Muncada, e da Mosen Aril allora dimorante in Sardegna; e scrive in coerenza al mentovato Governatore generale, dandogli gli ordini relativi » 135

1489
5
maggio1489
5
maggio1489
10
maggio1490
19
febbraio

Anni

XCVII*.

1499
15
luglio Nuova ampliazione della grazia conceduta a Don Salvatore d'Alagon dal Re Don Ferdinando II il Cattolico, il quale estende il luogo della di lui relegazione dal Regno di Valenza fino al fiume *Lobrigat* nel principato di Catalogna, previo giuramento e promessa del detto D'Alagon di non passare tali confini, nè per terra nè per mare, e ferme sempre rimanendo le cauzioni già date nella somma complessiva di fiorini ottomila Pag. 135

XCVIII.

1491
5
settembre La Città di Barcellona supplica il Re Don Ferdinando il Cattolico, affinchè faccia mantenere nel suo pieno vigore la prammatica sanzione, in virtù della quale è proibito a qualunque persona, la quale non sia suddita di S. M. Cattolica, pescare ed esportare corallo nei mari e dai mari di Sardegna ecc. » 136

XCIX.

1499
10
gennaio I Consiglieri della Città di Barcellona scrivono a Messer Giovanni Duay Vicerè di Sardegna per lo stesso oggetto della osservanza della Prammatica Reale sul privilegio della pesca del corallo nei mari sardi, pel quale si erano già indirizzati col precedente memoriale (n° XCVIII) al Re Don Ferdinando il Cattolico » ivi

C*.

1499
31
marzo Lettere del Re Don Ferdinando II il Cattolico, dirette a Messer Giovanni Duay Luogotenente generale nel Regno di Sardegna, con le quali gli ordina di mettere in esecuzione in tutta l'Isola l'Editto *perpetuo* con cui erano stati cacciati gli Ebrei da tutti i suoi Regni e Signorie, e gli dà gli avvertimenti e le norme da seguirsi nella conseguente espulsione degli stessi Ebrei dalla Sardegna » 137

CI*.

1493
14
ottobre Il Re di Castiglia e d'Aragona Don Ferdinando II il Cattolico dichiara in modo solenne ed amplissimo la innocenza di Don Salvatore d'Alagon, fratello di Don Leonardo già Marchese di Oristano e Conte di Goceano, da tutti i reati di perdellione, e di crimenlese che gli erano stati apposti, e pei quali era stato condannato a pena capitale, e quindi per grazia ritenuto nel castello di Xativa, proclamando essere risultata tale innocenza da rigorose e regolari informazioni perciò assunte dal Reggente della sua reale Cancelleria, e ordinando per conseguenza la cancellazione e l'annullamento dei processi, sentenze, giuramenti, obbligazioni, cauzioni ed altri atti, che in odio dello stesso D'Alagon erano stati per lo innanzi formati » 138

CII*.

Il Re Don Ferdinando il Cattolico, rammentando la solenne dichiarazione e proclamazione dell'innocenza di Don Salvatore Alagon da lui fatta soli tre giorni avanti, fa tuttavia formale e rigoroso divieto allo stesso Alagon di recarsi in Sardegna senza il suo regio e speciale permesso, con comminazione della pena capitale, da incorrersi ed eseguirsi senza remissione, in caso di disobbedienza Pag. 139

CIII*.

Il Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna Don Ferdinando II detto il Cattolico richiama a stretta osservanza il privilegio ch'era stato concesso alla Città di Alghero dai Sovrani di Aragona Don Pietro IV e Don Alfonso V, in virtù del quale tutti coloro che attendevano alla pesca del corallo nei mari sardi, dal Capo di Napoli (odierno Capo *Mannu*) nella costa occidentale fino all'Isola di Linayre (odierna Asinara) nella costa settentrionale dell'Isola, fossero naturali o forestieri, doveano *far porto e dogana* in detta città di Alghero » ivi

CIV*.

Lettere patenti del Re di Castiglia e di Aragona Don Ferdinando II il Cattolico, con le quali Don Giovanni d'Alagon, fratello di Don Leonardo Marchese di Oristano e Conte di Goceano, è proclamato innocente dei reati, che gli si erano apposti, e pei quali era stato condannato alla pena capitale, e si ordina perciò che siano cancellati e annullati tutti i processi formati contro di lui, insieme con le sentenze, decreti, giuramenti, cauzioni ed *obbligazioni* che avevano susseguito a tale condanna » 140

CV*.

Il Re Don Ferdinando II il Cattolico, ricordata la grazia già da lui fatta a Don Giovanni d'Alagon, fratello del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nel 9 marzo 1496, in virtù della quale gli era stato concesso di poter liberamente recarsi e dimorare in qualunque luogo dei Regni d'Aragona, di Valenza, di Catalogna e di Castiglia, ora gli accorda piena ed intera la libertà, così dentro, come fuori de' suoi Stati » 141

CVI*.

Testamento di Don Giovanni di Alagon e di Arborea, figlio di Don Leonardo di Alagon e di Arborea, Marchese di Oristano e Conte di Goceano » ivi

CVII*.

Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, con la quale si provvede alla libertà del com-

Anni

1493
17
ottobre

1493
24
ottobre

1497
10
giugno

1496
18
settembre

1499
28
gennaio

1499
30
settembre

Anni

Anni

	mercio interno ed esterno di Sardegna, a favore specialmente dei cittadini di Cagliari, di Sassari, di Oristano, di Alghero e di Bosa; e quest'ultima città è dichiarata <i>città reale e porto reale</i> dell'isola, benchè fosse posseduta da Bernardo de Villamari Capitano generale, o Ammiraglio delle forze marittime di detto Re Cattolico	143
	CVIII*.	
1499 19 novembre	Don Ferdinando II il Cattolico Re di Castiglia e di Aragona, a complemento della grazia già conceduta a Don Luigi e a Don Antonio d'Alagon e di Arborea, fratelli del Marchese di Oristano e conte di Goceano, nel 9 marzo 1496, con la quale avea allargato i confini della loro relegazione fino ai Regni di Aragona e di Valenza, ed ai Principati di Catalogna e di Castiglia, accorda ai medesimi piena ed intera libertà	144
	CIX*.	
1500 36 settembre	Protesta fatta da Don Antonio d'Alagon e di Arborea, figlio del Marchese di Oristano e Conte di Goceano, nanti il Luogotenente della Corte del <i>Justicia mayor</i> di Aragona, contro le violenze, ch'erano state usate alla sua persona, al suo fratello Don Giovanni, ed ai suoi zii paterni Don Giovanni e Don Luigi d'Alagon e di Arborea dal Governatore generale del Regno di Valenza nell'Ottobre 1495, e nel castello di Xativa, dov'erano detenuti, obbligandoli con minacce di morte ad approvare le sentenze contro di essi tutte emanate, ed a sottoscrivere atti di formale rinunzia ai diritti che potessero ancora avere sopra i loro beni situati nel Regno di Aragona	ivi
	Dissertazione settima sopra i monumenti storici e diplomatici di Sardegna del secolo XVI . . .	148
	Diplomi e carte del secolo decimosesto . . .	157
	I*.	
1501 1502 1504	Frammenti di Congregazioni sinodali tenute da Francesco Pellicer Arcivescovo Turritano . .	ivi
	II*.	
1503 18 luglio	Diploma del Re Don Ferdinando il Cattolico, col quale sono confermati a favore di Bernardo Villamari Ammiraglio della flotta aragonese tutti i diritti, privilegi, ed esenzioni, che gli erano stati già conceduti sulla città di Bosa, ville e luoghi dipendenti, sui porti e sulla libera estrazione delle mercanzie dai medesimi, e sono in pari tempo dichiarate di libero e franco alodio queste sue possessioni	161

	III*.	
	Testamento di Don Antonio d'Alagon di Arborea, figlio e successore di Don Leonardo Alagon, già Marchese di Oristano e Conte di Goceano	159 15 dicembre
	IV*.	
	Bolla di Papa Giulio II, con la quale furono uniti il Vescovado di Dolia all'Arcivescovado di Cagliari, i Vescovadi di Torres e di Ploaghe all'Arcivescovado Turritano, e il Vescovado di S. Giusta all'Arcivescovado di Arborea; unite pure le sedi vescovili di Usellus e di Terralba, e trasferite ad Ales; le sedi vescovili di Bisarchio, Castro ed Ottana trasferite ad Alghero; trasportata al Castel Genovese la sede vescovile di Ampurias, con la unione delle abbazie di S. Michele di Plano (de Plajano) dell'ordine di Vallombrosa, e di S. Maria di Cerigo dell'ordine di S. Benedetto; e trasferita infine la sede vescovile di Solci a quella d'Iglesias (Villa-Ecclesia)	160 8 dicembre
	V*.	
	Bolla del Pontefice Giulio II, con la quale è decretata l'unione perpetua delle due sedi vescovili di Ampurias e Civita	1506 5 giugno
	VI.	
	Prammatica del Re Ferdinando il Cattolico, con cui si proibisce a tutti gli Ufficiali regii in Sardegna di vendere e contrattare gli uffici loro con le giurisdizioni che vi erano annesse	1507 15 maggio
	VII*.	
	Il Re Ferdinando il Cattolico approva con Decreto e Privilegio Reale i capitoli e le domande discusse e proposte dal Braccio militare nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza dei Vicerè Giovanni Duay (o Dusay) e Ferdinando Giron de Rebollado	1572
	VIII*.	
	Lettere Pontificie, con le quali si stabilisce la unione dell'antica sede vescovile di Solci alla sede arcivescovile di Cagliari	1513 9 gennaio
	IX*.	
	La Regina Giovanna di Castiglia e di Aragona, e il Re Don Carlo suo figlio (poi Carlo V Imperatore) comandano che sia eseguita la sentenza proferita nelle Corti generali di Aragona dai Giudici eletti a favore di Don Luigi Alagon di Arborea, e contro il Fisco che difendeva le ragioni della Corona	1519 24 gennaio

Anni

X*.

La Regina Giovanna e il Re Don Carlo di Castiglia e di Aragona (poi Imperatore Carlo V), a petizione di Angelo Marongio, confermano alla città di Sassari tutti i suoi antichi privilegi ed esenzioni Pag. 175

XI*.

1519
14
settembre Diploma dell'Imperatore Carlo V a favore d'Isabella Villamari Principessa di Salerno, col quale sono confermati ed ampliati i dritti e privilegi già concessuti a suo padre Bernardo Villamari sulla città di Bosa, luoghi, terre, porti e fiumi dipendenti, e le sono pur fatte nuove concessioni, specialmente riguardo alla libertà della pesca ed estrazione dei coralli 177

XII*.

1519
30
settembre L'Imperatore Carlo V, a petizione di Isabella de Villamari Principessa di Salerno, e signora di Bosa in Sardegna, revoca il Privilegio accordato alla città di Oristano per la importazione ed esportazione di merci e derrate provenienti da certi luoghi dell'isola, e rimette in vigore la Prammatica del Re Don Ferdinando II (il Cattolico) sulla libertà del commercio insulare » 179

XIII*.

1530
30
aprile Decreto Reale dell'Imperatore Carlo V, col quale sono approvati e sanzionati i capitoli, e le domande discusse e deliberate dai tre Bracci del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Angelo di Villanova » 182

XIV*.

1530
30
aprile L'Imperatore Carlo V sanziona con suo Decreto Reale i capitoli delle domande discusse e deliberate dallo *Stamento* militare nel Parlamento riunito in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Angelo di Villanova 183

XV*.

1539
37
luglio Lettere dell'Imperatore Carlo V e della Regina Giovanna al Vicerè di Sardegna, con le quali si ordina che siano osservati, rispettati ed eseguiti i privilegi e le immunità spettanti ai cittadini di Sassari » 184

XVI*.

1534
1535 Frammenti di Congregazioni Sinodali, e di alcuni provvedimenti di disciplina ecclesiastica, che ebbero luogo sotto l'Arcivescovo turritano Salvatore Alepus » 185

XVII*.

1534
15 e 17
giugno Replica fatta a nome di Don Pietro di Altarriba e Arborea nelle Corti celebrate in Monzone

Anni

dall'Imperatore Carlo V, per dimostrare che gli spettava di diritto il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, già confiscato a danno di Leonardo Alagon, ed applicato alla Corona dei Sovrani aragonesi Pag. 188

XVIII*.

Sentenza, con la quale Filippo Sancheta e Martino Giovanni Alberto, Giudici eletti dalle Corti generali di Monzone, e dall'Imperatore Carlo V, dichiarano di appartenere alla Corona il marchesato di Oristano e il contado di Goceano, riservando però a Don Pietro di Altarriba y Alagon il diritto che pretendeva competergli per la successione a detti feudi come a nipote di Don Leonardo Alagon di Arborea 197

XIX*.

Bolla del Pontefice Paolo III, con la quale si accorda all'Arcivescovo e al Capitolo della chiesa cattedrale di Sassari il privilegio di farsi precedere dal *gonfalone* nelle processioni per le due solenni festività dei santi martiri turritani, ed altre solite celebrarsi in ciascun anno » 198

XX*.

Relazione del ricevimento fatto in Alghero all'Imperatore Carlo V in occasione del di lui passaggio e fermata in quella città, andando alla impresa di Algeri ivi

XXI*.

L'Imperatore Carlo V, e la Regina Giovanna sua madre approvano i capitoli di Corte, ossia le domande discusse e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Antonio di Cardona » 202

XXII*.

Nomina di un Console transmarino per la città di Alghero in Sardegna, fatta dai Consoli della città di Barcellona nella persona di Onofrio Pau » 205

XXIII*.

Lodovico Torrella fa resignazione diretta in mani del Sommo Pontefice dell'Arcipretura di Santa Giusta in Sardegna e delle prebende annesse di Norguido e Domusnovas, a favore di un Canonico di Bosa, riservandosi un'annua pensione, per la quale presta fidejussione e ipoteca i frutti del suo beneficio il Piovano di Osilo, il quale perciò interviene all'atto » 205

XXIV*.

Lettere di Don Filippo II Re di Castiglia e di Aragona ecc. al Vicerè di Sardegna, al quale

119

ordina di non dar passo alle appellazioni che abusivamente si facevano a Roma nelle cause dipendenti da condanne di eretici e di apostati, pronanziate dall'Inquisitore, e dalla confisca dei beni dei condannati; dichiara tali appellazioni lesive della sua reale giurisdizione, e vuole che s'impediscano, non ostante qualunque provvedimento pontificio in contrario; e statuisce infine che le appellazioni medesime, se vi sarà luogo, debbano farsi all'Inquisitore generale e al Consiglio della generale inquisizione residente presso il Sovrano . . . Pag. 207

XXV*.

1559
14
ottobre Lettere reali di Don Filippo II Re di Castiglia, di Aragona, ecc., con ordine ai Baroni di Sardegna che non maltrattino e opprimano i vassalli, e al Vicerè ed altri ufficiali regii dell'isola, affinché rendano giustizia ai vassalli che reclamano contro l'oppressione dei Baroni . . . ivi

XXVI*.

1560
8
maggio Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., approva i capitoli di Corte discussi e deliberati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Lorenzo Fernandez de Heredia . . . » 208

XXVII.

1563
31
luglio Ordinazione regia di Don Filippo II, Re di Castiglia, di Aragona, ecc., con la quale si stabilisce che i ministri tutti, ufficiali e famigliari della Santa Inquisizione e della Crociata in Sardegna siano sottoposti indistintamente al pagamento delle gabelle reali e civiche, ad eccezione del solo Inquisitore e del solo Commissario, o loro Luogotenente, che dichiara esenti da ogni gravanza . . . » 209

XXVIII.

1565
5
aprile Filippo II Re di Castiglia e di Aragona approva i capitoli o domande votate dai tre *Bracci* del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Alvaro di Madrigal » . . . ivi

XXIX.

1567
8
febbraio Lettere in forma *Brevis* del Pontefice Pio V, in virtù delle quali gli spogli degli Arcivescovi e Vescovi di Sardegna, durante la vacanza delle loro sedi, sono destinati ed applicati alla fabbrica, manutenzione ed ornamento delle chiese cattedrali, e si destinano Economi speciali per amministrarli . . . » 210

XXX.

..... Bolla del Pontefice Pio V relativa alle dignità e alle prebende ecclesiastiche di Sardegna, alla separazione delle medesime dalle chiese par-

rocchiali, e al più regolare ed ordinato servizio di queste ultime per mezzo dei loro rettori o vicari Pag. 212

XXXI*.

L'Arcivescovo turritano Martino Martinez del Villar unisce alla chiesa cattedrale e metropolitana di Sassari alcune chiese rurali (*campestres*) esistenti nel suo territorio, con tutte le sue pertinenze, dritti e proventi, e ne applica i proventi alla massa capitulare delle distribuzioni corali, affinché i canonici, i quali versano in povertà, possano aver mezzi di decente sussistenza . . . » 213

XXXII.

Breve del Pontefice Pio V, col quale richiama a stretta osservanza le Ordinanze emanate dalla Sede Pontificia riguardo agli spogli degli Arcivescovi e Vescovi di Sardegna, conferma le attribuzioni conferite agli Economi o deputati delle chiese cattedrali e capitolari per tale oggetto, riprova la intromissione dell'Autorità secolare nell'amministrazione e destinazione di detti spogli, e dichiara nullo e di niun effetto quanto si era operato da detta Autorità riguardo allo spoglio dell'Arcivescovo di Cagliari, morto in Cagliari nell'anno precedente . . . » 214

XXXIII*.

L'Abbadessa e le monache del monistero dei santi Lorenzo e Vito della città di Pisa concedono in enfiteusi i beni, dritti e ragioni, chiese e benefici, che possedeano in Sardegna, al dottore Girolamo Araolla di Sassari, suo fratello Sebastiano Araolla, ed i costui figli e nipoti, fino alla quarta generazione . . . » 216

XXXIV*.

Filippo II Re di Castiglia, di Aragona, ecc., sanziona i capitoli e domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Coloma . . . » 218

XXXV*.

Breve del Pontefice Gregorio XIII, col quale si ordina agli Economi, o deputati a raccogliere gli spogli degli Arcivescovi e Vescovi morti in Sardegna o fuori, i quali avessero occupato sedi metropolitiche o episcopali nell'isola, di rendere pronta ed esatta ragione della loro amministrazione; e si confermano i provvedimenti già dati dal suo predecessore Pio V, affinché tali spogli siano interamente applicati al ristoro, e alla conservazione delle chiese cattedrali . . . » 219

XXXVI.

Il Pontefice Sisto V conferma a favore di Filippo II Re di Spagna il diritto di *patronato* e di *pre-*

1571
31
agosto

1573
24
gennaio

1572
1573
stil. pis.
91
giugno

1575
27
marzo

1569
13
aprile

1586
10
settembre

Anni					
	sentazione nelle chiese di Sardegna, già conceduto dal Papa Clemente VII all'Imperatore Carlo V	Pag. 221	e deliberate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Aytona	Pag. 231	
	XXXVII*.		XLIII.		
1580 30 dicembre	Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., approva con suo diploma i capitoli di Corte e le domande votate nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Michele di Moncada	222	Prammatica di Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., che stabilisce il numero e la qualità dei titoli onorifici, ed il modo con cui si debbano dare e usare in Sardegna, sia in iscritto che a parole	232	1596 15 luglio
	XXXVIII.		XLIV*.		
1587 30 settembre	Filippo II Re di Spagna impone sulla esportazione di alcune merci e derrate da Sardegna un dazio discusso ed acconsentito dai tre Stamenti del Parlamento Sardo, per sopporre alle spese della costruzione ed armamento di nuove torri sul litorale dell'isola; e stabilisce l'amministrazione stamentaria dei proventi di questo dazio e dell'applicazione dei medesimi al solo scopo per cui fu acconsentito	225	Diploma di Filippo II, Re di Castiglia, di Aragona, ecc., col quale sono approvati i capitoli votati nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Don Gastone de Moncada, marchese di Aytona	234	1598 6 giugno
	XXXIX*.		XLV.		
1589 4 aprile	Il Re di Spagna Don Filippo II, a petizione di Giacomo Martinez, Sindaco della città di Sassari, scrive ed ordina al Vicerè di Sardegna, che siano osservate le immunità e le franchigie accordate ai Sassaresi dal Re Don Alfonso, le quali erano state confermate eziandio con reale privilegio del 1548	229	Lettera del Pontefice Clemente VIII all'Arcivescovo di Cagliari, con la quale gli ordina di far eseguire ed osservare dai Regolari dell'uno e dell'altro sesso in Sardegna i Decreti, ch'erano stati fatti da due Visitatori apostolici, mandati nell'isola per correggere gli abusi che si erano introdotti nella vita monastica	235	1600 8 novembre
	XL*.				
1591 ...	Proclama ed ordise (Crida pubblica) del Vicerè di Sardegna, col quale si proibisce severamente ai cittadini di Cagliari e delle altre città dell'isola di mettere mano alla spada o al pugnale (in caso di rissa o di contesa), sotto pena d'inchiodarglisi la mano in luogo pubblico, o di servire forzatamente per un anno in una delle torri del Regno, oltre la multa di cento ducati, ad arbitrio del Vicerè o del reale Consiglio	250	Disertazione ottava sopra i monumenti storici e diplomatici di Sardegna del secolo XVII	239	
	XLI.		Diplomi e carte del secolo decimosettimo	249	
1594 30 gennaio	Filippo II Re di Castiglia e di Aragona, ecc., volendo mantenere inviolato il suo diritto di patronato su alcune Abazie, Priorati e benefici ecclesiastici in Sardegna, scrive ai Vescovi dell'isola, affinchè non procedano in verun caso alla collazione canonica dei medesimi prima della presentazione regia, e informino delle vacanze di dette Abazie, Priorati e benefici di Patronato reale il Luogotenente e Capitano generale di Sardegna, ovvero il Regio Ambasciatore in Roma	ivi	I.		
	XLII*.		Breve apostolico di Papa Clemente VIII, col quale si provvede che tutti li benefici, e pensioni ecclesiastiche vacanti nell'isola di Sardegna, ad eccezione dei vescovati e delle prelature, siano conferiti ai nativi dell'isola medesima, o a coloro che, sebbene stranieri, abbiano ottenuto la <i>naturalità</i> per voto, e col consenso dei tre BRACCI o STAMENTI del PARLAMENTO SARDO	ivi	1601 13 aprile
1594 8 marzo	Abolizione di pene crudeli e modificazione di alcune altre stabilite dall'antica <i>Carta de Logu</i> , discusse		II*.		
			CAPITOLI DI CORTE votati dai tre STAMENTI Sardi nel PARLAMENTO celebrato dal Vicerè Don Antonio Cardona Conte d'Elda, e approvati dal Re di Aragona, e di Sardegna Don Filippo III, per la fondazione in Cagliari di una Università di studi, e per la erezione dell'edificio corrispondente	255	1602 ...
			III*.		
			Gli Stamenti sardi propongono una legge coercitiva, e ne ottengono la sanzione dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, per obbligare i proprietari di terreni chiusi ed aperti alla		1603

Anni

piantazione di alberi di gelso, onde poter introdurre nell'isola l'arte della seta. Pag. 254

IV*.

1603 Provvedimenti coercitivi dati dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione del Parlamento di Sardegna, affinché si eseguisse rigorosamente la Prammatica Reale già emanata per l'innesto graduale degli olivi selvatici esistenti nell'isola, e per la fabbricazione dell'olio » ivi

V*.

1603 Franchigia di ogni dazio pel termine di venti anni accordata dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, dietro domanda dei tre Stamenti di Sardegna, a tutte le lane e drappi di lana che si estrarrebbero dall'isola, onde attivare a tal riguardo l'industria nazionale » 255

VI.

1604 Breve del Pontefice Clemente VIII per regolare l'applicazione degli spogli dei Vescovi di Sardegna in occasione della loro morte » ivi

VII*

1605 Il Re di Spagna Don Filippo III approva e sanziona con suo reale diploma i capitoli votati e discussi nel Parlamento sardo riunito nel 1602 dal Vicerè Don Antonio Coloma Conte Delda » 257

VIII*.

1610 Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III proibisce ai Consiglieri o membri del Municipio di Cagliari che facciano donativi di danaro, o di valori corrispondenti, ai Vicerè di Sardegna, in occasione di matrimonio delle loro figlie, od altre circostanze, come da tempo antico si costumava fare, senza ottenerne prima l'assenso regio, sotto pena di rimanere a carico particolare di ciascun Consigliere, non però dei fondi del Municipio, il donativo da essi offerto » 258

IX*

1610 Antonio Canopolo Arcivescovo metropolitano di Arborea Vescovo di Santa Ginstà fa ampia e irrevocabile donazione al suo nipote Martino Suzzarello della villa, terre, boschi, acque, ecc., ecc., di Pattigari, con giurisdizione civile e criminale, mero e misto impero sugli abitanti della villa medesima, e col vincolo di perpetuo fidecommissario » ivi

X*.

1613 Diploma del Re Don Filippo III, col quale sono stabiliti i poteri, le attribuzioni, i doveri e le

onorificenze degli antichi governatori e riformatori del Capo di Cagliari e Gallura in Sardegna, sotto il dominio spagnuolo Pag. 260

XI*.

Lettere del sacerdote Giovanni Callega all'Arcivescovo turritano (di Sassari) Don Gavino Manca Cedrelles, relativa all'antica chiesa dedicata a S. Martino Vescovo, ed ora intitolata a S. Quirico nell'Agro Sassarese » 261

XII*.

Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, a petizione dello Stamento militare, determina l'età che ciascun membro di detto Stamento debbe aver compiuto per poter votare e sostenere ufficio nelle Corti o Parlamenti generali di Sardegna » 262

XIII*.

Capitolo di Corte, proposto nel Parlamento celebrato sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia, e modificato con sanzione sovrana di Don Filippo III Re di Spagna e di Aragona, con cui fu stabilito che nessun procuratore dei membri assenti dalle Corti potesse avere più di tre voti nelle deliberazioni, oltre il proprio » ivi

XIV*.

Capitolo di Corte votato nel Parlamento sardo, in virtù del quale era stabilito che i nobili, i quali non potessero intervenire personalmente alle Corti, avessero facoltà di farsi rappresentare nello Stamento militare da un Procuratore speciale, che in loro nome prendesse parte alle discussioni, e avesse il diritto del voto nelle deliberazioni » 263

XV*.

Capitolo di Corte proposto dal Parlamento sardo, e approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III, col quale fu stabilito che nessuno, il quale non sia Cavaliere (nobile), nè in persona propria, nè come Procuratore di Cavalieri assenti, potesse far parte ed esser membro dello Stamento militare; fatta però eccezione dei Procuratori lasciati dai Magnati sardi che vivevano in Spagna a governare i loro stati e feudi in Sardegna, i quali anche non essendo Cavalieri potessero intervenire . . . » 263

XVI*.

Due Capitoli di Corte discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia, e relativa risoluzione sovrana, con cui fu stabilito che le deliberazioni prese fuori del Parlamento dai membri

Anni

1614
16
maggio

1614

1614

1614

1614

1614

Anni

dello Stamento militare congregati separatamente nel Capo di Cagliari o in quello di Sassari, non possono obbligare i non intervenienti, e non possono essere mandata a esecuzione come deliberazioni di tutto lo Stamento Pag. 263

XVII*.

1615
9
maggio Diploma di Filippo III Re di Spagna, col quale sono approvati i Capitoli di Corte discussi e votati dal Parlamento sardo, riunito in Cagliari per ordine sovrano nel 1614 dal Vicerè Don Carlo di Borgia, Duca di Gaudia e Conte di Oliva » 264

XVIII*.

1616
17
ottobre Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III ordina al Vicerè di Sardegna Don Carlo Borgia Duca di Gandia che non permetta, senza il previo assenso regio, la riunione dei militari (Nobili) del Capo di Cagliari in forma di Stamento, fuori dei casi permessi dai Capitoli di Corte votati nei precedenti Parlamenti; nei quali casi ancora le risoluzioni che vi si prendessero non siano obbligatorie pei militari del Capo di Sassari, secondo il disposto degli stessi capitoli » 265

XIX*.

1617
17
giugno Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo III scrive al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna sulla materia delle riunioni parziali dello Stamento militare, sia in Cagliari che in Sassari, ricorda le deliberazioni parlamentari e le risoluzioni regio a tal riguardo, e ne inculca la esatta osservanza » 266

XX*.

1619
1 al 5
luglio Relazione dell'arrivo e della fermata nella città di Alghero dal 1.^o al 5 luglio 1619 del Principe Filiberto di Savoia » ivi

XXI*.

1623
30
marzo Lettera di Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona a Don Alfonso Conte di Eril, Vicerè di Sardegna, con la quale gli prescrive la osservanza degli ordini reali già dati dal suo padre Don Filippo III riguardo alle riunioni parziali dei membri dello Stamento militare » 267

XXII*.

1623
luglio Prammatica del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale si danno alcuni provvedimenti per riparare al disordine in cui era caduta l'amministrazione del denaro pubblico in Sardegna, e per facilitare agli agricoltori dell'isola la vendita e la esportazione del frumento » 268

XXIII*.

Petizione dei Cappellani della Basilica di S. Gavino di Torres al Capitolo turritano per oggetti riguardanti il servizio di quella chiesa, e per ottenere il permesso di armarsi onde respingere all'occorrenza gli assalti dei Turchi e difendersi dalle loro improvvise aggressioni (Lingua sarda) Pag. 269

XXIV*.

Discorso e proposte fatte ai tre Stamenti di Sardegna, a nome del Re Don Filippo IV, dal Vicerè Don Giovanni Vivas di Canamas Barone di Benifayo, y Santa Coloma, nella solenne apertura del Parlamento radunato nella chiesa cattedrale di Cagliari » 270

XXV*.

Offerta di centocinquantamila ducati fatta dai tre Stamenti del Parlamento Sardo al re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a titolo di sussidio o donativo, coi patti e condizioni nella medesima espressi » 271

XXVI*.

Proposta e domanda fatta dai tre Stamenti del Parlamento celebrato sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Vivas di Canamas Barone di Benifayo, y Santa Coloma, per la creazione di una squadra di otto galee e di due galeoni, destinati a difendere e guardare i mari, e a proteggere, facilitare e promuovere il commercio dell'isola » 272

XXVII*.

Discorso di chiusura del Parlamento sardo tenuto dal Presidente del medesimo, Vicerè e Capitano generale di Sardegna » 275

XXVIII*.

Elenco delle persone gratezie nel giorno della conclusione, e chiusura del Parlamento celebrato in Sardegna dal Vicerè Don Giovanni Vivas » 276

XXIX*.

Il Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV sanziona con suo R. Diploma i capitoli discussi e votati nel Parlamento celebrato in Sardegna nel 1624, sotto la presidenza del Vicerè Don Giovanni Vivas » ivi

XXX*.

Ordine reale di Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona a Don Giovanni Vivas, Vicerè di

Anni

1623
25
giugno

1624
5
 febbrajo

1624
30
aprile

1624
....
.....

1624
29
aprile

1624
29
aprile

1625
11
novembre

1625
16
novembre

Anni

Anni

Sardegna, relativamente alle riunioni separate e collegiali dello Stamento militare . . . Pag. 277

XXXI°.

1629
28
aprile
9
maggio
Posti assegnati dal Vicerè di Sardegna Marchese di Vayona alla Cavalleria e Fanteria nazionale nella città di Sassari, ed ordini da tenersi ed eseguirsi dalle medesime in caso d'invasione od aggressione nemica . . . » 278

XXXII°.

1629
11
agosto
Istruzioni spedite a Sardegna dal Consiglio dell'Ordine di Calatrava, nelle quali sono fissate le forme e gli esami che si doveano fare, prima di concedere ai postulanti od ai designati dal Re i distintivi degli Ordini religiosi e militari della Monarchia spagnuola . . . » 281

XXXIII.

1630
17
giugno
Diploma del Re Don Filippo IV a favore del Marchese di Bayona o Vayona Vicerè di Sardegna, dal quale risulta il modo con cui i Sovrani di Spagna delegavano i loro poteri reali per la convocazione del Parlamento sardo, laddove essi stessi fossero impediti a convocarlo e presiederlo personalmente . . . » 284

XXXIV°.

1630
17
giugno
Lettera del Re Don Filippo IV al Vicerè di Sardegna, con la quale si ordina agli Abilitatori dello Stamento militare di riconoscere attentamente i titoli di nobiltà, in virtù dei quali si potea e si dovea accordare ai possessori dei medesimi di far parte di detto Stamento e di sedere e votare nel Parlamento sardo, con altre prescrizioni a ciò relative, e col provvedimento provvisorio di osservarsi intanto le abilitazioni già fatte nel 29 novembre 1574 » 285

XXXV°.

1630
7
settembre
Il Re Don Filippo IV di Sardegna ordina che neseun Notaio pubblico presenti bolle od altre provvisioni spedite dalla Curia Romana, se prima le medesime non siano state riconosciute dai Ministri regii, in conformità al disposto dalle leggi vigenti in Sardegna . . . » 286

XXXVI°.

1631
1632
Capitolo di Corte col quale si delibera e si ottiene che nessun titolato o Cavaliere straniero possa far parte dello Stamento militare di Sardegna ed intervenire alle sue riunioni e deliberazioni, ed avervi dritto di voto . . . » ivi

XXXVII°.

1631
1632
Capitolo di Corte, votato dal Parlamento sardo, approvato dal Re di Spagna e di Aragona

Don Filippo IV, e stabilito come Legge del Regno, in virtù del quale fu richiamato a stretta osservanza l'antico privilegio accordato ai membri dello Stamento militare, di non poter essere giudicati e condannati criminalmente, fuorchè col voto di sette loro pari, ossia di sette membri dello stesso Stamento militare Pag. 286

XXXVIII°.

Ordine dato dal Re Don Filippo IV all'Avvocato fiscale di Sardegna, affinché nei Parlamenti non si ammettessero a far parte dello Stamento militare fuorchè coloro che fossero già stati abilitati come nobili e Cavalieri (equites), o discendessero da altri abilitati, aventi dritto ad essere membri di detto Stamento e a intervenire alle Corti generali del Regno . . . » 287

XXXIX.

Capitolo di Corte votato dal Parlamento sardo, e approvato dal Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale gli Stamenti acconsentono per un altro decennio al pagamento del donativo straordinario di ducati ottantamila all'anno, già pagato nei cinque anni precedenti dall'isola, onde sopprimere alla formazione e al mantenimento del così detto Terzo dell'Esercito regio, purchè, secondo il patto pazonato nella prima offerta del donativo medesimo, il Mastro di campo, Comandanti ed Ufficiali superiori di detto Terzo fossero tutti nativi di Sardegna . . . » 288

XL°.

Diploma col quale Don Filippo IV Re di Spagna e di Aragona approva e sancisce i capitoli votati e discussi nel Parlamento celebrato in Sardegna negli anni 1631 e 1632 sotto la presidenza del Vicerè Don Girolamo Pimental Marchese di Bayona, e del Presidente Don Gaspare Prieto Vescovo di Alghero . . . » ivi

XLI°.

Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, col quale si conferma ai membri dello Stamento militare di Sardegna la facoltà di potersi congregare in Cagliari o in Sassari (nell'uno o nell'altro Capo dell'isola), purchè però le risoluzioni stamentarie si prendano nella prima di dette due città, e alla congrega preceda sempre la licenza del Vicerè, salvo che si tratti d'interesse proprio di quest'ultimo o di doglianza contro di lui . . . » 290

XLII°.

Statuti del Gremio, ossia corporazione di varie arti, sotto la invocazione di Sant'Eligio nella città d'Alghero . . . » 292

1631
2
maggio

1631
1632

1633
28
giugno

1634
22
febbraio

1636
29
novembre

Anni

XLIII*.

- Statuti del Gremio, ossia corporazione degli agricoltori sotto la invocazione di S. Narciso nella città di Alghero Pag. 294

XLIV.

- 1638 Prammatica del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV, con la quale s'interdice rigorosamente ai Giudici ed a tutti gli Officiali regii, ai quali era affidata in Sardegna l'amministrazione della giustizia, di esercitare la mercatura o di applicarsi a negoziazioni aliene dal loro ufficio » 295
30
marzo

XLV.

- 1630 Bando del Principe di Meli Don Giovanni Andrea Doria Vicerè e Capitano generale di Sardegna riguardante l'ordinamento e la disciplina, i doveri, le esenzioni e i privilegi della Milizia nazionale » 296
15
settembre

XLVI.

- 1640 Diploma regio relativo alla carica di Presidente e Capitano generale dell'isola di Sardegna sotto il dominio spagnolo, dal quale risultano i dritti, i poteri, le onorificenze e gli obblighi ch'erano annessi a quell'eminente ufficio » 297
30
marzo

XLVII.

- 1640 * Diploma di laurea in medicina spedito dal Cancelliere della Università di Pisa a Francesco De Santa di Simone, cittadino ed allievo della Università degli studi di Sassari, nel quale è testualmente riportato il giuramento e la professione di fede, che si prestavano dai candidati dopo l'esperimento, e prima di conseguire il grado, i dritti e le insegne dottorali » 298
1641
sist. pis.
31
giugno

XLVIII.

- 1640 Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV a favore di Don Fabrizio D'Orta Duca di Avellino, col quale quel Monarca, in premio dei servizi personali da lui prestati alla Corona per sedici anni nella guèrra d'Italia e di Fiandra, e in riconoscimento dei servizi già anteriormente prestati per terra e per mare alla stessa Corona dal di lui padre, avo e proavo, e dal di lui fratello Giovanni Andrea D'Orta Principe di Meli, lo crea suo Luogotenente generale (*ex latere nostro dextero sumptum*) del Regno ed Isola di Sardegna » 300
3
settembre

XLIX*.

- 1640 Diploma del Re di Spagna e di Aragona Don Filippo IV col quale Fabrizio D'Orta Duca di Avellino, creato già Luogotenente generale (*ex latere dextero* del Re), è creato eziandio Ca-

pitano generale delle genti d'arme e di guerra dell'isola e regno di Sardegna Pag. 303

L*.

- Esemplari diversi delle lettere, con le quali i Sovrani di Spagna ed i loro Vicerè in Sardegna soleano invitare i membri dello Stamento militare a intervenire personalmente, o per mezzo di procuratore, alle Corti generali (Parlament), che si convocabano periodicamente nell'isola » 304
1653
25
maggio

LI*.

- Documenti varii relativi al processo e alle condanne ch'ebbero luogo in Sardegna in seguito all'uccisione del Vicerè Don Emanuele de los Cobos Marchese di Camarassa, accaduta nel 21 luglio del 1668 » 306
1669
luglio

LII*.

- Esemplari di lettere reali e di lettere vicereali con cui i membri dello Stamento militare furono invitati a intervenire al Parlamento convocato in Sardegna nel 1677 sotto la presidenza del Vicerè Conte di Santo Stefano, e Marchese de las Navas » 309
1676
13
ottobre

LIII*.

- Diploma di Carlo II Re di Castiglia, di Aragona e di Sardegna ecc., col quale quel Monarca cede e vende per suoi tremila ai Consiglieri e probiumi della città di Sassari la giurisdizione civile in prima istanza, salvo l'appellazione e il ricorso alla Reale Udienza e al Vicerè dell'isola » 310
1677
24
novembre

LIV*.

- Cortes generales celebradas por el ex.^{mo} s.^r Conde de Santisteban Virrey de Sardeña en el año 1678 » 312
1678
e seg.

LV*.

- Tassa innocenziana del foro ecclesiastico nelle materie spirituali, ovvero dichiarazione sopra quelle cause e materie ecclesiastiche e spirituali, nelle quali nel foro ecclesiastico ed episcopale non si può, nè si deve esigere emolumento alcuno, eccetto quello che si dichiara per il solo cancelliere con la riforma degli abusi contrari » 341
1678
1
ottobre

LVI*.

- Altri esemplari di lettere reali e vicereali, con le quali i membri dello Stamento militare di Sardegna furono invitati a intervenire al Parlamento generale celebrato in Cagliari nel 1688 sotto la presidenza del Vicerè Duca di Monteleone, Principe di Noya » 344
1686
10
ottobre

LVII*.

- 1689 Cortes generales celebradas por el ex.^{mo} senor
Duque de Monteleon en el año 1689 Pag. 345
e seg.

LVIII*.

- 1697 Lettera del Vicerè di Sardegna Conte di Montel-
lano a uno dei membri dello Stamento mili-
tare (dei nobili) di Sardegna, con la quale
lo invita a intervenire al Parlamento generale
da lui convocato in Cagliari d'ordine del Re
di Spagna Don Carlo II per il giorno 26 gen-
naio 1698 » 375

LIX*.

- 1699 Corti generali celebrate per l'eccellentissimo signor
Conte di Montellano nell'anno 1699 ivi
e seg.

I.^a APPENDICE ai Diplomi e Carte dei secoli XIV,
XV, XVI e XVII » 403

SECOLO XIV » 405

I.

- 1342 Prammatica del Re Don Pietro IV il *Cerimonioso*,
30 con cui si proibisce ai chierici di esercitare
marzo in Sardegna uffizi civili e pubblici, sia a nome
regio che dei municipii, e di professare l'av-
vocatura avanti ai tribunali secolari ivi

II.

- 1361 Il Re Don Pietro IV di Aragona crea Barone del
6 regno il nobile Pietro Boyl, suo Consigliere,
maggio in remunerazione dei servigi militari de' suoi
antenati, e de' suoi proprii, specialmente nella
espugnazione della città di Alghero in Sar-
degna » 406

III.

- 1366 Don Pietro IV Re di Aragona e di Sardegna pro-
11 mette di non concedere in fendo verna città
aprile o villa del Capo di Cagliari, e di Gallura,
così di quelle che già gli obbedivano, come
delle altre, e di qualunque altra cadesse poste-
riormente sotto il suo reale dominio » 408

SECOLO XV » ivi

I.

- 1426 Alfonso V Re di Aragona (II di Sardegna) rico-
27 nosce i dritti della città di Sassari sulle Incon-
febbraio trade della Nurra e Flumenargia, e le dichiara
perpetuamente annesse al patrimonio di detta
città, con dipendenza dalla Corona e dal pa-
trimonio regio » ivi

II.

- II Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna)
a petizione dello Stamento militare (feudatari
e nobili) dell'isola, accorda perdono generale
ed amnistia ai Sardi che avevano delinquito
nei passati rivolgimenti insulari, con alcune
restrizioni indicate nel decreto di conces-
sione Pag. 409

III.

- II Re Don Alfonso di Aragona, a petizione dello
Stamento militare di Sardegna, accorda ai
feudatari dell'isola in generale, e ad alcuni in
particolare, e ai loro vassalli, famigliari e di-
pendenti, perdono ed obbligo pe' delitti ed ec-
cessi dei quali erano stati autori e complici
nei passati rivolgimenti » 410

IV.

- II Re Don Alfonso V di Aragona, a petizione dello
Stamento militare di Sardegna, ordina la cau-
cellazione e l'annullamento di tutti i processi
che i Ministri regii avevano istruito contro pa-
recchi feudatari dell'isola, loro vassalli e di-
pendenti, e revoca le condanne già pronun-
ziate da detti Ministri regii, e la presa di
possesto già da essi eseguita di alcuni fendi
sardi » ivi

V.

- Capitolo di Corte votato nel Parlamento Sardo e
consentito dal Re di Aragona Don Alfonso V,
in virtù del quale nè il Vicerè di Sardegna,
nè verun altro Ministro regio nell'isola potea
concedere salvaguardie, lettere moratorie o
manutenzionali nei luoghi e terre infestate dai
baroni, fuorchè in contraddittorio di questi
ultimi, e dopo regolare processo e sentenza » 411

VI.

- Prammatica di Don Giovanni II Re di Aragona
e di Sardegna, con la quale fu vietato ai ma-
gnati, baroni e feudatari dell'isola di far riu-
nione di genti d'arme a piedi e a cavallo,
onde farsi rendere giustizia dagli uffiziali regi,
a vece di ricorrere al Sovrano contro gli
stessi uffiziali se non gliela rendessero » ivi

VII.

- Don Giovanni II Re di Aragona e di Sardegna
accorda alla spettabile Catterina de Sena, figlia
naturale di Bartolo Magno (sardo), e moglie
del Visconte e Contestabile Giovanni de Sena,
il dritto a succedere, benchè nata *ex illicito*
coitu, ai feudi, e beni tutti di qualunque na-
tura, già posseduti dal suo padre nell'isola,
legittimandola per tale effetto, essendo stata
procreata da uomo e donna liberi (*solutis*) » ivi

Anni

Anni

VIII.

1478 Giovanni Moccenigo Doge di Venezia scrive a Gio-
39 vanni Ahimerico Console della Repubblica
gennaio veneta nell'isola di Sardegna, lodandolo per la
diligenza da lui usata per far restituire una
nave sequestrata al Capitano veneto Giacomo
de Tofania per ordine del Vicerè; e lo pre-
viene che spedirà con sue lettere Stefano de
Stefanis, cittadino di Venezia, affinché di pre-
senza nell'isola riclami e si faccia restituire
detta nave dal Vicerè di Sardegna, e la ricon-
duca quindi a Venezia; raccomandandogli di
fare in tale occasione gli uffici occorrenti per
la giustizia presso lo stesso Vicerè . . . Pag. 412

IX.

1481 Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico,
5 con la quale si determina la varia forma dei
novembre sigilli, coi quali si spedivano, e sarebbero ul-
teriormente spediti tutti i provvedimenti so-
vrani di qualunque specie, sia di grazia che
di giustizia, per ovviare alle frodi che potreb-
bero essere commesse così in Sardegna, come
negli altri suoi diversi regni . . . » 415

X.

1481 Il Re Don Giovanni II di Aragona accoglie favo-
..... revolmente, salve alcune restrizioni a favore
di terzi, la domanda fattagli dal Braccio (Sta-
mento) militare di Sardegna, affinché non si
procedesse ad alcun atto, inquisizione, o pro-
cesso contro qualunque comune, villa, castello
o persone particolari che avessero seguito le
parti di Leonardo Alagon, Marchese di Ori-
stano, o in occasione della di lui ribellione
avessero mancato di fedeltà al Sovrano . . . » 414

XI.

1490 Ferdinando II il Cattolico, Re di Aragona, scrive
14 al Vicerè di Sardegna, e gli ordina di non
gennaio porre impedimento alla estrazione dall'isola di
una determinata quantità di frumento, che per
reale privilegio avea conceduto a Giovanni
Fabra Procuratore reale, il quale perciò avea
facoltà di farla annualmente, a condizione però
che non trasportasse quel frumento a Barberia,
o ad altri luoghi e terre di Mori e d'infedeli . . . » ivi

XII.

1493 Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico,
4 con la quale si fa divieto a qualunque persona
agosto in Sardegna di presentare Bolle pontificie per
qualunque effetto, se le medesime non avessero
ottenuto prima l'*exequatur* regio . . . » 415

SECOLO XVI . . . » ivi

I.

1511 Il Re Don Ferdinando di Aragona, a petizione
aprile dello Stamento militare di Sardegna, accorda

perdono ai vassalli e familiari dei feudatari e
dei membri di detto Stamento per tutti i delitti
commessi, eccetto quello di *crimenlese* ed altri
indicati nel Decreto reale Pag. 415

II.

Il Re Don Carlo, Imperatore dei Romani, con la
sua madre la Regina Giovanna, a petizione
dello Stamento militare di Sardegna, accorda
perdono dei delitti commessi dai vassalli e
familiari dei feudatari dell'isola e dei membri
di detto Stamento » 416

III.

Prammatica del Re Don Filippo II, con la quale
si ordina che tutti indistintamente i Perceptor
ed Amministratori del danaro regio in Sardegna,
esercitino personalmente il loro ufficio . . . » ivi

IV.

Il Re di Spagna Don Filippo II scrive al Vicerè di
Sardegna ordinandogli di non permettere che
dalle sentenze dell'Inquisitore apostolico nel-
l'isola si appellasse a Roma, e che, nel caso
di tali appellazioni, contrarie ai suoi dritti
sovrani, non si desse corso alle lettere pon-
tificie, che perciò si emanassero, informando
il Santo Padre della violazione della giurisdiz-
ione regia che con siffatti appelli si com-
metteva » 417

V.

Il Re Don Filippo II accorda, a petizione dello
Stamento militare di Sardegna, perdono intero
pei delitti commessi dai vassalli e familiari dei
feudatari dell'isola e dei membri di detto Sta-
mento, eccettuato il delitto di *crimenlese* ed
altri nominati nel Decreto reale . . . » ivi

VI.

Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Ca-
gliari, affinché non molesti uno dei Canonici
della chiesa cattedrale di Galtelli (in Sardegna)
obbligandolo alla rinuncia al canonicato da lui
posseduto, perchè era stato già occupato dal
di lui padre, allora defunto, mentre a un tal
caso non era applicabile il disposto del Concilio
Tridentino, il quale proibisce che padre e figlio
ottenessero ed abbiano contemporaneamente be-
nefici in una stessa chiesa » ivi

VII.

Il Pontefice Pio IV scrive al Vescovo di Alghero
(in Sardegna) affinché desista dal costringere
il Canonico decano della sua chiesa cattedrale
a rinunciare a uno dei due canonicati ch'egli
possedeva, benchè ai medesimi fosse annessa
cura d'anime, perchè tale annessione era stata
posteriore alla investitura del canonicato . . . » 418

VIII.

- 1565
8 aprile Il Pontefice Pio IV fa scrivere dal suo Segretario al Vescovo di Bosa in Sardegna, affinché rimetta in possesso del primo canonico un Canonico della chiesa Bosanen., il quale si trovava al possesso di un altro canonico nella chiesa di S. Marco di Roma, bastando che quel Canonico perdesse le sole quotidiane distribuzioni della chiesa cattedrale di Bosa, in cui non risiedeva Pag. 418

IX.

- 1565
8 aprile Il Re di Spagna Don Filippo II, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda il perdono ai vassalli dei feudatari dell'isola e ai familiari dei membri di detto Stamento pe' delitti che avevano commesso, eccettuato il delitto di *crimenlese* ed altri specificati nel Decreto reale ivi

X.

- 1565
18 aprile Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Cagliari, affinché non rechi ulteriore molestia al chierico Giovanni Ferrerio di Cagliari, minacciandolo di privarlo del canonico che possedeva nella chiesa cattedrale Cagliariitana, pel solo motivo che non avesse ancora ricevuto gli ordini sacri, perciocchè il Ferrerio contava soli diciott'anni, e secondo le prescrizioni del Concilio Tridentino non potea essere ordinato in *sacris* fino al ventiduesimo anno di sua età 419

XI.

- 1565
8 maggio Don Filippo II Re di Spagna, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, provvede acciò siano tradotti in lingua catalana gli Statuti comunali antichi di Sassari, di Bosa e d'Iglesias, scritti originalmente in lingua sarda o in lingua italiana ivi

XII.

- 1565
22 giugno Il Pontefice Pio IV scrive all'Arcivescovo di Cagliari, riprendendolo per la scomunica da lui lanciata contro i fedeli che nei giorni festivi non assistessero nella chiesa parrocchiale ai divini uffizi, ordinandogli in pari tempo la rimozione di tale scomunica, che come pena spirituale non dovea con tanta facilità e frequenza infliggersi, e avvertendolo che i fedeli doveano essere ammoniti, non obbligati a detta assistenza ivi

XIII.

- 1565
27 giugno Il Pontefice Pio IV scrive al Vescovo di Usellus (in Sardegna) per avvertirlo che il Canonico Bartolomeo Montello, il quale era investito di due canonici, uno nella cattedrale di Cagliari e l'altro in quella di S. Usellus, risiedendo però

nel primo, non potea essere privato dei frutti e proventi del secondo, ma solo delle distribuzioni quotidiane Pag. 420

XIV.

- Il Pontefice S. Pio V scrive all'Arcivescovo di Cagliari, rammentandogli l'uso cui furono destinati dalla Sedia pontificia, previi concordati co' Re cattolici, li così detti spogli dei Vescovi di Sardegna, i quali morissero nelle loro sedi o fuori, e ne ordina l'esatto adempimento ivi

1579
24 gennaio

XV.

- Prammatica sanzione del Re Don Filippo II, con la quale fu ricostituito in Sardegna il Supremo Tribunale o Consiglio della Reale udienza, e furono determinati i dritti, gli obblighi, gli onori, gli utili, le incombenze e le prerogative appartenenti così al Corpo intero, come ai singoli membri del medesimo 421

1573
3 marzo

XVI.

- Don Filippo II, Re di Spagna, a petizione dello Stamento militare di Sardegna, accorda nuovamente ai vassalli e familiari dei feudatari dell'isola e dei membri di detto Stamento perdono dei loro delitti ad eccezione di quello di lesa Maestà, e di altri nominati specialmente nel Decreto reale 425

1575
27 marzo

XVII.

- Prammatica del Re Don Ferdinando II il Cattolico, per la quale i Notai, e tutti i pubblici Uffiziali dell'isola di Sardegna, furono proibiti di presentare e dare esecuzione qualunque a Bolle, o Lettere pontificie, senza prima farne conoscere il contenuto ed ottenerne licenza dal Vicerè di Sardegna ivi

1493
3 agosto

XVIII.

- Il Re Don Ferdinando II il Cattolico avverte l'Arcivescovo di Cagliari, affinché non provveda, nè conferisca abbatte, priorati ed altri benefici di regio patronato; e ciò pure osservino tutti gli altri Vescovi della Sardegna 426

1531
8 gennaio

XIX.

- Papa Clemente VIII scrive all'Arcivescovo di Cagliari, ordinandogli di far eseguire i Decreti di riforma fatti da due Visitatori apostolici mandati a Sardegna per riformare i monasteri e le case religiose d'ambi i sessi ivi

1600
8 novembre

SECOLO XVII. 427

I.

- Gli Stamenti (Braços) del Parlamento (Cortes) di Sardegna avendo chiesto al Re Don Filippo III

1603

Anni

Anni

che fossero fondate alcune commende dell'Ordine di S. Giovanni Gerosolimitano residente in Malta a favore esclusivo di nobili nativi dell'isola, i quali si distinguessero per servizi resi a difesa dello Stato e della religione cattolica, ottennero invece la fondazione per l'oggetto supplicato di commende dell'Ordine di S. Maria di Montesa, ch'era proprio della Corona Aragonesa Pag. 427

II.

1603 Li tre Stamenti del Parlamento sardo chiedono ed ottengono dal Re di Spagna e di Sardegna Don Filippo III, che per mezzo del suo Ambasciatore a Roma supplichi Sua Santità, affinché definisca la questione del primato di onore e di giurisdizione vertente tra gli Arcivescovi di Cagliari e di Pisa; non essendo conveniente che il secondo di essi continui a sostenere la sua pretesione, la quale non ha fondamento veruno in dritto ivi

III.

1603 Lo Stamento militare del Parlamento Sardo chiede ed ottiene che dall'anno fondo destinato da detto Parlamento per la costruzione ed armamento delle torri del litorale dell'isola a difesa delle incursioni barbaresche, siano prelevati cento ducati annui per le spese interne occorrenti in detto Stamento 428

IV.

1603 Lo Stamento militare delle Cortes di Sardegna chiede ed ottiene che le Costituzioni, Statuti e consuetudini locali vigenti nelle città di Cagliari, Sassari, Alghero, Bosa e Iglesias, e la *Carta de logu* della famosa Eleonora vigente nella città di Oristano, ed in molti altri comuni dell'isola, si raccogliessero in appositi e rispettivi volumi, facendone prima la traduzione in lingua catalana o latina, e quindi si stampassero, onde evitare nei giudizi la confusione derivante da tante diverse leggi, le quali, non essendo pubblicate, derogavano tuttavia al generale dritto romano osservato costantemente in Sardegna, ovunque mancassero tali Statuti e consuetudini ivi

V.

1610 8 maggio Il Re Don Filippo III scrive al Procuratore regio in Sardegna, manifestandogli la sua sorpresa per la riunione avvenuta in Sassari dei nobili di quella città e Capo in forma di Stamento militare, mentre a tenore dei Capitoli di Corte e della Legge fondamentale del Regno *el Braco militar* (Stamento militare) si compone di tutti i feudatari e nobili dell'isola; è non solo, e si deve riunire in Cagliari; e lo invita a dichiarare il motivo per cui egli permise tale illecita riunione 429

VI.

1614 Il Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia chiese per vari motivi la estensione del dritto, che ciascun membro degli Stamenti aveva di rappresentare per procura i membri assenti e di votare per essi; ma la domanda non fu accordata, e fu invece confermata la disposizione contenuta nel capitolo XXI degli atti del Parlamento già celebrato sotto la presidenza del Vicerè Conte d'Elda, in virtù della quale nessun membro degli Stamenti (militare, ecclesiastico e reale) componenti il Parlamento potesse mai avere dritto fuorchè a quattro voti, cioè al proprio, ed a tre altri per procura Pag. 429

VII.

1615 2 maggio Epistola reale diretta dal Re Don Filippo III al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna, con cui gli prescrive, che sia puntualmente osservata l'antica forma per l'ammissione di coloro che vi abbiano dritto alle Cortes, o Parlamento Sardo; e che gli abilitatori esaminino anzitutto i titoli e le prove, sulle quali nn tal dritto si fonda, e se dalle medesime risulti che i pretendenti a far parte delle Cortes siano persone appartenenti all'ordine equestre (generosos) » 430

VIII.

1615 2 maggio Il Re Don Filippo III scrive al Duca di Gandia Vicerè di Sardegna, affinché s'impediscono riunioni separate dei feudatari e nobili del Capo di Sassari sotto forma di Stamento militare, poichè questo Stamento è uno solo composto di tutti i feudatari e nobili dell'isola (del Regno) e non può dividersi in due Capi (Cagliari e Sassari); e laddove su di ciò si innova questione, gli ordina che nulla s'innovi finchè non intervenga decisione della reale audienza ivi

IX.

1619 7 giugno Ordinazione regia del Re Don Filippo III, con cui si rinnovano gli avvertimenti già dati a suo real nome fin dal 1612, affinché non si continuasse nell'abuso di creare dei coadiutori alle dignità e alle prebende dei Capitoli delle chiese cattedrali di Sardegna, previa approvazione pontificia, e senza partecipazione sovrana, poichè da ciò ne derivavano molti inconvenienti, fra i quali quello di popolare detti Capitoli di persone ignoranti, oltre la lesione dei dritti regii ivi

X.

1621 febbraio Ordinazione regia del Re Don Filippo III, con cui si proibisce in modo assoluto ai Presidenti, Vicerè, Luogotenenti e Capitani generali di Sardegna, ai Reggenti della reale Cancelleria, e a qualunque altro ufficiale regio, di accon-

Anni

dare guidatici e salvocondotti agli schiavi, Mori e Turchi, che si trovano e si trovassero nell'isola, poichè costoro si prevalevano spesso di tali guidatici e salvocondotti, onde dare degli avvisi agli infedeli (barbareschi), i quali così avevano più facile il mezzo di fare degli sbarchi improvvisi nel litorale, e far preda degli isolani, e dei loro averi Pag. 431

XI.

1622
11
luglio

Ordinazione regia del Re Don Filippo IV, con cui si provvede al modo più sicuro di custodire la cassa del tesoro regio in Sardegna, e si danno ancora alcune disposizioni riguardo ai permessi di estrarre frumento dall'isola (sacas), dei quali talvolta i Vicerè abusavano, concedendoli arbitrariamente a persone loro benedite, a danno degli agricoltori, i quali anzi doveano prelativamente conseguirli . . . » ivi

XII.

1623
19
settembre

Il Re Don Filippo IV ordina al Vicerè di Sardegna il ristabilimento delle compagnie di cavalli leggeri, stipendiate dai feudatari dell'isola, per guardar la costa dai barbareschi . . . » 432

XIII.

1624
.....

Lo Stamento militare del Parlamento (Cortes) di Sardegna fa istanza ed ottiene che gli atti tutti dei Parlamenti passati; i quali non erano stati impressi, s'impressero e si stampassero in conformità al decreto regio, che sul proposito si era già ottenuto nel 1614, dietro petizione somigliante fatta dallo stesso Stamento, e risoluzione analoga presa col capitolo 14.^o degli atti parlamentari, sotto la presidenza del Vicerè Duca di Gandia » 433

XIV.

1624
5
novembre

Il Re Don Filippo IV ordina al Vicerè di Sardegna che non permetta l'eseguimento nell'isola di veruna bolla pontificia di collazione di arcivescovadi, vescovadi, prelature e prebende di patronato regio, se prima non sia stata esaminata dalla reale udienza, onde riconoscere se la collazione sia o no conforme alla fatta presentazione, e non leda in alcuna parte i diritti regii » ivi

XV.

1631
.....

Lo Stamento militare delle Corti sarde nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona, fa istanza al Sovrano, affinchè per mezzo del suo Ambasciadore in Roma ottenga da sua Santità la proibizione formale, sotto pena delle censure comminate dalla bolla *In Coena Domini*, di estrarre dall'isola corpi e reliquie di santi, dei quali si era fatta in quel correr di tempi abbondante scoperta » ivi

XVI.

Gli Stamenti sardi nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona fanno istanza, affinchè gli arcivescovadi, vescovadi, abazie, prelature, e altre dignità ecclesiastiche dell'isola siano conferite ai Sardi, non a forestieri, essendovi molte persone native del paese, insigni per pietà e dottrina, le quali potrebbero e dovrebbero preferibilmente occuparle Pag. 434

XVII.

Il Parlamento sardo celebrato sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona rinnova le sue istanze affinchè siano stampati e fatti di pubblica ragione gli atti tutti dei Parlamenti passati non ancora impressi, in conformità alla deliberazione presa dagli Stamenti del Parlamento celebrato nel 1614 sotto il Vicerè Duca di Gandia » ivi

XVIII.

Lo Stamento militare del Parlamento celebrato in Sardegna sotto la presidenza del Vicerè Marchese di Bayona, fa istanza ed ottiene che nessuna nobile e feudatario della monarchia aragonese, il quale non sia nato nell'isola, faccia parte dello Stamento militare di Sardegna, nell'istesso modo che i nobili e feudatari sardi non erano ammessi nelle Corti di Valenza e Barcellona » 435

II^a APPENDICE ai Diplomi e Carte dei secoli XV, XVI, XVII » 439

SECOLO XV » ivi

I.

Il Re Don Alfonso V di Aragona (II di Sardegna) nel Parlamento (Cortes) da lui personalmente convocato nell'isola, a petizione dello Stamento (Braço) militare, nell'accettare il donativo di tredicimila scellini ducati offertogli dallo Stamento medesimo, promette solennemente l'osservanza perpetua dei Capitoli di Corte (Leggi, Decreti e risoluzioni prese e votate dai tre Braços nelle Cortes), di giurarlo come lo giurò di presente egli stesso, e di doversi prestare lo stesso giuramento da tutti i reali suoi successori nella Corona e Regno di Sardegna » ivi

II.

Nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il Re Don Alfonso si delibera e si statuisce che tutti i Vicerè, Governatori ed Uffiziali regi dell'isola, nell'assumere la loro carica ed ufficio, debbano

Anni

prestare giuramento di osservare fedelmente i Capitoli di Corte votati nelle riunioni generali delle Cortes secondo lo statuto fondamentale del Regno Pag. 439

III.

1491 Altro Capitolo di Corte, votato nel Parlamento di Sardegna sotto il Re Don Alfonso, e accettato da quel Monarca, con cui fu stabilito che tutti i Vicerè, Luogotenenti, Governatori ed Uffiziali regi che venissero all'isola per esercitarvi cariche ed uffizii, dovessero, prima di assumere tale esercizio, giurare solennemente l'osservanza dei Capitoli di Corte già approvati, e degli altri che in appresso si voterebbero e si approverebbero . . . » 440

IV.

1491 Il Re Don Alfonso V (II di Sardegna) accetta un Capitolo di Corte votato in Parlamento, in virtù del quale li tre Stamenti (Bracos) delle Cortes (Parlamento) Sarde, o per iniziativa presa collettivamente, o per iniziativa ed istanza di un solo di essi, potessero liberamente congregarsi, in caso di bisogno da essi riconosciuto, discutere, deliberare, ed inviar pure Ambasciatori al Re per gli affari deliberati, senza che mai il Vicerè od altri Uffiziali regi qualunque potessero impedire tale riunione; e lo accetta sotto condizione che la riunione debba sempre tenersi nel castello di Cagliari, con intervento di altro dei Governatori del regno o del Procuratore reale » ivi

V.

1491 Il Parlamento Sardo propone al Re Don Alfonso (che lo accetta sotto certe condizioni) un Capitolo di Corte, onde ottenere un privilegio perpetuo, in virtù del quale il Marchese di Oristano (*pro tempore*), ed altri due dei più antichi feudatari dell'isola nominati nel Capitolo abbiano, ciascuno individualmente, il dritto di convocare le Corti in caso di bisogno e per causa d'utilità pubblica, senza previo permesso dei Vicerè, Governatori od altri Uffiziali regi » 441

VI.

1491 Domanda presentata dallo Stamento militare delle Corti di Sardegna al Re Don Alfonso, e da lui accettata puramente e semplicemente per la libera convocazione e riunione di dette Corti nel castello di Cagliari, in caso di necessità o di utilità pubblica » ivi

VII.

1491 Le Corti sarde inviano Messaggieri al Re Don Alfonso, onde fargli approvare un Capitolo di Corte, col quale era stato deliberato che non si potesse fare verun processo segreto (de

Anni

Cambra) contro i feudatari, nobili e persone notevoli dell'isola; e il Re Don Alfonso lo approva, riservandosi però a tal riguardo la sua diretta autorità regia Pag. 442

VIII.

Le Corti di Sardegna fanno approvare di nuovo dal Re Don Alfonso un Capitolo delle loro deliberazioni parlamentari, in forza del quale non si potrebbe mai istituire processi segreti, e molto meno procedere a condanne ed esecuzioni contro i feudatari, nobili e gentiluomini sardi (membri dello Stamento militare) senza l'espresso ordine regio » ivi

IX.

Lo Stamento militare del Parlamento Sardo, convocato sotto il regno di Don Alfonso V, propone un Capitolo di Corte, in virtù del quale nessuno dei membri di detto Stamento (feudatari, nobili, cavalieri e gentiluomini), in caso di processi, che importino pena capitale o mutilazione di membro, possa essere condannato dal Vicerè, o qualunque altro Uffiziale regio, senza il previo giudizio di un Consiglio di pari (prohomens), appartenenti ancor essi al Braccio militare del Parlamento, e che in ogni caso la sentenza non possa eseguirsi fuorchè per diretto ordine regio . . . » ivi

X.

Capitolo di Corte votato nel Parlamento celebrato in Sardegna sotto il regno di Filippo II e la presidenza del Vicerè Ximene Perez, in virtù del quale nessun feudatario, nobile, cavaliere e gentiluomo sardo, faciente parte dello Stamento militare, poteva essere torturato, salvo che per criminelese, sodomia, falsa moneta, ed altri delitti specificamente esclusi dalla corrispondente sanzione regia » ivi

XI.

Il Parlamento sardo convocato sotto il regno del Re Don Filippo II, e presieduto dal Vicerè Ximene Perez, propone e vota un Capitolo di Corte, che fu approvato ed accettato sotto certe condizioni dal Monarca, in virtù del quale nessun sardo potesse mai, per cause civili e criminali, essere distratto dai suoi Giudici naturali e tratto ad altri Giudici fuori del Regno (dell'isola), e che per riguardo ai membri dello Stamento militare vi fosse sempre e vi precedesse il giudizio dei pari, secondo il già deliberato e votato nel capitolo secondo delle Cortes convocate in Sardegna sotto il Regno di Don Alfonso V » 443

SECOLO XVI. . . » ivi

I.

Capitolo delle antiche Cortes di Sardegna, in virtù del quale fu acconsentito e riconosciuto

il dritto dello Stamento militare (Braco dei feudatari e dei nobili) di potersi riunire separatamente per bisogni ed interessi dell'isola, anche senza l'intervento del Vicerè, Luogotenente generale, Governatore, Procuratore reale o altro Ministro regio Pag. 443

II.

1513
20
novembre

Lettera reale di Don Ferdinando il Cattolico, con la quale si ordina al Vicerè di Sardegna di far pagare alla città di Cagliari l'importare delle somministranze fatte alle truppe regie (terzo del Regno di Sicilia) e i danni cagionati dalle stesse truppe nel loro passaggio e loro fermata così in Cagliari come in Sassari ed in altri luoghi dell'isola » ivi

III.

1511
27
giugno

Decreto del *Justitia* di Valenza, col quale è fatta facoltà al nobile Salvatore Aymerich di Sardegna, allora dimorante in Valenza, di potersi trasferire e andare a suo piacimento a cavallo, con mula, sella e freno, assieme ai suoi tre famigli, per tutto il Regno di Castiglia, perchè avea giustificato di avere in proprio quattro cavalli di marca; senza di che un'antica reale prammatica proibiva a chiechessia di poter cavalcare in tal modo nel suddetto Regno » 444

IV.

1513
30
novembre

Cinque lettere dell'Imperatore Carlo V al Vicerè, allo Stamento militare, e al Municipio di Cagliari in Sardegna, nelle quali si tratta del pagamento dovuto ad alcuni comuni e cittadini sardi per le vettovaglie somministrate alle soldatesche spagnuole che, dopo la battaglia di Algeri, erano andate all'isola, avevano ivi sbarcato e vi si erano trattenute, ed eziandio del rifacimento dei danni che dette soldatesche, nella loro non breve permanenza, avevano cagionato ai privati » ivi

V.

1560
...
.....

Li tre Stamenti delle Cortes di Sardegna, riunite sotto la presidenza del Vicerè Don Lorenzo Fernandez de Heredia, chiedevano che fossero ritenuti, senz'altro, come di buona presa e fatti schiavi o venduti a proprio arbitrio da chi li catturava nelle marine dell'isola, gli infedeli che clandestinamente vi sbarcavano, fondandosi su ciò che il catturante avesse sopra i medesimi *jus vitae et necis*; ma il Vicerè prima, e poi il Re Don Filippo II decretò che si osservasse a tal riguardo la risoluzione presa nel Parlamento sardo (Cortes) del 1552, che cioè detti infedeli fatti cattivi, si vendessero all'asta pubblica al miglior offerente e a beneplacito sovrano (a beneplacit de la dignitat real) » ivi

VI.

1563
...
.....

Li tre Stamenti delle Cortes di Sardegna riuniti in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè

Don Alvaro di Madrigal, fecero istanza ed ottennero che, in conformità al già decretato nel cap. XXXII del precedente Parlamento del 1560, fosse uniforme per tutta l'isola il Calendario negli atti pubblici e privati, contando gli anni *a nativitate*; giacchè in altri luoghi dell'isola, e specialmente nel Capo di Logudoro, soleano contarsi *ab incarnatione*, dal che ne derivavano molte confusioni ed inconvenienti Pag. 447

VII.

Breve del Pontefice S. Pio V il quale, a petizione del Re di Spagna Don Filippo II, statuisce che gli spogli dei Vescovi di Sardegna, che morissero nell'isola, e i frutti delle sedi vacanti fossero perpetuamente applicati al mantenimento, ristoro e provvista di suppellettili sacre delle chiese cattedrali, e che perciò si accordava a quel sovrano e suoi reali successori il dritto di eleggere nei rispettivi Capitoli un Economo, il quale raccogliesse detti spogli e frutti, e li impiegasse negli oggetti sovra esposti » ivi

1567
8
febbraio

VIII.

Lettera di Don Filippo II, Re di Spagna al Vicerè di Sardegna, con la quale gli si danno ordini ed istruzioni per gli alloggiamenti e le somministranze da farsi alle Truppe regie che prendessero stanza o fossero di passaggio nell'isola » 448

1567
21
marzo

IX.

Prammatica del Re Don Filippo II, con la quale fu esteso alla Sardegna il divieto già fatto ai nativi dei regni di Catalogna, di Valenza e di Aragona, di presentarsi al Sovrano o alla sua real Corte, o di trasferirsi a luoghi distanti meno di cinque leghe dalla Corte medesima, e dimorarvi, laddove per qualche loro delitto fossero già stati condannati in contumacia dai Tribunali competenti; e ciò per impedire la impunità dei delinquenti, e ch'essi potessero, presentandosi al Sovrano, o trovandosi in luoghi vicini a quello in cui risiedesse la Corte reale, impetrare e ottenere con false preci grazia e condono delle pene nelle quali fossero incorsi » 419

1577
24
marzo

X.

Breve di Papa Gregorio XIII, emanato a petizione di Filippo II, Re di Spagna, col quale l'Arcivescovo di Cagliari e il Vescovo di Usellus (in assenza dell'Arcivescovo turritano e dell'Abate di Saccargia) furono incaricati di farsi rendere ragione degli spogli e frutti delle sedi episcopali vacanti raccolti dagli Economi, e non impiegati nel ristoro e manutenzione delle chiese e nell'acquisto di arredi sacri per le medesime, secondo le disposizioni del Breve del Pontefice S. Pio V dell'8 febbraio 1567 » 451

1582
13
aprile

Anni

XI.

1592
 Lo Stamento militare delle Cortes di Sardegna, riunite in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè Don Gastone di Moncada, Marchese di Aytona, chiede ed ottiene dal Re Don Filippo II che sia mantenuta in piena osservanza la prammatica del 26 ottobre 1559 emanata dal Re di Aragona Don Pietro il Cerimonioso (primo creatore delle Cortes di Sardegna), in virtù della quale non poteano essere donati, legati, o altrimenti lasciati alle chiese, alle persone ecclesiastiche, e generalmente alle *mani-morte* beni immobili appartenenti ai feudi, feudatari, baroni e nobili, sotto pena di confisca Pag. 452

SECOLO XVII 453

I.

1619
9
gennaio
 Carta reale del Re di Spagna Don Filippo III al Vicerè di Sardegna, con la quale dichiara e provvede che i Dottori, ossiano Giudici e Membri del Supremo Magistrato della reale udienza, non siano obbligati a comparire come testi avanti ai Commissari della S. Inquisizione, fuorchè nelle sole cause di fede ivi

II.

1623
2
ottobre
 Ordinazione sovrana di Filippo IV re di Spagna, con la quale fu confermato il Capitolo di Corte votato a istanza dello Stamento militare nel Parlamento riunito in Sardegna nel 1614, sotto la presidenza del Vicerè, Duca di Gandia, col quale fu abolito il privilegio, di cui abusavano le città di Cagliari e di Sassari, e il Tribunale del S. Ufficio, di essere provveduti dai pastori e dagli agricoltori dell'isola delle carni necessarie pel consumo dei cittadini, a certa tassa determinata, violando così la libertà del commercio ivi

III.

1626
 Le Cortes di Sardegna riunite in Parlamento sotto la presidenza del Vicerè, Marchese di Bayona, deliberano e fanno accettare un Capitolo di Corte, in virtù del quale, confermando il già disposto dalla prammatica sanzione del 1559, emanata dal Re Don Pietro IV il Cerimonioso, fu stabilito che nessun feudo, nè beni feudali, allodiali, burgensatici e giurisdizionali possano mai passare in *mani-morte*, nè devolversi al demanio o patrimonio regio, o essere ammortizzati finchè esistano discendenti del primo feudatario investito, e anche persone appartenenti alle famiglie che si trovino al possesso di detti feudi e beni Pag. 454

IV.

1633
23
novembre
 Il Re di Spagna Don Filippo IV scrive al Vicerè di Sardegna prevenendolo di aver dato gli ordini convenienti per far partire dall'isola il terzo di guerra, composto di soldati napoletani, che vi era stato mandato con nove galere dal Cardinale infante di lui fratello, con aggravio degli isolani, così per gli alloggiamenti come per altre cause; promettendo inoltre che mai più in avvenire gli abitanti dell'isola saranno astretti a sopportare un tale gravame 455

V.

1634
31
marzo
 Il Re di Spagna Don Filippo IV scrive al Marchese di Almonazir Vicerè di Sardegna, ordinandogli precisamente di rievocare i provvedimenti da lui dati, affinché, secondo l'inveterato abuso, la città di Cagliari fosse provveduta delle carni necessarie pel consumo dei cittadini dai pastori dell'isola, a tassa determinata; e ciò contro il capitolo di Corte del 1614, il privilegio reale del 2 ottobre 1625, ed ordini reali del 1629 » ivi

GIUNTA
AI DIPLOMI E CARTE
DEI SECOLI XIII E XIV.

GIUNTA AI DIPLOMI E CARTE

DEI SECOLI XIII E XIV

SECOLO XIII.

I.

Parasone Marchese di Massa, e Giudice di Cagliari, e Benedetta sua moglie, mandano a Papa Innocenzo III, sigillato col loro sigillo reale, la formola del giuramento di fedeltà da essi prestato alla Chiesa Romana nelle mani dell'Arcivescovo di Cagliari, giuramento, col quale riconoscono i dritti della Sede Pontificia sulla Sardegna ⁽¹⁾.

(1215. — 48 novembre)

Estratto dagli archivi del monistero di Cluny, ed inserito nelle *Notices et Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque Impériale, et autres Bibliothèques, publiés par l'Institut Impérial de France, Tom. XXI, Part. II in Append. N.º XXV, pag. 351, 352 (Paris, Imprim. Impér. MDCCLIV).*

Piissimo patri et domino suo I. Dei gratia summo pontifici, P. eadem gratia Masse marchio et iudex Kalaritanus, et B. eiusdem Masse marchisia et iudicissa Kalaritana uxor eius, perpetue subiectionis tam debitum quam devotum per omnia famulatum. Vestre pie Sanctitatis pedibus provoluti super benedictionibus dulcedinis quibus nos vestros filios famulosque devotos paterno adimpletis (sic) intuitu, quas possumus et debemus apostolice benignitati referimus gratanter gratias multiplices et uberes actiones. Suscepimus enim misericordiam Dei nostri a nobis humiliter petitam et a vobis misericorditer transmissam in medio templi sui, in quo et iuxta mandatum vestrum venerabili patri nostro archiepiscopo Kalaritano pro vobis et ecclesia Romana fidelitatis iuramenta, secundum formam capitularis vestri in eiusdem archiepiscopi litteris interclusi, exhibuimus statim et gratanter prestitimus. Forma vero iuramentorum nostrorum que pro vobis et ecclesia Romana memorato archiepiscopo Kalaritano fecimus, hec est: Nos Parasone, marchio Masse, iudex Kalaritanus, et Benedicta marchisia

Masse iudicissa Karalitana, filia quondam clare memorie W. marchionis Masse, iudicis Karalitani ⁽²⁾, ab hac hora in antea fideles et obediētes erimus beato Petro sancte apostolice Romane ecclesie et domino nostro pape Innocentio suisque catholicis successoribus. Non erimus in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant aut membrum, aut capiantur mala captione; consilium vero quod nobis credituri sunt per se aut per nuntios suos sive per litteras nemini pandemus, nobis scientibus, ad dampnum eorum. Ipsorum certum malum si sciverimus pro posse nostro impediemus. Quod si forte per nos non poterimus impedire, significabimus eis per litteras aut nuntios nostros vel tali persone quam credamus eis pro certo dicturam. Papatum Romanum et regalia beati Petri et specialiter SARDINIAM adiutores eis erimus ad retinendum et defendendum contra omnem hominem. Censum in quo pro iudicato Karalitano, et alia terra quam habemus in SARDINIA, ecclesie Romane tenemur, statutis terminis sine difficultate qualibet persolveremus. Sic nos Deus adiuvet, et hec sancta Evangelia. Acta sunt autem hec anno domini mº ccº xvº, xiiii kalendas decembris, in villa Scangille in palatio memorati archiepiscopi Kalaritani, presentibus testibus venerabilibus Iohanne archiepiscopo sancte Marie de Cluso, et diacono Dominico canonico sancte Cecilie, et sacerdote Mariano Saltizzo camerario archiepiscopatus Karalitani, et sacerdote Mariano Scarcello; laicis Bandino et Ildebrandino vicecomitibus Pisanis, et Obittirino marchione Corso, et Pisano legista; Lerro et Mamino, Henrico Pile, et Constantino de Sigtio, Petro Māca, et Mariano Māca.

Ceterum cum simus parati animo et corpore cunctis diebus vite nostre in devotione ac obedientia vestra et ecclesie Romane fideliter manere firmitusque persistere,

(2) La iniziale W. indica GUGLIELMO I marchese di Massa il quale nel 1180, col sussidio delle armi della repubblica di Pisa, conquistò il regno di Cagliari, e cacciò il regolo PIETRO I, se ne fece sovrano, sotto il nome di Giudice. È lo stesso Guglielmo, che nel 1192 portò la guerra nel Giudicato di Arborea, cacciandone il Giudice PIETRO I, col di lui figlio PARASONE. A questo PARASONE di Arborea diede poi per moglie la sua figlia primogenita BENEDETTA, che gli succedette nel 1215 nel marchesato di Massa, e nel regno di Cagliari. - Ved. TOLA *Dizion. biogr. dei Sardi illustri*, Vol. I, pag. 134, e Vol. II, pag. 149, 150, 151.

(1) Di questo giuramento, e dell'atto o formula relativa, fece menzione il RINALDI, *Annal. eccles.* ad ann. 1245 § LVII, con la scorta di un MS. della Biblioteca Vallicelliana.

taliter petimus (ut) apostolica providentia erga nos et nostra que apostolicæ protectioni committimus, se in nostris cunctis agendis exhibeat et ostendat, quemadmodum confidimus et speramus in vobis. Preterea ob honorem sancte Romane ecclesie vestreque Paternitatis reverentiam, qui omnem quam possumus plenariam devotionem exhibemus, ex consilio venerabilium patrum nostrorum Karalitani archiepiscopi, et episcopi Sultiensis, sub eorundem testimonio hanc quam vobis dirigimus paginam qua utimur regni nostri bulla munimus in posterum et perpetuo confirmamus.

SECOLO XIV.

I.

Sunto della Relazione di un'ambasciata, mandata da LUIGI I Duca di Angiò a UGOENE IV Giudice di Arborea in SARDEGNA, onde richiedere la di lui alleanza nella guerra, che voleva riprendere contro Don PIETRO IV re di Aragona.

(1378. — 5 a 30 agosto).

Estratto dal *mus.* del BALZIO, e pubblicato dal GAILLARD nel Tom. I delle *Notices*; *Extrait de Mémoires de la Bibliothèque du Roi*, pag. 360 fin. a pag. 370 (PARIS, Imprimerie Royale, MDCCCLXXII).

Cette ambassade est du mois d'août 1378 ⁽¹⁾, c'est à dire, qu'elle commence alors; elle est composée de MIGNON de *Rocheport*, seigneur de la Pomerède, et de GUILLAUME GATAN, conseillers du duc d'Anjou, qui les envoïe en SARDAIGNE, auprès de HUGUES ⁽²⁾, JUGE d'ARBORÉE, pour faire alliance avec lui contre le roi d'Arragon.

On cherche d'abord quel est ce JUGE d'ARBORÉE, dont l'alliance est recherchée par de grands et puissans princes, qui lui envoïent des ambassades, et même, comme on le verra, lui demande sa fille en mariage. Les historiens d'Italie et d'Espagne nous font connoître une *maison* ARBOREA, *maison* SARDE, dont les droits ont passé par mariage dans la maison DORIA, et dans celle de NARBONNE-LARA. Cette maison tiroit vraisemblablement son nom d'ARBORÉE, ville ancienne de l'île de Sardaigne, qu'on croit être la même qu'ORISTAGNI, qui étoit en effet le séjour des juges d'ARBORÉE ⁽³⁾. Vers le milieu du douzième siècle, dans un temps où les Génois et les Pisans, après avoir enlevé aux Sarrasins l'île de SARDAIGNE, s'en disputoient la possession, BARISSONE, qui étoit de cette maison ARBOREA, profita de leurs divisions pour se faire roi de SARDAIGNE ⁽⁴⁾. Il mit dans ses intérêts l'empereur

Frédéric Barberousse, en prenant de lui l'investiture de ce royaume, et lui en faisant hommage, en convenant d'une somme pour cette investiture, et en se sommant à un tribut annuel. Frédéric, à ce prix, le fit couronner roi de SARDAIGNE, mais il ne put s'y maintenir; ce fut lui dont la fille épousa un André DORIA ⁽⁵⁾. La SARDAIGNE fut de nouveau partagée entre les Pisans et les Génois; les rois d'Arragon s'en emparèrent vers la fin du treizième siècle, en vertu de concessions des papes: mais les seigneurs de la maison ARBOREA, sous les titres de JUGES et de PRINCES, non plus de rois, défendoient vaillamment leur pays contre ces usurpateurs étrangers: vers le milieu du quatorzième siècle, MARIANO JUGE et prince d'ARBORÉE, faisoit la guerre avec succès à ce même PIERRE IV, dit le CÉRÉMONIEUX, roi d'Arragon, ennemi du duc d'ANJOU; il mourut vers l'an 1376. HUGUES son fils est ce JUGE d'ARBORÉE, à qui le duc d'ANJOU envoya cette ambassade en 1378; il étoit le vingtdeuxième JUGE et prince d'ARBORÉE; les titres qu'il prenoit étoient: HUGUES PAR LA GRACE DE DIEU, JUGE ET PRINCE d'ARBORÉE, COMTE de GOCIANO, VICOMTE de BOSA. Ce fut Béatrix sa sœur, qui par son mariage avec Amanry VIII, vicomte de Narbonne, porta dans la maison de Narbonne-Lara les droits de la maison ARBOREA; et les aînés de cette branche de Narbonne portèrent dans la suite le titre de JUGE et PRINCE d'ARBORÉE.

HUGUES continua la guerre avec gloire contre le roi d'Arragon; c'est le motif qui engage le duc d'ANJOU à rechercher son alliance. Cette ambassade de 1378, n'étoit pas la première qu'il lui eût envoyée; il avoit déjà fait précédemment avec lui un traité, qui étoit resté sans exécution, comme on va le voir par le précis de la relation de cette ambassade de 1378.

Les ambassadeurs partirent le 5 août d'Avignon, le 23 de Marseille; et après une route qui n'étoit pas sans dangers à cause des pirates, dont la Méditerranée étoit infestée, ils arrivèrent le 28 au port de Bosa en SARDAIGNE, d'où ils envoyèrent à ORESTAGNI, séjour du JUGE d'ARBORÉE, pour lui annoncer leur arrivée. Il étoit tard lorsqu'ils se présentèrent pour entrer dans la ville de Bosa; le Podestat et les anciens leur déclarèrent qu'il étoit impossible de les y introduire; que les défenses du JUGE d'ARBORÉE à cet égard étoient trop expresses pour être enfreintes sous aucun prétexte; que la crainte des corsaires Catalans, qui croisoient sans cesse dans ces parages pour nuire aux habitants de la SARDAIGNE, rendoit cette précaution nécessaire. Le 30 ils arrivèrent à ORESTAGNI, dont les gardes leur fermèrent la porte, en leur déclarant qu'ils ne pouvoient entrer sans un ordre exprès du JUGE d'ARBORÉE. La porte s'étant ouverte plus d'une heure après, ils entrèrent et allèrent dans une hôtellerie, où sur le soir un officier du palais, nommé DON PAL, accompagné de quatre massiers et d'environ une vingtaine d'hommes armés d'épées, vint les prendre

(1) Questa introduzione al *Sunto della Relazione* è del Gaillard, il quale fissò il tempo dell'ambasciata nell'agosto del 1378.

(2) Cioè UGOENE IV, figlio del famoso MARIANO IV, giudice di Arborea. V. TOLA, *Diction. Biogr. dei Sardi illustri*, T. III, p. 277 e segg.

(3) Qui si fa, per errore, una città della regione di Arborea. La regione di questo nome comprendeva una parte vastissima dell'isola di Sardegna, che con altri stati e territori formava il giudicato del nome medesimo. La città, o capitale di ARBOREA fu prima l'antica THARROS, e poi ORISTANO (ARISTAGNI).

(4) BARISSONE o PARASSONE di LACON giudice ancor esso di ARBOREA.

(5) Nessuna figlia di BARISSONE RE DI SARDEGNA fu sposa a un ANDREA, o a qualunque altro della famiglia DORIA. Fu la celebre ELEONORA DI ARBOREA, ch'ebbe per marito BRANCALONE DORIA; dal qual matrimonio nacquerò FEDERICO e MARIANO DORIA: il primo di questi figli morì in età pupillare: e il secondo governò per soli tre anni, e sotto regnare, il giudicato DI ARBOREA col nome di MARIANO V. - Ved. TOLA, Op. cit. Vol. II, pag. 53 fino a pag. 57. E altrove ibid.

pour les mener à l'audience du prince ou JUGE; ils le trouvèrent couché sur une espèce de petit lit de repos, ayant des bottines de cuir blanc à la manière des Sardes, MORE SARDICO; la chambre, ni le lit n'offroient à la vue aucune espèce d'ornemens: NULLIS PARAMENTIS IN CAMERA SEU LECTO PARVULO EXISTENTIBUS. Il avoit avec lui un évêque, son chancelier, qu'il fit sortir: ce JUGE d'ARBORÉZ étoit un fier et sauvage insulaire, qui n'entendoit rien à la politique des princes de l'Europe, qui regardoit tout traité comme un engagement sacré, qui ne savoit pas qu'il y en a qu'on fait par précaution, et à tout événement, et sur l'exécution desquels personne ne compte que d'après les intérêts et les circonstances; qu'on traite d'un côté avec ses amis pour obtenir du secours contre ses ennemis, et de l'autre avec ses ennemis pour se passer du secours de ses amis et se dispenser de leur en fournir. Le duc d'Anjou, par des traités précédents, avoit fait quelques promesses qu'il n'avoit pas tenues; le JUGE d'ARBORÉZ le reprocha durement aux ambassadeurs: *« je suis très-mécontent de votre maître, »* leur dit-il; *« c'est un parjure; il a manqué à sa parole; »* *« n'est-il pas bien indécent que les fils d'un roi n'observent pas ce qu'il a promis et juré? Il m'a fait tort, il a tiré de mon côté, à la faveur de notre alliance, des arbalétriers et d'autres guerriers qui m'étoient nécessaires; »* *« il n'en a fait aucun usage pour notre cause commune, »* *« et il m'a empêché de pousser la guerre contre le roi d'Aragon, aussi vigoureusement que je l'aurais fait. »* *« Il traitoit avec lui pendant qu'il s'allioit avec moi. Ce roi d'Aragon m'a aussi envoyé des ambassadeurs pour traiter de la paix; je ne les ai pas seulement voulu voir. Je ne sais ce que c'est que de traiter avec mes ennemis au préjudice de mes amis. »*

Les ambassadeurs, un peu étourdis de ce ton, auquel ils n'étoient pas accoutumés, répondirent que leurs instructions contenoient des réponses satisfaisantes à ces reproches: *« Eh bien! dit-il, donnez-m'en copie, ainsi que de vos pouvoirs; je vous ferai ma réponse en peu de mots, et vous expédierai en peu de temps. »*

On trouve ici ces instructions et en latin et en français, et voici ce qu'elles contiennent:

Le duc d'Anjou avoit envoyé précédemment au JUGE d'ARBORÉZ une ambassade, composée de messire GUILLAUME MAUVINET et messire PIERRE GILBERT. Ces ambassadeurs avoient conclu avec le JUGE d'ARBORÉZ un traité d'alliance que le duc d'Anjou avoit ratifié POUR AMOUR ET BONNEUR DUDIT SEIGNEUR JUGE, COMBIEN QU'IL EUST ARTICLES LIEN CHARGÉANS; (AMORE ET HONORE DICTI DOMINI JUDICIS, LICET IN EISDEM ESSENT ARTICULI BENE ONERANTES). Ces ambassadeurs, revenus de SARDAIGNE, lui avoient dit que le JUGE d'ARBORÉZ devoit lui en envoyer à son tour pour sceller encore plus ces alliances, ce qui avoit été confirmé par quelques marchands Gênois; le duc d'Anjou avoit attendu ces ambassadeurs de SARDAIGNE, et c'étoit une des raisons qui avoient différé cette seconde ambassade qu'il envoyoit en 1378. Il rapportoit encore pour raisons de ce délai, 1.^o des négociations entamées à Bruges, pour la paix entre la France et l'Angleterre; négociations dont il attendoit l'issue pour pouvoir se livrer entièrement et uniquement aux affaires de l'Aragon, objet

de son alliance avec le JUGE d'ARBORÉZ. 2.^o Des négociations que le roi de Castille l'avoit forcé de lui laisser entamer avec le roi d'Aragon, sur les objets des demandes du duc; négociations que le duc n'eût jamais poussées jusqu'à traiter avec le roi d'Aragon sans le JUGE d'ARBORÉZ, mais dont il vouloir tirer le fruit qu'il en a tiré en effet, d'intéresser à la cause commune, par l'exposition amiable des ses droits, les rois de Castille et de Portugal. C'est ce qu'il vouloir être en état d'annoncer au JUGE d'ARBORÉZ, avant de lui envoyer cette seconde ambassade.

S'il n'a pas encore commencé la guerre contre l'Aragon, ces négociations du roi de Castille en sont en partie la cause; mais, de plus, le roi de France son frère l'avoit prié de ne point s'engager dans cette guerre, tant que durerait celle qui se faisoit alors contre les Anglois. Obligé d'obéir à son Roi et de servir son frère, le duc d'Anjou avoit été occupé l'année dernière à la conquête d'une partie de la Guyenne sur les Anglois, et le roi de Navarre ayant depuis secondé les ennemis de l'état par ses crimes et ses trahisons, le duc d'Anjou avoit été occupé cette année à lui enlever Montpellier et ses dépendances; mais enfin, quelque chose qui arrive, il étoit résolu de commencer la guerre contre le roi d'Aragon en 1380. S'il prenoit un si long terme, c'étoit pour s'y mieux préparer, et même il abrégéroit ce terme, et commenceroit la guerre dès l'année prochaine 1379, si le JUGE d'ARBORÉZ le désiroit. Enfin, il lui annonçoit comme à son ami et à son allié, que dans l'intervalle de deux ambassades il lui étoit né un fils (le 7 octobre 1377), et lui offroit ce fils pour sa fille; il ne lui cachoit pas que le roi de Castille le lui avoit demandé pour la fille du duc de Gironne, fils du roi d'Aragon, et qu'il avoit voulu faire de ce mariage le gage de la réconciliation du duc d'Anjou avec le roi d'Aragon: beaucoup d'autres puissans princes lui avoient demandé son fils pour leurs filles, mais c'étoit au JUGE d'ARBORÉZ qu'il donnoit la préférence pour la sienne. En effet, les nouveaux ambassadeurs étoient moins de pouvoirs, non-seulement pour confirmer et renouveler les alliances, mais encore pour contracter ce mariage; une telle proposition devoit, selon les apparences, flatter sensiblement un petit prince, qui n'étoit pas même compté parmi les princes de l'Europe, et que les rois d'Aragon regardoient comme un aventurier, et comme un rebelle; elle ne le flatta point du tout, il répondit: *« Cette proposition n'est dans votre intention qu'une fourberie nouvelle, et elle n'est en elle-même qu'une dérision et un ridicule; ma fille est noble, votre fils n'a pas un an; je prétends marier ma fille de mon vivant, et voir ses enfans, qui seront ma consolation »* *« et ma joie, et non pas attendre les vents qui doivent souffler un jour; ET NON EXPECTARE FUTURAS VENTOS. »* Quant aux autres propositions contenues dans les instructions des nouveaux ambassadeurs, voici quelle fut la réponse du juge d'Arborée.

« J'ai donné ordre qu'on fit voir aux nouveaux ambassadeurs les articles arrêtés et jurés par les premiers, en présence du peuple dans la cathédrale d'ORESTANT, afin qu'ils eussent connaissances des dommages et intérêts, et des autres peines auxquelles le duc d'Anjou est soumis »

« en cas d'infidélité; je saurai en temps et lieu lui re-
 « demander ces dommages et intérêts, et lui faire subir
 « les peines qu'il a encourues. J'ai vu ses fautes et frivoles
 « excuses, et ses offres nouvelles d'entrer en guerre avec
 « l'Arragon; il n'a point, il n'aura point de guerre avec
 « l'Arragon; en tout cas peu m'importe: que chacun fasse
 « ses affaires de son côté sans toutes ces frauduleuses
 « alliances. Les Arragonais et les Catalans sont mes en-
 « nemis, je leur fais la guerre avec honneur depuis qua-
 « rante ans, soit pour mon père, soit pour moi-même,
 « sans autre secours que celui de Dieu, de la bienheureuse
 « Vierge Marie, de mon bon droit, et de mes sujets
 « Sardes; je la continuerai sans autre secours. Je ne trompe
 « personne, et on ne me trompe pas deux fois; je n'ai
 « besoin ni du duc d'Anjou, qui, s'étant montré une fois
 « parjure, est présumé l'être toujours, ni d'aucune autre
 « puissance: que les princes se trompent les uns les autres,
 « puisque ce jeu les amuse; je ne veux d'alliance avec
 « aucun d'eux; je suis seul, et à ma défense, et à ma
 « vengeance. Que le duc d'Anjou songe donc, non à s'allier
 « avec moi, non à donner à ma fille un enfant pour mari,
 « mais à me dédommager convenablement de l'ineécution
 « du traité; sinon j'en porterai mes plaintes, et j'en de-
 « manderai justice à tous les princes, et à tous les peuples
 « du monde, non pour implorer leurs secours, mais pour
 « faire connaître ce prince tel qu'il est, et pour que toutes
 « les puissances de la terre sachent comme il se joue de
 « la foi des traités. »

La réponse finit par ces mots: ET HARC EST RESPONSIO
 DICTI DOMINI IUDICIS.

A cette réponse étoit jointe une lettre que voici,
 adressée au duc d'Anjou: « J'ai vu vos ambassadeurs,
 « ils m'ont fait part de vos frivoles excuses, je leur ai
 « fait remettre ma réponse, et j'ai pris la précaution de
 « faire enregistrer le tout dans ma chancellerie. »

A la dureté des réponses, le JUGE d'ARAGONZ joignit la
 dureté des procédés à l'égard des ambassadeurs. Ceux-ci
 ayant remis leurs papiers au JUGE, attendoient tranquille-
 ment sa réponse au palais archiepiscopal, où le JUGE
 les avoit fait loger et traiter assez honorablement; le
 mardi, dernier août, deux massiers, et deux sergents ou
 domestiques (SEVENTISTES), armés d'épées, et portant la
 livrée du prince, virent leur dire, dans la langue du
 pays, IN BOKUM SARDESCO; que monsieur le JUGE les man-
 doit. Arrivés dans la grande cour du palais, ils la trou-
 vèrent remplie d'un peuple immense, au milieu duquel on
 distinguoit un évêque, frère Mineur, entouré d'autres frères
 Mineurs, une multitude de prêtres et de moines, et quan-
 tité de domestiques à la livrée du prince. Les ambas-
 sadeurs voulurent se tirer de la foule et passer, comme
 la veille, de cette grande cour extérieure dans la petite
 cour intérieure qui menoit à la chambre du JUGE: on
 leur en ferma brusquement la porte, et ils furent obligés
 d'attendre dans la première cour, confondus parmi le
 peuple. Au bout d'un certain temps la porte s'ouvrit,
 et ils virent paraître l'évêque chancelier tenant un papier
 à la main, et assisté d'un notaire ou secrétaire, qui por-
 toit aussi divers papiers. Avec eux étoient aussi Don PAL,
 cet officier du palais, qui, la veille, avoit introduit les
 ambassadeurs dans la chambre du JUGE, le FODESTAT, et

à leur suite un grand nombre de massiers, de sergents
 et autres domestiques du JUGE. L'évêque élevant la voix
 pour être entendu de toute l'assemblée, s'écria dans la
 langue du pays, IN BOKUM SARDESCO: BONNES GENS (BONAK
 GENTES), monsieur le JUGE vous a fait assembler ici pour
 « vous faire connaître les variations et l'infidélité du duc
 « d'Anjou, en présence de ses nouveaux ambassadeurs,
 « qui pourront aussi bien vous faire la comparaison
 « du passé avec le présent. Voici le traité dont vous avez
 « entendu les premiers ambassadeurs jurer solennellement
 « l'exécution dans l'église de SAINTE MARIE; il est pos-
 « sible que les nouveaux ambassadeurs n'en aient pas con-
 « naissance; c'est pourquoi nous avons voulu vous le lire
 « en leur présence. Voici ensuite la nouvelle dépêche du
 « DUC d'ANJOU, apportée par ses nouveaux ambassadeurs,
 « elle contient l'aveu formel de l'ineécution du traité,
 « avec de nouvelles promesses qui ne seroient que de nou-
 « veaux mensonges; voici la réponse que monsieur le JUGE
 « fait à toutes ces fourberies. »

En même temps il fit lire ou lui toutes ces pièces qu'il
 accompagnait de commentaires pour aggraver les torts
 du duc d'ANJOU, et pour rendre plus sensible l'infidélité
 qu'on lui reprochoit; ensuite se tournant vers les am-
 bassadeurs, il leur dit de la part du JUGE d'ARAGONZ,
 qu'ils eussent à sortir de ses terres dans le jour, et à
 se retirer dans leur navire, et que c'étoit ainsi que le
 JUGE leur donnoit leur congé. Ce n'EST PAS AINSI QU'IL
 DOIT ÊTRE DONNÉ À DES GENS DE NOTRE CARACTÈRE, répon-
 dirent les ambassadeurs, et ils demandèrent à l'évêque-
 chancelier la copie de la réponse du JUGE, et la per-
 mission de le voir pour prendre congé de lui. ATTENDEZ
 ICI UN MOMENT, leur dit l'évêque, et il alla prendre les
 ordres de HUGUES. DON PAL, qui étoit rentré avec lui,
 revint un moment après, et dit aux ambassadeurs, qu'ils
 ne pouvoient voir le JUGE; mais qu'ils retournaissent dîner
 au palais, et qu'ils attendissent ses ordres. Ils dînèrent
 tristement, MOESTI ET DOLENTES MODICUM PRANSI FUERUNT,
 et après le dîner que la relation appelle PRANDIUM PESSI-
 MUM, n'entendant parler de rien, ils envoyèrent jusqu'à
 deux fois à DON PAL des personnages des plus distingués
 de leur suite, pour demander de nouveau la permission
 de voir le JUGE; la première fois ils ne purent pas même
 parvenir jusqu'à DON PAL; la seconde ils le virent, mais
 ils eurent pour réponse définitive, que le JUGE ne
 vouloit point absolument revoir les ambassadeurs; on leur
 fit même toute sorte d'avaries, soit par ordre du JUGE,
 soit en croyant entrer dans ses vues; ou retint les pro-
 visions de vivres que le JUGE leur avoit permis de faire
 dans la ville pour leur voyage, et qu'ils avoient exacte-
 ment payées; on arrêta leurs malles à la porte de la
 ville, et on les fouilla très-rigoureusement pour voir s'ils
 n'avoient point de papiers secrets ou suspects; mais ils
 avoient pris leurs précautions à cet égard.

Ce même mardi, 30 août, à l'entrée de la nuit, les
 ambassadeurs étant dans leur navire, FRANÇOIS PISANI vint
 de la part du JUGE d'ARAGONZ leur apporter la copie de
 la réponse de ce prince, qui avoit été lue dans l'assemblée
 du peuple, et sa lettre adressée au duc d'ANJOU; nous
 avons rendu compte de l'une et de l'autre.

Le retour en France ne fut pas un plus sans danger;

on craignoit surtout la rencontre des navires catalans; le vaisseau qui portoit les ambassadeurs avoit été loué à Marseille, le patron étoit Marseillois: les Provençaux, alors sujets de la reine Jeanne I^{re} de Naples étoient en paix avec les Arragonois et les Catalans; c'étoit un danger de moins. Le vaisseau relâcha, pour faire eau, dans un port du golfe d'ALGERY (1), à dix milles de distance de cette place; ALGERY et toute cette partie de la SARDAIGNE appartenoient aux Arragonois; une barque survient portant pavillon marseillois, plusieurs hommes en sortent, entre autres un consul résident à ALGERY pour les Marseillois et Provençaux; ils entrent dans le vaisseau des ambassadeurs, et s'adressant au patron, se disent envoyés par le gouverneur d'ALGERY, qui s'étonne, qu'attendu l'amitié qui règne entre les Provençaux et les Catalans, le patron ne se soit pas adressé à lui pour demander des rafraîchissemens; il les prévient donc, et les envoie pour lui en offrir. Nous sommes très-bien pourvus de tout, répondit le patron; et pour le leur prouver, il leur fait servir d'excellent vin dans des vases d'argent, et se met à boire avec eux. Tout en buvant et en causant, on lui demande amicalement d'où il vient; je viens, de faire la chasse à quelques corsaires Sarrazins, qui ont exercé leurs brigandages dans la mer de Marseille. Oh non! répond un des envoyés d'ALGERY, vous revenez de SARDAIGNE, vous portez deux ambassadeurs français; il lui en dit tous les noms, surnoms, titres et qualité; le gouverneur d'Algeri, ajouta-t-il, en est bien instruit, et n'en est pas médiocrement inquiet; comment avez-vous l'imprudence de vous engager ici dans un golfe Arragonois; croyez-moi, ne vous y arrêtez pas plus long-temps, vous n'y seriez pas en sûreté. Le patron qui étoit un homme de cœur, qui MAGNANIMUS EXISTEBAT ALTO CORDE, repliqua: le voulez-vous ainsi? eh bien! tout ce que vous dites est très-vrai; j'ai dans mon vaisseau

les ambassadeurs français, je prétends les remettre sains et saufs à Marseille; je ne crains point monsieur le gouverneur d'ALGERY, qu'il fasse du pis qu'il pourra, FACIAT PEIUS QUOD FACERE POTERIT; je ne pars d'ici que demain au matin, je soupe ici, je dors ici; si on me réveille, nous verrons; et sachez qu'il n'y a pas dans le port de Marseille un seul vaisseau qui ne soit aux ordres du duc d'ANJOU, sauf l'obéissance due à notre souveraine. Après ce discours, les envoyés partirent; le patron resta, comme il l'avoit dit, et ne partit que le lendemain matin. Le nom de cet homme courageux étoit JEAN CAFFE.

Les ambassadeurs, dans le reste de leur course, essuyèrent de violentes tempêtes qui maltraitèrent leur navire au point qu'il faisoit eau de tous côtés, et que chacun s'attendoit à périr; on prit terre, et on le radouba; à peine s'étoit-on remis en mer, qu'on aperçut deux vaisseaux de corsaires qui donnèrent la chasse à celui des ambassadeurs; mais celui-ci étant meilleur voilier, leur échappa.

Les ambassadeurs n'arrivèrent à Marseille que le 46 septembre; par le compte des frais du nautage, ils se trouvèrent devoir au patron mille soixante et quinze livres; ils n'avoient point cette somme, ils offrirent des otages; le généreux JEAN CAFFE les refusa, ne voulant point d'autre sûreté que leur promesse, et la protection du duc d'ANJOU. Ils arrivèrent le 18 à AVIGNON, où ils séjournèrent quelque temps; ce ne fut enfin que le 11 d'octobre qu'ils purent remettre à Toulouse au duc d'ANJOU les réponses et la lettre du JUGE d'ARBONÈS, et rendre compte du mauvais succès de leur ambassade (2).

(3) Nota il Gaillard, che alla Relazione erano uniti i seguenti documenti: 1° Rotulus credentie in gallico; et Rotulus credentie ex gallico in latinum translatus: ce sont les lettres de créance, et les instructions données aux ambassadeurs allant vers le JUGE d'ARBONÈS (de quatre-vingt-six à quatre-vingt-quinze fol. verso); 2° Un pouvoir pour confirmer les alliances, et en former de nouvelles: procuratorium super aligentia tam facta confirmandis, et de novo faciendis (de quatre-vingt-quinze à cent fol.); 3° pouvoir pour arrêter le mariage entre le fils du Duc d'ANJOU et la fille du JUGE d'ARBONÈS: procuratorium super matrimonio contrahendo (de cent à cent cinq fol.); 4° la réponse du JUGE d'ARBONÈS avec la lettre au Duc d'ANJOU (de cent cinq à cent huit fol.).

(1) ALGERY, cioè ALGERNO; villa ALGURENII; città del Capo settentrionale della Sardegna. Il golfo e porto, di cui si fa menzione in questo luogo, è l'odierno golfo di Portoconte, distante due miglia da detta città di ALGERNO.

